



**HAL**  
open science

## Dynamique du changement légal et construction territoriale dans les Tuxtlas (Mexique)

Eric Léonard

► **To cite this version:**

Eric Léonard. Dynamique du changement légal et construction territoriale dans les Tuxtlas (Mexique). Géographie. Université paris 1 Panthéon-La Sorbonne, 2014. tel-01143035

**HAL Id: tel-01143035**

**<https://shs.hal.science/tel-01143035>**

Submitted on 16 Apr 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Des systèmes agraires  
à une proposition de  
géographie institutionnelle**

**Eric Léonard**

**Dossier d'Habilitation à diriger des recherches (HDR)**

*sous la direction du Professeur Jean-Louis Chaléard*

**Volume 3**

***Dynamique du changement légal  
et construction territoriale  
dans les Tuxtlas (Mexique)***

**Jury :**

M. **Jean-Louis Chaléard**, référent, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne

M. **Laurent Faret**, rapporteur, Professeur à l'Université Paris 7-Paris Diderot

M. **Christian Grataloup**, rapporteur, Professeur à l'Université Paris 7-Paris Diderot

M. **Luc Cambrézy**, Directeur de recherche (HDR) à l'IRD

M. **Jean-Philippe Colin**, Directeur de recherche (HDR) à l'IRD

M. **Juan Pedro Viqueira**, Chercheur au Colegio de México



***Volume 3***

***Dynamique du changement légal  
et construction territoriale  
dans les Tuxtlas (Mexique)***

***Une proposition de géographie institutionnelle***





A Susana, Lilian et Coline. Par ordre d'entrée en scène



## **Table des matières**

Remerciements .....	5
Introduction Changement légal et transformations territoriales pour une approche institutionnelle des dynamiques de l'espace rural .....	7
La démarche : s'intéresser aux rapports entre les institutions, les jeux d'acteurs et les transformations des organisations spatiales .....	9
Le choix du terrain : le Mexique, de l'Etat à la communauté .....	15
Organisation de l'ouvrage et choix méthodologiques .....	19
 <i>Première partie Du domaine seigneurial à la région : la construction politique des Tuxtlas (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles).....</i>	 25
Chapitre 1 Le rêve domanial du conquérant : de l'État dans l'État à l'enclave périphérique .....	27
Une terre fertile donnant ses fruits avec prodigalité : les Tuxtlas au moment de la conquête espagnole .....	29
La construction du Marquisat del Valle et le contrôle des axes d'échange transocéanique .....	34
L'effondrement du projet économique seigneurial et la marginalisation des Tuxtlas dans l'organisation du Marquisat del Valle .....	39
La dynamique de la société indienne : intégration aux circuits d'échange coloniaux et autonomie politique.....	43
Chapitre 2 Intégration marchande et recompositions de l'ordre économique et politique : conflits et remises en cause des structures de pouvoir au XVIII <sup>e</sup> siècle .....	47
Deux émeutes populaires, deux moments de remise en question (et de rétablissement formel) de l'ordre colonial .....	50
Les commerçants de San Andrés à l'assaut du marché régional : les conflits commerciaux avec les marchands de Tlacotalpan .....	57
La construction politique d'un centre économique .....	64
Chapitre 3 Les transformations de la structure territoriale : recomposition du peuplement et construction d'un régime foncier composite .....	67
De l'autonomisation administrative à la constitution de communautés métisses : la recomposition des structures territoriales du Marquisat .....	68
La renégociation des droits fonciers : <i>ranchos, rancherías, cofradías</i> et la formation d'un régime de propriété composite .....	78
Le changement institutionnel et la reconfiguration des espaces sociopolitiques : réformes légales ou dynamiques endogènes ? .....	88

Entrepreneuriat politique, changement institutionnel et construction territoriale. L'organisation de la traite cotonnière comme champ social semi-autonome .....	92
<i>Deuxième partie La municipalité de San Andrés Tuxtla au centre de la politique de la terre et du territoire (1820-1930).....</i>	<i>95</i>
Chapitre 4 Construction de la municipalité et reconfiguration des structures de propriété au XIX <sup>e</sup> siècle .....	97
La fusion des sphères de gouvernement politique et foncier : la construction de la municipalité et de la propriété communale.....	99
Recompositions de l'organisation économique et changement légal : la rupture du pacte de gouvernance autour du "commun" municipal.....	110
La privatisation des terres et la dissolution du pouvoir municipal .....	119
Chapitre 5 La mécanique sociale du changement institutionnel, Individualisation de la propriété et transformation des relations sociales à la fin du XIX <sup>e</sup> siècle.....	129
Changement des rapports de propriété et transformation des relations socio-économiques : la réinterprétation de deux institutions régulatrices.....	131
La dynamique des marchés fonciers et la concentration de la propriété.....	142
De l'utopie propriétaire à l'oligopole d'haciendas : paysages fonciers après le séisme.....	149
Chapitre 6 Restauration communale et conflits pour le pouvoir municipal, Les disputes pour la réforme agraire (1915-1934) .....	157
La période révolutionnaire et la construction d'un nouveau cadre légal de gouvernance rurale...	158
L'apogée du "Parti Rouge de San Andrés" et la première phase de mise en œuvre de la réforme agraire : un projet de restauration communale ? .....	165
Les remises en question de la "municipalité agraire" et la fracture du mouvement agrariste local.....	170
Epilogue : le chant du cygne du projet communal dans les Tuxtlas .....	176
<i>Troisième partie La construction réciproque de l'État et de la communauté paysanne. Réforme agraire et reconfigurations des institutions villageoises (1934-1980) .....</i>	<i>179</i>
Chapitre 7 La réforme agraire cardéniste et la construction d'un nouveau régime de gouvernementalité rurale (1934-1950) .....	181
Segmentation des organisations villageoises et activation d'une frontière interne : la fragmentation politique du territoire municipal .....	184
Un nouvel ordre économique et spatial : le développement et le contrôle de la production paysanne.....	197
La construction d'un régime institutionnel hybride : "l'entrepreneur de la frontière" comme pivot du mode de gouvernementalité rurale.....	209
Conclusion : la reproduction des logiques de segmentation politico-territoriale et la propagation trans-générationnelle de la frontière agraire.....	220

Chapitre 8	La frontière agraire en marche.	
	La colonisation agraire des terres basses du Sotavento (1950-1980) .....	223
	Introduction : la reproduction des logiques de segmentation intergénérationnelle et d'autonomisation des jeunes ruraux .....	223
	Le tournant alémaniste : la colonisation agraire comme entreprise privée (1945-60) .....	226
	La propagation de la frontière agraire tuxtèque et l'incorporation des <i>ejidos</i> au dispositif privé d'organisation de l'élevage bovin.....	236
	L'organisation institutionnelle et spatiale de la frontière interne : reproduction et affinement du modèle de gouvernementalité postrévolutionnaire .....	247
	Conclusion : la politique alémaniste de colonisation agraire : bifurcation politique ou approfondissement du mode de gouvernementalité rurale ? .....	254
	<i>Quatrième partie Transformations de l'économie paysanne et réforme de la propriété ejidale.</i>	
	<i>L'ejido au centre des recompositions politiques et territoriales.....</i>	<i>257</i>
Chapitre 9	L'ejido dans la régulation des rapports intergénérationnels. Dynamique et différenciation territoriale des institutions politico-foncières dans le centre des Tuxtlas (1960-1990) .....	259
	L'ejido et la régulation des rapports intergénérationnels : les tensions entre l'accès aux droits fonciers et l'allocation des droits politiques .....	260
	La période d'intervention publique massive dans l'économie agricole et l'effondrement des monopoles de médiation politique et commerciale.....	271
	La prise de contrôle des <i>ejidatarios</i> sur l'espace foncier et politique local : le "parcellement conventionnel" .....	280
	Conclusion : l'ejido, entre deux modèles de communauté.....	290
Chapitre 10	Le changement légal de 1992 et le programme de certification foncière. Une économie politique de la réforme de l'ejido .....	293
	Le tournant néolibéral de l'Etat mexicain et le processus d'insertion compétitive dans le marché nord-américain .....	295
	L'ajustement structurel des familles et des communautés rurales .....	309
	Une économie politique de la réforme de l'ejido .....	317
	Conclusion : sens et significations du changement légal : la permanence des institutions <i>ejidales</i> dans la régulation sociopolitique locale .....	329
Chapitre 11	Les reconfigurations des institutions de l'ejido : de la gouvernance foncière au développement local.....	331
	Migration longue et recomposition des organisations familiales rurales : l'absence et l'incertitude au centre des rapports intergénérationnels .....	332
	Les déterminants locaux de la construction des nouvelles organisations familiales.....	340
	L'ejido au centre des dynamiques de développement territorial : nouvelles politiques du local et production endogène de dispositifs fiscaux.....	344
	Conclusion : Le devenir de l'institution <i>ejidale</i> dans une économie déterritorialisée.....	355

<i>Conclusions générales</i> .....	359
Chapitre 12 Changements institutionnels et dynamiques de l'espace rural.	
Vers une proposition de géographie institutionnelle .....	361
Ruptures légales, enchâssement sociopolitique du changement institutionnel et dépendances de sentier .....	362
Le territoire, produit du changement institutionnel et producteur d'institutions .....	364
Le rapport Etat/communauté rurale au centre des dynamiques de recomposition des hiérarchies territoriales .....	371
Bibliographie .....	377
Glossaire .....	413
Table des illustrations .....	431

## **Remerciements**

Cet ouvrage s'est construit autour de réflexions qui ont germé il y a une dizaine d'années et il mobilise des données que j'avais commencées à compiler depuis 1997. Il est donc redevable de nombreuses rencontres et n'aurait pu voir le jour sans l'influence et les appuis d'un grand nombre de personnes. Avant d'en livrer la teneur, je voudrais donc manifester ma gratitude à ces personnes qui, de façon incidente ou centrale, ont contribué à sa réalisation.

Un grand merci d'abord aux collègues et amis de l'unité de recherche *Régulations foncières* de l'IRD, Jean-Pierre Chauveau, Jean-Philippe Colin et André Quesnel avec lesquels les échanges, toujours conviviaux et qui ont largement dépassé le cadre scientifique, ont constitué une source permanente de stimulations et de motivation. Je n'oublie pas les autres membres de ce collectif, Jean-Pierre Jacob, Philippe Lavigne Delville et Pierre-Yves Le Meur, qui ont grandement contribué à mes réflexions, et notamment à l'incorporation des cadres d'analyse africanistes à cette étude de cas américaine.

Mais ce travail est d'abord l'aboutissement d'une aventure mexicaine, conduite dans le cadre d'un partenariat long et riche avec des chercheurs mexicains et des collègues qui ont tissé avec ce pays un rapport intime. Je voudrais remercier sincèrement les personnes qui ont participé aux différents programmes de recherche conduits dans le cadre de la coopération entre l'IRD et le CIESAS et qui ont constitué des acteurs essentiels dans la construction de cette réflexion. Emilia Velázquez en premier lieu, pour sa rigueur, sa culture anthropologique, ses orientations pertinentes, en sus de ses manifestations de sincère amitié. Rafael Palma ensuite, compagnon indéfectible, pour sa curiosité, sa disponibilité et ses compétences uniques dans l'utilisation du SIG Sotavento. Alberto del Rey, pour son intelligence pétillante et sa capacité de mise en dialogue des approches qualitatives et quantitatives. Je n'oublie pas Odile Hoffmann, grâce à qui cette aventure mexicaine a commencé et qui a représenté un soutien et une source d'inspiration précieux au long de ces années. Une mention spéciale à François Lartigue, qui a toujours été un auditeur curieux, un relais enthousiaste et un aiguillon facétieux des réflexions que nous tissions dans les brumes de Xalapa ; Pancho, tu nous laisse un grand vide qu'il sera difficile de remplir.

J'ai une dette immense vis-à-vis des historiens qui m'ont fait partager leur maîtrise du contexte des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, des fonds d'archives et de bon nombre de documents qu'ils avaient eux-mêmes débusqués et transcrits, mais aussi leur connaissance intime du Sotavento de Veracruz, sans autre attente que le partage intellectuel : un grand merci à mes amis Alvaro Alcántara et Alfredo Delgado. Merci également à leurs collègues qui, par leurs connaissances des contextes régionaux et institutionnels des périodes coloniale, libérale et (post)révolutionnaire, ont patiemment enrichi mes perceptions : Antonio Escobar, Carmen Blázquez, Michael Ducey, Helga Baitenmann.

Un immense merci aux compagnons du CIESAS-Golfo et aux membres des différents projets de recherche dans lesquels j'ai été engagé : à Victoria Chenaut, Horacio Mackinlay, Hipolito Rodríguez, Marie-France Prévôt-Schapira, Teresa Rodríguez, Fernando Saavedra et Bernard Tallet. Ma gratitude également aux collègues et amis du CIRAD à Montpellier, Philippe Bonnal et Bruno Losch, qui ont contribué à élargir mes références mexicaines à de nouveaux terrains et de nouvelles pistes de réflexion, notamment en science politique.

Je n'oublie pas les étudiants que j'ai encadrés sur le terrain. Ils ont constitué bien plus qu'une force d'appoint dans la collecte de données, mais une source de remises en question et de renouvellement



de mon regard sur les sociétés agraires du Sud-Veracruz : Raphaëlle Bernès, Alberto Flores, Xavier Colin, Alaric Stéphan, Virginie Brun, qui ont arpenté le terrain ; Rocio Ochoa et Alfredo Herrera, qui m'ont apporté une aide inestimable dans la révision et la transcription des documents d'archives.

Mon rapport au terrain, qui a fourni l'inspiration et la matière première de ce travail, n'aurait pas été le même sans l'aide de quelques personnes qui, dans la convivialité du café (ou de la bière) partagé, m'ont fait bénéficier de leurs connaissances de la région et de leurs contacts : Elsa Almeida, Ruben Leyton, Carlos Robles, Miguel Ortiz. Comment exprimer ma gratitude aux paysans, *ejidatarios*, *rancheros*, *comuneros*, aux membres de leurs familles, qui m'ont ouvert leurs portes et accordé leur patience au long de mes déambulations dans les communautés tuxtèques ?

Un grand, un immense, merci à Marguerite Cros et Marion Rabier, qui m'ont fait bénéficier de leurs talents de lectrice et de leur regard critique sur un sujet et un contexte qu'elles ne connaissaient pas.

Enfin, je ne peux conclure cette litanie de remerciements sans manifester ma gratitude aux personnels de l'IRD qui ont soutenu mon travail par leurs appuis logistiques et administratifs, mais aussi, souvent, par leurs marques d'amitié. Merci donc aux collègues de l'UMR GRED et en particulier à son directeur, Francis Laloé et à Nathalie Finot qui en est la cheville ouvrière. Merci au personnel de la représentation de l'IRD au Mexique, Alicia Armendariz, Maria Eugenia Ramírez, Sophie Hvostoff, Martine Galtier, Susana Ferret et José Luis Llop. J'ai une dette particulière vis-à-vis des représentants successifs qui ont soutenu mes recherches du mieux qu'ils le pouvaient : Henri Poupon, Michel Portais, Pascal Labazée et Renaud Fichez. Je ne peux dissocier de ces remerciements Rafael Loyola et Virginia García, les directeurs généraux successifs du CIESAS qui m'ont accueilli à bras ouverts dans leur institution, Fernando Salmerón et Guadalupe Escamilla, leurs secrétaires généraux, qui ont œuvré au mieux pour faciliter mon insertion. Le travail présenté dans les pages qui suivent aurait été inconcevable sans la mise à disposition d'un cadre de travail idéal constitué par le partenariat entre l'IRD et le CIESAS. Qu'il soit considéré comme une manifestation de ma reconnaissance aux personnes qui en font et en ont fait la texture quotidienne.

## **Introduction**

### **Changement légal et transformations territoriales**

#### **Pour une approche institutionnelle**

#### **des dynamiques de l'espace rural**

Depuis le début des années 1990, deux concepts se sont graduellement imposés dans les réflexions sur le développement et ont diffusé dans les recommandations des institutions internationales sur les priorités de l'action publique. Le premier concerne la prise en compte des institutions, entendues comme "règles du jeu" socialement acceptées, comme des déterminants majeurs de la performance des économies et de la distribution des ressources au sein de la société<sup>1</sup>. Les structures institutionnelles sont ainsi considérées comme des facteurs explicatifs des divergences dans les trajectoires nationales de développement observées au long de l'histoire (voir notamment North, 1990 ; Engerman & Sokoloff, 1997 ; Acemoglu *et al.*, 2001 ; Lafaye *et al.*, 2007). Le second, apparu plus tardivement, s'inscrit dans le prolongement des mesures de décentralisation engagées dans l'ensemble des pays du Sud et a accompagné notamment le glissement des politiques européennes de développement du "local" (Pecqueur, 1994) vers les territoires (Alvergne & Taulelle, 2002 ; Baudelle *et al.*, 2011). Dans le courant des années 2000, le territoire a ainsi été promu au rang d'objet et d'espace privilégié du développement, notamment en Afrique Australe et en Amérique Latine (Antheaume & Giraut, 2005 ; Velut, 2007).

La démarche qui est à l'origine de cet essai vise à articuler les deux champs de questionnements : celui relatif aux dynamiques institutionnelles et à leurs incidences dans la différenciation des trajectoires de développement, non seulement entre des continents ou des pays, mais aussi entre des régions, voir entre des *territoires* voisins, appartenant à un même ensemble national, ; et celui qui touche aux dynamiques territoriales en tant qu'expressions de processus particuliers d'organisation sociopolitique et de développement économique. La capacité des territoires et des organisations sociales dont ils sont l'émanation à générer des processus de développement est couramment associée à des formes d'action collective qui ont pour objet la production et l'entretien de biens et d'attributs territoriaux, ainsi que l'incorporation dans des réseaux économiques ou de politiques publiques (Denieuil, 2008). La nature de ces formes d'action collective et leur dynamique sont elles-mêmes tributaires des institutions qui organisent les coordinations et les échanges entre

---

<sup>1</sup> Au long de cet ouvrage, j'emploierai une définition large de la notion d'institution qui emprunte à la fois aux champs de l'économie institutionnelle, de la sociologie et de la science politique. Les institutions peuvent s'entendre comme structures ou mécanismes d'ordre social organisant les interactions entre les membres d'une société. Cette définition substantive inclut les règles de nature formelle (principes constitutionnels, lois, règlements administratifs...) et les systèmes de principes moraux, valeurs, normes sociales et conventions non codifiées que des sociétés se donnent pour encadrer les comportements et les échanges de toute nature entre leurs membres – règles que W. R. Scott (1995 : 33) élargit à l'ensemble des « structures cognitives, normatives et réglementaires ». Par extension, j'emploierai aussi la notion d'institution en référence aux autorités habilitées à sanctionner l'application de ces règles, en particulier les conflits résultant des interprétations divergentes de leur contenu et de leur domaine d'application.

acteurs sociaux, aussi bien sein du territoire, qu'entre celui-ci et des organisations voisines ou des niveaux politico-administratifs supérieurs<sup>2</sup>.

Les dynamiques territoriales entretiennent ainsi des rapports étroits avec les dynamiques institutionnelles, dont elles sont pour partie la résultante, mais qu'elles contribuent aussi à recomposer. Historiquement, et nous aurons d'en avoir un large aperçu autour du cas mexicain, les transformations du cadre légal et administratif impulsées par les Etats ont été un levier majeur de reconfiguration des structures territoriales, dans un objectif d'incorporation des organisations sociales situées aux marges des systèmes politiques à un projet d'unification nationale. Les politiques foncières, auxquelles cet ouvrage fait une large place, ont notamment constitué un outil privilégié d'uniformisation des régimes institutionnels locaux (ou "coutumiers") via la diffusion de règles et l'imposition de systèmes d'autorité qui conduisaient à réduire l'autonomie des organisations sociopolitiques périphériques.

Pour autant, la mise en œuvre de ces réformes a fait l'objet de logiques multiples de confrontation, réinterprétation et réappropriation qui en ont considérablement modifié le contenu et les expressions dans les contextes régionaux et locaux. Ces processus de "mise en sens" des cadres légaux (Müller, 2000) ont conduit à l'expression de formes institutionnelles différenciées, selon la façon dont les systèmes d'autorité et les rapports de pouvoirs internes aux sociétés affectées par ces réformes ont conduit à en infléchir le contenu<sup>3</sup>. Les territoires sont ainsi eux-mêmes des espaces de production et de changement institutionnel, dont les composantes s'imposent aux dispositifs de gouvernement qui opèrent aux échelons supérieurs ou au niveau de secteurs d'activité particuliers. L'ancrage territorial des processus de changement institutionnel et leur variabilité sont ainsi à l'origine, d'une part, de dynamiques de recombinaison des formes hiérarchiques et des interactions entre les territoires (selon la capacité des organisations sociopolitiques à instrumenter en leur faveur les nouveaux cadres de coordination politique et administrative) et, d'autre part, de transformation des régimes légaux et réglementaires formels (à travers les interactions multiples et répétées entre ces organisations et les instances administratives, politiques ou économiques de la société nationale)<sup>4</sup>.

La dimension territorialisée du changement institutionnel et les rapports entre changement légal et transformations des structures territoriales forment la question qui structure cet ouvrage. Celui-ci vise à analyser de façon croisée et sans préjugé de causalité les processus de changement institutionnel – en particulier dans le champ foncier – et les processus de transformation des organisations territoriales – des structures, des interactions et des hiérarchies spatiales au sein d'un petit espace régional – associés à de grandes ruptures dans la configuration des cadres légaux en quatre moment-charnière de l'histoire mexicaine. Cette démarche cherche à mettre en œuvre une articulation dynamique entre effets de structures et stratégies d'acteurs, qui cherche à éviter le biais

---

<sup>2</sup> Cette dimension institutionnelle du développement territorial est implicitement intégrée dans la notion de "bonne gouvernance" (World Bank, 1992), qui a inspiré les prescriptions de décentralisation administrative et qui, dans sa version la plus simpliste, associe au territoire micro-local ou à la "communauté" des mécanismes de participation et des vertus démocratiques qui constitueraient un contrepoids aux entreprises d'un Etat prédateur et inefficace (voir Campbell, 2001 ; Hermet & Kazancigil 2005).

<sup>3</sup> Cette capacité à s'approprier et reformuler les règles étatiques est exprimée dans la notion de semi-autonomie des champs sociaux (locaux, sectoriels), à laquelle je ferai amplement référence dans cet ouvrage (voir S. F. Moore, 1973). Cette notion insiste sur la capacité des secteurs sociaux à formuler leurs propres règles, en interaction avec le système légal et réglementaire, mais de façon non subordonnée à celui-ci : « [The semi-autonomous social field] can generate rules and customs and symbols internally, but [...] it is also vulnerable to rules and decisions and other forces emanating from the larger world by which it is surrounded. The semi-autonomous social field has rule-making capacities, and the means to induce or coerce compliance; but it is simultaneously set in a larger social matrix which can and does, affect and invade him... » (Moore 1973 : 720.).

<sup>4</sup> Nous verrons une illustration de cette situation à propos de la réforme légale du cadre de la réforme agraire mexicaine de 1992, qui a conduit à formaliser toute une série de pratiques et de conventions qui régulaient les transferts fonciers au sein du secteur réformé et étaient perçus comme légitimes par les sociétés locales (voir Mackinlay, 1991 ; Bouquet & Colin, 2010).

structuraliste au profit d'une perspective compréhensive, centrée sur les perceptions et les logiques des acteurs sociaux et de leurs jeux autour des institutions.

## **La démarche : s'intéresser aux rapports entre les institutions, les jeux d'acteurs et les transformations des organisations spatiales**

### ***Le territoire comme expression spatialisée de rapports d'autorité : la définition des règles sociales comme enjeu de construction territoriale***

Le territoire se définit classiquement à travers les formes de prise de possession de l'espace par des groupes organisés<sup>5</sup>. Di Méo (1996 : 40) le définit comme la résultante des processus d'appropriation (symbolique, idéologique, économique, politique) de l'espace par des groupes sociaux qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes et de leur histoire. Dans la continuité de Robert Sack (1986), Sylvie Jaglin (2007 : 27) aborde le territoire comme

« le produit d'un processus de délimitation et d'encadrement d'une portion d'espace par une autorité organisée à des fins de contrôle sur les personnes, les ressources, les relations. [...] Les territoires [...] réclament un effort constant, tant pour leur établissement que pour leur maintien : ils sont le produit de "stratégies" qui en définissent le degré et la fonction, en relation avec des formes d'organisation sociale spécifiques. La territorialisation est [...] un moyen par lequel des individus ou des groupes construisent et maintiennent des organisations spatiales, mais elle est rarement exclusive et requiert, la plupart du temps, d'autres formes d'action pour conforter et consolider ses fins (Sack, 1986 : 20). »

De la définition de Jaglin, il convient en premier lieu de retenir l'idée de contrôle exercé par une autorité sur des ressources et des personnes qui forment le territoire, mais aussi sur un système de relations sociales qui en définit le périmètre et la position dans un espace plus large. Cette dimension politique fait écho à la notion de gouvernementalité proposée par Foucault (2001 et 2004) et qui peut être définie comme un ensemble de techniques et de dispositifs de gouvernement, reposant sur la mobilisation de savoirs particuliers et le contrôle de leur distribution, dont l'enjeu est l'exercice du pouvoir et la domination<sup>6</sup>. Le territoire est affaire d'autorité et de contrôle, dont la mise en œuvre appelle la mobilisation de ressources symboliques, techniques et institutionnelles spécifiques aux organisations sociales qui l'occupent.

Le second point que met en exergue Jaglin concerne la dimension dynamique et processuelle de la production territoriale. Le territoire ne constitue pas une forme établie, mais une structure sujette à des revendications concurrentes et des recompositions régulières, en fonction des relations internes à la société qui l'occupe – et notamment aux rapports de pouvoir qui traversent celle-ci – et des relations que cette société et les autorités qui la gouvernent entretiennent avec les organisations sociopolitiques voisines ou surplombantes. Ce travail d'entretien – de « maintien » – « constant » s'exprime à travers la construction de règles particulières et leur actualisation en réponse aux

<sup>5</sup> Cette notion d'appropriation établit fondamentalement la distinction entre le territoire et l'espace. Celui-ci est également le produit d'un processus d'humanisation, de transformation et de signification par l'homme : il est formé par la mise en rapport de lieux "pensés" par les sociétés qui les utilisent et prend corps à travers les relations que ces lieux entretiennent entre eux dans le cadre des pratiques des acteurs. Mais la notion d'espace est dépourvue du contenu politique, au sens de négociation et production d'autorités, de règles et de hiérarchies, qui est attaché à celle de territoire.

<sup>6</sup> Dans les mots de Foucault, la gouvernementalité désigne « l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, bien que complexe, de pouvoir, qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir, l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité » (2001 : 655).

transformations de l'environnement politique. Roncayolo (2001 : 183) abonde dans ce sens, lorsqu'il considère que le territoire circonscrit « une zone de compétence juridictionnelle et politique [...] de dispositions légales et de règles qui s'appliquent aux habitants et auxquelles des privilèges d'exterritorialité permettent d'échapper ».

Le territoire constitue ainsi un espace de régulations dont la mise en œuvre est contrôlée par un système d'autorité spécifique. Si le territoire est affaire d'autorité et de contrôle, l'établissement de cette autorité et son maintien passent par la construction et la légitimation de règles organisant « le contrôle sur les personnes, les ressources, les relations », l'accès des personnes aux ressources et les relations entre ces personnes. Les définitions de Jaglin et Rocayolo conduisent à prêter une attention particulière aux règles que se donnent les sociétés ou qu'imposent leurs autorités pour organiser leurs rapports internes, ainsi que ceux qu'elles entretiennent avec les territoires environnants ou les systèmes de pouvoir surplombants. La production de ces règles et la définition des systèmes d'autorité habilités à veiller à leur application et à en sanctionner les transgressions constituent un enjeu central de la construction et de l'entretien des territoires. Symétriquement, il convient de s'interroger quant à la façon dont les transformations des rapports entre organisations territoriales, notamment les échanges de tous types que ces organisations entretiennent, sont susceptibles d'altérer les corps de règles qui fondent la stabilité du binôme territoire-autorité et de recomposer formes et structures territoriales.

Ces questions sont au cœur de la problématique du rapport entre l'Etat et la communauté paysanne, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir en détail en référence au cas mexicain. La communauté, en tant qu'espace d'interactions basées sur la proximité sociale des individus (biologique, politique, résidentielle, symbolique) se définit dans une très large mesure, dans les sociétés agraires notamment, par son inscription dans un territoire. Communauté "villageoise" ou communauté "paysanne" ont constitué des objets privilégiés des études en sciences sociales, avant que les approches postmodernes de la mobilité rurale en termes de réseaux ne viennent remettre en question les bases analytiques<sup>7</sup>. Le présent travail revendique une filiation avec ce courant "historique" des recherches ruralistes, tout en abordant la communauté comme le produit de processus de co-construction ou de construction adossée des sociétés rurales et de l'Etat national. Cette perspective accorde une attention légitime aux formes réticulaires de mise en rapport entre les premières et les instances représentatives du second. Mais elle aborde le territoire comme l'expression spatiale et le niveau d'analyse privilégié des formes institutionnelles (corps de règles, dispositifs d'autorité) qui résultent de la confrontation entre la communauté et l'Etat et des compromis qui en résultent. Le territoire est aussi l'espace social depuis lequel se renégocient les termes du rapport entre ces deux entités, à travers la reformulation des règles portées par les instances étatiques. Il est envisagé à la fois comme un produit des structures institutionnelles encadrant les relations entre l'Etat et les communautés paysannes, et comme un producteur de nouvelles régulations qui modifient les termes de ces relations.

### ***Un ancrage dans les approches institutionnalistes et la question du changement institutionnel***

Le champ des approches institutionnalistes forme un ensemble hétérogène autour duquel se retrouve un ensemble de disciplines allant de l'économie à l'anthropologie sociale, en passant par la science politique et la sociologie<sup>8</sup>. La définition donnée à la notion d'institution est elle-même variable. Dans la tradition anthropologique, peuvent être désignées comme institutions les dispositions sociales orientées à réguler les conduites humaines. Il s'agit de « toutes les croyances et

---

<sup>7</sup> Voir sur ce sujet l'ouvrage pionnier de M. Kearney (1996).

<sup>8</sup> Durkheim (2004 [1894] : 22-23) pose les institutions comme un objet central de la sociologie : « la sociologie peut alors être définie [comme] la science des institutions, de leur genèse et de leur fonctionnement ».

tous les modes de conduite institués par la collectivité » (Durkheim, 2004 : 22), d'une « norme de conduite établie et reconnue comme telle par un groupe social distinct (classe) dont elle est par-là même une institution » (Radcliffe-Brown, 1972 : 313). Mary Douglas (1999), étend la notion d'institution aux cadres cognitifs et aux valeurs morales qui structurent les pensées des individus. Pour Pierre Lascoumes (2004 : 300), les institutions représentent des facteurs d'ordre, mais elles sont aussi productrices de significations. Les politistes comme Yves Surel (1998) approfondissent cette perspective en considérant que les « matrices cognitives et normatives » opèrent en tant que modèles explicatifs du monde et fournissent des mécanismes identitaires et des principes d'action aux acteurs sociaux.

La discipline économique aborde les institutions dans une perspective plus fonctionnaliste. L'institutionnalisme économique historique (Commons, 1934 ; Veblen, 1898) entretient toutefois une réflexion qui reste proche de la perspective durkheimienne. Il pose la question des institutions au regard des conditions historico-culturelles, en référence aux valeurs morales, aux systèmes de droit et aux usages – ou “coutumes” – qui influencent le comportement économique autant que la seule raison individuelle (Colin, 1990). Un système économique est perçu comme un système de pouvoirs dans lequel l'État joue un rôle majeur en définissant les règles du jeu. Les institutions sont définies comme « un ensemble de relations entre individus, qui définissent leurs droits, leur exposition aux droits des autres, leurs privilèges et responsabilités » (Schmid, 1972 : 893-894, *cit.* par Colin, 1990 : 367). La perspective fonctionnaliste est plus accentuée dans la nouvelle économie institutionnelle (Coase, 1984 ; North, 1990 ; Williamson, 1981), qui leur assigne le rôle de donner une prévisibilité aux interactions entre acteurs économiques, dans des contextes marqués par l'incertitude et le caractère incomplet des informations, ainsi que par l'importance des coûts de transaction induits par les asymétries de marché. Elles constituent des cadres de référence permettant d'encadrer et d'organiser les échanges en minimisant les risques de comportement opportuniste.

Dans cet ouvrage, j'emploierai une définition large des institutions, en tant que « structures sociales qui ont atteint un haut degré de résilience [...] composées d'éléments cognitifs, normatifs et réglementaires qui [...] fournissent un sens et de la stabilité à la vie sociale » (Scott, 1995 : 33). Cette définition large rejoint celle proposée par D. North (1990), qui considère les institutions comme des « règles du jeu » combinant une dimension formelle (principes constitutionnels, textes de lois, réglementations, contrats) et une dimension dite “informelle” (règles d'action, telles que les coutumes et les normes comportementales, et systèmes de valeurs et de croyances), centrale pour analyser les comportements des acteurs.

Dans une perspective géographique, cette définition à l'intérêt de situer les institutions dans une position centrale quant à la façon dont une société situe les limites de l'espace approprié et celle de l'espace d'échanges, en référence à des corps de règles organisant le contrôle, l'accès et la distribution des ressources (matérielles, politiques, symboliques) dont ces espaces sont les supports. On peut ainsi envisager que des systèmes institutionnels distincts, ou semi-autonomes, qui peuvent être complémentaires, mais aussi entrer en friction, régulent, d'une part, les interactions au sein du territoire contrôlé par un groupe social et, d'autre part, certains échanges avec les groupes sociaux environnants ou un dispositif étatique surplombant. Ces systèmes de règles interagissent : ils ne sont pas indépendants et les échanges entre groupes sociaux, dispositifs d'autorité et niveaux de régulation tendent à renforcer leur caractère hybride.

Ces situations de pluralisme des registres juridiques et des systèmes d'autorité constituent une caractéristique structurelle et structurante des dynamiques institutionnelles, en particulier dans les contextes du développement : la coexistence de dispositifs de régulation relevant de différents niveaux d'organisation sociopolitique (règles étatiques, normes des sociétés villageoises, contrats privés organisant les échanges au sein de certaines filières) est un constat largement partagé dans les sciences sociales. Ces situations sont au cœur de la question du changement institutionnel. North (1994) établit le rapport entre les règles formelles et ce qu'il désigne comme des « contraintes informelles » comme un objet privilégié d'étude des formes du changement institutionnel. Il en fait

un facteur explicatif central de l'échec de nombreuses réformes légales, comme les politiques d'ajustement structurel et de libéralisation conduites au cours des années 1980 et 1990. Le constat de la variabilité des effets de ces réformes et de leurs effets non anticipés est associé par North et d'autres auteurs (Acemoglu *et al.*, 2001) au jeu des « dépendances de sentier » qui résultent du rôle des structures institutionnelles préexistantes dans la sélection des options disponibles, l'orientation de leur mise en œuvre et leurs formes d'appropriation ou de rejet par les sociétés auxquelles elles sont appliquées (North, 1990 ; Pierson & Skockpol, 2002).

La notion de dépendance de sentier illustre de façon imagée le fait que les trames institutionnelles qui se sont construites au long de l'histoire des sociétés orientent de façon structurante les processus ultérieurs d'évolution des règles, y compris lorsque les transformations des champs sociaux, économiques ou techniques les rendent dysfonctionnelles. L'explication à cette situation réside dans le fait que les individus et les groupes sociaux qui mobilisent ces institutions comme "allant de soi" sont peu enclins à en remettre en question la validité, en particulier lorsqu'ils en tirent un avantage positionnel (Pierson, 2000). Le changement de règle ne peut en conséquence opérer que sur la marge du système institutionnel, de façon graduelle et incrémentale (North, 1994). Ce type d'analyse a été largement mobilisé par les politistes pour décrire les évolutions des régimes politiques à partir de situations institutionnelles comparables (comme le régime féodal des Etats européens et asiatiques chez Moore, 1966, ou le libéralisme des Etats centre-américains au XIX<sup>e</sup> siècle chez Mahoney, 2000).

Les analyses conduites par les économistes et les politistes à l'échelle d'espaces nationaux ou de "secteurs"<sup>9</sup> particuliers, si elles ont pour force de mettre en évidence les jeux des structures et les mécanismes sociétaux des dynamiques de transformation ou de continuité des cadres institutionnels, pêchent en revanche à en révéler les dimensions processuelles et microsociales – celles auxquelles North, *cit.*, fait allusion lorsqu'il se réfère au caractère incrémental du changement institutionnel. L'approche que je suivrai dans le cadre de cet ouvrage vise à s'intéresser aux jeux d'acteurs autour des différents registres de règles et d'autorités qui opèrent conjointement dans des contextes locaux circonscrits, à propos de ressources et en références à des enjeux de pouvoir situés. Les institutions sont considérées à la fois comme des sources de contraintes s'imposant aux acteurs, et comme des ressources qui peuvent être mises à profit par certaines catégories d'acteurs en situation de peser sur – ou de bloquer – l'intégration de nouvelles composantes dans le répertoire institutionnel d'une société (Campbell, 2004). Ces jeux d'acteurs seront mis en rapport avec les transformations de l'environnement économique, politique et institutionnel aux échelles nationale et régionale. Il s'agit de croiser les dimensions macrostructurelles et microprocessuelles des processus de changement institutionnel, à travers la prise en compte des jeux de mobilisation stratégique de registres légaux particuliers par des groupes sociaux ou des porteurs d'intérêts, en référence à des cadres institutionnels donnés et à des contextes historiques et socio-spatiaux situés.

Une telle perspective conduit à considérer le changement institutionnel comme résultant de processus multi-niveaux d'interaction entre des acteurs représentant des intérêts et portant des logiques d'action hétérogènes, relevant d'arènes d'action politique variées (nationale, régionale, locale, sectorielle...), dont les formes d'engagement répondent aux enjeux particuliers de ces arènes et aux registres d'action qui en organisent le fonctionnement. Cette démarche s'inscrit par ailleurs dans une référence au temps long de la construction et de la transformation des régimes institutionnels, des "trames cognitives et normatives" qui en forment le cœur, dont on a déjà souligné la résilience et les évolutions lentes. L'ancrage de l'analyse dans la longue période vise en premier lieu à mettre en évidence les sentiers de dépendance et les phénomènes de continuité ou de "bifurcation" institutionnelle (Collier & Collier, 1991), ainsi que les changements dans les formes de

---

<sup>9</sup> Muller (1990) aborde comme secteurs des grands champs d'activité (domaines de l'énergie, de l'aéronautique, de l'agriculture ou de l'aménagement urbain...), qui se caractérisent par la combinaison d'intérêts sociaux, des formes de représentation de type corporatiste et une articulation avec un segment particulier de l'administration, autour d'un référentiel technique et idéologique spécifique.

mobilisation des acteurs qui leur sont associées. En second lieu, dans la perspective de l'analyse croisée des dynamiques de changement institutionnel et de transformation des organisations territoriales, elle permet de suivre l'évolution des formes d'inscription spatiale des arènes sociales où se négocient, construisent et mettent en œuvre les cadres de régulation.

### **La question foncière comme entrée privilégiée de l'analyse des rapports entre acteurs, territoire et institutions**

Cette analyse des institutions et des jeux d'acteurs autour des institutions est ici conduite en référence au caractère stratégique de certaines ressources pour les acteurs sociaux. Cet ouvrage prête une attention centrale aux enjeux à la fois productifs, politiques et identitaires associés au contrôle et à l'usage de la terre. Le champ foncier revêt en effet un intérêt particulier du point de vue des questions institutionnelles et de leur forme d'enclassement sociopolitique du fait du caractère multidimensionnel des droits sur la terre. Ressource qui demeure essentielle pour l'économie des sociétés rurales – en dépit de la diversité croissante des activités *off-farm* des individus et des familles –, la terre et ses formes d'appropriation et d'usage sont aussi au centre des processus de territorialité, d'organisation politique et de production symbolique et identitaire. Le foncier constitue ainsi un enjeu stratégique de confrontation, de négociation, de coordination et d'action collective entre des acteurs locaux, individuels ou collectifs, et des instances supralocales, étatiques ou de nature privée, qui mobilisent et instrumentalisent des registres hétérogènes de règles, d'institutions et de logiques d'action (UR Régulations foncières, 2004).

Le champ foncier représente un objet d'analyse complexe, qui réunit des dimensions économiques, politiques, sociales et identitaires, mais qui est aussi un produit historique, spatialement situé. La question foncière a connu depuis une vingtaine d'années un regain d'intérêt spectaculaire dans les recherches sur le développement, après avoir été longuement délaissée au cours des décennies qui ont suivi les indépendances africaines. Ce renouveau est lié au retour du foncier dans l'agenda des politiques et des institutions internationales (Lavigne Delville *et al.*, 2000 ; World Bank, 2003 ; CTFD, 2009). En premier lieu, l'agriculture conserve une place centrale pour l'économie de nombreux pays et les enjeux fonciers de ce secteur d'activité sont renforcés par les phénomènes de pression associés à la croissance démographique et, depuis quelques années, aux stratégies d'appropriation à grande échelle d'acteurs privés ou de fonds souverains (voir pour une synthèse Akram-Lodhi, 2012 ; Borrás *et al.*, 2013). Les rapports entre le contenu des droits fonciers et la question de l'investissement et de l'investissement agricole – et, de façon explicite, celle de la réduction de la pauvreté – sont notamment au cœur de la réflexion économique (World Bank, 2003 ; Colin *et al.*, 2010). La montée des enjeux environnementaux et les questions de conservation et de durabilité des ressources naturelles ont par ailleurs conduit à renforcer l'intérêt pour les formes de contrôle et d'usage des terres (Agrawal, 2003). La question foncière est enfin au cœur d'enjeux de gouvernance politique touchant l'organisation des rapports d'autorité, à la fois dans les espaces locaux de gouvernement, mais aussi entre ces espaces et les niveaux administratifs supérieurs, comme nous aurons l'occasion de l'examiner en détail à propos du cas mexicain.

Cette question de la gouvernance est au centre des réflexions qui forment la trame du présent ouvrage. Il ne s'agit pas de mobiliser la notion de gouvernance dans le sens normatif – celui de la "bonne gouvernance" – qui lui est attribué par les agences internationales (World Bank, 1992), mais comme un concept descriptif et exploratoire : comme un ensemble d'interactions (conflits, négociations, compromis, alliances, évitements...), engageant un ensemble complexe d'acteurs individuels et collectifs qui relèvent de différents niveaux d'organisation (famille, communauté villageoise, commune ou municipalité, Etat, etc.), et conduisant à l'établissement de formes plus ou moins stabilisées de régulations quant à l'accès et à l'usage des ressources (voir N. Rose, 1999 ;



Woodhouse *et al.* 2000 ; Le Meur, 2011)<sup>10</sup>. La définition du contenu des droits fonciers et de leurs conditions d'exercice est en effet un enjeu central de gouvernance. Les droits fonciers ne sont pas seulement des cadres normatifs organisant les formes d'accès à et d'usage de la ressource – les relations homme-terre. Ils sont d'abord des rapports sociaux – des actions socialement autorisées – entre des acteurs et des autorités qui renvoient à des systèmes de droits et d'obligations sociopolitiques dans lesquels ils sont inextricablement enchâssés<sup>11</sup>. Ils forment des composantes médullaires des formes de citoyenneté locale qui opèrent dans les sociétés villageoises. Il sont de ce fait au cœur de la problématique du rapport entre ces sociétés et la société nationale, entre la communauté et l'Etat, entre les catégories d'appartenance locale et la citoyenneté nationale (Jacob & Le Meur, 2010).

La dynamique des champs fonciers est ainsi marquée par la pluralité des registres normatifs et des instances de régulation et le jeu structurant des rapports entre l'Etat et les communautés rurales. Cette situation de pluralisme normatif et institutionnel fait du jeu foncier un "champ social semi-autonome" (Moore, 1973) au sein duquel acteurs sociaux et instances politico-juridiques (étatiques et communautaires) sont en interaction et en concurrence pour le contrôle de l'accès à la terre ou, plus précisément, pour désigner les instances habilitées à valider l'exercice des droits et à sanctionner leur transgression (voir Ribot & Peluso, 2003). L'imposition d'un système de règles et d'autorités de régulations représente un enjeu central de légitimité pour les différents niveaux de pouvoir engagés dans la gouvernance sociopolitique.

Cette question à une expression privilégiée dans la délimitation spatiale et sociale des juridictions où des corps particuliers d'institutions ont prééminence sur les autres. Dans le champ foncier, plus peut-être que dans tout autre, car cette délimitation détermine le profil des acteurs qui seront habilités à faire usage des ressources naturelles et le type d'actions que ces acteurs seront autorisés à entreprendre, la définition et l'imposition des règles sociales constituent un enjeu de construction territoriale et de défense du territoire vis-à-vis d'autres corps sociaux. Le contrôle des institutions foncières est un levier d'autorité pour inclure ou exclure, pour définir les frontières entre une organisation sociale et ses voisines, entre un système politique (au sens de *polity*) et des instances d'autorité concurrentes dont il s'agit de contrer les stratégies d'empiétement juridictionnel. Du fait de son caractère stratégique et de ses enjeux multiformes, la régulation foncière représente ainsi un objet privilégié de l'analyse des rapports entre acteurs et institutions et des formes d'inscription spatiale (territoriale ou multiscalaire) de ces rapports. Elle constitue une entrée heuristique à l'exploration des rapports entre le changement institutionnel et celui des organisations territoriales.

On comprend au regard de ces enjeux que la politique foncière constitue un levier privilégié de construction étatique et un déterminant central de l'évolution des régimes politiques (voir Moore, 1966 ; Mahoney, 2001 ; Jacob & Le Meur, 2010). Elle est particulièrement à même de répondre à un

---

<sup>10</sup> Woodhouse *et al.* (*cit.* : 22-23) proposent une définition que je reprends à mon compte : « The structures and processes of power and authority, cooperation and conflict that govern decision-making and dispute resolution concerning resource access and use, through the interaction of local government and non-governmental, formal and nonformal, organizations and social institutions. This definition of 'local governance' recognizes the importance of practices of informal institutions, which may parallel or interact with formally defined institutions, including those of the state (...). The exploration of moments of conflict and their outcomes is particularly useful for illuminating how power is exercised and by whom, through both formal and informal institutions and their interconnections ».

<sup>11</sup> Ce constat prend tout son sens dans le cadre d'une analyse des droits fonciers et de leurs dimensions sociopolitiques en termes de « faisceaux de droits ». Cette approche prend ses racines dans la tradition juridique anglo-saxonne de la *common law* (voir Banner, 2011 : 57 et ss.). La conception des droits en termes de faisceau des juristes anglo-saxons (« *a right to possess, to use, and to dispose of a thing* ») a été reprise par Maine (1861) et, à partir des années 1950 par l'anthropologie britannique (Benda-Beckmann & Benda-Beckmann, 1999 : 42), puis par les économistes institutionnalistes (voir Colin, 2008). Selon des termes qui varient selon les auteurs, le faisceau est constitué des "fibres" suivantes : droit d'usage ; droit de tirer un revenu de l'usage ; droit d'apporter des améliorations à la ressource foncière ; droit de déléguer l'usage de la terre à titre gratuit (prêt) ou marchand (location, métayage...) ; droit d'aliénation (par vente ou legs) ; droit à l'héritage ; droit d'administration enfin, au sens de « droit de définir les droits des autres » (Colin, 2004).

objectif structurant de l'action publique : celui de construire des dispositifs efficaces de légitimation et de représentation des projets des élites nationales dans des espaces ruraux perçus par ces élites comme des marges politiques. En tant que vecteurs de changements institutionnels plus larges, les politiques foncières (réformes agraires, délivrance de titres fonciers validés par une autorité nationale, concessions à des groupes particuliers ou des acteurs privés, etc.) interviennent comme des opératrices d'une réorganisation des relations entre un centre politique et des périphéries, où il s'agit d'implanter des dispositifs de représentation légitimes. Cette entreprise de réorganisation des rapports et des hiérarchies politiques à deux dimensions. La première est administrative, elle concerne les interactions entre l'Etat central, les systèmes politiques régionaux et les communautés locales. La seconde est plus spécifiquement juridique, elle touche aux relations entre les institutions formelles (les lois, les règles administratives, les dispositifs contractuels) et les registres normatifs locaux/coutumiers. Le cas mexicain fournit une illustration particulièrement parlante de l'usage récurrent de la politique foncière comme levier de la construction étatique.

## **Le choix du terrain : le Mexique, de l'Etat à la communauté**

### ***La question du rapport des communautés paysannes à l'Etat-Nation et la récurrence de l'action publique dans le champ foncier***

Au Mexique, comme dans de nombreuses anciennes colonies de l'Empire espagnol, la question de la construction de l'Etat-Nation *contre* des organisations sociopolitiques et territoriales fortement autonomes vis-à-vis des institutions nationales a constitué un enjeu central de gouvernance. La législation coloniale avait organisé la société du Nouveau-Monde en "ordres" politiques et juridiques séparés (clergé, noblesse, cités espagnoles et communautés indiennes), dont l'existence fonctionnelle reposait sur le contrôle corporatif de ressources matérielles et institutionnelles spécifiques. La couronne espagnole avait en particulier instauré les "républiques" d'Indiens, organisations politiques dotées d'un territoire et d'instances de gouvernement propres, régies par des lois spécifiques et relevant d'une administration juridique particulière (les tribunaux d'Indiens).

Le premier demi-siècle qui a suivi l'indépendance du Mexique, en 1821, a été marqué par l'instabilité politique et une succession de soulèvements régionalistes, d'interventions étrangères et de confrontations armées entre libéraux et conservateurs, centralistes et fédéralistes, qui favorisèrent la consolidation et l'autonomie des organisations sociopolitiques de type communal. Dès les premières années de vie indépendante, le diagnostic des libéraux mexicains a porté sur l'adossement de ces formes d'autonomie au régime de propriété corporative exercé par les communautés indiennes sur leurs ressources. Il s'agissait de promouvoir un modèle de citoyenneté nationale<sup>12</sup>, de type individuel et à caractère universel (par opposition aux formes collectives et localisées de représentation et de participation politique au sein des communautés indiennes), qui fonderait la légitimité de l'Etat-Nation. Dans la perspective libérale, l'établissement de droits civils universels et les garanties apportées à leur exercice devaient passer l'instauration de droits de propriété individuelle. Celle-ci était considérée comme une condition du développement productif et économique, mais aussi comme un levier de démantèlement des systèmes de droits et d'obligations sociopolitiques définis par l'appartenance des individus à une communauté locale. Dès les années qui suivirent l'indépendance, la privatisation et la distribution en lopins individuels des propriétés des communautés natives ont ainsi été promues en tête de l'agenda politique national (Powel, 1972).

---

<sup>12</sup> Je reprends ici la définition de Marshall (1950), qui associe le concept de citoyenneté à l'exercice d'un faisceau de droits et d'obligations régulant l'activité et la participation des individus dans les sphères civile (exercice de la liberté individuelle via l'accès aux droits de propriété, aux droits d'expression et d'opinion et aux garanties fournies par la justice), politique (droits de participation et de représentation politique) et sociale (droits d'accès aux biens communs garantis par une autorité publique).

Si les lois de prohibition des propriétés communales sont longtemps restées lettre morte, du fait de l'instabilité politique et de la faiblesse de l'Etat, leur mise en œuvre accélérée durant le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, dans un contexte d'intégration rapide de la paysannerie aux marchés nationaux et internationaux et de profondes asymétries de pouvoir, s'est traduite par une concentration brutale de la propriété foncière<sup>13</sup>. Ce processus a conduit à la consolidation d'organisations foncières et politiques caractérisées par la concentration extrême du pouvoir, au sein desquelles l'accès à la terre et aux espaces politiques était organisé par des relations personnalisées de patronage. C'est-à-dire selon des règles validées localement, souvent dans le cadre des grands domaines, qui échappaient aux principes constitutionnels de l'Etat et qui correspondaient à une large autonomie des pouvoirs locaux ou régionaux.

La révolution mexicaine de 1910 a été une conséquence directe de ce processus de concentration des ressources foncières et politiques par des micro-élites régionalisées. La question foncière a été un enjeu central des mobilisations paysannes qui fournirent les bataillons armés du mouvement révolutionnaire. Mais les revendications portant sur la restitution des terres communales ont été imbriquées dans des demandes de nature politique, qui concernaient la restauration de l'autonomie de gouvernement des municipalités indiennes<sup>14</sup>. La constitution de 1917, qui jetait les fondations du régime post-révolutionnaire, a pris acte du poids des milices indiennes dans la coalition victorieuse, en plaçant au centre du nouveau pacte national les deux éléments complémentaires de leur projet : la satisfaction des besoins en terre des familles et des communautés rurales, à travers la restauration des formes de propriété communale, et le rétablissement du « municipe libre », dont les contours épousaient fréquemment ceux des anciens *pueblos* indigènes, comme base de l'organisation territoriale et administrative du pays.

Un enjeu central de la mise en œuvre de la réforme agraire, au cours des décennies suivantes, nous le verrons dans le cadre de cet ouvrage, a résidé dans la satisfaction du devoir constitutionnel de l'Etat vis-à-vis des demandes des familles paysannes, sans que les redistributions de terre ne conduisent à la restauration d'organisations autonomes dans la construction des formes de régulation politique et foncière. La construction des *ejidos*, sous une forme subordonnée à l'autorité étatique et à travers des processus d'incorporation des bénéficiaires de la réforme agraire à un dispositif centralisé de médiations à la fois administratives et politiques (Pansters, 1997) a représenté une réponse à ce dilemme. L'*ejido* a constitué le pivot d'un régime de gouvernementalité par lequel l'Etat mexicain moderne a complété son processus d'institutionnalisation et d'ancrage dans les marges rurales du territoire national. Son intégration dans les chaînes corporatives de médiations sociopolitiques, ainsi que la poursuite du processus de réforme agraire durant plus d'un demi-siècle et trois générations successives de paysans, expliquent dans un large mesure la longévité de ce régime, jusqu'au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle.

Une dernière phase de réforme légale du cadre de régulation foncière est intervenue au cours des années 1990. Elle correspond à un nouveau mouvement de balancier dans la gestion des tensions entre droits individuels et collectifs au sein des régimes fonciers des communautés rurales (Jacob, 2007). Elle s'identifie également, d'une part, avec la vague de libéralisation marchande, dont le Mexique a constitué un exemple souvent cité, avec la ratification de l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada (Alena) et, d'autre part, avec les craquements et remises en question du régime de gouvernementalité post-révolutionnaire – dont les milieux urbains et les secteurs d'activité industrielle ou financière ont été les principaux foyers. En termes juridiques, cette réforme légale est toutefois loin d'instaurer une nouvelle privatisation des terres des communautés. Du point

---

<sup>13</sup> A la veille de la révolution de 1910, dans un pays très majoritairement rural (plus de 70% de la population), moins de 1% des familles (8 500 propriétaires) contrôlaient plus de 85% de la surface cultivable et seulement 6,7% de la population conservaient une propriété. Dans les zones densément occupées du centre du pays (Etats de Morelos, Puebla et Hidalgo), les paysans sans terre représentaient entre 95% et 99% de la population rurale (selon le recensement de 1910, analysé par Warman, 2001 : 74).

<sup>14</sup> Revendications synthétisées dans le slogan *Tierra y Libertad* des insurgés zapatistes.

de vue de nombreux auteurs (voir notamment Warman, 2001 ; Bouquet & Colin, 2010 ; et cet ouvrage), elle constitue une démarche d'institutionnalisation des pratiques généralisées de gestion individuelle des droits fonciers, sans imposer la dissolution des organisations communautaires qui opéraient dans les médiations politiques et économiques. Si elle propose de réformer les termes du rapport entre les communautés rurales, la société nationale et l'Etat, la nouvelle loi agraire n'en remet pas en cause les bases territoriales, ni les médiations fonctionnelles qui se sont mises en place au cours des soixante-dix dernières années.

### **Analyser la recomposition des rapports entre l'Etat et les communautés à travers les reconfigurations de l'organisation territoriale**

Le territoire est abordé dans cet ouvrage suivant une double focale. Il est d'abord considéré comme un marqueur des jeux d'acteurs autour des réformes légales et administratives que l'Etat mexicain a entreprises pour incorporer les communautés paysannes à un projet unifié de construction nationale. Nous verrons dans les différentes parties de cet ouvrage que le travail d'institutionnalisation de l'Etat, à travers la fourniture de nouvelles règles d'organisation des rapports fonciers et politiques au sein des communautés villageoises, s'est appuyé sur les stratégies d'autonomisation de certaines catégories sociales (cadets, lignages mineurs) et a eu pour expression privilégiée des processus récurrents de déplacements organisés vers les marges des territoires communautaires. La politique foncière, qu'elle fut orientée à la promotion de droits individuels de nature privée, ou vers la reconstitution de formes collectives de régulation, dans le cadre des *ejidos*, a constitué un moteur essentiel de ces stratégies de mobilité et d'autonomisation sociopolitique. La construction de nouveaux territoires, sur les marges des entités issues de la trame spatiale coloniale, a fourni des points d'ancrage au dispositif étatique – ou aux formes privées de représentation de son autorité en plusieurs moments de l'histoire régionale – et constitué un levier d'affaiblissement, voir de dislocation, des organisations communautaires traditionnelles<sup>15</sup>. Tout en accentuant la focale sur l'action publique et la question de la construction symétrique de l'Etat et de la communauté paysanne, cette perspective s'inscrit dans un courant de réflexions qui a inspiré des travaux récents abordant les rapports entre les dynamiques foncières et les dynamiques territoriales dans les sociétés du Sud (voir les travaux compilés par Chauveau *et al.*, 2004, et par Chaléard, 2010).

Mais le territoire n'est pas que la simple résultante des changements légaux et de leurs formes d'instrumentalisation par des secteurs sociaux particuliers. La prise en compte des situations de pluralisme institutionnel à l'échelle des organisations sociopolitiques et des dispositifs de régulation issus de la mise en œuvre des réformes légales conduit à aborder le territoire, l'espace de déploiement des rapports locaux d'autorité, comme un foyer privilégié de transformation des institutions. Le territoire forme l'espace où se rencontrent les logiques d'acteurs relevant de différents niveaux d'autorité (famille, instances communautaires, représentants des administrations déconcentrées de l'Etat, de partis politiques, de formations religieuses, entrepreneurs privés, etc.) et où s'élaborent les arrangements qui donnent leur texture aux dispositifs institutionnels tels qu'ils sont mobilisés au quotidien par les acteurs sociaux.

Dans cette perspective, les différentes parties de cet ouvrage prêtent une attention particulière au rôle de certains acteurs intermédiaires, courtiers politiques ou "passeurs institutionnels" (Mosse & Lewis, 2006) dans les processus de transfert et d'appropriation du changement légal par les sociétés villageoises et dans les formes fonctionnelles d'articulation de différents registres normatifs à

---

<sup>15</sup> Ces observations vérifient les analyses des expressions spatiales de la réforme agraire faites par Cambrézy (1991 et 1992) à une échelle régionale large, ou par Hoffmann (1992, chap. 5 et 6), sur un territoire municipal comparable à celui qui est pris en compte dans la présente étude.

l'échelle des territoires<sup>16</sup>. Les opérations de traduction/reformulation/réappropriation des règles juridiques et étatiques constituent une composante centrale des processus de changement institutionnel et une source essentielle de pluralisme légal. Elles éclairent le caractère incrémental de ce changement (North, 1994 ; Pierson, 2000), ainsi que la diversité de ses trajectoires à l'échelle des territoires, y compris au sein d'espaces a priori homogènes du point de vue culturel ou socio-économique. Sans remettre en question le jeu des dépendances de sentier, l'analyse des jeux d'acteurs dans ces processus permet d'interpréter les orientations divergentes du changement institutionnel selon des intérêts et des compétences socialement et spatialement situés.

Mais le jeu stratégique des intermédiaires institutionnels n'opère pas de façon univoque. A travers les interactions qu'ils nourrissent entre les territoires et les instances surplombantes d'autorité, puis à travers la multiplication des échanges sur une base sociale beaucoup plus large (par le biais, par exemple, des rituels politiques ou des transactions économiques), les intermédiaires locaux sont aussi en situation de peser sur les dynamiques institutionnelles à des échelles politico-administratives plus larges. En fonction de leurs compétences, de leur capacité à trouver des nouveaux relais au sein des instances étatiques ou des réseaux d'échanges privés, ils sont à l'origine de transformations graduelles et incrémentales, d'une part dans les relations fonctionnelles et hiérarchiques entre les territoires, et d'autre part dans les formes de coordination entre ces territoires et les niveaux supérieurs d'organisation politico-territoriale. Cet ouvrage propose ainsi d'aborder le territoire comme une source essentielle de changement institutionnel ; d'abord en tant que producteur d'institutions propres – en référence à la semi-autonomie des champs sociaux locaux –, et ensuite comme foyer de diffusion de ce changement à une échelle socio-spatiale large.

### **La région des Tuxtlas : du domaine seigneurial à la communauté villageoise**

La région des Tuxtlas, située sur la côte du Golfe du Mexique, dans l'Etat de Veracruz (figure 1.1), fournit un cadre géographique particulièrement riche pour analyser ces phénomènes. Elle présente une identité régionale forte, à la fois sociopolitique et culturelle, qui repose sur la singularité des rapports entre les systèmes d'autorité qui s'y sont développés au cours de l'histoire et les pouvoirs étatiques, provinciaux et nationaux. Au moins cinq régimes différenciés de propriété foncière y ont fleuri au long des trois siècles d'histoire que couvre la présente étude, parfois de façon conjointe, qui ont chacun été adossés à des formes particulières d'organisation sociopolitique.

Les Tuxtlas ont été inclus dans le domaine seigneurial concédé par la Couronne espagnole à Hernán Cortés, le *conquistador* du Mexique. Ce statut juridique d'exception dans le contexte colonial<sup>17</sup> a interdit l'institutionnalisation administrative d'une propriété communale associée à l'existence de *pueblos* indiens et de leurs organes de gouvernement (*républiques*). Il s'est en revanche prêté à l'émergence de différents systèmes de propriété<sup>18</sup>, où se combinaient des formes de contrôle collectif (comme celui exercé par les instances de la *république* d'Indiens, auxquelles Cortés et ses héritiers ne pouvaient disputer les droits d'exploitation et d'administration établis en vertu de

---

<sup>16</sup> L'action des "courtiers institutionnels" et leurs jeux stratégiques ne sont bien sûr pas réductibles à l'espace local. Leurs fonctions ne peuvent être appréhendées qu'en référence à leur capacité à se mouvoir entre des espaces administratifs et politiques variés. Mais leur rôle dans les dynamiques institutionnelles et les processus par lesquels ils influent sur ces dynamiques ne peuvent être lus qu'en référence à des formes d'enclassement social, des ressources et des enjeux de contrôle sociopolitique spécifiquement indexés à des territoires.

<sup>17</sup> Seuls trois individus, Cortés, Christophe Colón et José Sarmiento de Valladares ont bénéficié de concessions seigneuriales dans les possessions espagnoles du Nouveau-Monde.

<sup>18</sup> La notion de propriété sera utilisée au long de cet ouvrage dans le sens de la *property* anglo-saxonne ou dans celui qui lui est couramment attribué par les sciences sociales, c'est-à-dire en tant qu'ensemble d'actions socialement autorisées sur une portion de terre et sur tout ou partie des ressources naturelles qu'elle héberge : « a socially enforced right to select uses of an economic good » (Alchian, 1987 :1031, cit par Colin, 2004 : 3). Cet usage se démarque radicalement du sens attaché au concept de propriété dans la tradition juridique française, qui le restreint à la combinaison du droit d'user de la chose (*usus*), du droit d'en recueillir les fruits (*fructus*) et du droit d'en disposer (*abusus*) – une conception que traduit davantage le terme anglais de *ownership*.

l'occupation des terres) et de droits individuels (dans le cadre de contrats de fermage ou de concessions personnalisées). Différents dispositifs de régulation foncière ont ainsi coexisté au long de l'époque coloniale, dans le même espace régional et parfois sur les mêmes espaces productifs, qui relevaient d'autorités concurrentes (seigneuriale, communautaire, patron de clientèle commerciale, confrérie religieuse, etc.).

L'émergence de l'institution municipale, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, a reposé sur l'hybridation de ces différents dispositifs d'autorité et de propriété, et plus spécifiquement, ceux qui relevaient du gouvernement de la communauté indienne, d'une part, des réseaux privés de patronage productif et commercial qui organisaient la traite coloniale de coton, d'autre part. Ces formes hybrides de régulation sociopolitique et foncière ont présidé à la constitution de la propriété municipale, par rachat des terres aux héritiers de la famille Cortés, et à sa gestion, autour de la combinaison d'un pouvoir municipal recouvrant les attributs d'un "Etat embryonnaire" et de dispositifs d'accès à la terre qui reposaient sur l'insertion clientéliste dans les réseaux personnalisés de financement et de collecte de la production agricole. Plus que les lois libérales imposant le démantèlement des propriétés des corporations civiles, c'est la perte de fonctionnalité de ces réseaux, dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, qui a conduit à la remise en cause de ces formes de régulation et à l'instauration d'un régime de propriété privée. Cette mise au pas des organisations sociopolitiques locales par l'Etat s'est accompagnée, comme dans la très grande majorité des régions du Mexique, d'un processus accéléré de concentration foncière et à la restauration de formes autonomes de régulation foncière et économique, dans le cadre de grands domaines agricoles.

La mise en œuvre de la réforme agraire, à partir de la décennie de 1920 a derechef constitué un champ de confrontation entre les instances relevant de l'Etat central et un pouvoir communal issu de la lutte révolutionnaire, qui se reconstituait autour de l'institution municipale. L'enjeu de cette confrontation a résidé dans l'identification des autorités qui seraient habilitées à conduire les procédures d'expropriation des grands domaines et de délégation de leurs terres à des collectifs villageois. La restauration de formes de propriété collective, dans le cadre de nouvelles communautés villageoises, les *ejidos*, a conduit à la résurgence de multiples manifestations de pluralisme légal et institutionnel. Ce pluralisme a concerné aussi bien les dispositifs d'accès aux droits fonciers que le fonctionnement des arènes politiques locales. Au cours des cinquante dernières années du XX<sup>e</sup> siècle, sa gestion par les instances de gouvernement local, sur le mode de l'autonomie ou d'une incorporation croissante au dispositif étatique, s'est traduite par une différenciation marquée des trajectoires institutionnelles, des dynamiques économiques et des organisations territoriales. L'*ejido* est devenu un espace de production institutionnelle, que les niveaux supérieurs d'autorité, qu'il s'agisse des instances municipales, étatiques ou des opérateurs économiques privés, ont été amenés à intégrer dans leurs pratiques. En dépit des réformes légales qui ont affecté leurs champs fonciers et politiques au cours des années 1990, les territoires et les communautés issus de la réforme agraire demeurent les foyers centraux des innovations institutionnelles à partir desquelles s'organise l'insertion des sociétés rurales dans la dynamique de globalisation.

## **Organisation de l'ouvrage et choix méthodologiques**

### ***Le changement institutionnel comme dialectique entre l'Etat et les organisations territoriales : quatre périodes et trois échelles d'analyse***

L'ouvrage est organisé en quatre parties qui correspondent chacune à un moment important de changements légaux promulgués par l'autorité étatique, d'abord coloniale, puis indépendante. La première concerne les réformes mises en place par la monarchie bourbonnienne au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces réformes correspondent à une stratégie de modernisation et de rationalisation des structures étatiques, en particulier du point de vue de l'intégration des dispositifs

décentralisés de gouvernement colonial à une autorité centrale. Si elles n'ont pas touché de façon directe les régimes légaux de propriété, les réformes bourbonniennes en ont considérablement affecté les formes de fonctionnement. Elles ont visé la mise sous tutelle étatique des communautés indiennes et des organisations socio-économiques régionales qui étaient gouvernées par des dispositifs de nature privée associant des administrateurs coloniaux, les instances des *républiques* d'Indiens et des réseaux marchands. Leur mise en œuvre a induit des processus de déplacement de certains secteurs de la population vers les marges internes du territoire régional et la formation de nouvelles structures de propriété, marquées par l'individualisation des droits et la prévalence de mécanismes clientélistes d'accès à la terre. Ces dynamiques ont bouleversé l'organisation politique et territoriale du domaine seigneurial de la famille Cortés et celle de la communauté indienne.

Le second moment de changement institutionnel correspond à la période de construction de la propriété municipale, dans les années qui ont suivi l'indépendance nationale, puis de résistance, négociation et enfin mise en œuvre des réformes légales qui imposaient le démantèlement de ce type de propriété et la répartition des terres en lopins individuels. La seconde partie s'intéresse aux reconfigurations de l'institution municipale et des formes de gouvernance foncière qui lui ont été associées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle examine en particulier les jeux d'acteurs et les dispositifs institutionnels qui ont présidé à la formation de coalitions d'intérêts entre certains secteurs de la population, d'abord en faveur de la constitution et du maintien de la propriété communale, puis de son démantèlement et de sa privatisation sous des formes structurées par les rapports de pouvoir et les réseaux de clientèle qui organisaient le système économique régional. Elle s'intéresse enfin à la façon dont la promulgation des premières lois de réforme agraire, au cours des années 1910, a été saisie par certains acteurs politiques comme une opportunité pour conduire une entreprise de restauration communale, autour du contrôle du gouvernement municipal et des procédures d'expropriation et d'allocation des terres aux villages indiens formant le territoire municipal.

La troisième partie est consacrée aux processus de reconfiguration des communautés paysannes et de l'organisation territoriale régionale qui ont accompagné la reprise en main de la politique de réforme agraire par l'Etat mexicain, entre le milieu des années 1930 et la fin des années 1970. Cette période a représenté le moment de transformation des champs institutionnel et politique et de recomposition des structures territoriales le plus important des 300 années d'histoire que couvre cette analyse. Le projet étatique s'est appuyé sur les lignes de fracture internes aux sociétés villageoises indiennes et plus spécifiquement sur les stratégies d'autonomisation sociopolitique de groupes d'acteurs subalternes (jeunes générations et villages situés dans une position périphérique dans les chaînes de pouvoir municipal) qui s'opposaient aux structures patriarcales ayant organisé les allocations de terre et l'administration des ressources foncières au cours des deux décennies antérieures. Cette seconde phase de la réforme agraire a suscité une réactivation des logiques de mobilité spatiale vers les marges territoriales qui avaient accompagné la mise en œuvre des réformes bourbonniennes, presque deux siècles plus tôt. La construction de nouvelles communautés, indépendantes du pouvoir municipal, dont les ressources étaient concédées et les règles de fonctionnement validées par les représentants de l'Etat central, a constitué le pivot d'un nouveau régime de gouvernementalité qui marginalisait les organisations foncières et sociopolitiques (grands domaines et communautés indiennes) qui avaient dominé le milieu rural depuis l'époque coloniale. Au cours des décennies suivantes, l'extension du processus de réforme agraire vers des marges territoriales toujours plus éloignées a soutenu la reproduction des logiques de segmentation sociale et de mobilité sur un rythme générationnel. Ce faisant, elle a supporté la diffusion du régime de gouvernementalité post-révolutionnaire et sa reproduction pendant près d'un demi-siècle.

Le dernier grand moment de changement institutionnel a eu lieu durant le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle. Il a culminé avec un ensemble de réformes légales qui, au cours des années 1990, ont affecté à la fois les règles d'administration des droits fonciers et de fonctionnement politique des *ejidos*, les dispositifs d'échange marchand et les rapports politico-administratifs entre les communautés paysannes, les municipalités et l'Etat. L'analyse de la dynamique des droits fonciers et politiques au

sein des *ejidos* des Tuxtlas révèle pourtant combien ces réformes ont été anticipées par des processus de changement institutionnel endogènes aux communautés paysannes. Ces processus ont impulsé une reconfiguration des rapports et des hiérarchies entre les territoires au sein de l'espace régional, dont les impacts ont été amplifiés par les dynamiques de recomposition des économies familiales et locales sous l'effet de la dérégulation des marchés agricoles et de l'essor des migrations. Dans ce jeu de réorganisation des rapports économiques et politiques, et malgré leur affaiblissement légal, les communautés issues de la réforme agraire apparaissent comme les organisations les mieux à même de supporter les stratégies de diversification économique et de mobilité sociale et spatiale de leurs ressortissants.

Ces quatre périodes de changement institutionnel sont d'abord marquées par des réformes légales qui ont profondément modifié les termes du rapport entre les communautés rurales et l'Etat national. Mais le découpage temporel que j'ai choisi pour délimiter les différentes sections ne coïncide qu'imparfaitement avec les moments de réforme juridique proprement dits. La seconde partie couvre ainsi plus d'un siècle d'histoire et s'étend sur deux grandes phases de transformations institutionnelles : celle du démantèlement des propriétés communales et les débuts de la réforme agraire. La dernière section débute vingt ans avant les changements légaux de 1992, alors que la réforme agraire connaissait une phase de relance significative. Ce choix répond à la démarche générale cet ouvrage, qui vise à décrypter les rapports entre le changement légal, la dynamique des institutions locales et les transformations territoriales dans une perspective dialectique. Il correspond à une organisation de l'analyse en périodes au sein desquelles la question du changement institutionnel est abordée depuis une échelle territoriale privilégiée, qui constitue pour une période déterminée le niveau fondamental d'organisation des systèmes d'obligations et de droits, aussi bien dans le champ foncier que politique.

La structure de l'ouvrage opère ainsi un zoom graduel depuis l'espace régional vers les territoires communautaires construits à travers l'enchaînement des politiques foncières de l'Etat mexicain. Chaque partie est centrée sur un niveau particulier d'organisation sociopolitique : la région d'abord, puis le territoire municipal et enfin la communauté villageoise – voire, au sein de la communauté, les localités villageoises ou certaines portions de l'espace foncier qui la composent. Ce rapprochement de la focale vers l'échelon local relève pour partie de la fragmentation croissante des organisations sociopolitiques au long de l'histoire. Cette fragmentation n'est pas seulement un effet de l'occupation de plus en plus dense de l'espace et de ses processus de formalisation administrative. Elle est aussi le résultat intentionnel des formes de rencontre et d'alliance entre les politiques de l'Etat mexicain (notamment son action dans le champ foncier) et des secteurs particuliers de la société rurale – en particulier, comme je l'ai déjà évoqué, ceux qui étaient situés sur les marges des organisations sociopolitiques régionales<sup>19</sup>.

Le rapprochement progressif de la focale vers des échelles plus fines d'analyse cherche toutefois à mobiliser le potentiel des rapports d'échelle (entre territoires voisins, entre niveaux d'organisation administrative emboîtés) dans un jeu dialectique entre ces niveaux d'observation. Au regard de la question du changement institutionnel, les trois échelles d'analyse, la région, la municipalité (ou son antécédent colonial, la *république* d'Indiens) et la communauté villageoise, ne peuvent, au reste, être abordées indépendamment les unes des autres : elles ont interagi de façon constante entre elles et avec les niveaux supérieurs de représentation des instances étatiques au long de l'histoire. Le comparatisme intra-régional est à ce propos employé comme un outil essentiel d'une démarche itérative de formulation et de vérifications d'hypothèses.

---

<sup>19</sup> Il ne s'agit pas pour autant de sous-estimer le jeu des sources d'information dans la façon dont les échelles d'analyse s'imposent à l'observateur : les données d'archives concernant la période coloniale sont bien sûr moins denses et moins précises que celles qui ont accompagné le renforcement de la capacité d'information des agences de l'Etat dans les périodes ultérieures ; et ces dernières le sont elles-mêmes moins que les observations directes qui fournissent la matière première des dernières parties de l'ouvrage. Mais les rapports de l'administration coloniale permettent, nous le verrons, d'approcher de façon relativement claire les dynamiques sociales localisées au sein de l'espace régional.



## **Le conflit comme entrée de l'analyse des formes d'inscription territoriale du changement institutionnel**

Au long de cet ouvrage, les conflits pour les ressources foncières et leurs ramifications sociopolitiques sont mobilisés comme des portes d'entrée à l'analyse du changement institutionnel et de ses formes d'inscription spatiale. Chaque partie s'ouvre sur une séquence conflictuelle dont les composantes sont abordées comme des prémices de ruptures dans les compromis qui fondaient l'ordre politique et institutionnel antérieur. Les quatre grandes périodes de réformes légales sont en effet marquées par l'éclatement de crises, fréquemment violentes, dont les trajectoires d'émergence, de déploiement et de résolution (ou de recomposition) éclairent les enjeux de mobilisation des groupes sociaux qui en sont les protagonistes, leurs registres d'action, ainsi que les coalitions d'intérêts dont ces crises sont l'expression ou la cause. Ces conflits sont analysés en tant que révélateurs des lignes de tension et de clivage, à l'échelle des sociétés villageoises comme entre ces sociétés et des systèmes d'autorité surplombants, comme des « moments spécifiques mais non autonomes, insérés dans une chaîne d'événement et de processus sociaux régulant l'accès au foncier [et aux autres ressources du territoire] » (Le Meur, 2002 : 13).

Un point particulier que ces conflits mettent en évidence touche à la relation de causalité qui est généralement admise, entre le changement légal (la réforme du cadre juridique) et le changement institutionnel (la transformation des systèmes normatifs qui s'imposent aux acteurs sociaux). À plusieurs reprises au cours de l'histoire régionale (notamment au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, au seuil des années 1930, ou dans les décennies qui ont précédé la réforme constitutionnelle de 1992), les conflits ont exprimé des crises de légitimité des institutions et ont induit des altérations des matrices normatives qui anticipaient le changement légal. Ils ont opéré comme des révélateurs de transformations des rapports sociaux, des relations de marché et des rapports fonciers que les réformes légales ne sont venues formaliser que quelques années, parfois des décennies plus tard. Il en a été ainsi vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque le système de gouvernement de la *république* d'Indiens a été remis en question par des émeutes populaires qui mettaient en évidence des fractures dans les mécanismes de contrôle social et économique de la paysannerie, fractures que les mesures de libéralisation du commerce colonial promulguées par la monarchie bourbonnienne au cours des trois décennies suivantes ont ensuite conduit à officialiser (première partie). Deux siècles plus tard, la redistribution des terres au sein des communautés *ejidales* et le renversement des formes d'exercice personnalisé et autoritaire du pouvoir local par les dirigeants historiques des *ejidos* ont constitué une expression anticipée des réformes légales de 1992, qui promouvaient l'individualisation des droits fonciers et la démocratisation des instances de gouvernement local (quatrième partie).

En d'autres moments, les réformes légales du champ foncier ont été saisies comme des opportunités pour transformer les rapports de pouvoir internes aux sociétés locales et régionales, dès lors qu'elles conduisaient à altérer les mécanismes de désignation des autorités habilitées à déléguer les droits sur la terre et à en sanctionner l'exercice. Des conflits de nature politique, portant sur la légitimité des instances municipales de régulation foncière, ont ainsi suivi la promulgation de la constitution de 1857, qui imposait le démantèlement des propriétés détenues en mainmorte par les corporations civiles (municipalités) et religieuses (confréries) (deuxième partie). La réforme agraire, initiée dans la région au seuil des années vingt et qui s'est poursuivie selon différentes modalités au long des cinq décennies suivantes, si elle a été une conséquence directe de la guerre civile révolutionnaire, a également impulsé une série récurrente d'insurrections qui mettaient en jeu des formations sociales subalternes (cadets, lignages mineurs, hameaux sujets des chefs-lieux de gouvernance foncière) situées dans une position subordonnée au sein des chaînes d'autorité locales (troisième partie).

Ces conflits ont marqué les bornes des séquences de changement institutionnel sur la longue période, en même temps qu'ils en ont structuré le cours. Ils ont également opéré comme des marqueurs de leurs dimensions spatiales : leurs formes d'inscription territoriale et la différenciation

de leurs trajectoires, selon des caractéristiques qui informent la question des rapports entre centre et périphérie, entre noyau politique et marges, entre le territoire et ses frontières, permettent d'informer la variabilité des processus de construction réciproque de l'Etat et des communautés paysannes au sein des espaces régional et national.

**Questions de méthodes et de mobilisation des données :  
la dialectique entre lecture des archives, observations de terrain  
et outils de représentation géographique**

Le souci de prêter une attention particulière aux trajectoires longues du changement institutionnel et aux formes d'articulation entre les différentes phases de réformes légales, selon des effets de continuité associée aux dépendances de sentier, ou de bifurcation liée à des conflits, m'a amené à recourir de façon centrale aux archives historiques comme sources d'information. Cette démarche m'a engagé dans un dialogue continu avec les historiens. Sans l'intérêt, les compétences et les orientations de chercheurs et d'étudiants en histoire qui ont réalisé l'essentiel du travail de localisation et de transcription des documents d'archives cités dans cet ouvrage et, en de nombreuses occasions, assuré leur déchiffrement – notamment pour la période coloniale –, ce projet n'aurait jamais abouti.

Je dois ici exprimer mon immense gratitude à Alvaro Alcántara López, qui m'a orienté dans l'identification des fonds pertinents de l'Archive Générale de la Nation (AGN), à Mexico, et de l'Archive Générale de l'Etat de Veracruz (AGEV), à Xalapa, et m'a fourni les copies de nombreux documents qu'il avait lui-même transcrits ; au long de patientes conversations, il m'a fait bénéficier de sa connaissance des institutions coloniales et de leur fonctionnement. J'ai une dette équivalente vis-à-vis d'Alfredo Delgado Calderón, qui a rempli un rôle identique de guide pour la période s'étendant du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fin de l'époque révolutionnaire ; il m'a également fait profiter de sa connaissance encyclopédique de l'histoire générale et de la géographie du Sotavento. Les fonds d'archives renseignés en bibliographie ont été explorés par Rocio Ochoa Ochoa, à l'AGEV, et Alfredo Herrera, à l'AGN. Leurs compétences dans la traque, la sélection et la transcription des documents m'ont été d'une aide inestimable. Rocio Ochoa a par ailleurs assuré le travail de révision des dossiers des *ejidos* qui sont compilés dans les archives de la réforme agraire (ARAN), à Xalapa. Au total, ce sont 27 fonds documentaires qui ont été exploités pour extraire la matière première des analyses qui forment les trois premières parties de cet ouvrage. J'ai moi-même exploré les archives de la municipalité de San Andrés Tuxtla (AMSAT), hélas non classées, et celles de sa paroisse (APSAT), dont l'essentiel a malheureusement disparu dans un incendie.

Pour les périodes plus récentes, celles qui s'étendent de la fin des grandes distributions de terre (années 1940), jusqu'aux années 2000, les enquêtes de terrain et l'observation participante ont fourni la plus grande partie des données mobilisées. Ce travail de terrain dans les communautés de la région s'est étendu durant une dizaine d'années, entre 1997 et 2007, d'abord dans le cadre d'une affectation au Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología y Sociología del Golfo (CIESAS-Golfo), à Xalapa, de 1996 à 2002, puis à l'occasion de missions répétées. Ces données de première main constituent l'essentiel des sources d'information des chapitres 8 à 11. Elles ont été confrontées aux documents des archives agraires qui faisaient état des débats internes et, parfois, des conflits ayant accompagné la gestion des demandes d'accès aux terres et aux espaces politiques locaux formulées par les jeunes générations de ressortissants des *ejidos*.

Cette démarche de confrontation des informations historiques et de celles qui étaient issues de l'observation directe et des entrevues informelles (mais méthodologiquement organisées) a été étendue à la mobilisation de deux sources de données quantitatives. Il s'agit d'une part du système d'information géographique *Base Sotavento*, construit dans le cadre de la convention de recherche entre l'IRD et le CIESAS et géré de main de maître par Rafael Palma Grayeb. Je suis immensément

reconnaissant à Rafael pour sa disponibilité et sa patience dans ma formation aux outils de représentation cartographique, ainsi que pour le dialogue que nous avons entretenu autour de la figuration des données. Le recours à la représentation spatialisée de variables quantitatives des recensements, dont il était possible de rattacher l'évolution à des phénomènes abordés par cette étude, a nourri un jeu itératif d'hypothèses et de confrontation entre les sources d'information qui s'est maintenu au long de ces dix années de recherche. Deux enquêtes quantitatives ont par ailleurs été mobilisées dans cette perspective : la première, de type agro-économique, a été réalisée en 1998 et 1999 auprès de 120 exploitants de la région ; la seconde concerne un sous-échantillon de 161 ménages issu de l'enquête démographique Moreso, réalisée par André Quesnel et Alberto del Rey sur la gestion de la mobilité spatiale par les familles rurales sur Sotavento de Veracruz, en 1999. Ces données d'enquêtes ont participé de ce jeu de va-et-vient et de vérifications croisées entre informations qualitatives et données quantitatives autour de phénomènes spatialisés.

Un dernier point de méthode, qui constitue une originalité de ce travail, concerne la démarche d'incorporation de cadres d'analyse propres aux études africanistes au terrain mexicain des Tuxtlas. Cet ouvrage mobilise des notions et des hypothèses de travail qui visent à rompre la division des cadres conceptuels de la recherche en sciences sociales entre les continents africain et américain<sup>20</sup>. Il propose en particulier de tester dans le contexte mexicain le potentiel heuristique du modèle avancé par Igor Kopytoff (1987) pour analyser la formation d'une culture politique "panafricaine" qui serait issue de la mise en œuvre de processus de frontière interne multiples et répétés. Ce modèle de frontière "interstitielle" se démarque du schéma classique des fronts de colonisation "ouverts" (*tidal frontier*), qui a inspiré les recherches américanistes à partir du travail pionnier de F. J. Turner (1893). Il a été mobilisé au long de la présente étude pour analyser les logiques récurrentes de segmentation et de mobilité spatiale de groupes sociaux subalternes vers les marges territoriales de l'espace régional au long de l'histoire. Ses apports y sont combinés avec une lecture de l'Etat mexicain en termes "d'Etat paysan", une notion qui n'est pas issue des études africanistes<sup>21</sup>, mais qui a été mobilisée par ces dernières pour décrire les formes institutionnelles d'ancrage étatique dans les sociétés rurales, suivant des principes de « despotisme décentralisé » (voir Spittler, 1981 ; Mamdani, 1996 ; Chauveau, 2000).

Cet exercice de transfert de certains cadres d'analyse des études africanistes fait écho à la démarche des *subaltern studies* (Guha, 1983 et 1989 ; Scott, 1985), qui a connu au Mexique un champ d'application privilégié autour de la question de la construction de l'Etat depuis les espaces locaux (voir notamment Joseph & Nugent, 1994 ; Rubin, 1997). Les notions de frontière interne et de despotisme décentralisé sont mobilisées dans cet ouvrage dans une démarche affine, visant à accorder une place centrale aux processus microsociaux, localisés, de négociation et de réappropriation des projets développés par les centres de pouvoir politique et économique et, ainsi, à en réinterpréter les effets sur les structures de l'Etat national. Le processus de construction de la communauté à travers les réformes légales est envisagé comme un miroir du processus symétrique de construction de l'Etat, abordé sous l'angle de ses formes d'ancrage et de reconfiguration à l'échelle des territoires. La question du changement institutionnel opère dans cette perspective comme un révélateur des formes de rencontre entre les logiques des différentes catégories d'acteurs locaux et celles des opérateurs, publics ou privés, investis de la représentation de l'autorité étatique. La combinaison des échelles d'analyse et des sources de données permet de repérer les manifestations de ces rencontres en différents espaces locaux et d'en capter la portée systémique au niveau d'espaces régionaux significatifs des enjeux de construction étatique.

---

<sup>20</sup> Dans le champ des études rurales, on peut ramener cette division à la prégnance des approches structuralistes, associées au jeu central des rapports de pouvoir dans les inégalités de distribution de la terre et la construction de la rente foncière en Amérique latine, alors que les analyses étaient plus focalisées sur une approche interactionniste des pratiques techniques et sociales en Afrique subsaharienne, dans un contexte marqué par l'abondance relative des ressources.

<sup>21</sup> La notion d'Etat-paysan a été forgée par l'historiographie des formes étatiques dans l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle.

*Première partie*

*Du domaine seigneurial à la région :  
la construction politique des Tuxtlas  
(XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*



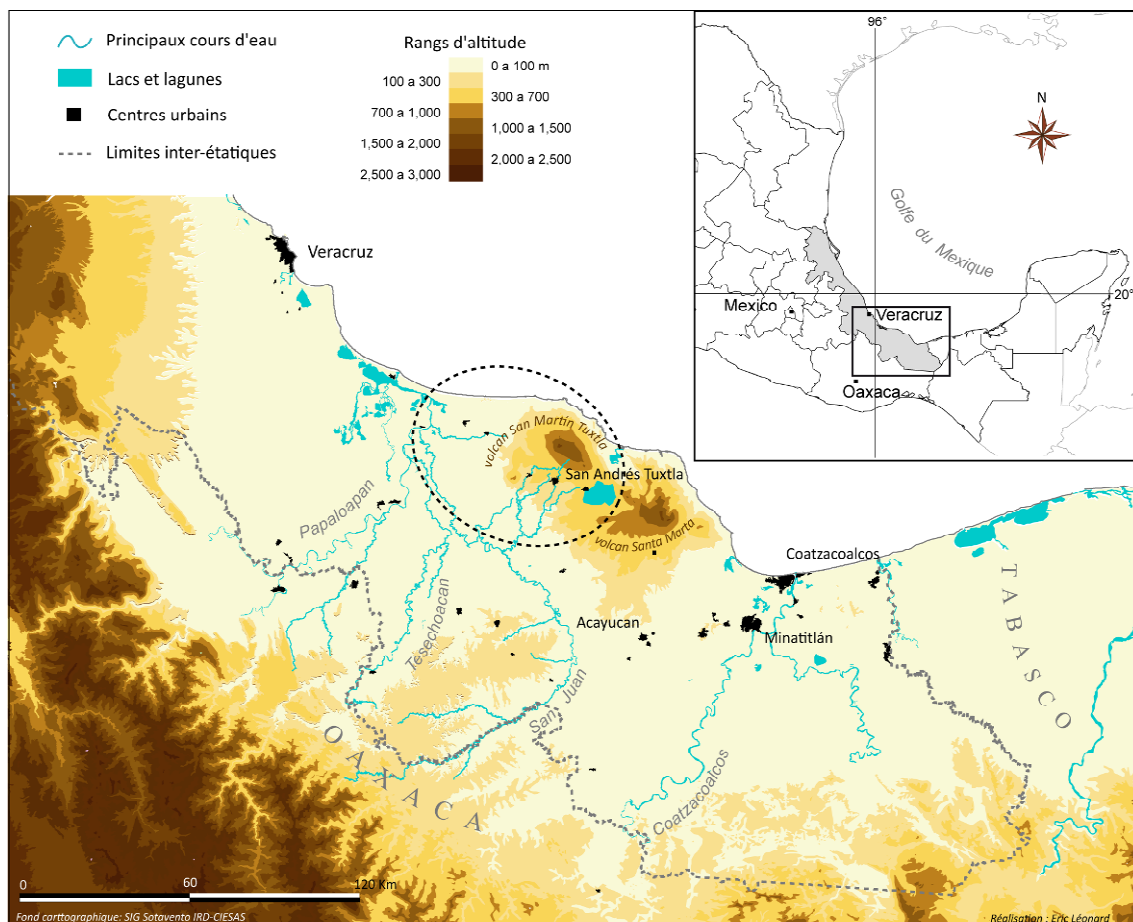
# Chapitre 1

## **Le rêve domanial du conquérant : de l'État dans l'État à l'enclave périphérique**

En 1528, lorsque Hernán Cortés, auréolé du statut de conquérant d'un empire plus grand et plus peuplé que l'Espagne, adresse au roi Charles Quint une demande d'attribution de droits seigneuriaux sur 22 cités et 23 000 vassaux du royaume de la Nouvelle-Espagne, il inclut dans sa requête un territoire de 3 000 km<sup>2</sup> situé en bordure du littoral du Golfe du Mexique, qui apparaît de prime abord en marge des grands axes stratégiques de circulation qui structurent la démarche du *conquistador*. Le massif volcanique situé entre les grands courants fluviaux du Papaloapan et du San Juan, son principal affluent, et la côte atlantique apparaît toutefois comme un jardin d'Eden, une terre fertile donnant ses fruits avec prodigalité. Les registres des tributs de l'empire aztèque y mentionnent la fourniture de cacao, de coton, de caoutchouc, de toiles tissées et d'armures matelassées, de plumes d'oiseaux tropicaux, de peaux de félins, ainsi que de maïs, de piments et de poissons séchés (Sahagún, 1961, XI ; *Codex Mendoza*, cit. par Stark, 1974 : 204). Il constitue aussi le territoire le plus densément peuplé du littoral sud du Golfe du Mexique, avec plus de 40 000 tributaires au moment de la conquête (Gerhard : 351). De fait, les Aztèques en ont fait une pièce centrale de leur dispositif d'implantation dans le Sud du Mexique et de contrôle des voies d'accès vers l'isthme, les régions mayas et l'Amérique Centrale.

Les Tuxtlas sont un massif montagneux d'altitude moyenne, dominé par le volcan San Martín, dont le cratère culmine à 1680 m et les flans sont hérissés de plus de 250 cônes secondaires (Martin-Del Pozzo, 1997 : 29), "posé" au milieu des plaines littorales du Golfe du Mexique, où les reliefs dépassent rarement 50 m d'altitude (voir la figure 1.1). Ils constituent l'extension la plus orientale de la chaîne néo-volcanique qui forme l'altiplano mexicain central, et en même temps l'avancée septentrionale la plus extrême de la forêt pérenne tropicale humide du continent américain (Dirzo & Miranda, 1992). Cette position du massif et son exposition aux vents humides provenant du Golfe du Mexique assurent à la région une situation climatologique très favorable aux activités agricoles. Les températures moyennes y présentent une faible amplitude annuelle (entre 12 et 35°C) dans les zones d'altitude inférieure à 1000 m, alors que la pluviométrie moyenne varie de 1500 mm dans les parties basses des versants méridionaux à 4000 mm sur hauteurs exposées au littoral atlantique, sans véritable interruption au cours des mois les plus secs, entre janvier et mai (Soto & Gama, 1992). Dans la partie centrale de la région, qui en a constitué le principal foyer historique de peuplement, ces précipitations annuelles se situent dans une fourchette moyenne de 1700 à 2700 mm, avec un pic saisonnier entre les mois de juillet à octobre, au cours desquels se concentrent environ 60% des pluies (figure 1.2). Ces caractéristiques assurent aux Tuxtlas une abondante disponibilité en eau, avec la présence de nombreux lacs de cratère, dont le plus important est celui de Catemaco, qui s'étend sur 73 km<sup>2</sup>, et des cours d'eau (*ríos* Grande de Catemaco ou de Totoltepec, Tepango, Tajalate, Songoluacan, de Cueros...), qui alimentent le bassin orographique du Papaloapan-San Juan et ont constitué à la fois des voies essentielles de communication et d'échange, et des sources d'apports alluviaux participant de la fertilité agricole de la région (figure 1.1).

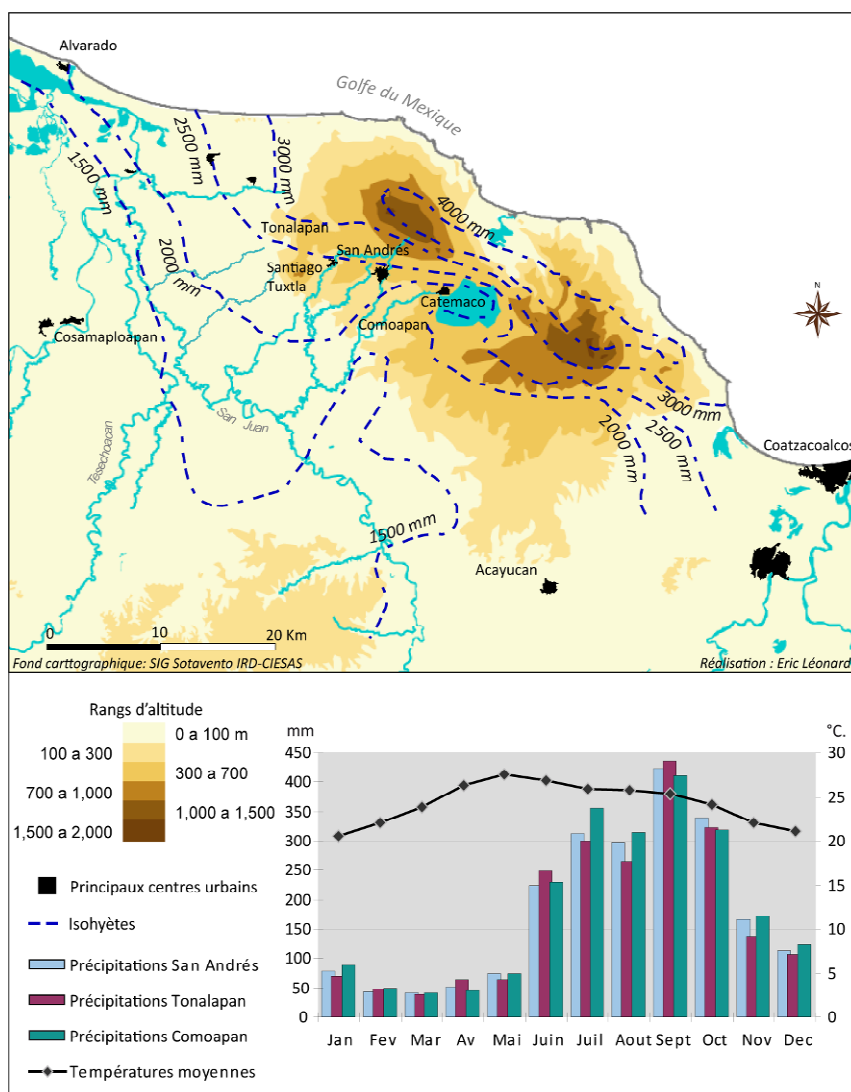
Figure 1.1 : Situation géographique de la région des Tuxtlas



La fertilité du versant sud du volcan San Martín et la relative protection qu'il offre aux tempêtes tropicales, ainsi qu'aux vents du Nord qui battent le littoral du Sotavento<sup>1</sup> durant la saison hivernale, en ont fait un foyer historique de peuplement et de production agricole. La profondeur des sols volcaniques, renouvelés par les crues annuelles des cours d'eau, et le climat tropical humide autorisent une utilisation intensive des terres, à travers la pratique de deux cycles annuels de culture, au cours de la période de mousson, entre les mois de juin et d'octobre, puis en mettant à profit l'humidité résiduelle des sols et les faibles précipitations apportées par les vents humides du Nord, entre novembre et avril (figure 1.2). La forêt tropicale dense, qui couvrait encore les flancs du volcan San Martín et ses cônes secondaires jusqu'aux balcons surplombant les centres urbains de Santiago et San Andrés au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi que la disponibilité de roches basaltiques au sein d'un milieu dominé par les grandes plaines alluviales, où les dépôts lithiques sont rares et constituent une contrainte à la production d'outils et de matériaux de construction, ont fait des Tuxtlas un espace d'intérêt majeur dès l'émergence des premières sociétés agraires.

<sup>1</sup> Au long de cet ouvrage, j'emploierai le terme de *Sotavento* comme synonyme du Sud de Veracruz. A l'époque coloniale, cette dénomination est attachée à la partie de la côte du Golfe du Mexique située au Sud du port de Veracruz (côte "sous le vent", opposée au littoral Nord, dit *Barlovento*, "au vent"). Par extension, elle désignera l'ensemble de l'espace s'étendant entre le littoral et les contreforts de la Sierra Madre orientale, soit l'ensemble des bassins fluviaux du Papaloapan, du Coatzacoalcos et du Tonalá, ainsi que le territoire de l'actuel État de Tabasco. Mais la constitution du Sotavento relève aussi et dans une très large mesure, d'une entreprise de construction culturelle, qui s'est étendue de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la période contemporaine et qui confère au Sud de Veracruz une identité forte et unique (voir à ce sujet Delgado Calderón [2000 et 2004] et García de León [2006 et 2011]).

Figure 1.2 : Caractéristiques climatologiques de la région



Sources : Soto & Gama (1997) ; <http://es.climate-data.org/location/344176/-/46131/-/344733/>

Ces ressources expliquent la densité des populations résidentes rencontrées par les conquérants espagnols au début du XVI<sup>e</sup> siècle. Leur accès et leur contrôle ont structuré l'histoire sociale depuis l'époque préhispanique et la constitution de la première civilisation urbaine du continent américain, celle des Olmèques, au début du premier millénaire avant notre ère. Elles ont orienté les formes d'intégration économique et politique de la région dans l'espace méso-américain, puis international. Leur abondance explique l'intérêt que Cortés a porté à ce territoire lorsqu'il entreprit de constituer le domaine seigneurial dont il demanda l'attribution au roi Charles Quint en 1528.

## Une terre fertile donnant ses fruits avec prodigalité : les Tuxtlas au moment de la conquête espagnole

Dans l'ensemble du Sotavento, la région couvrant les versants continentaux du volcan San Martín Tuxtla est « celle qui a la plus forte densité de sites archéologiques, terrasses de culture, systèmes irrigués et de nombreuses évidences d'occupations denses et diverses qui remontent à l'antique monde olmèque, à l'époque plus tardive de Tres Zapotes ou [à celle où] Maticapan fut une



importante colonie côtière de Teotihuacan »<sup>2</sup> (García de León, 2011 : 178). Cette zone a été pleinement intégrée à l'aire culturelle olmèque (1200-200 avant JC), et notamment aux espaces d'approvisionnement des cités de Laguna de los Cerros (1200-900 avant JC) et Tres Zapotes (800-200 avant JC). Cette dernière est située au pied du volcan San Martín, sur un replat dominant une zone de submersion des crues annuelles des cours d'eau voisins, une position qui a permis le développement d'un système agraire qui reposait prioritairement sur l'exploitation durant la décrue d'un stock périodiquement renouvelé de sédiments limoneux (Cyphers, 1997). Au-delà de ce foyer privilégié, des investigations archéologiques récentes ont mis en évidence la continuité de l'occupation agricole sur le pourtour du lac de Catemaco et dans les bassins d'expansion du *rió* de Catemaco (La Joya, Bezuapan), dès l'époque formative (Goman, 1992) et au long de la période olmèque, hors des interruptions provoquées par des dépôts de cendres associés aux éruptions du San Martín Tuxtla (VanDerwaker, 2006) (figure 1.3). Ces mêmes travaux ont montré que les espaces cultivés s'étaient étendus à des replats non inondables, via le défrichement de la forêt tropicale. L'abondance des formations basaltiques dans cette zone explique à la fois la colonisation des versants du volcan, afin d'organiser l'approvisionnement des cités-états des terres basses en matériaux de construction – employés notamment dans la réalisation des têtes colossales qui sont un autre signe distinctif de la civilisation olmèque – et la constitution d'un outillage permettant d'étendre par défrichement les espaces cultivés, hors des milieux inondables originellement exploités par ces sociétés.

Cette occupation s'est poursuivie au long de la période dite classique (100–900 après JC), qui représente l'âge d'or des civilisations méso-américaines préhispaniques. Cette période succède à l'effondrement des cités olmèques et à la dispersion de la population en villages agricoles faiblement hiérarchisés. Elle est dominée par l'émergence d'États militarisés, dont la cité de Teotihuacan constitue l'expression la plus aboutie dans le Mexique central. Après une période de diminution de la population et de déprise agricole, entre 100 et 300, les environs du lac de Catemaco et les petits bassins fluviaux articulés au *rió* éponyme connaissent une densification remarquable, avec une multiplication par 30 de la population entre 300 et 550 (de 1 700 à 53 000 habitants environ, répartis dans 107 localités identifiées), pour une densité de population qui atteint 132 hab./km<sup>2</sup> à la fin du VI<sup>e</sup> siècle (Stanley & Arnold, 1996). Si la plupart de ces implantations correspondent à de petits villages et des hameaux de culture, trois villes dominent le paysage politique régional, dont la plus grande, Maticapan, concentre 35 000 habitants (les deux tiers de la population totale) vers 550 après JC<sup>3</sup>. Cette évolution correspond à une complexification et une forte hiérarchisation des formations sociales et spatiales autour d'un centre politique et religieux hégémonique. Ce développement n'est explicable que par des migrations importantes à partir de l'altiplano central, mais il est probable que l'intégration de Maticapan dans l'aire économique et culturelle de Teotihuacan a également drainé des courants migratoires depuis les zones basses des bassins fluviaux du Coatzacoalcos et du San Juan entre 400 et 650 après JC (Pool & Stanley, 1992 : 246) (figure 1.3).

Ces caractéristiques font du complexe politique dominé par Maticapan un point d'articulation entre la cité de Teotihuacan et les zones de production d'articles somptuaires (coton, caoutchouc, peaux de félins, plumes d'oiseaux) des terres basses tropicales et, plus largement, avec le monde culturel maya qui connaît son apogée à la même époque. Les traces de manufacture de poteries et d'obsidienne (importée du Pico de Orizaba, sur la Sierra Madre dominant la plaine littorale du

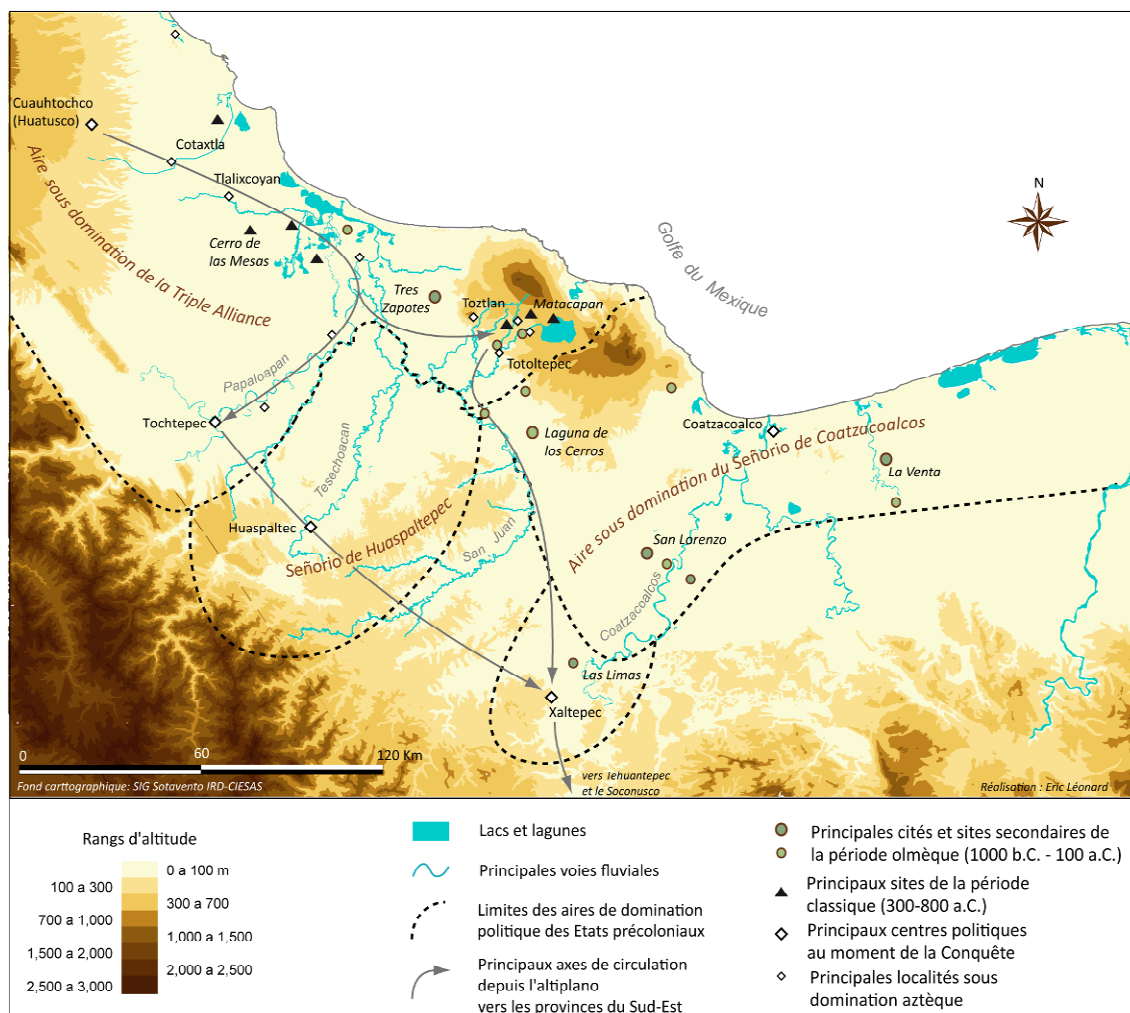
---

<sup>2</sup> Dans l'ouvrage dont est tiré cette citation, García de León (2011 : 181) mentionne des traces de *chinampas* dans la Lagune du Marquis, située dans les zones basses du nord-ouest de la région. Ces aménagements, caractéristiques de l'agriculture méso-américaine antique, étaient constitués par une haie de troncs fichés dans le sol lacustre, l'espace délimité par cette haie étant ensuite rempli par de la terre ramenée du fond. La construction de *chinampas* permettait de constituer des zones d'agriculture intensive, fertilisées par les remontées de matériel lacustre, où il était possible de contrôler les mouvements de la nappe aquatique. Elles étaient nombreuses sur le pourtour du lac entourant la ville de Mexico-Tenochtitlán et marquaient les processus d'intensification agricole associés à la densification des espaces inondables proches des grandes cités méso-américaines.

<sup>3</sup> La population vivant dans des centres urbains atteindra plus de 85% au cours du VIII<sup>e</sup> siècle (Stanley & Arnold, 1996 : 242).

Sotavento) à Maticapan et Ranchoapan révèlent par ailleurs un rayonnement culturel sur l'ensemble du bassin du San Juan-Papaloapan (*Ibid.* ; Stanley & Arnold, 1996).

Figure 1.3 : Grandes phases de peuplement et organisation politique du Sotavento aux temps précoloniaux



Sources : Carrasco (1999) ; Delgado Calderón (2000) ; García de León (2011)

La période de rayonnement de Maticapan-Ranchoapan s'achève au IX<sup>e</sup> siècle, avec une population qui se réduit graduellement à 16 000 habitants vers la fin du premier millénaire, le quasi-abandon de la principale place urbaine et une baisse très sensible de la production artisanale destinée aux échanges régionaux. L'économie semble alors s'être recentrée sur la production agricole et une activité de tissage du coton produit localement (Arnold *et al.*, 1993). Cet effacement démographique et économique coïncide avec l'effondrement des grandes cités méso-américaines de la période classique, tant dans la partie centrale (Teotihuacan, Monte Alban) que dans l'aire maya. Comme dans le cas de celles-ci, cette décadence est probablement associée à des désordres politiques, eux-mêmes liés à la saturation des capacités d'entretien des classes urbaines non agricoles et au déclin concomitant des échanges à longue distance. Comme dans l'aire maya et sur l'altiplano, le déclin s'est accompagné d'une inversion des flux migratoires en direction des terres basses inondables du bassin du Coatzacoalcos (Stanley & Arnold, 1996 : 245).

Les traces écrites des épopées militaires et des documents administratifs de l'État aztèque, ainsi que les rapports des premières instances de gouvernement colonial dans les années qui suivirent la conquête fournissent une troisième série d'évidences concernant le peuplement de la zone des

Tuxtlas et l'exploitation de ses ressources aux temps préhispaniques. Ces documents restituent l'image d'une région riche en produits tropicaux de valeur et lieu de passage sur les routes commerciales reliant l'altiplano à l'Amérique Centrale.

Si la transition du premier au second millénaire a été marquée par un net déclin économique et démographique des piémonts du volcan San Martín Tuxtla, le processus d'expansion de la Triple Alliance<sup>4</sup> au cours du XV<sup>e</sup> siècle révèle un rétablissement du caractère géostratégique de cette zone dans les décennies qui précèdent la colonisation espagnole. Vers 1450, l'organisation politique dominée par la cité de Mexico-Tenochtitlán entreprend de contrôler les voies commerciales historiques conduisant au Sud-Est de la région méso-américaine et au Guatemala et conquiert la province de Cuauhtochco (Huatusco) qui verrouille l'accès au littoral du Sotavento (del Valle Pavón, 2007 : 9, 24). De Cuauhtochco, la conquête militaire s'étend à Cotaxtla, puis à l'ensemble du bassin du Papaloapan, jusqu'à Tochtepec (Tuxtepec), et à la zone de Tuxtla (du vocable nahuatl *Toztlán*, "lieu de perroquets jaunes" : García de León, 2011 : 168)<sup>5</sup>, vers 1452 (voir la figure 1.3). Outre la maîtrise des routes commerciales, cette expansion aurait eu comme objet principal le contrôle des foyers d'approvisionnement en coton qui étaient situés principalement dans les terres basses du Golfe du Mexique (Labarthe, 1969 ; Aguirre Beltrán, 1992 : 232)<sup>6</sup>.

Placée sous le contrôle administratif et militaire de la place forte de Tochtepec à laquelle elle payait tribut<sup>7</sup>, la province de Tuxtla a constitué une zone de frontière au contact de la seigneurie hostile de Coatzacoalcos, avec laquelle une situation de conflit latent s'est maintenue jusqu'à l'arrivée des Espagnols. Sous la tutelle de la Triple Alliance, Tochtepec est devenue la plaque tournante du commerce entre l'empire aztèque et les régions de l'Isthme et d'Amérique Centrale, en particulier le Xoconochco (Soconusco), un bassin de production de cacao que Tenochtitlán conquiert en 1486 (Carrasco, 1996 : 476-477). Le *Memorial de Tlacopan*, rédigé au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, mentionne les places de Toztlán (Tuxtla), Cuauhcuetzpaltepec (Huaspaltepec, qui formait un *señorio* indépendant de la Triple Alliance) et Totoltepec comme les principaux points de passage depuis Tochtepec vers les provinces du Sud-Est. Le dernier toponyme est très fréquent dans la géographie du Mexique précolonial et il est difficile de le situer avec certitude ; mais selon Carrasco (1996 : 478-480), il pourrait s'agir du port fluvial de Totoltepec, situé sur le *río* de Catemaco, devenu au cours de la période coloniale l'un des nœuds du commerce régional (voir le chapitre 3). Le contrôle des Tuxtlas par la Triple Alliance aurait ainsi eu une fonction stratégique de maîtrise de l'une des principales routes d'accès à l'Amérique Centrale. Celle-ci empruntait les voies fluviales du Papaloapan et du San Juan jusqu'à la partie centrale de l'Isthme et qui représentait une alternative commode au portage de marchandises à dos d'homme, au long de la route terrestre qui suivait le flanc de la Sierra Madre

---

<sup>4</sup> La Triple Alliance formée par les cités de Mexico-Tenochtitlán, Texcoco et Tlacopan constituait l'entité politique la plus puissante et la plus étendue de Méso-Amérique à l'arrivée des Espagnols. L'union entre les trois cités-États a été scellée vers 1428, sous la tutelle de Tenochtitlán. Leur domination sur le bassin de Mexico s'est étendue au cours du XV<sup>e</sup> siècle en direction du sud et de l'est, vers les côtes du Golfe du Mexique et du Pacifique, puis vers l'Amérique centrale, l'Isthme de Tehuantepec et le Soconusco, et en direction de l'ouest et du nord, vers les frontières du royaume Tarasque et les steppes des barbares chichimèques. Le terme d'empire aztèque ou d'empire mexica est couramment employé pour caractériser l'organisation de cette entité (voir Carrasco, 1996 ; Davies, 1987).

<sup>5</sup> D'après la *Relación de Tlacotalpan*, Tuxtla aurait eu son propre seigneur, Chiconatzín, avant de « s'offrir à [l'Empereur Moctezuma Ilhuicamina] par amitié » et de se voir assigner un gouverneur (*Relaciones geográficas del siglo XVI : Tlaxcala*, 1985, T. 2 : 291).

<sup>6</sup> Les produits dérivés du coton constituaient la part dominante du tribut envoyé aux capitales de la Triple Alliance. Des 35 provinces tributaires mentionnées par le Codex Mendoza, 15 fournissaient des toiles et quatre du coton brut qui était ensuite filé et tissé dans les régions où sa culture n'était pas possible ; Mexico-Tenochtitlán recevait ainsi chaque année 10 900 "charges" de cotonnades composées chacune de 20 grandes toiles (Berdan, 1987 : 240).

<sup>7</sup> Après la rébellion de Tochtepec en 1467 et son écrasement par les troupes de la Triple Alliance, la cité fut placée sous le gouvernorat direct d'un fonctionnaire (*calpixque*) nommé par l'Empereur et hébergea une garnison permanente. Elle devint alors le centre de la collecte du tribut de 22 communautés situées sur l'ensemble du bassin du Papaloapan, étendu à la zone de Tuxtla (Carrasco, 1996 : 465).

depuis Tochtepec jusqu'à Xaltepec, en traversant le *señorio* indépendant de Huaspaltepec (figure 1.3).

Les provinces situées sous l'administration de Tochtepec payaient à la Triple Alliance un tribut qui incluait l'ensemble des produits tropicaux stratégiques pour l'État aztèque et ses élites : « quantité d'or, beaucoup de cacao et de coton, du maïs, du piment et des haricots, des toiles de coton, des nattes de palme [*petates*] et tous les genres de fruits que donnait la terre »<sup>8</sup>. Les produits dérivés du coton incluaient des fibres brutes, des toiles blanches et imprimées, ainsi que des armures matelassées employées dans l'équipement des armées aztèques ; des boucliers d'écorce et des plastrons en cuir étaient également livrés aux autorités militaires (Stark, 1974 : 204). Le codex Mendoza mentionne par ailleurs la fourniture de peaux de félins, de perroquets, de dents de reptiles, de balles de caoutchouc, d'objets de jade et d'ambre, de plumes d'oiseaux (Scholes & Warren, 1965). Certains de ces objets (le jade, l'ambre, le caoutchouc, les plumes de quetzal...) n'étaient pas produits dans la région, mais provenaient du commerce avec les provinces de l'Isthme et de l'aire culturelle maya, et les familles tributaires devaient en faire l'acquisition, probablement en les échangeant avec du coton ou du cacao (*ibid.* : 784-785).

En remontant vers l'altiplano et le centre de l'empire, les échanges depuis le bassin du Papaloapan et les Tuxtlas étaient particulièrement intenses avec la province de Cuahtochco et Cotaxtla (García Márquez, 1994). Cotaxtla en particulier constituait le point de rassemblement des produits du tribut et du commerce des terres basses avant leur envoi par porteur vers le centre de l'empire (figure 1.3). La place était aussi un centre de stockage des excédents de maïs produits dans le Sotavento, en prévention des mauvaises récoltes qui pouvaient affecter le bassin de Mexico (*ibid.*). L'obsidienne extraite sur les flancs du Citlaltépetl (le Pico de Orizaba), dans la même province de Cuahtochco, faisait le chemin inverse pour assurer l'armement des garnisons de Tochtepec et de Tuxtla qui assuraient la défense des frontières orientales de l'empire. C'est par la route de Cotaxtla et Cuahtochco que l'information du débarquement de Cortés et de ses hommes sur le littoral du Golfe fut transmise à l'empereur Moctezuma. Ces mêmes routes commerciales ont ensuite été utilisées par les Espagnols au cours de leur conquête du Mexique, lors de la préparation de l'offensive finale sur Mexico-Tenochtitlán, en 1521, puis lors de l'expédition de Pedro de Alvarado pour conquérir Tochtepec et l'isthme de Tehuantepec, en 1522 (Díaz del Castillo, 1982 [1632]).

L'importance des échanges entretenus par la Triple Alliance avec la province de Tochtepec et, plus largement, avec l'ensemble du Sotavento, a contribué à donner de la grande région l'image d'une terre peuplée et prospère, prodiguant ses richesses en abondance. Les chroniques écrites par les administrateurs espagnols au cours des années suivant la conquête et même durant les siècles suivants, font l'éloge de sa fertilité<sup>9</sup>. Le frère franciscain Bernardino de Sahagún dans son *Histoire générale des choses de la Nouvelle Espagne* (1961, vol. XI) évoque les images d'un jardin d'Eden qu'il n'utilise pour aucune autre région (Stark, 1974 : 204). Ces représentations d'un paradis terrestre étaient largement partagées par les Espagnols qui prirent possession du Mexique après la chute de Tenochtitlán, en 1521 (Alcántara, 2004 : 18-19). Au point que Cortés envoya dès 1522 ses soldats les plus fidèles fonder et peupler la cité d'Espiritu Santo, près de l'embouchure du fleuve Coatzacoalcos (Díaz del Castillo, 1982 [1632], chap. CLX). Lui-même revendiqua auprès de Charles Quint la possession de la zone de Tuxtla, qui contrôlait l'accès au *río* San Juan, à sa confluence avec le Papaloapan, et celle de la place de Cotaxtla, par où transitait le commerce des provinces du Sud avec le centre politique de la Nouvelle-Espagne et avec le port de Veracruz.

---

<sup>8</sup> *Relaciones Geográficas del siglo XVI*, T. 3: 271-272, cit. par Carrasco (1996: 476).

<sup>9</sup> « [La terre] est si fertile qu'elle produit quatre récoltes de maïs par an et comme il ne se vend pas aux autres juridictions, cette même abondance de leur récolte est la cause que les Indiens sont peu énergiques au travail, car pour cultiver leurs terres, ils n'ont qu'à couper les buissons, faire un trou dans la terre avec des bâtons pointus, ainsi qu'ils font pour semer le haricot, sans utiliser d'aire ou tout autre outil agricole [...] » (Villaseñor y Sánchez, 1746 : 366).

## La construction du Marquisat del Valle et le contrôle des axes d'échange transocéanique

La construction du Marquisat del Valle par Hernán Cortés, dès la fin de la première décennie de colonisation, relève autant de la continuité d'une pratique politique qui s'était forgée au cours du long processus de *reconquista* de la Péninsule Ibérique par les seigneurs chrétiens (encadré 1.1), que d'une stratégie de projection économique dans un espace d'échanges mondialisés. Dès 1526, après avoir consacré beaucoup de moyens à la recherche d'un détroit reliant les deux océans au long du littoral de l'Amérique Centrale, Cortés est convaincu qu'un tel passage n'existe pas (Moorhead, 1949). Son attention se reporte sur la région de l'Isthme et sur le potentiel que représente le réseau fluvial du Sotavento en termes de liaison transocéanique<sup>10</sup>. En 1526, il organise la construction de quatre vaisseaux dans le Golfe de Tehuantepec, dont les gréements, l'armement et les provisions sont transférés depuis Espiritu Santo, en suivant le cours fluvial du Coatzacoalcos jusqu'au port de canoës de Utlatepec, puis par portage dans la portion Sud de l'isthme (*Ibid* : 372-373 ; García de León, 2011 : 254). Outre la poursuite des explorations de la côte pacifique, ces navires sont destinés à prospector les routes maritimes pouvant conduire aux Philippines, dont la découverte par Magellan, au service de la couronne espagnole, a eu lieu en 1521, la même année que la chute de Tenochtitlán, et ainsi constituer une alternative au contrôle exercé par les navigateurs portugais sur le commerce avec la Chine, en contournant le Cap de Bonne Espérance.

En 1528, après avoir installé des personnes de confiance en différents espaces stratégiques pour le contrôle des voies d'échange et de l'administration politique de la Nouvelle-Espagne, Cortés rentre en Espagne afin d'y revendiquer des droits seigneuriaux sur un ensemble de territoires dispersés sur l'altiplano et les plaines littorales des deux océans. Le 20 juin 1529, Charles Quint lui attribue le titre de Marquis del Valle de Oaxaca et le nomme « gouverneur des îles et des terres qu'il découvrira dans la Mer du Sud » [le Pacifique]. En 1535, Cortés obtiendra pour son domaine le statut de majorat [*mayorazgo*], qui en fait un bien inaliénable et indivisible, transmissible à un héritier unique. Le Marquisat del Valle s'étend sur des espaces fractionnés intégrant 22 *pueblos*, avec leurs villages-sujets, et, officiellement, 23 000 vassaux – en réalité beaucoup plus. Sa structure territoriale donne alors à Cortés le contrôle des routes commerciales entre le Golfe du Mexique, le centre politique de la Nouvelle-Espagne et les principaux ports qui opèrent alors sur la côte pacifique : Tehuantepec et son Golfe intérieur, ainsi que Zacatula, à l'embouchure du *rio* Balsas (García Martínez, 1969 : 42)<sup>11</sup>.

Le territoire du Marquisat couvre par ailleurs des espaces productifs complémentaires du point de vue de l'approvisionnement des marchés régionaux et métropolitain. Il intègre les hautes vallées de Toluca et de Coyoacán-Tacubaya, aux portes de Mexico, où est mise en œuvre une grande production céréalière, de blé, orge et maïs ; des terres basses tropicales, comme la dépression de Cuernavaca, les vallées centrales de Oaxaca ou la région de Tuxtla, où Cortés installera des plantations de canne à sucre ; mais aussi des grandes extensions de pâturages naturels, comme dans les savanes basses des Tuxtlas et les environs du Golfe de Tehuantepec, où l'élevage bovin permettra d'alimenter la demande en cuirs du marché caribéen et du littoral Pacifique – jusqu'au Pérou. Enfin, le domaine de Cortés inclut des sites miniers, comme à Taxco, au sud de Cuernavaca, où est extrait de l'argent, et à Zacatula, près de l'estuaire du *rio* Balsas, où l'on fait de l'orpaillage.

---

<sup>10</sup> Dès 1520, sur la foi d'une carte que lui avait présentée l'empereur Moctezuma, Cortés entreprit de prospector le cours du Coatzacoalcos, dont la largeur de l'embouchure laissait penser à un possible passage vers le Pacifique, en y envoyant un parti d'espagnols aux ordres de Diego de Ordaz (Díaz del Castillo, chap. CII et CIII). La fondation de Espiritu Santo à cette embouchure, où s'installèrent certains des plus fidèles lieutenants du conquistador (dont Bernal Díaz del Castillo) répondait à cet objectif de contrôle des routes transocéaniques.

<sup>11</sup> La demande initiale de Cortés portait sur 22 *pueblos* et leurs ressortissants. Elle incluait notamment le port de canoës de Utlatepec, situé sur le cours supérieur du Coatzacoalcos (figure 1.4), qui constituait un point de rupture de charge et une étape stratégique sur la route reliant le Sotavento à la région de Tehuantepec, et qui lui fut finalement refusé, probablement pour cette même raison (García de León, 2011 : 254, note 351).

*Encadré 1.1 : La structure juridique du Marquisat del Valle de Oaxaca  
dans l'organisation politico-administrative de la Nouvelle-Espagne*

La Couronne espagnole a généralement récompensé les services rendus par les conquérants de ses possessions américaines et philippines en leur octroyant des blasons et des *encomiendas* ("commanderies") sur des villages indiens dont ils pouvaient percevoir un tribut en échange de la protection et de l'évangélisation. La délégation de seigneuries a constitué une situation exceptionnelle, et seuls Christophe Colón (avec le Duché de Veragua), José Sarmiento de Valladares (Comte de Moctezuma) et Hernán Cortés en ont bénéficié – Francisco Pizarro ayant été assassiné avant que sa requête n'ait abouti. Une telle procédure trouve son origine dans le système de rétribution des services rendus à la Couronne au cours du processus de reconquête de l'Espagne, qui a reposé sur l'organisation de troupes privées – les *huestes*. Ce système donnait lieu à la formalisation de véritables contrats (les "capitulations") entre le monarque et les entrepreneurs militaires, qui définissaient les engagements du *conquistador* et la rétribution que lui concédait le roi, dans un contexte de non-concurrence sur le territoire objet de l'entreprise de conquête (García Martínez, 1969 : 7-8).

Le décret royal de création du Marquisat del Valle de Oaxaca de 1529 établissait la seigneurie sur 22 *pueblos* indiens « avec leurs terres et villages et vassaux et juridictions civile et criminelle [...], et les bois, les prairies et pâturages et les eaux courantes et stagnantes », à titre héréditaire et perpétuel. Toutefois, en 1533, une disposition spécifia que « les prairies, les bois et autres biens communaux [exploités par les Indiens] ne pourront être pris ni considérés comme propriété propre et effective des marquis » (*Ibid.* : 93, 95). De ce fait, en dépit de leur caractère seigneurial, les droits de propriété des marquis étaient limités aux terres non occupées par les communautés indiennes, et même dans ce cadre, l'accès aux bois, aux pâturages et aux voies d'eau demeurait ouvert aux ressortissants de la juridiction. Ces conditions ont conduit Cortés et ses descendants à renforcer leurs droits sur les espaces qu'ils considéraient stratégiques, en achetant les terrains concernés à la noblesse indienne ou au gouvernement des communautés et en demandant ensuite à l'administration royale un titre de propriété (*composición*), comme ce fut le cas pour les terres des Tuxtlas où le conquérant du Mexique avait installé sa plantation de canne à sucre et son *hacienda* d'élevage (García de León, 2011 : 188).

Les droits seigneuriaux des marquis del Valle portaient sur le tribut des Indiens (mais les résidents espagnols en étaient exonérés), l'administration de la justice de première instance, au niveau des juridictions locales, et de deuxième instance, par le gouverneur général du Marquisat ; la Couronne demeurait toutefois l'instance ultime d'appel juridique en cas d'arbitraire. Comme les autres juridictions de Nouvelle-Espagne, les territoires du Marquisat étaient gouvernés par des *alcaldes mayores*, mais ceux-ci étaient nommés par le marquis (ou, de fait, par le gouverneur du marquisat, au nom de celui-ci) et non par le vice-roi. Ces fonctionnaires étaient chargés de rendre justice et de collecter auprès des Indiens le tribut dû au marquis, mais il ne pouvait exiger de rente foncière aux ressortissants des communautés. Très tôt, en outre, la Couronne a limité de façon draconienne les services personnels, notamment le portage de charges, que les autorités du Marquisat pouvaient exiger de leurs vassaux<sup>12</sup>.

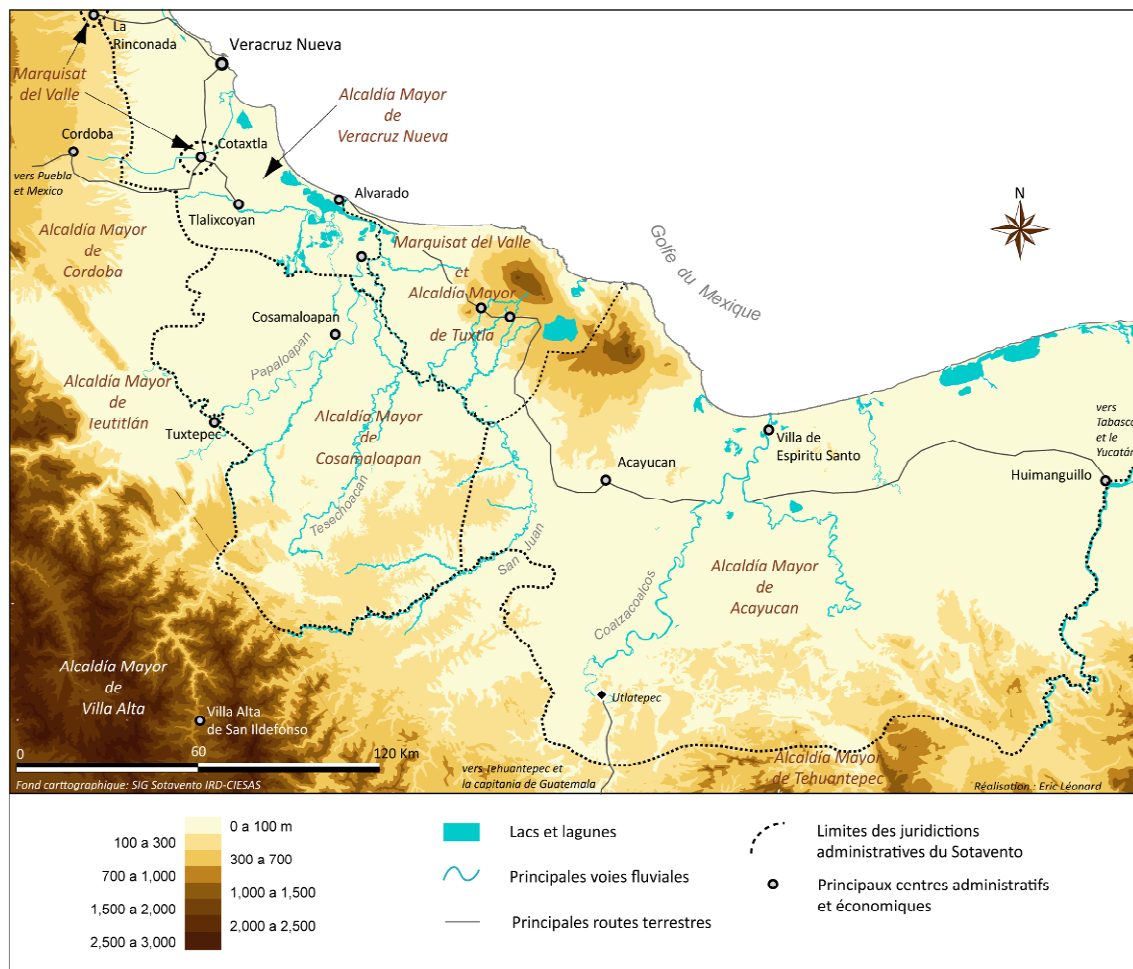
Cortés avait mis à profit l'ignorance de la Couronne quant à la géographie des territoires conquis pour s'arroger des concessions territoriales et juridiques démesurées. Très tôt, "l'État et Marquisat del Valle de Oaxaca" (selon sa dénomination officielle) est apparu comme un État dans l'État colonial. Dans les années suivant la conquête, en particulier à l'occasion du voyage que fit Cortés en Espagne pour y réclamer ses titres, entre 1528 et 1532, les autorités politiques de la colonie, puis la Couronne elle-même, s'évertuèrent à rogner les prérogatives juridiques et l'emprise territoriale du conquérant. Ces attaques ont notamment porté sur la continuité des voies d'échange, en soustrayant au Marquisat certains points-clés de leur contrôle. Un acte fort à cet égard a résidé dans la décision royale de s'arroger la juridiction des ports de haute mer en 1560, brisant ainsi le contrôle que la famille Cortés avait eu sur l'une des places d'armement naval de la côte pacifique (Moorhead, 1949).

<sup>12</sup> Les limites graduellement imposées aux droits seigneuriaux qui lui avaient été initialement délégués ont été à l'origine de frictions entre Cortés et la Couronne, ainsi qu'avec l'Audience Royale de Mexico – qui était la plus haute instance juridique de la colonie et en assurait le gouvernement en cas de vacance de l'exécutif représenté par le vice-roi. Elles ont été l'un des motifs de l'engagement de son fils, Martín, dans la conjuration des frères Ávila, de son emprisonnement et de la mise sous séquestre de ses possessions, entre 1567 et 1593.



Dans cette organisation complexe, la possession des Tuxtlas joue un rôle-clé au carrefour des voies d'accès aux provinces du Sud et des routes reliant le littoral du Golfe à l'altiplano central (figure 1.4). Cortés intègre en effet à l'*alcaldía mayor* de Tuxtla deux appendices territoriaux situés autour des *pueblos* de Cotaxtla et La Rinconada (Izcalpan, par où la troupe dirigée par Cortés était passée en 1519, lors de la première expédition à Mexico-Tenochtitlán), qui sont des points de transit obligatoire sur les voies de communication historique entre l'altiplano et la côte du Golfe, la première passant par Cuauhtochco et la seconde par Tlaxcala, un territoire qui était hostile à la Triple Alliance (del Valle Pavón, 2007). La région offre de surcroît des mouillages abrités pour les vaisseaux de tonnage moyen, dans la lagune de Sontecomapan ou dans la baie de Montepío (figure 1.5).

Figure 1.4 : Le Marquisat del Valle dans l'organisation administrative du Sotavento à l'époque coloniale

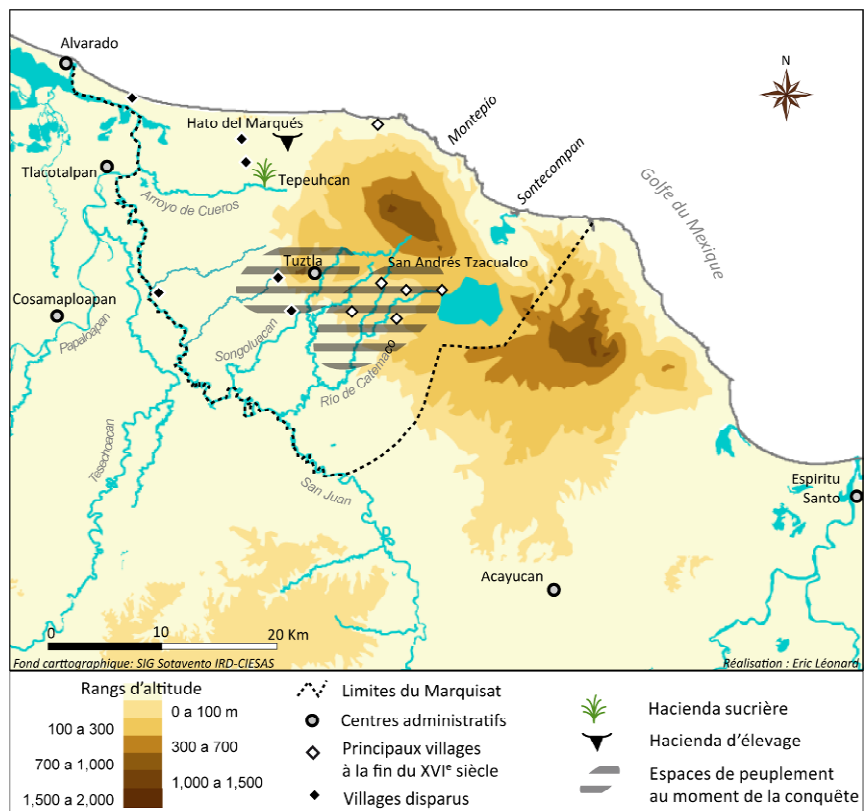


Sources : García Martínez (1969) ; Delgado Calderón (2000) ; García de León (2011)

Cette position privilégiée, aussi bien à l'égard des possibilités d'échange que des conditions agro-climatiques, a incité Cortés à entreprendre dans cette partie de son domaine la première expérience de production sucrière sur le continent américain (Bermúdez Gorrochotegui, 1978 ; González Sierra, 1994). Il planifie dès 1524 l'installation d'une plantation à Tepeuhcan, au nord-ouest de la zone, là où les conditions topographiques et les possibilités d'évacuation par voie fluviale apparaissent les plus favorables (figure 1.5), et deux ans plus tard, avant même de s'être vu confirmer ses droits sur la zone, il y entreprend la construction d'un *ingenio*. Celui-ci est doté de deux moulins mus par la force hydraulique, de 6 chaudières et de bassins en cuivre pour la cristallisation du jus de canne (Bermúdez Gorrochotegui, *cit.* : 14). À partir des années 1540, les travaux de culture et de raffinage du sucre sont réalisés par 80 esclaves noirs et 60 Indiens "de service", mis à disposition par la communauté de

Tuxtla sur une base hebdomadaire, au titre du tribut dû aux Marquis<sup>13</sup>. Les Indiens fournissent également les moules de terre cuite et de bois employés pour la cristallisation du sucre, à raison de trente unités par semaine, ainsi que des charpentiers qui assurent l'entretien des installations.

Figure 1.5 : L'occupation de l'espace dans les Tuxtlas à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle



Sources : García de León (2011 : 184, 186) ; García Martínez (1969)

Entre le milieu des années 1530 et 1580, l'*ingenio* de Tuxtla exploite entre 30 et 60 ha de canne, pour une production moyenne de 2000 arrobes de sucre blanc, soit environ 23 tonnes, chaque année (García de León, 1991 : 190). Cette production est expédiée par voie fluviale, en suivant les cours de l'Arroyo de Cueros, puis du Papaloapan, jusqu'à la lagune d'Alvarado, et delà, par charrette vers le port de Veracruz (González Sierra, 1994 : 326). Elle est destinée à la métropole, où, durant la décennie de 1540, Cortés vend une soixantaine de tonnes chaque année à Leonardo Lomellini, un marchand génois<sup>14</sup>. Une partie de la mélasse non raffinée est par ailleurs écoulee localement auprès des Indiens de Tuxtla et des mulâtres libres<sup>15</sup>, qui l'utilisent pour distiller clandestinement de l'eau-de-vie (García de León, *cit.* : 191).

<sup>13</sup> Soit 1 800 journées de corvée mensuelle. Cette charge était équivalente à celle exigée aux *pueblos* voisins de la plantation sucrière de Tlatenango, près de Cuernavaca, une zone beaucoup plus densément habitée (González de Cossío, 1952 : 234). À partir de la décennie de 1560, le Marquisat sera amené à développer des relations de travail salarié avec les Indiens de Tuxtla, afin de parer à la diminution drastique de la population soumise au tribut et à l'incapacité de la communauté à satisfaire les prélèvements en travail exigés par les administrateurs de la plantation sucrière (González Sierra, 1994 : 225).

<sup>14</sup> Contrat souscrit à Valladolid, le 26 mars 1542 entre Cortés et Lomellini, accordant la fourniture pendant huit ans de 5 000 arrobes de sucre provenant des plantations de Tuxtla et de Tlatenango, près de Cuernavaca. Le même contrat porte sur la vente par Lomellini à Cortés de 500 esclaves provenant du Cap Vert et composés pour « deux tiers de mâles et 1/3 de femelles, âgés de 15 à 20 ans », livrés à Veracruz au plus tard en septembre 1543, pour un prix de 76 ducats par pièce (*cit.* par Verlinden, 1989 : 171).

<sup>15</sup> Les esclaves noirs introduits par Cortés et les propriétaires d'*estancias* de bétail situées sur le cours inférieur du Papaloapan, ont été à l'origine d'une population mulâtre, dite *parda*, issue des unions entre Noirs et femmes indiennes, que leur naissance d'un "ventre libre" situait parmi les castes ne pouvant être réduites en esclavage.



Parallèlement au développement de la production sucrière, Cortés entreprend d'élever du bétail sur les savanes qui s'étendent en deçà du littoral sablonneux, depuis l'embouchure de la lagune d'Alvarado jusqu'aux contreforts du volcan San Martín Tuxtla et aux rives du Papaloapan. En 1534, 23 bœufs et 16 génisses sont introduits à proximité de Tepeuhcan, afin de fournir la force de trait nécessaire au labour de la plantation sucrière et au transport de sa récolte, en même temps que 200 porcs destinés à assurer l'alimentation de son personnel (González Sierra, 1994 : 238). Très vite, ce bétail se multiplie dans un milieu où les pâturages sont abondants et les épizooties totalement absentes<sup>16</sup>. Vers 1568, le "troupeau du Marquis" (en référence au site éponyme qui existe encore de nos jours) est évalué à entre 20 et 25 000 têtes (Aguirre Beltrán, 1992 : 54) ; quarante ans plus tard, après des décennies de pillage et de détournement par les administrateurs du domaine, ce troupeau sera encore estimé à 16 000 têtes (Bermúdez Gorrochotegui, 1978 : 18).

Les bovins sont essentiellement élevés pour fournir des cuirs, dont l'Espagne souffre d'un déficit chronique au long du XVI<sup>e</sup> siècle. Une grande partie du troupeau, qui échappe au contrôle de l'hacienda et vit à l'état sauvage, est simplement chassée et dépouillée de sa peau. Les cuirs sont tannés en bordure de l'*arroyo de Cueros* (qui leur doit son nom) et, de-là, évacués vers la lagune d'Alvarado, puis vers le port de Veracruz, où ils sont embarqués pour Cuba et la métropole. Au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, 2 000 peaux sont ainsi expédiées chaque année, pour une valeur estimée à 4 750 pesos, soit un niveau proche du revenu de la production de sucre (3 pesos pour chacune des 2 000 arrobes produites annuellement : *Ibid.* : 15). Le troupeau du marquis fournit également des fromages, qui sont vendus au port d'Alvarado, et du suif qui est employé pour le graissage de la machinerie de l'*ingenio* et la fabrication de chandelles (García de León, 2011 : 190).

Le fonctionnement économique de l'entreprise de Cortés repose largement sur les tributs auxquels est soumise la population indienne de la région. Outre les "Indiens de service" que la communauté doit fournir à l'*ingenio* et dont le nombre passe de 60 durant la décennie de 1540 à 50 en 1544, puis à « vingt-cinq à trente », désormais salariés par le Marquisat, en 1567<sup>17</sup>, au gré de la diminution continue de la population indienne, les sujets du marquis doivent aussi assurer l'approvisionnement en vivres et en vêtements des esclaves et des travailleurs libres de l'*hacienda*. Du poisson frais et salé, des œufs, des dindes, du sel, du piment, des toiles tissées, des chemises et des jupons, doivent ainsi être livrés sur une base hebdomadaire. Les Indiens de Tuxtla doivent par ailleurs cultiver collectivement deux champs de 400 *varas* [aunes] sur 200 (soit 1 200 pieds sur 600, environ 6 ha) chaque année – l'un en saison des pluies et l'autre en humidité résiduelle – pour pourvoir au maïs consommé sur l'*hacienda*. Le total de ces tributs atteint une valeur supérieure à 2 000 pesos vers le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle (del Paso y Troncoso, 1940, T. IX : 1560-1563). La diminution continue de la population indienne jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle posera des problèmes croissants au maintien de ces transferts et sera la source de tensions et de demandes récurrentes de la part des autorités de la communauté indienne pour réduire leur montant (voir la partie suivante).

Il est difficile d'évaluer avec précision les revenus que les possessions de Tuxtla et des districts de Cotaxtla et La Rinconada qui leur sont rattachées ont rapporté à la famille Cortés au long du XVI<sup>e</sup> siècle et des périodes suivantes. Aux recettes productives de l'hacienda sucrière et des troupeaux de Tuxtla s'ajoutaient celles des *ventas* de Cotaxtla et la Rinconada, les relais qui étaient situés sur les deux routes les plus fréquentées du royaume de Nouvelle-Espagne. Il est certain que ces territoires ont représenté une part mineure des revenus que la famille Cortés percevait de ses possessions du Nouveau Monde, à travers ses grandes haciendas céréalières et sucrières de l'altiplano et ses

---

<sup>16</sup> La multiplication exponentielle du bétail, bovin et ovin, au cours du XVI<sup>e</sup> siècle, a constitué l'un des phénomènes marquants de la transformation du régime biologique et des structures géographiques associée à la colonisation européenne, au point que les chroniqueurs de l'époque font référence à un « fléau de bétail » (Melville, 1999). Vers 1570, la population bovine dans l'ensemble de Veracruz était estimée à plus de 440 000 têtes de bétail, dont 202 000 dans le bassin du Papaloapan (Cosamaloapan, Tuxtla et Huaspaltepec : García de León, 2011 : 290).

<sup>17</sup> González Sierra, (1994 : 232), González de Cossío (1952 : 582), Bermúdez Gorrochotegui (1978 : 15).

nombreuses propriétés immobilières de Mexico et Coyoacán. Le contrat souscrit en 1567 par le second marquis, Martín Cortés, auprès de Juan Bautista de Marín et Diego Pérez de Algaba, portant sur le fermage des haciendas et des tributs de Tuxtla, ainsi que sur les rentes des relais de Cotaxtla et La Rinconada, établissait un loyer annuel de 5 000 pesos pour une durée de neuf ans. Ce niveau était sans doute minoré par les difficultés financières et politiques que le Marquisat rencontrait à cette époque (voir *infra*). Une quinzaine d'années auparavant, les gains procurés par la vente du sucre et des cuirs représentaient plus du double de cette valeur, et le revenu total des possessions sous la tutelle administrative de Tuxtla s'élevaient probablement à plus de 15 000 pesos. Il s'agit d'un niveau deux fois supérieur à l'ensemble des recettes fiscales (tribut, dîme et *alcabalas*, l'impôt sur les transactions marchandes) de la juridiction à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, une période de boum agricole et commercial et d'extrême pression de la part du Trésor espagnol (voir le chapitre 3), et un contexte historique dans lequel le peso s'était sensiblement déprécié.

## L'effondrement du projet économique seigneurial et la marginalisation des Tuxtla dans l'organisation du Marquisat del Valle

L'apogée des entreprises économiques de Cortés dans les Tuxtla et leurs dépendances territoriales n'a en fait duré que quelques décennies, entre le milieu des années 1530 et 1565 environ. Au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, une combinaison de facteurs, qui incluent l'effondrement démographique de la population indienne, l'évolution des marchés internationaux des denrées tropicales, ainsi que la disgrâce politique et les démêlés juridiques de la famille Cortés, conduit au déclin progressif de l'*hacienda* de Tepeuhcan et à la marginalisation de la zone dans l'organisation économique du Marquisat et, plus largement, dans celle de la Nouvelle-Espagne.

L'une des causes déterminantes de cette décadence renvoie au cataclysme démographique vécu par la population indienne de Mésio-Amérique au cours du premier siècle de contact avec les Européens (Borah, 1975 ; Borah & Cook, 1960 ; Cook & Borah, 1984). Les épidémies apportées par les conquérants (variole, rougeole, fièvre jaune, fièvre hémorragique ou *cocolitzli*), dont l'incidence est renforcée par les exactions des premiers administrateurs et *encomenderos* (esclavage et réquisitions de main-d'œuvre pour le portage, l'orpaillage, etc.), ont décimé les communautés du Sotavento avec une virulence bien supérieure à celle qui affectait l'altiplano. Elles s'abattent avec une périodicité implacable sur la région : la variole au cours de la première décennie de colonisation, le *cocolitzli*<sup>18</sup>, de nouveau entre 1564 et 1572, lorsque 643 tributaires (soit environ 2 600 personnes, le tiers de la population totale) seraient « morts et éteints » dans les Tuxtla, puis entre 1576 et 1580, quand une probable épidémie de typhus conduit les autorités coloniales à décréter une politique de congrégation des villages décimés (Gerhard, 1986).

Entre 1525 et le milieu des années 1560, la diminution de la population dans la juridiction de Tuxtla peut être estimée à 80% et elle atteint de nouveau 66% entre 1564 et 1604<sup>19</sup> (figure 1.6). Le redressement démographique ne se dessine qu'à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, alors que la

<sup>18</sup> "Relación de Tlacotalpan y su partido" de Joan Medina, in Acuña (ed., 1985 : 281-289).

<sup>19</sup> Les sources disponibles permettent de dresser le tableau suivant de l'évolution démographique pour le massif du volcan San Martín Tuxtla :

Année	1525	1544	1564	1570	1597	1604	1620	1682	1706
Nombre de familles /tributaires	10 000	3 955	1 800	1 060	742	700	629	735	1046

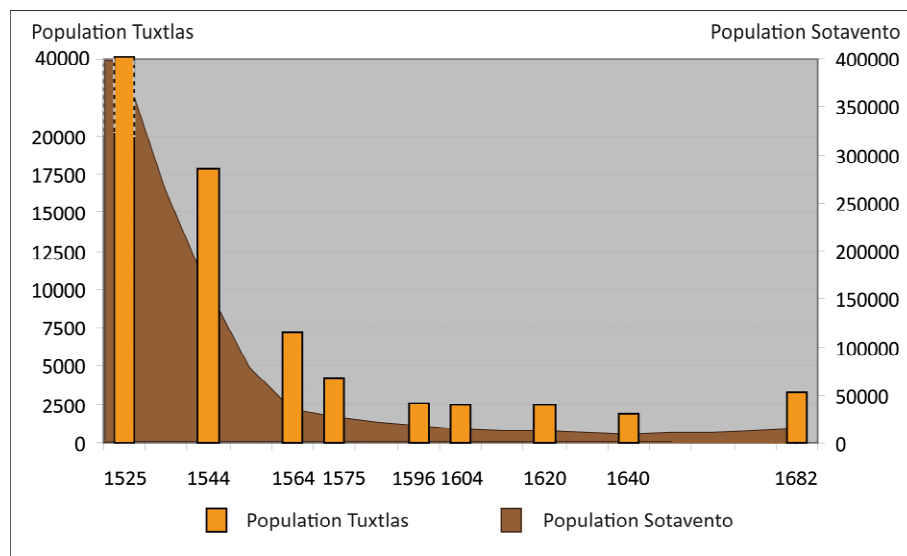
Sources : Cook & Borah (1984, vol. 3 : 56), Gerhard (1986 : 351), Solís (1945), Simpson (1966), García de León (2011 : 176, 401)

Nota : pour obtenir la population totale représentée dans la figure 1.6, le nombre de familles ou de tributaires a été multiplié par un coefficient correspondant à la taille estimée des familles aux différentes périodes considérées. Selon Borah & Cook (1963), ce coefficient a évolué de 4,5 au moment de la conquête à 3,5 vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et 4 au milieu du XVII<sup>e</sup>.

population de la zone n'atteint plus que 4.5% de son niveau estimé au moment de la conquête. A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les villages de Conchiuhcan, Tzoncalhuacan, Acatlapan et Iztapan (qui approvisionnait en sel l'*ingenio*), totalement dépeuplés, ont disparu (figure 1.5) ; la congrégation de populations menée en 1604 conduira à l'abandon des localités de Catemaco, Chuniapan et Matacapan, dont les habitants sont regroupés à San Andrés Tzacualco (García de León, 2011 : 184). Au début de la décennie de 1670, enfin, les derniers habitants de Caxiapan abandonnent ce petit village côtier, ruiné par les raids de pirates (*ibid.*). A cette date, la population de la juridiction est concentrée dans les deux bourgs de Santiago Tuxtla et de San Andrés et représente probablement moins de 3 500 habitants au total.

Le panorama est encore plus accablant dans le reste du Sotavento. Si l'on évalue à 80 000 familles environ la population au moment du contact (selon l'hypothèse basse de García de León, 2011 : 399), celle-ci aurait diminué de 90% au cours des 4 premières décennies de colonisation, puis encore de moitié avant la fin du siècle ; vers 1645 elle ne représentait plus que 2% de sa taille initiale (environ 1760 familles au total : figure 1.6). A cette époque, le littoral du Golfe du Mexique, écumé par les razzias de flibustiers, est pratiquement abandonné par les survivants<sup>20</sup> et l'hinterland des ríos San Juan et Tesechoacán, que les premiers chroniqueurs avaient dépeint comme un paradis terrestre, un havre de fertilité, est désert. Il devient un foyer privilégié de construction de très grandes structures d'élevage extensif (voir *infra*).

Figure 1.6 : Evolution de la population indienne dans les Tuxtlas et le Sotavento, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles



Sources : Gerhard (1986 : 351) ; Solis (1945) ; Simpson (1966) ; García de León (2011 : 176, 400-401)

Périodiquement, en 1564, 1565, 1567, les caciques et les autorités politiques de la communauté de Tuxtla demandent aux administrateurs du Marquisat que le montant du tribut qui leur est assigné soit réduit et que son versement soit espacé de trois à six mois (García de León, 2011 : 178)<sup>21</sup>. Les

<sup>20</sup> Vers 1682, la villa de Espiritu Santo, fondée par "la fine fleur des conquistadores" (Díaz del Castillo, 1982) est abandonnée par ses derniers habitants après un ultime raid de pirates (Delgado Calderón, 1989 : 13).

<sup>21</sup> Entre 1564 et 1569, le tribut versé par les Indiens de Tuxtla a sans doute été divisé par deux en ce qui concerne les versements en produits et en or. Les réquisitions de toile de coton seraient ainsi passées de 1060 à 448 pièces et les fournitures de maïs de 430 fanègues à 392 (soit de 28 à 25 tonnes) – alors que le tribut en numéraire semble avoir été maintenu – pour une valeur totale qui aurait diminué de 2 225 à 1 120 pesos environ (González de Cossío, 1952 : 582 ; Bermúdez Gorrochotegui, 1978 : 13). Cette réduction notable serait associée aux épidémies de fièvre jaune et de rougeole qui auraient dévasté la région vers 1560, puis en 1564. Les services en travail, en revanche, seraient restés inchangés. En 1636, le tribut total payé par les Indiens de Tuxtla s'élevait à 939 pesos ½ (García Martínez, 1969 : 146).

marquis tentent bien de soutenir dans la mesure du possible le peuplement de la zone, en organisant des transferts de population depuis leurs possessions situées sur l'altiplano, dans les zones de Cuernavaca et de Charo, au Michoacán, ou depuis la région de Tlaxcala, qui avait soutenu Cortés dans son entreprise de conquête militaire (*Ibid.* : 398). Ces migrations expliquent dans une certaine mesure que les possessions du Marquisat aient souffert d'un moindre dépeuplement relatif que le reste du Sotavento. Mais la pression tributaire ne faiblit pas pour subvenir aux besoins de l'*hacienda* sucrière et au tannage des cuirs : en 1587, les Indiens de communauté demandent que « l'*alcalde mayor* [de Tlacotalpan, qui exerce alors la tutelle juridique sur la zone] cesse les réquisitions [de travailleurs] indiens pour les excès de l'exportation de cuirs de l'*hacienda* du Marquis » à destination du port de Veracruz ; ces réquisitions concernent alors 75 Indiens de service par semaine, pour une population estimée à 800 chefs de famille (*Ibid.* : 283). En 1634, ils renouvelleront cette plainte en référence aux corvées de portage auxquelles ils sont astreints par les administrateurs du Marquisat associés à des commerçants de la région pour transporter des marchandises entre les bourgs de Santiago et de San Andrés et les embarcadères fluviaux d'Otapan et de Totoltepec<sup>22</sup>.

La décadence économique des entreprises du marquisat dans les Tuxtlas est aussi, et peut-être surtout, liée aux démêlés que la famille Cortés entretient avec la justice au cours de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Dès son voyage en Espagne, entre 1528 et 1531, Hernán Cortés a dû faire face aux menées de ses rivaux, qui ont pris le contrôle de l'Audience Royale de Mexico, pour réduire les prérogatives territoriales et juridiques qu'il prétend s'arroger à travers la constitution du Marquisat. Par la suite, son fils Martín, devenu son héritier en 1547, participera à la conjuration des frères Ávila, Gil González et Alonso, descendants de l'un des principaux capitaines de Cortés, pour défendre les privilèges acquis par les conquérants de l'empire aztèque et notamment les droit de servitude perpétuelle établis à travers l'institution de l'*encomienda* et abolis par la Couronne en 1563. La tentative de coup d'État et d'indépendance de 1566 se soldera par l'arrestation des conjurés et l'exécution des frères Ávila, Martín Cortés étant déporté en Espagne et ses possessions de Nouvelle-Espagne placées sous le contrôle juridique de l'administration royale.

Entre 1567 et 1574, le gouvernement des Tuxtlas et la gestion de l'*hacienda* de Tepeuhcan sont exercés par l'*alcalde mayor* de Tlacotalpan ; durant les vingt années suivantes, bien que le gouverneur général du Marquisat ait recouvré la tutelle des entreprises économiques, la juridiction civile et criminelle reste du ressort des fonctionnaires coloniaux de Tlacotalpan qui vont en faire usage à des fins de profit personnel. Au cours de ce quart de siècle, l'*ingenio* et le troupeau de Tepeuhcan servent de butin à partir duquel les différents administrateurs financent leurs entreprises de capitalisation et de création de domaines d'élevage dans le bassin du bas-Papaloapan (Aguirre Beltrán, 1992). En 1567, peu de temps avant de partir en exil et afin de dégager des liquidités destinées à lui permettre de couvrir ses dettes, Martín Cortés souscrit un contrat de location avec Diego López de Montalban, un résident de Tlacotalpan qui est associé à Gerónimo Pérez de Aparicio, un commerçant de la ville de Mexico. Ce contrat, conclu pour neuf ans, porte sur le versement d'un loyer annuel de 5 000 pesos et concerne l'exploitation de l'*hacienda* de Tepeuhcan (avec 97 esclaves noirs et 25 à 30 Indiens "de service"), la perception du tribut auprès des Indiens de Tuxtla, ainsi que la collecte de la dîme pour le compte de l'évêché de Oaxaca (*Ibid.* : 54 ; Bermúdez Gorrochotegui, 1978 : 14-15). En 1573, le gouverneur général du Marquisat tentera de convertir ce contrat de fermage en vente définitive, apparemment sans succès (García de León, 2011 : 191).

Au cours de la période couverte par cet accord, les détournements de bétail semblent avoir été la règle. Entre 1572 et 1582, Pérez de Aparicio obtient du vice-roi des délégations de terre (*mercedes*) sur cinq "sites de gros bétail" (*sitios de ganado mayor*), soit environ 8 775 ha, situés face au bourg de Tlacotalpan, en bordure de la juridiction de Tuxtla, entre les cours du San Juan et du Tesechoacán, qui constitueront le noyau de l'*hacienda* El Zapotal. Il y installe 4 000 têtes de bétail et une centaine de chevaux, qu'il déclare avoir acquis du produit de la charge de collecteur de la dîme qu'il a exercée

---

<sup>22</sup> AGN, *Tierras*, 2973, 84, "Santiago Tuxtla", cit. par García de León (2011 : 419-420).

pendant 8 ans ; il s'agit en fait de détournements réalisés aux dépens du troupeau du marquis, dont l'effectif est estimé, à cette époque, entre 25 et 30 000 animaux, mais dont les fermiers ont déclaré avoir reçu exactement 19 756 têtes (Aguirre Beltrán, 1992 : 53-55). Luis Cortés, le frère cadet de Martín, qui assume l'administration du domaine seigneurial au début des années 1580, entamera une dispute légale avec Aparicio, sans parvenir à récupérer le bétail soustrait par ce dernier<sup>23</sup>. L'initiative de López Montalbán et Pérez de Aparicio fera des émules. Hernando de Rivadeneira, qui est vers 1577 *majordome* (responsable) du troupeau de l'*hacienda*, obtiendra entre 1588 et 1602, avec son frère Gaspar, un ensemble de *mercedes* de terres sur plusieurs dizaines de milliers d'hectares qui seront « peuplés de bétail extrait principalement du Marquisat » (*Ibid.* : 58) et formeront la base foncière d'une *hacienda* parmi les plus importantes du Sotavento jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Aguirre Beltrán (*cit* : 47-52) fournit d'autres exemples d'employés de la famille Cortés, passés par la région et devenus de riches propriétaires dans le bassin du Papaloapan, comme Joan de Medina, administrateur de Tuxtla en 1580, ou Antonio de Espinosa, qui occupera la même charge en 1584, avant de fonder l'*hacienda* de bétail de Santa Ana Chiltepec, l'une des plus riches du Sotavento<sup>24</sup>. La multiplication des implantations d'élevage sur le pourtour du domaine des Cortés, et l'émergence de revendications territoriales concurrentes sur les franges de ce domaine se poursuivront au cours des siècles suivants (voir le chapitre 3). Elles conduiront les propriétaires du Marquisat à sécuriser leur possession à travers l'achat à la communauté de Tuxtla de six "sites de bétail" (10 500 has) occupés par l'*hacienda* de Tepeuhcan et le "troupeau du marquis" et leur reconnaissance par *merced* royale, en 1589, sous condition de les peupler chacun par 500 têtes de bétail (García de León, 2011 : 192-193).

A cette époque, la production de cuir est devenue l'activité principale et presque unique du domaine de Tuxtla. Dès 1777, à l'issue du contrat de fermage souscrit par López Montalbán, le nouvel administrateur, Juan de Sahagún faisait état des détériorations souffertes par l'*ingenio*, entre la mort de certains esclaves, la disparition de plusieurs variétés de canne à sucre et la destruction de charrettes et de différents outils (Bermúdez Gorrochotegui, 1978 : 16). Le principal problème résidait dans le fait que la marge économique de la production sucrière ne cessait de s'amoinrir. Dans le dernier tiers du XVI<sup>e</sup> siècle, Cuba et les colonies portugaises du Brésil étaient en passe de saturer le marché métropolitain<sup>25</sup>. Les gouverneurs du marquisat entreprirent de réorienter la production de leurs *haciendas* sucrières vers les marchés urbains de l'altiplano, ce qui fut un succès pour la plantation de Zacatlán, près de Cuernavaca. Pour l'*ingenio* de Tuxtla, en revanche, sa situation en bordure du littoral atlantique, qui était stratégique dans la perspective d'une commercialisation à l'exportation, devenait une contrainte rédhitoire : les coûts d'acheminement par voie fluviale et terrestre jusqu'à Mexico représentaient environ 60% de la valeur de mise en marché (García de León, 2011 : 189). Ces considérations ont motivé l'abandon graduel des installations de culture et de transformation de la canne à sucre dans les mains de locataires dont les stratégies étaient plus orientées vers le pillage que vers la production (*Ibid.*). En 1595, à l'issue d'un incendie qui ravagea les bâtiments, l'*ingenio* de Tepeuhcan fut définitivement abandonné.

À partir du début du XVII<sup>e</sup> siècle, la juridiction de Tuxtla devient ainsi une périphérie marginale de l'État du Marquisat del Valle. La région a perdu l'intérêt stratégique que Cortés lui prêtait pour le contrôle des voies de communication transocéanique. Au milieu des années 1560, celles-ci délaissent

---

<sup>23</sup> Cette dispute portait également sur la mort de 20 esclaves noirs, survenue au cours de l'administration de López de Montalbán.

<sup>24</sup> Dès cette époque et au long du XVII<sup>e</sup> siècle, le Sotavento est le foyer par excellence d'expansion du bétail et de la très grande propriété sur les terres laissées vacantes par l'extinction des villages indiens. La région devient un important fournisseur de bétail pour les principales villes de l'altiplano, Puebla, Tlaxcala et Mexico. Chaque année, en début de saison sèche, les troupeaux sont rassemblés et acheminés par voie terrestre vers Cordoba, puis vers Puebla, en suivant des parcours qui s'éloignent des zones inondables et rejoignent le piémont de la Sierra, à l'ouest du Papaloapan (Alcántara, 2004 et 2007 ; Celaya Nández, 2003 et 2005).

<sup>25</sup> Entre 1580 et 1640, quand la couronne du Portugal fut offerte à Philippe II de Habsbourg, le Portugal fut incorporé à la monarchie hispanique.

totale l'isthme pour s'organiser autour d'un axe Veracruz-Mexico-Acapulco, où arrive chaque année la flotte d'Asie, la *nao* (nef) de Chine, qui amène les biens provenant de la jeune colonie des Philippines et du commerce avec l'Extrême-Orient. Les Tuxtlas ne revêtent également qu'un intérêt productif marginal au moment où les administrateurs du Marquisat recentrent leur organisation économique sur l'approvisionnement des villes de l'altiplano, à partir des *haciendas* céréalières de Toluca et de Coyoacán et des plantations sucrières de Cuernavaca, et sur la gestion des rentes des propriétés urbaines de la capitale. Le troupeau du marquis sera lui-même progressivement laissé aux rapines des employés locaux : au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, les rapports des administrateurs ne font plus état de la vente de produits de l'élevage. Enfin, l'amenuisement du tribut payé par une population qui diminue comme peau de chagrin et se réduit à moins de 700 familles au début du XVII<sup>e</sup> siècle n'a sans doute pas stimulé l'intérêt des représentants des marquis pour une possession dont les revenus avaient été divisés par dix en un demi-siècle.

Cet abandon de la possession de Tuxtla a été accentué par les prolongements des tracés juridiques de la famille Cortés. La levée totale, en 1593, de la mise sous séquestre imposée aux biens de Martín Cortés avait révélé la mauvaise situation économique du Marquisat et l'étendue des dettes qui en grevaient le capital (García Martínez, 1969 : 77). Pour en garantir le recouvrement, la Couronne nomma en 1613 un "juge privatif" habilité à saisir les rentes du domaine et qui appliqua cette prérogative à plusieurs reprises au cours du XVII<sup>e</sup> siècle. Cette situation a certainement accéléré la décapitalisation dont les parties les moins stratégiques du Marquisat, celles qui étaient les plus éloignées de l'altiplano central, faisaient déjà l'objet. Enfin, le rattachement de l'ensemble des biens de la famille Cortés au patrimoine des ducs de Terranova et Monteleone, une grande famille napolitaine, à la suite du mariage de la dernière héritière du conquérant du Mexique, en 1629 (*Ibid.* : 79), a achevé de reléguer l'enclave de Tuxtla à l'extrême périphérie d'une chaîne de décisions dont le centre s'établissait définitivement loin du Mexique.

## **La dynamique de la société indienne :**

### **intégration aux circuits d'échange coloniaux et autonomie politique**

Le statut juridique seigneurial du Marquisat a toutefois empêché que la juridiction de Tuxtla connaisse le sort de ses voisins du Sotavento, celui de l'expansion des grands domaines d'élevage aux détriments de communautés indiennes devenues incapables de maintenir leur emprise foncière et de défendre leurs droits territoriaux. La marginalisation économique et administrative des Tuxtlas a au contraire contribué à créer un cadre institutionnel favorable à l'expression de formes d'autonomie dans l'organisation politique et foncière des communautés de Santiago et San Andrés Tzacualco. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, le quatrième marquis, Pedro Cortés, s'est vu engagé dans un conflit juridique avec le procureur de l'Audience Royale de Mexico qui remettait en question ses prérogatives d'attribuer des fermages et des baux emphytéotiques ou toute autre forme de concession foncière sur les territoires sous sa seigneurie (Chevalier, 1976 : 170-174). Ce litige conduisit à affirmer les droits de la Couronne sur les terres laissées vacantes par les communautés et villages indiens disparus et à interdire aux marquis de louer à leur guise les terres qui leur avaient été allouées en seigneurie. Cette décision eut plusieurs effets. En premier lieu, elle fournit un argument aux autorités des communautés indiennes intégrées au Marquisat pour défendre les terres qui leur avaient appartenu vis-à-vis des velléités d'appropriation ou de délégation foncière venant des administrateurs du domaine. En second lieu, elle incita les représentants des marquis à défendre farouchement l'intégrité du domaine seigneurial vis-à-vis des empiètements potentiels des grandes structures d'élevage voisines, quand bien même de tels processus ont constitué une menace permanente au long de l'époque coloniale, comme nous aurons l'occasion de le montrer (chapitre 3).

En 1567, en vertu de la réglementation établie par les *Lois des Indes* (Livre VI, Titre 3, loi 15), les Indiens de Tuxtla ont été organisés en *république*, un statut qui leur conférait une personnalité

juridique et des droits sur un territoire propre<sup>26</sup>. La formation des “républiques d’Indiens” correspondait à un système de “réduction” de la population indigène, qui visait à restreindre les contacts entre celle-ci et les autres secteurs de la société coloniale et les abus qui pouvaient en découler. La réglementation coloniale habilitait chaque *pueblo* à élire selon ses us et coutumes son gouverneur, ainsi que les différents fonctionnaires (juges de paix, officiers de police, écrivains<sup>27</sup>) chargés des affaires publiques. La *république* devait entretenir une “caisse de communauté”, alimentée par des champs collectifs, des prêts d’argent et des contributions spécifiques des Indiens, qui était employée à l’entretien de l’église et des bâtiments administratifs (la “maison du marquis”), ainsi qu’à l’organisation des fêtes religieuses (celles de Santiago et de Pâques). Outre ces obligations, une fonction essentielle de la *république* était d’organiser la collecte du tribut et les réquisitions en travail que devaient fournir les Indiens aux marquis. La *Villa* de Santiago Tuxtla était le siège de ce gouvernement, comme elle l’était de l’administration des biens du Marquisat dans la juridiction, et San Andrés Tzacualco, de même que les villages de Matacapán, Chuniapan, Catemaco et Caxiapan, ne disposaient que de fonctionnaires secondaires exerçant au niveau local les tâches de juge de paix (*alcalde*) ou d’officier de police (*alguacil*)<sup>28</sup>.

Le modèle initial des *républiques* d’Indiens assignait aux descendants de la “noblesse native”, héritière des élites administratives et religieuses que l’État aztèque avait cooptées ou désignées dans le cadre politique précolonial, le rôle de médiateurs entre la population indienne et les représentants de la Couronne. Tout indique que la noblesse traditionnelle a exercé la tutelle de la *république* de Tuxtla jusqu’au début du XVIII<sup>e</sup> siècle au moins (voir le chapitre 2). Les “seigneurs naturels” de la région s’étaient vus allouer des privilèges particuliers par Hernán Cortés, probablement en raison de leur attitude conciliante au moment de la conquête : ils pouvaient monter à cheval, s’habiller selon l’usage espagnol, porter des armes, posséder des esclaves noirs et disposer d’Indiens de service (García de León, *cit.* : 194). Le premier marquis leur avait également reconnu la possession de propriétés foncières en des espaces stratégiques du point de vue des axes d’échange et de communication : les terres d’Otapan, en bordure du *río* San Juan, et celles d’Elvira, qui jouxtaient le cours du *río* de Totoltepec (ou Catemaco), près de sa confluence avec le San Juan. Dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, les “principaux” de Tuxtla avaient adopté le nom de Cortés, suivant une tendance en cours d’établissement dans l’ensemble du Marquisat (*Ibid.* : 195), ou des patronymes d’origine espagnole (Suárez, Sánchez, Pérez, Tapia, Vidaña<sup>29</sup>), alors que la plèbe conservait les noms calendaires en vigueur à l’époque précoloniale. Ces caractéristiques permettent de constater l’emprise que les familles de la noblesse locale exerçaient sur les fonctions-clés de la *république* (gouverneur, juge principal, chef de police) à la charnière du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>30</sup>.

---

<sup>26</sup> Une loi de décembre 1573 établissait que les *pueblos* indiens devaient disposer de « commodité en eaux, terres et bois, entrées et sorties et [terres de] labours, et un *ejido* [terrain communal] d’une lieue de longitude, où les Indiens puissent avoir leurs bétails, sans avoir à être mêlés à d’autres [appartenant à] des Espagnols » (Livre VI, Titre 3, Loi 8, in *Recopilación de las Leyes de los Reynos de Indias*, 1971).

<sup>27</sup> Ces fonctions ont déterminé la forme de certains patronymes communs de nos jours dans la région, comme “Escribano”, “Organista”, ou “Notario” (voir García de León, 2011 : 194).

<sup>28</sup> Comme le montre le document rendant compte de l’élection des autorités de la *république*, en 1595, publié par García de León (2011 : 196). Ce n’est qu’en 1718 que San Andrés se verra allouer le statut de *pueblo* habitant ses ressortissants à élire leurs propres autorités de *république* (voir le chapitre 2).

<sup>29</sup> Le nom de Vidaña apparaît dans les dernières années du XVI<sup>e</sup> siècle, lorsque Catalina Tapia (ou Pérez de Tapia), fille des *caciques* de San Andrés Tzacualco, épouse Bartolomé de Vidaña, Espagnol natif de Biscaye, et apporte en dot à ce dernier le dixième de l’*hacienda* de Otapan (Aguirre Beltrán, 1992 : 212). Cette alliance donnera lieu au toponyme Cruz de Vidaña qui, de nos jours encore, désigne un village situé au carrefour de l’ancienne piste qui menait de Santiago au lieu-dit d’Otapan, où étaient installés les magasins et l’embarcadère fluvial par lequel les produits de commerce de Santiago étaient expédiés vers les places marchandes du bas-Papaloapan (Tlacotalpan, Alvarado et Tlalixcoyan, voir le chapitre 2).

<sup>30</sup> L’acte d’élection des autorités de la *république* fourni par García de León (2011 : 196) révèle ainsi que la famille Cortés (Diego et Felipe) occupait en 1595 les fonctions de gouverneur et de juge principal de la communauté, la charge de chef de police étant assumée par Mateo Suárez.

Cette position privilégiée d'intermédiaires entre la société indienne et le monde hispanique a fourni aux familles de la noblesse locale des leviers d'insertion efficace dans l'économie coloniale. Outre les domaines en propriété qui leur avaient été reconnus et qui constituaient à la fois des espaces d'élevage<sup>31</sup> et de circulation dans l'accès aux principaux axes fluviaux, il est vraisemblable que le contrôle des caisses de communauté leur a permis de financer des activités commerciales, à l'instar des situations observées par différents auteurs dans plusieurs contextes du Mexique colonial (Baskes, 2005 ; Dehouve, 1993 ; Machuca, 2000 ; Menegus, 1999). Les documents consultés par García de León dans les archives notariales d'Orizaba pointent ainsi l'implication au cours des années 1670 de membres de la noblesse tuxtèque dans le commerce de cacao<sup>32</sup>, de tabac et de coton, dont les ramifications allaient jusqu'à la province de Tabasco et prolongeaient les routes d'échange précolonial (García de León, *cit.* : 338-339 ; del Valle, 2007 : 33)<sup>33</sup>. Il est probable que ces commerçants étaient incorporés aux réseaux marchands qui s'étaient construits depuis le dernier quart du XVI<sup>e</sup> siècle, autour des petites communautés d'Espagnols établies dans les bourgs indiens de Tlacotalpan et Tlaliscoyan, à la confluence des voies fluviales et terrestres entre le Sotavento et l'altiplano (Acuña, 1985 : 285, del Valle, *cit.*). La désuétude des routes préhispaniques passant par Tuxtepec, Huaspaltepec et Xaltepec (figure 1.3), à la suite du dépeuplement presque total de l'interfluve entre le Tesechoacán et le San Juan, a contribué à situer les territoires que contrôlaient les "seigneurs naturels" de Tuxtla au cœur des axes reliant l'altiplano central au Sud-Est de la Nouvelle-Espagne et à l'Isthme de Tehuantepec.

Il semble que ces activités commerciales bénéficiaient de l'appui des autorités administratives du Marquisat, et notamment de la délégation d'Indiens "de service" pour le portage des marchandises transitant par la juridiction, comme le suggère une plainte déposée en 1634 par certains Indiens de Tuxtla à l'encontre de leur *alcalde mayor*<sup>34</sup>. Ces données dessinent le tableau d'une classe de notables indiens enrichis grâce aux différentes concessions et prérogatives (politiques, foncières, commerciales) allouées par les autorités coloniales et celles du Marquisat, dans un contexte de déprise des entreprises productives des marquis del Valle. Cette élite indigène était en situation de financer – à travers les caisses de communauté, dont elle contribuait à l'alimentation, mais dont elle était aussi le principal opérateur et bénéficiaire – « une intense vie de festivités » qui s'exprimait à l'occasion des célébrations religieuses (fêtes de Pâques et patronales) et des élections annuelles des fonctionnaires de la *république* (García de León, 2011 : 435)<sup>35</sup>. Nous verrons dans le chapitre suivant que des processus "d'accumulation primitive" ont pu diffuser dans certains secteurs de la plèbe indigène au cours des dernières décennies du XVII<sup>e</sup> et au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, à partir de l'irrigation de l'économie paysanne par les réseaux marchands qui s'étaient mis en place autour de l'élite indienne.

Une telle situation tranche radicalement avec l'état de délabrement et de paupérisation que dépeignent à la même époque les administrateurs des juridictions voisines de Cosamaloapan et de

<sup>31</sup> Dans la seconde décennie du XVII<sup>e</sup> siècle, doña María Cortés, héritière des caciques de Tuxtla et propriétaire d'une *estancia* de bétail à Otapan rendait ainsi compte des envois de bovins, cuirs et suif vers les *haciendas* voisines en vue de leur acheminement vers les villes de l'altiplano (*cit.* par García de León, 2011 : 358).

<sup>32</sup> Le cacao, qui était doté d'une valeur pondérale élevée et était encore employé comme monnaie au cours du XVII<sup>e</sup> siècle, conformément à l'usage qui lui était assigné dans l'organisation économique précoloniale (de Rojas, 1998), se prêtait particulièrement au commerce de longue distance, suivant les voies fluviales qui permettaient de pénétrer le Sotavento jusqu'aux limites de la province de Tabasco.

<sup>33</sup> García de León (*cit.* : 433) mentionne ainsi la présence d'un commerçant originaire de Santiago Tuxtla, Juan Martín, vraisemblablement engagé dans l'achat de cacao en échange de biens produits sur l'altiplano de Puebla, au registre des marchands opérant en 1659 dans le district des Ahualulcos, aux confins de la juridiction de Coatzacoalcos et de la province de Tabasco.

<sup>34</sup> "Para que las Justicias no pidan servicios personales ni indios tamemes" (AGN, *Tierras*, 2973, 84, Santiago Tuxtla, 1634, *cit.* par García de León, 2011 : 420).

<sup>35</sup> Les documents cités par García de León (AGN, *Tributos*, 49, 2, ff. 1-60, Mexico, 1638-1722 "Cuentas de comunidad") montrent notamment l'existence de déficit structurel en certaines périodes, que les gouverneurs de *république* couvraient avec leurs propres fonds.



Coatzacoalcos, en proie à la poursuite de l'effondrement de la population indienne et à l'avidité foncière des grands éleveurs d'origine espagnole. Si elle est certainement liée à l'insertion efficace d'une élite minoritaire dans les circuits du commerce colonial, elle reflète aussi probablement un accroissement des capacités tributaires d'une population plus large, dont les effectifs commencent à croître dans le dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle et qui entre alors dans une phase d'expansion et de reconquête des espaces dont elle avait été évincée par la politique de congrégation des années 1604-1610. Ce rétablissement relatif de l'économie agricole des Indiens des Tuxtlas et l'accroissement de leurs capacités de "reproduction élargie" va se traduire, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, par des formes de remise en question des structures de pouvoir politique et économique exercé par les petites élites commerciales locales et par la transformation du domaine seigneurial en un espace politique autonome vis-à-vis du cadre institutionnel féodal qui lui a été imposé.

## **Chapitre 2**

### ***Intégration marchande et recompositions***

#### ***de l'ordre économique et politique :***

#### ***conflits et remises en cause des structures de pouvoir au XVIII<sup>e</sup> siècle***

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le rêve de Cortés d'établir un domaine seigneurial qui lui conférerait un contrôle stratégique sur les principales voies d'échange de l'empire espagnol, et notamment sur les deux extrémités de l'Isthme mexicain, la côte zapotèque de Tehuantepec, sur la "mer du Sud", et le massif volcanique des Tuxtlas, sur le Golfe du Mexique, a depuis longtemps été relégué aux oubliettes de l'histoire. Les échanges entre la métropole hispanique et ses colonies des Philippines ou du Pérou transitent alors par des routes éloignées des possessions cortésiennes. Celle empruntée par la "nef de Chine", à travers le Pacifique, mène au port d'Acapulco et, de là, à celui de Veracruz, en passant par la ville de Mexico. Le commerce avec la vice-royauté du Pérou s'effectue pour sa part directement à travers les ports caraïbes de Carthagène des Indes, sur la côte de la Nouvelle-Grenade (la Colombie actuelle), et de Porto Bello, sur l'Isthme de Panama. La place assignée aux Tuxtlas dans l'organisation productive du Marquisat del Valle n'est pas moins marginale. Après l'abandon de la fabrique de sucre de Tepeuhcan et le dépeuplement de ses troupeaux, la fonction économique du domaine des Tuxtlas s'était graduellement réduite à la perception du tribut payé par une population indienne qui n'a cessé de diminuer jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, puis, à mesure que l'emprise foncière des entreprises cortésiennes et des communautés indiennes se réduisait, à la location de terres à des éleveurs de la périphérie du domaine des marquis (Aguirre Beltrán, 1992).

Le district administratif (*alcaldía mayor*) de Tuxtla fait alors figure de réduit territorial, dans un paysage régional dominé par la très grande propriété, dont l'emprise s'est étendue continuellement aux dépens des communautés indiennes. Dans la plupart des espaces du Sotavento, celles-ci ont perdu une grande partie de leur maîtrise territoriale sous la double conjonction des épidémies, qui les ont décimées durant le premier siècle de colonisation, et des déplacements de population provoqués par les mesures de congrégation administrative, entre la fin du XVI<sup>e</sup> et le début du XVII<sup>e</sup> siècle, et par les razzias des flibustiers européens (García de León, 2004 et 2011). Au regard de ces situations, leur statut seigneurial a procuré aux possessions de Cortés une protection juridique relative vis-à-vis des empiétements des grandes propriétaires – même si nous verrons que cette protection est soumise à des remises en question périodiques dans les parties où les frontières naturelles sont imprécises, notamment dans les zones de transgression fluviale. Par ailleurs, l'effondrement de l'activité d'élevage et de production de cuir dans les Tuxtlas y a permis le maintien d'une petite agriculture indigène sur des espaces préservés de l'expansion des troupeaux bovins. À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la structure socio-territoriale de cette partie du domaine cortésien pouvait donc être assimilée à un noyau de peuplement indien et d'agriculture à dominante vivrière, situé sur le piémont continental du volcan San Martín Tuxtla, entre la *villa* de Santiago et le bourg de San Andrés. Autour de ce noyau s'étendait une auréole de pâturages, dispersés dans les terres basses périphériques et occupés de façon lâche par des *ranchos*, affermés à des éleveurs des juridictions voisines, ou détenus par des familles de la noblesse indigène qui s'étaient vues reconnaître des droits permanents par le premier marquis.

À cette époque, toutefois, les modes d'exploitation et d'appropriation de l'espace ont commencé à connaître des transformations sensibles et, avec eux, les rapports et les institutions sociopolitiques qui en organisaient l'accès et l'usage. Alors qu'émerge une proto-industrie de filatures du coton dans la vallée de Puebla, sur l'altiplano qui domine les plaines côtières du Sotavento, la région des Tuxtlas apparaît comme l'une des rares zones tropicales où, avec près de 4 200 individus au début du XVIII<sup>e</sup> siècle (Gerhard, 1986 : 351), la population indienne présente une capacité de production agricole significative –au regard de la situation de dépression démographique qui perdure alors dans les autres juridictions. Les Tuxtlas vont devenir un foyer d'approvisionnement majeur en fibre de coton pour les réseaux marchands mis en place par les grands commerçants de la ville de Mexico sur l'ensemble du territoire de la Nouvelle-Espagne. Au cours des dernières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle, l'essor des circuits d'échange associés à la demande des filatures de la vallée de Puebla va motiver l'implantation d'un petit contingent de marchands espagnols interagissant avec les autorités administratives locales du Marquisat et avec l'élite indigène déjà intégrée aux réseaux tissés par les grands entrepreneurs commerciaux de l'altiplano.

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'organisation des marchés intérieurs de la Nouvelle-Espagne reposait sur des dispositifs d'association formelle entre les principaux commerçants de la colonie, réunis au sein du Consulat des marchands de la ville de Mexico, et les fonctionnaires (*alcaldes mayores*), qui administraient la justice et la perception du tribut à l'échelle des districts administratifs (*alcaldías mayores*). Le Consulat de Mexico, ou "Université des marchands de la ville de Mexico en Nouvelle-Espagne", selon son appellation officielle, avait été créé par décret royal en 1592 dans le but de réguler les activités commerciales dans la colonie et dans ses relations avec les autres territoires de l'empire espagnol. Il était doté de prérogatives juridiques en première instance pour régler les litiges commerciaux et, en tant qu'organisation corporative, disposait d'un monopole dans les échanges entre la Nouvelle-Espagne, les autres colonies espagnoles et la métropole, où le Consulat de Séville (transféré par la suite à Cadix) assumait des privilèges similaires. L'institution du Consulat était ainsi placée sous la coupe des principaux marchands de la colonie, qui contrôlaient le commerce entre l'Asie et l'Espagne transitant par les ports d'Acapulco et de Veracruz, ainsi que celui de l'argent, la principale richesse de la Nouvelle-Espagne. Leurs prérogatives et le contrôle qu'ils exerçaient sur le capital circulant leur permettaient *de facto* d'exclure, au besoin par l'usage de la force publique légitime, tout opérateur qui n'aurait pas leur agrément (Souto Mantecón, 2001).

Ce pouvoir, qui n'avait cessé de croître au long du XVII<sup>e</sup> siècle avec le développement de la production d'argent, s'étendait au contrôle des fonctionnaires coloniaux des districts provinciaux. L'accès aux postes administratifs était assujéti à un système d'achat de charge par donation à la Couronne (la *mordida*), dont le montant variait selon la richesse dont les juridictions étaient créditées<sup>1</sup>. Il était également régi par des dispositions qui conditionnaient l'agrément des candidats à la présentation de garanties financières par un tiers se portant caution du versement aux caisses de l'État du tribut fixé aux villages indiens de la juridiction. Ces conditions plaçaient les administrateurs locaux sous la tutelle des grands commerçants qui finançaient l'achat de leur charge – et souvent leurs frais de transport depuis la métropole jusqu'au district où ils étaient nommés –, puis les approvisionnaient en numéraires et en marchandises (outils, tissus, savon, huiles et alcools, animaux de trait ou de bât), dont ils devaient assurer la redistribution, sous forme de prêt obligatoire, aux producteurs agricoles de leur juridiction peu avant les semailles, sous condition de paiement à la récolte (le *repartimiento*)<sup>2</sup>. Les systèmes locaux d'échange étaient ainsi organisés sur la base de

<sup>1</sup> Dans les régions côtières de la Nouvelle Espagne, la *mordida* pouvait s'élever au début du XVIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à 8 300 pesos dans les bassins de production des denrées coloniales les plus convoitées, comme à Jicayan, sur le versant Pacifique, où se commercialisait la *grana*, le colorant écarlate issu de la cochenille (Widmer, 1993 : 164).

<sup>2</sup> Sur l'institution du *repartimiento* dans la construction des marchés internes de la Nouvelle Espagne et l'incorporation de la paysannerie indienne à ces marchés, voir, de façon non limitative, Baskes (1996, 2000 et 2005), Carmagnani (2004), Dehouve (1993 et 1998), Hamnett (1971), Kicza (1998), Machuca (2000), Menegus (1989 et 1994), Ouweneel (2000), Pastor (1987), Sempat Assadourian (1983). Relativement aux caractéristiques transversales du *repartimiento* dans les colonies espagnoles (Mexique, Pérou, Argentine, Philippines), voir les travaux compilés par Menegus (2000).

quasi-monopoles – les *alcaldes mayores* devant compter avec des commerçants de moindre envergure agréés par leurs parrains financiers –, qui garantissaient aux opérateurs commerciaux des taux de rentabilité des capitaux engagés sans équivalent dans le contexte économique de l'époque<sup>3</sup> et justifiaient les coûts élevés d'accès aux charges administratives.

Dans ce contexte, la charge d'administrateur des Tuxtlas était particulièrement convoitée, même si elle n'offrait sans doute pas les mêmes opportunités d'enrichissement que dans les districts de la *sierra* de Oaxaca et du versant Pacifique-Sud, où était produite la *grana*, la principale marchandise d'exportation de la Nouvelle-Espagne, après l'argent, et l'une des mieux valorisées (Widmer, 1993 : 208). Outre la production paysanne de coton, le district des Tuxtlas fournissait un cadre propice à la contrebande à laquelle se livraient les flibustiers britanniques, en intelligence avec les grands commerçants du Consulat de Mexico et leurs correspondants locaux, et dans laquelle étaient impliquées les autorités coloniales et notamment les *alcaldes mayores* qui avaient la charge de réprimer le trafic dans les districts de l'intérieur. Avec de bons mouillages et l'abri que la lagune de Sontecomapan pouvait fournir aux embarcations de tonnage moyen, la côte déserte et très peu surveillée des Tuxtlas était, depuis la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, un refuge privilégié pour les flibustiers de tous types (García de León, 2004 : 95 ; 2011 : 612-623)<sup>4</sup>. En 1718, la charge d'*alcalde mayor* y était évaluée à 1 000 pesos, un niveau similaire à celui dont étaient crédités des districts prospères de l'altiplano, tels que ceux de Puebla ou de Cholula – voire de la zone minière de Guanajuato, dont la rente s'établissait à 1 200 pesos –, ce qui faisait des Tuxtlas la juridiction la plus riche du Sotavento (Hamnett, 1976 : 39 ; García de León, 2011 : 741 ; Widmer, 1993 : 210)<sup>5</sup>.

La mainmise exercée par les grands négociants du Consulat de Mexico sur les marchés de la côte du Sotavento, en particulier dans les Tuxtlas, s'est toutefois érodée à partir des premières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, et à un rythme accéléré à partir de 1750. Cette éviction progressive correspond à l'autonomisation financière d'un groupe de commerçants établis dans le port de Veracruz. Ceux-ci avaient longtemps travaillé comme commissionnaires ou consignataires des grands opérateurs de la capitale. Mais au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le traité d'Utrecht, par lequel la Couronne espagnole se voit contrainte d'allouer des concessions commerciales aux firmes britanniques dans l'ensemble de ses possessions, vient changer les termes des rapports hiérarchiques au sein des réseaux marchands de la Nouvelle-Espagne. Il se traduit notamment par l'implantation dans le principal port de la colonie de capitaux britanniques, associés aux grandes firmes familiales de Cadix<sup>6</sup>. Les commerçants de Veracruz vont dès lors pouvoir opérer en tant qu'intermédiaires financiers des firmes britanniques et s'ériger en alternative crédible aux structures monopolistiques qui avaient été mises en place par les membres du Consulat des marchands de Mexico, initialement interlocuteurs exclusifs de leurs homologues de Séville, puis de Cadix.

---

<sup>3</sup> Au dire des commerçants de Cosamaloapan, chef-lieu de l'*alcaldía mayor* du même nom, « l'habilitation » commerciale des paysans producteurs de coton assurait un gain net de 25% au moins, quand les taux de crédit communément pratiqués par les institutions financières ne dépassaient pas 5% (AGI, México, 1974, *cit.* par Widmer, 1993 : 161).

<sup>4</sup> García de León (2004 : 95) précise : « la première aire d'occupation [du littoral mexicain] par les boucaniers s'établit autour de la pointe de Roca Partida et l'embouchure de la lagune de Sontecomapan, mettant à profit la partie dépeuplée et maritime des Tuxtlas [...]. Cette présence croissante [...] causa, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, le dépeuplement de plusieurs communautés d'Indiens tributaires dans cette partie du Marquisat de Cortés ».

<sup>5</sup> Cette richesse est toutefois à relativiser au regard de celle dont étaient crédités les districts producteurs de *grana*, comme Villa Alta, dans la *sierra* de Oaxaca, où la charge d'*alcalde* était cotisée 7 000 pesos, ou Jicayan, sur le versant Pacifique, où elle atteignait 7 500 pesos à la même époque (*Ibid.*).

<sup>6</sup> L'association entre des capitaux britanniques et les maisons de négoce du Consulat des marchands de Cadix, qui détenaient le monopole des échanges de la métropole avec ses colonies des Amériques et les Philippines, a constitué un facteur-clé de la recomposition des structures économiques et des changements légaux dans l'empire espagnol au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Avec l'abandon de la flibusterie et leur infiltration des réseaux marchands qui organisaient le commerce colonial espagnol, les capitaux anglais ont impulsé l'implantation de nouveaux acteurs sur les marchés du nouveau monde, dont la maison Gordon & Murphy – représentée à Veracruz par Thomas Murphy, fils d'Irlandais né à Malaga – a été un paradigme (voir à ce sujet García de León, 2011, chap. XVIII).

L'émergence de nouveaux réseaux commerciaux et de contre-pouvoirs économiques va s'exprimer notamment dans la dynamique de séquences conflictuelles qui ébranlent la société tuxtèque à plusieurs reprises au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces enchaînements de conflits s'expriment au premier chef dans la sphère des rapports sociopolitiques internes aux communautés indiennes et dans les relations de ces dernières avec les pouvoirs administratif et religieux coloniaux. Leur analyse dévoile cependant les effets de composition avec les transformations de l'ordre économique qui avait jusqu'alors présidé à l'intégration de la paysannerie indienne aux marchés. Ces changements dans l'organisation du commerce colonial se manifestent à leur tour à travers un nouveau cycle de conflits qui mettent cette fois aux prises les élites marchandes et politiques dans l'espace régional au cours des années 1750 à 1780.

## **Deux émeutes populaires, deux moments de remise en question (et de rétablissement formel) de l'ordre colonial**

Dans le premier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, certains indices révèlent l'influence des commerçants de Veracruz dans les Tuxtlas, en concurrence avec les réseaux contrôlés par les marchands de la capitale et relayés par leurs correspondants des places commerciales de Córdoba et Tlacotalpan. Ainsi, en 1722, Joseph de Toca y Herrero, *ex-alcalde mayor* du district, qui est alors accusé de plusieurs délits commis dans l'exercice de son mandat par des commerçants de la juridiction, ainsi que, semble-t-il, par des membres de la noblesse indienne traditionnelle, bénéficie de la part d'un groupe de négociants du port d'une "caution de jugement et de sentence" (*fianza de juzgado y sentenciado*) destinée à lui permettre de pourvoir à sa défense<sup>7</sup>. Ce différend judiciaire s'inscrit dans le prolongement d'une émeute violente des Indiens de San Andrés Tzacualco, qui s'est produite six années plus tôt et qui a ébranlé la chaîne d'autorités liant la communauté indienne au dispositif administratif, commercial et religieux local. Cette émeute a donné lieu à une remise en cause de la gestion de Toca par la hiérarchie religieuse et par certains notables espagnols de San Andrés<sup>8</sup>.

Le soulèvement des Indiens de San Andrés en 1716 est directement lié à la décision de l'évêque de Oaxaca d'imposer sur sa juridiction, qui s'étendait à la partie du Sotavento située à l'est du fleuve Papaloapan, une taxe additionnelle sur les cérémonies religieuses (AGN, *Indios*, 42, 476, ff 65v-68v)<sup>9</sup>. L'extension de l'impôt ecclésiastique à la région des Tuxtlas, de loin la plus peuplée des *alcaldías mayores* du Sotavento, représentait un enjeu fort pour le budget de l'évêché, ce qui explique que son titulaire se soit montré inflexible au sujet de son montant. Après de longs mois de dilation et avoir vainement tenté de promouvoir une conciliation entre l'Eglise et les Indiens des Tuxtlas, qui refusaient de se soumettre à cette nouvelle taxe, l'*alcalde* récemment investi fut sommé de mettre ces derniers à la raison et de seconder le curé dans sa collecte. Le 8 janvier 1716, alors qu'ils avaient convoqué les autorités de la *république* de San Andrés et les résidents espagnols pour leur ordonner de payer l'impôt, *alcalde* et curé titulaire furent pris à partie par 400 Indiens des deux sexes, des jeunes pour la plupart, lapidés et chassés du bourg ; pendant plusieurs jours les insurgés tinrent les principaux chemins d'accès à San Andrés, menaçant d'y tuer tous les Espagnols si la troupe était envoyée pour les punir (García de León, 2011 : 746).

---

<sup>7</sup> AGN, *Civil*, 43, ff 244-276, *cit.* par Widmer, 1993 : 166.

<sup>8</sup> De façon suggestive, l'émeute de 1716 et la séquence de conflits qui la suivit, mettant aux prises administrateurs coloniaux, commerçants espagnols et différents groupes de la société indienne, faisait suite au traité de paix d'Utrecht, souscrit par la Couronne espagnole en 1713, qui mettait fin au monopole exercé par le Consulat des marchands de Cadix sur le commerce colonial et autorisait l'établissement de maisons de négoce britanniques dans les principaux ports de l'outre-mer espagnol.

<sup>9</sup> En fait, il s'agissait d'étendre l'assiette tributoire, auparavant constituée par les chefs de famille, à l'ensemble des adultes, hommes, femmes et anciens de plus de 60 ans.

Une fois l'ordre rétabli et certains meneurs arrêtés, Toca rapporta à la justice royale que les abus commis de longue date par le curé avaient été la source principale de la révolte des Indiens<sup>10</sup>. Par la suite, ses griefs s'étendirent aux commerçants de San Andrés, dont il dénonçait les pratiques et les fraudes fiscales, notamment celles qu'il imputait à Juan Francisco de Soldevilla, l'adjudicataire de la collecte des taxes sur les transactions commerciales (*alcabala*)<sup>11</sup>. Dans un rapport remis au Trésor royal, Toca mettait en regard les 50 pesos dont Soldevilla faisait état au titre des revenus de l'*alcabala* sur l'ensemble de la juridiction et le volume d'affaires brassées par ce dernier, qu'il estimait supérieur à 3 000 pesos<sup>12</sup>. Cette attitude hostile valut à Toca la rancune tenace des commerçants de la place et l'exposa à des règlements de compte. À l'issue de son mandat, en 1721, ce n'est autre que Soldevilla qui réunit les cautions pour être désigné *alcalde mayor*. Il s'attacha à compiler des dénonciations d'abus à l'encontre des Indiens de la juridiction, notamment sous forme de prêts coercitifs, et obtint la détention de Toca. Trois ans plus tard, dans un nouveau revirement de situation, associé notamment à l'appui financier qu'il avait reçu des commerçants de Veracruz pour assurer sa défense, celui-ci devait être libéré par la justice royale, alors que Soldevilla était accusé d'avoir placé illégalement sous séquestre des marchandises dans deux magasins de Santiago et quatre autres de San Andrés – au motif probable que ces marchandises relevaient du trafic de contrebande ; en 1734, l'Audience de Mexico délibérait encore sur les accusations mutuelles que se portaient les deux parties.<sup>13</sup>

Cette séquence de conflits nous révèle que la région des Tuxtlas était, dès la deuxième décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle, un espace de confrontation entre groupes d'intérêts économiques nationaux et locaux. Les processus de cooptation et de désignation des autorités administratives coloniales constituaient des moments privilégiés d'affrontement entre ces intérêts. Les démêlés juridiques auxquels Toca fut associé suggèrent notamment que les négociants du Consulat de Mexico faisaient alors face à une perte de contrôle sur les structures de domination politique et économique qu'ils avaient mises en place autour de leurs dispositifs de financement commercial et que des intérêts situés dans le port de Veracruz étaient en situation de leur disputer ce contrôle. Quel que fut le réseau de patronage commercial dont relevaient les administrateurs coloniaux, cette situation plaçait ces derniers devant des difficultés considérables pour répondre aux attentes de leurs parrains financiers et établir des monopoles d'échange avec les paysans indiens à travers l'imposition des pratiques de *repartimiento*. La mise en échec de l'*alcalde mayor* Soldevilla dans sa tentative de placer sous séquestre des

<sup>10</sup> L'*alcalde mayor* faisait aussi allusion à la mixité des castes au sein du bourg de San Andrés, et notamment à la mauvaise influence que les mulâtres exerçaient sur les Indiens, « étant les pires pour être liés d'amitié et apparentés avec les Indiens, ils manipulent et conseillent les Indiens à ces désobéissances et au manque de respect à l'égard de vos ministres [...] » (*cit.* par García de León, 2011 : 744, note 67). On retrouve ici un thème récurrent de l'imagerie coloniale, qui a largement inspiré le principe juridique de séparation des institutions et des espaces sociopolitiques affectés aux secteurs indigène et espagnol-métis de la société coloniale, et qui attribuait aux Indiens une innocence que remettaient en question les mauvaises influences et l'avidité des autres composantes de cette société.

<sup>11</sup> L'*alcabala* concernait l'ensemble des échanges réalisés par les secteurs espagnol et métis de la société. Si les *pueblos* d'Indiens en étaient exemptés, les produits qui leur étaient achetés par des opérateurs extérieurs aux communautés devaient s'acquitter de l'impôt en vue de leur transfert vers d'autres districts. La charge de fonctionnaire fiscal de l'*alcabala* était attribuée par adjudication publique, selon un système d'enchères qui reposait sur l'évaluation, par les candidats, du revenu que le commerce du district était susceptible de rapporter au Trésor royal et sur lequel ils prélèveraient leur propre rétribution. Ce système conférait un avantage décisif aux commerçants locaux, qui étaient en mesure, à la fois, de chiffrer avec une relative précision la valeur des échanges dans leur district et de s'accorder sur le montant de la fraude et celui de la commission dont bénéficierait celui des leurs qui occuperait la charge de (Pietschmann, 1992 ; Vázquez, 1992). En 1778, l'administration royale entreprit de corriger ces mécanismes de corruption en abolissant le système d'affermage des charges de perception fiscale et en créant un corps de fonctionnaires salariés de la Couronne, dont une partie de la rémunération était fournie par 14% des taxes perçues.

<sup>12</sup> AGN, *Civil*, 43, 3, ff 244-278, *cit.* par Widmer (1993) : 210-211. À la suite de cette dénonciation, le Trésor royal adjugea la collecte de l'*alcabala* à un opérateur extérieur à la région, pour une rente annuelle de 400 pesos qui équivalait à multiplier par 8 les taxes payées auparavant par les commerçants de la juridiction.

<sup>13</sup> *Ibid.*

marchandises circulant dans des réseaux d'échange ne relevant pas de son propre système de clientèle serait l'illustration de ces difficultés.

Le conflit de 1716 et ses développements ultérieurs nous fournissent enfin des indications relatives aux lignes de fracture et de recomposition qui traversaient dès cette époque la société indienne de San Andrés, à la fois selon les clivages générationnels et les statuts sociopolitiques des différentes catégories de la population. Car les changements à la tête de l'administration coloniale locale et les perturbations que ces changements étaient susceptibles d'induire dans les dispositifs de contrôle de la production paysanne étaient également sources de tensions au sein de la société locale, aussi bien dans les chaînes de hiérarchies internes au *pueblo* indien que dans les rapports entre les Indiens et la population espagnole et métisse.

Dans les investigations conduites par la justice royale au sujet de l'émeute du 8 janvier 1716, il est notamment affirmé que les Indiens avaient été incités à résister aux ordres du curé par des Espagnols et des métis de San Andrés « liés d'amitié et apparentés » à eux, qui les auraient « mus et conseillés à ces désobéissances et au manque de respect [à l'égard des] ministres » (*cit.* par García de León, 2011 : 744). La multiplication des liens avec la population non indienne, composée de commerçants, ainsi que d'un nombre croissant de petits producteurs agricoles et d'artisans métis et mulâtres<sup>14</sup>, avait brouillé les rapports hiérarchiques et les structures d'autorité au sein de la *république* indigène. L'émeute de 1716 avait mis en évidence la désobéissance des jeunes Indiens à l'égard de leurs aînés occupant les charges de gouvernement de la communauté, comme Pedro de Mendoza, le gouverneur de la république, Juan de Salinas, son alcade (juge de paix), ou Pedro de la Cruz, qui étaient issus de lignages nobles (*Ibid.*, note 72 : 746).

Cette crise semble avoir accentué la remise en question des normes traditionnelles, qui restreignaient l'exercice du gouvernement indigène aux membres de la noblesse héréditaire. Ses incidences furent mises à profit par l'*alcalde mayor* Toca y Herrero à l'occasion de l'élection d'un nouveau gouverneur de la *république* : en 1720, il poussa à la nomination d'un candidat d'origine plébéienne (*macehual*), Mateo Juárez, dont on peut supposer qu'il était plus enclin à favoriser les réseaux marchands dont Toca était le relais politique (AGN, *Civil*, 43, ff 244-278, *cit.* par Widmer, 1993 : 83)<sup>15</sup>. García de León (2011 : 746) fait l'hypothèse que la recomposition dans la structure d'autorité de la *république* était une conséquence directe de la multiplication des liens entre les "naturels" de San Andrés et les autres castes, métisse et mulâtre, qui s'étaient implantées dans la localité et les villages qui lui étaient rattachés<sup>16</sup>.

Les enjeux, commerciaux notamment, associés à la désignation et au contrôle des autorités des Indiens de San Andrés étaient à cette époque décuplés par le changement de statut administratif dont avait bénéficié le bourg. En 1718, semble-t-il à la demande des familles de la noblesse indienne, mais sous les auspices de Toca, le vice-roi avait concédé à San Andrés le titre de *pueblo*, qui lui conférait « les prérogatives municipales lui permettant de désigner ses propres autorités » (Medel, 1993, t. I : 84-85). Jusqu'alors, bien que la population de San Andrés et de la congrégation de

---

<sup>14</sup> L'administration coloniale distinguait parmi les métis issus de l'esclavage les *mulatos*, descendants d'un Noir et d'un Espagnol et les *pardos*, nés de l'union de Noirs et d'Indiens. Ces derniers constituaient une population en augmentation rapide au long du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle, notamment dans les terres basses du Sotavento.

<sup>15</sup> Les gouverneurs des *républiques* d'Indiens remplissaient des fonctions médiatrices centrales dans l'organisation du *repartimiento* promu par les administrateurs coloniaux : ils se portaient notamment garants du paiement des biens distribués aux paysans indiens à compte de leur future récolte. Ces caractéristiques conféraient au *repartimiento* les attributs d'une institution économique coutumière, associée aux formes de gouvernement indirect des communautés indiennes (Baskes, 2000 ; Carmagnani, 2004).

<sup>16</sup> Pastor (1987) observe une tendance similaire à l'ascension d'acteurs d'origine plébéienne aux charges de gouvernement des communautés indiennes dans la Mixteca Alta de Oaxaca. Ces nouveaux acteurs bénéficiaient de l'appui des vicaires ou des fonctionnaires coloniaux au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, de façon concomitante avec l'incorporation des communautés à l'économie espagnole. Pastor souligne l'importance des nouvelles formes d'alliance avec d'autres secteurs de la société coloniale dans la formation d'une "noblesse de carrière", concurrente de la noblesse héréditaire dans le gouvernement des *républiques* d'Indiens.

Catemaco qui lui était rattachée, eut dépassé celle de la *villa* de Santiago – et fut, selon García de León (*cit* : 825), la plus importante de tout le Sotavento –, cette population dépendait des autorités politiques de la *république* de Tuxtla, dont le siège était installé à Santiago. San Andrés disposait d'un juge de paix (*alcalde*) et d'officiers de police (*alguaciles*) élus par la population, mais le chef-lieu conservait le contrôle de la nomination des fonctionnaires principaux, dont le gouverneur de la *république* ; il en allait de même de la collecte du tribut payé par les chefs de famille indiens et de l'organisation des obligations communautaires.

Dans d'autres études relatives au XVIII<sup>e</sup> siècle mexicain, plusieurs auteurs<sup>17</sup> ont pointé le jeu combiné des micro-élites commerciales espagnoles et de groupes indiens enrichis, d'origine *macehual*, dans des processus d'autonomisation politique qui étaient orientés à assurer le contrôle de certaines communautés sur les ressources naturelles et la force de travail des paysans indiens. L'accès de San Andrés au statut de *pueblo*, dans un contexte de concurrence entre réseaux marchands pour contrôler le marché local et d'émergence de nouveaux acteurs politiques au sein de la société indienne, semble vérifier les dynamiques observées par ces auteurs à la même époque dans d'autres régions de la Nouvelle Espagne.

La remise en question des hiérarchies politiques au sein de la *république* de San Andrés concernait au premier chef la famille des *caciques* Pérez de Tapia, qui avait obtenu depuis la conquête et l'établissement du Marquisat des privilèges étendus. Ceux-ci concernaient notamment la propriété d'espaces stratégiques du point de vue de l'accès aux voies fluviales d'échange : les terres d'Otapan, sur le cours inférieur du Río San Juan, non loin de sa confluence avec le Papalopapan, et celles d'Elvira, en position similaire relativement au Río de Totoltepec et de sa confluence avec le San Juan. Ces privilèges s'étendaient à l'exonération d'obligations vis-à-vis de la communauté indienne, comme la participation aux travaux communautaires ou aux charges d'entretien du gouvernement de la *république*. Depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la prospérité et l'autorité des Pérez de Tapia avaient pâli, comme en attestent la cession de leurs terres d'Otapan et d'Elvira à un grand éleveur d'une juridiction voisine<sup>18</sup> et leur revendication, au milieu des années 1720, pour qu'ils soient rétablis dans leurs privilèges à l'égard de la *république* de San Andrés.

L'achèvement du mandat d'*alcalde mayor* de Toca et la disgrâce qui s'en suivit semblent toutefois avoir été saisis par les pouvoirs traditionnels, et la noblesse indienne en particulier, pour forcer un retour à la situation antérieure. En 1729, les Pérez de Tapia entreprirent auprès de l'administration coloniale une démarche de "preuves et généalogies" pour démontrer leur loyauté vis-à-vis de la Couronne depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, « car aux temps où gouvernaient les caciques Tapia [...] aussi bien en ce *pueblo* de San Andrés que dans la *villa* de Tuxtla [...], ils ont maintenu les Indiens sujets et ont fait en sorte qu'ils obéissent à la justice et à leurs prêtres »<sup>19</sup>. Dans le même recours, les caciques réclamaient leurs droits sur l'hacienda d'Otapan, où ils déclaraient avoir élevé du bétail « sans que quiconque vint les embarrasser » et d'où « on amenait de l'argent aux Tapia [provenant] du bétail qu'ils allaient vendre à Puebla ». L'année suivante, quatre membres de la famille revendiquaient la possession des terres d'Elvira, puis, en 1739, ils recourraient à la justice du roi Philippe V afin d'obtenir la réitération de leurs droits de noblesse et de leurs privilèges de ne pas être soumis au

<sup>17</sup> Voir notamment Pastor (1987 : 176), García Martínez (1990), Widmer (1993 : 87) et Amith (2005 : 217-254).

<sup>18</sup> En 1668, les Pérez de Tapia avaient loué leurs propriétés d'Elvira et d'Otapan à Lorenzo Gómez de Espinoza, propriétaire d'haciendas de bétail dans le district voisin de Cosamaloapan (AGN, *HdJ*, 121, 10). Le contrat stipulait que les terres étaient mises à disposition, libres de bétail et d'occupants, et que la location annuelle de 265 pesos, devait être payée directement au bachelier Lorenzo de Mendoza et Mauleón, curé de Tuxtla, représentant les intérêts de citoyens des villes de Puebla et de México, à qui les caciques Pérez de Tapia devaient la somme de 1 600 pesos. On peut supposer que ces créanciers étaient des commerçants avec lesquels les Pérez de Tapia étaient en affaire pour la vente de bétail. Ce contrat de fermage semble avoir eu des prolongements, puisque dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, les Gómez de Espinoza revendiquaient les propriétés d'Otapan et d'Elvira, et qu'en 1723 les Pérez de Tapia consentirent à leur céder leurs droits sur ces terres (*Ibid.*, *cit.* par Widmer, 1993 : 204-205).

<sup>19</sup> "Probanzas y Genealogías de los caciques Tapia de Tuxtla, y derechos sobre la hacienda de Otapa", AGN *HdJ*, 121, 21 ff 13-17, *cit.* par García de León (2011), note 75 : 747-748.



tribut et aux services personnels auxquels la *république* prétendait les assujettir « en préjudice de leur *hidalguía* »<sup>20</sup>.

Ces développements semblent indiquer que, après une décennie d'agitation et de remises en questions, à différents niveaux et depuis différents espaces institutionnels, des structures de domination politique et économique, l'ancien ordre des choses avait été rétabli dans les Tuxtlas<sup>21</sup>. Après l'intermède constitué par l'élection de Mateo Juárez à la charge de gouverneur, la *république* de San Andrés fut de nouveau dirigée par des membres de la noblesse héréditaire, comme Mateo Isidoro et Agustín Miguel dans la seconde moitié des années 1720, ou par les caciques Pérez de Tapia, dont l'un des rejetons, Miguel de Tapia, occupait la charge d'alcade (juge de paix) en 1750, au moment d'une nouvelle émeute des Indiens de la communauté (Widmer, 1993 : 84).

L'éclatement de cette seconde émeute et les développements juridiques auxquels elle donne lieu fournissent une illustration du verrouillage du système politique et économique qui prévaut alors, autour d'un dispositif associant les grands intérêts commerciaux de la ville de Mexico et leurs agents des places de Tlacotalpan et d'Alvarado, les administrateurs coloniaux locaux cooptés par ces intérêts et la noblesse héréditaire tuxtèque. Mais ils sont aussi révélateurs des craquements de ce dispositif dans le contexte local et, plus largement, d'une évolution sensible de la position des autorités politiques et judiciaires de la Nouvelle Espagne à l'égard d'un régime de gouvernementalité qui repose sur la consolidation et la mise en réseau de monopoles dans la médiation politique et économique entre les juridictions administratives de l'intérieur et le centre de la colonie. Ils annoncent les changements légaux qui seront mis en œuvre par la monarchie bourbonnienne dans le courant des décennies 1770 et 1780.

Au même titre que sa devancière, l'émeute des Indiens de San Andrés en 1750 ébranle l'ordre traditionnel reposant sur l'organisation du *repartimiento* et sur la cooptation des fonctionnaires coloniaux et ceux de la *république* d'Indiens par des intérêts commerciaux situés dans une large mesure hors de la région. Elle éclate à l'occasion des célébrations pascales, lorsque « une multitude d'Indiens armés et munis de machettes et de pierres » prend à partie une troupe venue de Veracruz pour participer aux processions de la Semaine Sainte (Medel, 1993, T. I : 97-102 ; García de León, 2011 : 748-749). L'échauffourée se solde par de nombreux tués du côté des insurgés, auxquels la troupe a répliqué en faisant usage de ses armes à feu – des témoignages évoqueront le nombre de 50 victimes (García de León, 2011 : 825) –, et par la fuite de nombreux Indiens vers les forêts et les hameaux de culture les plus éloignés (*Ibid.* : 750). L'émeute semble avoir été provoquée par la décision de lever des troupes parmi les Indiens et les mulâtres libres du bourg, pour les milices coloniales chargées de défendre la côte et le port de Veracruz. Les péripéties de son traitement juridique permettent toutefois d'en dévoiler les enjeux politiques cachés (AGN, *Indios* : 56, 123, ff 212v-213v ; 56, 253, ff 354-354v ; 58, 39, ff 46v-49).

Lorsqu'en 1756 le Défenseur des Indiens auprès de l'Audience de Mexico, Juan Francisco de Güemes, rend au Procureur du Roi son rapport sur l'affaire, il pointe en effet le rôle joué dans le déclenchement de l'émeute par l'*alcalde mayor* de Tuxtla, Tomás Ricarte (« juge et partie dans l'affaire »), et par son lieutenant de justice à San Andrés, Pedro Montes (« cause motif de cette émeute »). Dans les jours qui ont suivi la révolte, Ricarte a fait arrêter et déporter vers les prisons de Oaxaca et de Veracruz le gouverneur de la *république*, Juan Elizario et certains Indiens qu'il a identifiés comme meneurs, tels que Juan Cayetano et Antón Aten. Ricarte est par ailleurs accusé

---

<sup>20</sup> "Diligencias emprendidas por Don Antonio, Don Juan, Don Mateo y Don Jerónimo Pérez de Tapia, caciques de esta jurisdicción de Tuztla", in Medel (1993, T. I) : 85-94.

<sup>21</sup> Ce qui ne signifie pas que les relations entre les communautés indiennes et les autorités coloniales aient été totalement pacifiées. En 1732, "les *républiques* de Tuztla et de San Andrés" déposèrent une plainte à l'encontre de leur *alcalde mayor* – les sources consultées ne permettent pas d'en dévoiler la cause. Le vice-roi désigna l'administrateur de la juridiction voisine de Cosamaloapan pour investiguer le cas. Celui-ci tarifia ses services aux deux *républiques* à hauteur de 600 pesos, « sans que les demandeurs n'obtiennent satisfaction » (AGN, *Civil*, 43, 5, ff 244-278, *cit.* par Widmer, 1993 : 120).

d'avoir fait obstruction à l'instruction de l'affaire, en empêchant la production de certains témoignages favorables aux inculpés. Il a notamment fait saisir les deux canoës – d'une valeur totale de 100 pesos – que les Indiens de San Andrés avaient armés pour le transport fluvial, afin de réunir quelques fonds (« *hacer algunos reales* ») et venir en aide aux détenus de Oaxaca. Güemes précise que Pedro Montes, devenu lieutenant du port d'Alvarado, y a lui-même effectué la saisie des deux embarcations et la détention de leur équipage, avec l'aval du fonctionnaire de justice de ce district, Joseph Delgado. Le défenseur des Indiens pointe enfin la passivité des nouvelles autorités de la *république* de San Andrés et leur réticence à financer la défense des accusés<sup>22</sup>.

Les investigations de Güemes mettent surtout à jour un vaste réseau de connivences et de complicité entre les fonctionnaires coloniaux de la région, qui implique certains intérêts commerciaux et qui fait obstacle à l'expression de la vérité dans cette affaire :

« les autres [fonctionnaires de] justices des autres juridictions, en dépit des grandes distances qu'il y a entre celles-ci et celle des parties que je représente [les Indiens de San Andrés Tuxtla], partagent la même amitié et, comme tels, ils se protègent mutuellement [*"guardan igual correspondencia"*], et de ce fait, il n'y a justice à laquelle nous puissions recourir »<sup>23</sup>.

Il est vrai que l'*alcalde mayor* Ricarte est en 1750 un opérateur central du commerce du coton dans les Tuxtlas, où il joue un rôle d'intermédiaire pour les commerçants de Tlacotalpan et d'Alvarado, eux-même parrainés par de grands négociants du Consulat de Mexico. Dans une correspondance administrative adressée au Gouverneur du port de Veracruz, il reconnaît percevoir une commission de 7,5% sur l'achat de la production de coton, un niveau certainement très inférieur à son taux de profit réel<sup>24</sup>. Selon le Défenseur des Indiens Güemes, les protections dont a bénéficié Ricarte de la part des autres fonctionnaires coloniaux de la région ont eu pour finalité de lui permettre de terminer son mandat – et ainsi de perpétuer l'organisation du *repartimiento* de marchandises aux producteurs de coton qui bénéficiait à leurs parais mutuels. Ces protections se sont étendues bien au-delà de ce terme. En 1755, son successeur dans la charge d'*alcalde*, Santiago Delgado (probablement parent de Joseph Delgado, le lieutenant de justice d'Alvarado), est suspecté d'entretenir « une amitié étroite » avec Ricarte et, même s'il lève le séquestre sur les embarcations saisies aux Indiens, il fait obstacle au rapatriement des accusés dans la juridiction, en invoquant différents motifs de procédure administrative et de sécurité publique<sup>25</sup>. Révoqué l'année suivante, il est remplacé par Pedro de la Guardia, qui s'avère « être commensal et avoir une intime familiarité avec [Pedro Montes], contre qui il doit diriger ses investigations, [et] il [en] a fait son lieutenant [de justice], alors qu'il fut, quand il occupait ce poste sous Ricarte, la cause qui a motivé cette émeute ».

<sup>22</sup> En décembre 1756, le Marquis de las Amarillas, procureur mandaté par le vice-roi, fera ainsi obligation au « gouverneur et fonctionnaires de la *république* et aux autres naturels du référé *pueblo* de San Andrés qu'ils contribuent et viennent en aide aux plaignants [les Indiens emprisonnés] avec l'argent nécessaire pour le suivi des cas, ce qu'ils n'ont pas fait en dépit d'en avoir été notifiés [...] » (AGN, *Indios*, 58, 39, ff 46v-49).

<sup>23</sup> AGN, *Indios*, 56, 253, ff 354-354v.

<sup>24</sup> « La cote du prix des crédateurs est de 5 pour cent pour la fourniture d'argent et 2 ½ pour l'achat et l'envoi [des marchandises] » (AGN, *Subdelegados*, 34, ff 243-250, cit. par Widmer, 1993 : 160-161). En réalité ces taux de profit correspondaient aux barèmes pratiqués par les grandes maisons de commerce de Mexico à l'endroit de leurs correspondants locaux ; les profits enregistrés par les administrateurs civils du Sotavento à travers les pratiques de *repartimiento* s'élevaient couramment à cette époque à 25% des capitaux engagés (Widmer, cit. : 161). Cinquante ans plus tard, le directeur des douanes du port de Veracruz fera l'observation suivante : « Sont de notoriété publique dans le royaume [de Nouvelle-Espagne] les avantages immodérés que les *alcaldes mayores* et d'autres obtenaient et obtiennent des *repartimientos*, prêtant quatre pour que, au moment de la récolte, on leur livre en paiement le fruit [...] qui vaut six, huit ou plus » ("Informe del Director General de Aduanas, Don Juan Navarro, al Virrey Don Félix Berenguer y Marquina", 6 juin 1801: AGN, *Industria y Comercio*, 1, 5, ff. 369-422).

<sup>25</sup> Delgado avance notamment des arguments pratiques (« Il n'y a pas de [traducteur] lettré qui puisse diriger le prisonnier dans sa défense [...], ni sécurité compétente pour sa surveillance ») et politiques (« à [sa] présence, l'humeur des autres naturels de ce *pueblo* enfin apaisé [pourrait] se troubler ») pour prolonger la réclusion des accusés hors de sa juridiction.

Güemes, suivi par le procureur royal, conclut ses investigations en recommandant la destitution de l'*alcalde mayor* de la Guardia, l'expulsion de Ricarte et de Montes de la juridiction tuxtlièque, où ils continuaient à résider, et la mise en demeure des fonctionnaires de la *république* d'Indiens de pourvoir aux besoins de la défense des inculpés.

En 1757, Santiago Delgado et son successeur sont soumis à "jugement de résidence"<sup>26</sup> par la justice royale au motif de leurs obstructions à l'instruction de l'affaire et des protections qu'ils ont octroyées à Ricarte et Montes (AGN, *Indios*, 69, 5). Plus largement, la mise en cause des autorités en place élabousse non seulement le gouvernement du *pueblo* indien, comme nous l'avons vu, mais aussi les caciques Pérez de Tapia, dont l'un des représentants, Miguel de Tapia, juge de paix de la *république* au moment de l'émeute, s'est affiché du côté de la troupe, réaffirmant sa loyauté à l'égard de la Couronne. Il a ensuite manifesté une attitude « insensible et indifférente » aux tentatives de médiation en faveur des Indiens emprisonnés (García de León, 2011 : 750). Dans les années suivantes, il semble que cette attitude ait valu aux Pérez de Tapia une marginalisation et une perte d'influence considérable sur les affaires de la "communauté des naturels" (*Ibid.*).

Comme sa devancière de 1716, l'émeute de la Pâque 1750 exprime ainsi une opposition croissante entre deux collectifs d'acteurs. Le premier constitue un complexe politico-économique associant, d'une part, les commerçants qui contrôlent la circulation sur les artères fluviales et l'articulation marchande des producteurs indiens avec les centres de consommation et d'exportation de la colonie, d'autre part, les administrateurs coloniaux dont ils financent la charge et enfin les autorités traditionnelles des *républiques* d'Indiens – au premier rang desquelles la noblesse héréditaire. Le second est formé par des secteurs de la société paysanne en voie d'enrichissement grâce au développement de la production cotonnière, parmi lesquels la plèbe indienne et les castes mulâtres et noires sont de plus en plus imbriquées, notamment par le biais des processus de colonisation des marges internes peu contrôlées du Marquisat et la formation de nouveaux noyaux de peuplement qui échappent au contrôle politique des *républiques*, comme nous le verrons au chapitre suivant. Le traitement judiciaire de l'émeute révèle par ailleurs une inflexion de l'attitude des autorités politiques de la colonie dans la régulation de ces conflits, au détriment des groupes de pouvoir régionaux. Le durcissement de l'administration de la vice-royauté à l'égard de ces derniers n'est pas sans lien avec l'affaiblissement des réseaux de financement mis en place par les grands commerçants du Consulat de Mexico et avec l'émergence de centres économiques concurrents, au niveau du port de Veracruz en particulier.

L'émeute de 1750 amorce en effet une séquence conflictuelle, dans laquelle se mêlent des registres qui renvoient à l'organisation politique et sociale des communautés indiennes, à celle des dispositifs de financement et de commercialisation de la production paysanne et aux structures foncières et territoriales de cette partie du Marquisat. Cette séquence s'étend sur une vingtaine d'années et s'achève, cette fois, sur une recomposition profonde des structures et des rapports de pouvoir (foncier, politique, économique, symbolique) au sein de l'espace régional, ainsi que des formes d'articulation de cet espace avec les réseaux économiques et politiques de la colonie.

Ce conflit ne représente pas non plus un épiphénomène : le soulèvement de San Andrés a inauguré une vague de mouvements populaires qui ont affecté plusieurs *pueblos* et *républiques* du Sotavento dans les décennies suivantes, émeutes dont les ressorts et les développements relevaient de facteurs

---

<sup>26</sup> Le jugement de résidence (*juicio de residencia*) était une procédure menée à l'encontre d'un fonctionnaire colonial qui l'obligeait à demeurer dans sa juridiction à l'issue de son mandat sans pouvoir y occuper d'autre fonction, afin de pouvoir examiner les plaintes le concernant. En général, le juge chargé de l'enquête était son successeur dans la fonction... Le jugement imposé à Santiago Delgado concernait également Antonio Fernández de Nebril, un commerçant renommé de San Andrés (il apparaît dans la liste des signataires d'une convention de libre commerce souscrite avec les négociants de Tlacotalpan à la même époque – voir ci-dessous), qui aurait donc occupé des fonctions d'officier de justice dans le district, mais qui n'est pas mentionné dans les investigations du défenseur des Indiens Güemes (AGN *HdJ*, 69, 5, 1757 : "Juicio de residencia contra Santiago Delgado del tiempo que fue Alcalde Mayor de la Villa de Tuxtla, por la sublevación que se inició en el pueblo de San Andrés, habiéndose dado comisión para residenciar también a Cipriano Antonio Fernández de Nebril").

similaires : crise de l'autorité des administrateurs coloniaux et des vicaires de l'Eglise catholique, crise de l'institution de la *république* d'Indiens et de la légitimité des gouverneurs élus, dans un contexte de forte différenciation sociale et de luttes internes aux communautés. On retrouve ainsi des régularités entre l'émeute de San Andrés et les "tumultes" de Tlacotalpan, en 1765, 1783 et 1803 (Blázquez, 1991 ; Delgado Calderón, 1991), celui de Cosamaloapan, en 1786, ou, sous une forme beaucoup plus violente, la rébellion des Indiens d'Acayucan, en 1787, qui verra une partie de la communauté expulser les Espagnols de ce centre commercial et en défendre l'accès jusqu'à l'arrivée d'une colonne militaire venue du port de Veracruz (Alcántara, 2007 et à paraître ; Juárez Martínez, 2000)<sup>27</sup>. Des soulèvements violents se sont également produits, pour les mêmes motifs et à la même époque (1767 et 1787), dans l'*alcaldía* de Papantla, située plus au nord, sur la côte du Golfe du Mexique (Ducey, 1996 et 1999 ; Ruiz Medrano, 1996). Le district des Tuxtlas apparaît à cet égard précurseur d'une évolution générale qui a concerné l'ensemble du littoral de Veracruz au cours du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle.

## **Les commerçants de San Andrés à l'assaut du marché régional : les conflits commerciaux avec les marchands de Tlacotalpan**

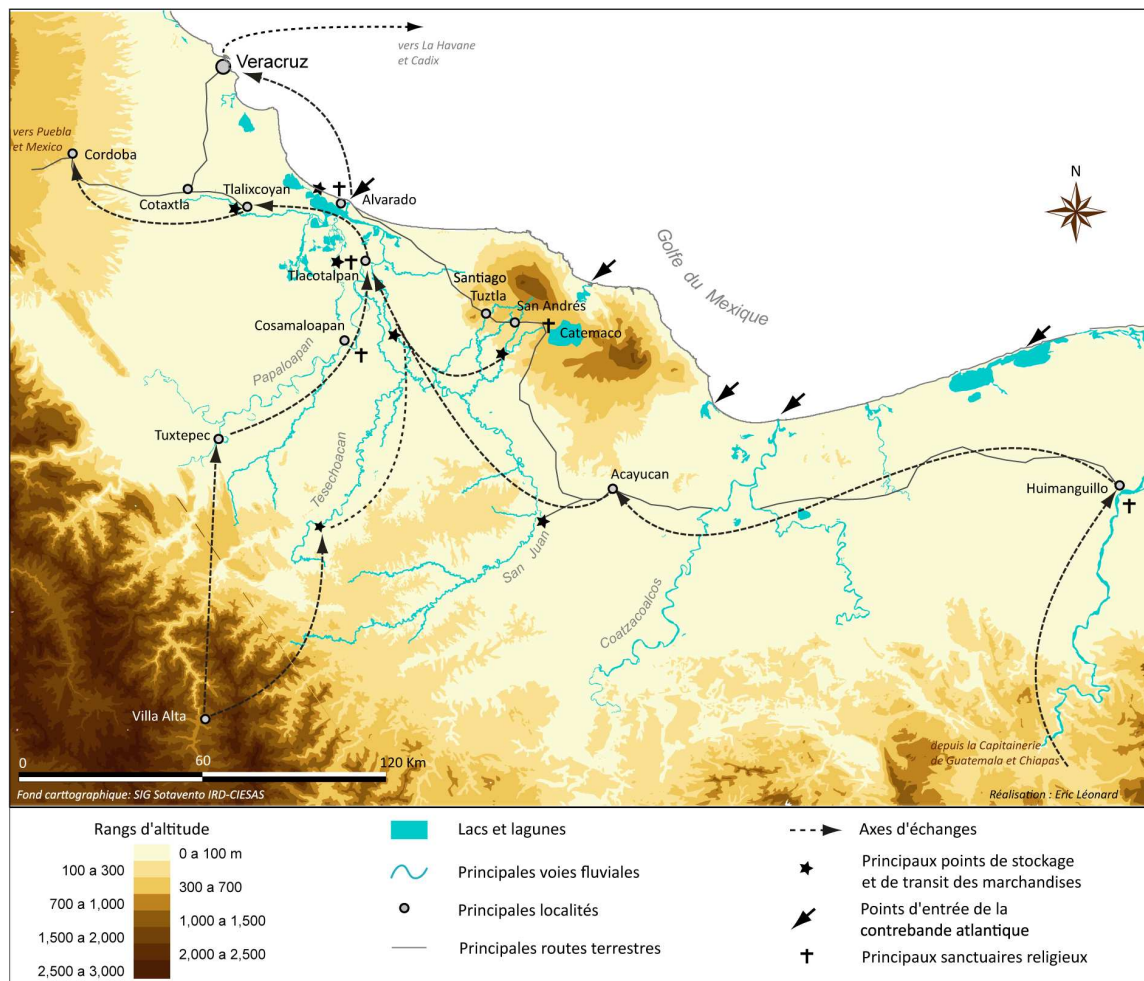
Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, Tlacotalpan est le nœud de l'articulation commerciale de l'ensemble du Sotavento et d'une grande partie de la Sierra de Oaxaca (*alcaldías mayores* de Villa Alta et Teutilán), productrice de *grana*, avec les marchés intérieurs et extérieurs de la colonie (figure 2.1). Par ses magasins transite aussi une grande partie de la récolte d'indigo provenant de la Capitainerie de Guatemala, ainsi qu'une part considérable du trafic de contrebande pratiqué par les flibustiers anglais et hollandais, avec la complicité des administrateurs coloniaux des différents districts du Golfe du Mexique. On y dénombre alors 35 magasins, qui partiquent aussi bien la vente d'articles importés (tissus, alcools, huiles alimentaires, outils, etc.) que l'achat de coton, de fibre d'agave (*Ixtle*), de cacao, de sel, de maïs et de haricots (AMT, *Notarial*, 1762-1766, *cit.* par Velasco Toro : 118). Tlacotalpan dispose de ses propres chantiers navals et sa flotte de canoës, chalands et felouques sillonne les principales voies fluviales de l'intérieur, jusqu'aux entrepôts (*bodegas*) de San Juan Michapan, près d'Acayucan, d'Otapan et de Totoltepec dans les Tuxtlas, de Playa Vicente et de Tuxtepec au pied de la Sierra de Oaxaca. Les armateurs *tlacotalpeños* relient ces postes commerciaux aux ports fluviaux d'Alvarado (où les marchandises poursuivent leur route par voie terrestre ou maritime jusqu'à Veracruz) et de Tlalixcoyan – point de rupture de charge à l'extrémité nord du bassin du Papaloapan, d'où des caravanes de mules prolongent le transport vers l'altiplano<sup>28</sup>. Le port fluvial de Tlacotalpan est aussi le principal centre d'où s'organise la prospection et l'exploitation des peuplements de bois précieux (acajou, cèdre tropical *Cedrela odorata*) situés à proximité des voies fluviales, qui sont ensuite expédiés vers La Havane et Cadix (Velasco Toro, *cit.* : 133 ; García de León, 2011 : 851-853). La ville est enfin le lieu de résidence de propriétaires d'haciendas d'élevage et de pêcheries, qui combinent généralement ces activités avec le commerce et le transport.

---

<sup>27</sup> La rébellion d'Acayucan est directement associée à l'imposition de services de travail aux Indiens par leurs autorités politiques, en intelligence avec l'administrateur colonial et les grands propriétaires-commerçants du district – le gouverneur de la *république* d'Indiens d'Acayucan sera lynché à cette occasion et l'*alcalde mayor* poursuivi jusqu'aux limites de la ville. Pour un aperçu général de ces révoltes, voir le tableau synoptique proposé par García de León, 2011 : 825-827.

<sup>28</sup> « Comme ce port est le point de réunion des charges [de marchandises] qui descendent et qui remontent vers les *pueblos* de Acayucan, les deux Tuxtlas, Tesechoacán, Amatlán, Cosamaploapan, Chacaltianguis, Tlacojalpam, Santuario, Tuxtepec, Pueblo Nuevo, et les haciendas et *rancherías* intermédiaires, il possède aujourd'hui pour [les] conduire à la mer trois navires longs, une barque, une felouque, un chaland, lesquels ne suffisent pas par les temps courants, et il fait venir 7 bateaux depuis Alvarado à cette fin » (AMT, *Expedientes notariales 1760-1800*, *cit.* par Blázquez, 1991 : 56).

Figure 2.1 : Organisation spatiale des échanges dans le Sotavento au XVIII<sup>e</sup> siècle



Depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, les commerçants de Tlacotalpan sont devenus les pivots du dispositif qui approvisionne en fibres de coton la proto-industrie de filatures et d'ateliers domestiques (*obrajes*) qui se développe sur l'altiplano autour des villes de Puebla et de Tlaxcala (Chávez Castro & Florescano, 1965 ; Salvucci, 1988 ; Thompson, 1989 ; Miño Grijalva, 1992)<sup>29</sup>. Les *Tlacotalpeños* sont les principaux agents de crédit des grandes maisons de négoce de Mexico, pour lesquels ils relaient la distribution de marchandises et de numéraires aux *alcaldes mayores* et à leurs commissionnaires des différents districts du Sotavento. Ils gèrent ainsi des créances qui leur allouent un très large contrôle sur l'ensemble des transactions commerciales, et notamment celles qui ont trait aux échanges de coton et au trafic de contrebande<sup>30</sup>. Les principales familles investissent par ailleurs dans l'acquisition

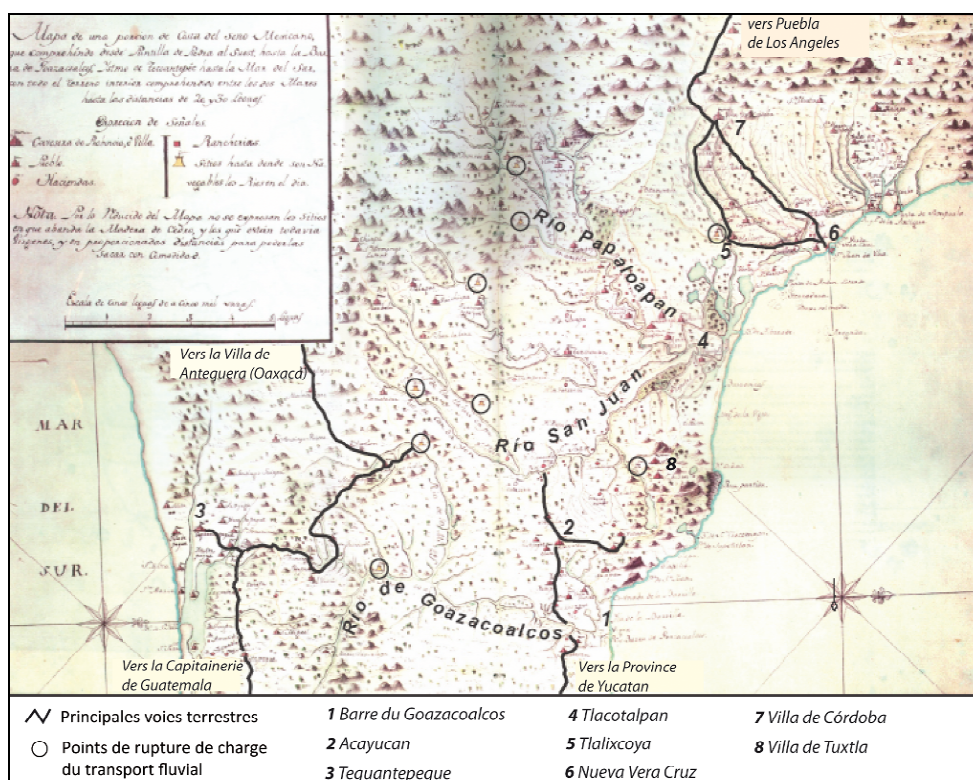
<sup>29</sup> Les liens entre les grandes familles de Tlacotalpan et celles de Puebla trouvent leur origine dans le processus de formation de la grande propriété foncière dans le bassin du Papaloapan à la charnière du XVI<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle (Aguirre Beltrán, 1992). Plusieurs grands *hacendados* de la région résident alors à Puebla et maintiennent un administrateur dans le bourg de Tlacotalpan ou, en amont du Papaloapan, à Cosamaloapan. Tlacotalpan est alors un centre de transit dans l'acheminement des troupeaux bovins qui vont alimenter la consommation de la vallée de Puebla. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, certains de plus grands commerçants du port fluvial, comme Miguel Pérez Bonola ou Manuel Antonio Alarcón, résident une partie de l'année à Puebla (Widmer, 1993 : 173).

<sup>30</sup> « José Sánchez González, tlacotalpeño, et Tomás Cobos, résident de San Andrés [...] ont soldé le compte de l'*habilitación* que Sánchez a consentie en faveur de Cobos pour le trafic de pois chiche, de haricot blanc et de maïs, ce dernier devant encore 273 pesos et 6 *reales* qu'il paiera [...] avec les fruits que produit le territoire de sa résidence [et] qu'il devra livrer de la façon que précise la présente obligation » (*Ibid.* : 60). Widmer (*cit.* : 240) mentionne également les déclarations testamentaires de Manuel Antonio Alarcón et Ana María Hernández, qui font état des créances usuraires dont disposaient ces deux figures du commerce de Tlacotalpan en 1762 et 1773 vis-à-vis des *cosecheros* (grands producteurs) de coton des districts de Tuxtla, Acayucan et Cosamaloapan.



de charges politiques (capitaines des milices royales ou lieutenants de justice) qui leur donnent la maîtrise de la collecte des impôts, ainsi que celle des contrats d'approvisionnement des troupes et de la flotte royale dans le port de Veracruz. Ces charges leur permettent en outre de densifier leurs liens avec les juridictions de l'intérieur et contrôler le système d'administration de la justice à l'échelle régionale (Blázquez, 1991 : 61-63). Leur mainmise sur l'ensemble du système de mise en marché de la récolte de coton est alors une source de rentes considérables. Vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, le transport du coton produit dans les Tuxtlas – environ 30 000 arrobes, soit 345 tonnes – procure aux armateurs un revenu de 30 000 à 40 000 pesos annuels, soit plus du double de la valeur qui est payée aux producteurs paysans<sup>31</sup>. Et les gains s'accroissent en proportion des marchandises de contrebande qui sont acheminées au milieu des balles de coton (AGN, *Criminal*, 306, ff. 313-325).

Figure 2.2 : La configuration des voies d'échange dans la région de l'Isthme, selon la Relation de Corral (1777)



Source : AGI, México, 1864, document original fourni par A. Alcántara.

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, toutefois, cette position hégémonique fait l'objet d'une contestation croissante de la part, en premier lieu, des commerçants et des transporteurs du port d'Alvarado, situé à l'embouchure maritime du bassin du Papaloapan, et qui constitue, à la fois, un passage incontournable dans les échanges avec Veracruz et une porte d'entrée privilégiée du commerce de contrebande transatlantique. Avec l'émergence à Veracruz d'un nouveau centre de pouvoir politico-commercial, alternatif au Consulat de Mexico, Alvarado devient le point d'appui des intérêts des maisons de négoce du port dans leur stratégie d'expansion commerciale vers les districts du Sotavento. À partir des années 1760, les autorités politiques et les opérateurs commerciaux d'Alvarado vont ainsi constituer un relais aux stratégies d'émancipation des micro-élites des districts de l'intérieur vis-à-vis de la tutelle des marchands de Tlacotalpan.

<sup>31</sup> AGN, *Subdelegados*, 34, ff. 243-250, cit. par Widmer (1993): 239-240. En 1799, selon Hernández Jaimes (2003: 238), le coton acheté 6 reales l'arrobe au pied de la parcelle dans la région de Tecpan, sur le versant Pacifique-Sud de l'altiplano, était revendu entre 12 et 14 reales aux commerçants extérieurs et 19 reales dans les centres de transformation textile.

*Encadré 2.1 : Agriculture indienne et économie du coton en Méso-Amérique aux époques précoloniale et coloniale*

La culture du coton représentait une activité centrale dans l'organisation économique des sociétés méso-américaines à l'époque précoloniale. Les toiles de coton constituaient de loin la composante dominante du tribut collecté par les principaux États du Mexique central, le tarasque, dans l'occident de l'altiplano, et le mexica, dans sa partie centrale et ses versants Sud et Est. Selon Labarthe (1969), le contrôle des circuits d'approvisionnement du coton aurait été l'un des principaux moteurs de l'expansion de la Triple Alliance mexica en direction des terres basses tropicales au cours de la seconde moitié du XV<sup>e</sup> siècle. Sur les 38 provinces tributaires du *tlatoani* de Mexico-Tenochtitlán, 36 fournissaient des toiles ou des fibres brutes, pour un total de 241 600 pièces de tissu de différentes épaisseurs, dont 217 600 étaient en coton – les autres étant faites de fibres d'agaves (Molins Fábrega, 1956 ; Berdan, 1987 : 240). Les zones situées sur l'altiplano, à plus de 1000 m. d'altitude, transformaient en toiles le coton provenant des terres basses tropicales. La majeure partie de la production de matière première était réalisée dans les régions chaudes et humides bordant le Golfe du Mexique. Parmi ces provinces, celle de Tuxtepec (*Tochtepec*), dont dépendait le *cacicazgo* de Tuxtla, ainsi que l'ensemble du cours moyen et supérieur du Papaloapan, livrait de l'or, « beaucoup de cacao et de coton, du maïs, du piment et des haricots, des pièces de toile, des nattes en vannerie et toute sorte de fruits que cette terre donne » (*Relaciones Geográficas del siglo XVI*, T. 3 : 271-272, cit. par Carrasco, 1996 : 476). De petites balles de coton filé faisaient aussi l'objet d'un commerce intensif, aussi bien à l'intérieur de l'empire mexica qu'avec ses voisins hostiles (Berdan, 1987).

Deux variétés de coton sont mentionnées par les sources contemporaines de la conquête espagnole : un type pérenne, dont la culture s'étendait sur deux à six ans, et une variété plus précoce, de petite taille, dont le cycle durait 4 à 5 mois. Il est probable que la première, plus rustique et moins valorisée (Sahagún, T. 10 : 75), ait été cultivée principalement dans la partie relativement sèche du nord du Golfe du Mexique, dans la Huasteca (Gutiérrez Ruvalcaba, 1994 : 135), alors que la variété de cycle court prédominait dans les provinces plus humides du Sotavento. Celles-ci étaient par ailleurs des fournisseuses privilégiées de fibre brute, à destination des provinces soumises au paiement du tribut en toile et dont les conditions climatiques ne permettaient pas de produire directement du coton.

Le coton semble avoir été cultivé prioritairement en humidité résiduelle, lorsque la diminution des précipitations réduisait l'incidence des moisissures affectant la qualité de la fibre. Il était semé dans des zones basses, parfois sur les berges fertilisées par les crues des rivières, parfois dans l'inter-rang du maïs, quelques semaines avant la récolte de la céréale (Rojas, 1994). La culture du coton en dérobée de la *milpa* vivrière<sup>32</sup> en réduisait considérablement les coûts de mise en place et d'entretien, notamment du point de vue de la gestion de la force de travail, tout en permettant un meilleur contrôle de la qualité du produit. La récolte était pour partie livrée égrenée, en paiement du tribut, pour partie filée et éventuellement tissée par les femmes dans le cadre domestique. Cette part transformée était employée pour l'habillement du ménage, mais aussi injectée dans les circuits d'échange, à la fois via le tribut et via les réseaux marchands qui irriguaient l'ensemble de l'empire (Berdan, 1987).

À la colonisation, les Espagnols ont maintenu cette organisation et les formes de paiement tributaire qui lui étaient associées, partout où la situation généralisée de dépression démographique en a permis la reproduction. L'essor de l'organisation commerciale qui a accompagné le développement de l'industrie textile mexicaine s'est appuyé sur les formes de production traditionnelle mises en œuvre par la petite paysannerie des communautés indiennes du Golfe du Mexique.

<sup>32</sup> La *milpa* associe traditionnellement le maïs, le haricot et la courge, ainsi que des condiments tels que le piment, la tomate, l'arachide. Dans le Sotavento, le manioc doux et la patate douce étaient plantés sur le pourtour de la parcelle et le haricot était également planté plus tardivement que sur l'altiplano, de façon à éviter sa fructification au plus fort de la saison pluviale, l'humidité pouvant provoquer la germination et la perte précoce des fèves (Rojas, 1990). À la récolte de la légumineuse, au mois d'octobre, le coton était planté entre les pieds de maïs que l'on avait cassé à mi-hauteur et que l'on laissait sécher avant la moisson. Les plantes se développaient en bénéficiant de l'humidité résiduelle et des petites pluies d'hiver qui s'étendent de novembre à mars. La récolte intervenait en avril-mai, au moment où l'interruption des pluies permettait d'éviter la souillure de la fibre par les moisissures qui pouvaient se développer en période de plus forte humidité.

De nouveau, une séquence de conflits dont San Andrés est l'épicentre permet de documenter ce changement des lieux de pouvoir dans l'organisation économique et politique régionale. Au mois de mai 1756, juste après la récolte du coton, les *alcaldes mayores* de Tuxtla (Santiago Delgado, dont nous avons déjà évoqué l'attitude controversée dans la gestion des suites de l'émeute de la Pâque 1750) et d'Acayucan, ainsi que le lieutenant de justice de Tesechoacán (qui dépend du district de Cosamaloapan), décident conjointement de bloquer l'accès des commerçants de Tlacotalpan à leur juridiction, et donc de leur interdire toute intervention dans l'achat de coton. À la suite de cette décision, quinze armateurs d'embarcations fluviales de cette ville s'engagent à refuser de transporter toute marchandise appartenant aux commerçants des districts incriminés, en quelque direction que ce soit, tant que les fonctionnaires coloniaux n'auront pas rétabli « le franc passage qu'il faut donner au commerce » (AGN, *Criminal*, 306).

Dans les semaines qui suivent, les administrateurs d'Acayucan et Tesechoacán se plient à l'injonction des Tlacotalpeños. Dans les Tuxtlas, Santiago Delgado y résistera un mois, avant de céder et de concéder « pouvoir et franchise de commerce » dans sa juridiction, « sans interdire autre chose qu'ils n'envoient des effets de contrebande ». Le 19 août de la même année, une convention est ratifiée par les deux parties dans le port d'Alvarado, qui établit le principe de libre accès aux cours d'eau et aux marchés de la région pour l'ensemble des commerçants inscrits au registre des différents districts, sous peine d'infliger aux contrevenants une amende de 200 pesos et la privation de leur licence commerciale :

« en notre nom [nous] assurons [aux propriétaires de canoës de Tlacotalpan et d'Alvarado] l'entrée et commerce franc en ces *pueblos* et rivières [en prévention] du commun préjudice qui suit de retenir nos cotons dans le risque et danger évident qu'ils se perdent, aussi bien par les crues annuelles du courant des rivières que par leur exposition aux vols et aux incendies de *ranchos*, en commun et de façon particulière, nous devons prévenir et en même temps habilitier les Indiens [...] pour éviter et réparer tant de dommages »<sup>33</sup>.

Le choix d'Alvarado comme lieu de ratification de cet accord est tout sauf anodin. Il indique que ce port apparaît alors aux protagonistes comme un "espace neutre" – une fonction d'arbitre que les commerçants et transporteurs d'Alvarado rempliront de nouveau quinze ans plus tard sous une toute autre forme, à l'occasion d'un second conflit portant sur les mêmes enjeux.

Cette première escarmouche entre intérêts commerciaux peut donner lieu à plusieurs interprétations. On peut y voir une tentative de la part des fonctionnaires coloniaux de rétablir leurs prérogatives d'exclusivité dans la conduite du *repartimiento* de marchandises aux producteurs de coton, en réaction à l'emprise croissante des agents commerciaux extérieurs à leur district. Toutefois, leur faible résistance à l'épreuve de force imposée par les armateurs de Tlacotalpan semble indiquer que les *alcaldes mayores* n'avaient pas d'intérêt majeur à poursuivre leur bras de fer. Le rôle joué par les commerçants des différents districts dans la ratification de la convention de libre circulation à l'échelle du bassin fluvial du Sotavento révèle par ailleurs que ce sont eux qui ont été les principaux moteurs et acteurs de ce conflit. La séquence des événements et leur dénouement rapide laisse plutôt supposer que l'initiative des administrateurs coloniaux du Sotavento a répondu à des pressions exercées par les commerçants de leur district – dont on peut imaginer qu'ils jouaient alors un rôle important dans les mécanismes de financement de l'accès aux charges de

---

<sup>33</sup> Il est à noter que les commerçants de San Andrés représentent à cette occasion les intérêts du négoce de l'ensemble de l'*alcaldía mayor* des Tuxtlas, ce qui indique qu'à cette époque, le *pueblo*, toujours sujet de la *villa* de Santiago, constituait le centre de gravité économique et politique indiscutable de ce district. Parmi les signataires de l'accord figurent des patronymes que nous retrouverons dans l'histoire politique et économique ultérieure des Tuxtlas, comme celui de José Julián Mellado, membre d'une famille de grands commerçants d'Alvarado, propriétaire d'une hacienda de bétail dans la juridiction de Cosamaloapan et liée au négoce de la ville de Puebla, Antonio Fernández de Nebril, impliqué dans le "jugement de résidence" imposé un an plus tard à l'*ex-alcaldé* Santiago Delgado (voir ci-dessus), Cristobal Delgado (probable parent du même *alcaldé mayor*), Francisco de Lomba ou encore Antonio García, qui est alors le mandataire du "commerce de Tuxtla", dont la famille jouera un rôle politique de premier plan dans l'espace local au long du XIX<sup>e</sup> siècle.



fonctionnaires locaux, *alcaldes* et lieutenants de justice –, plutôt qu'à une stratégie d'affirmation de leurs prérogatives, en défense de leurs propres intérêts économiques.

L'accord passé entre les commerçants de Tlacotalpan et ceux des Tuxtlas dura exactement quinze ans. En mai 1771, à la même époque cruciale de la récolte et de la collecte du coton, un nouvel *alcalde mayor* de Tuxtla, Francisco Javier Solache, entreprit d'imposer à nouveau de lourdes restrictions à la circulation des commerçants de Tlacotalpan dans la juridiction qui relevait de son autorité, en obligeant les opérateurs extérieurs à réaliser toutes leurs transactions dans le chef-lieu de San Andrés<sup>34</sup> (AGN, *Criminal*, 306). Pour promulguer cette réglementation, Solache s'appuyait sur le soutien formel des autorités du Trésor royal installées dans le port de Veracruz et sur celui du vice-roi lui-même, en vertu de l'argument que la centralisation des transactions dans le chef-lieu de district permettrait de réduire les fraudes à la dîme et à l'*alcabala*, que les achats directs auprès des producteurs sur les lieux de culture ou sur les rives de cours d'eau favorisaient. Les liens de l'*alcalde mayor* avec les maisons de négoce de Veracruz étaient avérés et il est très probable qu'ils avaient joué un rôle déterminant dans sa décision de faire barrage aux commerçants de Tlacotalpan et aux réseaux marchands du Consulat de Mexico : en 1774, Francisco Solache, qui exerçait encore sa charge de fonctionnaire royal dans la juridiction de Tuxtla, devait 599 pesos, « reste d'une quantité plus importante qui lui a été fournie en argent », à Francisco Morales, l'un des négociants du port<sup>35</sup>.

L'obligation faite aux commerçants de Tlacotalpan d'effectuer toutes leurs transactions dans le bourg de San Andrés avait pour implication de les couper de l'accès direct aux producteurs de coton et, de fait, de placer les opérateurs du district au centre des processus de mise en rapport entre ces producteurs et les marchés de l'altiplano, qu'il s'agisse de la fourniture de crédits ou de la collecte des récoltes. Dans une lettre du 19 juin 1771, dirigée au gouverneur de Veracruz, Juan Fernando de Palacio, au nom du « commun des commerçants de Tlacotalpan » se plaignait que :

« loin de nous correspondre avec les mêmes services réciproques [le franc accès aux embarcations pour transporter leurs effets], ceux de Tuxtla nous privent du commerce [...] en nous entravant l'entrée à leurs territoires pour acheter le coton qui s'y produit, bien que certains d'entre-nous y ont fait du *repartimiento* [...], ils ont repoussé nos canoës avec un ordre de leur *Alcalde mayor* ». Et Palacio d'ajouter : « ils n'ont d'autre objectif que d'opprimer (*estrechar*) ces naturels, pour qu'ils leur vendent leurs récoltes à moindre prix, en n'ayant qui d'autre qui puisse leur payer davantage »<sup>36</sup>.

Comme quinze ans auparavant, les commerçants et transporteurs de Tlacotalpan réagirent en organisant le blocus de la région et en interdisant la circulation des embarcations en provenance des Tuxtlas en aval de leur ville, qui verrouillait l'accès à la lagune d'Alvarado, d'où s'ouvraient les routes à la mer ou à la rivière Tlalixcoyan, dont la remontée menait aux voies terrestres conduisant à l'altiplano. Les commerçants de Tlacotalpan ne limitèrent pas leur interdiction de circulation aux seuls opérateurs des Tuxtlas : en assemblée convoquée le 1<sup>er</sup> juin 1771, le « commun des commerçants » décida d'imposer une amende de 25 pesos à toute embarcation d'Alvarado ou de Tlalixcoyan qui se rendrait dans cette juridiction<sup>37</sup>.

Mais cette fois, à la différence de ce qui s'était produit en 1756, le coup de force des Tlacotalpeños fit très rapidement l'objet d'une sanction des autorités politiques de la colonie : dès le mois de juillet, l'*alcalde* Solache, qui avait recouru à l'autorité du vice-roi Marquez de Croix, obtint de celui-ci un

<sup>34</sup> Cette mise en avant de ce qui n'était alors qu'un *pueblo*, sous la tutelle formelle de la *villa* de Santiago, indique que San Andrés était devenu, au début des années 1770, le lieu de résidence des fonctionnaires coloniaux, qu'il s'agisse de l'*alcalde mayor* ou du concessionnaire fiscal chargé de collecter l'*alcabala*.

<sup>35</sup> AGN, *General de Parte*, 53, 154, ff 109-109v.

<sup>36</sup> AGN, *Criminal*, 306, 7, ff 252-270. «Expediente sobre desordenes entre los vezinos de Tlacotalpan y San Andrés Tuxtla».

<sup>37</sup> Les Tlacotalpeños décidèrent à cette occasion d'envoyer une commission « de quatre sujets au susdit port d'Alvarado, afin de concilier les esprits des habitants, pour qu'ils [...] ne permettent que de là parte embarcation aucune à San Andrés, ni que les habitants de celle-ci puissent avoir aucun commerce avec ce parage » (*Ibid.*).

mandat enjoignant au gouverneur du port de Veracruz, la principale autorité de police dans la région, d'assurer, au besoin par la force, «la liberté du commerce» dans le Sotavento et d'initier des investigations à l'encontre des commerçants de Tlacotalpan. Le 21 août, un corps de lanciers y était envoyé pour rétablir la libre circulation des embarcations sur l'ensemble du réseau fluvial. Son chef, Santiago Cubillas était également chargé d'établir une liste des propriétaires de navires et de canoës effectuant le transport de marchandises à la juridiction de Tuxtla et de les sommer de « ne pas récidiver dans la transgression des lois [...] et, à ce même effet, laisser francs et ouverts les chemins et le passage commercial à [cette] juridiction »<sup>38</sup>.

L'un des facteurs-clés du renversement du rapport de force entre Tlacotalpan et San Andrés au bénéfice de cette dernière a probablement résidé dans le changement de position des commerçants et transporteurs d'Alvarado au regard de la première passe d'armes de 1756. Ceux-ci ne répondirent pas aux sollicitations des Tlacotalpeños pour se ranger à leur côté et se joindre au boycott. Du fait de leur position dans le système orographique du bassin du Papaloapan et des ses affluents, ils étaient situés en position défavorable pour les concurrencer dans l'accès aux marchés intérieurs du Sotavento et le contrôle des circuits d'échange. Le coup de force de l'*alcalde* Solache et des commerçants de San Andrés était pour eux un opportunité de contourner ce contrôle, dès lors qu'ils étaient en situation d'accéder à des crédits qui ne relevaient pas des mêmes réseaux de patronage commercial que les grands opérateurs de Tlacotalpan.

Ce que révèle en creux le dénouement de ce conflit, c'est bien l'érosion des capacités de contrôle des commerçants et armateurs de Tlacotalpan et, derrière ceux-ci, celle des grandes maisons de négoce de Mexico et de Puebla, sur le système d'échange à l'échelle du Sotavento. L'*alcalde mayor* Solache apparaît au cours de cette affaire comme un relais politique défendant les intérêts des marchands de sa juridiction, mais sans doute aussi ceux des groupes économiques qui se consolident à la même époque dans le port de Veracruz, même si certaines voix dissidentes, favorables aux opérateurs de Tlacotalpan, se font entendre dans les Tuxtlas<sup>39</sup>. Dans les années suivantes, les Tlacotalpeños vont voir se réduire encore leur aire d'influence, comme en atteste ce recours auprès de l'Audience de Mexico, présenté en 1785 par Vicente de la Esquina, l'un des grands commerçants de Tlacotalpan, après que le lieutenant de justice de Tuxtepec, sur le cours supérieur du Papaloapan, a fait obstacle aux activités de deux de ses commissionnaires, Mateo del Tis et Antonio Mutilla (AGN, *General de Parte*, cit. par Widmer, 1993 : 241).

Ces changements dans les rapports de force entre groupes d'intérêts régionaux étaient sans doute une conséquence directe du retrait graduel des grandes maisons de négoce de la ville de Mexico des activités de financement du crédit et du *repartimiento* dans le Sotavento et, plus largement, dans les régions du Sud de la colonie<sup>40</sup>. À partir des années 1770 et sur un rythme accéléré au cours de la décennie suivante, les membres du Consulat de Mexico ont concentré l'essentiel de leurs activités financières sur le contrôle de l'extraction et du commerce de l'argent dans les régions du Centre-Nord et du Nord-Ouest de la Nouvelle-Espagne (Widmer, *cit.*: 244 ; Sánchez Santiro, 2003). L'organisation des échanges internes à la colonie, qui reposait fondamentalement sur la relation entre les grands opérateurs du Consulat et les fonctionnaires des districts provinciaux s'est restructurée autour de rapports plus diversifiés entre les maisons de négoce provinciales – en particulier celles qui s'étaient implantées dans le port de Veracruz – et des commerçants locaux. À

---

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> Widmer (1993 : 241), qui rapporte ces protestations de la part de commerçants du district, ne précise pas si elles émanaient de résidents de San Andrés ou de Santiago. On peut imaginer que la position de la *villa* de Santiago, dont l'aire d'influence portait sur les zones situées à proximité de la confluence du San Juan et du Papaloapan, face au port de Tlacotalpan, se prêtait à des relations fonctionnelles plus intenses avec les marchands de cette place. Au contraire, la centralisation des transactions commerciales dans le bourg de San Andrés augurait d'un accroissement de leurs déplacements et, vraisemblablement, de leurs coûts. Reste à savoir si cette réglementation pouvait être effectivement mise en application dans les terres basses de Santiago.

<sup>40</sup> Sur les recompositions qui affectent l'organisation de la traite de coton dans d'autres régions de Nouvelle Espagne à cette époque, voir notamment Amith (2005), Hernández Jaimes (2003) et Widmer (1993).

partir de 1780, à l'échelle du Sotavento, et probablement une douzaine ou une quinzaine d'années avant dans les Tuxtlas, l'accès aux charges administratives d'*alcalde mayor* et de lieutenant de justice (au niveau des *pueblos* qui dépendaient d'un chef-lieu d'*alcaldía*) a reposé sur la coordination d'opérateurs commerciaux locaux qui étaient en situation de fournir, de façon relativement autonome, les garanties financières que les fonctionnaires devaient présenter à la Couronne pour accéder à leur charge<sup>41</sup>.

## La construction politique d'un centre économique

La séquence des conflits qui opposèrent les commerçants de Tlacotalpan et ceux de San Andrés entre le milieu des années 1750 et le début de la décennie de 1770 indique que, dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces derniers étaient devenus les opérateurs centraux des échanges dans leur district et avaient évincé les familles tlacotapeñas qui en exerçaient auparavant le contrôle. Elle s'inscrit dans la continuité des tensions que les émeutes de 1716 et 1750 avaient exprimées dans la sphère politique, au sujet de la cooptation des fonctionnaires coloniaux et des autorités de la *république* d'Indiens. Elle met cette fois en évidence les ressorts économiques fondamentaux du pouvoir local, ceux qui touchent à l'accès des opérateurs commerciaux aux espaces et aux acteurs sociaux de la production paysanne. Ces conflits entre groupes de marchands attestent que l'institution du *repartimiento*, telle qu'elle opérait en tant que forme de coordination monopolistique entre la *république* d'Indiens, un administrateur colonial et un grand commerçant, était fortement attaquée dans les Tuxtlas au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et avait cessé d'exister vingt ans plus tard. Dans le prolongement de l'émeute de 1750, ces litiges commerciaux révèlent que la *république* de San Andrés était considérablement affaiblie, au profit d'autres formes de gouvernement et de coordination politique, que nous évoquerons au chapitre suivant.

La décennie de 1770 s'ouvre donc sur l'affirmation de San Andrés en tant que place commerciale et centre politique de premier rang dans le Sotavento. Cette consolidation repose en premier lieu sur le développement de la production paysanne de coton et le contrôle de sa mise en marché : cette production est multipliée par 7 dans les Tuxtlas durant la seconde moitié du siècle, pour passer d'environ 30 000 arrobes (345 t.) vers 1750 à 210 000 arrobes (2 415 t.) en 1797 ; elle représente alors près du quart de la récolte totale de coton du Golfe du Mexique (897 000 arrobes), la principale source d'approvisionnement de la colonie (García de León, 2011 : 855-856). Durant cette période, la valeur réelle des revenus fiscaux obtenus de l'*alcabala* dans la juridiction de Tuxtla passe de 400 pesos à la fin des années 1740 à 675 pesos vingt ans plus tard, 837 pesos vers 1778 et plus de 2 500 pesos à la fin du siècle, soit une multiplication par six (Widmer, 1993 : 371). Mais la hausse des recettes fiscales masque le rôle joué par la contrebande dans l'accroissement des échanges commerciaux. Les articles introduits par les flibustiers anglais et hollandais depuis la côte, en particulier grâce aux opportunités de mouillage sûr et de dissimulation que procurent la lagune de Sontecomapan et sa mangrove, s'ajoutent à ceux qui relèvent de la production coloniale : celle du sel, extrait à Campeche, dans la péninsule du Yucatán, dont une flottille de petits caboteurs assure le trafic le long de la côte du Sotavento (García de León, 2011) ; et, de façon croissante dans la seconde moitié du siècle, celle du tabac, qui, en 1765, a fait l'objet de l'instauration d'un monopole royal qui en restreint la culture à quelques zones circonscrites, autour de Córdoba notamment, mais qui fait l'objet d'une production clandestine dans l'ensemble des districts du Sotavento – et dont nous

---

<sup>41</sup> Le système de cooptation des fonctionnaires locaux, sur lequel reposait la mainmise des agents du Consulat de Mexico sur les marchés intérieurs de la Nouvelle-Espagne, avait commencé à se fissurer bien avant. Nous en avons vu les prémices avec l'émeute de San Andrés de 1716 et ses développements ultérieurs. Mais dans le courant des années 1750, la Couronne espagnole avait ensuite aboli le système d'achat des charges publiques qui était au centre des mécanismes de contrôle monopolistique des grandes maisons de négoce. Pietschmann (1992 : 58) y voit un facteur de rupture initiale du contrôle exercé par les grands commerçants sur les arènes politiques et commerciales locales.

verrons que cette production a joué dans les Tuxtlas un rôle de premier plan dans les dynamiques économiques et foncières au cours du siècle suivant.

Les Tlacotalpeños ne sont pas pour autant évincés des échanges dans le district des Tuxtlas. Ils demeurent d'importants pourvoyeurs de crédits, en marchandises notamment, pour "l'habilitation" des producteurs de coton<sup>42</sup>. Mais ils doivent désormais s'appuyer sur les commerçants tuxtliques pour relayer leurs financements et ils ont perdu la maîtrise des dispositifs de mise en marché du coton et des articles de contrebande. Cette évolution est très probablement à l'origine de l'installation à San Andrés, au cours du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, de familles extérieures à la région, dont certaines vont jouer un rôle économique et politique de premier ordre par la suite, notamment dans la construction de la municipalité de San Andrés et dans sa prise de contrôle sur les terres du Marquisat (voir le chapitre 4). Un recensement réalisé dans la paroisse de San Andrés, en 1777<sup>43</sup>, révèle ainsi la présence, parmi les Espagnols associés au commerce local, de patronymes qui n'apparaissent pas dans le traité de libre circulation consenti vingt ans plus tôt auprès des armateurs de Tlacotalpan. C'est le cas des familles Palacio (Manuel) et Cadena (Pedro Joseph, Antonio Joseph, ou Marcelo Alberto, qui lui réside à Catemaco), toutes deux originaires de Tlacotalpan<sup>44</sup>, Mellado (Joseph Julián et Fernando), qui relève d'une lignée de propriétaires d'haciendas établie à Alvarado, ou Durán et Romay (Juan Durán de Flores, Juan Bernardo y Juan Fernando Romay), qui sont identifiées avec le commerce de Veracruz<sup>45</sup>. Par la suite s'y ajouteront d'autres noms qui vont acquérir une influence politique considérable au cours du XIX<sup>e</sup> puis du XX<sup>e</sup> siècle : celui des familles de la Cabada (probablement venue d'Alvarado et qui coordonne, à partir de 1799, la collecte des contributions destinées à financer la construction d'une nouvelle église paroissiale et de son clocher : Medel, 1993, T. I : 145-147), Artigas, Carreón (originaire de l'*alcaldía* voisine d'Acayucan), ou Turrent (dont les rapports avec la région des Tuxtlas pourraient trouver leur origine dans la contrebande d'alcool et de tabac<sup>46</sup>).

Autant que l'effet de son essor économique, autour du commerce du coton et des produits de contrebande, l'émergence de San Andrés en tant que centre de gravité de la structure territoriale qui résulte des recompositions économiques et institutionnelles en cours au XVIII<sup>e</sup> siècle relève d'une démarche de construction politique. "L'autonomisation" de l'*alcalde mayor* Solache vis-à-vis des réseaux de patronage économique contrôlés par les grandes maisons de négoce de la ville de Mexico exprime une restructuration des rapports sociopolitiques caractéristiques de l'organisation coloniale originelle qui dépasse de beaucoup le cadre géographique des Tuxtlas. L'émergence de nouveaux macro-acteurs de l'économie coloniale – qui s'est traduite notamment dans la consolidation du port de Veracruz en tant que centre financier et commercial de premier plan – et l'accentuation des phénomènes de spécialisation économique ont eu une incidence beaucoup plus large sur la reconfiguration des espaces, la renégociation des frontières et la construction d'identités régionales à l'échelle de la colonie de Nouvelle-Espagne, selon des processus qui, comme dans le cas des Tuxtlas, ont fréquemment pris une dimension conflictuelle<sup>47</sup>. L'assise économique des commerçants de San Andrés et leur capacité à défier les dispositifs oligopolistiques de courtage contrôlés par les

---

<sup>42</sup> Voir à ce propos les créances détenues par Ana María Hernández Palacios vis-à-vis de grands producteurs de coton de Tuxtla en 1773 (Widmer, 1993 : 240).

<sup>43</sup> AGI, Mexico, 2590 "Padrón General del Curato de San Andrés Tuxtla".

<sup>44</sup> Ana María Hernández de Palacio est mentionnée, entre 1730 et sa mort, en 1767, parmi les principaux commerçants de coton de Tlacotalpan (Widmer, *cit.* : 240).

<sup>45</sup> Certaines de ces familles entretiennent alors des liens matrimoniaux avec des lignées installées à San Andrés de plus longue date, comme María Antonia et María Eugenia de la Cadena, mariées à des membres des familles García et de la Santa respectivement, ou María Francisca et Josepha Mellado, qui ont épousé Antonio de Soto et Juan de Oliveros.

<sup>46</sup> Vers 1800, José Miguel Turrent est cité à comparaître pour la saisie d'un baril d'eau-de-vie lui appartenant et de deux autres de Cipriano Antonio en sa résidence de San Antonio Huatusco, dans la juridiction de Cordoba (AGN, *Aguadiente de caña*, 12, 1, ff 1-33).

<sup>47</sup> On en trouve des illustrations pour d'autres régions du Mexique – et sans prétendre en aucune façon à l'exhaustivité – chez Amith (2005), Hoffmann (2009), Palma & Hoffmann (2009), Van Young (1989 et 1992).

armateurs de Tlacotalpan sont liées aussi bien à la construction de circuits de crédit alternatifs à ceux des marchands de Mexico, qu'à l'établissement de relations sociales multiplexes (foncières, économiques et politiques) avec une paysannerie dont la structure s'est complexifiée au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec l'émancipation de certaines de ses composantes vis-à-vis des organisations politiques communautaires, l'accueil de nouveaux groupes sociaux mulâtres et métis et le développement de nouvelles formes de production agricole, comme nous le verrons au chapitre suivant.

Conjointement à l'affaiblissement des institutions de gouvernement indigène qu'incaruaient les autorités de la *république* de San Andrés et la noblesse indienne héréditaire, la densification du tissu d'entrepreneurs commerciaux et la mise en concurrence des canaux de financement, hors du verrouillage monopolistique que permettait le dispositif de *repartimiento*, vont avoir, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, une incidence directe sur les pratiques contractuelles entre commerçants et paysans et sur la structure territoriale associée à la réorganisation de la production agricole. Ces évolutions ouvrent un champ d'expression aux logiques opportunistes des producteurs agricoles, dans un contexte où l'exercice de sanctions est rendu difficile par la faiblesse du contrôle administratif, à la fois de la part des fonctionnaires coloniaux et des autorités indigènes. Une manifestation particulière – et abondamment documentée par les archives – de ces logiques va résider dans la multiplication de micro-migrations de colonisation foncière de la part des paysans indiens vers des espaces productifs situés à la marge du territoire du Marquisat, qui échappent au contrôle politique et fiscal des autorités communautaires. Ces déplacements vont s'accompagner d'une transformation des rapports de propriété dans l'espace régional.

## **Chapitre 3**

### ***Les transformations de la structure territoriale : recomposition du peuplement et construction d'un régime foncier composite***

Au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, le développement de la production de coton et le renforcement de l'insertion marchande de la paysannerie indienne ont induit une transformation graduelle, mais profonde, des rapports internes aux communautés, à la fois en termes d'organisation politique et de rapports d'autorité. Ils ont notamment conduit à l'émergence d'une strate de producteurs excédentaires, intégrés aux marchés et en situation d'accumuler, qui ont parfois entrepris de remettre en question les hiérarchies politiques et administratives qui organisaient la gestion des ressources communautaires. L'accès d'individus issus de la plèbe des *macehuales* aux fonctions de gouvernement des *républiques* (comme Mateo Juárez à San Andrés, à la charnière des années 1710 et 1720) a constitué une expression de ces transformations. D'autres manifestations en ont été fournies par les conflits, sous forme d'émeute ou d'occupations de terres appartenant à la noblesse héréditaire traditionnelle, qui ont secoué les structures de gouvernement des Indiens de San Andrés, en 1716, puis durant la décennie de 1750.

Durant la seconde moitié du siècle, ces remises en question vont s'exprimer avec une vigueur particulière au niveau des formes d'appropriation et d'utilisation de l'espace, ainsi que dans la dynamique des institutions qui régulent l'accès et l'usage de cet espace. Ces transformations sont associées à des mutations profondes de la composition sociale de la paysannerie tuxtèque, dont les structures sont travaillées à la fois par les logiques centrifuges conduisant à la segmentation et à l'essaimage de certains groupes indiens, et par l'installation de producteurs d'origine noire, mulâtre ou métisse, dans les espaces interstitiels du contrôle foncier exercé par la *république* d'Indiens, la noblesse traditionnelle et l'administration du Marquisat. Ces recompositions sociales témoignent d'un renouvellement des rapports politiques et des mécanismes d'intégration sociale, aussi bien au sein de la communauté indienne que sur ses marges.

Ces mutations sont associées aux réformes légales promulguées par l'État espagnol à partir de 1765. A cette date arrive en Nouvelle-Espagne le *Visiteur général* José de Gálvez, avec le mandat d'impulser un ensemble de transformations administratives et légales orientées à renforcer l'efficacité de l'ensemble des secteurs de l'administration coloniale (territoriale, fiscale, judiciaire, militaire) et de libéraliser le fonctionnement de l'économie du territoire, notamment son système commercial (voir l'encadré 3.1). Ces réformes se sont étendues sur plus de quarante ans et ont conduit à une transformation profonde des cadres institutionnels qui encadraient le fonctionnement politique et l'activité économique de la colonie. Dans les espaces régionaux de la Nouvelle-Espagne et dans les Tuxtlas en particulier, cette dynamique de changement institutionnel a été appliquée à des organisations sociales, politiques et économiques qui connaissaient alors des transformations importantes et parfois conflictuelles, associées à l'intensification des échanges de tous types, au sein de la colonie comme dans l'espace atlantique qui définissait le cadre d'intégration économique et culturelle du Mexique.

Les transformations profondes de la société novo-hispanique durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> ne sont toutefois pas réductibles aux réformes de la monarchie bourbonnienne et à leur impact. Les conflits sociopolitiques qui ont affecté les communautés indiennes de San Andrés et de Santiago Tuxtla au cours de la première moitié de ce siècle (chapitre 2) montrent bien que des changements profonds étaient en cours, qui relevaient de ressorts internes, endogènes à la dynamique des organisations économiques et des structures de pouvoir de la Nouvelle-Espagne. L'un des objectifs de ce chapitre est d'examiner les rapports et les jeux d'influence mutuelle qu'ont entretenus les acteurs économiques et organisations sociopolitiques des Tuxtlas et les réformes légales dans la dynamique du changement institutionnel et la reconfiguration des territoires au sein du domaine seigneurial de la famille Cortés. Il s'agit en particulier de s'intéresser à la façon dont les nouvelles règles de mise en rapport entre l'État colonial et les *pueblos* d'Indiens se sont combinées avec les transformations des réseaux marchands – notamment à travers l'intégration de nouveaux opérateurs commerciaux dans l'espace local – pour stimuler et entretenir des processus de segmentation politique et territoriale qui ont affecté l'organisation et les institutions sociopolitiques des communautés. De façon plus spécifique encore, ce dont il est question ici c'est d'analyser les formes d'organisation sociale et spatiale, ainsi que les institutions foncières, qui ont soutenu l'expansion des territoires intégrés au système productif et commercial de la traite cotonnière et l'incorporation de nouvelles catégories d'acteurs à ce système – Indiens en rupture avec leur *république*, Noirs et mulâtres "libres", petits commerçants métis et espagnols – durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

## **De l'autonomisation administrative à la constitution de communautés métisses : la recomposition des structures territoriales du Marquisat**

La question de l'autonomisation administrative des localités assujetties à un chef-lieu de communauté (les *pueblos de indios*) et de la construction de nouveaux espaces politiques a constitué un enjeu récurrent des dynamiques politiques et territoriales dans les régions indiennes au long de l'époque coloniale. Entre la fin du XVI<sup>e</sup> et le début du XVII<sup>e</sup> siècle, les mesures de congrégation (rassemblement dans une même localité) des populations indiennes décimées par les épidémies et les prélèvements des colonisateurs, et la constitution de communautés dotées d'un territoire et d'institutions de gouvernement spécifiques avaient constitué un levier de reconfiguration des trames territoriales et avaient formalisé la division de l'espace entre les secteurs indigène et européen de la société (voir le premier chapitre). Mais elles avaient aussi été la source de tensions internes aux *pueblos* au sujet des hiérarchies sociales et politiques qui organisaient l'accès aux institutions de gouvernement local (les *républiques*), les obligations tributaires des membres des communautés et les rapports entre les quartiers (ou *barrios*) constitués initialement sur la base de proximités sociales (lignagères, claniques) ou politiques (les *calpulli* de l'époque précoloniale). L'occupation des postes-clés des *républiques* indigènes par les ressortissants des principales familles du chef-lieu communautaire (gouverneur, juge de paix, officier principal de police) et la mainmise de ces dernières sur les coordinations avec la société coloniale (collecte du tribut, organisation du *repartimiento*, etc.) étaient notamment l'objet de revendications dissidentes de la part des groupes sociaux subalternes. La séparation spatiale des quartiers initialement réunis par la politique de congrégation, et la revendication du statut de *pueblo*, conférant aux localités la capacité de former leur propre *république*, d'élire leurs autorités et de gérer de façon autonome leurs charges tributaires, ont constitué des phénomènes récurrents qui ont marqué la dynamique des sociétés indiennes, dès l'infléchissement de leur dépression démographique, vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> De tels processus ont été étudiés et documentés pour la fin du XVII<sup>e</sup> et l'ensemble du XVIII<sup>e</sup> siècle dans la quasi-totalité des régions de la Nouvelle-Espagne. Mais ils semblent avoir été particulièrement récurrents dans les espaces situés sur ou en aplomb des piémonts des Sierras Madres orientale et occidentale, où s'ouvraient des zones de colonisation potentielle, vidées de leurs occupants par les épidémies et les congrégations du XVI<sup>e</sup> siècle (voir en particulier Dehouve, 1984 ; García Martínez, 1987 et 1990 ; Lovell & Swezey, 1990 ; Chance, 1998 ; Amith, 2005 ; Hoffmann, 2009 ; Mendoza García, 2011).

Dans l'*alcaldía mayor* de Tuxtla, la promotion administrative de San Andrés Tzacoalco au statut de *pueblo*, quand la localité avait jusqu'alors été confinée à la catégorie de quartier de la *villa* de Tuxtla (Santiago), le siège de l'administration locale du Marquisat et de la *république* d'Indiens, a constitué une étape majeure dans le processus de constitution du bourg en tant que centre politique régional. D'autres moments avaient préparé ce changement, parmi lesquels l'érection d'un sanctuaire dédié à la Vierge du Carmel, sur les rives du lac de Catemaco, dans le dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle. Catemaco était alors un simple hameau de pêcheurs sous le contrôle politique de San Andrés. Le village avait même été rayé de la carte au début du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque sa population avait été réinstallée dans le bourg de San Andrés, dans le cadre des mesures de congrégation administrative. La localité avait toutefois constitué un lieu de passage fréquenté dans l'organisation des routes commerciales depuis l'époque préhispanique et elle occupait un emplacement stratégique pour le franchissement du *río* Totoltepec (ou de Catemaco), sur le chemin muletier qui conduisait à l'*alcaldía mayor* d'Acayucan, à la province de Tabasco et à la Capitainerie de Guatemala (figures 2.1 et 3.1)<sup>2</sup>. Par la suite, le sanctuaire de la Vierge du Carmel devint un lieu de culte de plus en plus fréquenté, au point de représenter, dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'une des principales étapes des circuits de pèlerinage qui parcouraient le Sotavento sur des axes parallèles aux voies d'échanges commerciaux<sup>3</sup>.

Le symbolisme religieux associé à l'apparition d'images miraculeuses a d'ailleurs constitué un enjeu récurrent des stratégies de recomposition des hiérarchies politico-territoriales à la charnière du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle. Jusqu'alors, le Christ Noir d'Otatitlán et la Vierge de la Solitude de Cosamaloapan avaient représenté les principaux sanctuaires religieux du Sotavento et correspondaient à de vieux centres politiques du bassin du Papaloapan (Velasco Toro, 2000). Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'émergence de nouveaux lieux de dévotion a accompagné le déplacement des foyers de pouvoir, comme en attestent les apparitions miraculeuses de la Vierge près de Tlacotalpan et d'Alvarado, entre les décennies de 1730 et 1740 : sous la forme de la Vierge du Rosaire à Alvarado et de celle de la Chandeleur à Tlacotalpan (Velasco Toro, 2006 : 36-37). En 1776, au plus fort de la tension qui les opposait pour le contrôle du transport fluvial et des mouvements commerciaux avec le Sotavento<sup>4</sup>, les communautés commerçantes des deux places firent l'acquisition de statues destinées à renforcer l'attractivité de leurs sanctuaires respectifs – Tlacotalpan devenant par la suite le centre prééminent de dévotion religieuse dans le bassin inférieur du Papaloapan et au-delà, sans pour autant déplacer son rival. L'apparition d'une image miraculeuse et l'érection d'un sanctuaire à Catemaco relevait donc d'un processus largement répandu de construction ou de consolidation de positions politiques visant à affermir le contrôle des espaces et des voies d'échanges.

Au-delà des logiques d'appropriation des attributs qui étaient les revendications de formation d'un *pueblo* indépendant (création d'une paroisse, construction d'une église et d'un cimetière, contrôle de ressources communes stratégiques, comme des pêcheries, des puits d'eau saumâtre permettant l'extraction de sel, des carrières pour la production de chaux – toutes ressources qui étaient disponibles à proximité de San Andrés), les réformes institutionnelles promulguées par la Couronne espagnole dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle (dites réformes bourbonniennes : voir l'encadré 3.1)

---

<sup>2</sup> La constitution d'un sanctuaire, matérialisé par la construction d'un ermitage sur les rives du lac, a fait suite à l'apparition de la Vierge auprès d'un pêcheur indien en 1664 : la Vierge aurait laissé ses empreintes sur une roche, devenue objet de vénération. Selon García de León (2011 : 184 et 456), cette apparition miraculeuse se serait inscrit dans la continuité d'un culte antérieur, d'origine préhispanique, relatif à la déesse lunaire *Toyetzín*. La tradition locale attribue à la Vierge du Carmel l'apaisement d'une éruption du volcan San Martín qui se serait produite quelques mois après son apparition (Medel, 1993, T. I : 81-82).

<sup>3</sup> Communication personnelle d'Alfredo Delgado Calderón, Xalapa, juillet 2007. Sur le littoral du Golfe du Mexique, les routes commerciales se superposaient aux circuits de pèlerinage qui reliaient les centres cérémoniels des Christs Noirs d'Otatitán, sur le Papaloapan, et de Mecatepec, dans la province de Tabasco, en passant par ceux des vierges de la Chandeleur de Tlacotalpan et du Carmel de Catemaco, avant de rejoindre les sanctuaires du Christ de Tila, dans la province de Chiapas et celui du Christ Noir d'Esquipulas, dans la Capitainerie Générale du Guatemala (Léonard *et al.*, 2009 : 32-33).

<sup>4</sup> Outre sa position favorable aux commerçants de San Andrés Tuxtla à l'occasion du conflit qui opposa ceux-ci à leurs homologues de Tlacotalpan en 1771, Alvarado se vit attribuer à cette époque l'administration fiscale des douanes et de l'*alcabala* sur cette partie du Sotavento, au détriment de Tlacotalpan (Juárez Martínez, 1998).



ont fourni des ressorts puissants aux dynamiques de ségrégation politique, de migration et de création de nouvelles localités par les secteurs subalternes de la société coloniale. Une dimension forte de ces réformes a résidé dans le renforcement de l'administration fiscale. La professionnalisation des récepteurs d'impôts – avec l'abolition du système d'affermage de la charge d'administrateur –, la mise à jour régulière des rôles du tribut dans les *pueblos*<sup>5</sup>, mais aussi la redéfinition des catégories sujettes à son paiement<sup>6</sup> et enfin l'intéressement direct des *alcaldes mayores* sur 5% du tribut qu'ils parvenaient à collecter, permirent ainsi une hausse régulière des revenus de la Couronne au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>.

*Encadré 3.1 : Les réformes légales de l'organisation administrative coloniale à l'époque bourbonnienne (1750-1820)*

Les réformes légales et structurelles entreprises par la monarchie bourbonnienne dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient pour objectif principal de renforcer l'efficacité de l'administration coloniale, notamment en matière de génération et de collecte de ressources fiscales. Leur contenu a été orienté globalement par un diagnostic de défaillance des institutions coloniales, que la Couronne attribuait au verrouillage des structures économiques et politiques par des groupes de pouvoir autonomes ayant assis ce pouvoir sur des concessions de nature corporative. Il s'agissait en particulier de dissocier l'administration politique et l'organisation commerciale, en rétablissant un contrôle direct de la Couronne sur les instances administratives de la colonie (Hamnett, 1992 ; Vázquez, 1992). Ces réformes ont porté sur trois axes privilégiés.

En premier lieu, elles ont cherché à affaiblir les privilèges qui avaient été alloués à certaines corporations religieuses<sup>8</sup> ou socioprofessionnelles, en s'attaquant en particulier aux structures oligopolistiques du commerce colonial contrôlées par les Consuls de marchands de Cadix (pour l'ensemble des échanges entre la métropole et ses colonies) et de Mexico (pour le commerce intérieur et extérieur de la Nouvelle-Espagne). Une mesure phare de cette entreprise a résidé dans l'abolition, en 1786, du système de *repartimiento* de marchandises, qui associait les administrateurs coloniaux aux grands commerçants du Consulat de Mexico (Hamnett, 1992). En 1789 fut également abrogé le système de "flottes" annuelles – dans le cadre desquelles étaient regroupés tous les flux de marchandises entre l'Espagne et ses colonies d'Amérique –, en même temps qu'était autorisé le libre-échange direct entre ces colonies, ainsi que l'ouverture de nouveaux ports au commerce transatlantique (ceux de Yucatán et de Campeche pour la Nouvelle-Espagne). Enfin, en 1795, les villes de Veracruz et de Guadalajara reçurent licence de constituer les Consuls de marchands indépendants, qui disposaient de prérogatives relativement à l'arbitrage des litiges commerciaux au niveau de juridictions spécifiques, ainsi qu'à la levée de fonds pour le développement d'infrastructures commerciales, portuaires et de communications (Ortiz de la Tabla Ducasse, 1985).

<sup>5</sup> Dans l'ensemble des districts du Sotavento, des mises à jour du nombre de tributaires sont ainsi effectuées par les *alcaldes mayores* en 1756, 1765, 1771, 1777, 1784, 1792, 1800 et 1806.

<sup>6</sup> En 1786, une extension de la charge fiscale est ainsi décidée au détriment des hommes célibataires, auparavant considérés comme demi-tributaires. De façon significative, cette mesure concernait une catégorie sociale qui a été particulièrement impliquée dans les dynamiques de migration et de colonisation des interstices territoriaux moins exposés au contrôle des fonctionnaires royaux.

<sup>7</sup> Selon Coastworth (1990 : 38-39), les revenus fiscaux de la Nouvelle-Espagne ont augmenté en moyenne de 45% en valeur réelle par décennie entre 1770 et 1800. Grande partie de cet accroissement était dû à l'établissement de monopoles étatiques sur les échanges de certains produits (comme le tabac, voir *infra*) et la perception de l'*alcabala*, la taxe sur les échanges de marchandises. Même si le tribut des *pueblos* indiens ne constituait qu'une part secondaire (autour de 5%, contre 20% pour l'*alcabala*) des revenus de l'État colonial, son augmentation a elle aussi été très sensible au cours de la période.

<sup>8</sup> L'expulsion des jésuites de l'ensemble des possessions espagnoles d'Amérique, en 1767, a constitué le moment culminant, mais non le seul, de l'action étatique contre les privilèges détenus par des corporations religieuses. En 1775, une initiative visant à dissoudre certaines confréries organisées par des laïcs (*cofradías*), qui étaient considérées comme des paravents employés par les communautés pour dissimuler au fisc une partie de leurs richesses, en a été une autre manifestation (voir *infra*).

Un second champ de réformes a concerné les structures de l'appareil administratif et politique colonial. En 1776, la composition de l'Audience royale de Mexico, la plus haute instance de justice de la colonie, qui jusqu'alors avait été monopolisée par les grandes familles créoles et, singulièrement, par les membres du Consulat des marchands de Mexico, fut ouverte à des nominations effectuées directement par le roi. Entre 1754 et 1776, une série de décrets orientés à professionnaliser le corps des fonctionnaires réforma le régime d'accès aux charges publiques, dont les plus significatifs portaient sur l'abolition du système d'affermage des fonctions d'administrateur fiscal. En 1786, l'organisation politico-territoriale fut réformée par l'*Ordonnance des Intendants*, qui abolissait les *alcaldías mayores* et instituait la création de 12 Intendances régionales, administrées par des fonctionnaires nommés directement par le vice-roi, dont dépendaient les subdélégués appelés à remplacer les *alcaldes*; ces fonctionnaires avaient prohibition formelle de pratiquer des activités commerciales.

Le troisième axe des réformes bourbonniennes a porté sur l'efficacité de l'administration fiscale et du système de défense. Il s'est appuyé sur un exercice d'inventaire des ressources naturelles et de leur potentiel d'exploitation, dont la réalisation fut confiée à des militaires espagnols au cours des décennies de 1760 et 1770<sup>9</sup>. Dès 1765 fut mise en place une organisation de la défense basée sur l'enrôlement de certaines catégories de la population (dans les milices de Noirs et de mulâtres – *milicias de pardos* – ou d'Espagnols), auxquelles étaient allouées des dérogations en matière fiscale (décharge du tribut de capitation) et de justice ordinaire (Pietschmann, 1992 : 59). La modernisation du système d'impôts s'est appuyée sur la création, en 1754, de la Junte du Trésor Royal (*Junta de la Real Hacienda*), placée sous la tutelle du vice-roi, qui était chargée de superviser et de valider les comptes fournis par les divers fonctionnaires fiscaux. Ceux-ci furent incorporés dans un corps professionnalisé à la suite de l'abolition du système d'affermage des charges de perception de l'*alcabala*, l'impôt sur les échanges commerciaux. Au cours des années 1760 furent de surcroît institués des monopoles royaux pour le commerce de certains produits stratégiques, comme le tabac (1765), les cartes à jouer, la poudre, ou le mercure employé dans l'extraction minière. Enfin, divers mécanismes furent mis en place afin d'accroître la pression tributaire, notamment à l'endroit des communautés indiennes, à travers la création de la *Contaduría de Proprios, Arbitrios y Bienes de Comunidades*, en 1778, qui était chargée de superviser la gestion des caisses des communautés et d'en centraliser les excédents; cette supervision s'appuyait sur un exercice périodique d'actualisation des registres de tributaires, auquel étaient enjoins de procéder les administrateurs civils dans le cadre de leur juridictions. Ces diverses mesures ont conduit à l'accroissement continu et remarquable des ressources fiscales de l'État colonial, qui sont passées d'un peu plus de 6 millions de pesos en 1765 à près de 21,5 millions en 1798 (Pérez Herrero, 1992 : 117).

Leur volet fiscal mis à part, ces réformes ont toutefois relevé dans une large mesure de l'accompagnement réglementaire de dynamiques initiées depuis un demi-siècle, notamment dans le domaine de la réorganisation du commerce interne à la Nouvelle-Espagne et de l'ouverture des réseaux marchands (et des systèmes de financement des administrateurs civils) aux capitaux britanniques. Leurs incidences, en termes de marginalisation des élites créoles des centres de décision politique et d'accroissement de la pression fiscale (à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle la population de la Nouvelle-Espagne payait 70% d'impôts en plus que la population de la métropole : Vázquez, 1992 : 21), ont en revanche été centrales dans le déclenchement de la révolution d'indépendance, à partir de 1810 (Hamnett, 1992 ; Pietschmann, 1992).

Parallèlement à l'accroissement de la pression fiscale civile, les *pueblos* du Golfe du Mexique, qui relevaient du lointain évêché de Oaxaca et avaient bénéficié jusqu'alors d'un traitement favorable au regard des contributions religieuses, furent soumises à un contrôle beaucoup plus strict : entre 1725 et 1800, le produit de la dîme dans l'évêché a ainsi presque doublé, passant de 60 000 à près de 100 000 pesos (Borah, 1986 ; Reina, 1988). À partir de 1770, les communautés indiennes relevant du Marquisat del Valle, et en particulier celle des Tuxtlas, furent de surcroît contraintes d'entretenir des écoles et de subvenir aux besoins de leurs enseignants, en application des « royales intentions de sa

<sup>9</sup> Un exemple de cet exercice est fourni par la *Relation* établie par le colonel Miguel del Corral et le capitaine Joaquín Aranda à l'issue d'une visite détaillée des principales voies de communication du Sotavento, en 1776 (Siemens & Brinckmann, 1976).

Majesté qui [...] souhait[ait] la destruction de leurs langues natives »<sup>10</sup>. En 1781, deux écoles fonctionnaient ainsi à Santiago et à San Andrés et leurs maîtres recevaient des salaires de 150 pesos par an, couverts par les caisses des deux *républiques*. En 1807, la communauté de San Andrés versait 250 pesos à son maître d'école, ce qui la plaçait au quatrième rang parmi l'ensemble des 4 000 *pueblos* de la Nouvelle-Espagne – seul le quart de ces localités disposait alors d'une école primaire. À cette époque, le coût d'entretien des écoles s'élevait à près de 600 pesos pour les *républiques* de la juridiction, une charge considérable pour les 2 255 tributaires indiens qui devaient en assumer seuls le fardeau<sup>11</sup> (AGN, HdJ, 309, 7, *cit.* par Tanck de Estrada, 1999 : 259, 262).

Mais parallèlement à l'accroissement de la charge fiscale pesant sur les communautés indiennes, d'autres catégories de la population rurale s'étaient vues exempter du paiement de l'impôt. C'était le cas en particulier des familles des miliciens mulâtres et noirs que la Couronne avait mobilisé pour défendre la côte du Golfe du Mexique et qu'un décret de 1764 exonérait de toute charge tributaire<sup>12</sup>. Noirs et mulâtres libres avaient constitué de petits noyaux de peuplement dans les interstices des grandes propriétés d'élevage, et notamment sur les rives des principaux cours d'eau, où ils participaient à la fois à la production de coton et au commerce de contrebande (García de León, 2011). Dans leur expédition en direction du bassin du Coatzacoalcos, réalisée en 1777, les officiers royaux Corral et Aranda mentionnaient ainsi l'existence d'un chapelet de *rancherías* (hameaux de culture) occupées par des mulâtres au long des berges du río San Juan, où étaient pratiqués l'élevage de mules (pour pourvoir aux besoins du commerce itinérant) et la culture du coton (Siemens & Brinckmann, 1976). Avec une intensité croissante au cours du dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces noyaux de peuplement ont constitué des foyers d'attraction pour de jeunes Indiens à la recherche de meilleures conditions d'insertion – notamment fiscales – dans l'économie coloniale que celle qui leur étaient offertes dans leurs *pueblos* d'origine.

La constitution de hameaux échappant partiellement au contrôle des autorités coloniales était aussi motivée par les possibilités d'y exercer des activités clandestines. Nous avons évoqué la place de la contrebande dans l'organisation économique et les stratégies de maîtrise territoriale des élites de la région. L'établissement en 1765 d'un monopole royal sur la fabrication et la vente de cigares et de cigarettes (*estanco real del tabaco*), qui restreignait la culture du tabac à une aire réduite, autour des villes de Cordoba, Orizaba et Huatusco, et à quelques opérateurs agréés (Deans-Smith, 1992), motiva dans les décennies suivantes le développement des plantations clandestines dans les marges peu contrôlées des districts administratifs, là où la culture du tabac était autrefois pratiquée sur les terres des communautés. Selon García de León (2011 : 766-767), cette culture était ainsi amplement pratiquée dans l'ensemble des *alcaldías* du Sotavento, et notamment dans les Tuxtlas et Acayucan, autour de *rancherías* où étaient implantées des petites communautés de Noirs et mulâtres libres<sup>13</sup>. Avec la complicité des fonctionnaires coloniaux qui participaient à son trafic, la production de tabac a aussi contribué à alimenter les stratégies de déplacement de certains secteurs de la population indienne vers les espaces interstitiels ou peu contrôlés du système administratif. Dans les Tuxtlas, étaient sans doute particulièrement concernées les terres situées sur la rive gauche du río de Totoltepec, dont le cours tumultueux interdisait le franchissement durant près de la moitié de l'année.

---

<sup>10</sup> "Ordenanza del Oidor de la Audiencia, Francisco Leandro de Viana", *cit.* par Tanck de Estrada (1999: 188).

<sup>11</sup> Ce qui n'allait pas sans grincements de dents : « les Indiens de cette localité importante apportèrent les fonds pour la construction [de l'école] et quand ils virent que les non-Indiens y envoyaient leurs enfants étudier, ils protestèrent. Le curé informa qu'ils ne voulaient pas que les jeunes gens "de raison" [Espagnols et métis] fussent "à la même école, dont la construction matérielle est leur fait" » (Tanck de Estrada, 1999 : 402-403).

<sup>12</sup> En 1779 étaient ainsi recensés 616 miliciens d'infanterie et 530 lanciers montés dans les districts de Cosamaloapan et de Tuxtla. Ces miliciens constituaient une composante majoritaire des forces de police auxquelles les administrateurs coloniaux pouvaient recourir et avec lesquelles ils étaient amenés à négocier les conditions de la répression des activités de contrebande (García de León, 2011 : 791-792).

<sup>13</sup> Widmer (1993 : 59) souligne que la répétition des directives du vice-roi et du gouverneur de Veracruz pour éradiquer les plantations clandestines de tabac dans les districts du Sotavento et punir les Indiens contrevenants de 30 jours de prison démontrait la permanence et la vigueur de ces pratiques.

Par la suite, l'ordonnance des Intendants de 1786, qui portait modification de l'organisation administrative et territoriale de la Nouvelle-Espagne, fournit de nouvelles ressources institutionnelles à l'expression des stratégies d'autonomisation sociopolitique et de recomposition des structures de peuplement, en décentralisant en faveur des fonctionnaires régionaux les procédures de délégation de droits de propriété (*mercedación*) et de reconnaissance administrative des localités nouvellement créées sur ces terres. Pour la Couronne, il s'agissait de favoriser l'accès aux terres non exploitées par de petits et moyens producteurs, dans une logique de rééquilibrage des pouvoirs régionaux au détriment des oligarchies foncières et commerciales et au bénéfice d'une plus grande autonomie des représentants de l'État colonial (Hamnett, 1995). Cette mesure renforçait la portée des alliances d'intérêt entre administrateurs coloniaux et mulâtres et Indiens "ranchérisés" (*arancheados*), autour de la colonisation foncière des marges territoriales et la constitution de nouveaux foyers de production agricole – licite et illicite – et de transit du commerce de contrebande.

C'est ainsi que, en 1790, les hameaux de Saltabarranca et Hueyapan, qui s'étaient établis depuis peu dans les terres basses situées à l'ouest de la *villa* de Santiago, reçurent de l'intendant de Veracruz le statut de "congrégation", qui les habilitait à organiser eux-mêmes la collecte de la dîme et du tribut et à élire leurs propres fonctionnaires de police et juges de paix (AGN, *HdJ*, 352, 5). Surtout, l'octroi du statut de congrégation leur donnait la possibilité de revendiquer leur élévation au rang de *pueblo*, ce qui avait des implications directes en termes d'attribution d'un fonds propre de terres de 600 *varas*<sup>14</sup> (502 mètres) « mesurées à chaque vent depuis l'église du village » (soit environ 101 ha), que la législation coloniale reconnaissait à toute communauté indienne. Cette opportunité, qui était normalement inaccessible aux *pueblos* des Tuxtlas, assujettis au régime foncier seigneurial du Marquisat, prenait un relief particulier dans le contexte de revendications concurrentes des administrateurs coloniaux de Tuxtla et de Tlacotalpan sur le contrôle de cet espace mitoyen aux deux juridictions (voir la figure 3.1). En 1792, deux ans après avoir été élevé au rang de congrégation, le village de Hueyapan entamait ainsi des démarches en vue d'obtenir le statut de *pueblo*, licence qui lui était accordée en 1798 par l'administrateur du Marquisat, le marquis de Sierra Nevada, « aux fins d'offrir une plus forte résistance, sur les rives du  *río* San Juan, où sont embraquées pour Veracruz les productions de cette terre » (*Ibid.*)<sup>15</sup>.

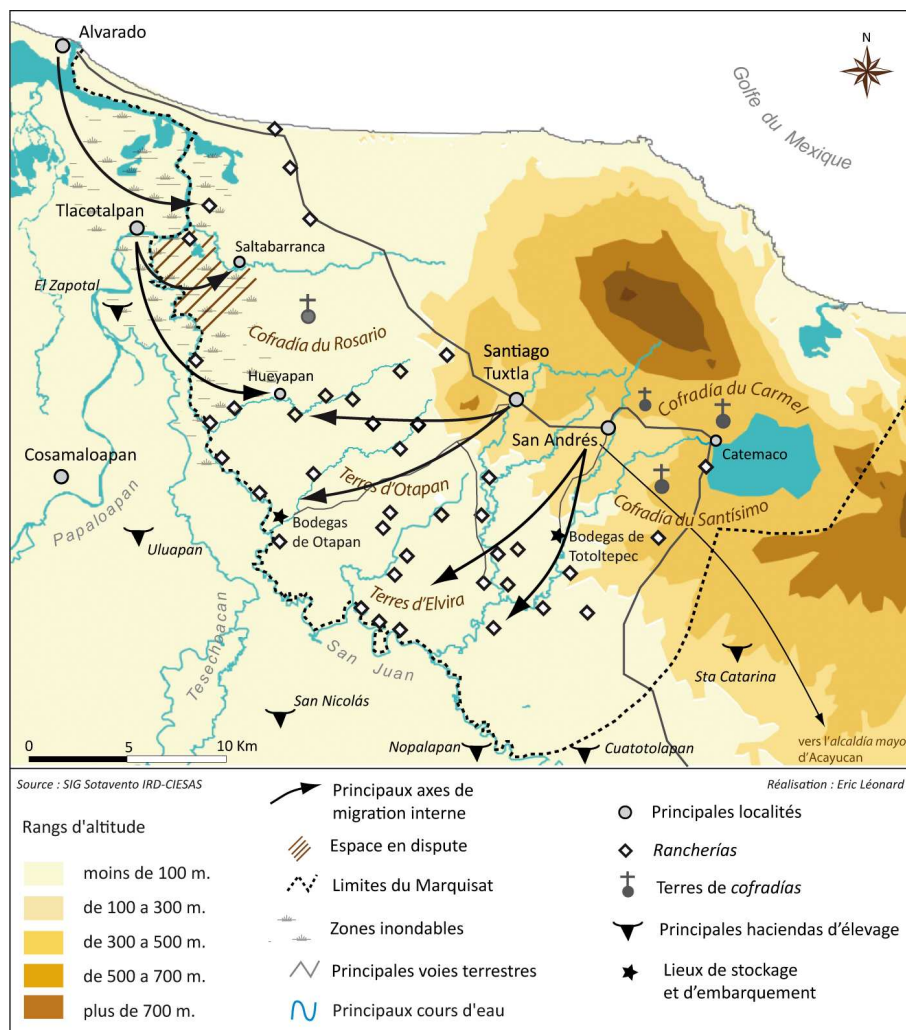
Car s'ajoutaient à ces incitations d'ordre institutionnel celles, plus politiques, qui pouvaient émaner des autorités administratives ou religieuses en charge des *pueblos*. En 1790, le bachelier Diego José Vasconcelos, curé de Santiago Tuxtla, se plaignait auprès du lieutenant de justice de Tlacotalpan du fait que l'évêque de Puebla, outrepassant les limites de sa juridiction, prétendait percevoir la dîme de la congrégation de Saltabarranca, située dans le territoire du Marquisat, lui-même rattaché à l'évêché de Oaxaca (Widmer, 1993 : 127). Ce litige était directement lié à celui qui opposait les administrateurs du Marquisat et le lieutenant de justice de Tlacotalpan au sujet de la tutelle politique de cet espace. Le hameau de Saltabarranca avait été fondé peu d'années auparavant par des Indiens venus de Tlacotalpan, à l'initiative, semble-t-il, des fonctionnaires coloniaux de la ville, et il avait rapidement grossi grâce à l'arrivée de mulâtres et d'Indiens venus de Santiago et de San Andrés Tuxtla (voir la figure 3.1). Selon García de León (2011 : 818 et 821), la nouvelle localité était devenue un foyer de production clandestine de tabac et de recel du commerce de contrebande. Elle faisait de ce fait l'objet de revendications concurrentes de la part des autorités politiques des deux juridictions pour s'assurer le contrôle des dividendes de ces activités<sup>16</sup>.

<sup>14</sup> La *vara* était une unité de mesure équivalant à une demi-brasse, soit 33 pouces ou environ 84 cm.

<sup>15</sup> On peut inférer de cette citation que la tutelle administrative du village avait alors été clairement tranchée au bénéfice de la juridiction de Tuxtla.

<sup>16</sup> Le lieutenant de justice de Tlacotalpan était notamment accusé par l'*alcalde mayor* de Tuxtla d'avoir détruit ou déplacé les bornes en pierre et maçonnerie qui matérialisaient les limites du Marquisat, en connivence avec les propriétaires de l'hacienda de El Zapotal, qui avaient eux aussi des visées sur les marges occidentales des Tuxtlas (AGN, *HdJ*, 121, 24, ff. 1-46v, "Diligencias practicadas por el Justicia Mayor de Tuxtla, Don Manuel de Escobal, sobre las tierras de la jurisdicción de Tuxtla", 1792).

Figure 3.1 : Peuplement et occupation des l'espace dans l'alcaldia mayor de Tuxtla vers 1790



Sources : AGN, HdJ, 121, 24, ff. 1-46v<sup>17</sup>

Mais le plus souvent, l'installation de groupes de paysans sur des terrains inoccupés résultait de dynamiques spontanées. Sur le pourtour des Tuxtlas, les structures foncières étaient dominées par les très grandes propriétés d'élevage et les stratégies d'expansion de ces domaines conduisaient à une réduction continue des fonds de terre des *pueblos* indiens<sup>18</sup>. L'*alcaldia mayor* de Tuxtla, qui relevait formellement du domaine seigneurial de la famille Cortés, faisait ainsi figure d'espace se prêtant à l'installation d'acteurs qui pâtissaient de fortes restrictions dans l'accès à la terre et aux marchés coloniaux dans les autres districts de la région.

Ces stratégies pouvaient parfois s'appuyer sur une autorisation délivrée par un acteur n'ayant aucune faculté légale, ni aucun intérêt économique direct à le faire. Lors de la diligence réalisée en 1776 par l'*alcalde mayor* Francisco Xavier Solache, pour rendre compte des limites et de l'occupation des terres du Marquisat sous sa juridiction, celui-ci faisait état de plusieurs *ranchos* de paysans indiens établis sur le cours inférieur du *río* Totoltepec, à proximité de sa confluence avec le San Juan,

<sup>17</sup> "Diligencias practicadas por el Justicia Mayor de Tuxtla, Don manuel de Escobal, sobre las tierras de la jurisdicción de Tuxtla", 1792.

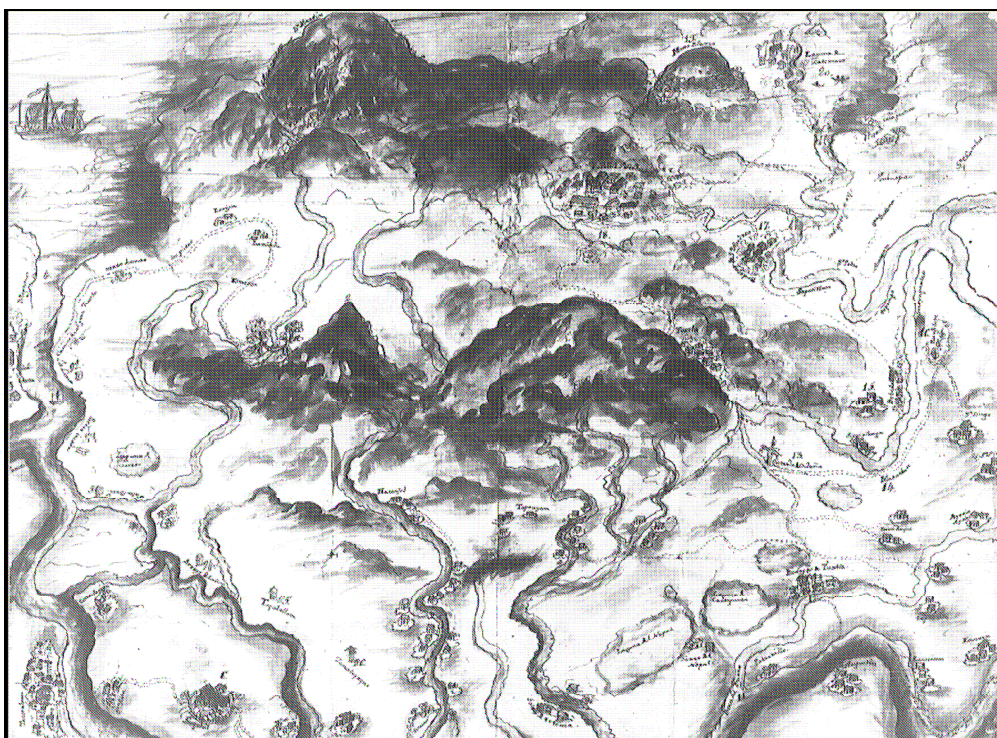
<sup>18</sup> Le Marquisat n'était lui-même pas exempt de telles menaces, comme en attestent les litiges entretenus avec l'hacienda El Zapotal, détenue par les Augustins de Veracruz, au sujet de la propriété des terres de Saltabarranca et Otapan (AGN, HdJ, 121, 24, ff. 1-46v). Dans ce cas le litige contribuait à l'existence d'un flou juridique propice à l'installation de petits tenanciers ou de paysans libres sur les terres en dispute.



où ces derniers se livraient à la culture du coton et du maïs. Les occupants de ces hameaux lui avaient déclaré qu'ils s'étaient installés des années auparavant, à l'occasion du passage de Don Rodrigo de Torres "Comandant Général de la Flotte", qui avait effectué dans ces espaces des coupes de bois pour les chantiers navals de Coatzacoalcos. L'officier « je ne sais pourquoi, a[va]it donné ces terres a plusieurs Indiens qui les lui avaient demandées de grâce » et leur avait permis de s'installer<sup>19</sup>. Toujours dans le même rapport et au sujet de la même zone, Solache expliquait ainsi ses difficultés à percevoir les loyers dont les cultivateurs devaient s'acquitter vis-à-vis du marquis :

« En toute la distance des berges de cette rivière [de Totoltepec, en aval de l'embarcadere des marchandises du commerce de San Andrés], il y a des hameaux [*rancherías*] et des cultures de haricot, maïs et coton. Son cours est d'environ 14 lieues de terre fructifère, avec beaucoup de bois que chaque jour ils défrichent pour y faire leurs champs. [...] Ils ouvrent un champ dans la futaie vierge, qu'ils travaillent trois ou quatre ans, et ensuite [ce champ] se remplit de mauvaises herbes, de sorte qu'il leur en coûte beaucoup de travail d'y prendre leurs récoltes, raison pour laquelle les laboureurs recommencent à défricher la forêt vierge librement, où ils en ont envie, car pour fabriquer leurs huttes ou leurs cases, ils vont dans cette même forêt qu'ils défrichent et y trouvent leur bois »<sup>20</sup>.

Figure 3.2 : Carte du Marquisat del Valle dans les Tuxtlas, réalisée par l'alcalde mayor Manuel de Escobal, en 1792



Source : AGN, *Hospital de Jesús*, 121, 24.

<sup>19</sup> "Instrucción que el Alcalde Mayor de la villa de Santiago Tuxtla remite al Señor Gobernador del estado [del Marquesado] sobre el deslinde de tierras de esta jurisdicción con las demás razones que en ella se expresan", par l'alcalde mayor Francisco Xavier Solache, en janvier 1776 (AGN, *HdJ*, 121, 27, ff. 6-13v). Ces conflits portant sur les limites juridictionnelles ont constitué un phénomène récurrent dans l'ensemble des provinces de la Nouvelle-Espagne durant le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle. Non loin des Tuxtlas, Hoffmann et Palma (Hoffmann, 2009 ; Palma & Hoffmann, 2009) en fournissent une illustration au sujet des terres de Huaspaltepec, recolonisées après avoir été abandonnées au plus fort de la dépression démographique de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et qui firent l'objet de revendications concurrentes des administrateurs de Villa Alta et de Cosamaloapan dans le contexte de boom de la production cotonnière. Amith (2005) décrit des situations comparables, associées à la réoccupation des terres basses du bassin central du río Balsas, dans l'actuel État de Guerrero.

<sup>20</sup> *Ibid.*

Ces implantations sur le cours inférieur du *río* de Totoltepec participaient de l'affaiblissement des maîtrises foncières de la noblesse indienne traditionnelle, et notamment des *caciques* Pérez de Tapia qui, entre les années 1760 et 1780, perdirent en grande partie le contrôle des terres d'Otapan et d'Elvira qui leur avaient été attribuées par les premiers marquis. De façon plus générale, la formation de *rancherías* sur les marges territoriales faiblement contrôlées par les structures politiques des *républiques* d'Indiens et la noblesse traditionnelle, ainsi que par les grandes structures d'élevage, a constitué un élément moteur de la construction d'une société paysanne métisse, composée de Noirs libres, de mulâtres et d'Indiens "mulâtrés" (« *amulatados* »). Ces nouveaux noyaux de peuplement, interconnectés à travers leur incorporation aux circuits d'échanges commerciaux et symboliques qui s'étaient mis en place autour des productions de coton, de tabac et des activités de contrebande, ont formé des foyers de développement d'une culture propre, celle des *jarochos*, qui deviendrait une composante médullaire de l'identité du Golfe du Mexique et, plus largement de la Caraïbe afro-andalouse (Delgado Calderón, 2004a ; García de León, 2006).

Si les descendants d'esclaves noirs ont constitué la base de ces communautés métisses, il ne fait pas de doute que leur développement a été fortement associé à l'apport régulier d'éléments provenant des communautés indiennes. Les recensements réalisés régulièrement à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, à des fins d'actualisation des bases tributaires de l'Eglise et du Marquisat, rendent ainsi compte de patronymes dont l'origine évoque indiscutablement les *pueblos* voisins de Santiago, San Andrés, Tlacotalpan ou Alvarado : Vidaña (l'une des familles de caciques de la région), de Santiago, Sanandrescano, Chagala, Arribeño (qualificatif accolé aux résidents des terres hautes de San Andrés), Medel, Alvaradeño, etc. Ils indiquent aussi, parfois, des origines plus lointaines, correspondant à d'autres possessions du Marquisat (Teguantepeque), à d'autres régions de la côte du Golfe du Mexique (Garao, Barlovento) ou de l'altiplano (Huamantla, Mexicano, Cerrano)<sup>21</sup>. Le recensement de la paroisse d'Acayucan, réalisé en 1777, révèle de son côté la présence de nombreux Indiens originaires des Tuxtlas dans les terres basses de la juridiction, riveraines du *río* San Juan (Widmer, 1993 : 33). Les taux de masculinité étaient particulièrement élevés dans ces *rancherías*, alors qu'ils étaient inversement bas dans les *pueblos* indiens (dans des proportions de 120 et 80 respectivement : *Ibid* : 38). Là encore, le phénomène n'était pas spécifique au Sotavento et Amith (2005) rend compte pour la même époque de situations similaires dans les terres basses centrales de l'actuel État de Guerrero. Ces caractéristiques étayaient l'image de communautés indiennes travaillées par les logiques d'autonomisation des cadets sociaux, pour qui le déplacement vers les interstices du système politico-territorial offrait les meilleures perspectives de promotion sociale et économique. Ces logiques se combinaient avec celles que menaient conjointement fonctionnaires coloniaux, curés et commerçants, dans l'objectif d'élargir leurs aires de contrôle économique et fiscal.

Même si l'on peut imaginer que la recherche d'une plus grande efficacité dans le recouvrement fiscal, qu'il s'agisse de la dîme, de l'impôt de capitation, de l'*alcabala*, ou des loyers du Marquisat, a conduit à améliorer constamment la couverture et la précision des recensements, l'accroissement du nombre de hameaux dont ceux-ci font état laisse peu de doute quant à la magnitude de la recomposition du peuplement en cette seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. À l'occasion de leur mission d'inventaire, réalisée en 1777 sur les cours du San Juan et du Coatzacoalcos, les officiers de marine Corral et Aranda avaient dénombré 41 hameaux dépendant de la *villa* de Santiago et 38 rattachés au *pueblo* de San Andrés (Siemens & Brinckmann, 1976). En 1803, les *Noticias Estadísticas* établies par l'*alcalde mayor* Ramón López Muñiz à la demande du Consulat des commerçants de Veracruz rendaient compte de la présence de 150 *rancherías* dans la juridiction, pratiquement le double de celles qui avait été identifiées un quart de siècle plus tôt<sup>22</sup>. Ces hameaux étaient cinq à sept fois plus nombreux que ceux qui existaient alors dans les districts d'Acayucan (30) et de Cosamaloapan (22), tous deux

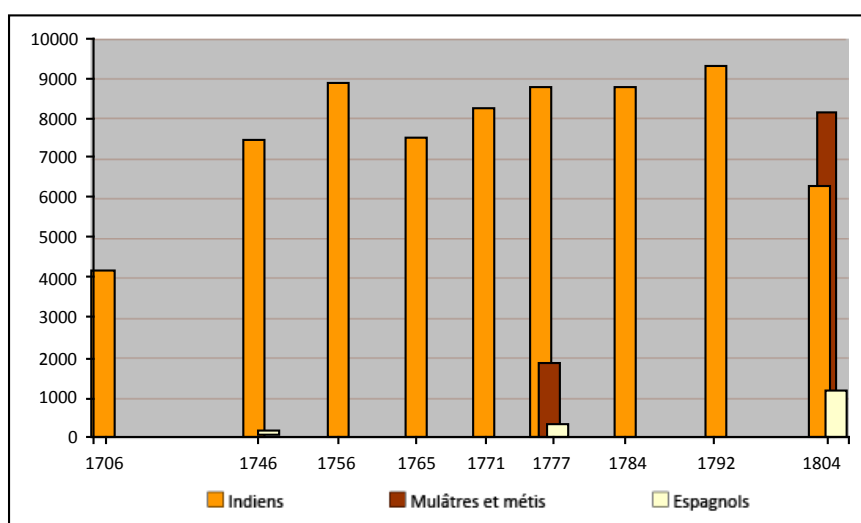
<sup>21</sup> Voir García de León (2011 : 749), ainsi que "Autos formados sobre licencias para erigir en pueblo la ranchería de Hueyapan" (AGN, HdJ, 352, 5, 1792).

<sup>22</sup> "Noticias Estadísticas de la Intendencia de Veracruz, 1803", in Florescano & Gil (1976: 62-107).

pourtant beaucoup plus étendus, des écarts qui reflétaient le statut foncier et territorial particulier dont jouissaient les Tuxtlas dans le contexte régional.

Le dynamique de création de hameaux sur le pourtour de la juridiction est l'expression la plus visible de la croissance démographique que connaissent les Tuxtlas dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si nous nous référons aux recensements les plus complets au cours de cette période, celui de Villaseñor en 1746, celui de la paroisse de San Andrés en 1777 (AGI, México, 2590), et la statistique de López Muñiz de 1803 (Florescano & Gil, 1976), la population des Tuxtlas aurait maintenu un taux de croissance à peu près constant, de 1,2% par an entre 1746 et 1777, et de 1,25% durant le quart de siècle suivant, soit un doublement global sur la période – de 7 610 à 15 200 habitants environ (figure 3.3)<sup>23</sup>. Mais ces recensements indiquent surtout que cette croissance a principalement reposé sur la population noire et mulâtre, qui se concentrait dans les *rancherías* des terres basses, alors que la population indienne est demeurée beaucoup plus stable (+ 20% entre 1746 et 1777, et seulement + 2% entre 1777 et 1804), avant de décroître brutalement à la fin du siècle. En 1803, les Noirs et mulâtres libres représentaient plus de la moitié de la population totale du district, soit 8 200 personnes environ. Même s'il est établi que Villaseñor, dans sa *description* de 1746, a omis de les comptabiliser et qu'ils ont sans doute constitué une catégorie masquée au cours des recensements jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle (García de León, 2011), le quadruplement des effectifs des mulâtres et des métis entre 1777 et 1803, combiné à la stagnation (1777-1792), puis la diminution de près d'un tiers de la population indienne dans la dernière décennie du siècle, traduit aussi très certainement les stratégies de changement d'affiliation de nombreux jeunes Indiens cherchant à se soustraire aux charges et contraintes de diverses natures qui pesaient sur eux dans le cadre des communautés, via leur installation dans les *rancherías* de miliciens mulâtres<sup>24</sup>.

Figure 3.3 : Evolution de la population dans l'alcaldía mayor de Tuxtla au XVIII<sup>e</sup> siècle



Sources : AGI, México, 2590 ; Aguirre Beltran (1992) ; Florescano & Gil (1976) ; Garcia Martinez (1969) ; Gerhard (1986) ; Siemens & Brinckmann (1976) ; Simpson (1966) ; Villaseñor (1952) ; Widmer (1993)

<sup>23</sup> Les recensements, qui avaient une visée principalement fiscale, comme nous l'avons vu, comptabilisaient des tributaires ou des chefs de famille. Suivant estimations des démographes historiques, le rapport du nombre de tributaires à la population totale s'établissait entre 3,8 et 4 (voir notamment Humboldt, 1822 ; López Sarrelangue, 1963 ; Cook & Borah, 1984).

<sup>24</sup> Ce que Widmer (1993 : 38), faisant le même constat de stagnation de la population indienne et d'accroissement rapide des Noirs et mulâtres résume par l'équation suivante : « ou bien l'Indien changeait de caste en établissant son nouveau foyer [dans les noyaux de peuplement de mulâtre], ou bien il fondait une *ranchería* hors de portée des agents de recensement ».



Un dernier point que le recensement de 1803 met en exergue, concerne l'importante participation du groupe européen dans la population du district : avec 1 200 personnes, la population de caste espagnole, c'est-à-dire blanche, avait vu tripler ses effectifs depuis 1777, une évolution qui résultait de la vague d'installation de commerçants, de transporteurs et de fermiers qu'avait connu la région dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle (voir la section suivante)<sup>25</sup>. L'*alcaldía mayor* de Tuxtla hébergeait alors la plus importante communauté européenne du Sotavento, hors du port de Veracruz.

L'ensemble de ces transformations de la structure à la fois sociale et spatiale du peuplement trouve son origine dans l'altération du système de pouvoirs économiques et politiques, qui s'intensifie à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, après les premiers craquements dont l'émeute de San Andrés de 1716 avait été une manifestation. Au cœur de cette remise en question des structures de pouvoir, l'affaiblissement de l'institution du *repartimiento* de marchandises par les *alcaldes mayores*, avec la collaboration des autorités de la *république* d'Indiens et de la noblesse indigène traditionnelle, a joué une fonction majeure. Le *repartimiento* était à la fois la clé de voûte du système commercial et un levier central de légitimité et de contrôle politique sur la paysannerie pour les autorités coloniales et indiennes. Les conflits de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, depuis la seconde émeute de 1750 jusqu'à l'appropriation des circuits d'échange par les commerçants de San Andrés, ont signifié l'affaiblissement définitif du *repartimiento* et des instruments de pouvoir qui étaient aux mains des autorités traditionnelles, *alcaldes mayores*, gouverneurs de la *république* et noblesse indienne. Ces conflits ont été la manifestation de processus en cours de construction de nouvelles alliances entre le secteur commercial et les producteurs agricoles. Au centre de ces alliances se trouvent deux dynamiques imbriquées d'autonomisation de groupes d'acteurs locaux : celle de la petite élite commerçante de San Andrés, vis-à-vis des réseaux de patronage financier coordonnés par les membres du Consulat des marchands de Mexico et leurs agents de Tlacotalpan ; et celle de secteurs de plus en plus nombreux de la paysannerie, vis-à-vis des institutions de gouvernement colonial local.

Une expression particulière de ces dynamiques d'autonomisation politique et de (re)construction d'alliances a résidé dans l'émergence de nouvelles formes d'organisation sociale et spatiale de la population rurale : les *rancherías*, foyers de nouvelles communautés métisses. Les *cofradías*, ou confréries laïques, qui se développent à la même époque et de façon concomitante autour des *pueblos* de Santiago, San Andrés et Catemaco (voir *infra*), peuvent être considérées comme une initiative symétrique de réorganisation des rapports fonciers et économiques, depuis la structure des communautés indiennes. Ces nouvelles formes d'organisation territoriale vont aussi constituer des foyers de construction de nouveaux arrangements fonciers.

## **La renégociation des droits fonciers : *ranchos*, *rancherías*, *cofradías* et la formation d'un régime de propriété composite**

La seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle peut être considérée comme un moment de renégociation très large des droits de propriété au sein des structures territoriales existantes. À l'échelle de la Nouvelle-Espagne, cette période est marquée par une forte expansion des grands domaines céréaliers sur l'altiplano et des haciendas d'élevage dans les terres basses tropicales, qui expulsent une partie de leurs tenanciers et accroissent leur pression sur les terres des *pueblos* indiens environnants (Florescano, 1971 ; Cochet, 1993 ; Ramírez Lavoignet, 1997 ; Velasco Toro, 2003). Elle correspond

---

<sup>25</sup> Là aussi, la porosité semble avoir été la règle du point de vue de la classification des individus au regard des castes définies par l'administration. De même que de nombreux Indiens se revendiquaient mulâtres pour bénéficier des avantages associés au service dans la milice, l'*alcalde* Ramón López Muñoz déclarait en 1803 : « Les gens que l'on dit ici "de raison", qui sont ceux qui se disent espagnols, ne l'étant pas mais plutôt mulâtres, *lobos*, noirs et d'autre caste, [...] s'abandonnent totalement à la paresse et à la boisson, au vol de bétail [et] en raison des privilèges de milice dont ils jouissent, [la justice] ne peut [les] corriger » (*cit.* par Florescano & Gil, 1976 : 84).

aussi à une transformation forte des dispositifs de contrôle foncier et de régulation de son usage dans ces mêmes *pueblos*, sous la double pression, d'une part, des empiètements des grands propriétaires et des tenanciers expulsés, et d'autre part, de l'incorporation des membres des communautés à des circuits d'échange marchand alternatifs au système traditionnel de *repartimiento* contrôlé par les autorités coloniales et celles des *républiques* d'Indiens.

Ces caractéristiques se vérifiaient largement dans les Tuxtlas. La création de *rancherías* sur le pourtour du Marquisat était, nous l'avons vu, l'expression des stratégies de recherche de terre de la part d'acteurs qui pouvaient avoir été expulsés des fonds de leur *pueblo* d'origine par l'élargissement de l'emprise des haciendas d'élevage – comme c'était le cas pour Tlacotalpan –, ou s'inscrire dans les dynamiques de segmentation internes aux communautés de San Andrés et Santiago, en prise avec la mise en place de nouveaux réseaux marchands. Mais la complexification de la structure territoriale était aussi associée au développement des contrats de fermage et d'emphytéose souscrits par les membres de l'élite commerçante de San Andrés et des bourgs environnants (notamment d'Alvarado) auprès des administrateurs du Marquisat. À la différence de la situation qui prévalait dans les districts voisins d'Acayucan et de Cosamaloapan, où les propriétaires d'haciendas étaient la clé de voûte du système de financement et de collecte de la production paysanne de coton (Alcántara, 2009), au milieu des années 1770, cette fonction était assumée dans les Tuxtlas par des commerçants dont les plus importants louaient aussi des terres au Marquisat (Widmer, 1993 : 232-233).

### **L'individualisation des dispositifs d'accès au foncier : l'émergence d'un entrepreneuriat agraire et d'une classe de petits tenanciers**

Les registres de locataires, établis périodiquement par les *alcaldes mayores* qui remplissaient également les fonctions d'administrateur du Marquisat, rendent ainsi compte des implantations foncières de certaines des figures les plus notables du commerce régional. En 1776, Juan Durán (associé au commerce de Veracruz), Mariana Arrieta (veuve de Francisco de Lomba), Juan Bernardo Romay, Pedro Joseph de la Cadena, Joseph Maldonado, Manuel de Segorbe, Miguel Mellado, tous négociants renommés de San Andrés, figuraient ainsi parmi les locataires du Marquisat<sup>26</sup>. Trente ans plus tard, d'autres patronymes, représentatifs des nouveaux acteurs du commerce local, apparaissaient dans ces registres, aux côtés des Lomba et Cadena : ceux de Manuel Antonio García, Alejo Artigas, Jesús Figueroa, ou Antonio de la Trinidad Villegas, occuperaient notamment le devant de la scène politique régionale au long du XIX<sup>e</sup> siècle. La forte présence de résidents d'Alvarado (Manuel Sánchez, Isidoro de la Cruz, Esteban Zamudio, Andrés Moxica, Narciso Chávez), attestait aussi des liens fort existant entre les intérêts commerciaux des Tuxtlas et ceux de ce port<sup>27</sup> (AGN, *Tierras*, 1325, 14, année 1807).

Les implantations foncières des membres de l'élite commerçante locale pouvaient s'appuyer sur des formes contractuelles engageant des cessions de longue durée, comme le permettait notamment le bail emphytéotique. Juan Durán de Flores, qui louait en 1776 un *rancho* sur les terres d'Elvira, « des caciques de San Andrés »<sup>28</sup>, avait aussi souscrit, sept ans plus tôt, un contrat d'emphytéose avec le Duc de Terranova et Monteleone, héritier du Marquisat. Ce contrat portait sur le versement d'un canon annuel de 100 pesos, en contrepartie de la jouissance de l'ensemble des droits d'usage et de gestion – incluant la possibilité d'installer des tenanciers – sur l'ensemble de la portion nord-ouest de la juridiction, entre la côte et le fleuve Papaloapan, jusqu'à l'embouchure de la lagune d'Alvarado (AGN, *Tierras*, 934, 10, année 1769). En juin 1781, Manuel de Palacio, commerçant de San Andrés et

---

<sup>26</sup> "Instrucción que el Alcalde Mayor de la villa de Santiago Tuxtla remite al Señor Gobernador del estado [del Marquesado] sobre el deslinde de tierras de esta jurisdicción con las demás razones que en ella se expresan", par l'*alcalde mayor* Francisco Xavier Solache, en janvier 1776 (AGN, *HdJ*, 121, 27, ff. 6-13v).

<sup>27</sup> À l'inverse, un seul résident de Tlacotalpan, Tomás Santos est mentionné parmi ces locataires en 1807.

<sup>28</sup> "Instrucción" de l'*alcalde mayor* Solache, *cit.* (AGN, *HdJ*, 121, 27, ff. 6-13v).

capitaine des milices espagnoles du district, recourait au même type de contrat pour acquérir les droits sur une demi-lieue carrée (soit environ 880 ha), située à proximité du bourg, au lieu dit de Tepanca, pour y pratiquer la culture de l'indigo (AGN, *HdJ*, 121, 9, ff 37-48v). La terre était évaluée à 600 pesos et Palacio s'engageait à payer au Marquisat une redevance annuelle de 15 pesos, soit 2,5% de la valeur du terrain cédé – le même taux que celui qui avait été appliqué à Durán en 1769. Il se voyait déléguer pour une durée indéfinie l'ensemble des droits d'exploitation et d'aménagement, y compris la faculté d'installer des Indiens « qui s'étaient séparés de la culture de maïs et de coton [...] pour considérer plus utile [celle] du colorant ». Ces droits ne pouvaient être révoqués tant que la rente serait payée ponctuellement et ils étaient transmissibles aux héritiers de Palacio. Bien que celui-ci ait dû dénoncer le contrat en 1784, après avoir vendu ses biens pour couvrir les pertes que l'échec de la culture avait occasionnées, ces exemples montrent que des formes de possession individuelle de longue durée avaient cours sur l'ancien domaine seigneurial à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. En atteste également le montant des cens emphytéotiques – 130 pesos annuels soit 20% des revenus fonciers du Marquisat – que les administrateurs des Tuxtlas percevaient au début des années 1800 (AGN, *Tierras*, 1325, 13, années 1801 à 1805). Les rapports de ces administrateurs ne font pas mention des détenteurs de ces baux de très longue durée, mais leur nature indique qu'il s'agissait de résidents de la région ou de son pourtour immédiat et d'une pratique normale dans cette partie du Marquisat.

La multiplication des locations de terre nous fournit une indication quant à la fonction économique que les propriétaires du Marquisat avaient assignée à cette périphérie de leur domaine seigneurial à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les Tuxtlas étaient considérés comme une source de rentes et non plus sous l'angle de la position géostratégique que Cortés leur avait reconnue lorsqu'il avait pris possession de la région (chapitre 1). Les rentes perçues par les administrateurs des Tuxtlas, qui étaient nulles au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, progressèrent graduellement pour atteindre 115 pesos en 1771 et 657 pesos en 1801 (Widmer, 1993 : 230) ; six ans plus tard, elles s'élevaient à 1000 pesos et augmentaient encore de 8% l'année suivante (tableau 3.1).

Le statut des terres qui avaient été allouées en propriété aux "caciques principaux" de la noblesse indienne, et en particulier aux Pérez de Tapia, apparaît incertain dans ce contexte de colonisation interne des marges du domaine de Cortés. Au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, les caciques, qui avaient perdu la plus grande partie de leur influence politique et de leur autorité sur la "république des naturels", ont été aux prises avec divers acteurs, aussi bien internes qu'externes à la communauté, pour défendre leurs droits sur ces terres. Nous avons vu dans la première partie de ce chapitre les actions légales qu'ils avaient entreprises au cours des années 1720 et 1730, jusqu'à recourir à l'arbitrage du roi Philippe V, pour se voir reconnaître leurs droits. En 1776, l'*alcalde* Solache insistait sur le fait que le contrat de location dont bénéficiait Juan Durán de Flores sur les terres d'Elvira ne s'appuyait « ni [sur] titre, ni [sur] grâce [...], seulement une lettre de Philippe V, pour un Indien qui fut à la Cour défendre ce point et sa Majesté demanda que l'Alcalde Mayor [...] fit justice »<sup>29</sup>. Mais ces terres étaient par ailleurs largement occupées et appropriées par d'autres acteurs, comme en atteste la délégation de droits qu'un officier de la marine royale s'était considéré habilité à faire au bénéfice d'Indiens qui lui en avaient fait la demande à l'occasion d'un chantier forestier<sup>30</sup>. Le fait est que, en ce dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, les caciques Pérez de Tapia n'avaient d'autre alternative pour réaliser les droits qu'ils revendiquaient que d'affermier les terres concernées, dans l'objectif d'en percevoir les loyers avant l'intervention de l'administrateur du Marquisat.

Ces considérations dessinent un cadre très particulier au regard de la situation qui prévalait dans les juridictions voisines, où les possibilités d'accès à la terre, aussi bien pour les Indiens de communauté

---

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> *Ibid.* : « J'ai aussi entendu dire qu'un Sire Don Rodrigo Torres, qui fut Commandant Général de la Flotte d'Espagne, revenant il y a de nombreuses années de coupes de bois depuis la barre de Guazacualcos et le río San Juan [...], je ne sais pour quel motif, donna cette terre à plusieurs Indiens qui les lui avaient demandées de grâce » (voir *supra*).

que pour les noirs et mulâtres libres ou pour les colons d'origine espagnole, étaient verrouillées par les emprises foncières des très grandes propriétés d'élevage. L'*alcaldía mayor* de Tuxtla apparaissait comme un espace privilégié pour le développement d'un entrepreneuriat agraire d'échelle moyenne. Pour les membres de l'élite commerçante de San Andrés ou d'Alvarado, la location de *ranchos* au Marquisat avait une double fonction économique. D'une part, il s'agissait de créer des espaces pour l'implantation de familles paysannes que ces commerçants "habilitaient" en leur fournissant des crédits et des avances en nature et auxquelles ils achetaient leurs récoltes de coton – et éventuellement celles, clandestines, de tabac (Aguirre Beltrán, 1992 : 227-235)<sup>31</sup>. D'autre part, ces implantations foncières fournissaient une base à l'entretien de troupeaux bovins qui étaient à la fois une forme de capitalisation et un fonds de financement des activités commerciales. Éventuellement, l'exploitation des bois précieux (acajou, cèdre) venait compléter les revenus de ces fermiers.

Mais aux côtés de ces entrepreneurs, participaient au marché de la location des petits cultivateurs, qui parfois pouvaient aussi entretenir quelques têtes de bétail, animaux de traits ou mules de bât. La "description des limites" de l'*alcalde* Solache mentionne ainsi toute une série de petits fermiers, souvent des familles entières, dont on peut supposer qu'un bon nombre constituait la base des *rancherías* de mulâtres qui se développaient alors. Outre la production de coton, les petits tenanciers se livraient à la culture de la canne à sucre, dont les produits, cassonade et eau-de-vie, alimentaient les marchés de proximité pour une valeur estimée à 2 500 pesos dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1806, six petites distilleries étaient ainsi recensées par le percepteur de la dîme<sup>32</sup>. Les petits tenanciers étaient astreints au paiement du "droit de sol" (*derecho de piso*, ou *piso*), une somme forfaitaire de 1 peso que tout cultivateur "libre" – hors des Indiens de communauté – devait satisfaire aux administrateurs du Marquisat pour la mise en culture d'une parcelle, quelle que fut la taille de celle-ci.

La dénomination de *ranchos* pouvait ainsi recouvrir des réalités et des types d'exploitation très divers. Il ne fait toutefois pas de doute que des unités productives de dimension importante s'étaient formées dans les terres basses de la juridiction des Tuxtlas. Dans l'un des inventaires de l'occupation du territoire réalisés à cette époque, Matías de Amona rendait compte de l'importance des troupeaux bovins entretenus dans les *ranchos* "de particuliers" de la région : en 1780, ceux-ci hébergeaient 7 717 bovins et 1 212 équins dans les terres basses de Santiago (une indication des formes de spécialisation que la demande associée au transport de marchandises induisait dans les espaces proches des axes de communication), alors que ceux de San Andrés en comptaient 8 504 et 426 respectivement<sup>33</sup>. Ces chiffres étaient 3,5 et sept fois plus élevés que les effectifs recensés pour les mêmes types de structure dans les *alcaldías* de Acayucan et Cosamaloapan, où, il est vrai, les très grandes haciendas d'élevage accaparaient les terres et les ressources (Juárez, 2001 ; Celaya Nández, 2005 ; Alcántara, 2009 et à paraître ; García de León, 2011).

La plus grande partie des revenus fonciers du Marquisat dans le district des Tuxtlas provenaient de ces grands fermiers qui entretenaient troupeaux et une cohorte de petits tenanciers producteurs de coton. En 1801, la moitié des loyers était fournie par 5 individus ; à partir de 1807, ces grands locataires, dont le nombre avait doublé, représentaient près des trois quarts des rentes perçues par le Marquisat. Au-delà de l'accroissement du nombre des grands fermiers, il est attesté que les administrateurs du Marquisat ont conduit, à partir de 1775, une politique de réévaluation des loyers et des conditions d'usage des terres affermées. Widmer (*Ibid* : 224-225) indique ainsi qu'un terrain

---

<sup>31</sup> Une telle stratégie s'apparente à celle que décrit Widmer (1993 : 233) dans le district de la Nueva Veracruz, où, dans les interstices des grands domaines d'élevage, la figure du commerçant-fermier était au centre du dispositif d'organisation de la production et de la collecte du coton. Ce type de configuration était mis en place par certains des grands négociants parmi les plus influents du port de Veracruz, comme José María Quirós ou Remigio Fernández (*Ibid.*).

<sup>32</sup> ACO, *Diezmos de San Andrés y Santiago Tuxtla, 1800-1823*, cit. par Widmer (1993 : 235, 237).

<sup>33</sup> "Estado de las Haciendas que hay desde la Ciudad de Veracruz, Río de San Juan Michapa, de Tesechoacam, de Cosamaloapam, Río Tinto hasta el de Goazacoalcos : Dueños que las poseen y ganados de todas especies" par Matias de Amona, 30 nov. 1780 (AGN, *Indiferente de Guerra*, vol. 23a, f. 152).

qui était loué pour 100 pesos entre 1764 et 1775 avait vu son loyer tripler en 1779, après que le renouvellement du bail avait été soumis à enchères publiques. La durée de ces contrats, qui s'établissait à 10 ou 15 ans au milieu du siècle, s'était réduite à cinq annuités autour de 1800 et les conditionnalités d'usage de la terre s'étaient renforcées pour inclure des clauses d'amélioration et d'aménagement des terres :

« sur les collines affectées à cette location devront être faites les améliorations au bénéfice de l'Excellentissime M. le Duc [en matière de] *ranchos*, maisons, ouverture de clairières pour les bétails bovins et équins, [et] en réduisant à terre de culture [*labor de semillas*] les parages où cela est possible »<sup>34</sup>.

Outre l'obligation de veiller aux intérêts d'un duc résidant dans le lointain royaume des Deux Siciles, ces conditionnalités relevaient aussi du souci, pour des administrateurs qui étaient aussi *alcaldes mayores*, intermédiaires commerciaux, responsables de la collecte du tribut de capitation et, éventuellement, associés aux allocataires de la charge de perception de l'*alcabala*, d'accroître le nombre de producteurs agricoles et le volume des récoltes de la juridiction et, ainsi, leurs propres revenus. Cette stratégie était en partie contrecarrée par les tentatives des fonctionnaires civils et religieux de Tlacotalpan pour étendre leur juridiction aux terrains environnant la congrégation de Saltabarranca. Entre 1801 et 1806, les *alcaldes* Fausto de Cerraín et Ramón López Muñiz faisaient état du fait que :

« il reste à percevoir toutes les terres de Salta Barrancas, pour rester en suspens le litige les concernant [...], et sur lesquelles le seul don Luis de la Esquina, résident de Tlacotalpan, doit satisfaire 140 pesos chaque année, 420 pesos pour trois années, pour les terres que lui a louées mon prédécesseur, et qu'il n'a pas été possible de lui exiger, car il dit ne pas l'avoir fait auprès des individus que comprend [cette pièce de terre] pour la même raison »<sup>35</sup>.

La situation semble avoir été normalisée en 1807, année à partir de laquelle les rentes du Marquisat ont connu une hausse très sensible (+40%), qui concernait aussi bien les loyers versés par les grands fermiers que les *pisos* perçus auprès des petits tenanciers des *rancherías* (tableau 3.1). Les revenus correspondant à ce type de loyer ont augmenté de près de 50% au cours des années 1800, de façon apparemment corrélée avec la reprise de contrôle sur la zone de Saltabarranca, mais aussi, très probablement, avec un contrôle de plus en plus efficace, de la part des administrateurs, sur les *rancherías* et leur population.

La capitalisation des commerçants de San Andrés sous forme de troupeaux n'était pas sans poser de problèmes dans leurs rapports avec la communauté d'Indiens, lorsque leur bétail pâturait trop près des cultures vivrières de ces derniers. En 1767, 1768, et de nouveau en 1770, la *république* de San Andrés formula une série de plaintes à l'encontre de Francisco et Joseph Maldonado<sup>36</sup>, Francisco Casado et Joseph Segovia, « voisins espagnols et propriétaires de bétail » du bourg, en raison des multiples divagations de leurs troupeaux « dans les environs immédiats du *pueblo* », sur les parcelles des ressortissants de la communauté (García de León, 2011 : 748-749). L'affaire arriva jusqu'au secrétariat du vice-roi, le Marquis de Croix, qui enjoignit l'*alcalde mayor* Solache d'investiguer le cas et de remédier à ces dommages. Il est possible que l'issue de ces litiges ait contribué au déplacement des implantations foncières des commerçants et notables concernés vers les terres basses périphériques de la juridiction.

<sup>34</sup> «Contrato establecido entre el Marquesado del Valle y Don Miguel Antonio Mellado», en 1779, AGN, *HdJ*, 121, 26, *cit.* par Widmer (1993 : 225).

<sup>35</sup> L'*alcalde mayor* Ramón López Muñiz au Gouverneur de l'État (du Marquisat del Valle), le 4 mai 1805 (AGN, *Tierras*, 1335, 13, ff 1-38).

<sup>36</sup> Les frères Maldonado affirmaient descendre de caciques indiens de la région. Francisco avait été représentant légal des Pérez de Tapia lors du litige qui les avait opposés en 1767 à l'administrateur de l'hacienda El Zapotal au sujet de la propriété des terres d'Otapan et leur louait un *ranchito* sur leurs terrains d'Elvira ; Joseph affermait en 1776 un autre *ranchito* de bétail au lieu-dit d'Abata, entre San Andrés et Catemaco ("Instrucción" de l'*alcalde mayor* Solache, *cit.* : AGN, *HdJ*, 121, 27, ff. 6-13v)..

Tableau 3.1 : Evolution des rentes foncières du Marquisat dans les Tuxtlas au début du XIX<sup>e</sup> siècle  
(en pesos courants)

Années	1801	1802	1803	1804	1805	1806	1807	1808	1809
Loyers des grands fermiers	326	306	306	355	390	379	720	790	850
Nombre de grands fermiers	5	5	5	5	6	7	10	15	16
Cens emphytéotiques <sup>37</sup>	130	130	130	130	130	130	?	?	?
Pisos	201	214	214	214	206	209	280	292	nd
Total perçu	657	650	650	699	726	718	1000	1082	nd
Part des grands fermiers (%)	49,6	47	47	50,8	53,7	52,8	72	73	–

Source : AGN, *Tierras*, 1335, 13, ff 1-38 ; 14, ff 1-9v.

De façon générale, la multiplication des *ranchos* et *rancherías* hébergeant une proportion croissante de la population agricole, ainsi que l'emprise des commerçants de San Andrés sur les processus d'installation de cette population, ont été des expressions de l'affaiblissement des dispositifs traditionnels de contrôle politique et économique et de l'autonomisation de la paysannerie indienne à l'égard de ces dispositifs. Pour autant la *république* des Indiens et ses autorités ne sont pas demeurées sans réponse à l'érosion progressive de leur souveraineté et de leurs sources de revenus par le jeu combiné des réformes légales, de la diversification des réseaux marchands et de l'individualisation des formes d'accès au foncier. L'une des expressions privilégiées de leur résistance a résidé dans le développement du patrimoine des confréries religieuses ou *cofradías*.

### **Les confréries religieuses et la construction de nouvelles formes de propriété corporative**

Dans les colonies espagnoles, les communautés indiennes ainsi que les autres castes avaient la possibilité de constituer des confréries religieuses, *cofradías* et *hermandades*, dont l'objet était de pourvoir aux besoins financiers du culte d'un saint ou à des œuvres pieuses, telles que l'assistance aux indigents et aux malades, la célébration de messes pour le repos des âmes au purgatoire de leurs membres décédés, etc. (Taylor, 1999 ; Carrera *et al.*, 2011)<sup>38</sup>. Le financement des confréries provenait des cotisations de leurs adhérents, mais aussi de donations de ces derniers, en argent ou en biens mobiliers et immobiliers, et en particulier en bétail ou en terres. Dans les zones indiennes, les *cofradías* étaient généralement financées par les productions agricoles ou animales réalisées sur des terrains mis à disposition par les communautés (Cruz Peralta, 2011 ; Mendoza, 2011). Ces terrains pouvaient également être affermés ou cédés en emphytéose à des agriculteurs ou des éleveurs du voisinage, souvent espagnols ou métis, de façon à fournir des rentes fixes.

<sup>37</sup> A partir de 1807, les informations fournies par les administrateurs ne permettent plus de distinguer les revenus issus des baux emphytéotiques. Il est possible que ceux-ci aient été inclus par le nouvel administrateur, Ramón López Muñiz, dans le détail des contrats de fermage à durée déterminée. Il est un fait qu'à partir de cette date, les nouveaux contrats de location ont porté sur des durées délimitées et de plus en plus courtes (5 ans en général).

<sup>38</sup> La majorité des confréries étaient dédiées au culte de la Vierge au salut des âmes du purgatoire, ou au financement des accessoires de la messe, comme c'était le cas de celle du Très Saint Sacrement, que l'on retrouvait dans la plupart des paroisses, qu'il s'agisse de *villas* d'Espagnols ou de *pueblos* d'Indiens, comme à San Andrés Tuxtla (Taylor, 1999 ; Cruz Rangel, 2002).

Ces confréries, émanant de particuliers et parrainées par les autorités religieuses de la paroisse et de l'évêché, étaient formellement indépendantes des *républiques* gouvernant les communautés. Toutefois, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, la figure des "*cofradías* de république" a commencé à se généraliser (Tanck de Estrada, 2002). Celles-ci opéraient hors de la supervision du curé titulaire et elles étaient gérées directement ou indirectement par le gouvernement de la communauté qui leur avait légué les terres et/ou le bétail constituant leur fonds. García Martínez (1987 : 65) et Cruz Peralta (2011 : 276-277) associent leur multiplication, au cours de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, aux dynamiques de segmentation politique des communautés et à la fondation de nouveaux *pueblos* : l'érection d'une *cofradía*, de même que l'apparition d'une image sainte (voir le cas de la Vierge de Catemaco, *supra*), participaient de la création de droits et d'obligations autour de la formation d'une nouvelle entité politique et en rupture avec la communauté d'origine.

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, et avec une vigueur redoublée à partir de la mise en œuvre des réformes bourbonniennes, les confréries des *pueblos* d'Indiens ont été investies d'une fonction économique centrale pour les communautés et leurs membres. Dès juillet 1765 avait été créée la *Contaduría General de Propios, Arbitrios y Bienes de Comunidad*, une administration centralisée, qui supervisait les comptes des communautés de la Nouvelle-Espagne afin d'en encourager un usage rationnel<sup>39</sup>. Formellement, il s'agissait d'accroître les fonds propres des communautés en augmentant leurs revenus (notamment par la monétarisation des contributions individuelles, autrefois réalisées par les Indiens sous forme de travail dans des champs collectifs<sup>40</sup>) et en limitant les dépenses festives et religieuses, pour en réorienter l'emploi vers la production de biens publics, comme les écoles. Les *alcaldes mayores* étaient habilités à censurer certaines dépenses, de façon à générer des excédents structurels. Ces excédents, qui devaient atteindre au moins la moitié des fonds des communautés, étaient confiés au Trésor royal afin d'y être gardés et de permettre leur utilisation en périodes de disette ou d'épidémie (Menegus, 1999 ; Tanck de Estrada, 2002). Pour assurer un contrôle effectif sur leurs revenus et leurs dépenses, l'Ordonnance de Intendants de 1786 enjoignit les *républiques* à produire des règlements qui encadreraient la gestion de leurs biens, et à tenir des livres de comptes, dont les administrateurs coloniaux avaient la supervision.

Par la suite, la recrudescence des conflits militaires, contre l'Angleterre (1779-1783, 1796-1802, 1805-1808) ou contre la France révolutionnaire (1793-1795), conduisit à mobiliser les avoirs des communautés détenus par le Trésor royal sous forme de prêts et de donations obligatoires à la Couronne, réduisant encore les perspectives de leur restitution (Marichal, 1990). L'accroissement des besoins financiers pour pourvoir à la défense de la colonie et de la métropole, se traduisirent de surcroît par un renforcement du contrôle administratif sur les fonds de communautés.

La centralisation et la standardisation, sous le contrôle des fonctionnaires royaux, du fonctionnement économique des *républiques* d'Indiens, ainsi que l'accroissement régulier de la pression fiscale à laquelle elles étaient soumises, ont eu une incidence forte sur la dynamique d'expansion des biens des confréries religieuses. Les charges de gouvernement des *républiques* ont fait l'objet d'un désintérêt progressif de la part des acteurs politiques des communautés, en raison des responsabilités fiscales que leur attribuaient les autorités coloniales et des risques qui en dérivèrent en termes de poursuites juridiques ou de tension avec les ressortissants de la communauté (Tanck de

---

<sup>39</sup> « Les [*pueblos*] d'Indiens requièrent une double attention [...] en raison du laisser-aller général avec lequel ils gèrent les biens de leurs communautés, là où ils ne les ont pas perdus en totalité, en investissant habituellement tous leurs produits en fêtes et confréries vers lesquelles les inclinent leurs curés [...]. Il n'est d'autre moyen de contenir les dépenses excessives par lesquelles se détruisent les *républiques* de naturels que de les assujettir au dépôt de leurs fonds et de ne permettre qu'ils en disposent sans nécessité justifiée et licence explicite du Gouvernement » ("Informe del Visitador José de Galvez al Excelentísimo Señor Virrey don Antonio Bucareli y Ursúa", le 31 décembre 1771, *cit.* par Tanck de Estrada, 1999 : 20).

<sup>40</sup> Dans le courant des années 1780, les *républiques* des Tuxtlas ont ainsi abandonné des formes de fiscalité collective reposant sur l'exploitation de champs communs de maïs et de coton ou le service en travail au profit d'un impôt de capitation de 4 reales par adulte, un niveau nettement supérieur à celui que l'on pouvait alors observer dans les districts de la côte pacifique tels que celui d'Acapulco (AGN, *HdJ*, 373, 3, *cit.* par Widmer, 1993 : 90-91).

Estrada, 2002 ; Cruz Peralta, 2011). De façon symétrique, les *cofradías*, qui avaient perduré en tant qu'instances autonomes de représentation et d'exercice du pouvoir, sont devenues des enjeux politiques et économiques de première importance, aussi bien pour les autorités traditionnelles, que pour les groupes qui contestaient leur légitimité.

L'accroissement des biens détenus par les confréries religieuses des *pueblos* indiens a constitué un phénomène généralisé au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, au point de devenir un sujet majeur de préoccupation et d'intervention pour les autorités coloniales. Dès 1775, le directeur de la *Contaduría General*, Francisco de Gallareta, attirait l'attention du vice-roi sur la propension des gouverneurs et *républiques* des *pueblos* à transférer des terres et du bétail relevant des biens de communautés vers les confréries, aux fins de les soustraire à la fiscalité royale et de pouvoir en faire usage sans être soumis aux règles qui contraignaient le fonctionnement des caisses communautaires. En 1789, le vice-roi Revillagigedo émit un décret qui enjoignait les intendants à investiguer le statut légal des *cofradías* et l'état exact de leurs biens, et à ordonner leur dissolution en cas d'absence d'accréditation formelle par leur évêché de tutelle et par la Couronne (Tanck de Estrada, 2002). Même si ces tentatives de contrôle restèrent le plus souvent lettre morte, en particulier dans les périphéries du territoire de la Nouvelle-Espagne, comme l'était le Sotavento, du fait notamment de l'opposition des curés et des évêques, elles témoignent de la magnitude du phénomène de gonflement du capital aux mains des confréries.

Dans le district des Tuxtlas, l'enquête entreprise par l'intendant de Veracruz Miguel del Corral en 1791 mit à jour l'existence de sept *cofradías* à San Andrés et trois à Santiago (Martínez Domínguez, 1976)<sup>41</sup>. La comparaison entre cet inventaire et le recensement des paroisses des Tuxtla réalisés quatorze ans plus tôt (ACI, *México*, 2590, 3) montre que ce nombre était en expansion, en particulier à San Andrés où deux nouvelles congrégations avaient été fondées. A l'exception de la confrérie des Âmes Bénies de Santiago, créée officiellement à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, et de celle du Carmel de Catemaco, probablement fondée au tout début du XVIII<sup>e</sup>, ces congrégations avaient été formées après 1750 ; les plus importantes avec la *cofradía* du Carmel, Notre Dame du Rosaire de Santiago et le Très Saint Sacrement (*Santísimo Sacramento*) de San Andrés avaient été érigées légalement en 1768 et 1769 respectivement, ce qui situe leur émergence au moment de la mise en place du dispositif de contrôle administratif des caisses de communautés.

La plupart de ces *cofradías* disposaient de peu de ressources et comptaient un nombre limité de membres. Mais trois d'entre elles, le Rosaire de Santiago, le Très Saint Sacrement à San Andrés et Notre Dame du Carmel à Catemaco (qui dépendait de la paroisse de San Andrés) disposaient de ressources considérables. Le recensement de la paroisse de San Andrés de 1777 faisait ainsi état d'un cheptel de 1 300 têtes de bétail pour chacune de ces deux dernières, sur les terres que le Marquisat mettait à leur disposition<sup>42</sup>. Ces chiffres situaient ces deux organisations comme les plus importantes propriétaires de bétail du district – à hauteur du quart du cheptel total attribué aux *ranchos* de San Andrés –, alors que la communauté des Indiens en était dépourvue<sup>43</sup>. Les deux *cofradías* occupaient les rives nord, sud et ouest du lac de Catemaco, de part et d'autre du déversoir du río Grande de Totoltepec (figure 3.1). Elles disposaient de très grandes surfaces, dont certaines parties étaient

---

<sup>41</sup> Ces confréries étaient, pour San Andrés : Le Très Saint Sacrement, érigée légalement en 1769, Notre Dame du Carmel, Saint Joseph, L'Enfant Jésus, Notre Dame du Volcan, Saint Antoine Abbé et Sainte Barbara. A Santiago, la plus importante était Notre Dame du Rosaire, qui avait été érigée légalement en 1768 ; la suivaient en importance la confrérie des Âmes Bénies (enregistrée depuis 1684) et Notre Dame de l'Assomption, qui venait juste d'être fondée (1791).

<sup>42</sup> Les terres occupées par la Vierge du Carmel étaient louées pour 30 pesos à l'administrateur du Marquisat. La confrérie du Très Saint Sacrement, qui devait s'acquitter de 40 pesos pour ses terres s'était vu restituer cette somme à la demande du secrétariat de l'État du Marquisat (ACI, *México*, 2590, 3).

<sup>43</sup> Les études conduites sur les confréries d'Indiens dans d'autres régions (Cruz Rangel, 2002 : 135) mettent par ailleurs en évidence la situation singulière qui prévalait dans les Tuxtlas. Dans le Michoacán, les *cofradías* d'Indiens ne comptaient jamais plus de 300 têtes de bétail, celles des évêchés de Puebla et de Mexico moins de 950. Des niveaux comparables de capitalisation n'étaient observables que dans les lointaines provinces du Yucatán (avec un seuil de 1 300 animaux) et du Nouveau Mexique (jusqu'à 1 700 têtes de bétail).



louées à des fermiers, comme celles qu'occupaient Manuel Segorbe et José Cadena pour leurs *ranchos* de bétail et la pêcherie que ce dernier exploitait sur les rives du lac. La confrérie de Saint Joseph, bien que de plus petite taille, entretenait également un troupeau sur les terres qu'elle affermais au marquis en bordure de la route qui reliait San Andrés et Catemaco (AGN, *HdJ*, 121, 27 et 28 ; ACI, *México*, 2590, 3).

Ces troupeaux provenaient dans une large mesure des biens de la communauté indienne et de donations faites par certains des *cofrades* pour le salut de leur âme. Le transfert de bétail provenant des biens des communautés à ceux des confréries offrait une marge de manœuvre aux autorités de la *république* pour subvenir au tribut que devaient verser les *pueblos* et aux fêtes religieuses hors du contrôle des fonctionnaires coloniaux (Tanck de Estrada, *cit.*). Mais une partie de ce bétail relevait aussi du capital de certains particuliers, que le transfert aux *cofradías* permettait de soustraire au fisc et au paiement de la dîme sur les animaux vendus : ces transferts n'abolissaient pas les droits d'usage du donateur et de sa famille, alors qu'ils permettaient de bénéficier des pâturages de la confrérie et de protéger une partie de leur patrimoine vis-à-vis des saisies que d'éventuels créanciers auraient pu exiger<sup>44</sup>. Les fonds des *cofradías* étaient par ailleurs régulièrement alimentés par les collectes réalisées dans les *rancherías* et les congrégations rurales du district. Ces pratiques étaient tellement systématiques que, en 1779, à l'occasion d'une visite réalisée par l'évêque de Oaxaca dans les paroisses de la région, celui-ci somma les responsables des confréries de mettre un terme aux collectes abusives auprès des paysans du district :

« Afin d'éviter les mêmes désordres et abus qui sont commis dans les magasins [d'embarquement des marchandises] et les *ranchos* à travers les demandes de quête des *cofradías* de ce chef-lieu, il était et il est interdit, sous peine d'excommunication, qu'aucune d'entre elles, à l'exception du Très Saint [Sacrement] et des Âmes [Bénies], puisse demander l'aumône [...] à l'intérieur et à l'extérieur du *pueblo*, et il était et il est ordonné que le Curé les recueille [ces aumônes] et qu'il interdise de faire la quête hors du *pueblo* à celle du Très Saint et des Âmes »<sup>45</sup>.

L'accroissement des fonds propres des confréries a eu un impact sensible sur les dispositifs de financement de la production agricole et la restructuration des réseaux commerciaux. De nombreux travaux (Lavrín, 1990 ; Cruz Rangel, 2002 ; Dehouve, 2002 ; Cruz Peralta, 2011 ; Paulín Trejo, 2011) font état de l'utilisation des fonds des *cofradías* dans des activités commerciales, soit à travers le financement direct des trafics effectués par leurs responsables ou par certains de leurs membres, soit à travers des prêts d'argent consentis à des commerçants impliqués dans le *repartimiento* de marchandises auprès de producteurs agricoles. Il est très possible que les fonds propres des confréries aient également alimenté un système d'avances sur récoltes au bénéfice de petits tenanciers qui étaient eux-mêmes installés sur les terres que le Marquisat avait mises à disposition de ces organisations, nous y reviendrons. La coïncidence entre l'érection formelle de *cofradías* dotées d'un capital important à proximité immédiate de San Andrés et le coup de force intenté par l'*alcalde mayor* et les commerçants du district à l'encontre des réseaux de financement contrôlés par les négociants de la ville de Mexico et leurs correspondants de Tlacotalpan – qui suggère l'acquisition, de la part des premiers, d'une autonomie financière large – fournit en tout cas des pistes d'investigation que les sources d'archives disponibles n'ont pas permis de corroborer.

Les confréries consentaient couramment des prêts à leurs membres, à un taux annuel de 5% en général, mais elles ont aussi, et de façon croissante, irrigué les marchés de crédit locaux et régionaux, sur la base des recommandations que fournissaient les *cofrades* et en pratiquant des taux d'usure qui variaient entre 12,5 et jusqu'à 25% (Dehouve, 2002 ; Cruz Peralta, 2011 : 95) ; de tels niveaux

---

<sup>44</sup> Olinda Célestino (1992 : 102) décrit des stratégies semblables à la même époque chez les chefs des communautés indiennes de la vallée du Mantaro, au Pérou central.

<sup>45</sup> "Providencia de Visita celebrada por el Ilustrísimo Sr Don José Gregorio Alonso de Ortigosa, Obispo de Antequera", AGI, *México*, 2588, Santiago Tuxtla, 1779.

d'intérêt indiquent que ces prêts étaient employés dans des activités commerciales procurant des taux de rémunération élevés. Dans le contexte de pénurie chronique de capital circulant dans une Nouvelle-Espagne où les exportations d'argent vers la métropole (et les détournements des correspondants des firmes commerciales anglaises) asséchaient structurellement la disponibilité de numéraires (Booker, 1993 ; Kizca, 1998), les garanties financières et les avances fournies par les *cofradías* jouaient ainsi localement un rôle essentiel dans le fonctionnement des réseaux marchands. A partir de l'analyse des livres de comptabilité des confréries du district d'Acayucan, Widmer (1993 : 93-98) montre ainsi qu'au milieu des années 1770 ces organisations disposaient de capitaux considérables (plus de 13 500 pesos pour les cinq *cofradías* du chef-lieu d'*alcaldía*, presque 9 000 pour celles de ses sujets Moloacán et Ixhuatlán), dont une partie substantielle faisait l'objet de prêt à divers acteurs commerciaux de la région : les confréries de Moloacán et Ixhuatlán disposaient ainsi d'avoires s'élevant à 6 291 pesos auprès du curé d'Acayucan et de divers propriétaires d'haciendas.

L'absence de tels registres ne permet pas de corroborer ces pratiques dans les Tuxtlas. Il est en revanche extrêmement probable que certaines des *cofradías* de San Andrés, celle du *Santísimo Sacramento* en particulier, étaient des foyers de production clandestine du tabac. Les terres dont disposait cette confrérie, situées au sud du río Grande de Totoltepec, fournissaient un cadre idéal au développement de cette culture : très fertiles, du fait des apports limoneux de la rivière, elles étaient aussi d'un accès rendu très compliqué par son débit, notamment entre les mois de juin et de janvier. Le contrôle des inspecteurs du monopole royal qui régissait cette production et en restreignait la réalisation aux districts d'Orizaba et de Córdoba, était ainsi particulièrement compliqué. On sait ainsi avec certitude que les terres du *Santísimo* abritaient de nombreuses exploitations clandestines vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que le monopole étatique était encore en vigueur (Medel, 1993 ; González Sierra, 1992 et 1989 : 184). Autant que le renforcement de la contrainte fiscale sur les communautés d'Indiens, l'établissement du monopole royal sur la culture et la transformation du tabac, en 1764, peut avoir été l'une des motivations majeures à l'établissement légal de la confrérie du Très Saint Sacrement sur ces terres, en 1769 (voir *supra*).

Le rôle économique rempli par les *cofradías* durant les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, aussi bien en termes de production agricole et animale, que de financement des activités productives et commerciales, explique que, très vite, elles soient devenues un enjeu politique majeur pour les différents groupes de pouvoir. Dès la décennie de 1760, et avant même la formalisation des statuts de la confrérie du *Santísimo* auprès de l'administration royale et de l'évêché, des membres de l'élite commerçante de San Andrés (Juan Felix de la Santa, Antonio García et Juan Durán de Flores) s'étaient succédés à la charge de majordome (*mayordomo*) chargé de la gestion de ses biens et de ses activités (AGN, *Intestados*, 27, 27, f. 184). Cette confrérie n'était pourtant pas enregistrée comme émanant de l'initiative des castes "de raison", espagnole ou métisse, ce qui laisse supposer qu'elle relevait formellement du *pueblo* indien. C'était également le cas de la *cofradía* de Notre Dame du Carmel de Catemaco, dont la gestion était pourtant assumée, au milieu des années 1830, par des majordomes issus eux aussi du groupe des commerçants de San Andrés, Manuel Sinta et José Aurelio García<sup>46</sup>.

L'occupation des fonctions stratégiques de majordome était conditionnée par la présentation de garanties financières, à travers lesquelles le titulaire s'engageait à couvrir les éventuels déficits de trésorerie. Il est probable que cette contrainte ait permis une emprise croissante des commerçants sur les *cofradías*, dans un contexte où l'assise foncière de ces dernières ne dépendait pas de la communauté indienne – qui aurait alors pu se constituer garante –, comme c'était le cas dans les juridictions voisines, mais était assurée via des contrats de location souscrits auprès des administrateurs du Marquisat. La prise de contrôle de la gestion des deux principales confréries par l'élite commerçante de San Andrés (et les conditions de sa dissolution suggèrent qu'il en allait de même pour la *cofradía* du Rosario à Santiago, voir le chapitre 3) conférait à cette dernière une maîtrise très large sur les systèmes de financement de la production paysanne de coton et de tabac,

---

<sup>46</sup> "Cuentas de la Cofradía de Nuestra Señora del Carmen y Ánimas del Purgatorio del pueblo de San Juan Catemaco de la Doctrina de san Andrés", Archivo Parroquial de San Andrés Tuxtla, *Libro de Cordilleras*, vol. 3.

en complément des sources de crédit émanant des grandes maisons de négoce de Veracruz ou de Mexico, dont elle était également le relais. En fournissant un levier de contrôle sur les processus d'accès à la terre et aux crédits de catégories de producteurs qui relevaient directement des *pueblos* indiens, elle venait compléter le dispositif que ces commerçants avaient mis en place sur les marges basses du domaine du Marquisat, autour de la création de *ranchos* et l'installation de paysans "libres", mulâtres et Indiens en rupture avec leur communauté.

Des éléments concordants semblent ainsi indiquer que, ce qui apparaissait relever d'une stratégie des autorités des *républiques* de San Andrés et de Santiago pour consolider leurs fonds propres, les soustraire à la pression fiscale et au contrôle administratif du gouvernement colonial et se doter d'un levier financier leur permettant de négocier leur participation dans les marchés coloniaux, a très tôt été réapproprié par les élites commerçantes de la région. Derrière l'émergence de nouvelles formes d'organisation foncière, les *ranchos*, les *rancherías* de producteurs libres et les *cofradías*, se dessinait un processus de contrôle par une poignée de commerçants de l'accès à la terre et aux ressources conditionnant l'insertion marchande des producteurs agricoles. Les dispositifs de régulation collective de cet accès, incarnés auparavant par la *république* de chaque *pueblo* et ses fonctions de médiation dans l'organisation du *repartimiento*, étaient en voie d'éviction au profit d'une individualisation des relations foncières et marchandes, reposant sur la construction de rapports de type patron-client, entre les paysans et les commerçants.

## **Le changement institutionnel et la reconfiguration des espaces sociopolitiques : réformes légales ou dynamiques endogènes ?**

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qui constituait une marge périphérique du domaine seigneurial des héritiers de Cortés a été le foyer d'un processus original de construction territoriale et politique, impulsé par une classe d'entrepreneurs agraires et commerciaux de taille moyenne. Ce processus s'est appuyé sur la présence d'une importante population paysanne et sur la porosité des formations sociales : *pueblos* d'Indiens, *rancherías* formées par des migrants mulâtres et métis, et agents commerciaux d'origine européenne, à la recherche d'un espace d'insertion dans les interstices des réseaux marchands de nature monopoliste. Il a conduit à la configuration d'organisations politiques, économiques et territoriales singulières, mais aussi à celle d'une trame institutionnelle originale, toutes caractérisées par la dimension composite des structures et des droits fonciers, dans un contexte régional qui était marqué par la dichotomie entre grandes propriétés et communautés indiennes et par l'hégémonie des premières sur les secondes.

Ce processus a été enchâssé dans la vague des réformes légales promulguées par la monarchie bourbonnienne durant la seconde moitié du siècle. Ces réformes visaient à reconfigurer les organisations sociales et politiques héritées du système des deux *républiques* – l'indienne et l'espagnole –, en sapant les bases économiques des monopoles de médiation et de représentation qui organisaient leur mise en rapport et en substituant une bureaucratie étatique à ces monopoles privés. La libéralisation des échanges commerciaux, la réorganisation de l'administration coloniale et le renforcement de son contrôle sur les ressources naturelles et fiscales des *pueblos* d'Indiens ont constitué les axes structurants de ces réformes.

Toutefois, le processus de changement institutionnel qu'a expérimenté la région des Tuxtlas à cette époque a relevé largement de dynamiques endogènes. En premier lieu, le statut domaniale du Marquisat de la famille Cortés ouvrait des possibilités de contournement des réformes légales qui affectaient directement la propriété foncière des *pueblos*, et notamment celles qui concernaient le contrôle administratif de l'usage de leurs terres, comme la possibilité donnée aux *alcaldes mayores* d'imposer aux *républiques* la location de certains terrains pour générer des revenus fiscaux, puis, à partir de 1800, l'obligation de répartir une partie de leur patrimoine en lopins individuels qui seraient assignés à chaque chef de famille (Hamnett, 1995). L'individualisation des formes d'accès à la terre

dans les Tuxtlas et l'émergence de nouvelles formes d'organisation territoriale et foncière ont ainsi procédé dans une très large mesure de transformations internes qui ont affecté les structures de contrôle sociopolitique. Le changement institutionnel a anticipé la promulgation des réformes bourbonniennes, comme en témoignent les émeutes de 1716 et de 1750 et les remises en question qu'elles exprimaient vis-à-vis du système de gouvernement des communautés indiennes et des formes de contrôle associées au dispositif de *repartimiento* et aux coordinations entre *alcaldes mayores*, autorités des *républiques* et noblesse indienne héréditaire.

Les réformes légales mises en œuvre durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle ont constitué à la fois la culmination et la formalisation d'un processus d'absorption/dissolution de la communauté indienne dans une société métisse. Les moteurs fondamentaux de ce processus ont été fournis, d'une part, par l'incorporation des producteurs indiens aux réseaux marchands hors des canaux de médiation mis en place auparavant par le binôme constitué par l'*alcalde mayor* et la *république* d'Indiens, et d'autre part, par l'activation d'une frontière interne qui s'est étendue aux espaces interstitiels entre les terres occupées par les *pueblos* et les grandes propriétés coloniales, espaces au niveau desquels la porosité de la société coloniale a pu s'exprimer via le mélange de différentes catégories de la population rurale : Indiens en rupture avec leur communauté d'origine, mulâtres, métis et Noirs libres, *cosecheros* espagnols.

De telles dynamiques ont constitué un phénomène généralisé sur le territoire de la Nouvelle-Espagne à cette époque (voir notamment Amith, 2005). Le facteur amplificateur de leur portée dans les Tuxtlas a sans aucun doute résidé dans l'installation et le développement d'un entrepreneuriat commercial et agraire qui ne trouvait pas d'espace d'insertion dans les autres districts de la région. Le territoire du Marquisat et plus spécifiquement le bourg de San Andrés ont constitué les espaces de construction d'une élite entrepreneuriale qui a graduellement cumulé les fonctions économiques, politiques et militaires, ainsi qu'un véritable contrôle sur les formes d'accès à la terre des groupes qui s'étaient autonomisés vis-à-vis de la communauté d'Indiens— ou qui étaient de fait indépendants de celle-ci, comme les noirs et mulâtres "libres" des *rancherías*. Antonio García et Juan Durán de Flores, grands commerçants et propriétaires de *ranchos* sur les terres du Marquisat, étaient aussi, au cours des années 1770, majordomes de la confrérie du Très Saint Sacrement et officiers de la milice espagnole de San Andrés<sup>47</sup> (AGN, *Intestados*, 27, 27, f. 184).

Dans les Tuxtlas, les altérations du régime de propriété foncière qui ont résulté de ces différents processus ont dépassé le cadre légal des réformes bourbonniennes et la portée qui leur était assignée. Elles ont conduit à l'émergence de formes d'individualisation de la propriété, à travers la mise en place de *ranchos* par des membres de l'élite commerçante, dont la formation correspondait à des baux emphytéotiques ou des contrats de fermage de longue durée, et qui constituaient ensuite le cadre d'installation d'une clientèle de petits tenanciers indiens, noirs et mulâtres<sup>48</sup>. Elles se sont également exprimées dans l'émergence de nouvelles formes de propriété corporative, dans le cadre de l'expansion foncière des confréries religieuses, mais aussi dans celui de la fondation de *rancherías*, initialement soumises au paiement de loyers (*pisos*) au Marquisat, mais qui, au-delà d'une masse démographique critique, pouvaient entamer des procédures légales de reconnaissance administrative en tant que congrégation, un statut qui leur ouvrait le droit à la revendication d'un fonds légal de terre.

---

<sup>47</sup> Selon Widmer (1993 : 152), l'accès aux charges de commandant de milice, en particulier des milices de *pardos* et de mulâtres, est devenu, durant les années 1770, un enjeu de pouvoir fort pour les familles des élites commerçantes, dans la mesure où ces charges conféraient à leurs détenteurs un levier de contrôle sur les familles organisés en *rancherías* et sur leur production.

<sup>48</sup> Nous verrons dans le chapitre suivant que ces implantations ont pu servir de base à la constitution de propriétés privées formelles, lorsque l'État mexicain indépendant a décrété la dissolution des domaines seigneuriaux et que les héritiers de la famille Cortés ont dû vendre leurs possessions à des particuliers, parmi lesquels de nombreux membres de l'élite tuxtèque, d'Alvarado ou de Tlacotalpan.

L'individualisation des droits et l'affaiblissement des mécanismes de régulation relevant des communautés indiennes n'étaient pas sans poser des problèmes du point de vue de la stabilité des dispositifs personnalisés d'accès aux crédits productifs dispensés par les commerçants de coton. Hors des *ranchos* affermés par ces commerçants, dans les *rancherías* et sur les terres de *cofradía*, le contrôle des petits cultivateurs de coton n'allait pas sans réelle difficulté. Pour les commerçants qui avaient largement impulsé ces transformations, le contrôle des dispositifs d'accès à la terre et de financement de la production agricole au sein de ces nouvelles organisations foncières a constitué un enjeu économique et politique central.

La remise en question des monopoles d'échange qui reposaient sur le *repartimiento* historique, la multiplication des opérateurs commerciaux et la complexification des formes institutionnelles organisant l'accès au foncier au sein du Marquisat avaient ouvert un champ d'expression à des stratégies opportunistes qui concernaient aussi bien les petits producteurs de coton et de tabac que les commanditaires et acheteurs de leurs récoltes. Quelques années après le conflit commercial qui avait opposé les marchands de Tlacotalpan et de San Andrés – conflit qui avait formalisé la rupture du monopole sur les échanges associé au *repartimiento* –, une série de litiges juridiques éclairait l'acuité de la concurrence que se livraient les opérateurs commerciaux de la région et leurs difficultés à assurer la récupération des avances sur récolte qu'ils faisaient aux producteurs agricoles.

En 1783, Miguel Barrozo, résident de la ville de Cordoba – qui constituait, sur la route principale conduisant à l'altiplano, un relai-clé des circuits commerciaux contrôlés par les élites marchandes de Puebla et de Mexico – déposa une plainte auprès du vice-roi Martín de Mayorga au sujet du non remboursement de prêts qu'il avait fait à de nombreux individus de Santiago Tuxtla, Cosamaloapan, Tlacotalpan, Alvarado, Tlalixcoyan « et d'autres de ces districts ». Cette plainte incriminait nommément Joaquín Carbajal, le lieutenant de justice de Santiago, qui aurait couvert le détournement de "marchandises de Castille", d'une valeur de 300 pesos, que Barrozo avait avancé à des résidents du bourg, Tomás Camacho, Alejandro Vareza et Luis de la Rosa<sup>49</sup>. Quatre ans plus tard, en février 1787, José María de Estrada, un commerçant de Santiago, se plaignait devant le tribunal de l'Audience Royale, à Mexico, que le même Carbajal, toujours lieutenant de justice, réalisait des *repartimientos* de marchandises auprès des producteurs de son district et, « se valant de son autorité, [faisait] saisir les biens et les fruits [des récoltes] pour se rembourser, de préférence à tout autre créancier »<sup>50</sup>.

Ces litiges témoignent de l'existence de comportements opportunistes de la part des cultivateurs et des intermédiaires commerciaux de la région, qui mettaient à profit la concurrence existant entre les fournisseurs de crédits pour vendre au plus offrant le coton qu'ils s'étaient engagés à livrer à leurs créanciers. Les deux cas suggèrent notamment que, d'une part, les fonctionnaires coloniaux du district poursuivaient les pratiques de *repartimiento* que l'ordonnance des Intendants de 1786 leur prohibait et, d'autre part, le lieutenant de justice Carbajal encourageait les producteurs de coton de sa juridiction à ne pas honorer les dettes qu'ils avaient contractées auprès d'autres commerçants pour s'engager avec lui. On peut imaginer que de telles incitations avaient également cours de la part des autres intermédiaires du district ou de celle des grands fermiers, à l'égard des paysans installés sur d'autres *ranchos*. En 1804, l'*alcalde mayor* López Muñiz décrivait une situation en tout point comparable :

« un autre commerce digne d'attention et qui doit être évité dans cette juridiction est celui qu'ils nomment de l'*habilitación*, qui n'est autre qu'un strict *repartimiento*, et celui-ci consiste qu'au cours de l'année, ils donnent aux Indiens de l'eau-de-vie, des chandelles, du savon, et d'autres effets et quelque argent, à la condition que, quand les Indiens récoltent leur coton, ils doivent leur remettre autant d'arobes pour chaque demi-peso [4 reales] que vaut ce qui [leur] a été avancé ; et comme ce commerce est d'un tel profit (ou pour être

<sup>49</sup> AGN, *General de Parte*, 64, 126, ff. 99-99v.

<sup>50</sup> AGN, *General de Parte*, 67, 189, f. 75v.

plus exact de telle usure), tous en général veulent être *habilitateur* et non cultivateur, parce que sur le pas de leur porte et au même moment des récoltes, ils vendent 12 *reales* [un peso et demi] l'arrobe de coton brut[...] ; et il en résulte qu'il y a des Indiens qui, au cours de l'année, ont deux ou trois *habilitateurs* et ceux-ci sont à l'affût du mûrissement du coton, pour prendre les devants et en faire la récolte, sans même le consentement de l'Indien habilité et sans que le sachent les autres *habilitateurs*, d'où il résulte de nombreuses disputes [...] jusqu'à arriver devant le juge qui, en de tels cas, ne trouve à qui faire justice, car en vérité personne n'y peut prétendre »<sup>51</sup>.

Ces différents témoignages éclairent d'un jour particulier la situation qui entourait l'organisation de la production et de la mise en marché du coton. Pour certains auteurs (Pérez Herrero, 1992 ; Martínez & del Valle, 1998), la prohibition du *repartimiento* à partir de 1786 aurait conduit à une réduction sensible des financements à l'agriculture dans certaines régions<sup>52</sup>. Dans les Tuxtlas, il semble au contraire que ces financements se soient maintenus à un niveau significatif, en dépit des comportements opportunistes qui s'exprimaient à différents niveaux de la chaîne commerciale. On peut relier cette situation apparemment paradoxale à la diversité des sources de crédit, à la mise en concurrence des réseaux marchands de la ville de Mexico et du port de Veracruz, ainsi qu'à la construction de circuits alternatifs de financement s'appuyant sur les *cofradías* et le développement de leurs fonds propres. Il n'en reste pas moins que commerçants et responsables des confréries religieuses ont dû mettre en place des dispositifs de contrôle spécifiques pour se prémunir des risques de défaillance de la part des producteurs paysans et garantir leurs investissements financiers.

Dehouve (1998 : 155) mentionne l'existence de pratiques telles que la *mohatra*<sup>53</sup>, qui garantissait aux bailleurs de crédits, à la fois la prise d'un intérêt sur les sommes prêtées, et leur remboursement via l'engagement effectif d'un bien. Un autre arrangement institutionnel de même nature, sur lequel nous reviendrons en détail, correspondait à la vente avec faculté de rachat, ou vente à réméré, par laquelle le bénéficiaire d'un prêt cédait ses droits sur un bien immobilier, à travers un acte de vente correspondant au montant du prêt, jusqu'au remboursement des sommes dues (Bart, 1962). Nous verrons que ce type de contrat a fait l'objet d'un recours très large dans la région des Tuxtlas au cours du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle (chapitre 5), et cet emploi massif suggère que des arrangements conditionnant les avances sur récolte à des garanties foncières – la mise en gage de droits de culture en couverture des crédits productifs – y étaient pratiqués à une période relativement précoce. Les archives consultées ne permettent pas d'en attester l'existence à la charnière du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>54</sup>, mais les nouvelles formes de possession foncière, dans le cadre des *rancherías*, des *ranchos*, voir des *cofradías*, peuvent avoir soutenu l'émergence de formes institutionnelles qui exprimaient l'individualisation des droits d'accès et d'usage de la terre hors des structures communautaires.

<sup>51</sup> AGN, *Alcabalas*, 35, 11, ff 241-242.

<sup>52</sup> On note à cet égard la permanence du débat sur la nécessité du *repartimiento* par les commerçants des districts du Sotavento à la charnière du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle (Díaz Hernández, 2007). Le premier Intendant de Veracruz, Pedro Corbalán, lui-même chargé de veiller à la prohibition du *repartimiento* coercitif, le qualifiait pourtant en 1790 « d'indispensable système » pour assurer l'incorporation des paysans Indiens aux marchés agricoles (*cit.* : 555). Son successeur, Miguel del Corral, fut confronté au cours de la dernière décennie du XVIII<sup>e</sup> siècle à des demandes récurrentes de la part des subdélégués de Cosamaloapan et d'Acayucan, qui relayaient les pétitions des commerçants de leur district en faveur de ces pratiques.

<sup>53</sup> La *mohatra* consistait dans la vente d'un bien mobilier tel qu'un cheval, pour une valeur déterminée, à un acquéreur qui s'engageait à restituer ce bien après un délai fixé, mais pour une valeur inférieure, la différence avec le prix de cession correspondant à la prise d'intérêt du prêteur.

<sup>54</sup> Les archives notariales de San Andrés Tuxtla font apparaître un recours massif aux ventes à réméré (ou "ventes avec pacte de rétro-vente" – *venta con pacto de retroventa*) pour garantir les habilitations productives dès la création d'une étude de notaire dans la région, vers 1878 (chapitre 5). Il faudrait explorer d'autres archives, en particulier celles d'Orizaba – où existait un registre notarial qui était employé pour formaliser les transactions entre de grands opérateurs durant la période coloniale –, pour identifier éventuellement l'existence de telles pratiques à des dates antérieures. On peut toutefois imaginer que, compte tenu des distances en jeu entre les Tuxtlas et la ville d'Orizaba, et du caractère largement informel des pratiques de crédit à la production paysanne à la charnière du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, ces traces sont très hypothétiques.

## **Entrepreneuriat politique, changement institutionnel et construction territoriale. L'organisation de la traite cotonnière comme champ social semi-autonome**

Les changements institutionnels et politiques qui ont affecté l'*alcaldía mayor* de Tuxtla dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle ont participé de la transformation du domaine seigneurial de la famille Cortés en un espace régional complexe, caractérisé par la mixité de ses formations sociales et par l'autonomie de ses institutions de gouvernement politique et foncier. Au cours de cette période a notamment émergé un système foncier original, combinant des formes de tenure individuelle et de propriété corporative, exercées par de nouvelles organisations sociopolitiques et associées à de nouvelles formes de coordination économique. Au-delà de son organisation formelle en deux mondes dissociés, deux "républiques", l'espagnole et l'indienne, qui devaient coexister sans se mêler au-delà de relations fonctionnelles d'échange marchand, et de la formalisation de castes visant à matérialiser les divisions entre les catégories de sujets de la société coloniale, le système juridique de l'Amérique hispanique a ménagé de nombreux espaces de porosité sociale se prêtant à l'imbrication des formes institutionnelles.

Ces espaces, souvent situés sur les marges territoriales dépeuplées, où se confondaient les limites des domaines privés et des *pueblos* d'Indiens, ont constitué des "frontières institutionnelles", au niveau desquelles il était possible de mener des entreprises de construction politique et économique de nouveaux territoires, organisés selon des règles propres. Les Tuxtlas ont constitué au XVIII<sup>e</sup> siècle l'un des ces espaces. Les entrepreneurs politiques engagés dans ces stratégies de production territoriale et institutionnelle ont relevé de plusieurs secteurs de la société coloniale. Ils étaient issus en premier lieu de groupes dissidents des communautés indiennes, poursuivant des logiques de segmentation et d'autonomisation qui se sont reproduites selon une fréquence de plus en plus rapprochée au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, depuis la séparation des *pueblos* de San Andrés et de Santiago jusqu'à la formation "systémique" de *rancherías* libres, qui adressaient aussitôt à l'administration royale des demandes de reconnaissance juridique, puis d'autonomisation politique pour élire leurs autorités et enfin de dotation d'un fonds foncier propre. Les familles de l'élite commerciale créole ont constitué un second foyer de production de nouveaux espaces institutionnels. La location de terres sur les marges du Marquisat, suivant des baux emphytéotiques ou des contrats de longue durée a conduit à la formation de *ranchos* sur lesquels les commerçants de coton ont installé et tenté de stabiliser une clientèle de petits tenanciers, assujettis par un ensemble de relations économiques, foncières et symboliques. Les autorités des communautés indiennes (les *républiques*) ont enfin joué un rôle important dans ces dynamiques de production territoriale et institutionnelle, à travers la constitution de *cofradías* et la formation de leurs fonds de terre, dont certains objectifs centraux étaient de maîtriser les stratégies de segmentation politico-territoriale émanant de leurs membres et de se doter d'une capacité propre de financement des activités commerciales.

Au regard de ces processus, le système de traite cotonnière et d'intégration entre producteurs paysans, dans leur majorité d'origine indienne, et opérateurs commerciaux, qui se développe et se complexifie au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, peut être abordé comme une "champ social semi-autonome" (Moore, 1973), dans le cadre duquel les acteurs sociaux disposent d'une marge de manœuvre substantielle pour construire, en interaction avec le cadre légal formel, leur propres règles d'accès et d'usage des ressources stratégiques – au premier rang desquelles les terres les plus favorables à la culture du coton (à la fois en termes de fertilité minérale, de disponibilité hydrique durant la période sèche et d'accessibilité au regard des voies d'échange<sup>55</sup>). Les transformations du champ institutionnel local, au regard des règles d'appropriation des terres et, plus largement, des formes d'intégration

---

<sup>55</sup> Cette dernière contrainte se posait dans des termes exactement inverse pour la culture du tabac, qui devait être réalisée dans des conditions de clandestinité vis-à-vis des contrôleurs du Monopole royal.

sociale (des nouvelles générations et des migrants) et de l'organisation des rapports d'autorité, ont certes été profondément influencées par les réformes légales promulguées par l'État espagnol dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais elles ont d'abord été le produit des bouleversements qui avaient affecté l'organisation interne de la structure économique, sociale et politique du Marquisat et de la communauté de Tuxtla depuis les premières décennies de ce siècle, bouleversements dont les conflits de 1716, 1750 et 1770 ont constitué des révélateurs.

A l'aube de la révolution d'indépendance, qui conduira en 1821 à la formation d'un nouvel État, les *républiques d'Indiens* et l'administration du Marquisat ont cessé de constituer le cadre de référence dans l'organisation des rapports fonciers, politiques et sociaux. Les élites commerçantes tuxtèques et plus particulièrement celles de San Andrés ont acquis une emprise large sur les dispositifs régulant l'accès à la terre et aux ressources permettant sa mise en valeur. La formation des municipalités, à partir de la promulgation de la nouvelle constitution de Cadix, en 1812, puis la mise en œuvre de leurs facultés de gouvernement local, dans le nouveau cadre juridique issu de l'indépendance du Mexique, vont fournir des leviers au renforcement de ce contrôle au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Les structures territoriales et foncières qui se sont mises en place autour des *ranchos*, *rancherías* et *cofradías* vont servir de support à la formation d'un complexe politico-économique original, associant les élites commerciales et agraires locales et les nouvelles institutions de gouvernement politique autour de la constitution d'une propriété municipale.





***Deuxième partie***

***La municipalité de San Andrés Tuxtla  
au centre de la politique de la terre et du territoire  
(1820-1930)***



## Chapitre 4

### **Construction de la municipalité et reconfiguration des structures de propriété au XIX<sup>e</sup> siècle**

Les trois premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle sont une période de culmination des transformations politiques, territoriales et foncières amorcées à partir des années 1750. Cette période est notamment jalonnée par la proclamation de la Constitution de Cadix – promulguée en 1812 dans le contexte de la dislocation du régime absolutiste et de l’invasion française de la péninsule ibérique –, puis par la proclamation de l’indépendance du Mexique, en 1821. Outre le fait qu’elle établissait une monarchie parlementaire, la constitution de 1812 abolissait les droits seigneuriaux sur l’ensemble des territoires d’un Etat dont les principes juridiques étaient unifiés de part et d’autre de l’océan, et portait donc dissolution des servitudes auxquelles étaient soumis les *pueblos* d’Indiens intégrés au Marquisat del Valle. Surtout, la constitution de Cadix supprimait le régime particulier de droit que les Lois des Indes avaient établi pour les colonies, notamment en termes de différenciation juridique de deux systèmes de gouvernement local, celui des *républiques* d’Indiens et celui des chapitres (*cabildos*) d’Espagnols. En substitution de ces instances, elle instaurait la création de municipalités à l’échelle des localités comptant au moins 1000 habitants<sup>1</sup>, dont le gouvernement devait être assuré par un conseil ou chapitre, élu au suffrage universel indirect, selon des principes intégrant l’ensemble de la population masculine, indépendamment de son origine ethnique.

La nouvelle de la promulgation de la constitution de Cadix a provoqué une vague de formation de municipalités en Nouvelle-Espagne<sup>2</sup>. Dans les régions où la trame territoriale était définie par les délégations de terre que la Couronne espagnole avait faites aux *pueblos* d’Indiens, elle a notamment été saisie par des localités mineures, qui étaient jusqu’alors demeurées assujetties à des chefs-lieux de *république*, mais qui satisfaisaient aux conditionnalités démographiques posées par la loi, pour former des gouvernements indépendants (Guardino, 2007 ; Mendoza García, 2011 : 59-72). Ce fut probablement le cas de Catemaco qui, entre 1813 et 1814, semble s’être émancipé de la tutelle de San Andrés, reproduisant une histoire qui avait vu un siècle plus tôt le centre économique de la région se séparer de la *villa* de Santiago. Bien qu’aucune source ne permette d’en situer la date avec précision, cette séparation fut reconnue effective dès la formation de l’Etat de Veracruz, dans le cadre de la nation indépendante, en 1824.

La remise à plat des organisations et des hiérarchies territoriales dans le cadre de la rupture avec l’ordre colonial a par ailleurs confirmé la reconnaissance administrative des Tuxtlas en tant qu’ensemble régional et la prééminence politique de San Andrés sur cette région. En 1825, le Congrès du nouvel Etat de Veracruz – au sein duquel siégeait Manuel Antonio de la Cabada, l’une de

---

<sup>1</sup> De façon significative, cette disposition de la nouvelle constitution venait d’une initiative de l’un des députés américains de l’assemblée constituante, Miguel Ramos Arizpe, représentant de Coahuila au titre des provinces internes de la Nouvelle-Espagne.

<sup>2</sup> Entre 1812 et 1820, les conseils de gouvernement local ou “chapitres” passent ainsi d’une centaine à près de 1 000 sur le territoire de la Nouvelle-Espagne, avec une densité particulière dans les régions indiennes. Sur ce point, voir entre autres Annino (2002), Arrijoa (2008), Serrano & Ortiz (ed., 2007) et Salinas (1996).

familles les plus influentes du commerce de San Andrés<sup>3</sup> –, ratifia l'érection du canton des Tuxtlas sur le territoire de l'ancienne *alcaldía mayor*, et en attribua le chef-lieu à San Andrés. Six mois plus tard, l'ensemble du dispositif administratif, et en particulier le tribunal de première instance, fut déplacé à San Andrés, qui n'était encore qu'un *pueblo* de rang inférieur à la *villa* de Santiago<sup>4</sup>. Cette décision provoqua l'acrimonie et les vives protestations des autorités de l'ancien siège administratif du Marquisat de Cortés, qui demandèrent le rattachement de leur municipalité au canton de Veracruz, au motif qu'« il leur serait irrévérencieux de devenir subalterne à un *pueblo* qui le fut [d'eux-mêmes] » (Medel, 1993, T. I : 181). En dépit de ces arguments, le congrès provincial écarta le recours de Santiago et le bourg se trouva définitivement relégué dans la hiérarchie territoriale du nouvel Etat<sup>5</sup>.

La création des municipalités a représenté un changement institutionnel majeur dans l'organisation des rapports politiques internes à la Nouvelle-Espagne puis au Mexique. Elle a conduit à la formation d'entités politiques autonomes, dotées d'une capacité à produire leur propres régulations, notamment en termes de droits de participation politique et de fiscalité locale. Les municipalités étaient ainsi habilitées à lever des taxes, dites *arbitrios* (sur les marchés, sur l'introduction de certains produits, comme les alcools, sur l'abattage d'animaux, etc.) et à percevoir des loyers, appelés *propios*, sur leurs propriétés. Ces délégations larges de compétences sont intervenues dans un contexte national marqué par la situation d'anarchie provoquée par la longue révolution d'indépendance (1810-1821), qui favorisa la fragmentation des espaces politiques, ainsi qu'une restauration durable des formes autonomes de gouvernement local auxquelles les réformes de la monarchie bourbonnienne s'étaient attaquées durant les cinquante années précédentes (Tutino, 2002 : 37-42).

L'une des bases de cette autonomie et un fondement du pouvoir politique des municipalités résidait aussi dans leur pouvoir militaire. Celui-ci a été entretenu au cours du demi-siècle qui a suivi l'indépendance par une instabilité politique chronique, qui vit le pays subir deux invasions militaires étrangères (par les Etats-Unis en 1847-48, puis par un corps expéditionnaire français, venu soutenir l'aventure impériale de Maximilien de Habsbourg, entre 1863 et 1867) et être continuellement secoué par les luttes armées entre factions politiques rivales, entre libéraux et conservateurs, fédéralistes et centralisateurs. Les municipalités maintenaient des compagnies armées de Gardes Nationales, dont les cadres étaient formés par des membres de l'élite locale, mais aussi, parfois, par de jeunes indiens recherchant, à travers la carrière des armes, un statut qui leur permettrait de court-circuiter les dispositifs traditionnels d'accès séquentiel au pouvoir communautaire (Mallon, 1995 ; Ducey, 1999 ; Thompson & LaFrance, 1999).

Dans ce contexte d'instabilité politique, qui voyait les instances de gouvernement provinciales (les gouverneurs et les parlements des Etats de la Fédération) et nationales régulièrement mises en question et en opposition par les factions belligérantes, les municipalités ont constitué l'organisation la plus stable et la plus influente au regard des dynamiques socio-politiques et institutionnelles (Mallon, 1994 ; Escobar & Gordillo, 1999 ; Ducey, 2008). Dans ce cadre de la consolidation précaire et de remise en question récurrente de l'Etat-Nation, elles ont constitué le cadre privilégié de construction d'une notion de citoyenneté qui s'éloignait du modèle forgé par la Révolution française (Annino, 2002). À l'image des régimes de droit qui prévalaient dans les *pueblos* d'Indiens, la communauté locale est demeurée l'instance de délégation de droits politiques. La constitution de Cadix elle-même ne s'appuyait pas sur les notions de contribuable ou de propriétaire pour nourrir le concept de citoyenneté, mais sur le statut de résident (*vecino*) : posséder un foyer et une famille et

---

<sup>3</sup> Manuel Antonio de la Cabada faisait office à cette époque de magistrat du tribunal de première instance de San Andrés. En 1826, il fut élu au sénat de la République (Medel, 1993, T. I : 179).

<sup>4</sup> Le Congrès de l'Etat de Veracruz n'octroya à San Andrés le rang de *villa*, conforme à son statut de chef-lieu cantonal, qu'en 1830, cinq ans après le transfert de l'autorité administrative (Medel, 1993, T. I : 186-188).

<sup>5</sup> En 1830, Santiago perdra de surcroît la tutelle sur la congrégation de Saltabarranca, située en bordure des terres inondables jouxtant la limite avec Tlacotalpan et qui faisait l'objet de disputes entre les deux juridictions depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle (chapitre 3). Bien qu'elle ne compte alors que 873 habitants, cette localité obtient le statut de municipalité et est rattachée au canton de Veracruz (Iglesias, 1831, in Blázquez, 1986, T. I. : 254).

« par dessus toute autre condition, jouir du respect de la communauté d'appartenance parce que l'on a "un mode de vie honnête" » constituaient le fondement des droits de participation politique (*Ibid.* : 212). Les "juntas electorales" instituées au cours des années 1810 et 1820 dans le cadre de la municipalité ou de la paroisse avaient notamment le pouvoir constitutionnel absolu de vérifier et valider les obligations que les citoyens-électeurs devaient remplir. La communauté et le territoire communal sont ainsi devenus, au cours des premières décennies de vie indépendante, les espaces où se définissaient les droits constitutionnels des individus.

Ce chapitre s'intéresse aux processus de construction des municipalités tuxtèques et à la façon dont elles ont exercé les prérogatives qui leur étaient allouées par la constitution de Cadix et celle de la nouvelle nation mexicaine. Il s'attache plus spécifiquement aux mécanismes par lesquels les municipalités se sont dotées de fonds de terres propres, destinés à leur permettre de générer des ressources fiscales, mais aussi d'asseoir et de consolider un pouvoir qui reposait sur l'assignation clientéliste de droits d'accès et de culture à leurs ressortissants. À partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ces prérogatives municipales ont fait l'objet d'attaques systématiques de la part de l'Etat central, qui visaient à réduire l'autonomie des organisations politiques locales et portaient plus particulièrement sur les formes de propriété foncière corporative exercées par les communautés et les municipalités. Nous nous intéresserons à la façon dont les tentatives de réforme légale de l'Etat mexicain dans le champ foncier ont fait l'objet de stratégies de négociation, évitement, appropriation et instrumentation dans le contexte local, dans le cadre de luttes entre différentes factions politiques pour le contrôle du pouvoir municipal et le contrôle de la force de travail paysanne.

Ces processus sont analysés dans ce chapitre en référence plus spécifique à la situation de San Andrés Tuxtla, qui a constitué, au long du XIX<sup>e</sup> siècle, comme à la fin de la période coloniale, le centre de gravité économique et politique de la région. Muncipe le plus densément peuplé de tout le Sotavento, siège d'une élite commerçante et agraire dont le pouvoir disposait de relais politiques au niveau de l'Etat de Veracruz et dans la représentation législative nationale, San Andrés représente un cas d'étude qui éclaire les trajectoires d'intégration des sociétés rurales mexicaines à un projet de Nation libérale. Ce projet a constitué la grande œuvre que les libéraux mexicains ont tenté d'imposer au long du XIX<sup>e</sup> siècle, à travers l'abolition des formes de propriété corporative et l'instauration d'un régime foncier de droit privé, dont il était attendu qu'il soutiendrait la diffusion d'un modèle de citoyenneté individuelle, à caractère universel, qui supplanterait les formes locales d'appartenance collective fondant l'exercice pratique des droits politiques. Ce projet a été au cœur des enjeux de construction et de reconfiguration des institutions municipales à San Andrés au long du XIX<sup>e</sup> siècle.

## **La fusion des sphères de gouvernement politique et foncier :**

### **la construction de la municipalité et de la propriété communale**

#### ***Bref panorama économique et démographique au lendemain de l'indépendance***

La mise en place et l'institutionnalisation des chapitres municipaux dans les trois principaux bourgs des Tuxtlas a dû se faire dans un contexte particulièrement difficile. À la différence des régions voisines du centre de Veracruz ou du Moyen-Papaloapan, les Tuxtlas, situés sur la marge des principaux axes d'échange et de circulation, ont peu été affectés par les actions militaires mettant aux prises les guérillas indépendantistes et les troupes royales. Les élites locales, fidèles à la Couronne, ont conservé la maîtrise des corps de miliciens espagnols et *pardos* et ont assuré avec efficacité la protection de leurs intérêts matériels vis-à-vis des factions rivales<sup>6</sup>. Avec la proclamation

---

<sup>6</sup> En 1815, José Antonio et Domingo Antonio Riveroll, membres de l'une des principales familles commerçantes de San Andrés – et l'un des plus influentes au long du XIX<sup>e</sup> siècle, voir *infra* – figuraient ainsi parmi les officiers de la milice royale qui protégeait le bourg (Medel, 1993, T. I : 153, 159).

d'indépendance, la position loyaliste des élites tuxtèque semble avoir peu affecté leur capacité d'influence dans le nouveau contexte politique, comme l'indique l'élection de Manuel Antonio de la Cabada, l'un des appuis les plus solides de la municipalité de San Andrés, au Congrès constituant de l'Etat de Veracruz, en 1824, puis sa nomination au Sénat de la république, à partir de 1826.

Il n'en est pas allé de même de la situation économique. La révolution d'indépendance a particulièrement affecté les centres textiles situés sur la route entre Mexico et Veracruz, et notamment les filatures de Puebla, Tlaxcala et Orizaba, cette place étant l'objet de plusieurs sièges et de combats violents entre 1815 et 1820. Les interruptions des routes commerciales et la destruction des fabriques industrielles ont considérablement affecté le système de traite cotonnière qui fonctionnait dans l'ensemble du Sotavento depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Elles ont notamment conduit à une baisse considérable des prêts privés et à l'effondrement total des crédits ecclésiastiques depuis la place de Puebla, entre 1816 et 1820 (Thompson, 1989 : 96 ; Dobado *et al.*, 2008 : 768). Après les guerres napoléoniennes, la contrebande textile a atteint un niveau sans précédent, anéantissant toute possibilité de restauration industrielle. Ce n'est qu'à partir des années 1830, avec l'adoption de mesures protectionnistes et le rétablissement d'une certaine capacité de surveillance des côtes que les centres textiles ont pu entamer leur redressement (voir la deuxième partie de ce chapitre).

En 1830, la production de coton des plaines côtières du Veracruz ne représente plus guère que le cinquième du volume qu'elle avait atteint à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (Chávez Orozco & Florescano, 1965 : 83). Dans sa "statistique" de l'Etat de Veracruz élaborée en 1831, José María Iglesias indique que « la production de cotons [...], depuis de nombreuses années est réduite à une part minime de ce qu'elle était auparavant. L'introduction de tissus étrangers en a réduit notablement les produits » (Iglesias, 1986 [1831] : 241). Dans les Tuxtlas, la production agricole marchande se réduit alors principalement à la canne à sucre cultivée dans 15 petites plantations à San Andrés et 45 à Santiago, dont les dérivés alimentent neuf distilleries artisanales implantées dans les trois bourgs de la région, auxquelles s'ajoutent six autres unités qui opèrent dans le chapelet de *rancherías* qui s'égrainent en bordure des voies navigables (*Ibid.*). C'est là également que se trouve le principal capital productif de la région, dans les troupeaux bovins – 7 700 têtes de bétail selon les calculs d'Iglesias – appartenant aux membres de l'élite locale et aux *cofradías* de la Vierge du Carmel et du Très Saint Sacrement, qui comptent chacune plus de 1 300 bovins.

La population totale du canton s'élève alors à 18 800 habitants environ, soit un accroissement de 25% au regard de celle qui avait été recensée un quart de siècle plus tôt. Elle reste concentrée dans les deux principaux bourgs, San Andrés (8 014 habitants) et Santiago (5 650 habitants). Mais outre Catemaco (1 090 habitants), la quarantaine de congrégations et *rancherías* qui se sont formées au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle comptent plus de 4 000 résidents et révèlent le glissement du centre de gravité démographique qui opère dans la région en direction des espaces où des formes de tenure foncière individuelle sont en cours de construction (chapitre 3). Cette tendance s'est sans doute renforcée au cours des années 1830, après qu'une épidémie de choléra a décimé près de 3 000 personnes à San Andrés, soit près de 40% des habitants du bourg (Medel, 1993, T. I : 188-191). En 1844, la population cumulée du chef-lieu de canton et de Santiago, 12 359 personnes au total, accuse encore les stigmates de cette épidémie et demeure inférieure d'un dixième à sa taille antérieure à l'épidémie (Blázquez, 1986, T. I : 413).

C'est dans ce contexte économique et démographique adverse que se construisent les structures et les institutions politiques locales qui accompagnent la formation des municipalités tuxtèques. L'un des principaux défis que sont alors amenés à relever les chapitres (*cabildos*) municipaux réside dans la constitution de ressources budgétaires stables et suffisantes pour maintenir une administration publique. Lors de la visite d'Iglesias, en 1831, le revenu total annuel de la municipalité de San Andrés s'élève à 800 pesos et celui de Santiago ne dépasse pas 600 pesos (*cit* : 114-115). Ces chiffres sont à comparer avec les revenus cinq à sept fois plus élevés que génèrent les confréries religieuses : 4 300 pesos pour la *cofradía* du Carmel de Catemaco en cette même année 1831 (*Ibid.*), 3 875 pesos pour celle du Très Saint Sacrement, cinq ans plus tard (Archives Paroissiales de San Andrés Tuxtla, *Libro de*

*Cordilleras*, vol. 3). Comme le souligne Iglesias, « aussi bien le chef-lieu de San Andrés que les *pueblos* qui forment ce canton manquent de fonds légal [de terre] et [...] le duc de Monte-Leone est reconnu comme l'unique propriétaire [des] terrains » (*Ibid.* : 116). La constitution d'un fonds de terres propre, leur permettant de générer des rentes foncières susceptibles d'alimenter leur trésorerie représente alors une contrainte urgente et incontournable pour les municipalités. La décision du gouvernement fédéral, en 1833, de déclarer propriété de l'Etat les terres dites "de conquête", celles que la Couronne espagnole avait allouées en seigneurie ou en majorat aux conquérants et à leurs descendants, va leur fournir les moyens de pallier cette contrainte.

### **La constitution et la gestion du "commun municipal" : l'intégration des institutions foncières à l'organisation de la traite cotonnière**

La constitution nationale de 1824 avait déjà confirmé les dispositions des lois de Cadix portant abolition des droits seigneuriaux et des redevances qui leur étaient associées dans les colonies espagnoles. Le décret d'expropriation de 1833 conduisit Giuseppe Pignatelli d'Aragon, duc de Terranova et Monteleone et héritier de la famille Cortés, à désigner Lucas Alamán, un industriel textile et l'une des figures les plus influentes du parti conservateur mexicain, pour le représenter légalement et procéder à la vente des biens mobiliers et immobiliers qui composaient le patrimoine du Marquisat del Valle. Alamán déposa un recours légal auprès de la Cour Suprême qui lui procura les délais nécessaires pour mener à bien ce mandat. En septembre 1837, Alamán vendit l'ensemble des terrains de la juridiction des Tuxtlas au Colonel Luis Ruiz, un propriétaire terrien et négociant d'Alvarado, qui possédait notamment une égreneuse de coton à vapeur dans ce port, et avec lequel Alamán était probablement lié en affaires dans le commerce du coton. Ruiz avait été député du département d'Acayucan dans la première législature de l'Etat de Veracruz, en 1824, où il avait siégé en compagnie de Manuel de la Cabada. Sa proximité avec les négociants impliqués dans la traite cotonnière et sa maîtrise des réseaux politiques régionaux le plaçaient dans une position idéale pour tirer le meilleur parti des terres dont il venait de faire l'acquisition. Au cours de l'année suivante, Ruiz passa plusieurs accords avec des particuliers et les gouvernements des municipes tuxtèques pour leur transférer la plus grande partie de ces terrains.

La première opération de démembrement de l'ancienne propriété seigneuriale eut lieu en juin 1839, lorsque Ruiz rétrocéda pour 250 pesos à Joseph Oulliver<sup>7</sup> une surface « d'un site de bétail » (1 667 ha), située aux lieux-dits de Cebollal et Nexteta, sur les hauteurs qui jouxtaient la ville de San Andrés (figure 4.1). La vente correspondait à un projet de création d'une fabrique textile pour mettre à profit, à la fois, le bassin de production de matière première constitué par l'environnement rural immédiat, et la force motrice fournie par les chutes d'eau du  *río*  Tajalate. Dans le cadre de cette opération, Oulliver s'engageait à céder « par écriture qu'il fera en temps opportun à la compagnie de filature et de tissage de San Andrés Tuxtla qui va s'installer sur une partie de ces terrains, le lieu et la chute d'eau où sera édifié l'établissement qui devra pouvoir jouir en tout temps du libre et total usage de l'eau »<sup>8</sup>. L'acte de vente précisait en outre que :

---

<sup>7</sup> Oulliver était un ingénieur d'origine française, probablement installé au Mexique à la suite de la désastreuse opération de formation d'une colonie de peuplement dans le cours inférieur du Coatzacoalcos, dix ans plus tôt. En 1828, deux négociants français, Giordan et Laisné de Villevêque, associés au politicien mexicain Tadeo Ortiz, avaient créé une Société Vaclusienne de colonisation et entrepris d'installer 500 familles d'agriculteurs et d'artisans français sur les rives du Coatzacoalcos, présentées comme un paradis terrestre (Charpenne, 1992 ; Thompson, 1974). Abandonnés dans un dénuement complet, dépourvus des appuis qui leur avaient été promis, décimés par la malaria – les rescapés évoqueront le chiffre de 300 morts –, les colons se dispersèrent dans les principaux bourgs du Sotavento, d'où ils entreprirent de réunir les fonds qui leur permettraient de rentrer en France, mais certains s'y installèrent.

<sup>8</sup> "Copia del testimonio de escritura de venta hecha por Don Luis Ruiz a Don José Oulliver, el 12 de junio de 1839", in Medel (1993, T. I : 194).



« Le même M. Oulliver devra tolérer que les habitants nécessiteux du *pueblo* de San Andrés coupent du foin, du bois de chauffe, du rotin et des poteaux pour leur usage personnel sur les terrains non occupés inclus dans la présente vente, sans [lui porter] préjudice, à l'exception du bois qu'il considérera utile pour ses constructions ».<sup>9</sup>

Quelques jours plus tard, le 12 juin 1839, Ruiz céda « en faveur du commun de San Andrés Tuxtla », une surface de 15 « sites de bétail », soit près de 26 350 ha, pour la somme de 5 200 pesos<sup>10</sup>. A cette époque, la législation veracruzaine, et plus spécifiquement la loi du 22 décembre 1826, prohibait la formation de propriétés possédées pro-indivis par des communautés ou des municipalités (voir la partie suivante) et il est probable que cette vente fut menée à bien à travers la constitution d'une société mercantile, formée au nom de la municipalité de San Andrés. Au-delà de cette argutie légale – qui ouvrira toutefois le champ à des disputes juridiques récurrentes pendant près d'un demi-siècle, comme nous le verrons plus loin –, les documents administratifs et les règlements municipaux feront, par la suite, constamment référence au « commun municipal » ou aux « terrains du *pueblo* » de San Andrés au sujet de ces terres.

Plusieurs aspects de cette transaction méritent d'être mis en relief. En premier lieu, Ruiz conservait en sa possession les portions navigables du cours des deux rivières irriguant le territoire du municipe, les *ríos* de Totoltepec (ou Grande de Catemaco) et de Tuxtla (ou Tepango), ainsi que l'extension de terres situées à l'interfluve de ces deux portions, jusqu'à leur confluence (figure 4.1). Cinq ans plus tard, il inclut une clause similaire concernant les rives du *río* San Juan dans l'acte de vente de huit sites de bétail (14 050 ha) souscrit en juin 1844 au bénéfice de la municipalité de Santiago<sup>11</sup>. De la sorte, Ruiz, qui était, rappelons-le, un commerçant et traitant de coton, conservait le contrôle des embarcadères (de Totoltepec pour San Andrés, d'Otapan et d'Alonso Lázaro dans le municipe de Santiago) par lesquels transitaient les échanges avec le centre du pays et avec le port de Veracruz. En 1844, le Colonel Ruiz demeurait par ailleurs propriétaire de tout le versant littoral du volcan San Martín Tuxtla et se trouvait engagé dans « la formation d'une compagnie par actions, pour réaliser l'établissement d'une colonie [de peuplement] sur une partie de ces terres qui doivent former une hacienda normale [...] elles s'étendent depuis le parage nommé Montepío, au bord de la mer, jusqu'à la juridiction d'Acayucan, en entourant en leur centre la lagune de Sontecomapan »<sup>12</sup>.

Un second point retenant l'attention concerne le rôle central joué par les principaux commerçants de San Andrés dans les processus de constitution des deux propriétés municipales. Les fondés de pouvoir de San Andrés dans la transaction passée avec le Colonel Ruiz étaient Manuel Antonio de la Cabada, dont on a mentionné la trajectoire de député provincial, aux côtés de Ruiz, puis de sénateur, Manuel Cinta et José Aurelio García, deux membres éminents du commerce local, alors que León Minquiz était le seul représentant des Indiens de communauté<sup>13</sup>. D'autres figures du groupe de commerçants de San Andrés figuraient parmi les témoins de l'achat de huit sites de bétail par les « naturels et résidents [*vecinos*] » de Santiago Tuxtla, en 1844 : Francisco R. Artigas, José Miravete et Manuel Riveroll<sup>14</sup>. Cette présence suggère que l'élite commerçante de San Andrés était directement impliquée dans l'acquisition de terres par la municipalité de Santiago, au moins au titre de caution financière. L'acte de la transaction réalisée entre Ruiz et les habitants de San Andrés mentionne par

---

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Artigas (1896); ACAM, Exp. 25, San Andrés Tuxtla, Acción: Dotación de Ejidos.

<sup>11</sup> ACAM, Exp. 332, Loc. Santiago Tuxtla, Acción: Restitución. Le montant de la transaction s'élevait à 3 000 pesos, que les habitants de Santiago s'engageaient à payer en trois versements, « en monnaie d'argent ou en coton ».

<sup>12</sup> Rapport du Gouverneur de Veracruz devant le Congrès de l'Etat, en 1844, *cit.* par Blázquez (1986, T. I) : 439-440.

<sup>13</sup> ACAM, Exp. 25, San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos. José Aurelio García exerçait alors la fonction d'administrateur du fisc dans le canton des Tuxtlas et que le juge de première instance devant lequel l'acte de vente fut souscrit était Procopio de la Cabada, un parent proche de Manuel A. de la Cabada.

<sup>14</sup> Manuel Riveroll figurait également parmi les témoins de l'acte d'acquisition des terrains du commun municipal de San Andrés cinq ans plus tôt.

ailleurs que, sur le montant total de 5 200 pesos payé pour les 15 sites de bétail, 4 000 avaient été avancés par M. A. de la Cabada à titre de prêt, avec un intérêt de 6% annuels<sup>15</sup>. En 1838, un an avant son engagement actif dans la formation de la propriété municipale, la famille Cabada possédait déjà des terrains dans la juridiction de Santiago, vraisemblablement acquis auprès de Ruiz<sup>16</sup>. Nous verrons au chapitre suivant que, dans le dernier quart du siècle, cette famille possédait l'hacienda de El Laurel, qui s'étendait sur 8,75 sites de bétail (autour de 15 500 ha) et qui incluait les terrains que Ruiz avait conservé entre les cours navigables des ríos de Tuxtla et de Totoltepec (Medel, 1993, T.1: 175).

Figure 4.1 : La configuration de la propriété foncière à San Andrés Tuxtla vers 1850



<sup>15</sup> ACAM, Exp. 25, San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos.

<sup>16</sup> Le compromis de vente souscrit entre les représentants de la villa de Santiago et le Colonel Ruiz, daté du 5 juillet 1838, six ans avant la transaction définitive, mentionnait que les terrains concernés avaient une limite commune, au Sud-Ouest, avec les "terres d'Elvira", propriété du « Sr. Licencié Manuel Antonio de la Cabada » (ACAM, Exp. 332, Santiago Tuxtla, Restitución). Rappelons que ces terres avaient appartenu aux caciques indiens Pérez de Tapia, de San Andrés, et que ces derniers s'en disputaient encore la propriété dans le dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle (chapitre 3). La possession de la famille Cabada sur ces terrains peut aussi trouver ses origines dans une transaction passée avec les anciens caciques, peu avant la dissolution définitive du Marquisat.

Finalement, en juillet 1850, le Colonel Ruiz fit don au *pueblo* de San Andrés – dont les représentants légaux étaient toujours José Aurelio García, Manuel de la Cabada et León Minquiz, Andrés Herrera ayant remplacé Manuel Cinta – une extension supplémentaire de 1 site et demi de bétail (environ 2 635 ha), située sur des terrains accidentés lieu-dit El Cebollal, au nord du chef-lieu municipal (figure 4.1). Le “commun” de la ville atteignait ainsi une surface totale de presque 29 000 ha<sup>17</sup>.

Le cas de Catemaco se distingue quelque peu dans le contexte régional. Depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, le *pueblo* était enserré dans les terrains appartenant à la confrérie de la Vierge du Carmel, dont les autorités civiles et la tutelle ecclésiastiques résidaient à San Andrés. En 1836, le majordome qui tenait les comptes et organisait les activités de la *cofradía* était Manuel Cinta, un membre important du commerce de San Andrés, dont on a vu le rôle dans le processus d’achat du commun de ce municipe. Il succédait dans cette charge à José Aurelio García, lui aussi figure dominante de la vie politique et économique locale, le changement d’autorité ayant eu lieu devant le maire (*alcalde*) de Catemaco, Manuel María Riveroll, commerçant renommé de San Andrés, qui avait rempli le rôle de témoin lors de l’achat du fonds de terres de Santiago au Colonel Ruiz<sup>18</sup>. Plus qu’en aucune autre communauté de la région, il semble que l’imbrication entre le système d’autorités civiles et le gouvernement de la confrérie religieuse ait atteint à Catemaco un point de confusion<sup>19</sup>. Au début des années 1840, les habitants de Catemaco auraient ainsi acheté des terrains au même Ruiz, afin de constituer le fonds légal dont ils étaient dépourvus. Toutefois, les autorités municipales firent immédiatement don de ces terres à la *cofradía* du Carmel, afin de permettre l’entretien du bétail qui composait les biens de cette confrérie et d’agrandir la surface de terre sur laquelle les habitants du bourg avaient pratiqué de tout temps leurs activités productives (González Sierra, 1991 : 49).

À San Andrés, l’administration des terrains communaux fut assurée directement par le gouvernement municipal. Dans un premier temps, celui-ci décida d’établir un registre des familles résidant dans le bourg et dans les localités incorporées au “commun” et de collecter auprès d’elles les cotisations destinées à couvrir le paiement de la dette contractée vis-à-vis du Licencié de la Cabada<sup>20</sup>. Les autorités municipales résolurent en outre que les habitants du municipe, qu’il s’agisse des familles natives ou des nouveaux arrivants, pourraient exploiter librement et sans restriction les ressources du commun. En 1858, le chapitre municipal commissionna toutefois Manuel M. Palacio, José Aurelio García et José María Palacio pour élaborer un règlement destiné à organiser l’usage des terres et à fixer le montant des droits d’accès que devaient satisfaire les exploitants selon les types de terrain. Toutefois, il semble que la commission se borna à « laisser absolue liberté aux gens du pays et aux étrangers pour exploiter [les terres], aussi bien par l’ouverture de labours que par la coupe de bois ou l’élevage de bétail »<sup>21</sup>.

Ces principes de libre accès aux terres et de faible régulation de leur usage correspondaient à une alliance large d’intérêts entre les petits producteurs paysans et les commerçants de coton et de grains. Ils créaient un cadre incitatif à la mise en valeur rapide des terres, à travers l’installation des nouvelles générations et de migrants (les « gens du pays » et les « étrangers »), qui assurait l’extension continue de la surface cultivée et des productions commercialisées dans un contexte de redressement général de la traite cotonnière (voir *infra*). Ils garantissaient d’autre part les conditions de développement des activités de l’entrepreneuriat agricole (ouverture de plantations irriguées de

---

<sup>17</sup> ACAM, Exp. 25, San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos.

<sup>18</sup> “Cuentas de la Cofradía de N. Sra del Carmen y Ánimas del Purgatorio del pueblo de San Juan Catemaco de la doctrina de San Andrés”, 15/08/1836, Archives Paroissiales de San Andrés Tuxtla, *Libros de Cordilleras*, vol. 3.

<sup>19</sup> Il est possible que l’initiative de formation du municipe de Catemaco, dans le courant des années 1810, ait été portée par les autorités de la *cofradía*, qui auraient cherché à en séparer la tutelle des instances communautaires du *pueblo* de San Andrés.

<sup>20</sup> ACAM, Exp. 25, San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos, f. 470. Selon un fonctionnaire municipal chargé de réunir des preuves destinées à trancher le conflit qui entourait alors la propriété municipale, le *pueblo* de San Andrés devait encore en 1881 une partie du capital et des intérêts à la famille Cabada (Jímenez Marce, 2010 : 110).

<sup>21</sup> “Sobre la Sociedad Agrícola de San Andrés Tuxtla”, ACAM, Exp. 25, San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos.

canne à sucre ou de tabac, capitalisation sous forme de troupeaux, exploitation forestière) aux côtés des terrains cultivés par la paysannerie.

La formation des propriétés communales dans les Tuxtlas et la prévalence des règles d'accès libre à ces terres semblent avoir coïncidé avec un renforcement du processus de frontière interne et de densification des marges rurales qui s'était mis en place dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le recensement de 1871 présenté par Blázquez (1986, T. II : 1090-1120) révèle une diminution de la population des chefs-lieux municipaux au regard de la statistique élaborée par Iglesias quarante ans plus tôt. San Andrés perd ainsi le quart de ses habitants, qui passent de 8 014 à 5 800, pendant que Santiago subit une diminution de presque un tiers (de 5 650 à 3 852 habitants) ; seul Catemaco, qui était en 1831 un bourg en cours de formation, présente une tendance positive (de 1 090 à 1 620 habitants en 1871). En revanche, le nombre de congrégations rurales de plus de 200 personnes explose : il passe de 3 à 16 dans le municipe de San Andrés, de 4 à 12 à Santiago, de zéro à trois sur le territoire municipal de Catemaco. Au total, cette population rurale représente les deux-tiers des 33 490 habitants du canton, contre moins de 22% en 1831. Certaines de ces congrégations sont devenues de véritables bourgs ruraux dont la population dépasse 700 habitants, comme Arroyo Largo (962), Rincón de Lucía (893), Hueyapan (821) et Sehualaca (797) à Santiago, Xoteapan (770) et Bezuapan-Comoapan (720) à San Andrés. Pour la plupart, ces localités apparaissent constituer des foyers d'immigration de jeunes hommes adultes, comme le révèle le sex-ratio de la population, qui y varie entre 1,2 jusqu'à un maximum de 1,46 à Bezuapan – alors que les localités plus anciennes, comme Hueyapan ou Alonso Lázaro, présentent des taux de masculinité entre 0,75 et 0,9. Ces localités rurales apparaissent enfin constituer des foyers de diversification productive où, aux côtés de la culture du coton, sont pratiquées des productions de canne à sucre – on y compte une quinzaine de distilleries artisanales – et de tabac (voir *infra*).

La densification de l'espace rural et la coexistence de différents systèmes d'exploitation des ressources naturelles et de différentes logiques productives n'ont toutefois pas été sans générer des tensions dont l'incidence n'a fait que croître au cours des années. Comme au siècle précédent, les principales frictions étaient provoquées par les divagations du bétail appartenant aux élites locales sur les parcelles des petits paysans. De sorte que la gestion des terres communales a été « perturbée continuellement, en particulier par les dissensions qui étaient suscitées et ventilées auprès des Tribunaux au motif des dommages causés aux cultures par le bétail qui divaguait librement »<sup>22</sup>. Mais nous verrons que ces tensions ont graduellement concerné également l'usage et l'appropriation des terrains les plus fertiles, situés à proximité des berges des cours d'eau, pour la réalisation de cultures commerciales concurrentes.

Cet argument, au demeurant classique, du potentiel conflictuel des régimes de droit foncier collectif était à la même époque mis en avant par les tenants d'un courant de pensée libéral, qui disputaient le pouvoir national contrôlé par le Parti conservateur depuis le début des années 1830. Après la débâcle militaire de 1847 et l'invasion du pays par les Nord-américains, les libéraux ont réalisé des avancées politiques qui leur permirent d'occuper le pouvoir de façon presque ininterrompue entre 1848 et 1857, période durant laquelle ils jetèrent les bases de réformes institutionnelles radicales, notamment en matière de propriété foncière. Les lois de réforme de 1855-56 et la constitution de 1857 ont impulsé une phase de libéralisation de la circulation des marchandises et de biens. L'une des plus marquantes de ces réformes a été instaurée par la "Loi Lerdo", ou *Loi de Désamortisation* des propriétés rurales et urbaines des corporations civiles et religieuses, qui obligeait l'Église et les collectivités politiques – gouvernements provinciaux, municipalités et communautés d'Indiens – à vendre les biens immobiliers qui n'étaient pas strictement nécessaires à leur fonctionnement. Elle concernait en particulier les terrains communaux et ceux qui formaient le patrimoine des confréries religieuses entretenues par les *pueblos* (voir l'encadré 4.1).

---

<sup>22</sup> Artigas (1896) : 4.

### **Le projet libéral et “l’endogénéisation” des lois de désamortisation par les élites locales : la formation de la grande propriété privée dans Les Tuxtlas**

Les tentatives de refonder le régime de propriété des *pueblos* d’Indiens tel qu’il avait été défini par la législation coloniale ont constitué un axe récurrent de l’intervention publique, dès les réformes menées par la Monarchie bourbonnienne qui y voyait un moyen d’accroître ses revenus fiscaux. La constitution de Cadix de 1812 faisait obligation aux communautés et municipalités de répartir en lopins individuels les terrains qu’elles possédaient pro-indivis au bénéfice de leurs ressortissants. Par la suite, les libéraux mexicains se sont saisis de la question de la propriété des corporations civiles et religieuses, non seulement en référence à des arguments fiscaux et de dynamisation de la production agricole, mais aussi, et de façon beaucoup plus significative, dans un objectif de réformer les rapports que les *pueblos* entretenaient avec la société nationale. Dans l’esprit des libéraux, la dissolution des propriétés communales jouerait une fonction émancipatrice des forces vives de la Nation. Elle devait favoriser l’émergence d’une classe de propriétaires autonomes vis-à-vis des gouvernements et des dispositifs communautaires de contrôle socio-politique considérés comme oppressifs. Elle devait constituer un facteur déterminant de la construction d’une citoyenneté de type individuel et de caractère universel, en rupture avec les identités collectives qui caractérisaient les formes de mobilisation et d’action collective des *pueblos* d’Indiens<sup>23</sup>. Dans cette perspective, la transition de la propriété corporative à la propriété individuelle constituait une étape essentielle du processus d’intégration nationale et d’institutionnalisation de l’Etat-Nation.

Les gouvernements de l’Etat de Veracruz se sont caractérisés par leur posture radicale à l’égard de ces idées. Les tentatives de réforme du régime de propriété des *pueblos* y ont eu des expressions précoces. Le décret 39, du 22 décembre 1826, “sur la répartition des terrains des indigènes et des terres en friche” imposait ainsi la réduction en propriété particulière de tous les terrains des communautés et des municipalités et leur redistribution en parts égales entre leurs ressortissants (encadré 4.1). Par la suite, la loi du 4 avril 1856 déclara illégales les *républiques* d’Indiens dans l’Etat de Veracruz et annula leurs droits de propriété. Cet appareillage juridique est toutefois resté longtemps inefficace face aux multiples formes de résistance et d’évitement des *pueblos* et des municipalités. Comme le pointe M. Ducey (2008), la dissolution juridique des *républiques* d’Indiens posait notamment des obstacles pratiques considérables à la privatisation de leurs terres, puisqu’elle abolissait les seules instances compétentes et légitimes pour identifier les individus habilités à réclamer l’attribution d’une parcelle individuelle.

De fait, la plupart des lois et décrets portant réduction des propriétés corporatives des *pueblos* en lopins privés sont longtemps restés lettre morte. Au cours du quart de siècle qui a suivi la promulgation de la Loi Lerdo de 1856, une majorité des communautés et des municipalités a résisté avec succès et à travers des tactiques diverses aux injonctions des autorités, mettant souvent à profit les troubles politico-militaires et la faible capacité d’intervention de l’Etat<sup>24</sup>. Ce n’est que dans la

---

<sup>23</sup> On trouvera des présentations détaillées de l’argumentaire des libéraux mexicains dans Hale (1968 : 231), Purnell (2002 : 221), Ducey (2008 : 303). Ce dernier cite en particulier une déclaration du Général Ignacio Alatorre, gouverneur intérimaire, devant le Congrès de Veracruz en 1867, qui synthétise le postulat libéral en un raccourci saisissant : « Une fois les terrains des indigènes réduits à propriété particulière, ceux-ci seront propriétaires et, élevés à la condition de *ciotoyens utiles*, ils formeront partie du peuple, ce peuple meurtri et disgracié qui, pour mille motifs réclame toute votre prédilection » (extraite de Blázquez [1986], T. II : 644).

<sup>24</sup> Le processus de démantèlement des propriétés communales a fait l’objet de nombreuses études. Les formes et les stratégies de résistance, de contestation ouverte ou d’évitement, développées par les groupes subalternes ont reçu une attention particulière de la part de chercheurs tels que Birrichiga (2004), Escobar (1993), Escobar & Gordillo (1998), Escobar & Schryer (1992), Kouri (2004), Purnell (1999), ou Velázquez (2005 et 2009). Knowlton (1990 et 1996) a montré comment, par des recours juridiques, certaines communautés étaient parvenues à différer la mise en application des lois de désamortisation jusqu’au début du XX<sup>e</sup> siècle. D’autres auteurs (Mallon, 1995 ; Thompson, 1995 ; Ducey, 1997) ont en revanche décrit des situations d’appropriation des postulats libéraux par les communautés indiennes, conduisant à la formation d’une classe pérenne de petites propriétaires. Relativement au cas des Tuxtlas, on pourra se rapporter à Léonard (2008) et Jiménez Marce (2010).

seconde moitié des années 1870 que l'appareil administratif et répressif s'est trouvé en situation d'imposer la "désamortisation" dans la quasi-totalité des régions du pays.

*Encadré 4.1 : La législation libérale en matière de propriété foncière rurale  
au cours du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>*

Une série de réformes légales d'inspiration libérale ont visé, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, de transformer le cadre de régulation hérité du système colonial espagnol. Les plus importantes ont été entreprises en 1856 et 1857, à travers la promulgation de la Loi de *Désamortisation* des Biens de Mains-Mortes, dite Loi Lerdo, et la nouvelle Constitution nationale. Ces lois reprenaient des éléments établis antérieurement dans les législations de certains Etats de la fédération, comme le décret 39 du 22 décembre 1826 de l'Etat de Veracruz. Dans le dernier quart du siècle, le système de contraintes légales imposées aux communautés et municipalités de procéder au démantèlement de leurs propriétés collectives et à leur répartition entre leurs ressortissants fut considérablement renforcé par une série de lois portant sur la colonisation des terres vacantes, en 1875, 1883 et 1894. Ces lois donnaient la possibilité à toute personne juridique de dénoncer des terrains considérés inoccupés et d'en demander l'adjudication à l'autorité nationale.

- *Décret sur la répartition des terrains des indigènes et des terres en friche* de l'Etat de Veracruz du 22 décembre 1826 :

« Tous les terrains de communauté d'Indigènes, avec ou sans arbres, seront réduits à propriété particulière [et] répartis de façon égalitaire à chaque personne dans les localités et les congrégations qui composent la communauté ».

- *Loi de Désamortisation des Biens de Mains-Mortes* (Loi Lerdo) du 25 juin 1856 :

« Art. 1 : Toutes les propriétés rustiques et urbaines que possèdent ou administrent comme propriétaires les corporations civiles ou religieuses de la République seront adjudiquées en propriété à ceux qui les ont en location, pour une valeur correspondant au loyer qu'ils paient actuellement, calculé comme intérêt à six pour cent annuel. [...]

Art. 8 : Seuls sont exonérés de l'aliénation ainsi prévue les bâtiments destinés, immédiatement et directement au service ou objet [...] de la corporation. [...] Des propriétés appartenant aux municipalités seront exclus également les bâtiments et les terrains destinés exclusivement au service public des localités auxquelles ils appartiennent »

- *Décret sur la colonisation et les compagnies arpenteuses* du 15 décembre 1883 :

« Art. 1 : Afin d'obtenir les terrains nécessaires à l'établissement de colons, l'Exécutif ordonnera la délimitation, l'arpentage, le fractionnement et l'évaluation des terrains vacants ou de propriété nationale [...] en déterminant le système d'opérations à suivre. [...]

Art. 21 : En compensation des frais que feront les compagnies dans l'aménagement des terrains vacants, l'Exécutif pourra leur concéder jusqu'au tiers des terrains qu'ils auront habilité ou de leur valeur [...] ».

- *Loi sur l'occupation et l'aliénation des terrains vacants des Etats-Unis du Mexique* du 25 mars 1894 :

« Art. 2 : Sont vacants tous les terrains de la République qui n'ont pas été destinés à un usage public par l'autorité en ayant la faculté légale, ni cédés par celle-ci à titre onéreux ou lucratif à des individus ou corporations ayant faculté de les acquérir. [...]

Art. 67 : La prohibition et incapacité juridique des communautés et corporations civiles de posséder des biens fonciers subsiste ; et les Gouvernements des Etats, aidés par les autorités fédérales, poursuivront l'identification, le fractionnement en lots et l'adjudication entre les résidents des *pueblos* des terrains qui forment les communs et les excédents du fonds légal [de terres], quand ces opérations n'auront pas été faites ; en se limitant pour leur identification aux concessions attribuées à ces *pueblos* [...] ».

<sup>25</sup> Sources : Blázquez & Corzo (comp., 1997), T. I ; Zaragoza & Macías (1980).

À San Andrés Tuxtla, la constitution de 1857 a donné lieu à une stratégie concertée de la part de la municipalité et des élites dirigeantes pour soustraire les terres du “commun municipal” à l’emprise de la loi. Dans cet objectif fut enregistrée en 1861 une “Société Agricole de San Andrés Tuxtla” à caractère mercantile, intégrée par 74 actionnaires, qui se déclara propriétaire légale des terrains du commun municipal<sup>26</sup>, alors que quatre à cinq mille familles exploitaient ces terres. Au cours du quart de siècle suivant, la Société Agricole a exercé la gestion des terres achetées au Colonel Ruiz, organisant la collecte des redevances dont elle fixait le montant au titre de leur exploitation. Ces recettes étaient en grande partie abondées au budget municipal et se confondaient avec celles provenant des taxes et impôt générés par les *arbitrios*. De la sorte, l’administration de la Société Agricole et celle du gouvernement municipal se mêlaient étroitement et étaient couramment considérées comme relevant d’une seule et unique entité, comme les dénonciations des partisans de la privatisation du “commun” l’ont par la suite exprimé (voir la partie suivante). Le fait est que les patronymes des principales familles engagées dans le commerce et la traite cotonnière, Palacio, Riveroll, García, Cinta (ou Sinta), Cabada, Cadena et Miravete forment une longue litanie dans les documents qui se réfèrent aux mandataires de la Société Agricole, aux présidents et trésoriers municipaux, aux “chefs politiques” (préfets de canton) et aux administrateurs des impôts dans le canton<sup>27</sup>, en un témoignage éloquent du contrôle que ces familles et les intérêts associés à la maîtrise des terrains communaux ont eu sur le gouvernement politique du municpe et du canton<sup>28</sup>.

L’attitude de ces familles à l’égard du second volet de la Loi Lerdo, celui qui portait “désamortisation” des propriétés appartenant aux corporations ecclésiastiques, et donc aux confréries religieuses, a tranché en revanche avec leur défense du statut des terrains communaux. La nouvelle législation leur ouvrait un large champ d’opportunité pour s’approprier ces fonds de terre : elle donnait la possibilité aux fermiers des *cofradías*, au titre de la préemption – et à défaut, à toute personne qui en manifesterait l’intérêt – de dénoncer les terrains qu’ils exploitaient et d’en demander l’adjudication pour un prix évalué à 16 fois le montant des loyers courants.

Les terrains de la Vierge du Carmel furent les premiers à faire l’objet de leur convoitise. On ignore si les habitants de Catemaco, dont l’accès au foncier dépendait de l’administration de la confrérie, à laquelle ils avaient légué le fonds de terre obtenu du Colonel Ruiz, purent tirer parti de la nouvelle législation et racheter les terrains concernés. On sait en revanche qu’en 1861, “les Indiens de la ville de San Andrés Tuxtla” écrivirent au président de la République pour lui demander la résiliation de l’acte d’adjudication de près de 4 400 ha et du bétail de l’ancienne *cofradía* au bénéfice de quatre anciens fermiers de celle-ci. Les Indiens alléguaient que cette vente n’aurait pas dû être validée, car les terrains concernés relevaient d’une propriété communale et ils dénonçaient, derrière l’opération, la main de l’administrateur des impôts de San Andrés, qui n’était autre qu’Aurelio García, celui qui avait représenté le *pueblo* dans l’acquisition des terres du commun municipal et qui avait été auparavant majordome de la même confrérie du Carmel<sup>29</sup>. Dix-huit ans plus tard, en 1879, les Indiens

---

<sup>26</sup> Selon le manifeste publié le 15 juin 1884 dans le périodique *El Correo del Sotavento*, au moment le plus aigu du conflit pour le statut des terres communales, voir Jiménez Arce (2010: 110).

<sup>27</sup> On peut se référer pour en attester à la liste de fonctionnaires publics du canton publiée par Medel (1993, T. III : 75-78). Entre 1860 et le début des années 1880, le poste stratégique de chef politique du canton a été occupé presque sans interruption par des membres du conseil d’administration de la Société Agricole, comme les membres de la famille Palacio (José María en 1860, Manuel María en 1866-67 et 1872-73, ou Manuel Antonio en 1883-84), Arcadio Cadena (1877-78), Pedro Sinta (1879-80), Ramón García Miravete (1882) ou Joaquín P. Riveroll (1883) ; Juan P. Cabada a quant à lui assumé cette charge en 1880-81. Ces acteurs se sont également succédés dans la fonction de président municipal au long des années 1870 (*Ibid.*).

<sup>28</sup> Les membres de ces familles se partageaient également les postes de commandement des unités de la Garde Nationale formées dans le canton. En octobre 1846, au moment de la tentative de débarquement de troupes nord-américaines dans le port d’Alvarado, la défense fut assurée par une compagnie de la Garde Nationale des Tuxtlas, sous le commandement de Luis Carrión, un grand producteur de tabac de la zone de Comoapan-Bezuapan, et par Pedro García Ortiz, issu de l’une des grandes familles commerçantes de Santiago (Medel, 1993, T. I : 215, 220).

<sup>29</sup> AGN, *Bienes Nacionalizados*, 563, 92/128-136, 1861.

n'avaient pas abandonné leur revendication et avaient porté leur recours jusqu'à la Cour Suprême, à Mexico, demandant l'annulation de l'adjudication faite à Pedro García Mantilla. Il semble que la plus haute instance juridique du pays leur ait donné enfin raison en 1881 et ordonné que les terres fussent rendues à leurs anciens usagers (Coatsworth, 1974 : 59) ; cette décision aurait aussitôt été suivie du fractionnement des terrains concernés en lopins individuels, conformément au cadre juridique en vigueur (voir la dernière partie de ce chapitre)<sup>30</sup>.

L'issue fut quelque peu différente pour les terres qui appartenaient à la confrérie du Très Saint Sacrement. Ces terres étaient situées sur la rive sud du *río* de Totoltepec, dont le courant, infranchissable pendant la moitié de l'année, y rendait très risquées les transactions commerciales et l'évacuation des récoltes. Cette situation y avait favorisé l'installation d'agriculteurs indiens et métis qui, depuis probablement le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle et avec certitude au cours des années 1830 et 1840, se livraient à la culture clandestine du tabac (Medel, 1993, T. I : 233-235). La localité de Bezuapan-Comoapan, qui comptait déjà 291 habitants en 1831, était en plein développement une quinzaine d'années plus tard. Une partie au moins de ces colons s'organisèrent pour former une "Société Agricole de Comoapan" et demander l'adjudication en pleine propriété des terres du *Santísimo*, sans que l'élite commerçante de San Andrés n'ait manifesté une velléité d'en prendre le contrôle (Léonard, 2008). Parmi les membres de cette société se trouvaient des personnages comme Celso et Manuel Ortiz, Luis et Octaviano Carrión, qui devaient jouer à partir des années 1880 un rôle protagonique dans le processus de démantèlement et de fractionnement du commun municipal de San Andrés (voir *infra*).

Le processus de privatisation des terres de la troisième grande confrérie tuxtèque, celle de la Vierge du Rosaire de Santiago présente encore d'autres caractéristiques. Sitôt votée la Loi Lerdo, l'un des principaux notables de la ville, José Erasmo Castellanos, demanda l'adjudication de 4 sites de bétail (6 670 ha) pour la somme de 2 500 pesos. Sitôt cette acquisition conclue, il s'engagea à louer les terrains aux habitants de Santiago pour un loyer annuel de 150 pesos, équivalant à 6% de la valeur de la propriété, conformément aux conventions en usage pour les contrats de fermage<sup>31</sup>. Ces terres, ainsi que celles qui formaient le commun acquis auprès du Colonel Ruiz, furent confiées à la gestion d'une "Junta Agricole de Santiago Tuxtla", formée en 1857 et dirigée par des notables de la ville (José Julián Ortiz, Pedro García Ortiz, José María Ruiseco, et Marcos Romero : Rivas Castellano, 1982 : 186). Peu d'informations existent quant à la façon dont cette Junta s'acquitta de ses fonctions. Toutefois, comme à San Andrés, il semble que ses administrateurs se soient livrés à des abus qui conduisirent à des remises en cause de leur légitimité :

« Sans en avoir licence, [les administrateurs] ont fait usage [des terrains] comme cela leur convenait, ce qui a généré de nombreuses contrariétés considérables [...], d'où on peut présumer que [ces terrains] n'ont pas été gérés correctement et que la Junta nommée à cet effet n'a exercé qu'en partie son droit d'administratrice, et bien en revanche celui de propriétaire [...] »<sup>32</sup>

De façon plus générale, les réformes légales du milieu du XIX<sup>e</sup> et les pressions administratives pour la privatisation des propriétés corporatives ont contribué à consolider l'emprise foncière des élites locales. L'adjudication des terres des confréries religieuses aux grands fermiers qui en exploitaient les ressources a constitué en particulier l'amorce de la formation de grandes propriétés dès les années 1850, à l'image de la situation dénoncée par les Indiens de San Andrés et de Catemaco au sujet des terrains de l'ancienne *cofradía* du Carmel. La constitution de sociétés par actions, de droit privé, pour

<sup>30</sup> Cette situation de dépossession prolongée des terres qui avaient formé le fonds de la confrérie du Carmen et la base foncière des habitants de Catemaco explique sans doute le déclin démographique que connaît le bourg entre 1871 et 1885 : sa population passe de 1 620 à 1 122 habitants au cours de cette période (- 31%), sans doute du fait de l'émigration de familles parties chercher un accès à la terre dans d'autres communautés du canton (Blázquez, 1986, T. II : 1118 ; T.V : 2657).

<sup>31</sup> ACAM, 332, Santiago Tuxtla, Restitución, *cit.* par Jiménez Marce (2010) : 112.

<sup>32</sup> ACAM, 332, Santiago Tuxtla, Restitución, *cit.* par Rivas Castellanos (1982) : 186.



administrer les terres relevant du commun de San Andrés ou de l'ancienne confrérie du Très Saint Sacrement semble également avoir fourni un cadre propice à l'expansion des intérêts fonciers de leurs dirigeants. On sait très peu au sujet de la constitution et du fonctionnement de la Société Agricole de Comoapan, mais les informations disponibles montrent qu'au moment de sa dissolution et de la répartition de ses terrains, en 1887, des propriétés de grande taille y existaient (voir la dernière partie de ce chapitre). Au sein du commun municipal opérait un véritable marché des droits d'exploitation, dont certains entrepreneurs locaux avaient tiré parti pour contrôler des ressources stratégiques telles que les captations d'eau qui étaient employées pour l'irrigation ou pour alimenter de petits établissements industriels (scieries, distilleries) :

«[certains] agriculteurs, qui sans avoir une propriété possédaient un terrain depuis des années, bien supérieur en extension [à ceux du commun des usagers], sur lequel ils faisaient chaque année leurs semis de tabac [et sur lequel ils avaient installé] des séchoirs et des trains nécessaires à cette culture. A ceux-ci [...], il convenait de respecter une possession qu'ils avaient achetée en partie et à grands coûts à d'autres possesseurs ». <sup>33</sup>

Le consensus entre la paysannerie et les grands opérateurs de la traite cotonnière au sujet du contrôle du gouvernement municipal et des terres communales s'est maintenu pendant près de quatre décennies, jusqu'au milieu des années 1870. La capacité des commerçants de San Andrés à maintenir cette alliance s'est alors érodée, sous l'effet d'une transformation radicale du cadre d'insertion de l'économie régionale dans les marchés nationaux et internationaux.

## **Recompositions de l'organisation économique et changement légal : la rupture du pacte de gouvernance autour du "commun" municipal**

### ***L'apogée et l'effondrement de la traite cotonnière, 1860-1890***

Jusqu'aux deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, l'économie régionale est restée structurée par l'organisation de la traite cotonnière. Jusqu'au milieu du siècle, la politique économique et douanière du jeune Etat mexicain a été marquée par une orientation protectionniste, qui répondait aux intérêts d'un groupe influent d'entrepreneurs nationaux dont les activités se concentraient principalement dans l'industrie textile. Lucas Alamán, dont nous avons déjà évoqué le rôle dans le processus de liquidation et de mise en vente du domaine du Marquisat del Valle, et Estevan de Antuñano, tous deux entre les principaux propriétaires de filatures de la région de Puebla, en étaient les figures de proue. Au cours de cette période, les barrières tarifaires imposées aux importations de textiles et de fibre de coton ont fourni à ces entreprises une protection vis-à-vis des productions de masse des industries britanniques et nord-américaines. Mais elles ont aussi constitué un frein à l'essor de la production industrielle, constamment pénalisée par les stratégies de spéculation des grands intermédiaires de la traite cotonnière<sup>34</sup>. La présence de représentants des régions productrices de coton parmi les figures politiques nationales les plus influentes durant les premières décennies de vie

---

<sup>33</sup> Artigas (1896) : "Memoria y Documentos de la Junta Divisionista de San Andrés Tuxtla" : 7-8.

<sup>34</sup> La posture des promoteurs de l'industrialisation tels que Alamán et Antuñano était rendue ambiguë par les effets contradictoires du protectionnisme. D'une part, celui-ci était indispensable au développement des filatures concurrencées par les productions bon marché de fils et de tissus britanniques ; les recettes douanières constituaient par ailleurs une source importante d'alimentation de la banque de développement mise en place en 1830, sur l'initiative d'Alamán, pour financer l'émergence des industries nationales et dont les principaux bénéficiaires étaient les entrepreneurs textiles (Potash, 1953 ; Chávez Orozco, 1966). Mais d'autre part, le maintien de barrières tarifaires élevées concourait à renchérir le prix des matières premières consommées par les filatures, et notamment celui du coton, et contribuait à entretenir une situation de rationnement en bloquant les possibilités de recours au marché extérieur.

indépendante, comme Vicente Guerrero<sup>35</sup> et Antonio López de Santa Anna<sup>36</sup>, explique dans une large mesure la permanence de politiques douanières favorables aux intérêts des secteurs impliqués dans cette traite. Ainsi, au cours des années 1840, l'industrie textile fit face à une crise de surproduction provoquée par les prix excessifs des tissus qui étaient mis en vente dans un marché confiné par la pauvreté structurelle de la population (Canudas, 2005, T. 2 : 1078-1081). Dans un pamphlet publié en 1845, Antuñano dénonçait « une grave erreur d'économie politique au Mexique de ne pas préférer le progrès des fabriques de tissage aux semis de coton », erreur dont il attribuait l'origine à « quelques hommes avarés et tyranniques qui ont monopolisé nos maigres récoltes » (*Ibid.* : 1092). Le coton acheté au producteur 10 à 11 *reales* l'arrobe de 11,5 kg était ainsi revendu jusqu'à 25 *reales* aux fabricants textiles et la matière première représentait plus de 70% des coûts de production industrielle (*Ibid.* : 1102).

A cette époque, la zone des Tuxtlas était « l'un des points principaux pour cette culture » selon Lucas Alamán, et les aléas climatiques qui l'affectaient pouvaient influencer le prix global de la fibre sur les marchés de l'altiplano (*Ibid.*) – il est vraisemblable que la récolte de coton des Tuxtlas représentait au milieu des années 1840 environ 1 200 tonnes, soit près du cinquième de la production nationale, estimée à 7 000 T. par Antuñano, et une proportion plus grande encore de l'approvisionnement des filatures des régions de Puebla-Tlaxcala et d'Orizaba. A travers leurs représentants au Congrès national ou au gouvernement de Veracruz, les grands intermédiaires tuxtèques, les *cosecheros*, exerçaient une telle influence politique, qu'en juillet 1841, au plus fort de la crise de surproduction textile, ils écrivaient au Président de la République Anastasio Bustamante, du Parti Conservateur, pour se plaindre de l'initiative des propriétaires d'*haciendas* de Puebla qui, mettant à profit les prix élevés de la fibre et la proximité des filatures industrielles, avaient entrepris de semer du coton sur leurs terres, en substitution de leurs cultures traditionnelles de canne à sucre et de blé (*Ibid.* : 1098).

Ces différents témoignages attestent du pouvoir des élites commerciales de San Andrés vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce pouvoir reposait sur le contrôle monopsonique qu'ils exerçaient sur la mise en marché du coton, via le contrôle des dispositifs d'accès aux terres et aux crédits. La cherté des textiles nationaux leur bénéficiait à travers les incitations qu'elle créait à la contrebande de tissus britanniques et nord-américains, dont l'incidence a explosé au cours des années 1840 (Salvucci, 1988 : 154). Ces marchandises arrivaient jusqu'aux marchés de l'altiplano à travers des points d'introduction sur le littoral tuxtèque (la lagune de Sontecomapan, la baie de Montepío) et des voies de circulation qui étaient rôdés depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, dont ces commerçants avaient la maîtrise. Ces conditions de prix particulières et les rentes qui en découlaient pour les intermédiaires tuxtèques ont sans doute déterminé l'établissement d'une "Compagnie des Filatures et des Tissus" (*Compañía de Hilados y Tejidos de San Andrés Tuxtla*), par un groupe d'entrepreneurs locaux<sup>37</sup>, vers 1840 (voir *supra*). Ce projet avait pour justification l'accès à la matière première à un prix bien moindre que celui qui était pratiqué sur les marchés de l'altiplano. Mais il est vraisemblable qu'il avait aussi pour but de mettre à profit les opportunités de contrebande de cotonnades sous le label d'une production locale – les terrains acquis pour l'installation de la machinerie industrielle jouxtaient le chemin conduisant de San Andrés à la baie de Montepío<sup>38</sup>.

<sup>35</sup> Guerrero émit en 1829 le premier décret prohibant les importations de textile et de fibre de coton.

<sup>36</sup> Santa Anna promulgua en 1843 une loi tarifaire qui prohibait formellement les importations de coton brut et dotait le régime d'une source appréciable de revenus, à travers la vente de permis exceptionnels d'introduction. Ces licences fournissaient un ballon d'oxygène aux industriels et ont représenté à peu près le tiers de la consommation des filatures mexicaines durant la décennie de 1840 (Salvucci, 1991 : 708).

<sup>37</sup> Honorato García, Mariano Pasquel, Joseph Oulliver et Procopio de la Cabada, dont nous avons vu que les deux derniers avaient joué un rôle important dans le processus de mise en vente des terres ayant appartenu au Marquisat de la famille Cortés (Medel, 1993, T. I : 198-199).

<sup>38</sup> Selon Cardoso (1980 : 162), « sur la côte du Golfe ont existé de fausses "fabriques", créées pour occulter la contrebande, apposant des étiquettes nationales sur des tissus introduits illégalement ; le gouvernement tenta en 1840, sans aucune efficacité, d'interdire l'installation de fabriques sur la côte ». De fait, le projet d'industrie textile dans les Tuxtlas a eu une existence relativement brève, entre 1841 et 1860 approximativement (Medel, 1993, T. I : 198-199). La libéralisation des importations de coton brut dans le courant des années 1850, ainsi que les

La prise de pouvoir par les libéraux réformistes, au milieu des années 1850, a modifié la structure de répartition des rentes au sein du secteur textile, en libéralisant les importations de coton au bénéfice de l'industrie, ce qui conduisit à une diminution de moitié du prix de la fibre (de 34 à 17,4 pesos le quintal de fibre égrenée : Doblado *et al.*, 2008 : 798 ; Keremitsis, 1972) et à une baisse globale de la production du Sotavento (de 3 000 à 2 400 tonnes environ) entre 1850 et 1860 (figure 4.2). Les effets de cette libéralisation ont toutefois été rapidement contrebalancés par l'éclatement de la Guerre de Sécession américaine, en 1861. Le blocus des ports de la Confédération du Sud et l'interruption de leurs exportations, ainsi que le report de la demande des industries textiles de Nouvelle-Angleterre sur les marchés internationaux, ont amorcé l'une des périodes les plus prospères pour les producteurs mexicains de coton (Schoonover, 1973)<sup>39</sup>. Cette période a perduré bien après la fin du conflit, jusqu'au milieu des années 1870 et le rétablissement des capacités productives des régions cotonnières du Sud des Etats-Unis (Salvucci, 1991 : 716)<sup>40</sup>.

La flambée des prix internationaux a provoqué non seulement un accroissement spectaculaire des surfaces dans les zones de production traditionnelles, sur les littoraux du Golfe du Mexique et du Pacifique-Sud, mais elle a également stimulé le développement de la culture dans de nouveaux foyers, et notamment dans les régions du Nord (Sinaloa, Sonora, Chihuahua, Coahuila), alors sous le contrôle du mouvement libéral de Benito Juárez. La partition de fait du pays entre 1863 et 1867, lors de la tentative d'instauration d'un régime impérial sous la protection d'un corps expéditionnaire français, a encouragé l'établissement dans ces zones de filatures dont la production alimentait les armées républicaines et le marché nord-américain (*Ibid.*). Le nombre de fabriques textiles au Mexique est passé de 74 en 1845<sup>41</sup> à 98 à la fin des années 1870 et 125 à la fin du siècle. Mais leur aire de répartition s'est décentrée, depuis les bassins de Puebla, Mexico et Querétaro, vers les nouveaux foyers d'industrialisation du Nord (Keremitsis, 1972 : 708).

Au cours des années 1860, le système de traite cotonnière connaît donc une époque dorée dans le Sotavento de Veracruz et la production y recouvre ses niveaux de la fin de la période coloniale, pour atteindre 4 500 tonnes au début des années 1870, dont près de la moitié pour la seule zone des Tuxtlas, qui fournit alors le dixième de la récolte nationale<sup>42</sup> (figure 4.2). Une vingtaine de machines à vapeur à égrener le coton fonctionne alors dans les principales places commerciales de la région (Chávez Orozco & Florescano, 1965 : 267). Les plus importantes sont implantées à Tlacotalpan et Tlalixcoyan (où la société Cházaro Hermanos possède deux égreneuses dont la production s'élève à 930 T.), à Cosamaloapan (où opèrent les machines de Hortensia Legrand et de Próspero Ferrat, pour un volume cumulé de 190 T.), à Chacaltianguis (Manuel Combero, 420 T.), à Playa Vicente (où Felipe López commercialise 260 tonnes de coton brut, en plus des 87 T. qu'il égrene), à Amapa (Vicente Bravo), à Tuxtepec (Miguel Villar), à Jalí (Eustaquio Marrón) et à San Juan Evangelista (Julián Aguilera). José Julián Ortiz, Manuel Barcela et Sebastien Rousseau possèdent alors leurs propres égreneuses, à Santiago le premier et San Andrés Tuxtla les deux autres, dont les produits suivent ensuite les routes fluviales traditionnelles à partir des embarcadères de Otapan et Totoltepec.

Au milieu de la décennie de 1870, la traite du coton semblait dessiner à la fois le passé et le futur de la région du Sotavento, au point qu'en 1880, en dépit de son fléchissement récent, Alberto Ruiz Sandoval, un expert désigné par le Ministère du développement (*Secretaria de Fomento*) pour évaluer le potentiel de la production cotonnière dans l'Etat de Veracruz, estimait que :

---

perturbations du commerce intérieur liées à la situation de guerre civile à la fin de cette même décennie ont sans doute définitivement affecté la compétitivité de l'entreprise.

<sup>39</sup> Les importations de coton (brut et manufacturé) mexicain vers les Etats-Unis sont ainsi passées d'un volume quasiment nul en 1860 à près de 16 000 tonnes en 1864 et plus de 14 000 T. en 1865 (Schoonover, *cit.* : 502).

<sup>40</sup> Entre 1864 et 1877, les prix intérieurs du quintal de coton se maintiennent ainsi entre 19 et 25 pesos, soit 40% de plus que les niveaux observés au cours de la décennie antérieure (Keremitsis, 1972 : 718).

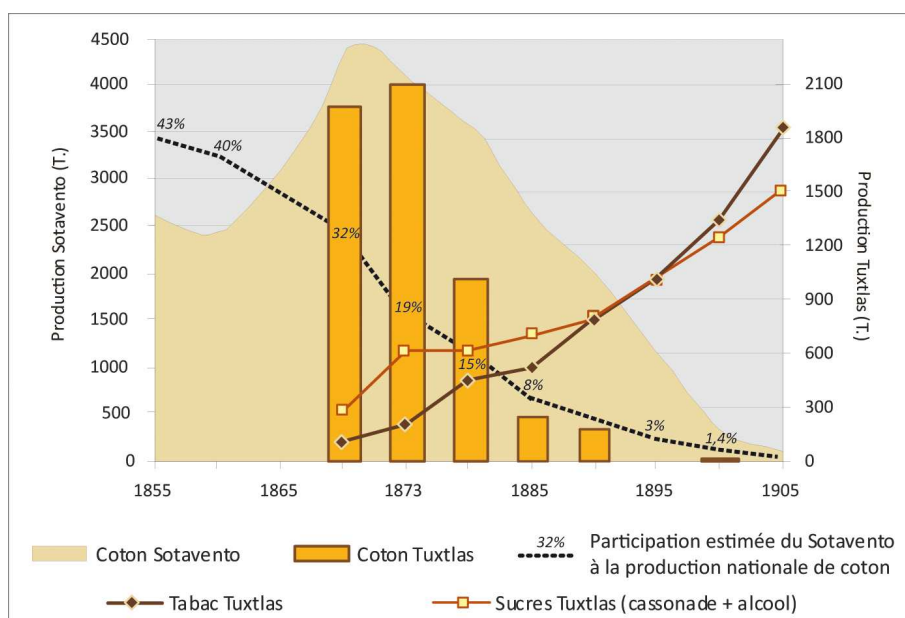
<sup>41</sup> Dont 7 dans l'Etat de Veracruz, en incluant celle de San Andrés Tuxtla. Dix ans plus tard, on compte 17 filatures dans la province et Orizaba est devenu un centre industriel de première importance

<sup>42</sup> Soit 2 087 tonnes en 1873 (Blázquez, 1986, T. IV : 1809 ss. ; Chávez Orozco & Florescano, 1965 : 84), alors que la production totale du pays s'élève à 22 727 T. en 1875 (Keremitsis, 1972 : 718).

« Si l'on parvient à placer la culture du coton à la hauteur qui lui correspond dans ces régions, les récoltes atteindront un chiffre immense, produisant de copieuses bénéfices pour les entrepreneurs et de grands avantages au Trésor [...] la situation de l'Etat, la qualité des terrains et d'autres et nombreuses circonstances y sont favorables, de sorte que le coton, forcément, doit y prospérer admirablement ».<sup>43</sup>

En réalité, l'organisation de la traite cotonnière était alors entrée dans une crise irréversible. Après avoir atteint un pic entre 1870 et 1875, la production de coton du Sotavento décline rapidement et inexorablement, passant de 4 200 tonnes en 1873 à 3 620 T. en 1878, 2 820 T. en 1885, 2 000 T. en 1890 et seulement 342 tonnes dix ans plus tard (Chávez Orozco & Florescano, 1965 : 270-271). L'effondrement est encore plus brutal dans le canton des Tuxtlas, où la récolte, qui dépassait 2 100 T. en 1873, a diminué de moitié cinq ans plus tard (1 080 T.) et ne représente plus que 350 T. en 1885, 244 T. en 1890 : une division par 9 en une quinzaine d'années (Blázquez, 1986, T. IV: 1809 ss). La part de la région Sotavento dans la production nationale diminue ainsi de 40% environ au début des années 1860 à moins de 20% dix ans plus tard et seulement 8% en 1885 (Figure 4.2).

Figure 4.2 : Evolution des indicateurs de la production agricole commerciale dans le Sotavento de Veracruz, durant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle



Sources : Blázquez (comp. 1986), Chávez Orozco et Florescano (1965)

Cette évolution répond à la réorientation des stratégies d'approvisionnement en matière première des filatures. Le centre de gravité de l'industrie textile mexicaine s'est déplacé au cours des années 1860 et 1870 vers les régions du Nord du Mexique. Surtout, le développement du réseau ferré entre les sites industriels de l'altiplano, les places portuaires du Golfe du Mexique (Veracruz et Tampico) et le Texas a bouleversé les termes du commerce de coton, y compris pour les fabriques des régions de Puebla et Orizaba, dont le Sotavento constitue la source de matière première la plus proche. Dès le milieu des années 1870, les importations de coton en provenance des Etats-Unis atteignent un volume de 8 000 tonnes, supérieur à la production de l'ensemble de l'Etat de Veracruz, et perturbent la commercialisation de la récolte dans le Sotavento (Chávez Orozco & Florescano, *cit.* : 86). Le coup de grâce est porté par l'achèvement de la voie ferrée entre Mexico et la frontière du Texas, au début des années 1880, qui désenclave la région de La Laguna, située au carrefour des Etats de Coahuila et Durango. Durant la décennie précédente, ce bassin d'alluvionnement des rivières Nazas et Aguanaval

<sup>43</sup> Cit. par González Sierra (1991) : 37.

avait fait l'objet d'aménagements hydro-agricoles de la part de grands propriétaires associés à des capitaux commerciaux de Monterrey, Saltillo, Durango, Chihuahua et de la ville de Mexico (Cerutti, 2005). A partir de 1880, la production cotonnière y connaît un développement exponentiel, qui conduit une quarantaine d'*haciendas* et le double de *ranchos* à fournir près de 75% de la récolte nationale au début du XX<sup>e</sup> siècle (*Ibid.*). Cultivé en irrigué, dans des conditions agronomiques optimales, le coton de La Laguna présente une qualité de fibre (longueur et résistance, facilité d'égrenage, absence de tâches d'humidité provoquées par les pluies) dont la production des zones basses humides est dépourvue (Chávez Orozco & Florescano, *cit.* : 27-28).

La décote qui affecte le coton "créole" du Veracruz y conduit au déclin des prix de la fibre au cours du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. En monnaie constante (pesos de 1900), la valeur du quintal égrené payé au producteur des Tuxtlas se déprécie de 40,50 pesos en 1865 et 38 pesos en 1870 à 27,65 en 1877, puis elle s'effondre brutalement à partir de l'achèvement de la voie ferrée entre Mexico et le Texas : 12,50 pesos en 1889 ; 15,50 en 1899 (Chávez Orozco & Florescano, 1965 : 86 ; Blázquez, 1986 : 1809, 2040, 3398, 3700). Dès les années 1880, les capitaux industriels et commerciaux qui irriguaient la traite cotonnière dans le Sotavento se détournent vers les nouveaux bassins de production du nord du pays et assèchent l'ensemble du dispositif de mise en rapport des producteurs paysans avec les marchés nationaux. Le caractère particulièrement précoce et brutal de l'effondrement de la culture du coton dans les Tuxtlas, qui anticipe d'un lustre sa propagation au reste de la région du Sud-Veracruz, suggère toutefois que d'autres facteurs sont intervenus dans son déclenchement.

### **L'émergence d'un nouvel entrepreneuriat agraire et de sources alternatives de financement de l'économie paysanne**

Car les rapports administratifs de la même époque font état d'un fort dynamisme agricole dans les Tuxtlas (Blázquez, 1986, T. III-V). La production de tabac brun y croît à un rythme annuel de 8,5% entre 1870 et 1905, qui amène la région à "peser" pour près de 15% de la récolte nationale à la fin du siècle et 20% en 1905 (figure 4.2)<sup>44</sup>. Cette production est destinée au marché international, soit sous la forme de feuilles de tabac fermenté, soit après sa transformation locale en cigares, dans l'une des fabriques de San Andrés ou de Catemaco<sup>45</sup>. Son développement bénéficie alors des interruptions de la production cubaine qui vont ponctuer les différentes phases des luttes pour l'indépendance de l'île (entre 1868 et 1878, puis de 1897 à 1899). Les statistiques officielles mentionnent ainsi 892 ha de tabac cultivés en 1887, 2 540 en 1895 et 3 200 has en 1905 (Blázquez, *cit.* : 3398 et annexes T. VIII ; Kärger, 1986 : 67-68). La production de sucres et d'alcool est elle aussi en plein essor : en 1873, les 16 distilleries et les 41 ateliers de production de cassonade du canton des Tuxtlas sont approvisionnés par 72 producteurs qui cultivent 120 has de canne à sucre ; en 1887, cette surface dépasse trois cents hectares et la production de sucres approche les 900 tonnes (Blázquez, *cit.* : 2600 et 3398). En 1905, cette dernière s'élève à 1 500 tonnes, soit un volume équivalent à l'exploitation d'une surface supérieure à 500 ha (Kärger, *cit.* : 188).

Ces productions sont en partie le fait d'un nouveau secteur entrepreneurial. Le monopole public sur la culture du tabac, instauré par la monarchie bourbonienne (voir le chapitre 3), a été maintenu par un Etat mexicain en mal de ressources fiscales jusqu'aux lois libérales de 1856. Au long de cette période, le tabac a été cultivé clandestinement dans la quasi-totalité des districts du Sotavento, là où l'enclavement rendait le contrôle administratif difficile. C'était le cas de la rive gauche du *río* de Totoltepec, dont l'accès était rendu particulièrement risqué par les crues. Ces conditions avaient

<sup>44</sup> Autour de 1 200 tonnes, pour une production de 8 956 T. au Mexique en 1897, et 1 840 T. sur un total national de 9 200 T. en 1905 (Kärger, 1986 : 63 ; *El Dictamen*, 10/01/1905).

<sup>45</sup> On comptait 8 ateliers de fabrication de cigares dans les Tuxtlas en 1878 et 14 en 1886 (Blázquez, 1986, T. IV : 2602 ; González Sierra, 1991 : 40-42). A la fin du siècle, une dizaine de fabriques développait une fabrication de masse qui concurrençait celle des établissements de Tlacotalpan et d'Alvarado (4), du port de Veracruz (4) ou de la région de Córdoba-Orizaba, où opéraient 18 ateliers en 1900 (González Sierra, 1987 : 107-112).

favorisé le développement des biens de la *cofradía* du Très Saint Sacrement et la fondation d'une colonie d'agriculteurs, sur les lieux-dits de Bezuapan et de Comoapan (Medel, 1993, T. I : 230-235), bien avant que les lois de 1856 n'imposent la dissolution des terres des confréries, en même temps qu'elles levaient les prohibitions portant sur la culture du tabac. À partir des réformes libérales et de la période de troubles politico-militaires qu'elles ont inaugurée, les terres de l'ancienne *cofradía* sont devenues à la fois un lieu de refuge vis-à-vis des exactions des différents groupes belligérants et un foyer de dynamisme agricole porté par la production de tabac. Bezuapan, qui comptait 291 habitants en 1831, a presque triplé sa population quarante ans plus tard (720 hab.), ce qui en fait la troisième localité du municipe par sa taille (Blázquez, 1986, T. II : 1090-1120) ; avec un sex-ratio de 1,46, le village apparaît alors comme le foyer d'une immigration récente d'hommes jeunes, attirés par une économie agraire en plein développement.

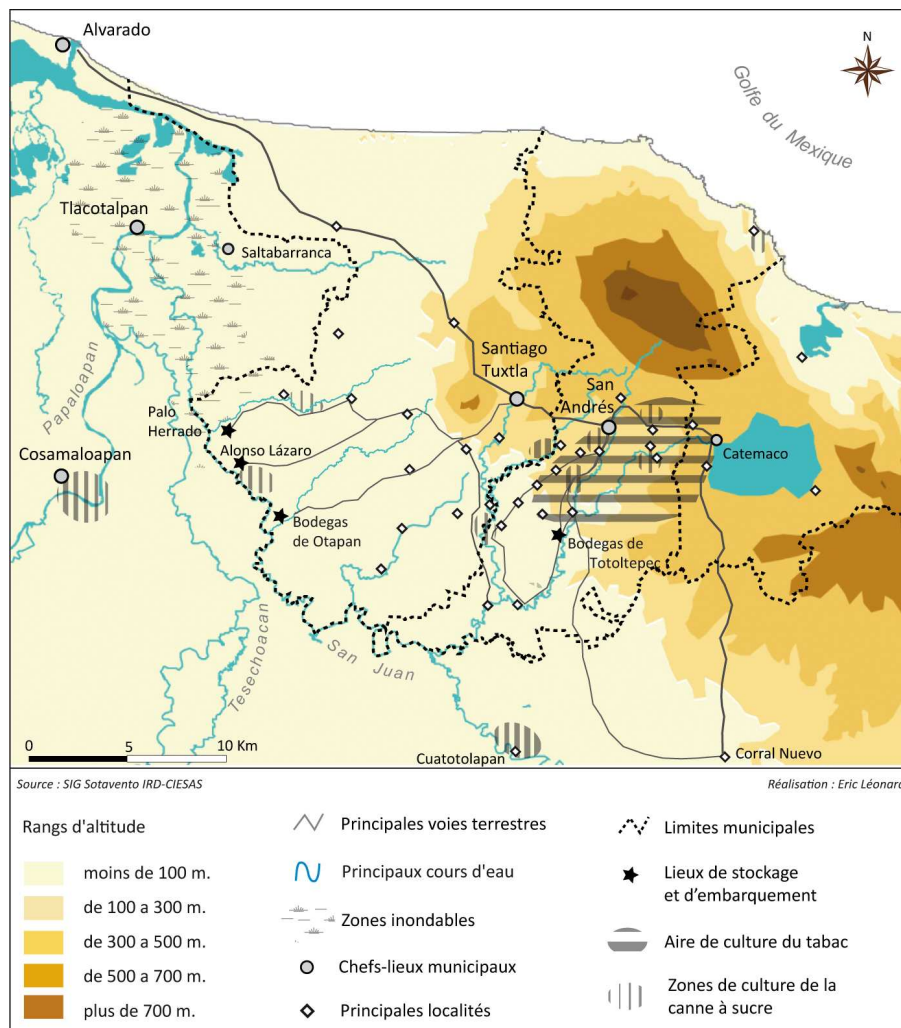
Bezuapan et Comoapan comptent alors également chacune une distillerie d'*aguardiente*. Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, la culture de la canne à sucre était largement pratiquée sur de petites exploitations qui s'égrenaient au long des cours d'eau permettant une irrigation d'appoint (figure 4.3). Au début des années 1870, elle est présente au sein du commun municipal de San Andrés, à Ranchoapan, Sihuan, Ohuilapan, Xoteapan et Soyata, où opèrent de petits moulins à canne et des distilleries artisanales (Blázquez, 1986, T. II : 1121). Bien que les reliefs n'y offrent pas les mêmes conditions de développement que les terres basses du Papaloapan et du San Juan, où les grandes *haciendas* d'élevage de Cosamaloapan et de Cuatotolapan opèrent un processus de reconversion dans la production sucrière dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle (Aguirre Beltrán, 1992 ; Kärger, 1986 ; Velasco Toro, 2003), la culture de la canne bénéficie dans les Tuxtlas de l'essor de la deman régionale de sucres et d'alcools. Deux exploitations se distinguent en particulier, celle de Santiago Rousseau, à Ranchoapan et celle de Feliciano Carrere, à Sihuan, toutes deux implantées sur les terrains municipaux, où elles cultivent respectivement 37,5 et 25 ha de canne en 1871, pour une production cumulée de 32 tonnes de sucre et 440 hectolitres d'eau-de-vie. Plus récemment, une *hacienda* sucrière s'est établie sur le littoral tuxtèque, à Montepío – sur les terrains où, en 1844, le Colonel Ruiz projetait de créer une colonie de peuplement –, où la surface cultivée de canne à sucre atteint à la même époque 65 ha, pour une production de 86 tonnes de sucre et d'*aguardiente* (*Ibid.*)<sup>46</sup>.

Mais tabac et canne à sucre sont directement concurrents du coton dans l'exploitation des terres et de la force de travail paysanne. Ils présentent des exigences agronomiques similaires en termes de fertilité minérale et hydrique des sols, qui restreignent leur culture aux espaces d'alluvionnement proches des principaux cours d'eau ; ils sont également en concurrence avec le coton dans l'emploi de la main-d'œuvre, leurs périodes de récolte coïncidant avec les pics de travail du coton, entre les mois de mars et avril. À la différence de cette culture, le tabac et la canne à sucre présentent de surcroît des caractéristiques techniques imposant aux producteurs des investissements substantiels, qui rendent nécessaire un accroissement des surfaces cultivées pour en amortir les coûts. Mais en même temps, les gains de productivité du travail associés à leur acquisition rendent possible cet accroissement. Alors que le coton est cultivé en dérobée du maïs, sans préparation du terrain et avec des outils manuels maniés par la force de travail familial, la canne à sucre et le tabac reposent sur la culture attelée et l'emploi de fertilisants, ainsi que celui de main-d'œuvre salariée à des moments-clés du cycle cultural. Surtout, ils exigent une transformation post-récolte qui est tributaire d'installations spécifiques (presseurs, foyers de cuisson, moules de cristallisation du sucre et alambics de distillation du jus de canne ; séchoir de fumage et magasin de fermentation du tabac) ne pouvant être rentabilisées qu'au-delà d'un certain seuil de surface exploitée.

---

<sup>46</sup> Cette exploitation, propriété de M. P. Hermida en 1871, semble s'être inscrite dans la longue histoire de la contrebande sur le littoral tuxtèque. Les travaux y étaient réalisés par une quarantaine d'ouvriers temporaires mayas, recrutés pour des périodes de six mois correspondant à la saison sèche dans la péninsule du Yucatán. En 1878, la saisie de l'exploitation par les autorités mexicaines, semble-t-il pour délit de contrebande, laissa ces travailleurs sans aucun recours pour rejoindre leur région d'origine et la plupart trouvèrent refuge à San Andrés Tuxtla, où ils fondèrent le quartier dit de "Campeche" (Medel, 1993, T. I : 287-288).

Figure 4.3 : Organisation de l'espace dans les Tuxtlas vers 1880



Sources : Blázquez (comp. 1986, T. IV et V), García Morales (1989).

Dans la seconde moitié des années 1870, dans un contexte de stabilisation de la situation politique et d'expansion des marchés économiques, concomitamment au développement des communications et à la diversification des sources de financement de la production agricole (voir le chapitre 5), les petits entrepreneurs des secteurs de la production de sucre et de tabac sont entrés en confrontation avec les grands opérateurs de la traite cotonnière, à la fois pour le contrôle des dispositifs d'accès aux terres municipales et pour celui de la paysannerie qui cultivait ces terres. La municipalité de San Andrés est devenue l'enjeu principal de cette confrontation ; derrière sa conquête, c'est le statut des terrains relevant formellement de la Société Agricole de San Andrés Tuxtla qui était en cause.

### ***Les conflits au sein de l'élite entrepreneuriale pour le contrôle de la municipalité et des terres communales***

Au tout début des années 1860, nous l'avons vu, l'élite commerçante et politique de San Andrés avait recouru à une figure juridique de type mercantile, une société agricole par actions, pour contourner l'obligation de démantèlement de la propriété municipale qui lui était fixée par les lois de réforme de 1856 et la constitution de 1857. La "Société Agricole de San Andrés Tuxtla" était formellement intégrée par 74 personnes et assumait la gestion des 29 000 ha composant le "commun" de la ville, dont 4 à 5000 familles avaient l'usage. Au cours des années 1860 et 1870, le gouvernement

municipal et la direction de la Société Agricole se sont souvent confondus et les contributions perçues par les administrateurs de la Société au titre des droits d'accès aux terres communales ont constitué une source de revenus centrale pour la trésorerie municipale.

Au cours de cette période, la gestion des terres par la Société Agricole a constitué une source inépuisable de plaintes et de querelles. Le motif récurrent de ces plaintes concernait le "canon" imposé pour l'usage des terres administrées par la Société, ainsi que « la perception de quantités [d'argent] à titres divers, dont le montant et l'usage n'ont jamais produit de compte [de la part des dirigeants] »<sup>47</sup>. Les critiques les plus acerbes provenaient des petits entrepreneurs agraires impliqués dans la production de tabac et de sucre, qui cherchaient à sécuriser les investissements – en installations de transformation des récoltes et en petite irrigation – qu'ils avaient réalisés sur des terrains appartenant au commun municipal et pour lesquels ils étaient soumis au paiement de fermages. Afin de se constituer un fonds de terres leur permettant de rentabiliser ces investissements, ils avaient souvent acheté à d'autres usagers les droits de culture que ceux-ci détenaient sur les parties les plus fertiles de la propriété communale<sup>48</sup>. Parmi ces entrepreneurs figuraient notamment des propriétaires de pressoirs de canne à sucre et de distilleries, comme Feliciano Carrere, Santiago Rousseau, Manuel Villa ou Gabriel Artigas – celui-ci possédait par ailleurs une scierie mue par une chute d'eau relevant du commun municipal (Medel, 1993, T. 1 : 346).

Après la publication par le parlement de l'Etat de Veracruz du décret 152 du 17 mars 1869, qui fixait un délai de six mois aux gouvernements municipaux pour procéder au fractionnement de leurs terres, les tensions entre ces entrepreneurs et les partisans de la Société Agricole ont pris un tournant radical. Les premiers formèrent en 1870 un "Cercle Divisionniste" (*Círculo Divisionista de San Andrés*), qui déposa trois ans plus tard un recours devant le tribunal de première instance et le gouverneur de l'Etat pour exiger que les terrains administrés par la Société Agricole fussent reconnus comme des communaux et répartis à ce titre en tant que lopins privés entre les résidents du municipe (Jiménez Marce, 2010 : 112-113). La sentence du tribunal fut favorable au "parti divisionniste", mais la Société Agricole fit appel auprès du Tribunal Supérieur de l'Etat de Veracruz, en faisant valoir que

« les individus qui avaient contribué à l'achat [de terrains au Colonel Ruiz] n'atteignaient pas le nombre de 500 ; que de ceux-ci pas même le cinquième étaient des indigènes [et] qu'on les expropriait de ces terrains en exigeant qu'ils fussent répartis entre plus de six mille familles qui n'avaient pas contribué à l'acquisition ».<sup>49</sup>

Afin de financer les frais de ce recours, les dirigeants de la Société Agricole levèrent une souscription de 14 *reales* (1,75 peso) par famille exploitant des terres du commun municipal. Le tribunal demanda des informations complémentaires au gouvernement de San Andrés pour fonder sa décision,

« mais comme de toute façon la plupart des édiles qui occupaient un siège au conseil municipal, et même le personnel de la préfecture de canton lui-même étaient membres de ladite Société, et en conséquence signataires de la pétition de recours, [...] quatre membres seulement de la représentation municipale, en désaccord avec le rapport qui fut rendu [au tribunal], firent alors entendre leur voix ».<sup>50</sup>

---

<sup>47</sup> Témoignages rassemblés par la Commission Locale Agraire de San Andrés à l'occasion de la procédure de restitution des terres à la municipalité, en 1922 ("Sobre la Sociedad Agrícola de San Andrés Tuxtla", ACAM, exp. 25, Loc. San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos).

<sup>48</sup> Voir à cet égard le témoignage du secrétaire de la Junta Divisionniste, déjà cité *supra* : « [certains] agriculteurs, [...] sans avoir une propriété, possédaient un terrain depuis des années, bien supérieur en extension [à ceux du commun des usagers], qu'ils avaient acheté en partie et à grands coûts à d'autres possesseurs », in Artigas (1896) : "Memoria y Documentos de la Junta Divisionista de San Andrés Tuxtla" : 7-8.

<sup>49</sup> ACAM, exp. 25, San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos, ff 194-281, *cit.* par Jiménez Marce (2010) : 113.

<sup>50</sup> *Ibid.*



Dans la foulée de son succès juridique, la Société Agricole promulgua vers 1875 un nouveau règlement visant à renforcer son contrôle sur les “agriculteurs” et les “étrangers”<sup>51</sup>, en conditionnant le maintien de leurs droits d’usage au paiement d’une contribution destinée à couvrir le “rachat” (*rescate*) et la délimitation des terres qu’ils exploitaient. « S’étant appropriés les charges municipales, ces mêmes messieurs [...] imposèrent des taxes en argent destinées à couvrir les contributions fiscales à l’Etat [de Veracruz] et à la municipalité au titre des terrains agricoles en pleine propriété, prétendant de cette façon fortifier leurs droits de propriété imaginaires »<sup>52</sup>. Devant la vague des protestations, la Société Agricole fut amenée à abroger ce règlement, mais l’opposition entre les deux groupes se maintint à un niveau extrême de tensions au long des années 1870.

« Se formèrent effectivement deux factions ou groupements de tendances opposées : celui qui œuvrait pour la répartition des terrains [en pleine propriété] et un autre qui prétendait demeurer en communauté et qui s’opposait pour cette raison à la répartition. La population indienne appartenait à ce dernier groupe, exploité par certains individus enrichis, et l’autre regroupement était intégré par des gens accommodés et par les étrangers ».<sup>53</sup>

Ce témoignage montre bien qu’au milieu des années 1870, la configuration de l’arène politique locale opposait clairement deux factions dont les intérêts semblaient inconciliables : d’un côté une majorité des paysans indiens adhérait à un discours de défense de la terre en tant que propriété communautaire, porté par l’élite traditionnelle des commerçants de coton, avec lesquels ils étaient liés par des contrats “d’habilitation” productive ; de l’autre, un secteur émergent de nouveaux entrepreneurs agraires et de producteurs de taille moyenne, engagés pour la plupart dans les cultures de tabac et de canne à sucre, voyait sa stratégie d’expansion foncière bloquée par le régime de propriété communale et par le contrôle exercé par les commerçants de coton sur la paysannerie indienne. Les élections municipales, dont dépendaient les opportunités données à chaque faction pour porter et défendre auprès des autorités de l’Etat de Veracruz leur projet foncier, constituaient un enjeu central de confrontation, au point de donner lieu à des affrontements parfois sanglants :

« On peut dire que chaque groupe luttait féroce pour remporter les élections municipales [...]. On se rappelle encore avec horreur les affrontements politiques de l’année 78, quand aux premières heures de la nuit du 7 juillet, l’un des directeurs du mouvement indigène déchargea son revolver sur certains de ceux qui présidaient le groupe partisan de la répartition des terres, et comme en cette année ce sont les autorités opposées à ce dernier qui gouvernaient, l’assassinat est longtemps resté impuni ».<sup>54</sup>

---

<sup>51</sup> Ces termes désignaient des acteurs ne relevant pas d’un profil classique de producteur issu de la communauté paysanne de San Andrés. “L’agriculteur” était crédité de moyens de production et de techniques modernes lui permettant d’exploiter des surfaces supérieures à celles dont les *comuneros* avaient la maîtrise. “L’étranger” (*extraño*) était pour sa part un opérateur installé dans la région après l’acquisition des terrains communaux et ne pouvait donc prétendre à un droit de culture au titre de son appartenance à l’ancienne communauté des Indiens.

<sup>52</sup> ACAM, exp. 25, San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos, “Testimonio del administrador de rentas del Estado y encargado del Registro Público ante la Comisión Local Agraria”.

<sup>53</sup> ACAM, exp. 171, Dotación de Ejidos, “Memorandum que presenta el señor Antonio Solana a la Comisión Local Agraria, con motivo de la solicitud de tierras que han presentado varios individuos de Soyata y Tilapan del excantón de Los Tuxtlas”, 25/01/1921. Un moment révélateur de ce clivage politique semble avoir été constitué par le soulèvement du général Porfirio Díaz et la proclamation de son *Plan de la Noria*, en décembre 1871. Un manifeste d’adhésion a alors été publié et signé par un ensemble d’agriculteurs de San Andrés, parmi lesquels figuraient des personnages proéminents des localités productrices de tabac, Bezuapan et Comoapan, notamment parmi les familles Ortiz, Carrión et Mantilla, ainsi que des membres de l’élite traditionnelle (familles Cabada et Sinta) (Medel, 1993, T.I : 270-274). Plusieurs des signataires ont ensuite joué un rôle politique de premier plan avec l’avènement du régime *porfiriste*, à l’image de la nomination du Colonel Celso Ortiz comme préfet (*jefe político*) du canton, en 1876.

<sup>54</sup> ACAM, exp. 171, Dotación de Ejidos, “Memorandum que presenta el señor Antonio Solana a la Comisión Local Agraria, con motivo de la solicitud de tierras que han presentado varios individuos de Soyata y Tilapan del excantón de Los Tuxtlas”, 25/01/1921.

En 1878, l'alliance d'intérêts entre les paysans indiens et les commerçants de coton vit pourtant son chant du cygne. La polarisation des tensions politiques, qui s'exprime dans les événements tragiques des élections municipales de cette année, trouve un écho dans la crise que traversent alors les petits producteurs de coton, dont la récolte a été réduite de moitié au cours des cinq années précédentes (figure 4.2). L'assèchement graduel de financements provenant des industries textiles d'Orizaba et de Puebla est en passe de saper les bases des dispositifs d'intégration clientéliste entre commerçants et producteurs de coton qui reposaient sur la régulation de l'accès aux terres du commun municipal et aux habilitations productives par la Société Agricole de San Andrés<sup>55</sup>. Au début des années 1880, la capacité des figures dirigeantes de cette société – les membres des familles Palacio, Cadena, Sinta, García et Riveroll – à résister aux attaques politiques et juridiques des nouveaux entrepreneurs agraires et du gouvernement de l'Etat contre la propriété corporative des terrains de la municipalité, était considérablement amoindrie.

En 1881, une nouvelle équipe municipale, dirigée cette fois par des membres du Cercle Divisionniste, sollicitait au gouverneur de l'Etat « d'imposer judiciairement le silence perpétuel aux individus de ladite Société et de leur exiger des comptes [au sujet] des sommes qu'ils ont collectées [...] depuis l'époque de la cotisation générale qui eut lieu pour couvrir le prix de l'achat [des terrains municipaux] »<sup>56</sup>. Quatre ans plus tard, en février 1885, le gouverneur Juan de la Luz Enríquez, une figure du mouvement libéral élue un an plus tôt, convoqua une réunion conciliatoire entre les deux factions. Un conclave eut lieu en territoire neutre, dans la ville d'Orizaba, sous la tutelle d'un représentant de l'exécutif provincial. A l'issue de plusieurs sessions de discussions, les représentants des deux parties adoptèrent à l'unanimité le principe du fractionnement et de la privatisation des terrains du commun municipal (Blázquez, 1986, T. V : 2266-2267)<sup>57</sup>.

## La privatisation des terres et la dissolution du pouvoir municipal

Une "Junta Divisionniste" fut mise en place le 29 avril 1885, au sein de laquelle les deux factions se répartirent équitablement les postes de responsabilité : pour la Société Agricole figuraient son directeur, Joaquín P. Riveroll<sup>58</sup>, et Manuel Ortiz, alors que le Cercle Divisionniste était représenté par Gabriel C. Artigas et Pedro J. Sinta<sup>59</sup>. La répartition de terres devait concerner tous les chefs de famille pouvant attester de leur résidence dans la communauté au moment de l'achat de la propriété municipale, ainsi que leurs fils majeurs. Chacun recevrait par tirage au sort un lopin de valeur équivalente, dont la taille pouvait varier entre 6,25 et 12,5 ha, selon leur qualité agronomique et leur localisation. Entre les composantes centrales du compromis souscrit à Orizaba figurait la validation

---

<sup>55</sup> On retrouve des circonstances similaires associant un changement économique-productif et des transformations du champ politique et institutionnel local dans la situation décrite par Emilio Kouri (2004), au sujet d'un autre cas conflictuel de démantèlement et de privatisation des terres communales à la même époque : celui de Papantla, situé au Nord du même Etat de Veracruz.

<sup>56</sup> ACAM, exp. 25, San Andrés Tuxtla, Dotación de Ejidos, "Sobre la Sociedad Agrícola de San Andrés".

<sup>57</sup> Dans son rapport de 1886 devant le Congrès de l'Etat, le gouverneur Enríquez rendait compte de sa démarche conciliatoire dans les termes suivants : « Une des questions les plus épineuses en tout temps pour les administrations de cet Etat a été la division et la répartition des terres des communautés indigènes. Entre celles-ci figurait au premier rang la division des terrains de San Andrés, dans le canton des Tuxtlas, où la "Société Agricole Sanandrésienne" et le "Cercle Divisionniste de San Andrés Tuxtla" ont soutenu durant de nombreuses années un antagonisme qui, en plus d'affaiblir la marche de ce riche canton vers le progrès, paralysait les bonnes dispositions du Gouvernement en faveur de la subdivision de la propriété territoriale » (Blázquez, *cit.* : 2266).

<sup>58</sup> Joaquín Riveroll était un personnage-clé de la direction de la Société Agricole. Il avait occupé successivement les fonctions de maire (1874-1875), d'administrateur du fisc (1876-1878) et de préfet (*jefe político*) du canton des Tuxtlas (1883). Son frère, Ramón P. Riveroll, occupait à l'époque un siège de député à l'Assemblée nationale.

<sup>59</sup> Ce dernier semble avoir changé de camp, puisqu'il figurait parmi les membres influents de la Société Agricole au cours des années 1870.

des possessions exercées par les membres de l'élite économique : les détenteurs de *fincas*<sup>60</sup> pourraient en conserver la jouissance complète, à la condition de payer la valeur des surfaces excédant celle des lopins standards alloués au commun des ayants-droit. Il était de même convenu que les possesseurs de terre n'appartenant pas à la communauté – les exploitants installés dans la municipalité après l'acquisition des terrains au Colonel Ruiz – pourraient en faire l'acquisition auprès de la Junte Divisionniste, afin de lui procurer les fonds nécessaires à l'arpentage et au bornage des terrains répartis. La Junte établit un délai de cinq semaines pour permettre aux résidents des localités implantées sur les terres communales de faire valoir leur droit à une "action" de terre ; à la mi-juin 1885, 2 827 personnes avaient fait acte de candidature (Artigas, 1896 : 5).

Les opérations d'arpentage se sont conclues le 31 octobre 1886, après 14 mois de travaux. Afin d'en faciliter la réalisation, les procédures techniques et le tirage au sort de la distribution des lopins délimités furent organisés sur une base décentralisée, à l'échelle de chacune des 12 congrégations correspondant à la subdivision administrative du municipe. Le seul des ces "partis" qui semble avoir opposé quelque résistance au principe de démantèlement et de fractionnement des terres communales fut celui de Xoteapan, une localité dont la population était presque exclusivement indienne et dont les terrains se trouvaient sur des versants accidentés, où il est probable que les fournisseurs de crédits d'habilitation aux cultures de coton ou de tabac n'intervenaient pas<sup>61</sup>. Dans les "partis" de Calería, Ranchoapan et Sihupapan, qui recelaient les terres les plus fertiles à proximité de la ville de San Andrés, la décision de reconnaître les droits de propriété des possesseurs de grandes exploitations, ou *fincas*, afin de permettre de financer les opérations d'arpentage, conduisit à limiter de façon considérable la taille des lopins alloués au commun des bénéficiaires :

« en raison de la prodigalité de ces terres, se sont exprimées des prétentions qu'il était impossible de satisfaire ; de nombreux actionnaires se disputaient un même emplacement. [...] Aux actionnaires qui possédaient une petite extension de terrain à tabac et qui étaient trop à l'étroit pour pratiquer tout autre semis qui ne fût pas celui du tabac, on concéda le droit d'obtenir une action [de terre] complémentaire sur un terrain éloigné et inculte, et de ce droit firent usage tous ceux qui pensèrent qu'il en allait de leur intérêt ».<sup>62</sup>

Dans les localités concernées, de nombreux prétendants ne reçurent au final que des lots de 1,5 ha et le droit de réclamer une parcelle sur les terrains périphériques du municipe, distants parfois de plus de 10 km de leur lieu de résidence. En revanche, dans le *Mémoire* qu'il publia dix ans plus tard pour rendre compte de la gestion de la Junte Divisionniste, le trésorier Artigas fit état de plus de 3 500 ha affectés sous forme d'"applications" à des exploitants originaires du municipe (pour un total de 2 600 ha) ou de *fincas*, vendues à des propriétaires venus s'installer sur les terres communales après leur acquisition par la municipalité (pour environ 1 000 ha) ; la plupart de ces terrains se trouvaient dans les parties les plus convoitées de la propriété commune<sup>63</sup>. A ces surfaces, il convenait

<sup>60</sup> Le terme de *fincas* désigne des exploitations sur lesquelles des aménagements (plantations pérennes, système d'irrigation, installation de transformation ou de stockage de la récolte) ont été réalisés.

<sup>61</sup> Ce constat accreditte l'idée que les pressions sociales et politiques à la "désamortisation" ont été les plus fortes là où les productions marchandes étaient les plus denses. Les habitants de Xoteapan avaient envoyé une "commisssion" de représentants auprès des congrès provincial, à Xalapa, et fédéral, dans la ville de Mexico, afin de demander une exemption de fractionnement de leurs terres. Selon le secrétaire de la Junte Divisionniste, R. Artigas, ces délégués revinrent « convaincus de la pertinence du partage [des terres] » (Artigas, 1996 :8).

<sup>62</sup> Artigas (1896) : 9.

<sup>63</sup> Parmi les grands exploitants originaires de la communauté bénéficiaires d'"applications", le mémoire d'Artigas cite Fernando et Octaviano Carrión, qui reçurent 157 et 160 ha respectivement ; Manuel Palacio et Angel Rodríguez, avec 192,5 ha chacun ; Rafael Solana, 150 ha ; Zenón Figueroa, 144,5 ha ; Salvador W. Cabada, 106 ha ; ou Manuel Turrent, avec 70 ha On trouve par ailleurs parmi les acquéreurs de *fincas* Santiago Rousseau (propriétaire de l'*hacienda* sucrière La Constancia, de 255 ha sur les terrains de Ranchoapan, pour laquelle il dut payer 1 200 pesos à la Junte Divisionniste) ; les héritiers de Feliciano Carrere (*hacienda* sucrière de Sihupapan, acquise pour 1 800 pesos) ; ainsi que des commerçants espagnols avaient fui la première guerre d'indépendance cubaine, entre 1868 et 1878, comme Damián González, Eusebio Suárez, Manuel Elías ou Manuel P. García, qui versèrent à la Junte autour de 200 pesos chacun pour conserver leurs exploitations. Parmi les principaux bénéficiaires de surfaces excédentaires figuraient la plupart des grands producteurs de tabac. Beaucoup d'entre

d'ajouter les 32 actions (198 ha) et terres à tabac de première qualité, que la Junte avait décidé de donner à Celso Ortiz, en remerciement pour ses services conciliatoires lors du conclave d'Orizaba, auquel il avait participé en tant que fondé de pouvoir des Indiens de San Andrés. Le total des terrains redistribués à l'élite agraire de la région représentait plus du quart de la superficie totale de 14 000 ha qui fut lotie par la Junte Divisionniste. L'inégalité de traitement entre grands agriculteurs et petits paysans dans les parties les plus peuplées explique que 500 titres fonciers ne furent pas récupérés par leurs attributaires, sur un total de 3 194 – en dehors des “applications” – qui avaient été émis. Ce désintérêt s'explique très probablement par le fait que ces titres concernaient les “terrains excédentaires”, situés dans les parties les plus éloignées et incultes du municpe, là où les coûts d'accès et d'exploitation de la terre par des petits paysans sans capital s'avéraient dissuasifs<sup>64</sup>.

Les gains procurés par l'opération de fractionnement de la propriété communale ne se limitaient pas à la consolidation des appropriations foncières des décennies antérieures. Le mémoire publié en 1896 par le trésorier de la Junte indiquait que ses dirigeants avaient perçu plus de 15 000 pesos au titre des salaires et des gratifications qui leur avaient été versés pour leur gestion, somme à laquelle il fallait ajouter 1 000 pesos qui avaient été alloués au préfet de canton pour sa contribution à l'accord d'Orizaba (Jimenez Marce, 2010 : 117). Ces montants équivalaient à 40% environ des 39 098 pesos collectés à travers la vente de *fincas* ou au titre des cotisations dues par les bénéficiaires d'“applications” et par les petits “actionnaires” paysans pour financer les opérations de la Junte.

Au reste, la superficie de 11 “sites de bétail”, équivalente à 14 000 ha, que la Junte avait fait arpenter et avait réparti entre les résidents du municpe représentait un total très inférieur aux 16 sites et demi que la municipalité croyait avoir acquis du Colonel Ruiz entre 1839 et 1850. Au dire du trésorier Gabriel Artigas, cette différence s'expliquait par une déclaration erronée du vendeur (*Ibid.* : 7). Le même Artigas attendit toutefois dix ans et plusieurs recours légaux intentés par des citoyens de San Andrés pour publier le bilan d'activité et les comptes de la Junte Divisionniste. Huit mois après cette publication, en février 1897, une association se forma sous la direction de Hipólito Gerezano pour exiger des autorités municipales et du gouvernement de l'Etat de Veracruz « l'arpentage et la répartition immédiats » des terrains vacants situés sur les pentes du volcan San Martín qui se trouvaient en possession d'Artigas<sup>65</sup>. Ce litige était toujours d'actualité quinze ans plus tard, en octobre 1912, quand Hipólito Gerezano et les autres membres de l'association envoyèrent un rapport au Ministre de l'Intérieur (*Secretario de Gobernación*), dans lequel ils dénonçaient « les abus et irrégularités commis par les responsables de la division [de la propriété municipale], omettant de répartir une grande partie des terrains qui, depuis lors, sont restés malicieusement occultés ». Les auteurs demandaient que soit effectuée une nouvelle délimitation des portions des terres « qui par oubli, incompétence, fraude ou calcul sont restées en indivision, en assurant [le ministre] que ces terrains, qui aujourd'hui n'ont aucun propriétaire légal, sont possédés et exploités, sans titre aucun, par M. Gabriel C. Artigas »<sup>66</sup>. Comme nous le verrons au chapitre 6, le gouvernement municipal fit

---

eux possédaient également des fabriques de cigares, telles que *La Diosa de los Tuxtlas* de Gabriel Artigas, *La Favorita* et *La Costeña* de Ángel C. Rodríguez, *La Esperanza* de la famille Figueroa, *El Modelo* et *Sócrates*, propriétés des Espagnols Ramón et Eusebio Suárez, ou *El Destino* des frères García (González Sierra, 1989 : 189-191 et 1991 : 97 ; Mata, 1892 : 808).

<sup>64</sup> En mai 1906, un litige opposait les héritiers des actionnaires qui n'avaient pas récupéré leurs titres de propriété et le gouvernement municipal de San Andrés, qui entendait vendre à Felix E. Loperena, un entrepreneur de Veracruz, 59 actions de terrains couvrant une superficie de 362,5 ha dans les “partis” de Tilapan, Soyata, Tehuantepec, San Martín et Calería. Les héritiers se plaignaient du fait que « le gouvernement municipal ne cesse de poser des obstacles pour leur délivrer les documents mentionnés ». Celui-ci faisait valoir que dix-huit ans après l'émission des titres fonciers originaux, les réclamants avaient perdu leurs droits par prescription et que la délivrance de leurs droits de propriété était conditionnée au paiement, non plus d'une quotité fixe de 10 pesos, comme la Junte Divisionniste l'avait établi originellement, mais de la valeur de marché des terres (AGEV, *Secretaria de Gobernación y Justicia*, Tierras, 48, 440).

<sup>65</sup> Outre son président, cette association était intégrée par Francisco Villegas, Longinos Mantilla, Salvador et Celso Torres, Tiburcio Tenorio, Ignacio Oliveros, José María et Pedro Cosme et Mauricio Toto. Aucun de ces patronymes n'était apparenté avec ceux des grandes familles de l'élite agraire régionale.

<sup>66</sup> AGN, *Gobernación*, Periodo Revolución, 1, 19, ff. 1-18.

alors le nécessaire pour que les investigations diligentées par le Ministère ne soient jamais menées à leur terme. Toujours est-il qu'à la veille de la réforme agraire, en 1921, les héritiers de Gabriel Artigas détenaient la plus grande propriété enregistrée dans le municipale de San Andrés, avec une surface de près de 44 000 ha s'étendant des hauteurs surplombant la ville jusqu'au littoral du Golfe du Mexique<sup>67</sup>.

À la même époque que Gabriel Artigas et les autres dirigeants de la Junte Divisionniste organisaient le fractionnement et la privatisation des terrains de la municipalité selon les intérêts des élites locales, la Société Agricole de Comoapan, qui avait acquis les terres de l'ancienne *cofradía* du Très Saint Sacrement une trentaine d'années plus tôt, fut, elle aussi, sommée par le gouvernement provincial de procéder à la répartition de sa propriété. Très peu d'information est disponible au sujet de ce processus (ACAM, exp. 629, Comoapan, Dotación de Ejidos). On sait simplement qu'une "Junte Divisionniste de Comoapan" fut constituée, qui était dirigée par Celso Ortiz – dont on a vu l'implication, au titre de fondé de pouvoir des Indiens de San Andrés, dans l'accord qui préparait le démantèlement du commun municipal. Il fut décidé que les quelque 700 chefs de famille pouvant prétendre aux terrains gérés par la Société de Comoapan recevraient chacun un lopin de 6,5 ha, dont la répartition se ferait par tirage au sort. Reprenant la procédure qui avait été conduite avec succès sur les terrains municipaux, la Junte de Comoapan décida de financer ses opérations d'arpentage par la vente des surfaces excédentaires de la propriété.

Mais ces cessions de terres semblent avoir été conduites de façon particulièrement opaque et, surtout, avoir concerné certains des terrains les plus convoités pour leur fertilité. En 1887, au terme du processus de répartition, il apparaît que Celso Ortiz et Octaviano Carrión, l'un des principaux entrepreneurs de la culture et de l'exportation de tabac de la région, avaient acquis le contrôle de la majeure partie des meilleures terres de la vallée<sup>68</sup>. Celso Ortiz en particulier possédait l'ensemble des terrains qui entouraient la localité de Comoapan. Il ne fait aucun doute que, dans ce cas également, des spoliations eurent lieu au détriment des petits paysans qui auraient pu prétendre à ces terres. En 1923, la municipalité de San Andrés dressa ainsi une liste de 25 personnes « au nom desquelles la Junte Divisionniste de la Société Agricole de Comoapan avait émis des titres [de propriété], [mais qui] ne furent jamais mises en possession légale de leurs terres, et par la suite, le Colonel Celso Ortiz [...] attribua à M. Octaviano Carrión la majeure partie des lots qui, selon le plan [de parcellement de la Junte], correspondaient à ces paysans » (ACAM, exp. 629, Comoapan, Dotación de Ejidos).

Les témoignages recueillis entre 1920 et 1923 par la Commission Locale Agraire, au moment des premières mesures de réforme agraire dans la région (voir le chapitre 6), laissent peu de doute quant à la magnitude des stratégies opportunistes de manipulation des procédures de lotissement des deux propriétés corporatives, mais aussi de l'information dispensée à une population de bénéficiaires qui était majoritairement illettrée, voire non-hispanisante<sup>69</sup>. Ils montrent aussi clairement que les principaux acteurs engagés dans ces stratégies appartenaient aux groupes chargés d'organiser le parcellement ou de veiller à la régularité de ces procédures :

---

<sup>67</sup> Ces possessions, couvertes par la forêt tropicale humide, permettaient à la famille Artigas de développer une lucrative activité d'exploitation forestière. Gabriel Artigas possédait depuis les années 1870 une scierie dont les machines étaient mues par une chute d'eau captée sur les terrains municipaux (Medel, 1993, T. 1 : 346).

<sup>68</sup> Par décret du 30 août 1886, le Gouverneur Enríquez avait dispensé la "Junte Divisionniste des terrains appartenant à la Société Agricole de Comoapan" « de l'obligation d'allouer des actes authentiques aux possesseurs des lots [résultant du fractionnement de ces terrains] ; servant de titre de propriété, pour [les lots] qui leur seraient adjugés, ceux que la même Junte aura émis, visés par le Chef Politique [préfet] du Canton » (Blázquez et Corzo, 1997, T. VIII : 507). Au moment de la distribution de ces titres, en 1887, ce préfet était Marcelino González, un ami du colonel Celso Ortiz, à qui il avait manifesté sa gratitude pour son intercession dans l'accord qui conduisit à la formation de la Junte Divisionniste de San Andrés.

<sup>69</sup> En 1806, sur une population totale de 29 942 habitants, on dénombrait dans le canton 18 093 Indiens, dont 14 101 (77,5% de la population indigène et 47% de la population totale) parlaient exclusivement le nahua (Blázquez, 1986, T. V : 2611-2616).

« ... de nombreux ayants-droit, certains par incrédulité, d'autres par ignorance, vendirent leur certificat [ouvrant droit à l'obtention d'un titre de propriété moyennant paiement de la contribution aux frais d'arpentage] pour des sommes dérisoires qui fluctuaient entre 1 et 5 pesos, et ces pratiques eurent pour résultat que les accapareurs furent Don Gabriel Artigas, le trésorier de la Junte lui-même, Don Joaquín et Don Octaviano Carrión, Don Marcelino González [le préfet du canton au moment du parcellement], Don Rafael Escalera, Don Alberto Turrent et d'autres du même cercle ».<sup>70</sup>

« ... comme la majorité des bénéficiaires d'un certificat étaient pauvres et ignorants, ils vendirent leurs droits pour des sommes dérisoires [...] ; les personnes qui accaparaient les certificats en grande quantité furent messieurs Antonio Solana, Gabriel Artigas, Octaviano Carrión, Joaquín Riveroll [ancien membre du conseil d'administration de la Société Agricole de san Andrés et secrétaire de la Junte Divisionniste] et d'autres ».<sup>71</sup>

« [des membres de la Junte Divisionniste] propagèrent la rumeur, ou la firent propager, "que ceux qui acquerraient leur terre comme bénéficiaires [d'un certificat] allaient en être dépossédés, qu'ils ne devaient pas être stupides et qu'il valait mieux qu'ils la vendent pendant qu'il était encore temps ».<sup>72</sup>

En dépit de ces accaparements, les procédures de "réduction à propriétés particulières" des terrains administrés par les deux sociétés agricoles n'ont pas généré les heurts et les oppositions violentes que connurent les processus de "désamortisation" dans d'autres régions de l'Etat de Veracruz (Florescano Mayet, 1984), comme à Acayucan (Ramírez Lavoignet, 1997), Soteapan (Velázquez, 2006 et 2009), Papantla (Chenault, 1996 ; Kouri, 2004) ou Misantla (Skerritt, 1989). Cette situation peut s'expliquer en grande partie par le fait que le boum économique que vivait alors l'agriculture régionale, à travers la multiplication des investissements associés aux productions de tabac et de sucre, ouvrait des perspectives d'accumulation et de reproduction élargie, même pour de petits paysans dotés d'outils manuels et confinés à de petites surfaces. La culture du tabac apparaissait même comme supportant le développement d'un petit entrepreneuriat familial, d'origine indienne, comme nous aurons l'occasion de le voir dans le chapitre suivant.

Le processus de privatisation des différentes propriétés corporatives du municipe de San Andrés conduisit au final à la délivrance de près de 3 750 titres de propriété individuelle à autant de bénéficiaires (tableau 4.1 et figure 4.4). La majeure partie de ceux-ci se trouvait concentrée sur les portions les plus fertiles du territoire municipal, entre les congrégations de Calería, Ranchoapan, Comoapan et El Cebollal, qui constituaient le foyer privilégié d'expansion de la culture du tabac, et où plus de 2 000 "actions" de terre furent distribuées, soit 56% du total.

---

<sup>70</sup> Témoignage de Manuel Ortiz, frère du colonel Celso Ortiz en ancien membre de la Junte Divisionniste de Comoapan, devant la Commission Locale Agraire (ACAM/3601, San Andrés Tuxtla, "Restitución").

<sup>71</sup> Témoignages de José G. Cabada devant la Commission Locale Agraire (ACAM/3601, San Andrés Tuxtla, "Restitución").

<sup>72</sup> Témoignage de Hipólito Gerezano devant la Commission Locale Agraire (ACAM/3601, San Andrés Tuxtla, "Restitución").

Tableau 4.1 : Nombre de bénéficiaires du fractionnement des propriétés corporatives en 1886-1888

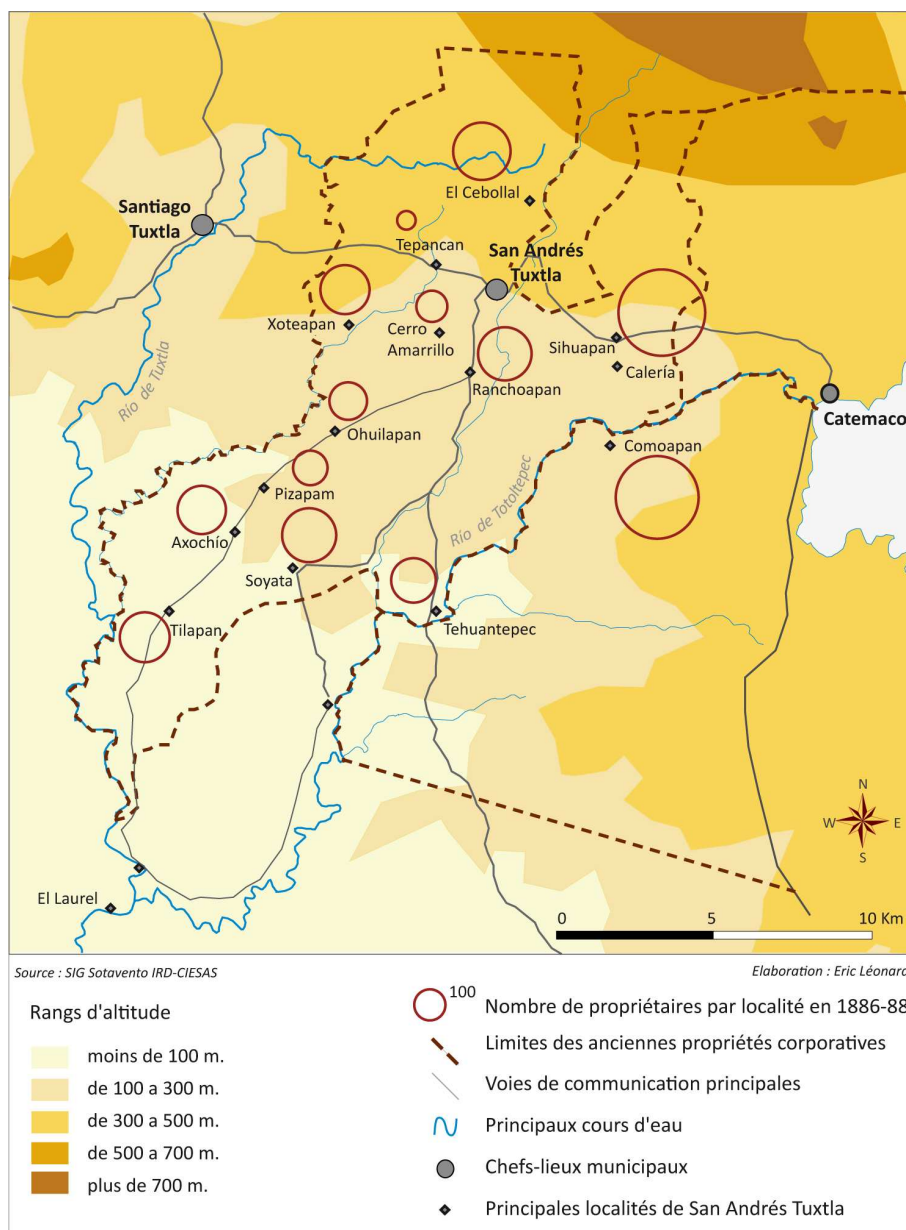
Partis/Congrégations du commun municipal	Nombre d'“actions de terre” distribuées par la Junte Divisionniste
San Martín et El Cebollal	340
Xoteapan	245
Tepanacan	36
Cerro Amarillo	106
Calería	765
Ranchoapan	292
Comoapan	≥700
Ohuilapan	144
Pizapam	122
Axochío	239
Soyata	298
Tehuantepec	203
Tilapan	257
<i>Total municipal</i>	<i>3 747</i>

Source : Artigas, 1896

Avant que la décennie de 1880 ne se fût conclue, les municipalités de Santiago et Catemaco avaient, elles aussi, procédé au démantèlement et à la répartition de leurs propriétés en lots individuels. Seul le *Mémoire* du Gouverneur Enríquez présenté en 1890 devant le Congrès de Veracruz (*in* Blázquez, 1986, T. VII : 3489-3947) permet d'identifier les lignes générales du processus de “désamortisation” de Santiago, et aucun document disponible n'atteste de celui de Catemaco. Les informations fournies au gouverneur par les édiles de Santiago – qui pilotèrent directement les procédures de lotissement des terres appartenant à la municipalité – pointent de grands parallèles avec le processus de San Andrés, même si elles suggèrent une gestion plus transparente et une plus large participation des représentants des congrégations rurales<sup>73</sup>. Comme à San Andrés, les autorités de Santiago recoururent à la vente aux grands exploitants des fermes (*fincas*) qu'ils occupaient pour financer les travaux d'arpentage (*Ibid.*). Le moindre impact de ces procédures en termes de concentration foncière s'explique sans doute par les caractéristiques topographiques et agronomiques des terres de Santiago, souvent inondables, moins fertiles et moins favorables aux cultures commerciales, qui en faisaient des espaces de moindre intérêt pour les entrepreneurs engagés dans les productions de tabac et de canne à sucre.

<sup>73</sup> À la différence de leurs homologues de San Andrés, les membres de la commission formée pour gérer les procédures de lotissement reçurent un salaire fixe qui ne dépassait pas 20 pesos par mois. Plutôt que de recourir au tirage au sort, l'attribution des parcelles loties reposa préférentiellement sur des procédures organisées au niveau de chaque localité, de façon à respecter autant que faire se pouvait les possessions des usagers et les plantations – de café et de canne à sucre notamment – qu'ils avaient réalisées. Enfin, le solde excédentaire des opérations fut reversé au gouvernement provincial pour abonder son budget d'Instruction publique (Jiménez Marce, 2010 : 118-120).

Figure 4.4 : Distribution des titres fonciers par localité sur les anciennes propriétés corporatives à San Andrés Tuxtla, 1886-1888



### La mise sous tutelle politique des gouvernements municipaux

Au-delà de leurs incidences sur les structures agraires, les processus de “désamortisation” des propriétés des municipalités tuxtèques ont marqué une rupture dans le régime de gouvernementalité qui s’était construit depuis l’indépendance, dans un contexte de faiblesse politique et administrative de l’Etat central. Pendant près d’un demi-siècle, entre l’acquisition de ses terrains communaux, en 1839, et leur démantèlement, en 1886, la municipalité de San Andrés a exercé un pouvoir qui s’étendait à l’ensemble des sphères de régulation, depuis l’allocation des droits fonciers à la sélection des candidats aux fonctions de représentation politique, auprès des congrès provincial et national, en passant par l’organisation des milices locales de la Garde Nationale. Ce pouvoir s’étendait même à des fonctions qui échappaient formellement à son contrôle, comme la désignation des préfets de canton (*jefes políticos*) et des magistrats au tribunal de première instance



(*juzgado de letras*), dont les fonctions ont été régulièrement occupées par des acteurs issus du binôme Société Agricole/gouvernement municipal.

L'exercice de ce pouvoir était indissociable de la structuration du système de traite cotonnière, qui s'est maintenu par-delà les conflits politico-militaires qui en perturbaient le fonctionnement, jusqu'à son effondrement définitif, au début des années 1880. La dissolution des intérêts associés au contrôle de la production paysanne de coton, via notamment la régulation de l'accès au foncier, a conduit à l'élaboration d'un nouveau consensus entre l'élite commerciale traditionnelle et un nouvel entreprenariat agraire, qui se construisait autour de la production du tabac, pour redéfinir les règles de la gouvernance foncière.

La "désamortisation" du commun municipal a représenté le point culminant – mais non le seul facteur – d'un processus de dissociation entre la propriété corporative des terres et le contrôle du pouvoir politique aux niveaux municipal et régional. Ce processus s'est étendu sur une vingtaine d'années et a été notamment marqué par l'emprise croissante des préfets cantonaux sur les administrations municipales. À partir de la création des cantons dans la constitution politique de l'Etat de Veracruz, en 1825, la fonction de préfet avait constitué un levier stratégique de contrôle du pouvoir local, notamment du fait de sa tutelle sur les forces de sécurité. Mais les procédures de nomination à cette charge ont longtemps laissé une marge de manœuvre importante aux gouvernements municipaux, en particulier dans le contexte qui prévalut longtemps de faiblesse des liens institutionnels et politiques entre les échelons provincial et municipal. Jusqu'à la "Loi organique d'administration intérieure de l'Etat de Veracruz" de 1873, les préfets furent notamment élus par élection directe au niveau de chaque canton. La loi de 1873 élimina ce système au profit d'une procédure de nomination directe par le Gouverneur de l'Etat (García Morales, 1990: 62-63). Elle étendit également les attributions de ces fonctionnaires, jusqu'alors centrées sur le maintien de l'ordre civil et le contrôle des forces de sécurité publique (police rurale et Garde Nationale du canton) à la supervision des gouvernements municipaux, notamment dans l'exercice de leur budget et l'organisation de leur fiscalité.

En dépit du renforcement légal de la tutelle de l'exécutif provincial sur les gouvernements municipaux, la liste des préfets du canton des Tuxtlas établie par Medel (1993, T. III : 75-78), reflète le contrôle qu'ont exercé les membres les plus importants de la Société Agricole de San Andrés sur les processus de désignation des fonctionnaires cantonaux jusqu'au milieu des années 1880<sup>74</sup>. Cette maîtrise leur assurait également la prévalence dans les hiérarchies politiques au sein d'un espace régional marqué par la rivalité entre l'ancienne *villa* de Santiago, chef-lieu de l'administration coloniale et du Marquisat, et San Andrés, son centre économique et commercial. Le même document met aussi en évidence la perte de ce contrôle à partir de 1886, quand le Gouverneur Enríquez entreprit de nommer systématiquement au poste de *jefe político* des acteurs extérieurs à la société tuxtlaèque ou qui s'étaient exilés de longue date hors de la région.

La perte des ressources économiques et politiques associées à l'allocation et la régulation des droits d'accès à la terre dans le périmètre du commun municipal, d'une part, celle du contrôle exercé sur les processus de nomination des préfets de canton et sur la libre gestion des ressources fiscales de la municipalité, d'autre part, ont conduit à la dissolution de fait du pouvoir politique que le gouvernement de San Andrés avait concentré pendant près d'un demi-siècle. Cette évolution n'est pas propre à la région des Tuxtlas, elle correspond à un mouvement généralisé qui a touché la grande majorité des régions du Mexique durant la période de stabilité politique et de renforcement du pouvoir exécutif central sous la férule du Général Porfirio Díaz (1876-1910). L'établissement d'un centralisme administratif autoritaire et la mise sous tutelle des pouvoirs locaux et régionaux qui s'étaient affirmés durant le premier demi-siècle d'indépendance n'ont pu se produire qu'à travers la construction de pactes régionaux associant les élites économiques locales et les représentants politiques du pouvoir central. Ces pactes ont reposé pour une part essentielle sur l'allocation d'un

---

<sup>74</sup> Voir la note n°27 de ce chapitre

large pouvoir à ces élites dans la mise en œuvre des procédures de “désamortisation” des anciennes propriétés communautaires et de colonisation foncière des terres déclarées “vacantes” à l’issue de ces processus. L’une des conséquences particulières de cette dynamique de reconstruction des régimes de gouvernabilité rurale a résidé dans le développement d’un latifundisme exacerbé, dont le Mexique représentait un cas paradigmatique au début du XX<sup>e</sup> siècle.

La région des Tuxtlas, et le municipe de San Andrés en particulier, n’ont pas constitué une exception à cette dynamique de concentration foncière. Le démantèlement et le fractionnement du commun municipal n’ont constitué que l’un des facteurs, et non le principal, de ce phénomène. Les formes d’intégration productive des petits propriétaires indiens à des chaînes de valeur agro-industrielles qui se sont fortement financiarisées à cette époque ont représenté un élément moteur central de la dynamique de mise en circulation des titres de propriété récemment émis, dont nous verrons les mécanismes dans le chapitre suivant.



## **Chapitre 5**

### ***La mécanique sociale du changement institutionnel***

#### ***Individualisation de la propriété***

#### ***et transformation des relations sociales à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle***

La situation d'extrême concentration de la propriété foncière qui prévalait au Mexique au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup> a été analysée classiquement comme la résultante d'une incorporation brutale des communautés rurales aux dispositifs d'une économie capitaliste en expansion, dont l'impact a été amplifié par la mise en œuvre de mécanismes coercitifs d'expropriation et d'accaparement par les élites économiques et politiques<sup>2</sup>. Le jeu des oligarchies régionales et des grands intérêts privés (entrepreneurs nationaux associés au pouvoir politique de Porfirio Díaz et firmes internationales) dans ces processus a particulièrement été souligné dans les régions du Sud du pays (Katz, 1976 ; González Navarro, 1979 ; Bauman, 1983 ; Velázquez, 2009). Sans remettre en cause ces analyses et le poids des structures de pouvoir économique et politique dans la dynamique de concentration foncière, que le cas des Tuxtlas illustre clairement, le présent chapitre vise à en éclairer une facette beaucoup moins abordée par les chercheurs en sciences sociales. Il s'agit ici d'aborder les mécanismes micro-sociaux, les logiques d'acteurs et les glissements de valeurs et de perceptions associées au contenu de certaines normes sociales, qui expliquent les processus de transfert massif et rapide de droits fonciers qui ont suivi la privatisation des terres communales dans les Tuxtlas. Plus précisément, ce chapitre s'intéresse aux processus sociaux et institutionnels à travers lesquels le changement légal du contenu des droits de propriété a affecté des institutions "informelles"<sup>3</sup>, des systèmes de valeur et de sens, qui organisaient les relations sociales au sein des sociétés rurales, des communautés et des familles paysannes, confrontées à la politique de "désamortisation".

---

<sup>1</sup> Selon l'Annuaire Statistique de 1905, 8 431 *hacendados*, soit 2,5% des propriétaires fonciers et 0,2% des chefs de familles rurales, détenaient au début du XX<sup>e</sup> siècle près de 114 millions d'hectares, soit 87% de la surface agricole du pays. Les 12 plus grands propriétaires possédaient près de 38 millions d'hectares (29% des terres exploitées). A l'autre extrémité du spectre, 160 000 petits propriétaires et membres des communautés qui avaient réussi à éviter la privatisation de leurs terres (87% des détenteurs de droits fonciers) se partageaient 7,4 millions d'hectares (5,7% de la surface agricole) et 3 275 000 familles (91% de la population rurale) ne possédaient aucune terre (Sector Agrario, 1997, T. I : 30-31).

<sup>2</sup> Parmi les travaux classiques étayant cet argumentaire, aussi bien au niveau national qu'en référence à différents contextes régionaux, on pourra consulter Chevalier (1976 [1953]), Womack (1968), Florescano (1971), Warman (1976), Molina Enríquez (1977), Brading (1978) ou Tutino (1986).

<sup>3</sup> J'emploie ici cette notion en référence aux normes sociales, "coutumes", principes moraux et systèmes de valeur, ainsi qu'aux instances de régulation qui en sanctionnent la pratique dans le contexte micro-local de leur mise en œuvre, par opposition aux institutions "formelles" relevant du cadre légal et réglementaire de l'Etat-Nation mexicain (voir . Bromley, 1989 ; North, 1990).

La disponibilité d'archives étendues et datées, notamment celles des registres notariaux de San Andrés Tuxtla<sup>4</sup>, permet en effet d'approcher les mécanismes de désenclavement social des relations de marché qui ont suivi la privatisation des droits sur les terres agricoles. Ces sources révèlent notamment les processus de marchandisation de certaines relations sociales, notamment celles qui organisaient les rapports entre les générations dans le cadre familial. Ce chapitre s'intéresse ainsi à deux sphères particulières de relations sociales : d'une part celle qui engageait les petits producteurs paysans et les commerçants de San Andrés autour du financement et de la mise en marché de la production agricole ; et d'autre part, celle qui organisait les relations d'assistance entre générations au sein des familles paysannes, autour de la régulation de l'accès des jeunes adultes au mariage, à la terre, puis à l'héritage.

Au sein de ces deux champs d'interactions sociales, la redéfinition des droits de propriété foncière, dans le sens de leur individualisation et de leur marchandisation, a induit des changements dans le contenu et la forme des arrangements institutionnels, à forte dimension conventionnelle<sup>5</sup>, qui régulaient l'accès des paysans aux ressources (naturelles, sociales, économiques...) nécessaires à la formation et la reproduction d'une famille. Dans quelle mesure l'attribution de titres de propriété individuelle a-t-elle conduit à des formes de renégociation des systèmes de droits et d'obligations qui régulaient les relations d'échange et d'assistance entre les familles paysannes et au sein de ces familles, à la fois au niveau des patrons d'alliance matrimoniale et dans les modèles d'accès séquentiel aux ressources composant le patrimoine des familles ? Et dans quelle mesure également le changement de contenu des droits de propriété a-t-il modifié « le système d'attentes réciproques sur les comportements » (Favereau, 1989 : 213) qui formait la trame des arrangements contractuels liant les producteurs paysans aux commerçants de coton, de tabac ou de canne à sucre ?

De façon générale, et comme cela s'était produit à la fin du siècle précédent, à l'issue des réformes de la monarchie bourbonnienne, il est établi que la mise en œuvre des lois de "désamortisation" a eu une incidence directe sur les charges financières des chefs de famille. La mise en place d'une fiscalité foncière touchant les nouveaux attributaires de titres de propriété, l'extension de l'impôt de capitation, ainsi que la fiscalisation de certaines cultures commerciales, comme le café, le tabac ou la canne à sucre, ont notamment conduit à un alourdissement sensible des obligations tributaires auxquelles devaient faire face les producteurs agricoles (García Morales, 1998). Mais au-delà de ce phénomène, un point qui doit retenir l'attention concerne l'incidence du changement légal sur la monétarisation des relations qu'entretenaient les familles paysannes, aussi bien avec leur entourage (de marché, social), qu'en leur sein même, entre leurs différents membres. Dans quelle mesure la création de droits de propriété individuels et transférables, dont l'exercice était dissocié des organisations socio-politiques communautaires, a-t-elle induit des formes de "désenclavement social" des relations d'échange au sein de l'économie paysanne ?

Ce chapitre tente de cerner les contours et les dimensions de tels processus, en croisant le contenu des transactions foncières enregistrées par les notaires de San Andrés entre les années 1880 et 1910 et les informations disponibles quant aux transformations des relations sociales au sein de la société tuxtèque à cette époque. Il fournit ainsi un éclairage microsociologique sur les dynamiques de surendettement des ménages paysans et de concentration foncière qui se sont produits dans la région au tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. Ce faisant, il propose des clés de compréhension des mécanismes sociaux de l'effondrement des structures communautaires et de l'expansion de la grande propriété au Mexique à la fin de la période libérale.

---

<sup>4</sup> AGEV, *Archivo del Registro Público de la Propiedad de San Andrés Tuxtla* (ARPPSAT), Rollo 149, Sección I (Ventas), et Rollo 151, Sección II (Hipotecas). Ce matériel a été compilé et classifié par Rocío Ochoa García. Il est formé par 155 actes d'achat-vente des terrains agricoles et 45 registres d'hypothèques.

<sup>5</sup> J'emploie ici la notion de convention au sens qui lui est donné par les tenants de l'économie des conventions ou la sociologie économique, comme « un système d'attentes réciproques sur les compétences et les comportements, conçus comme allant de soi et pour aller de soi » (Favereau, 1989 : 213), ou comme « l'organisation sociale au travers de laquelle la communauté se dote d'une référence commune, produit une représentation collective extériorisée qui fonde les anticipations individuelles » (Orléan, 1989 : 265).

## **Changement des rapports de propriété et transformation des relations socio-économiques : la réinterprétation de deux institutions régulatrices**

Dans le système de régulation sociale et économique qui s'était mis en place depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'intégration sociale des nouvelles générations paysannes était régie par l'appartenance des individus à une communauté d'origine, que celle-ci elle prenne une expression politique (le *pueblo*) ou religieuse (la *cofradía*). Les relations d'échange, qu'il s'agisse de rapports commerciaux ou d'assistance au sein du groupe d'appartenance, étaient encadrées par des systèmes de droits et d'obligation de nature socio-politique, dont la propriété corporative des terres était un support fondamental, au-delà de sa mobilisation à des fins de consolidation du pouvoir oligopolistique des grands traitants de coton.

Cette partie s'intéresse aux perturbations que l'individualisation et la privatisation des droits fonciers ont induites dans l'organisation des dispositifs d'intégration des producteurs villageois, à la fois à la société villageoise (par l'accès au mariage, à la production agricole, à l'héritage) et aux marchés (des biens de production et des produits). Elle s'attache à la dynamique de deux groupes d'institutions "informelles" à base conventionnelle : d'une part celles qui encadraient les relations d'assistance entre les générations au sein des familles paysannes, et d'autre part, celles qui régulaient les rapports d'échange dans le cadre de la traite cotonnière. Il s'agit ici de mettre en évidence les mécanismes par lesquels ces groupes d'institutions ont fait l'objet de processus de réinterprétation qui ont abouti à une transformation radicale de leur contenu.

### ***La monétarisation des relations intergénérationnelles***

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, différents rapports administratifs et des témoignages d'observateurs (Medel, 1993, T. I : 367-379) apportent des indices d'une modification profonde de certains aspects centraux de l'organisation sociale des communautés paysannes. Ces changements affectent deux moments-clés de la dynamique familiale : l'accès des hommes jeunes au statut d'adulte, via le mariage et les rituels qui lui sont associés, et la phase de succession, qui engageait un processus séquentiel de répartition du patrimoine familial associé à des formes d'assistance aux parents dans l'ultime étape de leur vie.

#### *Accès séquentiel à l'autonomie sociale et contrôle de la force de travail des jeunes adultes : le "modèle familial méso-américain"*

Au moment du démantèlement de la propriété municipale de San Andrés, l'organisation sociale de familles tuxtèques, dont on pouvait encore observer des traits principaux à la fin du XX<sup>e</sup> siècle (Flores, 2000a et b), correspondait au "modèle familial méso-américain" décrit par Robichaux (1997 et 2006). Selon celui-ci, ce système se caractérise par : la virilocalité des jeunes hommes, qui installent initialement leur propre ménage au sein du foyer paternel ; la création, après un certain laps de temps, d'une nouvelle unité de résidence à proximité immédiate de ce foyer, généralement dans la même cour ; et la permanence du dernier-né et de son ménage dans la maison paternelle, qu'il héritera en contrepartie des soins prodigués à ses géniteurs. L'accès des jeunes adultes à la terre, à travers la formation d'une exploitation autonome, se produit après leur mariage et coïncide fréquemment avec leur séparation du foyer paternel, lorsqu'ils installent leur propre maison à proximité de celui-ci : la création formelle d'une nouvelle unité de résidence se combine avec la délégation d'une parcelle soustraite au patrimoine familial. Chacun des fils mâles accède ainsi aux ressources qui lui permettront de s'autonomiser graduellement de la tutelle paternelle. Le modèle d'héritage est prioritairement masculin et à tendance égalitaire ; il est toutefois couramment admis

que le dernier fils (dit *xocoyote*) reçoive, en même temps que la maison paternelle, une plus grande surface, celle qu'il a exploitée pour le compte de ses parents afin de subvenir à leur entretien. Le système familial observé à la fin des années 1990 par A. Flores à Buenos Aires Texalpan, sur les hauteurs surplombant San Andrés Tuxtla, correspondait précisément à ce modèle (Flores, 2000a).

Au regard de ce modèle, le mariage constitue le moment-clé de l'accès des jeunes hommes aux ressources matérielles et symboliques qui marquent leur entrée dans la vie adulte et le début de leur processus d'autonomisation sociale. Il constitue le cadre dans lequel s'opère un transfert de capital social de la part des parents au bénéfice de leur descendance. Mais il institue par la même occasion un système d'obligations dont les fils doivent s'acquitter vis-à-vis de leurs géniteurs, obligations qui prennent la forme de services en travail et de relations d'assistance que les fils sont tenus d'assurer auprès de leurs parents (d'Aubeterre, 2000). La superposition des cycles domestiques, avec la permanence des enfants mariés dans la maison paternelle durant une période qui peut durer jusqu'à dix ans, permet de satisfaire à cette obligation, en même temps qu'elle constitue une rétribution anticipée pour la cession future d'une parcelle en héritage (*Ibid.* ; Flores, *cit.*<sup>6</sup>).

Comment ces logiques et les institutions sociales qui en encadraient la mise en œuvre s'exprimaient-elles dans les Tuxtlas dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle ? Dans le contexte d'organisation des économies domestiques autour de l'accès aux terres du commun municipal et des cultures manuelles de la *milpa* et du coton, le contrôle de la force de travail des jeunes hommes constituait l'un des facteurs-clés de la reproduction des groupes familiaux et de leur accumulation économique. La culture du coton en particulier exigeait la mobilisation d'une main-d'œuvre importante en des moments cruciaux du cycle cultural (taille, sarclage, récolte), alors que le régime d'accès ouvert aux terrains communaux fournissait des incitations fortes à l'autonomisation des jeunes paysans. Le contrôle stratégique de leur force de travail reposait sur la régulation des alliances matrimoniales, dès lors que, selon le modèle familial méso-américain, le mariage déterminait l'acquisition du statut d'adulte et l'octroi d'un droit d'accès à la terre pour y produire de façon autonome.

Dans de telles conditions, les pères des jeunes femmes en âge de se marier jouissaient d'une position forte dans les négociations matrimoniales. Dans les sociétés indiennes méso-américaines, le mariage fait traditionnellement l'objet du versement d'une compensation au départ des femmes qui vont intégrer un autre groupe domestique, lui apporter leur capacité de travail et de reproduction et ainsi contribuer à son développement et sa grandeur (d'Aubeterre, *cit.*; Robichaux, 1997). Les formes de cette compensation sont aujourd'hui essentiellement monétaires, aussi bien dans les Tuxtlas que dans la majorité des régions indiennes du Mexique (*Ibid.* ; Flores, *cit.*). Toutefois, à la fin des années 1960, de nombreuses sociétés normaient encore la compensation matrimoniale en termes de transferts de travail que le fiancé devait réaliser au profit de ses futurs beaux-parents durant une période qui pouvait varier de un à trois ans<sup>7</sup>. Dans sa volumineuse œuvre historiographique sur San Andrés Tuxtla, León Medel évoque brièvement « l'habitude [qu'avait l'indigène à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle] de marier ses enfants à leur adolescence et même durant leur enfance pour les réunir lorsqu'ils atteignaient leur majorité d'âge ; de même que celle d'engager leurs filles en échange de un, deux et jusqu'à trois années de travail non rémunéré que le fiancé apportait à ses beaux-parents présumés, au terme desquels l'union s'effectuait de façon ferme et durable »(1993, T. I : 379).

Bien que les témoignages recueillis par Medel n'approfondissent pas cet aspect, ils suggèrent que les transactions matrimoniales, et donc les processus d'autonomisation sociale des jeunes générations, faisaient l'objet de négociations qui limitaient le pouvoir de décision des pères des

---

<sup>6</sup> Dans le cas de Buenos Aires Texalpan, Flores fait état d'une norme sociale établissant un délai de cinq ans pour la résidence du nouveau ménage dans la maison des parents de l'époux, avant que le jeune couple puisse fonder son propre foyer ; mais cette période pouvait s'étendre jusqu'à dix ans.

<sup>7</sup> On pourra consulter sur ce sujet l'ouvrage de Shelton Davies (1997 : 74) pour une illustration relative à la société quiché, sur l'altiplano guatémaltèque. Münch (1983 : 130-131) décrit ces services de travail comme une réminiscence de l'organisation communautaire antérieure à la réforme agraire dans la Sierra de Santa Marta, voisine des Tuxtlas dans le Sotavento de Veracruz.

hommes jeunes au profit de ces derniers et de leurs beaux-pères potentiels. Même si l'engagement ultérieur du jeune marié dans la production agricole marchande – et plus spécifiquement celle du coton – était conditionné par la disponibilité en terres fertiles et accessibles, ainsi que par les recommandations qu'il serait en situation de faire valoir pour accéder aux crédits d'*habilitation* productive fournis par les opérateurs de la traite cotonnière, sa marge de manœuvre restait conséquente pour conquérir son autonomie sociale et économique à travers l'entremise directe de son beau-père. On peut imaginer que des jeux de mise en concurrence entre chefs de famille avaient lieu, dont le contrôle de la force de travail des hommes en âge de se marier était l'enjeu et dont ces derniers étaient des protagonistes centraux, plutôt que des acteurs passifs. La clé de leur latitude résidait dans le régime de propriété communale qui offrait un droit d'accès et une alternative productive à tout homme marié. Au long des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les processus de colonisation des marges internes de l'espace régional, de dispersion du peuplement et de formation de *rancherías* pouvant ensuite devenir de nouvelles *congrégations* administratives, en ont fourni des illustrations nombreuses (chapitres 3 et 4).

### *Privatisation de la propriété et transformation des relations d'assistance intergénérationnelle*

Au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les normes qui régulaient le déroulement du cycle domestique semblent avoir souffert une série de transformations significatives, dont on peut difficilement dissocier les expressions de la transformation du régime de propriété foncière. Avec la distribution de droits de propriété individuelle, les relations entre les générations ont dû être renégociées en référence à un espace recomposé et fermé, circonscrit par les limites des parcelles qui avaient été allouées à chaque chef de famille par la Junte Divisionniste. Le transfert à ces chefs de famille du contrôle de l'accès à la terre a modifié radicalement les termes de leurs rapports avec leurs fils, en leur donnant les moyens d'accroître et de prolonger leur contrôle sur la force de travail familiale. La citation de Medel, ci-dessus, ainsi que les témoignages recueillis par Flores (2000) auprès de villageois nés entre 1901 et 1910 dans les congrégations de Buenos Aires Texalpan, Texalpan et Xoteapan, montrent qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, les modalités des mariages avaient évolué dans un sens qui renforçait le caractère patriarcal de l'organisation domestique. La compensation matrimoniale a cessé à cette époque d'être composée principalement de services en travail fournis par le fiancé à son futur beau-père, pour intégrer une part croissante et bientôt exclusive de biens matériels, parmi lesquels les dons en numéraires, celui d'une paire de taurillons, de plusieurs porc et d'alcool, ont acquis une dimension normative<sup>8</sup>.

Ce capital était fourni par le père du fiancé et était constitutif d'une relation d'endettement que le jeune marié devait solder en allongeant la durée de son installation dans la maison paternelle et de son engagement sur l'exploitation familiale, de façon à payer par son travail l'investissement réalisé pour financer son mariage. Les témoignages cités mentionnent que cette période de tutelle paternelle pouvait couramment s'étendre à dix, voire douze ans. La conversion de la compensation matrimoniale en bien monétarisés n'a pu avoir lieu à une large échelle qu'à travers la diffusion, elle aussi très large, de pratiques de crédit qui reposaient sur des garanties immobilières. Selon les mêmes témoignages, si les prêts d'argent pouvaient avoir lieu dans le cadre de relations de proximité entre les paysans et les usuriers, la vente à réméré – ou vente avec pacte de rétro-vente – d'une partie ou de la totalité de la parcelle familiale a constitué un recours très fréquent pour réunir le capital qui devait fonder la construction de liens de clientèle entre les pères et leurs fils adultes. Nous verrons dans la partie suivante le détail et les incidences de ce type de pratique sur la dynamique du marché foncier dans les années qui suivirent la privatisation des terres municipales.

---

<sup>8</sup> Entrevues d'Alberto Flores avec Don Lencho Ixtepan, né en 1905, à Texalpan, 13/05/1997 ; Don Arturo Martínez Sosa, né en 1901, à Xoteapan, 20/05/1997 ; et Don Adrian Ambros, né en 1910, à Texalpan, 13/05/1997.



On peut supposer que les nouvelles opportunités d'accès aux crédits monétaires créées par l'existence de titres de propriété transférables ont encouragé le développement de logiques de concurrence entre les chefs de famille pour capturer la force de travail des jeunes hommes adultes, à travers le financement de leur mariage. Ces logiques ont été exacerbées dans un contexte régional où l'essor des productions commerciales générait une forte demande en main-d'œuvre que les marchés locaux ne pouvaient satisfaire aux pointes de travail du cycle agricole<sup>9</sup>. Les incitations à la mise en œuvre de telles logiques étaient d'autant plus fortes que les titres de propriété émis par la Junte Divisionniste avaient fait l'objet d'une distribution relativement large : selon l'accord ratifié à Orizaba en février 1885, les "actions de terrains" devaient être attribuées à « tous ceux qui forment tête de famille ou aux lignées [orphelines ou sans chef de famille] » (Artigas, 1896 : 14-15). De la sorte, les jeunes hommes mariés avaient pu accéder à un lopin en propriété, hors de la médiation de leurs géniteurs et du système de relations sociales qui normaient les conditions d'accès aux ressources dans le régime de tenure communale. L'instauration de la propriété privée individuelle a ainsi créé un double système de contraintes : pour les jeunes adultes, désormais incités à s'insérer dans des rapports de type clientéliste pour accéder aux ressources nécessaires à leur mariage ; et pour les chefs de famille, amenés à entrer en concurrence avec d'autres propriétaires pour s'assurer du contrôle de la force de travail de leurs propres fils.

La distribution large de titres de propriété foncière semble avoir eu d'autres incidences sur les rapports intergénérationnels. Les actes de vente de parcelles enregistrés par les notaires de San Andrés Tuxtla au cours de la période 1886-1910 révèlent un certain nombre de transactions ayant mis en jeu des veuves ou des personnes âgées qui étaient amenées à vendre une partie ou la totalité de la parcelle dont elles s'étaient vues reconnaître la propriété<sup>10</sup> : « ... comme une majorité de bénéficiaires d'un certificat [foncier émis par la Junte Divisionniste] étaient pauvres et ignorants, ils vendirent leurs droits à d'autres personnes pour des sommes dérisoires [et] les premières à vendre furent des veuves chef de famille »<sup>11</sup>. Ces conditions reflètent sans doute le fait que, dans un certain nombre de familles, les relations d'assistance à l'égard des personnes âgées ont été altérées par l'accès de l'ensemble de leur descendance masculine à un titre de propriété. La détention de droits fonciers permanents et définitifs, dont l'exercice échappait aux sanctions que les instances communautaires pouvaient imposer dans le cadre de régulation antérieur, a pu contribuer à la rupture d'un lien essentiel au maintien des transferts réciproques entre les générations d'usagers de l'espace foncier<sup>12</sup>.

### *Un accroissement vertigineux des besoins monétaires des ménages paysans*

Le changement du contenu légal des droits de propriété foncière a ainsi induit une série de transformations des institutions sociales "informelles", dans les systèmes de normes et de

---

<sup>9</sup> Dans la Sierra de Santa Marta, voisine des Tuxtlas, Münch (1980 : 131) décrit des phénomènes similaires d'inflation du montant de la compensation matrimoniale dans un contexte comparable de substitution du régime foncier légal : celui du remplacement de la propriété communale par la tenure *ejidale* à la charnière des années 1950 et 1960 (voir le chapitre 7).

<sup>10</sup> De telles configurations apparaissent dans les contrats d'achat-vente n°2, 11, 15, 17, 18, 24, 30, 34, 40, 59, 62 et 85 (ARPPSAT, Rollo 149, Sección I). Elles sont également présentes dans un certain nombre de cas d'acquisition de parcelle à l'expiration de contrats d'hypothèque (*Ibid.*, Rollo 152, Sección II).

<sup>11</sup> Témoignage de José G Cabada devant la Commission Locale Agraire, en avril 1921 (ACAM/3601, San Andrés Tuxtla, "Restitución").

<sup>12</sup> Emilio Kouri évoque une tendance similaire dans le cas de Papantla, un municipe situé au Nord de l'Etat de Veracruz, dont la situation à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle présentait de nombreuses similitudes avec celle de San Andrés. Il reproduit notamment une chanson populaire éloquent de point de vue de l'altération des rapports entre les générations de villageois : « C'en est fini de l'urbanité/ entre les fils de famille/ Seule règne aujourd'hui l'envie/ la discorde et la méchanceté/ [...] Quand le fils est enfin marié/ il abandonne ses parents/ sans faire cas de sa mère/ Et il dit avec colère/ qu'il ne veut plus obéir » [*Se acabó la urbanidad/ en los hijos de familia/ Hoy solo reina la envidia/ la discordia y la maldad/ [...] Cuando el hijo ya es casado/ Ya abandona a sus padres/ sin atender a la madre/ Y dise con gran enfado/ ya no quiere obedecer*] (Kouri, 2004 : 281).

prescriptions qui organisaient les rapports et les échanges entre générations dans la société villageoise indienne. Ces transformations se sont traduites en particulier par la monétarisation de certains éléments centraux des relations sociales. Mais l'accroissement des besoins monétaires des familles paysannes a également été associé à un ensemble de facteurs qui ne relevaient pas strictement du changement de régime foncier. La "désamortisation" de la propriété communale de San Andrés Tuxtla a notamment coïncidé avec la culmination d'un processus de réforme du régime de fiscalité de l'Etat de Veracruz qui s'est étendu entre 1885 et 1888. Cette réforme visait à abolir les impôts indirects, tels que les *alcabalas* et les octrois, au profit de l'accroissement des charges directes, comme les patentes commerciales, les taxes foncières et l'impôt de capitation pour les hommes âgés de 18 à 60 ans. Elle perfectionnait également le système de perception fiscale en établissant de nouvelles méthodes d'évaluation de la propriété et une responsabilité accrue des municipalités, qui étaient habilitées à conserver 20% des charges de capitation et des impôts fonciers sur les propriétés urbaines et rurales<sup>13</sup>. De nouveaux impôts furent de surcroît créés en 1887, qui portaient sur les cultures commerciales de tabac, de canne à sucre et de café, et dont la trésorerie municipale était bénéficiaire pour 80% du montant<sup>14</sup>. Le paiement pouvait être couvert par le producteur lui-même ou par le commanditaire financier qui acquérait sa récolte – ce qui conduisait à faire reposer la charge tributaire, de façon directe ou indirecte, sur le premier. Les chefs de famille désireux de conserver le contrôle de la force de travail de leurs fils n'avaient d'autre choix que celui d'assumer l'ensemble de ces charges, en couvrant aussi bien les contributions associées à la propriété et l'exploitation de la terre, que l'impôt de capitation de l'ensemble des hommes installés autour du foyer paternel<sup>15</sup>.

L'accroissement des charges fiscales, ainsi que celui des obligations monétaires liées au contrôle social au sein des familles paysannes, ont constitué des incitations fortes à la reconversion productive en faveur de l'adoption des nouvelles cultures commerciales de tabac ou de canne à sucre, en dépit des taxes qui pesaient sur leur mise en œuvre. Ce faisant, l'acquisition des facteurs techniques nécessaires à cette reconversion contribuait à l'augmentation des besoins monétaires des producteurs. Selon l'expert allemand Karl Kärger, qui réalisa en 1900 un voyage d'information dans la région, les coûts de production du tabac ou de la canne à sucre étaient trois fois supérieurs à ceux du coton produit avec des outils manuels et sans intrants chimiques<sup>16</sup>. Leur culture requérait la mise en œuvre de techniques particulières, comme le labour par traction attelée, des apports de fertilisant et une transformation post-récolte mobilisant des installations spécifiques (d'extraction et de cuisson du jus de canne, de séchage et de fermentation du tabac, voir le chapitre 4), qui imposaient la réalisation d'investissements importants, même lorsque le traitement de la récolte était délégué aux commerçants qui en faisaient l'acquisition. La culture du tabac était particulièrement onéreuse ; avec un cycle de culture qui se déroulait entre les mois d'octobre et d'avril, durant les mois de moindre

<sup>13</sup> Blázquez (1986) T. V : 2434-2439 ; T. VI : 2923 ; Kouri (2004) : 277-278.

<sup>14</sup> Blázquez (1986) T. V : 2622-2629 ; T. VI : 2818-2819, 2923, 3058-3059. Medel (*cit.*, T. I, p. 378) mentionne en outre l'instauration d'une amende municipale d'un peso ou de deux jours de travail obligatoire qui était imposée aux indigènes circulant dans la ville en culotte de toile brute (*calzón de manta*), l'attribut vestimentaire traditionnel des hommes indiens. Ces nouvelles facultés fiscales renforçaient l'attractivité de la charge d'administrateur des rentes pour les membres de l'élite entrepreneuriale – ancienne et nouvelle. En 1890 et 1894, la municipalité déposa deux plaintes à l'encontre de Joaquín P. Riveroll et son successeur dans la fonction, Pedro A. Turrent, pour des dettes vis-à-vis de la trésorerie municipale évaluées à 8 639 et 4 699 pesos respectivement (Blázquez, *op. cit.*, T. VII : 3598-3599 ; García Morales y Velasco Toro, 1997, T. VI : 51-52).

<sup>15</sup> Pour les années 1917 et 1918 (une période de relative tranquillité dans le contexte agité de l'époque), les registres de la trésorerie municipale font état de contributions à l'impôt foncier limitées à 356 des 503 propriétaires recensés, soit un taux de recouvrement de 70%. Mais sur ce total, seulement 228 (45% du total des propriétaires) étaient à jour de la totalité des impôts dus au fisc municipal (AMSAT, Libros de la Tesorería Municipal, 1917 et 1918).

<sup>16</sup> Kärger fournit les éléments de comparaison suivants : entre 50 et 70 pesos par hectare pour la production de coton (en référence à La Laguna, où la culture mécanisée et irriguée impliquait des coûts sensiblement plus élevés que ceux de la petite production manuelle des zones tropicales humides), contre 150 à 165 pesos par hectare pour le tabac produit dans les Tuxtlas, « amortissement du capital non compris » (Kärger, 1986 [1901] : 70-71 et 276-284).

pluviométrie, elle présentait en outre des risques de perte de récolte dont l'incidence était difficile à évaluer pour les producteurs qui avaient abandonné la culture du coton pour une spéculation dont ils ne maîtrisaient pas les caractéristiques agronomiques<sup>17</sup>.

Plus encore que la production de coton, l'accès aux cultures de tabac ou de canne à sucre requérait donc le parrainage d'opérateurs disposés à fournir les "habilitations" financières et techniques, ainsi que les services de transformation post-récolte qui étaient absolument nécessaires à leur mise en œuvre. La distribution relativement large de titres de propriété, la rupture des rapports de clientèle qui s'étaient structurés dans le cadre de la traite cotonnière, et la forte concurrence au sein du groupe émergent des entrepreneurs du tabac et du sucre – secteurs qui s'étoffaient avec la reconversion d'une partie des commerçants de coton – ont constitué les facteurs à l'origine du développement large de l'offre de crédits. L'implication dans le financement de la production agricole de maisons de négoce international de tabac, puis de deux des principales banques du pays – le Banco Nacional de México et le Banco Mercantil de Veracruz, qui ouvrirent des agences à San Andrés en 1904 et 1905 respectivement (Medel *cit.* : 490) – a permis aux entrepreneurs agraires de disposer de sources diversifiées de crédits formels qu'ils relayaient auprès de leur clientèle de petits et moyens producteurs. Les titres de propriété délivrés par la Junte Divisionniste sont devenus la base presque exclusive des garanties exigées par ces opérateurs financiers et commerciaux en contrepartie des "habilitations" octroyées aux producteurs paysans.

Ce faisant, les deux décennies qui suivirent le démantèlement du commun municipal et la distribution de titres de propriété individuelle ont été le cadre d'un phénomène généralisé d'endettement des ménages paysans qui avait pour origine, à la fois, l'accroissement dramatique de leurs charges sociales qui faisaient parallèlement l'objet d'un processus de monétarisation, et l'augmentation tout aussi considérable des coûts associés aux activités agricoles qu'ils développaient pour subvenir à ces charges. Les dynamiques d'endettement se sont appuyées sur des bases institutionnelles dont les formes correspondaient à des pratiques conventionnelles, aux « systèmes d'attentes réciproques conçus comme allant de soi » qui avaient délimité le cadre des interactions personnalisées entre commerçants et producteurs paysans dans le dispositif de la traite cotonnière. Parmi ces trames conventionnelles, les ventes à réméré ont constitué le pivot de la mise en circulation et de la concentration des titres fonciers distribués par la Junte Divisionniste.

### ***Le désenclassement social des "ventes avec pacte de rétrovente"***

#### *Une institution associée au développement de la traite cotonnière ?*

L'une des contraintes les plus lourdes qui a pesé sur le développement des marchés et des économies dans le cadre juridique féodal, dont le système colonial espagnol était un avatar, a résidé dans les prohibitions morales et légales que le droit canonique imposait au prêt d'argent. Pour faire face à l'impossibilité de réaliser des opérations de crédit formel donnant lieu à la perception d'un intérêt, la pratique médiévale et les coutumes locales ont créé un certain nombre d'arrangements dont le trait commun était de garantir aux usuriers et aux commerçants la récupération de l'argent qu'ils prêtaient et la réalisation d'un bénéfice sur ces transactions. La vente à réméré, ou vente avec

---

<sup>17</sup> L'année même du parcellement du commun municipal de San Andrés, en 1886, le mémoire de la Junte Divisionniste rédigé par G. C. Artigas faisait allusion aux « irréparables pertes souffertes dans les récoltes de coton, de tabac, de maïs et de haricot » (Artigas, 1896 : 5). Au cours des années qui suivirent le fractionnement des terres communales, plusieurs accidents météorologiques ont affecté fortement la production agricole dans la région, dont notamment le cyclone de septembre 1888, « le seul dont on garde le souvenir, [celui qui] réduisit à néant les rêves et les efforts des habitants du Sotavento » (Delgado Calderón, 2004b : 3). Dans sa somme sur San Andrés Tuxtla, León Medel (1993, T. I : 396-398) mentionne également les années 1895, quand une sécheresse provoqua la perte totale de la récolte de tabac, et 1896, quand des pluies torrentielles détruisirent les semis ; en 1900, la sécheresse fut si sévère qu'il fallut recourir à des importations de maïs depuis le port de Veracruz pour éviter une situation de disette (*ibid.* : 461-463).

pacte de rétro-vente, fut l'une des pratiques les plus employées en Europe Occidentale, notamment en France et dans le Piémont (Bart, 2003 [1962] ; Raggio, 1990), ainsi que dans l'empire hispanique (Larkin, 1971 ; Sabio Alcutén, 1996 ; Carmona Pidal, 2000 ; Schumacher, 2001). Sa diffusion dans la pratique juridique médiévale trouve son origine dans le droit romain et le Code Justinien, qui faisaient de la "vente avec faculté de rachat" un recours de large portée pour encadrer les activités de crédit (Ourliac, 1937 : 183-187 ; Zwolve, 2004 : 39-43)<sup>18</sup>.

Par le contrat de vente à réméré, le bénéficiaire d'un prêt cédait au bailleur les droits de propriété qu'il détenait sur un bien immobilier – une terre, un bâtiment, parfois les droits de cens que possédait un noble sur ses serfs et leurs productions – pour une valeur correspondant au montant du prêt et donc, souvent, très inférieure au prix de marché du bien transféré. Dans un second contrat, l'acheteur souscrivait une faculté de rachat – de réméré – en faveur du cédant, qui était extensive à ses héritiers ou parents (*gracia retrobendi et reachatendi*), dont l'exercice pouvait être limité à un délai déterminé ou au contraire ne faire l'objet d'aucun terme, et dont le prix équivalait à celui de la vente<sup>19</sup>. Les intérêts du capital investi étaient constitués par les loyers ou les bénéfices des productions que le prêteur pouvait retirer de la propriété qui avait fait l'objet du transfert. Ce loyer était fréquemment versé par le vendeur qui conservait l'usage du bien formellement transféré ; il était alors normé au niveau "du dernier quinze" (6,66%) ou du "dernier douze" (8,33%) du prix de la vente (Bart, 2003 : 42).

Au-delà des sécurités de recouvrement des prêts qu'elle fournissait aux bailleurs de crédit, la pratique des ventes à réméré pouvait aussi être interprétée en référence à des critères d'économie morale, selon lesquels elle permettait de préserver les droits de propriété des membres de la famille du vendeur sur le long terme, en particulier quand la faculté de rachat ne faisait l'objet d'aucune échéance précise. En ce sens, elle représentait une prévention des spoliations de la part des détenteurs d'un pouvoir financier, en servant de garantie aux prêts de détresse : un propriétaire en difficulté pouvait ainsi vendre son bien et en demeurer le tenancier, tout en se réservant le droit, pour lui et ses descendants, de le racheter unilatéralement. Dans de nombreux contextes, la pratique des ventes à réméré était enchâssée dans le fonctionnement des réseaux sociaux ou de parenté, comme dans le Piémont génois au XV<sup>e</sup> siècle, où elle soutenait la circulation des biens entre lignage apparentés (Raggio, 1990 : 175), ou aux Philippines, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup>, où elle était employée pour financer les célébrations matrimoniales et les baptêmes dans une logique d'extension du capital social des lignages indigènes (Schumacher, 2001 : 183).

Ces caractéristiques d'enchâssement social des ventes à réméré ne doivent pas occulter leur dimension centrale d'outil économique. Selon Bart (*Ibid.* : 39), « dans les pays où la prohibition de l'usure avait le plus de vigueur, la vente à réméré a mené pendant longtemps une existence clandestine ou semi-clandestine. C'est seulement lorsque les besoins de crédit sont devenus plus impérieux et sous l'influence d'idées plus favorables au prêt à intérêt que, peu à peu [...], les conventions de rachat ont été passées au grand jour ». Les études historiographiques qui en documentent l'usage, aussi bien en Europe que dans les anciennes colonies espagnoles, associent son usage aux phases d'expansion du capitalisme dans les espaces régionaux, entre le XV<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup>

<sup>18</sup> On trouve par ailleurs des références à des formes institutionnelles similaires à la vente à réméré dans de nombreuses sociétés à travers le temps et l'espace. Des pratiques de ventes avec faculté de rachat sont ainsi documentées dans la cité mésopotamienne d'Emar, au XIV<sup>e</sup> siècle avant notre ère (Westbrook, 2001), dans l'espace hellénique (Athènes, Sardes, Alexandrie) au premier millénaire (Vatin, 1962), mais aussi dans les pratiques juridiques musulmane (Meron, 1984) et chinoise (sous le vocable de *dien* : McAleavy, 1958). Dans l'ensemble de ces contextes, leur mise en œuvre apparaît répondre à des prohibitions morales sanctionnant la pratique du prêt à intérêt.

<sup>19</sup> Afin de contourner les prohibitions que le droit canonique imposait à l'usure, cette revente était formalisée dans un contrat indépendant, qui prenait la forme d'une contre-lettre, post-datées et souscrite sous seing privé (Bart, 2003 : 38 ; Ourliac, 1937 : 184).

siècle, et à des contextes où les mécanismes légaux pour garantir les opérations de crédit et le remboursement des prêts étaient coûteux ou aléatoires (Carmona Pidal, 2000)<sup>20</sup>.

Les réprobations morales et légales entourant les pratiques de crédit dans le cadre juridique colonial expliquent sans doute la faible occurrence de ces contrats dans les documents d'archive antérieurs à 1880. Je n'ai rencontré aucune mention de leur usage avant cette date<sup>21</sup>. Toutefois, la fréquence de leur recours durant les deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle suggère qu'il s'agissait d'une forme institutionnelle largement connue et employée bien avant que les études notariales de San Andrés n'en formalisent le contenu de façon systématique<sup>22</sup>. Le statut communal de la propriété ne constituait, au reste, aucun obstacle à la diffusion de telles pratiques entre des acteurs qui ne disposaient que de droit d'usage sur les terres. Aux Philippines, où l'usage généralisé des ventes avec "*pacto de retrovendendo*" a fait l'objet d'une documentation très large à partir du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces contrats portaient sur des terres de communauté, dont la vente était formellement interdite par la législation coloniale, et ils engageaient des producteurs indigènes d'indigo et des commerçants intégrés aux mêmes communautés (Larkin, 1971; Schumacher, 2001). La décision de la Junte Divisionniste de San Andrés de reconnaître et d'enregistrer les "*applications*" de terre et les possessions de *fincas* exercées par des individus membres de la communauté ou extérieurs à celle-ci (chapitre 4) montre que les transactions foncières – la vente de droits de culture et de possession – constituaient une pratique connue et reconnue par les acteurs qui exploitaient les terrains du commun municipal, bien avant que celui-ci ne soit démantelé et fractionné en lopins individuels.

Il est vraisemblable que dans les Tuxtlas, comme ce fut le cas aux Philippines, le recours aux contrats de vente à réméré a été associé au développement des relations marchandes entourant la traite cotonnière durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque l'afflux de commerçants dans le bourg de San Andrés et la rupture des relations d'exclusivité qui liaient les grands négociants du Consulat de Mexico et les administrateurs coloniaux ont provoqué des jeux de concurrence exacerbés pour le contrôle de la production paysanne de fibre (chapitre 3). Le contexte de prohibition légale des pratiques de *repartimiento* coercitif de marchandises et d'ouverture des réseaux clientélistes a alors imposé l'emploi de nouvelles formes institutionnelles pour garantir les avances sur récolte et stabiliser les rapports entre les commerçants et les producteurs de coton. Les conventions d'*habilitation* productive entre paysans et commerçants prenaient très probablement la forme d'accords oraux mettant en jeu des avances en numéraire et en marchandises et des surfaces cultivées réduites. Mais lorsque les produits de la récolte ne permettaient pas de couvrir le montant du prêt ou lorsque la surface habilitée augmentait, les prêteurs étaient certainement incités à exiger une garantie à travers l'engagement d'un bien immeuble, tel que la parcelle qui faisait l'objet du contrat de financement.

Conformément au modèle de contrat décrit dans les coutumes médiévales (Bart, *cit.*), le paysan conservait la jouissance de son lopin, l'exploitait et continuait à bénéficier des avances fournies par le commerçant, mais en tant que fermier de celui-ci. Il conservait par ailleurs, au titre de son

---

<sup>20</sup> Des descriptions de ces arrangements dans différents contextes de l'Europe méridionale sont fournies par Bart (2003) et Ourliac (1937) pour le XV<sup>e</sup> siècle, dans les cas du Mâconnais et de la vallée du Rhône respectivement ; Raggio (1990) les mentionne pour la même époque dans le Piémont génois ; Carmona Pidal (2000) et Sabio Alcutén (1996) en décrivent les modalités dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans différentes provinces espagnoles. Larkin (1971 et 1972) et Schumacher (2001) font une analyse étendue de son usage et de ses incidences sur les structures agraires aux Philippines au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Les études évoquant ces contrats en Amérique Latine sont plus rares. On pourra consulter Vilorio de la Hoz (1999) pour le littoral caraïbe de la Colombie ; Gómez Carpintero (2005) l'évoque brièvement dans une étude sur l'altiplano de Puebla au tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. Pour une analyse détaillée du cas des Tuxtlas, outre le présent chapitre, voir Léonard (2008).

<sup>21</sup> Les actes notariés de San Andrés Tuxtla réunis aux Archives Générales de Veracruz (AGEV) commencent en 1878.

<sup>22</sup> Au cours des années 1890, les "ventes avec pacte de rétro-vente" (*ventas con pacto de retroventa*) ont représenté près du tiers du total des transferts fonciers enregistrés dans les archives notariales de San Andrés Tuxtla, conventions d'héritage comprises (soit 9 registres sur un total disponible de 32)

appartenance au *pueblo* d'Indiens, la possibilité d'abandonner ses droits sur la parcelle mise en gage et de se déplacer vers des portions inoccupées du territoire, que ce soit au sein des terres de communauté ou des propriétés des *cofradías*, pour ouvrir une autre parcelle à la culture, sur des terrains plus enclavés ou moins propices à la production du coton<sup>23</sup>. Envisagée sous cette forme, la vente à réméré des droits permanents de culture dont disposaient les paysans de San Andrés sur les terres communales répondait donc à un ensemble de contraintes et de logiques partagées par les différents acteurs impliqués dans le développement de la traite cotonnière, dans le contexte de régime d'accès ouvert à la terre et de faible efficacité des dispositifs légaux garantissant les opérations de crédit.

### *L'enchâssement socio-politique des rapports de marché*<sup>24</sup>

Il est très vraisemblable que la mise en œuvre des conventions de vente à réméré par les élites commerciales de San Andrés ne répondait pas à un objectif d'expropriation des paysans producteurs de coton et de concentration de leurs terres. Les études relatives à l'emploi de ce type de contrat en Europe médiévale ou, dans un contexte plus proche du cas tuxtèque, aux Philippines au cours du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, insistent sur le rôle structurant que jouaient les ventes à réméré dans l'établissement de relations de type clientéliste entre les paysans et les prêteurs. Dans le cas du Mâconnais analysé par J. Bart (*cit.* : 42), la faculté de rachat était présentée comme une libéralité, une grâce accordée par l'acheteur, que celui-ci étendait aux héritiers du vendeur, dans les limites du délai accordé pour solder la dette. Dans un certain nombre de cas, ces contrats ne mentionnaient pas d'échéance précise et la faculté de rémission, qualifiée de "perpétuelle", pouvait s'étendre jusqu'à trente ans (*Ibid.* : 54).

Dans le contexte institutionnel médiéval ou dans celui des colonies espagnoles, la pratique des ventes à réméré s'inscrivait dans la perspective d'une relation de longue durée entre acheteurs et vendeurs et revêtait une dimension affirmée de patronage. Au rebours du sens que l'économie classique prête à la notion de vente – qui, à travers le transfert du bien, clôt la relation entre les deux parties –, le pacte de réméré inaugurerait un rapport de dépendance vis-à-vis de l'acheteur. Dans la République génoise, au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, ce type de transaction était enchâssé dans les rapports de parenté biologique et symbolique qui structuraient l'organisation économique et politique. Les ventes à réméré « marquaient les relations d'entraide / de hiérarchie entre des lignages économiquement différenciés, les plus puissants soutenant / assujettissant les plus faibles, qui fréquemment devenaient les fermiers des premiers » (Raggio, 1990 : 175). Au Philippines, vers le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, la vente avec pacte de rétro-vente n'était pas exclusivement associée à la production agricole, mais elle représentait un recours couramment employé pour financer les célébrations sociales, mariages et baptêmes, auxquelles les commerçants métis chinois étaient associés. Dans ce contexte, le "*pacto de retrovendendo*" a servi de support aux stratégies d'insertion de ces commerçants dans la société indigène de Luzon en permettant l'extension de leur capital social (Schumacher, 2001 : 183). Larkin (1971 : 795) décrit le même phénomène dans la province

---

<sup>23</sup> Réalisée entre les mois de septembre et de mars, la culture du coton était tributaire des réserves en eau des sols. Elle devait donc être pratiquée sur des terrains humides, préférentiellement situés près des berges des rivières, comme ce serait plus tard le cas pour le tabac.

<sup>24</sup> Je reprends ici la notion d'enchâssement social proposée par Karl Polanyi (1944 et 1957). Celle-ci se réfère au fait que les actions des acteurs sociaux et leurs interactions économiques en particulier sont régulièrement façonnées par l'environnement relationnel, institutionnel et culturel dans lequel ces acteurs sont insérés. Polanyi insiste en particulier sur le fait que, dans les sociétés pré-capitalistes, les processus de production et de mise en circulation des biens, ainsi que le fonctionnement des marchés par lesquels circulent ces biens, sont profondément enchâssés dans un tissu complexe d'institutions sociales telles que la famille, le voisinage, la communauté ou la corporation. En conséquence, les processus de formation des institutions et des organisations économiques "modernes" sont fortement influencés par les configurations sociales, cognitives et culturelles dans le cadre desquels ces processus ont lieu.

voisine de Pampanga, où les contrats de vente à réméré étaient insérés dans les réseaux de clientélisme familial mis en place par l'élite indigène.

Un point commun des dynamiques analysées dans ces différents travaux réside dans les situations de mise en concurrence qu'affrontaient les opérateurs commerciaux dans des contextes d'abolition des monopoles marchands qui avaient structuré l'organisation économique coloniale (aux Philippines ou en Nouvelle-Espagne durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle), ou de rupture de la capacité de contrôle féodal des noblesses européennes endettées au tournant des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles (Mâconnais, République génoise). Les pratiques de crédit fondées sur les contrats de vente à réméré représentaient un moyen largement employé pour s'assurer du contrôle de la force de travail et de la production paysannes, à travers l'établissement de rapports de dépendance à la fois économique et socio-politique, sans que le statut formellement imprescriptible de la propriété foncière ne constitue un obstacle quelconque à l'exécution de leurs clauses de retrait – ou de rédemption.

### *Réinterprétation et ajustement des conventions de réméré dans le nouveau contexte économique et institutionnel*

Dans le nouveau contexte économique et institutionnel qui s'est imposé dans les Tuxtlas à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la suite de l'effondrement du système de traite cotonnière et du démantèlement de la propriété communale, les caractéristiques d'enclassement social des relations de crédit associées aux pratiques de réméré ont souffert une transformation radicale. La magnitude de ce changement a été fortement influencée par l'accroissement considérable des besoins financiers des producteurs paysans qui étaient confrontés, à la fois, à l'effondrement de l'organisation commerciale de la traite cotonnière et à la monétarisation de certaines composantes centrales des relations sociales inter- et intra-familiales. La substitution du coton par les nouvelles cultures commerciales, le tabac et la canne à sucre, n'a pu se produire, nous l'avons vu, sans une transformation importante des systèmes techniques et un accès renouvelé à des sources de financement qui permettaient l'acquisition de nouveaux moyens de production. Elle renforçait par ailleurs les contraintes de contrôle de la force de travail familiale pour subvenir aux exigences de manutention accrue des nouvelles cultures et fournissait des incitations à la clientélisation de cette main-d'œuvre par la dépense sociale (*supra*).

Dans ces conditions, les pratiques de vente à réméré sont devenues, non plus une institution sociale orientée à pérenniser une relation clientéliste entre le producteur paysan et son commanditaire commercial, mais un recours systématique employé par les fournisseurs de crédit pour garantir leurs prêts, ainsi qu'un moyen d'étendre leur contrôle sur les terres les plus fertiles ou les mieux situées par rapport aux axes d'échange. Pour les entrepreneurs du secteur tabac, en particulier, le contrat de vente avec pacte de rétro-vente présentait des avantages très supérieurs aux garanties hypothécaires : il ouvrait la possibilité de s'approprier des terres particulièrement convoitées pour un prix d'autant plus modique que les vendeurs cherchaient à souscrire des prêts d'un montant réduit, dans l'objectif de conserver de bonnes possibilités de conserver ou de récupérer leur propriété (Bart, *cit.* : 54 ; Carmona Pidal, 2000). Dans la situation qui prévalait dans les Tuxtlas au cours des décennies de 1890 et 1900, lorsque les entrepreneurs locaux, les maisons européennes de négoce de tabac, puis les banques commerciales, se livraient une concurrence féroce pour le contrôle de la production paysanne, le contrôle des terrains les plus propices à cette culture, dans les "partis" fonciers de Calería, Comoapan, Tepanacan et Ranchoapan, est devenu une stratégie prioritaire pour les fournisseurs de crédits d'habilitation productive. La concurrence entre les grands entrepreneurs locaux<sup>25</sup> était telle qu'il n'était pas rare de les voir se lancer dans des opérations de refinancement des paysans endettés auprès d'un rival, toujours à travers un contrat de vente à réméré, pour une valeur supérieure à celle de la première transaction et avec une probabilité renforcée de s'approprier

---

<sup>25</sup> Parmi les principaux souscripteurs de contrats de vente à réméré figuraient Octaviano G. Carrión et son cousin Fernando, Manuel Turrent, Antonio Solana et Pablo Morando (González Sierra, 1991 ; Léonard, 2008).

définitivement les terres (Léonard, 2008 : 144)<sup>26</sup>. Ces circonstances expliquent que, durant les années 1890, les ventes à réméré ont été deux fois plus fréquentes que les recours aux garanties hypothécaires dans les transactions de crédit enregistrées par les notaires de San Andrés, et que leur usage est resté prédominant jusqu'en 1905 environ (*Ibid.*).

Conformément à ces logiques, les conventions de vente à réméré ont acquis une dimension de plus en plus normative et contraignante pour leurs souscripteurs paysans. Les contrats d'habilitation pour la culture du tabac spécifiaient que le bénéficiaire du crédit était obligé de vendre la totalité de sa récolte à son commanditaire, à un prix convenu d'avance, parfois unique, différenciant parfois 4 catégories de feuilles<sup>27</sup>. Ces barèmes de valorisation correspondaient généralement à une décote de 10 à 25% par rapport au prix de marché au moment de l'accord. La durée de validité de ces contrats était elle-même très stricte. Le plus souvent, ils étaient conclus pour une période de 10 à 12 mois qui s'achevait au moment de la livraison de la récolte de tabac sec et fermenté, entre les mois de mars et avril. Seuls 4 des 18 contrats consultés dans les archives notariales de San Andrés couvraient une durée supérieure, de deux, trois, voire quatre ans, tout en maintenant les niveaux de prix fixés *ex ante*. Le prolongement de ces arrangements semble alors avoir été lié à l'existence de passifs non remboursés qui justifiaient une mise sous tutelle durable du producteur. Certains de ces contrats incluaient par ailleurs une clause relative à la location par le souscripteur du terrain qu'il avait cédé, de façon à lui permettre d'en poursuivre l'exploitation jusqu'au paiement de sa dette. Enfin, lorsqu'ils n'imposaient pas le remboursement par un volume donné de tabac, ces accords fixaient un taux d'intérêt de 1 à 1,5% mensuel que l'"habilité" percevait au titre du capital investi<sup>28</sup>. La valeur de cession des terres, correspondant à l'avance faite, était variable (certains prêts constituaient des opérations de refinancement de créances non soldées), mais elle fluctuait le plus souvent entre la moitié et les deux tiers du prix de marché des parcelles (Léonard, 2008 : 142).

La formalisation juridique de ces conventions met en évidence la généralisation de mécanismes de marché, extraits des relations d'enchâssement social qui caractérisaient leur mise en œuvre dans le cadre de la traite cotonnière et du régime de propriété communale. Larkin et Schumacher (*op. cit.*) décrivent une évolution comparable du contenu des contrats de "*retrovendendo*" aux Philippines, dans un contexte institutionnel et économique qui présente de fortes similitudes avec celui des Tuxtlas. Les transformations de l'économie politique philippine, qui conduisirent à une spécialisation presque exclusive de l'archipel dans la culture de la canne à sucre, et la juridicisation des conventions de vente à réméré y ont donné lieu à des processus généralisés d'accaparement des terres par les élites agraires et commerciales. Dans les Tuxtlas, plus que les archives notariales, qui ne font état que de mises en gage formelles, sans aucun doute minoritaires au sein d'une population majoritairement illettrée, le dossier établi en 1921 par l'administration de la réforme agraire révèle le caractère systématique et coercitif des pratiques de vente à réméré et de leur rôle central dans les processus de concentration des terres les plus fertiles par les élites régionales entre 1886 et 1910 :

« Aux temps de la Junte Divisionniste, [Don Ramón Miravete] acquit une action de terrain à Ohuilapan, qu'il consacrait à la culture du tabac ; il était habilité par Don Rafael Escalera et,

<sup>26</sup> Carmona Pidal (2000) et Bart (2003) décrivent des stratégies similaires dans les cas espagnol et mâconnais, en référence au développement d'un marché des conventions de rémission impliquant les commerçants en concurrence. Dans le cas du Mâconnais, la valeur des droits de rachat (c'est-à-dire l'acquisition auprès du vendeur de la faculté de rémission qu'il pouvait exercer en soldant sa dette dans les limites du délai convenu) pouvait atteindre 50% du prix initial de la vente – prix que le nouvel acquéreur devait de toute façon satisfaire pour récupérer les droits sur la parcelle concernée (Bart, *cit.* : 53).

<sup>27</sup> Le contrat passé entre Diego Hernández et Juana Diez en avril 1902 précisait que le paiement se ferait « en tabac livré aux magasins de la *señora* Diez, au prix de 6 pesos par arrobe [de 11,5 kg] de première [qualité], 5,50 pesos par arrobe de seconde et deux pesos pour la *tripa* [de remplissage des cigares], le paiement en liquide ne pouvant survenir qu'en cas de destruction totale de la récolte ». Le contrat établi entre I. Pucheta et Sixto Domínguez, en décembre 1903, fixait en revanche un prix unique de 3,50 pesos par arrobe ; celui liant M. Cobaxin et M. García en juin 1906 engageait de même le premier à livrer son tabac durant quatre ans au prix de 5 pesos par arrobe « toutes classes confondues » (ARPPSAT, Rollo 149, Sección I).

<sup>28</sup> Contrats souscrits entre B. Valencia et A. Solana le 15/11/1894, et entre C. Muñoz et M. Carrión le 10/09/1904.



avec le temps, il en vint à devoir 180 pesos à ce monsieur ; par défiance, monsieur Escalera lui demanda de souscrire un acte de vente avec pacte de rétro-vente et [...] n'ayant pu couvrir cette somme dans le temps prescrit, [Miravete] perdit le terrain. [...] Du fait de ce système de pactes de rétro-vente, il a résulté que, ou bien parce qu'ils ne pouvaient plus [payer leur dette], ou par oubli, ou plus souvent par ignorance, ce qui fut presque toujours le cas, beaucoup perdirent leurs petites propriétés ».<sup>29</sup>

## **La dynamique des marchés fonciers et la concentration de la propriété**

### ***Le développement et la faillite d'une agriculture familiale marchande***

Durant les années 1880 et 1890, la production de tabac et de sucres fut le fait principalement d'agriculteurs qui cultivaient sur leurs propres terres entre un et une douzaine d'hectares, grâce à des avances fournies par des entrepreneurs régionaux qui assuraient également le recrutement des travailleurs (parfois dans les zones à forte densité de peuplement de l'altiplano central) et – dans le cas de la culture du tabac – la supervision des opérations de culture (Kärger, 1986 : 63-68 ; González Sierra, 1989). Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le fonctionnement des marchés du crédit aux échelles nationale et régionale est resté encadré par des monopoles segmentés qui résultaient de la collusion entre les gouvernements provinciaux et de grands entrepreneurs nationaux (Haber, 2004 ; Maurer, 2002). Les logiques de maximisation du profit de ces binômes d'acteurs conduisaient à un rationnement du crédit et à sa distribution sur la base de relations interpersonnelles. Le financement de la production de tabac était ainsi assuré par quelques maisons de courtage international, d'origine européenne dans leur majorité, qui s'étaient implantées dans le port de Veracruz à la suite de la première guerre d'indépendance cubaine. Leurs crédits étaient canalisés vers une poignée de grands entrepreneurs tuxtèques, qui en organisaient la distribution à l'échelle de leurs clientèles locales.

Dès la clôture des opérations d'attribution de titres de propriété individuelle, ces mécanismes de financement et de contrôle de la production ont donné lieu à des processus intenses de mise en circulation des titres fonciers. Les conventions de vente à réméré ont constitué un support institutionnel central de ces processus. Dès la fin des années 1880, les transactions foncières étaient si fréquentes dans les Tuxtlas que le canton générait un impôt sur les transferts de propriété parmi les plus élevés de l'Etat de Veracruz et bien supérieur à celui que percevaient les cantons voisins. Bien que la valeur totale de la propriété rurale dans les Tuxtlas ait été inférieure de 20 et 35% aux niveaux qui lui étaient attribués dans les juridictions d'Acayucan et de Cosamaloapan, la taxation des transactions foncières y générait ainsi des revenus fiscaux respectivement 10 et deux fois supérieurs à ceux de ces cantons (Blázquez 1986, T. IV : 3199).

Mais la dynamique d'acquisition des terres des petits "actionnaires" de la Junte Divisionniste n'a pas été l'apanage exclusif des grands opérateurs de crédit. Les ventes de parcelles ou de fractions de propriété se sont aussi déroulées dans le cadre des rapports de voisinage, en particulier lorsque des personnes âgées ou des veuves, délaissées par leurs soutiens familiaux, étaient contraintes de recourir à des ventes de détresse pour subvenir à leurs besoins immédiats. Les registres consultés dans les archives notariales de San Andrés permettent ainsi de distinguer plusieurs catégories d'acteurs et plusieurs logiques dans la dynamique des marchés fonciers locaux.

En premier lieu, les grands intermédiaires de la filière tabac, eux même producteurs, s'inscrivaient clairement dans des stratégies de concentration foncière. Ces stratégies concernaient en premier lieu les terrains les plus fertiles et les mieux situés par rapport aux axes de communication. Mais elles ont aussi affecté des espaces périphériques, où les acquisitions de terres visaient à installer des tenanciers qui y cultivaient du maïs tout en formant un volant de main-d'œuvre semi-captive,

---

<sup>29</sup> Témoignage de Ramón Miravete devant la Comisión Local Agraria, le 8 mars 1922 (ACAM/25, "Dotación").

disponible au moment des pics de travail du cycle de culture du tabac. Accessoirement, ces paysans assuraient, via le défrichement et le déplacement bi ou triennal de leurs champs de maïs, le renouvellement des pâturages où les grands propriétaires entretenaient leurs troupeaux bovins.

Un second groupe d'acteurs était constitué par des commerçants de biens de consommation et de produits agricoles variés (vivriers, sucres, alcools, tabac, coton), dont les acquisitions de terre apparaissent répondre à un objectif de formation d'un portefeuille d'actifs fonciers, dispersés dans plusieurs localités. Ces biens fonciers étaient employés comme fonds de financement de leur activité commerciale et/ou supportaient des formes d'intégration verticale, d'internalisation des circuits d'approvisionnement et de distribution des marchandises dont ces acteurs faisaient commerce. Les acquisitions de parcelles leur permettaient notamment de s'assurer la maîtrise d'une production de sucres et d'alcools qui étaient revendus dans la région, tout en constituant un marché captif pour la fourniture de produits manufacturés aux tenanciers de leurs propriétés.

Mais parallèlement à l'expansion des domaines de l'élite agraire et commerciale, les contrats enregistrés par les notaires de San Andrés permettent d'identifier un groupe de producteurs familiaux engagés dans des processus de patrimonialisation foncière grâce à leur insertion dans les dispositifs de financement contractualisé mis en place par les membres des deux catégories précédentes. Ils restituent des trajectoires de formation et de développement de petites entreprises familiales qui s'appuient sur les possibilités de financement que leur procure la mise en gage (via les ventes à réméré ou les contrats hypothécaires) de leur titre foncier et sur les opportunités d'acquisition foncière qui se ménagent dans leur entourage immédiat ou dans les villages environnants (voir les cas des familles Tenorio et Enríquez *infra*). Ces trajectoires de constitution d'exploitations marchandes de taille moyenne (entre 25 et 60 hectares) sont localisées dans des portions précises du territoire : il semble que les pressions des grands entrepreneurs à l'engagement des biens fonciers, ainsi que les frais financiers imposés à leurs débiteurs, ont été d'autant plus élevés que les exploitations concernées étaient proches du cœur des bassins de production tabatière. En revanche, les marges accidentées de ces bassins, autour des "partis" fonciers de Soyata, Axochio, Pizapam, Ohuilapan et Xoteapan, ont constitué un cadre plus propice à l'émergence d'exploitations familiales marchandes. Les acquisitions foncières y ont été plus souvent associées aux processus d'héritage et de subdivision des lopins adjudgés lors du démantèlement de la propriété communale, les veuves étant des cibles privilégiées de cette catégorie d'acheteurs.

### *Le développement de la concurrence entre les entrepreneurs du secteur tabac et la généralisation des pratiques hypothécaires*

Une première bifurcation dans la dynamique des marchés fonciers régionaux s'est produite au début des années 1900. Les ventes à réméré qui avaient représenté 28% du total des transferts fonciers notariés au cours de la période 1892-1901, héritages compris, ont vu alors leur fréquence décroître et elles n'ont plus constitué que 7% des transactions entre 1902 et 1905. Cette évolution a coïncidé avec celle des pratiques contractuelles, sous l'impulsion de nouveaux opérateurs, concurrents des entrepreneurs traditionnels du tabac.

Alors que l'offre cubaine de tabac entre dans un nouveau cycle d'instabilité, couronné par la seconde guerre d'indépendance (1895-1898), des représentants de maisons néerlandaises, britanniques et allemandes de négoce de tabac s'établissent dans la région. Les premiers, Ernest Leoni et Richard Erasmi rachètent en 1895 l'hacienda *Sihuapan* à la famille Carrere, pour de compte de la *Compañía de Tabacos de San Andrés*, dont le siège est établi à Londres (Medel, 1993, T.I : 391). Entre 1895 et 1900 Herbert Rebell, un commerçant de La Haya, loue pour 3 500 pesos annuels l'hacienda *La Constancia* à la famille Rousseau qui l'avait acquise pour 1 200 pesos lors de la privatisation du commun municipal ; cette propriété est achetée en 1902 par Maximilian Hirsch, un citoyen allemand, au prix de 47 500 pesos. Adolf Wismann acquiert l'année suivante, au nom de Rebell, la *finca Santa*

*Clara* à Herman Simon, un négociant de Hambourg qui l'avait lui-même achetée en 1897 à une figure de la bourgeoisie régionale, Salvador Cabada.

L'accès à des financements internationaux permet à ces entrepreneurs de s'attaquer aux dispositifs de contrôle de la petite production de tabac mis en place par les opérateurs régionaux traditionnels. Ils se lancent dans une offre de prêts très concurrentiels, tant au regard des surfaces financées que des services offerts (fourniture d'attelages, de charrues et des premiers engrais chimiques, augmentation du montant des avances à l'hectare) et des taux d'intérêt pratiqués (variant entre 9 et 10% annuels). Ces stratégies de déplacement de l'oligarchie régionale incluent également des pratiques offensives de contrôle de la main-d'œuvre, via une augmentation de 25%, puis de 50%, du niveau des salaires journaliers (Medel *cit.* : 434-435).

Cette offensive repose sur de nouvelles pratiques de crédit. Les négociants européens rachètent les créances liant certains producteurs aux entrepreneurs régionaux<sup>30</sup> et leur proposent des prêts de refinancement leur permettant de surmonter les années de mauvaise récolte sans accroître leurs charges financières. Surtout, ils généralisent le recours aux prêts hypothécaires, moins léonins que les contrats de vente à réméré et en imposent progressivement l'usage aux entrepreneurs traditionnels. Dès 1903-1904, les crédits hypothécaires représentent ainsi les trois quarts environ des contrats souscrits par les figures de l'entrepreneuriat régional que sont Octaviano Carrión et Manuel Turrent, même si ceux-ci n'abandonnent pas totalement le recours aux ventes à réméré. Certaines conditionnalités sont toutefois maintenues par l'ensemble de ces opérateurs dans l'exécution des contrats, comme le remboursement des prêts en tabac séché et fermenté, selon des quantités et des qualités préétablies et en référence à un prix de marché par rapport auquel une décote est fixée.

Plusieurs interprétations peuvent être faites de cette évolution des pratiques de crédit. L'élimination des emprunteurs défaillants au cours de la période précédente et la consolidation de l'appareil juridique régional, permettant une exécution effective des garanties hypothécaires, peuvent expliquer l'abandon graduel des mécanismes les plus coercitifs de sécurisation des prêts. Le pouvoir politique des grands opérateurs du tabac, qui leur garantissait une maîtrise historique des appareils policier et judiciaire, rend toutefois peu plausibles ces explications. Le déplacement des ventes à réméré par les garanties hypothécaires semble d'abord être lié à la concurrence accrue sur le marché régional de l'habilitation (qui s'est traduite par la rupture des monopoles segmentés qui organisaient l'offre de crédit au tournant du siècle), et par un processus d'apprentissage entre les producteurs paysans qui s'étaient familiarisés aux pratiques de crédit – la dimension contractuelle des arrangements s'étant graduellement imposée à leur dimension conventionnelle, fondée sur les conventions de vente à réméré.

### *Le capitalisme financier au centre de l'arène foncière : l'élimination des petits entrepreneurs agricoles et la consolidation des haciendas*

En 1904 et 1905 surgissent de nouveaux acteurs financiers dans l'espace régional, avec l'implantation d'agences du Banco Nacional de México et du Banco Mercantil de Veracruz sur la place de San Andrés (Medel *cit.* : 490). Immédiatement, ces banques s'engagent, elles aussi, dans une politique de rachat de créances des producteurs de tabac<sup>31</sup> et dans une stratégie qui motive des pratiques systématiques de refinancement : à la différence des opérateurs traditionnels, elles ne visent pas à

---

<sup>30</sup> En mai 1902, E. Leoni fournit à Manuel Zamudio 3 000 pesos afin de solder la dette qui le lie à Manuel Turrent. Le bénéficiaire justifie cette opération par le fait que « monsieur Leoni nous procurera les 3 000 pesos au taux modique de 9% annuel et sur une période de cinq ans. On voit bien que l'opération est bénéfique puisque l'on en retire une utilité équivalente à la moitié des intérêts que nous payions à monsieur Turrent » (ARPPSAT, Rollo 151, Sección II, n°10).

<sup>31</sup> En juin 1907, le BNM avance à Eleuterio Caldelas la somme de 8 530 pesos qu'il devait au BMV et le refinance à hauteur de 29 620 pesos (!) pour qu'il accroisse sa production de tabac. Les grands entrepreneurs régionaux ne sont pas en reste : en avril 1909, Octaviano Carrión liquide la dette qui liait Maria Ignacia Mil à Alberto Turrent et prête à celle-ci 1 000 pesos pour mener à bien la récolte de sa plantation de tabac et sa transformation.

accroître leur emprise foncière, mais à s'assurer le contrôle des transactions de tabac pour se positionner comme intermédiaires auprès des sociétés internationales de courtage. On assiste ainsi à des surenchères, qui favorisent le gonflement des dettes au-delà des cautions hypothécaires que les producteurs peuvent fournir<sup>32</sup>. Le niveau moyen des prêts suit dès lors une progression régulière (3 340 pesos en moyenne entre 1901 et 1906, 4 000 pesos en 1907), puis il explose pour atteindre 10 840 pesos en moyenne entre 1909 et 1910. Dès 1907, les agences bancaires concentrent 80% des crédits hypothécaires pour la production agricole, et en 1908-1909, elles financent près des trois quarts de la surface de tabac<sup>33</sup>.

Ces prêts sont assortis de conditionnalités qui obligent les débiteurs à étendre leurs cultures et à mettre en gage leurs outils de production (attelages, charrues, installations de séchage pour les cultivateurs de tabac ; pressoirs, cuves de cristallisation et alambics pour les producteurs sucriers). À partir de 1908, les conventions de refinancement des producteurs endettés imposent la désignation d'un superviseur pour les opérations de culture et de transformation, qui est également habilité à vendre la production au moment où il le juge le plus opportun ; le producteur doit non seulement assumer les honoraires de ce superviseur, mais également les charges financières qui résultent du rallongement des délais de commercialisation<sup>34</sup>. Cette mise sous tutelle s'accompagne d'une extension des termes des contrats à deux, trois, voire cinq ans et d'un encadrement strict des conditions de remboursement : les débiteurs doivent s'engager à verser les intérêts cumulés à l'issue de chaque semestre et à consacrer un volume fixe de leur production au paiement du capital<sup>35</sup>.

De nombreux agriculteurs familiaux autrefois prospères sont ainsi entraînés dans une situation de surendettement. La crise monétaire de 1908, qui constituera l'un des facteurs du déclenchement de la révolution de 1910, provoque alors un ajustement brutal : les banques exercent leur droit de saisie et mettent aux enchères de nombreuses propriétés grevées d'hypothèques. Bien souvent, la crise financière et la situation d'assèchement brutal du crédit formel ne permettent pas de mener à bien ces liquidations : à la fin des années 1920, les inventaires réalisés par le Département Agraire feront état de 812,4 ha en possession du Banco Mercantil de Veracruz dans l'ancien canton des Tuxtlas, et de 745,15 ha attribués au Banco Nacional de México dans les seuls municipes de San Andrés et Catemaco<sup>36</sup>. Le fait est que, vers 1914, la plupart des petits entrepreneurs qui avaient émergé durant la décennie de 1890 avaient été exclus de la sphère de production de tabac et de sucre.

Seuls les très grands opérateurs parviennent alors à se maintenir sur le marché des crédits productifs. Les entrepreneurs de taille moyenne, qui avaient eu recours aux banques pour maintenir leur niveau de participation sur le marché de l'habilitation, passent sous leur tutelle. C'est le cas de Rosendo Gondra, Juana Diez, Manuel Pretelín, Pablo Morando, Tomás Cerra ou Eleuterio Caldelas, qui tous hypothèquent leurs propriétés entre 1907 et 1910<sup>37</sup>. Certains d'entre eux y perdent l'essentiel de

<sup>32</sup> En juin 1906, les prêts de refinancement consentis à Antonio Pucheta et Miguel Cobaxín valorisent les biens fonciers hypothéqués au niveau de 330 et 480 pesos par hectare, soit plus du double de la valeur de marché de leurs terres.

<sup>33</sup> Soit 8 millions de pieds de tabac, sur les 11 millions mentionnés dans les contrats d'habilitation enregistrés par les notaires de San Andrés (González Sierra, 1989 : 200).

<sup>34</sup> Certains contrats fixent ainsi un prix plancher pour l'exportation du tabac, qui conduit à en différer la commercialisation parfois de plus d'un an : en décembre 1909, lorsque le BMV refinance la dette de Fidel Saínez, la banque a en son pouvoir une partie de la récolte de 1908, réalisée 20 mois auparavant !

<sup>35</sup> Dans le contrat du 05/07/1910 entre le BNM et Antonio et Francisco Puchuli, ces derniers s'engagent à tripler la surface de canne à sucre qu'ils cultivent et à livrer 432 hl d'alcool « de 29 à 30° » ou 110 tonnes de pains de sucre chaque année, en remboursement d'une dette de 12 500 pesos.

<sup>36</sup> ACAM, Exp. 1819, Cerro de la Iguanas, "Dotación de ejidos" ; .

<sup>37</sup> Ce processus d'endettement a aussi concerné certains des principaux membres de l'oligarchie foncière. En 1913, la société Juan Cabada y Hermano, propriétaire de l'*hacienda* El Laurel, dont la surface totale dépassait 14 800 ha et la valeur fiscale était estimée à 311 180 pesos en 1921, sollicite un prêt hypothécaire pour 112 464 pesos auprès du Banco Hipotecario de Crédito Territorial Mexicano ; quelques mois plus tard elle souscrivit une autre hypothèque, pour 14 750 pesos, auprès de Manuel Turrent, l'un des plus grands entrepreneurs régionaux du secteur du tabac (ACAM, Exp. 313, El Laurel, "Dotación de Ejidos").

leur patrimoine : en 1909, après trois années de contrat avec le BNM, E. Caldelas, propriétaire de la *finca Laguna Encantada*, l'une des plus riches de la région, doit faire face à une dette de 50 000 pesos, dont le montant dépasse la valeur des 210 ha en sa possession ; lors du cycle de production 1909-1910, il souscrit un emprunt de 5 000 pesos pour la culture de 500 000 pieds de tabac auprès de Fernando Carrión, à qui il délègue toute autorité sur la commercialisation de la récolte ; en 1914, sa propriété figure au patrimoine de Nicolás Villa, un courtier en tabac espagnol.

De façon générale, l'évolution du prix des terres a favorisé son accumulation par les acteurs qui pouvaient en abaisser le coût d'acquisition du fait de leur position d'intermédiaires financiers. Entre 1888 et 1909, alors que les prix des denrées agricoles montraient une tendance à la stagnation ou à la baisse<sup>38</sup>, la valeur marchande, en monnaie constante, des terres a été multipliée par plus de dix dans les bassins de production commerciale et par six sur leurs marches (tableau 5.1).

Tableau 5.1 : Evolution des prix de la terre (en pesos de 1900 par hectare) dans différentes zones à problématique sociofoncière homogène

Zones de production	1886	1888	1892	1898	1901	1905	1909
Espace nucléaire de la production de tabac	5–10	14,5–19	28,5	55,5	106	156–208	178–215
Zone de culture de la canne à sucre	2,5–3			33	42,5	52 – 83	
Marches territoriales, production de maïs et élevage	2,5	3	4	7	8,5–10,5	17	18

Sources : ARPPSAT, Sección 149, Rollo I

### **Des trajectoires idéal-typiques de constitution et d'involution des patrimoines fonciers**

Les archives notariales permettent à cet égard d'identifier des trajectoires différenciées d'évolution des patrimoines fonciers. Deux catégories d'acteurs peuvent être distinguées : d'une part, des membres de l'élite foncière et commerçante et, d'autre part, des figures caractéristiques des petits entrepreneurs familiaux qui ont émergé à partir de la privatisation des terrains communaux. Dans les cas présentés, ces deux profils se rejoignent *in fine* dans des processus d'endettement irréversible et peuvent être mis en perspective avec la trajectoire du principal entrepreneur agricole de la région.

#### *Deux membres de la bourgeoisie agraire*

Perfecto Diez, commerçant à San Andrés, se lance à partir de 1901 dans l'achat de terres dans le secteur de Soyata. Ces acquisitions concernent des terrains faisant l'objet de procédures d'héritage ou qui sont détenus par des veuves sans soutien familial. Alors qu'il possède déjà 9,4 ha à Soyata en 1895, son patrimoine dans cette zone s'étend rapidement au début du siècle, avec l'achat de 18,75 ha en 1901, 15,625 ha en 1902, 31,75 ha en 1903, 125 ha en 1904, 30 ha en 1905 et 11,75 ha en 1906, soit un total de 242,25 hectares acquis dans le cadre de 21 transactions. En 1907, Diez hypothèque ces terrains, ainsi que deux maisons qu'il possède à San Andrés, en faveur du Banco Mercantil de Veracruz pour un montant de 30 703 pesos, sans que les documents notariés ne fournissent d'information quant au motif du prêt. En avril 1911, tous ces biens sont saisis par la

<sup>38</sup> Entre 1888 et 1908, les prix moyens réels de gros dans l'Etat de Veracruz ont augmenté de 4% pour le haricot et de 2% pour le maïs, alors qu'ils diminuaient de 10% pour le tabac en vrac et de 40% pour le sucre (INEGI, 1985, T. II : 727-743).

banque et vendus aux enchères pour la somme de 24 300 pesos, une valeur sensiblement inférieure aux quantités dues ; les registres consultés ne font pas mention du nom de l'acheteur.

Luis L. Pérez appartient à l'élite foncière de Comoapan, au cœur de la zone de production de tabac. Entre 1888 et 1890, il a acquis à différents propriétaires du voisinage un total de 270 hectares, qui forment la *finca Buena Vista*. En juin 1901, il souscrit auprès d'Octaviano Carrión, le principal négociant de tabac de la région, un prêt de 7 000 pesos, garanti par hypothèque. Un an plus tard, il passe un contrat de fermage au bénéfice de Tomás Cerra, pour une durée de 4 ans et 1 100 pesos annuels, qui autorise ce dernier à pratiquer la culture du tabac et du maïs, ainsi qu'à exploiter les prairies et les bois de la propriété<sup>39</sup>. Ce contrat inclut le transfert au fermier des créances que Pérez détient vis-à-vis des tenanciers installés sur la *finca*, moyennant un abattement de 50% de leur montant. Il stipule également que Cerra versera directement 1 050 pesos chaque année à O. Carrión « correspondant à l'intérêt de la dette consentie [par Pérez] »<sup>40</sup>. Apparemment, ce contrat n'arrivera pas à son terme, puisque le 18 octobre 1902, Luis Pérez est contraint de vendre à Octaviano Carrión 110 hectares de sa propriété pour la somme de 8 000 pesos, dont 1 000 d'intérêts cumulés et non soldés, soit un prix inférieur de 10 à 20% à la valeur de marché des terres à tabac à la même époque.

### *Deux cas représentatifs des petits entrepreneurs familiaux d'extraction paysanne*

Simón Tenorio réside à Ranchoapan, l'une des zones privilégiées de la culture du tabac. Les registres ne mentionnent pas s'il fut adjudicataire d'un lot du commun municipal, mais dès la conclusion du parcellement, en juin 1886, il y acquiert l'un des lopins distribués et renouvelle cet achat en 1888 et 1890, toujours pour des montants modiques (entre 16 et 30 pesos pour chaque parcelle de 6,25 ha). À partir de 1901, il entreprend d'acheter des terres dans les espaces périphériques de Soyata et Tehuantepec, où il réunit au total 35,4 hectares. En 1905 et 1906, il souscrit des contrats d'habilitation à la production de tabac avec le négociant allemand Herman Osmer, pour des montants réduits (800 pesos, ce qui correspond à la culture de 100 000 pieds, soit 4 ha environ), garantis par l'hypothèque de l'une des parcelles de Ranchoapan. Les terrains concernés sont restés en possession de Tenorio, puisque, entre décembre 1907 et mars 1909, il entreprend de les vendre à un prix très inférieur à celui du marché, dans une démarche qui semble relever d'une stratégie de transmission intra-familiale<sup>41</sup> : les terrains de Ranchoapan sont cédés à Juan Alberto Tenorio, probablement son fils, au huitième de leur valeur marchande, et 9,4 ha situés à Tehuantepec sont vendus à Maria de Jesús Jerezano – sa bru ? – pour la moitié de leur prix de marché. En janvier 1911, ces trois personnes hypothèquent en société la quasi-totalité de leur patrimoine foncier (47 ha, dont les terrains de Ranchoapan) au profit du Banco Mercantil de Veracruz, pour la somme de 2 775 pesos. Cette dette ne sera jamais honorée. A la date du 30 juin 1920, passée la période de troubles révolutionnaires, le BMV procède à la saisie de ces biens.

En 1886, Carlos Enríquez est adjudicataire d'un lot municipal de 6,25 ha dans le voisinage du village d'Axochío. Entre 1892 et 1895, il achète dans cette zone trois parcelles de même dimension à des membres probables de sa famille, Vicente, Pascual et Rafael Enríquez. Ces acquisitions se font à des prix variant entre 25 et 40 pesos par lopin, soit en moyenne 5 pesos par hectare. En 1897 et 1898, son fils, Gabriel, achète pour sa part deux lots à Soyata et deux autres à Pizapam, des villages voisins d'Axochío ; trois de ces terrains sont acquis à Luis Palma, son beau-père ; Emilia Palma, la femme de Gabriel, acquiert par ailleurs en 1900 un lot de 6,25 ha à Soyata. La famille Enríquez Palma constitue ainsi, au cours de la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, un patrimoine de 57,25 hectares, formé de trois propriétés individuelles. Elle y pratique la production de sucres, puisque ce patrimoine est crédité d'un moulin d'extraction du jus de canne, de deux cuves de cuisson, ainsi que de deux attelages de

<sup>39</sup> ARPPSAT, Rollo 152, Sección 3, 15/03/1902.

<sup>40</sup> Ce montant suggère que le prêt hypothécaire souscrit auprès d'O. Carrión incluait un intérêt de 15% annuels.

<sup>41</sup> Ces cessions entre vifs déguisées semblent avoir eu pour but de bénéficier d'une fiscalisation inférieure à celle qui aurait résulté de l'héritage de terrains évalués à leur prix de marché par l'administration.

bœufs, trois charrues et trois cultivateurs métalliques ; leurs biens incluent également trois maisons de planches à Axochío, deux à Pizapam et une autre à San Andrés. L'ascension sociale de ces *rancheros* aisés s'infléchit à partir de juillet 1907, après qu'ils ont souscrit en société, auprès du Banco Mercantil de Veracruz et vraisemblablement pour accroître leur production de sucre, un prêt hypothécaire de 2 558 pesos, garanti par l'ensemble de leur patrimoine. Quatre ans plus tard, en janvier 1912, le BMV saisit la totalité de ces biens.

### *Une trajectoire emblématique de la formation de la (très) grande propriété*

Octaviano Gumersindo Carrión apparaît de façon récurrente dans les registres notariaux. Il a été l'un des grands bénéficiaires du fractionnement des terres dans la zone de Comoapan, dont il a financé la réalisation. Il est de très loin le principal pourvoyeur de prêts de campagne avant l'implantation des agences bancaires dans la région. O. G. Carrión semble mû par une stratégie ciblée, presque compulsive, de concentration des riches terres de la vallée de Comoapan. Dès la fin des années 1880, il se lance dans le financement de grandes surfaces de tabac, en recourant systématiquement à l'endettement de ses clients pour s'assurer dans la durée le contrôle de leur récolte et, *in fine*, de leur terre<sup>42</sup> : sur les huit contrats de culture souscrits en 1895 et 1896 et mentionnés par González Sierra (1989 : 194-195), deux donnent lieu à la confiscation des terrains mis en gage. En 1900, selon le même auteur (*ibid.* : 190), O. G. Carrión commande la production de 950 ha de tabac et assure la culture de 350 à 400 ha sur ses propres terrains (8 millions de pieds de tabac) ; il emploie alors plus de 800 travailleurs, dont une partie a été recrutée dans la Sierra de Oaxaca, dans des conditions proches de l'asservissement pour dette (Kärger, 1986 : 64 ; Katz, 1980 : 24-25).

Les registres notariaux montrent qu'entre 1890 et 1905, Octaviano Carrión est parvenu à placer sous sa tutelle certaines des principales figures de l'oligarchie tabatière, comme Pablo Morando, Luis L. Pérez ou Celso Ortiz. Entre 1902 et 1904, tous trois souscrivent avec lui des crédits hypothécaires dont les montants varient entre 7 500 et 26 400 pesos ; après quelques années, ils sont amenés à lui céder tout ou partie de leurs propriétés, soit un total de 270 hectares de terres de première qualité, ainsi que leurs installations de séchage et de transformation, pour une valeur totale de 35 700 pesos – ce qui représente un coût moyen d'acquisition de 132 pesos par hectare, très en deçà du prix de marché (tableau 5.1). À la fin des années 1900, O. G. Carrión participe activement au rachat de créances d'entrepreneurs du tabac lourdement endettés vis-à-vis de ses concurrents ou des banques commerciales, tout en imposant des conditions financières très lourdes (24% d'intérêts annuels, alors que les négociants européens proposent couramment des prêts à 9 et 10%)<sup>43</sup>.

Mais c'est surtout le financement informel de petits propriétaires qu'il contraint à mettre en gage leur terre, le plus souvent à travers des conventions de vente à réméré, qui fournit la matière de son expansion foncière<sup>44</sup>. La majeure partie des acquisitions réalisées entre 1890 et 1902 porte ainsi sur des fractions de parcelles situées dans le bassin de Comoapan et ses prolongements, où il achète un total de 42 lots (environ 230 ha) pour la seule année 1897. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, il possède même les terrains sur lesquels est construit le village de Maxacapan, sans que la procédure à l'origine de

---

<sup>42</sup> En 1888, les registres de la *Negociación Agrícola de Comoapan*, dont il est l'administrateur, font état de 129 producteurs « endettés pour compte de tabac » (pour 15 196 pesos) et de 65 dettes « pour travaux personnels » des tenanciers de l'hacienda (AGEV, *Archivo de Notarias*, Notaria n° 1 San Andrés Tuxtla).

<sup>43</sup> C'est le cas du contrat passé le 27/04/1909 avec María Ignacia Mil, qui permet à celle-ci de rembourser la dette qui la liait à Manuel Turrent.

<sup>44</sup> En 1921 Eduvigis Sánchez, veuve de Basilio Martínez, déclara devant les délégués de la Commission Locale Agraire que son époux avait hérité une parcelle d'une action et demi (9,75 ha) dans le "parti" de Comoapan, à laquelle était indexée une dette de 5 000 pesos liée aux retards de paiement que son beau-père avait accumulés auprès de la Trésorerie municipale. Cette dette fut couverte par Octaviano Carrión, qui habilitait Martínez pour la production de tabac. A la mort de ce dernier, alors qu'il ne restait plus à payer que 90 pesos pour solder cette dette, l'administrateur de Carrión, Alejo Artigas, avait exigé à Mme Sánchez qu'elle lui remette ses titres de propriété (ACAM/3601, San Andrés Tuxtla, "Restitución").

leur acquisition soit connue<sup>45</sup>. La séquence d'acquisitions que les documents d'archives permettent d'établir révèle un processus graduel de récupération de petits lopins (entre un et sept par an), ponctué par des opérations de grande ampleur, correspondant à la faillite de quelques membres de la bourgeoisie foncière (tableau 5.2).

*Tableau 5.2 : Séquence des acquisitions foncières réalisées par Octaviano G. Carrión entre 1890 et 1904 (en hectares)*

Année	1890	1891	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	1904	Total
Superficie acquise	6	6	6	12	24	30	230	12	12	24	6	185	35	225	813

Sources : ARPPSAT ; ACAM/ Exp. 625, Comoapan.

Ces données ne rendent qu'imparfaitement compte de l'expansion foncière d'O. Carrión : en 1922, l'administration de la réforme agraire recense 5 100 et 1 041 hectares à son nom dans les municipalités de San Andrés et de Catemaco respectivement. Il possède alors le plus riche patrimoine foncier du Sud Veracruz, le plus convoité aussi par les autres opérateurs du secteur tabac, ce qui en fera une cible privilégiée des jeux de recomposition politique qui se dérouleront autour de la mise en œuvre de la réforme agraire durant les années 1920.

## **De l'utopie propriétaire à l'oligopole d'haciendas : paysages fonciers après le séisme**

### ***Une extrême polarisation sociale de la structure foncière***

Les deux décennies qui suivent le démantèlement de la propriété communale de San Andrés Tuxtla et sa répartition en lopins privés sont ainsi le théâtre d'une recomposition radicale des structures agraires. Les processus d'accaparement foncier, qui avaient débuté dès avant la conclusion des opérations de lotissement des terrains municipaux, ont souffert une accélération brutale sous l'effet de la monétarisation croissante des rapports sociaux (de marché, de voisinage, de parenté) et du recours systématique aux garanties foncières dans le fonctionnement des systèmes de crédit. Au-delà des manipulations dont les procédures de fractionnement du commun municipal ont pu faire l'objet, le fonctionnement des marchés fonciers, dans un contexte d'extrême asymétrie des rapports de pouvoir, explique pour une part majeure la dimension des accaparements de terre. Ceux-ci ont conduit à l'élimination presque complète d'une strate d'entrepreneurs familiaux de taille moyenne qui, dans un premier temps, avaient tiré parti du changement de régime foncier et développé des trajectoires de capitalisation et de modernisation technique qui semblaient vérifier les postulats libéraux avancés par les promoteurs de la réforme légale de 1856.

En 1921, lorsque fut élaboré le dossier de restitution de terres au *pueblo* de San Andrés, dans le cadre des premières lois de réforme agraire, le recensement exhaustif des propriétaires permit de dresser un bilan précis de ce processus (tableau 5.3 et figure 5.1). Le nombre de propriétaires était passé d'environ 3 750 bénéficiaires des "actions de terrain" émises par les juntas divisionnistes de San Andrés et de Comoapan en 1886-87 à 586 35 ans plus tard. Les dynamiques de concentration des terres avaient particulièrement affecté les espaces de développement des cultures de tabac et de canne à sucre, autour des anciens "partis fonciers" de Comoapan, Calería, Ranchoapan et Tilapan, où

<sup>45</sup> En juin 1919, le président municipal de Catemaco précise : « le lieu-dit fut donné aux habitants il y a environ trente ans par la Junte divisionniste [de la Société Agricole de Comoapan], mais par la suite, on ne sait par quels procédés [...], ils sont passés au pouvoir de M. Carrión » (AGEV, *Gobernación y Justicia*, Tierras. Exp. 110/C).



la réduction du nombre de propriétaires avait atteint 94%. Elles avaient également touché largement les aires périphériques des anciennes propriétés corporatives correspondant aux “partis” de San Martín et Tehuantepec, où la Junte Divisionniste de San Andrés avait alloué des terres aux petits exploitants lésés des zones centrales et où ces derniers avaient refusé de se déplacer, préférant renoncer à leurs droits ou les vendre à bas prix pour se maintenir à proximité des marchés de travail et des voies de communication. Ces espaces devinrent des foyers d’expansion de domaines d’élevage, où les grands commerçants régionaux et les entrepreneurs du secteur tabac investissaient dans la constitution de troupeaux dont l’alimentation était assurée par l’expansion des pâturages formés à la suite des cultures itinérantes de maïs réalisées par une poignée de petits tenanciers.

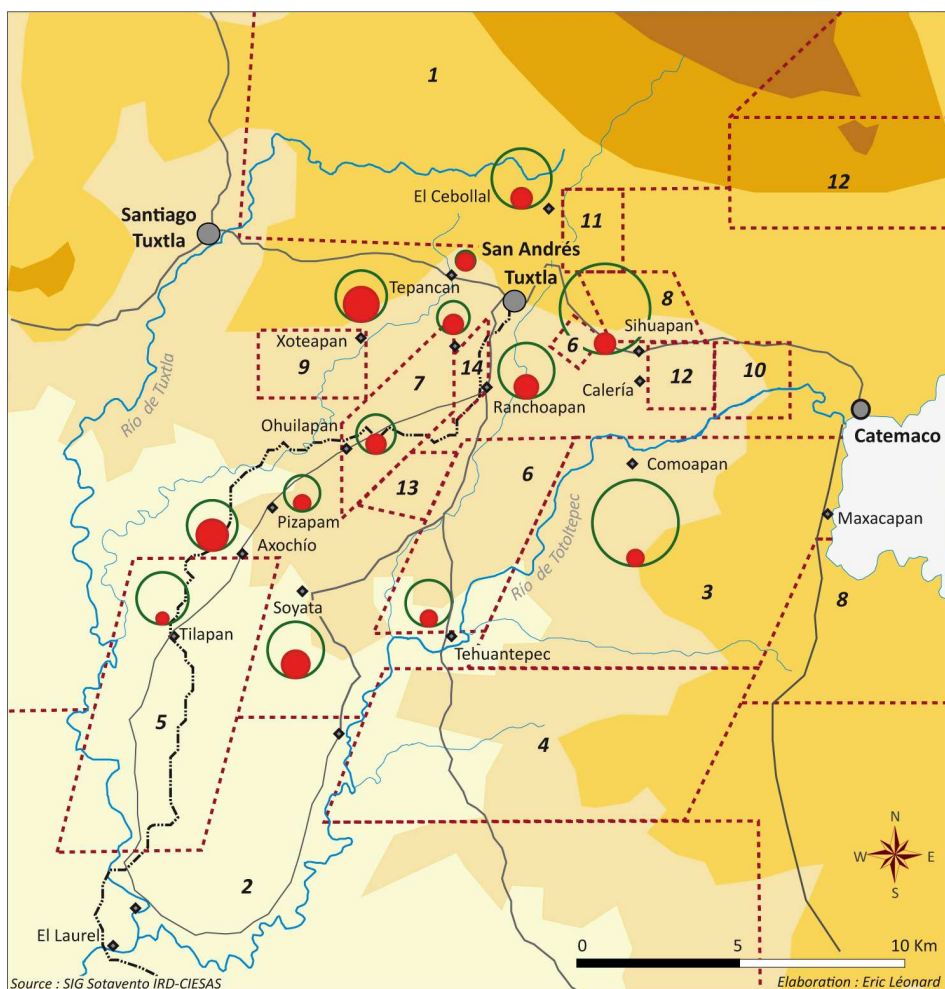
Tableau 5.3 : Evolution du nombre de propriétaires dans les différents “partis” fonciers de San Andrés Tuxtla, entre 1886 et 1921

“Partis fonciers”/ localités rurales	Nombre d’actions de terre distribuées en 1886-87	Nombre de propriétaires recensés en 1921
San Martín et Cebollal	340	39
Xoteapan	245	112
Tepancan	36	28
Cerro Amarillo	106	35
Calería	765	39
Ranchoapan	292	50
Comoapan	≥700	24
Ohuilapan	144	34
Pizapam	122	24
Axochío	239	93
Soyata	298	71
Tehuantepec	203	24
Tilapan	257	13
Total municipal	≈ 3 747	586

Sources : Artigas (1896) ; ACAM, San Andrés Tuxtla, Recensements agraires par localité, 1921-1922

Seules étaient restées relativement épargnées les parties les plus accidentées de l’espace historique de peuplement, celles où le développement des cultures de tabac et de canne à sucre était rendu difficile par la topographie et la faible accessibilité des ressources en eau. A Tepancan, Xoteapan et, dans une moindre mesure, à Axochío et Soyata, de petites propriétés paysannes subsistaient en 1921, autour d’activités principalement centrées sur la production vivrière d’autoconsommation. Dans ces quatre “partis” – où avaient été distribués 22% des titres émis par les juntas divisionnistes – se concentraient plus de la moitié des propriétaires qui avaient pu résister à l’offensive des grands entrepreneurs. A cette date, selon le même recensement de la Commission Locale Agraire, seuls 20% des producteurs agricoles installés sur les terres de l’ancien “commun municipal” étaient propriétaires de la terre qu’ils exploitaient, cette proportion étant certainement très inférieure sur les terrains qui avaient appartenu à l’ancienne Société Agricole de Comoapan. Un tiers de ces propriétaires possédait moins de deux hectares, et réunissait moins de 1% de la surface qui avait été lotie en 1886 ; les quatre cinquièmes avaient moins de 10 hectares et occupaient à peine plus de 7% du territoire. Seulement 125 personnes disposaient de superficies supérieures à 10 ha, dont 35 étaient propriétaires de plus de 100 ha et 11 (1,8% des propriétaires recensés sur l’ancien “commun municipal”) possédaient des domaines dépassant 500 ha, pour une surface cumulée regroupant 70% des terres distribuées 35 ans plus tôt (figure 5.1).

Figure 5.1 : Situation de la propriété foncière dans le municipe de San Andrés Tuxtla vers 1920



Source : SIG Sotavento IRD-CIESAS

Elaboration : Eric Léonard

Rangs d'altitude

- moins de 100 m.
- de 100 a 300 m.
- de 300 a 500 m.
- de 500 a 700 m.
- plus de 700 m.

Principales propriétés en 1921 [  = 100 Has]

100 Nombre de propriétaires par localité en 1886

100 Nombre de propriétaires pas localité en 1921

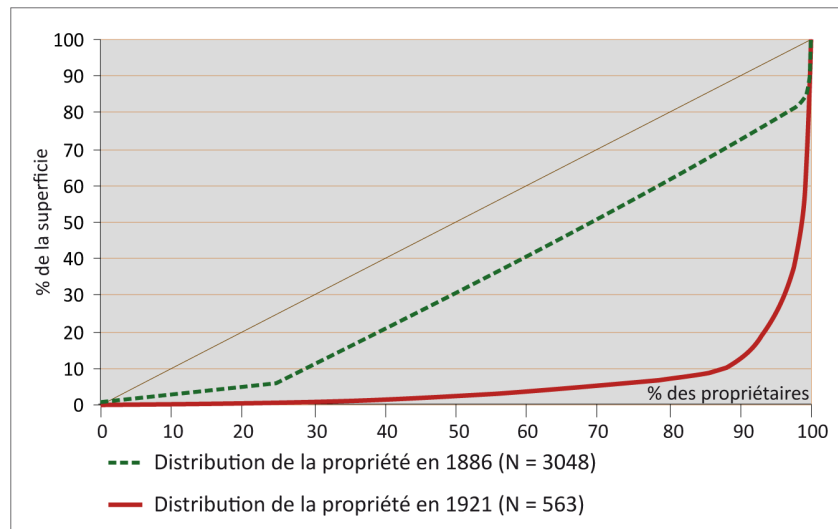
Voie de chemin de fer

Voies de communication principales

Numero	Nom de la propriété	Propriétaire	Superficie (ha)
1	San Martín	Francisco Artigas	43 911
2	Hacienda El Laurel	Sociedad Juan Cabada y Hermano	14 979
3	Hacienda de Comoapan	Octaviano Gumersindo Carreón	5 324
4	Hacienda Matalapan	Luis G. Palacios	4 606
5	Hacienda Tilapan	Antonio Solana	3 199
6	Predios Tehuantepec, Ranchoapan et Palzoquiapan	Manuel Turrent	2 072
7	Cerro de las Iguanas et Caravaca	Joaquín D. Carreón	1 232
8	Haciendas Sihuapan et La Victoria	Compañía de Tabacos de San Andrés	637 + 2843
9	Divers	Rafael Escalera	617
10	Hacienda Matacapán	Fernando Carreón	537
11	Fincas Laguna Encantada et Agoyota	Luis Villa Michaud	508
12	Finca Matacapán et predio Olotepec	Alberto Turrent	439 + 2225
13	Predio Sesecapan	Pablo Morando	318
14	Finca La Constancia	Alfred Wölkening	220

Sources : Artigas (1896) ; ACAM, San Andrés Tuxtla, Recensements agraires par localité, 1921-1922

Figure 5.2 : Distribution de la propriété foncière en 1886 et en 1921 dans le périmètre de l'ancien commun municipal<sup>46</sup>



Sources : Artigas (1896) ; ACAM, San Andrés Tuxtla, Recensements agraires par localité, 1921-1922

La grande majorité des chefs de familles rurales, 1 828 personnes au total, travaillaient en tant que tenanciers sur les domaines des grands propriétaires. Ils cultivaient annuellement un à deux hectares de maïs et de haricot en contrepartie du versement d'une rente de 260 kg de grain par unité de surface, soit une valeur de marché de 25 pesos qui représentait le salaire mensuel d'un ouvrier agricole ; il fallait ajouter à ce loyer 6 pesos, au titre du droit de sol (*derecho de piso*) dont les résidents des *haciendas* devaient s'acquitter pour la construction et l'occupation d'une case<sup>47</sup>. Ces tenanciers constituaient une force de travail à laquelle les propriétaires pouvaient faire appel lors des pointes de travail sur les plantations de tabac (pour le repiquage, les sarclages, la taille, la castration des plants, la récolte et son transport), pour la rénovation des pâturages, le rassemblement et le marquage des troupeaux, ou le transport des produits transformés vers les embarcadères. A ces fermiers s'ajoutait un nombre indéfini de travailleurs sans terre, qui étaient logés (*acasillados*) sur les propriétés des grands producteurs de tabac ou vivaient dans les villages de la région, où ils louaient leurs bras en fonction des opportunités de travail<sup>48</sup>.

Le rêve libéral de voir émerger une classe de propriétaires-citoyens avait été relégué aux limbes de l'histoire. En moins d'un quart de siècle, entre 1886 et 1910, quand s'effondra le régime de Porfirio Díaz, la grande majorité des producteurs paysans des Tuxtlas avait transité du statut de *comunero* (résident d'un *pueblo* disposant d'un droit statutaire d'accès aux terres de propriété communale) à celui de propriétaire et, presque sans transition, à celui de tenancier ou d'ouvrier agricole d'un grand domaine. L'émergence d'une citoyenneté individuelle de caractère universel, dont les constituants libéraux de 1857 avaient imaginé qu'elle découlerait naturellement du démantèlement des formes de contrôle corporatif associées à la propriété communale des terres, avait avorté au profit de nouvelles formes de sujétion sociopolitique, générées par la diffusion des mécanismes de marché dans un contexte de fortes distorsions du pouvoir.

<sup>46</sup> L'absence de données concernant la distribution des surfaces loties par la Junte Divisionniste de Comoapan en 1887 ne permet pas d'étendre la comparaison diachronique à cette partie du territoire municipal.

<sup>47</sup> AGEV, *Gobernación y Justicia*, Tierras, Exp. 110/C, juin 1919.

<sup>48</sup> La noria de paysans sans terre venus des villages de San Andrés et Santiago Tuxtla ne suffisait pas à satisfaire la demande de main-d'œuvre générée par le boom du tabac à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les plus grands producteurs, comme Octaviano Carrión, qui employait plus de 800 travailleurs, recouraient à un système de recrutement par avance sur salaire (*enganche*) dans la Basse Mixtèque, une zone montagneuse située aux limites des Etats de Oaxaca et Puebla. Ce système revêtait les caractéristiques du servage pour dette évoqué par Kärger (1986 : 64) et Katz (1980 : 24-25).

### **La mécanique sociale d'un processus d'accaparement de terres**

La dynamique de concentration foncière qui opère dans les Tuxtlas entre 1886 et le début des années 1910 est en premier lieu le produit des asymétries de pouvoir. Mais ses mécanismes micro-sociaux renvoient à des questions centrales quant à l'articulation entre le changement légal (dans le contenu formel des droits de propriété) et le changement institutionnel (au niveau des systèmes de sens et de représentations, de normes et de prescriptions qui organisaient les rapports entre les acteurs sociaux). Dans les paragraphes qui précèdent, j'ai montré comment l'imposition d'un régime de propriété privée individuelle, en lieu et place des règles d'accès communal aux terres, avait induit une transformation profonde d'un ensemble de relations sociales qui concernaient aussi bien les modalités d'intégration des ménages paysans aux marchés du crédit, des biens de consommation et des produits agricoles, que l'organisation et la régulation du cycle domestique des familles indiennes.

L'accroissement très sensible des besoins monétaires de ces familles a généré des processus massifs et généralisés d'endettement, aussi bien vis-à-vis des élites entrepreneuriales qui affirmaient leur contrôle sur les marchés de l'ensemble des facteurs de production et des produits, que de l'administration municipale, demeurée sous la coupe de ces mêmes élites<sup>49</sup>. Ces niveaux d'endettement ont été à l'origine d'une dynamique intense de mise en circulation des titres distribués par la Junte divisionniste, au point de faire du canton des Tuxtlas, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'un des plus prolifiques de l'Etat de Veracruz quant à la perception de l'impôt sur les transferts de propriété (voir *supra*). Ces dynamiques d'endettement et d'aliénation foncière sont indissociables des processus de désenclavement sociopolitique de certaines formes institutionnelles qui étaient au cœur du fonctionnement des familles paysannes et de leurs rapports avec les marchés agricoles.

L'un de ces processus a concerné la réévaluation du contenu des relations intrafamiliales dans le sens de leur monétarisation et du développement d'un "clientélisme domestique" entre les pères-propriétaires et leur descendance masculine. Cette évolution a, d'une part, alimenté des mécanismes d'endettement dont les garanties foncières constituaient un pilier essentiel et, d'autre part, impulsé des formes de précarisation des anciens, qui n'étaient plus en situation de négocier l'assistance de leur fils à partir de leur maîtrise des dispositifs de régulation de l'accès à la terre ; la perturbation induite par le changement légal dans les relations intergénérationnelles a constitué un facteur central de l'activation des marchés fonciers.

Mais le dynamisme de ces derniers au cours de la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle est indissociable du désenclavement social d'une institution de crédit qui était associée au système de traite cotonnière et au régime de propriété communale : la vente à réméré. L'extraction de ce qui était fondamentalement un lien de patronage de l'écheveau de relations sociopolitiques dans lesquelles il était inséré, dans un contexte d'accroissement sensible des besoins monétaires des chefs de famille paysanne (du fait de leur reconversion productive, de l'accroissement de la pression fiscale, de la monétarisation des relations intergénérationnelles...) a conduit à convertir la vente à réméré en un instrument d'accaparement foncier extrêmement efficace pour les élites financières.

Les transformations induites par la *désamortisation* des propriétés communales à San Andrés viennent apporter une illustration aux réflexions de Douglass North (1990) sur le caractère incrémental du changement institutionnel et de la dimension centrale de ses composantes "informelles". Selon North, ce sont les transformations que le changement légal induit au niveau des trames cognitives et des cadres normatifs locaux qui déterminent son caractère effectif ou virtuel. Ce qui appelle l'attention dans le cas tuxtèque, c'est la rapidité avec laquelle semble avoir opéré un effet de "contagion" des trames cognitives et normatives qui encadraient les interactions sociales au sein de la société indienne. Plus encore que leur caractère extrême, c'est la rapidité des processus de

---

<sup>49</sup> Voir à ce sujet le cas de Eduviges Sánchez, présenté dans la note 44, *supra*, qui avait été dépossédée de son héritage du fait d'une dette contractée par son beau-père à la suite de défauts de paiement des taxes foncières auprès de la Trésorerie municipale.

concentration foncière qui interpelle : il a suffi d'un quart de siècle, soit l'intervalle de temps séparant deux générations successives, pour que les titres fonciers émis en 1886 soient accaparés par une poignée d'acteurs équivalant à 1% du nombre originel des bénéficiaires. En d'autres termes, la majorité de ces titres n'a jamais été transmise aux héritiers qui devait succéder aux premiers propriétaires. Au reste, comme nous l'avons vu, les processus de transition générationnelle ont constitué des moments privilégiés d'aliénation des patrimoines fonciers familiaux.

La rapidité et la violence des transformations qui ont affecté les champs institutionnels et sociaux locaux au tournant du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle ont bien sûr été exacerbées par l'ouverture et l'intégration brutales des marchés régionaux, ainsi que par l'expansion d'un capitalisme financier impulsé par de nouveaux acteurs. Mais ces transformations ont d'abord été le fait d'un groupe d'entrepreneurs locaux qui ont joué un rôle central dans la reconfiguration des rapports de marché et de la structure institutionnelle. Ceux-ci ont mis à profit la crise du système de gouvernance politique et foncière adossé à la traite cotonnière pour construire un nouveau consensus entre élites, autour de la transformation du régime de propriété et des formes de coordination qui organisaient l'intégration clientéliste des producteurs paysans aux marchés. La nouvelle structure institutionnelle renversait les termes du rapport dialectique entre le contrôle du pouvoir politique et l'accumulation du pouvoir économique, à travers la maîtrise des réseaux de clientèle qui organisaient l'accès aux ressources, notamment foncières. En brisant le lien formel entre le fonctionnement de ces réseaux et l'accès aux droits fonciers, elle faisait du contrôle direct de la propriété le facteur discriminant de l'accumulation économique et de la participation politique.

### ***La fragmentation des espaces de décision économique et politique***

En termes d'organisation de l'espace politique et économique, la constitution d'une poignée de très grands domaines là où, un quart de siècle plus tôt, opérait un système de propriété communale, correspond à un décentrement et une dispersion des nœuds du clientélisme agraire. Alors qu'elle constituait un espace de coordination des intérêts de l'élite commerciale autour de la gestion des terres communales, la municipalité est confrontée à la décentralisation des lieux de décision au niveau de chaque *hacienda*, où se construisent des formes propres de régulation politique et économique. Cet affaiblissement prolonge et amplifie les effets des réformes administratives du régime de Porfirio Díaz, dans le sens du renforcement du centralisme politique autour des représentants régionaux (gouverneurs des Etats et préfets des cantons) du pouvoir présidentiel. La recomposition des espaces politiques et des centres de décision trouve une forme de matérialisation dans la construction de grandes demeures (*cascos*) – moins nombreuses et ostentatoires que sur l'altiplano, mais qui marquent l'observateur dans le contexte de pauvreté architecturale qui caractérise le Sotavento rural – dans les plus puissantes *haciendas* de la région : Comoapan, Tilapan, Sihuapan.

Avec l'érosion du pouvoir municipal, tout semble indiquer que l'on assiste également à une dilution ou une fragmentation de la capacité d'interaction des élites régionales avec les représentants du pouvoir central. La nomination d'acteurs extérieurs à la région au poste stratégique de préfet de canton restreint considérablement leur audience politique, et seul Octaviano G. Carrión – que l'on créditait d'un rapport de parenté symbolique (*compadrazgo* ou "compérage") avec Porfirio Díaz – semble disposer, au début du XX<sup>e</sup> siècle, d'une influence politique supra-régionale – influence qu'il exerce dans la poursuite d'intérêts strictement personnels. Les acteurs locaux pouvant revendiquer une certaine légitimité politique, comme le colonel Celso Ortiz, sont marginalisés du pouvoir local<sup>50</sup>.

---

<sup>50</sup> En dépit de son aura militaire, acquise lors de l'intervention militaire française de 1862-67, et de sa proximité politique avec Porfirio Díaz, qu'il a soutenu par les armes lors de ses tentatives pour s'emparer du pouvoir présidentiel, en 1872 et 1876, Celso Ortiz voit son étoile décliner rapidement à partir de 1900. En 1898, il entreprend de financer l'installation d'un pont métallique sur le *río Grande* de Totoltepec, qui relie le bassin de production de tabac de Comoapan à la ville de San Andrés. Il hypothèque alors ses propriétés pour réunir les

La transition entre le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle correspond ainsi à un double mouvement d'ex-centrage et de dispersion des centres de décision et de coordination politique et économique. Ce mouvement n'est pas sans évoquer les processus de fractionnement du champ politique local qui avaient eu lieu dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque se produisirent des dynamiques de migration et de colonisation interne qui conduisaient à la formation de *ranchos* et de *rancherías* sur les marges territoriales du Marquisat del Valle (voir le chapitre 3). Les effets de la dispersion des centres de peuplement et de production avaient alors été contrebalancés par la forte localisation des coordinations marchandes au niveau du bourg de San Andrés, dans une stratégie concertée des élites locales qui correspondait à un intérêt commun de double remise en cause. Celle du pouvoir administratif et politique détenu jusqu'alors par la *villa* de Santiago, d'une part, et celle du pouvoir économique des marchands et transporteurs de Tlacotalpan, d'autre part. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, si les fonctions commerciales de San Andrés se voient confirmées et même accrues, avec l'achèvement du tronçon de voie ferrée qui relie la région avec le port de Veracruz, l'Isthme de Tehuantepec et l'altiplano à partir de 1913, la capacité d'influence politique de la ville et de ses autorités apparaît constamment bornée par les stratégies personnelles et les réseaux individuels des grands propriétaires terriens.

---

18 000 pesos qui couvrent l'importation de l'infrastructure métallique depuis Saint Louis, dans le Missouri, et son installation. Son projet est d'assurer la rentabilité de cet investissement par les droits de péage qu'il percevra pour l'utilisation du pont. Dès l'inauguration, un conflit l'oppose à Octaviano Carrión, qui fait transiter les centaines de tonnes de tabac provenant de ses plantations sans s'acquitter du moindre centime. Ses plaintes auprès du préfet et du gouverneur ne recevront aucun écho. En 1902, après avoir dû vendre ses propriétés – qui sont vingt ans plus tard en possession d'O. G. Carrión –, il meurt « dans la misère [...] du fait des intrigues de différents personnages de la classe dominante pour s'approprier de nouveau le pouvoir » (Medel, 1993, T. III : 89).



## Chapitre 6

### **Restauration communale et conflits pour le pouvoir municipal**

#### **Les disputes pour la réforme agraire (1915-1934)**

La *désamortisation* et le démantèlement des propriétés des communautés et municipalités au cours des décennies de régime *porfiriste* n'ont pas définitivement tranché les tensions historiques entre gouvernements locaux et autorités nationales autour de la définition des droits de propriété et de l'identification des instances habilitées à en sanctionner l'exercice, pas plus qu'elles n'ont irrévocablement établi la subordination des pouvoirs provinciaux et municipaux vis-à-vis de l'Etat central. En 1910, après presque 35 ans d'un exercice de plus en plus autoritaire et centralisé du pouvoir national, la réélection de Porfirio Díaz à la présidence de la République fut l'objet d'une forte contestation de la part d'une coalition libérale qui s'était regroupée derrière Francisco Madero, un grand propriétaire de l'Etat de Coahuila, dans le Nord du pays. Cette coalition réunissait principalement des membres des petites bourgeoisies agraires et urbaines, qui revendiquaient un accès plus large au pouvoir politique, confisqué par une poignée de très grands entrepreneurs, aussi bien au niveau national que dans les régions de l'intérieur.

La nouvelle fraude électorale perpétrée par le régime porfiriste déboucha cette fois sur une insurrection qui s'étendit à la grande majorité des régions du pays, en défense du « suffrage effectif et de la non-réélection ». À cette insurrection se joignirent des mouvements radicaux d'origine paysanne, qui revendiquaient la restitution des terrains que les grands propriétaires avaient accaparés dans le cadre des processus de *désamortisation*. Les figures dominantes de ces soulèvements ruraux, Pascual Orozco, Francisco *Pancho* Villa et, surtout, Emiliano Zapata, avaient fait du slogan *Tierra y Libertad* la synthèse des revendications des communautés rurales démantelées par le régime porfiriste. Les demandes de Terre et de Liberté, de restitution des propriétés spoliées dans le cadre des procédures de *désamortisation*, d'une part, et de restauration de l'autonomie politique des municipalités et des communautés paysannes, d'autre part, portaient implicitement sur le rétablissement de composantes centrales du régime institutionnel colonial qui avaient été attaquées au long du XIX<sup>e</sup> siècle par les libéraux mexicains, notamment dans le cadre de la constitution de 1857.

Le rôle joué par ces guérillas paysannes dans la défaite militaire de la dictature porfiriste, puis dans le rétablissement de la légitimité constitutionnelle, ainsi que le maintien de leur mobilisation dans le cadre de la construction d'un nouveau régime politique, ont conduit les libéraux modérés qui accédèrent au pouvoir à partir de 1915 à inscrire leurs demandes au rang constitutionnel. La nouvelle Loi fondamentale votée en 1917 établissait le devoir du nouvel Etat de satisfaire les besoins en terre des communautés et des familles paysannes, en même temps qu'elle affirmait l'autonomie politique des municipes dans l'élection de leurs gouvernants et dans l'établissement de certaines régulations locales (voir l'encadré 6.1). La réforme agraire est devenue dès lors un enjeu fondamental de l'institutionnalisation de l'Etat central dans les régions rurales et de la reconstruction des rapports de gouvernance entre celui-ci et les instances décentralisées de gouvernement, les Etats de la fédération et les municipalités.



La mise en œuvre des réformes constitutionnelles de 1917, et plus particulièrement celle de la réforme agraire, a donné lieu dans de nombreux espaces ruraux à des tentatives de restauration communale, qui ont vu les gouvernements municipaux réinvestir des prérogatives de régulations politique et foncière que les législations du XIX<sup>e</sup> siècle leur avaient ôtées. La période entre 1915 et le début des années trente a notamment été le cadre d'une première phase de réforme agraire, qui s'est déroulée dans un contexte de relative faiblesse et d'institutionnalisation précaire de l'Etat central face aux pouvoirs locaux et régionaux qui s'étaient constitués dans le cadre de la lutte armée. A cette occasion, de nombreux gouvernements municipaux, et celui de San Andrés Tuxtla en particulier, ont pris en charge des initiatives d'expropriation de certains grands propriétaires et de réallocation de leurs terres entre leurs clientèles politiques.

Ce chapitre se propose d'analyser la façon dont la constitution de 1917 a été interprétée et a fait l'objet de tentatives contradictoires d'appropriation dans l'espace régional des Tuxtlas et parmi les factions qui se disputaient le pouvoir dans l'Etat de Veracruz. Il explore les formes de mobilisation politique et les confrontations qui ont mis en jeu différents acteurs individuels et collectifs du champ régional à l'occasion de la longue transition politique entre l'effondrement du régime porfiriste, en 1911, et le rétablissement d'un Etat centralisateur, au début des années 1930. Comme au cours du demi-siècle qui suivit l'indépendance nationale, la municipalité est alors redevenue un espace central de pouvoir, au niveau duquel s'effectuait de contrôle et la distribution d'un ensemble de ressources stratégiques (la terre et les espaces de pâturage et d'exploitation forestière, mais aussi les candidatures aux élections législatives, aussi bien au niveau de l'Etat que dans le cadre fédéral).

Ce chapitre examine plus spécifiquement, comment la réforme agraire a été saisie comme une opportunité de conduire un projet de restauration communale autour de la municipalité de San Andrés et comment ce projet a été attaqué, à la fois par des membres de l'oligarchie agraire et par certains secteurs de la société paysanne qui étaient en butte à la reconstitution de pouvoirs locaux de nature patriarcale et autoritaire. Il s'intéresse à la dynamique des conflits, souvent violents, que les processus de mise en œuvre de la politique foncière ont provoqué, en considérant deux sphères particulières de conflictualité : le champ des relations entre la municipalité et les congrégations rurales et les groupes d'acteurs relevant de sa juridiction, et celui des rapports entre cette même municipalité et le gouvernement provincial, qui a occupé une fonction-clé dans la négociation, l'imposition ou la remise en cause des accords de gouvernance qui devaient s'appliquer au niveau municipal. Le chapitre s'interroge ainsi sur les rapports qu'ont entretenus les luttes entre factions et acteurs politiques locaux, et entre ceux-ci et les gouvernements successifs de l'Etat de Veracruz, et les choix en matière d'allocation et de gouvernance des ressources qui étaient redistribuées (ou non) dans le cadre de la politique de réforme agraire au long de la décennie de 1920.

## **La période révolutionnaire et la construction d'un nouveau cadre légal de gouvernance rurale**

### ***La question agraire et communautaire au cœur des dynamiques de mobilisation et de confrontation politique***

Au risque d'en simplifier excessivement les traits, la révolution mexicaine a mis aux prises trois principaux groupes politiques, dont les trajectoires d'alliance et de confrontation ont présenté une gamme extrêmement complexe d'expressions dans les différentes régions du pays. Dans sa formation initiale, celle qui a suivi les élections frauduleuses de 1910, le mouvement révolutionnaire a rassemblé une coalition hétérogène, composée de réformateurs modérés issus des bourgeoises rurales et urbaines – dont Francisco I. Madero et Venustiano Carranza, deux grands propriétaires, étaient des représentants typiques –, des démocrates libertaires regroupés dans le Parti Libéral

Mexicain des frères Flores Magón, et des agraristes radicaux, dont les principaux foyers de mobilisation se situaient dans des zones d'expansion du système d'hacienda, au centre et au nord du pays. Ces deux dernières composantes partageaient une communauté d'objectifs et de pratiques politiques, notamment la restitution des terres spoliées aux communautés et la mobilisation populaire comme levier de transformation des rapports sociaux<sup>1</sup>. Cette coalition a défendu par les armes la candidature puis la victoire électorale de Madero contre les tenants de l'ancien régime, les très grands entrepreneurs et les oligarques régionaux soutenus par leurs clientèles locales.

Contre toute attente, l'alliance de ces radicaux et des réformateurs modérés et la généralisation de l'insurrection ont provoqué l'effondrement assez rapide du régime porfiriste et l'exil du vieux général-président en mai 1911. Mais l'investiture présidentielle de Francisco Madero ne signifia pas le retour à la paix civile et à l'ordre constitutionnel. Les fractures latentes entre les deux factions révolutionnaires se sont notamment exprimées à l'occasion des processus électoraux pour le renouvellement des gouvernements provinciaux et municipaux dans plusieurs Etats (notamment celui de Veracruz), alors que les mouvements agraristes radicaux, comme celui d'Emiliano Zapata dans l'Etat de Morelos, aux portes de la ville de Mexico, maintenaient la mobilisation de groupes paysans armés et les occupations de grandes propriétés pour procéder à la redistribution de leurs terres au profit des ressortissants des communautés indiennes qu'elles avaient spoliées.

Le coup d'Etat de mars 1913 et l'assassinat de Madero par des secteurs de l'armée identifiés avec l'ancien régime ont momentanément gommé ces fractures, au profit d'une réactivation de la situation de guerre civile, qui s'est étendue à l'ensemble du territoire national et dont les soubresauts se sont fait ressentir jusqu'à la fin de la décennie de 1910. Toutefois, la coordination entre modérés et agraristes est restée limitée et non exempte de tensions et d'affrontements. A partir d'août 1914 et du triomphe militaire du mouvement révolutionnaire cette coalition s'est brisée définitivement. Le projet des *constitutionnalistes* modérés dirigés par Venustiano Carranza<sup>2</sup>, orienté à la stabilité des structures économiques et institutionnelles, était incompatible avec celui de l'aile radicale du mouvement révolutionnaire, défendu par ses deux figures emblématiques, Zapata et Villa, qui portait sur une réforme complète de ces structures et sur une dévolution des prérogatives de gouvernance politique et foncière aux communautés.

La confrontation armée entre libéraux et radicaux a marqué la dynamique politique nationale et celle des différentes régions au long de la seconde moitié des années 1910, jusqu'à l'élimination des principaux leaders agraristes<sup>3</sup>. Au cours de cette période, une majorité de zones rurales du pays est restée dans une situation d'insécurité liée à la confrontation entre les troupes constitutionnalistes, qui contrôlaient les centres urbains et les voies de communication – notamment ferrées –, et des bandes armées plus ou moins coordonnées entre elles, qui étaient retranchées dans certaines zones rurales d'où elles menaient des actions militaires fortement teintées de banditisme social. Ce n'est qu'à partir des années 1918-1919 que le pouvoir libéral est parvenu à établir son contrôle sur la plupart de régions du pays, en négociant avec les principaux dirigeants *villistes* et *zapatistes* leur reddition et leur intégration à l'ordre constitutionnel.

---

<sup>1</sup> Durant la dernière décennie du régime porfiriste, le Parti Libéral Mexicain avait notamment organisé des grèves et des insurrections populaires qui avaient débouché sur des confrontations violentes avec les forces de l'ordre, comme les attaques sur Acayucan et Puerto México en 1906, organisées par Hilario C. Salas et Candido D. Padua, délégués du PLM dans les Etats de Veracruz et de Tabasco, puis sur plusieurs villes frontalières avec les Etats-Unis, comme Camargo, dans l'Etat de Tamaulipas, Ciudad Juárez, Casas Grandes et Palomas, à Chihuahua, et Viesca, Coahuila ; le PLM a été également impliqué dans l'organisation des grandes grèves des mines de Cananea, dans l'Etat de Sonora, et des usines textiles de Río Blanco, dans celui de Veracruz.

<sup>2</sup> Les groupes *constitutionnalistes* loyaux à Carranza se revendiquaient de l'ordre constitutionnel – par opposition aux tenants du coup d'Etat Victoriano Huerta en février 1913 et aux mouvements radicaux *villistes* et *zapatistes*, qui ratifièrent la convention d'Aguascalientes, en novembre 1914, par laquelle ils refusaient de reconnaître la légitimité de Carranza comme chef des mouvements révolutionnaires et président légitime.

<sup>3</sup> Zapata fut exécuté en avril 1919 sur ordre de Carranza. Villa entra alors en négociation avec le pouvoir pour se retirer dans son fief de Parral, dans l'Etat de Chihuahua ; en 1923, après avoir tenté un retour en politique, il fut à son tour assassiné, probablement sur ordre du président Obregón qui avait succédé à Carranza.

La défaite formelle des agraristes radicaux a toutefois ménagé un large espace à la diffusion de leurs principales revendications dans la plateforme institutionnelle sur laquelle a reposé la construction incertaine du nouveau régime politique et sa légitimation dans les différents contextes régionaux. Au cours des années 1915 à 1925, cette construction a été fortement influencée par des jeux de négociations et de renégociations permanentes entre les tenants du pouvoir central et les *caudillos* qui avaient assuré le triomphe militaire du mouvement constitutionnaliste dans les régions de l'intérieur ou qui s'étaient ralliés à lui plus tardivement. L'ordre institutionnel issu de la révolution mexicaine doit ainsi être analysé en référence à la confluence des différents mouvements et projets régionaux, dont les interactions ont pris des formes extrêmement variées et complexes, allant de la collaboration à l'affrontement armé ouvert, en passant par l'évitement et la négociation. Les organisations politiques régionales issues de la lutte armée étaient notamment soumises aux pressions exercées par les groupes militarisés de paysans qui avaient formé la masse des bataillons révolutionnaires. Ces groupes représentaient deux configurations sociales et deux registres de mobilisation distincts : ceux des *pueblos* indiens qui étaient confrontés à la perte de leurs terres et à l'expansion des grands domaines, d'une part, et ceux des sociétés *rancheras* de petits propriétaires privés, d'origine métisse dans leur majorité, qui étaient en butte à l'offensive centralisatrice du pouvoir porfiriste et à la crise économique de la fin des années 1900, d'autre part (Tutino, 1986, chap. 1 et 9 ; Katz, comp., 1988, chap. 11-16 ; Knight, 1991).

Ces mouvements armés d'origine rurale, fortement ancrés dans leur région d'origine, ont conservé une forte autonomie durant les dix années qui suivirent la prise du pouvoir par les chefs militaires constitutionnalistes. En dépit de la mainmise de ces derniers sur les institutions et les administrations fédérales (parlement, armée, justice), ainsi que sur les espaces stratégiques (principales villes, ports et places frontalières, voies ferrées), les processus de légitimation et de ré-institutionnalisation de l'Etat central ont ainsi été tributaires de la capacité des dirigeants constitutionnalistes nationaux à imposer des régulations ou à consentir des concessions à l'égard des chefs militaires qui contrôlaient les organisations politiques des provinces de l'intérieur. Parmi ces *caudillos* régionaux, on peut citer Saturnino Cedillo à San Luis Potosí (Ankerson, 1991), les frères Eulalio et Luis Gutiérrez à Coahuila, Higinio Aguilar et Manuel Peláez dans les Huastecas de Veracruz et de Tamaulipas (García Morales, 1989b), Francisco J. Múgica dans l'Etat du Michoacán (Fowler-Salamini, 1991) ou encore Felipe Carrillo et son Parti Socialiste du Sud-Est dans le Yucatán (Joseph, 1991). Dans l'Etat de Veracruz, la principale figure répondant à ces caractéristiques a été Adalberto Tejeda, qui occupa à deux reprises le poste de gouverneur et mit en place un projet de gouvernance original, sur lequel je reviendrai dans le cadre de ce chapitre (Fowler-Salamini, 1974 ; Ginzberg, 2000).

Dès le début de l'année 1915 (décret du 6 janvier), les jeux d'alliance pour renverser par les armes le pouvoir porfiriste, puis pour coopter et rallier les dirigeants des mouvements agraristes ont notamment contraint Carranza et les libéraux constitutionnalistes à poser le principe d'une expropriation des grands propriétaires qui avaient spolié de façon abusive les terres des résidents des communautés. La constitution de 1917 allait plus loin, puisqu'elle établissait le devoir du nouvel Etat de satisfaire les besoins en terre des communautés et des familles paysannes, ainsi que l'autonomie politique des municipes dans l'élection de leurs gouvernants et dans l'établissement de certaines régulations locales (voir l'encadré 6.1). Par le principe de *restitution* de leurs terres aux communautés, la nouvelle constitution reconnaissait par ailleurs aux corporations civiles un droit de propriété collective sur les ressources naturelles. Ces concessions revenaient à donner un rang constitutionnel aux revendications de "terre et liberté" des zapatistes et des socialistes libertaires du PLM et à ouvrir le champ à une reconstitution des organisations communales que les libéraux avaient combattu au long du siècle précédent. Ces dispositions légales ont fait l'objet d'interprétations très diverses jusqu'au début des années 1930, dans le cadre des processus de négociation et de reconstruction des rapports entre municipalités, gouvernements provinciaux et Etat central (voir Baitenmann, 2011). L'un des éléments-clés de ces processus a résidé dans la façon dont les lois de réforme agraire de 1915 et de 1917 seraient mises en œuvre, selon quelles modalités juridiques et par quelle autorité publique.

*Encadré 6.1 : Éléments de la législation rétablissant les prérogatives politiques et foncières des communautés durant la période révolutionnaire*

Les premiers éléments à portée juridique produits par les acteurs du mouvement révolutionnaire étaient contenus dans le Plan de San Luis Potosí de Francisco Madero (août 1910) et le Plan de Ayala d'Emiliano Zapata (novembre 1911).

Le Plan de San Luis Potosí établissait dans son article 3 que, « étant de toute justice de restituer aux anciens possesseurs les terrains dont ils ont été dépossédés de façon arbitraire, sont déclarées sujettes à révision les dispositions et décisions [qui ont donné lieu à cette situation], et il sera exigé de ceux qui les ont acquis de façon aussi immorale, ou à leurs héritiers, qu'ils les restituent à leurs propriétaires originaux [...] »

Le Plan de Ayala étendait pour sa part la faculté de restitution des terres des latifundia, non seulement aux personnes individuelles, mais aussi aux communautés ou *pueblos* qui en avaient exercé la possession sous une forme collective : « [...] les terrains, bois et cours d'eau qui ont été usurpés par les *hacendados* [...] à l'ombre de la justice vénale [seront donnés en possession] aux *pueblos* ou aux citoyens ayant les titres correspondant à ces propriétés dont ils ont été dépossédés par la mauvaise foi de nos oppresseurs, ladite possession étant maintenue les armes à la main quoi qu'il advienne [...] ».

Après la fracture de la coalition entre réformateurs modérés et radicaux conventionnalistes, en novembre 1914, le gouvernement constitutionnaliste et son chef, Venustiano Carranza durent quitter la ville de Mexico, occupée par les troupes de Villa et Zapata, pour se retrancher dans le port de Veracruz, d'où furent promulguées les premières lois de réforme agraire. Le décret du 6 janvier 1915, qui avait vocation à constituer l'étendard politico-agraire du mouvement constitutionnaliste, postulait dans son article 2 :

« des lois agraires qui favorisent la formation de la petite propriété, en dissolvant les grands domaines et en restituant aux *pueblos* les terres dont ils ont été injustement privés [...] ; l'établissement de la liberté municipale comme institution constitutionnelle [...] ».

Ces deux dimensions centrales des revendications des radicaux zapatistes se sont vues confirmées dans la Constitution de 1917 :

- Art. 27 : « la propriété des terres et des eaux comprises dans les limites du territoire national correspond originellement à la Nation, qui a exercé et exerce le droit d'en transmettre la possession aux particuliers [...] ».

La Nation aura de tout temps le droit d'imposer à la propriété privée les modalités que dicte l'intérêt public, ainsi que celui de réguler l'exploitation des éléments naturels susceptibles d'appropriation pour en faire une distribution équitable [...]. Les *pueblos*, *rancherías* et communautés qui n'ont ni terre ni eau, ou qui n'en ont pas en quantité suffisante pour les besoins de leur population, auront droit à en être dotés, en les prenant aux propriétés voisines [tout en] respectant la petite propriété. [...] L'acquisition des propriétés particulières nécessaires pour atteindre ces objectifs sera considérée d'utilité publique.

[...] Les copropriétés, *rancherías*, *pueblos*, congrégations, tribus et autres corporations de population qui, de fait ou de droit, conservent l'état communal, auront capacité à posséder en commun les terres, bois et eaux qui leur appartiennent ou qui leur auront été ou leur seront restitués [...].

[...] Dans chaque Etat et territoire sera fixée l'extension maximale de terre dont peut être propriétaire un seul individu ou une société légalement constituée ».

- Art. 115 : « Les Etats [de la Fédération] auront comme base de leur division territoriale et de leur organisation politique et administrative le Municipio Libre, conformément aux bases suivantes :

I. Chaque Municipio sera administré par gouvernement [choisi par] élection populaire directe et il n'y aura aucune autorité intermédiaire entre celui-ci et le Gouvernement de l'Etat.

II. Les Municipios administreront librement leur budget, qui sera formé des contributions fixées par la Législature de Etats et qui devront être suffisantes pour satisfaire leurs besoins.

La constitution de 1917, si elle posait le devoir de satisfaire les besoins en terre des communautés rurales et la possibilité d'en exercer la propriété sous une forme collective, n'établissait pas de procédure précise quant à la conduite de la réforme agraire. Elle ne précisait notamment pas quelles instances de gouvernement étaient habilitées à recevoir les demandes de terre, à en organiser le traitement administratif, à identifier les propriétés susceptibles d'être expropriées et à gérer les procédures de réallocation des terres concernées ; sans parler de la prise en charge des indemnités prévues par la loi. La gouvernance de la réforme agraire est ainsi rapidement devenue un enjeu central de légitimation des différentes instances de gouvernement dans le cadre fédéral et d'organisation des rapports et des hiérarchies entre ces instances.

Un autre point crucial concernait les modalités juridiques de délégation des droits fonciers aux communautés. La loi agraire prévoyait à cet effet deux procédures distinctes, dont il est aisé de mesurer les incidences sur la nature des rapports entre les communautés paysannes et les instances supérieures de gouvernement politique. Par la *restitution*, l'autorité publique reconnaissait la réalité et l'antériorité des droits fonciers de communautés qui en avaient reçu délégation de la Couronne espagnole et qui préexistaient donc à la formation de l'Etat moderne. La procédure de *dotación* correspondait en revanche à l'identification par l'autorité publique d'un groupe de paysans sans terre, ou n'en disposant pas en quantité suffisante, que cette autorité instituait en communauté, afin de lui déléguer un droit de propriété sur un territoire dont l'extension et les limites étaient déterminées par la même autorité.

On comprend aisément que les postures des autorités centrales, des gouvernements des Etats de la fédération et des municipalités aient sensiblement varié quant à la priorité à donner à ces deux modalités juridiques de réforme agraire. Pour un Etat en voie de reconstruction, sujet à des formes multiples de remise en question de la part des pouvoirs régionaux et locaux, la reconnaissance et la restauration de communautés à travers la restitution de leurs anciennes propriétés représentait une menace majeure en termes de légitimité, menace qui renvoyait aux moments les plus troublés du premier demi-siècle d'existence de la Nation indépendante. Indépendamment de ses oscillations en faveur ou à l'encontre d'une transformation radicale des structures foncières, la politique agraire de l'Etat central s'est donc inclinée très majoritairement dans le sens du recours aux procédures de dotación et de l'opposition aux décisions de restitution qui étaient prises par les gouvernements provinciaux ou municipaux. Sur le total des "actions agraires" entreprises au niveau national entre 1916 et 1980, seulement 17% des demandes de restitution formulées au nom d'organisations communales ont ainsi été satisfaites, contre 79% des sollicitudes de dotación émanant de groupements de paysans sans terre – 214 restitutions pour 21 289 dotations, soit 1% à peine du total des allocations foncières (Sanderson, 1984, citée par Nugent & Alonso, 1994 : 229).

### ***La mobilisation politique dans les Tuxtlas durant la période lutte armée : entre stabilité du pouvoir local et pratiques de banditisme social***

Au regard de la situation nationale, l'Etat de Veracruz présente des singularités du point de vue des trajectoires qu'y ont suivi le projet de réforme agraire et ses formes de mise en œuvre. L'Etat fut en effet le champ d'expérimentation d'une vision radicale de la politique agraire, qui s'appuyait sur une forte participation des organisations locales, à la fois dans la planification et la réalisation des affectations de terre, et qui donnait un rôle essentiel aux gouvernements municipaux dans la coordination et le soutien institutionnel de ces organisations. Ce projet est indissociable de la figure politique d'Adalberto Tejeda, un général issu des rangs constitutionnalistes, mais acquis aux idées socialistes du PLM, qui occupa la charge de gouverneur de l'Etat en deux occasions, entre 1920 et 1924, puis de 1928 à 1931. Tejeda impulsa un projet original visant à construire un régime socialiste dans un cadre fédéraliste qui ménageait une large autonomie aux Etats provinciaux et aux municipalités (Ginzberg, 2000 ; Fowler-Salamini, 1979).

Bien qu'il soit resté au long de la période de lutte armée un bastion constitutionnaliste, au niveau duquel les groupes armés d'obédience villiste ou zapatiste ne parvinrent jamais à s'emparer d'espaces stratégiques, l'Etat de Veracruz en général, et le Sotavento en particulier, ont constitué des foyers précoces d'agitation sociale, dont la question agraire était un ingrédient essentiel. La concentration extrême de la propriété et du pouvoir politique par une poignée de très grands entrepreneurs y ont alimenté plusieurs conflits violents, bien avant la généralisation de l'insurrection de 1910. L'un de ces conflits a eu lieu en 1906, lorsque deux dirigeants régionaux du Parti Libéral Mexicain, Hilario C. Salas et Candido D. Padua, organisèrent l'attaque de la ville d'Acayucan par des Indiens de la *Sierra* de Soteapan voisine, en défense de leur autonomie et de leurs terres communales (Ramírez Lavoignet, 1997 ; Velázquez, 2006 ; Delgado Calderón, 2006). Le soulèvement des Popolucas de Soteapan a été considéré comme l'un des mouvements précurseurs de la révolution de 1910 ; il provoqua une vague de répression vis-à-vis des partisans du PLM, dont certaines figures de la société tuxtèque furent victimes<sup>4</sup>. La crise financière des années 1908 et 1909 et son incidence dramatique sur de nombreuses petites et moyennes exploitations marchandes ont ensuite favorisé le développement de formes de banditisme social, dont Santana Rodríguez, alias *el Santanón*, a été une figure fameuse dans les terres basses des Tuxtlas, jusqu'à son exécution par les Gardes Rurales du régime au début de l'année 1910 (Medel, 1993, T. I : 509-526).

Le soulèvement de Francisco Madero, à la fin de même année, n'a pas débouché sur une mobilisation significative dans la région, à l'exception de quelques escarmouches conduites par deux petits propriétaires d'origine indienne, Juan Atén et Guadalupe Anteale, qui n'avaient jusqu'alors joué aucun rôle particulier sur la scène politique locale (*Ibid.* : 527). Au-delà de quelques faits d'armes qui relevaient essentiellement de la prise de butin par des officiers de l'insurrection maderiste (*Ibid.* : 546-550), la première phase de la révolution, jusqu'au coup d'Etat de mars 1913 et l'assassinat de Madero, a surtout confirmé la mainmise de l'oligarchie régionale sur le pouvoir municipal et les forces de l'ordre, notamment à l'occasion des élections générales de 1912, lorsque, avec l'appui de Madero, l'appareil politique de l'ancien régime parvint à conserver le contrôle de l'ensemble des postes de gouvernement aux niveaux local et provincial (Delgado Calderón, 2009). Une redistribution plus large de ce pouvoir a en revanche eu lieu après la reprise de la guerre civile, en 1913. Au cours de l'été 1914, une offensive des troupes constitutionnalistes leur permit de prendre le contrôle de la majeure partie de l'Etat de Veracruz et de la zone stratégique de l'Isthme de Tehuantepec (*Ibid.*). En août, les trois chefs-lieux municipaux des Tuxtlas furent occupés sans combattre et San Andrés devint le centre d'opérations d'une garnison qui devait sécuriser les principaux foyers de production agricole et les voies de circulation, notamment sur le cours moyen du *río* San Juan.

Le mouvement constitutionnaliste régional était principalement représenté par le major Primitivo R. Valencia, Guadalupe Anteale et Tomás Patraca pour son aile militaire, et par Andrés Pérez Cadena, José María Figueroa, Bernardo Peña et Manuel Azamar en ce qui concernait son expression politique (Delgado, 2009 : 380 ; Medel, 1993, T. II : 46). La mise en place de cet appareil politique et militaire n'a pas donné lieu à des mobilisations particulières de la part des propriétaires spoliés et des travailleurs des haciendas de tabac : la région n'a pas connu d'occupations de terres jusqu'au début des années 1920. En revanche, le pouvoir carranciste local a été confronté aux opérations de groupes armés d'obédience zapatiste, qui avaient fait des terres basses inondables riveraines du *río* San Juan leur sanctuaire et leur centre d'opérations<sup>5</sup>. En août 1916, 400 hommes sous le commandement de

<sup>4</sup> A la suite de l'attaque d'Acayucan des membres de la bourgeoisie locale associés aux idées du PLM, comme Manuel Turrent, José María Figueroa et Bernardo Peña à San Andrés, ou Teodoro Constantino à Catemaco furent arrêtés et incarcérés quelques mois à Veracruz (Medel, 1993, T. I : 503-504).

<sup>5</sup> Dès la première phase de la révolution, une guérilla s'était formée sous les ordres de Pedro A. Carbajal dans la partie sud des municipes de San Andrés et de Santiago. Elle s'était emparée de Catemaco en avril 1911, quelques semaines avant l'abdication de P. Díaz. Après la mort de Carbajal, en novembre 1914, deux groupes armés zapatistes opérèrent dans la région : le premier, sous les ordres de B. Balboa, établit son centre d'opérations autour des haciendas sucrières du moyen San Juan, Cuautotolapan, Chacalapan et El Laurel ; le second était dirigé par Raúl G. Ruiz et rayonnait depuis les terres basses de Santiago. En 1917, ces groupes mobilisaient des effectifs évalués à 600 hommes environ (Delgado, 2009 : 387 ; Medel, 1993, T. II : 82-86).

Raúl Ruíz s'emparèrent de la place de Santiago et incendièrent les bâtiments municipaux après avoir décimé la garnison constitutionnaliste qui sécurisait la place (Medel, 1993, T. II: 82-86).

Alfredo Delgado (2009 : 377) décrit l'opposition entre ces deux factions politiques et militaires comme relevant de l'expression d'un clivage entre « deux types de revendications et de projets socioculturels : le premier de caractère "montagnard", autonomiste et communal [celui des libéraux constitutionnalistes tuxtliques] ; le second, porté par certains groupes indigènes et, surtout, afro-métis, plus engagé dans la lutte contre le système d'élevage et d'agro-exportation [de sucre] des terres basses. Les revendications de type territorial [...] sont au centre des processus de mobilisation et de clientélisation du premier groupe, alors qu'elles apparaissent médiatisées par des liens et des affinités de type culturel entre les "jarochos" des plaines ». L'inauguration d'un tronçon de chemin de fer entre San Andrés et la voie reliant Mexico et Veracruz à l'Isthme de Tehuantepec, en mars 1913, au moment du coup d'Etat contre Madero et de la reprise de la guerre civile, a ajouté un ingrédient aux ressources matérielles et symboliques qui étaient en jeu dans l'opposition entre ces deux factions politico-militaires. Toujours est-il qu'au long de la période de lutte armée, et même durant les années vingt, comme nous le verrons plus loin, les différents groupes armés et leurs dirigeants ont combiné une stratégie fluctuante d'affiliation aux grands mouvements politiques nationaux avec des pratiques de banditisme social dont les marchandises transportées par le chemin de fer étaient un objet privilégié (*Ibid.*)<sup>6</sup>.

En dépit des irruptions récurrentes de violence armée et du maintien d'une insécurité latente, la région des Tuxtlas et le municipe de San Andrés en particulier ont joui, entre 1914 et 1918, d'une relative stabilité qui a favorisé le maintien des structures de pouvoir économique et politique. L'installation de l'appareil carranciste dans tout le Sotavento et la zone de l'Isthme et l'établissement de pelotons militaires au niveau des principaux nœuds de contrôle stratégique, dans les centres urbains et les gares de chemin de fer, ont conduit à l'imposition d'un *statu quo* dans la distribution des ressources politiques et l'accès au pouvoir. A San Andrés, les représentants du secteur entrepreneurial local ont conservé le contrôle du gouvernement municipal, sous le contrôle initial des préfets de canton (*jefes políticos*) désignés par l'appareil militaire. Les patronymes caractéristiques de l'ordre antérieur à la révolution peuplent ainsi les compte-rendus des faits marquants de la vie politique municipale fournis par Medel (1993, T. II : 63-177). On y retrouve notamment ceux de Rafael P. Cadena, président de la junte d'administration civile entre 1915 et 1916 et de son remplaçant à ce poste, Lorenzo Moreno, qui fut maintenu dans sa fonction par le gouverneur carranciste Cándido Aguilar, malgré le recours en révocation promu auprès du congrès provincial par certains membres de la municipalité en mai 1917<sup>7</sup>.

A l'occasion des élections législatives de juillet 1918, les candidats présentés par le même groupe et affiliés au parti régional du gouverneur Aguilar s'imposèrent, Luis Carrión occupant le poste de député fédéral et Bernardo Peña étant élu au congrès constituant de l'Etat de Veracruz. Quelques mois avant cette élection, dans une note du 20 février dirigée à Aguilar, le major Primitivo R.

---

<sup>6</sup> Parmi les principaux faits d'armes de la période révolutionnaire, on peut citer l'attaque de la caserne de la Garde Rurale et de la succursale du Banco Mercantil de Veracruz à San Andrés, en février 1912, par un groupe armé se réclamant de l'opposition au retour du personnel politique porfiriste après les élections générales du mois de janvier (Medel, 1993, T. I : 546-549 ; Delgado, 2009 : 371) ; la prise et le pillage de Santiago Tuxtla par les rebelles zapatistes de Raúl Ruiz le 9 août 1916 (Medel, 1993, T. II: 82-86) ; et les attaques répétées auxquelles se livrèrent des groupes armés qui se revendiquaient du zapatisme sur la voie ferrée entre San Andrés et la ligne ferroviaire de l'Isthme au cours des années 1916 et 1918 – la plus meurtrière, toujours en août 1916, coûta la vie aux 80 hommes d'escorte qui accompagnaient le convoi – (*Ibid.* : 90-93 ; 163.).

<sup>7</sup> Medel (*cit.*, T. II : 122-133) présente ce conflit interne à la municipalité comme un différend de personnes entre le maire élu et certains conseillers municipaux. Il est intéressant de noter que le groupe de médiateurs imposé par le gouverneur Aguilar – qui se prononça en faveur du maintien du maire, contre la position du conseil municipal – était composé de figures de l'élite locale : on y retrouvait Ángel Cadena (parent du maire précédent et magistrat du tribunal de première instance de San Andrés), Luis G. Carrión, qui était issu d'une famille de grands propriétaires terriens, et Bernardo Peña, un ancien membre du PLM qui, comme Luis Carrión, figurait parmi les dirigeants régionaux du parti du gouverneur Aguilar.

Valencia, qui appartenait à l'aile radicale du mouvement constitutionnaliste régional, avait dénoncé « l'absorption politique » des grands propriétaires terriens par le nouvel ordre constitutionnel et le fait que « soient envoyés en tant que représentants légitimes du peuple au sein de l'Assemblée Nationale ou de la Législature de notre Etat [...] de véritables représentants de cette caste privilégiée [...], afin d'obtenir que l'on protège, non pas les intérêts des Indiens déshérités, mais ceux des immenses extensions de terres qui appartiennent à quelques seigneurs apparentés pour la plupart avec Monsieur le Député, comme Fernando et Octaviano Carrión »<sup>8</sup>.

## **L'apogée du "Parti Rouge de San Andrés" et la première phase de mise en œuvre de la réforme agraire : un projet de restauration communale ?**

### ***Tejeda et la formation de la Ligue des Communautés Agraires : la résurgence de l'Etat provincial et de la municipalité comme acteurs politiques autonomes***

Les protestations d'une figure ayant l'aura militaire et la légitimité révolutionnaire de Primitivo Valencia montrent qu'une contestation radicale s'était développée au sein du mouvement libéral constitutionnaliste tuxtèque en dépit du verrouillage du système de représentation par les membres de l'élite entrepreneuriale. A partir de 1916, en réaction au *statu quo* politique imposé par le gouverneur Aguilar et les chefs militaires carrancistes, s'est organisé un mouvement d'opposition qui regroupait les secteurs les plus radicaux de la coalition constitutionnaliste régionale<sup>9</sup>. Ces secteurs confluèrent dans la formation du Parti Rouge de San Andrés (*Partido Rojo Sanandrescano*), qui revendiquait un programme d'inspiration socialiste et qui affronta sans succès les représentants du parti aguilariste lors des élections municipales de septembre 1917, des législatives de 1918 et, de nouveau, à l'occasion du scrutin municipal de novembre 1919<sup>10</sup>.

Les choses ont changé à partir de la rébellion du général Obregón contre Carranza, en 1920. La situation agitée qui caractérisait le champ politique local a alors débouché sur un processus de fédération entre les groupes armés zapatistes et villistes qui étaient retranchés dans les terres basses et les plantations sucrières du Moyen San Juan (autour de l'hacienda de Cuautotolapan), et des éléments radicaux du Parti Rouge de San Andrés Tuxtla. Le 2 mai, les insurgés prirent la place de San Andrés et destituèrent le conseil municipal aguilariste élu à la fin de l'année précédente. Ils nommèrent une junte d'administration civile, intégrée par les candidats du Parti Rouge qui avaient disputé sans succès les élections de novembre 1919 (Medel, 1993, T. II : 187-197). Lors des scrutins généraux qui eurent lieu après la prise du pouvoir par Obregón, en juillet et août de la même année, les groupes qui avaient appuyé la rébellion remportèrent l'ensemble des mandats en jeu<sup>11</sup>: le

---

<sup>8</sup> AGEV, *Secretaría de Gobierno*, Sección Fomento, Serie Agricultura, Caja 45, exp.2, 1918

<sup>9</sup> Outre Valencia, ce mouvement réunissait des figures telles que Guadalupe Antele, qui avait dirigé une petite guérilla paysanne dans les environs du village de Tehuantepec au moment de l'insurrection de Madero, puis après le coup d'Etat de 1913, Andrés Pérez Cadena, Arcadio Patraca, Manuel Azamar (qui prit par la suite la direction de la Commission Locale Agraire, voir *infra*), Francisco J. Moreno et Juan Jacobo Torres.

<sup>10</sup> Cette élection se déroula dans un contexte de fort mécontentement populaire, après que le gouverneur Aguilar eut maintenu dans ses fonctions le maire sortant, Lorenzo Moreno, désavouant le conseil municipal – pourtant affilié à son propre mouvement politique – qui avait demandé sa destitution. Dans une tentative pour reprendre le contrôle de la situation, la direction locale du parti aguilariste entreprit de coopter l'un des fondateurs du Parti Rouge, Arcadio Patraca, pour en faire son candidat. Une fois élu, celui-ci entra très vite en conflit avec le nouveau chapitre municipal et fut destitué après une année de mandat, à l'instigation de Bernardo Peña le représentant aguilariste des Tuxtlas au congrès provincial (Medel, 1993, T. II : 177).

<sup>11</sup> Le succès de la rébellion convoquée par Obregón et la mort de Carranza ont signifié l'effondrement brutal de l'ensemble de l'appareil politique que ce dernier avait mis en place dans l'Etat de Veracruz. Ils ont entraîné la destitution et l'exil du gouverneur Cándido Aguilar, dont le destin politique était intimement lié à celui de Carranza, son protecteur et beau-père.



colonel Adalberto Tejeda fut élu à la fonction de gouverneur de l'Etat et deux des figures principales du Parti Rouge de San Andrés occupèrent les sièges de députés, Andrés Pérez Cadena pour la législature fédérale et Primitivo Valencia pour le congrès provincial.

À partir de cette date et durant la décennie suivante, le Parti Rouge et ses dirigeants intégrèrent le complexe politique et militaire qui se forma et se développa à l'ombre du pouvoir d'Adalberto Tejeda. Mettant à profit l'appui inconditionnel qu'il recevait de la part du nouvel exécutif fédéral, Tejeda mit en place un projet de transformation des structures sociopolitiques dans l'Etat de Veracruz, dont le mode de régulation fondamental dans les zones rurales reposait sur le contrôle et la mise en œuvre de la réforme agraire, et dont le mode de gouvernance s'appuyait sur l'intégration fonctionnelle des milices paysannes, des gouvernements municipaux et des différents secteurs de l'administration provinciale autour des coordinations assurées par une nouvelle organisation politique : la Ligue des Communautés Agraires (*Liga de Comunidades Agrarias del Estado de Veracruz*, LCAEV).

Au début des années 1920, dans l'Etat de Veracruz comme dans la majorité des autres provinces du pays, la réforme agraire représentait un enjeu central de légitimation des nouvelles autorités publiques et d'institutionnalisation des compromis qu'elles entendaient construire avec les mouvements populaires et les pouvoirs économiques des zones rurales. Sous le gouvernement de Cándido Aguilar (1917-1920) certains municipes qui étaient le théâtre de fortes tensions foncières avaient déjà bénéficié de dotations agraires<sup>12</sup>. Les redistributions de terre de cette période avaient toutefois concerné généralement des superficies réduites et des terrains peu fertiles ; elles étaient en outre destinées à un nombre limité de bénéficiaires et leur mise en œuvre, dans certains cas, avait été annulée<sup>13</sup>. La frilosité des autorités provinciales et du gouvernement central à l'égard des demandes de restitution de leurs terres émanant des municipalités – et en l'occurrence il s'agissait de surcroît d'organisations politiques issues d'anciennes communautés d'Indiens – renvoie à une défiance fondamentale des libéraux mexicains vis-à-vis des formes autonomes de gouvernement qui pouvaient découler de ces actions. L'inscription au rang constitutionnel de la réforme agraire et de la liberté de gouvernement du municipe plaçait les pouvoirs issus du processus révolutionnaire, que ce soit au niveau fédéral ou régional, devant un dilemme : comment satisfaire les demandes en terre des *pueblos* sans revitaliser par la même occasion les structures autonomes de pouvoir et les formes de régulation sociopolitique qui reposaient sur le contrôle corporatif des terres ?

L'Etat de Veracruz se distingue dans le contexte national pour avoir été le cadre d'une réponse originale à cette question à l'occasion des périodes de gouvernement d'Adalberto Tejeda, entre 1920 et 1931. Dès le début de son premier mandat de gouverneur, Tejeda fit de la réforme agraire le socle de son projet de reconfiguration du système de gouvernance politique, en faveur de la mise en place d'un régime socialiste qui laisserait une ample autonomie aux Etats de la fédération et aux municipes (Fowler-Salamini, 1979 ; Ginzberg, 1997 et 2000). Dans une province aussi vaste et fragmentée que Veracruz, aussi bien en termes d'organisations économiques que de structures politiques<sup>14</sup>, Tejeda a

---

<sup>12</sup> Cela avait été le cas en particulier dans le bassin du moyen-Papaloapan, où s'étaient développées de grandes haciendas sucrières appartenant à des capitaux étrangers. Des chefs-lieux municipaux tels que Tesechoacán, Tlacotalpan, Cosamaloapan et Chacaltianguis avaient bénéficié de restitutions de terres entre 1918 et 1920 (Velasco Toro, 2003 : 354 et ss. ; Sagahón, 2005). Le bourg de Chinameca, dans la région de l'Isthme veracruzain avait de même reçu une dotation de terres en 1919 (Velázquez, 2006).

<sup>13</sup> C'est ce qui s'était passé à Oteapan, un petit municipe du moyen-Papaloapan, où la restitution de 400 hectares allouée en 1918 à l'ancienne communauté d'Indiens fut révoquée un an plus tard par le président Venustiano Carranza (Velasco Toro, 2003).

<sup>14</sup> Ensermé entre le Golfe du Mexique et la Sierra Madre Orientale, avec près de 750 km de littoral et des dénivelés de plus de 4000 m., alors que la profondeur de son espace intérieur dépasse rarement 150 km, l'Etat de Veracruz se présentait au début du XX<sup>e</sup> siècle comme une mosaïque de systèmes régionaux fragmentés et très mal interconnectés, entre les zones pétrolières de la Huasteca et de l'Isthme, les systèmes de plantation tournés vers l'agro-exportation des terres basses du Sotavento, les zones d'agriculture indienne de montagne du Totonacapan et de Zongólica, les vallées industrialisées de Córdoba-Orizaba et de Xalapa, ou le bassin portuaire de Veracruz.

rapidement compris que la consolidation de son pouvoir, en tant que gouverneur de l'Etat et figure politique nationale, dépendrait de sa capacité à s'assurer l'appui d'un mouvement paysan structuré et unifié (Falcón y García Morales, 1986). Dans cet objectif, il appuya la fondation et le développement de la Ligue des Communautés Agraires de l'Etat de Veracruz, autour d'activistes agraires et de membres du Parti Communiste Mexicain, pour en faire une organisation politique capable de prendre le contrôle des municipalités et, à travers ce contrôle, de soutenir la formation de comités paysans et d'impulser la réforme agraire depuis le niveau local.

Dans un premier temps, à peine investi de la fonction de gouverneur, Tejeda convoqua des élections municipales extraordinaires et fit un usage très large des facultés que le décret du 6 décembre 1920 lui conférait pour nommer des juntas d'administration civile partout où les résultats des élections ne garantissaient pas l'installation d'autorités "légitimes". En plusieurs occasions il n'hésita pas à recourir à la suspension des chapitres municipaux nouvellement élus (Florescano Mayet, 1990 : 69). Au cours des mois suivants, les corporations municipales se virent attribuer de nouvelles ressources politiques – par le biais des médiations assumées par la LCAEV auprès du congrès provincial et du gouvernement de l'Etat –, institutionnelles – à travers la capacité légale de former des Juntas municipales de conciliation et d'arbitrage en matière foncière (Fowler-Salamini, 1979) – et militaire – grâce à l'appui du gouvernement provincial à la formation de milices armées à partir des comités agraires locaux<sup>15</sup>. Les services du gouvernement de l'Etat encouragèrent également les municipalités à recourir largement à la Loi Fédérale sur les Terres Non Exploitées (*Ley Federal de Tierras Ociosas*), qui avait été promulguée en 1920 et qui permettait d'imposer aux propriétaires des contrats de fermage sur les terrains qu'ils n'exploitaient pas directement ; ces contrats étaient mis en œuvre pour permettre l'implantation de groupes de paysans qui se constituaient ensuite en comité agraire pour effectuer une demande de dotation foncière<sup>16</sup>. En complément de ces dispositions, les gouvernements municipaux étaient habilités à reconnaître administrativement les nouveaux noyaux de peuplement formés à partir de ces implantations et à procéder à l'enregistrement des demandeurs de terre (*Ibid.*).

À travers ces différents instruments, la politique tejediste ouvrait un espace politique et juridique à la restauration de pouvoirs municipaux forts. Les municipalités étaient en situation de fusionner les sphères foncière et politique, mais aussi militaire – par le biais de la coordination des milices paysannes, une prérogative qui n'était pas sans rappeler les facultés dont les municipalités avaient disposé vis-à-vis des Gardes Nationales au cours des cinquante premières années d'existence de la Nation indépendante. Cette politique a eu un champ d'expression privilégié dans le centre de l'Etat, là où la trame urbaine et des axes de communication était la plus dense (Falcón, 1977 ; Fowler-Salamini, 1979 ; Skerritt, 1989 ; Baitenmann, 1997 ; Núñez, 2005). Dans le sud de la province, en revanche, elle eut un impact inégal et très localisé autour des principaux centres de pouvoir politique et économique : le bassin moyen du Papaloapan (Fowler-Salamini, *cit.* ; Sagahón, 2005), la ville d'Acayucan (Ochoa, 2000 : 134-38) et, surtout, les Tuxtlas (Léonard, 2004 ; Léonard & Velázquez, 2009).

---

<sup>15</sup> Falcón et García Morales (1986 : 127 et ss.) insistent sur le rôle de la Garde Civile de l'Etat dans l'appui aux milices paysannes. Ce corps militarisé avait été créé par le gouverneur Aguilar pour jouer un rôle d'auxiliaire de l'armée dans la lutte contre les éléments rebelles zapatistes ou villistes. Tejeda parvint à le soustraire du contrôle de la Direction des opérations militaires de Veracruz – qui demeurait un bastion des officiers modérés de l'armée carranciste – pour en faire un instrument de son dispositif d'appui aux organisations agraristes et aux municipalités que celles-ci contrôlaient.

<sup>16</sup> En juillet 1926, la LCAEV consolida l'arsenal juridique à disposition des gouvernements municipaux de Veracruz en faisant voter par le congrès de l'Etat la Loi 297 dite "de fermage forcé". Cette loi déclarait sujettes à location pour utilité publique toutes les propriétés de plus de 50 ha appartenant à des unités agro-industrielles, des projets de colonisation agraire ou des concessions pétrolières, qui étaient restées inexploitées durant deux années consécutives. Les paysans pouvaient solliciter jusqu'à 10 ha de terre irriguée chacun auprès des autorités municipales, en contrepartie d'un loyer n'excédant pas 4% de la valeur fiscale du terrain qu'ils devaient verser directement à la municipalité.

### **La mise en œuvre de la réforme agraire depuis la municipalité : la procédure de restitution des terres à San Andrés**

À l'issue des élections de 1921, le Parti Rouge consolida son emprise sur le gouvernement municipal. La question foncière acquit dès lors une importance croissante dans la dynamique du pouvoir au sein du parti et dans la gestion des affaires locales. Au début de la même année, Tejeda avait mandaté deux des dirigeants du Parti Rouge, Primitivo Valencia et Juan Rodríguez Clara<sup>17</sup> pour organiser des comités agraires, dans la zone de San Andrés et celle de la plantation sucrière de Cuautotlapan respectivement (Ciruelo Torres, 2010 : 483). En 1922, Manuel Azamar, qui occupait la fonction de président du Comité Agraire Exécutif de San Andrés, fut élu président municipal pour la période 1922-1924. Mais le moment-clé de la consolidation du groupe agrariste au sein du Parti Rouge et à la tête de l'administration municipale se produisit entre décembre 1923 et mars 1924, lors de la rébellion du général De la Huerta, qui bénéficiait de l'appui d'importants secteurs au sein de l'appareil militaire veracruzain, et notamment celui du général Guadalupe Sánchez, l'une des figures les plus en vue de la lutte révolutionnaire dans la province, qui commandait la place de Veracruz. Tejeda pour sa part maintint sa loyauté au président Obregón et la Ligue des Communautés Agraires lui fournit l'appui de ses milices en défense du pouvoir constitutionnel. Dans les Tuxtlas, les éléments de la Ligue et du Parti Rouge sous les ordres de Valencia et d'Azamar mobilisèrent jusqu'à 900 hommes armés issus de comités agraires des différents villages de la région. Ces milices prirent le contrôle de tout l'espace rural avant de juguler la résistance des pelotons de l'armée qui gardaient les chefs-lieux de Santiago, San Andrés et Catemaco<sup>18</sup>.

Cette mobilisation paysanne était une réponse aux dotations provisoires de terre qu'avait allouées le gouvernement de l'Etat à San Andrés et à treize de ses congrégations au cours de l'année 1923. San Andrés avait formulé une première sollicitude de restitution foncière en octobre 1914, à l'instigation de l'association fondée par Hipólito Gerezano pour dénoncer les abus commis par les responsables de la Junte Divisionniste des terrains municipaux (voir le chapitre 4). L'administration carranciste de l'Etat avait alors confié l'élaboration du dossier technique à l'ingénieur Carlos Rousseau, qui était issu d'une famille de propriétaires terriens parmi les plus illustres de la ville<sup>19</sup>. Celui-ci ne délivra les documents correspondants que cinq ans plus tard, en décembre 1919 et l'on ignore ce qu'il en advint. Le 3 février 1922, sous l'administration du Parti Rouge, la municipalité de San Andrés renouvela sa demande de restitution auprès du gouverneur Tejeda. Cette demande portait sur l'intégralité des 11 "sites de bétail" acquis par les représentants du *pueblo* entre 1839 et 1850. Avant la fin de l'année 1922, treize autres localités situées sur les terrains qui avaient appartenu au commun municipal formulèrent également des demandes de terre, que ce soit sous la modalité de la restitution ou de la dotation<sup>20</sup>. L'existence de revendications foncières potentiellement concurrentes de celle qu'avait émise la municipalité au nom de la ville de San Andrés suggère que les autorités des congrégations concernées, ou pour le moins certains secteurs de leur population, se défiaient d'une reconstitution de la propriété communale sous la seule égide du gouvernement municipal, à l'instar de la situation qui avait prévalu jusqu'au milieu des années 1880.

---

<sup>17</sup> Tous deux avaient été ses compagnons d'arme au sein de la Première Division Orientale de l'armée constitutionnaliste qui avait assuré la victoire de Carranza dans l'Etat de Veracruz et l'Isthme de Tehuantepec.

<sup>18</sup> Voir Medel (1993, T. II : 220-224) et González Morales (1994 : 62). À l'occasion du soulèvement delahuertiste, les guérillas agraires seraient parvenues à mobiliser un total de 18 000 paysans armés sur l'ensemble du territoire de Veracruz (Falcón, 1977 : 110).

<sup>19</sup> La famille Rousseau, propriétaire de la *finca* sucrière *La Constancia*, avait été l'une des bénéficiaires de la vente de terres par la Junte Divisionniste en 1886. Elle avait ainsi acquis les terres de *La Constancia* pour 1 200 pesos, avant de revendre cette propriété au négociant allemand de tabac Maximilian Hirsch pour 40 fois cette somme (47 500 pesos) 16 ans plus tard (voir le chapitre 4).

<sup>20</sup> Il s'agissait des onze "têtes de parti foncier" autour desquelles s'étaient organisées la division et la répartition des terres du commun municipal (Axochío, Cerro Amarillo, Calería, Ohuilapan, Pizapam, Ranchoapan, Soyata, Tehuantepec, Tepanacan, Tilapan et Xoteapan), auxquelles s'ajoutaient les villages de Sihuapan et Texalpan.

Dans une résolution juridique du 19 mai 1923, le gouverneur Tejeda considéra que « la pétition de San Andrés Tuxtla, ainsi que celles de toutes les congrégations qui constituent le Municipio du même nom doivent être résolues dans le même dossier, afin d'éviter que soit divisée la cohérence de la cause et que des décisions contradictoires se produisent s'agissant d'une même restitution »<sup>21</sup>, et procéda à doter provisoirement en terre la ville et les 13 villages concernés, dans l'attente de la ratification définitive par le gouvernement fédéral. Cette sentence de restitution considérait « nulles les adjudications et aliénations de terres ayant formé le commun de la *villa* de San Andrés Tuxtla qui ont été faites par la Junte Divisionniste », en avançant l'argument que les certificats et "actions" émis par cette dernière ne constituaient pas d'authentiques titres de propriété. De ce fait, les aliénations de terre réalisées ultérieurement à travers le transfert de ces documents pouvaient être considérées comme dépourvues de valeur juridique (*Gaceta Oficial del Gobierno del Estado de Veracruz*, n° 131, 2 novembre 1926).

Le choix réalisé en faveur d'une restitution unique, sous la tutelle des autorités municipales, reflétait la priorité donnée dans le projet de gouvernance tejediste au complexe politique qui se construisait alors autour de la municipalité et de ses relais de coordination avec l'exécutif provincial, notamment la LCAEV et la députation au congrès de Veracruz, dont Primitivo Valencia était le titulaire. Les élections de 1924, au cours de la dernière année du premier mandat de gouverneur de Tejeda, ont confirmé la domination absolue du Parti Rouge et de la Ligue des Communautés Agraires sur la scène politique régionale : alors que Rafael Pérez Cadena, l'un des fondateurs du parti, assumait la direction de l'exécutif municipal, Primitivo Valencia et Francisco J. Moreno, deux de ses principaux activistes agraires, occupaient les sièges de députés aux congrès fédéral et provincial respectivement (Medel, 1993, T. II : 231-232).

Les archives consultées fournissent très peu d'informations au sujet des relations que les autorités municipales entretenaient avec les villages concernés par la résolution de restitution de terres à la ville de San Andrés. On ignore en particulier le degré d'autonomie dont disposèrent les comités agraires qui avaient formulé les demandes foncières de chaque localité pour administrer les terres occupées. Leur engagement militaire contre la rébellion du général De la Huerta, au début de l'année 1924, suggère une adhésion au moins formelle au projet de restauration communale. Mais la résurgence de tensions et de conflits au sein du mouvement agrariste au sujet de la gestion foncière, à partir de 1926, indique que la municipalité alors dirigée par Manuel Azamar exerçait une forte ingérence dans le fonctionnement des comités agraires locaux et dans l'attribution de droits d'exploitation (de culture, de pâture et d'exploitation forestière) sur les terres utilisées par les habitants des différentes localités. À partir de cette date, un ensemble de plaintes formulées par les comités locaux témoigne d'un regain de tensions entre le centre du pouvoir municipal et les organisations villageoises périphériques, qui rappellent les disputes qui avaient agité la scène politique locale au sujet de la gestion du commun municipal un demi-siècle plus tôt.

Il est par ailleurs peu probable que le commun municipal ait été reconstitué sous une forme fonctionnelle à l'issue de la décision du gouvernement provincial. En premier lieu, du fait des recours formulés par les grands propriétaires du municipio auprès de la justice fédérale et de l'organisation de milices privées – dites "gardes blanches" (*guardias blancas*) – par certains d'entre eux, comme Octaviano Carrión. Ensuite en raison du soutien fourni par les éléments de la garnison militaire de San Andrés aux propriétaires terriens contre les comités agraires cherchant à occuper leurs terres (voir *infra*). Enfin et surtout, du fait du revirement de la position des gouvernements fédéral et provincial vis-à-vis de la politique agraire conduite dans l'Etat de Veracruz à partir de 1925.

---

<sup>21</sup> *Gaceta Oficial del Gobierno del Estado de Veracruz*, n° 131, du 2 novembre 1926 : 8.

## Les remises en question de la “municipalité agraire” et la fracture du mouvement agrariste local

### ***La refondation du pacte de gouvernance dans l'Etat de Veracruz et la révocation de la procédure de restitution de terres à San Andrés Tuxtla***

La force et l'unité affichée par le Parti Rouge ont commencé à décliner à partir de 1925, avec la fin du premier mandat d'Adalberto Tejeda et l'investiture du général Heriberto Jara comme gouverneur de Veracruz (décembre 1924-novembre 1927), qui incarnait une ligne politique favorable à la pacification des rapports sociaux et au rétablissement d'un pacte de gouvernement avec les secteurs de l'agriculture entrepreneuriale et du commerce. Ce changement politique coïncidait avec la passation de pouvoir présidentiel entre Obregón et Plutarco Elías Calles, dont le projet était explicitement orienté vers le rétablissement d'un Etat central fort à travers une politique de concertation entre les différents secteurs sociaux (Krauze, 1987). À l'occasion des élections municipales de septembre 1925, le Parti Rouge de San Andrés souffrit une division interne, entre une aile modérée, dont l'émergence était impulsée par le gouverneur Jara, et sa faction agrariste radicale, qui regroupait les principaux dirigeants historiques : Valencia, Moreno, Azamar et Juan Jacobo Torres. Ce dernier fut défait lors du scrutin par le candidat modéré Roberto E. Calzada. À ce stade, la relation entre les radicaux tuxtèques et l'exécutif provincial s'était considérablement dégradée, après que les députés Valencia et Moreno eurent dénoncé les intrusions de Jara dans les affaires municipales auprès du parlement de Veracruz. La tension atteint un point de non-retour à la fin du mois de septembre, quelques jours avant le changement d'administration municipale, lorsque Moreno fut assassiné par des éléments de la Garde Civile de l'Etat, à l'intérieur du palais du gouvernement provincial.

En octobre 1926, le président de la République Calles révoqua la résolution de restitution des terres adoptée en faveur de la ville de San Andrés et des treize congrégations de sa juridiction, au profit d'une procédure de dotation individuelle à chaque localité<sup>22</sup>. La décision présidentielle prenait l'exact contre-pied de la sentence adoptée par le gouverneur Tejeda. Elle reconnaissait la validité des documents de propriété émis par la Junte Divisionniste en 1886 et considérait que le dossier de restitution élaboré par les autorités municipales présentait des vices de forme rédhibitoires<sup>23</sup>. Surtout, elle niait la capacité juridique du chef-lieu municipal à recevoir des terres, que ce soit sous forme de restitution ou de dotation, en raison du caractère diversifié des activités économiques de sa population<sup>24</sup>. À travers cette sentence, l'exécutif fédéral ôtait à la municipalité toute capacité d'intervention dans la gestion des terres redistribuées dans le cadre de la réforme agraire et fractionnait les instances de gouvernement foncier entre les différentes localités bénéficiaires de la nouvelle résolution présidentielle (voir le tableau 6.1 et la figure 6.1).

Cette même année 1926, alors que le gouvernement municipal dirigé par Calzada adoptait une posture conciliante vis-à-vis des autorités provinciales et fédérales, la question agraire prit un cours violent, en particulier dans la zone de production de tabac, où les milices de la Ligue Tuxtèque de Communautés Agraires soutinrent plusieurs affrontements avec les détachements de l'armée qui protégeaient les haciendas dont les terres étaient menacées d'occupation par les comités paysans.

---

<sup>22</sup> *Gaceta Oficial del Gobierno del Estado de Veracruz*, n° 131, 2 novembre 1926.

<sup>23</sup> En particulier, il était reproché à la municipalité de ne pas avoir démontré que les deux tiers des personnes qui avaient reçu des terres dans le cadre du processus de *désamortisation*, ou leurs ayants-droit, avaient demandé la nullité du fractionnement des terres communales (Article 2 de la Loi du 6 janvier 1915).

<sup>24</sup> « [...] ladite ville de San Andrés Tuxtla continue à être un centre commercial de relative importance pour toute la région et, quant à son industrie, on observe une amélioration, puisque le nombre de fabriques y a augmenté, raisons pour lesquelles il est démontré que le lieu sollicitant ne réunit pas les pré-requis qu'établit [l'Article Premier du] Règlement Agraire et que, de ce fait, il ne dispose pas du droit d'intenter l'action entreprise » (*Gaceta Oficial del Gobierno del Estado de Veracruz*, n° 131, 2 novembre 1926).

Le conflit le plus long et le plus violent eut lieu à Comoapan, siège du domaine d'Octaviano Carrión et centre régional de la production de tabac, où, en mai 1927, une intervention militaire destinée à faire évacuer des terrains occupés par des paysans de la Ligue se solda par la mort de plusieurs activistes agraires. Un an auparavant, une première délégation militaire commissionnée pour obtenir le départ des paysans des mêmes terres s'était vue opposer l'argument que « Gustavo Palacios [le secrétaire de la LCAEV dans la région] et Manuel Azamar leur avaient dit qu'ils [les paysans] avaient l'autorisation du président municipal de San Andrés, M. Roberto E. Calzada [pour cultiver ces terres] »<sup>25</sup>. Trois mois plus tard, en octobre 1926, le maire Calzada informait l'ingénieur Hurtado, délégué de la Commission Agraire Nationale à San Andrés, qu'il n'avait donné aucune autorisation de culture, ni souscrit aucun contrat de fermage sur les terres concernées, en dépit des facultés que lui donnait la Loi 297 "de fermage forcé", que la LCAEV était parvenue à faire ratifier par l'assemblée provinciale au mois de juillet précédent (ACAM, Exp. 629, Comoapan, Dotación de Ejidos)<sup>26</sup>.

Tableau 6.1 : Les dotations foncières dans le municipe de San Andrés Tuxtla, 1925-1930

Zone socio-économique	Localité	Nombre de bénéficiaires	Superficie allouée (ha)	Surface par bénéficiaire
Espace nucléaire de la production de tabac	Comoapan	274	1117	4
	Calería	82	276	3,4
	Sihuapan	85	340	4
	Ranchoapan	36	90	2,5
	Ohuilapan	178	425	2,4
Zone de culture de la canne à sucre	Tilapan	94	470	5
	El Laurel	93	372	4
	Pizapam-Ocelota	75	296	4
	Axochío	127	631	5
	Cerro Amarillo	64	277	4,3
Espaces productifs périphériques	Chuniapan	68	816	12
	Tehuantepec	123	738	6
	Soyata	194	1535	7,9
	Xoteapan	238	1360	5,7
	Texalpan	115	633	5,5
	Tepancan	115	920	8
Total municipal		1961	10296	5,2

Source: Registro Agrario nacional, Delegación Veracruz

<sup>25</sup> "Rapport militaire du lieutenant du 2<sup>e</sup> Régiment de Cavalerie, Augusto Facha Gardida, à son supérieur, le Général de Brigade José María Dorantes, Chef du Secteur dont le siège est la ville de San Andrés Tuxtla, le 13 juillet 1926", ACAM, exp. 629, Comoapan, Dotación de Ejidos.

<sup>26</sup> Dans un courrier adressé au Ministre de l'Intérieur, en juillet 1926, les paysans de Comoapan se plaignaient que, lorsqu'ils avaient demandé au président du conseil municipal Calzada d'appliquer la Loi 297 qui venait d'être votée, celui-ci leur avait répondu « ne pas connaître la Loi mentionnée et sa réglementation [et] avait suspendu la procédure [qu'ils voulaient mettre en œuvre], en [leur] proposant de consulter Monsieur le Gouverneur et de lui demander des exemplaires de la Loi », lesquels lui avaient été envoyés avec les résultats que l'on sait (AGEV, *Secretaría de Gobierno*, CLA, Caja 2). Ce témoignage est aussi un indicateur de l'efficacité des médiations assurées par LCA du point de vue de l'accès des comités paysans aux informations stratégiques et de leur recours aux instances administratives aux différents niveaux de gouvernement.

Lors des élections législatives fédérales de 1926, le candidat du Parti Rouge, Primitivo Valencia fut défait par le prétendant du Parti Socialiste Veracruzain des Ouvriers et Paysans, qui était appuyé par le gouverneur Jara et le chapitre municipal. Au cours de la campagne électorale, les présidents municipaux de deux villes voisines, Santiago Tuxtla et Lerdo de Tejada<sup>27</sup>, ainsi que “des agriculteurs et des petits commerçants de San Andrés Tuxtla” avaient écrit au président de la République Calles et au Gouverneur Jara pour leur demander de mettre fin aux « violations [de l’ordre et de la loi] commises par des gens armés, qui se font appeler agraristes et qui sont incités à la rébellion par le député Primitivo Valencia, un homme néfaste pour cette région »<sup>28</sup>.

La violence atteint son point culminant au cours de l’année 1927. Dans les premiers jours de janvier, un groupe de citoyens de San Andrés fit irruption les armes à la main dans la mairie, avec la bienveillance des éléments de la Garde Civile de l’Etat qui devaient en assurer la sécurité, et destitua le conseil municipal dirigé par Calzada (Medel, 1993, T. II : 245-248), semble-t-il parce qu’il maintenait une attitude trop tiède vis-à-vis de ses anciens compagnons du Parti Rouge. Après l’assassinat de paysans affiliés à la Ligue des Communautés Agraires à Comoapan, au mois de mai suivant, le délégué local de la Commission Agraire Nationale, l’ingénieur Hurtado, informait son supérieur du département technique que « hors de la ville de San Andrés Tuxtla, on manque complètement de garanties, car il existe un antagonisme très prononcé entre les paysans syndicalisés [auprès de la Ligue Tuxtèque des Communautés Agraires] et les non syndicalisés » (ACAM, Exp. 328, Texalpan, Dotación de Ejidos). La violence était particulièrement forte dans la zone de production de tabac et autour de la localité de Comoapan, où les comités locaux de la Ligue et des groupes de paysans armés par Octaviano Carrión maintenaient une situation d’affrontement pour le contrôle des meilleures terres (Palma, 2002). Finalement, en novembre de la même année, Andrés Pérez Cadena, ancien président municipal, fondateur du Parti Rouge et membre de son aile radicale, fut assassiné dans des circonstances troubles et « une ambiance de corruption morale et politique » que dénonça son ami Primitivo R. Valencia (Medel, *cit.* : 268).

### ***La fracture du mouvement agrariste tuxtèque et les conflits autour de la gestion des terres redistribuées***

Dans le jeu de balancier et de recherche d’un équilibre entre factions politiques régionales, qui a caractérisé le processus de consolidation et d’institutionnalisation de l’Etat central durant la décennie de 1920, l’année 1927 représente à la fois la culmination du pouvoir du gouverneur Heriberto Jara et sa chute. Les tentatives de ce dernier pour mettre au pas les syndicats paysans ou d’enseignants, ainsi que le mouvement populaire des petits locataires dans le port de Veracruz, et ses relations conflictuelles avec les entreprises pétrolières implantées dans le Nord et le Sud de l’Etat, ont progressivement débouché sur une tension de ses relations avec l’exécutif fédéral, au point de provoquer la rétention des apports du gouvernement central au budget de la province et, *in fine*, une procédure de destitution que ratifia le parlement provincial au mois d’octobre. Avec l’appui du président Calles, Adalberto Tejada réoccupa le siège de gouverneur au début de l’année 1928, favorisant le retour au premier plan du dispositif politique qu’il avait mis en place au cours de son premier mandat. Durant les années suivantes, la Ligue des Communautés Agraires et le mouvement agrariste tuxtèque ont bénéficié d’un regain d’appuis de tous types, notamment militaires, avec le soutien de la Garde Civile de Veracruz aux comités agraires, et politiques, avec la reprise du contrôle du Parti Rouge de San Andrés sur le gouvernement municipal. Les procédures de dotation foncière,

---

<sup>27</sup> La municipalité de Lerdo de Tejada avait été formée par division du municipio de Saltabarranca au début du XX<sup>e</sup> siècle, à partir de la ségrégation politique d’un ensemble de localités qui dépendaient économiquement de l’hacienda et de l’usine sucrière de El Naranjal. En 1923, le congrès de Veracruz avait débaptisé le municipio de El Naranjal, pour lui donner le nom de Lerdo de Tejada, l’une des figures du libéralisme mexicain et de la rédaction de la constitution de 1857.

<sup>28</sup> Sánchez Aguilar (2000) : 93.

qui avaient été considérablement ralenties dans la région sous le mandat de Jara, ont immédiatement connu une nouvelle impulsion<sup>29</sup>.

Ce brusque changement de contexte politique dans l'Etat de Veracruz ne s'est toutefois pas traduit par un allègement des tensions socio-politiques dans l'espace local. Les divisions qui s'étaient faites jour au sein du Parti Rouge au cours du mandat de Jara se sont au contraire approfondies et se sont étendues à son aile agrariste radicale. Ces fractures avaient pour enjeu principal le contrôle du gouvernement municipal et, à travers ce contrôle, celui du processus de réforme agraire et des dispositifs d'allocation des droits d'exploitation des terres redistribuées. Depuis le début des années 1920, deux figures avaient dominé le Parti Rouge de San Andrés et la scène politique locale : Manuel Azamar Fermán et Primitivo R. Valencia. Le premier était un dirigeant paysan qui avait centré sa stratégie de pouvoir sur le contrôle des instances locales de gouvernement politique et foncier, à travers la Ligue Tuxtèque des Communautés Agraires et le Comité Exécutif Agraire (*Comité Ejecutivo Agrario*) municipal. Le second, major de l'armée constitutionnaliste et figure de la lutte contre le régime issu du coup d'Etat de 1913, disposait des relations solides au sein de l'appareil militaire post-révolutionnaire (notamment parmi ses anciens compagnons d'arme, Adalberto Tejeda et le général Jesús Aguirre, le Chef d'Opérations de la zone militaire de Veracruz au moment du second gouvernement de Tejeda). Il avait orienté sa trajectoire politique en faveur de son incorporation aux réseaux de pouvoir provincial et fédéral, dans le cadre des mandats de député qu'il avait occupés à plusieurs reprises. Au cours du processus de prise du pouvoir local et de consolidation du Parti Rouge et de la Ligue Tuxtèque des Communautés Agraires, les compétences et les ressources des deux dirigeants s'étaient avérées complémentaires au regard des contraintes de légitimation locale, vis-à-vis des comités de paysans demandeurs de terre, et extérieure, vis-à-vis des factions politiques provinciales et nationales, auxquelles devait faire face le mouvement agrariste tuxtèque.

Au cours du second mandat de gouverneur de Tejeda, ces complémentarités semblent avoir donné lieu à une rivalité qui ne cessa de s'approfondir, jusqu'à déboucher sur un affrontement violent entre les deux hommes. Rétrospectivement, il est possible d'analyser cette opposition en termes de confrontation entre deux projets divergents de construction politique : celui d'Azamar, de type autonomiste, était centré sur le contrôle des dispositifs locaux d'accès aux ressources à base foncière (terres agricoles, pâturages, forêts) à partir de la municipalité ; celui de Valencia reposait au contraire sur l'incorporation fonctionnelle du mouvement agrariste tuxtèque à des réseaux politiques et institutionnels de portée nationale.

L'éclatement formel de l'antagonisme entre ces deux figures du champ politique local a coïncidé avec le développement de tensions internes au municipe, qui se sont exprimées dans deux sphères de relations politico-territoriales. La première concernait les rapports entre les localités bénéficiaires d'une dotation foncière et le centre du pouvoir local constitué par le binôme gouvernement municipal/Comité Exécutif Agraire. La seconde était interne aux communautés et mettait en jeu certains comités agraires villageois, qui étaient formellement investis des fonctions de régulation de l'accès aux ressources foncières nouvellement distribuées, et des quartiers ou des hameaux (*rancherías*) qui étaient sujets à leur autorité. Ces tensions avaient pour motif commun la distribution des droits d'usage des ressources (terres, pâturages, zones boisées) et la légitimité des autorités impliquées dans cette distribution. Elles sont révélées dans les documents d'archives par une série de plaintes formulées par des groupes de paysans, au nom du comité agraire de la localité bénéficiaire de dotation ou de hameaux-sujets, à l'encontre des intromissions du gouvernement municipal ou du Comité Exécutif Agraire présidé par Manuel Azamar dans la régulation des droits d'exploitation

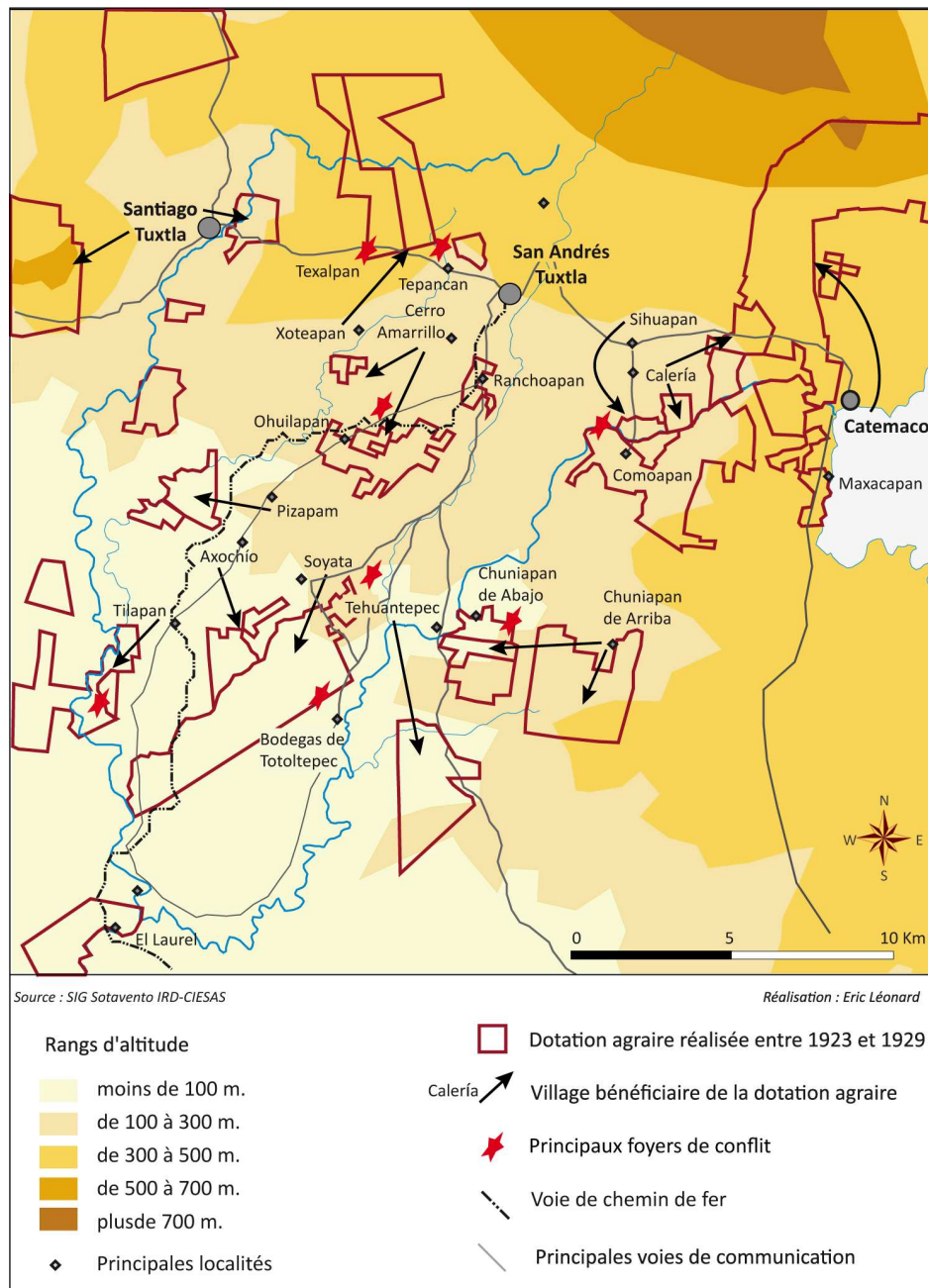
---

<sup>29</sup> Après la dotation de terres qui avait été allouée au village de Chuniapan en 1926, il fallut attendre février 1928 pour voir aboutir la procédure concernant El Laurel et ce n'est qu'en 1929, après plus de sept ans de bataille juridique et d'affrontements armés, que les paysans de Comoapan obtinrent leur dotation foncière (Palma, 2002). Mais les derniers mois de 1927 et le début de l'année 1928 voient se former de nouveaux comités locaux et de nouvelles demandes formulées par les villages de El Huidero, Bodegas de Totoltepec, Mata de Caña et Cebadilla.



locaux<sup>30</sup>. Ces plaintes montrent de grandes similitudes avec celles dont a fait état Baitenmann (1997) pour la même époque et dans le centre de l'Etat de Veracruz, au sujet de la gestion discrétionnaire des dotations agraires par les autorités municipales en faveur de leurs clientèles politiques locales.

Figure 6.1: Les dotations de terre et les conflits pour la gouvernance des ressources dans la partie centrale des Tuxtlas, entre 1925 et 1930



C'est ainsi qu'au début de l'année 1927, les paysans de Tepanacan, réunis en assemblée générale, avaient pris la décision « à la majorité absolue de ne plus reconnaître [comme légitime] la Fédération de paysans dont est Secrétaire Général M. Manuel Azamar [...] en raison de l'exploitation que M. Azamar fait des classes prolétarisées »<sup>31</sup>. Le motif de cette décision était lié au fait que la famille de

<sup>30</sup> Entre 1930 et 1932, Azamar sembla avoir cumulé les deux fonctions de président de la Junte d'administration civile du municipe et de président du Comité Ejecutivo Agrario de San Andrés Tuxtla.

<sup>31</sup> ACAM, exp. 322, Tepanacan, Dotación de Ejidos.

Estanislao Baxín, chef des guérillas paysannes de la zone de Tepanacan et membre du Comité de direction de la Ligue Tuxtèque des Communautés Agraires, accaparait les terres qui avaient été données à la localité pour les louer à des acteurs extérieurs et vendre des arbres à des exploitants forestiers. Plusieurs autres villages formulaient des plaintes similaires. En 1928, les paysans de Texalpan envoyèrent un télégramme à la Présidence de la République pour l'informer que les terrains qui leur avaient été donnés en dotation « [avaient] été loués par Don Manuel Azamar [à leurs anciens propriétaires : Ignacio Villegas, la Succession de Rafael Escalera et celle de Francisco Artigas], sans que nous ayons reçu nous-mêmes aucun argent au titre de cette location »<sup>32</sup>. En 1930, les habitants de Cerro Amarillo déposèrent une plainte auprès de la Junte d'administration civile de San Andrés, qui mettait en cause les mêmes acteurs (notamment Miguel Pastor Artigas, l'héritier du latifundium familial) et qui reprenait largement les arguments des villageois de Texalpan<sup>33</sup>. Il est particulièrement révélateur que ces derniers aient fait appel au Président de la République et non au gouverneur de l'Etat – comme cela avait été l'usage au cours des années antérieures –, Adalberto Tejeda étant identifié comme un appui indéfectible de la Ligue Tuxtèque et de sa direction.

Une autre série de plaintes faisait allusion à des permis de coupes de bois alloués à des membres distingués de l'ancienne élite agraire et commerciale – sans que les archives agraires ne permettent d'identifier, dans la plupart des cas, la source de ces concessions. Les paysans de San Juan de los Reyes, dans le municipe de Santiago Tuxtla, dénoncèrent ainsi en 1927 la coupe et le façonnage de 300 traverses de chemin de fer par l'ancien propriétaire des terrains qu'ils avaient reçus en dotation, Liborio Merlín. Dans un cas similaire, qui se produisit en septembre 1929, Juan Jacobo Torres, alors président de la Junte d'administration civile de San Andrés, fit saisir 26 grumes de cèdre qu'Antonio Solana, le propriétaire de l'hacienda de Tilapan, avait coupé sur les terres dont il avait été exproprié, avec l'assentiment du Comité directeur de la Ligue<sup>34</sup>.

Une troisième série de plaintes émanait de groupes de paysans résidant dans des hameaux ou des villages qui avaient bénéficié d'une dotation foncière au titre d'une procédure administrative plus large, dont une localité de taille plus importante avait été le foyer et l'interface politique. Ces plaintes portaient de façon explicite sur la ségrégation des hameaux concernés vis-à-vis des autorités du chef-lieu de la dotation et la formation d'une communauté indépendante dans la gestion de ses ressources naturelles. Ce type de revendication était formulé par les comités paysans des villages de Mata de Caña et de Bodegas de Totoltepec vis-à-vis du chef-lieu de Soyata<sup>35</sup>, par les paysans de Texcaltitan à l'encontre des autorités de Xoteapan (ARAN, exp. 140), ou encore par les résidents du hameau "d'en-bas" (Chuniapan de Abajo), qui constituait une localité sujette au village "d'en-haut" (Chuniapan de Arriba) au sein de la communauté de Chuniapan (ACAM, exp. 185, caja 116).

Ce qui retient l'attention de l'observateur, ce sont les similitudes entre ces plaintes et celles qui avaient été dirigées à l'encontre de la Société Agricole de San Andrés et du gouvernement municipal au cours des années 1870 et 1880. Mais alors que celles-ci avaient reçu une attention bienveillante de la part des autorités provinciales, les manifestations de dissidence à l'égard de la municipalité furent réprimées avec zèle et diligence à la fin des années vingt. En avril 1929, Manuel Azamar, en

---

<sup>32</sup> ACAM, exp. 328, Texalpan, Dotación de Ejidos.

<sup>33</sup> ACAM, exp. 328-a, Cerro Amarillo, Dotación de Ejidos.

<sup>34</sup> AGEV, *Secretaria de Gobierno*, Sección Fomento y Agricultura, Caja 10, exp. 1, 1927 et 1929.

<sup>35</sup> "Informe del Ing. Segundo Maldonado al Delegado de la CNA en el Estado", ACAM, exp. 739, 1928. Le délégué de la Commission Nationale Agraire à San Andrés informait sa hiérarchie que « les habitants de Mata de Caña manifestent leur conformité avec la dotation définitive [de terres] qu'on leur a donnée, et qu'ils désirent seulement [...] qu'on leur délimite la partie des terrains [...] qui correspondent seulement à Mata de Caña, pour pouvoir les cultiver comme il se doit et éviter les divergences avec les autres [bénéficiaires] de la congrégation de Soyata ». Deux ans plus tard, en octobre 1930, Felipe Obil, un habitant du même village, se plaignait auprès de la Commission Agraire des abus du comité administratif de Soyata et demandait « que soit destitué le président agraire [de ce comité] et que [lesdits terrains] soient fractionnés, en prenant en considération les cotisations élevées qu'il fait payer aux habitants [de Mata de Caña pour l'exploitation de leurs terres] et qu'il lui soit interdit d'en exploiter les bois [...] » (*Ibid.*).

tant que président du Comité Exécutif Agraire municipal, informa le délégué de la Commission Nationale Agraire dans l'Etat de Veracruz « que les comités [de Tepanacan et de Texalpan] ont été destitués pour avoir pris les armes contre le gouvernement [...] et un nouveau comité a été nommé » (ACAM, Exp. 328).

Les termes du rapport d'Azamar indiquent que la dissidence des paysans de Tepanacan et de Texalpan avait largement débordé le cadre du litige politico-administratif avec Comité Exécutif Agraire local. En mars 1929, dans le contexte de la compétition politique pour la succession du Président Calles, le général González Escobar s'était soulevé avait l'appui de certains éléments de l'armée pour imposer sa candidature au sein du mouvement post-révolutionnaire. González Escobar reçu de nombreux soutiens parmi l'appareil militaire en poste dans l'Etat de Veracruz, et notamment celui du général Jesús Aguirre, qui occupait la fonction de Chef d'Opérations dans la province. Les factions opposées au pouvoir d'Azamar et de la municipalité virtent dans la rébellion militaire une opportunité pour renverser le rapport de forces au sein du mouvement agrariste local. De façon difficilement compréhensible au regard de ses liens historiques avec le gouverneur Tejeda et la LCAEV – qui avaient réaffirmé leur loyauté vis-à-vis des autorités constitutionnelles – Primitivo Valencia, récemment réélu député du Parti Rouge au parlement fédéral, se joignit au soulèvement et entraîna avec lui plusieurs guérillas paysannes de la région, dont, très probablement, les milices des zones de Tepanacan et de Texalpan. L'insurrection tourna court. Coupé de ses possibilités de repli vers le port de Veracruz et poursuivi par les groupes armés loyaux au Comité Exécutif Agraire municipal, Valencia, blessé, fut capturé par la milice de Maxacapan alors qu'il tentait de traverser le lac de Catemaco pour fuir vers la Sierra de Santa Marta. Avant d'avoir été remis aux autorités judiciaires, il fut exécuté aux portes de San Andrés par un peloton de la police municipale, très probablement sur ordre de Manuel Azamar<sup>36</sup>, le coordinateur des milices loyales au gouvernement dans la région.

Le conflit politique au sein du mouvement agrariste régional ne s'arrêta pas avec la mort de Valencia. En août 1930, Manuel Azamar, alors président du conseil municipal élu un an plus tôt, et Juan Jacobo Torres, un ami de Valencia, s'affrontèrent pour le siège de député au parlement provincial. À peine élu, Torres entreprit une procédure juridique pour provoquer la destitution du conseil municipal et désigner une junte d'administration civile. Les motifs de cette procédure restent obscurs, mais ils étaient suffisamment fondés pour que le parlement provincial ait décidé d'envoyer à San Andrés, en décembre de la même année, une commission d'enquête chargée d'examiner les charges dont la municipalité était accusée. Quatre mois plus tard, au début du mois d'avril 1931, après que le gouvernement municipal eut été confirmé dans ses fonctions, Torres fut assassiné lors de l'un de ses séjours à San Andrés par un des proches du groupe politique d'Azamar (Medel, 1993, T. II : 274-275 ; 276-279). L'assassinat de Torres semble avoir précipité la destitution du conseil municipal, le 9 juin suivant, dans un environnement politique régional qui s'était alors tendu considérablement, du fait des divergences entre le gouverneur Tejeda et le pouvoir central (Ginzberg, 2000 : 700).

## **Epilogue : le chant du cygne du projet communal dans les Tuxtlas**

Avec les exécutions de Valencia et de Torres, le conflit politique interne au mouvement agrariste tuxtèque avait apparemment été tranché au profit de sa faction autonomiste/“communaliste” et de l'emprise de celle-ci sur le binôme municipalité-Comité Exécutif Agraire. En dépit de la destitution du conseil municipal, en juin 1931, la liste présentée par le Parti Rouge et la Ligue Tuxtèque des Communautés Agraires remporta derechef les élections convoquées en septembre de la même année. Mais cette victoire fut le chant du cygne d'un projet communal auquel les grandes recompositions du pouvoir post-révolutionnaire dans l'espace national allaient mettre fin. La reconstitution du pouvoir foncier et politique de la municipalité de San Andrés avait donné lieu à des dérives et des abus similaires à ceux qui avaient marqué la symbiose entre la Société Agricole et le

---

<sup>36</sup> Medel (1993, T. II) : 267.

gouvernement municipal un-demi siècle plus tôt. Comme cela s'était produit durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ces dérives avaient conduit à une prolifération de conflits dont une expression privilégiée résidait dans des revendications de souveraineté des organisations socio-politiques micro-locales – les exploitations de tabac ou de canne à sucre émergeant des formes de tenure foncière fortement individualisée dans les années 1870-1880, les communautés agraires qui avaient reçu des dotations foncières, ou certains hameaux au sein de ces communautés, durant les années 1920 – dans la gestion de leurs ressources foncières.

A la différence de ce qui s'était passé entre 1850 et 1880, toutefois, la municipalité de San Andrés Tuxtla n'a pas connu de véritable stabilité institutionnelle au cours de la phase de transition post-révolutionnaire marquée par l'influence du complexe politique mis en place par Tejeda. Entre 1917 et 1931, et si l'on excepte le premier mandat de celui-ci, de 1922 à 1924, quand le Parti Rouge et la LCAEV purent établir un contrôle hégémonique sur les organisations politiques de la région, les conseils municipaux élus n'ont opéré que durant de brèves périodes, en 1917-1918, 1926-1927, puis durant l'année 1930. Le reste du temps, les autorités municipales furent représentées par des maires intérimaires ou des juntas d'administration civile qui étaient imposés par l'appareil militaire ou par le gouvernement provincial, en raison, soit de l'instabilité et des changements politiques qui secouaient l'Etat de Veracruz, soit des conflits internes divisant le mouvement agrariste local.

Mais par dessus tout, la pérennité du projet communal d'Azamar et de ses partisans était liée à la stratégie de conquête du pouvoir national de leur mentor. L'étoile politique de Tejeda commença à pâlir en 1931, quand le président Abelardo Rodríguez ordonna le désarmement des comités paysans dans l'ensemble du pays. En dépit de la résistance opposée par la LCAEV, cette mesure fut appliquée dans l'Etat de Veracruz début de l'année 1933 (Falcón, 1977 : 110 et ss.). À la fin de 1932, Tejeda avait entrepris de rompre avec le Parti National Révolutionnaire (PNR), qui regroupait l'ensemble des factions se réclamant du mouvement constitutionnaliste, pour s'affilier au Parti Socialiste des Gauches (*Partido Socialista de las Izquierdas*, PSI) qui venait de se former avec l'appui de larges secteurs de la Ligue des Communautés Agraires (Fowler-Salamini, 1979 : 158-163 ; Ginzberg, 2000). Cette rupture faisait écho au choix de l'appareil du PNR et de son chef, Plutarco Elías Calles, d'investir le général Lázaro Cárdenas comme candidat officiel aux élections présidentielles de 1934. L'affrontement électoral des deux principales figures du courant agrariste au sein du mouvement constitutionnaliste a matérialisé l'opposition entre deux projets de réforme agraire et d'organisation politico-territoriale dans les espaces ruraux (Ginzberg, 1997). La victoire de Lázaro Cárdenas, en décembre 1934, a conduit à une orientation de la politique foncière qui remettait radicalement en cause les dynamiques de restauration communale dont l'Etat de Veracruz avait été le théâtre durant les dix années précédentes.

De fait, les redistributions de terres effectuées au cours des années 1920 dans les différentes régions du pays, qui avaient fréquemment été conduites par des chefs militaires ou miliciens ayant pris le contrôle des gouvernements provinciaux ou des municipalités, avaient contribué à la résurgence de pouvoirs locaux forts, sur lesquels les généraux aspirant au pouvoir central – Obregón en 1920, De la Huerta en 1923-24, González Escobar en 1929 – s'étaient appuyés pour fomenter des rébellions récurrentes et défier l'institutionnalisation de l'Etat central. On peut voir dans ces situations de forte autonomie des pouvoirs régionaux et locaux une des principales explications des blocages que l'Etat central avait opposé aux procédures de dotations agraires provisoires décrétées par les gouverneurs et les présidents municipaux. En 1934, 17 ans après la promulgation de la réforme agraire au rang constitutionnel et presque deux décennies après le décret de Carranza de janvier 1915, les restitutions et redistributions de terres aux *pueblos* n'avaient concerné que 13% des terres cultivables, souvent dans des zones marginales et de faible intérêt économique, et moins de 30% des familles rurales, que ces dotations confinaient sur des parcelles exiguës, permettant rarement l'émergence d'une agriculture familiale marchande et/ou autosuffisante<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> La surface cultivée distribuée au cours de la décennie de 1920 a ainsi en moyenne représenté 1,4 hectare par bénéficiaire (Sanderson, 1984 : 164-165).



***Troisième partie***

***La construction réciproque de l'État  
et de la communauté paysanne***

***Réforme agraire  
et reconfigurations des institutions villageoises  
(1934-1980)***



## **Chapitre 7**

### ***La réforme agraire cardéniste et la construction d'un nouveau régime de gouvernementalité rurale (1934-1950)***

Le rôle dévolu aux différentes instances de gouvernance territoriale (Etat fédéral, Etats fédérés, municipalités) a constitué un enjeu central dans la mise en œuvre de la réforme agraire mexicaine. Le contrôle des procédures d'expropriation et d'allocation foncière aux communautés paysannes constituait pour ces différents pouvoirs un levier essentiel de légitimation et de reconstruction des rapports politiques dans les espaces ruraux dans le contexte de remise à plat des mécanismes institutionnels de gouvernementalité qui a suivi le conflit révolutionnaire. Cette partie examine la façon dont l'Etat central est parvenu à imposer son autorité aux gouvernements provinciaux et locaux, à travers la construction d'alliances avec certains secteurs sociaux des communautés paysannes et la mise en place de dispositifs qui organisaient la mise en rapport directe de ces secteurs avec l'appareil étatique, en marginalisant les niveaux intermédiaires de gouvernance.

Les dynamiques politiques à l'œuvre au cours des années 1920 dans les Tuxtlas ont montré à l'envers combien les formes initiales de mise en œuvre des lois de réforme agraire étaient subordonnées aux stratégies de consolidation des pouvoirs locaux et régionaux surgis de la guerre civile révolutionnaire et enchâssées dans des logiques persistantes de (re)construction de territoires politiques – municipaux, communautaires – autonomes vis-à-vis de l'État central. Au début de la décennie de 1930, ces situations apparaissaient comme un défi à l'institutionnalisation d'un État national légitime et capable d'instaurer ses propres régulations dans la construction des pactes de gouvernance à l'échelle des différentes régions du pays. La crise mondiale de 1929, en affaiblissant les bases des coalitions régionales, dont la structure était marquée par l'influence persistante des élites exportatrices agricoles et minières, a posé les conditions d'une inversion du rapport de forces entre l'État national et les complexes politico-économiques régionaux, en même temps qu'elle établissait la nécessité d'une révision radicale de la structure de répartition des ressources et des richesses au sein de la société mexicaine.

La réforme agraire, dans les formes et l'extension socio-spatiale qu'elle a connues au Mexique à partir de 1934, est dans une très large mesure une conséquence de cette grande crise des échanges internationaux. Mais elle est aussi rapidement devenue le ciment d'un projet de construction étatique et un instrument central de diffusion d'un régime de gouvernementalité dont la mise en place est indissociable du mandat présidentiel du général Lázaro Cárdenas (1934-1940). À l'issue de cette période de gouvernement, le régime politique si particulier du Mexique, qui se prolongera au prix d'aménagements graduels, mais de faible amplitude pendant plus d'un demi-siècle, a acquis ses caractéristiques fondamentales.



L'accès de Cárdenas au pouvoir suprême correspond à la période de redistributions de terre la plus intense dans l'histoire mexicaine. Sous son mandat, entre 1935 et 1940, ces redistributions affectent une surface double de celle qui avait été allouée au cours des vingt années précédentes – 20,1 et 11 millions d'hectares respectivement (Gilly, 1971 : 359 ; Sanderson, 1984 : 164-165). On assiste alors à une reprise en main de la politique agraire par l'État fédéral, qui en a fait une prérogative exclusive d'une administration centralisée, dont le fonctionnement laisse un rôle marginal aux gouvernements provinciaux et aux municipalités. La réforme agraire est alors mobilisée comme un instrument d'incorporation des communautés paysannes à un projet unifié d'État-Nation, planifié et mis en œuvre de façon centralisée. L'une de ses dimensions les plus significatives à cet égard consiste dans la formation de communautés de taille réduite<sup>1</sup>, dont la multiplication et la fragmentation correspondent au démantèlement des organisations et des structures communales étendues que les processus antérieurs de réforme agraire avaient revitalisées. Les Tuxtlas ont constitué un champ d'expression particulièrement illustratif de cette dynamique.

Cette troisième partie s'intéresse à la façon dont la réforme agraire a été mobilisée dans le cadre de l'entreprise de construction étatique et de reformulation des rapports entre l'État, les organisations politiques municipales et les différentes composantes sociales des communautés rurales. Son premier volet (chapitre 7) s'attache aux formes particulières que les processus locaux de sa mise en œuvre ont imprimées aux structures politiques, économiques et territoriales dans la région des Tuxtlas. Il examine en particulier les jeux d'alliance et de confrontation que l'offre étatique de changement institutionnel (de changement dans les "règles du jeu" dans l'accès aux ressources naturelles et politiques) a impulsés dans les arènes villageoises et municipale à San Andrés Tuxtla.

Au cours des années 1917 à 1930, les lois de réforme agraire avaient été perçues par les dirigeants locaux des mouvements révolutionnaires comme une opportunité de reconstruire une communauté auto-gouvernée, via la *restitution* de terres communales. Leur mise en œuvre à une échelle large et systématique à partir de 1934 a été l'occasion d'actualiser ces logiques d'autonomisation au niveau de groupes qui se trouvaient eux-mêmes en situation de subordination vis-à-vis des pouvoirs villageois et municipaux issus des luttes révolutionnaires. Les procédures de *dotation* de terres expropriées ont ouvert un champ d'expression aux stratégies d'émancipation des acteurs villageois qui avaient peu à gagner dans la reconstitution de pouvoirs patriarcaux de type traditionnel. Nous verrons que les processus ultérieurs d'expropriation et de redistribution des terres des grands domaines qui contrôlaient encore une portion prédominante du territoire tuxtèque à l'orée des années 1930 n'ont que marginalement vérifié l'iconographie officielle d'une réforme agraire au service des travailleurs et métayers de ces domaines. L'analyse classique d'un processus s'appuyant sur les structures de peuplement existantes est d'ailleurs infirmée par des études montrant que la réforme agraire a coïncidé avec un vaste mouvement de recomposition démographique et territoriale (voir en particulier Cambrézy 1992).

Ce chapitre décrit la situation de co-production de la politique foncière dans les Tuxtlas, en prise avec les logiques d'autonomisation des acteurs locaux, qui les conduisent à se positionner sur de nouveaux espaces fonciers et à y entreprendre une démarche de construction politique et territoriale. Plus largement, au-delà de la focale placée sur la production d'une politique publique, il s'agit d'analyser les processus de construction réciproque, symétriques et adossés l'un à l'autre, de l'État national, incarné dans ses dispositifs d'ancrage et de représentation locale, et de la communauté rurale, intégrée à un champ politique national unifié. Cette analyse mobilise la notion de frontière interne développée par Frederick Jackson Turner (1893) en référence au rôle structurant du processus de colonisation de l'Ouest américain dans la formation de la culture nationale et le façonnage des institutions aux États-Unis entre les XVII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Ce modèle de front de

---

<sup>1</sup> Alors que les surfaces redistribuées ont atteint sous l'administration de Cárdenas le double de celles qui avaient été allouées aux communautés paysannes entre 1915 et 1934, le nombre de ces communautés a été multiplié par cinq et le nombre de ménages bénéficiaires s'est accru de 82% seulement (Gilly, 1971 : 359 ; Sanderson, 1984 : 164-165).

colonisation (*tidal frontier*), balayant d'Est en Ouest le continent nord-américain, a été adapté par Igor Kopytoff (1987 et 1999) pour analyser les caractères transversaux des cultures politiques africaines associés aux dynamiques systémiques récurrentes de scission des groupes sociopolitiques et d'occupation des frontières "interstitielles" entre ces groupes.

La réforme agraire a revêtu dans les Tuxtlas des formes qui évoquent le processus de frontière interne analysé par Kopytoff en référence aux situations africaines, en dépit des différences de contexte relatives aux densités de population, aux processus historiques d'appropriation de la ressource foncière et au rôle de l'État dans ces processus. Sa mise en œuvre à une large échelle sous le gouvernement de Lázaro Cárdenas a en effet contribué à construire des situations de "lacune institutionnelle" sur certains espaces, légitimant l'éviction d'une partie de leurs occupants et leur colonisation par des acteurs qui trouvaient dans la politique de l'État central les moyens de contourner les pouvoirs opérant dans leur société d'origine. Ces acteurs ont entrepris à leur profit un processus original de construction institutionnelle, où les normes coutumières d'accès aux ressources foncières se combinaient aux règles officielles de représentation et de gestion politique.

Comme dans le modèle africain de Kopytoff, deux éléments ont structuré ce processus de frontière interne dans les Tuxtlas : d'une part, l'intervention d'"entrepreneurs politiques" s'insérant dans la conduite de la politique agraire comme dans un marché, dont il s'agit de conquérir des parts et d'y consolider une clientèle, afin de construire de nouveaux territoires et de les gouverner ; et d'autre part, l'absence de rupture marquée avec la société d'origine, où l'entrepreneur mobilise les éléments humains et institutionnels qui lui permettent de légitimer et de pérenniser sa démarche. Le cas mexicain se distingue toutefois des situations africaines par le rôle structurant joué par l'État en construction, à la fois en tant que source principale du changement institutionnel dans les régulations foncières et politiques locales, et comme source fondamentale de légitimation ou de déchéance des dirigeants qui émergent du processus de réforme agraire. Il présente de la sorte de fortes similitudes avec les situations de "colonisation interne" de ses marges rurales par l'État français, entre 1870 et 1914, décrites par Eugen Weber (1983), lorsque l'intégration des sociétés locales à l'espace national, des "terroirs", a fait l'objet de la mise en place de dispositifs spécifiques d'ancrage des institutions et des administrations de la Troisième République<sup>2</sup>.

L'exemple des Tuxtlas s'inscrit ainsi dans une perspective d'élargissement du modèle de frontière interstitielle de Kopytoff : l'existence d'un État national, qui s'est consolidé au long du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi que l'insertion des processus considérés dans une économie marchande qui, elle aussi, n'a cessé de se renforcer, ont imposé des conditions d'innovations institutionnelles originales qui ont remodelé la culture politique des sociétés concernées. De ce point de vue, la réforme agraire dans les Tuxtlas peut être lue comme résultant de deux "logiques" superposées de frontière. Pour les acteurs ruraux, en premier lieu, les frontières interstitielles constituent les champs d'expression des stratégies de scission, d'autonomisation sociale et de promotion individuelle travaillant les sociétés indiennes. Pour l'État central ensuite, la construction d'une frontière politique interne lui permet de placer les communautés paysannes dans sa sphère de contrôle, à travers des dispositifs d'intervention et de représentation spécifiques (voir Weber, 1983). Ces deux logiques se sont renforcées mutuellement à travers leurs complémentarités fonctionnelles.

Ce chapitre ne vise pas pour autant à présenter la réforme agraire comme un processus uniforme, conduisant à la mise en place d'un système de gouvernance rurale monolithique. Un ensemble de

---

<sup>2</sup> Selon Weber, "l'entrée en politique" de la paysannerie française, son incorporation à l'espace politique national se seraient produites entre 1880 et la veille de la Grande Guerre. Elles auraient été contingentes de l'expansion spatiale d'un ensemble d'institutions, parmi lesquelles l'École républicaine et laïque, le service militaire universel et obligatoire, l'implantation de l'administration agricole ou le développement du réseau ferré auraient contribué à former un maillage territorial dense, à la fois administratif et institutionnel, qui a revêtu les attributs d'un processus de colonisation interne des régions rurales et d'ancrage local et régional de l'État républicain. Le titre original de l'ouvrage d'Eugen Weber (*Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford CA, Stanford University Press, 1976) rend à cet égard davantage justice à son contenu thématique.

travaux empiriques montre à quel point la proposition du régime cardéniste de reconfigurer les institutions foncières et sociopolitiques rurales a fait l'objet dans certaines régions de processus multiples d'évitement ou de confrontation ouverte de la part d'acteurs collectifs qui revendiquaient un projet autonomiste (voir à ce sujet Nugent & Alonso, 1994 ; Velázquez, 2006). D'autres ont montré la diversité de ses processus d'appropriation et de ses expressions, au-delà de son imposition formelle aux sociétés régionales, ainsi que le rôle joué par les intermédiaires politiques issus du milieu paysan dans ces expressions (voir notamment Friedrich, 1981 ; Salmerón, 1989 ; Rus, 1995 ; Zendejas, 1995 et 2003).

La démarche que je développerai dans ce chapitre considère la production de la réforme agraire et ses expressions socio-spatiales comme un processus d'interaction et de négociation entre des acteurs individuels et collectifs, mus chacun par des intérêts et des objectifs propres et relevant de deux champs particuliers d'organisation et d'action. Il s'agit, d'une part, des agences étatiques (administration de la réforme agraire, banque de développement, gouvernement de l'État de Veracruz) et paraétatiques (syndicats paysans incorporés au système de représentation corporative caractéristique du Mexique post-révolutionnaire) mobilisées dans le projet cardéniste de reconfiguration sociopolitique du milieu rural ; et, d'autre part, des organisations sociales (familles et communautés rurales, élites agraires et commerciales régionales) concernées par la mise en œuvre de ce projet dans les espaces locaux. Cette approche conduit à considérer les institutions (de gouvernement politique et foncier, de marché) issues de la politique de réforme agraire non comme le produit d'un transfert de règles officielles, mais comme la résultante de processus contextualisés de superposition et d'hybridation de ces règles officielles, des normes locales et des arrangements pragmatiques mis en œuvre par les opérateurs gouvernementaux et les acteurs des sociétés rurales pour organiser leurs interactions<sup>3</sup>.

## **Segmentation des organisations villageoises et activation d'une frontière interne : la fragmentation politique du territoire municipal**

### ***L'ejido comme modèle d'intégration de la communauté rurale à la société nationale***

Au cours des quinze années qui suivirent la promulgation de la constitution de 1917, la réforme agraire et les distributions de terre effectuées par les premiers gouvernements post-révolutionnaires ont eu pour objectif principal de fournir aux paysans des moyens de (sur)vie, sans remettre radicalement en cause la structure distributive inégalitaire des ressources foncières, ni les grandes structures de production sur lesquelles reposaient à la fois l'approvisionnement des marchés agricoles internes et externes, ainsi que le fonctionnement des systèmes politiques régionaux. Les lopins alloués aux bénéficiaires de la réforme ne dépassaient pas quatre hectares et concernaient majoritairement des terres de moindre qualité agronomique ; ils ne visaient pas à permettre l'émergence d'une agriculture familiale autonome, mais étaient destinés à assurer l'alimentation des ménages paysans sans remettre en cause leur incorporation aux marchés de travail organisés par les grandes structures de production marchande (Gilly, 1971 ; Mackinlay, 1991 ; Warman, 2001).

Au début des années trente, tant la situation économique nationale et internationale que l'évolution des rapports de force entre l'État central et les pouvoirs régionaux représentés dans les gouvernements des États de la fédération conduisent à réviser la position de certaines élites nationales vis-à-vis de la réforme agraire et de son rôle sociétal. La grande crise économique qui se

---

<sup>3</sup> Il s'inscrit à cet égard dans la continuité des réflexions proposées par Mallon (1995), Rus (1995), Zendejas (1995 et 2003) ou Nuijten (2003).

déclenche en 1929 se traduit par un effondrement des recettes d'exportation et un affaiblissement notable des oligarchies foncières. Elle conduit la coalition qui arrive au pouvoir en 1934, derrière la figure de Lázaro Cárdenas, à opérer un revirement de la politique économique nationale, en abandonnant le modèle d'insertion dans les marchés internationaux des matières premières agricoles et minières, qui avait caractérisé la période porfirienne, au profit d'une stratégie d'industrialisation par substitution des importations, qui confère un rôle central au développement des marchés intérieurs. Elle réduit par ailleurs considérablement les marges de manœuvre des pouvoirs régionaux et remet en question les alliances instables qui avaient pu se constituer, sur une base locale ou provinciale, entre les *caudillos* révolutionnaires, les élites entrepreneuriales commerciales et agraires et les gouvernements municipaux.

Les leviers idéologiques<sup>4</sup> de l'action du gouvernement cardéniste sont ceux d'un nationalisme populaire, dans le cadre duquel l'État s'assure la maîtrise de l'accès aux ressources et joue le rôle d'agent principal du développement et de l'intégration économique et sociale (Bizberg, 2004). Ces fonctions passent par la nationalisation de ressources stratégiques pour en organiser la distribution sous une forme centralisée : les terres nécessaires aux familles paysannes ; les ressources minières et pétrolières (qui seront nationalisées en 1938, dans un acte symbolique du "nationalisme révolutionnaire"), ainsi que les sources d'eau ; des secteurs de la banque et de l'assurance. Elles s'appuient en outre sur la mise en place d'une nouvelle élite technocratique, déconnectée des pouvoirs régionaux, et sur la consolidation d'organisations syndicales unifiées, dont la fonction est de canaliser et transmettre au plus haut niveau de l'État les demandes des différents secteurs de la population : paysan, ouvrier, populaire urbain, classes moyennes et employés de l'État.

La réforme agraire devient alors un instrument essentiel de cette politique. En premier lieu, les lois de réforme agraire, qui dans leur formulation initiale limitaient leur champ d'application aux ressortissants des villages dépossédés de leurs terres communales à la faveur des lois libérales du XIX<sup>e</sup> siècle, sont modifiées dès 1934 et l'élection de Cárdenas, afin de rendre les distributions de terre accessibles aux travailleurs des haciendas. Mais, au-delà de ses fonctions de justice sociale et de ses effets attendus en termes de développement du marché intérieur, la réforme cardéniste va aussi devenir la poutre maîtresse de la politique cardéniste de fragmentation des espaces politiques et de mise sous tutelle des pouvoirs régionaux et locaux. Elle opère comme un levier de reconfiguration des organisations politiques et territoriales qui caractérisaient le Mexique rural depuis l'époque coloniale. Elle affecte en premier lieu les très grandes structures de propriété et conduit à l'élimination des oligarchies foncières dans la quasi-totalité des régions du pays. À partir de 1940, ces dernières ne jouent plus aucun rôle politique notable au niveau national. Les intérêts des bourgeoisies régionales se recentrent majoritairement sur les secteurs commerciaux et industriels urbains, où l'État crée des incitations à l'investissement privé à travers la protection des marchés intérieurs et la mise en place d'un système centralisé de construction et de distribution de rentes, qui trouvera une expression achevée sous la présidence de Miguel Alemán (1946-1952).

En second lieu, le mode de distribution des terres expropriées tend à effacer les traces des structures territoriales qui préexistaient à la formation de l'État postrévolutionnaire, qu'il s'agisse des grandes propriétés ou des communautés indiennes. La stratégie cardéniste de réforme agraire procède de façon à contourner les institutions sociopolitiques existantes, communautés et municipalités, au profit d'une relation directe entre l'administration fédérale et des groupements de paysans dont les représentants locaux de l'État organisent la constitution et formalisent l'existence. Dans une majorité des États du pays, et notamment dans le Veracruz, les procédures de dotations foncières tendent à démembrer et à briser l'autonomie fonctionnelle des structures territoriales en place : les propriétés latifundiaires en premier lieu, mais aussi les anciennes organisations communautaires, dont les terres sont réparties entre plusieurs *ejidos* de taille réduite, indépendants les uns des autres. Les procédures administratives, désormais centralisées au niveau d'une agence fédérale unique, le

---

<sup>4</sup> J'emploie ici la notion d'idéologie au sens que lui attribue Louis Dumont (1977), c'est-à-dire en tant que système de valeurs de référence dans une situation donnée.

Département des Affaires Agraires et de la Colonisation (DAAC), instaurent par ailleurs une relation de subordination entre les groupes de demandeurs de terre, d'une part, l'État, ses différentes administrations et ses organes satellites (les syndicats paysans affiliés au parti officiel, PRM, puis PRI), d'autre part (voir à ce sujet Warman, 1976 et 2001 ; Bartra, 1985 ; Gordillo, 1988 ; Mackinlay, 1991).

Cette prise en main du processus de réforme agraire par les bureaucraties administratives et syndicales incorporées à l'État fédéral va de pair avec le renforcement et la formalisation des régulations officielles régissant le fonctionnement des *ejidos* (Encadré 7.1). Ces régulations attribuent un rôle central à un ensemble d'instances locales dont la constitution et le fonctionnement sont sanctionnés par les représentants de l'administration agraire. Ceux-ci ont la charge d'agréer les individus officiellement inscrits au registre de l'*ejido* et les transferts/cessions de droit qui y sont réalisés. Un élément clé de la réglementation réside dans la création de nouvelles institutions de gouvernement local, l'assemblée *ejidale* et son émanation exécutive, le *comisariado*, dont le fonctionnement est également contrôlé par les agents du Département Agraire. L'*ejido* devient l'organisation de base de la structure sociopolitique du milieu rural et la pièce centrale de la mécanique de changement institutionnel que l'État cherche à impulser dans les régulations politiques locales. Il opère comme l'interlocuteur principal et privilégié des différentes administrations de l'État central, à travers des dispositifs d'interaction (fonctionnaires du Département Agraire, de la Banque de développement et du Ministère de l'Agriculture, syndicats paysans) qui contournent et marginalisent les instances constitutionnelles de gouvernance politique, les municipalités et les États de la fédération.

Par les procédures d'agrément des paysans inscrits au registre de l'*ejido* et le contingentement de leur nombre<sup>5</sup>, la réforme agraire instaure deux catégories de membres des communautés rurales, dont les proportions sont amenées à évoluer avec la croissance démographique et les éventuelles extensions foncières (les *ampliaciones*) consenties par l'administration agraire : d'une part, les *ejidatarios*, détenteurs légaux des terres, habilités à siéger au sein des organes de gouvernement local et interlocuteurs de l'appareil administratif et des programmes de développement ; et d'autre part, les résidents sans statut légal, dont l'accès aux ressources de l'*ejido* et aux programmes publics est conditionné par les dispositions spécifiques prises à leur égard par les *ejidatarios*. La refondation des institutions politiques et foncières locales, ainsi que la cristallisation des rapports entre l'État et ses appendices (banque de développement, entreprises publiques du secteur agro-industriel, syndicats paysans, etc.) et les communautés rurales autour de la figure de l'*ejido*, contribuent ainsi à l'imposition d'un nouveau modèle de citoyenneté, transcendant les appartenances aux sociétés indiennes ou métisses, et déterminé par la délégation de droits spécifiques aux *ejidatarios* de la part de l'État. L'instauration d'une "citoyenneté agraire" (Baitenmann, 2007 ; Léonard & Velázquez, 2010 ; Velázquez, 2010), dont le contenu en termes de droits et de devoirs est formellement défini et régulé par l'autorité étatique – avant d'être réinterprété par l'*ejido* –, conduit à réformer les bases de la relation entre l'État et les sociétés paysannes. Celle-ci s'affranchit dorénavant des médiations exercées par les organisations intermédiaires relevant de la municipalité ou du gouvernement provincial, au profit d'un dispositif vertical intégrant les instances de l'*ejido*, les agences déconcentrées du pouvoir fédéral et les syndicats officiels.

---

<sup>5</sup> Les bénéficiaires de la réforme agraire devaient satisfaire à un certain nombre de critères formels (avoir plus de 16 ans, être résident du village attributaire de la dotation, ne pas être déjà propriétaire d'une terre...) et informels (être inséré dans les réseaux clientélistes organisant l'accès aux dotations foncières). Leur nombre dans chaque *ejido* était par ailleurs limité par des dispositions réglementaires qui fixaient la surface minimale nécessaire à la satisfaction des besoins d'une famille paysanne (voir la note précédente).

*Encadré 7.1 : L'ejido et la législation de la réforme agraire dans la réorganisation des rapports entre les communautés rurales et l'État dans le Mexique post-révolutionnaire*

Le terme *ejido* (du latin *exitus*) trouve son origine dans la tradition juridique médiévale : il désignait un espace communal indivis, situé aux portes du bourg, qui ne pouvait faire l'objet de mise en culture, et qui était généralement dédié au libre parcours et au parcage du bétail, ainsi qu'au battage des récoltes. Dans les colonies d'Amérique, l'*ejido* représentait également un espace préservé pour la croissance de la zone résidentielle (McBride, 1923). Dans le contexte de mise en œuvre des lois de "désamortisation" au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, le statut des *ejidos* a fait l'objet d'interprétations contradictoires, la Loi Lerdo de 1856 et de nombreux décrets provinciaux les excluant des terrains à répartir (Knowlton, 1998) ; les *ejidos* sont ainsi devenus des symboles de la souveraineté des *pueblos* sur leurs ressources. Par la suite, et plus particulièrement durant la période révolutionnaire, le terme d'*ejido* a été employé pour désigner les terrains communaux dont les municipalités et les *pueblos* demandaient la restitution. Les lois de réforme agraire de 1915 et la constitution de 1917 en ont fait une figure juridique désignant les terres redistribuées par l'État. Ce statut juridique s'est précisé au cours des premiers lustres de la période postrévolutionnaire. À l'époque cardéniste, il est devenu une entité collective dotée d'une personnalité juridique et d'un patrimoine propre, résultant d'une action de dotation foncière de la part de l'État au bénéfice d'un collectif de paysans qui en a fait la demande.

En tant que système de droits de propriété, l'*ejido* s'organise autour de trois types d'espaces : la zone d'habitat, les espaces d'usage commun (indivis collectifs constitués d'espaces boisés ou de pâtures naturelles) et les zones de culture, généralement exploitées – mais pas systématiquement – sous la forme de lopins familiaux<sup>6</sup>. Les droits des *ejidatarios* constituent une combinaison de droits individuels et collectifs, qui varient selon les zones. Sur la zone habitée, les *ejidatarios* disposent d'un droit d'usufruit individuel. La zone d'indivis, lorsqu'elle existe, est gérée collectivement : chaque *ejidatario* y détient un droit d'usufruit individuel (de pâture, de coupe de bois, etc.) et/ou un droit à recevoir une part des bénéfices tirés de l'exploitation collective des ressources naturelles (forestières ou minières). L'exploitation des terres cultivées s'opère généralement de façon individuelle par chaque *ejidatario*. L'exercice de ces droits est conditionné à des obligations de participation à la production et à l'entretien de biens et d'équipements de nature collective et de contribution à la trésorerie de l'*ejido*. Ce droit d'usufruit par ailleurs est soumis à l'obligation de cultiver soi-même et de façon continue sa parcelle : toute session sous forme de faire-valoir indirect ou l'abandon de la parcelle pour une durée supérieure à six mois est passible d'une privation des droits d'*ejidatario* (Bouquet & Colin, 2009).

Du fait de la spécificité des droits qui lui sont associés, la propriété *ejidal* est investie par le cadre légal d'un rôle différent de celui de la propriété privée. Les superficies de référence pour les dotations foncières individuelles renvoient à un modèle de petite agriculture familiale<sup>7</sup>. Les seuls modes d'accès à la terre sont la dotation et l'héritage, sans que soient autorisés le fractionnement ni l'accumulation, ce qui implique l'égalité foncière entre tous les *ejidatarios*, non seulement lors de la constitution de l'*ejido*, mais aussi ultérieurement, puisque toute régulation foncière marchande (achat-vente et faire-valoir indirect) est interdite. Le recours au travail agricole salarié sur les parcelles de l'*ejido* est lui aussi formellement proscrit. D'autre part, l'inaliénabilité et l'impossibilité de mettre en gage les ressources de l'*ejido*, que ce soit à titre individuel ou collectif, constituent une forme de protection contre les intérêts potentiels des intervenants extérieurs. Ces prohibitions ont pour justification, d'une part, de permettre la distribution de terres au plus grand nombre possible et, d'autre part, d'empêcher l'émergence de processus de différenciation sociale au sein du système *ejidal*. La définition légale des droits de propriété associés aux terres *ejidales* correspond ainsi à un projet de "propriété sociale" (selon la terminologie officielle), par opposition à la propriété privée (Pérez Castañeda, 1998 et 2002).

<sup>6</sup> Certains *ejidos* ont initialement exploité leur zone de culture sous une forme collective. Ce type d'exploitation correspondait généralement à une injonction de l'État dans le cadre de projets de développement productif (mise en irrigation, intégration agro-industrielle). Ces formes d'exploitation collective ont rarement perduré au profit d'une individualisation des terres, y compris alors que l'État maintenait son intervention (voir Duran & Bustin, 1983 ; Lapointe, 2008, chap. 3).

<sup>7</sup> Les seuils de surface définis pour la parcelle individuelle ont fait l'objet de réajustements au cours du temps : de 4 hectares en irrigué ou 8 en culture pluviale durant la période cardéniste, ils ont été fixés à 10 et 20 hectares respectivement par la *Ley Federal de Reforma Agraria* de 1971.

Mais l'*ejido* est aussi une forme d'organisation sociopolitique dont la centralité s'affirme dans le dispositif de gouvernance rurale qui se construit avec de l'expansion de la réforme agraire sur le territoire national et la centralisation des médiations politiques autour du binôme *ejido/syndicat* paysan à vocation unique (la *Confederación Nacional Campesina*, CNC) incorporé au parti officiel (le Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI). L'*ejido* constitue une communauté dotée d'organes de gouvernement propres, l'assemblée *ejidale* et le comité exécutif de trois membres (*comisariado*) qui en est l'émanation. Seuls les titulaires du statut d'*ejidatario* sont habilités à siéger dans ces instances, ce qui n'est pas sans générer des problèmes d'accès aux espaces de représentation et de gouvernement local dès que la croissance démographique crée une disjonction entre le nombre des résidents de l'*ejido* et celui, immuable, des *ejidatarios*. L'*ejido* est en effet conçu comme une organisation non évolutive dans sa structure : le nombre de ses membres, leur identification au registre de l'*ejido*, la taille des lopins individuels et les surfaces exploitées sous une forme collective/indivise ne peuvent évoluer sans l'assentiment de l'administration agraire. Le statut d'*ejidatario* (et les droits d'exploitation et de représentation politique afférents) n'est pas divisible et ne peut être transmis qu'à un seul héritier.

L'*ejido* constitue de la sorte une collectivité territoriale et une instance de gouvernement local, dotée d'attributions dans les champs de la régulation foncière, de la représentation politique, de la gestion des services publics et de la coordination économique. Dès la mise en œuvre de la réforme agraire à une grande échelle, à partir de 1934, l'*ejido* est devenu l'instance d'interlocution presque exclusive des opérateurs étatiques et des programmes de développement en milieu rural, marginalisant les municipalités qui constituaient les organes constitutionnels de gouvernement local. L'assemblée et le *comisariado* avaient la charge de gérer non seulement les projets de développement agricole (crédits productifs, équipements, changement technique), mais aussi l'ensemble des interventions ayant trait à la dotation de services et de biens publics, comme les écoles, les dispensaires, les magasins communautaires, les services de communication, etc. Ils constituaient de la sorte des creusets de formation de compétences humaines, qui pouvaient être mobilisées par le syndicat et le parti officiels dans le fonctionnement de la bureaucratie corporative et les élections aux fonctions de représentation politique et, en retour, contribuer à l'essor de leur communauté d'origine, en canalisant vers elle de nouvelles ressources publiques (Hoffmann, 1997 ; Zendejas & Mummert, 1995).

La réforme agraire cardéniste a proposé de former de nouvelles communautés rurales à des acteurs qui étaient dans une position subordonnée au sein des organisations villageoises ou des grands domaines fonciers. Mais elle a conditionné la formation de ces nouvelles communautés à des principes de régulation foncière et politique qui étaient validés et sanctionnés par les représentants de l'État, au sein de la bureaucratie agraire ou syndicale. Ce faisant, la réforme agraire cardéniste a transformé les bases de l'organisation territoriale, ainsi que les mécanismes et les instances de légitimation des pouvoirs locaux. Elle a ainsi joué un rôle central d'institutionnalisation et d'ancrage de l'État dans le milieu rural, que les interventions foncières antérieures avaient failli à promouvoir, du fait en particulier des formes de délégation de leur mise en œuvre aux organisations et aux pouvoirs locaux/régionaux existants. Menée à un rythme inégal sur une période de soixante-dix ans, la réforme agraire a concerné la moitié environ du territoire national et une proportion équivalente des exploitations agricoles<sup>8</sup>. Sa mise en œuvre, à travers différentes périodes et différents espaces, ainsi que la mise en place des structures de médiation et des dispositifs locaux et régionaux de gouvernance, ont fait l'objet de processus multiples de négociation, contournement, résistance et (ré)appropriation<sup>9</sup>. Elle n'en a pas moins impulsé une recomposition radicale des relations entre les communautés rurales et les institutions nationales, dans le sens de la diffusion à une très large échelle d'un ensemble de règles et de pratiques caractérisées à la fois par la centralité des bureaucraties relevant de l'État local et de l'*ejido* dans l'organisation de l'accès aux ressources de tous types, et par la permanence de formes corporatives de contrôle sociopolitique.

<sup>8</sup> Au total, entre 1915 et 1992, la réforme agraire a concerné 103 millions d'hectares, et plus de 3,5 millions de bénéficiaires, regroupés dans 30 000 communautés agraires (INEGI, 1994).

<sup>9</sup> Voir, entre autres, les essais publiés par Joseph & Nugent (eds., 1994) et Pansters (ed., 1997), ainsi que Nuijten (2003), Zendejas (2003) et, pour le Sud-Veracruz, Léonard et Velázquez (2009).

### **La mise sous tutelle de la municipalité de San Andrés et l'implantation d'un nouveau dispositif d'intervention étatique**

Dans les Tuxtlas, la stratégie de prise en main de la réforme agraire par l'État central se traduit par la mise sous tutelle rapide des pouvoirs locaux et un affaiblissement provoqué de la Ligue Tuxtèque des Communautés Agraires. Dès décembre 1932, lorsque Adalberto Tejeda en termine avec son second mandat de gouverneur de Veracruz pour se lancer dans la campagne électorale présidentielle de 1934, le mouvement agrariste et le gouvernement municipal de San Andrés souffrent une série d'attaques et de divisions internes. En janvier 1933, le président Abelardo Rodríguez décrète le désarmement des milices agraires de l'État de Veracruz, une opération dont est chargé le nouveau ministre de la Guerre, Lázaro Cárdenas, qui y affecte une colonne de 7 000 hommes (Falcón, 1977 : 103 et ss ; Falcón & García, 1986 : 326). San Andrés fait partie des onze foyers visés par cette opération et un détachement militaire y est spécialement dépêché (Hernández García, 2010 : 107-108). Dans les mois qui suivent le départ de Tejeda, la Ligue des Communautés Agraires de Veracruz (LCAEV) connaît par ailleurs un processus de scission qui affaiblit considérablement ses capacités d'action politique et de coordination entre les mouvements locaux et les pouvoirs qui se recomposent aux niveaux provincial et fédéral<sup>10</sup>. Dans le contexte de l'affrontement entre Tejeda et Cárdenas pour le mandat présidentiel, la LCAEV se divise entre "rouges", appuyant la candidature de l'ex-gouverneur, et "blancs", loyaux au PNR et à son candidat officiel. Cette fracture, si elle n'apparaît pas affecter directement le mouvement agrariste tuxtèque, nuit directement à sa capacité de relais et d'audience dans les arènes politiques supra-locales.

Dès le début de l'année 1935 et la mise en place de la nouvelle administration fédérale, le nombre des représentants du pouvoir central et leur influence s'accroissent dans la région. Dès le départ de Tejeda du gouvernement de Veracruz, en décembre 1932, le chapitre municipal a été révoqué par le parlement de l'État et remplacé par une Junte d'administration civile nommée par le nouveau gouverneur, Gonzalo Vázquez Vela, qui s'est immédiatement démarqué du legs tejédiste. La pratique de désigner les autorités locales lorsque le suffrage populaire ne convient pas aux intérêts de l'exécutif provincial, couramment employée par Tejeda pour favoriser le contrôle de la LCAEV sur les municipalités (voir le chapitre 6), est actualisée et systématiquement appliquée, cette fois au détriment de l'organisation agrariste. Entre 1935 et 1944, toutes les élections municipales sont ainsi invalidées et les gouvernements de San Andrés sont nommés depuis Xalapa par le gouverneur en place, la plupart des maires étant désignés parmi un personnel étranger à la région ou qui s'en est éloigné de longue date (Medel, 1993, T. II : 377). Au printemps 1935, le principal dirigeant de la Ligue Tuxtèque, Manuel Azamar, qui exerçait la primatie indiscutée sur le mouvement paysan régional, est nommé à un poste de haut fonctionnaire au Ministère des ressources hydrauliques, dans la ville de Mexico, où il résidera jusqu'à sa mort, en 1956 (González Morales, 1994 : 139). Cet éloignement décapite l'organisation agrariste et inaugure une période de luttes d'influence entre les dirigeants locaux, que met à profit l'administration fédérale pour rendre impossible toute reconstitution d'un front populaire unifié autour de la municipalité.

L'exil d'Azamar est un facteur central d'affaiblissement de la direction régionale de la LCA et du Parti Rouge de San Andrés. Il précède de peu l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène de l'agrarisme tuxtèque. À la fin de 1935, Enrique López Güitrón, un instituteur originaire du Michoacán, l'État natal de Cárdenas, est nommé "coordinateur d'action paysanne" dans la région. López Güitrón est un activiste de la CGOCM (Confédération Générale des Ouvriers et des Paysans du Mexique), une organisation qui s'est implantée dans les zones de production sucrière du bassin du Papaloapan, en particulier autour des *ingenios* de San Pedro et San Francisco Naranja, dans les municipes de Lerdo

---

<sup>10</sup> En mai 1933, sous l'impulsion de figures du PNR, dont Lázaro Cárdenas, et de membres dissidents de la LCA est fondée la Confédération Paysanne Mexicaine (CCM), qui deviendra par la suite la Confédération Nationale Paysanne (CNC), syndicat-faïtier à vocation hégémonique au sein du dispositif de représentation corporative caractéristique du système mexicain d'Etat-parti (Fowler Salamini, 1979 : 153).



de Tejada et Angel R. Cabada, situés dans le voisinage immédiat des Tuxtlas (figure 7.3). Dans le processus en cours d'agrégation des mouvements syndicaux autour du dispositif étatique et du parti officiel, la CGOCM porte une proposition d'unification des revendications ouvrières et paysannes au sein d'une centrale unique que reprendra à son compte la Confédération des Travailleurs Mexicains, créée quelques mois plus tard<sup>11</sup>. Bénéficiant du soutien du dispositif étatique fédéral, notamment de la part du Département des Affaires Agraires et du secteur militaire, López Güitrón entreprend de rallier certains des principaux chefs locaux de la LCAEV, et notamment Juan Paxtián, le dirigeant du village d'Axochío qui avait pris une part déterminante dans l'écrasement de la rébellion du général Jesús Aguirre et de Primitivo R. Valencia, en 1929. Avec Juan Atén, le président du comité agraire de Tulapan, et Juan Anota Chapol, de Ohuilapan, Paxtián va assister López Güitrón dans la promotion de la réforme agraire parmi les travailleurs des grandes propriétés et la formation de nouveaux comités paysans sur les espaces qui n'avaient pas été concernés par les dotations de terres téjédistes.

À la suite de la formation de la CTM en février 1936, qui concentre vite les appuis du gouvernement fédéral, López Güitrón et ses alliés vont rejoindre la nouvelle organisation officielle à travers la formation d'une Fédération des Travailleurs des Tuxtlas, dont Paxtián assume le Secrétariat Général d'Action Paysanne. Bien que professant formellement une position d'alliance politique avec la CTM et un projet similaire d'unification des mouvements paysans et ouvriers au niveau national, la CGCOM et son dirigeant dans l'État de Veracruz, Vidal Díaz Muñoz, qui dispose d'une base politique forte dans les zones de production sucrière du bas-Papaolapan et du centre de la province, vont maintenir une position ambiguë à l'échelle régionale. Le mouvement trouve un relais de poids dans la figure de Nicolás Parra, le dirigeant de l'*ejido* El Laurel, dans la partie basse du municipe, où la culture de banane pour l'exportation est en plein essor au début des années trente (voir *infra*). Parra et Díaz Muñoz vont alterner l'appui à la démarche de confédération de Güitrón avec des alliances de circonstance avec la LCA, en fonction des incitations que leur procure le gouvernement de l'État.

Dépourvus de relais au niveau des administrations fédérales et provinciales, les cadres de la LCA subissent pour leur part l'érosion de leurs bases paysannes. À la fin des années 1930, ils suivent une stratégie d'alignement sur la centrale paysanne qui s'est formée au sein du parti officiel, la Confédération Nationale Paysanne (CNC), qui assume une position de dissociation des représentations ouvrière et agricole. Cette stratégie, qui s'avérera payante sur le long terme, leur vaut toutefois de perdre l'essentiel de leur emprise sur les processus électoraux et de leur audience dans l'arène politique provinciale. Jusqu'au milieu des années 1940, la diversification des organisations pouvant servir de relais politique aux comités paysans et la concurrence entre dirigeants locaux de ces organisations ont pour effet un regain des tensions et de la violence rurale dans l'espace régional (voir la troisième partie de ce chapitre). Cette situation a pour conséquence notable de justifier les interventions des exécutifs provincial et fédéral dans la vie politique régionale, et notamment la nomination de gouvernements municipaux non élus, composés principalement de personnalités extérieures à la région, créditées d'une neutralité présumée vis-à-vis des factions locales. Il en résulte un affaiblissement durable de l'institution municipale, qui ne joue plus aucun rôle important dans les processus de reconfiguration des structures foncières et territoriales au cours de la période du régime d'État-parti.

L'identification d'Enrique López Güitrón, la principale figure de l'agrarisme tuxtèque au cours des années trente, avec le système d'éducation publique n'est pas anodine. Sous le régime de Cárdenas, les instituteurs sont investis des tâches de propagation des thèmes du progrès social, en particulier celui de l'agrarisme, et prennent une part active dans l'organisation des comités agraires. La construction d'écoles primaires dans les *ejidos* et la diffusion de l'enseignement en espagnol accompagnent le processus de réforme agraire et favorisent la prise de distance des nouvelles communautés vis-à-vis des organisations sociopolitiques des anciens villages indiens. De façon significative, l'usage de la langue nahua déclinera rapidement dans les *ejidos* créés au cours de la

---

<sup>11</sup> En février 1936, la CGOCM participe à la constitution de la CTM, la Confédération des Travailleurs Mexicains, qui s'érigera en paradigme d'intégration corporative au dispositif de l'État postrévolutionnaire.

période cardéniste, alors qu'il perdurera dans les communautés qui avaient fait l'objet de la première vague de réforme agraire, sous l'égide de la municipalité de San Andrés, au cours des années 1920<sup>12</sup>. Le processus de *ladinisation* de la population d'origine indienne via l'enseignement public va ainsi contribuer à interrompre certains liens culturels et cognitifs entre les aînés parlant le nahua et leurs enfants hispanisés et à encourager les stratégies d'autonomisation sociale et d'appropriation des espaces de médiation politique par ces derniers (voir *infra*).

Mais l'implantation du dispositif de l'État fédéral s'identifie en premier lieu avec celle des agents du Département Agraire, dont une délégation régionale s'établit à San Andrés, avec mandat sur l'ensemble de l'espace situé au nord du *río* San Juan, depuis la zone de Juan Díaz Covarrubias et le municpe de Hueyapan, jusqu'au bassin sucrier de Lerdo de Tejada et Angel R. Cabada (figure 7.3). En 1936, la dynamique de formation de nouveaux *ejidos* dans la région est appuyée par l'installation d'une agence de la Banque Nationale de Crédit *Ejidal* (BNCE), l'institution de financement du secteur de la réforme agraire, créée la même année par le gouvernement cardéniste. À la fin des années 1930, l'agence de San Andrés financera officiellement 139 "sociétés de crédit" dans un nombre équivalent d'*ejidos* couvrant l'ensemble du bas-Papaloapan et les Tuxtlas, pour un total de 10 133 producteurs (de la Peña, 1946, T. II : 199-205). Une autre composante du dispositif étatique, et non la moindre, est constituée par le maintien à San Andrés d'une force conséquente de sécurité publique après le désarmement des milices de la LCAEV. Celle-ci est représentée à la fois par des éléments de l'armée fédérale, dont des pelotons sont stationnés dans divers villages de la région, et par la police de l'État de Veracruz, qui occupe les chefs-lieux municipaux. Au rebours des situations observées dans d'autres régions de l'État, dans sa partie centrale notamment (Hernández García, 2010 : 124-126), ou au cours de la décennie précédente dans les Tuxtlas (chapitre 6), ces forces régulières semblent avoir adopté une posture généralement favorable aux groupes de paysans qui s'étaient implantés sur les propriétés dont ils demandaient l'expropriation, y compris lorsqu'il s'est agi de les protéger des coups de force de groupements hostiles, affiliés à des organisations politiques rivales (voir *infra*). Cette attitude générale des représentants de l'administration centrale concourt à la mise en place d'importants mouvements de population et à une dynamique de création de nouvelles localités dans l'espace régional, qui configurent l'un des traits marquants du processus de réforme agraire à partir de la seconde moitié des années 1930.

### **L'activation d'une frontière interne : un processus de rupture intergénérationnelle**

Ces transformations des arènes institutionnelle et politique régionales coïncident en effet avec un bouleversement des rapports internes aux sociétés villageoises et des structures de peuplement. À partir de 1934, les tensions qui s'étaient faites jour à la fin de la décennie précédente, entre certaines congrégations rurales et le chef-lieu municipal, ou entre les anciens villages qui avaient été dotés d'un *ejido* et les localités qui leur étaient sujettes, connaissent un regain d'expression et débouchent sur des processus de soulèvement et de ségrégation des groupes sociaux situés en position subalterne dans les chaînes d'autorité locales. Les archives agraires attestent ainsi de l'insurrection des hameaux de Mata de Caña et Los Mérida vis-à-vis de l'*ejido* de Soyata dont ils dépendent, de El Huidero, Bezuapan et Eyipantla vis-à-vis de Comoapan, des congrégations de Pueblo Nuevo (nom révélateur) et Los Naranjos vis-à-vis de Tehuantepec, ainsi que des revendications de sécession du village de Texcaltitan au sein de l'*ejido* de Xoteapan, ou de celles de Chuniapan de Abajo dans celui de Chuniapan<sup>13</sup>. Tous ces groupes revendiquent leur séparation de l'*ejido* auxquels ils sont rattachés et la formation d'une communauté indépendante, soit à travers la dotation de nouvelles terres, soit par ségrégation des espaces qu'ils occupent et érection d'un *ejido* disposant de ses propres autorités.

---

<sup>12</sup> Entrevue avec doña Estefana Baxín, Buenos Aires Texalpan, 17/05/1997.

<sup>13</sup> AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 739 et 2023 ; ARAN, San Andrés Tuxtla, exp.140 et 2850

La municipalité de San Andrés est amenée à accompagner et soutenir ce mouvement en relançant les procédures de location forcée de propriétés appartenant aux membres de la bourgeoisie agraire régionale, en vertu des dispositions de la Loi Fédérale sur les Terres Non Exploitées de 1920 (voir le chapitre 6). Le 27 septembre 1935, Le Secrétaire du Gouvernement de Veracruz, Francisco Salado Casas met en demeure la Junte d'administration civile de lui transmettre les dossiers de demande de fermage obligatoire qu'ont élaborés plusieurs groupes de paysans et que la municipalité n'a pas honorés (AGEV, *Secretaría de Gobierno, Agricultura y Estadística*, Caja 47). Ces demandes concernent principalement les propriétés situées sur le pourtour de la zone urbaine de San Andrés et dans l'aire de production de tabac, soit les portions les plus fertiles du territoire municipal. Elles visent certaines des figures les plus distinguées de l'élite régionale : Manuel Turrent Vázquez (dont le comité agraire du quartier d'Otapan de la ville demande l'occupation de la propriété de Tepancan), Matilde Carrión, l'héritière d'Octaviano G. Carrión (propriété de Casa Blanca, revendiquée par des paysans du quartier Buena Vista), Antonio Solana (propriété d'Avescoma sur laquelle veulent s'établir les comités des quartiers Lerdo de Tejada et Emiliano Zapata)<sup>14</sup>.

Ces demandes s'intensifient au cours des années suivantes et les occupations de terre se multiplient sur des propriétés de moindre taille. En janvier 1937, 17 paysans du quartier Emiliano Zapata de San Andrés envahissent ainsi la propriété Buena Vista de Gonzalo Sedas ; en octobre 1939, 203 hectares de la propriété de Francisco Rosario Quintana sont occupés par 93 paysans de Sehaulaca, alors que 36 villageois de Santa Rosa Abata s'emparent de 150 ha appartenant à Pedro Antonio Amoroso ; trois mois plus tard, en janvier 1940, ce sont 19 paysans de Caravaca qui s'installent sur 40 hectares d'Alberto Turrent Vázquez<sup>15</sup>. Le plus souvent, la Junte d'administration civile régularise ces invasions par le biais de contrats de fermage obligatoire : sur 57 hectares de la propriété d'Ixbiapan, de Matilde Carrión, au bénéfice de vingt paysans du village de même nom en mai 1937 ; sur 20 ha appartenant à la société J. Suárez y Hermanos, qui sont loués à 37 paysans de la congrégation de Calería en juin 1938 ; ou pour une surface non précisée, qui est accordée aux paysans du quartier Lerdo de Tejada, de San Andrés, sur les terres de Santa Elena appartenant à Daniel del Corte Vila<sup>16</sup>. Ces implantations servent de base à la formation de nouveaux hameaux, qui deviennent immédiatement des foyers de formulation de demandes de dotation *ejidale* transmises au Département Agraire.

La nouvelle impulsion donnée aux occupations de terre et aux demandes de dotation formulées par des comités paysans contribue à une relance spectaculaire de la dynamique de création d'*ejidos* entre 1934 et 1940. Cette relance est à l'origine d'une vaste recomposition des territoires et du peuplement de la région (figure 7.1). Alors que 16 communautés avaient été officiellement dotées en terres entre 1923 et 1932, la période de gouvernement cardéniste voit se former 28 nouveaux *ejidos* entre 1934 et 1940, auxquels il faut ajouter 4 congrégations dont les procédures de dotation, entamées au cours de cette période, aboutiront entre 1941 et 1944. Au total, durant le mandat de Cárdenas, le nombre des *ejidos* du municipe de San Andrés triple au regard des dotations qui avaient été ratifiées durant les douze années précédentes (AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla). Le nombre des paysans bénéficiaires est quant à lui multiplié par 2,4, pour passer de 1 960 à 4 617, et la superficie redistribuée est multipliée par 3,4, pour atteindre près de 38 900 ha – contre 10 300 en 1932. Une caractéristique remarquable de la relance du processus de réforme agraire réside dans la fonctionnalité attribuée aux exploitations dont il permet l'émergence. Les terres allouées aux communautés cessent d'être considérées comme un appoint à une économie paysanne tributaire des marchés de travail qu'organisent les structures de grande propriété, mais comme la base d'une

---

<sup>14</sup> AGEV, *Secretaría de Gobierno*, Caja 47, exp. 412/402 ; Caja 640, exp. 412/426 ; Caja 641, exp. 412/312 ; Caja 746, exp. 412/199.

<sup>15</sup> AGEV, *Secretaría de Gobierno*, Caja 746, exp. 412/199 ; Caja 745, exp. 412/57 et 412/67 ; Caja 747, exp. 412/20.

<sup>16</sup> AGEV, *Secretaría de Gobierno*, Caja 747, exp. 412/20 et exp. 414/80.

agriculture familiale autonome : les surfaces moyennes allouées à chaque bénéficiaire doublent pour passer de 5,2 ha lors de la réforme agraire téjédiste à 10,8 ha durant la période cardéniste.

Ces distributions de terre sont réalisées à la périphérie du territoire occupé par les anciens villages indiens du commun municipal, au nord et au sud de la région. Mais elles affectent aussi une grande partie des domaines de l'élite agraire régionale, au cœur de la zone productrice de tabac, qui avaient été relativement épargnés par les expropriations de la période téjédiste et par les arrangements tissés entre la municipalité et certains des grands entrepreneurs régionaux, comme Manuel Turrent Vázquez. Les modifications apportées à la législation foncière à partir de 1935 permettent d'inclure les travailleurs de ces domaines au rang des bénéficiaires de la réforme agraire et les nouvelles distributions de terre s'organisent à partir des foyers de peuplement constitués par ces travailleurs.

Mais contrairement au tableau que l'iconographie officielle tendra à présenter au sujet de la réforme cardéniste, les recensements établis à l'époque par les agents du Département Agraire renvoient une image en net décalage avec l'idée selon laquelle les distributions de terre sont réalisées au profit des ouvriers et tenanciers de ces domaines<sup>17</sup>. Dans de nombreux *ejidos* (à Morelos, Abrevadero, Cerro de las Iguanas, Coyoltepec, Los Mérida, Los Naranjos, Cuesta Amarilla, San Leopoldo ou Bodegas de Totoltepec), les bénéficiaires enregistrés par l'administration agraire comptent moins de cinq ans de résidence et souvent ils viennent à peine de s'installer<sup>18</sup>. À l'inverse, les archives enregistrent de nombreuses plaintes de travailleurs des haciendas expropriées, qui se disent victimes de discriminations ou ont été expulsés par les comités ayant entamé les démarches de dotation.

En réalité, le territoire municipal est le théâtre d'un gigantesque brassage de population entre 1934 et 1940 (figure 7.1). La comparaison des recensements nationaux de 1930 et 1940 est éclairante à cet égard et met en évidence plusieurs phénomènes remarquables. En premier lieu, les anciens villages indiens, qui formaient les "partis" fonciers du commun municipal et qui ont bénéficié des dotations de terre de l'époque téjédiste, se vident de leur population entre ces deux dates : celle de Xoteapan passe ainsi de 1 069 à 415 habitants (- 61,5 %), celle de Ranchoapan de 764 à 268 résidents (- 65%), celle de Tulapan (chef-lieu de l'*ejido* Tehuantepec) de 585 à 341 personnes (- 42 %), pendant que la population de Chuniapan diminue de 27 % (en passant de 178 à 128 habitants). Le plus souvent, ces localités se vident de leurs résidents au profit des localités de second rang qui obtiennent le statut d'*ejido*<sup>19</sup>. Au total, le foyer de peuplement historique du municipe perd près de 10 % de ses habitants au cours des années trente, en dépit de la croissance de presque 15 % de la ville de San Andrés, de 8 856 à 10 154 habitants.

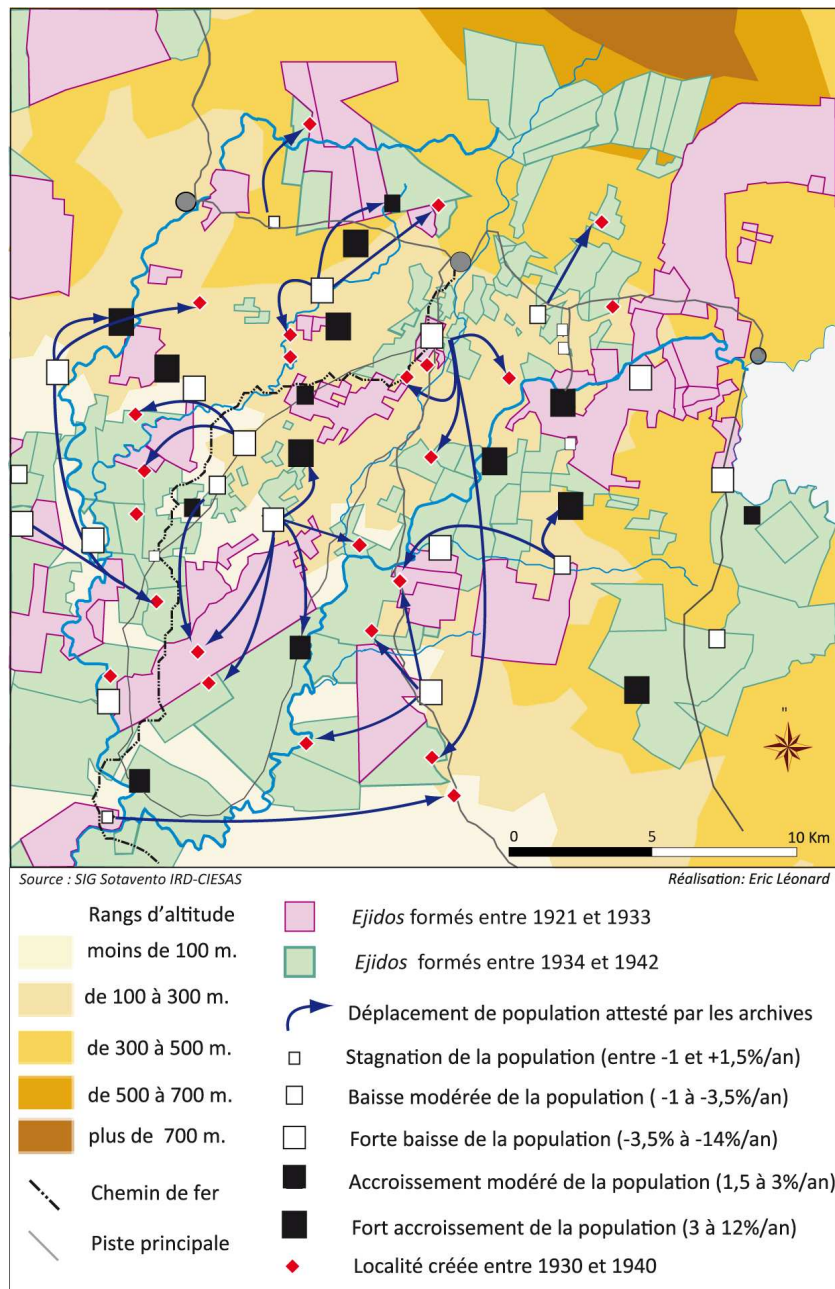
---

<sup>17</sup> Ces recensements ont été consultés dans le fonds de la Comisión Agraria Mixta (AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla).

<sup>18</sup> Les résidents de Coyoltepec, dotés en terre en 1938, comptent ainsi en moyenne trois ans dans le village et aucune famille n'y réside depuis plus de quatre ans ; à Cerro de las Iguanas, la période de résidence des familles bénéficiaires de dotation en 1937 est de quatre ans, comme à Francisco I. Madero (1938), de quatre ans et demi à Cebadilla Chica (1935) et Abrevadero (1936).

<sup>19</sup> Voir à ce sujet la plainte de la veuve Mortera, expropriée au bénéfice de l'*ejido* Francisco I. Madero, qui dénonçait en 1938 le caractère fictif de ce village, un quartier de Xoteapan érigé en localité de façon à entreprendre pour son compte des démarches de dotation (AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 2119). Toujours concernant Xoteapan, son comité *ejidal* formulait en 1941 une plainte au sujet des velléités de sécession de son village-sujet de Texcaltitan qui, « après avoir [...] obtenu le statut politique de congrégation [...] souhaite qu'on délimite la partie [de l'*ejido*] qui [lui] correspond, en proportion du nombre de paysans qui y résident, et qu'en même temps on [lui] permette de désigner [ses] propres autorités de façon indépendante » (ARAN, San Andrés Tuxtla, exp. 140).

Figure 7.1 : Évolution du peuplement et de la structure agraire dans la partie centrale des Tuxtlas, entre 1920 et 1940

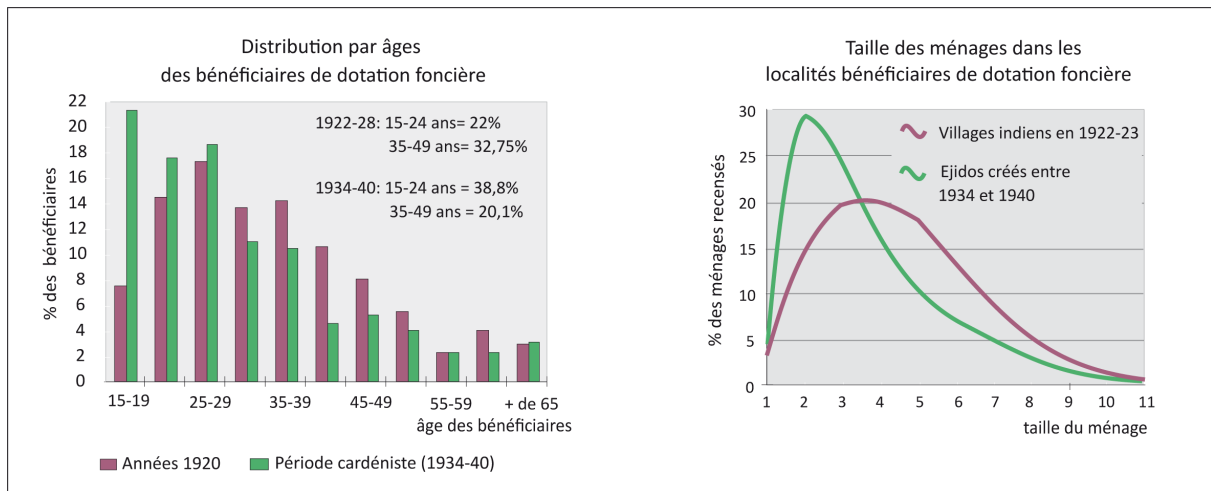


En second lieu, les zones périphériques du territoire municipal connaissent un développement spectaculaire de leur population, qui triple presque entre 1930 et 1940, en passant de 2 300 à plus de 6 000 habitants. Cette croissance bénéficie en partie aux hameaux de travailleurs des haciendas situées dans la partie Sud du municpe, qui voient converger un flux de demandeurs de terre et leur population augmenter de plus d'un tiers. Mais elle correspond aussi et principalement à la formation de nouvelles localités : entre 1930 et 1940, 22 nouveaux centres de peuplement ruraux sont créés, ce qui correspond à un accroissement de près de 75 % du nombre des localités du municpe. Ces nouveaux centres de peuplement absorbent au total 85 % du croît démographique enregistré dans les zones périphériques de l'ancien commun municpal au cours de la période cardéniste.

Mais bien plus qu'un simple transfert de population vers la périphérie du territoire municpal, la réforme agraire cardéniste induit à San Andrés Tuxtla une véritable recomposition des rapports

sociaux internes aux communautés villageoises. Les caractéristiques de la population bénéficiaire des nouvelles dotations de terre expriment en effet une rupture des rapports intergénérationnels à l'échelle des anciens centres de peuplement indien du commun municipal (figure 7.2). Alors que les dotations foncières des années 1920 ont surtout bénéficié à des hommes âgés de plus de 35 ans, la réforme cardéniste concerne en priorité des jeunes de 15 à 24 ans, qui représentent près de 40 % des nouveaux *ejidatarios*, contre 22 % à peine 10 ans auparavant.

Figure 7.2 : Caractéristiques sociodémographiques de la population bénéficiaire de dotation foncière durant les décennies de 1920 et de 1930



Sources : Recensements de l'administration agraire, ACAM, ARAN, Xalapa, Veracruz

Quand le statut d'adulte – fondant les droits d'accès à la terre – était associé au mariage et concernait moins de 48 % des 15-24 ans dans les villages concernés par le projet de restitution foncière en 1923, les hommes de ce groupe d'âge sont mariés à plus de 60 % et sont identifiés pour près de 90 % comme sujets à dotation par l'administration dans les *ejidos* formés à partir de 1934. Les ménages recensés dans ces nouvelles localités sont ainsi de taille réduite (35 % comptent un ou deux membres, contre 15,5 % dans les vieux villages indiens), reflet d'un peuplement peu consolidé. Les processus de création d'*ejidos* et de redistribution de la population apparaissent ainsi relever dans une large mesure des stratégies d'émancipation des jeunes adultes vis-à-vis des pouvoirs patriarcaux qui s'étaient reconstitués autour des dotations foncières de l'époque téjédiste.

L'exemple le plus frappant est fourni par l'*ejido* Pueblo Nuevo, du nom d'un quartier de San Andrés, qui reçoit en 1938 une dotation provisoire sur le lieu-dit Cuesta Amarilla, où s'installent des éléments venus des villages de Tehuantepec, Chuniapan et Xoteapan. En 1942, un rapport officiel y mentionne l'existence d'un comité agraire de 5 membres, dont trois sont âgés de moins de 20 ans et un seul a plus de 25 ans (ARAN, San Andrés Tuxtla, exp. 2850). Sept ans plus tard, les résidents de Pueblo Nuevo se plaignent au Comité régional de la LCAEV d'avoir été exclus des organes de gouvernement et de l'accès aux terres de l'*ejido*, après que les gens de Cuesta Amarilla se sont appropriés la documentation officielle ainsi que le sceau de l'*ejido* (AGEV, LCA, San Andrés Tuxtla, caja 109).

Ces caractéristiques se retrouvent dans d'autres tentatives de sécession de groupes de paysans vis-à-vis des autorités de leur *ejido* d'origine. Ces tentatives ont parfois lieu dès la fondation des *ejidos* : créé en 1935, lors de la fondation de l'*ejido* Mata de Caña, le hameau de La Boca constitue son propre comité agraire deux ans plus tard et sollicite l'érection d'un *ejido* indépendant<sup>20</sup>. En 1942, un groupe d'une quinzaine d'hommes jeunes du village de Soyata s'installe à la périphérie ouest de la dotation foncière de l'*ejido*, dans une clairière que les dirigeants de la communauté louent à des

<sup>20</sup> AGEV, ACAM, exp. 739, R. Flores Magón, dotación.

éleveurs des environs. Ils se placent sous la protection du peloton de cavalerie qui stationne dans la zone afin de la sécuriser des vols de bétail, puis recrutent de nouveaux adhérents parmi les jeunes de l'*ejido* Axochío situé à quelques kilomètres. Une fois fondée la localité de La Redonda, le comité agraire revendique en 1947 la formation d'un *ejido* indépendant. Devant l'opposition des autorités de Soyata, dans un contexte politique national beaucoup moins favorable à la réactivation des tensions foncières, le Département Agraire imposera un arrangement entre les deux localités, en vertu duquel le chef-lieu *ejidal* conservera le siège du comité exécutif (*comisariado*) et La Redonda hébergera son comité de surveillance (*comité de vigilancia*), chaque village gérant dans une complète autonomie les terres lui correspondant, dont la délimitation est matérialisée par un layon<sup>21</sup>. Une situation similaire se produit dans l'*ejido* Boca del Monte, du municipe de Santiago, situé un peu plus à l'Ouest. Dans ce cas également, des jeunes du village occupent en 1950 des terres périphériques, que la direction de l'*ejido* louait à des éleveurs, fondent la localité de San Antonio de las Huertas et se constituent en comité agraire pour revendiquer la sécession d'avec leur communauté d'origine. Le compromis imposé par l'administration agraire conduira au fonctionnement de deux organisations foncières autonomes, mais relevant formellement d'un *ejido* unique, la division officielle des deux communautés n'intervenant que cinquante ans plus tard<sup>22</sup>.

Mais ces processus de colonisation des marges de l'espace foncier des *ejidos* peuvent aussi être organisés par les autorités locales, dans l'objectif de consolider leur clientèle politique et d'anticiper les tentatives de sécession venant de l'intérieur de leur communauté. C'est ainsi que le hameau de Cuyuapan est formé vers 1944 par un groupe de jeunes paysans du village de Tierra Colorada, aux limites des municipes de Santiago Tuxtla et de San Andrés. Ceux-ci s'installent sur les hauteurs de la dotation *ejidale* de Texalpan, dans une zone boisée encore inoccupée, et entrent en négociation avec les autorités de l'*ejido*, avec lesquelles ils partagent des liens de parenté élargie. Bien que ne disposant pas du statut d'*ejidatarios*, ils obtiennent de ces dernières la validation de leur implantation et conservent une certaine autonomie dans la régulation des affaires foncières autour du hameau jusqu'au milieu des années 1990<sup>23</sup>.

De façon plus limitée, mais non moins significative, la dynamique de formation de nouvelles localités correspond également à un processus d'expansion de la petite propriété indienne au détriment des possessions de la bourgeoisie foncière. Devant la relance des expropriations, certains grands propriétaires de la zone accidentée qui sépare les bourgs de Santiago et de San Andrés Tuxtla, Asunción Carbajal dans le premier, Rafael Escalera dans le second, fractionnent et vendent par anticipation en lopins de trois à six hectares une partie de leurs domaines, de façon à situer la superficie de ces derniers en deçà du seuil d'affectibilité agraire. C'est ainsi que se forme la congrégation de Texcochapan de Arriba en 1935, après l'achat de 18 ha à A. Carbajal par trois familles élargies de Tierra Colorada et de Xoteapan<sup>24</sup>. Cette dynamique contribue aussi à la formation d'une structure foncière complexe au sein de certains *ejidos*, comme Xoteapan, Texalpan ou Ohuilapan, où des membres de la communauté combinent le statut d'*ejidatario* de plein droit avec celui de propriétaire privé, en contravention formelle – mais légitime dans le contexte institutionnel local – avec la réglementation officielle du Département Agraire<sup>25</sup>.

Le processus de redistribution du peuplement que l'on observe dans les Tuxtlas entre 1934 et le milieu des années 1940 n'est pas spécifique à la région. Il correspond à un phénomène commun à de nombreuses régions du Mexique au cours de la réforme cardéniste. Cambrézy (1991 et 1992) fait ainsi le constat de la coïncidence entre l'activation à une grande échelle de la réforme agraire et la formation des localités qui configurent aujourd'hui la trame territoriale dans le centre de l'État de

<sup>21</sup> Entrevues avec Antonio Mozo Abrajam et Ventura Díaz Cárdenas, La Redonda, 05/07/2002 et 12/06/2004.

<sup>22</sup> Entrevues avec Juan Golpe Vázquez et Eusebio Golpe Lindo, San Antonio, 27/07/2003 et 13/06/2004.

<sup>23</sup> Entrevue avec Raúl Chipol Sierra, Cuyuapan, 18/05/1997.

<sup>24</sup> EN 2002, la localité hébergera 52 foyers. Entrevue avec Andrés Xolo, Texcochapan de Arriba, 24/03/2002.

<sup>25</sup> Entrevues avec Naciano Xapol, Ohuilapan, 19/11/1997, et Lencho Ixtepan, Texalpan de Abajo, 13/05/1997.

Veracruz. En 1946, dans une monographie économique de l'État de Veracruz, Moises T. de la Peña pointe ainsi comme une caractéristique transversale et généralisée au niveau de la province « la diminution de la population dans de nombreux chefs-lieux [municipaux] et la croissance inférieure à la normale dans la majorité des autres localités, du fait d'une dispersion du peuplement liée à la redistribution des terres par la réforme agraire... » (de la Peña, 1946, *cit.* par Cambrézy, 1992 : 634). Cette situation n'est pas sans rappeler le phénomène impulsé un peu plus d'un siècle plus tôt par la Constitution de Cadix, puis le processus d'indépendance nationale, et la possibilité donnée aux localités de plus de 1 000 habitants de s'ériger en municipalité (chapitre 3 ; Mendoza García, 2011). Comme au cours des années 1820, le changement institutionnel proposé par l'État central est approprié par les groupes subalternes pour mener à bien des stratégies de promotion sociale et d'autonomisation, via la mobilité vers les frontières interstitielles des entités politico-foncieres existantes et la formation de nouveaux territoires.

## **Un nouvel ordre économique et spatial :**

### **le développement et le contrôle de la production paysanne**

La redistribution de la structure agraire et du peuplement qui se produit au cours des années 1930 est à l'origine d'une recomposition de l'organisation spatiale de la gouvernance régionale, autour de nouveaux nœuds de clientélisme politique/agraire et économique. Cette période confirme la prééminence de San Andrés comme centre de la coordination économique et politique au niveau régional. La ville héberge le dispositif d'ancrage rural de l'État fédéral (délégation régionale du Département des Affaires Agraires, Banque de Crédit Ejidal, siège du secteur d'opérations militaires et des coordinations des syndicats en concurrence pour la représentation du mouvement paysan) et bénéficie du rôle du terminal de chemin de fer dans l'articulation avec les marchés. Mais cette permanence s'accompagne, comme nous l'avons vu, d'une mise sous tutelle de la municipalité et un contrôle strict de son fonctionnement, ainsi que d'une restructuration des hiérarchies politiques dans l'hinterland rural. La formation de nouvelles localités et le triplement du nombre des *ejidos*, se traduisent par le glissement du centre de gravité démographique et politique de la région vers sa portion sud, où se concentrent les nouvelles dotations foncières. Des localités de second rang, comme El Laurel, Bodegas de Totoltepec, Tulapan, Sihupan ou Coyolito, dans le municipe de Santiago, surgissent comme centres du clientélisme agraire, alors que d'anciens chefs-lieux des partis fonciers communaux (Xoteapan, Cerro Amarillo, Ranchoapan, Soyata, Ohuilapan, Pizapam, Tepancan, El Cebollal) perdent une partie significative de leur population et sont plus ou moins marginalisés dans le jeu politique régional (Figure 7.3). L'éviction de Manuel Azamar de la direction du mouvement agraire et son "exfiltration" dans l'administration fédérale, au profit d'une nouvelle génération de dirigeants paysans, dont Juan Paxtián, Juan Atén et Nicolás Parra, tous trois originaires de localités du sud de la région, sont les figures de proue, a valeur de symbole.

Ce nouvel ordre spatial se construit de façon concomitante avec une réorganisation des marchés agricoles, jusqu'alors contrôlés par les élites commerciales et agraires qui s'étaient formées dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle et qui avaient conservé une influence considérable sur le fonctionnement des *ejidos* et de la municipalité au cours des années 1920 (chapitre 6). La construction des nouveaux *ejidos* et le démantèlement des grands domaines provoquent l'ouverture des marchés locaux et permettent la consolidation d'un secteur commercial qui avait jusqu'alors végété à l'ombre du système latifundiaire. Avec l'appui de sociétés agroindustrielles ou de négoce de l'altiplano, un groupe de commerçants va concentrer l'excédent d'une production paysanne en expansion, en subventionnant l'activité des comités agraires, puis, en suivant l'avancée du processus de création d'*ejidos*, en tissant un réseau efficace de financement et de collecte des récoltes. Au cours des années 1930 et 1940 se noue ainsi une imbrication d'intérêts entre quelques grands commerçants de grains et le dispositif de gouvernance de la réforme agraire (agents du DAAC, directions régionales



des syndicats paysans, dirigeants des nouveaux *ejidos*), dont l'établissement de relations d'exclusivité commerciale avec les bénéficiaires des dotations de terre est l'enjeu principal.

### **“L'âge d'or” de l'agriculture familiale : rentes de fertilité et marchés de niche**

Avec la formation des *ejidos* de l'époque cardéniste, l'espace agricole des Tuxtlas connaît une expansion spectaculaire, associée dans une large mesure à l'adoption, dans la quasi-totalité des nouvelles localités, des règles communales d'accès ouvert aux terres qui opéraient dans le cadre de l'ancien commun municipal (voir la troisième partie de ce chapitre). Ces normes attribuent à tout chef de famille résidant dans l'*ejido*, quel que soit son statut légal au regard de l'administration agraire, un droit d'accès aux terres – en contravention avec la réglementation officielle. La plupart des nouveaux *ejidos* se met en place sur des terrains qui jusqu'alors avaient été cultivés de façon très extensive, principalement à des fins de renouvellement des pâturages naturels, ou qui étaient restées boisées, comme sur les pentes du volcan San Martín ou, plus au sud, dans l'interfluve proche de la confluence des *ríos* de Tuxtla et de Totoltepec (ou Grande de Catemaco). L'accroissement rapide de la surface cultivée, sur des terres riches en nutriments minéraux et organiques, se traduit par une augmentation importante de la production agricole, en dépit du caractère presque exclusivement manuel des techniques employées<sup>26</sup> : les rentes de fertilité, combinées à l'abolition des charges de servitude qui restreignaient la production propre des travailleurs des grands domaines, permettent une hausse importante de la productivité des petites exploitations paysannes.

Les monographies économiques réalisées au début des années 1940 font ainsi état d'une économie paysanne générant un surplus considérable. La région des Tuxtlas est alors la principale pourvoyeuse de grains, maïs et haricot, de l'ensemble du Sotavento pour les marchés de l'altiplano. En 1945, elle commercialise 5 627 tonnes de maïs à travers le chemin de fer, soit le quart de la production mise sur le marché dans l'ensemble du Sotavento<sup>27</sup>, et quatre ans plus tôt, les gares de San Andrés et de Tilapan ont embarqué plus de 12 300 tonnes de grain, soit les  $\frac{3}{4}$  de la production commercialisée dans le Sud-Veracruz (Attolini, 1949 : 48-49). À la même époque, les Tuxtlas fournissent 80 % environ de la production de haricot mise en marché dans le grand bassin du Papaloapan (*Ibid.* : 168). Mais les ventes de maïs ne représentent qu'une partie de l'excédent paysan de céréales, celle que les conditions de transport à dos de mule vers les principaux points d'embarquement du chemin de fer, San Andrés, Tilapan et Ohuilapan, ne permettent pas de mobiliser directement dans les réseaux marchands. Une part probablement plus importante est employée pour engraisser des porcs, qui représentent alors la principale forme de valorisation des excédents de récolte. Moises T. de la Peña estime la production régionale de saindoux à plus de 100 000 litres en 1945, soit entre 70 et 85 tonnes, alors que le cheptel porcin, qu'il évaluait à 13 000 têtes en 1940, a été décimé à 80 % par une épidémie de choléra (de la Peña, 1946, T. I : 543-544).

L'élevage des porcs supporte alors une organisation complexe dans les communautés mal connectées avec le système ferroviaire. Au début des années 1950, Isabel Kelly décrit un système d'embouche à part de fruit pratiqué dans les *ejidos* des hauteurs qui surplombent les bourgs de Santiago et de San Andrés. Il s'agit d'une activité presque exclusivement féminine, dans le cadre de laquelle certaines femmes métisses fournissent des reproductrices aux Indiennes des communautés, en contrepartie de la moitié des cochons de lait – auxquels s'ajoute « le meilleur mâle pour payer la

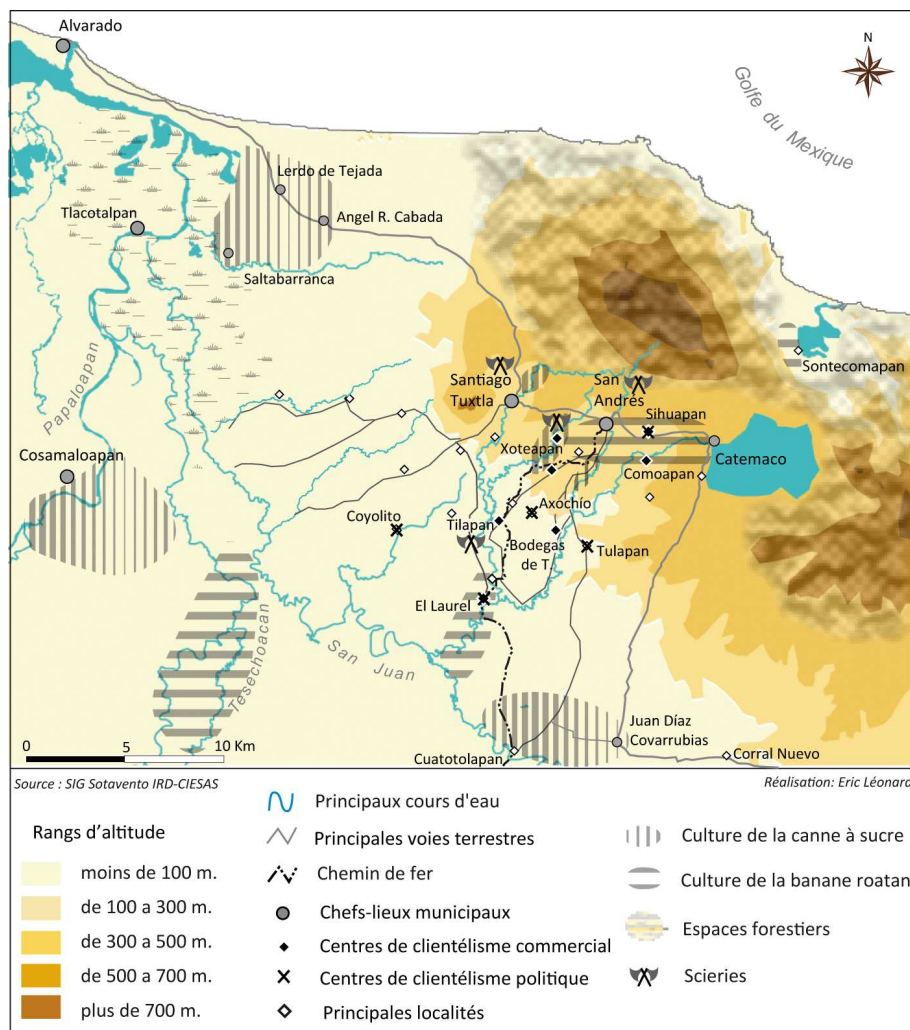
---

<sup>26</sup> Les défrichements et les itinéraires techniques mis en œuvre dans les nouvelles zones de colonisation ont reposé essentiellement sur l'emploi d'outils manuels : hâche, machette, bâton fousseur (*coa* ou *huataca*), ainsi qu'un couteau à large lame (*xahuastle*), employé pour le désherbage. Compte tenu des contraintes de défrichage et de contrôle des adventices, ces techniques limitaient la surface cultivable par un seul individu à un hectare ou un ha et demi.

<sup>27</sup> De la Peña (1946, T. II : 468) ajoute à ce volume environ 500 T. commercialisées depuis Santiago vers le sucrier de Lerdo de Teajada et Angel R. Cabada.

monte » –, puis de la moitié de la viande et du saindoux de la truie confiée en métayage, lorsque celle-ci est sacrifiée (Kelly, 1956 : 36-37). Le partage des profits peut s'étendre à l'engraissement des porcs conservés par la preneuse, lorsque les deux parties contribuent à leur alimentation. À Xoteapan, Texalpan, mais aussi dans les communautés situées sur les rives du *rio* de Totoltepec, à Comoapan, Chuniapan, Tulapan, Bodegas de Totoltepec ou Cuesta de Laja, l'embouche des porcs constitue un élément essentiel des processus d'accumulation et d'autonomisation des exploitations (*agricultural ladder* : Spillman, 1919), préparant l'acquisition d'une paire de taurillons et le passage à la culture attelée, synonyme d'accroissement de la productivité du travail agricole<sup>28</sup>. Au point qu'à Comoapan se développe une strate d'intermédiaires, qui parcourent les communautés de l'hinterland de la rive gauche du Totoltepec pour acheter les porcs, les abattre, et vendre le saindoux à la station de chemin de fer de San Andrés<sup>29</sup>.

Figure 7.3 : Organisation de l'espace productif et des coordinations économiques et politiques dans les Tuxtlas vers 1940



<sup>28</sup> Entrevues avec Reyes Benito Polonio, Santiago Tuxtla, 09/12/1996 ; Lencho Ixtepan, Texalpan, 13/05/1997 ; Albert Atén, Tulapan, 06/02/2000 ; Rogelio Velasco, Bodegas de Totoltepec, 12/12/1997. De la Peña signale à cet égard que depuis les épidémies du début des années quarante, les paysans tuxtèques ont réduit la durée de l'embouche à 6-10 mois et commercialisent leurs porcs à un poids de 100 à 150 kg (« *a medio rendir* »), par crainte qu'une nouvelle épidémie ne vienne anéantir leur investissement (*cit.*, T. I : 543).

<sup>29</sup> Entrevue avec Moises Prieto, Comoapan, 16/05/1997.

À partir du milieu des années 1940, une autre culture diffuse dans les *ejidos*, sous l'impulsion des grands commerçants de grains de San Andrés qui opèrent en tant que commissionnaires des rizeries de Cordoba et de Puebla. Son extension va s'accroître à partir de 1950 et de la construction de la route panaméricaine, qui relie les trois chefs-lieux municipaux au centre du pays et à l'Isthme de Tehuantepec (Medel, 1993, T. II : 598-600). Avec l'intégration au réseau routier national, les possibilités de mobilisation des récoltes par camion, depuis les localités situées en bordure de route (à Xoteapan et Santiago Tuxtla notamment), vont encourager la diffusion des productions commerciales au-delà de l'axe ferroviaire, vers les versants du volcan San Martín, au-dessus de Santiago et de San Andrés, où la culture du riz devient une alternative à l'embouche des porcs que les épizooties rendent aléatoire.

Les années 1940 sont également marquées par un fort regain par la production de cassonade, qu'alimentent de petites plantations de canne à sucre de 0,5 à 3 hectares, situées en bordure des petits cours d'eau affluents des *ríos* de Tuxtla et Totoltepec, dans les villages de Xoteapan, Ranchoapan, Texalpan, Cerro Amarillo, Cobatepec, Mata de Caña et Ohuilapan, ou encore sur les hauteurs de Santiago. Une demi-douzaine de pressoirs à canne et de cuves de cuisson opèrent à Xoteapan, trois à Francisco I. Madero, deux à Texalpan et à Ohuilapan, dont les services sont rémunérés contre une partie de la cassonade produite<sup>30</sup>. Cette production sert principalement à approvisionner des distilleries clandestines qui fleurissent alors dans la région. Ce développement est associé à l'entrée en guerre des États-Unis et à la réorientation de leur production d'alcool pour satisfaire les besoins industriels – pharmacie, antigels, explosifs et caoutchouc de synthèse (de la Peña, 1946, T. II : 333-335). La demande nord-américaine se propage alors aux marchés du bassin caraïbe, les exportations mexicaines d'alcool passant brutalement de 132 000 pesos en 1942 à dix-sept millions deux ans plus tard : « avec le renchérissement de l'alcool [sur le marché intérieur mexicain] et les problèmes de transport, la cassonade a atteint un prix supérieur à celui du sucre, et cette situation enviable a favorisé l'établissement de nouveaux pressoirs artisanaux [...] dans l'objectif d'alimenter des fabriques d'eau-de-vie de canne, un négoce généralement illicite qui est plus profitable que la production de cassonade pour sa vente à des fins alimentaires » (*Ibid.* : 391). Le boum de la production de cassonade se poursuivra jusqu'au seuil des années 1960, lorsque la concentration des structures dans l'industrie nationale du sucre et leur modernisation conduiront à la marginalisation des petites unités artisanales.

Les années 1930 et 1940 sont aussi un moment d'intense développement de l'exploitation forestière dans les *ejidos* situés sur la frontière agraire cardéniste, où les défrichements conduisent à l'abattage des peuplements de cèdre (*Cedrela odorata*), de *caoba* (*Swietenia macrophylla*) et de *palo de rosa* (*Tebebuia rosea*), dont les billes sont évacuées par flottage et/ou par des attelages de bœufs. Des scieries opèrent à Santiago et San Andrés, mais aussi à la station de chemin de fer de Tilapan, où de grandes quantités de grumes et de planches sont embarquées, ainsi qu'à Xoteapan, au débouché des pistes qui conduisent aux flancs boisés du volcan San Martín. Dans ce cas également, les principaux commanditaires de l'exploitation sont les grands commerçants de grains de San Andrés, qui financent des intermédiaires dans les *ejidos* nouvellement formés, puis organisent l'expédition des billes d'essence précieuses vers les marchés de l'altiplano<sup>31</sup>.

Mais le phénomène le plus notable dans l'essor que connaît l'économie des *ejidos* à la fin des années 1930 et au cours de la décennie suivante concerne le développement de la culture de la banane *roatán* (ou banane de Tabasco) destinée à l'exportation vers le marché nord-américain. Depuis la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, des plantations bananières s'étaient implantées dans les terres basses de Tabasco et du Sud de Veracruz, le long des berges des principaux fleuves et de leurs affluents. Elles avaient connu une forte expansion après la fin de la première Guerre Mondiale, sous l'impulsion de plusieurs sociétés nord-américaines, la American Fruit Co, la Cuyamel Fruit Co, la

<sup>30</sup> Entrevues avec Juan Anota Chapol, Los Mérida, 13/11/1996, et Andrés Toto Fiscal, Xoteapan, 14/05/1997.

<sup>31</sup> Entrevues avec Pascual Joaquín Ixtepan Ambros et Andrés Toto Fiscal, Xoteapan, 14/05/1997, et avec Pedro Carvalho Olín, Tilapan, 26/09/1997.

Wienberger et, surtout, la Standard Fruit Co, qui opérait dans l'ensemble du bassin caribéen. Ces compagnies avaient mis en place un dispositif de financement de la production des paysans implantés sur les rives, depuis les cours de l'Uxpanapa et du Coatzacoalcos, jusqu'à celui du moyen Papaloapan (de la Peña, 1946, T. II: 88-91). Au début des années 1930, ces différentes zones produisaient plusieurs dizaines de milliers de tonnes de fruits, qui étaient transportées par chaland jusqu'aux stations de chemin de fer situées en bordure des cours d'eau, comme Villa Azueta, sur le Tesechoacan, ou Tuxtepec, sur le Papaloapan<sup>32</sup>. A partir du milieu de la même décennie, toutefois, ce système a périclité brutalement, sous les effets combinés d'une pandémie d'origine fongique (le *chamusco* ou "mal de Panama" – *Fusarium oxysporum*) provoquant la destruction des plants, et de la compétition ruineuse livrée par la Standard Fruits à ses concurrentes<sup>33</sup>. En 1942, la culture de la banane a disparu le long des affluents du Papaloapan (de la Peña, 1946: 89).

L'effondrement de la récolte des terres basses a induit le déplacement des cultures de banane vers des zones plus fraîches et non contaminées, où la moindre productivité et longévité des plants, du fait des températures plus basses, étaient compensées par la hausse des prix résultant de l'effondrement de l'offre dans la plupart des bassins traditionnels de production<sup>34</sup>. Les plantations qui avaient été réalisées sur le cours inférieur du *río* de Tuxtla, près de son embouchure avec le San Juan, autour des congrégations de Mazumiapan, El Laurel et Lauchapan (Medel, 1993, T. II), ont ainsi été abandonnées graduellement au profit des terres du centre du municipio de San Andrés, où la culture du tabac s'était développée un siècle plus tôt (Figure 7.3). En 1945, la zone située entre San Andrés et Catemaco compte 30 000 pieds cultivés, soit environ 500 ha, et fournit une production de 7 à 9 000 t. annuelles, qui sont évacuées par le train, en dépit du « désastreux service ferroviaire » – le tronçon qui lie San Andrés au chemin de fer de Veracruz ne dispose notamment pas de wagons réfrigérés, ce qui conduit à des pertes importantes et des manutentions supplémentaires avant l'acheminement des fruits jusqu'à la frontière nord-américaine (de la Peña, 1946, T. II : 468).

Durant la première moitié des années 1940, une trentaine de wagons sont ainsi expédiés tous les dix jours depuis San Andrés. La production de banane est le fait d'une poignée d'entrepreneurs locaux, dont certains ont délaissé la culture du tabac pour le nouvel « or vert », à l'image d'Alberto Turrent Carrión et de Luis G. Carrión, mais aussi et surtout d'environ 400 *ejidatarios* des villages de Ranchoapan, Miltepec, Calería, Comoapan, Sihupapan et Maticapan (Hüber, 1995 : 62-66). Ceux-ci sont financés par la Banque de Crédit Ejidal et organisés en "Société agricole d'intérêt collectif", qui assure la commercialisation auprès des courtiers en fruits ainsi que le recouvrement des crédits. Nous verrons dans les sections suivantes que cette production paysanne, ainsi que l'ensemble du système de financement et de mise en marché organisé par la BCE, seront en partie détournés par l'élite entrepreneuriale de San Andrés et participeront de la résurgence de certaines familles de la bourgeoisie traditionnelle (Figure 7.5). Il n'en reste pas moins que le développement de la culture de la banane, durant une douzaine d'années qui ont suivi immédiatement la formation des *ejidos* et la mise en place du dispositif d'ancrage local de l'État fédéral, a constitué un facteur majeur de consolidation de l'économie paysanne et de ce dispositif. Les retombées de cet "âge d'or" de l'agriculture *ejidale* ont largement dépassé la strate sociale des bénéficiaires de la réforme agraire, en dépit du caractère conjoncturel et précaire du boom bananier dans une zone où les conditions agronomiques pénalisaient la compétitivité des plantations :

<sup>32</sup> À la fin des années 1920, le bassin du Papaloapan (étendu au *río* San Juan et ses affluents, *ríos* de Tuxtla et Tesechoacán) représentait environ la moitié de la production nationale de banane pour l'exportation, avec une surface de plus de 2 500 ha et une récolte dépassant 70 000 tonnes (Attolini, 1949 : 98).

<sup>33</sup> De la Peña précise à ce sujet : « sur les rives du *río* Uxpanapa, les paysans financés par la Wienberger avaient réalisé des plantations importantes [...]. Cette zone produisit 12 300 tonnes en 1937 ; en 1938, elle fut envahie par le *chamusco*, cette calamité coïncidant justement avec la faillite de la Wienberger, qui périt bloquée et ruinée par les manœuvres monopolistes de la Standard » (*cit.* : 90-91). En 1940, la production de banane du bassin du Papaloapan avait diminué de 48 % au regard de son niveau du milieu des années trente (Attolini, 1949 : 199).

<sup>34</sup> Selon de la Peña (*cit.* : 89), les rendements dans la partie centrale sont de 10 à 12 T./ha, contre 20 T. dans les terres basses avant la diffusion du *chamusco*, l'espérance de vie ne dépassant pas 6 ans, contre une dizaine sous des climats plus chauds.

« L'inflation et le boum bananier ont fait augmenter les salaires à 5 pesos [contre trois auparavant], mais même ainsi, la productivité de la banane est extraordinairement haute, avec sa petite production de 10 T./ha, vendues en 1945 à un prix moyen jamais inférieur à 250 pesos chacune. [Toutefois] cette culture ne semble pas appelée à se stabiliser, et dès que les prix se normaliseront [...] il faudra substituer la banane, car maintenir des plantations avec des rendements aussi faibles n'a jamais été un négoce et ne le sera pas dans des conditions normales ». (de la Peña, 1946, T. II : 92).

De fait, dans la seconde moitié des années 1940, la production de banane recule inexorablement, pour s'effondrer au début de la décennie suivante, du fait de la baisse des prix qui accompagne le rétablissement et la régularisation des échanges internationaux après la deuxième Guerre Mondiale, et de la diffusion des problèmes phytosanitaires dans la région. Le boum de l'or vert aura duré une douzaine d'années, mais il aura largement contribué à la mise en place d'un dispositif complexe, associant les producteurs des *ejidos*, leurs dirigeants locaux et un entrepreneuriat régional qui trouve dans la réforme agraire et le développement de la production paysanne les bases d'une activité commerciale garantissant des taux de profit considérables.

### ***L'essor d'une nouvelle classe de grands commerçants et la cooptation des dirigeants paysans***

La réforme agraire cardéniste désarticule définitivement l'organisation des marchés locaux qui s'était mise en place depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui reposait fondamentalement sur le contrôle direct des mécanismes d'accès à la terre – via les pouvoirs municipaux, celui des *cofradías*, les structures de propriété privée – par les opérateurs commerciaux de San Andrés. Le démantèlement des marchés captifs qui s'étaient structurés autour de la construction des grands domaines et le monopole de la propriété foncière ouvre un nouveau champ d'opportunité pour de nouveaux acteurs, qui jusqu'alors n'avaient joué qu'un rôle marginal dans l'organisation économique régionale. Ceux-ci avaient opéré à l'ombre des grands propriétaires, comme Francisco Mortera, Rafael Escalera et Alfredo Pretelín, ou sont de nouveaux arrivants dans l'espace régional, à l'image d'Emilio et Enrique López Miranda, ou de Felipe et Faustino el Corte, deux fratries originaires d'Espagne qui se sont installées à San Andrés peu après la période révolutionnaire, comme Alberto González et Gabriel Camacho. À l'image de ce qui se produit à la même époque dans d'autres régions du Mexique<sup>35</sup>, ces commerçants établissent des relations avec des industriels et des grandes maisons de négoce de l'altiplano pour obtenir des avances en marchandises et en numéraires. Ces financements leur permettent de subventionner l'activité des comités agraires, puis, en suivant l'avancée du processus de création d'*ejidos*, de tisser un réseau efficace de financement et de collecte de la production paysanne, à travers des relations d'exclusivité commerciale qu'ils nouent avec les dirigeants des nouvelles localités.

Le paradigme de cette organisation émergente est incarné par Emilio López Miranda, le directeur de la maison de commerce éponyme. E. López Miranda met en place une structure de correspondants établis dans les principales stations de la voie ferroviaire entre San Andrés et le chemin de fer de Veracruz à l'Isthme : Ohuilapan, Tilapan, Mazumiapan et El Laurel. Il finance ces intermédiaires pour implanter des magasins où sont vendus des produits manufacturés (outils, vêtements, chaussures, huile, savon, pétrole lampant, alcool, etc.) et sont achetées les récoltes (maïs, haricot, riz, cassonade, saindoux), mais aussi les billes de bois précieux provenant des défrichements. Une pièce centrale de ce dispositif est située à Tilapan, où sont embarquées 5 à 6 000 tonnes de grains, maïs, riz et haricot, au début des années 1950, et où les trois magasins de la place, ceux de Leonardo González Díaz,

---

<sup>35</sup> Voir, entre autres, Díaz Polanco (1982) dans le Bajío de Guanajuato, Salmerón (1989) en référence aux hautes terres du Michoacán, ou Léonard (1995) dans la dépression du *río* Balsas, à la limite des Etats du Michoacán et de Guerrero.

Herculano García et Gregorio Marín, opèrent sur des financements de la Casa López Miranda<sup>36</sup>. Tilapan draine alors les excédents de l'ensemble de la zone située au centre et au Sud du municipio de Santiago Tuxtla, dans les communautés de Tibernál, Rincón de Zapateros, Rincón de Lucía et Boca del Monte, Mazatán, Ojo de Agua, ainsi que ceux des *ejidos* du cours inférieur du *río* de Totoltepec : Axochío, Soyata, La Redonda, Bodegas. Ce dispositif est coordonné depuis les magasins de la Casa López Miranda, à San Andrés, à travers un système de radios émetteurs installés chez les principaux correspondants, qui permet de programmer les embarquements et les livraisons de marchandises. À partir de 1950, avec la construction de la route panaméricaine, la société López Miranda Hermanos étend ses activités via l'achat d'une flotte de camions qui se substitue partiellement aux trains de mules employés jusqu'alors et dessert les magasins situés en bordure du nouvel axe routier, comme ceux de Juan Ovil et Pedro Nape Velasco à Xoteapan.

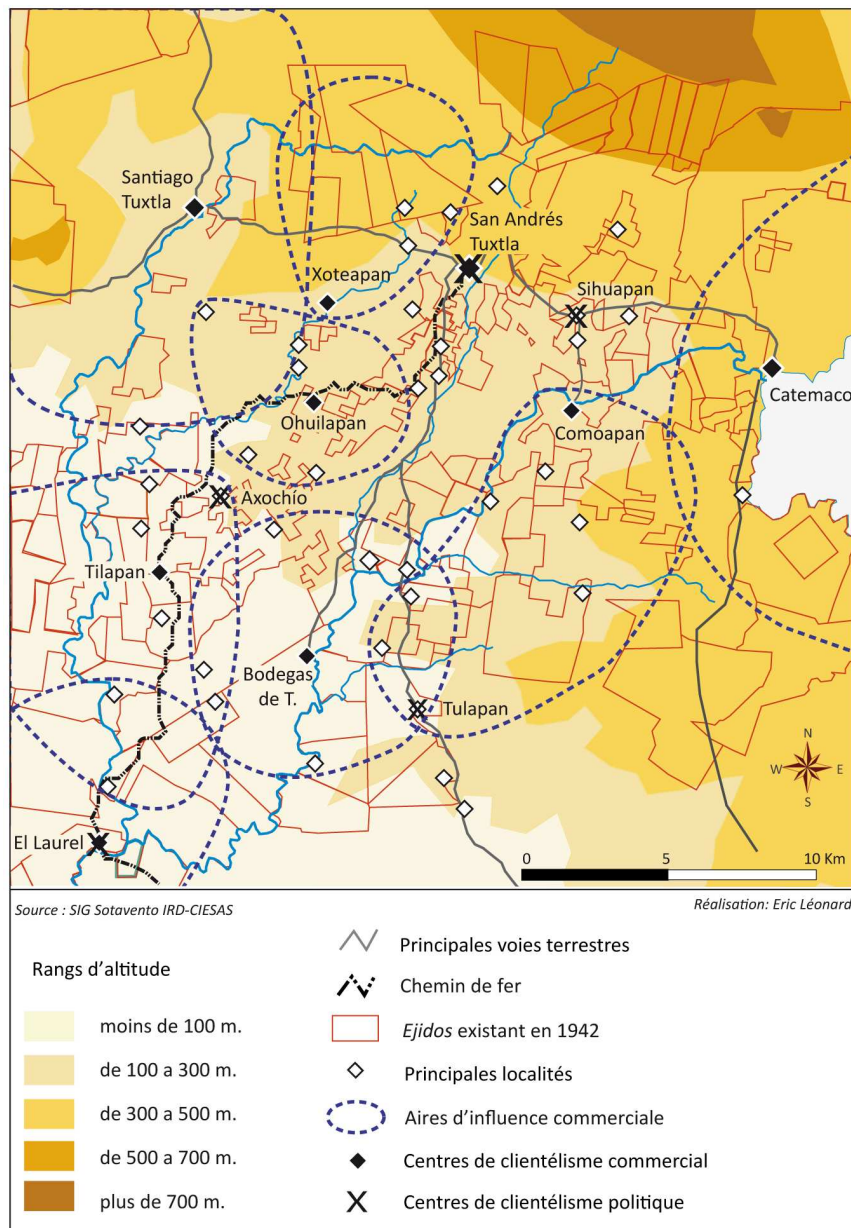
Sans atteindre le volume d'activité des López Miranda, les autres commerçants de San Andrés s'appuient sur un dispositif similaire, à l'image de Felipe del Corte, qui est l'opérateur commercial dominant dans la zone de Comoapan. Ses correspondants dans la localité, Agustín Mantilla Azamar, Agustín Prieto, Feliciano Chontal et les frères Mil, Manuel, Ignacio et Joaquín, distribuent des marchandises et achètent les récoltes de maïs et les porcs gras dans les *ejidos* situés au sud du *río* de Totoltepec : El Huidero, Chuniapan, Cuesta Amarilla, Los Naranjos, jusqu'à Tulapan. La construction et l'expansion de ces réseaux repose dans une large mesure sur des avances en numéraires aux dirigeants agraires des *ejidos*, dont le remboursement est assuré par la livraison des récoltes. Ces correspondants se portent garants des sommes engagées, qu'ils redistribuent au niveau de leur clientèle au moment des semis ou durant la période de soudure, entre les mois de mai et de septembre. Le système commercial qui se met en place repose ainsi sur la construction de marchés captifs, dont l'organisation est structurée par des relations personnalisées entre les grands commerçants de San Andrés, une poignée de correspondants implantés dans les nœuds stratégiques du système de communications (les stations du chemin de fer, les localités situées aux débouchés des voies carrossables et des chemins muletiers) et les dirigeants des *ejidos* (Figure 7.4).

Luis Toto Toto est l'une des figures les plus remarquables de ce système. Il s'agit d'un jeune dirigeant qui a joué un rôle important dans la formation de l'*ejido* Bodegas de Totoltepec, en 1935. Luis Toto s'est placé très tôt sous la protection de Juan Paxtián, le chef du "secteur agraire" d'Axochío, qui bénéficie alors d'un appui important de la part des institutions fédérales – notamment des armes qui lui ont permis d'équiper une "défense paysanne". Celui-ci lui fournit des recommandations pour accéder aux avances sur récolte que dispensent les commissionnaires de la Casa López Miranda à Tilapan et qui lui permettent de financer les défrichements dans son *ejido* et d'y collecter les récoltes. Au début des années 1940, toujours avec l'appui de Juan Paxtián, Luis Toto ouvre un magasin à Bodegas de Totoltepec, où il distribue des marchandises fournies à crédit par les mêmes intermédiaires de Tilapan, à compte des récoltes à venir. Il acquiert des mules et commence à acheter du maïs, du haricot et des porcs dans les *ejidos* des environs, à Soyata et Los Mérida, et jusqu'à Los Naranjos et Tulapan, sur la rive gauche du *río* de Totoltepec. Il opère également comme commissionnaire dans la collecte des billes de cèdre qu'il achemine à Tilapan. Grâce à sa maîtrise du transport muletier, il commence à livrer directement ses achats aux magasins centraux de la Casa López Miranda, à San Andrés.

---

<sup>36</sup> Entrevue avec Pedro Carvallo Olín, Tilapan, 26/09/1997.

Figure 7.4 : Organisation des espaces d'influence commerciale dans la partie centrale des Tuxtlas dans la seconde moitié des années 1940



À partir de 1945, Emilio López Miranda approvisionne directement Luis Toto en produits de consommation, sucre, savon, huile, pétrole lampant, outils, mais aussi en crédits payables à la récolte, qu'il distribue parmi une clientèle qui s'élargit graduellement de part et d'autre des rives du río, jusqu'à Cuesta Amarilla, Chuniapan de Abajo, Dos Aguajes, Apixita et Axochío. L'enclavement des localités et l'intéressement des autorités locales lui garantissent la récupération des avances. À travers le contrôle politique de l'*ejido* et de ses relais dans les autres communautés, il assure l'élargissement et l'entretien de la piste muletière qui relie Bodegas à Soyata et San Andrés, de façon à permettre son utilisation en toute saison et faciliter les échanges de marchandises (Figure 7.4). Au début des années 1960, Luis Toto est un homme riche, propriétaire d'un troupeau bovin de près de 200 têtes qui pâturent sur les terres de *ejido*, mais dont les appropriations foncières commencent à générer des dissensions au sein de sa communauté (voir le chapitre 9)<sup>37</sup>.

<sup>37</sup> Entrevues réalisées avec Luis Toto et Guillermo Toto, Bodegas de Totoltepec, 18/09/1997 et 12/06/1997.



Les rentes associées à la construction de monopoles de courtage commercial dans les communautés de la “frontière agraire” sont d’autant plus grandes que le cumul des fonctions d’intermédiaire politique et économique permet à la plupart des dirigeants locaux de bénéficier de protections du dispositif étatique. Au milieu des années 1940, les grands commerçants de San Andrés sont en situation de juguler toute tentative de régulation de la part des autorités municipales ou fédérales, grâce à la cooptation des dirigeants des syndicats et des délégués du Département Agraires, dont ils financent les déplacements à la capitale de l’État ou à la ville de Mexico, et dont ils sont une cheville essentielle de l’expansion des clientèles politiques. En octobre 1945, le représentant de la Ligue des Communautés Agraires à Tilapan demande au comité régional de son organisation d’appuyer l’ouverture d’un magasin populaire, afin de saper les bases du « marché noir organisé par l’Espagnol Emilio López Miranda, seul à accaparer toutes les céréales ». Il argumente que López Miranda achète le maïs à 20 centimes le kg<sup>38</sup>, alors qu’il vend « toutes les marchandises qu’il distribue, d’infime qualité [...], à des prix fabuleux, du fait qu’elles sont soustraites à l’influence des Autorités correspondantes ; car lorsqu’un inspecteur visite le chef-lieu municipal, tous les commerçants en sont avertis à l’avance, parce que le même Miranda le leur fait savoir par téléphone »<sup>39</sup>.

La réponse de la Ligue ne se fait pas attendre. Quelques semaines plus tard, le Comité central exécutif de la LCAEV délivre à Emilio López Miranda une lettre de recommandation dirigée « À l’attention des Autorités municipales [de San Andrés Tuxtla], en les suppliant qu’elles fournissent des facilités étendues et des garanties [au porteur] pour qu’il puisse acheter les produits des Paysans Organisés membres de cette Ligue [...] ». Des copies sont adressées à Manuel Olmos, l’assesseur de la Ligue à Tilapan, ainsi qu’au “secteur militaire” de San Andrés. La lettre précise que :

« Vous [E. López Miranda] êtes la personne qui de façon spontanée et légale achète les céréales des Paysans Organisés de la Région des Tuxtlas et, quel que soit le caractère extraordinaire de la date, [la Ligue] vous autorise à continuer [vos achats] de la même forme et dans les mêmes conditions, en considérant que les paysans eux-mêmes ont manifesté que vous êtes une personne amplement connue et qu’en tant que commerçant vous les avez traités en toute équité dans l’achat de leurs céréales, de sorte qu’il est de l’agrément des paysans et de cette Ligue que ce soit vous la personne qui, comme les années précédentes, continue à acheter leurs produits »<sup>40</sup>.

### ***La remise en selle de la bourgeoisie agraire : financement des ejidos et détournements du dispositif de la réforme agraire***

La cooptation du dispositif de la réforme agraire et sa mise sous tutelle économique ne sont toutefois pas l’apanage exclusif des nouveaux entrepreneurs commerciaux de San Andrés. Les années 1940 voient aussi la résurgence sur le devant de la scène économique régionale de certains patronymes de l’élite agraire qui s’était formée dans le dernier quart de siècle du régime porfiriste. Le boum de la culture bananière, ainsi que, dans une moindre mesure, celui de la production paysanne de cassonade fournissent en effet à certains membres des grandes familles sanandresiennes les moyens de restaurer leur influence économique dans les villages du centre de la région. Parmi celles-ci, les Turrent vont asseoir une position durable en tant qu’opérateurs de premier plan dans le financement et la commercialisation de la production des *ejidos* de Calería – qui deviendra le fief de leur activité agricole –, Sihupapan, Matacapán et Comoapan.

---

<sup>38</sup> Attolini (1949 : 17) et de la Peña (1946, T. II : 48) estiment le prix du maïs à 30 et 27 centimes par kg respectivement au moment de la récolte, alors que la céréale peut être valorisée à 40 centimes sur le marché de Puebla. Ils expliquent la faiblesse de ce prix dans une région qui est l’une des principales productrices du Sotavento par le fait que les paysans ne peuvent stocker leurs récoltes en raison de l’humidité et des attaques de charançons, « ce qui les oblige à vendre bon marché pour racheter cher trois mois plus tard » (Attolini, *cit.*).

<sup>39</sup> AGEV, LCA, San Andrés Tuxtla, caja 108, octobre 1945.

<sup>40</sup> *Ibid.*



L'influence des Turrent dans les *ejidos* de la zone centrale était déjà établie avant le boum bananier. Au début des années 1930, et contrairement à son frère Alberto, qui s'était opposé violemment aux agraristes de Sihuapan et de Calería au cours de la décennie précédente<sup>41</sup>, Manuel Turrent Vázquez avait pris acte du caractère irréversible du processus de réforme agraire et avait entrepris de tisser des alliances avec les autorités *ejidales*<sup>42</sup> ; il avait notamment donné un terrain à l'*ejido* de Calería pour y installer l'école primaire du village en 1930 (González Morales, 1994 : 100). Son fils, Alberto Turrent Carrión, avait ensuite entrepris de constituer une clientèle de producteurs parmi les *ejidatarios* de Calería et de Comoapan qui avaient autrefois travaillé comme personnel de confiance dans l'hacienda d'Octaviano G. Carrión, en leur proposant des crédits et des conditions d'habilitation pour la culture du tabac très concurrentiels au regard des financements fournis par la BCE<sup>43</sup>. D'autres figures du boum bananier, comme Luis G. Carrión et Miguel Figueroa avaient suivi des stratégies identiques dans les villages de Sihuapan et Matacapán.

La production de banane dans les *ejidos* était financée par des crédits de la Banque de Crédit Ejidal, dont la distribution était médiatisée par la Société d'Intérêt Collectif qui assurait la commercialisation des fruits et par les autorités *ejidales*, qui avaient la charge de sélectionner les bénéficiaires et de veiller à la récupération des sommes avancées. Dans la pratique, ce dispositif était instrumentalisé par les organisations politiques contrôlant les comités agraires de la zone centrale, en l'occurrence le Comité régional de LCAEV, et opérait dans le sens de la consolidation des clientèles locales de ces organisations<sup>44</sup>. Cette instrumentalisation politique du crédit agricole public explique dans une large mesure ses faibles taux de récupération. Selon de la Peña (T. II : 199-205), douze des quinze "sociétés de crédit" qui fonctionnaient en 1945 dans les *ejidos* des Tuxtlas étaient « en récupération » en raison de leur passif vis-à-vis de la BNCE : sur les 210 310 pesos engagés en 1940, 122 932 étaient considérés irrécupérables cinq ans plus tard ; chaque peso prêté dans les Tuxtlas avait un coût de 95 centimes pour la banque publique !

Afin d'assurer le remboursement des financements à la production de banane, les *ejidatarios* bénéficiaires devaient commercialiser leur production à travers la Société Agricole d'Intérêt Collectif constituée à cet effet. La Société collectait les régimes de banane dans chaque communauté, avant de les acheminer à la gare de San Andrés, d'où ils étaient expédiés, et délivrait à chaque *ejidatario* des reçus qu'il devait ensuite aller encaisser à l'agence régionale de la BNCE, où le montant de son crédit était déduit de la somme qui lui était versée. Ces procédures ont été contournées et détournées de multiples façons. En premier lieu, elles ont incité les *ejidatarios* à commercialiser clandestinement une part majeure de leur récolte à travers les associations privées qui disposaient de permis d'expédition, au profit des intermédiaires et dirigeants de ces organisations, parmi lesquels se trouvaient les plus grands producteurs de banane : Alberto Turrent Carrión, Luis G. Carrión, Felipe del Corte, Carlos Isla ou Julián Moreno Elías. Ces détournements expliquent pour l'essentiel les montants presque nuls des embarquements déclarés par la Société d'Intérêt Collectif à la Trésorerie municipale entre 1939 et 1942, alors que la BNCE finançait environ 500 hectares de plantation dans les *ejidos* de la partie centrale du municiple (Figure 7.5).

---

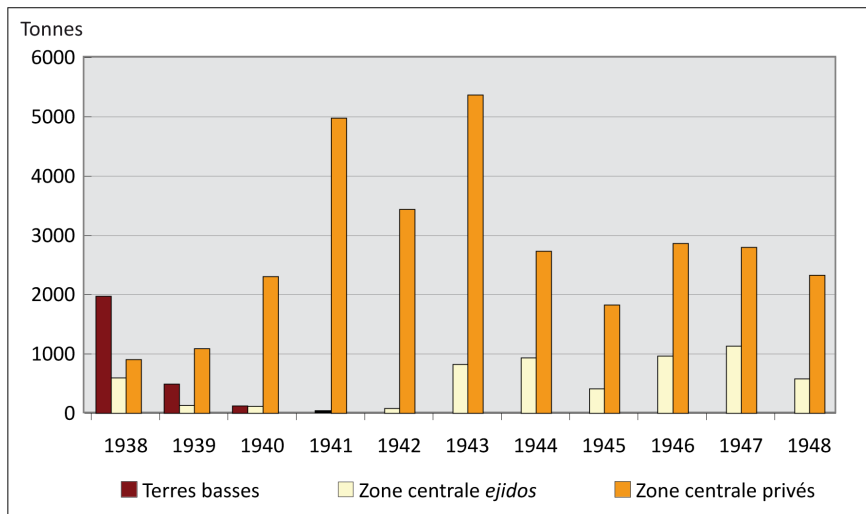
<sup>41</sup> En février 1928, le fils d'Alberto Turrent Vázquez, Ricardo, et Roberto Mendoza Absalón, agrariste de Calería, s'étaient entretués en raison de l'activisme du second pour imposer un contrat de fermage obligatoire au bénéfice des paysans de Calería sur la propriété d'Alberto Turrent (González Morales, 1994 : 100).

<sup>42</sup> Manuel Turrent Vázquez était connu avant la révolution pour être un sympathisant du Parti Libéral Mexicain qui constituait la principale force d'opposition politique au pouvoir de Porfirio Díaz. Il avait été arrêté momentanément à la suite de la rébellion des indiens de Sotepan et de la prise d'Acayucan, sous la direction d'Hilario C. Salas et du PLM (voir le chapitre 6).

<sup>43</sup> Entrevue avec Moises Prieto, Comoapan, 16/05/1997.

<sup>44</sup> Manuel Mendoza, le secrétaire général du Comité régional de la Ligue entre 1938 et 1942, était *ejidatario* à Calería et lui-même producteur de banane. L'un de ses successeurs à cette fonction au cours de la décennie de 1940, Agustín "El Moró" Ortega, était lui aussi originaire de la zone, *ejidatario* à Comoapan et lui aussi engagé dans la culture bananière.

Figure 7.5 : Expéditions de bananes par le chemin de fer de San Andrés entre 1938 et 1948, selon les quantités déclarées par les différentes associations de producteurs



Sources : Archives Municipales de San Andrés Tuxtla, livres de recette fiscales, 1938-1948

La banque a alors entrepris de déléguer les fonctions de récupération du crédit à des opérateurs privés qui travaillaient comme commissionnaires en se portant caution des sommes engagées auprès des producteurs de banane. Alberto Turrent et Carlos Isla furent les principaux opérateurs de ce système. Ils recevaient du gérant de la BNCE le registre des paysans accrédités dans les différents *ejidos* et avaient la charge de collecter directement auprès de la Société d'Intérêt Collectif les reçus délivrés pour la commercialisation de leur récolte. Ils percevaient ensuite auprès de la banque le solde dû à chaque producteur une fois déduit le montant de son crédit et devaient le remettre aux intéressés. Ce dispositif garantissait à la BNCE un taux de récupération plus élevé, mais il a aussi constitué une source d'enrichissement pour les commissionnaires. Dans les faits, Alberto Turrent payait au comptant les récoltes de banane auprès des producteurs, avec la complicité des autorités *ejidales* et avec une décote sur le prix de marché. Il commercialisait cette production, pour partie à travers les associations de producteurs privés et pour partie auprès de la Société d'Intérêt Collectif, puis acquittait ensuite l'ensemble de la dette due par chaque *ejido* à la BNCE<sup>45</sup>. Il s'est ainsi imposé comme le principal intermédiaire sur le marché local de la banane, jusqu'à l'effondrement de la production, au début des années 1950, tout en tissant un réseau de relations personnalisées dans les *ejidos* de la partie centrale, en particulier entre leurs dirigeants.

Avec la fin du boum bananier, ces relations ont été activées pour mettre en place un dispositif de financement privé de la culture du tabac, qui s'appuyait sur une fine connaissance des capacités et de la fiabilité des producteurs des différentes localités. À la fin des années 1950, Alberto Turrent était devenu le principal exportateur de tabac de la région, à une époque où le boycott américain de la production cubaine ouvrait de nouvelles opportunités de marché au tabac des Tuxtlas. Les liens de la famille Turrent avec les familles dirigeantes des *ejidos* de la zone, en particulier à Calería, ont dépassé la sphère de la production, pour s'étendre à la construction de rapports *compadrazgo*, via le parrainage des enfants de ces dirigeants, de façon à conférer à ces liens une dimension intemporelle dépassant le cadre des relations contractuelles<sup>46</sup>. Dès les années 1940, Alberto Turrent a par ailleurs contribué au fonctionnement de la direction régionale de la Ligue des Communautés Agraires, dont il

<sup>45</sup> Entrevues avec Agustín Mantilla Trolle, Comoapan, 02/05/2001 ; et Agustín "El Moro" Ortega Santos, ancien secrétaire général du Comité régional de la Ligue dans les Tuxtlas durant les années 1940 à 1960, San Andrés Tuxtla, 05/05/2001.

<sup>46</sup> Ces liens se seraient étendus à la reconnaissance de certains enfants nés hors mariage parmi la descendance des familles de notables villageois, comme semble en attester la fréquence du patronyme Turrent à Calería et à Sihupapan.

finançait certains frais de représentation à Xalapa, la capitale de l'État, ou à la ville de Mexico, à l'image des pratiques mises en place par Emilio López Miranda à la même époque<sup>47</sup>.

Durant la décennie de 1960, l'imbrication des intérêts de la famille Turrent et ceux des dirigeants des *ejidos* et du Comité Régional Paysan, fut mise au service d'une stratégie d'expansion foncière et productive aux dépens d'autres grands producteurs de tabac. À cette époque, Raúl Cadena, un entrepreneur qui avait racheté aux héritiers de Luis G. Carrión *finca* Matacapán, était en passe de devenir un opérateur majeur de la production et de l'exportation de tabac tuxtèque. À la fin de 1969, en coordination avec Ernesto Medel, le secrétaire général du Comité régional, natif de Calería, Alberto Turrent organisa l'invasion de la propriété de Cadena par des paysans de l'*ejido*. L'occupation de ces terres, qu'il avait hypothéquées pour financer ses semis de tabac, et la perspective d'une expropriation, à la suite des procédures engagées par le syndicat paysan, contraignirent Cadena à vendre la moitié de la *finca* (une centaine d'hectares) à Turrent, pendant que celui-ci étendait son dispositif d'habilitation productive aux terrains occupés par les paysans de Calería<sup>48</sup>.

S'il représente la figure la plus marquante du processus de rétablissement de la bourgeoisie agraire dans la région, Alberto Turrent Carrión n'a pas été le seul à construire un réseau étendu de relations sociopolitiques au sein des *ejidos* et de la bureaucratie corporative issue de la réforme agraire. D'autres entrepreneurs ont développé des trajectoires comparables, à l'image de Fortino Ortiz, un propriétaire ayant fondé sa prospérité durant les années 1940 sur l'achat de cassonade dans les *ejidos* des environs de San Andrés pour distiller de l'eau-de-vie, lorsque le prix de l'alcool atteignait des sommets, avant de se lancer dans la production de tabac et l'habilitation des *ejidatarios* à partir du milieu des années 1950. Felipe del Corte, pour sa part, a assis sa présence dans la zone de Comoapan à travers le financement et l'approvisionnement des intermédiaires locaux qui assuraient la prospection et l'achat des récoltes dans les *ejidos* situés au sud du bourg, entre la rive gauche du *río* de Totoltepec et le lac de Catemaco (voir *supra*). En tissant des relations d'exclusivité commerciale avec les frères Manuel, Ignacio et Joaquín Mil, qui dirigeaient l'une des factions politiques les plus fortes de la localité, il s'est ensuite assuré le contrôle d'une clientèle de producteurs qu'il a habilités pour la culture de la banane, puis celle du tabac, jusqu'à la fin des années 1960<sup>49</sup>.

Dès la fin de la décennie de 1940, le secteur de l'entrepreneuriat agricole et commercial a acquis une influence dans le fonctionnement des *ejidos* qui en fait un interlocuteur incontournable des autorités politiques aux niveaux municipal, provincial et fédéral. En 1944, la Foire Agropastorale et Industrielle Régionale (*Feria Agrícola, Industrial y Ganadera*) donne lieu à une première manifestation du processus d'agrégation institutionnelle des intérêts des représentations corporatives des secteurs entrepreneurial et paysan, sous l'égide du pouvoir étatique qui associe le président Ávila Camacho, son ministre de l'intérieur, ex-gouverneur de Veracruz et futur président de la République, Miguel Alemán, et le gouverneur en place, Jorge Cerdán : Luis G. Carrión, l'un des principaux producteurs de banane et de tabac, préside le comité d'organisation, Miguel Toto Linares, du Comité régional de la LCAEV, en est le secrétaire, et Alfredo S. Pretelín, un commerçant de la place, le trésorier (Medel, 1993, T. II : 370). À partir de cette date, avec la pacification graduelle des rapports entre les factions qui s'opposaient pour le contrôle et la représentation du mouvement agrariste (voir *infra*), l'imposition de procédures centralisées de désignation des candidats du parti d'État aux élections municipales accorde un rôle prédominant aux représentants de la bourgeoisie agraire. Les présidents municipaux qui se succèdent alors, Manuel Bremont (1944-1946), Luis G. Carrión (1947-1949), Carlos Isla (1950-1952) et Rafael Escalera (1953-1955), sont tous issus du milieu des entrepreneurs agraires ou commerciaux de San Andrés (*Ibid.* : 377).

---

<sup>47</sup> Entrevue avec Agustín "El Moro" Ortega Santos, ancien secrétaire général du Comité régional de la Ligue dans les Tuxtlas durant les années 1940 à 1960, San Andrés Tuxtla, 05/05/2001.

<sup>48</sup> *Ibid.* et entrevue avec Raúl Cadena, San Andrés Tuxtla, 02/05/2001. Deux ans plus tard, l'autre moitié de la *finca* Matacapán fut dotée en "ampliation" à l'*ejido* Calería.

<sup>49</sup> Entrevue avec Moisés Prieto, Comoapan, 16/05/1997.

## **La construction d'un régime institutionnel hybride : "l'entrepreneur de la frontière" comme pivot du mode de gouvernementalité rurale<sup>50</sup>**

Au-delà de la résurgence d'une bourgeoisie régionale qui reprend la main sur les échanges entre les paysans et les marchés nationaux et internationaux, ainsi que sur les affaires municipales – par ailleurs tributaires des arbitrages réalisés au plus haut niveau de l'État fédéral et du parti officiel –, la politique cardéniste de réforme agraire conduit à l'instauration d'un mode de gouvernementalité rurale qui transforme radicalement les formes de construction et d'exercice du pouvoir local. Les formes institutionnelles qui émergent du vaste processus de recomposition des structures foncières, économiques et territoriales sont fortement influencées par l'implantation du dispositif étatique de la réforme agraire, qui valide la constitution des organes de gouvernement des *ejidos* et sanctionne les décisions adoptées par ceux-ci en matière d'allocation des droits fonciers et de participation aux espaces politiques locaux. Mais elles sont aussi profondément marquées par les corpus cognitifs et normatifs des communautés indiennes dont sont issus les membres des nouveaux *ejidos*.

### ***Le jeune dirigeant paysan comme entrepreneur politique***

La combinaison de ces registres institutionnels, celui légal du dispositif de la réforme agraire et celui coutumier des communautés indiennes, confère un rôle prépondérant à une nouvelle figure : celle du jeune entrepreneur politique d'origine paysanne, qui s'est ménagé une insertion solide dans le dispositif d'ancrage régional de l'État s'articulant autour des agents du Département Agraire, des syndicats paysans qui assurent les médiations avec les administrations fédérales (DAAC, BNCE, armée, projets agricoles) et des grands commerçants de grains. À la différence des dirigeants de l'époque téjédiste, il n'a pas de passé révolutionnaire, quand bien même il a pu se former dans les guérillas agraires, à l'image de Juan Paxtián ou de Juan Atén. Il appartient à une génération qui s'est trouvée confrontée à la reconstitution de pouvoirs patriarcaux dans les sphères locale et municipale à l'occasion de la réforme téjédiste, sans pouvoir recourir à la voie des armes pour mettre en œuvre des mécanismes alternatifs d'accès aux ressources politiques – comme cela avait lieu de façon récurrente à l'occasion des guerres civiles du XIX<sup>e</sup> siècle, ou de la révolution de 1910 (voir à cet égard Mallon, 1995). Le jeune entrepreneur politique s'appuie sur la stratégie cardéniste d'affaiblissement et de marginalisation institutionnelle des organisations de type communal pour contourner ces pouvoirs, en se positionnant sur les frontières interstitielles, où le processus de réforme agraire contribue à créer des espaces institutionnels purgés des systèmes de droits et d'autorités qui y avaient opéré jusqu'alors. Avec l'appui de l'administration agraire et des grands commerçants de grain, il entreprend de construire des monopoles de courtage dans les sphères marchande et politique, de façon à organiser les territoires émergents de la "frontière agraire" en marchés captifs.

Les ressources sur lesquelles ces entrepreneurs politiques appuient leur démarche de construction de nouveaux territoires politiques correspondent, d'une part, aux réseaux de patronage politique et économique dont San Andrés est le centre de coordination, et d'autre part, aux groupes sociaux subalternes dans les hiérarchies politiques villageoises (jeunes paysans et localités de second rang au

---

<sup>50</sup> J'emploie ici la notion de gouvernementalité dans un sens inspiré de Michel Foucault (2001 et 2004), en tant qu'ensemble de techniques et de dispositifs de gouvernement, reposant sur la mobilisation de savoirs particuliers et le contrôle de leur distribution, dont la mise en œuvre est orientée par un objectif de domination d'une société (« disposer des hommes et des choses » dans les mots de Foucault). Elle correspond à un mode d'exercice du pouvoir dont la finalité est d'étendre le contrôle de l'État sur les populations (pour une analyse détaillée de la notion de gouvernementalité chez Foucault, voir Blundo & Le Meur, 2009 ; Le Meur, 2012). Cette définition substantive se démarque clairement de la notion de gouvernance, qui est employée au long de ce travail et dans les pages suivantes dans un sens descriptif, en tant qu'ensemble d'interactions (conflits, négociations, compromis, alliances, évitements...) engageant des acteurs individuels et collectifs qui relèvent de différents niveaux d'organisation et conduisant à l'établissement de formes plus ou moins stabilisées de régulations quant à l'accès et à l'usage des ressources (voir Rose, 1999 ; Woodhouse *et al.*, 2000).

sein des *ejidos* existants), au niveau desquels ils cherchent à former une clientèle d'adhérents. Leur crédibilité et la source de leur autorité résident dans les garanties qu'ils peuvent offrir à ces clientèles en termes d'accès aux dotations foncières et aux crédits à la production agricole, qu'ils soient de nature publique ou, le plus souvent, privés. Réciproquement, ils doivent fournir à leurs réseaux de patronage politique et commercial des garanties quant à la taille critique et à la loyauté des clientèles locales dont ils peuvent se prévaloir.

Ce double jeu de contraintes conduit les entrepreneurs politiques villageois à investir un rôle de médiateurs ou de "passeurs" institutionnels<sup>51</sup>, entre deux registres particuliers de règles. Ces registres concernent, d'une part, le cadre légal de la réforme agraire et les dispositions réglementaires, formelles et informelles (relevant de la "pratique administrative"), mises en œuvre par les différentes organisations (administrations fédérales et syndicats paysans) qui intègrent le dispositif d'ancrage local de l'État cardéniste. Et d'autre part, les matrices cognitives et normatives des groupes d'adhérents qui composent la clientèle des dirigeants locaux et qui régulent, notamment, l'accès au foncier, les échanges matrimoniaux et, de façon plus générale, les conditions d'intégration sociale et économique des nouvelles générations<sup>52</sup>. Cette capacité de l'entrepreneur politique local à gérer les tensions et les complémentarités entre ces deux registres de règles, à instrumentaliser la mise en œuvre en fonction de ses propres intérêts, selon les coalitions d'intérêt et les rapports de force qu'il est en mesure d'établir avec les différentes composantes de la société *ejidale*, détermine la portée et la pérennité de son projet.

### ***La régulation politique : le despotisme décentralisé et le patronage comme principes d'organisation de la gouvernementalité rurale***

Le régime de gouvernementalité qui se met en place sur la frontière agraire institue une relation de subordination entre l'État mexicain et ses organes déconcentrés (délégations régionales du Département Agraire, syndicats paysans adhérents du Parti National Révolutionnaire – l'ancien PRM, rebaptisé sous Cárdenas et qui deviendra à la fin des années 1940 le Parti Révolutionnaire Institutionnel, PRI) et les sociétés paysannes (voir Warman, 1976 et 2001 ; Bartra, 1985 ; Gordillo, 1988 ; Mackinlay, 1991 et 1996). Cette subordination repose en première instance sur l'instauration du régime de propriété *ejidale* et sur les prohibitions légales qui encadrent son exercice, les représentants de l'administration agraire étant formellement les seuls à pouvoir en sanctionner la mise en œuvre, notamment pour ce qui concerne la validation des processus de transfert des droits fonciers et politiques détenus par les *ejidatarios*. Dans les faits toutefois, dans les Tuxtlas comme dans de nombreuses autres régions du pays, au cours des années qui suivent la formation des *ejidos*,

---

<sup>51</sup> Au cours des vingt dernières années, la question des médiations ou du "courtage" institutionnels a fait l'objet d'importantes réflexions dans le champ de la socio-anthropologie du développement, en particulier au sein des études africanistes (Olivier de Sardan, 1995 ; Bierschenk *et al.*, 2002), mais aussi en référence forte aux contextes latino-américains (voir Long, 1989 et 1996). Ces analyses insistent sur le rôle des intermédiaires locaux, qui tendent à former un "catégorie professionnelle" spécifique, dans les processus de mise en œuvre des projets de développement et dans leurs trajectoires et expressions non anticipées. Pour une présentation synthétique de ces travaux, voir Mosse (2005), Mosse & Lewis (2006). Du point de vue de ses formes d'appropriation et de ses expressions institutionnelles variées dans les contextes locaux de sa mise en œuvre, le processus de réforme agraire mexicaine présente de nombreuses analogies avec les trajectoires d'appropriation des projets d'aide ou de développement décrites dans ces différents travaux.

<sup>52</sup> Ces fonctions centrales de mise en rapport entre des registres institutionnels qui se superposent et coexistent sans s'évincer font écho au rôle rempli par les jeunes intermédiaires lettrés (ou "*escribas*") que Rus (1995) analyse dans un autre contexte de mise en œuvre de la réforme agraire cardéniste en zone indienne. Dans les Terres Hautes (*Altos*) de Chiapas, Rus décrit notamment les processus par lesquels de jeunes intermédiaires issus de la société villageoise – qu'il qualifie de courtiers culturels (*cultural brokers*) avec la société métisse régionale et nationale – ont évincé les pouvoirs traditionnels et se sont graduellement appropriés l'ensemble des fonctions de médiation politique et économique, notamment celles qui relevaient de l'articulation des paysans indiens avec les marchés régionaux de travail et du transport de personnes et de marchandises. Friedrich (1981) et Salmerón (1989) font état de situations similaires dans l'État du Michoacán.

ces fonctions de régulation de l'allocation des droits sont concentrées par les entrepreneurs politiques qui ont assumé une position d'antériorité dans l'établissement des relations avec le dispositif étatique, négocié et géré avec celui-ci les procédures de dotation foncière et établi des relations d'exclusivité avec les grands commerçants de San Andrés.

Le mode de gouvernementalité qui émerge du processus de réforme agraire reprend les principes traditionnels de la relation patron-client et ses fondements institutionnels, qui ont structuré dans la durée les rapports sociopolitiques dans le Mexique rural : la personnalisation des relations interindividuelles, l'usage des métaphores de la parenté et de l'échange réciproque pour fonder les systèmes de loyauté et légitimer les asymétries de pouvoir. L'inégalité structurelle qui caractérise les échanges au sein des réseaux commerciaux et politiques et, indirectement, les mécanismes d'accès au foncier et aux ressources naturelles des *ejidos* (voir *infra*) s'appuie, aux différents niveaux des chaînes d'intermédiation, sur la construction de relations de parenté symbolique (le *compadrazgo* ou parrainage des enfants) et sur la réitération discursive de la générosité des patrons de clientèle vis-à-vis de leurs dépendants<sup>53</sup>. Cette grammaire de l'échange réciproque, fondée sur la proximité sociale dans les réseaux de parenté et au sein de la communauté, renvoie aux principes d'une "économie morale" (E. P. Thompson, 1971 ; Scott, 1985) des villages indiens de la région. Elle s'appuie sur la promotion de la figure du *comunero* dans la structure sociale de l'*ejido* : alors que la réglementation agraire limite le périmètre des nouvelles communautés aux individus qui ont été enregistrés lors de la constitution du dossier de dotation, sans extension possible hors dérogation particulière du DAAC, les régulations locales attribuent des droits fonciers équivalents à l'ensemble des chefs de famille, indépendamment de leur statut légal (voir la section suivante). L'intégration des *comuneros*, qu'il s'agisse des enfants des *ejidatarios* ou de nouveaux arrivants, participe ainsi de l'élargissement de la clientèle du dirigeant local et de la "grandeur" de la communauté.

Les métaphores de l'égalité essentielle des individus au sein de l'*ejido* (la figure du *comunero*) et de la parenté (celle du *compadre*) forment ainsi la trame du complexe idéologique qui supporte l'institutionnalisation du patronage et du clientélisme en tant que principes de régulation sociopolitique. Elles légitiment le monopole exercé par "l'entrepreneur de la frontière" sur les fonctions de médiation politique et commerciale. Elles justifient également son exercice autoritaire du pouvoir, la privation de droit et l'expulsion des individus qui, par la contestation de sa légitimité, mettent en danger l'équilibre de la communauté paysanne, son existence même, dans un contexte de violence et d'insécurité liées à la concurrence exacerbée entre les factions agraristes et leurs dirigeants pour le contrôle des territoires sur la "frontière agraire" (voir *infra*).

Lorsque se forme l'*ejido* de Los Mérida, en 1938, il accueille notamment 32 familles expulsées de la communauté voisine de Soyata, dont 12 sont intégrées avec le statut d'*ejidatarios*, les autres devant travailler la terre en tant que locataires ; en 1944, une mise à jour du registre des *ejidatarios* à Soyata fait apparaître 74 parcelles laissées "vacantes" par leurs titulaires originels, alors que 64 nouveaux exploitants se sont installés dans la localité<sup>54</sup>. La même année, on ne compte plus à San Leopoldo que 21 des 41 titulaires qui ont reçu la dotation agraire six ans plus tôt<sup>55</sup>. D'autres expulsions d'*ejidatarios* ont lieu à la même époque à Comoapan et El Huidero, sur fond de concurrence entre les dirigeants de la LCA et les opérateurs privés pour le financement des petits producteurs de banane et la captation de leur récolte<sup>56</sup>. L'une des communautés emblématiques de ces situations est Tulapan, où

<sup>53</sup> Le prêt d'argent ou de marchandise, où le prélèvement d'un taux d'escompte est masqué par l'achat des récoltes à un prix notablement inférieur à celui du marché, est ainsi désigné par les producteurs paysans comme une "aide", une faveur à caractère individuel, dont le bénéficiaire suppose une dette morale vis-à-vis du bailleur – l'obligation de lui vendre la récolte et de répondre à ses sollicitations de mobilisation politique.

<sup>54</sup> AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 739 et 171.

<sup>55</sup> AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 702.

<sup>56</sup> Entrevues avec Moises Prieto, Comoapan, 06/03/2001, et Luis Paxtián, El Huidero, 12/06/2001. En 1944, 21 des 49 *ejidatarios* enregistrés en 1935 ont quitté la localité et leurs terres ont été redistribuées (AGEV, ACAM, exp. 906).

les familles expulsées participent à la formation des *ejidos* voisins de Cuesta Amarilla, Los Naranjos et El Remolino dans la seconde moitié des années 1930 : en 1952, lorsque l'administration agraire effectue une mise à jour du registre des *ejidatarios*, elle ne dénombre plus à Tulapan que 75 familles parmi les 123 qui avaient bénéficié de la dotation ; 48 ont dû quitter la localité, leurs droits étant redistribués parmi la clientèle du dirigeant local, Juan Atén<sup>57</sup>.

L'exercice du pouvoir local par l'entrepreneur de la frontière est toutefois sujet à l'évaluation des représentants de l'administration agraire et des syndicats paysans. Avec l'extension du dispositif étatique au cours des années 1940 et 1950, le renouvellement du pacte de gouvernance liant le dirigeant local à sa clientèle est tributaire de la permanence de son accès à des ressources sur lesquelles les administrations fédérales et le syndicalisme officiel exercent un contrôle de plus en plus grand. Dix ans après le début de la réforme cardéniste, le clientélisme étatique devient un mécanisme "naturel" de distribution de ressources et de négociation politique (Pansters, 1997). Il se structure autour d'une pyramide de médiations sociopolitiques, intégrées à un degré variable au dispositif de l'État-parti post-révolutionnaire, au sein de laquelle l'*ejido* et son dirigeant occupent une fonction charnière et l'*ejidatario*, le "citoyen agraire", constitue la brique de base (*ibid.*).

Le mode de gouvernementalité qui prend une forme stabilisée au milieu des années 1940 peut ainsi être caractérisé par la combinaison d'un pouvoir bureaucratique, incarné dans le dispositif local de l'État, et un pouvoir de type despotique à l'échelon local, qui actualise certains traits des pratiques de caciquat des époques coloniale et libérale, tout en étant soumis au contrôle du dispositif de l'État-parti. Le mode de régulation de ce régime est constitué principalement par les ressources foncières que l'État fédéral est en situation de mobiliser et de distribuer à travers la formation des *ejidos* et la dotation de terres complémentaires, sous forme d'"ampliation", et par les crédits à la production dont les grands commerçants de San Andrés sont les opérateurs principaux. La coordination de ce système est organisée dans une large mesure par l'appareil bureaucratique de l'État local : les agences de l'administration fédérale et le comité régional du parti officiel, au niveau duquel sont imposés les arbitrages centralisés concernant les rapports entre les organisations corporatives représentant les différents "secteurs" de la société<sup>58</sup>.

Les contraintes d'agrégation et de clientélisation des organisations locales par l'appareil bureaucratique de l'État-parti laissent toutefois des marges de manœuvre conséquentes aux entrepreneurs de la frontière, tant qu'ils reconnaissent la prééminence des directions syndicales dans la négociation des compromis politiques avec les niveaux supérieurs d'autorité. Les dirigeants des *ejidos* constituent le maillon essentiel de la chaîne verticale des médiations personnalisées qui lient les communautés rurales au pouvoir central à travers les deux appareils bureaucratiques complémentaires de l'administration fédérale et des syndicats incorporés au parti officiel. Au niveau de cette chaîne également, la relation de patronage et les valeurs de loyauté et de réciprocité opèrent comme le ciment de l'incorporation des *ejidos* au dispositif étatique (Pansters, 1997). Le processus de formation et d'institutionnalisation locales de l'État à travers la réforme agraire actualise ainsi les pratiques historiques de patronage personnalisé dans la construction des nouvelles

---

<sup>57</sup> Entrevue avec Feliciano Chontal, Tulapan, 28/07/2003. AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 3721. Ces situations ne sont pas exclusives aux Tuxtlas. Elles marquent le déroulement de la réforme agraire cardéniste dans de nombreuses autres régions et sont notamment évoquées par Hoffmann (1998) dans le Nord de l'État de Veracruz, Meyer (1987) dans la région de Zamora, au Michoacán – où seulement 25 % des exploitants à la fin des années trente figurent au registre de l'*ejido* –, et par Nuijten (2003 : 185-187) dans la région d'Autlán, dans l'État de Jalisco.

<sup>58</sup> Au cours des années 1940, le processus de représentation corporative des intérêts des différents secteurs sociaux initié sous Cárdenas se renforce et acquiert une dimension systémique. Relativement aux organisations rurales, la réunion des différents syndicats agraristes au sein de la Confédération Nationale Paysanne (CNC) se complète au cours du mandat présidentiel de Miguel Alemán (1946-1952), alors que les organisations représentatives du secteur privé suivent une dynamique similaire d'agrégation au sein du parti officiel, avec la formation de la Confédération Nationale des Chambres de Commerce (CONCANACO) et l'intégration de la Confédération Nationale des Éleveurs (CNG) et de la Confédération Nationale de la Propriété Privée (CNPP), qui toutes deux représentent les intérêts des grands propriétaires ruraux (Mackinlay, 1996).

organisations politiques rurales, qu'elles soient de nature corporative (syndicats paysans officiels) ou territoriale (*ejidos*). Ce faisant, il réaffirme les principes de personnalisation et de concentration du pouvoir étatique et économique dans les mains d'une poignée d'acteurs locaux, ainsi que le mode clientéliste de régulation de l'accès aux ressources publiques. L'élément innovateur de ce processus ne réside pas dans la personnalisation et la délégation du pouvoir étatique dans les espaces locaux<sup>59</sup>, mais dans l'institutionnalisation des instances de médiation incorporées à l'État, qui opèrent comme espaces où se négocient les formes d'assignation des ressources et où s'affirme dans le même temps le caractère délégué de ces ressources.

Le type de gouvernementalité dans les Tuxtlas adopte ainsi des traits du "despotisme décentralisé" analysé par Mahmood Mamdani (1996) en référence aux modes de gouvernement qui ont été mis en place dans les pays d'Afrique sub-saharienne sous les régimes coloniaux et ont perduré au-delà des indépendances. Selon Chauveau (2005 : 22), leur mise en œuvre a été investie d'un double enjeu : « d'un côté, celui de l'ancrage dans les campagnes du dispositif étatique national, [...] concentré dans les capitales et les grandes villes, et, d'un autre côté, l'enjeu de la stabilisation, dans les campagnes, d'un ordre politique négocié de nature non démocratique et par nature instable [...] »<sup>60</sup>. Le contexte et les enjeux posés par Chauveau en référence aux contextes africains coloniaux font largement écho aux défis d'institutionnalisation rencontrés par l'État mexicain après la résurgence de pouvoirs régionaux forts et autonomes au cours de la période révolutionnaire et de la décennie de réajustements qui l'a suivie. Nous avons vu que le processus de réforme agraire tuxtèque pouvait être assimilé à un processus de *colonisation interne* de ses marges territoriales par l'État en construction. Dans de nombreux espaces de diffusion de la frontière agraire cardéniste, les entrepreneurs politiques villageois ont incarné à la fois le pouvoir étatique et la légitimité politique communautaire, en remplissant une double fonction de vecteurs/traducteurs des normes d'incorporation politique et économique des *ejidos* au système national et de porteparole/interprètes exclusifs des demandes et expressions politiques des sociétés paysannes.

Pour approfondir l'analogie africaniste, les caractéristiques du mode de gouvernementalité de la frontière agraire cardéniste (l'enracinement des pratiques de l'État local dans la culture politique des sociétés indiennes, le fondement de l'autorité du dirigeant local sur le principe d'antériorité dans la construction des rapports avec la bureaucratie étatique et les commerçants privés, les liens de parenté et l'égalité essentielle des membres de la communauté comme métaphores des relations politiques) renvoient aux principes du fonctionnement de la frontière interstitielle africaine décrits par Kopytoff (1987). Comme dans les contextes africains, ces caractères essentiels débouchent sur la détention viagère des charges d'autorité et sur la gestion patrimoniale des ressources territoriales par l'entrepreneur politique. Celui-ci est toutefois le garant du développement des capacités productives des ménages qu'il gouverne, grâce aux réseaux politiques qu'il peut mobiliser dans l'attraction de financements privés et publics, mais aussi en assurant leur accès et celui de leur descendance aux ressources foncières. C'est à l'aune de sa capacité à offrir à la communauté *ejidale* une articulation efficace avec les marchés économiques et politiques (notamment, nous le verrons dans les chapitres suivants, le renouvellement des dotations foncières) que l'entrepreneur est évalué par ses administrés ; c'est cette efficacité qui légitime sa gestion patrimoniale des ressources<sup>61</sup>.

<sup>59</sup> À cet égard, l'État post-révolutionnaire ne fait qu'actualiser les formes de concentration des fonctions de gouvernement civil et de régulation commerciale dont bénéficiaient les *alcaldes mayores* à l'époque coloniale, puis les préfets de canton (*jefes políticos*) à l'époque du Porfiriato dans de nombreuses régions. Voir à ce sujet Lomnitz (1999, chap. 9) et Buve (1997).

<sup>60</sup> Voir également Chauveau (2000).

<sup>61</sup> De ce fait, la position dominante du dirigeant *ejidal* n'est pas non plus inexpugnable. Dans un contexte de violence et de lutte exacerbée entre factions agraristes, qui culmine au cours des années 1938 et 1939, Juan Ixba, le président du comité agraire de Chuniapan de Arriba est ainsi assassiné à la fin de l'année 1938 et sa famille est contrainte de fuir l'*ejido*, un nouveau groupe de dirigeants prenant les rênes de la communauté (entrevue avec Santiago Mil Pucheta, Chuniapan de Arriba, 08/10/1997).



### **La régulation de l'accès aux ressources naturelles : "l'ejido communal" comme forme institutionnelle endogène**

Les régulations qui se mettent en place dans les *ejidos* correspondent donc à une situation de pluralisme institutionnel où se combinent des éléments de la réglementation officielle, formelle et informelle – lois, règles et pratiques administratives de l'État corporatif –, et un ensemble de normes affirmant l'égalité essentielle des membres de la communauté. Dans la sphère foncière en particulier, prévalent des normes d'accès ouvert aux ressources (terre, pâturages, bois) pour tous les chefs de famille qui intègrent la communauté locale, qu'ils bénéficient ou non du statut d'*ejidatario*. Cet accès est seulement conditionné au respect des obligations communautaires (contribution à la trésorerie de l'*ejido* et aux travaux d'intérêt collectif) et à celles qui relèvent de la cohésion sociale et de la loyauté due au dirigeant local (maintien des relations d'assistance intergénérationnelle, intégration dans la clientèle politique et commerciale du dirigeant). La transgression de ces obligations peut en revanche conduire à la privation des droits fonciers et des droits de participation politique et à l'expulsion des ménages incriminés, comme l'histoire des *ejidos* en fournit de nombreux exemples dans la région.

Ces normes d'accès ouvert au foncier confèrent au "droit de hache", au principe du travail investi – de défrichement, puis d'entretien régulier des parcelles ouvertes à la culture –, un rôle prééminent dans la construction des droits fonciers, par-dessus les statuts légaux – d'*ejidatario* ou d'*avecindado*, de simple résident – attribués par l'administration agraire. Les terrains défrichés par un individu sont reconnus comme relevant de sa possession permanente, au-delà des temps de recû qui s'intercalent entre les périodes de culture. Seul un abandon prolongé de la parcelle peut motiver une réallocation des droits, sur décision de l'assemblée *ejidale*, si cet abandon n'a pu être justifié par le possesseur ou ses descendants.

L'incorporation dans les nouveaux *ejidos* des principes d'accès à la terre qui prévalaient dans le cadre de propriété communale a aussi pour corollaire la reproduction des normes qui organisaient les rapports et les transferts intergénérationnels dans ce cadre (chapitre 4). Dans sa monographie des zones rurales de Santiago Tuxtla, Isabel Kelly (1956 : 96-100) décrit ainsi la séquence qui ponctue l'accès des jeunes hommes au statut d'adulte marié et autonome. Cette séquence demeure marquée par la structure d'obligations qui lie les jeunes adultes à leurs géniteurs, à travers le financement de l'alliance matrimoniale par des derniers. Ces obligations se traduisent dans l'installation des nouveaux ménages au sein du foyer paternel pour une durée minimale de deux à trois ans « qui peut se prolonger indéfiniment », et une émancipation progressive ponctuée par l'accès autonome à la terre. Cet accès est conditionné à une demande formulée auprès de l'assemblée *ejidale* et à l'assentiment de celle-ci, en fonction de la conformité du comportement du jeune marié vis-à-vis des prescriptions sociales et de ses devoirs d'assistance à l'égard de ses parents (voir Flores, 2000).

Conjointement à celle de l'*ejidatario*, la figure du *comunero*, chef de famille autonome et producteur paysan, mais dépourvu de statut foncier légal, s'impose ainsi comme une composante essentielle de la structure sociopolitique villageoise. Toutefois, conformément aux dispositions réglementaires de la réforme agraire, l'assemblée formée par les *ejidatarios* concentre formellement les prérogatives du gouvernement local, même si l'exercice réel du pouvoir local est contrôlé par le dirigeant paysan. Les *comuneros* forment donc un groupe d'exploitants sans statut légal, dont les droits fonciers et les droits d'usage des ressources naturelles renouvelables (pâturages, bois) sont validés par l'assemblée *ejidale* et actualisés via leurs contributions aux charges collectives, mais dont les droits politiques sont restreints puisqu'ils sont formellement exclus des organes de gouvernement local. Le nombre des *ejidatarios* ne pouvant être modifié sans l'aval de l'administration agraire et leur statut ne pouvant être transmis qu'à un héritier unique, le groupe des *comuneros* est appelé à croître et à devenir majoritaire dès la seconde génération de résidents de l'*ejido*.

Dans le contexte de faiblesse du capital technique mobilisé dans l'activité agricole sur les *ejidos* de la frontière agraire – outils essentiellement manuels, absence d'intrants chimiques, rares attelages de bœufs dont l'usage est considérablement contraint par la densité racinaire sur les terres récemment défrichées –, la mise en œuvre des normes d'accès ouvert au foncier a constitué un facteur déterminant de l'établissement d'un régime de croissance démographique soutenu. D'une part, elle représentait une incitation à la formation de ménages étendus dans un contexte de concurrence pour l'occupation de l'espace agricole, où la surface exploitée et la production agricole étaient contingentes du nombre de bras que pouvait mobiliser chaque chef de famille. Elle constituait d'autre part un argument central d'attraction de nouveaux adhérents par les dirigeants locaux en concurrence dans les hiérarchies des réseaux de clientélisme politique. Elle était enfin un moyen pour ces mêmes dirigeants d'accroître rapidement le volume des excédents agricoles dont ils contrôlaient la commercialisation, de façon à consolider à la fois leur richesse personnelle et leur statut de maître de clientèle dans l'espace politique régional.

Après le doublement de la population des *ejidos* dans la partie centrale du municipe de San Andrés entre 1930 et 1940, les taux de croissance annuelle de la population rurale se maintiennent ainsi à un niveau supérieur à 4,5 % entre 1940 et 1950 et près de 3 % au cours de la décennie suivante, soit un nouveau doublement en vingt ans. Mais dans les espaces concernés par la frontière cardéniste, cette croissance se maintient à un niveau moyen supérieur à 4,5 % pendant plus de vingt ans, qui conduit à multiplier par 5,5 la population entre 1930 et 1960 et par 3,3 au cours des trente années qui suivent la formation des *ejidos* dans ces espaces (Tableau 7.1).

Tableau 7.1 : Evolution de la population des *ejidos* de la partie centrale du municipe de San Andrés Tuxtla, entre 1930 et 1970

	1970	1960	1950	1940	1930
Population totale des <i>ejidos</i>	16 485	13 130	9 970	6 399	3 270
Taux de croissance annuelle de la décennie antérieure (%)	2,30	2,79	4,53	6,94	–
Population des <i>ejidos</i> de la "frontière cardéniste"	9 370	7 066	4 599	2 862	1 320
Taux de croissance annuelle de la décennie antérieure (%)	2,86	4,39	4,86	8,05	–

Sources : INEGI, recensements de population, 1930-1970.

L'"*ejido* communal" s'impose ainsi comme une forme institutionnelle endogène, qui exprime un ensemble d'intérêts partagés par les différentes catégories d'acteurs de la société *ejidale* et qui fonde la construction des compromis de gouvernance locale sous l'égide de l'entrepreneur de la frontière. Les normes d'accès ouvert à la terre encouragent une mise en valeur rapide des ressources locales, en même temps qu'elles favorisent les appropriations de la part des acteurs qui sont les mieux situés dans les chaînes de médiation commerciale et dans les systèmes d'autorité. Elles leur permettent d'accumuler les ressources foncières grâce aux moyens financiers qu'ils sont en situation de mobiliser pour défricher et mettre en valeur de nouvelles terres, ou encore pour acquérir du bétail qui est installé en libre pâture sur les terres périphériques indivises des *ejidos* ou, lorsque les défrichements s'y étendent, à l'intérieur de parcs clôturés.

Les rapports hiérarchiques et l'accaparement des ressources de l'*ejido* par les dirigeants locaux se superposent ainsi à la mise en avant des principes d'égalité et de réciprocité dans leur discours politique et dans les normes de régulation foncière. Le développement des enclosures devient un phénomène généralisé dans les communautés de la frontière agraire à partir du début des années 1950 : à Bodegas de Totoltepec, le dirigeant local, Luis Toto Toto, qui possède une centaine de têtes de bétail, s'approprie avec une demi-douzaine de ses proches et d'autres commerçants de la localité

(José Pólito et Pablo Minquís) un parc de 350 hectares, soit près du tiers de la surface totale de l'*ejido* ; à Tulapan, deux familles, celle du dirigeant historique, Juan Atén, et les Chontal clôturent plus de 100 ha chacune sur les terrains périphériques de la communauté<sup>62</sup>. Les expansions foncières des dirigeants locaux participent d'une gestion patrimoniale des ressources de l'*ejido*, celles-ci pouvant être considérées dans certains cas comme une extension de leur sphère privée. Au milieu des années 1950, Juan Atén fait ainsi une demande d'enregistrement d'une propriété de 100 ha située à l'intérieur du périmètre de l'*ejido* de Tulapan : de toute évidence l'un des parcs à bétail qu'il a installés sur les terres de la communauté<sup>63</sup>. Ces pratiques renvoient d'abord à certains traits constitutionnels des systèmes politiques décrits par les études africanistes : le patrimonialisme des entrepreneurs politiques des processus de frontière interstitielle décrits par Kopytoff (1987) et le despotisme décentralisé analysé par Mamadani (1996).

### ***Les luttes pour le contrôle des territoires de la frontière agraire et l'imposition d'un pacte de gouvernance sous l'égide de l'État-parti et des nouvelles élites marchandes***

La confluence des logiques de construction et d'extension des clientèles politiques et commerciales dans les nouveaux territoires de la frontière agraire, celles des dirigeants des *ejidos* se combinant avec celles des différentes factions politico-syndicales en concurrence pour le contrôle du mouvement agrariste, n'ont pas tardé à entrer en frictions et à provoquer un regain de la violence armée qu'avait connue la région entre les années 1925 et 1930 (chap. 6). Ces tensions entre entrepreneurs politiques et factions agraristes locales sont fortement médiatisées par les jeux d'alliance et d'opposition qui se nouent aux niveaux provincial et national entre les différentes centrales corporatives qui s'affrontent pour la représentation des mouvements paysans. L'un des enjeux centraux de ces processus nationaux réside dans le maintien formel d'une organisation paysanne indépendante au sein du dispositif de médiations corporatives qui se construit au sein du régime d'État-parti (une posture qui s'imposera finalement avec l'établissement d'un monopole de représentation en faveur de la CNC), ou dans la formation d'une confédération rassemblant syndicats ouvriers et paysans.

Dans l'espace veracruzain comme dans les Tuxtlas, trois fédérations se distinguent dans le maelström des scissions et des regroupements qui marquent la dynamique des organisations agraristes durant les années trente et la première moitié de la décennie suivante : la Ligue de Communautés Agraires (LCAEV) qui, en dépit des attaques dont elle a fait l'objet de la part des gouvernements provinciaux depuis la chute de Tejeda, conserve une base politique importante dans le centre des Tuxtlas, en particulier dans la zone productrice de tabac et de banane ; la Confédération des Travailleurs Mexicains (CTM), qui bénéficie sous le régime cardéniste d'un soutien fort de l'administration fédérale et du gouvernement de l'État ; et la Confédération Générale Ouvrière et Paysanne du Mexique (CGCOM), dont l'audience s'accroît à la fin des années 1930, à partir de ses bases d'implantation originelle dans les zones productrices de canne à sucre du bassin du bas Papaloapan.

L'irruption d'Enrique López Güitrón dans l'espace politique régional à la fin de l'année 1935, sous la bannière de la CTM et avec un appui fort du dispositif étatique, achève de fracturer les bases d'une Ligue tuxtèque déjà affaiblie par l'érosion de ses relais au niveau du gouvernement provincial. Plusieurs dirigeants locaux de l'agrarisme régional rejoignent la structure que met en place Güitrón. Il s'agit principalement de représentants de localités du Sud de l'ancien territoire communal, comme Juan Paxtián dans la zone d'Axochío, ou Juan Atén dans celle de Tulapan, qui ont tout à gagner dans

---

<sup>62</sup> Entrevues avec Rogelio Velasco, Bodegas de Totoltepec, 12/12/1997 ; et avec Santos Ixtepan, Tulapan, 05/02/2000.

<sup>63</sup> AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 4293, Paso de la Vía, 1955.

l'affaiblissement du rôle recteur du chef-lieu municipal et des vieux villages du centre de la région pour organiser l'expansion du processus de réforme agraire aux zones dans lesquelles ils sont implantés. Ces dirigeants bénéficient de surcroît de l'appui militaire du gouvernement fédéral, qui arme des groupes de "défenses rurales" (*defensas rurales*) destinés à appuyer et protéger les comités agraires qui occupent les propriétés susceptibles d'être expropriées<sup>64</sup>.

La formation des *ejidos* entre 1936 et 1939 s'appuie principalement sur l'activisme de ces relais locaux de la CTM et conduit à une radicalisation des tensions avec les autres factions syndicales. En octobre 1938, la direction de la LCA dans les Tuxtlas<sup>65</sup> publie un avis d'alerte à l'attention des organisations paysannes de la région dénonçant « les Dirigeants de certaines Centrales Ouvrières [...] qui sont en train de s'approprier tendancieusement certaines organisations paysannes, portant atteinte de façon flagrante [au] Pacte célébré au mois d'avril de l'année en cours dans la ville de Jalapa entre la LCAEV et la CTM »<sup>66</sup>. La rupture est consommée à la fin de la même année et se traduit par une déflagration de violence dans l'ensemble de la région (Figure 7.6).

En décembre, l'expulsion de plusieurs paysans de l'*ejido* El Huidero par des miliciens de la "défense rurale" de Juan Atén provoque en réaction un raid de Nicolás Parra sur Tulapan, le fief d'Atén, où des maisons sont brûlées et des paysans sont tués<sup>67</sup>. Quelques semaines plus tard, les délégués de la LCA dans les communautés de El Tibernal, Pixixiapan, El Pretil, El Tular, qui relèvent du secteur de Coyolito, dans le municipe de Santiago, demandent l'aide de Nicolas Parra pour les protéger des exactions de Nicolás Salazar, qui a brûlé une plantation de canne à sucre et détruit une installation de production de cassonade, imposé des amendes et menacé de mort des paysans n'appartenant pas à la CTM<sup>68</sup>. La violence culmine en février 1939, avec l'assassinat de López Güitrón, dans une embuscade tendue par la milice de Fernando Aguirre, dirigeant de Chuniapan de Arriba et allié de Parra (González Morales, 1994 : 200). Une extrême tension perdure au long des années 1939 et 1940. En juillet 1939, la LCA tient un congrès extraordinaire à San Andrés, à l'occasion duquel sont dénoncés les assassinats de paysans membres de la Ligue perpétrés par Paxtián et l'inaction du gouvernement municipal, nommé par le gouverneur de l'État et allié de la CTM<sup>69</sup>. En 1940, les assassinats de délégués de la Ligue, à Ranchoapan, à Hueyapan, à Bodegas de Totoltepec se poursuivent, dans une apparente impunité ; la Ligue multiplie les assemblées générales pour mettre en place des dispositions destinées à « mettre fin à l'insécurité causée par des éléments cétémistes »<sup>70</sup>. En décembre de la même année, la LCA organise dans les rues de San Andrés une marche de 2 000 adhérents dirigée contre le président municipal et le député au congrès provincial. Sans réponse de la part des autorités de l'État.

---

<sup>64</sup> Les deux villages deviennent ainsi des centres de "secteurs agraires", bases des "défenses rurales" mises en place par le dispositif étatique dans la région des Tuxtlas, d'où sont coordonnées les actions de mobilisation des comités paysans. Deux autres "secteurs" sont créés dans la région, autour des localités de El Laurel, pour les zones basses situées entre les *ríos* de Tuxtla et San Juan (Nicolás Parra Santos), et Coyolito pour le municipe de Santiago Tuxtla (Nicolás Salazar) (voir la Figure 7.3). Trois de ces quatre secteurs militarisés sont alors tenus par des dirigeants alliés à la CTM (Paxtián, Atén, Salazar), le troisième, Parra, suivant une stratégie d'alliance fluctuante entre les différentes centrales corporatives, tout en étant formellement affilié à la CGOCM.

<sup>65</sup> La direction régionale de la LCA est alors formée de Manuel Mendoza, secrétaire général, Martín Anota et Nicolas Parra, délégués généraux.

<sup>66</sup> AGEV, LCA, San Andrés Tuxtla, caja 109, oct. 1938.

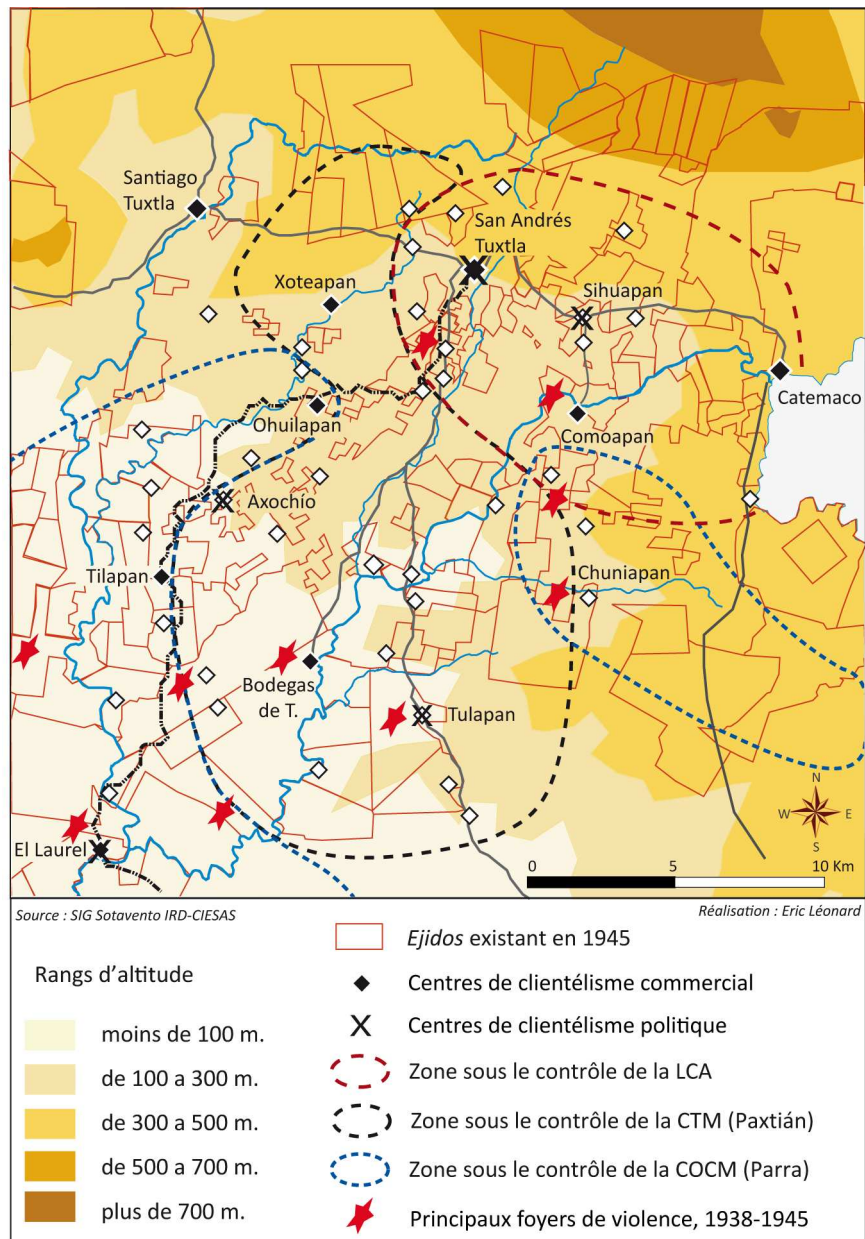
<sup>67</sup> Entrevues avec Santos Ixtepan et Feliciano Chontal, Tulapan, 05/02/2000 et 28/07/2003.

<sup>68</sup> AGEV, ACAM, exp. 1686, El Tibernal, dotation.

<sup>69</sup> AGEV, LCA, San Andrés Tuxtla, caja 108.

<sup>70</sup> *Ibid.*, 04/02/1940.

Figure 7.6 : Organisation des espaces de clientélisme et de contrôle politiques dans la partie centrale des Tuxtlas au début des années 1940



La violence politique a pour première conséquence de relancer la mobilité et les déplacements de population que les dotations foncières cardénistes avaient impulsés. En 1939, un an après la résolution officielle de création de l'*ejido* Abrevadero, sous les auspices de Juan Paxtián, un groupe de bénéficiaires, parrainés par Nicolás Parra, fait sécession et s'en va occuper une propriété voisine, au lieu-dit Sayultepec, où il fait une demande de dotation indépendante, qui sera satisfaite quatre ans plus tard (ACAM, exp. 2779). À Tulapan, les dissidents du gouvernement local de Juan Atén sont expulsés et leurs droits fonciers sont réalloués à des familles venues de Cuesta Amarilla, Los Naranjos et El Remolino, sur une base clientéliste.

À partir de la fin de l'année 1940, avec le changement d'administration présidentielle, on assiste toutefois à une pacification graduelle de la situation et à sa reprise en main par le dispositif étatique. Cette évolution est particulièrement nette à partir de 1943, lorsque les éléments les plus radicaux des différents camps sont cooptés ou mis au pas, de façon souvent brutale, par l'appareil officiel. À cette époque, le pacte de gouvernementalité corporative est en passe d'être tranché en faveur d'une

représentation dissociée des secteurs ouvrier et paysan. La Confédération Nationale Paysanne (CNC), dont est membre la Ligue des Communautés Agraires, prend le pas sur les organisations militant pour la fusion des mouvements, comme la CTM ou la CGCOM. En septembre 1944, Nicolas Parra témoigne de la perte de son emprise sur les comités agraires du secteur qu'il dirige, lorsqu'il se plaint au comité régional de la Ligue de « l'imposition [par le chef de zone de la Banque *ejidale*] d'éléments qui ne jouissent pas de la sympathie et de la confiance des *ejidatarios* » à l'occasion du renouvellement de la direction de l'*ejido* El Laurel, son propre fief. Il lui est répondu qu'en tant qu'adhérent de la CGCOM, « un organisme qui poursuit des objectifs différents de cette CNC », le comité régional ne peut donner suite à sa plainte et lui propose d'adhérer à la centrale officielle<sup>71</sup>. Durant l'année 1945, les derniers éléments de dissidence sont mis au pas. Alors que Juan Paxtián est muté à un poste administratif au siège de la CTM, à Mexico, Manuel Parra et l'un de ses principaux lieutenants sont assassinés à El Laurel en mars et juillet (Medel, 1993, T. II : 540-542). Les figures radicales historiques de la Ligue sont pour leur part marginalisées par l'ascension d'une nouvelle génération de dirigeants régionaux, aux ordres du pouvoir central (Agustín "El Moro" Ortega, Miguel Toto Linares, Teodoro Vázquez, Pedro J. Pelayo), qui demeurera à la tête du comité régional paysan jusqu'au début des années 1970.

Les élections générales de 1946 (en avril pour les municipalités, le gouvernement et le parlement de l'État, en juillet pour la présidence de la République et le congrès fédéral) sont l'occasion de formaliser la prise de contrôle du pouvoir central sur les organisations politico-syndicales régionales. En février, le parti officiel informe le comité régional de la Ligue qu'un pacte électoral a été ratifié au niveau de l'État de Veracruz, qui associe la LCAEV, la CTM et « les représentants du secteur populaire » (la CGCOM). En vertu de cet accord, Vidal Díaz Muñoz, fondateur de la CGCOM et candidat de la CTM, est proposé pour le mandat de député fédéral, la Ligue/CNC étant mandatée pour désigner le candidat au parlement provincial et une liste unifiée devant être constituée pour les élections municipales, dont « le candidat unique [au poste de président] sera un sanandrésien authentique, résident de longue date dans le municipio, [membre] de la CNC ou de la CTM, [...] et le premier adjoint devra appartenir à l'autre organisation »<sup>72</sup>.

Le pacte électoral de février 1946 semble avoir marqué la fondation d'un nouvel ordre politique dans la région<sup>73</sup>. Sa ratification coïncide avec la consolidation du complexe politico-commercial associant les grands commerçants de grains de San Andrés – la Casa López Miranda en premier lieu – et la génération émergente d'entrepreneurs agricoles qui a succédé à l'oligarchie foncière du début du siècle, d'une part, et les dirigeants des *ejidos* qui consolident leur emprise sur les marchés agricoles locaux, d'autre part. À partir de cette date, ce sont clairement les critères d'extension spatiale de ce complexe et de subordination des dynamiques politiques à ses intérêts commerciaux qui vont s'imposer dans la gestion de la question agraire. L'année 1946 est aussi celle de l'accès au pouvoir de Miguel Alemán, dont le mandat présidentiel peut être caractérisé comme une période d'institutionnalisation de la collusion d'intérêts entre les personnels politiques de l'État-parti et ceux d'un entrepreneuriat national en plein essor dans le contexte de croissance économique qui suit le second conflit mondial. Ce sont les critères de mise au service de la politique agricole et rurale vis-à-vis des intérêts de cet entrepreneuriat qui vont orienter les formes de propagation de la frontière agraire au cours des décennies suivantes.

---

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> AGEV, LCA, San Andrés Tuxtla, caja 108, février 1946.

<sup>73</sup> Au cours de l'année 1947, toutefois, les cadres historiques de la Ligue tuxtèque (Martín Anotá, Manuel Mendoza, Clemente H. Ortiz, Manuel Elías, Diego Toto) ont dirigé plusieurs lettres au comité provincial de la LCAEV pour dénoncer l'attitude trop conciliante du nouveau comité régional de l'organisation vis-à-vis de la CTM (AGEV, LCA, San Andrés Tuxtla, caja 108).

## **Conclusion : la reproduction des logiques de segmentation politico-territoriale et la propagation trans-générationnelle de la frontière agraire**

Le processus de réforme agraire fait de l'*ejido* la clé de voûte du dispositif d'ancrage de l'État et du mode de gouvernementalité rurale caractéristique du Mexique postrévolutionnaire. En instituant une relation de subordination entre l'État et ses représentants dans la validation des droits fonciers et de représentation politique, ainsi que dans celle des processus de désignation des autorités locales et dans la sanction de l'exercice de leur pouvoir, la création des *ejidos* permet de réaliser l'institutionnalisation de l'État central dans les zones rurales, une tâche à laquelle les gouvernements successifs s'étaient attaqués sans succès depuis la période coloniale. La constitution des *ejidos* permet de déplacer les dispositifs communaux de régulation sociopolitique, qui étaient perçus comme un obstacle majeur à la construction et la modernisation d'une nation unifiée, au profit des règles du jeu posées par l'État. Elle crée ainsi des espaces de production d'une culture politique qui place les représentants de l'État au centre des processus de construction et de légitimation des pouvoirs locaux, en rupture avec les logiques d'autonomie qui prévalaient antérieurement.

Au milieu de la décennie 1940, soit une dizaine d'années après le tournant de la réforme agraire cardéniste, les structures agraires, politiques et territoriales des Tuxtlas ont subi une restructuration qui a effacé toute trace des organisations qui avaient marqué les dynamiques spatiales et sociopolitiques depuis l'époque coloniale. Les grandes structures de propriété et celles de la communauté de San Andrés, leurs systèmes d'autorité et les institutions formelles qui régulaient les rapports entre les différentes composantes de la société régionale ont été remplacées par une organisation hiérarchique qui assure l'intégration des petits producteurs villageois dans le système politique et économique national et les soumet aux régulations fixées par l'État central. L'organisation communautaire traditionnelle, marquée par le rôle hégémonique de la municipalité – ou de la *république* d'Indiens –, a été désarticulée au profit de micro-communautés dont la constitution et les principes de fonctionnement sont tributaires de procédures établies, mises en œuvre et sanctionnées par l'administration étatique et ses représentants locaux.

Pour autant, le changement institutionnel impulsé à travers la mise en œuvre de la réforme agraire cardéniste témoigne aussi de l'influence de certaines composantes centrales des matrices cognitives et normatives des sociétés villageoises – en d'autres termes, il illustre l'existence d'une "dépendance de sentier" dans la trajectoire de construction du nouvel ordre politique et social. En premier lieu, la formation des *ejidos*, si elle s'est réalisée à travers une soumission formelle au dispositif étatique, a ménagé un large champ d'expression pour un certain nombre de règles empruntées au fonds institutionnel communal, en particulier celles qui affirmaient l'égalité essentielle des membres de la communauté dans l'accès à la terre et aux ressources naturelles. L'incorporation comme usagers de l'espace *ejidal* d'individus qui n'étaient pas reconnus comme ayants droit par l'administration officielle a participé de ce principe, au même titre qu'elle répondait à une stratégie de consolidation de la communauté dans un contexte de tensions pour le contrôle de l'espace foncier et de concurrence pour la formation de clientèles économiques et politiques.

En second lieu, les principes de patronage personnalisé, qui avaient organisé l'insertion des paysans indiens dans les marchés coloniaux, puis leur accès aux contrats d'habilitation productive au XIX<sup>e</sup> siècle, se sont imposés comme un mode de régulation fondamental des réseaux économiques et politiques mis en place par les dirigeants locaux, les grands commerçants de grain et le dispositif local de l'appareil étatique. La mise en œuvre de relations clientélistes, aussi bien dans l'espace local qu'à l'échelle des réseaux régionaux, s'est fréquemment appuyée sur la construction de rapports de parenté politique ou symbolique entre patrons de clientèles et adhérents, puisant là encore dans le fonds institutionnel des communautés locales. La frontière agraire cardéniste a ainsi opéré comme un levier de transformation de la culture politique héritée du régime colonial, tout en mobilisant

des éléments centraux dans le régime de gouvernementalité fondé sur la validation par l'État des mécanismes d'exercice personnalisé du pouvoir local.

Un autre "persistance structurelle" observable dans les régulations issues du processus de réforme agraire réside dans la permanence des patrons historiques de segmentation sociale et de mobilité qui opéraient comme référents des stratégies d'autonomisation et de promotion sociopolitique des nouvelles générations. Le modèle de mobilité spatiale, qui s'était construit autour de la formation des *rancherías* et de l'expansion de la frontière agricole du coton au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis de l'occupation des propriétés des "sociétés agricoles" durant le siècle suivant, a vu sa validité réaffirmée et sa portée décuplée avec la mise en œuvre de la réforme cardéniste. À partir du début des années 1940, les logiques de promotion individuelle à travers le déplacement vers les frontières agraires et la création ou l'adhésion à de nouveaux *ejidos* s'ancrent durablement dans la culture politique des sociétés villageoises tuxtèques.

La réitération des patrons de mobilité au cours des décennies qui suivent l'achèvement du mandat cardéniste est liée au caractère non-évolutif des institutions formelles de l'*ejido* : ni le nombre d'ayants droit à l'espace foncier, ni celui des membres des instances de gouvernement local ne peuvent légalement évoluer hors des dotations complémentaires allouées par l'État. Tout se passe comme si l'*ejido* était conçu pour avoir une existence limitée, dont la durée est déterminée par les tensions internes associées aux demandes d'accès des nouvelles générations aux espaces productifs et politiques (Cambrézy, 1992 : 634). La régulation de ces tensions s'est effectuée selon deux modalités principales, qui se sont souvent combinées : d'une part, par l'ajustement interne, via le fractionnement, la vente et la mise en location des lopins individuels, en infraction avec la législation (voir Bouquet, 2010) ; et d'autre part, à travers le transfert à l'État de ces tensions, pour qu'elles soient résolues par de nouvelles dotations foncières. Cette seconde modalité rejoignait une contrainte structurelle de l'État postrévolutionnaire, relative à l'importance systémique du processus de réforme agraire dans la reproduction et la diffusion du mode de gouvernementalité rurale. Le chapitre suivant s'intéresse à la façon dont les ressortissants des communautés *ejidales* tuxtèques et les représentants de l'État dans le Sud de Veracruz ont participé à l'expansion et l'affinement du modèle de gouvernementalité qui s'était façonné au cours de la réforme agraire cardéniste.





## Chapitre 8

### *La frontière agraire en marche*

#### *La colonisation agraire des terres basses du Sotavento*

(1950-1980)

#### **Introduction : la reproduction des logiques de segmentation intergénérationnelle et d'autonomisation des jeunes ruraux**

À la fin des années 1940, la prolongation du processus de frontière est au cœur de la dynamique sociopolitique. En dépit de la pacification des rapports entre maîtres de clientèles rurales, qui se trouvent regroupés au sein d'une centrale corporative unifiée et sont soumis de façon croissante aux arbitrages politiques décidés aux niveaux centraux de la CNC et du parti officiel, les tensions centrifuges et les stratégies de sécessions de groupes sociaux s'inscrivent comme des phénomènes structurels des dynamiques sociales au sein des *ejidos* tuxtèques. Les procédures d'attribution de dotation complémentaire ("ampliation" d'*ejido*) sont des moments privilégiés de leur expression. Ces demandes d'élargissement du fonds des communautés représentent une ressource essentielle pour les dirigeants locaux désireux de contrôler les dynamiques d'intégration et de promotion sociale des jeunes générations de paysans ; mais elles représentent aussi pour ces dernières des opportunités d'autonomisation, dans le prolongement des comportements mis en œuvre par leurs aînés quelques décennies, parfois seulement quelques années, auparavant. Dès le milieu des années 1930, les *ejidos* créés durant la période ténéfédiste entreprennent ainsi des procédures d'*ampliation* : Calería, El Laurel, Axochío, Tilapan, Cerro Amarillo, Texalpan en 1935 ; Comoapan, Xoteapan, Ranchoapan, Soyata en 1938-1939 ; Tulapan en 1941. Sur la frontière cardéniste, de telles demandes sont souvent formulées dès la formation des *ejidos*, comme à Buenavista, El Huidero, Salto de Eyipantla (qui entament des procédures d'*ampliation* en 1938) ; San Leopoldo, Apixita et El Remolino formulent des demandes similaires entre 1941 et 1943. Dans de nombreux cas, ces procédures sont annulées par l'administration agraire, au motif que les terres attribuées en dotation aux *ejidos* concernés « ne sont pas exploitées » en totalité<sup>1</sup>.

Mais lorsqu'elles sont validées administrativement, les procédures d'*ampliation* sont vite l'objet de tentatives de détournement par les jeunes de villages. À Tulapan, ceux-ci signifient au délégué du Département des Affaires Agraires dans l'État de Veracruz que leur demande ne s'inscrit pas dans une démarche d'*ampliation*, mais de dotation indépendante, car « ils souhaitent désigner eux-mêmes leurs autorités agraires, afin qu'elles soient indépendantes de celles de Tehuantepec

---

<sup>1</sup> C'est le cas pour les communautés de Tilapan, Texalpan, El Huidero, Ranchoapan, Soyata, San Leopoldo et Apixita. À Axochío, la raison du refus est liée au fait que « beaucoup [des signataires de la demande d'*ampliation*] ne vivent plus dans la localité et d'autres ne sont plus *ejidatarios* [du fait d'une privation de leurs droits par décision de l'assemblée locale] » (AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, Ampliaciones).

[Tulapan], parce que si les terres étaient concédées à ce village [sous forme d'ampliation] ils seraient exposés aux caprices des autorités du vieux village » (AGEV, ACAM, exp. 3721, 26/02/1943). Les jeunes de Tulapan obtiendront gain de cause, avec la formation de l'*ejido* Paso de la Vía en 1952, sur des terres voisines du "vieux village" de Tulapan. Lorsque la demande de dotation complémentaire de Calería aboutit enfin, au début des années 1960, les bénéficiaires s'empressent eux aussi de constituer un nouveau village sur les terres allouées, pour y entreprendre une procédure de formation d'un *ejido* indépendant, baptisé Adolfo Ruiz Cortines.

Ces stratégies de segmentation prennent aussi des formes déjà observées une quinzaine d'années auparavant à proximité de San Andrés. En 1950, un groupe de soixante chefs de famille habitant le village dit La Basura, sur la partie de l'*ejido* de Catemaco qui surplombe la lagune de Sontecomapan, se constitue en "Société Licenciado Mario Souza"<sup>2</sup> et demande sa ségrégation du chef-lieu *ejidal*, afin de former une communauté indépendante, dotée de 578 ha. Les familles concernées font valoir qu'elles « travaillent séparément les terrains de l'*ejido* » et qu'en raison de l'éloignement de leur village, elles « ne peuvent pas se rendre aux assemblées et qu'avec leurs propres autorités agraires [elles] pourront réaliser une meilleure exploitation des terrains » (*Diario Oficial de la Federación*, 19/11/1950 : 13-14)<sup>3</sup>. L'*ejido* Mario Souza est créé officiellement en novembre 1950. Moins de trois ans plus tard, un groupe de paysans d'Ohuilapan demande au Département Agraire l'attribution des terres qui sont vacantes dans cet *ejido*, où seuls neuf des 60 bénéficiaires originels sont encore présents<sup>4</sup>. Cette situation n'empêchera pas des résidents de Mario Souza d'aller fonder un nouveau centre de peuplement sur des terres voisines en 1965, baptisé Gustavo Díaz Ordaz (du nom du président de la République en fonction), puis d'y obtenir l'érection d'un nouvel *ejido* en 1975<sup>5</sup>.

Ces dynamiques qui se jouent sur les périphéries des espaces affectés par la réforme agraire cardéniste ne sont pas exclusives de l'entretien des tensions non résolues à l'échelle des anciens *ejidos* de la période téjédiste. En 1949, les revendications de sécession du village de Texcaltitán, au sein de l'*ejido* Xoteapan (chapitres 6 et 7), sont encore d'actualité. Les habitants du chef-lieu *ejidal* écrivent alors au comité régional de la CNC pour se plaindre que le président du *comisariado* local, Manuel Caliente, qui a été élu en vertu d'un accord de gouvernance entre les deux villages et qui est résident de Texcaltitán, a sollicité au DAAC la réalisation d'une étude de faisabilité préalable à la division de l'*ejido* en deux entités indépendantes. Les deux parties s'appuient sur des relais différents au sein des administrations sectorielles et territoriales et jouent de leur mise en concurrence : alors que les habitants de Xoteapan recourent au syndicat officiel et à la municipalité, à laquelle ils versent leur redevance foncière conformément à la réglementation, ceux de Texcaltitán misent sur l'administration fédérale et ont résolu de payer leur impôt directement auprès de la trésorerie provinciale, à Xalapa, pour s'attacher les soutiens qu'ils pensent propices à leur démarche<sup>6</sup>.

La reproduction des logiques de segmentation et d'autonomisation des jeunes ruraux s'appuyant sur le dispositif de la réforme agraire conduit ainsi à l'expansion de la dynamique de frontière interstitielle jusqu'aux marges de l'espace historique du système régional. Au milieu des années 1950, la dynamique de formation des *ejidos* a atteint les limites des disponibilités foncières fixées par la réglementation officielle (Figure 8.1). Les propriétés qui perdurent dans les interstices du système *ejidal* correspondent aux petits lopins qui ont survécu à la phase libérale de concentration des terres,

---

<sup>2</sup> Du nom du chef du Département des Affaires Agraires et de la Colonisation (DAAC) sous la présidence de M. Alemán. La stratégie d'adopter le nom d'un haut fonctionnaire, gouverneur ou président en poste pour s'attirer les bonnes grâces des décideurs politiques deviendra une pratique récurrente des comités agraires (voir *infra*).

<sup>3</sup> Il convient de noter le glissement dans l'argumentaire de comités agraires, de l'évocation des compromis de justice sociale de l'Etat postrévolutionnaire à l'époque cardéniste, à celle de l'efficacité productive dans un contexte de revirement du discours officiel. Ce glissement peut être vu comme le reflet de l'effectivité de l'ancrage du dispositif étatique, jusque dans les localités situées à la périphérie de la frontière agraire.

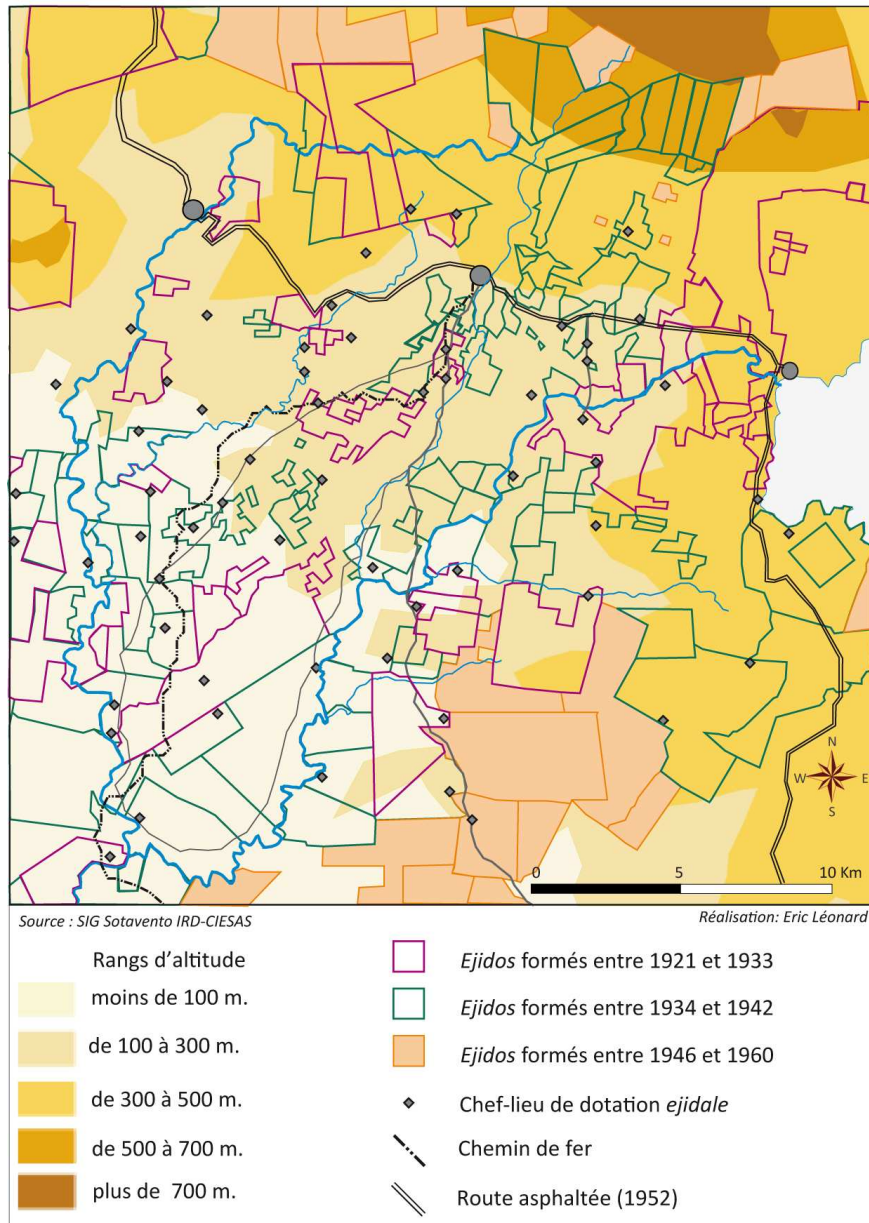
<sup>4</sup> AGEV, LCA, San Andrés Tuxtla, caja 108, mars 1953.

<sup>5</sup> *Diario Oficial de la Federación*, Departamento de Asuntos Agrarios y Colonización, municipio de Catemaco, 01/01/1917 à 27/11/1974, in [www.catemaco.info/diario/0/docs/dof\\_catemaco.html](http://www.catemaco.info/diario/0/docs/dof_catemaco.html)

<sup>6</sup> AGEV, LCA, San Andrés Tuxtla, caja 109, mars 1949.

principalement dans les zones accidentées situées entre les deux chefs-lieux de San Andrés et Santiago, ainsi qu'aux *fincas* issues des affectations légales et du fractionnement des possessions de l'élite pour échapper à ces dernières. Les *ampliaciones* ultérieures résulteront de coups de force, d'invasions de terres par des factions politiques locales, que l'administration agraire régularisera à des fins de paix sociale et de légitimation politique (voir le chapitre suivant).

Figure 8.1 : Le prolongement de la frontière agraire dans la partie centrale des Tuxtlas, entre 1945 et 1960



À partir du milieu des années 1950, la gestion des tensions pour l'accès des jeunes générations de paysans aux ressources devient ainsi tributaire des ajustements et des arrangements institutionnels qui se mettent en place dans les *ejidos*, alors que l'espace foncier interne est occupé ou en passe de l'être (chapitre 9). Mais l'émergence et le développement d'une forte contrainte foncière dans le centre des Tuxtlas coïncident également avec la mise œuvre de programmes de colonisation agraire dans les terres basses tropicales, sur les versants littoraux du volcan San Martín, puis de la Sierra de Santa Marta voisine, et enfin dans la région de l'Isthme central, qui étaient jusqu'alors restés isolés et

dépeuplés. L'ouverture des fronts de colonisation va, durant plus d'un quart de siècle, fournir de nouveaux espaces à l'expression des stratégies de promotion sociale par la segmentation et la mobilité, en même temps qu'elle constituera un facteur essentiel d'expansion du mode de gouvernamentalité postrévolutionnaire et de sa reproduction dans les zones anciennement touchées par le processus de réforme agraire.

## **Le tournant alémaniste : la colonisation agraire comme entreprise privée (1945-60)**

### ***L'ascension politique de Miguel Alemán et la constitution d'un réseau de pouvoir qui occupe durablement l'appareil étatique***

La mise en œuvre des politiques de colonisation agraire des terres basses tropicales est indissociable du dispositif centralisé de construction et de redistribution de rentes publiques à des clientèles privées associées au pouvoir, qui se construit au cours des années 1940 et 1950 autour de la figure du président Miguel Alemán. L'ascension de ce dernier et la permanence, jusqu'à la décennie de 1970, du complexe politico-économique qu'il a entrepris de mettre en place, marquent profondément les formes d'exercice du pouvoir et de régulation de l'accès à ses ressources qui caractérisent le fonctionnement des institutions mexicaines. Le processus de colonisation du "Tropique humide" mexicain, au cours des années 1950 à 1980, et sa mise en œuvre dans la région du Sotavento de Veracruz en particulier, fournissent une illustration remarquable de l'organisation de ce système.

La famille Alemán est originaire du municipe de Sayula, au sud d'Acayucan, qui constitue au début des années 1940 la porte d'entrée aux espaces forestiers presque inoccupés de l'Isthme central. Le général Miguel Alemán González a été l'une des figures de l'opposition au régime de Porfirio Díaz, puis des luttes révolutionnaires et postrévolutionnaires dans le Sotavento, jusqu'à sa mort en 1929, à l'occasion de sa participation au *pronunciamento* du général González Escobar (chapitre 6). Son fils, Miguel Alemán Valdés, devient gouverneur de l'État de Veracruz de 1936 à 1939, un mandat dans le cadre duquel il participe activement à la politique cardéniste d'affaiblissement de la LCAEV et de subordination des organisations paysannes au dispositif de l'État-parti (Falcón, 1977 ; Baitenmann, 1997 ; Hernández García, 2010). Le gouvernorat lui fournit également l'opportunité de constituer un réseau dense d'alliances et de relations personnelles qui intègre des figures du secteur entrepreneurial et de la moyenne bourgeoisie agraire dans les différentes régions de la province, notamment entre les éleveurs *rancheros* du Centre et du Sud de Veracruz. Ce réseau sera maintenu et activé après sa démission et sa nomination à la fonction stratégique de ministre de l'intérieur (*secretario de gobernación*) sous la présidence de Manuel Ávila Camacho (1940-1946), puis son élection comme président de la République (1946-1952). Depuis ces deux postes, il pèse de tout son poids sur la désignation de gouverneurs issus de ses réseaux de patronage politique, lesquels vont tenir les rênes de l'État de Veracruz de façon ininterrompue de 1944 (Ruiz Cortines, 1944-1950) à 1974 (Murillo Vidal, 1968-1974) (Hernández García, 2010, chap. 3)<sup>7</sup>.

Au cours de ces trois mandats successifs au niveau provincial, puis fédéral, Miguel Alemán Valdés contribue de façon déterminante à la construction du pacte de gouvernance centralisée des rapports entre les différents secteurs d'intérêt du milieu rural veracruzain. Il impose la fusion des représentations des factions agraristes dans la Confédération Nationale Paysanne (CNC) et promeut la formation de puissantes organisations d'éleveurs, qui regroupent les grands et moyens

---

<sup>7</sup> Sur la portée historique et systémique des réseaux de pouvoir institués au cours des mandats de gouverneur et de président de la République de Miguel Alemán Valdés, voir les travaux de Gil *et al.* (1993 et 1997).

propriétaires fonciers et sont intégrées au dispositif de l'État-parti pour devenir des interlocutrices privilégiées de l'appareil étatique<sup>8</sup>. Elles acquièrent dès les années 1940 un poids prépondérant dans les gouvernements municipaux du Sud de Veracruz, notamment à Santiago Tuxtla (Kelly, 1956) et Catemaco, mais aussi et surtout dans toute la région de l'Isthme veracruzain, depuis le port de Coatzacoalcos, jusqu'aux limites avec les juridictions de Oaxaca, Chiapas et Tabasco (Guillén, 1997 ; Ochoa, 2000). Entre 1947 et le milieu des années 1970, l'Union Régionale des Eleveurs du Sud de Veracruz (URGSV) et son président à vie, Amadeo González Caballero, un cousin de Miguel Alemán Valdés, vont régenter les processus de désignation des candidats du parti officiel aux charges de représentation populaire : présidents municipaux, députés provinciaux et fédéraux, présidents des comités du PRI aux niveaux municipal et même provincial. Le "secteur de l'élevage" régional fournira également plusieurs générations de hauts fonctionnaires aux gouvernements de la Fédération et de l'État (Hoffmann & Skerritt, 1992 : 677 ; Ochoa, *cit.*: 146-150)<sup>9</sup>.

Les réseaux personnalisés d'amitié ou de parenté qui lient le président Alemán aux grandes figures de l'élevage bovin sont déterminants dans les formes organisationnelles et institutionnelles que va prendre la politique agraire dans l'État de Veracruz à partir de la fin des années 1940. Ces formes de régulation conduisent à une subordination de la dynamique de colonisation agraire aux intérêts du secteur de l'élevage. Même si cette activité a joué un rôle historique majeur dans les processus de construction régionale dans le Sotavento au cours des périodes coloniale et libérale (voir Aguirre Beltrán, 1992 ; Delgado, 2000 ; Alcántara, 2009 ; García de León, 2011), c'est néanmoins à partir de 1950 que l'élevage bovin s'impose comme un modèle hégémonique de structuration économique, politique et spatiale (Buckles, 1989 ; Velázquez, 2000), par le biais d'interventions décidées au plus haut niveau de l'exécutif fédéral et mises en œuvre à travers les réseaux de relations personnelles liant le président et le cercle réduit de ses grands commis politiques, d'une part, et un groupe en expansion de grands entrepreneurs agraires, d'autre part.

### ***La focalisation des politiques publiques sur le développement de l'élevage dans les terres basses tropicales***

Le virage des politiques rurales en faveur de l'élevage bovin privé s'amorce toutefois avant la mise en place du réseau de pouvoir alémaniste. Dès 1938, durant le mandat de Lázaro Cárdenas, les "certificats d'inaffectabilité" foncière sont promulgués, qui protègent les propriétaires dédiant leurs terres à l'élevage de toute expropriation durant une période de 25 ans. Au début de la présidence de Miguel Alemán, en 1947, des modifications à la Loi agraire établissent et institutionnalisent ensuite l'existence de la "petite propriété d'élevage", dont l'extension correspond à la surface nécessaire à

---

<sup>8</sup> Le cadre de régulation corporative du secteur de l'élevage se met en place lors du mandat de Cárdenas, avec la Loi d'association des éleveurs de 1936 et le règlement de 1938, qui impose des monopoles de représentation le cadre de la Confédération Nationale de l'Élevage (CNG) constituée par des unions régionales, elles-mêmes intégrées par des associations municipales (Hoffmann, 1992 ; Mackinlay, 2004). Dès sa formation, cette structure représente les intérêts des grands entrepreneurs ruraux contre les courants agraristes-paysans, en sus de l'exclusivité que la loi lui attribue dans la gestion des soutiens publics à l'élevage (Mackinlay, *ibid.*). Dès 1939, elle a acquis sa structure quasi-définitive dans l'État de Veracruz, avec trois unions régionales (URG), dans le Nord, le Centre et le Sud de la province, qui regroupent 49 associations locales. Mais c'est sous la présidence alémaniste que la CNG et les URG deviennent des forces politiques de premier plan et étendent leur maîtrise territoriale. Dans le Sud de Veracruz, 14 des 27 associations qui composent l'Union Régionale (URGSV) se forment durant les deux premières années de ce mandat, entre 1946 et 1947 (Nahmad, 1991, *cit.* par Ochoa, 2000 : 147).

<sup>9</sup> Parmi ceux-ci, on peut distinguer Fernando López Arias, originaire de Suchilapa, dans l'Isthme central, qui fut président du comité provincial du parti officiel durant le mandat de gouverneur d'Alemán, sénateur entre 1946 et 1949, puis ministre de la Justice (*procurador de la República*), avant de devenir gouverneur de Veracruz de 1962 à 1968, au plus fort de la colonisation agraire de l'Isthme. Octavio Ochoa Ochoa, président de la CNG au début des années 1960, a ensuite été titulaire de la très stratégique Direction des Transports et des Communications au sein de l'administration provinciale de López Arias. Rafael Hernandez Ochoa, ancien président de l'Union régionale du Centre de Veracruz sera à son tour gouverneur de l'État de 1974 à 1980 (Hoffmann & Skerritt, *cit.*)

l'entretien d'un troupeau de 500 bovins. En conditionnant les procédures d'expropriation aux fins de dotation agraire à la capacité fourragère des propriétés, variables selon les régions, la Loi de 1947 réduit à des paramètres techniques une question éminemment politique. Elle délègue aux fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture, qui sont insérés dans la trame des relations sociales et politiques propres aux juridictions régionales qui leur sont assignées, la tâche de déterminer les "coefficients de pâturage naturel" (*coeficientes de agostadero*) devant faire référence pour établir les plafonds de surface des propriétés privées. Ces dispositions ont converti l'élevage en outil efficace de concentration foncière et en activité privilégiée de la bourgeoisie agraire.

Mais la dynamique de spécialisation du Tropic Humide mexicain dans l'élevage bovin est d'abord liée au déploiement d'une série d'appuis publics, à la fois financiers et techniques. Entre 1945 et 1980, les programmes de développement de l'élevage se succèdent d'un gouvernement à l'autre, au bénéfice principalement des zones de colonisation qui s'ouvrent dans les zones basses du Golfe du Mexique (Revel-Mouroz, 1971 ; Reig, 1982 ; Toledo, 1987 ; Fernández & Tarrío, 1988 ; Villafuerte *et al.*, 1997). Les crédits privés et publics à la production bovine occupent une place centrale dans ce dispositif. Avec la création du Fidéicomis Institué pour l'Agriculture (FIRA), entre 1954 et 1956, les pouvoirs publics sont en situation d'orienter la politique de crédit, que celle-ci relève de la banque de développement ou des institutions privées, vers le financement de l'élevage dans les régions du Golfe du Mexique<sup>10</sup>. À partir des années 1960, en particulier, avec la captation de financements internationaux de plus en plus abondants alloués par la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement (BID), et l'Alliance pour le Progrès du gouvernement des États-Unis (ALPRO-AID), les crédits à long terme pour l'élevage connaissent une très forte croissance : leur montant en valeur constante est multiplié par sept entre 1965 et 1976, pour atteindre 620 millions de dollars durant la première moitié des années 1970 (Feder, 1982 : 259-60, 285-87)<sup>11</sup>. La région du Golfe du Mexique capte alors plus de la moitié de ce montant, l'État de Veracruz étant le premier bénéficiaire, avec 19 % du total des crédits à l'élevage (*ibid.* : 308).

La diffusion de ces appuis publics, tout comme les déplacements de nouveaux colons, sont par ailleurs facilités par la réalisation de programmes ambitieux de développement des infrastructures routières. Alors que les cours d'eau, puis la voie ferrée de Veracruz à l'Isthme – avec son embranchement jusqu'à San Andrés Tuxtla –, avaient constitué les seules voies de communication entre le Sotavento et les reste du pays jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la période de gouvernement alémaniste marque le désenclavement définitif de la région. En 1950, la route panaméricaine, qui longe la côte du Golfe du Mexique, atteint les trois municipalités des Tuxtlas ; son prolongement jusqu'à l'Isthme et la côte Pacifique, d'une part, les régions de Tabasco et du Yucatán, d'autre part, est effectif en 1956. La même année, un segment routier relie Santiago Tuxtla à la rive gauche du *río* San Juan, et, de là, à Cosamaloapan, Tuxtepec et Oaxaca. Le développement des infrastructures routières se poursuit durant la décennie de 1960, avec l'ouverture de pistes carrossables depuis Angel R. Cabada et Catemaco vers le littoral du volcan San Martín (Colin, 1999).

S'il a pour effet notable de faciliter le désenclavement des marchés locaux de céréales, qui étaient organisés autour des monopoles de médiation mis en place par les grands commerçants de grains (chapitre 7), le développement routier a surtout pour conséquence de permettre l'articulation des nouvelles zones de colonisation du Golfe du Mexique avec les marchés nationaux de production de veaux maigres et de consommation de broutards. À partir du milieu des années 1950, les éleveurs des terres basses du Sotavento ont la possibilité de s'approvisionner à faible coût (et sur la base de

---

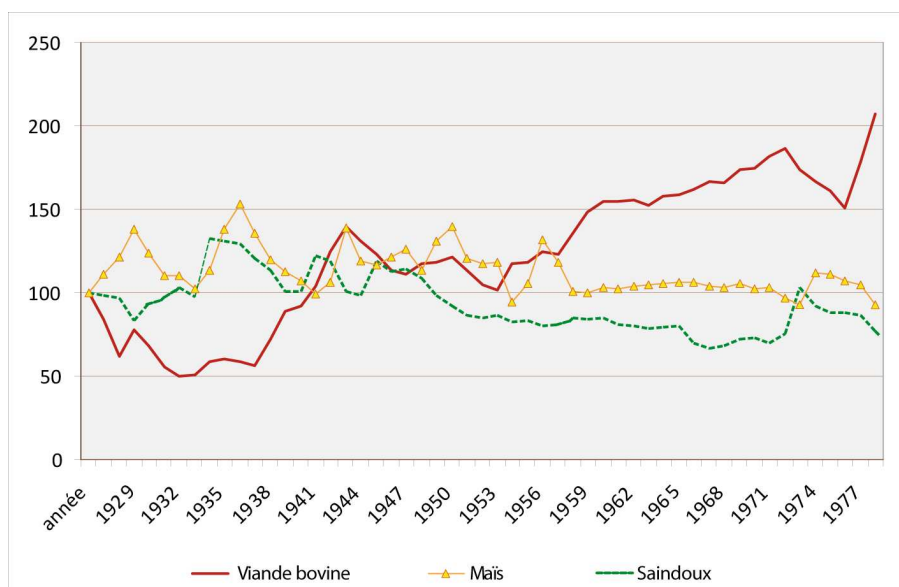
<sup>10</sup> Le FIRA opère comme une institution de crédit de premier niveau, délivrant des financements à taux faibles – voire négatifs durant les périodes de forte inflation, comme au cours des années 1980 – aux banques publiques et privées, en indexant ces financements à des lignes d'action spécifiques, articulées à des programmes définis par les administrations publiques.

<sup>11</sup> Entre 1965 et 1974, 58 % des crédits au secteur agricole délivrés par le FIRA ont été assignés à l'élevage, et plus spécifiquement à la production bovine, qui a concentré 44 % du total en 1970 et 1971 et 35 % entre 1972 et 1974. En 1975, l'institution publique a financé l'achat de 324 000 têtes de bétail pour l'implantation d'ateliers d'élevage bovin dans l'ensemble du pays (*ibid.*).

leur accès aux crédits bancaires) en veaux maigres de 18 mois dans les régions sèches du versant pacifique (côte de Chiapas et de Oaxaca, Guerrero, Michoacán), pour se spécialiser dans l'embouche sur pâturages et approvisionner en taurillons de trois à quatre ans les marchés de l'altiplano, alors en pleine croissance du fait de l'expansion urbaine (Feder, *cit.* ; Cochet, 1993 ; Cochet *et al.*, 2010).

Mais l'ensemble de ces transformations dans l'organisation des systèmes productifs du Sotavento est impulsé en premier lieu par des changements radicaux dans les prix relatifs des matières premières agricoles au niveau national (Figure 8.2). Jusqu'au milieu des années 1950, la production de maïs, ainsi que la transformation des surplus de grain en porcs gras, facilement mobilisables et vendus sur les marchés locaux, étaient à la base des processus d'accumulation des bénéficiaires de la réforme agraire (chapitre 7). Au cours des dix années suivantes, ces conditions d'insertion économique des petites exploitations sont fortement altérées, en particulier dans les zones enclavées de colonisation récente, où l'évacuation des récoltes de grain est compliquée par la faiblesse des réseaux de communication. L'orientation de la politique économique vers le développement industriel et l'approvisionnement des centres urbains en aliments à faible coût, qui s'adosse sur la mise en place d'un système de prix régulés pour les produits vivriers de base, sous l'égide d'une société publique créée en 1953 (la Compagnie Exportatrice et Importatrice, CEIMSA, rebaptisée Compagnie Nationale de Subsistance Populaire, Conasupo, en 1961), conduit à la stagnation ou à la dépréciation régulière de la valeur des produits de l'agriculture paysanne<sup>12</sup>, pendant que celle de la viande bovine progresse régulièrement. Alors que le prix d'un brotard de 200 Kg équivalait à 900 Kg de maïs en 1937, il en représente 1,6 T. en 1960, 4 T. en 1970 et 6,5 T. à la fin des années 1980 (Colin, 1999 : 328-329). Les rapports de prix sont encore plus défavorables pour les produits dérivés de l'élevage de porcs, le saindoux en particulier. Cette évolution des prix relatifs, combinée avec l'avantage comparatif des régions tropicales humides en matière de production fourragère et à l'absence manifeste d'alternatives viables dans de nombreuses régions isolées, ont fait de l'élevage bovin-viande à l'herbe la seule activité permettant d'accroître la productivité du travail et sa rémunération, y compris pour les petits tenanciers.

Figure 8.2 : Évolutions des prix relatifs de la viande bovine, du maïs et du saindoux au Mexique, entre 1927 et 1978 (en monnaie constante, indice 100 en 1927)



Source : Cochet *et al.* (2010), à partir des données rassemblées dans INEGI-INHA (1985)

<sup>12</sup> C'est particulièrement vrai pour les produits vivriers de base, comme le maïs et le haricot, dont les prix chutent en termes réels de 16,8 et 17,4 % entre 1963 et 1973 (Adelman & Taylor, 1990).



Des facteurs qui renvoient aussi bien aux options de développement économique national, qu'aux logiques de consolidation du dispositif de l'État postrévolutionnaire, ou au fait que des intérêts politiques situés, comme ceux des entrepreneurs *rancheros* du Centre et du Sud de l'État de Veracruz, acquièrent une dimension nationale avec l'avènement de Miguel Alemán à la présidence de la République, confluent de la sorte dans la construction de la "vocation" économique des régions du Tropique Humide mexicain en faveur de l'élevage bovin. À partir du début des années 1950, cette activité a constitué l'axe structurant du dispositif autour duquel se sont agrégés des intérêts qui mettaient en jeu, à la fois, le projet national d'intégration territoriale des marges rurales, les affaires personnelles d'un président de la République et de sa clientèle politique, et les stratégies d'accès aux ressources de différentes catégories d'acteurs locaux : producteurs paysans, entrepreneurs *rancheros*, fonctionnaires des administrations publiques, commerçants, politiciens locaux, etc.

### ***La délégation de la politique de colonisation agraire du Tropique Humide aux entrepreneurs de l'élevage bovin***

Au cours des années 1940 et 1950, les différents instruments de mise en œuvre de la politique agricole sont clairement orientés vers les secteurs de l'agriculture commerciale et les exploitations de grande taille<sup>13</sup>. Cette évolution correspond à un revirement radical au regard de la politique cardéniste, qui avait assigné aux structures familiales et aux *ejidos* un rôle prioritaire dans l'approvisionnement des marchés nationaux en produits vivriers<sup>14</sup>. Dès le début des années 1940, les milieux entrepreneuriaux bénéficient des faveurs des pouvoirs publics, dans l'objectif de soutenir le processus d'industrialisation par substitution des importations et de compenser la réduction de l'offre internationale liée à l'éclatement de la Seconde guerre mondiale. La réforme agraire ralentit sensiblement : alors que 20 millions d'hectares avaient été distribués en six ans par l'administration cardéniste, les gouvernements qui lui succèdent réduisent les délégations de terre aux *ejidos* à 15 millions d'hectares entre 1940 et 1960. La surface agricole croît pourtant à un rythme annuel de 3 % entre 1940 et 1970, à la fois du fait de grands programmes d'irrigation qui multiplient par 3,5 la surface irriguée du pays et, surtout, de la colonisation des forêts tropicales du Sud-Est dans le cadre de la "marche à la mer" (Bataillon, 1967 ; Maddison, 1992 : 148, 173).

Dans les formes instituées par la Loi Colonisation de 1947, cette politique d'expansion de la frontière agraire s'appuie principalement sur les figures juridiques de la "petite propriété d'élevage" et de la "colonie agricole". La première correspond à la vente de terrains nationaux (généralement expropriés aux firmes qui avaient bénéficié des lois libérales d'arpentage des terres vacantes et ne les avaient pas mises en valeur) ou à l'émission de jugements de prescription positive au bénéfice des occupants installés de longue date sur ces terrains (Zaragoza & Macías, 1980 ; Léonard, 2009). La seconde est associée à la concession de lopins individuels de 50 à 100 hectares aux membres d'une entité juridique au sein de laquelle les droits fonciers sont assimilables à la propriété privée – y compris la possibilité de vendre ou de céder en faire-valoir indirect –, mais qui demeurent conditionnés à la mise en valeur des terres<sup>15</sup>. Entre 1942 et 1962, 400 000 ha sont ainsi attribués sous les statuts de "petites propriétés d'élevage" ou de colonies agricoles dans l'Isthme de Veracruz alors que les formations d'*ejidos* représentent à peine plus de 30 000 ha dans cette zone (Colin, 2012 : 322-323).

---

<sup>13</sup> Au cours des années 1960, les financements de la banque commerciale, orientés exclusivement vers les exploitations privées, représentent entre 60 et 68% de l'offre totale de crédit agricole ; il faut y ajouter une part importante des crédits publics qui, comme nous l'avons vu, sont prioritairement orientés vers l'élevage bovin et des structures de type *rancho* de grande ou de moyenne taille (Appendini, 1992 : 45-55).

<sup>14</sup> En 1940, les *ejidos* représentaient 51% de la valeur de la production agricole nationale et montraient des niveaux de productivité supérieurs de 15% à ceux des exploitations privées (Hewitt de Alcántara, 1978. 21-22).

<sup>15</sup> Entre 1947 et la dérogation de la Loi de Colonisation, en 1962, 1 240 colonies sont formées, dont 307, soit le quart, dans l'État de Veracruz, pour une surface totale de 1 200 000 has (Zaragoza & Macías, 1980 : 227). Au cours de cette période, 55 colonies sont créées dans l'Isthme de Veracruz, sur une superficie de 410 000 has.

Jusqu'au début des années 1960, l'accès à ces deux formes de délégation de terres du domaine privé de l'État (*terrenos nacionales*) a été organisé par un noyau réduit d'opérateurs privés associés aux réseaux de pouvoir mis en place par Miguel Alemán au cours de sa trajectoire politique dans l'État de Veracruz. La plupart de ces opérateurs appartenait au milieu *ranchero* du Centre de la province, où les petites et moyennes propriétés dominaient la trame foncière dans les municipes d'Alvarado, La Antigua, Actopan, Alto Lucero, Juchique de Ferrer ou, un peu plus au Nord, Nautla et Martínez de la Torre (Hoffmann & Skerritt, 1992 ; Skerritt, 1993). Des membres de ce milieu, qui avaient été en affaire avec le gouverneur Alemán et le premier cercle de son administration (Adolfo Ruiz Cortines, Fernando López Arias, Rafael Murillo Vidal ou Angel Carbajal, natif de Santiago Tuxtla<sup>16</sup>), ou avec des personnalités du pouvoir fédéral (le président Manuel Avila Camacho possédait un *rancho* d'élevage dans la région de Martínez de la Torre), ont bénéficié à partir des années 1940 et durant plus de vingt ans de concessions personnalisées en matières d'exercice des prérogatives de l'action publique et des ressources institutionnelles (crédits, allocations de terres) qui leur étaient associées.

Dès la fin des années 1930, certains de ces éleveurs bénéficient d'allocations de terres dans la colonie agricole Montepío, formée sur les terrains bordant le littoral oriental du volcan San Martín Tuxtla, jusqu'à l'embouchure de la lagune de Sontecomapan, qui avaient été expropriés pour motif de contrebande par le gouvernement porfiriste à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (chapitre 4). Parmi ces bénéficiaires figurent Cándido Aguilar, ancien gouverneur de l'État, qui organise la création de la colonie (Corzo *et al.*, 1986 : 302), ainsi que Fernando López Arias, qui deviendra gouverneur de l'État entre 1962 et 1968 (Colin, 1999 : 33). Mais c'est surtout à partir du processus de construction de la route panaméricaine, depuis le port de Veracruz jusqu'aux limites de l'État avec les provinces de Oaxaca, Chiapas et Tabasco, entre 1948 et 1956, que les concessions foncières faites aux éleveurs du Centre de Veracruz prennent une dimension systémique.

Une poignée de *rancheros* capitalisés s'installe alors dans l'Isthme central, en bordure du tracé projeté des axes routiers, entre les bourgs de Sayula et Jesús Carranza (Suchilapa) ou à proximité du champ pétrolier de Las Choapas. Les figures proéminentes de ce groupe, Clemente Maitret, Octavio Ochoa, Lorenzo Tadeo, Carlos Melgarejo, Jaime Mantecón, acquièrent des terrains en concession publique auprès du DAAC ou par rachat aux héritiers absentéistes des grandes familles d'*hacendados* (Franyutti, Cházaro) qui les avaient abandonnés durant la période révolutionnaire et qui sont alors sous la menace potentielle de procédures d'expropriation à la demande de syndicats paysans. Ces acquisitions s'appuient sur des capitaux familiaux, mais aussi sur les rentes de situation qui dérivent des informations stratégiques relatives aux projets de communication (route panaméricaine, puis, par la suite, pistes de prospection pétrolière) et des opportunités de spéculation sur des terrains sous-évalués en raison de leur situation légale (en tant que grandes propriétés expropriables ou domaine de l'État). Elles précèdent en effet de quelques années la réalisation effective des axes routiers – les familles Maitret, Ochoa, Mantecón s'implantent ainsi à proximité du tracé de la route transisthmique entre 1948 et 1950, un lustre avant sa construction. Ces installations participent de fait d'une stratégie concertée depuis le pouvoir central et relayée par les autorités provinciales de valorisation à faible coût des espaces désenclavés via l'investissement public.

Mais à la différence des logiques mises en œuvre à la même époque par certains barons du pouvoir alémaniste, ces entrepreneurs réalisent des investissements de long terme, orientés à construire des dispositifs centralisés d'accès à l'ensemble de ressources nécessaires à la production bovine et à sa commercialisation. Ces dispositifs s'appuient sur des rapports de patronage personnalisé avec des colons qu'ils établissent dans leur zone d'influence. Ils intègrent la délivrance de l'ensemble des facteurs de la production, depuis l'accès à la terre, dûment pourvue des garanties légales assurant sa

---

<sup>16</sup> À l'exception d'Angel Carbajal (ministre de l'intérieur – *Secretario de Gobierno* – de l'Etat de Veracruz dans le gouvernement de Ruiz Cortines), tous ont été gouverneurs de l'Etat, Adolfo Ruiz Cortines devenant président de la république de 1952 à 1958. À ce petit groupe, il convient d'ajouter Rafael Hernández Ochoa, natif du municipe de Vega de Alatorre, qui fut président de la Confédération Nationale des Eleveurs et directeur du département juridique de l'Etat de Veracruz au cours des années 1950, avant de devenir son gouverneur de 1974 à 1980.

possession et son inaffectabilité par les procédures de réforme agraire, jusqu'à la fourniture d'intrants, en passant par l'installation des animaux et la provision de crédits de campagne.

Les grandes extensions de terrains forestiers acquises dans le domaine de l'État ou auprès des propriétaires absentéistes sont en effet loties en *ranchos* de taille inférieure au plafond légal, puis pourvues de certificats d'inaffectabilité obtenus grâce aux réseaux de faveurs que les entrepreneurs ont tissé au sein du Département Agraire. Ces terrains sont ensuite aménagés pour l'élevage, défrichés et semés de pâturages, enclos, dotés de retenues d'eau pour l'abreuvement du bétail, puis vendus à des clients provenant des régions d'origine des entrepreneurs, ou canalisés vers eux par des parrains situés dans les administrations fédérale ou provinciale. Dans la plupart des cas, ces ventes sont financées par des crédits de long terme, qui lient durablement les nouveaux colons aux grands éleveurs et qui s'étendent fréquemment à la fourniture de veaux, engraisés et ensuite revendus aux mêmes patrons. La stratégie des grands entrepreneurs du front de colonisation s'est ainsi orientée dans un premier temps vers la création d'exploitations qui étaient fournies "clés en main", bétail et relations avec les marchés compris, à une clientèle formée dans leurs réseaux de proximité sociale et politique. Dès cette phase initiale, les systèmes de production se sont spécialisés dans l'embouche de taurillons que les maîtres de clientèle achetaient maigres dans les régions sèches (littoral de Chiapas, Isthme de Oaxaca, Centre de Veracruz) et qu'ils acheminaient par chemin de fer ou grâce aux nouveaux axes routiers jusqu'au cœur des zones de colonisation<sup>17</sup>.

Les limites de ce système de régulation centralisée de l'accès aux facteurs de production de la viande ont commencé à se matérialiser vers la fin des années 1950, lorsque la densification des espaces proches des nœuds de communication terrestre et l'accroissement des stocks d'animaux que devaient gérer les entrepreneurs de l'élevage ont commencé à leur poser des problèmes de financement. Aussi bien l'augmentation graduelle de la valeur des terres que les besoins croissants de mobilisation de capital circulant ont conduit les principales figures de ce système à sécuriser leur accès aux ressources financières nécessaires au maintien et à l'extension de leurs clientèles. Dans la mesure où la réglementation du secteur bancaire ne leur permettait pas de disposer de crédits pour acquérir des propriétés qui pouvaient être envahies par des demandeurs de terre et affectées par des dotations agraires, les grands entrepreneurs du front de colonisation ont dû mettre en place des modalités d'association formelle et informelle avec le secteur financier, qui leur permettraient de réorienter vers l'achat de terres les crédits qui leur étaient assignés à d'autres fins. C'est ainsi que les figures les plus importantes de ce groupe, comme Clemente Maitret, ont fait jouer leurs appuis politiques pour intégrer les conseils d'administration de certaines banques privées et, depuis cette position, détourner les financements à l'élevage en faveur de l'expansion foncière de leurs réseaux de patronage (Encadré 8.1).

A partir de la fin des années 1960, la reprise du processus de formation d'*ejidos* a de surcroît fourni aux entrepreneurs de l'élevage une nouvelle base d'expansion de leurs clientèles. Alors que les dynamiques d'accumulation de capital et de terres en arrière du front de colonisation agraire conduisaient à l'autonomisation graduelle de certaines exploitations au sein des *ranchos* et des colonies qu'ils avaient contribués à mettre en place, la création d'*ejidos* sur le littoral de la Sierra de Santa Marta ou dans les interfluves entre les *ríos* Coatazacoalcos, Uxpanapa et Tonalá a fourni de nouvelles bases socio-spatiales pour le développement de leurs activités et le maintien de leurs taux de profit. A travers l'intéressement des gérants des agences régionales de la Banque de Crédit Ejidal, les grands entrepreneurs ont notamment réussi à détourner et réorienter l'assignation des crédits publics destinés au financement de l'élevage dans les *ejidos* vers l'aménagement d'infrastructures et le développement de leur propre fonds de terre, alors qu'ils assuraient eux-mêmes le placement du bétail maigre dans les avancées de la frontière pastorale, via des contrats d'embouche à part de fruit passés avec les dirigeants des nouveaux *ejidos* (voir *infra*).

---

<sup>17</sup> Rapidement, ces circuits d'approvisionnement en animaux maigres se sont ensuite étendus aux terres chaudes des États de Guerrero, Michoacán et Jalisco, dans l'Occident du pays (voir Cochet, 1993).

*Encadré 8.1 : La famille Maitret comme paradigme  
d'intégration verticale et clientéliste de l'élevage à viande<sup>18</sup>*

Clemente Maitret et son fils Eduardo ont mis en place le dispositif le plus achevé d'intégration verticale de la production bovine dans le Sotavento de Veracruz, au regard, non seulement de l'accès aux facteurs de production, mais aussi des circuits de transformation et de commercialisation. L'organisation qu'ils ont construite au cours des années 1950 à 1970 peut être considérée comme un paradigme du système de régulation clientéliste qui a présidé au développement de la frontière pastorale dans le Tropic Humide mexicain.

Au milieu des années quarante, Clemente Maitret était déjà une figure de l'élevage dans le Centre-Nord de Veracruz, où il avait conseillé le président Avila Camacho dans l'achat de terres. Son installation dans le municipe de Sayula, au tout début des années 1950, s'est faite sous la protection du président Alemán. Avec la vente du rancho de 700 ha qu'il possédait dans le municipe de San Rafael, Clemente achète à la famille Cházaro plus de 3 000 hectares de son latifundium de Santa Catarina, au Sud de Sayula, qu'il fractionne en "petites propriétés d'élevage" de 200 à 500 ha et qu'il vend à crédit, payable en partie en lots de bétail. Avec les bénéfices de cette première opération, il achète 10 000 autres hectares, qui passent par la même procédure de lotissement et de vente, et reproduit le même schéma jusqu'à atteindre un total de 35 000 ha cédés à une clientèle de colons entre 1952 et le début des années 1960.

Au début des années soixante, C. Maitret intègre le conseil d'administration de Banamex, l'une des principales banques privées du pays, puis celui de la Banque du Mexique pour la région Sud du pays. Ce statut lui donne accès aux instances de décision de Fira et de la Banque Nationale de Crédit Agricole, au moment où les crédits à l'élevage connaissent un boum spectaculaire. Entre 1960 et 1980, Clemente et son fils Eduardo exercent ainsi un contrôle sur les crédits d'embouche bovine, dont ils orientent l'assignation vers des opérations d'achat de terre et ils dissimulent l'utilisation en approvisionnant les ranchos ainsi créés avec du bétail provenant de leurs propres propriétés<sup>19</sup>. De la même façon, ils influenceront au cours des années 1970 les procédures d'assignation des crédits publics à l'élevage proposés aux ejidos en formation dans l'Isthme central, tout en appuyant leur intégration dans leur dispositif de production d'animaux gras à travers la réalisation de pistes<sup>20</sup>.

Par la suite, les Maitret ont entrepris de renforcer l'intégration verticale de leur dispositif en l'étendant aux marchés des intrants techniques (produits vétérinaires, bascules de pesée, compléments alimentaires, fil barbelé...) et de la distribution de viande. Au cours de son mandat à la présidence de l'Association municipale des éleveurs de Sayula (1974-1980), Eduardo forme la Société Coopérative Agropastorale de l'Isthme (CAI), qui réunit les grands éleveurs de la région. CAI opère comme centrale d'achat d'intrants, mais elle intervient aussi dans la commercialisation, en constituant une flotte de bétailières et en prenant une participation financière dans les abattoirs de la région, à Isla, Minatitlán et Alvarado (Münch, 1983; Mendoza Neri, 1983). En 1980, quand Eduardo Maitret est élu président de l'Union régionale des éleveurs, CAI met en place une société de distribution de viande réfrigérée dans la ville de Mexico, qui fournit durant trois ans 60 % de la viande bovine commercialisée par la chaîne de supermarchés Gigante.

<sup>18</sup> Les informations contenues dans cet encadré ont été compilées à l'occasion de deux entretiens avec Eduardo Maitret, dans son *rancho* Lorena, près de Sayula en juin 2004.

<sup>19</sup> Une procédure communément employée consistait à obtenir un prêt informel auprès du directeur de l'une des agences bancaires de la région, qui était employé pour acheter un terrain, puis, avec la garantie hypothécaire de cette propriété, négocier un crédit formel pour l'embouche. Cet argent réintérait immédiatement les comptes de l'agence bancaire en paiement du premier prêt et moyennant commission au directeur de celle-ci, pendant que le grand éleveur qui avait parrainé l'opération approvisionnait le colon en veaux à travers un contrat d'embouche à part de fruit (voir *infra*) et fournissait à la banque les factures de bétail attestant de l'utilisation du crédit formel aux fins qui avaient été déclarées.

<sup>20</sup> Münch (1983 : 96-97) précise à ce sujet : « la *finca* Lorena [appartenant aux Maitret] a eu en 1977 un volume de production de soixante millions de tonnes [de bétail sur pied], 20 000 brouards ont été engraisés [...]. L'un des plus puissants éleveurs a appuyé la formation de groupes solidaires de petits éleveurs. Il leur a fourni du bétail et [...] achète toutes les récoltes de maïs aux *ejidatarios*, à la condition qu'ils sèment également du *haricot velouté* [*Mucuna pruriens*] pour alimenter son bétail ».

La coopérative a ensuite soutenu la création d'une union de crédit qui a fonctionné de 1981 à 1997. Cette dernière a permis à la famille Maitret de se positionner directement comme opérateur financier formel et de constituer un fidéicomis spécifique orienté vers l'achat de terres. Elle a ainsi pu financer l'extension de son dispositif de développement et de contrôle de la production bovine sur les avancées du front de colonisation pastorale, dans les régions de Huimanguillo, dans l'État de Tabasco, Palenque, dans le Chiapas, et jusqu'à la province de Campeche. Au long de la période de fonctionnement de l'union de crédit, les Maitret ont conservé le contrôle des opérations de ses filiales en exerçant leur direction exécutive ou la présidence de leur conseil d'administration<sup>21</sup>.

Le système mis en place par la famille Maitret était tellement efficace qu'au début des années 1960, lorsque le gouvernement fédéral entreprit de former des colonies agricoles sur la rive gauche du río Coatzacoalcos, il demanda à Clemente et Eduardo d'organiser l'installation et l'équipement des éleveurs de la colonie Sánchez Taboada, sur une surface de 10 000 ha. D'autres témoignages pointent une coordination plus complexe avec les pouvoirs publics : au début des années 1980, en période d'assèchement des crédits bancaires, les Maitret auraient organisé avec leurs clientèles des ejidos voisins l'invasion et l'occupation de ranchos qu'ils avaient aménagés et qu'ils ne parvenaient pas à vendre, afin de bénéficier de l'expropriation et d'une indemnisation de la part de l'État. Cette opération leur aurait permis de maintenir le taux de rentabilité de leurs investissements et celui de l'expansion de leur espace de clientèle, tout en se prémunissant des possibles invasions de terre par des groupes incontrôlés.

### **Les coordinations politiques et institutionnelles : formation des unions d'éleveurs et mainmise sur le dispositif étatique**

Un aspect déterminant de l'expansion de systèmes d'élevage des grands entrepreneurs liés au régime alémaniste a résidé dans les dispositifs de coordination mis en place autour des associations d'éleveurs. Parallèlement au rôle moteur joué par les grands opérateurs régionaux de l'élevage, comme C. et E. Maitret ou Octavio Ochoa Ochoa, le processus de "pastoralisation" (*ganaderización*) des frontières agraires entre 1950 et 1980 a été encadré par des mécanismes institutionnalisés de régulation des rapports entre les entrepreneurs de l'élevage, ainsi qu'entre ces derniers et les autres composantes de la société régionale, notamment les représentants des agences étatiques.

Durant les deux premières décennies de formation du régime postrévolutionnaire, ces fonctions de coordination et de médiation politiques avaient été assumées principalement par des organisations paysannes agraristes, la Ligue des Communautés Agraires, puis des syndicats concurrents, aussi bien dans les Tuxtlas que dans la région d'Acayucan ou dans les bassins de production sucrière du Papaloapan. A partir de 1940, ces organisations ont été concurrencées par les associations d'éleveurs dans les médiations avec le système politique provincial et fédéral, ces dernières croissant en influence à mesure que les fronts de colonisation progressaient dans les terres basses du Sotavento. A l'exception notable de San Andrés Tuxtla et des bastions du syndicalisme sucrier du moyen-Papaloapan, les associations municipales d'éleveurs ont souvent pris le contrôle des municipalités rurales, y compris dans des espaces où le syndicalisme agraire disposait de bases sociales importantes, comme à Santiago Tuxtla, à Catemaco et à Acayucan, voire dans les zones d'influence des complexes surcriers, comme à Angel R. Cabada.

Ces processus d'hégémonie politique ont été liés au rôle joué par les unions régionales d'éleveurs dans le fonctionnement du dispositif alémaniste dans l'État de Veracruz. Dans le Nord, le Centre et le Sud de la province, ces organisations ont fédéré et représenté les intérêts des secteurs de la propriété privée et des entrepreneurs ruraux qui devenaient le centre d'attention des politiques rurales. Si

---

<sup>21</sup> L'acte de révocation légale de la concession allouée à "l'Union de Crédit Agropastoral et Industriel du Sotavento" précise que 21 des 24 filiales du groupe, qui représentaient 78 % de son endettement total, étaient dirigées par Eduardo Maitret « ou quiconque de ses parents (mère, fils, bru) », et que les membres de la famille détenaient au total 22 % des actions de l'entreprise (*Diario Oficial de la Federación*, 21/02/2000, 1<sup>o</sup> Sección: 3-8).

l'Union Régionale du Centre, dont relevaient les associations d'éleveurs des Tuxtlas et du bassin du Papaloapan, a fortement pesé sur les choix publics en matière de développement et d'équipement des zones rurales de sa juridiction, c'est l'Union du Sud (URGSV) qui s'est érigée en modèle de coordination socio-politique, à l'échelle d'un espace qui couvrait l'ensemble des bassins des ríos San Juan et Coatzacoalcos et s'étendait jusqu'aux limites des États de Tabasco, Chiapas et Oaxaca, en passant par les versants oriental et littoral de la Sierra de Santa Marta.

L'URGSV a notamment joué un rôle central dans le développement des infrastructures nécessaires à l'expansion des activités des grands éleveurs dans les nouveaux espaces de colonisation. Grâce aux ressources financières qu'elle retirait du monopole des associations d'éleveurs sur la facturation des transactions et l'émission de permis de transport du bétail, ainsi que son contrôle sur les gouvernements municipaux – dont elle constituait la principale arène de sélection et de promotion des candidats –, elle a financé la réalisation de voies de communication secondaires permettant les mouvements de bétail, l'installation de bascules pour la pesée du bétail, de bains anti-tiques ou d'agences locales de facturation sur les avancées de la frontière agropastorale.

L'URGSV a surtout constitué un forum de négociation et de construction de compromis entre les grands entrepreneurs de l'élevage au sujet de la délimitation de leurs aires d'influence au sein de l'espace régional, en particulier dans l'organisation des rapports de patronage qui présidaient à la formation des colonies agricoles, puis, plus tard, des *ejidos* sur la frontière. Entre 1950 et 1970 notamment, sous l'égide d'Amadeo González Caballero, un cousin du président Alemán qui a assumé sa présidence viagère, et de son représentant dans la zone de l'Isthme central, Rubén Domínguez, la centrale corporative a opéré de façon autoritaire, en tant qu'instance de sélection et de promotion politique au service du pouvoir central, n'autorisant qu'un champ d'expression étroit pour les manifestations de contestation des hiérarchies politiques, mais laissant une large marge de manœuvre aux patrons de clientèle dans l'organisation économique et spatiale. Au sein de ce dispositif corporatif, les grands entrepreneurs du Sayula, la terre natale du président Alemán, qui représentait la clé d'accès aux espaces vierges de l'Isthme central, ont acquis une position de plus en plus importante à mesure que le front de colonisation se déplaçait vers les marges du Sotavento (Mendoza Neri, 1983; Ochoa, 2000)<sup>22</sup>. Cette position dominante s'est traduite par l'élection d'Eduardo Maitret à la direction de l'Union régionale, à partir de 1974, alors qu'Octavio Ochoa Ochoa accédait à la présidence de la Confédération Nationale des Eleveurs (CNG)<sup>23</sup>.

Une dimension particulière des coordinations entre les grands entrepreneurs de l'élevage a résidé dans l'insertion de certains membres de leur famille dans l'administration agraire, en particulier au sein du Plan Agraire de Veracruz, mis en place au début des années 1960 pour produire l'information relative à la situation de la propriété foncière dans les zones de colonisation, dont le DAAC avait besoin pour fonder les allocations de terre aux colonies et aux *ejidos*. Les informations stratégiques – sur les occupations informelles de terres du domaine de l'État ou les concessions d'élevage allouées au cours des années 1930 et 1940 qui avaient été abandonnées par leurs bénéficiaires – étaient filtrées au sein des réseaux de clientèle de l'Union. Les grands éleveurs et leurs associés au sein de l'administration publique étaient ainsi en mesure d'organiser l'appropriation des terrains concernés à travers des procédures de prescription positive, souvent au détriment de leurs occupants réels ou dans des conditions qui obligeaient ces derniers à passer sous la tutelle des maîtres de clientèle<sup>24</sup>.

---

<sup>22</sup> En 1976, l'association municipale (AGL) de Sayula drainait la majeure partie des ventes de bétail de la zone du moyen et du haut-Coatzacoalcos et de l'interfluve avec l'Uxpanapa, avec une facturation de 180 000 têtes de bétail. Ce volume dépassait très largement la capacité d'embouche des terres du municipe (Münch, 1983 : 96). Cette association regroupait à l'époque une vingtaine d'éleveurs (dont Clemente et Eduardo Maitret) possédant chacun un cheptel de plus de 15 000 têtes réparties entre leurs clients à l'échelle de la région (entrevues avec Eduardo Maitret, juin 2004).

<sup>23</sup> Aux mêmes dates (1974-1980), le poste de gouverneur de Veracruz fut occupé par Rafael Hernández Ochoa, lui-même éleveur et cousin d'Octavio Ochoa Ochoa.

<sup>24</sup> Entrevues avec E. Maitret, Sayula, juin 2004, et R. Roca, Acayucan, 22/06/2004. La prescription positive permet aux occupants de terres du domaine de l'Etat d'en obtenir l'adjudication en pleine propriété dès lors qu'ils peuvent

L'ensemble de ces coordinations se sont appuyées sur des rapports de patronage personnalisé liant les principaux opérateurs de l'élevage régional aux réseaux de clientélisme politique du régime alémaniste. Ces opérateurs sont arrivés dans les espaces stratégiques à partir desquels s'organisait le processus de colonisation agropastorale en réponse à des incitations directes du centre du pouvoir national, mettant à profit des informations et des recommandations qui provenaient du président Alemán ou d'Adolfo Ruiz Cortines, ex-gouverneur de l'État (1944-1948), ministre de l'intérieur (1948-1951) et futur président de la République (1952-1958). Tous, sans exception, ont été associés aux réseaux de pouvoir qui s'étaient mis en place au niveau de la province sous la mandat de gouverneur de Miguel Alemán et qui ont été entretenus et consolidés par ses successeurs<sup>25</sup>. La relation de patronage personnalisé et exclusif a opéré comme un référent permanent dans l'organisation de l'accès aux ressources dès les phases initiales du processus de colonisation.

## **La propagation de la frontière agraire tuxtèque et l'incorporation des ejidos au dispositif privé d'organisation de l'élevage bovin**

### ***L'expansion du processus de frontière interne au littoral tuxtèque et la concurrence pour l'appropriation des ressources (1945-1965)***

Dans les Tuxtlas, ces processus de colonisation se dessinent dès le début des années 1940 et suivent deux axes principaux de pénétration, qui correspondent à deux types de réseaux sociopolitiques. Le premier s'articule directement au cercle de pouvoir mis en place par Miguel Alemán Valdés lors de son mandat à la tête de l'État de Veracruz (1936-1939). Il se manifeste dès le début de cette période, lorsque l'ancien gouverneur Cándido Aguilar impulse la formation de la colonie Sontecomapan, qui est dotée d'une superficie de 4 537 ha et s'étend des versants orientaux du volcan San Martín jusqu'à l'embouchure de la lagune de Sontecomapan, sur des terres qui avaient été confisquées par le gouvernement porfiriste à l'ancienne hacienda de Montepío (chapitre 5). Cette colonie agricole ne sera jamais réellement occupée par ses adjudicataires, hormis un noyau de planteurs de banane qui s'installent, entre 1938 et 1940, sur les terres planes proches de la lagune, par laquelle la production de fruits, ainsi que les grumes de bois précieux, sont évacuées par chalands jusqu'à des caboteurs mouillés en bordure du littoral (Colin, 1999 : 22). Malgré son effondrement rapide, cette production de banane a constitué une base d'implantation et d'accumulation à un petit groupe de *rancheros* dont les familles étaient proches des réseaux clientélistes du Centre de l'État. Ces premiers colons ont pu étendre leurs possessions par rachat ou réallocation des lots qui étaient progressivement abandonnés par les premiers adjudicataires<sup>26</sup>. Des propriétés se sont ainsi constituées dont la surface totale pouvait dépasser 300 ha (*Ibid.* : 16). Parmi ces bénéficiaires, on retrouve certaines figures de proue du cercle de pouvoir alémaniste, comme Cándido Aguilar<sup>27</sup> ou Fernando López Arias, qui

---

attester de leur possession de bonne foi pour une période d'au moins 20 ans. Outre la production de témoins, ces procédures s'appuyaient sur des éléments objectifs d'information (photographies aériennes, attestations de paiement de l'impôt foncier aux trésoreries municipales) que le Plan Agraire de Veracruz avait la charge de réunir.

<sup>25</sup> A une moindre échelle, un type d'organisation similaire a présidé à l'installation d'un groupe de *rancheros* originaires de l'État de Guerrero, apparentés à un haut fonctionnaire du gouvernement de Ruiz Cortines, qui prirent par les armes le contrôle de la colonie agricole Nuevo Morelos, récemment formée dans le municipe de Suchilapan, au milieu des années 1950 (Entrevue avec Ramón Roca, Acayucan, 22/06/2004 ; voir aussi Guiteras, 1952 : 255)[0].

<sup>26</sup> Au début des années 1960, une série de décisions publiées au Journal Officiel formalisent ainsi l'annulation des droits acquis entre 1937 et le milieu des années 1940 par une trentaine de membres de la colonie en vue de leur réallocation à des nouveaux adjudicataires (*Diario Oficial de la Federación*, 25/03/1964 et 08/04/1964).

<sup>27</sup> Après avoir été député et sénateur au début des années 1940, Cándido Aguilar sera ensuite nommé secrétaire exécutif de la Commission de Coordination des Affaires paysannes (*Comisión Coordinadora de Asuntos Campesinos*) sous l'administration présidentielle de Miguel Alemán (Corzo *et al.*, 1986 : 302).

deviendra gouverneur de l'État entre 1962 et 1968. D'autres colonies agricoles sont formées au cours des années 1940 sur cette partie du littoral tuxtèque : la "Democracia" en 1943, "La Palma" (par ségrégation de la colonie Sontecomapan) en 1945, la "General Miguel Alemán" en 1949<sup>28</sup>.

Ces processus de création de nouvelles entités foncières sont organisés depuis le centre de la province, à partir des réseaux politiques dans lesquels sont insérés les éleveurs des municipes de Veracruz, La Antigua, Juchique de Ferrer, Soledad de Doblado, Alto Lucero, Actopan, etc.<sup>29</sup> C'est ainsi qu'en 1952, José Sánchez Vivero, un fils de *ranchero* de Palma Sola, dans le municipe d'Alto Lucero, effectue une demande de terres nationales auprès du Département Agraire, sous le patronage de F. López Arias. C'est avec l'appui de celui-ci qu'il réunit un groupe de 23 jeunes des municipes voisins et organise leur transport par caboteur jusqu'au littoral de la Sierra de Santa Marta, près du lieu-dit Arrecifes, un hameau de pêcheurs popoluca, où il se présente comme dépositaire du pouvoir de l'État et attributaire des terres environnantes. La formation officielle de la colonie La Perla del Golfo est ratifiée en 1953 et concerne 75 bénéficiaires, pour la plupart issus de sept familles. Au cours des années suivantes, José Sánchez organise le lotissement d'un espace de 11 300 ha, au sein duquel il s'arroge pour lui et ses fils une surface de près de 1 000 hectares ; au début des années 1960, il procède même à la délimitation des *ejidos* Los Arrecifes et Zapotitlán, dans lesquels sont confinées les familles indiennes qui occupaient cet espace<sup>30</sup>.

D'autres colonies agricoles se forment au cours des années suivantes sur les terres du domaine privé de l'État qui bordent les versants maritimes des *sierras* de San Martín et de Santa Marta : la Ruiz Cortines en 1957, La Magdalena et El Águila en 1960 (figure 8.3). Au total, 15 colonies agricoles sont créées entre 1937 et 1960 dans la région, pour une superficie totale de 33 000 has. À ces surfaces, il convient d'ajouter une centaine de propriétés qui peuvent occuper une superficie atteignant 3 000 hectares (Laborde, 2004 : 72-73), dont les procédures de formation, souvent par adjudication de terrains nationaux à la suite de jugements de prescription positive formalisant des possessions existantes, réelles ou fictives, relèvent de la plus totale opacité. Cette dynamique de formation de structures de propriété de type privé est mise à profit par les membres de l'élite entrepreneuriale de San Andrés et de Catemaco qui, à l'image d'Alberto Turrent, Fortino Ortiz ou de la famille Palacio, acquièrent des terres dans les colonies La Palma et Ruiz Cortines au début des années 1960, anticipant la construction de la piste carrossable entre Catemaco et Montepío en 1967, qui désenclave définitivement les zones de colonisation.

Le processus d'occupation des terres du versant maritime oriental de la région échappe ainsi presque totalement aux organisations politiques du Centre des Tuxtlas. Durant la seconde moitié des années 1940, le Comité régional paysan de la CNC tente à plusieurs reprises de parrainer l'implantation de groupes de résidents du centre des Tuxtlas sur les terres du littoral pour y solliciter la formation de colonies, ou pour s'insérer dans des dynamiques en cours : de telles initiatives sont à l'origine des procédures de constitution des colonies Enrique López Güitrón, en 1945, General Miguel Alemán, en 1946, ou Adolfo Ruiz Cortines, en 1950 (AGEV, LCA, caja 109). Les groupes concernés se trouvent confrontés à l'installation sur les mêmes terrains d'organisations concurrentes, mieux représentées dans les directions administratives fédérales et provinciales de la capitale de l'État. Lorsque la création de la colonie Ruiz Cortines est ratifiée, en novembre 1957, les paysans parrainés par le Comité régional doivent en partager la possession avec d'autres occupants ; les procédures de lotissement, retardées par les conflits entre résidents et avec les colonies voisines, n'aboutiront qu'en 1962, mettant en évidence les multiples invasions de terre qui ne permettent plus l'allocation des surfaces définies par la loi (*Ibid.*, juin 1964).

<sup>28</sup> AGEV, *Sec. de Gobierno*, Sección Agricultura y Estadística, caja 1087, exp. 412/485 ; caja 1313, exp. 412/104.

<sup>29</sup> La formation en 1943 de la colonie Democracia, sur les terres dites El Órgano de l'ancienne hacienda de Montepío, est ainsi parrainée par trois résidents du port de Veracruz, Manuel Fernández, Cipriano Cruz et Eusebio Lara (*Ibid.*, caja 1087, exp. 412/485).

<sup>30</sup> Entrevue avec José Sánchez Vivero, La Perla del Golfo, 08/12/1997.



Une situation similaire prévaut sur le littoral occidental du volcan San Martín, même si la colonisation y adopte des formes d'organisation quelque peu différentes. Elle y est marquée par la prévalence des réseaux familiaux de *rancheros* des zones basses proches de l'embouchure du Papaloapan (municipes d'Angel R. Cabada, Alvarado, Tlalixcoyan), qui forment de petits noyaux d'implantation spontanée depuis la piste mulotière reliant le port d'Alvarado au bourg de Santiago, piste dont la route panaméricaine épousera le tracé à partir de 1950. Un premier foyer de colonisation s'établit dès le début des années 1940 autour du lieu-dit El Porvenir, à partir duquel s'entame un processus de formation de *rancherías* en direction de la côte, dans les clairières formées par les anciennes *estancias* de bétail de l'immense latifundium constitué par Gabriel Artigas à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, devenu propriété de Ricardo Caturegli (figure 8.3). Juan González Ruiz, d'Alvarado, est parmi les premiers à s'établir avec des membres de sa famille sur le site de la Roca Partida vers 1943, puis un groupe d'une vingtaine de personnes, issues de familles de petits éleveurs de Tlalixcoyan et d'Angel R. Cabada, s'installe non loin de là, pour créer le village de la Nueva Victoria et faire à l'administration agraire une demande de fermage obligatoire, préalable à la formation d'un *ejido*. Ce qui est notable dans cette procédure, c'est que sa gestion politique est prise en charge par le Comité provincial (*estatal*) de la LCAEV, qui impose ses arbitrages sur la zone à une Ligue tuxtèque affaiblie par les luttes internes au mouvement agrariste régional (voir le chapitre précédent). Le front de colonisation se propagera continuellement au cours des années 1950 en direction de l'Est, en suivant la côte, avec la formation des villages de Los Manantiales, San Juan de la Gloria et Arroyo de Lisa<sup>31</sup>. Ces processus de peuplement du littoral occidental sont soutenus par les organisations d'éleveurs d'Alvarado et d'Angel R. Cabada, qui soutiennent financièrement les défrichements et fournissent des lots de brouillards en métayage aux nouveaux colons.

C'est à partir de ces foyers d'activité, formés par des acteurs extérieurs à la région, connectés à des réseaux politiques dont les centres de décision sont eux aussi situés hors des Tuxtlas, que la dynamique de segmentation des organisations villageoises tuxtèques se propage vers les nouveaux espaces de colonisation. Au début des années 1960, alors que la frontière agraire cardéniste est entrée dans une phase d'épuisement dans le centre de la région (voir *supra*), la propriété *ejidale* redevient une priorité de la politique agraire mexicaine et une modalité privilégiée d'expansion du front de colonisation. De nouveaux *ejidos* se forment alors sur les balcons qui s'étagent entre le lac de Catemaco et les terres basses : Coxcoapan et Coyame en 1959, Cuetzalapa en 1960, Benito Juárez en 1961. En octobre 1964, 10 *ejidos* sont créés sur les versants boisés et les escarpements du volcan San Martín qui surplombent le littoral et les colonies qui se sont constituées une dizaine d'années plus tôt<sup>32</sup> ; ces *ejidos* sont investis par des groupes de jeunes demandeurs de terre issus des localités du centre de la région : Xoteapan, Texalpan, Ohuilapan, Cerro Amarillo, Calería, Chuniapan, etc.

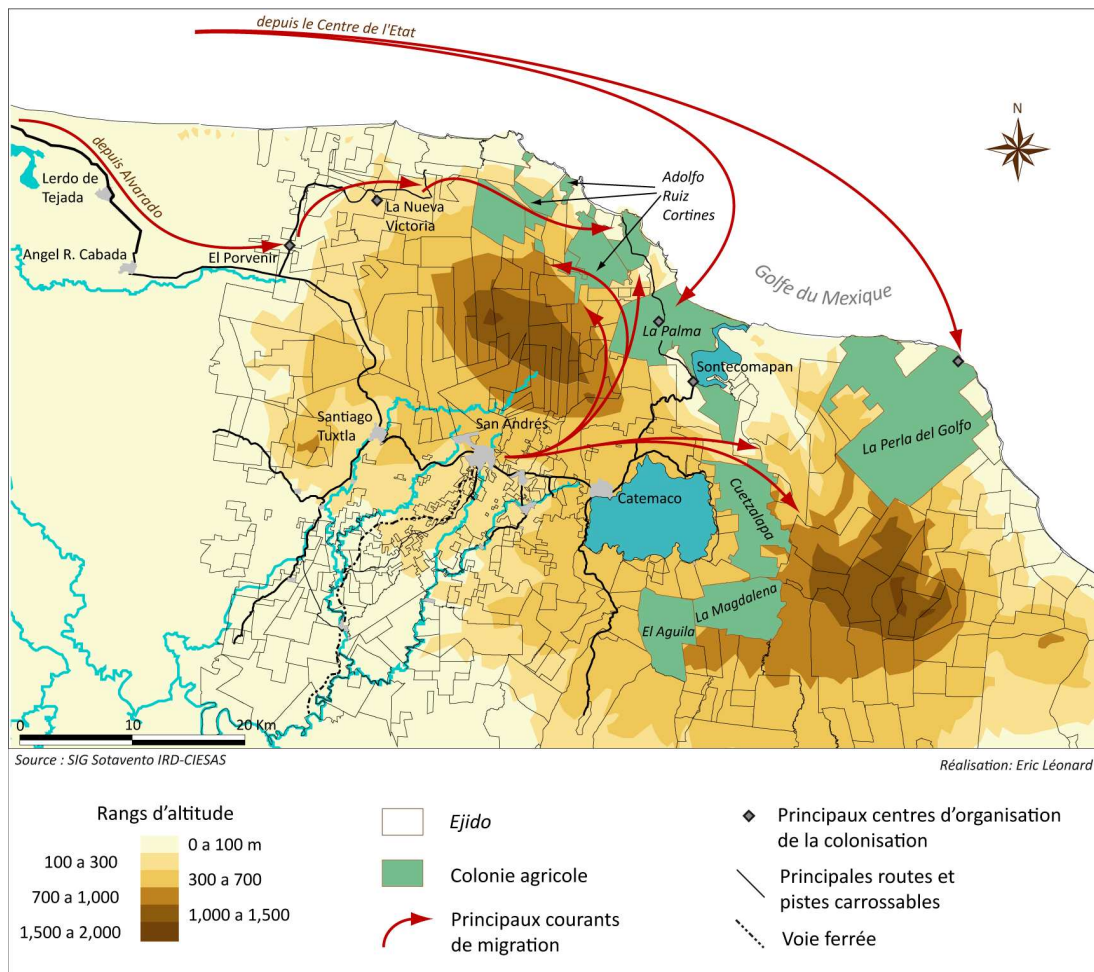
Dans la continuité des pratiques qui s'étaient dessinées au cours de la période cardéniste, ces *ejidos*, à peine créés, sont des foyers d'expression de stratégies de sécession de la part de groupes d'acteurs qui demandent à l'administration agraire de former une nouvelle localité sur des terrains nationaux voisins et entament conjointement des démarches de dotation foncière. Mario Souza, créé par scission de l'*ejido* de Catemaco au début des années 1950, formule ainsi une requête de création d'un "nouveau centre de peuplement agraire" en mai 1965, qui sera à l'origine de la formation de l'*ejido* Gustavo Díaz Ordaz dix ans plus tard. Le village de Benito Juárez, formellement constitué en 1961, demande l'année suivante de pouvoir former un nouveau centre de population, dénommé La Margarita, deux kilomètres plus loin. En juillet 1963, alors que ce village reçoit une dotation de terre provisoire, une partie de ses résidents se déplace à son tour pour fonder une nouvelle localité, Dos Arroyos, qui sera érigée en *ejido* en 1976.

---

<sup>31</sup> Ces localités recevront dotation d'un *ejido* au cours des années 1950 : La Nueva Victoria dès 1950, Los Manantiales et San Juan de la Gloria en février 1955, Arroyo de Lisa et Roca Partida en janvier 1956.

<sup>32</sup> Il s'agit des *ejidos* Balzapote, Cuauhtemoc, Dos de Abril, Laguna Escondida, Lázaro Cárdenas, Ley Seis de Enero, Los Órganos, Miguel Hidalgo, Playa Hermosa et Ruiz Cortines.

Figure 8.3 : Le processus de colonisation agropastorale du littoral des Tuxtlas, 1945-1975



Ces processus de formation de nouveaux noyaux de peuplement se caractérisent par la précarité des conditions d'installation et de vie des colons. Au cours des années 1940 et 1950, les communications entre les groupes qui occupent les terres du littoral des Tuxtlas et de la Sierra de Santa et les centres urbains sont rares et difficiles : Montepío se trouve à 9 heures à dos de mule de San Andrés ; la Perla del Golfo n'est accessible que par canot depuis la lagune de Sontecomapan et reste totalement isolée par mauvais temps. Ces conditions sont d'autant plus difficiles que les terres distribuées aux *ejidos* à partir des années 1960 concernent des terres de versants, dont la topographie accidentée complique considérablement les modalités de mise en valeur. Les groupes qui occupent ces zones boisées sont en concurrence pour s'approprier les terres les plus propices à l'exploitation agricole et accessibles aux échanges. Les comités agraires qui s'installent sur les versants du San Martín à la fin des années 1950 (Lázaro Cárdenas, Laguna Escondida, Playa Hermosa, Los Organos, Balzapote, Ruiz Cortines, Miguel Hidalgo), bien que tous affiliés au Comité régional de la CNC, se livrent une lutte sans merci et souvent violente pour étendre leur emprise foncière (AGEV, LCA, caja 109, 1957-1964). Autant que l'afflux de paysans, ces phénomènes de concurrence et les stratégies de marquage des appropriations qui en découlent expliquent dans une large mesure la déforestation massive que connaissent les versants Nord du volcan San Martín à cette époque : selon Dirzo & García (1992), la couverture forestière aurait diminué à un taux moyen de 4,25% par an (environ 3 000 ha en moyenne) entre le milieu des années 1960 et 1986, pour passer de 85 000 à 35 000 hectares.

Au début des années 1970, l'expansion de la frontière agraire tuxtèque atteint les flancs occidentaux de la Sierra de Santa Marta et concerne des versants escarpés, dont le défrichement entraîne souvent une dégradation irréversible. La formation des *ejidos* Peninsula de Moreno, Benito Juárez et

Vicente Guerrero relève dans une ample mesure de dotations “fantômes”, dont seule une fraction est utilisable<sup>33</sup>. Les bénéficiaires de ces dotations n’ont souvent d’autre choix que d’implanter des pâturages après une année ou deux de cultures vivrières suivant l’abattis de la végétation originelle. Les jeunes paysans de Buenos Aires Texalpan et Buenos Aires Xoteapan qui reçoivent ces terres font ainsi face à la nécessité de s’insérer dans un réseau de patronage qui leur permettra de se convertir au plus vite dans l’élevage bovin. Ces conditions renforcent la compétition entre les groupes de bénéficiaires pour s’approprier les terrains exploitables, susceptibles d’attirer les investissements des éleveurs des colonies environnantes. Après quelques années de lutte quotidienne pour pérenniser leur installation, les bénéficiaires retournent pour la plupart dans leur communauté d’origine, leurs droits étant récupérés par des éleveurs des terres basses qui étendent leur base fourragère<sup>34</sup>.

### **La colonisation de l’Isthme veracruzain : la privatisation de la politique de réforme agraire (1968-1980)**

Mais dès la fin des années 1960, la dynamique de segmentation villageoise dans le centre des Tuxtlas a déjà trouvé un nouvel exutoire dans les programmes de colonisation de l’Isthme veracruzain. À cette époque, la multiplication des tensions sociales dans les zones rurales et les contestations de portée nationale au monopole de représentation politique des organisations syndicales officielles conduisent les gouvernements mexicains à réactiver la dynamique de réforme agraire à travers les programmes de colonisation ; après vingt ans de marginalisation, l’*ejido* redevient la figure privilégiée de la politique rurale. Entre 1962 et 1982, près de 44 millions d’hectares sont distribués à plus de 727 000 paysans, sous forme de parcelles d’une vingtaine d’hectares dans les zones de forêt tropicale. Ces chiffres représentent respectivement 43% des dotations foncières et le quart des bénéficiaires de la réforme agraire (INEGI, 1985, T. I : 273 ; Sanderson, 1984 : 164-165). Dans la région de l’Isthme veracruzain, cette politique se traduit par la dotation de plus de 600 000 ha au cours de cette période, principalement sur les versants maritimes de la Sierra de Santa Marta et, surtout, dans les interfluves entre les *ríos* Coatzacoalcos, Uxpanapa et Tonalá (figure 8.4). Ce dernier espace, qui était resté pratiquement vide d’hommes après la faillite des grandes plantations tropicales de café, de caoutchouc, puis de banane, qui s’étaient formées au début du XX<sup>e</sup> siècle (Aguirre, 2004 ; Prévôt-Schapira, 1994 ; Léonard, 2009), devient après 1965 l’espace privilégié de mise en œuvre des programmes publics de colonisation. Ceux-ci s’appuient, dans un premier temps, sur les pistes de prospection ouvertes par la compagnie pétrolière PEMEX depuis le nord de la région, puis, au début des années 1970, sur un grand projet d’aménagement de la dépression karstique de l’Uxpanapa, où l’État projette de réinstaller les populations déplacées par la réalisation d’une série de barrages sur le cours supérieur du Papaloapan (Ewell & Poleman, 1980 ; Szekely & Restrepo, 1988 ; Velasco & Vargas, 1994 ; Oropeza, 2000). Entre 1965 et 1970, une centaine d’*ejidos* sont créés par décret présidentiel dans l’interfluve entre le Coatzacoalcos et l’Uxpanapa, dont la plupart n’existe réellement que dans les dossiers du Département Agraire et dont la matérialisation sur le terrain et le peuplement vont faire l’objet d’une forte concurrence entre les groupes de paysans que mobilisent les organisations syndicales dans le reste du Sotavento, mais aussi dans d’autres régions du pays (*Ibid.*).

À partir du milieu des années 1960, le Comité régional de CNC dans les Tuxtlas investit ce nouveau marché et formule des demandes de dotation dans différentes parties de l’Isthme veracruzain au nom des comités agraires de sa juridiction. Dans un premier temps, des paysans ayant partie liée avec les commerçants de grain et des éleveurs de San Andrés et de Catemaco participent à la formation de l’*ejido* Benigno Mendoza, dans le municpe de Mecayapan, qui devient rapidement la

<sup>33</sup> Les terres allouées en 1974 à l’*ejido* Peninsula de Moreno sont ainsi classées à 70 % en zone de réserve forestière et intégreront six ans plus tard la Réserve de la Biosphère des Tuxtlas (Entrevue avec José Xigo, Península de Moreno, 17/05/2000).

<sup>34</sup> *Ibid.*

clé d'accès terrestre aux versants côtiers de la Sierra de Santa Marta (figure 8.4). La localité va s'ériger au cours de la décennie suivante en nœud de coordination et de diffusion des contrats d'élevage bovin à part de fruit, promus par les grands entrepreneurs d'Acayucan et de Sayula dans les zones de colonisation de la Sierra, en concurrence avec les opérateurs de la colonie La Perla del Golfo (Paré *et al.*, 1993 ; Flores López, 2007). C'est avec l'appui de ces réseaux que des jeunes paysans de Xoteapan et de Francisco I. Madero fondent en 1970 les *ejidos* Venustiano Carranza et López Arias, qui s'étagent sur une série de balcons dominant le littoral de la Sierra (Lazos, 1996)<sup>35</sup>.

Mais la plupart des demandes de dotation foncière est dirigée vers les fronts de colonisation de l'Isthme central. Dès 1965, 108 paysans sans terre du village de Tescochapan se voient proposer de former un nouveau noyau de peuplement, appelé Enrique López Güitrón, au sud du municipe de Las Choapas, aux limites des États de Veracruz et Chiapas. Quarante familles acceptent de se déplacer à la fin du mois de mars et demandent que soient mis à leur disposition des moyens de transport, « ainsi que des semences, car il reste seulement deux mois pour préparer les terres et faire les semis de la saison pluviale » (ACAM, Santiago Tuxtla, exp. 767, dotación). Cinq ans plus tard, les familles qui ont refusé cette première proposition sont incitées à participer à la formation de l'*ejido* El Luchador, dans le district de l'Uxpanapa, avec des paysans venus de communautés du littoral des Tuxtlas (la Nueva Victoria, Toro Prieto), qui ont été dotées en terre au début des années 1950<sup>36</sup>. À la même époque, des demandes de dotation dans l'Uxpanapa aboutissent au nom des comités de Chuniapan de Arriba, El Salto de Eyipantla, Cerro Amarillo, Los Naranjos, Río de Tuxtla et Texalpan<sup>37</sup>. Trois au moins de ces procédures conduisent à l'implantation de groupes organisés dans la zone d'accueil et à la formation d'*ejidos*, qui adoptent les noms des communautés d'origine : Chuniapan de Arriba, Salto de Eyipantla et Cerro Amarillo. D'autres familles tuxtèques rejoindront par la suite des *ejidos* voisins dans la dépression de l'Uxpanapa, Nuevo Misantla et Vidal Díaz Muñoz (Oropeza, 2000 : 158, 163).

Bien qu'ils trouvent leur origine dans des démarches promues par le Comité régional paysan à San Andrés Tuxtla, ces processus de formation de nouvelles communautés sont étroitement encadrés par les réseaux politiques des grandes organisations d'éleveurs dès l'arrivée des candidats dans les zones de colonisation<sup>38</sup>. La trame des grands *ranchos* d'élevage et des colonies agricoles configure la structure territoriale et productive autour de laquelle la formation des nouveaux *ejidos* s'articule. Elle fournit à la fois des points d'ancrage pour des groupes de paysans démunis du capital et des moyens techniques nécessaires au défrichement des terres qui assureront leur survie et des relais indispensables à la recherche des moyens politiques et institutionnels qui leur permettront de pérenniser leur installation (formalisation des appropriations foncières par les fonctionnaires du Département Agraire et de la Colonisation, accès aux crédits agricoles, accès aux marchés des produits). Le projet de colonisation encadrée – le "District de drainage de l'Uxpanapa" – est en effet débordé par le jeu du clientélisme corporatif, qui conduit à l'allocation de dotations foncières à travers des canaux de parrainage autonomes et concurrents, mettant aux prises les groupes de bénéficiaires pour occuper des terrains nationaux où aucune délimitation tangible – hormis sur les plans élaborés dans les bureaux du Département Agraire – ne vient matérialiser l'emplacement et les contours des futurs *ejidos*.

<sup>35</sup> Entrevue avec Victor Chapol Xoca, Venustiano Carranza, municipe de Tatahuicapan, 14/11/2003.

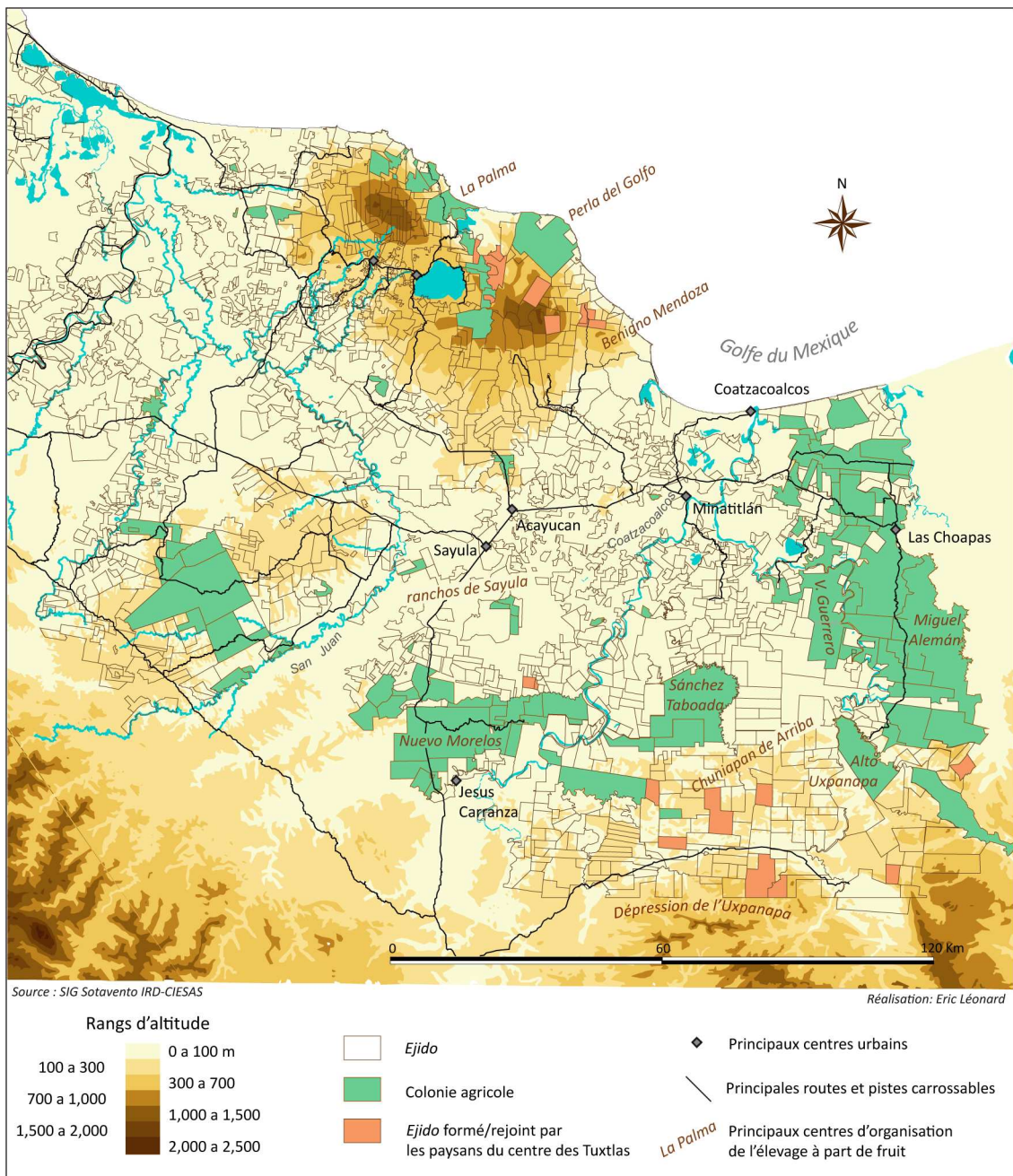
<sup>36</sup> Entrevue avec Felipe Isidro, Tescochapan, 10/06/2003.

<sup>37</sup> ARAN/328 bis ; AGEV, ACAM/1949 ; Oropeza (2000 : 149, 152, 163). Cinq ans plus tôt, les paysans de Cerro Amarillo avaient demandé à se faire attribuer des parcelles vacantes dans l'*ejido* Ojoxapan, dans la zone de colonisation du municipe de Catemaco, où ils avaient constaté la présence de huit *ejidatarios* seulement et l'état d'abandon des terres allouées en dotation (AGEV, LCA, caja 108, juillet 1965).

<sup>38</sup> Parallèlement aux procédures encadrées de colonisation, certaines familles d'*ejidatarios* des Tuxtlas ont également acquis des lots au sein des colonies qui s'étaient formées dans l'Isthme central au cours de la période antérieure, en s'appuyant sur les réseaux des organisations d'éleveurs auxquelles ils avaient adhéré. C'est ainsi que les frères Rogelio et Sergio Velasco, de Bodegas de Totoltepec, ont acheté en 1971 trois parcelles d'un total de 60 has à Medias Aguas, dans le municipe de Sayula, (entrevue avec Rogelio Velasco, 05/07/2002).



Figure 8.4: Structures de la colonisation agropastorale dans l'Isthme de Veracruz à la fin des années 1970



Dans ce contexte de concurrence et de tensions exacerbées, ce sont d'abord les réseaux politiques tissés par les grands entrepreneurs privés de l'élevage et les organisations corporatives d'éleveurs qui remplissent une fonction centrale de régulation. L'élément novateur au regard de la dynamique de colonisation privée qui avait prévalu entre 1940 et le milieu des années 1960 réside dans le déploiement d'un ensemble d'appuis publics, formellement assignés au secteur *ejidal*, mais dont les mêmes opérateurs historiques sont les principaux bénéficiaires et allocataires. Au cours des années 1970, avec l'accroissement considérable des crédits publics à taux subventionnés<sup>39</sup>, le dispositif

<sup>39</sup> Grâce aux disponibilités financières dérivant du boom pétrolier et de l'offre internationale de pétrodollars, le total des subsides publics assignés au secteur agricole double en termes réels entre 1970 et 1979, passant de 13 à 29 milliards de pesos (Hewitt, 1992 : 28). La colonne vertébrale de ce dispositif est constituée par l'extension du crédit agricole, dont le volume (en pesos de 1980) passe de 23 milliards en 1970 à 64 milliards en 1975 et plus de 150 milliards en 1981, soit une croissance annuelle supérieure à 18% (Appendini, 1992 : 235).

d'imbrication des intérêts des grands entrepreneurs régionaux, des hauts fonctionnaires des administrations fédérales et provinciales, de leurs représentants dans la région et des dirigeants de comités agraires se complexifie et prend une ampleur nouvelle. Ce dispositif intègre désormais les responsables régionaux du Ministère de la Réforme Agraire (SRA, qui a remplacé le DAAC en 1971), ceux de FIRA et de la Banque nationale de crédit rural (Banrural, créée en 1974 par fusion des différents opérateurs publics de crédit agricole), ainsi que les dirigeants de PEMEX et des sections syndicales de l'entreprise, qui gèrent la réalisation des pistes de prospection pétrolière dans les confins du front de colonisation.

Au plus fort de l'intervention étatique, entre le début des années 1970 et le milieu de la décennie suivante, la plus grande partie des ressources publiques injectées dans le développement des fronts pionniers (dotations de terres et de crédits, construction de voies de communications, équipements pour l'élevage) est captée par les grands opérateurs de l'élevage bovin et canalisée vers leurs réseaux de patronage. Ces réseaux fournissent les recommandations et les appuis nécessaires au sein de l'administration agraire pour que les groupes de demandeurs de terre puissent se positionner sur les emplacements les plus favorables au regard de leurs qualités agronomiques et des rares voies de communication. Ils interviennent ensuite dans l'allocation des crédits d'élevage aux *ejidos*, mais, en connivence avec les administrateurs de Banrural, ils en détournent l'utilisation en faveur du développement des réseaux de communications et d'équipements sur lesquels s'appuient les systèmes d'élevage, ou vers l'acquisition de propriétés par les agents locaux des administrations publiques et les hauts fonctionnaires associés aux grands entrepreneurs régionaux. Le bétail maigre qui devait être acquis avec ces crédits est, quant à lui, fourni aux *ejidatarios* à travers des contrats d'embouche à part de fruit, qui permettent à ces entrepreneurs d'étendre leur contrôle sur la chaîne de production, tout en maintenant les apparences d'une utilisation adéquate des fonds publics<sup>40</sup>.

L'installation de l'appareil étatique et son engagement direct dans les zones de colonisation, là où des dispositifs de délégation de l'autorité publique aux opérateurs privés avaient jusqu'alors organisé le processus de frontière agropastorale, conduit ainsi à l'expansion des réseaux de clientèle que ces opérateurs avaient tissés durant la période alémaniste. En leur allouant une influence considérable sur les mécanismes de délégation de terres aux *ejidos* et d'allocation des crédits publics, les interventions étatiques contribuent à donner une nouvelle vigueur au modèle de coordination par le patronage privé et amplifient ses dimensions spatiales et structurelles. La formation des *ejidos* dans les interfluves entre le Coatzacoalcos et le Tonalá, ainsi que sur le littoral de la Sierra de Santa Marta, fournit en effet de nouvelles bases socio-spatiales à un système économique confronté à des manifestations de blocage interne. Au début des années 1970, les processus d'accumulation de terre et de capital au sein des colonies qui se sont formées vingt ans plus tôt se traduisent en effet par des dynamiques d'autonomisation de groupes d'éleveurs qui sont en situation de développer leurs propres réseaux d'approvisionnement et de commercialisation et de se poser en concurrents des grands maîtres de clientèle. C'est le cas des dirigeants de la colonie Nuevo Morelos, qui commencent à assumer un rôle de premier plan dans les processus d'appropriation foncière et de diffusion de l'élevage dans l'interfluve Coatzacoalcos-Uxpanapa (colonies Sánchez Taboada et Guerrero, voir la figure 8.4). La formation des *ejidos* dans le bassin de l'Uxpanapa va permettre le développement parallèle des dispositifs clientélistes de ces deux groupes d'opérateurs, tout en injectant de nouvelles ressources financières dans leur fonctionnement. Elle fournit par la même occasion aux pratiques historiques de clientélisme et de patronage personnalisé des leviers institutionnels et financiers qui permettent leur développement à une échelle spatiale et sociale inédite.

---

<sup>40</sup> Une expression aboutie de ce système de détournement et de gestion privée des ressources publiques a été mise en place par Cirilo Vázquez, le dirigeant de l'association municipale des éleveurs de San Juan Evangelista. À partir d'un réseau de relations tissées au sein de la haute administration fédérale et du dispositif public régional, celui-ci s'est vu attribuer un rôle pivot d'intermédiaire entre les différentes agences de l'Etat dans les zones de colonisation, les grands éleveurs privés et les comités agraires dans la zone de l'Uxpanapa, entre la fin des années 1970 et le milieu de la décennie suivante (entrevue avec Cirilo Vázquez, Acayucan, 12/07/2005). Pour une description détaillée de ce dispositif, voir Léonard (2009 : 540-544)

### **Les conditions du maintien des organisations ejidales sur la frontière agraire : personnalisation et privatisation des dispositifs d'accès aux ressources**

En parcourant aujourd'hui les étendues de pâturages qui couvrent à perte de vue l'interfluve entre le Coatzacoalcos et l'Uxpanapa ou le littoral de la Sierra de Santa Marta, il est difficile d'imaginer l'adversité des conditions d'installation des pionniers au cours des années 1960 et 1970<sup>41</sup>. Les comités paysans bénéficiaires de dotation agraire ont généralement dû s'installer sans réserve alimentaire, alors que les précipitations continues provoquaient le pourrissement des stocks de maïs et de haricot quelques semaines après leur récolte, dans des milieux souvent insalubres et affectés par le paludisme. Sans autre possibilité de communication que quelques mules ou des canoés, qui limitaient les possibilités d'évacuation des récoltes et d'approvisionnement en produits de première nécessité, les taux de permanence sur la frontière agraire de la première vague de colons ont rarement dépassé 20 à 25 % dans les cas documentés. Les dotations provisoires de terre qui avaient motivé leur installation ne précisaient généralement ni l'emplacement exact, ni les limites des *ejidos* : leur extension définitive et bien souvent leur localisation étaient sujettes à négociations et confrontations avec les groupes voisins. L'appropriation des espaces les mieux situés au regard des axes de communication terrestre, fluviale ou maritime, ainsi que des potentialités agronomiques (versants escarpés sur le littoral, terres acides ou parsemées de chaos calcaires dans la région de l'Uxpanapa), a été au centre des enjeux de maintien des groupes de colons sur la frontière et de leur consolidation via l'attraction de nouveaux adhérents, dans un contexte de forte corruption du personnel de l'administration agraire.

Ces conditions ont fait de la question du parrainage politique et économique une condition vitale de la permanence sur les fronts de colonisation et un facteur central de mobilité des individus. Les stratégies des comités agraires et de leurs dirigeants ont été orientées vers leur insertion dans les réseaux de patronage mis en place par des opérateurs puissants, susceptibles de pouvoir assurer leur accès aux moyens de production et aux produits de première nécessité, ainsi que de leur fournir les recommandations nécessaires pour leur assurer la possession des territoires qu'ils avaient occupés ou l'éviction des collectifs avec lesquels ils étaient concurrence<sup>42</sup>. Au sein de l'*ejido*, l'accès à des avances financières et alimentaires était également crucial pour s'approprier un espace productif permettant de pourvoir aux besoins d'une famille et de se ménager des marges d'accumulation. Les entrevues réalisées dans les zones de colonisation montrent que le défrichement et l'implantation de pâturages sur une parcelle de 20 hectares – la dotation individuelle officielle dans les *ejidos* formés à partir des années 1960 –, sans appuis externes, requérait couramment 15 à 20 ans de travail et que les *ejidatarios* se trouvant dans cette situation étaient fréquemment amenés à vendre une partie de leur terre pour accélérer l'aménagement de la partie restante, quand les accidents de la vie ne les obligeaient pas à s'en défaire par nécessité économique.

L'organisation des réseaux de parrainage dans les fronts de colonisation a reproduit le système de médiations personnalisées qui s'était mis en place dans les *ejidos* de la partie centrale des Tuxtlas à l'occasion de la réforme agraire cardéniste. Sur le littoral des Tuxtlas et de la Sierra de Santa Marta, cette reproduction presque à l'identique doit beaucoup au rôle stratégique des grands commerçants de San Andrés et de leurs commissionnaires de Catemaco et Sontecomapan dans l'articulation marchande des nouveaux espaces de production. Lorsque José Sánchez Vivero a dirigé la formation et le lotissement de la colonie La Perla del Golfo, au début des années 1950, il s'est rapidement tourné vers ces opérateurs, et en particulier vers Luis G. Carrión, pour se pourvoir en avances de tous types (crédits en numéraires, aliments, outils pour le défrichement), mais aussi pour acquérir et

---

<sup>41</sup> En 1980, la zone des interfluves entre le Coatzacoalcos et le Tonalá, soit une surface de près de 9 000 km<sup>2</sup>, ne comptait que 279 localités, dont le quart avait moins de 100 habitants et 86 % moins de 500 résidents. L'ensemble de la zone ne disposait que de 242 Km de pistes carrossables durant toute l'année (SPP, 1984).

<sup>42</sup> Il s'agissait en particulier d'obtenir avant les autres groupes de demandeurs de terre la commission d'un délégué de l'administration agraire qui délimiterait le territoire de l'*ejido* et formaliserait l'appropriation des terres en dispute.

équiper des canots motorisés qui lui permirent d'assurer des communications régulières entre le littoral du volcan Santa Marta et la lagune de Sontecompapan. Il s'est ainsi assuré un monopole de transport et de médiations entre les membres de la colonie, les Indiens occupant les *ejidos* environnants et les marchés régionaux. Toujours avec l'appui de Luis G. Carrión, il a ouvert un magasin qui est resté pendant plusieurs décennies le seul accessible sur la côte de la Sierra. Par la suite, il s'est appuyé sur ses réseaux familiaux pour s'approvisionner en génisses auprès des éleveurs de Soledad de Doblado, son municipe d'origine, d'abord à travers des contrats de naissance à part de fruit (voir la partie suivante), puis de façon autonome, diffusant à son tour ce type de contrat dans ses propres réseaux locaux de clientèle. Jusqu'au désenclavement du littoral de Santa Marta, au début des années 1990, José Sánchez Vivero est demeuré le principal opérateur commercial et le principal fournisseur de contrats d'embouche à part de fruit sur ce secteur du front pionnier, capitalisant les profits de ses diverses activités productives et commerciales dans l'achat de terres au sein de sa colonie et l'extension de ses exploitations d'élevage<sup>43</sup>.

De tels schémas se reproduisent au niveau des diverses poches de colonisation du Sotavento, en particulier autour des colonies La Palma, sur le littoral des Tuxtlas, Nuevo Morelos, Sánchez Taboada, Vicente Guerrero, Miguel Alemán et Cuauhtemoc, dans l'Isthme central (figure 8.4). Ces foyers initiaux de colonisation et de capitalisation opèrent en tant que centres de commercialisation et de financement lors du processus de formation des *ejidos* dans les espaces concernés. À partir des années 1970, les grands éleveurs des colonies de l'Isthme central deviennent aussi des opérateurs autonomes et directement concurrents des grands entrepreneurs régionaux de l'élevage (C. et E. Maitret, O. Ochoa, J. Mantecón, L. Tadeo, etc.) dans la fourniture de contrats d'embouche à part de fruit dans les nouveaux *ejidos*. Les formes de diffusion de ces contrats et des diverses avances qui permettent le maintien des groupes de paysans sur la frontière agraire s'appuient sur les mêmes principes de médiation personnalisée, qui font du dirigeant local le représentant et la caution du collectif d'*ejidatarios* dont il incarne l'existence.

Ces principes d'accès aux ressources stratégiques qui conditionnent la permanence des organisations sociales sur la frontière conduisent à une personnalisation extrême des dispositifs de coordination entre les familles paysannes, les politiques publiques et les marchés d'intrants et de produits. Les mécanismes de crédit public promus au cours des années 1970 et le début de la décennie suivante, ciblés sur la promotion de l'embouche bovine sous des formes collectives, ont également contribué à centraliser les fonctions de représentation et de médiation politique dans la personne du dirigeant local, qui répondait du fonctionnement du groupe gérant les pâtures et le lot de taurillons, ainsi que du remboursement du crédit – que celui-ci fût assigné directement à l'*ejido* ou qu'il prît la forme finale d'un contrat privé de métayage. Les entrevues réalisées dans les communautés de la frontière agraire ou auprès des grands éleveurs privés attestent du rôle-pivot joué par le petit entrepreneur *ejidal*, à la fois dans la gestion des procédures de dotation agraire, comme dans les processus ultérieurs d'insertion dans les dispositifs clientélistes d'accès aux ressources institutionnelles et productives. Le modèle de gouvernance fondé sur le "despotisme décentralisé" (chapitre 7) a ainsi trouvé sur les fronts de colonisation de nouvelles bases de légitimation et de développement.

Les dispositifs de partonage personnalisé et la figure de l'entrepreneur politique local sont au centre des processus de différenciation sociale et territoriale. En fonction de la capacité des dirigeants locaux pour s'insérer dans les réseaux de parrainage politique et commercial, les trajectoires de développement divergent sensiblement d'une communauté à l'autre. Aussi bien sur le littoral tuxtèque que dans l'Uxpanapa, les groupes de paysans – et au sein de ces groupes, les individus – les mieux connectés aux réseaux de pouvoir régional sont parvenus à s'arroger un contrôle élargi sur la terre, parfois étendu à des surfaces supérieures à celles que les résolutions de l'administration agraire leur avaient assignées, ainsi qu'un accès renouvelé aux crédits et aux flux de bétail en métayage. Très souvent, ces conditions favorables ont eu pour corrolaire une forte différenciation

---

<sup>43</sup> Entrevue avec José Sánchez Vivero, La Perla del Golfo, 08/12/1997.



sociale interne, liée aux mécanismes d'assignation clientéliste des ressources dont l'entrepreneur local était le récipiendaire pour organiser les défrichements, l'implantation des pâturages et l'installation des lots de bétail obtenus à travers le crédit public ou les financements privés<sup>44</sup>. À un pôle opposé, les *ejidos* qui s'appuyaient sur des formes d'organisation labiles – souvent associées à l'absence de dirigeant local légitime ou à son élimination – ont été confrontés à des difficultés pour défendre leur emprise territoriale et accéder aux différentes formes de crédit. Dans la plupart des cas, cette faiblesse politique a résulté en un taux élevé de départs et le remplacement des *ejidatarios* par une seconde vague de colons, déjà capitalisés et/ou insérés de façon avantageuse dans les réseaux de clientèle régionaux. Ces processus différenciés s'ancrent dans l'histoire du peuplement, qui a déterminé dans une large mesure la position des entrepreneurs locaux et de leurs territoires dans les chaînes de médiation économique et politique, mais ils reflètent également le capital social et économique dont ces dirigeants ont pu se prévaloir, ou ont pu construire par leurs propres capacités. Ils ont donné lieu à la mise en place de rapports de subordination socio-spatiale entre les *ejidos*, dont la coordination de la production bovine est le support fondamental (encadré 8.2).

*Encadré 8.2 : L'entrepreneur ejidal dans la colonisation agraire des années 1970  
L'exemple de Chuniapan de Arriba, dans l'Uxpanapa*

Francisco et Valdomero Chagala Ixtepan sont les fils de l'un des dirigeants de l'*ejido* Chuniapan de Arriba, dans le municipe de San Andrés Tuxtla. Vers la fin des années 1960, bien qu'ils ne disposent d'aucun statut légal, ils exploitent en tant que comuneros une trentaine d'hectares sur les terres en accès libre de l'*ejido*, grâce à l'emploi d'attelages de bœufs. Les tensions foncières qui se dessinent dans l'*ejido* à cette époque, du fait des inégalités d'accès à la terre, les déterminent à entreprendre une démarche de dotation agraire dans la zone de l'Uxpanapa, avec l'appui du comité exécutif de Chuniapan et celui du Comité régional paysan. En 1970, cette démarche aboutit à une résolution légale portant sur 1 400 hectares, au bénéfice de 56 paysans du village.

Avec le produit des ventes de leurs récoltes et de leurs attelages, les frères Chagala financent le déplacement dans l'Uxpanapa de treize comuneros qu'ils employaient déjà sur leur exploitation, ainsi que celui des membres de leurs familles. Ils s'installent dans un premier temps à Chamizal, un village pionnier situé au pied des escarpements qui ferment par le Nord l'accès à la dépression de l'Uxpanapa. Durant deux ans, ils cultivent des terres qui leur sont prêtées dans ce village, pendant qu'ils développent des relations avec un éleveur et commerçant de la colonie Sánchez Taboada, à qui ils vendent les récoltes de leur groupe de clientèle. Au cours de cette période, ils prospectent également les zones boisées qui peuvent se prêter à la formation d'une communauté. Face à l'afflux de nouveaux groupes de migrants et avec l'appui financier de leur tuteur, ils décident finalement de prendre les devants sur les procédures administratives de dotation et entreprennent de délimiter eux-mêmes le territoire de leur *ejido*.

Le petit nombre de leurs suivants au regard de la dotation officielle permet aux deux frères de s'approprier, en leur nom propre et celui de leurs enfants mineurs, des surfaces qui dépassent largement les plafonds réglementaires de dotation : pour lui-même et chacun de ses huit enfants (dont le plus âgé a dix-huit ans), Francisco s'adjuge neuf parcelles, pour un total de 226 ha. Grâce aux financements que leur alloue leur parrain de la Sánchez Taboada, ils organisent les défrichements et la production de riz et de maïs de leur clientèle locale et en centralisent la commercialisation ; ils fournissent également leurs dépendants en porcelets, dans le cadre d'un système d'engraissement à part de fruit avec les excédents de récolte. Avec les gains de ces activités, ils financent l'ensemencement des terrains qu'ils ont mis en culture avec des graminées fourragères et étendent leurs pâturages.

<sup>44</sup> De telles situations se manifestent dans les *ejidos* Veintisieta de Septiembre et Nueva Providencia, dans le municipe de Sayula, qui étaient intégrés dans le système productif de la famille Maitret, ou dans les *ejidos* Chuniapan de Arriba et Hidalgo Atemajac dans l'Uxpanapa, associés au dispositif des éleveurs de la colonie Sánchez Taboada (encadré 8.2). Martín Hernández, le dirigeant de l'*ejido* El Luchador, a ainsi pu s'approprier 12 parcelles individuelles, soit 240 ha. À Chuniapan de Arriba, Francisco Chagala avait accumulé au total 226 hectares au début des années 2000.

À partir du développement de leur base fourragère, les frères Chagala obtiennent des éleveurs de la colonie Sánchez Taboada qu'ils leur allouent des lots de brouillards à engraisser en métayage. Leur processus d'accumulation se prolonge au milieu des années 1980, lorsque Francisco et Valdomero obtiennent de Banrural un crédit collectif pour l'acquisition de génisses et le développement de l'élevage naisseur. Géré sur une base familiale, ce crédit leur permet de s'autonomiser vis-à-vis de leurs commanditaires de la Sánchez Taboada. Au début des années 1990, alors que les ejidatarios de Chuniapan « pratiquent un schéma d'élevage en métayage dans lequel [ils] offrent leurs pâturages et prennent soin du bétail, pendant que les ejidos partenaires – Madero, La Reforma, Tenochtitlán – apportent le capital », puis travaillent durant la saison sèche à l'entretien des pâturages dans les colonies Sánchez Taboada et Nuevo Morelos (Guzmán, 1992, cit. par Oropeza, 2000 : 158), les frères Chagala possèdent en propre un troupeau de plusieurs dizaines de têtes et commencent à louer des pâturages dans l'ejido et dans les communautés voisines.

En 2000, Francisco et Valdomero Chagala sont devenus des opérateurs importants dans l'offre de contrats à part de fruit dans les zones les plus enclavées de la région – notamment dans les ejidos zoques formés par les populations déplacées par l'éruption du volcan Chichonal, en 1982 (ejidos El Progreso et El Rincón). Ils sont également impliqués dans l'achat de brouillards et leur revente aux grands opérateurs régionaux de l'élevage.

## **L'organisation institutionnelle et spatiale de la frontière interne : reproduction et affinement du modèle de gouvernementalité postrévolutionnaire**

Les stratégies de positionnement et de consolidation des acteurs individuels et collectifs engagés dans la dynamique de frontière agropastorale, ainsi que les processus d'expansion des réseaux de patronage des grands entrepreneurs de l'élevage, ont été encadrés par un ensemble d'institutions caractéristiques de cette dynamique. Au-delà du rôle central des coordinations politiques assumées par les organisations corporatives d'éleveurs, ou par les réseaux de pouvoir qui s'étaient forgés dans le cadre des mandats de gouverneur, puis de président de la république, de Miguel Alemán et de ses successeurs, ces institutions ont servi de référents dans l'organisation des relations socio-productives et des formes de structuration territoriale des zones de frontière. Cette section s'intéresse à deux champs particuliers de régulation de l'accès aux ressources productives : celui de l'organisation des droits fonciers, d'une part, et celui de l'insertion des petits producteurs pionniers dans les chaînes de production de bovine, d'autre part. Dans les deux cas, la place hégémonique de l'élevage dans les formes de spécialisation économique des zones de colonisation et celle des dispositifs de parrainage privé dans la structuration des rapports sociaux ont joué un rôle central dans la diffusion d'un ensemble d'institutions, qui s'étaient mises en place à travers la mise en œuvre de la réforme agraire cardéniste dans les anciennes zones de peuplement, et qui trouvent sur la frontière agropastorale des espaces que se prêtent à leur affinement et à leur application sous une forme épurée.

### ***Les institutions foncières :***

#### ***l'individualisation et la concentration des droits sur la terre***

Les formes de possession individuelle des ressources stratégiques pour l'élevage bovin (pâturages et bétail), ainsi que la concentration de ces ressources, sont des caractéristiques essentielles du processus de colonisation des terres basses tropicales. Durant les deux premières décennies de ce processus, les "concessions d'inaffectabilité" allouées pour 25 ans aux exploitations d'élevage implantées sur les terres du domaine privé de l'État ont représenté une forme juridique couramment employée par les grands éleveurs pour s'assurer le contrôle de larges portions des espaces sur le point d'être désenclavés par la construction des voies de communication. Ces possessions étaient

ensuite converties en droits de propriété complets, via le recours aux tribunaux civils et l'émission de jugements de prescription positive (voir *supra*). Bien que l'octroi systématique de droits de possession privée ait été suspendu à partir de 1962, au profit de la réhabilitation de la propriété *ejidale* comme instrument privilégié de la politique de colonisation agropastorale, les jugements de prescription ont continué à constituer un outil juridique aux mains des élites entrepreneuriales et administratives pour s'approprier des surfaces considérables sur la frontière agraire, là où les procédures de dotation agraire n'étaient pas encore entamées<sup>45</sup>. Une partie des terres limitrophes des États de Veracruz, Tabasco et Chiapas a ainsi intégré le portefeuille foncier des figures de l'élite régionale, avant d'être redistribuée à leurs clientèles.

Mais certaines de ces nouvelles propriétés privées se sont également formées autour des procédures de dotation *ejidale* et des rapports de patronage auxquels les dirigeants de comités agraires devaient se soumettre pour assurer le succès de leur entreprise de construction territoriale. Dans les zones basses du moyen-Coatzacoalcos ou à la périphérie du district d'aménagement de l'Uxpanapa, là où la colonisation *ejidale* prenait la forme d'une concurrence féroce entre les groupes de paysans, les recommandations d'un parrain puissant étaient indispensables pour se voir allouer avant les autres la commission d'un fonctionnaire chargé de délimiter les terrains revendiqués et d'en formaliser l'appropriation. Dans ces espaces périphériques, où le renoncement des bénéficiaires d'une parcelle *ejidale* face aux conditions adverses était un phénomène courant – et parfois ceux-ci ne rejoignaient jamais les emplacements perdus qui leur avaient été assignés – les patrons de clientèle et leurs commissionnaires ont ainsi bénéficié de larges marges d'action pour récupérer sous divers prête-noms les droits fonciers laissés vacants et constituer des *ranchos* dont le fonctionnement avait toutes les caractéristiques des structures d'élevage privées.

De façon plus générale, la spécialisation dans l'élevage bovin a encouragé la mise en place de régulations foncières qui différaient radicalement de celles qui avaient accompagné la formation des *ejidos* dans le centre des Tuxtlas. Le modèle *ranchero*<sup>46</sup>, celui de l'exploitation familiale unitaire et de la propriété privée, a opéré comme un référent central des organisations socio-productives qui se sont développées sur la frontière agropastorale. L'incorporation aux chaînes de clientèle des grands éleveurs et l'accès aux contrats d'embouche à part de fruit étaient conditionnés à l'installation de pâturages artificiels et à leur clôture afin de permettre une gestion adéquate des fourrages et des troupeaux. L'enclosure des terres a représenté un préalable à l'assignation des financements – de nature publique (crédits de Banrural) ou privés (contrats à part de fruit) – qui conditionnaient l'accès des colons aux activités d'élevage. Alors que les principes d'accès ouvert à la terre et la prévalence du droit de hache avaient encadré les formes de régulation foncière dans la partie centrale des Tuxtlas, favorisant l'incorporation d'ayants droit sans statut légal et la pulvérisation des structures agraires, les contraintes d'acquisition et de conduite des troupeaux ont imposé la formation d'exploitations d'un seul tenant – ou subdivisées en un nombre limité de parcs à bétail –, ainsi que la concentration des terres par un petit nombre de producteurs les mieux insérés dans les réseaux de patronage des grands éleveurs.

La mise en place des enclosures a ainsi accompagné la spécialisation des zones de colonisation dans l'élevage bovin et a matérialisé le recentrage des régulations foncières sur les organisations familiales restreintes et sur la possession individuelle, au-delà du rôle prégnant des réseaux de patronage dans la capacité des pionniers à maintenir leurs droits sur la terre. L'allocation de crédits collectifs pour l'élevage par la Banque de crédit rural au cours des années 1980 n'a pas modifié cette situation. Ces crédits étaient conditionnés à la formation de groupes de caution solidaire, qui devaient administrer les lots de bovins sous une forme collective. Dans les faits, les mécanismes d'assignation de ces

---

<sup>45</sup> En 1979, il existait encore dans l'Etat de Veracruz 27 concessions d'inaffectabilité, dont les délais de validité de 25 ans étaient caducs ou sur le point de l'être, pour une surface totale de 50 000 hectares, situés dans leur quasi-totalité dans la région du Sotavento (Zaragoza & Macías, 1980 : 492-493).

<sup>46</sup> Sur les caractéristiques sociales et culturelles du mode d'organisation des sociétés *rancheras*, voir les ouvrages de Schryer (1979) et Barragán (1997), ainsi que les travaux compilés par Barragán *et al.* (1993).

crédits, à travers le jeu des réseaux clientélistes, a conduit à leur répartition sous une forme individuelle entre les proches des dirigeants locaux, ou au niveau d'organisations familiales élargies dont la pluralité des membres masquait le rôle recteur d'un unique responsable<sup>47</sup>. L'élevage bovin a ainsi opéré comme un facteur central de changement institutionnel au regard des régulations qui opéraient dans les communautés d'origine des migrants tuxtèques, où la prévalence de la culture de la *milpa* dans l'organisation économique favorisait la permanence de régimes de libre accès aux terres *ejidales*. Cette évolution est directement liée à l'extrême verticalité des rapports de production dans le cadre de l'organisation des systèmes d'élevage : facteur d'individualisation des droits fonciers, l'élevage bovin et ses formes de diffusion ont aussi favorisé la concentration de ces droits dans les mains des opérateurs les mieux situés dans les réseaux de patronage.

Dans l'ensemble de ces processus diversifiés de formation des droits de propriété foncière (via le jeu des concessions d'élevage, des jugements de prescription positive ou le patronage privé des *ejidos* et des *ejidatarios*), les administrations étatiques sont intervenues essentiellement en accompagnant les initiatives des opérateurs privés. Elles ont toutefois joué un rôle politique de premier ordre, en tant qu'instances légitimatrices des dispositifs coordonnés par les grands entrepreneurs de l'élevage et leurs commissionnaires locaux, et en habillant les arrangements "informels" des attributs de la formalisation juridique (la propriété privée dérivée de la possession de bonne foi, la dotation *ejidale*). Les instances étatiques ont ainsi conservé une position centrale dans la régulation des hiérarchies et des jeux de concurrence entre les réseaux clientélistes.

### **Émergence, consolidation et expansion d'une institution de la frontière : les contrats d'élevage à part de fruit**

« Aucun crédit à l'élevage n'a été aussi efficace et bénéfique que le métayage : il n'intègre pas [de calcul de taux] d'intérêt, ni de terme fixe ; on répartit le capital créé, quand le prix du produit est le plus intéressant. [...] L'élevage *a media* a été utilisé comme complément des crédits officiels : les *ejidos* recevaient officiellement le crédit, mais l'argent était employé à d'autres choses, et le bétail était confié à part de fruit ».<sup>48</sup>

L'expansion de l'élevage dans les nouveaux espaces de colonisation a reposé sur la combinaison de mécanismes de focalisation des appuis publics en faveur d'une petite élite d'entrepreneurs, d'une part, et de transfert par ces derniers des fonctions de production (de fourrages et de viande) à des petits producteurs, d'autre part. La politique de formation d'*ejidos* a permis aux grands éleveurs de décupler leur capacité d'opération à travers l'extension de leurs réseaux de clientèle à de nouveaux espaces, sans avoir à assumer les coûts et les risques associés au peuplement de ces espaces et à leur aménagement. A partir des années 1980, l'allongement et la fréquence des périodes de sécheresse dans le couloir de colonisation historique, au long de la route transisthmique, de façon sans doute consécutive aux processus de peuplement et de déforestation, ont aussi contribué à renforcer les logiques de délocalisation des activités d'embouche vers les frontières agropastorales qui conservaient un régime pluviométrique et une production fourragère mieux répartis.

Les pratiques d'embouche et de naisance "*a medias*" ont constitué la base institutionnelle de cette diffusion. Les premières formes d'élevage à part de fruit ont été testées par les grands propriétaires privés de Sayula, Clemente Maitret au premier chef, dans les colonies agricoles Nuevo Morelos et Sánchez Taboada au milieu des années 1950 : elles consistaient dans la fourniture d'un taureau

---

<sup>47</sup> On retrouve une telle configuration dans la gestion du crédit souscrit au nom de l'*ejido* Chuniapan par son dirigeant, Francisco Chagala Ixtepan (encadré 8.2). Le troupeau acquis à travers ce prêt a certes fait l'objet d'une conduite collective, mais qui était restreinte aux seuls membres de la famille du dirigeant et de celle de son frère, soit une quinzaine de personnes, qui toutes avaient accédé à un droit *ejidal* (entrevue avec Francisco et Valdomero Chagala Ixtepan, Chuniapan de Arriba, municipale de l'Uxpanapa, 16/05/2001).

<sup>48</sup> Entrevue avec Ramón Roca, Acayucan, 22/06/04.

reproducteur et de génisses de 18 mois au propriétaire d'une parcelle enherbée et s'étendaient sur une période de trois mises-bas, soit cinq ans environ, au terme de laquelle le propriétaire du pâturage s'engageait à restituer les animaux adultes, ainsi que le tiers du bétail né – c'est à dire l'équivalent du bétail confié en métayage – choisi par le bailleur entre les mâles prêts à être engraisés. Le preneur assumait la totalité des risques de perte du bétail ou de stérilité des génisses. Ces arrangements, comme ceux qui les ont suivis, étaient accompagnés de prêts à la consommation ou de détresse que le bailleur faisait au métayer et qui étaient soldés au moment du partage des animaux.

Par la suite, lorsque le développement du réseau routier a permis aux grands entrepreneurs de s'approvisionner à faible coût en veaux maigres dans les régions de la côte Pacifique, ces systèmes d'élevage à part de fruit se sont spécialisés dans les activités d'embouche. Cette nouvelle orientation avait l'avantage de réduire la capacité d'acquisition d'un capital productif propre par les producteurs de pâturage, puisque seuls des mâles leur étaient fournis et que la charge en bétail saturait leur capacité d'alimentation d'un troupeau indépendant. Dans ce cas également, Clemente Maitret a mis en place un arrangement qui a ensuite diffusé largement sur l'ensemble de la frontière : il fournissait le fil de fer barbelé pour la mise en défens du pâturage et un lot de broutards de 16 à 18 mois (soit 200 kg de poids vif environ), à raison d'une tête par hectare. Les avances incluaient les produits vétérinaires (vaccins, vitamines, déparasitants) nécessaires à un cycle d'embouche de 18 à 24 mois. Lorsque les animaux avaient atteint un poids de 450 à 500 kg, le bailleur décidait du moment de leur vente, en fonction des prix de marché et de ses propres besoins de trésorerie. Le gain monétaire correspondant à la prise de poids des animaux était partagé entre les deux parties, une fois déduites les avances en intrants et numéraires effectuées par le propriétaire du bétail. Ces contrats étaient passés avec les dirigeants locaux au nom du collectif d'*ejidatarios*, ce qui permettait au propriétaire du bétail de tester la capacité de ces dirigeants à coordonner et gérer la conduite du troupeau sur une base collective. Par la suite, si la première tentative avait donné satisfaction, les arrangements pouvaient prendre une forme individuelle, même si le même dirigeant assumait fréquemment des fonctions centrales d'intermédiaire et de garant de la production vis-à-vis du commanditaire.

Ces clauses, formellement équilibrées, masquaient des mécanismes asymétriques de répartition de la valeur créée. En premier lieu, le poids des taurillons mis au pâturage était évalué à vue, sans pesée, ce qui ménageait au bailleur une large marge de valorisation de son propre capital ; en second lieu, le mode de calcul de la valeur ajoutée au cours du processus d'embouche attribuait un prix au kg identique pour les animaux "finis" et les taurillons maigres, quand leur valorisation sur le marché était nettement différenciée en faveur des premiers ; troisièmement, l'implication des grands éleveurs dans les chaînes de commerce du bétail leur permettait de réaliser d'importantes marges à la fois sur le placement des taurillons maigres qu'ils acquéraient dans les régions sèches et sur la vente des animaux finis qu'ils écoulaient sur le marché national ; enfin et surtout, le métayer assumait l'ensemble des coûts de production et d'entretien des pâturages (fauche des refus, réparation des clôtures), ainsi que les pertes d'animaux. En cas de non-renouvellement du contrat, le commanditaire récupérait de surcroît le capital fixe (fil de fer barbelé) qu'il avait investi<sup>49</sup>.

Si l'on excepte les intermédiaires locaux assurant l'interface entre les petits colons et les grands éleveurs, ces contrats d'élevage à part de fruit s'inscrivaient dans des trajectoires d'autonomisation productive particulièrement lentes. Pour la grande majorité des *ejidatarios* disposant d'une terre mais dépourvus du capital nécessaire pour la mettre en valeur, ces processus commençaient avec la transformation progressive du couvert forestier ou des friches arborées en herbages et la

---

<sup>49</sup> Ces arrangements de métayage pour l'embouche présentent de nombreux rapports avec ceux, plus abondamment documentés dans la littérature, qui concernent la répartition de génisses pour la production de veaux maigres. De tels contrats de naissance sont notamment décrits dans les régions du Nord du Golfe du Mexique, au Nord de Veracruz ou dans l'Etat de Tamaulipas, qui correspondent à des zones de colonisation plus anciennes, où le régime pluviométrique se prête moins à l'embouche du bétail sur herbe. Ces régions sont intégrées à des chaînes de production dans le cadre desquelles les jeunes broutards qu'elles produisent sont ensuite engraisés dans les zones mieux arrosées de la Huasteca ; voir notamment Aguilar Robledo (1992), Colin (2003 :141-142), Hoffmann & Almeida (1995).

constitution de pâturages de mieux en mieux aménagés, peu à peu divisés et entourés de haies vives, équipés d'abreuvoir et d'un corral de contention, puis peu à peu semés d'espèces fourragères plus productives (en remplacement des espèces natives poussant spontanément après abatis-brûlis).

Ce processus d'aménagement foncier pouvait être fort avancé sans que le propriétaire du pâturage soit pour autant en situation de valoriser la capacité fourragère de son exploitation hors du recours au bétail des autres. Souscrits dans le dessein d'acquérir le capital productif que le petit pionnier ne pouvait constituer de façon autonome ou à travers les appuis publics, les arrangements à part de fruit tendaient de fait à le maintenir dans une situation de dépendance structurelle vis-à-vis des pourvoyeurs de bétail. Du fait de la forte mortalité animale dans les zones récemment conquises sur la forêt (épizooties, morsures de serpent), des coûts d'entretien des pâturages et des clôtures, et des asymétries de marché imposées par les grands éleveurs, les gains enregistrés par les métayers débouchaient rarement sur un processus d'autonomisation productive. L'acquisition graduelle d'un nombre suffisant de génisses par les acteurs les mieux placés au sein des organisations *ejidales* – les intermédiaires bénéficiant de garanties d'exclusivité locale dans les rapports avec les pourvoyeurs de bétail – demandait couramment 20 à 25 ans, soit le temps séparant deux générations<sup>50</sup>.

De tels délais ont garanti aux grands opérateurs de l'élevage une croissance régulière des surfaces sur lesquelles ils pouvaient développer leurs activités, dès lors que la saturation graduelle de l'espace pastoral qui résultait des processus d'accumulation de bétail par leurs métayers était plus que compensée par la progression de la frontière agraire et l'installation des nouvelles cohortes de paysans non capitalisés. À partir du milieu des années 1970, l'injection de crédits publics dont les grands entrepreneurs régionaux avaient le contrôle a paradoxalement soutenu le développement des contrats à part de fruit. Sous la couverture de crédits pour l'acquisition de bétail – qui en fait était fourni en métayage – et toujours sous la tutelle des grands patrons de clientèle, les *ejidos* ont accédé à des financements qui étaient employés à la mise en place de biens publics, tels que des écoles, des pistes et des ponts, ou au développement d'autres productions intégrées à la chaîne d'élevage – comme ce fut le cas dans les zones basses inondables du moyen-Coatzacoalcos, où la production de sorgho de certains *ejidos* était achetée par les grands éleveurs pour finir l'embouche du bétail dans leurs *ranchos*.

Une fois capitalisés en bétail, les anciens métayers qui avaient démontré les plus grandes aptitudes dans la gestion collective des conventions d'embouche à part de fruit ont souvent été mobilisés par leurs parrains en tant qu'intermédiaires et nouveaux propagateurs de ces contrats dans les espaces d'expansion de la frontière pastorale<sup>51</sup>. L'élevage "*a medias*" a ainsi soutenu à une large échelle la diffusion de relations personnalisées de patronage entre les grands opérateurs régionaux, une classe intermédiaire de petits et moyens entrepreneurs et la masse des petits producteurs des *ejidos*, en même temps qu'il participait de la pérennisation et l'actualisation de ces rapports dans les espaces de maturation du front de colonisation. À mesure que ce front avançait, la combinaison des composantes du "complexe institutionnel" caractéristique de la frontière agraire a conduit à un

<sup>50</sup> Dans les *ejidos* Veintisieste de Septiembre du municipio de Sayula, et Chuniapan de Arriba, dans l'Uxpanapa, les dirigeants locaux qui jouaient un rôle pivot dans la diffusion des rapports de métayage, ont mis 25 ans environ pour accumuler un troupeau de 25 têtes de bétail à partir des accords d'embouche à part de fruit, soit une capitalisation d'un animal par an ou deux par cycle d'embouche sur une parcelle de 20 hectares. Le rendement monétaire des conventions d'embouche pouvait même être inférieur à celui de la location de pâturages, une option qui a cependant été peu employée par les petits producteurs, car elle les marginalisait de l'accès aux crédits de consommation et de santé octroyés par les commanditaires de contrats de métayage.

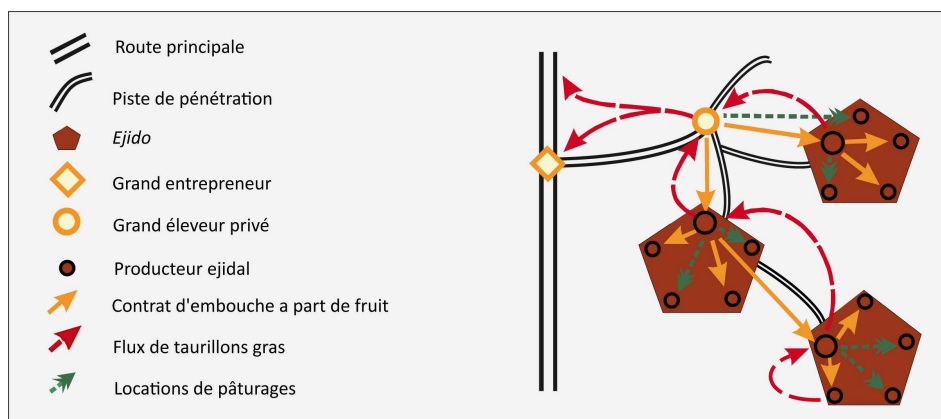
<sup>51</sup> Ces intermédiaires correspondent à la figure du *patroncito* (le "petit patron") évoquée par R. Hidalgo Ledesma (2009) sur le littoral de la Sierra de Santa Marta : « La relation socioculturelle de pouvoir qui se construit dans le système de métayage, à travers la figure du *patroncito*, établit un système de prestige et de loyautés. [...] Cette figure du *patroncito* n'est pas exclusive des éleveurs de la colonie La Perla del Golfo, puisque de tels personnages existent dans les *ejidos* Vicente Guerrero, Benigno Mendoza, Venustiano Carranza, etc. [...] Ils décident de l'usage du territoire, selon certaines fonctions d'incitation à des processus productifs particuliers » (*cit.* : 172).

modèle particulier de structuration de l'organisation territoriale, qui exprimait dans l'espace la diffusion sous une forme épurée du mode de gouvernamentalité rurale postrévolutionnaire.

### **Une organisation territoriale en inflorescence : le rapport de patronage au cœur de l'organisation socio-spatiale**

Ce modèle de régulation politique et économique s'est ainsi cristallisé dans la formation d'"archipels" territoriaux, articulés par les flux d'intrants (veaux maigres, fil de fer barbelé, produits vétérinaires, financements pour la mise en place d'infrastructures productives et de communication) et de produits (brouillards gras) de l'élevage bovin, mais aussi par des flux d'information et de faveurs politiques. Ces territoires sont réticulés autour des *ranchos* des grands entrepreneurs régionaux, généralement situés à proximité des principaux axes de communication (route transisthmique). Ces organisations ont pu se complexifier à travers le développement de sous-systèmes semi-autonomes, structurés par des logiques et des relations similaires et coordonnés par des éleveurs de moindre envergure, généralement localisés dans les principales colonies agricoles de l'Isthme central, qui avaient constitué les premiers foyers d'expansion de la frontière agropastorale (Nuevo Morelos, Sánchez Taboada, Cuauhtemoc, Vicente Guerrero, Miguel Alemán, voir la figure 8.4). Ces patrons de clientèle de second niveau sont toutefois restés insérés dans les dispositifs coordonnés par les grands entrepreneurs, aussi bien pour la commercialisation du bétail gras que pour l'approvisionnement en intrants (les crédits productifs et les reproducteurs sélectionnés notamment, mais aussi pour les allocations de terres de colonisation). L'articulation de ces réseaux de clientèle au cours des stades successifs de propagation de la frontière a conduit à la formation d'organisations spatiales "en grappe" ou en inflorescence, matérialisant les relations interpersonnelles entre les patrons de clientèles locales et leurs parrains (figure 8.5).

Figure 8.5 : Organisation de l'espace et des rapports de production autour de l'élevage bovin

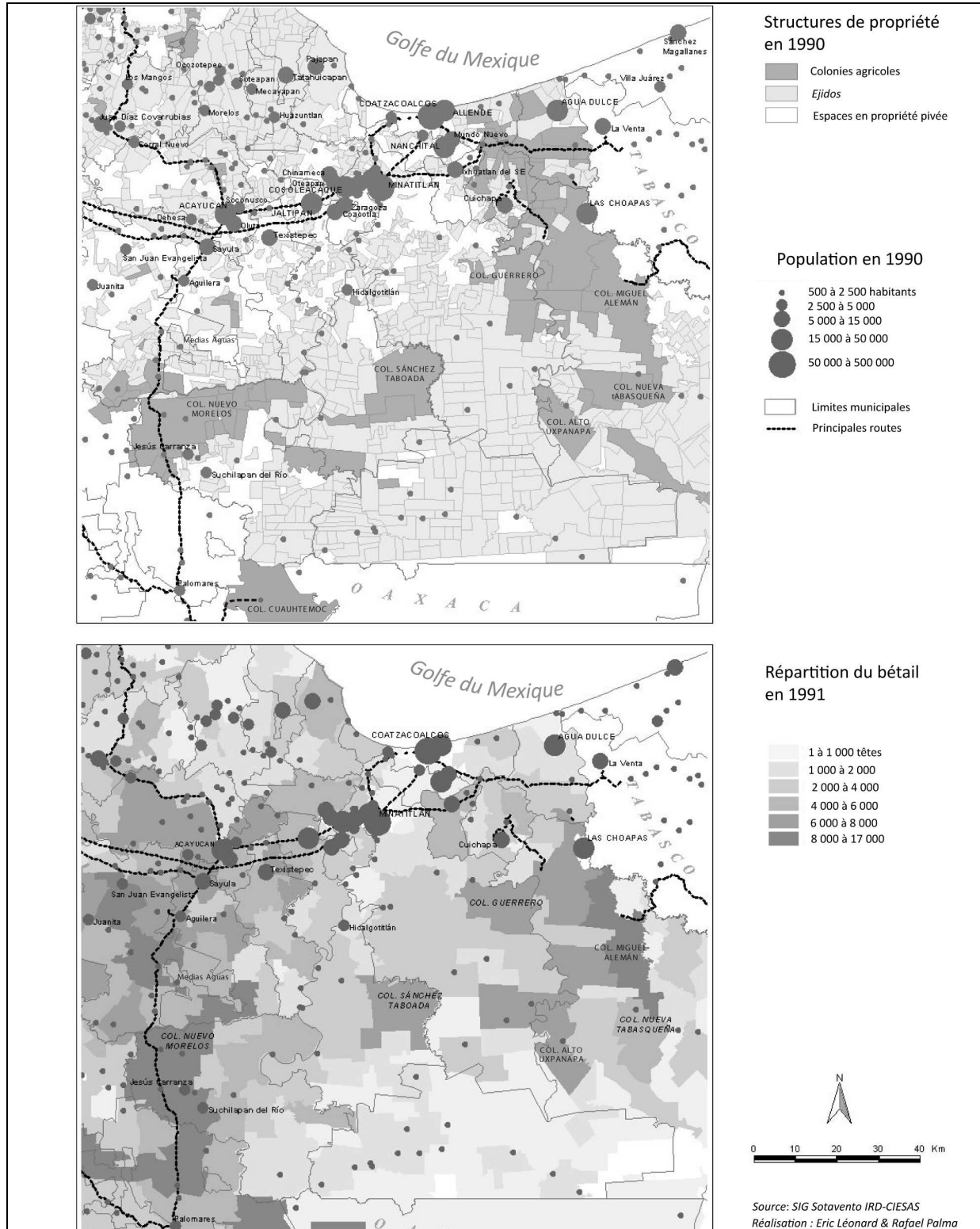


À l'échelle régionale, ces organisations spatiales se traduisent en schémas particuliers de distribution des ressources. Le recensement agricole de 1991 restitue une image précise du modèle de division socio-spatiale du travail au cours de la phase pionnière (figure 8.6) : la combinaison des dynamiques de diffusion clientéliste de l'élevage et des processus d'accumulation lente du capital en arrière du front de colonisation s'exprime à travers la concentration des troupeaux dans les grandes structures privées, au niveau des *ranchos* situés le long de la route transisthmique et de la frontière avec l'État de Tabasco, ainsi que dans les grandes colonies agricoles, là où s'effectuent les dernières étapes de l'embouche et où se concentrent les lots de bétail avant leur expédition vers les marchés de consommation. Les densités diminuent à mesure que l'on progresse vers les derniers diverticules du front de colonisation, aux confins des trois États de Veracruz, Oaxaca et Chiapas, où la dépression de l'Uxpanapa est fermée par les contreforts de la Sierra de Tres Picos. Au début des années 1990, les



processus de diffusion de l'élevage et d'accumulation de capital est encore loin d'y imprimer les traces d'une pastoralisation complète du paysage ; celle-ci sera en revanche en voie d'achèvement une douzaine d'années plus tard (Colin, 2012). Au moment-charnière de l'achèvement de la phase pionnière d'occupation de l'espace, les données du recensement agricole de 1991 font ainsi apparaître une corrélation nette entre le type de propriété et la concentration du capital.

Figure 8.6 : Relation entre le type de propriété foncière et la distribution de la population bovine en 1991





## **Conclusion : la politique alémaniste de colonisation agraire : bifurcation politique ou approfondissement du mode de gouvernementalité rurale ?**

La période alémaniste (par extension aux quatre administrations qui se sont succédées jusqu'à la fin des années 1960, sans modifier substantiellement les options prises entre 1946 et 1952) marque indéniablement une bifurcation de la politique foncière. Elle impose la prééminence des structures entrepreneuriales privées sur le modèle communautaire dans l'organisation des rapports entre les secteurs agricole et rural avec le reste de la société nationale, notamment dans les médiations politiques. Mais elle s'inscrit dans une trajectoire de consolidation des formes corporatives de médiation et de contrôle sociopolitique héritées du gouvernement cardéniste. On peut ainsi s'interroger sur la nature des réorientations impulsées par Alemán. Au plan des intérêts privilégiés et des structures économiques, il s'agit d'une bifurcation, d'un changement de cap, au profit des entrepreneurs et des grands propriétaires et au détriment des secteurs de la petite agriculture familiale qui avaient émergé du processus de réforme agraire. En revanche, si l'on s'intéresse aux institutions, le régime alémaniste s'inscrit dans la continuité du leg cardéniste, dont il a approfondi le modèle de régulations corporatistes et la personnalisation des rapports entre les sociétés rurales et l'État central. La politique alémaniste a, au contraire, favorisé la propagation de ce mode de gouvernementalité sous une forme épurée à des nouveaux secteurs socio-spatiaux, à l'occasion du processus de colonisation agropastorale.

À cet égard, le processus de colonisation agraire du Sotavento de Veracruz fournit une illustration pertinente aux thèses de Turner (1893) et Kopytoff (1987 ; 1999) sur le rôle de la frontière interne dans la réitération et la reproduction d'une culture politique et d'un mode de gouvernementalité spécifiques à l'échelle d'un ensemble politique beaucoup plus large<sup>52</sup>. La frontière agraire a opéré comme une force conservatrice qui a constamment revalidé dans les zones anciennement affectées par les distributions de terres le modèle de promotion sociale par la segmentation, la mobilité et la construction de nouveaux territoires, en même temps qu'elle en soutenait l'expansion à de nouveaux espaces. Les figures de la mobilité spatiale et celle de l'entrepreneur paysan, qui avaient émergé dans le centre des Tuxtlas dès le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle – avec la "ranchérisation" des jeunes Indiens et leur incorporation au système de traite cotonnière –, se sont ainsi ancrées durablement dans l'imaginaire et la culture politiques de communautés paysannes.

Mais au-delà de la réitération du modèle de mobilité, la dynamique de frontière agraire mexicaine contribue de façon décisive à la généralisation et la réitération d'un système centralisé de délégation des attributs et prérogatives du pouvoir local sous la tutelle de l'État central. Ces caractéristiques de centralité de l'État et du dispositif étatique dans la dynamique de la frontière interne singularisent le cas mexicain au regard des cadres d'analyse proposés par Turner et Kopytoff. Les entrepreneurs de la frontière agraire sont insérés dans une pyramide de médiations et de contrôles politiques, dont le sommet est occupé par le président de la République et le cercle réduit de ses hommes de confiance (Panster, 1997). Ce réseau de pouvoir se met en place au cours du mandat présidentiel de Miguel Alemán et va demeurer à la tête de l'État et de ses dispositifs stratégiques (administratif et corporatif) pendant plus de trente ans, c'est-à-dire au long du processus de colonisation du Tropic Humide. C'est autour de ces médiations que se met en place un système centralisé de production et de distribution de ressources stratégiques (concessions de terres du domaine de l'État, infrastructures de communication, crédits publics) dont les entrepreneurs de la frontière sont les principaux délégataires.

---

<sup>52</sup> « The frontier factor [...] does not create a type of society and culture, but provides instead an institutional vacuum for the unfolding social process. [...] If communications continue between the metropole and the frontier, the repetitive use of the model on the frontier [...] validates it and constantly revitalizes it [in the metropole]. The frontier may consequently act as a culturally and ideologically conservative force » (Kopytoff, 1987 : 14).

Ce régime de construction et de distribution personnalisée de rentes publiques, caractérise le fonctionnement de l'économie politique mexicaine jusqu'au début des années 1990. Il revêt, dans ses expressions locales, la forme d'un mode de gouvernementalité rurale, que l'on peut qualifier de despotisme décentralisé, par analogie à la proposition de M. Mamdani (1996). Ce rôle joué par des instances décentralisées de gouvernement despotique dans la consolidation et l'expansion de l'économie politique postrévolutionnaire renvoie à l'usage foucauldien de la notion de gouvernementalité (Foucault, 2004) : il correspond à la mise en œuvre de savoirs, de dispositifs institutionnels et des techniques de gouvernement dont l'enjeu est bien le contrôle du pouvoir central sur les modes d'allocation et d'accès aux ressources. Si le "bouclage" de ce mode de gouvernementalité se réalise sous les gouvernements de Miguel Alemán et de ses successeurs, c'est bien sous la présidence de Lázaro Cárdenas, durant la seconde moitié des années 1930, que ses caractéristiques institutionnelles essentielles ont été mises en place. En ce sens, s'il y a bien abandon des idéaux socialistes de l'époque cardéniste au profit d'un affairisme assumé, la systématisation et l'expansion des bases institutionnelles de l'économie politique par le réseau de pouvoir alémaniste renvoient à un approfondissement du modèle de gouvernementalité rurale plus qu'à une bifurcation.

La politique de colonisation du Tropic Humide s'inscrit bien dans le prolongement du projet cardéniste d'incorporation des sociétés rurales au régime postrévolutionnaire : elle permet d'intégrer à l'espace politique et économique national des groupes sociaux, ainsi que des portions du territoire qui étaient jusqu'alors restés sur ses marges. Cette incorporation socio-spatiale se réalise à travers le déploiement à une échelle large du modèle de despotisme décentralisé qui s'était construit auparavant à travers le démantèlement des grands domaines et des organisations communales. La systématisation de ce mode de gouvernementalité s'appuie dans une ample mesure sur la spécialisation économique des nouveaux espaces de frontière dans l'élevage bovin, via l'expansion des réseaux de patronage personnalisé des représentants du régime. Dans le cadre de ce système, les grands entrepreneurs de l'élevage bovin se voient déléguer des fonctions d'interlocuteurs presque exclusifs des administrations étatiques, aussi bien vis-à-vis du Département des Affaires Agraires et de la Colonisation que de la Banque de Crédit Rural ou des projets de communication.

La frontière agraire du Sud de Veracruz a opéré comme un laboratoire au sein duquel les institutions qui ont organisé les dynamiques ultérieures de colonisation du Tropic Humide ont adopté leur forme définitive. Les coordinateurs de l'expansion de l'élevage bovin (la "*ganaderización*") dans le Sotavento ont ensuite dirigé la propagation de cette frontière aux régions voisines, depuis les Chimalapas, dans l'Isthme de Oaxaca, jusqu'à la côte caribéenne, en passant par Tenosique et Palenque, aux limites des États de Tabasco et de Chiapas, et les frontières entre l'État de Campeche et le Petén guatémaltèque<sup>53</sup>. L'omniprésence de ces réseaux et des formes institutionnelles spécifiques au processus de frontière (l'individualisation des droits de propriété foncière, les contrats à part de fruit) ont contribué à structurer ces espaces sur un modèle similaire de territoires en inflorescence, connectés aux marchés économiques et politiques par des nœuds de pouvoir localisés.

Mais au-delà du contrôle exercé par des intérêts privés spécifiques sur le processus de frontière, la référence à l'État et au pouvoir central – à travers l'officialisation des délégations foncières, les projets publics d'infrastructures ou la validation des compromis politiques construits au sein des organisations corporatives – a représenté un élément central des formes de régulation sociopolitique. Au-delà de la personnalisation extrême des rapports sociaux, l'État postrévolutionnaire a opéré au long de la dynamique de frontière en tant que « métropole légitimante » (Kopytoff, 1987) des processus de construction et de reproduction des pouvoirs. On peut faire l'hypothèse symétrique quant au rôle de la frontière interne en tant que force conservatrice essentielle dans la reproduction

---

<sup>53</sup> Les personnages-clés de l'association des éleveurs de Sayula, les Maitret en tête, ainsi que les grands éleveurs de la colonie Nuevo Morelos, ont constitué le fer de lance de la mise en place de nouvelles zones productives au long d'un transect qui s'étend depuis la zone de Las Choapas jusqu'à Chetumal, sur la côte caraïbe de Quintana Roo, en s'appuyant notamment sur l'Union de crédit créée par les Maitret et en organisant leurs groupes de clientèle en associations affiliées à cette union.

durant plus d'un demi-siècle du modèle de gouvernamentalité qui s'est construit à travers la réforme agraire et son expansion, sous les formes renouvelées de la colonisation. L'épuisement des réserves foncières du domaine privé de l'État et l'incapacité nouvelle de reconduire le pacte sociopolitique à l'origine du modèle de gouvernamentalité rurale par le renouvellement des dotations *ejidales* ont coïncidé avec la multiplication des tensions dans les communautés rurales. La partie suivante en fournit une illustration.

***Quatrième partie***

***Transformations de l'économie paysanne  
et réforme de la propriété ejidale***

***L'ejido au centre des recompositions  
politiques et territoriales***



## **Chapitre 9**

### ***L'ejido dans la régulation des rapports intergénérationnels***

#### ***Dynamique et différenciation territoriale***

#### ***des institutions politico-foncieres dans le centre des Tuxtlas***

**(1960-1990)**

Entre les années 1940 et 1980, la propagation de la frontière agraire à l'ensemble du Tropic Humide a rempli une fonction centrale dans la diffusion du régime de gouvernabilité rurale à des espaces où l'Etat mexicain ne disposait que d'une faible présence institutionnelle. La dynamique de colonisation a également permis d'activer des mécanismes de relégitimation de ce régime dans les zones anciennement affectées par le processus de réforme agraire, comme la partie centrale des Tuxtlas, à travers un double jeu de déterminants. D'une part, en renouvelant les ressources foncières et institutionnelles à la disposition des dirigeants des communautés *ejidales* pour gérer les tensions créées par les demandes d'accès des nouvelles générations aux terres sur des territoires en voie de saturation. Et d'autre part, en réitérant la prééminence du modèle de despotisme décentralisé et des dispositifs de patronage personnalisé dans l'organisation des frontières agraires, contribuant ainsi à leur renforcement dans les instances nationales de pouvoir et à leur reconduction dans le fonctionnement des administrations étatiques.

Pour autant, les institutions de gouvernement des hommes et des ressources ne sont pas restées inaltérées dans les anciens foyers de mise en œuvre de la frontière agraire. Les règles d'accès à l'espace productif ont dû, en premier lieu, s'ajuster à la saturation des ressources foncières, du fait de l'accroissement naturel de la population et des dynamiques inégalitaires d'appropriation des terres. Les instances de validation et d'exécution de ces règles ont ensuite été amenées à évoluer, à mesure que les fondateurs et les premiers dirigeants des *ejidos* étaient déplacés par les générations suivantes, au sein desquelles les titulaires du statut d'*ejidatario* ne représentaient qu'une fraction minoritaire de la population. Au tournant des années 1960 et 1970, les *ejidos* du centre des Tuxtlas et leurs dirigeants ont ainsi dû faire face à une transformation profonde de leur tissu sociologique, mais aussi à une évolution notable de leurs conditions d'insertion dans les marchés économiques, aussi bien ceux des produits et des intrants de l'agriculture, que ceux du travail agricole et non agricole. Comment ces transformations des conditions agro-écologiques (occupation et défrichement de l'espace agraire, abandon des systèmes de recrû arbustif au profit d'une agriculture permanente), sociologiques (remplacement de la génération des fondateurs, mise en minorité des *ejidatarios* au sein de la communauté) et économiques (évolution des rapports de prix relatifs en faveur des secteurs urbains et industriels et au détriment de la rémunération du travail agricole) ont-elles pesé sur l'évolution des institutions caractéristiques de la frontière agraire ?

Ce chapitre s'intéresse à la façon dont les organisations sociopolitiques qui s'étaient formées avec la réforme agraire, au cours des années 1923-1945, et leurs institutions foncières et politiques se sont adaptées à la croissance démographique et à l'appropriation individuelle des ressources naturelles

locales. Il examine en particulier les diverses façons dont les instances de gouvernement des *ejidos* ont géré les tensions associées aux revendications d'accès des nouvelles générations à la terre, alors que se renforçait le déphasage entre la distribution des droits politiques (formellement concentrés par les *ejidatarios*) et celle des droits fonciers (régulée par les normes coutumières d'accès ouvert à l'espace productif local). Ce qui s'est noué au cours des années 1970, dans l'ensemble des communautés du centre des Tuxtlas, a concerné le maintien ou la redéfinition globale des statuts de citoyenneté sur lesquels avait reposé le fonctionnement des champs politiques locaux. Les systèmes de droits et d'obligations associés au régime d'accès ouvert au foncier ont fait l'objet de remises en question qui portaient fondamentalement sur la prévalence des normes communautaires ou des règles officielles proposées par l'administration agraire dans les régimes de régulation foncière et politique des *ejidos*.

L'issue de cette confrontation a été influencée par plusieurs faisceaux de facteurs. Elle a d'abord été contrainte par la densité relative de la population au sein de chaque communauté, qui a influencé les rapports de force entre les dirigeants historiques des *ejidos*, les *ejidatarios* et les *comuneros* sans statut foncier légal, et la façon dont a été réévalué le contenu des droits fonciers et politiques attribués à chacune de ces catégories d'acteurs. Elle a ensuite été orientée par les dépendances de sentier institutionnelles qui étaient associées aux trajectoires historiques de mise en rapport entre les communautés villageoises et les dispositifs de représentation et d'ancrage local de l'Etat postrévolutionnaire. Selon la nature des "compromis institutionnels" locaux qui s'étaient construits entre règles coutumières et règles "formelles", d'une part, entre instances officielles et autorités des *ejidos* dans la mise en exécution de ces règles, d'autre part, les termes de cette confrontation ont fortement varié. Au cours des années 1970, le regain d'engagement de l'Etat dans le financement et l'encadrement des activités économiques des familles rurales, mais aussi dans la production de biens publics locaux (écoles et collèges, dispensaires, épiceries communautaires, etc.) ont sensiblement modifié la texture et la densité des relations entre les administrations étatiques et les organisations *ejidales*. Cet engagement a notamment conduit à reconsidérer la façon de penser les rapports entre les différentes catégories d'usagers des ressources de l'*ejido*, d'exprimer, de nommer les tensions qui existaient entre ces catégories, et enfin d'envisager les formes de leur traitement.

De ces trajectoires différenciées de recomposition des dispositifs institutionnels ont émergé des trames foncières contrastées, qui sont lisibles de nos jours encore dans le paysage agraire. Ces trames expriment des logiques particulières d'organisation des rapports entre les familles et au sein des familles de l'*ejido*. Ce chapitre cherche à dévoiler et analyser ces logiques en référence aux formes historiques d'insertion des communautés dans le dispositif étatique de la réforme agraire.

## **L'*ejido* et la régulation des rapports intergénérationnels : les tensions entre l'accès aux droits fonciers et l'allocation des droits politiques**

Comme le souligne Cambrézy (1992 : 634), les institutions de l'*ejido*, telles qu'elles sont créées par l'action étatique, semblent correspondre à une organisation temporaire qui n'intègre pas la question trans-générationnelle. La structure d'allocation des droits fonciers et politiques formels, si elle reflète la composition sociologique originelle du groupe bénéficiaire de la dotation agraire, souffre en effet un déphasage très rapide, dès que la communauté est confrontée à son propre développement démographique – par croissance naturelle et par l'accueil de familles venues gonfler la clientèle pâlitique et commerciale du dirigeant local – et aux demandes d'intégration de nouveaux membres. De fait, la gestion des rapports intergénérationnels a constitué un objet central d'attention des instances de gouvernement des *ejidos* dans le centre des Tuxtlas, souvent dès les années qui ont suivi leur formation.

## **Le feuilletage et la superposition des catégories foncières et politiques au sein de la société ejidale**

Dès l'achèvement de la grande phase de distribution de terres de l'époque cardéniste, les tentatives de sécession des hameaux sujets aux chefs-lieux des *ejidos* et les stratégies de déplacement de jeunes paysans vers les espaces périphériques des terroirs villageois – ou de réaffiliation à d'autres groupes sur la frontière agraire – ont continué à secouer les organisations *ejidales* (chapitres 8). À partir du milieu des années 1940, avec la pacification des rapports entre les organisations syndicales concurrentes et entre leurs dirigeants, les autorités *ejidales* ont toutefois été en mesure d'établir une emprise de plus en plus forte sur la dynamique de la frontière. La loi agraire et les régulations imposées par le système de médiations corporatives les investissaient des fonctions de canalisation et de formalisation des demandes de nouvelles terres. Les stratégies historiques de promotion sociale par la mobilité n'ont pas disparu, mais elles ont été de plus en plus étroitement encadrées par des dispositifs institutionnels qui se rigidifiaient à mesure que se densifiaient les formes d'articulation entre les communautés en place et les instances de l'État. Les revendications de sécession ont été systématiquement déboutées par l'administration agraire et les possibilités de segmentation générationnelle via la négociation de droits fonciers hors des instances *ejidales* se sont amenuisées considérablement. À partir des années 1950, l'*ejido* est ainsi devenu l'espace politique presque exclusif au sein duquel se sont négociées et décidées les formes d'intégration sociopolitique des jeunes générations.

Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la régulation des rapports intergénérationnels a constitué l'enjeu principal de la régulation foncière et politique au sein des *ejidos*, aussi bien dans l'espace régional qu'à l'échelle du pays (Warman, 2001 ; Quesnel, 2003). Les instances de gouvernement local ont dû assurer la gestion à un niveau collectif des tensions que la croissance démographique générait dans l'espace domestique quant à l'accès aux ressources foncières formant le patrimoine de chaque famille. Dans le cadre du régime communal de régulation foncière, ces instances garantissaient des droits d'exploitation temporaires, mais tacitement reconductibles, aux paysans dépourvus de statut légal (dits *comuneros*). Elles validaient également les transferts de ces droits, qu'ils soient détenus par les *ejidatarios* ou par les *comuneros*, en admettant leur fractionnement malgré les prohibitions légales et en sanctionnant les relations d'assistance entre les attributaires de ces droits et leurs descendants prétendant à l'héritage. Elles assuraient enfin le règlement des litiges fonciers, ainsi que la réassignation des droits sur certaines parcelles en cas de manquement du détenteur aux normes locales – ce qui pouvait inclure la validation de certaines transactions marchandes, toujours en infraction avec la réglementation officielle, lorsque le détenteur de la parcelle se trouvait démuné d'appui familial pour assurer sa vieillesse, ainsi que la destitution des individus rétifs au respect des obligations communautaires ou au pouvoir des dirigeants locaux.

La prévalence des normes communales ou "coutumières" dans la sphère de régulation foncière a coexisté avec le fonctionnement des institutions politiques que la réglementation agraire imposait aux *ejidos*. Quand bien même l'exercice réel du pouvoir a longtemps été assumé par les dirigeants qui avaient présidé à la formation des *ejidos*, puis à leur insertion dans les réseaux de patronage commercial et politique personnalisé, les décisions stratégiques relatives à la vie politique des communautés ont été soumises à validation par les instances légales de gouvernement local, incarnées dans l'assemblée des *ejidatarios* et son émanation exécutive, le *comisariado*. Les fonctions régulatrices de ces instances se sont accrues avec le renforcement du dispositif administratif et corporatif officiel et l'accroissement des interventions étatiques dans la vie politique et économique des communautés (gestion des demandes de dotation foncière complémentaire et des projets de développement productif et social), en particulier à partir de la fin des années 1960, lorsque les interventions publiques dans le secteur rural ont connu une nouvelle impulsion (voir *infra*).

L'étendue des droits de participation des individus à l'espace politique – les droits de citoyenneté locale – était adossée à leur statut foncier, et plus spécifiquement aux conditions de leur accès aux



droits dur la terre. Aux côtés du dirigeant local et du premier cercle des ses “compagnons de lutte”, le principe d’antériorité octroyait aux *ejidatarios* par dotation, ceux qui avaient participé à la formation de l’*ejido* et à la période de confrontations parfois violentes avec les autres groupes implantés sur la frontière agraire (chapitre 7), une voix prépondérante au sein de l’assemblée locale. Ces fondateurs avaient prééminence sur les héritiers d’un droit *ejidal* et sur ceux qui avaient bénéficié de la réallocation d’un droit laissé “vacant” (à la suite du départ ou de l’expulsion de son détenteur originel), ou de la création d’un nouveau droit à partir d’un procédure légale d’*ampliación* –d’extension de la dotation agraire pour satisfaire les besoins des nouvelles générations. Les *comuneros* jouissant d’un droit d’usage non officiel formaient une catégorie de citoyens de troisième rang, formellement privée de l’accès aux instances officielles de gouvernement local. Comme nous le verrons, le poids démographique des *comuneros* et leur représentation très large au sein des familles de l’*ejido*, leur a toutefois alloué une grande influence sur les compromis adoptés au sein de ces instances relativement aux formes d’accès, d’usage et de distribution des ressources.

Cette structuration des champs politiques locaux par les catégories instituées par la loi agraire et celles issues des registres coutumiers des villageois indiens, a conduit à la construction de régimes de citoyenneté locale plurielle ou “feuilletée”. Selon la distinction posée par Steputtat (2000 : 128), ces régimes établissaient une dichotomie de droits différenciant des “citoyens complets” (les *ejidatarios* ayant participé à la lutte pour la formation de l’*ejido* aux côtés du dirigeant local et intégrant sa clientèle politique) et des “citoyens conditionnels” (les *ejidatarios* auxquels ce statut a été délégué par les instances de gouvernement local et les *comuneros*). La structure et la distribution des droits et des pouvoirs entre ces catégories n’ont pas été figées. Elles ont au contraire été renégociées régulièrement, en fonction des coalitions et des rapports de force que les membres de ces catégories étaient en mesure d’établir, au sein de l’*ejido* et avec les autorités administratives et économiques environnantes.

Le traitement des questions intergénérationnelles au sein des *ejidos* a ainsi été marqué par la coexistence de deux registres institutionnels distincts, adossés à des corpus de règles et des instances de validation potentiellement concurrents : celui de la régulation foncière, organisé par les normes “communales” d’accès aux terres ; et celui de la participation politique, dans un cadre composite marqué par le rôle surplombant de la Loi agraire, mais influencé par les principes de légitimité associés à la “lutte pour la terre”. Cette situation de pluralisme légal “structurel” s’est traduite par un décalage croissant entre la distribution des droits effectifs d’accès aux ressources foncières et celle des droits de participation et de décision politique, à mesure qu’augmentait la population des usagers de l’espace *ejidal* et que diminuait le groupe de fondateurs de l’*ejido*. Dès les années 1940, des revendications ont surgi dans certaines communautés concernant la redistribution des terres au bénéfice des seuls détenteurs du statut légal d’*ejidatario*<sup>1</sup>. Ces revendications ont structuré le débat politique et les dynamiques de pouvoir pendant plusieurs décennies. Elles ont révélé les oppositions d’intérêt entre trois catégories principales d’acteurs locaux : d’une part, les dirigeants de l’*ejido* et le cercle réduit des producteurs *kulaks* (*ejidatarios* ou non) situés en position dominante dans les réseaux de patronage politique et commercial et capables d’accaparer les ressources foncières locales ; d’autre part, la masse des *comuneros* tributaires du renouvellement de leurs droits d’accès à ces mêmes ressources ; enfin, la majorité des *ejidatarios*, dotés formellement du pouvoir décisionnel au sein des instances de gouvernement local, mais relégués à une position de dépendance dans les chaînes clientélistes d’accès aux marchés et dans les processus d’accumulation différentielle des ressources de l’*ejido*.

---

<sup>1</sup> Voir notamment les cas de Xoteapan (ARAN, San Andrés Tuxtla, exp. 140, 1941) et Buenavista (ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 812, 1942), sur lesquels je reviendrai dans la suite de ce chapitre.

## **Les incidences sociodémographiques du régime communal d'accès à la terre : la saturation rapide des ressources foncières**

La situation de pluralisme institutionnel qui a présidé à l'organisation des rapports entre les catégories de résidents des *ejidos* a d'abord favorisé un régime de croissance démographique élevée. Les principes d'accès ouvert aux ressources naturelles accordaient un rôle prééminent à la construction des droits fonciers par le travail de défrichement des terres boisées qui constituaient une grande partie des surfaces allouées sur la frontière agraire (chapitre 7). Dans le cadre d'une agriculture manuelle faiblement outillée (hache, machette, houe, bâton fousseur), qui limitait la surface cultivable par actif à 1,5 hectares environ, la concurrence pour l'appropriation des ressources foncières a d'abord reposé sur le volume de main-d'œuvre que chaque exploitant était en situation de mobiliser. L'emprise sur cette force de travail pouvait résulter, soit de la constitution d'un groupe familial nombreux, soit du recrutement de main-d'œuvre parmi les membres de la communauté dépourvus de capital, qui dépendaient de façon récurrente des opportunités d'emploi salarié pour subvenir aux besoins de leurs familles.

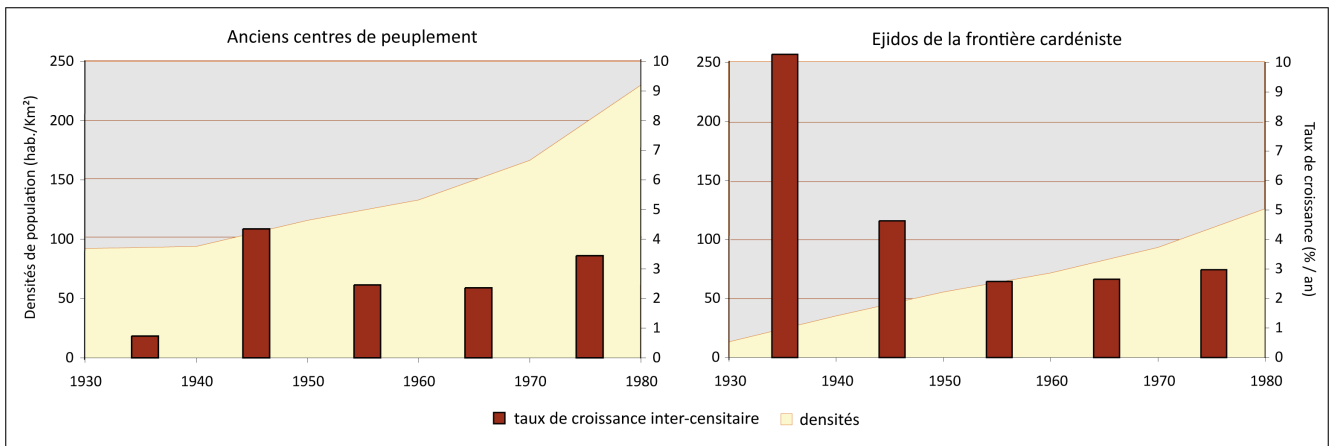
Les stratégies concurrentes d'appropriation des ressources foncières ont ainsi donné lieu à un gonflement du nombre des *comuneros*, dont l'origine provenait aussi bien de la croissance naturelle des familles de l'*ejido*, que de l'accueil de nouveaux arrivants, dont l'installation permettait aux dirigeants locaux de renforcer la taille de leur clientèle, ainsi que leur position dans les réseaux commerciaux et politiques régionaux. Les monopoles de médiation marchande détenus par les dirigeants et leurs proches ont par ailleurs alimenté des processus d'accaparement foncier, qui s'appuyaient sur la capacité de ces acteurs à financer le défrichement renouvelé de parcelles de culture, mais aussi sur les facilités de capitalisation dans l'élevage que leur procurait la mise en place d'enclosures dans les parties périphériques encore peu occupées des *ejidos*, en particulier dans le Sud de la région. Ces processus se sont conjugués dans des dynamiques d'occupation rapide de l'espace productif et de saturation des ressources foncières. Les expressions de ces dynamiques ont toutefois varié selon les conditions sociodémographiques qui avaient accompagné la formation des *ejidos*.

Les espaces concernés par le développement de la frontière agraire cardéniste ont ainsi connu des taux de croissance démographique qui ont dépassé 10 % par an entre 1930 et 1940 et atteint 7,5% en moyenne entre 1930 et 1950. Ce régime s'est en revanche stabilisé à partir des années cinquante, pour se maintenir autour de 2,6% par an au cours de la période 1950-1970 (figure 9.1). Mis en regard du niveau initialement faible des densités de peuplement (moins de 35 habitants par km<sup>2</sup> au début des années 1940 et 95 hab./km<sup>2</sup> 30 ans plus tard), l'ajustement relativement rapide des régimes démographiques locaux (une division par trois du taux de croissance entre la génération des pionniers et celle de leurs successeurs) témoigne davantage de la saturation précoce des terroirs villageois, du fait du développement des enclosures et des troupeaux bovins aux mains de micro-élites locales, que d'une adaptation graduelle des institutions foncières à l'occupation des terres. L'efficacité des liens tissés par les dirigeants locaux avec le dispositif étatique s'est notamment exprimée dans l'implantation du système d'éducation publique en espagnol et, comme une conséquence directe de celle-ci, dans une articulation précoce avec les marchés de travail urbain. Les familles de ces localités ont notamment tiré profit de l'essor de l'emploi secondaire et tertiaire lié à la croissance de la ville de San Andrés et des centres urbains de l'altiplano. La mobilité a permis de contenir la densification de l'espace *ejidal*, en même temps qu'elle favorisait l'accaparement des terres par les acteurs les mieux placés dans le dispositif de courtage politique et commercial.

Cette maîtrise de la croissance démographique renvoie à une configuration particulière des arènes politiques locales. A la différence des villages où les *comuneros* ont rapidement constitué une part dominante de la population et pesé sur les trajectoires de changement ou de persistance institutionnelle, les *ejidatarios* ont conservé dans ces communautés une légitimité dans la représentation des intérêts des familles et de leurs membres, qu'ils pouvaient porter et défendre au

niveau de l'assemblée *ejidale*. Se sont ainsi mis en place les termes d'une confrontation entre une majorité des *ejidatarios* et les dirigeants locaux, autour de la prééminence des règles officielles sur les normes coutumières – notamment le principe de libre accès aux terres –, et celle de l'organisation familiale sur la communauté dans les dispositifs de régulation sociale. Dès le début des années 1960, les dynamiques politiques se sont cristallisées sur la question des enclosures et des accaparements fonciers réalisés par les dirigeants historiques, et ont eu une manifestation privilégiée dans les revendications de redistribution des terres sur une base égalitaire entre les *ejidatarios* titulaires.

Figure 9.1 : Croissance démographique et densification de l'espace ejidal dans les différents contextes de mise en œuvre de la réforme agraire dans les Tuxtlas, 1930-1990



Sources : INEGI, Recensements 1930-1980, SIG Sotavento, IRD-CIESAS

Les *ejidos* créés autour des centres historiques de peuplement indien ont eux aussi connu très tôt des tensions fortes pour les ressources, qui s'étaient notamment manifestées dans le déplacement de cohortes de leurs jeunes ressortissants vers la frontière agraire au cours des années trente (chapitre 7). Ces départs se sont traduits par une croissance naturelle faible (0,7% par an) durant la période cardéniste (figure 9.1). Mais dès les années 1940, ces *ejidos* ont dû faire face à une reprise forte de leur dynamique démographique, qui a conduit au doublement de leur population tous les 20 ans (de 11 900 à 22 600 habitants entre 1940 et 1960, et plus de 39 000 en 1980). Déjà élevées, les densités de population sont passées de 90 habitants par km<sup>2</sup> environ en 1930-1940 à 125 hab./km<sup>2</sup> dès 1960 et 230 hab./km<sup>2</sup> vingt ans plus tard, avec des pointes à 290 hab./km<sup>2</sup> pour l'*ejido* de Texalpan, et plus de 400 habitants à Cerro de las Iguanas ou Comoapan.

Cette croissance s'est traduite par la multiplication des usagers de l'espace agraire sans statut officiel, qui sont rapidement devenus majoritaires au sein de la population locale – ils représentaient entre 75 et 80% des chefs de famille dans les villages concernés au début des années 1990<sup>2</sup>. Elle a eu pour corollaires la pulvérisation des structures foncières, le développement du microfundisme (avec un grand nombre d'exploitations dont la taille ne dépassait pas 1 ha en agriculture pluviale), ainsi qu'une stagnation des niveaux de productivité du travail agricole, en l'absence de toute possibilité d'étendre les surfaces cultivées via l'incorporation de nouveaux moyens techniques (voir la seconde section de ce chapitre). Si l'on excepte les villages situés dans la proche périphérie de San Andrés, qui ont été tôt intégrés à la sphère d'activité du centre régional, et ceux qui se trouvaient dans la zone de culture du tabac, où l'offre de crédits privés et d'emplois ont permis une diversification des activités des ménages, ces communautés ont été confinées à partir de 1960 à une économie d'infra-subsistance, combinant la culture manuelle du maïs sur de très petites surfaces et des déplacements pendulaires vers les bassins d'emploi agricole faiblement rémunéré de la petite région (pour les cultures du tabac ou de la canne à sucre).

<sup>2</sup> Selon le recensement agricole et ejidal de 1991 (INEGI, 1994)

Cette situation a bloqué toute évolution institutionnelle et renforcé le rôle des registres normatifs coutumiers et celui des courtiers commerciaux dans les régulations sociales. Les normes d'accès ouvert aux terres *ejidales* sont notamment restées au centre de l'alliance d'intérêts qui réunissait la population dépourvue de statut foncier légal et les entrepreneurs contrôlant le commerce local du maïs et de ses sous-produits (porcs gras), pendant que les *ejidatarios* étaient mis en minorité dans les arènes politiques locales (Léonard, 2001)<sup>3</sup>.

Les trajectoires historiques différenciées de mise en œuvre de la réforme agraire ont ainsi conduit à des configurations divergentes des structures sociodémographiques, des organisations foncières et des coalitions politiques au sein des *ejidos*. Alors que la pulvérisation des structures d'exploitation devenait une caractéristique distinctive des communautés formées autour des anciens villages indiens du "commun" municipal, les *ejidos* qui s'étaient formés sur la frontière agraire de l'époque cardéniste ont connu une évolution beaucoup plus contrastée de leurs structures agraires, les *ranchos* d'élevage appartenant aux dirigeants locaux et à leurs proches, coexistant avec de petites exploitations orientées vers la production vivrière et la vente des surplus de maïs. Dans ces villages, toutefois, les *ejidatarios* ont conservé une forte représentation au sein des familles élargies et une voix importante dans les espaces politiques locaux, où l'assemblée *ejidale* a assumé une fonction de plus en plus importante de courroie de transmission des informations stratégiques provenant des agences étatiques, et de formation de compétences politiques entre les nouvelles générations.

Dans ces deux contextes idéal-typiques de configuration des structures socio-foncières et des espaces politiques, les normes de libre accès aux terres ont constitué l'enjeu des dynamiques d'alliance et de confrontations entre les différentes catégories de citoyens locaux. Elles étaient à la base des mécanismes d'intégration sociale et productive des jeunes paysans, en même temps qu'elles constituaient le support des accaparements fonciers des micro-élites locales<sup>4</sup>. En dépit des opportunités d'accès renouvelé aux dotations foncières, par le biais des *ampliaciones*, puis des programmes de colonisation agraire, les années 1950 et 1960 ont été marquées par la montée des revendications portant sur l'abolition de ces normes et la redistribution égalitaire des terres entre les seuls détenteurs du statut d'*ejidatario*. Ces demandes de "parcellement" – selon le terme qui leur a été affecté dans la région –, en application des textes réglementaires, ont structuré le débat politique au sein des *ejidos* entre les années 1950 et 1970. Elles ont cristallisé les tensions qui parcouraient les sociétés locales, en formalisant l'opposition entre, d'une part, les dirigeants locaux et les *comuneros* sans statut légal et, d'autre part, les *ejidatarios* situés dans une position marginale dans les chaînes de patronage commercial, qui ne disposaient de ce fait que d'opportunités réduites d'expansion foncière pour eux-mêmes et les membres de leur famille.

### ***La récurrence des tensions entre catégories d'usagers de l'espace ejidal autour de la distribution des droits fonciers : la question du "parcellement"***

Au début des années 1960, la question du "parcellement" des *ejidos* – le lotissement de leur espace agricole sous une forme égalitaire entre les *ejidatarios* – n'était pas un thème de mobilisation nouveau, ni au niveau régional, ni dans l'agenda politique national. Dès la fin de l'âge d'or de la réforme agraire cardéniste, des voix s'étaient faites entendre dans la presse pour appeler à la division des terres des *ejidos*, afin de contrecarrer les accaparements dont certains responsables

---

<sup>3</sup> Le dispositif de la réforme agraire a notamment joué un rôle important dans le maintien du *statu quo* autour des normes d'accès ouvert aux terres, en réduisant périodiquement la pression sur les ressources locales grâce à l'installation de jeunes chefs de famille sur les frontières agraires (voir le chapitre 8).

<sup>4</sup> Ces accaparements n'étaient pas une caractéristique exclusive des *ejidos* formés sur la frontière cardéniste, ni des dirigeants formels des *ejidos*. À Chuniapan de Arriba, dans un contexte de forte densité démographique, Francisco et Valdomero Chagala Ixtepan comptaient au début des années 1970 parmi les principaux exploitants de l'*ejido*, avec une trentaine d'hectares en possession, en dépit de leur statut de *comuneros* (voir l'encadré 8.2, au chapitre précédent).

agriculteurs étaient les auteurs<sup>5</sup>. En décembre 1940, sitôt achevé le mandat présidentiel de Lázaro Cárdenas, l'un des tout premiers décrets de son successeur, Manuel Ávila Camacho, avait fixé comme priorité de la politique agraire le lotissement des *ejidos* en parcelles individuelles « afin d'empêcher les hégémonies indues au sein des communautés *ejidales* »<sup>6</sup> :

« [...] seront menés à bien le fractionnement des terres et l'émission de titres parcellaires le plus rapidement possible dans tous les *ejidos* où cela n'a pas été réalisé [...]. Dans le cadre des futures résolutions présidentielles de dotation et de restitution de terres aux villages, et dans le cadre de celles qui créent de nouveaux centres de population agricole, le parcellement devra être effectué simultanément à l'acte d'exécution ».<sup>7</sup>

Ce décret présidentiel, comme beaucoup d'autres, est resté lettre morte dans la plupart des régions, mais il témoigne de l'acuité des tensions provoquées par les abus des dirigeants agraristes dans l'appropriation des terres de la réforme agraire. Certains comités locaux des Tuxtlas se sont saisis de ce décret pour promouvoir la répartition de leurs terres en lots égaux auprès de l'administration agraire. En 1941, les *ejidos* de Xoteapan et de Buenavista entament ainsi une procédure visant à lotir leurs terrains. Si la démarche de Xoteapan semble s'inscrire dans la stratégie des ressortissants du village-sujet de Texcaltitán – qui occupent à ce moment la direction du comité agraire – d'utiliser le parcellement comme un outil de délimitation des terres exploitées par chaque village, en préalable à la formation d'un *ejido* indépendant, celle de Buenavista est clairement orientée à prévenir les accaparements fonciers. Dans les deux cas, le Comité régional de la Ligue des Communautés Agraires émet un avis négatif sur ces procédures, « sous la pression de groupes qui ont accaparé de grandes surfaces » sur les versants du volcan San Martín, afin d'y exploiter les pâturages et les gisements de cèdre (ARAN, exp. 140, Xoteapan, 30/09/1941). En 1942, le Département des Affaires Agraires intime au comité de Buenavista l'ordre de suspendre les opérations de parcellement qu'il conduit avec l'appui d'un ingénieur topographe. Le président du *comisariado*, Alejandro Chiguil, répond à cette injonction avec l'argumentaire suivant :

« Le parcellement [...] conduirait à donner à chaque *ejidatario* sa parcelle titrée comme il se doit et légitimement protégée, mais comme ce travail est précédé d'une épuration du registre [des *ejidatarios*], les ennemis embusqués y voient une menace qui leur interdirait de continuer, comme ils l'ont fait jusqu'à aujourd'hui, d'utiliser une grande quantité de la terre *ejidale* qui, selon l'esprit des lois agraires en vigueur, doit revenir aux paysans qui doivent la travailler personnellement, alors que ces mauvais éléments utilisent des [travailleurs] journaliers pour accaparer la terre *ejidale* ».<sup>8</sup>

Le témoignage du président du comité exécutif de Buenavista met à jour la dimension politique centrale de la question de parcellement. Le lotissement des terres a pour préalable réglementaire la mise à jour du registre des *ejidatarios* – "l'épuration censitaire" (*depuración censal*) –, puisqu'il conduit à réallouer des droits laissés vacants à la suite du décès de leur titulaire originel ou, ce qui constituait la situation la plus fréquente au début des années 1940, du départ volontaire ou de l'expulsion des membres de l'*ejido* entrés en conflit avec le dirigeant local. Le parcellement opère ainsi comme un révélateur des pratiques clientélistes et/ou népotiques d'allocation des droits d'*ejidatario* par les dirigeants et les instances de gouvernement local. Il constitue de ce fait une opportunité de remettre en question – ou de valider – ces pratiques et d'altérer – ou de consolider –

---

<sup>5</sup> Jean Meyer (1986 : 38) cite ainsi un communiqué de presse du Mouvement Sinarquiste, en janvier 1941, qui dénonçait la formation de grandes propriétés dans les *ejidos* de la région de La Huacana, au Michoacán, à l'initiative de certains chefs de "défenses rurales" « qui sont les plus farouches opposants au parcellement des *ejidos* ».

<sup>6</sup> Cité par H. Baitenmann (1998 : 146).

<sup>7</sup> Cité par G. Lorenzano Durán (1994 : 128).

<sup>8</sup> AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 812, dotación, 28/06/1942. On notera le parallélisme entre l'argumentaire du président du comité exécutif de Buenavista et celui des *sinarquistes* du Michoacán cité par Meyer (note 5).

les rapports de forces entre les différentes catégories d'usagers de l'espace productif. Il n'est pas surprenant d'observer que ces demandes de redistribution des droits fonciers ont fréquemment été associées à des changements dans les conditions de production agricole (à l'occasion de nouvelles modalités d'accès aux financements ou de la diffusion de nouvelles techniques), qui modifiaient les formes d'exploitation au bénéfice de certains groupes d'acteurs, comme nous le verrons plus loin.

Durant la seconde moitié des années 1940, le parcellement des *ejidos* demeure un thème de débat récurrent au sein des assemblées *ejidales* et des instances régionales du syndicat officiel. En avril 1946, le *comisariado* d'Ocelota demande l'appui au Comité régional paysan pour soutenir la requête de parcellement qu'il a adressée à l'administration agraire ; en février 1947, l'*ejido* de Catemaco suit une démarche similaire (AGEV, LCA, caja 108). En juin 1950, Martín Anota, le secrétaire du Comité régional, s'émeut auprès de la direction nationale de la CNC d'une motion récemment adoptée en assemblée générale afin de « mobiliser dans tout le pays pour délimiter les *ejidos* et réaliser leur parcellement »<sup>9</sup>. Dans les deux cas mentionnés, comme dans ceux de Buenavista et de Texcaltitán auparavant, le Comité régional développe une attitude clairement hostile aux procédures en cours et transmet un avis défavorable à l'administration agraire. Cette posture est dictée par les critères de maintien des clientèles locales des dirigeants historiques des *ejidos*, dont la loyauté dépend de leur capacité à maintenir les consensus autour des normes d'accès ouvert au foncier. Le parcellement est essentiellement envisagé par les bureaucraties syndicales et étatiques au regard de ses incidences sur les rapports de pouvoir au sein des communautés et des critères surplombants de stabilité du régime de gouvernementalité rurale.

Beaucoup plus rarement, ces critères ont pu déterminer l'appui des autorités syndicales à des initiatives de lotissement qui conduisaient à consolider des pouvoirs locaux leur étant favorables. Comoapan a été – à ma connaissance – le seul foyer de parcellement qui ait bénéficié du soutien des instances administratives au cours des années 1940 et 1950. L'initiative du comité local est survenue après deux décennies de luttes internes dont l'enjeu concernait le contrôle des producteurs de tabac et de banane et celui des terres les plus fertiles (chapitre 7). Ces conflits ont conduit à l'expulsion de plusieurs familles, dont les droits fonciers furent réassignés de façon informelle aux membres des clientèles affiliées au Comité régional paysan et à ses principaux représentants locaux : Juan Osorio, Candelario Linares, Feliciano Chontal. En 1951, avec l'appui d'Agustín "El Moro" Ortega, originaire de Comoapan et membre de la direction du CRC, ces dirigeants entreprirent une "épuration censitaire" du registre de l'*ejido* et accompagnèrent cette procédure d'un remembrement parcellaire au bénéfice des *ejidatarios* qui composaient leur clientèle. Outre la formalisation de la redistribution des droits aux familles affiliées au CRC, l'opération de parcellement a eu pour effet notable de couper l'accès à la terre des agriculteurs dissidents de la direction de l'*ejido*, qui s'étaient associés à certains producteurs privés de tabac, et notamment aux héritiers d'Octaviano Carrión, l'ancien propriétaire de l'*hacienda* de Comoapan<sup>10</sup>.

Les procédures de parcellement semblent avoir été beaucoup plus systématiques et ne pas avoir rencontré d'obstacle majeur dans les *ejidos* qui se formaient sur les versants côtiers des Tuxtlas. Dans ces cas également, elles ont revêtu une fonction centrale de consolidation des pouvoirs politiques et économiques qui se construisaient sur cette nouvelle frontière agraire. Leur mise en œuvre dès la première décennie de formation des *ejidos* peut être interprétée comme le fruit d'un processus d'apprentissage institutionnel par les groupes de demandeurs de terre qui avaient été confrontés aux processus d'accaparement foncier dans le centre de la région. À Nacimientos de Xogapan, les fondateurs de l'*ejido*, venus de Francisco I. Madero – une communauté elle-même issue d'une scission de Xoteapan – ont entrepris de délimiter formellement leurs terres agricoles dès le milieu des années 1950, lorsque des paysans capitalisés provenant des zones de production de canne à sucre du bas-Papaloapan se sont installés dans la communauté avec des petits troupeaux bovins,

<sup>9</sup> "Acuerdo nacional relativo al parcelamiento" (AGEV, LCA, caja 108, 26/06/1950).

<sup>10</sup> Entrevues avec Antonio Osorio, Comoapan, 10/05/2001 et Agustín Ortega Santos, San Andrés Tuxtla, 05/05/2001.

après avoir acheté des droits restés vacants auprès des fonctionnaires du Département Agraire<sup>11</sup>. Mais à Arroyo de Lisa et La Nueva Victoria, toujours dans la même zone, le parcellement a été manipulé par les dirigeants locaux, en connivence avec les délégués du DAAC, pour favoriser l'enregistrement de nouveaux *ejidatarios* issus de leur famille et pour formaliser des processus inégalitaires d'appropriation des ressources. À La Nueva Victoria, neuf individus « soutenus par un dirigeant paysan [du Comité régional] de San Andrés », parmi eux le président du comité agraire, sont ainsi parvenus à s'approprier un total de 315 hectares pour y installer leurs troupeaux<sup>12</sup>.

Dans la partie centrale de la région, les demandes de parcellement revêtent toutefois beaucoup plus souvent la forme de réactions aux appropriations abusives résultant des stratégies de capitalisation des petites élites locales. Au milieu des années 1950, l'entreprise de parcellement est un élément central de la stratégie d'occupation des terres périphériques de l'*ejido* Boca del Monte par une poignée de jeunes paysans du village (voir le chapitre 7). Les terres concernées sont alors louées par les dirigeants de la communauté à des éleveurs des environs, avec la complicité du délégué de la CNC à Santiago Tuxtla, Policarpio Mendoza. Quelques années après leur installation et la création du village de San Antonio de las Huertas, les nouveaux occupants entreprennent de délimiter des parcelles de huit hectares et de se les répartir en contractant directement les services d'un ingénieur topographe privé, afin de contrecarrer le processus d'enclosure des savanes naturelles conduit par les anciens locataires avec l'appui des dirigeants de l'*ejido*. De façon significative, cette initiative coïncide avec l'extension de la zone d'approvisionnement (et de distribution de crédits productifs) de l'usine de production sucrière (*ingenio*) de San Pedro, dans le bourg de Lerdo de Tejada, au Nord-Ouest de Santiago (figure 9.2). La diffusion de la culture de canne à sucre vient modifier sensiblement les conditions d'insertion des paysans de la nouvelle localité dans les marchés agricoles régionaux et les termes de leurs rapports avec les autorités de l'*ejido* et leurs relais commerciaux.

Cette procédure de parcellement constitue le préalable à la délimitation de deux zones d'exploitation dissociées au sein de l'*ejido* Boca del Monte et débouche sur une démarche formelle de ségrégation administrative à partir de 1970. Les autorités de Boca del Monte ne restent pas sans réaction. En 1963, elles mandatent le même délégué de la CNC pour dénoncer au représentant du Département des Affaires Agraires à Xalapa le parcellement que réalise l'ingénieur Sergio Ramos González,

« sans qu'il y soit autorisé par l'Autorité Supérieure. Le prix qu'il fait payer aux *ejidatarios* [...] est de 250 pesos par parcelle de 8 ha, en violation avec le Règlement des Postulants du Département Agraire [...] qui indique des tarifs beaucoup plus bas. Il n'y a pas eu de mise à jour du registre des *ejidatarios* [*depuración censal*] qui puisse servir de base à l'attribution des parcelles. Le Président du Conseil de Surveillance [de l'*ejido*] appuyé par 63 *ejidatarios* proteste contre cette situation d'insécurité pour leurs droits acquis ».<sup>13</sup>

Tout porte à croire que cette procédure n'a pas été validée par l'administration agraire, mais elle a bel et bien conduit à formaliser les droits d'occupation et d'exclusion dans la zone de San Antonio de las Huertas, aux détriments des éleveurs et des paysans sans statut formel qui en exploitaient auparavant les terres<sup>14</sup>. Au cours des années 1960, en dépit des menaces de destitution que le Comité régional de la CNC oppose aux autorités de plusieurs *ejidos*, les initiatives de parcellement se multiplient dans la région. En mars 1961, un groupe de 50 *comuneros* de Mazumiapan, dans le Sud du municipe de San Andrés, manifeste ainsi aux services du DAAC à Mexico son inquiétude quant au fait que les *ejidatarios* de leur localité « sont sur le point de réaliser le parcellement *ejidal* » qui les priverait d'accès à la terre. Ils demandent en conséquence d'être autorisés à occuper les parcelles

<sup>11</sup> Entrevue avec Raúl Sierra Chipol, Nacimientos de Xogapan, 08/12/1997.

<sup>12</sup> AGEV, LCA, caja 109, Arroyo de Lisa, 26/11/1960 ; AGEV, ACAM, exp. 4771, La Nueva Victoria, dotación, 16/10/1959.

<sup>13</sup> «Del Delegado de la Liga de Comunidades Agrarias en Santiago Tuxtla al Delegado del Departamento de Asuntos Agrarios y Colonización en el Estado de Veracruz», AGEV, LCA, caja 109, 15/10/1963.

<sup>14</sup> Entrevues avec Juan Golpe Vázquez et Eusebio Golpe Lindo, San Antonio de las Huertas, 27/07/2003 et 13/06/2004.

laissées vacantes dans l'*ejido* Paso del Ganado de Tilcampo, situé sur la rive opposée du *río* San Juan, dans le municpe de Juan Rodríguez Clara (AGEV, ACAM, exp. 4081, ampliación, 05/03/1961).

À cette même époque, les procédures entamées vingt ans plus tôt par les paysans de Buenavista et de Texcaltitán sont toujours d'actualité. En janvier 1963, alors que les autorités de Buenavista ont souscrit un contrat avec un ingénieur topographe afin de délimiter les parcelles de leur *ejido*, Miguel Toto Linares, le secrétaire général du Comité régional, s'enquiert auprès du DAAC du fait que celui-ci bénéficie bien de son agrément (AGEV, ACAM, San Andrés Tuxtla, exp. 812, dotación, 11/01/1963). De leur côté, les résidents de Texcaltitán, attendent toujours l'accord de l'administration agraire pour procéder au parcellement des terres qu'ils cultivent au sein de l'*ejido* de Xoteapan ; dans une lettre dirigée en février de la même année au délégué du DAAC dans l'Etat de Veracruz ils cherchent à hâter cette autorisation en dénonçant le fait que

« pendant que [les membres du] comité exécutif et [du] conseil de surveillance [de l'*ejido*] ont jusqu'à 6 et 8 hectares de terre, nous autres, de la fraction qui habite à Texcaltitán, n'avons qu'un hectare et d'autres seulement un quart [...] et nous devons dire que [le président du comité exécutif] a une prairie où chaque année il installe 500 têtes de bétail de certains messieurs de Santiago Tuxtla et l'on ne sait jamais ce que devient l'argent de la vente de ces pâturages ».<sup>15</sup>

Si l'on excepte le cas de Comoapan, localisé dans la zone de peuplement dense du centre – et dans une moindre mesure de Texcaltitán, dont les terres s'étagent sur les pentes du volcan San Martín –, la grande majorité des revendications de parcellement concerne des communautés situées sur les frontières agraires, plus ou moins récentes, de la région. Elles sont en général associées à la dynamique de développement de l'élevage bovin et à l'installation d'enclosures qui affectent la gestion des processus d'installation des nouvelles générations. Les emprises foncières des élites y mettent en question la capacité des chefs de famille *ejidatarios* à instaurer des relations d'assistance durables avec leurs descendants, via le contrôle de leur accès aux terres, quand les règles de régulation communale donnent un rôle primordial aux pouvoirs locaux pour sécuriser cet accès – dans l'espace local ou à travers des procédures d'*ampliación* ou de colonisation.

Au-delà de ces enjeux de reproduction sociale, les conflits autour du parcellement révèlent sa dimension politique essentielle, relative au contrôle des processus d'allocation des droits fonciers au sein des *ejidos*. Cette question met en jeu les rapports entre les instances légales de gouvernement *ejidal* (l'assemblée des *ejidatarios* et le comité exécutif élu par celle-ci) et les dirigeants historiques (au sein de l'*ejido* et du comité régional), qui tirent leur légitimité des luttes politiques pour la possession des terres données en dotation et des appuis que leur prodiguent l'appareil politico-syndical officiel et les grands opérateurs commerciaux. Ces appuis sont déterminants dans la capacité de ces dirigeants à maintenir les consensus locaux autour des normes de libre accès aux terres et à obtenir pour cela le soutien des *comuneros* sans statut officiel. Parmi les ressources dont ces dirigeants ont pu faire usage, l'accès aux dotations foncières dans les zones de colonisation ont bien sûr rempli une fonction essentielle de légitimation.

### **Le transfert à l'Etat des charges d'intégration sociale des nouvelles générations : le recours à la mobilité vers la frontière agraire**

Les politiques de colonisation foncière des terres basses tropicales, d'abord sur les versants littoraux des Tuxtlas, puis dans la région de l'Isthme veracruzain, depuis la Sierra de Santa Marta jusqu'à la dépression de l'Uxpanapa, ont constitué une soupape de sécurité d'une importance considérable pour soulager les tensions foncières dans la zone de peuplement historique de San Andrés Tuxtla. Après avoir vu un nombre important de leurs jeunes résidents se déplacer vers les marges de

---

<sup>15</sup> AGEV, ACAM, Xoteapan, exp. 5266, ampliación, 06/02/1963.



l'espace régional durant la période cardéniste – avec une augmentation de 7% seulement, de 11 600 à 12 400 habitants au cours des années trente ]–, les localités de cette zone ont connu un accroissement de plus de 50% de leur population entre 1940 et 1950 – de 12 400 à 18 700 habitants (voir la figure 9.1). Ce regain démographique a joué un rôle prépondérant dans la résurgence des conflits fonciers au cours des années 1960. À Comoapan notamment, mais aussi à Tulapan, Cuesta Amarilla et El Huidero, les tensions pour l'accès aux terres ont donné lieu à l'expulsion de familles dont les emprises foncières ou les contestations à l'égard des autorités locales étaient considérées comme une menace pour les équilibres sociaux et politiques locaux<sup>16</sup>.

À la différence de la situation qui avait prévalu trente ans plus tôt, les bureaucraties syndicale et administrative se sont rapidement investies dans le traitement de ces conflits. Les communautés concernées figuraient parmi celles où la Ligue des Communautés Agraires avait conservé une forte influence durant les luttes entre factions agraristes pour la direction du mouvement paysan régional (voir la figure 7.6). Ces liens privilégiés avec le groupe politique qui avait pris le contrôle du comité régional de la CNC, ont assuré aux ressortissants de ces *ejidos* un large accès aux allocations foncières sur les nouvelles frontières agraires du Sotavento. Ils ont notamment permis de canaliser les familles menacées d'expulsion, ainsi que les jeunes paysans sans accès aux terres de leur communauté, vers les zones de colonisation de la Sierra de Santa Marta et de l'Isthme central – comme ce fut le cas pour les frères Francisco et Valdomero Chagala Ixtepan à Chuniapan de Arriba, au début des années 1970 (voir le chapitre 8).

Au cours des années 1960 et 1970, les villages de Texalpan, Cerro Amarillo, Tepancan, Xoteapan, Francisco I. Madero, Tescochapan, Ohuilapan, Calería, Chuniapan de Arriba ou El Salto de Eyipantla, tous situés dans la zone historique de peuplement, ont ainsi vu leurs demandes de dotations complémentaires régulièrement satisfaites par les instances du DAAC. Ils ont pu orienter une partie de leur croît démographique vers les terres de colonisation, d'abord sur les versants côtiers des Tuxtlas<sup>17</sup>, puis dans la Sierra de Santa Marta (*ejidos* Benigno Mendoza, Venustiano Carranza et López Arias), et enfin dans l'Uxpanapa (*ejidos* El Luchador, Chuniapan de Arriba, Salto de Eyipantla et Cerro Amarillo). Comme au cours des années 1930, ces processus de segmentation sociale ont conduit à une autonomisation quasi-complète des groupes partis sur la frontière agraire et n'ont qu'exceptionnellement donné lieu à une mise en réseau des structures productives qui en étaient issues (voir le chapitre suivant).

Ces migrations récurrentes de jeunes paysans expliquent la diminution du taux de croissance démographique des *ejidos* mentionnés à 2% par an entre 1950 et 1970, alors que ce taux avait dépassé 5% au cours de la décennie de 1940 – ce qui correspondait à un doublement de leur population tous les 13 ans. En dépit de la saturation des terroirs agricoles et de l'amorce de processus de pulvérisation des structures d'exploitation dès le début des années 1950, ces migrations ont joué un rôle important dans le renouvellement des pactes de gouvernance locale autour du maintien des régimes d'accès "communal" aux terres *ejidales*. Si l'on excepte les cas de Comoapan et de Xoteapan – où elle a revêtu une dimension politique stratégique, liée aux logiques d'exclusion des groupes d'*ejidatarios* dissidents du pouvoir local dans le premier cas, aux

---

<sup>16</sup> À Comoapan, au début des années 1960, le pouvoir des dirigeants de l'époque cardéniste, notamment celui de Juan Osorio, a fait l'objet d'une dissidence de la part d'un groupe fourni d'*ejidatarios* dirigés par Roberto et Narciso Anota. Ces derniers critiquaient la gestion clientéliste de l'assignation des droits fonciers laissés vacants après les expulsions des années 1940 (AGEV, LCA, caja 108, décembre 1960). En 1967, les frères Anota prirent la tête d'un mouvement d'occupation de terres qui étaient restées aux mains des héritiers d'Octaviano Carrión et qui faisaient l'objet d'une demande d'expropriation de la part des autorités de l'*ejido*. Ils dénonçaient de nouveau le népotisme des autorités *ejidales* dans la sélection des paysans pressentis pour bénéficier de la nouvelle dotation. Après cinq ans d'occupation et plusieurs confrontations violentes avec les *ejidatarios* favorables à la direction locale, les frères Anota et une quinzaine de leurs partisans furent destitués de leurs droits (entrevues avec Moises Prieto, 06/03/2001 et Antonio Osorio, 10/05/2001).

<sup>17</sup> Dans les *ejidos* Balzapote, Cuauhtemoc, Dos de Abril, Laguna Escondida, Lázaro Cárdenas, Ley Seis de Enero, Los Órganos, Miguel Hidalgo, Playa Hermosa, Ruiz Cortines, Peninsula de Moreno, Benito Juárez et Vicente Guerrero.

revendications de sécession territoriale du village-sujet de Texcaltitán dans le second –, la question du parcellement ne semble pas y avoir constitué un levier de mobilisation sociale important.

Dans ces *ejidos*, les tensions pour la distribution des ressources naturelles ont ainsi été régulées par le transfert systématique à l'appareil étatique des charges d'intégration sociale des nouveaux demandeurs de terre – ou celles de réinstallation des exploitants expulsés en raison des conflits provoqués par l'extension de leurs appropriations foncières, comme ce fut le cas des frères Chagala Ixtepan, à Chuniapan de Arriba. De façon paradoxale, le recours à l'Etat a contribué à entretenir dans ces communautés des régimes de régulation foncière et sociale qui affirmaient l'autonomie des autorités traditionnelles et la prééminence des normes coutumières sur les institutions officielles de gouvernement des *ejidos*.

## **La période d'intervention publique massive dans l'économie agricole et l'effondrement des monopoles de médiation politique et commerciale**

Les années 1970 marquent une double rupture dans les régulations qui avaient jusqu'alors organisé les rapports économiques et politiques dans l'espace régional. Cette rupture a une dimension générationnelle : elle correspond à une phase de transition entre les fondateurs des *ejidos* et la génération de leurs successeurs qui, à partir de la seconde moitié des années 1960, revendiquent un accès élargi aux instances de gouvernement local. Elle s'inscrit d'autre part dans un processus de transformation des formes d'intervention publique et de mise en rapport entre l'Etat et les sociétés *ejidales*. Au cours des années 1970, l'Etat se réengage massivement dans l'appui à l'agriculture familiale. Ce réengagement s'exprime notamment dans la création d'entreprises agro-industrielles publiques, dont la fonction est d'assurer l'intégration productive des *ejidatarios*, et dans l'extension à une échelle jusqu'alors inédite du crédit agricole, qui devient un vecteur de diffusion de nouveaux moyens de production. La conjonction de ces interventions concourt à transformer radicalement les formes de coordination commerciale et politique et à affaiblir les monopoles de médiation que détenaient les dirigeants historiques des *ejidos*.

### ***Transition générationnelle et affaiblissement des médiateurs traditionnels***

Au cours des années 1960, la légitimité de ces dirigeants, qui reposait sur leur rôle dans la mise en œuvre de la réforme agraire cardéniste, est graduellement mise à mal par un conflit générationnel qui s'exprime en particulier au sein du Comité régional paysan. Le groupe qui s'était emparé de la direction du mouvement agrariste au milieu des années 1940 (Agustín Ortega Santos, Miguel Toto Linares, Martín Anota) voit son autorité disputée par de nouveaux intermédiaires qui disposent de relais au sein des instances provinciales de la CNC et des agences du gouvernement fédéral<sup>18</sup>. Si les dirigeants historiques parviennent à conserver leur influence dans les principaux bastions de pouvoir régional, et notamment au niveau de la municipalité de San Andrés (voir notamment Medel, 1993, T. III : 488-489), des comités dissidents s'affirment dans certaines localités en faisant valoir leurs appuis dans les bureaucraties fédérale et provinciale. Le conflit pour la direction du Comité régional paysan médiatise l'expression des tensions foncières qui secouent à cette époque plusieurs *ejidos* dans le centre des Tuxtlas<sup>19</sup>. Il se traduit dans de multiples formes d'activation des clivages sociopolitiques

---

<sup>18</sup> Les frères Ernesto et Pedro Medel Martín sont les figures de proue de cette nouvelle génération. Originaire de Sihupapan, Ernesto Medel devient secrétaire du Comité régional paysan, puis secrétaire général de la Liga de Comunidades Agrarias dans l'Etat de Veracruz au début des années 1970 (Mackinlay, 2001 : 245).

<sup>19</sup> Ces tensions prennent une forme particulièrement conflictuelle dans la zone de production de tabac, où les enjeux économiques associés au contrôle des terres les plus fertiles par les patrons de clientèle associés aux entrepreneurs du secteur complexifient les ressorts politiques des clivages locaux. Le conflit entre Ernesto Medel et Agustín Ortega s'est notamment traduit par des invasions violentes de terres dont la propriété était

(entre *ejidatarios* et *comuneros*) et générationnels (entre les dirigeants historiques et les héritiers de la première génération d'*ejidatarios*) qui travaillent alors les arènes politiques locales.

Cet affaiblissement de la direction historique du CRC et des groupes qui lui sont affiliés se traduit par des difficultés croissantes à maintenir les compromis relatifs aux formes de régulation foncière et de participation politique qui s'étaient construits dans le cadre des dotations agraires. Comoapan constitue l'un des épicycles de la contestation vis-à-vis de la direction régionale. Cette contestation porte conjointement sur la désignation des candidats aux élections municipales, que le CRC prétend imposer, et sur les modes de gestion clientéliste et autoritaire des ressources stratégiques pour la culture du tabac<sup>20</sup>, que le comité régional impose en fonction des arrangements qu'il a souscrits avec les grands entrepreneurs privés de la filière (Alberto Turrent, Luis Carrión, Fortino Ortiz, Felipe del Corte). Ces tensions se manifestent à travers la réactivation d'une procédure légale d'expropriation, que le nouveau comité agraire de Comoapan, dissident du CRC, promeut à l'encontre des héritiers d'Octaviano G. Carrión, avec lesquels les dirigeants du comité régional sont en affaire. Pour désamorcer cette menace, Agustín Ortega organise une occupation des terres en litige par des paysans loyaux au CRC, auxquels les héritiers Carrión attribuent un contrat de financement pour y cultiver du tabac.

Dans l'hinterland régional, les remises en question des pouvoirs locaux font suite à une amélioration des infrastructures de communication. Au cours des années 1960, les grands commerçants, la Casa López Miranda au premier chef, financent des travaux visant à rendre praticable aux camions de charge le réseau de pistes pénétrant les principales zones productrices de grains, avec l'appui de dirigeants tels que Luis Toto, qui mobilisent les institutions de travail communautaire (*tequio*) des *ejidos* de leur aire d'influence. L'ouverture d'axes de communication permanents, si elle a pour premier effet de faciliter l'évacuation des récoltes par les patrons de clientèle, a aussi la conséquence de favoriser l'accès d'opérateurs concurrents. À Tulapan, à partir de 1968, les commerçants du village de Bodegas de Totoltepec proposent ainsi à certains *ejidatarios* des contrats de financement et d'élevage à part de fruit, ce qui a pour effet de renforcer la dynamique d'enclosures amorcée par les principaux intermédiaires du village, membres des familles Atén et Chontal<sup>21</sup>. À Bodegas, les facilités de circulation accrues, dont Luis Toto a été le promoteur, ont pour conséquence de renforcer la concurrence commerciale interne que lui livrent de nouveaux opérateurs, comme Bernardo Pólito et son fils José. Ceux-ci investissent une partie du cheptel bovin qu'ils ont accumulé dans l'achat d'un tracteur et se lancent dans le transport des récoltes pour se positionner comme intermédiaires auprès des maisons commerciales de San Andrés.

On assiste ainsi à un affaiblissement des fonctions d'intermédiaires commerciaux et financiers assumées par les dirigeants historiques, au profit de nouveaux acteurs, originaires des communautés elles-mêmes ou venus d'autres localités. Cet affaiblissement va de pair avec l'érosion des soutiens dont ils bénéficient au sein du Comité régional paysan de la Liga/CNC et l'émergence d'une contestation politique interne. Cette évolution a une dimension générationnelle centrale : trente ans après la grande phase de distributions de terres et l'avènement des structures corporatives d'encadrement et de représentation politiques, les principales figures du dispositif cardéniste de médiations sont confrontées à un phénomène de relève et aux revendications de nouvelles catégories de résidents locaux qui mettent en question leur légitimité dans l'exercice du pouvoir local. Ces remises en causes sont particulièrement fortes dans les communautés comme Bodegas de

---

revendiquée par certains groupes politiques dissidents des *ejidos* de Comoapan (d'où provenait Ortega) et Sihupapan (dont était originaire Medel) (voir la note 17 de ce chapitre). En fonction des liens et des appuis dont chaque groupe antagoniste pouvait se prévaloir au niveau du gouvernement municipal ou de l'administration provinciale, ces conflits ont pu rebondir et s'étendre sur plusieurs années (voir Medel, 1993, T. III : 488-489).

<sup>20</sup> En particulier l'assignation des "habilitations productives" au sein des *ejidos* et les locations de terres *ejidales* par les entrepreneurs privés (AGEV, LCA, caja 108, 01/08/1967 ; entrevue avec Moises Prieto, Comoapan, 06/03/2001).

<sup>21</sup> Entrevues avec Alberto Atén et Feliciano Chontal, Tulapan, 06/02/2000 et 28/07/2003. Au milieu des années 1970, les enclosures représentent ainsi 600 ha environ pour une surface totale de 2 020 ha au niveau de l'*ejido*.

Totoltepec ou à Tulapan, où les dynamiques d'accumulation sous forme de troupeaux bovins et le développement des enclosures menacent les possibilités d'accès à la terre des héritiers d'un droit d'*ejidatario* qui sont confrontés à la saturation des ressources foncières locales.

Les processus de politisation des questions de l'accès aux ressources et aux marchés sont enfin amplifiés par l'émergence de propositions alternatives d'organisation communautaire. Les années 1960 voient en effet une percée de nouveaux mouvements religieux qui acquièrent une implantation solide dans certaines localités. Les églises évangélistes étaient déjà bien installées dans les zones de production de canne à sucre du bas-Papaloapan au début des années 1950, et avaient accompagné les déplacements de populations originaires de ces zones vers les espaces de colonisation du littoral tuxtèque, à la Nueva Victoria, Arroyo de Lisa ou Roca Partida (chapitre 8). Quinze ans plus tard, les évangélistes bénéficient d'une audience croissante dans certains *ejidos* du Sud de San Andrés, à Tulapan notamment, où cinq congrégations pentecôtistes et adventistes se sont formées au début des années 1970, ainsi que dans la zone de production de tabac, à Sihuanapan, Calería, Comoapan ou El Huidero. À la fin des années 1960, des communautés ecclésiales de base se réclamant de la Théologie de la Libération se constituent également dans certaines localités. En 1972, un groupe de laïcs, soutenu par des jésuites et connecté aux formations universitaires de la UNAM et de l'université agronomique de Chapingo, s'installe à Bodegas de Totoltepec. Il conduit dans cet *ejido* et celui de Tilapan des expériences d'amélioration des techniques de culture de la *milpa*, ainsi que des actions de promotion de la santé et de valorisation des excédents des petits producteurs de maïs, notamment à travers la recherche de canaux alternatifs de commercialisation et le regroupement des ventes (Turrent Fernández, 1983).

Ces nouveaux courants religieux propagent des idées nouvelles d'autonomie des organisations sociales au regard des structures de contrôle politique et commercial mises en place dans le cadre de la réforme agraire et chapeautées par les dirigeants historiques des *ejidos*. Ils proposent de nouveaux cadres normatifs qui alimentent des processus localisés, mais relativement transversaux, de remise en question des compromis sur lesquels reposaient les dispositifs locaux de régulation de l'accès aux marchés et aux ressources naturelles<sup>22</sup>. À Bodegas de Totoltepec, les inégalités d'accès à la terre liées aux enclosures réalisées par la petite élite d'intermédiaires locaux constituent notamment un thème de mobilisation autour de la communauté ecclésiale de base animée par les jésuites.

### **Le redéploiement du dispositif étatique et l'éclatement de l'organisation commerciale régionale**

Un second facteur de remise en cause des compromis politiques et institutionnels qui fondaient le régime de gouvernementalité rurale a résidé dans le réengagement massif de l'Etat dans le financement et l'encadrement de la petite agriculture *ejidale*. Dès la seconde moitié des années 1960, des signes de craquement du modèle de développement agricole suivi par le Mexique depuis la période alémaniste se sont manifestés, notamment à travers la stagnation des niveaux de productivité, alors que la demande urbaine poursuivait sa forte croissance. L'impact de la révolution verte sur les rendements, qui avait été considérable dans les régions de grande irrigation, tarde à

---

<sup>22</sup> Au même titre que les dissensions qui secouent à cette époque le comité régional paysan, l'émergence de contestations qui se manifestent sous diverses formes dans les localités *ejidales* – dont l'affiliation à des mouvements religieux comme la Théologie de la libération – est une manifestation du regain des tensions sociales dans les campagnes mexicaines à partir de la seconde moitié des années 1960. Les occupations de propriétés privées se multiplient alors dans les Etats d'Hidalgo, San Luis Potosí, Puebla, Veracruz et Guerrero, qui s'organisent en marge des organisations corporatives officielles (Bartra, 1985 : 91-93). À Veracruz, Puebla et Oaxaca, le mécontentement s'exprime également dans le blocus et l'occupation de certains complexes sucriers, de pâte à papier ou de transformation du tabac (Teubal, 1982). Certains de ces mouvements prennent un caractère radical, avec la résurgence de guérillas paysannes dans les états de Chihuahua (sous l'égide de Salvador Gastón et Arturo Gámiz, entre 1961 et 1965) et de Guerrero (sous le drapeau du Parti des pauvres de Lucio Cabañas, entre 1967 et 1974 : Montemayor, 1991).

prendre corps dans les zones de petite agriculture pluviale, qui représentent les trois quarts de la surface agricole du pays. La production de grains de base (maïs, haricots), qui avait progressé à un rythme moyen de 7,5% par an depuis le milieu des années 1940, voit sa croissance ralentir à 1,3% à partir de 1965, ce qui correspond à un recul net de 1% de l'offre par habitant (Appendini, 1992 : 38). Cette inflexion est en grande partie liée au ralentissement de l'extension de la surface agricole : après avoir atteint un maximum en 1966, les superficies de maïs et de haricot entament une phase de décroissance au rythme annuel de 1% et 3,5% respectivement (*ibid.* : 44). Le bilan net de l'approvisionnement en maïs, qui avait atteint un excédent historique de 1,87 millions de tonnes en 1966, s'infléchit pour se situer autour de 500 000 t. à la fin de la décennie et devenir déficitaire au cours des années 1970 (de 440 000 t. en 1973 et de 2 millions de tonnes trois ans plus tard). Cette évolution pèse sur la balance commerciale des produits agricoles, qui devient négative à la même période. Les tensions rurales évoquées plus haut expriment dans une large mesure cette dégradation de la situation productive des secteurs sociaux de la petite agriculture.

L'administration présidentielle de Luis Echeverría, qui inaugure son mandat en décembre 1970, fait du secteur de l'agriculture *ejidale* un objet privilégié de son entreprise de restauration de la légitimité étatique mise à mal par l'agitation sociale rurale, mais aussi par la révolte étudiante de 1968 et la cohorte de grève et d'occupations d'usines qui l'ont accompagnée. Ce réengagement de l'Etat dans le développement de la petite agriculture est en grande partie fondé sur les énormes disponibilités budgétaires que procurent alors le boum des exportations pétrolières, ainsi que le recours aux marchés financiers internationaux, dans un contexte de faible coût du capital<sup>23</sup>. Les interventions étatiques visent à corriger à la fois les performances décroissantes du secteur des grains de base, la montée des protestations relatives à la distribution de la valeur au sein des filières agroindustrielles stratégiques (sucre, tabac, fibres textiles), et le développement de mouvements paysans autonomes, notamment dans l'organisation des demandes et des occupations de terres.

Outre le regain de la politique de réforme agraire, dès le milieu des années 1960, dont les programmes de colonisation foncière des terres basses tropicales vont être l'instrument privilégié, l'Etat focalise son action sur le pilotage des filières agricoles stratégiques. À partir de 1972, certains secteurs agroindustriels sont ainsi nationalisés, comme celui du sucre, dont les usines sont placées sous la tutelle d'un Conseil national (CNA), les filières du tabac et du sisal, qui sont prises en charge par deux entreprises publiques, Tabamex et Cordemex, et le secteur du café, chapeauté par l'Institut Mexicain du Café (Inmecafé), qui est investi des fonctions de financement de la production, de son achat et de sa transformation, en concurrence avec les structures de commercialisation privée (Beaumont, 1988 ; Renard, 1999). Outre leur rôle dans la distribution de crédits, l'amélioration des prix payés aux producteurs, la diffusion de nouvelles technologies, la transformation et la mise en marché, ces entreprises sont investies de fonctions particulières dans la dotation de services et de biens publics aux communautés villageoises : mise à disposition d'une gamme de prestations sociales, dont la couverture médicale et les compléments de retraite fournis par l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (IMSS) ou la fourniture de bourses scolaires ; construction d'infrastructures de communication, d'écoles, de collèges, de dispensaires et d'équipements urbains, mise en place d'épiceries rurales, d'adductions d'eau potable et de réseaux électrification (voir *infra*). Au début des années 1980, ces entreprises encadrent près de 200 000 producteurs, pour l'essentiel des *ejidatarios*, dans les secteurs du sucre, du tabac et du sisal (Mackinlay & Otero, 2004).

Mais les interventions qui ont l'impact le plus significatif sur les structures socio-productives concernent le dispositif d'appui aux productions vivrières de céréales, protéagineux et oléagineux. Le

---

<sup>23</sup> Les exportations mexicaines de pétrole passent ainsi de 120 000 barils annuels au milieu des années 1960 à plus de 160 000 en 1972, 260 000 en 1975, 537 000 en 1979 et un million de barils en 1982-83 (INEGI, 1985, T. I : 456). Dans le même temps, les prix du pétrole bondissent de 1,8 dollars par baril en 1970 à 10 dollars en 1974, 12,70 dollars en 1978 et 34 dollars deux ans plus tard. Les exportations pétrolières, qui représentaient 42,5 millions de dollars en 1970 et 400 millions quatre ans plus tard, atteignent près de 2 milliards en 1978, 9,4 milliards en 1980 et 15,6 milliards en 1982 (Maddison *et al.* : 136-138). Selon les propres termes du président López Portillo (1976-1982), le principal défi qui se pose alors au Mexique est de « gérer l'abondance ».

système de prix garantis est revalorisé et étendu à un éventail de plusieurs dizaines de cultures ; les attributions de l'entreprise publique d'achat et de distribution des grains de base, Conasupo, sont étendues et ses implantations multipliées ; une couverture large de crédit et d'assurance agricole est mise en place ; des intrants chimiques et des semences hybrides sont proposés à des prix subventionnés ; le dispositif d'assistance technique est étendu, etc. Le total des subsides publics assignés au secteur agricole double ainsi en termes réels au cours des années soixante-dix, passant de 13 milliards de pesos au début de la décennie à 29 milliards en 1979 ; il subit ensuite une nouvelle augmentation considérable, pour atteindre 49 milliards en 1981 (Hewitt, 1992 : 28). Alors que le niveau réel des prix agricoles n'avait cessé de se dégrader depuis le début des années 1950, la généralisation et la réévaluation des prix garantis, ainsi que l'extension des capacités d'achat de Conasupo<sup>24</sup> permettent un accroissement sensible de la valeur des cultures vivrières, dont l'indice passe de 100 en 1972 à 135 en 1975 et 123 en 1981. Au cours de cette période, l'indice du prix relatif du maïs sur celui des fertilisants ne cesse de croître, passant de 1,1 en 1972 à 1,7 en 1975 et 2,6 en 1981 (Appendini, 1992. : 238-239).

La colonne vertébrale de ce dispositif est constituée par l'extension du crédit agricole, dont les taux subventionnés deviendront négatifs à partir de la période de forte inflation, au début des années 1980. Les différentes banques publiques opérant dans le secteur agricole fusionnent en 1974 pour former la Banque nationale de crédit rural (Banrural), dont des agences sont ouvertes dans la plupart des régions du pays. Les volumes dispensés (en pesos de 1980) passent de 23 milliards en 1970 à 64 milliards en 1975 et plus de 150 milliards en 1981, soit une croissance annuelle supérieure à 18% (Appendini, 1992 : 235). Entre 1970 et 1982, la surface accréditée passe ainsi de 6 à 37,5% pour le maïs et de 7 à 52% pour le haricot (*Ibid.* : 50). La diffusion du crédit est couplée à celle de paquets techniques associant semences hybrides, fertilisants chimiques et produits phytosanitaires : la consommation d'engrais double entre 1970 et 1982 et la surface fertilisée passe de 37 à plus de 60% du total cultivé au cours des années soixante-dix (*Ibid.* : 60 et 234-235). Les subventions jouent un rôle central dans cette évolution : entre 1976 et 1984, leur niveau augmente à un rythme annuel supérieur de 16% à celui de l'inflation (*Ibid.* : 71-72).

L'extension du dispositif public a un impact direct et considérable dans les Tuxtlas. Il s'exprime en premier lieu dans l'expansion de la surface accréditée par les complexes sucriers situés sur le pourtour de la région (raffineries San Pedro et San Francisco à Lerdo de Tejada, et Cuatotolapan à Juan Díaz Covarrubias). La culture de la canne à sucre, qui était jusqu'alors confinée à des altitudes inférieures à 100 m., investit les étages situés entre 100 et 300 m. et s'étend à un bassin d'approvisionnement distant de plusieurs dizaines de kilomètres des usines (figure 9.2). Les bassins d'approvisionnement des deux pôles agroindustriels doublent leur surface, passant de 16 500 ha en 1960 à plus de 32 000 ha entre 1970 et 1980. Cet accroissement bénéficie dans une très large mesure aux franges nord-orientale du municipe de Santiago et méridionale de San Andrés, dont la superficie plantée de canne à sucre, qui représentait moins de 2 000 ha au début des années 1960, est multipliée par cinq, pour dépasser 10 200 ha au cours des années 1970 (INEGI, Censos agropecuarios y ejidales 1960, 1970 et 1980).

Bien que plus limitée en extension, la culture du tabac connaît une embellie similaire, dont l'impact est tout aussi significatif sur les structures socio-productives villageoises. En 1973, l'entreprise publique Tabamex, créée un an plus tôt, s'installe à San Andrés. Elle met en place une infrastructure de production et de transformation (tracteurs et véhicules de transport, systèmes mobiles d'irrigation, 153 séchoirs collectifs, des magasins de fermentation et de stockage, une station expérimentale), ainsi qu'un système d'appuis qui inclut des avances financières, la fourniture d'intrants (plants sélectionnés, engrais, produits de traitements) et de services (labour et transport post-récolte, encadrement technique, assurance agricole) et enfin l'achat du tabac à un prix préétabli

---

<sup>24</sup> Entre 1978 et 1982, Conasupo a mobilisé autour du tiers de la production de maïs commercialisée au niveau national. Elle a assuré en retour 79% de l'approvisionnement du système artisanal de fabrication de tortillas et 90% de celui des minotiers industriels (Appendini, 1992 : 71 et 77).

et unique – alors que les acheteurs privés imposaient jusqu’alors un barème de prix modulés selon la qualité des feuilles. Entre 1974 et 1981, l’aire d’intervention de Tabamex s’étend de 4 à 10 *ejidos*, de 63 à 685 paysans et de 138 à 976 hectares (Giarracca, 1983 : 138-146), puis atteint 1228 ha en 1985 (Mackinlay, 2001 : 219). Cet engagement conduit au doublement de la surface cultivée auparavant grâce aux financements des entrepreneurs régionaux. Au cours de cette période, les rendements moyens du tabac s’accroissent de 33 %, alors que le prix payé au producteur reste stable en termes réels (+ 1,7 %) (Turrent Fernández, 1983 : 53).

À l’opposé de ce qui se passe alors dans les régions qui approvisionnent l’industrie cigarettière (voir Mackinlay, 2001), l’intervention de Tabamex dans les Tuxtlas ne se traduit pas par l’imposition d’un monopole : les grands producteurs privés, qui avaient craint d’être évincés de la filière, maintiennent leur autonomie, tant dans la sphère productive que dans le domaine de la transformation et de la commercialisation. Leurs relations avec l’entreprise publique se caractérisent au contraire par une symbiose qui leur est extrêmement bénéfique : au long de sa période d’intervention, entre 1973 et 1989, l’ensemble des infrastructures et des services mis en place par Tabamex est mis à profit, directement ou indirectement, légalement ou illégalement, par les entrepreneurs privés (Léonard & Mackinlay, 2000)<sup>25</sup>. Ce faisant, un grand nombre de producteurs marginalisés des réseaux de pouvoir organisant l’accès aux financements de Tabamex parviennent à bénéficier de crédits “d’habilitation” privée qui reposent dans une large mesure sur le détournement des services fournis par l’entreprise publique (*Ibid.*).

À la même époque que Tabamex développe ses infrastructures, la région des Tuxtlas devient un foyer privilégié d’implantation du dispositif de Conasupo, qui installe cinq centres d’achat et de stockage du maïs et du haricot en des points stratégiques où le système de pistes rurales s’articule aux axes bitumés ou au réseau ferré (figure 9.2). À Tilapan, El Salto de Eyipantla, Rincón de Zapateros, Tapalapan et Sontecomapan, des silos d’une capacité totale d’environ 9 000 tonnes sont construits (SARH, 1982 : 34), autour desquels se développe un réseau de petits collecteurs privés qui sillonnent les *ejidos* pour y acheter les excédents de récolte et les revendre au prix-plancher garanti par l’entreprise publique. Certains de ces intermédiaires vont devenir par la suite des opérateurs centraux du commerce de grain, à l’image de la famille Belli, au Salto de Eyipantla, qui consolidera une position hégémonique dans les communautés de la rive gauche du  *río*  de Totoltepec au cours des années 1990, à l’occasion du démantèlement de Conasupo et de la privatisation de ses équipements (Almeida, 2000).

L’impact des nouvelles infrastructures de production et de commercialisation est amplifié par l’extension du système de communications dans l’ensemble de la région. D’une part, les entreprises agroindustrielles publiques, les usines sucrières en particulier, développent un réseau de pistes qui leur permet d’étendre leur aire d’approvisionnement à des espaces qui étaient jusqu’alors demeurés enclavés, notamment dans les marches Ouest et Sud de la région. D’autre part, la Commission du Papaloapan, une agence publique qui avait été créée sous la présidence de Miguel Alemán pour réguler les crues du système fluvial et aménager les zones submersibles<sup>26</sup>, entreprend des travaux d’élargissement et de renforcement des voies carrossables qui avaient été ouvertes par les grands commerçants et leurs intermédiaires locaux. La route entre Sontecomapan et les zones de colonisation du littoral tuxtèque est ainsi inaugurée dès 1968 ; la piste reliant Comoapan au Salto de

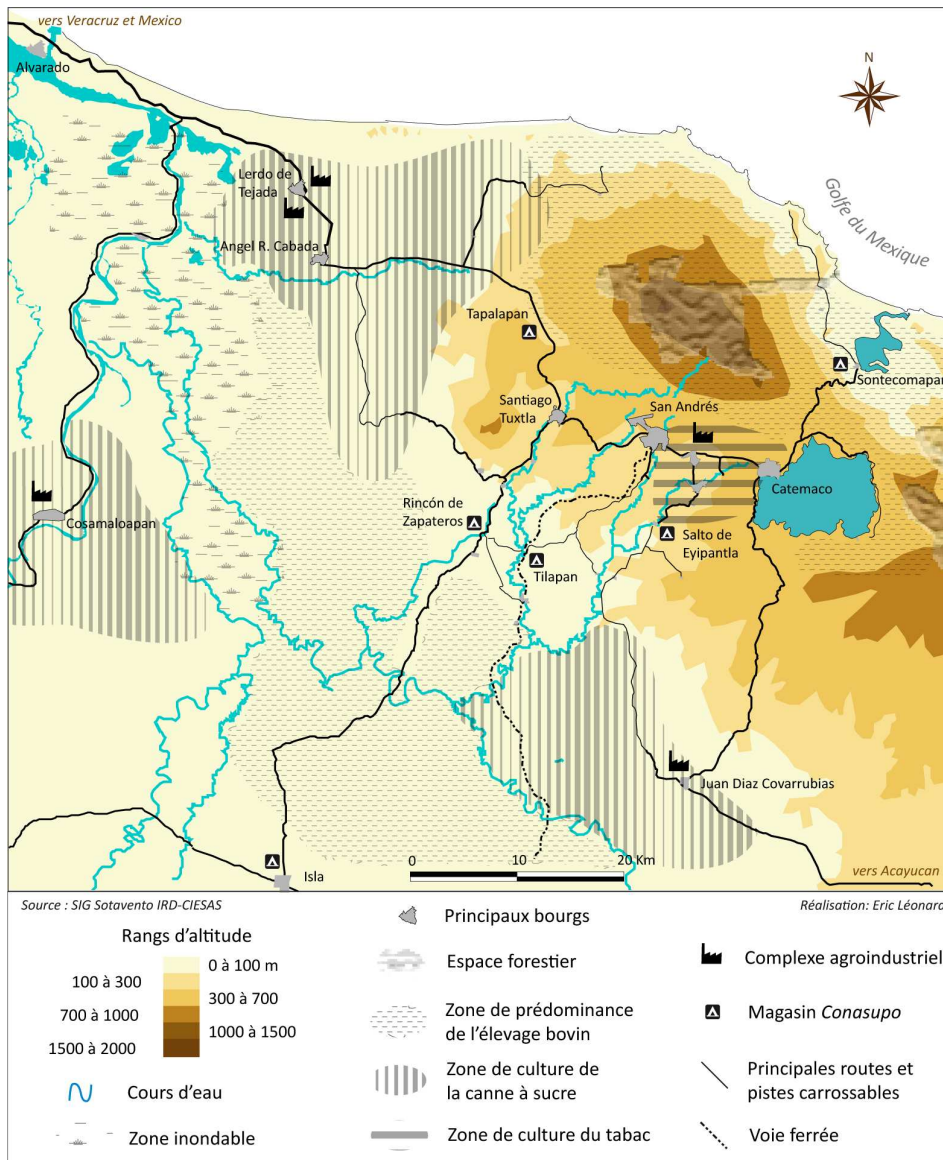
---

<sup>25</sup> Au long de la période d’intervention étatique, la surface de tabac exploitée par les entrepreneurs privés s’est maintenue à un niveau constant de 1 000 ha environ et les rendements se sont sensiblement accrus grâce aux intrants et aux nouveaux modèles techniques introduits par Tabamex. Surtout, les grandes familles tuxtèques du secteur tabac ont pu profiter des détournements d’intrants (plants sélectionnés, formules de fertilisation, produits phytosanitaires), mais aussi de feuilles de tabac de qualité supérieure, qui leur étaient revendus par les petits producteurs accrédités par l’entreprise publique. L’articulation entre leur activité et celle de Tabamex devint tellement étroite que, lorsque cette dernière dut réduire la surface financée en préalable à sa privatisation, à la fin des années 1980, la superficie cultivée par la bourgeoisie régionale souffrit un recul similaire (Léonard & Mackinlay, 2001).

<sup>26</sup> Voir Poleman (1964), Tamayo & Beltrán (1977).

Eyipantla et, de là, aux communautés de la rive gauche de *río* de Totoltepec est élargie et rendue praticable en permanence à partir de 1975, son tracé étant prolongé jusqu'au centre sucrier de Juan Díaz Covarrubias (figure 9.2); enfin la voie entre San Andrés et Tilapan et son embranchement qui conduit à Bodegas de Totoltepec bénéficient d'un aménagement similaire entre 1976 et 1977.

Figure 9.2 : Organisation économique de l'espace dans les Tuxtlas à la fin des années 1970



L'amélioration de ces infrastructures facilite la pénétration des marchés dont l'accès était jusqu'alors verrouillé par les organisations monopolistiques contrôlées par les grandes maisons de commerce de San Andrés et leurs intermédiaires locaux. À l'image de Bernardo et José Pólito à Bodegas de Totoltepec ou de Teodoro, Isaías et Enrique Belli au Salto de Eyipantla, des producteurs capitalisés trouvent dans l'extension du réseau de communications des opportunités de diversification. Ils investissent dans l'achat de camionnettes ou de tracteurs et viennent concurrencer les intermédiaires traditionnels dans la mise en marché des surplus agricoles. Dès les années 1960, la réalisation de l'axe routier entre Santiago et Isla avait conduit la Casa López Miranda à interrompre ses activités de préfinancement des récoltes dans la zone de Tilapan, où l'irruption de petits intermédiaires (*coyotes*) venait compromettre la récupération de ses crédits (voir le chapitre 7). Cette situation se généralise brutalement à partir du milieu des années 1970. La disparition de la génération des grands opérateurs qui s'étaient imposés sur le marché régional à l'occasion de la



réforme agraire – symbolisée par la mort d’Emilio López Miranda en 1975 – vient rompre les relations personnalisées qui liaient les maisons de commerce aux intermédiaires historiques des *ejidos*. Dans une situation de concurrence de plus en plus vive entre acheteurs, qui contribue à affaiblir les mécanismes de contrôle sur les transactions des petits producteurs, le système centralisé “d’habilitations” mis en place par les grands commerçants de San Andrés s’effondre rapidement, au profit de dispositifs de plus petite taille, qui associent un nombre élargi d’acheteurs locaux à une clientèle paysanne établie autour des réseaux de proximité sociale.

Cette évolution est directement associée à l’expansion du dispositif public de crédit agricole. Outre les financements dispensés par les complexes agroindustriels du tabac et du sucre, l’agence régionale de Banrural, à San Andrés, accroît considérablement son offre de crédits pour la culture de *milpa* ou pour l’élevage bovin. Au cours de la première moitié des années 1980, autour du quart de la surface de maïs et de haricot cultivée dans la région (près de 6 000 ha au total) bénéficie de crédits publics<sup>27</sup>. Il faut ajouter à ces surfaces les 1 225 ha de tabac et environ 5 000 ha de canne à sucre accrédités par les complexes agroindustriels. Au total, plus du tiers de la surface cultivée durant le cycle pluvial bénéficie à cette époque d’un financement public. Plusieurs programmes de développement de l’élevage conduisent par ailleurs à la mise en place de lignes de crédit collectif pour l’embouche de lots de bétail. Ces crédits conduiront à une expansion des enclosures et à un regain des tensions foncières dans certaines localités, comme à Tulapan (voir *infra*).

La diffusion large du crédit agricole public a deux conséquences majeures. En premier lieu, elle fait des *ejidatarios*, seuls possesseurs de terre aux yeux de l’administration, donc seuls sujets légaux de crédit, des personnages centraux des dispositifs de diffusion des nouveaux appuis publics. Même si les principes clientélistes demeurent la norme organisant l’accès aux ressources –et donc l’exclusion de nombreux ayants-droit de l’assignation des appuis de Tabamex –, les *ejidatarios* deviennent, *de facto*, les principaux dispensateurs de moyens de production dans les réseaux de proximité. En second lieu, les crédits octroyés sont distribués dans une large proportion sous forme de “paquets techniques” et supportent l’acquisition de nouveaux moyens de production qui bouleversent les conditions de l’activité agricole. L’emploi des semences améliorées, des engrais chimiques et des produits phytosanitaires, les herbicides en particulier, jusqu’alors méconnus, permet de multiplier la productivité du travail agricole. Pour les paysans dépourvus d’animaux de trait, la superficie qu’un actif pouvait exploiter était limitée auparavant à un hectare environ, du fait des contraintes de contrôle des adventices que posait l’outillage manuel couramment employé<sup>28</sup>. L’usage des nouvelles techniques permet de lever le goulet d’étranglement associé au désherbage, pour tripler cette surface et en accélérer le cycle d’exploitation, en s’affranchissant des périodes de recru arboré nécessaires à la reconstitution de la fertilité (assurée par l’emploi des engrais chimiques) et à l’élimination des adventices (permise par les herbicides).

La diffusion des financements publics et des nouveaux moyens de production, si elle est canalisée vers la strate des *ejidatarios*, touche une population beaucoup plus large par le jeu des réseaux de parenté et de voisinage. Les gains en termes de rendements et de productivité du travail sont donc amplement répartis, comme le sont les niveaux de rémunération associés au déverrouillage des marchés locaux et à la convergence des prix agricoles vers les niveaux planchers établis par le gouvernement. Nous verrons toutefois que cette diffusion est également la source de tensions au sein des communautés. L’expression des gains de productivité associés aux nouveaux moyens de production est en effet limitée par les contraintes d’accès aux ressources naturelles auxquelles les *ejidatarios* sont soumis, du fait des accaparements foncières des micro-élites locales et des appropriations des *comuneros* sans statut légal. L’émergence et le renforcement de l’*ejidatario* en

---

<sup>27</sup> Selon les données compilées dans les archives du District de développement rural du Ministère de l’agriculture (SAGARPA, Distrito de desarrollo rural 009, “Los Tuxtlas”).

<sup>28</sup> Il s’agissait, pour l’essentiel de la hache, de la machette, du bâton fousseur (*coa*) et d’un long couteau à large lame triangulaire, utilisé pour le désherbage, le *xahuastle*.

tant qu'acteur politique central vont ainsi conduire à la multiplication des remises en questions, parfois violentes, des régimes institutionnels qui opéraient depuis la réforme agraire.

### **L'ejido et la gouvernance des biens publics : l'émergence de l'ejidatario comme acteur politique central**

Un second facteur explique la montée en puissance sociopolitique des *ejidatarios* au cours des années 1970 et 1980. Ces deux décennies sont marquées par la densification des biens publics dans les localités *ejidales*, qui deviennent des enjeux centraux de gouvernance. Tant les complexes agroindustriels, comme Tabamex et les usines sucrières, que les programmes de développement pilotés par la Commission du Papaloapan sont alors investis de la réalisation d'infrastructures sociales dans les localités qui relèvent de leur aire d'intervention : écoles primaires et secondaires, cliniques, adductions d'eau, électrification, épicerie communautaires, systèmes de tout-à-l'égout, aménagements d'espaces publics (places, terrains de sport ou "salons *ejidales*" servant de lieux de réunion et de célébration, etc.). De façon significative, cet accroissement des investissements publics dans la production d'infrastructures rurales coïncide avec la reconversion de la principale maison de commerce de San Andrés, la Casa López Miranda, dans la vente de matériaux de construction et l'ouverture de succursales dans les principales localités rurales de la région (à Comoapan, Calería, El Salto de Eyipantla, Tilapan, Sontecomapan), au tournant des années 1970 et 1980.

Avec la mise en place des nouveaux équipements, les principales localités rurales, celles qui comptent plus de 1 000 habitants et sont les cibles privilégiées des investissements publics<sup>29</sup>, voient leurs attributs territoriaux se complexifier. Leurs caractéristiques structurelles s'urbanisent et transforment les termes de la relation entre la population et son territoire, ainsi que ceux du gouvernement local<sup>30</sup>. Les instances de pouvoir sont investies de nouvelles fonctions : l'*ejido* cesse d'être une organisation centrée sur la régulation foncière et la coordination entre des producteurs agricoles et les marchés, pour investir la gestion (mise en place, entretien et définition des règles d'accès) de biens publics dont la diversité et les usages transforment les formes d'exercice du gouvernement local (Hoffmann, 1997 et 1998).

Compte tenu du régime juridique qui prédomine dans la grande majorité des localités concernées par l'installation de ces nouveaux biens publics, leurs modalités de production et de gestion répondent à des caractéristiques particulières. Dans un article particulièrement éclairant, Antonio Azuela (1995 : 487-488) souligne le fait que 24 des trente bourgs de plus de 1 000 habitants que comptent les Tuxtlas en 1990 sont alors situés en propriété *ejidale*, cette situation concernant la totalité des localités de la partie centrale du municipe de San Andrés. De façon plus significative encore, une majorité de ces localités (14 sur un total de 25 à San Andrés) ont été créées à travers le processus de réforme agraire et de création des *ejidos* (voir le chapitre 7) ; c'est-à-dire que leur émergence en tant que zone urbanisée et l'organisation de leur espace public ont été associées à la formation et au fonctionnement des organes de gouvernement de l'*ejido*. L'ensemble des infrastructures sociales (écoles et collèges, dispensaires, salles communes, épicerie communautaires et même les églises) est ainsi implanté sur des espaces qui relèvent formellement de la propriété *ejidale* et des organes de gouvernement de l'*ejido*.

Dans son analyse des formes de gestion de ces infrastructures, Azuela (*cit.*) fait ainsi état de la mainmise de l'organisation *ejidale* sur les biens publics locaux, en dépit du fait que l'ensemble de la population résidente est sollicitée pour contribuer à la fois financièrement et par son travail à leur production et à leur entretien (en vertu du principe de "coparticipation" des bénéficiaires aux projets

---

<sup>29</sup> En 1980, 18 des 63 localités rurales qui occupent l'espace central du municipe de San Andrés Tuxtla (hors zone de colonisation littorale) comptent 1 000 habitants ou plus ; elles sont 25 en 1990.

<sup>30</sup> Voir sur ce point Henry Lefebvre (1970), cité par Azuela (1995).

de développement). Alors que les règles administratives attribuent la tutelle sur les biens publics locaux aux autorités relevant de l'organisation municipale (l'agence municipale, de 6 à 8 membres élus au suffrage de l'ensemble de la population adulte), les *ejidatarios*, qui ne représentent qu'une fraction minoritaire de cette population<sup>31</sup>, exercent au début des années 1990 le contrôle de la quasi-totalité des comités en charge leur gestion. Les autorités *ejidales* collectent les fonds nécessaires à l'entretien des adductions d'eau potable – dont les captages sont généralement situés sur le territoire de l'*ejido* –, mais elles organisent également les processus de sélection et d'élection des candidats aux comités d'administration des dispensaires, des services d'électrification et même des associations de parents chargées d'entretenir les infrastructures et les matériels scolaires (*cit.* : 492-494). Dans l'ensemble des localités enquêtées, l'agence municipale est systématiquement représentée par un *ejidatario*, à l'issue de processus électoraux organisés par les autorités *ejidales* et célébrés à main levée, de façon à dissuader les éventuelles manifestations de dissidence (*Ibid.* : 495). Azuela observe à cet égard que les chefs de famille non *ejidatarios* sont « exclus de la gestion des biens publics de leur village et, en général, privés de toute forme de participation à ce qui constitue de véritables communautés politiques » (*Ibid.* : 486).

Avec le développement et la densification des biens publics dans l'espace local, l'*ejidatario* cesse d'être un simple *sujet agraire* (selon la nomenclature officielle), dont les conditions de participation politique sont encadrées par les dispositifs de coordination verticale contrôlés l'appareil corporatif officiel et rythmées par les rituels du régime postrévolutionnaire (Lomnitz, 1999). La complexification des biens formant le patrimoine collectif de l'*ejido* et celle des fonctions assumées par ses organes de gouvernement le convertissent en acteur investi de prérogatives de plus en plus larges dans la gestion des infrastructures et des services attachés au territoire. Il endosse des attributs étendus de citoyen local, dont les droits politiques sont définis par le statut foncier légal – ce qui exclut les non *ejidatarios* de l'accès aux instances de gouvernement local, en infraction avec le code civil.

Cette transformation du contenu des droits associés au statut d'*ejidatario* coïncide avec un ensemble de changements ayant fondamentalement rapport avec la transition générationnelle entre les fondateurs de l'*ejido* et leurs successeurs et la dilution des fondements de la légitimité politique qui associaient l'exercice du pouvoir à la "lutte pour la terre". Cette transition entraîne une remise en question des principes d'antériorité qui organisaient l'accès aux droits fonciers et aux droits de participation politique : antériorité dans l'occupation des terres (à travers le travail de défrichement ou la cession entre vifs dans le cadre des procédures de succession) et antériorité dans l'acquisition du statut d'*ejidatario* conférant une autorité supérieure aux "fondateurs" de l'*ejido*.

## **La prise de contrôle des *ejidatarios* sur l'espace foncier et politique local : le "parcellement conventionnel"**

Avec la multiplication de leurs formes d'interaction avec les administrations étatiques, dans le cadre des programmes publics de développement agricole et social, les instances de gouvernement de l'*ejido* investissent une fonction qui leur était assignée dans l'architecture institutionnelle de la réforme agraire, mais qui avait été détournée par les dispositifs de parrainage politique et commercial personnalisé qui avaient accompagné la mise en œuvre de cette réforme. Le déploiement des interventions publiques à partir de la fin des années 1960 se réalise autour de l'implantation effective d'un ensemble d'opérateurs et d'organisations qui relèvent directement de l'Etat central. Ce dispositif marginalise les intermédiaires traditionnels et contribue à saper les bases organisationnelles et matérielles de leurs fonctions. À travers leurs formes de mobilisation par les

---

<sup>31</sup> Selon le recensement de 1990, le ratio entre le nombre de familles et celui des *ejidatarios* dans les vingt localités prises en compte par Azuela (*cit.*) se situe en moyenne à 2,75 – avec un maximum de 12,9. Seuls deux villages (au demeurant situés hors du municipio de San Andrés, dans les zones de colonisation agropastorales de Catemaco) présentent alors une majorité d'*ejidatarios* parmi les chefs de famille.

programmes étatiques, les instances légales de l'*ejido* assument pleinement un rôle de diffusion d'une *idée de l'Etat*, selon laquelle celui-ci est le dispensateur principal et le recours ultime pour accéder aux (ou défendre les) ressources stratégiques dont dépend la reproduction des familles et des communautés paysannes (Alonso, 1994 ; Nuijten, 2003<sup>32</sup>).

Ces processus multiples et conjoints d'institutionnalisation de l'Etat – de gouvernementalisation pour reprendre les termes de Foucault (2004 [1978]) –, hors de ses formes historiques de personnalisation, se traduisent par la construction, au sein des *ejidos*, de capacités partagées d'interaction avec les différentes agences composant l'appareil administratif étatique (complexes agroindustriels, banque de crédit rural, district de développement agricole, délégations des ministères de la santé et de l'éducation publique, centres Conasupo, etc.). Ils correspondent à l'apprentissage, la maîtrise et le partage des codes qui organisent la pratique administrative de ces agences. Les organisations *ejidales* les plus efficaces dans ces interactions sont ainsi des lieux de formation de compétences humaines, des "fabriques" de médiateurs et de négociateurs, dont la diversité et la complémentarité sont les garanties de gains positionnels dans les hiérarchies spatiales, politiques et économiques au sein de la région (Hoffmann, 1997 ; Zendejas, 1995 et 2003).

À travers le renforcement de ses instances légales de gouvernement, à travers aussi la consolidation de l'*ejidatario* en tant que citoyen local, l'*ejido* acquiert les attributs d'un "capital spatial" (Lévy, 1994 : 55) réunissant les valeurs foncières, politiques et sociales (liées à la fois aux disponibilités de services et au "capital social" qu'il recèle) indexées à son territoire (Hoffmann, *cit.* : 412-413)<sup>33</sup>. L'expression de ces valeurs au bénéfice des *ejidatarios* est toutefois minimisée par les normes "communales" d'accès au foncier qui font d'eux des détenteurs de droits parmi d'autres et des usagers minoritaires de l'espace productif, face aux accaparements des élites locales et aux appropriations des *comuneros*. Les processus transversaux de renforcement politique des *ejidatarios* vont ainsi s'exprimer de façon privilégiée à travers la résurgence des revendications de redistribution des terres et de mise en concordance entre les régimes de distribution des droits fonciers et des droits de participation aux instances de gouvernement local.

### **Un processus qui se propage depuis les espaces de développement de l'élevage**

Ces revendications s'expriment avec une acuité particulière dans le sud du municipe de San Andrés. Leur force dans les espaces de frontière interne occupés à l'occasion de la réforme agraire cardéniste s'explique à la fois par les caractéristiques sociodémographiques et par les structures agraires. En premier lieu, les densités de population, deux fois moindres que dans la partie centrale de la région (76 habitants au km<sup>2</sup> en moyenne en 1970 et moins de 100 en 1980, contre 167 et 229 respectivement dans les vieux villages indiens), y permettent l'expression des gains de productivité autorisés par les nouveaux moyens de production introduits via le crédit agricole – quand la

<sup>32</sup> Je reprends ici la définition d'Abrams (1988 : 81, *cit.* par Nuijten, 2004 : 211), selon laquelle l'*idée de l'Etat* est « un artefact idéologique attribuant unité, moralité et indépendance au fonctionnement désuni, amoral et dépendant des pratiques gouvernementales ». L'approche d'Abrams établit des liens avec l'analyse foucauldienne de la production et la diffusion de "disciplines" ou de formes disciplinaires d'exercice du pouvoir (Foucault, 1994). Nuijten associe la construction de l'*idée de l'Etat* et sa diffusion au travail d'intermédiaires ou de courtiers (*brokers*) assurant un rôle central dans les formes de représentation du travail des administrations. Son analyse se focalise toutefois sur les formes individuelles d'intermédiation, *hors* des structures communautaires, quand une dimension essentielle de la trajectoire de gouvernementalisation de l'Etat me semble avoir résidé dans la mise en place d'organisations intermédiaires *enchâssées* dans ces structures et relevant directement de la tutelle *ejidale*. Ces organisations ont bénéficié d'un processus graduel d'institutionnalisation qui a culminé, dans les Tuxtlas, au cours des années 1970 et 1980.

<sup>33</sup> Pour illustrer cette situation, Odile Hoffmann (*cit.* : 413) évoque des exemples dans le Nord de l'Etat de Veracruz, où, à caractéristiques productives équivalentes, les parcelles *ejidales* – pourtant soumises à des restrictions légales en termes de contenu des droits individuels et de garanties hypothécaires – ont une valeur marchande supérieure aux propriétés privées, du fait de l'accès aux services sociaux et politiques dont bénéficient les *ejidatarios*. Hoffmann cite également des cas d'achat de droit d'*ejidatario* sans que cette acquisition soit associée à celle d'une parcelle.

pulvérisation de la tenure et l'exiguïté des dotations allouées lors des premiers temps de la réforme agraire en limitent fortement le potentiel autour des anciens centres de peuplement. Le rapport démographique entre les *ejidatarios* et les chefs de famille sans accès légal à la terre y est par ailleurs relativement équilibré : sur la base du recensement de 1970, on peut estimer à 4 500 le nombre de ménages dans les *ejidos* créés au cours de la réforme agraire cardéniste et lors des distributions de terres ultérieures pour un total de 2 656 *ejidatarios*, représentant 60% environ des chefs de familles. Ce rapport équilibré permet aux *ejidatarios* de négocier les conditions d'accès à la terre des non *ejidatarios* dans le cadre des rapports de parenté, hors des instances de régulation communautaires.

Surtout, les accaparements de terres réalisés par les petites élites locales, aux fins d'entretien de leurs troupeaux bovins, représentent dans certaines communautés, comme à Bodegas de Totoltepec ou à Tulapan, des superficies équivalant au tiers ou plus de la surface totale de l'*ejido*, ce qui en fait un argument majeur de mobilisation de la population locale en faveur de la redistribution des terres. Nombre d'acteurs dépourvus de statut foncier légal peuvent ainsi considérer stratégiquement opportun d'appuyer le principe du transfert aux *ejidatarios* des charges de régulation foncière, afin de négocier directement auprès de ces derniers un plus large accès à la terre dans le cadre des réseaux sociaux de proximité.

Le poids démographique des familles comptant un *ejidatario*, combiné à l'affaiblissement politique de la génération fondatrice, ont ainsi rendu possible la remise en question des normes d'accès libre au foncier. Les porteurs des revendications de "parcellement" ont en outre bénéficié d'un appui nouveau de la part de l'administration agraire, dont les missions ont inclus, à partir des années 1970, un contrôle accru des procédures de transmission et d'exercice des droits au sein des *ejidos*, conformément à la politique de renforcement des appuis publics fléchés en direction exclusive des *ejidatarios*. Les processus de parcellement se sont ainsi généralement appuyés sur des procédures de mise à jour des registres de l'*ejido* (*depuración censal*), qui conduisaient à formaliser les transferts de droits ayant eu lieu au cours des décennies antérieures et à expliciter les statuts réglementaires des différentes catégories d'usagers de l'espace *ejidal*.

Au milieu des années 1970, Bodegas de Totoltepec réunit l'ensemble des conditions foncières et sociodémographiques d'une remise en question radicale du contenu des droits de propriété. Avec une population d'environ 1 000 habitants – soit entre 200 et 250 ménages –, la centaine d'*ejidatarios* représente 40 à 50% des chefs de famille, soit une force démographique et politique significative. Quarante ans après sa fondation, alors que l'*ejido* a été formé à partir de la migration de jeunes paysans (chapitre 7) et que l'accès à la terre est encore partagé par deux générations successives d'exploitants, les rapports entre ces *ejidatarios* et les paysans sans statut foncier légal s'inscrivent le plus souvent dans des liens de proche parenté biologique. Les enclosures réalisées par une poignée de grands intermédiaires locaux appartenant à deux familles, les Toto et les Minquis, représentent en outre un ciment fort dans la construction d'un consensus social basé sur la redistribution des droits fonciers, en dépit des rapports étroits qu'entretiennent ces deux familles, et en particulier Luis Toto, le dirigeant historique de l'*ejido*, avec la direction du Comité régional de la CNC. Bodegas de Totoltepec est enfin un foyer de contestation politique qui s'exprime hors des canaux corporatifs, à partir d'une "communauté ecclésiale de base" de la Théologie de la Libération, qui s'est formée dans le village autour de projets de santé et d'améliorations productives (voir *supra*).

La fronde contre les accaparements fonciers des élites locales s'appuie sur l'émergence de canaux alternatifs de commercialisation. Elle est dirigée par Bernardo Pólito, qui s'est positionné comme un concurrent direct de Luis Toto et Pablo Minquis dans la collecte de récoltes, mais aussi dans l'offre de transports et de services associés à la production agricole (travaux à façon mécanisés, fourniture d'engrais). Les premières manifestations prennent la forme d'une opposition à l'installation de nouveaux troupeaux de la part de fils d'*ejidatarios* qui ont déjà mis en place des enclosures. Elles conduisent notamment les frères Velasco Pólito à acquérir des terres dans la zone de colonisation de l'isthme central à partir de 1971 (voir le chapitre 8). En 1976, l'élection d'un nouveau comité exécutif

(*comisariado*) formalise le renversement des anciens dirigeants et inaugure une phase de remise en question des appropriations foncières.

En 1978, l'assemblée *ejidale* acte le principe de la redistribution des terres entre les seuls titulaires du statut d'*ejidatario*. Cette décision s'accompagne d'une mise à jour du registre de l'*ejido* sans extension du nombre de bénéficiaires. Le dossier de Bodegas de Totoltepec tenu par l'administration agraire ne fait toutefois aucune référence à ce moment : tout semble indiquer que les procédures d'actualisation du registre et de redistribution des terres ont été conduites hors de toute référence aux instances officielles, susceptibles de constituer des facteurs de blocage – d'où l'expression locale de "parcellement conventionnel" qui leur est consacrée. L'administration agraire n'a été sollicitée que pour valider *ex-post* des décisions adoptées et mises en œuvre de façon autonome.

Le principe est acté que chaque *ejidatario* disposera de deux parcelles d'une surface équivalente de 5,65 ha pour tenir compte des critères de qualité des terres et de proximité vis-à-vis du village – une partie du territoire étant établie sur des terrains argileux potentiellement inondables. Les procédures techniques de délimitation des parcelles en damier sont réalisées avec des cordes d'arpentage par les *ejidatarios* eux-mêmes<sup>34</sup> ; l'allocation des nouvelles parcelles est réalisée par tirage au sort, en tenant toutefois compte des investissements réalisés par les anciens possesseurs, notamment sous la forme de vergers. Il est admis à cet égard que les arbres fruitiers (manguiers, avocatiers, caféiers) plantés par un *comunero* pourront être récoltés par leur détenteur originel durant une période de quatre ans. Enfin, le processus de "parcellement" s'accompagne de la délimitation précise de la zone résidentielle, chaque chef de famille se voyant reconnaître par les autorités de l'*ejido* des droits permanents sur le lot où sa maison est bâtie.

Une vue satellite rapprochée (figure 9.3) permet de visualiser l'incidence de ce changement institutionnel sur les trames foncières de l'*ejido* de Bodegas<sup>35</sup>. Trente ans après le parcellement (la photo satellite est de 2001), les traces des structures foncières antérieures (lignes jaunes), organisées selon des logiques et des orientations particulières, demeurent visibles sous la trame géométrique issue de la redistribution des droits de propriété (en rouge). Elle confirme le caractère égalitaire de cette redistribution, mais aussi sa forme radicale, le parcellement ayant conduit à effacer les structures foncières qui résultaient de quarante ans d'appropriation inégalitaire et de morcellement des patrimoines fonciers.

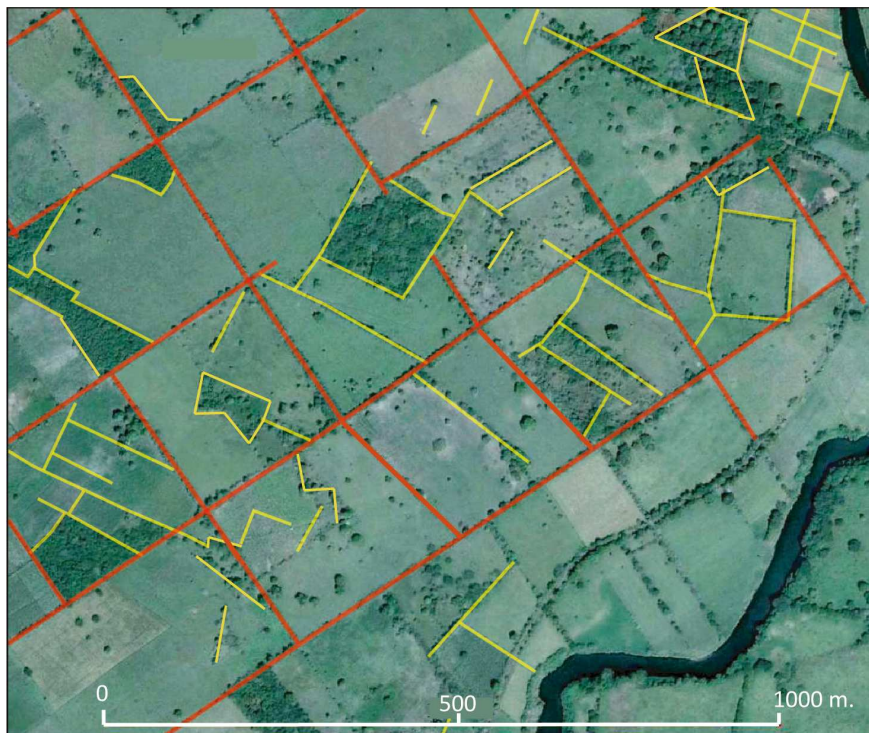
Au cours des années suivantes, l'initiative des *ejidatarios* de Bodegas a été reprise dans plusieurs communautés des environs, avant de se propager vers les centres historiques de peuplement. Les revendications de parcellement ont abouti assez rapidement au sud de la région d'étude, dans les *ejidos* d'Apixita, El Remolino, Abrevadero et Río de Tuxtla, là où l'élevage bovin avait connu un développement important. À Tulapan, elles ont en revanche généré de fortes tensions avec les familles qui contrôlaient le pouvoir local. Jusqu'au milieu des années 1970, les échanges commerciaux y avaient été centralisés par les Chontal et les Atén, et ces deux familles avaient étendu leurs enclosures sur des surfaces qui représentaient près de 600 hectares dès la fin des années 1950. En 1969, une demi-douzaine d'*ejidatarios* avait souscrit un contrat d'élevage à part de fruit avec les commerçants de Bodegas de Totoltepec, Luis Toto et Pablo Minguís, et avait enclos un autre parc à bétail de plus de 200 ha dans le périmètre de l'*ampliación* allouée en 1954. Au début des années 1970, ce sont ainsi plus de 800 hectares, soit 40% de la surface totale de l'*ejido* qui étaient enclos, alors que le nombre de ménages était passé de 175 au moment de l'*ampliación* à plus de 300<sup>36</sup>.

<sup>34</sup> La décision d'assumer la maîtrise technique de la procédure d'arpentage et de lotissement des terrains sans faire appel aux topographes du Ministère de la réforme agraire était facilitée par la décision d'allouer deux parcelles correspondant à un carré de 75 m de côté (soit 5,625 ha) à chaque *ejidatario*.

<sup>35</sup> Je remercie très sincèrement Gérard Chouquer d'avoir attiré mon attention sur les évidences que les photos disponibles sur Google Earth peuvent révéler quant aux traces des changements institutionnels successifs sur le paysage foncier de la région, dans de l'*ejido* de Bodegas notamment. G. Chouquer (2010) a publié une étude passionnante des formes du foncier dans le centre des Tuxtlas qui a inspiré le contenu de ce chapitre.

<sup>36</sup> Entrevues avec Alberto Atén, 06/02/2000, et Feliciano Chontal, 28/07/2003.

Figure 9.3 : Traces de superposition des trames foncières historiques dans l'ejido Bodegas de Totoltepec en 2001



Source : Chouquer (2010), <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/EtudeEjidos.pdf>

Les tensions relatives à l'accès à la terre de ces nouveaux ménages se sont exacerbées lorsque la famille Atén et son réseau de clientèle obtinrent de Banrural un crédit d'embouche qui allouait un stock de 400 broutards à 80 *ejidatarios*. Les termes du contrat de financement stipulaient que le troupeau devait être maintenu dans un parc collectif, à raison d'une charge d'une tête de bétail par hectare. Ce nouveau parc étendait la surface des enclosures à près de 1 200 ha, soit 60% de la superficie de l'*ejido*. Le projet a provoqué un conflit politique au sein de la communauté, qui a été instrumentalisé par les représentants d'une nouvelle génération, Refugio Valdivia et Feliciano Chontal – ce dernier étant issu de l'une des lignées dirigeantes de l'*ejido*, mais concurrente de la famille Atén qui était la récipiendaire du crédit collectif – pour renverser les rapports de pouvoir locaux<sup>37</sup>. En 1984, à l'issue du contrat d'embouche, le groupe contestataire força la décision de démanteler les enclosures existantes. Le principe fut acté d'une redistribution équitable de l'ensemble des terres entre les *ejidatarios*, à la fois dans la zone de dotation (3,5 hectares environ par titulaire) et la zone d'*ampliación* (7,5 ha). Il fut convenu que les propriétaires d'un verger pourraient conserver la jouissance des parcelles concernées. Cette décision fut validée en assemblée générale de l'*ejido* en présence d'un fonctionnaire de l'administration agraire et d'un notaire qui avaient été sollicités à cet effet par la nouvelle direction de l'*ejido*.

Le parallélisme entre les cas de Bodegas de Totoltepec et de Tulapan se limite toutefois à l'adoption du principe de "parcellement conventionnel", mis en œuvre de façon autonome et à leur profit par les *ejidatarios*. Car les opérations techniques de délimitation et d'attribution des lots ont été organisées selon les structures d'affiliation clientéliste contrôlées par les deux familles dirigeantes de Tulapan, les Atén et les Chontal. Ces derniers ont engagé un ingénieur privé et demandé à leur clientèle de préfinancer la moitié des coûts du relevé topographique. Ceux qui apportèrent le plus eurent droit à un excédent de 3 à 6 hectares au regard de la surface moyenne (11 ha) allouée à

<sup>37</sup> Selon l'expression d'un *ejidatario*, « les commerçants du village n'avaient plus l'arme du crédit privé pour imposer leurs intérêts » (entrevue avec Leoncio Ixtepan, Tulapan, 28/07/2003).

chaque *ejidatario*. Les Chontal offraient en outre de financer eux-mêmes le layonnage d'un certain nombre de parcelles, en échange d'un droit de pâturage sur les terres non exploitées lors des cycles agricoles<sup>38</sup>. Les principaux commerçants de Bodegas de Totoltepec, les Pólito et les Minguís notamment, mirent à profit cette décision pour développer leur propre stratégie de clientélisation des paysans de Tulapan. Ils proposèrent aux *ejidatarios* exclus des réseaux locaux de partonage de délimiter leurs parcelles à travers l'intervention d'un autre ingénieur, que le député fédéral A. Garzón Santibañez avait mis à leur disposition grâce à l'entremise du Comité régional de la CNC, où siégeait Guadalupe Minguís<sup>39</sup>. À l'issue du parcellement, environ 70 *comuneros* furent privés des droits de possession qu'ils avaient exercés jusqu'alors et durent se « placer à l'ombre d'un *ejidatario* » pour maintenir un accès à la terre. Les mécanismes d'allocation clientélistes des terres loties conduisirent par ailleurs à des inégalités de distribution entre les membres de l'*ejido*, les surfaces à disposition de chacun pouvant varier entre 8 et 16, voire 20 hectares pour les maîtres de clientèle.

Dans l'*ejido* Soyata, qui jouxte au Nord celui de Bodegas, le processus de parcellement a recouvert une troisième forme. L'*ejido* était fonctionnellement divisé en deux entités autonomes depuis le milieu des années 1940 et la fondation du village de La Redonda par des jeunes paysans dissidents du chef-lieu *ejidal* et de celui d'Axochío (voir le chapitre 7). Un layon matérialisait la séparation des terrains exploités par chacun des deux villages. Vers 1985, la question du parcellement fut portée par les *ejidatarios* de la Redonda devant l'assemblée *ejidale* de Soyata. Bien que la population du chef-lieu *ejidal* fut inférieure à celle du village-sujet (800 habitants environ à Soyata, contre 900 à la Redonda en 1980), ce qui, *a priori*, suggérait une moindre pression foncière, la mise à plat des droits effectivement exercés par les différentes catégories d'usagers y était potentiellement plus conflictuelle, du fait des ventes de terres réalisées au bénéfice d'exploitants de Bodegas de Totoltepec. La motion de parcellement fut donc violemment rejetée par l'assemblée de Soyata. Les *ejidatarios* de La Redonda entreprirent alors de formaliser le lotissement des terrains qui étaient en leur possession sur un mode identique à celui qu'avaient adopté les habitants de Bodegas. Des parcelles de 85 m. de côté, soit environ 7,5 ha, furent délimitées et attribuées par tirage au sort (entrevue avec Ventura Díaz, 12/06/2004).

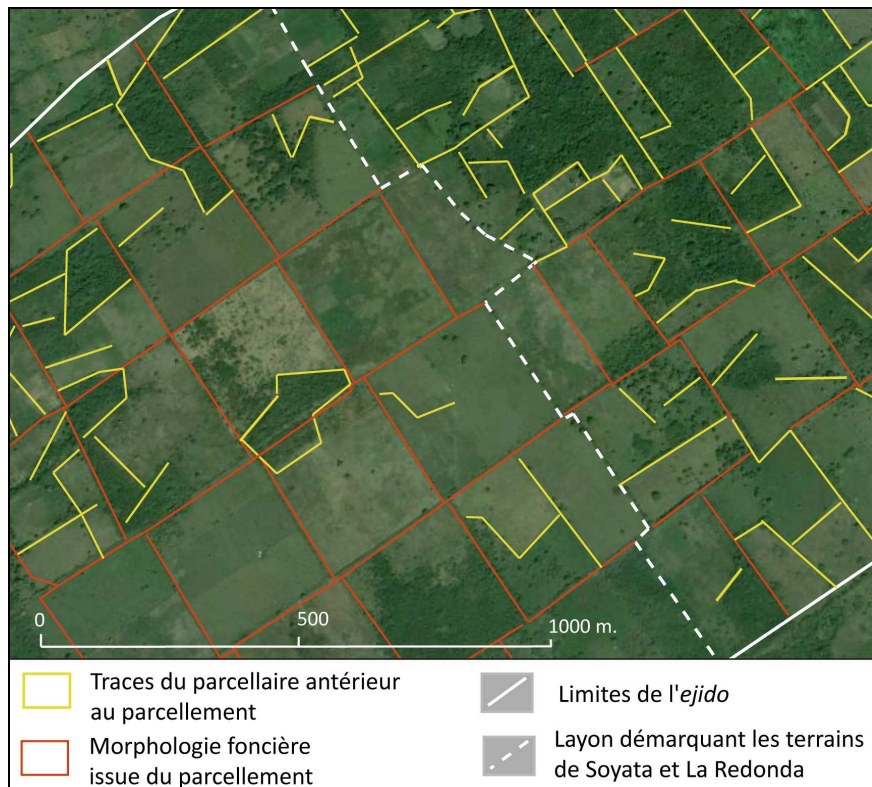
Bien que la réforme légale de 1992 a conduit à remodeler le parcellaire de Soyata ultérieurement à ce processus (dans le sens, parfois, d'une reconcentration au profit des *ejidatarios*, voir le chapitre 10), la photo satellite de 2001 restitue une image des logiques différenciées qui ont organisé la distribution des droits fonciers de part et d'autre du layon séparant les terres des deux villages, ainsi que les traces de l'ancien parcellaire (en jaune) sur les terrains de La Redonda (figure 9.4).

<sup>38</sup> Entrevue avec Feliciano Chontal, *cit.*

<sup>39</sup> Entrevue avec Bernardo Pólito, Bodegas de Totoltepec, 08/02/2000. On peut noter le parallélisme entre le cas de Tulapan et les processus de parcellement observés dans la Sierra de Santa Marta voisine à la charnière des années 1980 et 1990, durant la période qui a précédé le changement de la loi de réforme agraire de 1992. Dans le bourg de Soteapan (Velázquez, 2003) et les villages de El Tulín (Rodríguez López, 2000), Amamaloya et Las Palomas (Léonard & Velázquez, 2010), les dynamiques de "parcellement conventionnel" ont ainsi reposé de façon systématique sur des procédures dirigées par personnages influents des *ejidos*, à travers le recours à des topographes privés, qui excluaient les agents de l'administration agraire.



Figure 9.4 : Traces de superposition des trames foncières historiques dans l'ejido Soyata en 2001



Source : Google Earth, Image satellite 08/12/2001

### **Des espaces de blocage et de confrontations violentes**

En remontant vers le centre densément peuplé de la région, la question du parcellement a fait l'objet de tensions plus fortes. Dans la zone de production de tabac, elle fut fréquemment éludée, en dépit des revendications de certains *ejidatarios*, du fait de l'accroissement sensible de la productivité et des revenus agricoles que l'intervention de Tabamex, puis l'alignement des commanditaires privés sur les conditions d'habilitation proposées par l'entreprise publique (Léonard & Mackinlay, 2000), avaient permis aux possesseurs de très petites surfaces. L'exclusivité dont bénéficiaient les *ejidatarios* dans l'assignation des appuis publics leur fournissait en outre de multiples possibilités de prébendes, à travers le détournement des intrants vers les producteurs non habilités et celle de la production de tabac de qualité supérieure vers les opérateurs privés (*Ibid.*). L'offre de travail salarié dans la transformation du tabac, ainsi que dans un secteur tertiaire en pleine expansion autour de la ville de San Andrés, fournissait enfin une alternative d'intégration économique aux fils d'*ejidatarios* qui ne s'étaient pas ménagés une insertion dans l'espace agricole local.

Hors de la zone de production de tabac, en revanche, les revendications de parcellement furent une source de vives tensions entre *ejidatarios* et *comuneros* qui se partageaient un espace productif extrêmement morcelé. Le plus souvent, la crainte d'un conflit ouvert a conduit au maintien du statu quo foncier, dans un contexte marqué par une politisation croissante des rapports intra-communautaires, avec l'émergence du multipartisme et la perte de contrôle du Comité régional de la CNC sur les formes d'expression politique. Dans l'*ejido* Ricardo Flores Magón, la décision de redistribuer les terres entre les *ejidatarios* fut prise en 1991, quelques mois avant la réforme légale de 1992, dont les attendus avaient fait l'objet d'une forte publicisation et laissaient présager d'une remise en question lourde des institutions *ejidales*. La reprise en main de l'espace foncier par les

*ejidatarios* y fut rendue possible par l'adhésion des jeunes qui escomptaient de plus larges opportunités d'accès à la terre à travers les relations de parenté avec les *ejidatarios* que dans un cadre communautaire ayant épuisé ses capacités d'intégration sociale. Cette adhésion fut obtenue grâce à l'engagement de l'assemblée *ejidale* d'attribuer dans la zone résidentielle un lot propre à chaque chef de famille, indépendamment de son statut légal, à l'image du compromis qui avait été souscrit à Bodegas de Totoltepec (entrevue avec Margarito Calam, Mata de Caña, 06/04/2000).

Dans l'*ejido* Cuesta Amarilla, voisin de Tulapan (figure 9.5), la question du parcellement a en revanche été à l'origine d'un conflit violent dont l'enjeu fondamental portait sur l'exercice du pouvoir local. Au début des années 1980, celui-ci était concentré depuis plus d'une trentaine d'années dans les mains de Bardomiano Chagala, qui avait occupé régulièrement des fonctions de régisseur (conseiller municipal) à la mairie de San Andrés. Dans cet *ejido* de taille modeste (490 ha), les 61 *ejidatarios* "de base" formaient une composante très minoritaire parmi les quelque 300 chefs de famille vivant dans la localité et dépendant presque exclusivement de la culture du maïs pour assurer leur subsistance. L'exercice autoritaire et solitaire du pouvoir local par B. Chagala était légitimé par le maintien du régime "communal" d'accès aux terres qui garantissait aux petits producteurs vivriers les droits fonciers qu'ils avaient acquis à travers le défrichement ou l'héritage, indépendamment de leur statut légal. En contrepartie de ces droits, les *comuneros* payaient une contribution financière annuelle et étaient astreints aux travaux communautaires convoqués par le *cacique* local.

Dans la seconde moitié des années 1980, alors que le régime politique du PRI et la légitimité de ses relais dans les espaces locaux étaient mis à mal par la crise financière de l'Etat mexicain et la montée du multi-partisme, le pouvoir de Bardomiano Chagala fut fortement contesté par une partie importante des *ejidatarios* qui s'étaient mobilisés autour de la revendication du parcellement. La tension a culminé en 1988, à l'approche de l'élection présidentielle pour laquelle s'affrontaient le candidat du parti officiel, Carlos Salinas de Gortari, et un dissident de ce parti qui avait réuni une vaste coalition de gauche, Cuauhtémoc Cárdenas, le fils du grand maître d'œuvre de la réforme agraire. Dans un contexte de radicalisation des positions politiques, B. Chagala parvint à mobiliser un grand nombre des *comuneros* menacés par la demande de parcellement et entreprit une procédure de privation de droits des *ejidatarios* qui s'étaient opposés à ses convocations pour le paiement des contributions communautaires et l'entretien des biens publics du village ; il organisa l'occupation de leurs terres par de jeunes paysans issus de sa clientèle.

En 1989, alors qu'il assumait de nouveau une fonction de régisseur municipal, B. Chagala entreprit de lotir la zone habitée de l'*ejido*, afin de consolider les droits sur l'espace résidentiel des familles sans statut officiel ; à cette occasion les concessions des *ejidatarios* opposants furent réduites au prétexte qu'ils ne s'étaient pas acquittés de leur contribution aux travaux d'arpentage. Les lots récupérés furent redistribués à la clientèle du *cacique*, alors que certains fils d'opposants étaient contraints de s'établir dans les villages voisins. Par la suite, la localité connut des recrudescences périodiques de violence, à l'occasion des campagnes électorales municipales et alors que les débats sur les réformes de la loi agraire et le processus d'intégration économique au marché nord-américain étaient au centre des processus de mobilisation politique. Le plus violent de ces conflits eut lieu en 1996, au plus fort du débat interne sur les modalités d'adoption du Programme de certification des droits fonciers (Procede, voir le chapitre 10), lorsque la clientèle du *cacique* incendia les maisons de 24 opposants affiliés au Parti de la Révolution Démocratique (PRD) de Cuauhtémoc Cárdenas et occupa leurs terres. Les victimes durent être relogées sur un terrain acheté par la municipalité près de Chuniapan de Abajo, un *ejido* voisin<sup>40</sup>.

Le cas de Cuesta Amarilla illustre la dimension fondamentalement politique de la question du parcellement. Les procédures de redistribution des droits fonciers imposaient une mise à jour brutale des statuts de citoyenneté locale dans les arènes villageoises. La mise en concordance des droits fonciers et des droits politiques au sein des *ejidos*, conformément à la réglementation agraire,

<sup>40</sup> Entrevue avec Ramón Antemate, Cuesta Amarilla, 29/01/1999.

conduisait à bouleverser les fondements de l'exercice du pouvoir local et de sa légitimation. Elle impliquait un changement de la nature des communautés issues de la réforme agraire, en remettant en question les principes d'égalité essentielle de leurs membres – même si ces principes étaient démentis par les formes d'accumulation différentielle des ressources et des richesses – au profit des règles constitutionnelles associant l'accès à la pleine citoyenneté à la détention des droits fonciers validés par l'État – sur le modèle des démocraties censitaires du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle constituait enfin un pas vers la dissolution de l'autonomie des communautés (quant à la définition des normes organisant l'accès aux espaces de production et de gouvernement, un processus engagé depuis la mise en œuvre de la réforme agraire cardéniste) et leur incorporation au dispositif d'allocation centralisée des ressources sous l'égide de l'État national.

### **Les incidences sur les formes foncières : des expressions spatiales contrastées**

Les processus de parcellement – ou leurs mises en échec – se sont étendus sur une grosse douzaine d'années précédant la réforme constitutionnelle de 1992. La mise en œuvre du programme de certification des droits fonciers qui a suivi cette réforme a généralement conduit à formaliser les consensus locaux qui s'étaient construits à l'occasion des revendications de parcellement, ainsi que les rapports de force qui avaient présidé à leur élaboration (voir le chapitre suivant). Les trames foncières que l'on peut distinguer sur les photos satellites de 2001 restituent ainsi une image assez précise, à la fois des choix en matière d'organisation de l'accès à la terre qui ont été adoptés dans chaque communauté au cours des années 1980, et des modèles d'organisation politique qui avaient fondé ces choix. La zone environnant le village de Bodegas de Totoltepec offre à cet égard un aperçu relativement exhaustif de la diversité des structures parcellaires et, à travers ces dernières, de celle des arbitrages auxquels ont donné lieu les revendications de parcellement (figure 9.5).

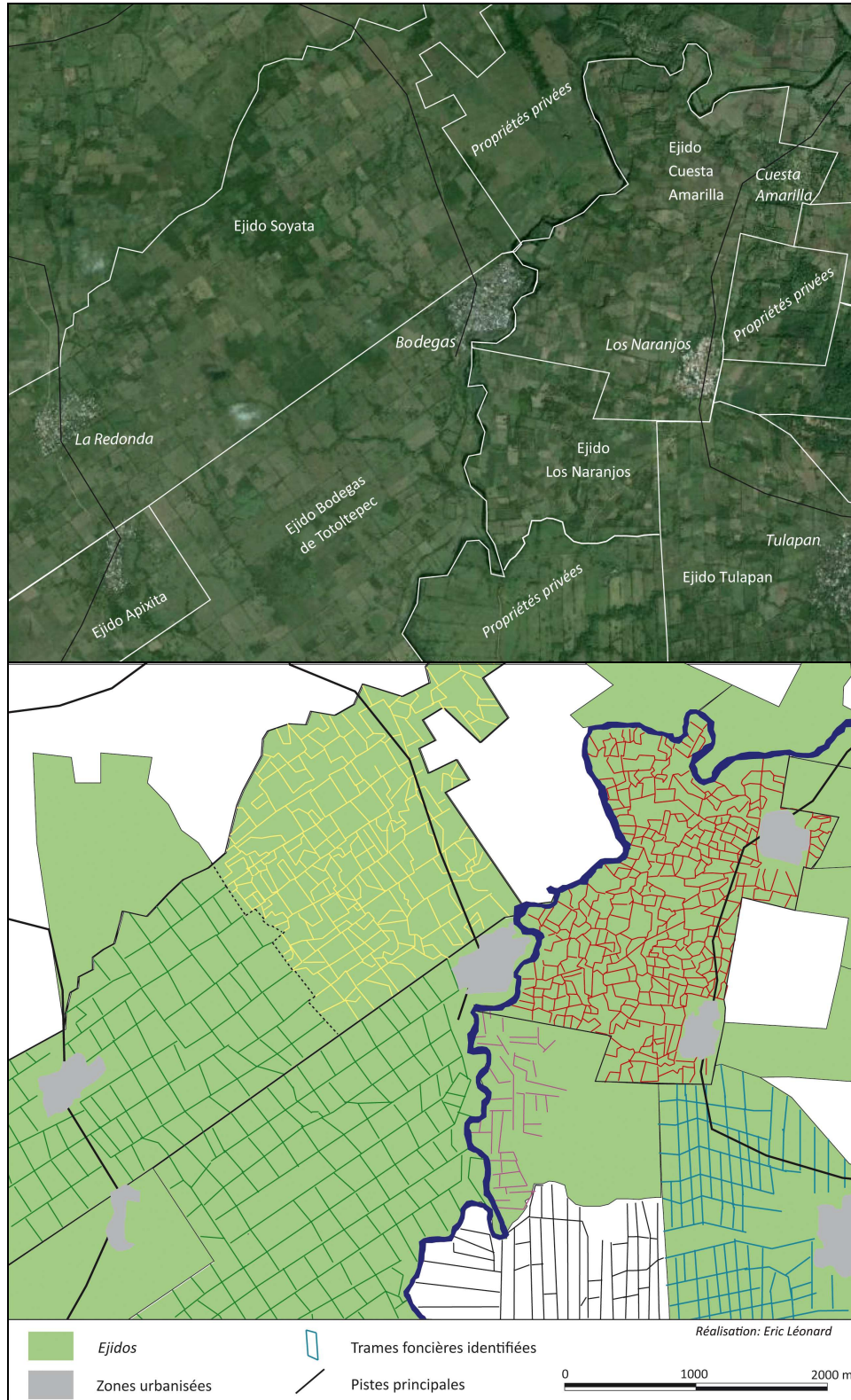
Reprenant l'analyse livrée par Gérard Chouquer (2010), on distingue sur l'image satellite une douzaine de trames foncières différentes, que l'on peut rattacher à quatre grands modèles. Le premier renvoie à la mise en œuvre du projet de parcellement sous une forme épurée, "idéale", telle qu'elle transparait de la structure parcellaire des *ejidos* Bodegas de Totoltepec et Apixita, ainsi que dans la partie de l'*ejido* Soyata relevant de la maîtrise foncière du village de La Redonda. Il correspond à une trame en damiers, dont la taille des unités varie de 8,6-8,7 hectares à Apixita à 7,5 ha environ à la Redonda et 6-6,25 ha à Bodegas (*cit.* : 5). Un second type de trame se distingue dans l'*ejido* Tulapan. Il adopte une forme en losanges, plus irréguliers, dont la taille variable (entre 3 et 5 hectares dans les espaces proches du village) reflète les formes clientélistes d'organisation du parcellement (voir *supra*).

La trame irrégulière que l'on peut observer dans la partie de l'*ejido* Soyata sous la maîtrise foncière du chef-lieu (tracés jaune) correspond au parcellaire qui a été enregistré par le programme de certification foncière au cours des années 1990, après la réforme légale de 1992. Alors que les autorités locales s'étaient opposées à la réalisation du parcellement, l'imminence de la certification a incité les *ejidatarios* à reprendre le contrôle formel de certaines terres qui avaient fait l'objet de cessions dans le cadre familial, sans toutefois remettre radicalement en cause les processus d'appropriation différentielle des terres dont avaient bénéficié certaines familles. Il en résulte un parcellaire "hybride", qui combine des structures en damier exprimant des processus intra-familiaux et micro localisés de redistribution et de remembrement, et des formes caractéristiques des dynamiques historiques d'accès "communal" à la terre.

Cette situation est exacerbée dans l'*ejido* Cuesta Amarilla. La pression sur la terre dans une communauté peu connectée aux marchés de travail non agricole, ainsi que la nature concentrée et autoritaire du pouvoir y ont rendu impossible l'aboutissement des revendications de parcellement des *ejidatarios* ; ces revendications ont au contraire constitué un ressort de l'expulsion de certains opposants politiques au *cacique* local et la redistribution de leurs terres a contribué à renforcer la situation d'extrême morcellement du parcellaire. Les trames foncières reflètent ce morcellement,

mais aussi les inégalités historiques d'accès à la terre, dans un contexte où la forte densité de population (190 habitants/km<sup>2</sup> en 1990) n'a pas permis le développement de l'élevage, ni celui des enclosures qui l'ont accompagné dans les communautés situées plus au sud.

Figure 9.5 : Trames foncières dans les ejidos de la zone de Bodegas de Totoltepec en 2001



Source : Google Earth, Image satellite 08/12/2001

## Conclusion : l'*ejido*, entre deux modèles de communauté

Les processus d'émergence, de diffusion et de mise en œuvre ou de mise en échec des revendications de parcellement éclairent des dimensions complémentaires de la question du changement institutionnel. Celles-ci concernent les rapports entre règles formelles (étatiques) et règles "informelles" ou "coutumières", la nature endogène ou exogène de ce changement, et le jeu des rapports de pouvoir dans son orientation. En première analyse, le cas des Tuxtlas illustre la théorie économique standard des droits de propriétés et ses déclinaisons évolutionnistes, en termes d'innovation institutionnelle induite (Ruttan & Hayami, 1984 ; Feder & Noronha, 1987 ; Bruce *et al.*, 1994) : l'accroissement du prix relatif de la terre, sous l'effet de la pression démographique et du changement technique (ici l'introduction de l'élevage bovin ou des moyens de production issus de la révolution verte) ont provoqué une demande de changement institutionnel en faveur de l'individualisation des droits fonciers et de l'affaiblissement des instances collectives de régulation.

La dynamique de parcellement et ses formes de propagation dans les Tuxtlas infirment toutefois les implications mécanistes de ce type d'analyse. C'est paradoxalement dans les *ejidos* les moins densément peuplés que le changement des règles d'accès au foncier a été initié, alors qu'il était bloqué par les rapports de pouvoir dans les villages où la pression sur les terres était la plus forte. Les formes de régulation foncière issues du "parcellement conventionnel" expriment en premier lieu des rapports de force internes aux sociétés villageoises, dont la configuration et l'issue s'expliquent d'abord par les jeux d'alliance et de pouvoir entre les différentes catégories d'usagers de l'espace foncier local, mais aussi par la dynamique des interactions entre ces sociétés et les agences de l'Etat au cours de l'histoire récente. Cette situation souligne le rôle central des facteurs politiques dans l'orientation des processus de changement institutionnel (North, 1990).

La prise en compte de ces facteurs permet de situer la question du changement institutionnel au regard d'autres champs d'interrogations : comment expliquer la variabilité des formes d'expression du pluralisme juridique en matière de gouvernance politique et foncière dans des communautés qui partagent les mêmes cadres cognitifs et normatifs et qui sont soumises à un même système légal ? Comment s'explique notamment la variabilité des formes d'individualisation des droits fonciers dans un espace circonscrit à un cercle de 3 Km de rayon autour du village de Bodegas de Totoltepec ? Les facteurs que j'ai mobilisés pour rendre compte de cette situation renvoient aux trajectoires historiques de mise en rapport des communautés avec les instances de l'Etat et à l'économie politique de ces communautés, qui a été structurée par ces trajectoires, mais aussi par la densité initiale d'occupation de l'espace et celle des communications avec les centres d'échange économique et politique.

Les processus de mise en œuvre ou en échec des procédures de parcellement mettent en évidence deux modèles clairement différenciés de communauté. Le premier correspond à l'adoption de la proposition officielle de réforme agraire et à la formation d'*ejidos* incorporés au dispositif étatique et à son projet d'organisation politique. La pleine intégration des *ejidos* à la pyramide des médiations sociopolitiques caractéristiques du mode de gouvernementalité post-révolutionnaire (Pansters, 1997) y a conduit au déplacement graduel des entrepreneurs politiques et commerciaux au profit de l'institutionnalisation des instances légales de gouvernement local et des règles officielles en matière de régulation foncière (la tutelle des *ejidatarios* sur les terres de l'*ejido*). Le parcellement a consacré cette prise de contrôle des *ejidatarios* sur les institutions locales de gouvernement des hommes et des ressources naturelles.

Au-delà du recentrage de certaines dimensions essentielles de la régulation de l'accès à la terre sur la famille et la figure de l'*ejidatario*, le parcellement des terres a aussi affirmé des fonctions régulatrices essentielles des organes de gouvernement *ejidal*. Ceux-ci ont conservé une influence dans les processus de mise en circulation des droits fonciers, tant par voie d'héritage que par transaction marchande, en constituant des instances d'arbitrage des conflits intra-familiaux portant sur



l'appropriation des ressources et l'assistance entre générations. En outre, l'organisation *ejidale* s'est maintenue au centre des dispositifs d'articulation avec les marchés, en particulier dans l'accès aux politiques publiques. Avec le parcellement, l'*ejido* est devenu une institution de coordination entre les chefs de famille *ejidatarios*, mettant à leur disposition des ressources organisationnelles et des règles qui leur permettaient de réguler leurs relations avec leur descendance (Léonard *et al.*, 2005). Cette mutation s'est produite en dépouillant les *comuneros* des droits que les dispositifs coutumiers leur accordaient et en les excluant des arènes politiques et foncières locales.

Mais aux côtés de ce modèle d'incorporation se sont affirmées des formes d'organisation affirmant leur autonomie dans la définition et l'assignation des droits fonciers et politiques alloués à leurs membres. Ces *ejidos* ont maintenu une relation distanciée et purement instrumentale avec les instances étatiques, recourant à leur intervention quand les institutions locales ne parvenaient plus à réguler les tensions dans l'accès aux ressources – notamment celles qui étaient associées aux structures inégalitaires d'appropriation foncière. Les représentants de l'Etat y ont généralement été convoqués en aval de processus décisionnels autonomes, principalement pour valider les privations de droits dont certaines familles étaient victimes et la redistribution de leurs droits à travers les procédures d'“épuration censitaire” du registre des *ejidatarios*. Les expulsions de familles dissidentes et l'appel à de nouvelles dotations foncières sur les frontières agraires du système régional ont ainsi marqué la dynamique de ces communautés, expliquant dans une large mesure la régulation des taux de croissance démographique (figure 9.1), en dépit du maintien d'une fécondité élevée (del Rey, 2004).

Les investissements massifs de l'Etat mexicain dans les zones rurales au cours des années 1970 ont peu altéré l'autonomie politique et institutionnelle de ces communautés, en partie du fait de la faible densité de leurs liens avec les administrations étatiques, qui rendait ces dernières peu enclines à investir dans la mise en place d'infrastructures et de programmes publics au bénéfice de ces villages. La réitération des références à l'unité de la communauté et à un mode de décision unanimiste (Wolf, 1957 et 1966)<sup>41</sup> a permis la reconduction de systèmes de gouvernement autoritaires, assumant une position hégémonique dans les processus de mise en rapport avec le dispositif étatique, quand, ailleurs, ces fonctions étaient investies par les *ejidatarios* et les institutions légales de l'*ejido*. Le rejet du parcellement a consacré le *comunero*, producteur de subsistance sur de petites surfaces, comme figure paradigmatique de citoyen local, quand il était relégué à un statut de “citoyen conditionnel” (Steputtat, 2000), sujet aux décisions des *ejidatarios* quant à ses conditions d'accès aux ressources naturelles et aux espaces de participation politique, dans les *ejidos* ayant adopté le parcellement<sup>42</sup>.

Ces divergences entre territoires, quant à la façon de concevoir la communauté, les rapports sociopolitiques internes, ainsi que ses relations avec les autres composantes de la société nationale, se sont de nouveau pleinement exprimées à partir de 1992, à l'occasion de la ratification des réformes légales au statut de l'*ejido* et de la mise en œuvre du programme de certification des droits fonciers dans le domaine *ejidal*.

---

<sup>41</sup> Wolf (1957) développe la notion de “communauté fermée en corps” (*closed corporate peasant community*) pour désigner un modèle d'organisation sociale isolée culturellement de la société dans laquelle elle est insérée et entretenant un système économique, social, institutionnel, linguistique et politico-religieux autonome. Il associe cette autonomie au maintien d'une juridiction communale sur la terre et à des restrictions dans l'accès à la citoyenneté locale, ainsi qu'à des mécanismes institutionnalisés de redistribution ou de destruction des richesses et à l'existence de barrières à l'entrée de biens et d'idées produits hors de la communauté.

<sup>42</sup> On peut noter parmi les caractéristiques qui distinguent des *ejidos* comme Cuesta Amarilla et Tulapan, la forte incidence des églises évangélistes dans les formes d'organisation et de socialisation de leurs membres. Cette forte implantation et la mise en œuvre de prohibitions strictes (quant à la consommation d'alcool, la violence domestique ou le recours à la sorcellerie) peuvent être analysées en référence aux logiques de renforcement des institutions de contrôle social dans les *closed corporate communities* décrites par Wolf (*cit.*).



## **Chapitre 10**

### **Le changement légal de 1992 et le programme de certification foncière**

#### **Une économie politique de la réforme de l'*ejido***

Entre le milieu des années 1980 et le premier lustre des années 1990, l'environnement économique et institutionnel des familles et des communautés rurales a changé radicalement. Après un-demi siècle d'interventions et d'emprise croissante des dispositifs étatiques sur les dynamiques de l'agriculture familiale (expansion de la réforme agraire jusqu'aux limites physiques de l'espace rural, monopole des organisations corporatives officielles sur les médiations avec les politiques publiques, extension de la sphère étatique dans l'organisation et la commercialisation de la production agricole), les années 1986-1994 marquent le revirement du modèle de développement en faveur de l'insertion compétitive dans les marchés internationaux. Cette transformation, inaugurée par la crise budgétaire et monétaire de 1982, est couronnée dix ans plus tard par deux événements majeurs : la réforme constitutionnelle de 1992, qui met fin officiellement à la réforme agraire et propose un changement de statut de la propriété *ejidale* ; et la ratification de l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada (Alena), qui incorpore en 1994 le Mexique à l'espace économique nord-américain, dans un contexte de fortes asymétries de productivité agricole.

Ces réformes interviennent dans les Tuxtlas à un moment où le projet national de régulation sociopolitique et économique, qui était adossé à la réforme agraire cardéniste (chapitre 7), à son expansion sur les marges de l'espace régional (chapitre 8), puis à l'intervention massive de l'Etat dans la mise en œuvre de projets agro-industriels et la diffusion du crédit agricole (chapitre 9), semblait en passe d'atteindre ses objectifs. Le déplacement des régimes de gouvernance socio-foncière d'inspiration communale au profit des règles promulguées par la réforme agraire – matérialisé dans la diffusion du "parcellement conventionnel" dans les *ejidos* de la région – avait exprimé l'aboutissement du long processus d'*incorporation* du monde rural tuxtèque à la société nationale.

Au milieu des années 1980, l'*ejido* et ses organes officiels de gouvernement constituent le creuset de l'intégration sociale et le fondement de la ruralité (Hoffmann, 1997) dans les Tuxtlas. Il représente simultanément un espace de contrôle politique et d'inégalité civique entre les différentes catégories de la population rurale, la pierre angulaire d'un régime de gouvernance locale opérant sur le modèle des démocraties censitaires européennes de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, où les droits de représentation et de participation politique des individus étaient conditionnés par leur statut foncier (Azuela, 1995). Au tournant des années 1980 et 1990, dans le contexte du désengagement de l'Etat et de la démocratisation du système politique national, la centralité des formes de contrôle collectif de l'accès aux espaces de participation politique et économique devient un enjeu central de réforme institutionnelle (Gordillo, 1988b et 1992 ; Warman, 1994). Le changement légal de 1992, outre le fait qu'il met fin officiellement au processus de réforme agraire, combine une refonte des droits fonciers (avec en particulier la légalisation des transactions marchandes et la possibilité ouverte à la privatisation des terres *ejidales*) et la mise en concordance des droits de participation politique avec



les principes du droit civil national. Il restreint les attributions des instances de gouvernement de l'*ejido* aux seules sphères de la régulation foncière et de la coordination des programmes de développement agricole et transfère le reste de leurs compétences à des institutions représentatives de l'ensemble de la population, qui ne relèvent non plus du contrôle de l'administration agraire, mais de l'organisation municipale.

Au regard du rôle joué par la réforme agraire dans la reconfiguration des structures politiques et territoriales rurales et dans les fondements de la légitimité de l'Etat mexicain moderne, la réforme constitutionnelle de 1992 a suscité un émoi considérable au niveau national. Elle symbolisait la rupture du pacte social qui était au fondement de la formation de l'Etat postrévolutionnaire – pacte que les politiques d'ajustement structurel et la montée de la contestation vis-à-vis des organisations corporatives officielles avaient déjà fortement érodé. Elle fut dénoncée par l'opposition de gauche comme portant « le coup mortel, décisif à la Révolution mexicaine », ouvrant la porte à une aliénation irréversible des terres des communautés paysannes et « leur disparition de fait » (Castillo, 1991 : 36, *cit.* par Velázquez, 2010b : 407). À l'autre extrémité du spectre politique, l'administration du président Salinas de Gortari soutenait que la réforme de l'*ejido* était la condition d'émergence d'un secteur agricole efficient et dynamique, enfin doté des moyens de se moderniser et d'entrer dans la compétition internationale (Téllez, 1994).

La réforme légale de 1992 ne postulait pas la disparition de l'*ejido*, ni une privatisation *de fait* de ses terres. Elle réaffirmait l'existence d'un système de propriété *ejidale* distinct de la propriété privée, mais jetait les bases d'un rééquilibrage des relations entre les *ejidatarios* et l'organisation collective, en émancipant les premiers des contrôles exercés par la seconde sur l'usage des terres et le transfert des droits fonciers. Sa mise en œuvre a reposé sur la réalisation d'un programme de certification (Procede) qui devait délivrer des certificats de possession individuels et cessibles sur l'ensemble des terrains (de culture, d'habitation, d'usage commun) composant le patrimoine de l'*ejido*. La réalisation du Procede conduisait ainsi à clarifier et expliciter l'ensemble des droits détenus par les membres de la communauté *ejidale*, en fonction de leur statut officiel, sur les différentes ressources de l'*ejido*, à la fois au sein de chaque famille et au niveau de la collectivité paysanne.

Ce chapitre s'attache à décrire les conditions – économiques, politiques, institutionnelles – dans lesquelles la réforme de 1992 a été mise en œuvre, ainsi que les interprétations, négociations et confrontations internes dont le programme de certification a fait l'objet. Il examine en particulier comment le Procede a été investi d'enjeux qui dépassaient de beaucoup l'accès aux terres agricoles et leur usage, dans un contexte de transformations profondes de l'économie paysanne et des formes de l'action publique. Les expressions de la réforme de 1992 renvoient ainsi à une "économie politique" locale du changement légal. Elles ont été fortement influencées par les trajectoires institutionnelles décrites dans les chapitres précédents, mais aussi par les recompositions qui affectaient conjointement les organisations sociales et économiques des familles paysannes du fait de la libéralisation commerciale. Autant qu'une réforme des droits de propriété, la loi de 1992 a imposé une remise à plat des formes de gouvernance des ressources de tous types – foncières, réseaux sociaux, droits de participation politique et économique – qui exprimaient la façon dont chaque communauté *ejidale* concevait les rapports entre les différentes catégories de sa population, ainsi que ses rapports avec les autres composantes de la société nationale. Elle a ainsi constitué un moment privilégié de mise en évidence des divergences dans les formes d'organisation sociale et territoriale qui s'étaient construites entre les *ejidos* de la région au cours des 70 années précédentes.

## **Le tournant néolibéral de l'Etat mexicain et le processus d'insertion compétitive dans le marché nord-américain**

### ***L'ajustement structurel de l'Etat et la refondation du référentiel de l'action publique en milieu rural***

Dès 1983, le gouvernement mexicain s'engage dans une politique d'austérité après avoir souscrit un programme d'ajustement structurel lourd auprès du FMI. Les administrations fédérales et le secteur para-public sont particulièrement touchés. Les actifs non stratégiques de l'Etat sont liquidés ou privatisés, jusqu'à réduire le nombre des entreprises publiques de 1 555 à 617 entre 1982 et 1987. L'ensemble des dépenses sociales et des transferts réalisés par les systèmes de prix ou le crédit public est remis en question et le secteur agricole est affecté au premier chef. La notion d'autosuffisance alimentaire, qui avait structuré l'action publique au cours des années 1970 – en particulier dans le cadre du *Sistema alimentario mexicano* (SAM) en 1981-82<sup>1</sup> – est abandonnée, au profit de celle de souveraineté, qui met en avant la capacité de la Nation à s'assurer « l'exclusivité des décisions concernant la satisfaction des besoins alimentaires de base » (de la Madrid, *cit.* par Losch *et al.*, 1997 : 87). Il ne s'agit plus de produire les biens alimentaires nécessaires à la population, mais de conserver une base productive – non exclusivement agricole – suffisante pour garantir une autonomie de décision dans les politiques économiques et alimentaires. La priorité est donnée à la restauration de la confiance sur les marchés financiers, à la restructuration et au paiement de la dette extérieure<sup>2</sup>, ainsi qu'au rétablissement des finances publiques.

Au long de l'administration de la Madrid (1982-1988), la politique agricole est ainsi subordonnée à la politique monétaire et fiscale. Entre 1982 et 1988, la dépense publique baisse de 78% dans le secteur agricole, en particulier à travers la réduction des subventions, qui diminuent à un rythme annuel de 13% ; le budget du ministère de l'agriculture est réduit de 70% et les investissements baissent de 85% (Calva, 1988 ; Appendini, 1992)<sup>3</sup>. Cette évolution affecte au premier chef le niveau de couverture des coûts de production. Les prix réels des fertilisants augmentent de plus de 30% à partir de 1986 (*ibid.* : 111), alors que par le biais de la dépréciation du peso mexicain, le prix réel du maïs diminue de plus de 20% entre 1987 et 1989 (*ibid.* : 119).

Mais le véritable tournant de la politique économique se situe en 1986-87, après la période d'ajustement budgétaire et monétaire, avec l'adoption d'une stratégie d'insertion compétitive dans les marchés internationaux et une politique intérieure de contention des prix et des salaires qui pèse lourdement sur les indices de productivité du secteur agricole vivrier. Cette stratégie culmine lors du mandat présidentiel de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), qui restructure profondément l'ensemble du dispositif étatique d'intervention dans les secteurs agricole et rural. Dès son accession au pouvoir, en décembre 1988, Carlos Salinas tente à la fois de poursuivre les réformes de

---

<sup>1</sup> Le SAM a représenté la culmination du projet étatiste de relance de l'agriculture paysanne. Il visait à combler le déficit national en produits alimentaires de base en accroissant la productivité du travail et les surfaces cultivées dans les zones de petite agriculture, notamment en renforçant leurs articulations avec l'industrie et en étendant les formes d'intégration aux chaînes de valeur à des secteurs sociaux et à des régions agricoles qui en avaient été jusqu'alors marginalisées. La couverture du crédit agricole public s'est alors étendue à 60% des producteurs du secteur *ejidal* et l'emploi des fertilisants chimiques a augmenté de 89% dans les régions d'agriculture paysanne (voir Appendini, 1992 : 73-74 ; Linck, 1988 : 35-40).

<sup>2</sup> Entre 1983 et 1988, le Mexique devient un exportateur net de capitaux et transfère un montant annuel moyen équivalent à 6% de son PIB (Appendini, 1992 : 94).

<sup>3</sup> La proportion des subsides financiers à l'agriculture passe de 0,42% du PIB en 1982 à 0,09% en 1989 (Romero, 1995 : 80). Les taux d'intérêts préférentiels aux agriculteurs passent ainsi de 67% du taux commercial en 1983 à 76% en 1987 et 97% en 1988, puis 100% en 1990 (Appendini, *cit.* : 108).

libéralisation économique et de refonder le système de médiations corporatives dont la fiabilité a été mise en question à l'occasion de son élection<sup>4</sup>.

Parallèlement aux négociations en cours sur la ratification d'un traité de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada, l'administration Salinas approfondit la politique de désengagement de l'Etat. Entre 1989 et 1992, la plupart des entreprises du secteur agro-alimentaire public sont restructurées et privatisées (de la Fuente & Mackinlay, 1994; Krippner, 1997). C'est le cas de Conasupo, dont les activités industrielles (Miconsa pour le maïs<sup>5</sup>, Liconsa pour le lait) et de distribution (supermarchés et magasins concessionnaires Diconsa) sont cédées au secteur privé pour ne plus laisser sous la maîtrise de l'entreprise que la gestion des programmes de prix garantis du maïs et du haricot, jusqu'à sa liquidation définitive, en 1998. Au cours des premières années de la décennie de 1990, les 65 usines sucrières du groupe public Azúcar SA sont également vendues à des consortiums privés ; les installations industrielles de Tabamex sont transférées aux firmes Empresas la Moderna (filiale du groupe mexicain PULSAR) et Tadesa (filiale de Philip Morris) (Mackinlay, 2001) ; les quinze sites industriels du groupe de fertilisants Fertimex sont transférés à des entreprises chimiques ; la société nationale de production de semences Pronase cède près de la moitié de ses installations et ses centres expérimentaux au secteur privé, notamment à Empresas La Moderna ; l'Inmecafé, liquide enfin ses actifs industriels les plus importants au bénéfice des grands exportateurs privés (de la Fuente & Mackinlay, *cit.*).

Parallèlement au démantèlement de son dispositif agro-industriel, le gouvernement entreprend d'éliminer le système administré des prix des intrants et des produits agricoles dans les secteurs stratégiques (céréales, oléagineux, légumineuses, sucre, tabac, café) et de supprimer les restrictions aux importations, le maïs et le haricot exceptés<sup>6</sup>. Les subventions au système de crédit et d'assurance agricoles sont également supprimées : le montant annuel moyen des crédits publics au secteur agricole passe de 69,2 milliards de pesos constants en 1980-82 à 33,5 milliards au cours de la période 1983-1989 et 21,3 milliards entre 1990 et 1994 (Appendini, 1992 : 235 ; 2003). Il subira un nouvel assèchement à 15,8 milliards durant la période 1995-2000 (Rubio, 2006), sous la présidence de Ernesto Zedillo, soit une réduction totale de 53% en dix ans et de 77% sur deux décennies<sup>7</sup>.

À travers le démantèlement du système de transferts publics que canalisaient les dispositifs associant les entreprises publiques, les organisations corporatives de producteurs, les bureaucraties locales et les comités du PRI, le gouvernement saliniste entreprend de reconfigurer les rapports entre l'Etat et les communautés rurales. La rupture idéologique dans l'orientation du développement national et l'organisation des rapports entre la société civile et l'Etat s'appuie sur une nouvelle catégorisation des corps sociaux en fonction de leur capacité présumée à s'adapter aux règles du jeu de la libéralisation économique. Cette catégorisation fonde une segmentation à la fois problématique, thématique et institutionnelle de l'action publique. Cette approche segmentée des problèmes, des catégories sociales, des espaces et des réponses spécifiques que l'Etat doit leur apporter structure, à partir du début des années 1990, les nouvelles formes de construction et de mise en œuvre des politiques publiques.

---

<sup>4</sup> L'ajustement structurel et le désengagement de l'Etat ont accentué l'affaiblissement des structures corporatives, dont les craquements s'étaient faits jour lors de la grande vague d'agitations sociales des années 1968-74. En 1988, Carlos Salinas, candidat officiel du Parti Révolutionnaire Institutionnel, a dû s'appuyer sur une fraude massive pour contrer l'opposition constituée par l'alliance entre une dissidence nationale-populaire du PRI, portée par un certain nombre d'organisations corporatives – dont le très puissant syndicat des industries pétrolières –, et la gauche démocratique.

<sup>5</sup> Miconsa, qui représentait 45% du marché national de la farine de maïs à la fin des années 1980, donne naissance au groupe privé Minsa.

<sup>6</sup> Dès 1987, l'année suivant l'adhésion du Mexique au GATT, le gouvernement réduit le taux de taxation à l'entrée des produits agricoles de 100% à 20% (alors que l'Accord autorisait 50%). En 1989, les prix garantis du blé, du sorgho, du riz et de l'ensemble des oléagineux ont été supprimés, les tarifs douaniers étant éliminés pour les oléagineux et le sorgho, puis pour le blé en 1993 (OCDE, 1997).

<sup>7</sup> Après s'être recentré sur le financement des opérateurs offrant des garanties et une rentabilité élevées, Banrural sera finalement dissout en 2003 et remplacé par Financiera Rural.

En termes d'orientation thématique, l'action publique se développe autour de trois axes dominants : les soutiens à l'agriculture, qui tendent à opérer une distinction entre les agriculteurs intégrés au marché, ceux qui se trouvent dans une phase de "transition" vers cette intégration, et les producteurs orientés vers l'autoconsommation, qui ont "vocation" à sortir du secteur agricole ; les politiques de réduction de la pauvreté, qui évoluent vers la délivrance des subsides directs aux ménages résidant dans les zones de forte marginalité ; et les fonds de dotation en infrastructures et en biens publics aux localités rurales. À ces champs traditionnels de l'action publique s'est ajouté, à partir de 1994, celui de la protection environnementale, avec la création d'un ministère dédié (SEMARNAT), une administration qui avait jusqu'alors été subordonnée au Ministère du Développement Urbain (SEDUE).

Ce ciblage des actions publiques rompt avec le caractère transversal des subventions accordées auparavant à travers le système de prix garantis ou de crédit agricole. Il émerge avec le Programme National de Solidarité (Pronasol), créé dès les premiers jours de la présidence saliniste et géré par une nouvelle administration, le ministère du développement social (SEDESOL), qui va devenir un acteur dominant de la politique rurale. Avec le Pronasol, la politique sociale est érigée en secteur autonome et redevient un axe prioritaire de l'action publique : entre 1988 et 1994, les programmes sociaux passent de moins de 10% à plus du quart du budget fédéral rural, recouvrant le niveau qu'ils avaient avant l'ajustement structurel (Cordera & Lomelí, 1999). Le Pronasol adopte formellement une orientation orthodoxe : il s'agit de remplacer les subventions globales et permanentes par des aides directes, ciblées sur des groupes particuliers de population. À la façon de la réforme agraire, le Pronasol cherche à instaurer une relation directe entre les communautés locales et l'exécutif fédéral, dans un objectif assumé – et non dépourvu de visées clientélistes dans un contexte politique devenu très concurrentiel – de refonder le pacte social entre l'Etat et la population rurale<sup>8</sup>.

Le ciblage et la segmentation des politiques rurales se renforcent à partir de 1994, avec la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange d'Amérique du Nord. Les transferts sociaux bondissent après la crise financière de 1995 et la dévaluation du peso, dont les impacts accélèrent la mise en place de programmes focalisés vers les ménages les plus défavorisés au sein des régions et des localités les plus pauvres – dans un contexte de résurgence des mouvements armés dans les zones rurales les plus marginalisées<sup>9</sup>. Le Programme Education, Santé et Alimentation (Progresa, qui deviendra Oportunidades en 2001, sous le mandat de V. Fox), créé en 1996 en remplacement du Pronasol, attribue aux femmes et aux enfants des ménages les plus pauvres des paquets alimentaires, un suivi médical gratuit et des bourses scolaires (Scott, 1999 ; Escobar, 2000 ; Valencia, 2000). Sa méthodologie de mise en œuvre cherche à instaurer des relations directes entre les administrations gestionnaires et les bénéficiaires, de façon à marginaliser les organisations locales ou corporatives qui faisaient office d'intermédiaires dans le cadre d'intervention antérieur. Les zones reconnues comme marginales font également l'objet de programmes complémentaires portant sur l'emploi et les revenus (programmes "Emploi saisonnier", "Journaliers agricoles", "Développement des peuples indiens", "Adultes majeurs"). Au cours de la période 1995-2004, et en particulier durant les années 1998-2002, les transferts associés à la lutte contre la marginalisation sociale et géographique mobilisent entre 45 et 55% des transferts publics (tableau 10.1) et jouent un rôle essentiel d'atténuation des niveaux de pauvreté dans les zones d'agriculture paysanne.

---

<sup>8</sup> Le Pronasol a souvent été analysé en référence à son instrumentalisation par un gouvernement qui accusait un fort déficit de légitimité (Dresser, 1994 ; Cornelius *et al.*, 1994 ; Bizberg, 2003). Ces auteurs ont souligné son usage électoraliste dans les régions qui avaient soutenu la candidature d'opposition de C. Cárdenas lors de l'élection de 1988. Le programme a également rempli une fonction légitimante de la politique de privatisation des entreprises publiques, puisque les fonds obtenus de ces privatisations étaient censés abonder son budget ; dans les faits la plus grande partie des ressources a servi à combler le déficit public et à alimenter le service de la dette (Teichman, 1996 : 9).

<sup>9</sup> Le premier janvier 1994, jour d'entrée en vigueur du traité de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada des groupes armés s'emparent de plusieurs villes dans l'Etat de Chiapas, le plus pauvre du pays, en brandissant le slogan « Plus jamais un Mexique sans nous » (Le Bot, 1997). Dans les années suivantes, une autre organisation clandestine, l'EPR (*Ejercito Popular Revolucionario*) engage des actions de guérillas dans les Etats de Oaxaca et Guerrero, également parmi les plus marginalisés (Montemayor, 1999).

Tableau 10.1 : Évolution des transferts publics alloués au développement rural 1992-2006  
(en millions de pesos de 1993)

Années	1992	1994	1997	2000	2003	2006
Subventions aux prix agricoles	13 380	8 018,6				
(1) Appuis directs à la production agricole	8 238,2	12 160,4	8 309,6	7 106	10 028,8	9 703
<i>Total des appuis agricoles en % du budget rural</i>	77%	60%	28%	29%	34%	37%
(2) Lutte contre la pauvreté	3 281	8 633	12 940,6	9 001	10 302,7	9 010,4
(3) Appuis aux zones marginales			1 349,9	3 786,1	4 144,1	2 442
<i>Total des transferts sociaux en % du budget rural</i>	12%	25,6%	55,5%	52%	47,5%	43,5%
(4) Infrastructures sociales	3 055,3	4 767	3 115,2	4 617,8	5 735,4	4 607
<i>Total des infrastructures en % du budget rural</i>	11%	14,4%	12%	18,8%	18,9%	17,5%
(5) Environnement			40,4	90	180,3	655
Total des transferts publics	27 954,5	33 759	25 755,8	24 600,9	30 391	26 417,4
Total en % du PIB sectoriel	38,45	45,37	33,28	29,48	33,38	28,86

Source : Elaboration propre à partir de Rello (2004) ; SEMARNAT ; SHCP ; CEDERSSA ; Banco de México

Le développement des transferts sociaux s'appuie par ailleurs sur une politique de mise en place d'infrastructures (écoles, dispensaires, adductions d'eau, épicerie villageoises, éclairage public, télécommunications...) dans les localités rurales. Auparavant assumée par les grandes agences de développement régional intégré<sup>10</sup> ou par les complexes agro-industriels, la dotation en équipements a constitué un champ spécifique d'action publique à partir du début des années 1990, d'abord dans le cadre du Pronasol, à travers la ligne budgétaire du Ramo 026, puis à travers un budget spécifique et indépendant de la SEDESOL, le Ramo 033. Ces fonds sont assignés à travers une chaîne de décisions décentralisées, qui va du Parlement fédéral aux États de la fédération, puis aux conseils municipaux, qui les canalisent vers des projets d'infrastructures villageoises formulés et gérés par des comités locaux, sur des principes de participation (voir le chapitre 11). Ces financements s'inscrivent donc dans des problématiques de développement local très contextualisées, mais également influencées par le déploiement des programmes d'assistance sociale et des projets de mise en place de "centres de services" dans les zones marginales. Rarement pris en compte dans les analyses des interventions de développement rural, ces financements ont connu une progression régulière jusqu'au milieu des années 2000, pour atteindre alors 19% du budget de développement rural (tableau 10.1).

Parallèlement au déploiement de programmes sociaux ciblés, les politiques agricoles subissent une restructuration importante en termes de conception et de dispositifs. Les appuis à l'agriculture mis en œuvre au cours des années 1990 relèvent à la fois de la politique d'accompagnement de l'ajustement provoqué par le choc de la libéralisation économique et des politiques de modernisation des structures, visant à améliorer l'efficacité de l'appareil productif. Hors infrastructures, les transferts destinés à maintenir ou renforcer la capacité productive reposent sur

<sup>10</sup> Comme les Commissions de bassins hydrologiques, mis sur pied sur le modèle de la *Tennessee Valley Authority* à partir du début des années 1950 dans l'ensemble des grands bassins fluviaux du Mexique, comme le Papaloapan (voir le chapitre 8 et, pour un aperçu plus général, Barkin & King, 1970 ; Revel-Mouroz, 1972).

trois programmes majeurs coordonnés par le Ministère de l'agriculture (tableau 10.2) : *Procampo*, *Aserca* et *Alianza para el Campo*<sup>11</sup>.

Tableau 10.2 : Panorama des principaux programmes publics mis en œuvre dans le milieu rural 1995-2005

Administration de tutelle	Programmes	Types d'appuis et focalisation
Ministère de l'Agriculture (SAGARPA)	<i>Procampo</i>	Subside direct à l'hectare cultivé pour les producteurs vivriers
	<i>Alianza para el Campo</i>	Appuis productifs aux producteurs commerciaux ou en transition
	<i>Aserca</i>	Subventions directes aux producteurs commerciaux
Ministère du Développement Social (SEDESOL)	<i>Emploi Temporaire</i>	Emplois d'utilité publique pour les producteurs à faible revenu
	<i>Progresa</i> (puis <i>Oportunidades</i> à partir de 2001)	Subside direct aux familles pauvres des zones marginalisées
	<i>Adultes Majeurs</i>	Subside direct aux personnes pauvres, âgées de plus de 70 ans
	Programmes régionaux en zones de haute marginalisation	Appuis institutionnels et productifs aux producteurs pauvres dans les zones marginalisées
	<i>Journaliers agricoles</i> (avec le Ministère du Travail)	Appui institutionnel aux travailleurs migrants
	<i>Développement des populations indiennes</i>	Développement institutionnel en zones indiennes
Ministère de l'Environnement (SEMARNAT)	<i>Prodeplan</i>	Financement de projets productifs à des producteurs commerciaux
	<i>Prodefor</i>	Appuis à la production pour les propriétaires de ressources ligneuses de faible revenu
	<i>Procymaf</i>	Conservation et gestion communautaire
Gouvernements des Etats et municipaux	<i>Ramo 033</i>	Projets d'infrastructures dans les zones rurales

Source : Léonard, Losch & Rello (2006)

Malgré le choc économique provoqué par l'érosion des subsides aux systèmes de prix, puis par leur élimination complète à partir de 1995 (voir la seconde partie de ce chapitre), ces programmes ont joué un rôle considérable dans l'atténuation de l'impact du processus d'intégration commerciale dans les secteurs stratégiques et socialement sensibles de l'agriculture. À la charnière des années 1990 et 2000, les transferts versés aux producteurs de maïs en soutien à la production et à la

<sup>11</sup> Procampo est un programme de transferts directs par hectare cultivé, limité initialement aux céréales, protéagineux et oléagineux, qui a ensuite été étendu à une trentaine de cultures. Aserca fournit des appuis à la commercialisation (réduction des coûts d'acheminement vers les marchés et des coûts de stockage dans les espaces productifs enclavés). Alianza est le principal programme d'appui au développement des capacités productives, ciblé sur les exploitations au plus fort potentiel et les organisations formellement constituées dans le but d'accéder aux marchés.

commercialisation ont ainsi représenté 37% de la valeur de marché de la récolte mexicaine (Zahniser & Coyle, 2004). Au fil de la période de libéralisation, toutefois, les appuis destinés à renforcer le potentiel des exploitations produisant pour les marchés (*Aserca* et *Alianza*) ont pris le pas sur ceux qui étaient destinés aux petits agriculteurs : alors que le budget de *Procampo* représentait plus de 70% des appuis productifs au cours du sexennat d'Ernesto Zedillo (1995-2000), son importance relative a décliné sous l'administration de V. Fox, pour ne plus constituer que 50% de ce total entre 2002 et 2006 (Léonard & Losch, 2009). Simultanément, les modes d'assignation des subsides de *Procampo* révélaient également des biais favorables aux exploitations commerciales, du fait de leur couplage aux surfaces cultivées, malgré un plafonnement des aides : en 2003, les producteurs de plus de 5 hectares, qui représentaient 17,2% des bénéficiaires du programme, recevaient 52,7% du montant des transferts<sup>12</sup>.

La dernière dimension du redéploiement de l'action publique rurale concerne l'émergence d'une politique environnementale dotée de moyens propres (Léonard & Foyer, 2011). En phase avec l'émergence de cette question dans l'agenda international et l'accroissement des financements multilatéraux destinés à la séquestration du carbone, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (SEMARNAT) a été créé en 1995, réunissant des compétences auparavant attribuées aux ministères de l'Agriculture et des Questions urbaines. Sous son égide, différents programmes d'appui aux communautés dotées de ressources forestières ont été créés (Programme de développement forestier, *Prodefor*, Programme de conservation et de gestion forestière, *Procymaf*), ainsi qu'un fonds d'appui à la création de plantations commerciales (*Prodeplan*), qui bénéficie des crédits internationaux pour la séquestration du carbone. Une part majoritaire de ces financements est mise en œuvre sous forme de subventions à des projets d'exploitation forestière durable, de reforestation et d'écotourisme. Ces soutiens incluent le paiement aux communautés pour des services environnementaux et le versement de salaires. Bien que le budget consacré à ces programmes ait connu une progression soutenue entre 1995 et le milieu des années 2000, il ne représente qu'une part mineure des financements de développement rural (tableau 10.1). Leur impact demeure souvent confidentiel, notamment dans la partie centrale des Tuxtlas où, en dépit du voisinage de la Réserve de la biosphère, la mise en place de plantations forestières n'a touché que marginalement des communautés dont les ressources foncières sont saturées par l'emprise agricole.

Après la période d'ajustement structurel des années 1980, le budget national de développement rural s'est ainsi maintenu à un niveau oscillant entre 27 et 33 milliards de pesos de 1993 et entre 30 et 40% du PIB du secteur agricole, exception faite des dépressions liées aux chocs monétaires de 1998 et 2005 (tableau 10.1). Le maintien d'un niveau élevé de transferts publics a permis d'atténuer le choc associé à la suppression des subsides aux systèmes de prix et de crédit au début des années 1990. Les nouvelles formes de l'action publique sont toutefois caractérisées par la profusion des programmes thématiques sectoriels, mis en œuvre à plusieurs niveaux d'action et focalisés vers des populations cibles dont l'identification répond plus à des critères individuels que sociaux. À la différence des interventions antérieures, ces programmes sont conduits par des administrations faiblement coordonnées entre elles (tableau 10.2). S'ajoutent à ce cadre de segmentation les effets des lois de décentralisation de 1997, qui octroient des prérogatives aux États de la fédération et aux municipalités en matière d'actions de développement (dont la gestion des fonds d'équipement du *Ramo 033*). L'accès aux programmes publics est ainsi organisé par des dispositifs dont les règles opérationnelles et les pratiques administratives souffrent une forte variabilité, qui marginalisent les anciens canaux corporatifs de médiation et qui posent des problèmes nouveaux de maîtrise aux acteurs qui en sont les cibles, dans un contexte où l'individu et le ménage deviennent les objets prioritaires d'attention, en lieu et place des communautés et des organisations de producteurs. La segmentation des politiques publiques et de leurs interfaces opérationnelles, l'individualisation de leurs formes et de leurs modalités d'assignation configurent ainsi un cadre complexe, qui rompt avec les formes collectives de médiation caractéristiques du régime de gouvernance post-révolutionnaire.

---

<sup>12</sup> Zahniser & Coyle, *cit.* Voir également *Subsidios al Campo* : [www.subsidiosalcampo.org.mx/](http://www.subsidiosalcampo.org.mx/).

## **Le projet d'intégration économique au marché nord-américain et ses incidences sur le système de prix agricoles**

Le redéploiement des formes de l'intervention publique est indissociable du processus d'insertion économique du Mexique dans le marché nord-américain. Dès le début des années 1980, la crise monétaire et budgétaire a conduit l'Etat à abandonner le modèle de développement national adopté sous le régime cardéniste, qui reposait sur une stratégie d'industrialisation par substitution des importations. À la différence du Brésil où, dans une situation similaire de crise des grands équilibres macro-économiques, cette stratégie a été maintenue et la libéralisation fortement négociée, au prix d'une perpétuation de l'instabilité politique et économique (Marques Pereira & Théret, 2004 ; Salum, 2004), le gouvernement mexicain a fait le choix de l'ajustement externe et de l'insertion compétitive dans les filières de production globalisées. La nationalisation de la dette extérieure (et la conversion de la dette privée en bons du trésor) a été financée en partie par les exportations de pétrole et en partie par la privatisation du patrimoine public industriel et financier<sup>13</sup>.

Cette option a permis de restaurer la confiance des entrepreneurs et de réduire la dépréciation du peso à partir des années 1988-1989. Sa mise en œuvre a reposé sur la mobilisation de l'appareil corporatif officiel pour faire accepter des "pactes de stabilité économique" (*Pacto de solidaridad económica*, en 1988, *Pacto para la estabilidad y el crecimiento económico*, en 1989) orientés à juguler l'inflation en bloquant les salaires et les prix aux producteurs et en menant une politique monétaire restrictive. Ces pactes ont été un succès au plan macro-économique<sup>14</sup>, mais ils ont eu un impact dramatique sur les niveaux de rémunération des classes populaires : au début des années 1990, les ménages pauvres comptaient pour 75% de la population mexicaine et 90% de la population rurale, 22% et 36% respectivement vivant en situation de pauvreté absolue (World Bank, 2004).

Parallèlement au rétablissement des équilibres macro-économiques, le Mexique se lance dans la négociation d'une série d'accords commerciaux, d'abord dans le cadre de son adhésion au GATT, en 1986, puis dans celui de traités bilatéraux (avec plusieurs pays d'Amérique Latine dans les années 1980, avec l'Union Européenne au cours de la décennie suivante). Cette stratégie culmine avec la ratification de l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada (Alena), entré en vigueur en janvier 1994. Mais les barrières tarifaires sur les produits agricoles ont été éliminées dès la seconde moitié des années 1980, à l'exception des cultures stratégiques de maïs, blé et haricot (voir *supra*).

Le processus de négociation des accords commerciaux est marqué par la prédominance des grands groupes industriels dans la représentation des intérêts nationaux. Durant la décennie qui précède la ratification de l'Alena, les gouvernements successifs interviennent en faveur de la constitution de grands groupes capables d'établir des positions dominantes dans les marchés internationaux (Vidal, 2000, chap. 5 et 6). La politique de privatisation des firmes publiques joue un rôle central dans cette stratégie. Concessions publiques et protections réglementaires, avantages fiscaux et subventions soutiennent ainsi les processus d'expansion nationale, puis internationale, de quelques champions industriels. Dans le secteur agro-industriel, on assiste ainsi à la consolidation de grandes firmes, telles que Grupo Maseca (Gruma) et Minsa pour la farine de maïs<sup>15</sup>, Femsa et Modelo dans la brasserie, Bachoco dans l'élevage avicole, Pulsar-La Moderna dans l'industrie du tabac et des semences. En

---

<sup>13</sup> Les 1 555 entreprises qui formaient le patrimoine de l'Etat en 1982 ont été réduites à 618 dès 1988 et à 257 en 1993, à la fin de la présidence de Salinas, pour une valeur cumulée de 20 milliards de dollars.

<sup>14</sup> L'inflation est ainsi passée de 151% en 1987 à 52% en 1988, 30% en 1990 et 15% en 1992.

<sup>15</sup> La politique de restructuration de la filière de la tortilla a conduit à concentrer de façon spectaculaire le marché du maïs en faveur des deux groupes minotiers, Minsa, produit de la privatisation de Conasupo, et son concurrent Maseca, dont les dirigeants étaient proches du groupe au pouvoir et dont les parts de marché sont passées de 55% à 72% entre 1988 et 1993. Cette évolution est étroitement associée à la redéfinition du système d'attribution des subsides à la consommation populaire et des licences sur le marché de la tortilla, qui a fait de la farine de maïs la matière première hégémonique dans l'approvisionnement des ateliers de production de tortillas, au détriment du maïs-grain (Appendini, 1992 : 204-209 ; de la Fuente & Mackinlay, 2004 : 122-123).



1984, ces firmes avaient formé le noyau du Conseil National Agricole (CNA), auquel se sont associés les grands agriculteurs privés qui étaient leurs principaux fournisseurs de matières premières. Le CNA est devenu l'interlocuteur privilégié des gouvernements de la Madrid et Salinas dans la construction des réformes sectorielles agricoles, puis de l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis (Carton de Grammont, 1996 : 23-51). Les grands agro-industriels de la farine de maïs (Gruma) et de l'élevage avicole (Bachoco) ont ainsi occupé une place centrale en représentation du secteur agricole dans la négociation de l'ouverture du marché des grains (Mackinlay, 2004 ; Vidal, 2004).

Les syndicats traditionnels, en particulier ceux qui représentaient les intérêts de la petite agriculture familiale, n'ont joué qu'un rôle marginal dans cette négociation. Déjà affaiblis par l'émergence d'organisations autonomes au cours des années 1970 (Harvey, 1996 ; chapitre 9) les centrales officielles ont souffert une perte de légitimité considérable au cours de la décennie suivante, sous l'effet combiné de l'érosion de leurs fonctions redistributives, avec la privatisation des entreprises publiques et la réduction des programmes gouvernementaux, et de la cooptation de leurs dirigeants, qui étaient mobilisés pour souscrire les pactes de stabilité économique. Ces organisations n'ont manifesté qu'une faible capacité d'opposition aux réformes et ont ensuite été marginalisées dans les processus de négociation des accords commerciaux. Cette incapacité de la petite agriculture familiale à faire valoir ses intérêts a pesé dans le contenu du chapitre agricole de l'Alena.

Conformément à sa vocation, l'accord de libre-échange a principalement octroyé des avantages commerciaux réciproques entre les signataires. Le Mexique a ouvert son marché aux grains et aux viandes du Nord, instaurant toutefois un dispositif transitoire de quinze ans (jusqu'en 2008) sous forme de quotas tarifaires pour le maïs et le haricot<sup>16</sup> et en mettant en place des clauses de sauvegarde – qui seront par exemple invoquées en 2003 pour protéger le secteur de la volaille. De leur côté, les États-Unis ont ouvert leur marché aux produits mexicains – ce qui, compte tenu des écarts de productivité, en limitait la portée aux fruits et légumes –, tout en maintenant des clauses de saisonnalité restrictives (également jusqu'en 2008), en particulier pour la tomate.

Les conditions particulières qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'Alena, avec une montée de l'instabilité politique, couronnée par la crise budgétaire et monétaire de 1995, ont cependant justifié le non-recours aux protections extraordinaires qui avaient été négociées. Dans les faits, les clauses protectrices accordées au maïs et au haricot, en raison du caractère socialement sensible de ces cultures, ont été dédaignées par décision unilatérale du gouvernement mexicain : les importations ont constamment dépassé le quota fixé, sans être soumises aux taxes correspondantes, à l'exception de l'année 1997 (Henriques & Patel, 2004 ; de Ita, 2007). Si la crise économique de 1995-1996 a initialement justifié ce choix, son maintien au-delà de la résorption du choc de dévaluation s'explique essentiellement par l'influence politique des groupes industriels minotiers (Gruma et Minsa) et avicoles (Bachoco et Pilgrim's Pride) qui sont les principaux importateurs de maïs nord-américain et dont les stratégies ont été influencées par les prises de participation des grandes firmes agro-alimentaires américaines (c'est le cas d'ADM pour Gruma)<sup>17</sup>. Selon Gómez Cruz & Schwentesius (2004 : 57), cette politique a représenté pour l'Etat mexicain une perte cumulée de plus de 2,8 milliards de dollars de rentrées fiscales au long de la période 1994-2002.

La déprotection du secteur agricole a ainsi été plus rapide que prévu. Entre 1992 et 2001, les importations de maïs nord-américain ont été multipliées par six, pour atteindre un volume annuel près de 7 millions de tonnes (contre 1,3 millions en 1992), soit plus du quart de la consommation nationale. Elles concernent pour l'essentiel du maïs jaune, de moindre valeur, prioritairement destiné à l'alimentation animale. Réalisées de façon massive juste avant la récolte mexicaine, elles ont toutefois pour effet de tirer vers le bas les prix intérieurs, en réduisant la segmentation du

---

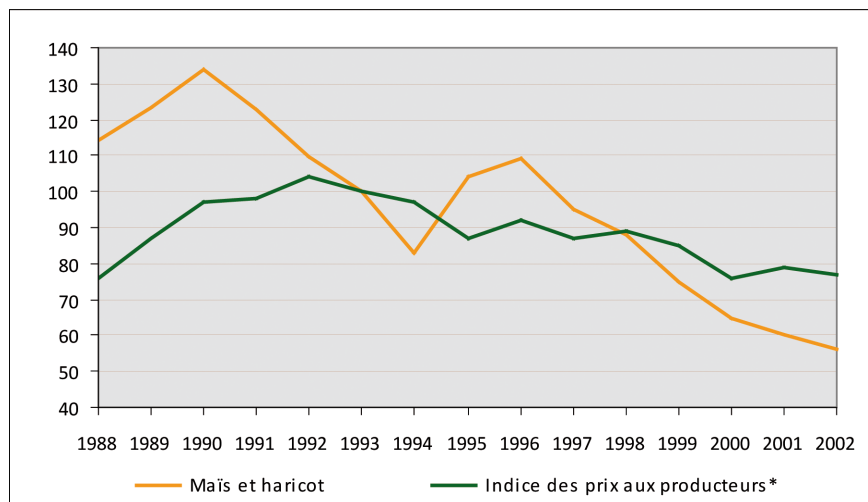
<sup>16</sup> Les quotas d'origine avec les États-Unis étaient fixés à 2,5 millions de tonnes libres de droits pour le maïs et 50 000 tonnes pour les haricots. Ils étaient accompagnés de taxes de 215% et 139%, sur les importations hors quotas, avec assouplissement progressif annuel jusqu'à leur disparition en 2008.

<sup>17</sup> En 2003, 3,8 millions de tonnes de maïs ont été importés hors quota, à des taux de taxation variant entre 1 et 3%, alors que l'accord permettait une imposition supérieure à 70% de leur valeur (Zahniser & Coyle, 2004).

marché entre maïs jaune importé et maïs blanc local de qualité supérieure au détriment des producteurs agricoles mexicains (Rubio, 2004).

Au cours des dix années qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'Alena, les prix relatifs des produits agricoles ont ainsi diminué de 20% en moyenne, mais la baisse a été beaucoup plus accentuée pour le maïs et le haricot (figure 10.1). Pour ces deux cultures sensibles<sup>18</sup>, le traité de libre-échange n'est pas la cause unique de la baisse des prix, puisque leur rémunération avait commencé à régresser dès la fin des années 1980, après les premières mesures d'allègement douanier et la suppression des prix garantis. En fait, la valeur constante des deux produits a diminué régulièrement à partir de 1990, avec une brève augmentation en 1995 et 1996 liée à l'incidence de la dévaluation ; après cet épisode conjoncturel, la dépréciation des prix du maïs et du haricot a toutefois atteint près de 50%<sup>19</sup>.

Figure 10.1: Évolution des prix relatifs au producteur agricole (base 100 en 1993)



\* Ratio entre l'indice des prix au producteur et l'indice général des prix au consommateur

Source: Rello (2004), d'après Banco de México et SAGARPA

Il convient toutefois de mettre en regard les effets du processus de libéralisation sur les prix agricoles avec ceux qui ont concerné les principaux intrants, en particulier les engrais de synthèse. Il était en effet attendu de l'accord de libre-échange qu'il compense en partie l'impact du retrait des subsides publics aux semences et aux engrais, qui avait conduit au doublement du prix réel de ces derniers entre 1985 et 1992 (figure 10.2). Les incidences de l'Alena dans ce secteur ont toutefois été brouillées par la crise financière de la fin de l'année 1994 et la dévaluation du peso qui l'a suivie – le prix des engrais azotés a ainsi augmenté de 50% en 1994-95. Par la suite, les coûts des engrais ont recouvré le niveau qu'ils avaient au début des années 1990 en monnaie constante, mais sans que cette baisse ne compense celle qui affectait conjointement les prix du maïs et du haricot<sup>20</sup>. Le différentiel entre le coût des intrants et le prix des produits a suivi une évolution encore plus défavorable dans le cas des semences améliorées, autrefois produites par l'entreprise publique Pronase et désormais fournies par les grandes firmes semencières internationales (Pioneer, Syngenta, Monsanto, Asgrow, DeKalb) (Brun, communication personnelle).

<sup>18</sup> Ils représentaient conjointement 10,4 millions d'hectares en 1993, soit environ 63% de la surface arable du pays.

<sup>19</sup> L'impact de l'entrée en vigueur de l'Alena a été brouillé par le décrochage du peso, ce qui a donné lieu à des interprétations divergentes selon les années de référence de l'analyse. Ainsi, selon Yunez-Naude et Barceinas, cités par Lederman *et al.* (2005), le prix avait chuté de près de 50% entre 1987 et 1994 puis de 43% entre 1994 et 2001 (voir également Yunez-Naude & Dyer, 2003). La perspective est différente en utilisant l'année 1993, la dernière avant le traité de libre-échange, comme charnière : la diminution antérieure à l'Alena est alors inférieure à 20%, plus de 70% de la dépréciation ayant eu lieu durant la période couverte par l'accord.

<sup>20</sup> En valeur nominale (inflation non déduite), le coût de l'urée a ainsi augmenté de 153% entre 1995 et 2005, alors que le prix du maïs ne progressait que de 50% sur la même période (Brun, 2008 : 97).

### **Plus qu'une « réforme de la réforme agraire » : le changement constitutionnel de 1992<sup>21</sup>**

Parmi les recompositions institutionnelles qui ont préparé la ratification de l'Accord de libre-échange, celle qui a soulevé le plus vive émotion et engendré les plus fortes controverses a concerné l'initiative présidentielle de 1991 qui visait à mettre un terme à la réforme agraire et à réformer le statut légal des terres *ejidales* (Velázquez, 2010b). Cette initiative résiliait le devoir constitutionnel de l'Etat mexicain de satisfaire les besoins en terre des familles et des communautés rurales ; elle visait également à jeter les bases d'une individualisation de la propriété foncière au sein des *ejidos*, de façon à rendre possible leur privatisation, ainsi que les transactions marchandes (Pérez Castañeda, 1998 ; Bouquet & Colin, 2010). Le contenu de la réforme a fait l'objet d'un débat intense au sein de la société mexicaine, mais aussi de l'équipe dirigeante. Les tenants d'une libéralisation totale du système de propriété *ejidale*, qui formaient le courant majoritaire parmi les technocrates néolibéraux qui occupaient les ministères de l'économie et des finances, ont dû composer avec les représentants de la gauche réformiste, très présents dans les administrations "rurales" du gouvernement de Salinas de Gortari (comme G. Gordillo au Ministère de l'agriculture ou A. Warman à l'Institut National Indigéniste). Les positions de ces derniers, qui militaient pour le maintien de certaines structures communautaires et de régulations collectives des transferts fonciers, ont finalement prévalu.

La réforme constitutionnelle de janvier 1992 maintient un statut spécifique pour les terres *ejidales* : ces terres restent propriété collective, mais elles font l'objet de la délivrance de certificats individuels qui peuvent être vendus sous certaines conditions ou engagés en faire-valoir indirect ou en location (encadré 10.1). Cette individualisation des droits peut déboucher sur l'adoption du régime de propriété privée, pour l'ensemble des terres de l'*ejido* ou pour les parcelles de certains de ses membres, sous condition d'acceptation de l'assemblée *ejidale*. La nouvelle législation restreint en outre considérablement les compétences de l'organisation *ejidale* en matière de gouvernement local et élimine les bases réglementaires d'intervention de l'administration agraire dans ce domaine. Elle limite les prérogatives de l'assemblée *ejidale* et du *comisariado* aux questions foncières et aux coordinations avec les marchés et les projets de développement agricole, pour transférer à la junte des résidents (*junta de pobladores*), émanation de l'ensemble de la population en âge de voter, les compétences de gestion des biens et services publics, ainsi que les rapports avec les administrations municipale, provinciale et fédérale. Les localités *ejidales* deviennent ainsi des espaces sociopolitiques régis par les codes civils et administratifs réguliers.

La réforme de 1992 s'appuie sur le paradigme de la théorie économique standard des droits de propriété (Alchian & Demsetz, 1973), qui met en avant le triptyque individu/sécurité/marché (Colin *et al.*, 2010)<sup>22</sup>. Selon ce paradigme, l'individualisation et la formalisation des droits fonciers sont une condition de leur sécurisation, et le développement des marchés fonciers, à travers l'achat-vente et le faire-valoir indirect, est un gage d'efficience dans l'allocation de ces droits (Feder & Nishio, 1998). La réforme légale de 1992 se démarque toutefois de ce paradigme et procède d'une dynamique propre. En premier lieu, elle prend acte du décalage entre le cadre antérieur de régulation et les pratiques des acteurs au sein du secteur *ejidal*. Elle cherche ensuite à maintenir certaines formes d'organisation et de contrôle collectif sur les transferts de droits fonciers dans un souci explicite d'éviter les accaparements qui avaient suivi la mise en œuvre des lois libérales au XIX<sup>e</sup> siècle. Sa genèse est enfin indissociable des craquements sociopolitiques qui ont résulté de l'incapacité de l'État et du dispositif de médiations corporatives articulées à l'*ejido* de maintenir les fonctions

---

<sup>21</sup> Cette section reprend largement l'argumentaire présenté dans l'excellente synthèse proposée par Bouquet & Colin (2010) sur les évolutions du cadre légal de la propriété *ejidale*.

<sup>22</sup> Pour une présentation exhaustive de l'argumentaire de la théorie standard des droits de propriété, voir Colin *et al.* (2010 : 9-16).

intégratives qu'ils avaient exercées au cours des décennies antérieures<sup>23</sup>. L'abrogation des prohibitions portant sur les transferts fonciers marchands et la restriction des prérogatives de gouvernement des institutions *ejidales* peuvent être analysées comme résultant d'une perte de légitimité des dispositifs étatiques pour perpétuer et garantir l'accès des différentes catégories de ressortissants de l'*ejido* aux ressources nécessaires à leur projet de vie.

#### Encadré 10.1 : Les réformes de 1992 à la Loi Agraire

Le texte de la réforme de janvier 1992 « reconnaît qu'il n'y a plus de possibilités de poursuivre les distributions massives de terre »<sup>24</sup> et abroge la fraction de l'article 27 de la Constitution qui mentionnait que « les *pueblos, rancherías* et communautés manquant de terres et d'eaux [...] auront droit à en être pourvus en les prenant aux propriétés voisines ». Les seuils de superficie imposés à la propriété privée sont maintenus, mais leur dépassement n'est désormais passible que d'une obligation de mise en vente des excédents et non plus d'une expropriation par l'autorité publique.

La nouvelle Loi Agraire maintient la personnalité juridique des *ejidos*, ainsi que leur propriété sur les terres dont ils ont été dotés (Art. 9), mais elle instaure la formation de « juntas de résidents » (*juntas de pobladores*) intégrées par l'ensemble de la population adulte de la localité *ejidale*. Les attributions de ces juntas concernent « les questions liées au village, à ses services publics et aux travaux communautaires de la zone d'habitation » (Art. 41) et en particulier la gestion des services sociaux et urbains, « l'état des écoles, marchés, centres de santé » et autres infrastructures locales (en coordination avec le *comisariado de l'ejido*), ainsi que « les problèmes d'habitat et de santé » (Art. 42).

Concernant le statut des terres *ejidales*, la loi de 1992 stipule qu'elles « pourront faire l'objet de tout type de contrat d'association ou de mise en valeur de la part de [l'*ejido*] ou des *ejidatarios* titulaires, qu'il s'agisse des terres d'usage commun ou de terres parcellées » (Art. 45). Les *ejidatarios* pourront céder l'usufruit de leur parcelle en garantie d'un prêt financier et les créiteurs pourront mettre à exécution cette garantie à travers l'intervention du tribunal agraire pour un délai déterminé (Art. 46) – cette garantie ne concerne pas la propriété *per se* de la terre qui demeure attribut de l'*ejido*.

L'accès aux droits fonciers formels n'est plus limité aux seuls *ejidatarios* titulaires, mais peut être étendu à tous les individus de la communauté qui en exercent la possession de bonne foi (*posesionarios*), ainsi que les résidents (*avecindados*) reconnus par l'assemblée *ejidale* (Art. 57). Cette possession pourra faire l'objet de l'émission de certificats fonciers par l'autorité publique, sous réserve d'accord de la part de l'assemblée *ejidale*. « En aucun cas, l'assemblée ou le *comisariado ejidal* ne pourront faire usage, disposer ou déterminer l'exploitation collective des terres parcellées » en possession des *ejidatarios* (Art. 77). Ceux-ci pourront « exploiter leur parcelle directement ou concéder à [...] des tiers son usage [...] en fermage, métayage, association ou par tout autre acte juridique [et ils pourront] apporter leurs droits d'usufruit à la formation de sociétés mercantiles ou civiles » (Art. 79). Les détenteurs de droits pourront les aliéner au profit de résidents de l'*ejido* (Art. 80) et seront habilités à demander le changement de statut de leur parcelle en pleine propriété, moyennant l'accord de l'assemblée *ejidale* (Art. 81). Toutefois, aucun *ejidatario* ne pourra détenir des droits de possession sur une surface supérieure à 5% de la superficie totale de l'*ejido* (Art. 47).

L'assemblée *ejidale* pourra décider de la délimitation et du lotissement de la zone résidentielle de l'*ejido* en coordination avec les autorités municipales (Art. 65 et 66). Les lots bâtis (*solares*) ainsi délimités « seront pleine propriété de leurs titulaires. Chaque *ejidatario* aura le droit de recevoir gratuitement un lot d'habitation, dont la surface sera déterminée en équité par l'assemblée (Art. 68). La propriété des lots bâtis « sera régulée par le droit commun » et non par le droit *ejidal* (Art. 69).

Enfin, l'*ejido* est habilité à conserver une zone d'usage commun non parcellée, dont la propriété reste inaliénable, imprescriptible et insaisissable, mais dont l'exploitation peut être transférée à des sociétés mercantiles ou civiles, moyennant l'approbation de l'administration agraire (Art. 73-75).

<sup>23</sup> Voir à ce sujet les analyses compilées par Moguel *et al.* (1992).

<sup>24</sup> Préface du Ministre de la Réforme Agraire, Victor Cervera Pacheco, au texte de la nouvelle Loi agraire (Secretaria de Reforma Agraria, 1993 : 11).

### Une refonte administrative et une redéfinition des droits fonciers

La réforme de 1992 établit les termes d'une refonte de la gouvernance de l'*ejido*. La *Secretaría de la reforma agraria* (SRA) perd l'essentiel de ses attributions en matière de régulation et de validation des transferts de droits fonciers ; elle devient une instance fondamentalement consultative. La réorganisation administrative met en revanche en avant des agences nouvellement créées ou dotées d'une autonomie accrue. La *Procuraduría agraria* (PA) est investie d'un rôle de conseil et de représentation légale des ayants droit foncier, quel que soit leur statut juridique (*ejidatarios*, *comuneros*, petits propriétaires). Les tribunaux agraires (TA) sont chargés du règlement des litiges portant sur les terres *ejidales*. Le Registre Agraire National (*Registro agrario nacional*, RAN) est chargé de l'émission et de la mise à jour des certificats fonciers correspondant à la propriété *ejidale*. Il remplit des fonctions de cadastre et de registre des titulaires dans une sphère juridique clairement différenciée de la propriété privée.

Le nouveau cadre légal instaure des droits différenciés sur les trois zones de l'*ejido* – zone habitée, zone parcellée, et zone d'usage commun lorsque celle-ci existe.

- Les terrains de la zone habitée relèvent désormais explicitement d'un droit de propriété privée, reconnu par un titre émis par le Registre national de la propriété privée, dont la mise à jour et le suivi relèvent des guichets décentralisés de chaque municipalité.
- Les droits sur les parcelles agricoles font l'objet d'un certificat délivré et géré par le RAN. Ils peuvent être cédés en faire-valoir indirect, servir de garantie à un prêt financier, ou être vendus dans le cadre local, auprès d'un résident de la communauté dont la qualité est attestée par l'assemblée *ejidale*<sup>25</sup>. Ils ne concernent par ailleurs que l'exclusivité de l'usufruit et le transfert de cet usufruit, la propriété de la terre demeurant l'apanage de l'*ejido* en tant qu'organisation collective.

Ces droits parcellaires sont cessibles par héritage, mais la Loi agraire exclut la possibilité d'une subdivision du patrimoine de chaque *ejidatario* à cette occasion, par souci d'éviter la pulvérisation de la tenure au sein des *ejidos*<sup>26</sup>. La nouvelle législation lève en outre le contrôle des instances de gouvernement de l'*ejido* et celles de l'administration agraire sur les processus de désignation de son successeur par chaque *ejidatario* ; elle ouvre notamment le champ des bénéficiaires à des personnes extérieures à sa famille proche ou ne vivant pas dans la localité.

- Les droits sur les terres communes font l'objet de l'émission d'un certificat d'usage également délivré par le RAN. Celui-ci donne accès aux ressources communes (pâturages, bois, gravières, etc.) ou à une part des bénéfices tirés de leur exploitation. Le contenu de ces droits est défini par le règlement intérieur de l'*ejido*, lui-même validé par la *Procuraduría agraria* et, éventuellement, par les administrations fédérales compétentes (pour l'exploitation forestière par exemple).

La réforme de 1992 ne correspond donc pas à une privatisation formelle. L'*ejido* constitue toujours une forme de propriété spécifique : sa forme organisationnelle perdure, les certificats fonciers parcellaires et ceux portant sur les ressources communes sont émis par une administration distincte du registre de la propriété privée ; ces certificats couvrent des droits restreints, même si leur contenu est élargi. La loi ouvre la possibilité d'une privatisation des droits, à l'initiative individuelle des *ejidatarios*, mais la conditionne à l'approbation de l'assemblée *ejidale*. La privatisation totale et la dissolution de l'*ejido* sont également possibles, mais elles relèvent d'une décision prise à une majorité qualifiée des deux tiers des membres de l'assemblée réunie en session extraordinaire.

---

<sup>25</sup> La validation de ces transactions est en outre conditionnée par la notification de la transaction aux membres de la famille du vendeur, qui sont habilités à faire valoir leur droit de préemption dans un délai de trente jours.

<sup>26</sup> Alors que les processus de division sont possibles par cession entre vifs ou par vente du vivant de l'*ejidatario*, mais dans la mesure où les parcelles ayant fait l'objet de l'émission d'un certificat ne sont pas elles-mêmes subdivisées. En d'autres termes, un *ejidatario* disposant de plusieurs parcelles certifiées peut les transmettre à différentes personnes de son vivant, mais il ne peut les fractionner en unités de taille inférieure.

### *La redéfinition des prérogatives des instances de l'ejido et le renforcement des formes de participation politique de la population sans droit foncier*

En ce qui concerne la gouvernance interne de l'*ejido*, la réforme légale affranchit les instances de l'*ejido*, l'assemblée et le *comisariado*, de la tutelle de l'administration agraire, mais elle leur fait perdre une grande partie de leur pouvoir en tant qu'organes de régulation et de contrôle de l'usage de la terre dans la zone parcellée et la zone habitée. Ces deux organes sont dessaisis de leur capacité à procéder à des privations de droits ou à intervenir dans les formes de mise en valeur des parcelles par les *ejidatarios*, ou dans les processus de transfert de droits individuels. Le *comisariado* perd l'essentiel de ses pouvoirs exécutifs et de représentation politico-administrative. L'assemblée *ejidale* voit ses compétences foncières se restreindre à la gestion de l'usage des ressources communes, sur la base d'un règlement qu'elle a la charge d'élaborer. Elle conserve toutefois des prérogatives quant à la reconnaissance et à l'incorporation de nouveaux *ejidatarios* (par reconnaissance de leurs droits de possession) et de nouveaux résidents (*avecindados*) habilités à participer au marché foncier local.

La nouvelle loi agraire transfère les pouvoirs de l'*ejido* en matière de gestion des biens publics à des organisations représentatives de l'ensemble de la population : la junta des résidents et l'agence municipale. Cette dernière assume les rapports avec le gouvernement municipal ; il s'agit d'une institution qui existait déjà dans le cadre réglementaire antérieur, mais qui avait été maintenue, *de facto*, sous la tutelle de l'*ejido*. La *junta de pobladores* est ouverte aux *avecindados* qui étaient auparavant exclus des instances de participation et de décision relatives à la gestion des biens publics locaux. La junta est investie de la gestion de la zone habitée, dont les terrains relèvent désormais du droit civil. Dans cette perspective, la nouvelle législation agraire participe du renforcement de l'institution municipale, conjointement à la mise en place des lois de fédéralisation de 1996 et des réformes de l'organisation budgétaire de 1998 (voir le chapitre 11). Dans le contexte de renforcement des enjeux de gouvernance locale associés à la densification des infrastructures sociales et des biens publics implantés dans les zones habitées des *ejidos*, la loi de 1992 établit ainsi les termes d'une transformation des rapports de pouvoirs entre les différentes catégories de résidents des communautés.

La mise en œuvre de la loi dans le cadre du programme de certification foncière a donc été médiatisée par des enjeux centraux de gouvernance. Ceux-ci ont non seulement concerné les modalités de la reconnaissance des droits exercés sur l'espace agricole, mais aussi les conditions d'enregistrement des droits portant sur les zones bâties des *ejidos* et l'éventualité du transfert à de nouvelles instances de la gestion des biens publics implantés dans ces zones.

#### *Le Programme de certification des droits fonciers dans le domaine ejidal (Procede)*

Le Procede (*Programa de certificación de derechos ejidales y titulación de solares*) est un programme optionnel et gratuit<sup>27</sup>, dont la mise en œuvre fait l'objet de l'acceptation préalable de l'assemblée *ejidale*. Il propose de recenser, transcrire et enregistrer les droits sur les différents espaces d'usage de l'*ejido*. L'engagement dans le programme repose sur l'accord de l'assemblée, mais aussi sur celui de chaque *ejidatario* qui peut, à titre individuel, choisir ou non de faire mesurer et enregistrer sa (ses) parcelle(s) par le Procede. À l'issue du processus de certification peuvent donc coexister au sein d'un même *ejido* des parcelles cadastrées et enregistrées par le RAN, et d'autres qui demeurent administrées par les instances de l'*ejido*. La réalisation du programme repose sur la participation des *ejidatarios* au long du processus : ceux-ci doivent fournir la documentation de base de l'*ejido* (liste des titulaires) et identifier les limites des différentes zones d'utilisation (terrains d'usage commun,

---

<sup>27</sup> Le Procede s'est vu allouer des moyens administratifs et matériels considérables, prélevés en totalité sur le budget fédéral. Cette mobilisation de ressources visait à assurer sa mise en œuvre exhaustive sur l'ensemble du secteur *ejidal*, soit plus de 100 millions d'hectares dispersés sur l'ensemble du territoire national, dans des conditions topographiques fréquemment difficiles.

zone parcellée, espace bâti), contribuer à l'arpentage des parcelles individuelles et valider au niveau de l'assemblée les différentes étapes de réalisation du programme<sup>28</sup> (Bouquet & Colin, 2010).

Le Procédé propose ainsi de produire un plan général de l'*ejido*, qui établit précisément les limites et le contenu des droits sur chacune de ses zones d'usage. Il délivre trois types de documents nominaux, qui se substituent aux anciens titres d'*ejidatarios* qui ne précisaient ni la localisation, ni l'extension des droits détenus par chacun :

- des titres de propriété complète sur la zone bâtie, qui sont émis par le Registre national de la propriété privée et qui sont gérés et fiscalisés par l'administration municipale ;
- des certificats parcellaires, établis pour autant de fractions de terrain non-jointives détenues par un *ejidatario*. Chaque certificat inclut des données sur le détenteur (nom, état civil, adresse) et un relevé topographique qui précise la superficie de la parcelle et sa localisation par rapport aux parcelles voisines. Ces certificats, gérés par le RAN, ne sont pas soumis à taxation ;
- des certificats de droit d'usage sur les terres communes, qui mentionnent le pourcentage de la zone sur lequel ces droits s'exercent, au prorata du nombre d'*ejidatarios*.

Ces certificats différencient trois catégories distinctes de bénéficiaires :

- Les *ejidatarios*, qui sont les ayants-droit figurant au registre de l'*ejido* au moment de l'acceptation du programme. Peuvent s'y ajouter de nouveaux membres ayant bénéficié d'un changement de statut voté par l'assemblée. Les *ejidatarios* peuvent se voir attribuer les trois types de certificat.
- Les *posesionarios*, qui sont des individus qui disposaient de droits d'usage non reconnus par l'administration agraire dans le cadre de régulation antérieure et qui peuvent bénéficier d'une régularisation de ces droits à travers le programme. L'émission d'un certificat peut donner lieu, en fonction d'une décision ultérieure de l'assemblée et sans que cela soit automatique, à l'accès au statut d'*ejidatario*. Dans un premier temps, les *posesionarios* ne peuvent donc recevoir qu'un certificat parcellaire et un titre de propriété sur l'espace bâti.
- Les *avecindados*, qui ont uniquement accès à un lot d'habitation. Ils reçoivent un titre actualisé sur ce lot, qui vaut aussi reconnaissance à participer au marché des terres agricoles de l'*ejido*.

La mise en œuvre du programme dans les différentes zones de l'*ejido* et l'identification des bénéficiaires de certificats fonciers relèvent d'arbitrages qui sont réalisés, en première instance, par l'assemblée *ejidale* et ensuite par chaque *ejidatario*. L'*ejido* peut ainsi décider de faire certifier les espaces agricoles, mais pas la zone habitée ; et l'*ejidatario* peut choisir de reconnaître et faire enregistrer les droits d'usage détenus par d'autres acteurs sur les terres en sa possession, ou au contraire d'en centraliser la propriété via l'émission d'un seul certificat parcellaire. Le Procédé aboutit dans tous les cas à concentrer les différents droits qui pouvaient se superposer sur une parcelle<sup>29</sup> dans un certificat à caractère nominal et individuel. Sa réalisation impose ainsi une explicitation des logiques locales et familiales de régulation des rapports socio-fonciers entre les différentes catégories de "citoyens locaux" –dont les droits politiques étaient auparavant déterminés par leur statut foncier. En d'autres termes, les arbitrages faits au moment de la réalisation du Procédé révèlent à la fois les formes d'endogénéisation du cadre légal antérieur, qui se sont cristallisées dans le contenu et la distribution des droits fonciers au sein de la société locale, et la nature des régimes de régulation politique qui sont associés à ces régimes fonciers locaux.

Le programme de certification conduit ainsi à mettre à jour la diversité des formes de régulation foncière et politique qui opéraient dans les *ejidos* sous le couvert du cadre général des lois de

---

<sup>28</sup> Celles-ci concernent, dans l'ordre : l'établissement des limites de l'*ejido* au regard des communautés et des propriétés voisines ; le bornage des différentes zones d'usage au sein de l'*ejido* ; le bornage des parcelles individuelles et l'identification de leurs ayants droit ; et la publication par le RAN du plan interne de l'*ejido*.

<sup>29</sup> Droit de possession de l'*ejidatario*, droits d'usage qu'il a délégués à d'autres membres de sa famille ou qui résultaient de cessions entre vifs consenties par son père, avant même qu'il ait hérité du statut d'*ejidatario*.

réforme agraire. Le programme débouche sur l'identification de différentes catégories de résidents, dotées de droits spécifiques et de statuts différenciés dans les arènes politiques locales – *ejidatarios*, *posesionarios*, simples résidents (*avecindados*). À ces catégories, il convient d'ajouter la présence éventuelle de villageois dont les droits sur l'espace bâti n'ont pas été établis, soit parce que l'assemblée *ejidale* a refusé de régulariser la tenure dans cet espace, soit parce que le lopin où ils ont édifié leur habitation leur est prêté par un titulaire légal. Cette dernière catégorie est *a priori* exclue du marché foncier, puisque la loi prévoit de restreindre la circulation des terres *ejidales* aux seuls *avecindados* enregistrés par le Procédé ou reconnus par l'assemblée des *ejidatarios*.

À l'échelle nationale, les opérations du Procédé ont démarré en 1993 et se sont étendues sur plus d'une décennie. Au 31 mars 2006, le RAN avait établi 9 millions de documents fonciers (5 millions de certificats parcellaires, 2 millions de certificats de terre à usage commun et 2 millions de titres de propriété urbaine), délivrés à 4,2 millions de bénéficiaires ; 81 % des 103 millions d'hectares de la propriété sociale étaient certifiés (correspondant à 93 % des *ejidos* et communautés) (Presidencia de la República, 2006, cité par Bouquet & Colin, 2010 : 324).

## **L'ajustement structurel des familles et des communautés rurales**

Au début de l'année 1994, alors que le Procédé se mettait en place, les familles rurales du centre des Tuxtlas étaient engagées dans un processus de réorganisation profonde de leurs bases économiques et de leurs rapports domestiques. Ces transformations ont été induites par l'érosion dramatique et généralisée des revenus tirés des activités agropastorales et par les nouvelles opportunités de revenu qui émergeaient conjointement de la mise en place des migrations longues et des programmes publics de transferts directs vers les catégories sociales vulnérables.

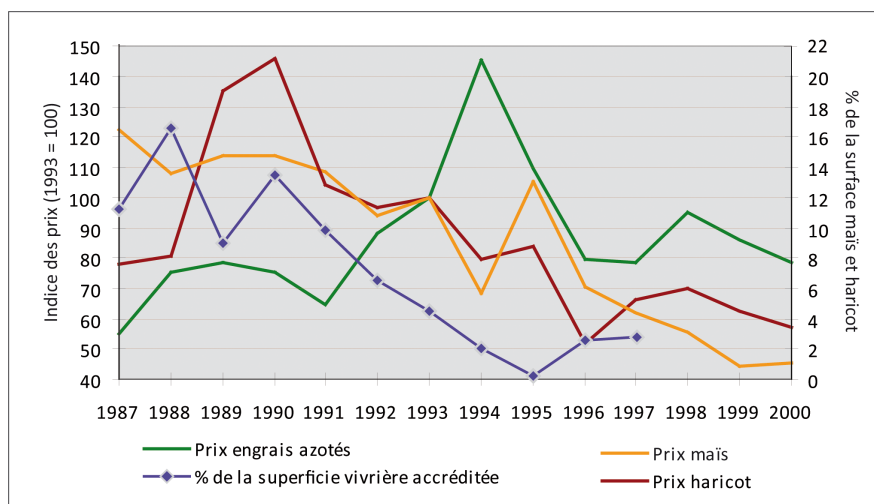
### ***L'effondrement des revenus agropastoraux et l'absence d'opportunités de reconversion agricole***

Pour l'immense majorité des ménages paysans des Tuxtlas, les années 1990 ont été une période d'effondrement sans précédent de leurs revenus (Davis, 2000). La dérégulation commerciale – et la non-application des clauses protectrices accordées au Mexique pour limiter l'exposition de ses producteurs aux importations de maïs –, l'élimination des subventions aux prix des produits et des intrants de l'agriculture, la privatisation ou la liquidation des agro-industries publiques qui opéraient dans la région (Tabamex, Conasupo, complexes sucriers), le tarissement presque absolu des crédits bancaires hors du secteur tabac – et même dans ce cas, leur contingentement –, ainsi que la crise financière des années 1994-95, ont établi un cadre d'extrême incertitude et de faible rentabilité pour la quasi-totalité des activités agricoles.

Dans le secteur des productions vivrières, le plus exposé à l'ouverture commerciale, la forte chute des prix agricoles (-43% entre 1993 et 2000 pour le haricot, -55% pour le maïs pluvial) n'a été que très partiellement compensée par la baisse de 20% dont ont bénéficié les intrants, les engrais notamment (figure 10.2). Cette dégradation des prix relatifs a été d'autant plus durement ressentie que l'offre de crédits publics pour les productions vivrières s'était amenuisée depuis le début des années 1980 – lorsque, aux plus belles heures du SAM, la superficie accréditée par Banrural représentait plus de 50% des surfaces cultivées de maïs et de haricot (SARH, 1982) –, pour chuter autour de 16% de la surface vivrière entre 1984 et 1988 et ne plus dépasser le seuil des 3% à partir de l'entrée en vigueur de l'Alena (figure 10.2), sans que des alternatives de financement privé ne se mettent en place (Myrhe, 1998).



Figure 10.2 : Evolution des indices de prix des déterminants de la production agricole 1987-2000 (en prix réels, base 100 en 1993)



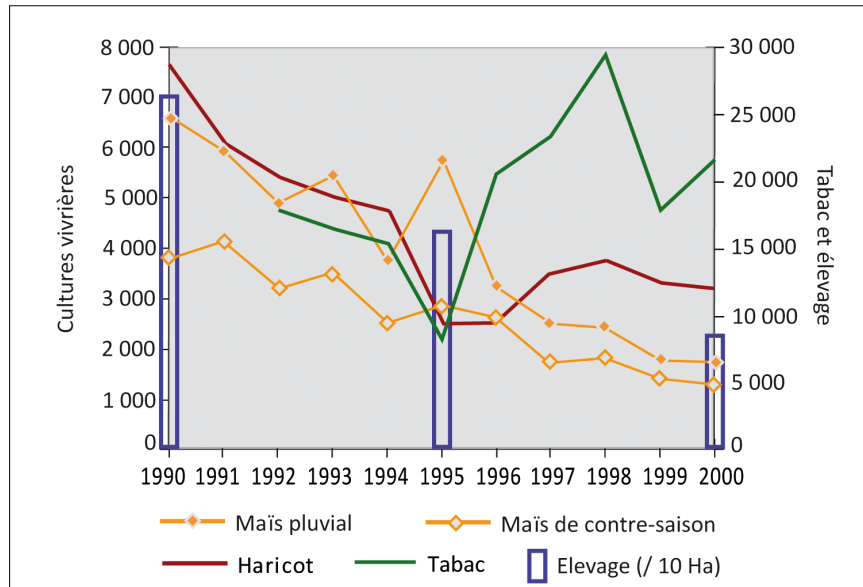
Sources : SAGARPA, Distrito de Desarrollo Rural 009 et données d'enquêtes

Seul le secteur du tabac a connu une réelle embellie au cours des années 1990. La dissolution de l'entreprise publique Tabamex, en 1990, et le transfert de ses actifs (magasins de transformation et de stockage, 132 séchoirs collectifs, systèmes d'irrigation, tracteurs et véhicules de transport) à une organisation de producteurs, l'Union d'*ejidos* Primitivo R. Valencia (UEPRV), se sont traduits dans un premier temps par une réduction de plus de 75% de la surface accréditée (de 1 225 à 285 ha). Le retrait des appuis publics s'est fait sentir de façon similaire dans les systèmes "d'habilitation productive" contrôlés par les grands opérateurs privés régionaux (Léonard & Mackinlay, 2000). À partir de 1995, le différentiel de prix induit par la dévaluation du peso et le boum de la demande mondiale de cigares ont toutefois permis à l'UEPRV de mettre en place un système d'agriculture contractuelle, grâce aux financements fournis par des sociétés de courtage international. La surface accréditée par l'organisation est ainsi passée à 500 hectares (pour 213 producteurs) dès 1995, puis à 700 ha (et 400 producteurs financés) en 1999 (Mackinlay, 2000). Dans le même temps, les grands cultivateurs privés augmentaient leurs propres activités de 400 à près de 2 000 hectares, dont une partie via des contrats souscrits auprès des paysans qui constituaient leur clientèle traditionnelle (*Ibid.*). Cette embellie ne s'est pourtant pas prolongée au-delà du tournant du siècle. La concurrence renforcée sur le marché caribéen, le tassement de la demande internationale et les détournements de récoltes et d'infrastructures organisés par les grands producteurs traditionnels au détriment de l'union d'*ejidos* ont conduit cette dernière à la faillite en 2003-2004, la surface de tabac régressant de 3 500 hectares en 1998 à moins de 2 000 deux ans plus tard et 800 ha environ en 2005.

Les quelques centaines de producteurs de tabac ont bénéficié d'un environnement économique sur lequel ne pouvait pas compter la plupart des 10 675 familles rurales recensées dans le centre des Tuxtlas en 1995. À partir d'une hypothèse de continuité des itinéraires techniques, la figure 10.3 propose un suivi de l'évolution de la valeur ajoutée obtenue par hectare pour les principales cultures, ainsi que pour l'élevage bovin. Ce graphique met en évidence une érosion de la productivité de 70 % dans les cas du maïs et de l'élevage bovin et de presque 60 % pour le haricot. Si l'on envisage une rémunération de la main-d'œuvre familiale équivalant au salaire journalier en vigueur dans la région, la marge monétaire nette s'est dégradée de 77,5 % pour la culture du haricot et est devenue négative dans le cas du maïs pluvial – elle aurait été de 3 et -10,5 dollars par hectare en 1999 et 2000 respectivement. Hormis la culture du tabac, seule la culture de l'éponge terrestre (*estropajo – Luffa spp*) a fait l'objet d'un développement dans certaines localités. Les variations erratiques de son prix, les risques phytosanitaires et les coûts financiers de sa réalisation, dans un contexte de fort coût d'opportunité du crédit, en ont fait toutefois une alternative inaccessible aux paysans qui ne

disposaient pas d'un accès à des réseaux de financement privé. Alors qu'elle avait atteint près de 1 500 hectares en 1997 et 1998, la culture de l'éponge a ainsi virtuellement disparu depuis 2000<sup>30</sup>.

Figure 10.3 : Evolution de la valeur ajoutée à l'hectare des principales activités agropastorales dans les Tuxtlas entre 1990 et 2000 (en pesos de 2000)



Source : SAGARPA, Distrito de Desarrollo Rural 009 San Andrés Tuxtla et données d'enquêtes

Dans ce contexte, la mise en herbe de la surface agricole pour louer les pâturages ou obtenir du bétail en métayage a pu apparaître comme l'option rémunérant le moins mal le travail familial. La reconversion dans l'élevage est toutefois restée limitée. En premier lieu, parce que la stagnation du prix de la viande et l'accroissement du coût de ses intrants (produits vétérinaires, herbicides, fil de fer barbelé) en ont fortement réduit la rentabilité. Ensuite, parce que l'élevage sur herbe demeure une activité très extensive : en 2000, il procurait une rémunération par hectare inférieure de moitié à celle du maïs ; il fallait alors disposer de douze hectares (contre 4,5 en 1990 et 7,5 en 1995) pour obtenir d'un troupeau bovin un revenu équivalant au salaire agricole minimum (environ 1 300 dollars annuels). Or la très grande majorité des exploitants sont loin d'atteindre ce seuil : selon les données du RAN, la surface moyenne dont disposaient les *ejidatarios* en 2000 était inférieure à 4,5 has, 42,7% d'entre eux ayant moins de 3 hectares et 66,6% moins de 5 has – chiffres qui portent sur les propriétés et non sur la taille des exploitations pouvant coexister sous un même certificat foncier.

Compte tenu de ces contraintes foncières, les processus de reconversion productive attendus de la dynamique d'intégration économique sont restés de faible amplitude : entre 1995 et 2000, selon les informations du programme Procampo, seulement 2,4% des surfaces consacrées aux productions vivrières auraient changé d'usage au profit de cultures commerciales (tabac, fruits et légumes, canne à sucre), 15% étant mis en herbe et intégrés à l'espace pastoral (tableau 10.3). Ces chiffres reflètent la stagnation dont souffre l'activité agricole, mais aussi la position centrale que conserve la culture du maïs dans l'économie paysanne, malgré l'effondrement de sa rentabilité : en l'absence de dispositif

<sup>30</sup> De tels cycles d'émergence et disparition brusques de cultures commerciales s'étaient déjà produits au tournant des années 1980 et 1990. Les statistiques de l'administration agricole (SAGARPA, DDR 009 San Andrés Tuxtla) font ainsi état de 1 500 à 2 000 ha de pastèque et de tomate semés en contre-saison sur les terres basses bordant le  *río*  San Juan au cours des années 1989-1992, alors que la culture du piment représentait à la même époque 550 ha dans la zone de la lagune de Sontecomapan. Un lustre plus tard, ces surfaces s'étaient réduites à 50 ha pour la pastèque et le piment et à peine une douzaine d'hectares dans le cas de la tomate (Léonard, 2000 : 138).

de crédit institutionnalisé vers les ménages, la production de maïs demeure une condition d'accès aux prêts usuraires et aux circuits d'échange réciproque qui opèrent au niveau local (Léonard, 2000).

Tableau 10.3 : Reconversion productive à l'échelle de la superficie subventionnée par Procampo<sup>31</sup> dans la partie centrale des Tuxtla, 1995-2000 (cycle pluvial)

Année	Superficie subventionnée	Maïs	Haricot	Prairies artificielles	Plantations forestières*	Cultures commerciales
1995	9 032,75 has	98%	2%	–	–	–
2000	9 394 has	82,4%	0,25%	12,7%	2,25%	2,4%

\* La superficie forestière correspond à la réalisation de plantations de cèdre rouge (*Cedrela odorata*) dans le cadre du programme Prodeplan ; durant les 7 à 8 premières années de développement des arbres, les surfaces concernées sont utilisées comme pâturages

Source : SAGARPA, Distrito de Desarrollo Rural 009, San Andrés Tuxtla

Si l'on applique ces taux de reconversion à l'ensemble de l'espace agricole, la valeur ajoutée actualisée (en pesos de 2000) de la production réalisée hors des jardins domestiques, qui inclut les salaires redistribués à la main-d'œuvre agricole, aurait diminué de 60% entre 1990 et 2000 – passant de 155,3 millions à seulement 62,5 millions de pesos – en dépit du boum de la culture du tabac. Cette baisse a atteint 53% sur la seule période couverte par l'Alena. Si l'on tient compte de l'évolution de la population rurale, le revenu par habitant correspondant à cette production serait passé de 3 100 pesos (333 dollars) en 1990 à 2 410 pesos (260 dollars) en 1995 et seulement 1 071 pesos (115 dollars) en 2000, soit une réduction de 66,5% en dix ans et de 55,5 % au cours de la période 1995-2000 (Léonard & Palma, 2002).

### L'émergence et la massification de la migration longue

Le processus de libéralisation économique a également affecté l'organisation régionale des marchés de travail et favorisé une restructuration profonde des circuits de circulation de la main-d'œuvre. Jusqu'aux années 1980, le Sud-Veracruz a constitué un espace d'immigration de jeunes actifs et un bassin d'emploi actif, notamment dans le cadre des processus de colonisation foncière de son littoral et de la zone de l'isthme central (chapitre 8), ou du développement du pôle d'extraction pétrolière et de transformation pétrochimique de Coatzacoalcos-Minatitlán (Prévôt-Schapira, 1981 et 2009). Les activités saisonnières de défrichement et d'installation des pâturages dans les zones de colonisation, ou de récolte sur les périmètres agro-industriels (cane à sucre dans le bassin du Papaloapan, ananas dans la petite région d'Isla, sur la rive gauche du *rio* San Juan : Tallet *et al.*, 2006) ont notamment donné lieu à des mouvements pendulaires, auxquels participaient les jeunes issus des familles paysannes pauvres du centre des Tuxtlas (Flores Hernández, 2000a). Ces déplacements saisonniers restaient compatibles avec l'engagement des jeunes ruraux dans la production agricole et consolidaient l'organisation des exploitations familiales plus qu'ils ne l'altéraient<sup>32</sup>. Les mouvements de longue distance et de plus longue durée, vers la ville de Mexico principalement, n'ont pris corps qu'à partir des années 1970, sous la forme de processus localisés, notamment au niveau de la zone

<sup>31</sup> Initialement restreintes aux cultures à caractère stratégique et ne concernant dans la région que celles du maïs et du haricot, les normes opératoires de Procampo ont admis, à partir de 1996, la reconversion des surfaces subsidiées dans d'autres types de production. Le suivi administratif de ces surfaces (9 394 has durant le cycle pluvial 2000, soit le cinquième de la superficie exploitée dans le centre des Tuxtlas) a permis d'enregistrer les changements opérés dans l'utilisation des sols.

<sup>32</sup> Cette situation était alors relativement commune dans le Veracruz. En 1992, celui-ci figurait parmi les 8 Etats des 32 que compte la Fédération mexicaine, les moins touchés par la migration internationale, et il était l'avant-dernier quant à l'incidence de l'émigration en général (ENADID, 1992, *cit.* par Quesnel & del Rey, 2004 : 89).

de production de tabac (Comoapan, Sihuapan, Calería)<sup>33</sup>, qui pesaient peu sur la dynamique régionale. Conjointement aux crédits distribués par Tabamex, cette migration a joué un rôle important dans l'amortissement des tensions foncières au sein de cette zone densément peuplée.

L'organisation des structures d'accès aux marchés de travail a connu une évolution radicale au cours des années 1990 et plus particulièrement après 1995. L'épuisement de la frontière agraire, manifeste dès la décennie de 1980, et les restructurations des industries pétrolières et agro-alimentaires régionales ont remis en question les mouvements pendulaires vers ces secteurs. Dans un premier temps, la recherche de nouveaux marchés de travail s'est traduite par le renforcement des déplacements vers la ville de Mexico et ses banlieues. Mais à partir de 1995, elle s'est orientée vers des bassins d'emploi lointains, dont l'émergence a coïncidé avec l'entrée en vigueur de l'Alena. Il s'agit en premier lieu des régions frontalières du Nord du Mexique, où des zones franches d'assemblage industriel (*maquiladoras*) avaient été créées dès la fin des années 1970, qui ont connu un développement considérable avec le libre-échange ; ces régions hébergent par ailleurs des périmètres de production horticole au long du littoral Pacifique-Nord, qui se sont fortement étendus au cours des années 1990. La seconde destination, celle qui a eu la plus forte incidence sur les dynamiques migratoires, concerne de nouveaux bassins (agro)industriels qui se sont développés à la même époque dans certaines régions des Etats-Unis (Caroline du Nord, Tennessee, Nebraska) où la migration mexicaine n'avait pas d'antécédent.

Sur une très courte période, entre 1995 et 2000, la structure des flux de travail et l'organisation de la migration ont ainsi changé de nature. Une enquête conduite dans l'ensemble du Sotavento en 1999<sup>34</sup> a mis en évidence cette réorientation. Ses résultats pointent la désaffection pour les destinations traditionnelles, la ville de Mexico comprise, et montrent qu'à la fin des années 1990, les régions de la frontière nord attiraient 28% des flux de main-d'œuvre, la migration clandestine aux Etats-Unis représentant près de 13% des déplacements (Quesnel & del Rey, 2004)<sup>35</sup>. Cette dernière est une composante structurelle de la dynamique de nombreuses sociétés rurales au Mexique, où elle s'est mise en place au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>36</sup>. Mais, à la différence des formes migratoires observées dans les foyers historiques de l'Ouest ou du Nord du pays, les mouvements qui se sont développés depuis les provinces du Sud (Veracruz, Chiapas, région de l'Isthme) au cours des années 1990 sont marqués par l'absence de diaspora et de toute expérience préalable sur lesquelles les candidats à la migration peuvent appuyer leur stratégie. Ces mouvements sont par ailleurs contraints par le durcissement de la politique migratoire étasunienne et la multiplication des barrières au franchissement de la frontière – y compris la formation de milices privées ou *minutemen*.

Du fait de cette adversité de conditions, la migration des paysans tuxtèques vers les marchés de travail nord-américains repose systématiquement sur des organisations clandestines, qui assurent le passage de la frontière et le placement chez un employeur, mais qui facturent leurs services pour un coût extrêmement élevé : environ 2 000 dollars à la fin des années 1990, soit 18 mois du salaire d'un journalier agricole dans les Tuxtlas. Ces coûts, mais aussi les distances en jeu – et il s'agit d'une

<sup>33</sup> Les migrants originaires de San Andrés Tuxtla, Comoapan et Calería ont notamment formé des implantations dans les quartiers de Villa Coapa et Puente de Vigas, dans les faubourgs industriels de la ville de Mexico.

<sup>34</sup> Enquête Moreso (*Movilidad y reproducción social de las familias rurales del Sotavento de Veracruz*). L'enquête, conduite par l'IRD et le CIESAS, sous la coordination d'André Quesnel, a concerné 947 familles dans des localités représentatives de la diversité des contextes socio-économiques du Sud-Veracruz. Une enquête pilote, portant sur 161 ménages, a été réalisée dans la partie centrale des Tuxtlas au printemps 1999.

<sup>35</sup> Selon l'enquête Moreso, la région du Sotavento, qui avait accueilli 42% des flux migratoires depuis les localités rurales du Sud-Veracruz entre 1970 et 1989 et encore 33% durant le premier lustre des années 1990, n'attirait plus que 13% de ces déplacements entre 1995 et 1999. La ville de Mexico avait vu sa part migratoire baisser de 20% à 13%, alors que les nouveaux bassins d'emploi avaient vu la leur passer de 5,5% à 40,5% au cours de la même décennie (Quesnel & del Rey, 2004).

<sup>36</sup> Parmi les travaux classiques sur l'émigration mexicaine aux Etats-Unis depuis ses foyers traditionnels (les Etats de l'Ouest – Jalisco, Michoacán, Guanajuato – et du Nord – Zacatecas, Durango, Chihuahua), voir Alba (1978), Bustamante & Martínez (1979), López Castro (1986), Massey *et al.* (1987), Cornelius (1992), Portes & Böröcz (1998), Escobar *et al.* (1999).

caractéristique qui vaut aussi pour les déplacements vers les districts d'assemblage industriel de la frontière nord – interdisent l'enchaînement de mouvements de durée limitée, selon les schémas en vigueur dans les foyers historiques de la migration mexicaine. Les informations de l'enquête Moreso font ainsi état de durées d'absence variant entre deux et trois ans – le plus souvent, il s'agissait d'une première expérience et les émigrés n'avaient pas encore eu l'occasion de revenir dans leur foyer d'origine –, contre six mois en moyenne dans les régions traditionnelles (Quesnel & del Rey, 2004).

La migration clandestine aux Etats-Unis concerne principalement des hommes jeunes, de 15 à 34 ans, qui mobilisent des appuis de leur famille ou des réseaux sociaux de proximité pour mettre en œuvre leur projet. Nous détaillerons dans le chapitre suivant les conditions particulières de cette migration et les défis qu'elle pose en termes de stabilisation des relations intrafamiliales. L'engagement massif des jeunes hommes dans ces nouvelles formes migratoires est mis en évidence par l'évolution des paramètres par âge et par genre de la population du municipe de San Andrés (tableau 10.4 et figure 10.4) : entre 1995 et 2000, la population masculine de 15 à 34 ans a diminué de plus de 10% et le taux de masculinité dans cette tranche d'âge a baissé de 15%. Ces jeunes adultes sont généralement des enfants célibataires d'un *ejidatario* qui s'est impliqué dans l'organisation de leur migration, à la fois au plan financier et dans la mobilisation des réseaux sociaux (voir le chapitre 11) : au sein des familles disposant de terre, les enfants célibataires représentent près de 70% des migrants partis vers la frontière nord ou les Etats-Unis, alors que les chefs de ménage *ejidatarios* comptent pour à peine 15% des départs (Quesnel & del Rey, 2005)<sup>37</sup>.

Tableau 10.4 : Évolution des effectifs démographiques par sexe et par âge dans le municipe de San Andrés Tuxtla entre 1990 et 2000

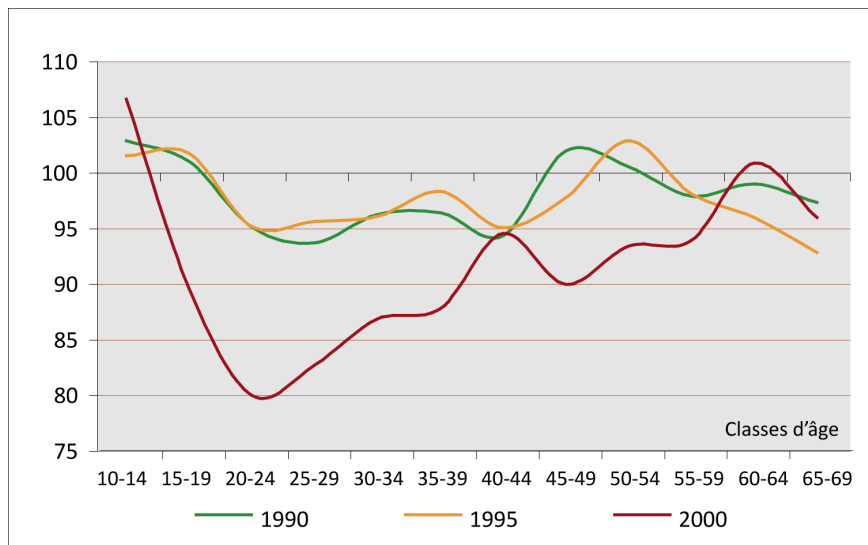
Années	Population totale		Population masculine		Population féminine	
	Total	15-34 ans	Total 15-34 ans	15-34 ans/ Total adultes	Total 15-34 ans	15-34 ans/ Total adultes
1990	124 110	43 671	21 480	59,3%	22 191	59,4%
1995	136 628	49 124	24 229	57,5%	24 895	57,4%
2000	141 645	47 296	21 698	52,1%	25 598	54,3%
Variation 1990/2000	+ 13,65%	+ 8,30%	+ 1,01%	- 12,2%	+ 15,4%	- 8,7%
Variation 1995/2000	+ 2,8%	- 3,7%	- 10,5%	- 9,4%	+ 2,8%	- 5,5%

Sources : Inegi, Censo General de Población 1990 ; Conteo de Población y Viviendas 1995 ; Censo General de Población 2000

Une seconde dépression du taux de masculinité correspond au groupe d'âge de 40 à 45 ans (figure 10.4). L'altération est d'autant plus notable dans cette catégorie d'âge qu'il s'agit d'un groupe où la population masculine était excédentaire jusqu'en 1995. Elle est liée au départ de chefs de famille n'ayant pas accès au foncier : au sein de la population sans terre, majoritaire dans la plupart des *ejidos*, les migrants de longue distance sont le plus souvent des hommes mariés (à 53% selon l'enquête Moreso) et seulement à 41% des célibataires (*Ibid.*). Enfin, les déplacements longs impliquent aussi une population féminine, souvent jeune, qui fournit une grande partie de la main-d'œuvre des *maquiladoras* situées à la frontière des Etats-Unis ; les recensements démographiques mettent ainsi en évidence une forte décélération du taux de croissance de ce segment de population au cours de la période 1995-2000 au regard des tendances antérieures (tableau 10.4).

<sup>37</sup> 48,3% de ces enfants sont des fils et 20% des filles ; ces dernières sont majoritairement installées dans les bassins d'assemblage industriel de la frontière Nord. Les enfants mariés d'*ejidatarios* représentent à peine plus de 8% des migrants au sein de la population disposant d'un accès au foncier (Quesnel & del Rey, 2005 : 83).

Figure 10.4 : Evolution du taux de masculinité par âge dans le municipe de San Andrés Tuxtla, 1990-2000



Sources : Inegi, Censo General de Población 1990; Censo de Población y Viviendas 1995; Censo General de Población 2000

### **Une économie paysanne sous perfusion de transferts extérieurs**

L'ensemble de ces transformations dessine le cadre d'un bouleversement radical des bases de l'économie paysanne. L'effondrement des revenus tirés de l'agriculture et du salariat agricole (hors de la zone de production de tabac au cours de la période 1995-2000) a été en partie compensé par les transferts publics (correspondant principalement aux programmes Procampo, destiné à soutenir les petits producteurs vivriers, et Progresa, adressé aux ménages pauvres) et privés (correspondant aux revenus envoyés par les migrants). L'application de l'enquête Moreso auprès de 161 ménages de la région d'étude a fait apparaître que 57,6% des foyers ayant une assise foncière et 36,2 % des paysans sans terre percevaient en 1999 des transferts d'argent (*remesas*) de la part de parents partis en migration – à Mexico, dans les bassins d'assemblage industriel, ou aux Etats-Unis. Pour ces ménages, le montant moyen des transferts s'élevait à 5 190 et 2 490 pesos respectivement (545 et 262 dollars), soit 89 et 43 % de la valeur moyenne de leur production agricole. Si l'on généralise ces transferts à l'ensemble des 10 675 ménages recensés dans le centre des Tuxtlas en 1995, en tenant compte de la proportion de titulaires fonciers enregistrés par le RAN, le volume monétaire transféré par les migrants aurait alors représenté près de 42 millions de pesos (plus de 4,5 millions de dollars), soit près de 30% du revenu total estimé (tableau 10.5).

Au regard des programmes de subsides directs aux catégories socio-productives les plus vulnérables, les Tuxtlas ont par ailleurs bénéficié d'une position favorable, qui s'explique dans une large mesure par le succès de la stratégie étatique d'ancrage du dispositif corporatif officiel dans la région (chapitres 7 et 9). Le municipe de San Andrés en particulier constitue l'une des zones prioritaires en matière de lutte contre la marginalité sociale<sup>38</sup> et la quasi-totalité des localités rurales y ont bénéficié d'un flux continu de transferts publics, destinés tant à leur équipement en infrastructures sociales qu'à l'attribution de subsides aux familles pauvres. Le statut privilégié de San Andrés a notamment été mis en relief par la couverture spatiale et sociale du programme Progresa. De l'aveu de ses responsables régionaux, le municipe représentait en 2000 un cas inédit au niveau national de concentration des ressources du programme de lutte contre la pauvreté : sa couverture s'étendait à

<sup>38</sup> Selon "l'indice de marginalité" élaboré par le Conseil National de la Population (Conapo), San Andrés Tuxtla occupait en 1995 la quatre-vingt huitième position quant au niveau de pauvreté, ce qui le situait entre les 100 municipes les plus pauvres parmi les 1 403 que compte le pays (Sánchez Almanza, 2000).

121 des 124 localités rurales, certaines intégrées à l'espace urbain de San Andrés<sup>39</sup>, et à 12 141 familles, c'est-à-dire à 64% des ménages ruraux recensés en 2000, cette proportion s'élevant à 70% dans les localités de moins de 2 500 habitants.

Tableau 10.5 : Évolution des revenus des familles rurales entre 1990 et 2000  
(en milliers de pesos de 2000)

	1990	1995	2000	Variation 1990/2000
Valeur ajoutée secteur vivrier	143 465	120 902	34 200	- 76%
VA cultures commerciales	6 410	10 385	26 368	+ 311%
Valeur ajoutée élevage	5 431	3 306	1 968	- 64%
VA totale agriculture*	155 306	134 592	62 536	- 60%
Infrastructures sociales	2 360,5**	6 456,2	15 409,4	+ 553%
Transferts Procampo	–	13 311,1	12 358	–
Transferts Progresa	–	–	13 489,4	–
Total Programmes sociaux	2 360,5	19 767,4	41 256,7	+ 1648%
Transferts migratoires***	?	?	≈42 000	–
Revenu total	157 666,5	154 359,4	145 792,7	- 7,5%
Total per capita (pesos)	3 147	2 775	2 497	- 20,5%
Production agricole /Revenu total	98%	87%	43%	

\* Le revenu agricole est calculé sur la base d'une hypothèse de continuité dans les itinéraires techniques et n'inclut pas la production réalisée au niveau des jardins de case (cultures potagères, élevage de basse-cour) ou celle qui fait l'objet d'une transformation dans le cadre local (fromageries artisanales, production de tortillas).

\*\* Extrapolation à la zone d'étude à partir du total municipal, en référence à une captation moyenne de 36,75 % du budget municipal durant la période 1994-2000.

\*\*\* Extrapolation à la zone d'étude à partir de l'enquête Moreso de 1999 concernant 161 ménages dans 6 localités de la partie centrale des Tuxtlas.

Sources : Inegi, Censo agropecuario 1991 ; SAGARPA, DDR 009 ; SEDESOL Veracruz ; DIF San Andrés Tuxtla ; H. Ayuntamiento de San Andrés Tuxtla.

Les transferts publics directs aux petits producteurs agricoles (Procampo, à partir de 1993) ou aux ménages pauvres (Progresa, entré en application dans la région à partir de 1997/98) ont ainsi profondément transformé la structure des revenus familiaux. En 2000, ces programmes concernaient 3 224 producteurs agricoles dans le cas de Procampo et 8 032 mères de familles pour Progresa<sup>40</sup>, soit respectivement 30 et 75% des foyers de la partie centrale du municipe de San Andrés. Leur montant en monnaie constante (pesos de 2000) est passé de 13 millions en 1995 au double cinq ans plus tard, quand ils ont représenté conjointement plus de 40% des revenus directs générés par l'agriculture – les versements de Progresa équivalant alors à eux seuls à la moitié de la valeur ajoutée de la production vivrière et au quart du revenu total du secteur agricole (tableau 10.5). Outre le versement d'une bourse destinée à subvenir aux frais de scolarisation, Progresa présente de surcroît l'avantage

<sup>39</sup> Alors que le programme concernait alors exclusivement les zones rurales. Ce n'est qu'à partir de 2001 que sa couverture s'est étendue aux quartiers marginalisés des agglomérations urbaines.

<sup>40</sup> La prime à l'hectare cultivé délivrée pour chacun des deux cycles agricoles dans le cadre de Procampo représentait 778 pesos en 2000, équivalant à 45 % de la valeur ajoutée de la culture pluviale du maïs ; Progresa revêt la forme d'une enveloppe bimestrielle, dont le montant pouvait atteindre en 2000 un montant de 1 260 pesos (près des trois-quarts de la valeur ajoutée d'un hectare de maïs) pour les filles étudiant au collège.

d'offrir un accès gratuit aux services médicaux et à certains médicaments (Escobar Latapí, 2000 : 271-272), ce qui revêt une importance particulière au regard du coût structurel élevé des dépenses de santé pour les ménages paysans de la région.

Entre 1990 et 2000, les fonds affectés à la réalisation d'infrastructures rurales (routes, écoles, dispensaires, adductions d'eau potable, électricité, éclairage public) ont pour leur part sextuplé en termes réels, passant de 2,4 à près de 15,5 millions de pesos annuels. Ces fonds sont assignés à des organisations locales de citoyens qui participent tant à la conception des projets, qu'à la gestion logistique et financière de leur réalisation, puis à l'entretien et l'administration des biens publics produits (via la collecte de fonds et l'organisation des corvées) : comités de parents d'élèves, de santé, d'eau potable, de gestion des épiceries communautaires, etc. La gestion de ces services est une source appréciable de revenus pour les habitants des localités rurales, qu'il s'agisse de la rémunération des services spécialisés (maçons, menuisiers, fournisseurs de matériels), ou des éventuelles prébendes que s'octroient les intégrants des comités concernés.

L'économie des familles rurales tuxtèques a ainsi cessé de reposer essentiellement sur des activités agricoles pour dépendre – pour plus de 60% en moyenne – de transferts monétaires dissociés de la production, provenant du travail salarié hors de la région ou des programmes sociaux. En une dizaine d'années, la famille a cessé d'être un espace social principalement structuré par l'activité agricole et la gestion des ressources nécessaires à sa réalisation, la terre et le travail domestique en premier lieu, pour devenir un cadre de gestion de ressources diversifiées, provenant d'instances et d'activités extérieures à la famille et à la localité rurale. L'accès à ces ressources est régulé par des formes de relations avec les marchés (du travail, des politiques publiques) qui font l'objet de reconfigurations rapides et radicales. Il repose sur les capacités des acteurs sociaux à s'insérer dans des réseaux qui se sont eux-mêmes recomposés avec l'ajustement structurel des administrations et des organisations corporatives qui assuraient auparavant les médiations avec les positifs étatiques. Nous verrons dans le chapitre suivant la façon dont ces nouveaux jeux d'opportunités et de contraintes ont pesé sur la dynamique des institutions de gouvernance sociopolitique locale.

## Une économie politique de la réforme de l'ejido

C'est dans ce contexte de recomposition des revenus et des organisations économiques domestiques que la réforme légale de 1992 a été mise en application. Ses formes d'appropriation par les familles et les communautés *ejidales*, ainsi que ses expressions en termes de distribution des droits fonciers ont été fortement médiatisées par les nouveaux enjeux de la reproduction domestique, mais aussi par les trajectoires historiques, particulières à chaque communauté, des institutions foncières et sociopolitiques locales.

Les premières manifestations tangibles du changement légal de 1992 dans les *ejidos* de la région ont résidé dans une forte et brève activation du marché foncier à l'achat-vente. Sans être fréquentes, les pratiques de ventes de droits fonciers étaient relativement communes dans le cadre antérieur de régulation et ont fait l'objet d'une ample documentation dans de nombreuses régions du pays (Hoffmann, 1996 ; Pérez Aviles, 1995), même si leur mise en œuvre a parfois été bloquée par des prohibitions qui étaient plus d'ordre moral que légal, comme cela était le cas dans l'Etat de Tlaxcala (Bouquet, 2000 et 2010). Les transferts marchands étaient toutefois régulés par les institutions de l'ejido et maquillées sous la forme de "cessions de droits" (*traspasos de derechos ejidales*) qui étaient validées par les instances de gouvernement local. Dans le centre des Tuxtlas, à la différence des privations coercitives de droit pour des motifs politiques (voir les chapitres 7 et 9), les ventes de terres *ejidales* étaient toutefois rares, du fait de ce contrôle social : elles se limitaient généralement à des cessions de détresse, portant sur de petites surfaces et émanant de veuves ou d'*ejidatarios* âgés, dont l'abandon par leurs enfants était considéré comme légitimant l'aliénation d'une ressource composant un patrimoine familial.



La période entre la promulgation de la réforme légale, en janvier 1992, et les débuts de réalisation du Procédé dans la région, en 1994, a vu en revanche un développement brusque des transactions foncières, le plus souvent pour de faibles montants et de petites surfaces, en réponse à des besoins urgents de liquidité dans un contexte de fragilisation des économies domestiques. Ces ventes ont été caractérisées par le faible niveau des prix (entre 700 pesos – 225 dollars – à l’hectare dans les zones d’agriculture vivrière pluviale et 2 500 pesos – 805 dollars – pour les terres potentiellement concernées par la culture du tabac) et l’exiguïté des parcelles cédées (entre 0,5 et 2 hectares dans la majorité des cas) (Almeida, 2000 : 173-174). Les acteurs de ce marché étaient, du côté des cédants, des personnes âgées ou des héritiers en conflit et, de la part des acquéreurs, des membres des petites élites locales ou leurs enfants cherchant à se constituer un patrimoine ou à l’élargir à moindre coût. Généralement confiné aux ressortissants de la même communauté, ce marché émergent a parfois été mis à profit par certains éleveurs des localités les plus riches, comme Bodegas de Totoltepec, qui acquirent des parcelles dans les *ejidos* voisins, tels que Tulapan et Paso de la Vía pour y étendre leurs pâturages<sup>41</sup>. Cette période a également coïncidé avec la contraction des pratiques de prêt ou de location de terre, auparavant relativement fréquentes, en particulier dans les *ejidos* qui avaient fait l’objet de procédures de “parcellement conventionnel”, du fait de la crainte des possesseurs de parcelles de voir leurs droits contestés par les preneurs à l’occasion du processus de régularisation des droits fonciers (Almeida, 2000 et 2001).

### **La réalisation du Procédé et ses expressions : la ratification des arbitrages locaux autour du “parcellement conventionnel”**

Entre 1994 et 2000, le Programme de certification des droits fonciers (Procédé) a été approuvé par les assemblées locales et réalisé dans 37 des 41 *ejidos* de la partie centrale du municipe de San Andrés Tuxtla. Bien que relevant formellement d’une démarche facultative et volontaire de chaque communauté et, relativement à son propre patrimoine, de chaque *ejidatario*, le Procédé a fait l’objet d’une mobilisation et d’incitations fortes de la part des administrations engagées dans l’encadrement du secteur *ejidal*<sup>42</sup>. Dans le contexte de libéralisation brutale qui a suivi la ratification de l’Aléna, la possession de certificats parcellaires a notamment été présentée abusivement comme une condition d’accès ou de maintien des subsides à la production vivrière délivrés dans le cadre du programme d’appui aux campagnes (Procampo). Au début de l’année 2001, seules quatre communautés n’avaient pas adopté la certification, du fait de litiges sur leurs limites qui étaient liés à leur englobement partiel dans la zone urbaine de San Andrés Tuxtla<sup>43</sup>.

S’il a été accueilli de façon positive dans une majorité des *ejidos* et par la plupart des *ejidatarios*, le programme de certification a toutefois provoqué de vifs débats et parfois des tensions fortes dans certaines communautés. La réalisation du programme a en effet eu lieu dans un contexte de forte politisation locale des politiques publiques et de mobilisations paysannes, sous la bannière du Parti de la Révolution Démocratique, contre les réformes libérales conduites par les gouvernements d’obédience priïste. En 1993, 1996 et 1999, les élections municipales ont constitué des moments de cristallisation des tensions entre factions politiques locales, dont l’adoption ou le rejet des programmes publics (dont le Procédé) constituait un enjeu fort. À Texalpan, Xoteapan ou Chuniapan de Arriba, le Procédé a ainsi fait l’objet de fortes controverses internes et sa mise en œuvre a été retardée de plusieurs années, pour finalement ne concerner qu’une partie, certes majoritaire, des *ejidatarios*, un certain nombre d’entre eux choisissant de conserver le régime de propriété *ejidale* antérieur et de ne pas recevoir de certificat parcellaire. À Cuesta Amarilla, sa réalisation a constitué

<sup>41</sup> Entrevue avec Rogelio Velasco, Bodegas de Totoltepec, 05/07/2002.

<sup>42</sup> Bouquet & Colin (2010) font un constat similaire et généralisable à l’ensemble du pays.

<sup>43</sup> La réglementation officielle prévoit qu’en cas de conflit portant sur les limites des terres, aussi bien au sein de l’*ejido* qu’entre celui-ci et les propriétés voisines (*ejidales* ou privées), le programme de certification est suspendu dans l’attente d’un règlement amiable ou juridique.

un facteur de regain de la violence politique ; celle-ci s'est exprimée par l'expulsion de certaines familles du chef-lieu *ejidal* à l'occasion des élections municipales de 1996 (voir le chapitre 9).

Au-delà de la mobilisation instrumentale de la question des réformes de 1992 par les factions politiques aux prises pour le contrôle de la municipalité et des représentations législatives, la mise en œuvre du Procédé revêtait des enjeux centraux de gouvernance et de (re)définition des rapports entre les différentes catégories d'usagers du territoire. La certification conduisait à la concentration des droits fonciers dans un document nominal, sur la transmission duquel les institutions communautaires perdaient l'essentiel de leur capacité d'ingérence. L'identification des bénéficiaires de certificats a relevé d'arbitrages réalisés et explicités à la fois au niveau de la communauté *ejidale* (relativement à l'inclusion ou non des ayants droit non enregistrés par l'administration agraire) et au niveau familial (relativement à la reconnaissance des droits d'usage des membres de la famille de l'*ejidatario* titulaire). La réalisation du Procédé imposait ainsi des explicitations multiples des logiques de régulation des rapports socio-fonciers entre les différentes catégories de citoyens locaux. Dans le cadre de régulation issu du processus de frontière interne cardéniste, les statuts sociopolitiques locaux différençaient les *ejidatarios* enregistrés par l'administration agraire et les *comuneros* qui exploitaient des portions de l'*ejido* sans autre limitation que celles posées par le droit d'antériorité dans le défrichement et la continuité dans l'exploitation de la terre. Avec les réformes de 1992, le groupe des *comuneros* était conduit à se scinder en deux nouvelles catégories dotées d'un statut légal : les *posesionarios*, vis-à-vis desquels l'assemblée *ejidale* reconnaissait l'exercice d'un droit de possession, selon une jurisprudence que l'on peut assimiler à la prescription acquisitive, et les *avecindados*, résidents de l'*ejido* sans droit d'accès formel au foncier agricole. Les débats relatifs aux modalités de mise en œuvre du Procédé ont porté sur la formalisation de ces catégories et les arbitrages selon lesquels les usagers de l'espace foncier seraient classés dans l'une ou l'autre.

Un autre point de débat et de dissension a concerné le périmètre d'application du programme. Alors que la certification de l'espace cultivé était communément admise, en dehors des *ejidos* mentionnés ci-dessus, le titrage des zones résidentielles a en revanche été diversement perçu, dès lors qu'ils conduisaient à en transférer la pleine propriété à chacun des chefs de famille possédant une maison et la gestion à des organisations sous la tutelle de la municipalité, la junte des résidents et l'agence municipale. La perspective de voir soustraire les biens et services publics aux compétences de l'*ejido* a ainsi conduit 15 des 37 communautés ayant adopté la certification (soit 40% du total) à en exclure la mise en œuvre dans l'espace résidentiel.

#### *Une cartographie du Procédé : ce que révèlent les formes de gestion locale du programme de certification*

Mis en œuvre dans des contextes institutionnels relevant de trajectoires divergentes d'évolution des dispositifs locaux de régulation foncière et politique (chapitre 9), le programme de certification a conduit à des résultats contrastés d'un *ejido* à l'autre. Un aperçu de ses incidences en termes d'accès des *comuneros* aux droits formels permet notamment de dégager deux logiques qui se différencient nettement (tableau 10.6)<sup>44</sup>. Dans un premier groupe d'*ejidos*, le processus de certification a conduit à une ouverture relativement large, voire très large, du régime de distribution des droits de propriété. Une seconde orientation a au contraire conduit à ratifier une structure concentrée des droits de propriété dans les mains des *ejidatarios*.

Dans le premier cas, le Procédé a abouti à la délivrance de certificats fonciers à près de 60% des chefs de ménage – alors que les *ejidatarios* représentaient moins de 30% de ces derniers selon le recensement agricole de 1991. Dans la seconde situation, la distribution des droits fonciers a répondu à un schéma exactement inverse, puisque seulement 30 à 40% des chefs de famille, selon

---

<sup>44</sup> Les données du tableau 10.5 correspondent à un échantillon de 31 *ejidos* pour lesquels le détail des bénéficiaires et de leur statut était disponible auprès du Registro Agrario Nacional.

les localités, se sont vus remettre un certificat. Ces deux situations apparaissent entretenir une corrélation forte avec les niveaux de pauvreté relative des localités concernées : les trajectoires d'ouverture des systèmes de droits correspondent aux villages où les indices de marginalité établis par l'administration mexicaine sont les plus forts avec, notamment, des niveaux de pauvreté parmi les plus élevés de l'État de Veracruz.

Tableau 10.6 : Les expressions du Procédé dans les différents contextes sociodémographiques du centre des Tuxtlas

Contextes	Rétention des certificats fonciers par les <i>ejidatarios</i>		Ouverture de l'accès à la propriété formelle		Ensemble de l'échantillon
	Densité élevée	Densité moyenne	Densité élevée	Densité moyenne	
Nombre d' <i>ejidos</i>	10	8	8	5	31
% population de l'échantillon	30,9 %	24,7 %	27,2 %	17,2 %	100
Densité moyenne de population	318 hab./km <sup>2</sup>	107 hab./km <sup>2</sup>	280 hab./km <sup>2</sup>	126 hab./km <sup>2</sup>	178 hab./km <sup>2</sup>
Indice moyen de pauvreté*	0,395	0,225	1,112	0,950	0,544
Augmentation du nombre de titulaires**	14 %	19 %	115 %	58 %	47 %
Nombre titulaires / chefs de famille	29 %	38 %	57 %	58 %	44 %
Surface moyenne / titulaire (ha)	5,5	9,7 ha	3,6	7,1	6,3

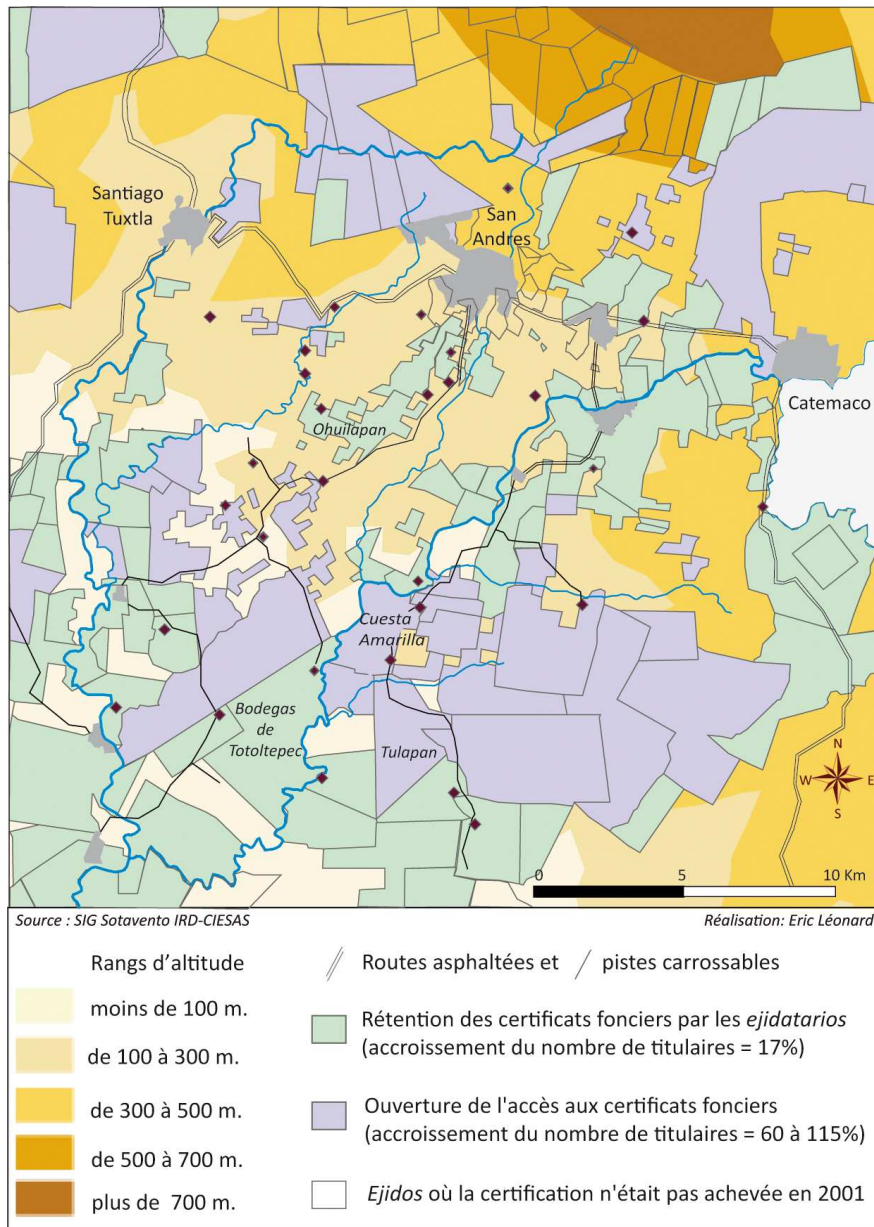
\* L'indice de pauvreté repose sur des indicateurs relatifs aux caractéristiques des habitations, à l'accès aux infrastructures sociales, aux niveaux d'éducation et de revenus des ménages. Il varie sur une échelle allant de -2 à +2, cette dernière valeur indiquant une situation de pauvreté absolue. Les valeurs présentées sont celles de 1995.

\*\* En référence au nombre d'*ejidatarios* enregistrés lors du recensement agricole de 1991

Sources : Procuraduría Agraria, Residencia San Andrés Tuxtla ; RAN ; INEGI, *Censo Agropecuario y Ejidal* 1991, et *Conteo Nacional de Población* 1995.

Des clés de lecture de ces expressions contrastées sont suggérées par la cartographie régionale du Procédé (figure 10.5). Dans les *ejidos* qui, au cours des deux décennies précédentes, avaient mené à bien des procédures de parcellement conventionnel et construit de nouveaux compromis quant à l'accès à la terre des paysans sans droit formel, le Procédé a été mené à bien rapidement, souvent dès les années 1994-95, et conclus sans modification notable des structures foncières. Dans la mesure où les procédures légales attribuaient aux *ejidatarios* le monopole des décisions stratégiques dans la réalisation du programme, celui-ci a ratifié les processus de rattachement de l'espace productif et des arènes politiques locales par ces derniers. La certification foncière a donné lieu à un accroissement moyen de 17% du nombre de titulaires légaux, qui correspondait dans la plupart des cas à la formalisation d'anciennes cessions entre conjoints ou collatéraux appartenant à la génération des plus de 60 ans. Dans ces *ejidos*, les données du RAN révèlent la concentration de la propriété foncière dans les mains d'un tiers des chefs de famille, au plus, et au bénéfice des hommes appartenant aux groupes d'âge majeur : la moyenne d'âge des titulaires y dépassait en général 54 ans à l'achèvement du Procédé (figure 10.6).

Figure 10.5 : les expressions locales du Procédé dans la partie centrale des Tuxtlas



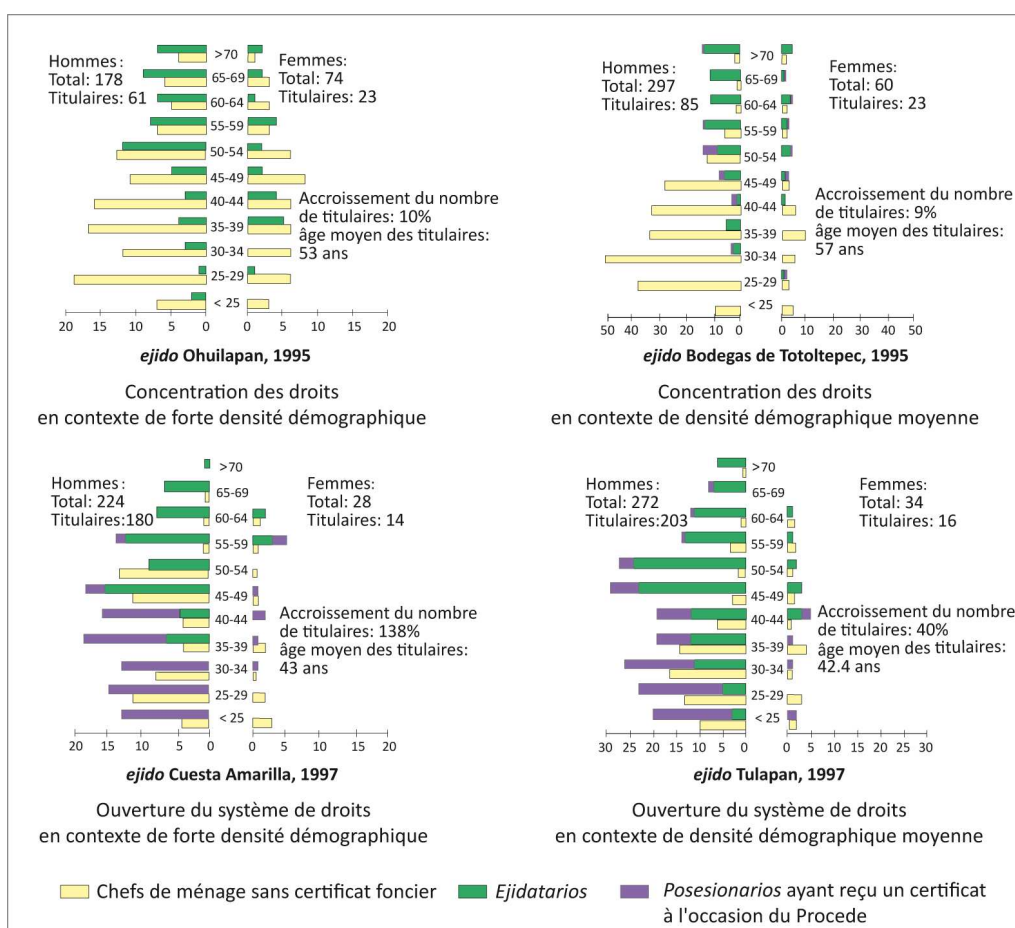
Source : Procuraduría Agraria, Residencia San Andrés Tuxtla

Les *ejidos* qui ont procédé à la plus large ouverture de leur régime de droits sont globalement situés sur une bande territoriale qui se caractérise à la fois par son enclavement historique vis-à-vis des marchés et des centres de coordination politique et par une économie centrée sur la culture manuelle de *milpa*. Ces *ejidos* sont ceux où les revendications de parcellement conventionnel avaient été, soit rejetées et réprimées au niveau d'arènes politiques locales verrouillées par l'alliance entre des dirigeants autoritaires et une population très majoritaire de petits exploitants sans statut légal – comme dans le cas de Cuesta Amarilla –, soit médiatisées par les réseaux clientélistes structurés autour de quelques familles d'intermédiaires commerciaux –comme à Tulapan (voir le chapitre 9). L'annonce du programme de certification y a réactivé les demandes de parcellement égalitaire entre les seuls *ejidatarios* et les confrontations, parfois violentes, avec les tenants du pouvoir local. En faisant appel aux principes d'économie morale communautaire, en particulier au droit à la terre de chaque chef de famille, ce groupe parvint à constituer une coalition d'intérêts qui intégrait la majorité des *comuneros*. Dans un contexte politique particulièrement tendu, associé à l'émergence du multipartisme et à l'affaiblissement des canaux corporatifs de représentation de leurs intérêts

après des autorités publiques, les *ejidatarios* ont généralement été placés dans l'impossibilité de restreindre les processus décisionnels relatifs aux formes d'allocation des droits fonciers à l'enceinte de l'assemblée *ejidale* et d'empêcher leur transposition aux arènes domestiques et communautaire.

La résolution de cette confrontation au profit du groupe majoritaire a également été hâtée par les pressions des administrations fédérales, notamment celle du programme Procampo, qui a laissé se propager la rumeur selon laquelle la délivrance du subside serait conditionnée à la présentation de certificats fonciers (ou d'un contrat de fermage) pour les parcelles concernées (voir également Baitenmann, 1998). Dans ces villages, le Procédé a ainsi adonné lieu à l'enregistrement de la majorité des chefs de famille – 60% en moyenne et jusqu'aux trois-quarts dans certains cas (comme à Tulapan et à Cuesta Amarilla) –, le nombre de titulaires fonciers augmentant de 90% en moyenne et jusqu'à 150% dans les *ejidos* les plus densément peuplés. Cet accroissement a bénéficié principalement aux hommes de moins de 45 ans, qui ont fourni 80% des nouveaux détenteurs de droits (figure 10.6). À la conclusion du programme de certification, la moyenne d'âge des titulaires de certificats y était de ce fait inférieure de plus de dix ans à celle qui prévalait dans les *ejidos* du premier type.

Figure 10.6 : Structures par âge et statut foncier des chefs de ménage dans quatre localités représentatives des formes de mise en œuvre du Procédé

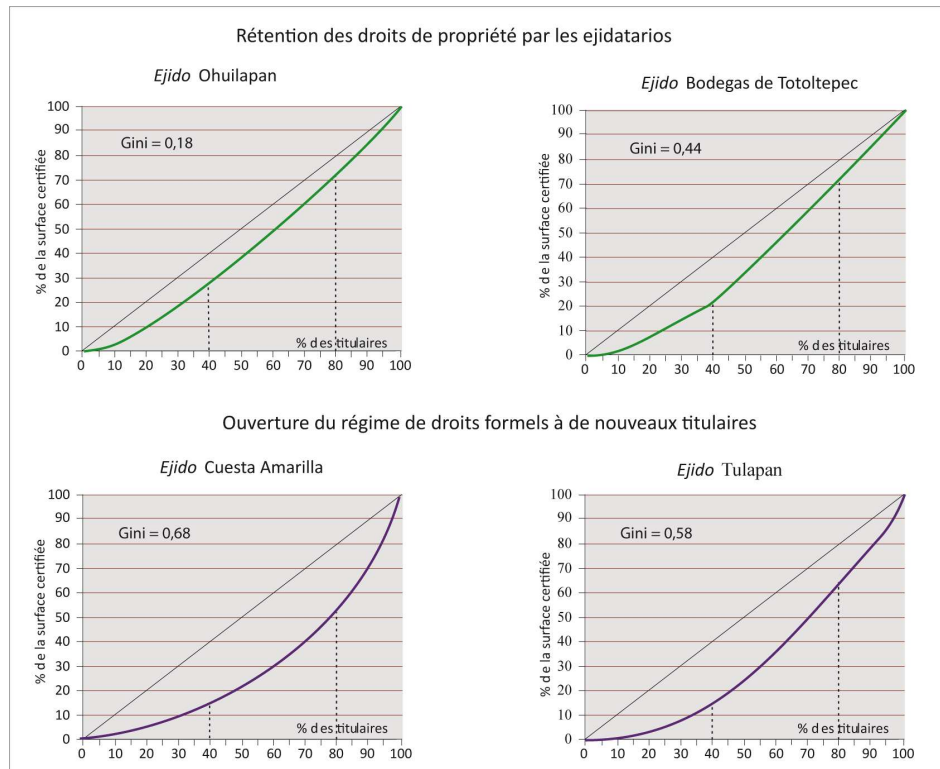


Source : Registro Agrario Nacional, Delegación de Veracruz, Xalapa

L'enregistrement massif de nouveaux titulaires a toutefois été loin de correspondre à l'expression de principes égalitaristes de distribution de la terre. La certification a au contraire conduit à ratifier les mécanismes historiques de discrimination dans l'accès aux ressources : dans un échantillon de dix *ejidos* où le nombre de titulaires s'est accru en moyenne de 70%, les deux premiers quintiles de propriétaires disposaient seulement de 14,5% de l'espace agricole à l'issue du Procédé, alors que les 20% les mieux dotés détenaient plus de 40% de la surface totale, l'indice de Gini de concentration de

la terre atteignant un niveau particulièrement élevé de 0,6 à 0,7 (voir les cas de Tulapan et Cuesta Amarilla sur la figure 10.7)<sup>45</sup>. Un échantillon de 12 *ejidos* présentant des caractéristiques opposées de rétention des droits de propriété par les *ejidatarios* – avec une moyenne de 15 % de nouveaux *posesionarios* – montrait à l'inverse une répartition plus égalitaire de la ressource entre les titulaires de certificats : le quart de la surface était approprié par 40 % des propriétaires les plus chichement dotés, alors que le quintile le mieux pourvu contrôlait moins de 30% des terres certifiées :

Figure 10.7 : Répartition de la propriété entre les bénéficiaires du Procédé dans quatre localités représentatives des formes de sa mise en œuvre



Source : Registro Agrario Nacional, Delegación de Veracruz, Xalapa

### **La réforme légale de l'ejido : "bifurcation institutionnelle" ou "persistance structurelle" des dispositifs historiques de régulation politique et foncière ?**

La question des formes d'appropriation du changement légal de 1992 a fait l'objet de nombreuses études dans différentes régions du Mexique. Ces travaux se sont surtout intéressés aux perceptions et aux débats que la perspective de la mise en œuvre du Procédé provoquait au sein des communautés. Baños (1998) a ainsi montré que, pour les *ejidatarios* de la zone productrice de sisal, au Yucatán, l'adoption du Procédé avait d'abord répondu à l'objectif de préserver les relations clientélistes avec les agences et les programmes gouvernementaux, dans un contexte de forte concentration des interventions étatiques. Dans le centre de Veracruz, Baitenmann (1998) et Nuñez (2005) ont mis en évidence des attitudes vis-à-vis du programme qui étaient d'abord inspirées par des critères de maintien des structures et des liens sociaux associés à l'*ejido* et par la crainte d'une désocialisation provoquée par l'individualisation des droits fonciers. Goldring (1999) fait une analyse similaire pour le Nord-Ouest du Michoacán. Peu d'études ont en revanche mis en évidence la

<sup>45</sup> Ce qui ne signifie pas que les mieux dotés possèdent des surfaces considérables : ils détenaient 10 hectares à Cuesta Amarilla (pour une moyenne de 2,2 ha par titulaire) et de 27,8 ha à Tulapan (moyenne 7,4 ha).

variabilité des formes d'appropriation et de mise en œuvre du programme, du point de vue de ses incidences sur l'accès aux ressources des différentes catégories d'usagers de l'espace *ejidal*<sup>46</sup>.

De façon générale, les expressions du Procédé dans la partie centrale des Tuxtlas confirment le jeu surplombant des critères de maintien de certaines structures sociales et institutionnelles communautaires dans les formes d'appropriation du programme. La variabilité de ces expressions d'un village à l'autre, au sein d'un espace de taille réduite, révèle celle des régimes institutionnels et des compromis relatifs au contenu des systèmes de droits et d'obligations affectés aux différentes catégories de "citoyens locaux". Les formes de mise en œuvre du Procédé dans les Tuxtlas expriment la légitimité de régimes de gouvernance clairement différenciés – reposant, les uns sur les instances administratives officielles de l'*ejido*, les autres, sur des formes d'exercice personnalisé et autoritaire du pouvoir – et qui renvoient à des structures contrastées d'articulation avec les marchés (de travail, des produits, des projets de développement). Dans le contexte de vulnérabilité des exploitations familiales et d'incertitude économique qui a accompagné la certification, ces régimes de gouvernance et les institutions qu'ils incarnaient ont généralement été perçus comme des garants d'efficacité et de stabilité dans les rapports que les familles entretenaient avec des marchés en recomposition sous l'effet de l'Alena. Les formes d'appropriation de la réforme légale se sont ainsi inscrites dans les trajectoires historiques de changement institutionnel propres à chaque localité, suivant les dépendances de sentier qui s'étaient mises en place à partir de la réforme agraire.

La comparaison avec la carte de mise en œuvre historique de la réforme agraire (figure 10.8) fait ainsi apparaître des coïncidences spatiales intéressantes entre les périodes de constitution des *ejidos* et les arbitrages réalisés à l'occasion du Procédé. Elle montre notamment que les villages ayant procédé à une reconnaissance massive des droits d'usage détenus par les *comuneros* combinent globalement deux caractéristiques historique et spatiale. D'une part, ces *ejidos* sont issus de dotations foncières réalisées au cours des années 1920 aux vieux centres de peuplement du "commun" de San Andrés, de processus de ségrégation d'une partie de la population ou d'une "ampliation" de leur territoire lors des phases ultérieures de la réforme agraire. Ils sont d'autre part situés dans un espace où les densités de population élevées se combinent avec des caractéristiques d'enclavement<sup>47</sup>, dans une configuration qui a bloqué les trajectoires de modernisation productive et de diversification économique, au profit de la répétition de la culture manuelle du maïs et de situations de pauvreté endémique.

À l'inverse, les communautés où la réalisation du Procédé a ratifié la concentration des droits fonciers dans les mains des *ejidatarios* relèvent de deux contextes socio-économiques circonscrits. Il s'agit, d'une part, de villages situés dans la zone historique de production du tabac et/ou dans la sphère d'attraction et d'activité urbaine et industrielle de San Andrés. La densité et la continuité des interventions étatiques, en particulier à partir des années 1970, y ont favorisé la formation de compétences humaines et de réseaux de clientèle autour des instances de gouvernement *ejidal*. En dépit de densités de population comparables – et souvent supérieures – à celles que connaissaient les *ejidos* du groupe précédent, cette efficacité des institutions *ejidales* dans les articulations avec les programmes publics, ainsi que dans la redistribution large de leurs appuis a légitimé l'appropriation de l'espace foncier par les *ejidatarios*, d'abord dans le cadre des procédures de parcellement conventionnel, puis dans celui du Procédé. On retrouve une posture similaire vis-à-vis du programme de certification dans la majorité des *ejidos* qui se sont formés sur la frontière agraire cardéniste, dans un contexte de faible densité démographique et de diversification graduelle des activités productives vers l'élevage bovin. C'est ce développement de l'élevage, à l'origine de processus d'accaparements fonciers par les élites locales, qui est à l'origine directe des premières mesures de parcellement

---

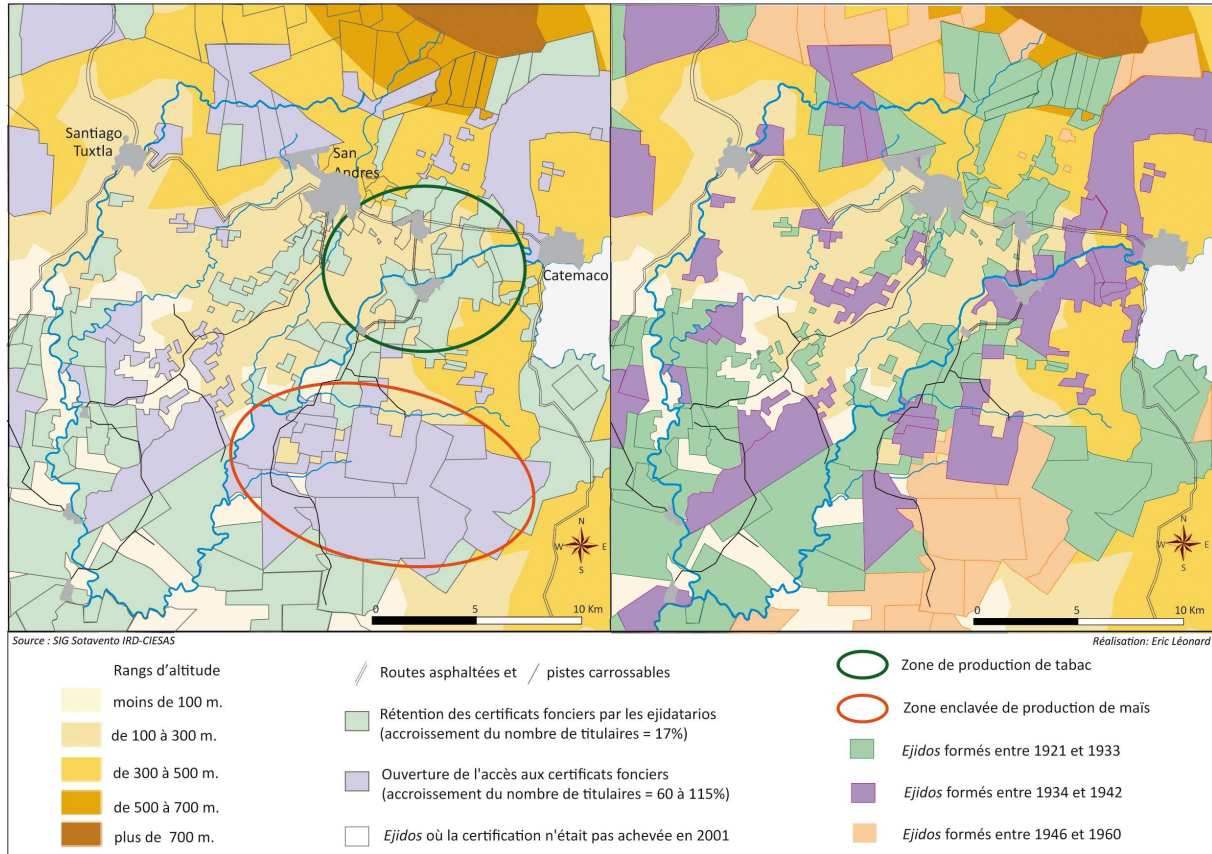
<sup>46</sup> Parmi ces exceptions, citons les travaux d'Emilia Velázquez (2003 et 2010) sur les expressions du Procédé dans différents villages du municipio de Soteapan, dans la région de la Sierra de Santa Marta.

<sup>47</sup> L'enclavement de certaines communautés situées dans l'interfluve entre les ríos de Tepango et de Totoltepec (Pizapan, Ocelota, San Leopoldo, El Nacaxtle, Popotal), a été renforcé par la suppression de la liaison ferroviaire entre San Andrés et le chemin de fer de l'Isthme et le démantèlement de la voie entre 1993 et 1995.



durant la seconde moitié des années 1970 (chapitre 9), avant qu'elles n'aient été formalisées à travers la certification.

Figure 10.8 : Phases historiques de la réforme agraire et formes d'adoption de la réforme légale dans les ejidos de la partie centrale des Tuxtlas



Source : Procuraduría Agraria, Residencia San Andrés Tuxtla.

La variabilité des expressions du Procédé en termes d'accès des différentes catégories de la population agricole aux droits de propriété semble ainsi avoir reposé dans une large mesure sur les trajectoires de changement (ou de persistance) institutionnel(le) analysées au chapitre précédent et qui renvoient à la façon de concevoir la nature de la communauté paysanne et ses rapports avec la société et les institutions nationales.

### **Le rôle discriminant des réseaux de pouvoir et des structures de contrôle foncier dans l'accès aux nouveaux programmes publics**

La mise en œuvre du Procédé a coïncidé avec celle des nouvelles politiques d'appuis directs aux familles rurales et elle a été fortement influencée par les modalités de leur déploiement. Dans le secteur de l'agriculture, le versement des subsides de Procampo a très vite représenté une composante essentielle des revenus qu'il était possible d'obtenir de la culture de *milpa*. En 1998-99, alors que la couverture du programme représentait environ 55% de la surface vivrière dans la partie centrale des Tuxtlas<sup>48</sup>, la rémunération nette procurée par la culture d'un hectare de maïs au cours des deux cycles annuels de production (pluviale et d'humidité résiduelle ou *tapachole*) s'élevait à 1 350 pesos environ (141 dollars), quand les transferts du programme pour ces deux cycles

<sup>48</sup> Environ 7 900 hectares concernés par le subside, pour une surface cultivée durant le cycle pluvial d'environ 14 500 ha selon les données du district régional du Ministère de l'agriculture.



représentaient 1 230 pesos à l'hectare, soit 47,5% du revenu net du producteur (Léonard, 2001 ; Léonard & Palma, 2002)<sup>49</sup>. Au cours de la période où le Procédé était mise en œuvre, la captation du subside est ainsi devenue un enjeu central de la formation du revenu agricole.

Afin d'en simplifier la gestion administrative, les procédures du Ministère de l'agriculture assignent les subventions aux parcelles qui ont été enregistrées au titre du programme, plutôt qu'à leur exploitant. Avec la réalisation du Procédé, la norme administrative a conditionné la délivrance du subside à la présentation du certificat foncier de la parcelle ou, en son absence, à celle d'un contrat de fermage formel. Ce procédé a ouvert le champ à la réappropriation des versements par les titulaires des certificats au détriment des membres de leur famille ou des locataires qui cultivaient réellement la terre (Léonard, 2000). Les statistiques officielles montrent ainsi qu'entre 1995 et 2000, le nombre de bénéficiaires de Procampo a diminué de 37%, alors que la surface subventionnée demeurait constante, de telle sorte que le montant moyen perçu par chaque bénéficiaire s'est accru d'un tiers en termes réels, en dépit de l'érosion de la valeur réelle du subside (tableau 10.7).

Tableau 10.7 : Évolution de la distribution des subsides à la production agricole (Procampo) dans les ejidos de la zone d'étude (en pesos de 2000)

Années	1995	1997	1998	1999	2000	Variation 1995/2000
Superficie subventionnée	7 635,2 ha	8 036 ha	7 896,1 ha	7 978,3 ha	7 974,4 ha	+ 4,44%
Nombre de bénéficiaires	5 133	3 889	3 291	3 313	3 224	- 37,2%
Sup. moyenne par bénéficiaire	1,49 ha	2,07 ha	2,40 ha	2,41 ha	2,47 ha	+ 66,3%
Montant moyen par bénéficiaire	1 417	1 672	1 810	1 859	1 922	+ 35,6%

Source : SAGARPA, Distrito de Desarrollo Rural 009, San Andrés Tuxtla

Cette évolution relève de la construction d'une rente foncière au bénéfice des détenteurs de certificats du Procédé. Les accords oraux de fermage et même les prêts de terre entre parents se sont vus adjoindre une clause tacite selon laquelle l'utilisateur renonce au subside au profit du titulaire de la parcelle. En 2000, la mise en location et la perception de Procampo à l'occasion des deux cycles du calendrier agricole procuraient ainsi au propriétaire 73% de la valeur ajoutée moyenne des deux récoltes de maïs, alors qu'en 1995, elles ne représentaient que 35% de celle-ci (Léonard & Palma, 2002). Ces revenus représentaient en 2000 21,5% de la valeur moyenne de la terre<sup>50</sup>, soit un niveau de rémunération du capital très supérieur à celui qu'offraient alors les banques de la place.

Dans la zone productrice de tabac, le fléchage des appuis publics en direction des titulaires fonciers a été exacerbé par la mainmise des organisations *ejidales* sur les modalités d'accès aux contrats d'habilitation agricole. Pour des raisons de pragmatisme politique, les actifs de Tabamex dans les Tuxtlas ont été transférés à une "union d'*ejidos*", une figure associative dont les membres sont des

<sup>49</sup> Ces calculs sont basés sur une production totale de 5 tonnes de maïs (3 T. au cours du cycle pluvial et deux pour le cycle d'humidité résiduelle, ce qui représente une estimation haute des rendements dans la zone d'étude), en affectant à la main-d'œuvre familiale le salaire journalier en vigueur dans la région, lui-même inférieur d'un tiers au salaire minimum urbain à cette époque (Léonard, 2001 : 34). Pour une production de 4,5 T., la marge nette descendait à 850 pesos à l'hectare.

<sup>50</sup> Selon sa qualité agronomique et sa situation, la valeur d'un hectare variait alors entre 6 000 pesos (650 dollars) dans les zones accidentées et enclavées et 25 000 pesos (2 700 dollars) dans la zone de production de tabac.

collectivités territoriales et non des individus<sup>51</sup>. Les présidents des comités exécutifs (*comisariados*) des 13 *ejidos* intégrant l'organisation ont ainsi conservé la main sur la distribution des crédits entre les *ejidatarios* de leur communauté. Cette situation constitue un facteur explicatif majeur au fait que le Procédé ait donné lieu à la concentration des droits de propriété par la strate des *ejidatarios* dans la totalité des *ejidos* membres de l'Union, à un moment où la filière tabac bénéficiait de la très forte hausse du marché international des cigares et était devenue le seul secteur productif en situation de drainer des crédits bancaires. Le monopole exercé par les *ejidatarios* sur les canaux d'accès aux marchés des crédits et des produits leur a ainsi permis d'imposer aux autres usagers de l'espace agricole, en particulier aux membres de leur propre famille, des arbitrages qui faisaient d'eux les seuls détenteurs de certificats fonciers, en contrepartie de la redistribution des facteurs de production dans le cadre de leurs réseaux de parenté.

La position dominante des *ejidatarios* dans la captation de ressources associées à l'activité agricole apparaît découler logiquement des routines historiques d'interaction qu'ils ont entretenues avec l'administration agricole et la banque de développement. Leur capacité d'intervention est en revanche plus surprenante si l'on s'intéresse aux mécanismes d'assignation de ressources publiques qui sont formellement dissociées de la production. Les principes et la méthodologie de mise en œuvre du Programme éducation, santé et alimentation (Progresá) proposaient précisément de substituer aux formes traditionnelles de mise en œuvre des programmes publics, médiatisées par les syndicats paysans officiels et les instances de l'*ejido*, un lien direct entre les bénéficiaires et l'administration, tout en minimisant les médiations entre ces parties. L'identification des familles bénéficiaires du programme a reposé sur une enquête systématique, réalisée auprès des ménages des localités présentant des indices de pauvreté élevés et portant sur un faisceau d'indicateurs objectifs du "niveau de bien-être" de ces ménages (Escobar Latapí, 2000).

Le seul maillon faible de cette méthodologie résidait dans les modalités de diffusion de l'information relative à la réalisation de cette enquête, car les foyers qui n'étaient pas recensés à cette occasion, du fait de l'absence de leurs membres ou de leur réticence à répondre aux enquêteurs, étaient exclus en première instance des registres des prétendants au subside. L'enquête devait être notifiée par des fonctionnaires municipaux dans le cadre d'assemblées villageoises réunissant l'ensemble de la population. Dans les faits, elle fut généralement annoncée à des agents locaux qui présentaient aux yeux du gouvernement municipal, d'obédience priiste, des garanties de fiabilité politique, en particulier dans les communautés où la montée en puissance de l'opposition de gauche menaçait le pouvoir des médiateurs traditionnels. Le plus souvent, cette information a transité par les autorités *ejidales* et fut ventilée dans le cadre de l'assemblée des *ejidatarios*. De sorte que les ménages bénéficiant d'une proximité biologique ou politique avec les instances de gouvernement local furent avisés des dates de réalisation de l'enquête – et un bon nombre de sa finalité, qui en théorie devait demeurer occulte –, quand de nombreux foyers dépourvus de tels liens en ont ignoré l'existence jusqu'à ce qu'elle fût terminée.

Surtout, les modalités d'assignation des fonds de Progresá ont été fortement influencées par l'efficacité des dispositifs de coordination qui s'étaient construits dans la durée entre les agences de l'État mexicain et les instances de gouvernement local. Alors que les termes de la réforme légale de 1992 étaient de nature à transformer les régimes de gouvernance locale au détriment des organes officiels de l'*ejido*, ces derniers ont souvent trouvé de nouveaux ressorts de légitimité en assurant des médiations efficaces avec les nouveaux programmes publics. Il est particulièrement significatif que les communautés où le Procédé a confirmé la mainmise des *ejidatarios* sur la ressource foncière ont

---

<sup>51</sup> Ce type d'organisation fut le produit fortuit de la précipitation dans laquelle fut conduite la privatisation dans les Tuxtlas : les délais ne permettant pas de constituer une structure de droit privé, les autorités s'appuyèrent sur une figure associative préexistante, issue du droit agraire. Il est clair que les unions d'*ejidos*, qui étaient apparues dans le cadre des politiques interventionnistes de l'État à visées collectivistes, ne correspondaient pas au modèle d'organisation que le gouvernement néolibéral souhaitait promouvoir dans le cadre des privatisations. Voir sur ce point Mackinlay (2000 et 2001).

également bénéficié d'un accès à Progresa sans commune mesure avec celui que les caractéristiques de pauvreté de leur population auraient dû leur autoriser : alors que les indices de marginalité y sont très nettement inférieurs à ceux des *ejidos* où ont prévalu des principes d'ouverture large de l'accès aux certificats fonciers, la proportion des ménages qui bénéficient du versement du subside y est similaire, voire légèrement supérieure (tableau 10.8).

Tableau 10.8 : Taux d'accès des ménages au programme Progresa en 2000 selon les caractéristiques de répartition des certificats fonciers

Expressions du Procédé	Nombre d' <i>ejidos</i>	Indice de marginalité	Taux d'accès des ménages aux certificats fonciers	Taux d'accès des ménages à Progresa
Rétention des certificats fonciers par les <i>ejidatarios</i>	18	0,32	33%	62,6%
Ouverture de l'accès à la propriété formelle	13	1,05	57,6%	62%

Sources : Procuraduría Agraria ; Sedesol, Progresa, *Padrón activo por localidad, San Andrés Tuxtla*, déc. 2000.

Le rôle manifeste joué par l'organisation *ejidale* dans la captation des programmes publics et leurs mécanismes d'assignation se vérifie si l'on examine les liens qui existent entre la détention des certificats du Procédé et l'accès aux fonds de Progresa. Selon les données de l'enquête Moreso, 40,5% des ménages disposant d'un certificat foncier percevaient en 1999 des subsides sociaux, quand cette strate représentait 44% des familles rurales. En première instance, la propriété foncière ne semblait donc pas constituer un facteur pénalisant dans l'établissement des critères de pauvreté et l'accès au programme. À l'inverse, la proximité sociale avec un titulaire foncier apparaissait jouer un rôle prépondérant dans la délivrance du subside aux ménages sans terre : parmi les bénéficiaires de Progresa n'ayant pas accès à la propriété agricole, 70% avaient une filiation avec un *ejidatario*, quand la majorité (53%) des ménages sans terre dépourvus d'un tel lien de parenté – *a priori* les plus marginalisés des activités productives – en était exclue.

Dans une grande partie des *ejidos* de la région, les mécanismes d'assignation des nouveaux subsides publics ont ainsi été subordonnés aux dispositifs de régulation qui faisaient de l'assemblée *ejidale* et des réseaux de parenté avec les *ejidatarios* les instances prédominantes d'allocation des ressources stratégiques. La persistance des fonctions médiatrices assumées par les instances de gouvernement *ejidal* dans l'accès aux politiques publiques explique le fait que la mise en œuvre du Procédé a conduit, dans la très grande majorité des cas, à conforter les compromis antérieurs relatifs à la distribution des droits fonciers, dont ces instances étaient garantes. Dans la plupart des *ejidos*, ces circonstances se sont traduites par la ratification du contrôle que les *ejidatarios* avaient établi sur les droits fonciers et les organes de gouvernement local à travers les procédures de parcellement conventionnel.

Les expressions locales du Procédé pointent ainsi la faible incidence de la réforme légale de 1992 sur les modes de régulation sociale et politique qui opéraient dans la région avant sa mise en œuvre. Alors que l'un des arguments médullaires de cette réforme résidait dans la démocratisation des *ejidos* et l'ouverture des systèmes de gouvernement local à la population sans terre, majoritaire, qui en était exclue (Baitenmann, 1998), les dynamiques observées dans les Tuxtlas suggèrent que la capacité de l'*ejido* à fonctionner comme un champ social semi-autonome, doté d'une capacité à produire ses propres règles et à en contrôler l'effectivité, n'est pas nécessairement altérée par le changement légal. Cette autonomie s'est notamment exprimée dans l'instrumentation du processus de certification pour asseoir la légitimité des institutions de gouvernement local associées à l'*ejido* dans des domaines dont elles avaient été légalement dessaisies.

## **Conclusion : sens et significations du changement légal : la permanence des institutions *ejidales* dans la régulation sociopolitique locale**

Durant plus de soixante-dix ans, la politique foncière de l'État mexicain a constitué un outil central de reconfiguration des rapports sociopolitiques à San Andrés Tuxtla. Au long de cette période, les changements légaux ont été mobilisés par certaines catégories d'acteurs comme une opportunité d'altérer les rapports de pouvoir, à la fois au niveau des communautés rurales et dans les relations que celles-ci entretenaient avec les instances supra-locales de gouvernement. Les processus de parcellement conventionnel des *ejidos* ont notamment montré comment la mobilisation des règles officielles par les *ejidatarios* répondait à des logiques d'altération des rapports de force locaux, dans un contexte de changements structurels de nature démographique (accroissement de la population, transition générationnelle) et économique (ouverture des marchés autrefois organisés par des monopsones de médiation). Ces processus de mobilisation sélective des règles officielles ont mis en relief l'autonomie des champs politiques locaux vis-à-vis de la sphère légale, ainsi que le caractère fortement endogène du changement institutionnel. À l'échelle de la zone étudiée, ils ont conduit à la mise en place de régimes nettement différenciés de gouvernance politique et foncière.

La mise en œuvre de la réforme de 1992 a été enchâssée dans ces trajectoires de différenciation des structures politico-foncières. Les enjeux du processus de certification foncière ont dépassé de beaucoup la question de l'accès aux ressources productives des *ejidos*. La réalisation du Procédé a imposé une explicitation, non seulement des droits fonciers, mais également des statuts de citoyenneté locale et a impliqué une mise en question des systèmes de gouvernement *ejidal*. À la différence des dynamiques engagées à l'occasion de la réforme agraire, puis du parcellement des terres *ejidales*, la réalisation du Procédé a toutefois conduit, au moins dans un premier temps, à relégitimer et à consolider des systèmes de gouvernement local ébranlés par des transformations brutales de leur environnement économique et institutionnel (reconfiguration de l'État, érosion du système corporatif de médiation et de représentation des intérêts paysans, dérégulation des marchés). Même si elle ne lui est pas réductible, cette situation ne peut être dissociée du caractère éminemment décentralisé des procédures d'arbitrage dans la délimitation des droits certifiés et l'identification de leurs bénéficiaires.

Dans les *ejidos* qui avaient adhéré au projet de réforme agraire cardéniste, puis procédé au parcellement et à la redistribution de leurs terres entre les *ejidatarios*, le Procédé a ainsi confirmé la mainmise de ces derniers sur les espaces productifs et politiques locaux, en consolidant des systèmes de représentation politique de type censitaire, associant l'exercice des droits politiques à la propriété foncière. L'inégalité entre titulaires fonciers et non-titulaires se manifeste dans les prérogatives que l'assemblée et le comité exécutif de l'*ejido* conservent dans les principaux domaines de la vie publique ; les adultes sans terre agricole demeurent confinés à un statut de citoyens de second rang, sans capacité réelle de participation aux arènes où sont ventilées les informations stratégiques et prises les décisions relatives au gouvernement du village.

Dans la plupart des *ejidos* issus des structures des vieux villages indiens ayant formé le commun municipal, le programme de certification a, à l'inverse, conduit à réaffirmer les principes coutumiers de régulation socio-foncière et à relégitimer des pouvoirs de nature personnalisée. Quand bien même l'enregistrement des droits fonciers des jeunes générations a contribué à leur conférer un statut légal, celui de *posesionario*, les instances locales de participation politique, la junta des résidents notamment, continuent d'y opérer comme des chambres d'enregistrement de processus décisionnels centralisés. De façon significative, c'est dans ces *ejidos* que la certification des droits fonciers sur les espaces résidentiels a été la plus contestée : plus de la moitié des villages qui ont procédé à l'enregistrement massif de *posesionarios* ont conservé un contrôle collectif sur les zones résidentielles, alors que cette situation ne concerne que 23% des localités où les *ejidatarios* ont conservé le contrôle des terres agricoles.

Dans les deux cas, au-delà de la diversité observable dans la configuration des institutions *ejidales*, on assiste à une réaffirmation de leur rôle dans la régulation sociopolitique. Ayant constitué des décennies durant le principal espace institutionnel de mise en cohérence et de représentation des intérêts locaux, l'*ejido* est au centre des processus de réorganisation des économies locales et d'articulation des ménages ruraux avec les nouvelles politiques publiques et les projets de développement. C'est autour des institutions et des organisations qui procèdent de l'*ejido* que se construisent et s'étendent les interfaces entre les sociétés locales et les agences, projets et réseaux extra-locaux qui fournissent une part croissante des revenus paysans. Aujourd'hui comme il y a vingt ans, l'*ejido* demeure dans les Tuxtlas un support irremplaçable des stratégies de mise en rapport des ménages avec des ressources essentielles, dans un environnement économique adverse. Ceci explique pourquoi les voies d'adoption du régime de la propriété privée sont si massivement dédaignées par ces acteurs, tant dans leur modalité individuelle que collective : aucun des *ejidos* de la région, pas même ceux qui sont intégrés au périmètre urbain de San Andrés, n'a modifié le statut légal de ses terres. Au-delà des risques redoutés de fiscalisation de la propriété foncière, c'est l'exclusion individuelle ou la dissolution d'une ressource centrale dans les stratégies de reproduction des familles rurales qui est en jeu (Hoffmann, 1997).

## **Chapitre 11**

### ***Les reconfigurations des institutions de l'ejido : de la gouvernance foncière au développement local***

Quelles transformations ont subi les institutions locales de régulation sociale et politique au cours de la décennie qui a suivi la mise en œuvre du programme de certification foncière ? Les formes de réalisation du Procédé dans le centre des Tuxtlas ont mis en évidence le jeu des dépendances de sentier institutionnelles dans les trajectoires d'adoption et "d'endogénéisation" du changement légal de 1992. De façon générale, les formes d'appropriation de la certification ont exprimé la force et la légitimité des systèmes de gouvernement foncier et politique qui s'étaient recomposés à l'occasion des processus de parcellement conventionnel – ou de leur mise en échec. Au-delà de la question de la distribution des droits de propriété dans les zones agricoles et résidentielles, le programme de certification a conduit à renégocier et refonder les pactes de gouvernance entre les différentes catégories d'acteurs des *ejidos* au sujet des formes de représentation et de participation politique dans les arènes locales. Comment ces systèmes de gouvernement se sont-ils adaptés aux transformations rapides de l'environnement économique et institutionnel qui sont intervenues entre la fin des années 1990 et le premier lustre du XXI<sup>e</sup> siècle ?

Au cours de cette période, le processus de "désagrarisation" des économies familiales s'est étendu et approfondi. Jusqu'aux années 2006-2007, l'environnement de marché de l'agriculture vivrière est resté dissuasif, alors que la production commerciale de tabac, qui avait bénéficié d'une conjoncture très favorable durant la seconde moitié des années 1990, souffrait d'un fort repli au cours du lustre suivant – au point de provoquer la faillite de certaines structures agro-industrielles et notamment celle de l'union d'*ejidos* qui finançait la majorité des petits producteurs de tabac tuxtlèques (voir le chapitre 10). Comme nous le verrons en détail dans ce chapitre, le centre de gravité de l'économie des ménages et des communautés n'a cessé de se déplacer vers des activités non agricoles et des ressources dont la mise en œuvre relevait d'espaces de décision extérieurs à la localité rurale et, souvent, à la région elle-même.

Entre l'achèvement du Procédé, au cours de la seconde moitié des années 1990, et le milieu de la décennie suivante, la migration de longue durée et longue distance, vers les marchés d'emploi industriel de la frontière Nord et de travail clandestin aux Etats-Unis a acquis un poids essentiel pour la reproduction sociale d'un grand nombre de familles. Son développement a imposé des ajustements multiples aux différents niveaux de l'organisation sociale, depuis le ménage nucléaire jusqu'à l'organisation communautaire, en passant par la famille élargie et les réseaux sociaux de proximité. Nous verrons notamment que la migration longue a induit des perturbations majeures dans les rapports entre les générations au sein des familles, dans le sens de l'instabilité et de l'imprédictibilité des attentes et des anticipations de leurs membres.

Un autre facteur de transformation de la teneur des rapports sociaux au sein des familles et des communautés a résidé dans l'essor des transferts publics associés aux politiques sociales : filets de sécurité (Progres-Oportunidades), équipements sanitaires et éducatifs, amélioration de l'habitat et des services à la population (eau courante, électricité, tout-à-l'égout), etc. Ces investissements

relèvent de nouveaux dispositifs d'action publique, dont la gouvernance est fortement décentralisée et fait appel à des mécanismes de participation des populations bénéficiaires, à la fois en termes de production et de gestion des infrastructures et des programmes.

Ces deux phénomènes émergents, l'irruption de la migration à longue distance et de longue durée et celle, concomitante, de nouvelles politiques publiques axées sur le développement social des communautés rurales, sont devenus des enjeux centraux des dynamiques d'organisation et d'action collective. Leurs formes de mise en œuvre et d'appropriation sociale au niveau des ménages et des communautés entretiennent également des rapports étroits : d'une part, la densification et l'accessibilité des services et des biens publics locaux opèrent comme des déterminants des stratégies d'ancrage – ou de déshérence – des migrants dans les économies locales à travers leurs transferts financiers ; d'autre part, ces transferts sont des composantes centrales des formes de participation qui conditionnent le montant et la pérennité des investissements publics dans le développement des infrastructures sociales et des biens publics locaux.

Sur quels types d'organisations et quelles formes d'action collective les communautés villageoises des Tuxtlas s'appuient-elles pour produire ces ressources devenues déterminantes pour l'économie et la reproduction sociale des familles rurales ? Quel rôle jouent les institutions *ejidales* dans la mise en œuvre de ces processus d'action collective, leur accompagnement et leur régulation, par-delà la restriction formelle de leurs compétences imposée par les réformes légales de 1992 ? Ce chapitre s'attache à l'analyse des formes de recomposition et de "refonctionnalisation" de l'*ejido*, ainsi qu'aux processus de différenciation territoriale qui résultent de la capacité inégale des communautés et de leurs instances de gouvernement à tirer parti des recompositions qui ont affecté leur environnement économique et institutionnel.

## **Migration longue et recomposition des organisations familiales rurales : l'absence et l'incertitude au centre des rapports intergénérationnels**

Le développement massif des migrations à longue distance et de longue durée durant la seconde moitié des années 1990 a constitué un facteur central, non seulement de l'ajustement des exploitations familiales au nouvel environnement économique posé par l'Accord de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada, mais aussi de la recomposition des relations de coopération et d'assistance au sein des familles paysannes. Alors que les membres de la famille émigrés vers les bassins d'assemblage industriel de la frontière Nord ou aux Etats-Unis jouent un rôle essentiel dans la formation du revenu des ménages<sup>1</sup>, leur absence prolongée constitue un phénomène structurel et déterminant des processus de construction et de renégociation des relations intra-familiales. Les conditions de mise en œuvre des nouvelles formes de migration créent en effet un cadre d'incertitude quant à la stabilité des engagements mutuels consentis par les membres de la famille : les distances en jeu, les coûts de transaction élevés qui entourent l'insertion dans les nouveaux marchés de travail et l'insécurité qui pèse sur les travailleurs clandestins imposent des absences

---

<sup>1</sup> Durant la première décennie de l'Alena, le montant des transferts migratoires provenant des Etats-Unis a augmenté à un rythme annuel de 10,6%, passant en valeur constante (pesos de 1993) de 16,5 milliards de pesos en 1995 à 22,6 milliards en 2001, 35,4 milliards en 2003 et 45,3 milliards en 2005 (Banco de México, Sistema de Información Económica : [www.banxico.org.mx](http://www.banxico.org.mx)). Les zones rurales auraient perçu environ la moitié de ces montants, alors qu'elles ne comptent que le quart de la population du pays. Ce phénomène recouvre une redistribution spatiale des flux migratoires et monétaires. Alors qu'ils ne représentaient que 10,4% des migrants tentant de passer la frontière avec les Etats-Unis entre 1993 et 1997, les ressortissants des régions du Sud-Est du Mexique, auxquelles est intégré l'Etat de Veracruz, comptaient pour 14,5% de ceux-ci en 1998-2000 et 24,9% entre 2001 et 2003 (STyPS–El Colegio de la Frontera Norte–Conapo, 2004). Les transferts à destination de cette grande région ont ainsi crû à un rythme annuel de 16% au cours de la période, la part du total national perçue par l'Etat de Veracruz triplant presque pour passer de 2,1 à 6% entre 1995 et 2005 – de 345 millions de pesos à 2,72 milliards en valeur constante.

s'étendant généralement sur plusieurs années<sup>2</sup>. La perte d'attractivité de l'exploitation familiale pour fonder les projets de vie des migrants, combinée à la durée de leur absence et au caractère sporadique des contacts avec leurs familles restées au village, constituent un cadre de distanciation sociale, de "désengagement" vis-à-vis de leur société d'origine. Cette contrainte de prédictibilité des rapports intra-familiaux structure les dispositifs de financement et de mise en œuvre de la migration par les chefs de famille paysans.

### ***La migration longue : un impact différencié selon les statuts fonciers et les contextes économiques locaux***

L'enquête Moreso réalisée en 1999 par André Quesnel et Alberto del Rey auprès de 161 ménages des Tuxtlas a montré que 47% de ces foyers percevaient un revenu migratoire et que le montant moyen de ces transferts s'élevait à 4 159 pesos (436 dollars), soit plus de 70 % de la valeur moyenne de la production agricole des familles. Un montant équivalent était fourni par les différents programmes publics de transferts sociaux (chapitre 10). Cette tendance s'auto-entretient puisque, à mesure que les départs en migration augmentent, alors que les niveaux de scolarisation s'élèvent sous l'impact des programmes de lutte contre la pauvreté, le coût d'opportunité du travail familial s'accroît, la marge monétaire des activités agricoles se réduit d'autant et la dépendance vis à vis des transferts extérieurs se trouve renforcée.

L'enquête Moreso a mis par ailleurs en évidence un autre phénomène : à mesure que l'on s'écarte des villages proches de San Andrés, qui ont connu une dynamique précoce d'insertion dans les marchés de travail non agricole, les familles disposant d'une assise foncière apparaissent beaucoup plus impliquées dans la migration longue et dans la captation des fonds de lutte contre la pauvreté (tableau 11.1). Parmi les 117 ménages enquêtés en 1999 et résidant dans un contexte strictement rural, le nombre de travailleurs émigrés était ainsi presque quatre fois supérieur dans les familles ayant une terre, et leurs apports financiers étaient de 76,5 % plus élevés<sup>3</sup>. Le montant moyen des transferts captés sous forme de subsides ou de revenus migratoires était au total deux fois plus important dans le cas des ménages propriétaire. Ces éléments révèlent à quel point le statut foncier est déterminant quant à la capacité des familles paysannes à s'approprier les transferts financiers émanant d'organisations extérieures à la localité rurale, une situation que nous avons déjà soulignée à propos des programmes publics et notamment des fonds de lutte contre la pauvreté (chapitre 10), mais qui se révèle tout aussi discriminante en ce qui concerne l'accès à la migration longue. Facteur de production d'importance déclinante, la terre demeure donc une ressource de premier ordre dans les processus d'articulation des familles rurales avec les marchés de tous types.

Ces caractéristiques sont liées à un ensemble de déterminants institutionnels qui renvoient à la fois aux changements légaux récents et aux persistances structurelles associées au cadre légal antérieur. En premier lieu, la réforme légale de 1992 a posé de nouvelles bases à la mobilité de jeunes ruraux. L'émission de certificats fonciers échangeables dans un cadre marchand a dynamisé les processus migratoires. D'abord parce que ces certificats constituent une garantie pour accéder aux prêts financiers informels qui conditionnent l'engagement des jeunes ruraux dans les filières de migration clandestine vers les Etats-Unis ou, plus modestement, dans les marchés du travail industriel de la

---

<sup>2</sup> L'enquête Moreso de 1999 faisait état de durées d'absence dépassant deux ans pour la plupart des ménages enquêtés. Il s'agissait dans la plupart des cas d'une première migration, qui pouvaient donc se prolonger. Les entrevues de suivi réalisées en 2002 montraient que la plupart des migrants de 15 à 34 ans enregistrés lors de l'enquête n'étaient pas revenus (Quesnel & del Rey, 2004).

<sup>3</sup> Cette réduction de l'écart suggère que, du fait de leur plus grand nombre au sein du groupe familial, les migrants issus d'un ménage pourvu en terre sont moins sollicités et que leur capacité d'épargne individuelle s'en trouve renforcée.



frontière nord<sup>4</sup>. Ensuite, parce que les normes administratives imposant aux *ejidatarios* la désignation d'un héritier unique pour l'ensemble de leur patrimoine foncier encouragent à la fois la compétition au sein de leur descendance – dans le sens de la diffusion d'un "clientélisme domestique" au bénéfice des propriétaires – et la recherche d'alternatives hors de la sphère agricole, selon des modalités d'autant plus pressantes que les revenus et les salaires agricoles ont suivi une régression constante depuis le début des années 1990.

Tableau 11.1 : Les transferts financiers vers les familles paysannes dans différents contextes locaux et selon le statut foncier en 1999

Contextes	Local	Périurbain		Rural		Général	
	<i>Familial</i>	<i>Avec terre</i>	<i>Sans terre</i>	<i>Avec terre</i>	<i>Sans terre</i>	<i>Avec terre</i>	<i>Sans terre</i>
Nombre de cas		16	28	59	58	75	86
Nombre d'individus hors localité	Marchés traditionnels*	3	19	71	19	74	38
	Marchés émergents**	0	1	16	4	16	5
	Moyenne par famille	0,19	0,71	1,47	0,4	1,19	0,5
% des familles percevant des transferts	Progresa	25 %	35,7 %	35,6 %	53,4 %	33,3 %	47,7 %
	Procampo	6,25 %	0 %	84,75 %	17,2 %	68 %	11,6 %
	<i>Migratoires</i>	12,5 %	57,1 %	57,65 %	36,2 %	48 %	43 %
Montant des transferts par famille en pesos (\$)	Subsides	\$ 377,5	\$ 308,6	\$ 2 677,9	\$ 958,3	\$ 2 187	\$ 746,8
	<i>Revenus migratoires</i>	\$ 306,25	\$ 3 042,9	\$ 5 189,8	\$ 2 941,4	\$ 4 148	\$ 2 974,4
	Total	\$ 683,75	\$ 3 351,5	\$ 7 867,7	\$ 3 899,7	\$ 6 335	\$ 3 721,2

\* Sotavento (Sud de Veracruz et Tabasco), Centre de Veracruz et ville de Mexico

\*\* Bassins d'assemblage industriel de la frontière Nord et emploi clandestin aux Etats-Unis

Source : Enquête Moreso, IRD-CIESAS, 1999

Les rapports entretenus entre l'accès à la terre et l'accès à la migration sont aussi liés au fait que le statut foncier des chefs de famille demeure une ressource-clé pour accéder aux informations stratégiques relatives à la dynamique des marchés de travail et des filières migratoires. Il est frappant d'observer à quel point la mobilité des jeunes tuxtèques est réduite au sein des nouveaux marchés de travail, du fait à la fois du cloisonnement de ces marchés et de la sporadicité des contacts que les migrants entretiennent entre eux et avec leur milieu d'origine. C'est particulièrement vrai pour les travailleurs clandestins, qui sont fréquemment maintenus dans l'incapacité de situer leur lieu de résidence et de travail dans la géographie des Etats-Unis et qui, au moins durant les premiers mois de leur séjour, n'ont presque aucun rapport avec les autres membres de la diaspora tuxtèque<sup>5</sup>. Le cloisonnement des filières d'emploi prévaut également lorsqu'il s'agit de passer d'un bassin industriel à un autre à l'intérieur du territoire mexicain : les changements de travail passent

<sup>4</sup> Ces coûts pouvaient être estimés à environ 2 000 dollars (25 000 pesos) pour les marchés de travail clandestin aux Etats-Unis et entre 1 500 à 2 500 pesos, en fonction des conditions d'accueil et d'encadrement fournies par les membres de la diaspora tuxtèque, dans les bassins d'assemblage industriel de la frontière nord du Mexique.

<sup>5</sup> Un migrant de Bodegas de Totoltepec me disait avoir travaillé plus de six mois comme aide de cuisine dans un restaurant coréen « dans le Nebraska, près de Chicago » (*sic.*, il avait transité par cette ville avant d'être placé chez son employeur), où ses déplacements se limitaient à un parcours quotidien de quatre blocs de maisons, entre la chambre qu'il partageait avec deux autres clandestins et son lieu de travail.

fréquemment par un retour au village, la négociation d'un nouveau contrat et un nouveau voyage, en affrontant les coûts afférents à ces déplacements. De façon générale, la mobilité au sein des marchés "émergents" de travail, qu'ils soient nationaux ou transnationaux, est rendue difficile par leur incomplétude, leur segmentation, la distance structurelle et culturelle qui sépare les secteurs sociaux impliqués dans la transaction salariale, c'est à dire, par les asymétries dont pâtissent les travailleurs provenant des nouvelles zones émettrices de migrants, en particuliers lorsque ceux-ci sont d'origine indienne (Sánchez Saldaña, 2001) : leur maîtrise déficiente des systèmes extralocaux de normes et d'information les place dans une situation d'incertitude qui limite leur capacité à se déplacer de manière autonome dans les nouveaux marchés de travail.

Ces conditions mettent en exergue la nécessité pour les travailleurs migrants de recourir à des espaces sociaux où peuvent avoir lieu « la rencontre entre modes "experts" et "locaux" de connaissance ; les chocs et les ajustements entre des cadres épistémologiques et culturels contrastés ; [ainsi que] la transformation de la connaissance [...] au niveau des interfaces entre les institutions [extérieures] et les groupes "récepteurs" » (Long, 1996 : 38<sup>6</sup>). Pour les paysans des Tuxtlas, la production d'information "utile", facilement mobilisable, se réalise principalement à des interfaces situées dans leur communauté d'origine, autour de groupes étroitement liés à celle-ci. C'est là qu'est mise en forme la connaissance relative à l'offre segmentée d'emploi et aux différents réseaux de migration, que s'obtiennent les recommandations et les financements nécessaires à la mise en œuvre des stratégies migratoires. Il existe ainsi une forte territorialisation des marchés de l'information utile – de la *connaissance pratique*.

Comme nous le verrons au long de ce chapitre et à travers plusieurs objets empiriques d'action collective, ces interfaces entre les sociétés villageoises et les organisations qui interviennent dans les processus de leur mise en rapport avec les ressources relevant de la dynamique de globalisation (des marchés de travail et de produits, des formes d'action publique) sont occupées, en majorité, par des acteurs liés aux institutions *ejidales*. L'assemblée *ejidale* et les organisations relevant de son autorité demeurent les espaces privilégiés où est canalisée, traitée et ventilée l'information stratégique relative aux opportunités d'emploi, aux réseaux d'appui aux migrants, aux mécanismes de financement, etc., information qui détermine la capacité des acteurs locaux à tirer le meilleur parti de l'élargissement de leur univers économique. Les instances de l'*ejido* ne sont, bien sûr, pas les seules à intervenir dans le traitement de l'information, mais, dans la situation de structuration incomplète et de cloisonnement des réseaux locaux d'émigration qui prévalait au début des années 2000, elles constituaient des espaces facilement localisables pour y accéder.

Le rôle joué par le statut foncier dans l'accès à la migration longue et son organisation se traduit aussi dans une différenciation des profils de migrants en termes d'âge et de position dans le groupe domestique. Selon que le foyer dispose ou non de terre, le recrutement des candidats à la migration concerne préférentiellement des hommes jeunes et célibataires, ou des chefs de famille d'âge mûr. Au sein de l'échantillon de l'enquête Moreso étendu à l'ensemble du Sotavento de Veracruz, près de 70% des migrants issus de familles d'*ejidatarios* se recrutaient parmi les enfants célibataires du chef de ménage, alors que celui-ci était le principal acteur de la migration longue au sein des foyers sans terre (tableau 11.2). Cette dernière composante, certes très minoritaire au sein de la population migrante, compte tenu du moindre impact des mouvements de longue distance parmi les ménages sans terre, explique principalement le décrochage du taux de masculinité dans la tranche d'âge de 40 à 50 ans entre 1995 et 2000 dans le municipale de San Andrés (figure 10.4).

Ces caractéristiques obligent à considérer de façon différenciée la gestion de la migration longue au sein des familles, selon que ces dernières disposent ou non de terre, en particulier du point de vue des relations entre les générations. Alors que les paysans sans terre envisagent leur départ dans la perspective d'un retour à moyen terme et au regard des besoins d'entretien et de développement de leur famille restreinte, la migration longue apparaît porteuse de risques de désengagement, voire de

---

<sup>6</sup> Sur la notion d'interface dans les opérations de développement, voir également Long (1989).

rupture dans les relations d'assistance au sein des familles disposant d'une assise foncière, où elle est le fait majoritaire de jeunes adultes qui sont en phase d'élaboration de leur projet de vie. Ces considérations sont à envisager au regard de la structure par âge des titulaires de certificats fonciers restituée par les statistiques du Procede (figure 10.6) : dans la majorité des *ejidos* de la région, l'âge moyen des détenteurs de terre se situe entre 50 et 60 ans, ce qui conduit à envisager la mise en œuvre de la migration en référence à des critères surplombants de prise en charge des chefs de famille par leur descendance.

Tableau 11.2 : Position des migrants de longue distance au sein de leur famille selon le statut foncier (dernier déplacement, 1997-1999)

	Ménages d' <i>ejidatarios</i>	Ménages sans terre
Chef de famille	15%	52.8%
Fils célibataire	48.3%	33.3%
Fille célibataire	20%	8.3%
Fils marié	5%	0%
Fille mariée	3.3%	5.6%
Autres personnes	8.3%	0%

Source : Quesnel & del Rey (2005)

### **La gestion de l'incertitude : comment donner une prédictibilité aux relations intra-familiales ?**

Avec le développement du processus migratoire et sa massification à la fin des années 1990, l'absence et l'éloignement deviennent des éléments structurants des recompositions qui affectent les relations intra-domestiques (Quesnel et del Rey, 2004 et 2005). Les formes d'organisation et de mise en œuvre de la migration depuis ses nouveaux foyers imposent une limitation des contacts entre les migrants et leur famille d'origine. Ces contacts prennent la forme d'appels téléphoniques irréguliers, lorsqu'un poste de téléphonie existe dans le village, et, plus communément, de transferts monétaires (*remesas*) réalisés à travers les nombreuses sociétés de mandat international qui ont ouvert une représentation à San Andrés Tuxtla, souvent sous la gestion de l'une des maisons de commerce de la ville. L'espacement et la sporadicité des contacts entre les migrants et leur famille restée au village dressent un cadre d'incertitude quant à la stabilité des engagements réciproques qui les lient, en grande partie parce qu'ils limitent les possibilités de renégocier/reformuler les attentes et les accords qui étaient à la base du projet migratoire.

Ce projet se définit au regard d'un certain nombre d'objectifs que le migrant se fixe ou se voit assigner, en accord avec sa famille. L'influence exercée à cet égard par cette dernière peut être considérée, *a priori*, comme dépendante du degré d'intervention qu'elle aura eu dans l'organisation du déplacement. Le statut foncier de la famille détermine, nous l'avons vu, les moyens que le candidat est en situation de mobiliser. Il pèse en retour sur la définition de ses objectifs, sa trajectoire, la durée de son absence et les conditions de sa réinsertion projetée dans le milieu villageois. Pour de nombreux ménages sans terre, la migration s'inscrit avant tout dans une stratégie de survie et se conçoit comme un moyen d'assurer les besoins matériels immédiats. Souvent, les migrants de ce groupe, qui sont le plus souvent eux-même chefs de ménage, sont soumis à des responsabilités familiales d'autant plus lourdes qu'ils ont des enfants en bas âge. La problématique du retour peut se présenter à eux de façon urgente – du fait de problèmes personnels ou d'accidents de santé de la famille au village – indépendamment de la réalisation de leurs objectifs.

La situation se présente de façon sensiblement différente pour les fils d'*ejidatarios*, en particulier pour les jeunes célibataires qui forment la principale cohorte de migrants. Leur absence est d'autant plus facile à gérer vis-à-vis de leur famille qu'ils ne sont pas investis d'un devoir d'entretien d'un ménage nucléaire propre. La migration peut alors être envisagée sur des pas de temps d'autant plus long qu'elle s'appuie sur des objectifs matériels précis. Le risque de voir le jeune migrant s'émanciper de toute obligation à l'égard de son groupe domestique d'origine est en revanche beaucoup plus fort, en particulier à mesure que son absence se prolonge. Ce risque, illustré par des exemples récurrents dans les contextes villageois, est un facteur puissant d'intervention des pères titulaires fonciers dans le financement de la migration et son organisation par le biais des contacts et des informations collectés par l'assemblée *ejidale*. L'appui financier d'un parent (frère, cousin) *ejidatario* est également de mise lorsque le migrant est un chef de famille sans terre, mais cette intervention se produit toujours à la demande du candidat et ne porte pas sur la planification de son parcours.

La capacité différenciée d'intervention de la famille sur la mise en œuvre des projets migratoires a une incidence concrète sur le type d'activité auquel les partants ont accès, sur la mise en place de transferts financiers, leur fréquence et leurs montants, ainsi que sur l'usage qui sera fait de ces transferts. Si l'accès aux filières clandestines de migration exige à tous un investissement considérable – entre 1 500 et 2 000 dollars, soit 18 mois environ du salaire d'un journalier agricole –, réalisé au moins partiellement grâce à la mise en gage d'un titre foncier auprès de prêteurs locaux, son coût financier (entre 10 et 20% d'intérêts *mensuels*) souffre des variations sensibles. Le statut foncier des *ejidatarios* permet à la majorité d'entre-eux non seulement de mobiliser un capital social plus dense, gage de possibilités accrues d'accès à des filières migratoires efficaces pour un prix raisonnable, mais il leur confère aussi une solvabilité qui leur permet de réduire les coûts financiers des prêts usuraires. Selon qu'un *ejidatario* s'implique ou non dans la migration d'un candidat, les perspectives d'épargne se trouvent radicalement modifiées pour ce dernier<sup>7</sup>. Lorsque le migrant est un homme marié, responsable de sa propre unité domestique, son foyer paternel peut en outre assurer la protection de ses enfants et de son épouse, veiller au maintien de leur accès aux programmes publics (voir *infra*) ainsi qu'aux accidents qui peuvent les affecter.

La contrainte financière qui pèse sur l'entreprise migratoire impose au candidat une insertion rapide dans les marchés de travail : tout retard ou irrégularité dans l'obtention d'un salaire a des incidences dramatiques sur la capacité de la famille à couvrir ses engagements et sur celle du migrant à atteindre ses objectifs<sup>8</sup>. L'insertion dans un réseau efficace, qui assistera le candidat dans son hébergement, la recherche et la négociation d'un emploi, revêt à cet égard une importance capitale. Elle détermine dans une large mesure la nature des objectifs que le migrant sera en situation de se fixer, sa capacité à les atteindre, la durée de son séjour, ainsi que les conditions de son retour : si la migration ne débouche pas sur une transformation significative des conditions de vie dans son foyer d'origine, il sera amené à prolonger ou à renouveler son expérience (Quesnel & del Rey, 2004).

L'implication des pères titulaires fonciers dans la migrations de leurs enfants représente non seulement une garantie dans la bonne mise en œuvre des projets migratoires, mais elle constitue aussi un gage de prédictibilité et de stabilité des relations entre les membres de la famille. Elle conduit à une formulation plus explicite des objectifs et des engagements mutuels que les membres de la famille entretiennent les uns vis-à-vis des autres. Le migrant se trouve en première instance lié par une dette morale et financière vis-à-vis de ses parents (Rosensweig, 1988). Il est obligé de répondre à l'appui qui lui a été prodigué, d'assurer le remboursement de la dette contractée, mais aussi, au-delà de ce remboursement, de satisfaire des attentes sociales à caractère normatif. À cet égard, la construction d'une maison "en dur" est une manifestation tangible et presque

<sup>7</sup> Un prêt de 1 000 dollars (prenant en compte les possibilités d'investissement sur fonds propres d'un titulaire foncier) obtenu avec un intérêt de 10% représente des charges financières quatre fois moindres que celles qu'engendre un prêt de 2000 dollars à un taux de 20%.

<sup>8</sup> Les enquêtes réalisées (Moreso 2002) font ainsi état de délais de remboursement de la dette variant entre quatre et trente mois selon les familles.

incontournable du compromis assumé vis-à-vis de sa famille et de sa communauté. Elle constitue à la fois l'objectif prioritaire et le symbole de la réussite d'une première migration. Mais si cette réalisation marque souvent l'aboutissement du projet migratoire au sein des familles sans terre, elle ne représente pour beaucoup d'*ejidatarios* qu'un objectif initial, préalable à l'amélioration des conditions de production, en particulier foncières (achat de terres, clôture et mise en herbe de parcelles préparant l'acquisition de bétail), ou à la diversification des activités (boutique, transport).

Une fois réalisée la construction d'un logement propre, la dette matérielle et morale du migrant est généralement considérée comme soldée – le fils est « désobligé » selon la terminologie locale (Quesnel & del Rey, 2004). Se présente alors un risque réel de désengagement du migrant. Son ancrage dans l'organisation familiale devient contingent des perspectives de construction patrimoniale que celle-ci est en mesure de lui fournir. À cet égard également, l'existence d'une assise foncière a une incidence sur les perspectives de retour et de réinsertion dans l'exploitation familiale et la localité d'origine. Elle est en elle-même un facteur d'explicitation des engagements entre les membres de la famille au sujet de leurs droits respectifs sur les biens familiaux. Si le foyer paternel devient de plus en plus dépendant des transferts financiers des migrants, il doit en retour leur fournir des gages quant à leur statut – leur droit au retour – au sein de la famille et de la communauté. Réciproquement, pour maintenir leurs droits sur le patrimoine familial et leur accès aux biens publics (écoles, dispensaires, adduction d'eau et d'électricité, téléphonie rurale, épicerie communautaire, etc.), les migrants doivent s'engager dans la reproduction familiale.

### ***La construction d'organisations familiales "en archipel" : obligation des fils, gestion des transferts migratoires et élaboration de projets patrimoniaux***

Avec la migration longue, les organisations économiques domestiques tendent à se reconfigurer selon des structures en archipel<sup>9</sup>, au sein desquelles les espaces d'activité distants et fractionnés sont connectés par des flux d'argent, d'informations, de biens symboliques et de personnes. Le foyer paternel joue un rôle central dans la coordination de ces flux, mais leur stabilité est conditionnée par le maintien de relations d'assistance et de solidarité au sein de la famille, alors qu'une grande partie de la descendance se trouve hors de l'espace physique de contrôle paternel et que l'exploitation agricole constitue un foyer de moins en moins attrayant pour l'élaboration des projets de vie des jeunes adultes. La prolongation des durées d'absence, outre qu'elle est susceptible de renforcer les incertitudes quant aux attentes et au positionnement sur le long terme des membres de la famille, correspond également à l'acquisition par les migrants de capacités et d'une autonomie (notamment quant à la maîtrise des règles et des réseaux sociaux qui organisent l'accès à l'emploi clandestin) qui leur donne la possibilité de s'affranchir de l'appui de leur famille. En même temps qu'elle permet de transformer les conditions de production et de reproduction de la famille, la migration longue crée ainsi les conditions de sa déstructuration, dès lors qu'elle pose l'éventualité d'une rupture entre les migrants et leur foyer.

L'intervention du père dans le financement et la planification de la migration de ses fils, mais aussi dans la prise en charge de leur propre noyau domestique (épouses et enfants) lorsqu'il existe, participe de la construction d'obligations mutuelles entre les membres de l'archipel familial. Mais sur le long terme, l'intéressement des migrants à un projet patrimonial apparaît constituer une condition centrale de la pérennisation des transferts migratoires, en particulier ceux des enfants célibataires. Il s'agit de mettre en place au niveau du foyer paternel une structure efficace et légitime de gestion et de redistribution centralisée de ces transferts, dans l'objectif déclaré d'assurer l'avenir des différents membres de la famille, via l'achat de terre et de bétail, la création d'un commerce, le financement de

---

<sup>9</sup> La notion "d'archipel familial" a été conceptualisée par André Quesnel en référence aux réflexions d'O. Dollfus sur l'archipel écologique andin (Dollfus, 1992) et à leur adaptation aux situations de mise en réseau de territoires dans le contexte de la mondialisation (Dollfus, 1997 ; Veltz, 1996).

la migration et/ou l'éducation des nouvelles générations, etc. Une telle construction sociale requiert du père, non seulement l'existence d'une base matérielle lui permettant de s'impliquer dans la migration de ses fils, mais aussi une véritable capacité de construire des projets patrimoniaux susceptibles d'intéresser la majorité de sa descendance et de gérer les ressources nécessaires à leur réalisation. A cet égard, la propriété d'une parcelle constitue en elle-même une ressource fragile pour négocier l'assistance de l'ensemble des fils. Si elle a accru la valeur des garanties financières représentées par la propriété *ejidale*, la réforme légale de 1992 a aussi renforcé les restrictions portant sur l'héritage de la terre. Elle maintient la contrainte de transfert à un successeur unique et crée ainsi un cadre propice aux tensions entre les *ejidatarios* et leurs enfants au sujet de la sélection et de la clientélisation des héritiers potentiels.

Les incertitudes et les anticipations individuelles liées à la migration longue mettent en lumière les lacunes institutionnelles créées conjointement par la restriction légale des attributions de l'*ejido* au regard de ses fonctions historiques d'intégration sociale (chapitres 7 et 8). La stabilisation des relations au sein des archipels familiaux est tributaire de la mise en place de dispositifs institutionnels (normes morales et pratiques sociales) susceptibles d'encadrer les choix et les comportements des individus, en fournissant des référents structurants dans les processus de renégociation des obligations croisées entre les membres de la famille, tout en limitant les risques de comportement opportuniste au détriment du collectif (Guilmoto, 1998 ; Guilmoto & Sandron, 1999). Dans cette perspective, la formalisation des processus d'obligation/"désobligation" des migrants préfigure l'élaboration de "contrats" inter-temporels, largement implicites, qui structurent dans la durée et sur la base d'échanges réciproques les relations intra-familiales<sup>10</sup>.

Peu de familles sont en situation d'atteindre un tel niveau de formalisation et de prédiction dans les relations entre leurs membres. Pour une majorité, une telle évolution est contingente de l'existence de normes collectives qui précisent les droits et obligations de la population migrante et des membres de la famille restés au village. Il s'agit d'éviter le détournement par le migrant des moyens mobilisés pour supporter son départ, mais aussi de lui garantir dans la durée des conditions attrayantes d'accès, non seulement au patrimoine familial (espace constructible et parcelle agricole), mais aussi à l'ensemble des biens et services publics (éducation, santé, eau potable, électricité, programmes d'assistance sociale) qui déterminent la valeur des investissements réalisés dans la localité rurale, notamment en matière de logement. Ces biens publics englobent également les organisations locales par lesquelles transitent les informations stratégiques et les recommandations qui conditionnent la (re)mise en œuvre d'un projet d'insertion professionnelle (accès aux réseaux migratoires clandestins, au crédit informel). Le respect des obligations en termes d'assistance au foyer paternel et aux nouveaux candidats à la migration apparaît conditionné par l'étendue des droits des migrants sur ces ressources. Si la migration longue se conçoit en première instance dans le cadre familial, son institutionnalisation, à travers la mise en place et la stabilisation d'organisations en archipel, semble ainsi lié à la construction de dispositifs collectifs qui facilitent l'investissement des revenus migratoires et assurent leur rentabilité dans le contexte local.

---

<sup>10</sup> La notion de contrat a été mobilisée dans l'analyse de la migration internationale depuis le champ de la nouvelle économie institutionnelle. Son usage s'établit en référence aux logiques de minimisation des coûts de transaction et des risques induits par la migration entre les migrants et leurs familles d'origine dans des contextes de fortes distance et d'intermittence des relations entre les parties de la "transaction migratoire" (voir Pollack, 1985 ; Rosenzweig, 1988 ; Guilmoto, 1998 ; Guilmoto & Sandron, 1999). Le cas mexicain se prête particulièrement bien à la mise en œuvre de cette perspective.

## Les déterminants locaux de la construction des nouvelles organisations familiales<sup>11</sup>

### ***La production de la “ressource migratoire” sur une base locale***

Nous l’avons vu au chapitre précédent, la migration longue s’est développée et massifiée dans la région des Tuxtlas sur un très bref laps de temps, au cours du dernier lustre du XX<sup>e</sup> siècle. Cette massification s’est produite en l’absence des réseaux et du capital social qui avaient caractérisé le développement de la migration mexicaine dans ses foyers historiques du Nord et Centre-Ouest du pays. Ces conditions renvoient à des formes spécifiques de socialisation de la “ressource migratoire”. La migration clandestine s’est amorcée dans les Tuxtlas à la suite de la réforme légale de 1992 et la distribution des certificats fonciers transférables, sur la base de ressources essentiellement familiales et autour d’acteurs qui disposaient d’un capital foncier et social consistants, deux facteurs qui sont fortement corrélés à l’organisation *ejidale*. Le phénomène migratoire a ensuite diffusé autour des familles pionnières et des manifestations de leur réussite (construction, acquisitions foncières, achat de bétail, d’un véhicule de transport ou installation d’un commerce) : les réseaux de parenté ou de proximité sociale ont supporté la transmission des informations stratégiques qui concernaient les organisations clandestines de passeurs et les appuis financiers conditionnant leur accès. Du fait de l’assèchement des circuits monétaires lié à la crise agricole, cette phase de diffusion primaire, en “tâche d’huile”, a impliqué essentiellement des familles dotées d’un patrimoine foncier (tableau 11.1).

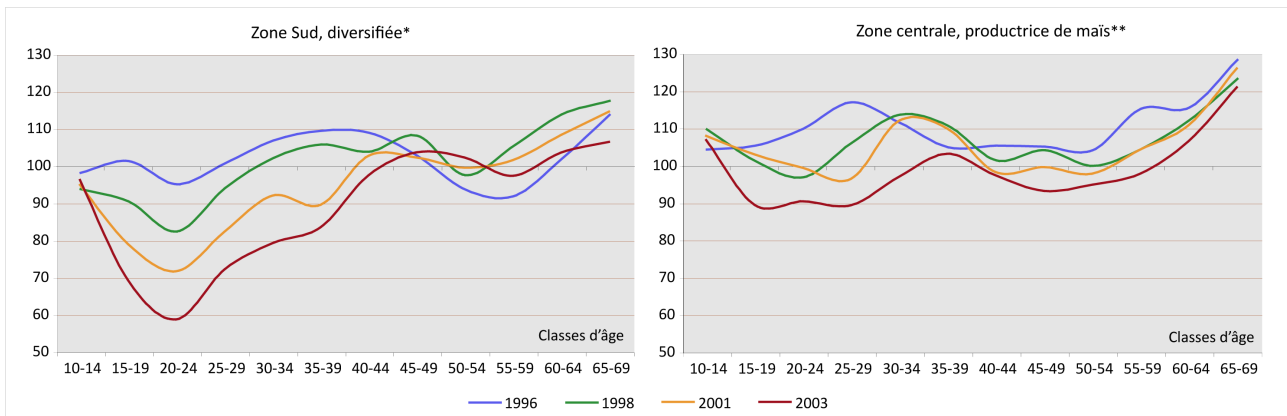
Dans la première moitié des années 2000, une majorité des localités des Tuxtlas se trouvait à ce stade du développement de la migration. Mais l’incidence du phénomène migratoire différait sensiblement d’une localité, ou d’un groupe de localités situées dans une espace géographique circonscrit, à un autre. Le municipe de San Andrés présente ainsi des situations micro-régionales contrastées, selon que l’on considère les *ejidos* dont l’économie est demeurée centrée sur la production de maïs, à des fins d’autoconsommation et comme base principale du revenu agricole, ou ceux, majoritairement situés dans la partie sud, qui ont diversifié leurs activités de façon précoce, autour du développement de l’élevage – et, dans une moindre mesure, de la canne à sucre – et du renforcement de leurs articulations avec les marchés nationaux de travail. Ces deux situations renvoient à des trajectoires institutionnelles divergentes qui ont été décrites dans les deux chapitres précédents, selon que les *ejidos* concernés ont fait le choix de l’incorporation au dispositif étatique postrévolutionnaire ou, au contraire, de l’affirmation de leur autonomie dans la régulation politique et foncière. Dans le contexte contemporain, ces divergences s’expriment dans le creusement rapide du taux de masculinité dans les catégories d’âges de 15 à 35 ans – avec un sex-ratio inférieur à 0,6 entre 20 et 24 ans en 2003 –, ou au contraire dans une évolution beaucoup plus graduelle et diffuse des indicateurs de la migration (figure 11.1).

Un second point de différenciation concerne la concentration de plus en plus marquée du phénomène migratoire dans les tranches d’âge jeunes au sein des localités du premier groupe, alors qu’il apparaît également concerner significativement les hommes de plus de quarante ans dans les *ejidos* du second – des caractéristiques que l’enquête Moreso de 1999 associait respectivement aux ménages possédant des terres ou en étant démunis. Les données des centres de santé rurale ayant servi à l’élaboration de la figure 11.1 suggèrent ainsi l’existence de processus nettement différenciés de diffusion du phénomène migratoire, à la fois du point de vue de sa magnitude et des profils sociaux qui sont impliqués.

---

<sup>11</sup> Les réflexions exposées dans cette section sont redevables des idées développées par André Quesnel et Alberto del Rey (2004 et 2005) et des échanges stimulants que nous avons eus dans le cadre du projet IRD-CIESAS *Régulations foncières et dynamiques des économies familiales en milieu rural au Sud du Mexique*, entre 1999 et 2004.

Figure 11.1 : Evolution du taux de masculinité dans les ejidos selon leur localisation et leur type d'orientation économique, dans le municipe de San Andrés Tuxtla (1995-2003)



\* Villages de Bodegas de Totoltepec, La Redonda, Apixita, Coyoltepec, Dos Aguajes, Río de Tuxtla, Nuevo Progreso, Abrevadero, Cuesta de Laja, El Remolino

\*\* Villages de Axochío, Paso de la Vía, Tulapan, Los Naranjos, Cuesta Amarilla, Chuniapan de Arriba, Chuniapan de Abajo, Buenos Aires Texalpan, Buenos Aires Xoteapan, Tierra Colorada

Sources : Recensements annuels, *Unidades medicales rurales* IMSS-Solidaridad

Cette diffusion primaire a généré des changements rapides des cadres d'organisation de la mobilité dans les villages où son incidence était la plus forte. Les investissements des migrants, réalisés prioritairement dans la construction d'une habitation propre, y ont suscité une forte revalorisation des lots constructibles. Dans la plupart des *ejidos* fortement impliqués dans la migration longue, ces terrains ont fait l'objet de la certification foncière au cours des années 1990 (voir le chapitre 10) ; et, à la différence des terres agricoles, cette certification a généralement bénéficié à la quasi-totalité des familles résidentes. Les documents fonciers distribués sur ces zones sont en outre des titres de pleine propriété, dont la valeur d'échange n'est pas restreinte à la communauté *ejidale* et peut faire l'objet de garanties financières plus larges (*Ibid.*)<sup>12</sup>. L'accroissement de la demande fait de ces lots un bien de plus en plus valorisé par les prêteurs sur gage et permet aux familles sans terre agricole d'accéder à des financements qui leur étaient refusés auparavant. Dans les villages concernés – principalement situés dans la "zone Sud" de la figure 11.1 –, les disponibilités monétaires des familles de migrants et la probabilité croissante de disposer d'un parent ou d'un proche émigré contribuent tout autant à amplifier le processus de socialisation de la migration.

À ce stade, on peut considérer que s'opère une "internalisation" de l'organisation de la mobilité : de nouveaux profils individuels, femmes, mineurs, s'incorporent au courant migratoire, en même temps que l'élargissement de la diaspora permet de réduire les coûts de transaction qui grèvent l'accès aux filières clandestines. Les flux de personnes deviennent moins sélectifs en termes socio-économiques, plus représentatifs de l'ensemble de la population (Massey *et al.*, 1987 ; Massey *et al.*, 1993 ; Guilamoto & Sandron, 1999). Toutefois, à l'échelle du municipe de San Andrés, les localités qui étaient en passe d'atteindre ce stade du processus migratoire au début des années 2000 étaient encore très peu nombreuses : elles se concentraient dans un périmètre restreint, sur la rive droite du *río* Grande de Catemaco, à proximité du village de Bodegas de Totoltepec qui a joué un rôle pionnier dans l'émergence du phénomène, au début des années 1990 (figure 11.2, *infra*).

<sup>12</sup> Les certificats fonciers émis sur les terres de "propriété sociale" de l'*ejido* peuvent servir de garantie auprès d'institutions financières, mais les droits ainsi engagés concernent l'exploitation des terres et non leur pleine propriété. Les lots certifiés dans les zones d'habitation relèvent en revanche d'un droit de propriété privée et peuvent être saisis intégralement en cas de défaut de paiement d'un créancier.



## **Ancrage local ou déshérence des jeunes générations ?**

### **La patrimonialisation de la rente migratoire comme objet d'action collective**

Les institutions locales remplissent ainsi une fonction importante dans la socialisation des facteurs de la migration. Mais elles interviennent également dans les processus d'ancrage local des projets de vie des migrants – construction d'un patrimoine propre, formation et installation d'un foyer dans la localité rurale, constitution et éducation de leur descendance. Si les parents jouent un rôle pivot dans la formulation et la coordination des projets patrimoniaux de leurs enfants émigrés, ce rôle n'est pas seulement contingent des ressources que recèle leur propre patrimoine : la constitution d'un "portefeuille d'actifs" sur lequel les migrants peuvent appuyer leur projet de vie dépend également des ressources matérielles et organisationnelles que la communauté met à leur disposition dans la perspective de leur retour et de futurs déplacements.

L'*ancrage local* des trajectoires migratoires est ainsi conditionné par les services publics (éducatifs, sanitaires, d'équipements urbains et de communications), les opportunités d'accès aux programmes sociaux ou de développement agricole, ainsi que par la diversité des activités économiques (agricoles et non agricoles) dont les communautés rurales peuvent se prévaloir afin de canaliser et pérenniser les transferts financiers de la diaspora. Indépendamment des ressources propres dont dispose sa famille, les perspectives de réinsertion d'un jeune migrant n'apparaissent pas les mêmes dans un village situé sur les marges des systèmes de communications, de santé et d'éducation publiques, où les activités agricoles sont restreintes à la production vivrière, et dans un bourg rural bien connecté au réseau routier, recelant une variété d'opportunités à la fois en termes d'activités non agricoles (commerce, transport, services divers) et de formation de capital humain (éducation secondaire et santé de la famille).

L'importance des contextes locaux dans les trajectoires d'investissement et de réinsertion des migrants renvoie aux processus historiques d'articulation entre les communautés paysannes et l'Etat postrévolutionnaire. Nous avons vu le rôle structurant joué par la réforme agraire dans la mise en place de ces relations. Selon la capacité de leurs dirigeants à tisser, étendre et institutionnaliser des rapports durables avec les agences fédérales et les syndicats paysans qui ont constitué durant un demi-siècle la trame du dispositif d'ancrage de l'Etat, certains *ejidos* ont bénéficié d'un accès renouvelé aux programmes de dotation foncière et de développement agricole. Comme nous le verrons dans la dernière partie de ce chapitre, ces liens privilégiés avec les réseaux de politique publique s'expriment de nos jours dans la densité des infrastructures et des services de tous types dont ces communautés sont le siège, ainsi que dans la diversité de leurs activités économiques.

Les processus d'organisation et d'action collective qui se sont noués autour des interventions étatiques sont aujourd'hui au centre des dynamiques locales de production de nouveaux biens publics associés à la mise en œuvre des politiques de décentralisation. Les fonds de développement local qui sont alloués à la densification et la diversification des services sociaux (dispensaires, collèges et lycées) ou à caractère commercial (épiceries communautaires, relais téléphoniques, transports publics), à la mise en place d'infrastructures urbaines (eau courante, tout-à-l'égout, éclairage public), mais aussi les programmes sociaux (lutte contre la pauvreté, soutiens aux adultes du troisième âge, amélioration de l'habitat) ou ceux qui ont trait à la diversification des activités économiques (petit élevage, agriculture hors-sol, moulins, artisanat) viennent à leur tour renforcer les moyens dont disposent les chefs de famille pour articuler les projets de vie de leurs fils émigrés autour du patrimoine familial.

La densité des relations que les organisations locales entretiennent avec les administrations publiques et les opérateurs non gouvernementaux ne détermine pas seulement leur efficacité pour drainer des fonds d'équipement et des projets de développement, mais aussi leur capacité à en "internaliser" la mise en œuvre, c'est à dire à en faire bénéficier des secteurs de la population qui, en principe, devraient en être exclus. C'est par exemple le cas lorsque les subsides de lutte contre la

pauvreté du programme Progres-Oportunidades, dont la délivrance est en principe conditionnée à la permanence des mères bénéficiaires dans la localité rurale, sont réorientés, grâce à la bienveillance et à l'entremise des correspondants locaux du programme, vers les chefs de famille qui assurent la garde des enfants durant la période d'absence de leurs parents partis en migration. Des biais similaires sont observables lorsque les appuis en matériaux de construction du programme Habitat (ciment pour la pose de sols, tôles de couverture, latrines), destinés à l'amélioration des conditions de logement des ménages pauvres, atteignent une population beaucoup plus large, et notamment les migrants qui investissent dans la construction.

De façon contingente de l'histoire institutionnelle locale se constitue ainsi un *pool* de ressources qui sont mises à la disposition des ressortissants de la communauté, indépendamment de leur lieu de résidence, et qui supportent les trajectoires de mobilité des nouvelles générations. La variété et l'accessibilité de ces ressources ont une incidence directe sur la propension des migrants à s'engager dans un système centralisé de captation, redistribution et investissement de leurs revenus et à développer un projet de patrimonialisation sous les auspices de leur famille.

### ***La reconstruction de dispositifs collectifs de régulation intergénérationnelle***

Durant plus d'un demi-siècle, l'*ejido* et ses instances de gouvernement ont assuré des fonctions centrales dans la régulation des rapports intergénérationnels. À travers l'allocation interne des droits fonciers, souvent en contravention avec la réglementation officielle (via le maintien de normes d'accès ouvert aux terres, la réallocation de droits laissés "vacants" du fait du départ volontaire ou contraint de leurs détenteurs, ou la régulation des marchés du faire-valoir indirect et de l'achat-vente de terres), ou par le recours aux représentants locaux de l'Etat pour obtenir de nouvelles dotations foncières, l'*ejido* a garanti dans la durée et de façon relativement satisfaisante l'accès des nouvelles générations à la terre, soit dans l'espace foncier local, soit à travers leur déplacement vers les frontières agraires. L'épuisement de ces dernières au cours des années 1980, mais plus encore, l'affaiblissement légal et fonctionnel des capacités de médiations des instances *ejidales*, à la suite de la réforme de 1992 et du délitement des organisations corporatives officielles, ont remis en cause ces fonctions régulatrices.

Les lacunes institutionnelles créées par l'irruption du phénomène migratoire et les défis qu'il pose en termes de construction et de stabilisation d'organisations familiales "en archipel" contribuent toutefois à faire émerger ou à remettre en selle des organisations capables de coordonner la production des nouvelles ressources collectives qui sont essentielles pour les stratégies de reproduction des familles rurales et de leurs membres. Les besoins d'institutionnalisation des dispositifs migratoires en termes de formalisation des rapports entre les migrants et leur famille renvoient à la capacité des organisations locales à réaliser les ajustements entre les intérêts des groupes qui contrôlent les instances de production et de gestion de ressources stratégiques pour les migrants et ceux des différents membres de l'archipel familial. Les conditions de mise en œuvre de la mobilité, marquées par la faible résilience des réseaux sociaux formés par les migrants et l'extrême flexibilité des nouveaux marchés de travail, se traduisent par une forte instabilité des trajectoires individuelles, qui fait elle-même obstacle à la consolidation des structures de l'archipel familial. Cette instabilité rend d'autant plus nécessaire l'émergence de dispositifs collectifs orientés à encadrer et sanctionner les comportements des acteurs familiaux, tant au regard des conditions de mise en œuvre de la mobilité que des conditions d'utilisation des transferts migratoires ou des conditions de retour et de réinsertion des migrants dans l'exploitation agricole et la communauté rurale.

Ces dispositifs revêtent plusieurs formes. Ils concernent en premier lieu les réseaux de socialisation de l'accès à la migration qui fournissent les informations et les appuis stratégiques permettant de réduire les coûts de transaction qui caractérisent les marchés de travail clandestin : dynamique et localisation de l'offre d'emploi, sources de crédit informel, conditions de franchissement de la frontière, opportunités d'hébergement et d'assistance par la diaspora, etc.

De façon plus significative, des dispositifs se sont mis en place dans certaines localités qui permettent aux migrants de maintenir leur droit d'accès à des services et des programmes dont leur absence pourrait les exclure. C'est notamment le cas dans les situations que nous avons déjà évoquées, où les femmes émigrées conservent le bénéfice des bourses scolaires et des compléments alimentaires du programme Progres-Oportunidades, en transférant leurs droits nominaux à leur mère ou leur belle-mère qui assure la garde de leurs enfants, avec la complicité des agents locaux du programme. De telles logiques s'observent également lorsque les prêteurs locaux restituent temporairement à leurs propriétaires les certificats fonciers qu'ils ont mis en gage pour financer la migration d'un de leurs enfants, de façon à leur permettre de percevoir les subsides de Procampo. Les migrants restent également informés des opportunités d'investissement fournies les projets publics et privés de diversification productive, les programmes d'amélioration de l'habitat à taux zéro que proposent certaines ONG ou les pouvoirs publics (notamment dans le cadre du programme Habitat, voir *supra*), ou les offres de terres et de lots à bâtir dans la communauté et les localités voisines.

Une forme particulière de ces processus d'institutionnalisation réside dans l'émergence d'*entreprises familiales de la migration*, qui occupent aujourd'hui un rôle pivot dans l'organisation de la mobilité. Au sein des *ejidos* les plus précocement engagés dans la migration longue, à Bodegas de Totoltepec notamment, certaines familles ont stabilisé une organisation qui leur permet d'internaliser les coûts de la migration, depuis le financement des candidats jusqu'à leur placement sur les marchés de travail, en passant par leur hébergement et la contractualisation des passeurs clandestins. Ces organisations contribuent à abaisser les coûts de transaction dont pâtissaient originellement les migrants, alors que, dans le même temps, leur ancrage dans la communauté est perçu comme une garantie quant au bon aboutissement de la trajectoire migratoire et, dans une moindre mesure, au respect des obligations d'assistance au sein de la famille. Elles constituent à la fois une ressource locale et un paradigme de l'aboutissement des stratégies d'articulation des projets patrimoniaux des fils émigrés avec l'exploitation paternelle. En fournissant des points de référence stables et géographiquement situés, ainsi que les moyens pour circuler entre ces points, elles sont aussi en situation de constituer les éléments de base de réseaux migratoires fonctionnels, dont l'émergence est l'une des clés de l'institutionnalisation de la migration longue dans les dynamiques familiales.

## **L'*ejido* au centre des dynamiques de développement territorial : nouvelles politiques du local et production endogène de dispositifs fiscaux**

Ces processus d'action collective orientés à encadrer les rapports entre les migrants et leur famille tendent à s'appuyer sur des cadres organisationnels et institutionnels existants, dès lors que ceux-ci ont prouvé leur efficacité dans la régulation des relations intergénérationnelles. Les instances de gouvernement local et de médiation politique associées à l'*ejido* ont été investies de ces fonctions pendant des décennies. Dans le nouveau jeu de contraintes et d'opportunités créé par la migration, ces institutions recouvrent une nouvelle fonctionnalité, malgré leur affaiblissement dans la loi de 1992. Si l'assemblée et le *comisariado ejidal* ne jouissent pas d'une légitimité égale dans l'ensemble des communautés, ils constituent des champs de concentration de compétence qui en font des référents incontournables dans les processus de mise en cohérence des intérêts des différentes catégories d'acteurs engagés dans la dynamique migratoire.

Nous avons vu au chapitre précédent que la réalisation du programme de certification foncière avait été l'occasion de réaffirmer la mainmise des organisations *ejidales* sur les arènes politiques d'une majorité des communautés de la région. Cette prééminence a trouvé une expression singulière dans la définition du statut légal assigné aux zones résidentielles. Au début de l'année 2001, 12 des 31 *ejidos* qui avaient mené à son terme le processus de certification foncière avaient résolu de ne pas régulariser la tenure de leur zone résidentielle. La gestion des espaces concernés, où se trouvent concentrés les équipements et les biens publics, demeurait donc du ressort des organes de

gouvernement *ejidal*, comme Azuela (1995) en avait fait le constat juste avant la réalisation du Procédé. Si l'on ajoute à ces communautés celles qui n'avaient pas encore conclu les procédures de certification, c'est la moitié des *ejidos* de la région (20 sur 41), regroupant 37% des villages et 40% de la population totale, qui conservait le régime de gouvernance des espaces publics hérité du cadre légal antérieur aux réformes de 1992. Si les critères généralement invoqués pour justifier cette décision se référaient à la crainte de la fiscalisation qui résulterait de l'inscription des lots bâtis au registre de la propriété privée, un enjeu central de la position adoptée par les *ejidatarios* résidait dans le maintien de leur contrôle sur les biens et les services publics locaux.

La réforme légale de 1992 a pourtant aboli juridiquement le contrôle exercé par les organisations *ejidales* sur ces biens, en même temps que les politiques de lutte contre la pauvreté contribuaient à en accroître la densité et les mesures de décentralisation à en modifier les formes de production. Les équipements et les infrastructures locales relèvent désormais de la compétence de l'agent municipal – qui coordonne les rapports entre la population locale et la municipalité dans la gestion des fonds de développement social – ainsi que des différents comités d'administration de ces biens qui sont, au même titre que l'agent municipal, élus au suffrage universel. Un regard attentif aux modalités de formation de ces organes renvoie toutefois à une réalité plus complexe : dans la grande majorité des localités du sud du municipe de San Andrés, mais aussi dans un grand nombre des villages de la zone la plus densément peuplée, tant les agents municipaux que les membres des comités sociaux sont certes élus au suffrage universel, mais sur la base de candidatures qui sont concertées en assemblée *ejidale* ou dans le cénacle de son comité exécutif. Les élections n'ont d'autre effet que de valider les pratiques traditionnelles de cooptation des charges de représentation, même si elle ont acquis une forme pluraliste avec l'irruption du multipartisme<sup>13</sup>. Dans la majorité des villages étudiés, ce sont également les autorités *ejidales* qui assument la collecte des fonds et l'organisation des travaux collectifs destinés à l'entretien de ces infrastructures.

### ***Le développement territorial au centre des enjeux de gouvernance locale***

Les politiques sociales mises en place par l'Etat mexicain dans la seconde moitié des années 1990 ont considérablement modifié les conditions d'accès de la population rurale à des services qui étaient autrefois de nature essentiellement urbaine. À partir des réformes budgétaires promulguées entre 1997 et 1998, l'enveloppe fédérale destinée à l'équipement des zones rurales en infrastructures et services sociaux (*Ramo 33-FISM*) a suivi une augmentation sensible, passant, en valeur réelle, de 3,115 milliards de pesos en 1997 à 4,404 milliards en 2000 et 5,735 milliards en 2003 (Léonard & Losch, 2006). La gestion de ces fonds s'inscrit dans un schéma de décentralisation de l'exercice budgétaire, qui accorde aux municipalités une large autonomie dans le financement de projets formulés par des organisations villageoises qui participent à leur réalisation (Scott, 2003).

L'Etat de Veracruz a été particulièrement favorisé par cette réorganisation, puisque l'enveloppe qui lui était assignée pour les infrastructures sociales rurales a été multipliée par 3,75 entre 1997 et 1999, contre 2,2 en moyenne au niveau national ; Veracruz était alors le premier bénéficiaire de ces fonds au niveau national (Patrón Sánchez, 2000). Dans ce contexte favorable, le municipe de San Andrés Tuxtla occupe lui-même une place privilégiée : au long des années 2000, il a été le troisième récipiendaire en importance du FISM (*Fondo para la Infraestructura Social Municipal*) parmi les 212 entités qui intègrent le territoire de l'Etat, devançant très nettement des municipes dont la population rurale équivaut à la sienne et se trouve en situation de très grande pauvreté. Entre 1999

<sup>13</sup> Les processus de désignation des gestionnaires des affaires publiques parmi les *ejidatarios* semblent s'accompagner d'une mise entre parenthèse des clivages politiques entre partisans du PRI et leurs rivaux du PRD (Parti de la révolution démocratique), comme si ce type d'affrontement n'avait de sens qu'au-delà des frontières symboliques des affaires internes de la communauté. Dans de nombreux *ejidos*, deux listes se présentent qui revendiquent des affiliations distinctes, mais en aucun cas ne sont remis en question les principes de leur désignation par les tenants de l'organisation *ejidale*.

et 2009, sa dotation pour la réalisation d'infrastructures rurales s'est ainsi accrue de près de 80% en termes réels, son niveau par habitant augmentant pour sa part de plus de 60%, en dépit d'une certaine stagnation entre 2001 et 2004 (tableau 11.3).

Tableau 11.3 : Evolution des dotations budgétaires pour la réalisation d'infrastructures rurales au municipio de San Andrés Tuxtla, 1999-2009 (en milliers de pesos de 2000)

Années	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Dotation FISM	37 728	44 578	50 908	49 076	48 704	48 613	53 305	54 732	59 150	66 787	67 296
1999 = 100	100	118,2	134,9	130,1	129,1	128,8	141,3	145,1	156,8	177	178,4
Dotation par habitant* (pesos 2000)	267	313	355	339	334	330	359	364	389	434	433

\* En prenant pour base les recensements de 2000 et 2010 et le *Conteo de Población* de 2005

Sources : *Gaceta Oficial del Estado de Veracruz* ; Inegi, *Censo General de Población 2000* ; *Conteo de Población y Viviendas 2005* ; *Censo General de Población 2010*

L'augmentation régulière des financements destinés à l'équipement des localités en infrastructures, au moment où celles-ci faisaient face aux ajustements imposés par la "désagrarisation" de leur économie et l'explosion de migrations longues, a fortement influencé les dynamiques sociopolitiques et territoriales. La captation des transferts migratoires et l'attraction des fonds de développement local apparaissent en effet comme deux questions liées : les transferts confortent l'ancrage local d'une population (les épouses et enfants de migrants restés au village) demandeuse de services publics (éducation, santé, communication, électricité, eau courante). Celle-ci contribue dans le même temps à accroître l'offre et la demande de services privés (commerce, transport, téléphonie) dans lesquels peuvent s'investir les revenus migratoires. Ce faisant, ces derniers renforcent la probabilité d'investissements publics visant à constituer des centres de services autour desquels doivent s'articuler les politiques sociales (Conapo, 2002)<sup>14</sup>.

L'attraction des fonds du *Ramo 33-FISM*, est toutefois lourdement conditionnée. En premier lieu, les projets d'infrastructures sont soumis à des contreparties de co-investissement de la part des communautés bénéficiaires, à hauteur de 10 à 15% de leur coût total<sup>15</sup>. À défaut de mobiliser l'épargne et/ou la force de travail de leurs ressortissants, les dirigeants villageois ne peuvent prétendre à un accès renouvelé aux fonds d'équipement auprès des municipalités. Mais leur capacité de mobilisation doit aussi s'étendre aux réseaux politiques qui structurent les jeux de pouvoir au niveau municipal, dans un contexte de forte concurrence entre les localités pour le financement des projets d'infrastructures. Le suivi des fonds du *Ramo 33* captés par différentes localités de San Andrés Tuxtla entre 2001 et 2004 fournit à cet égard des indications éclairantes quant à l'inégale efficacité des dirigeants locaux, autant pour imposer à leurs ressortissants (résidents et migrants) des contributions à la production de biens publics, que pour exercer leur influence après des gouvernements municipaux.

<sup>14</sup> Au cours des années 2000, la politique sociale de l'Etat mexicain s'est orientée vers la mise en place de centres de services richement équipés en infrastructures éducatives, de santé, de transport, etc., avec l'objectif de leur faire jouer un « rôle détonateur » dans le développement des zones marginalisées environnantes. Cette logique s'est concrétisée notamment dans la formalisation du programme *Microrregiones*, mis en œuvre par la Sedesol à partir de 2001, puis de son successeur, *Estrategia 100 por 100*, en 2008, qui vise à densifier l'offre de services de tous types au niveau d'une centaine de municipes les plus pauvres du pays (voir Léonard & Foyer, 2011 : 377-382).

<sup>15</sup> Ces contreparties peuvent être satisfaites à travers la participation de la population locale aux travaux de réalisation des infrastructures. Mais lorsque ceux-ci impliquent des interventions mécanisées (électrification, tout-à-l'égout), la contribution communautaire est principalement financière.

Le tableau 11.4 propose un exercice comparatif entre 6 localités *ejidales* de taille comparable quant à leur population (entre 1 000 et 2 000 habitants), mais qui se différencient quant à leur indice de marginalité (qui mesure le niveau de dotation en infrastructures et en services, et d'éducation et de revenu de la population<sup>16</sup>) et à l'incidence de la migration longue, mesurée ici par le taux de masculinité entre 15 et 65 ans (un taux faible indiquant une forte migration des jeunes hommes). La période 2001-2004 est intéressante, car elle correspond à une phase de consolidation de l'apprentissage quant à la façon de négocier les projets proposés au financement du *Ramo 33* et de gérer leur réalisation après la forte augmentation de leurs montants entre 1998 et 2001. Elle s'identifie également avec une période de consolidation de la migration longue en tant que composante structurelle des nouvelles formes d'organisation économique (voir l'évolution des indices de masculinité entre 2000 et 2005).

Tableau 11.4: Accès aux transferts publics et aux fonds d'équipement social dans six contextes locaux du municipe de San Andrés Tuxtla (en pesos courants)

	Bodegas de Totoltepec	La Redonda	Cuesta de Laja	Soyata	Tulapan	Cuesta Amarilla	
Population en 2000	1 674	986	1 085	1 112	2 138	1 086	
Taux de masculinité 15-65 ans 2000*	78,3	88,8	88,3	88,9	103,3	104,7	
Indice de marginalité 2000	-0,442	0,410	0,470	0,375	0,941	0,505	
Transferts publics 2001 pesos/hab, Ramo 033**	147,20	256,50	97,20	17,40	202,60	199,7	
	Transferts publics directs***	495	825	423,0	626	579	583,8
	Total	641,90	1 081,20	520,20	643,50	782,30	783,50
Population en 2005	1 708	800	1 110	1 129	2 248	1 083	
Taux de masculinité 15-65 ans 2005*	63,4	69,3	77,3	78,5	101,5	103,5	
Indice de marginalité 2005	-0,601	-0,210	-0,161	-0,130	0,670	0,329	
Transferts publics 2004 pesos/hab, Ramo 033**	531,90	598,60	422,90	0	77,90	0	
	Transferts publics directs***	688	1 064	839,60	833,50	702,50	790
	Total	1 219,50	1 662,50	1 262,50	833,50	780,50	790,00
Total Ramo 2001-2004	2 003 812	2 069 386	1 017 790	160 494	823 654	509 446	
Participation au Ramo 033 \$ par habitant/an	41,90	27,80	52,00	0	3,50	8,20	

Sources: Inegi, *Censo General de Población 2000* ; *Conteo de Población y Viviendas 2005* ; \* Unidades Médicas Rurales, IMSS-Solidaridad ; \*\* H. Ayuntamiento, San Andrés Tuxtla ; \*\*\* Procampo et Oportunidades : SAGARPA, DDR 009, San Andrés Tuxtla ; Sedesol, Delegación Regional San Andrés Tuxtla ; [http://148.243.7.2:8080/internet/servlet/fams\\_loc](http://148.243.7.2:8080/internet/servlet/fams_loc)

Les données du tableau 11.4 montrent ainsi que les mécanismes d'assignation des subsides publics alloués aux groupes sociaux vulnérables (Procampo et Oportunidades) ne sont pas significativement

<sup>16</sup> L'indice de marginalité (*índice de marginación*) établi par le Conseil National de la Population (Conapo), mesure, sur une échelle qui va de -2 pour les localités présentant des indicateurs élevés de bien-être à +2 pour les plus pauvres, les conditions objectives d'accès aux services sociaux de base et d'habitat de la population, à partir des données des recensements et des *conteos* quinquennaux. Voir à ce sujet [http://www.conapo.gob.mx/es/CONAPO/Indice\\_Absoluto\\_de\\_Marginacion\\_2000\\_2010](http://www.conapo.gob.mx/es/CONAPO/Indice_Absoluto_de_Marginacion_2000_2010)

indexés au degré de marginalité des localités : les villages les plus pauvres (Tulapan, Cuesta Amarilla) perçoivent au contraire des subsides sociaux d'un niveau équivalent, voire inférieur, à celui d'*ejidos* comme Bodegas de Totoltepec, Cuesta de Laja ou La Redonda, qui présentent pourtant des niveaux de revenu supérieurs. Surtout, à un moment-charnière qui marque l'essor des fonds destinés à l'équipement des localités rurales, l'évolution de la distribution des ressources du *Ramo 33* révèle la capacité des villages les mieux insérés dans les réseaux de politique publique à induire une focalisation de plus en plus marquée de ces fonds. Au cours de la période 2001-2004, le budget de développement local a ainsi suivi un processus de concentration remarquable au bénéfice des *ejidos* qui présentaient, à la fois, les indices de migration les plus élevés et de marginalité les plus faibles. En d'autres termes, tout se passe comme si l'assignation des projets d'équipement et d'infrastructures sociales suivait un schéma de concentration cumulative.

Ces évidences empiriques suscitent deux types de réflexions. En premier lieu elles mettent en évidence la capacité inégale des représentants des communautés, présents et passés, à assurer à leurs administrés un accès large aux politiques publiques. En fonction de leur histoire institutionnelle, de l'efficacité de leurs organisations intermédiaires dans les médiations avec les administrations municipales ou fédérales, les communautés se trouvent dans des situations très contrastées quant à leur possibilité d'offrir à leurs ressortissants, résidents et migrants, un "portefeuille" de ressources susceptibles de supporter leurs projets de vie et de développement familial. Certaines localités sont en situation de devenir des pôles d'attraction des investissements des nouvelles générations, alors que d'autres perdent de leur poids économique au profit des premières.

Cette capacité différenciée d'organisation et d'action collective a également trouvé un champ d'expression particulier dans l'émergence de différents types d'associations (fondations locales de type privé pour la construction de bâtiments religieux – comme à Bodegas de Totoltepec –, pour l'installation d'une épicerie communautaire ou d'un relais téléphonique), dont les organisations d'éleveurs sont une expression singulière. Dans le contexte d'institutionnalisation des formes corporatives de médiation caractéristique du régime postrévolutionnaire, les intérêts des éleveurs étaient représentés par des associations municipales, elles-mêmes fédérées en unions régionales (voir le chapitre 8). Ces organisations étaient des bastions politiques des propriétaires privés et leur fournissaient un relais jusqu'aux plus hautes sphères de l'Etat-parti (Mackinlay, 2004). Celui-ci leur avait alloué un monopole sur l'enregistrement et la facturation du bétail bovin, ainsi que sur la gestion des fonds d'appui au secteur de l'élevage et celle des "certificats d'inaffectabilité" agraire qui protégeaient les grands propriétaires des revendications d'expropriation foncière.

Cette situation de monopole a été abrogée par une réforme de la Loi de régulation des associations d'éleveurs, votée en janvier 1999 (Domínguez García, 1999). Celle-ci affirme la liberté d'association et autorise la constitution d'organisations au niveau micro-local, dotées des mêmes compétences que les associations municipales. Cette réforme a donné lieu à plusieurs initiatives de constitution de nouvelles associations dans le centre des Tuxtlas, où, en dépit des tentatives de blocage administratif et juridique des associations municipales, huit associations *ejidales* ont vu le jour entre 1999 et 2004<sup>17</sup> (Stephan, 2004). De façon significative, les villages de Bodegas de Totoltepec et La Redonda ont été parmi les trois premiers à créer leur propre organisation d'éleveurs à San Andrés Tuxtla. De façon tout aussi significative, sur les huit associations d'éleveurs que l'on dénombre dans la partie centrale, six correspondent à des *ejidos* formés dans le cadre de l'activation et de l'expansion de la "frontière agraire" cardéniste<sup>18</sup>. Comme nous le verrons dans la dernière section de ce chapitre, ces

<sup>17</sup> Il s'agit des associations locales de Axochío, Bodegas de Totoltepec, El Laurel et La Redonda dans le municipe de San Andrés, de Cinco de Mayo, Francisco I. Madero, San Antonio de las Huertas et Tres Zapotes dans celui de Santiago Tuxtla (Stephan, *cit.*).

<sup>18</sup> Les deux autres, formées dans les *ejidos* d'Axochío et El Laurel correspondent toutefois à des centres historiques de structuration du clientélisme agraire de l'époque cardéniste, qui étaient les foyers d'activisme de Juan Paxtián et Nicolás Parra respectivement (voir le chapitre 7). Il est à noter que des tentatives avaient déjà eu lieu pour former des associations *ejidales* indépendantes des organisations municipales contrôlées par les grands propriétaires privés. En 1972, Ernesto Medel avait ainsi tenté de fédérer les éleveurs des *ejidos* du municipe de

associations génèrent des services et des revenus (à travers les opérations de facturation des ventes de bétail notamment) qui sont susceptibles d'être mobilisés dans le cadre des processus d'action collective orientés à attirer les investissements de la diaspora villageoise.

### **Une accélération des processus de différenciation territoriale autour de la captation des fonds de développement local**

L'inégale capacité des localités à générer des dynamiques d'action collective orientées à densifier et diversifier les ressources au service de leur population – notamment celles sur lesquelles les migrants peuvent asseoir des projets de vie et de patrimonialisation – se traduit de nos jours par l'accélération des processus historiques de différenciation territoriale. Ces divergences dans la densification des services publics traduisent le caractère incrémental des processus d'apprentissage, d'accumulation de compétence et de "capital social" stratégique<sup>19</sup> dont les *ejidos* sont le cadre, et renvoient à l'histoire politique et institutionnelle de chaque communauté.

Les écarts enregistrés entre 2001 et 2004 dans la distribution des financements du *Ramo 33* révèlent clairement un processus de "déclassement" politique de certaines localités, comme Cuesta Amarilla ou Tulapan, pourtant bien dotées au début de la période, au profit de communautés dont le budget d'équipement public a été multiplié deux à quatre fois – le cas le plus illustratif étant celui de Cuesta de Laja, qui a non seulement quadruplé ses dotations budgétaires du *Ramo 33*, mais a vu également doubler le montant individuel alloué par les programmes Oportunidades et Procampo, quand les autres villages bénéficiaient d'une augmentation inférieure à 50%. On constate ainsi au long de la période des niveaux moyens de financement par habitant deux à dix fois plus élevés dans les localités ayant les plus faibles indices de marginalité. Cette tendance à la concentration des infrastructures sociales s'est traduite par un renforcement des écarts de développement, que reflète l'évolution de ces indices entre 2000 et 2005. Le suivi des bilans municipaux relatifs à la gestion du *Ramo 33* révèle que cette évolution est étroitement liée à la capacité inégale des localités à satisfaire aux conditions de co-participation à travers les contributions financières de leurs ressortissants : celles si sont en moyenne neuf fois plus élevées dans les *ejidos* qui ont été le plus abondamment dotées par le *Ramo 33* (dernière ligne du tableau 11.4).

La confrontation cartographique des indicateurs de la migration (les taux de masculinité entre 15 et 60 ans en 2005) et de ceux du développement local (densité des services publics et montant moyen des dotations du *Ramo 33* au cours de la période 2001-2004) fournit des clés d'interprétation de cette situation (figure 11.2). À l'exception d'Axochiío, qui fut l'un des principaux centres du clientélisme agraire et qui a maintenu des relations fortes avec les administrations fédérales – mais qui a été relativement marginalisé des mécanismes d'attribution des financements du *Ramo 33* –, les localités où se concentrent les services éducatifs, de santé, productifs et commerciaux (associations d'éleveurs) et qui ont bénéficié des dotations en infrastructures les plus abondantes sur la période récente (Bodegas de Totoltepec, La Redonda, Apixita, Cuesta de Laja, Tilapan) correspondent aux *ejidos* qui présentent des taux d'émigration parmi les plus élevés. Le village de La Redonda présente

---

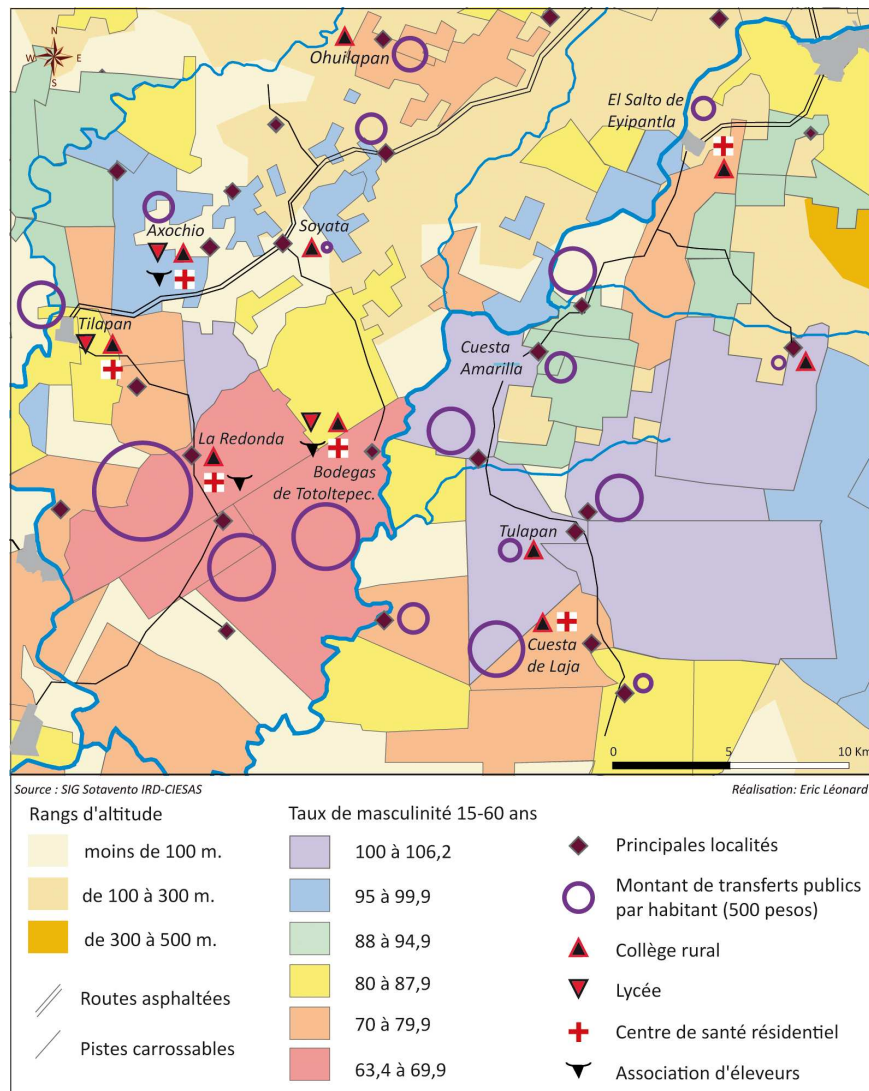
San Andrés, dans un contexte de compétition exacerbée entre les dirigeants du Comité régional de la Liga pour prendre le contrôle du mouvement paysan dans les Tuxtlas (chapitre 8). Cette tentative fut mise en échec par l'Union régionale des éleveurs du Centre de Veracruz (URGCV), qui détenait un pouvoir de veto sur la formation de nouvelles associations locales (entrevue avec Alfredo Aguilera Pólito, assesseur légal du CRC, San Andrés Tuxtla, 10/06/2004).

<sup>19</sup> J'emploie la notion de capital social au sens proposé par Pierre Bourdieu, en tant qu'« ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance ou d'inter-reconnaissance » (1980 : 2 ; les italiques sont de l'auteur). Cette perspective stratégique aborde le capital social comme une ressource permettant l'accès à des relations sociales facilitant la coordination pour la réalisation d'actions précises (Bazan & Schmitz, 1997). Elle renvoie au contenu du capital social de caractère "articulant" (*brindging*) proposé par Narayan (1999) et Woolcock & Narayan (2000) pour qualifier les réseaux stratégiques tissés avec des personnes situées dans une position dominante.



à cet égard une figure singulière. Il a été créé au cours des années 1940, à la suite de la migration interne d'un groupe de jeunes ressortissants de Soyata, partis créer un nouveau village sur les marges de l'*ejido* (chapitre 7). Depuis sa fondation, La Redonda a gouverné ses terres de façon indépendante du chef-lieu *ejidal*, au point d'adopter une structure foncière nettement différenciée de celle que l'on peut observer à proximité de ce dernier (figures 9.4 et 9.5). Aujourd'hui, La Redonda bénéficie d'une densité de services publics sans commune mesure avec celle de Soyata, pourtant mieux situé au sein du système de communications et d'échanges régionaux.

Figure 11.2 : Indices de migration et accès aux politiques sociales dans les ejidos de la partie centrale du municipe de San Andrés Tuxtla, 2001-2005

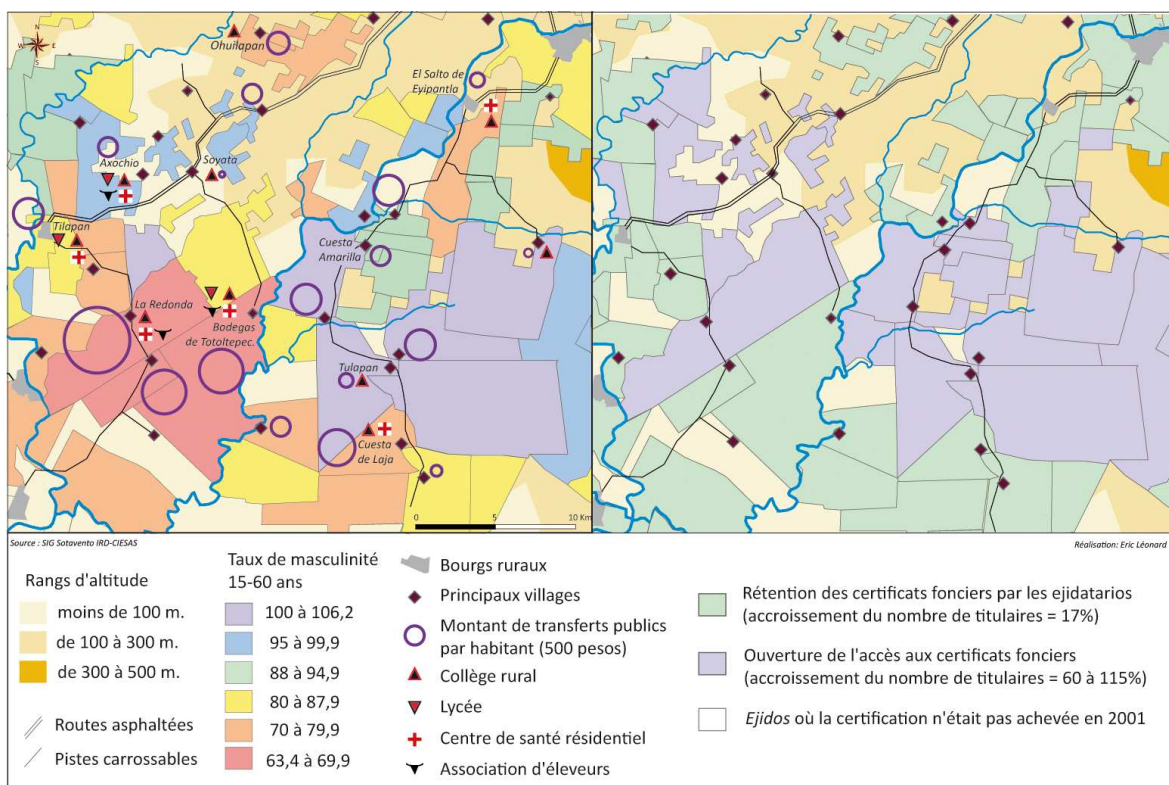


Ces caractéristiques reflètent le jeu des dépendances de sentier organisationnelles et institutionnelles dans les capacités différenciées des communautés *ejidales* à maintenir des coordinations efficaces avec les centres de production des programmes publics. La continuité de la représentation de certains intérêts locaux dans les réseaux régionaux de politique publique est d'autant plus notable qu'elle se manifeste dans un contexte de transformation des cadres légaux de mise en œuvre de l'action publique, lié à la délégation de prérogatives croissantes à l'institution municipale, avec laquelle les *ejidos* avaient historiquement entretenu des liens ténus, au détriment des administrations fédérales – avec lesquelles ils avaient maintenu des relations denses. Elle suggère que, selon leur histoire institutionnelle, les *ejidos* ont non seulement été des relais fonctionnels de coordination politique entre l'Etat fédéral et les familles rurales, mais qu'ils ont aussi assumé des fonctions étendues de

formation de compétences (Hoffmann, 1997) dont les champs d'action ont débordé le cadre des interactions avec les dispositifs d'ancrage local de l'Etat pour investir l'ensemble de la sphère de gouvernance administrative.

La comparaison des cartes relatives à la répartition des fonds d'équipement et aux expressions du programme de certification foncière fournit d'autres éléments d'analyse des facteurs de la différenciation des trajectoires de développement territorial (figure 11.3). Elle montre notamment que les *ejidos* où le Procédé a donné lieu à la rétention des droits fonciers agricoles par les *ejidatarios* sont aussi ceux qui présentent les plus fortes densités de services publics et qui ont bénéficié de transferts importants en matière d'équipements sociaux sur la période récente – le cas d'Axochío, déjà évoqué, mis à part. Les arbitrages réalisés en faveur des *ejidatarios* lors de la certification peuvent être interprétés comme une expression de la légitimité des instances de gouvernement *ejidal* du point de vue de leur efficience dans la mise en rapport des familles paysannes avec les politiques publiques, ainsi que dans la production et la gestion des biens publics.

Figure 11.3 : Comparaison entre l'accès aux programmes publics et les formes de mise en œuvre du Procédé dans les ejidos du centre des Tuxtlas



Les indices de migration dans ces communautés révèlent par ailleurs la capacité de l'organisation communautaire à mobiliser des ressources financières et organisationnelles stratégiques pour l'accès aux nouveaux marchés de travail. Les trames cartographiques dessinent ainsi une concordance entre, d'une part, les indicateurs de la capacité des organisations locales à établir des connexions efficaces avec les nouvelles ressources dont dépend la reproduction socio-économique des familles rurales (migration longue, transferts et équipements sociaux) et, d'autre part, ceux qui renvoient à la force, la légitimité et la résilience de l'*ejido* par-delà la réforme légale de 1992. Ces indices de corrélation entre la robustesse des institutions *ejidales* et l'efficacité des dispositifs de mise en rapport entre les familles rurales et les ressources stratégiques dans le contexte de la désagrégation des économies villageoises conduisent à s'interroger sur les formes d'action collective qui sont à l'origine des processus de contemporains de développement territorial.

### **La construction de dispositifs endogènes de fiscalisation locale et la reconfiguration de l'institution ejidale : le cas de Bodegas de Totoltepec**

À travers quels types de dispositifs et sur quelles bases de légitimité certaines collectivités villageoises parviennent-elles à lever des fonds pour la production de biens publics locaux, dans des contextes marqués par l'affaiblissement des structures d'autorité familiale (du fait de l'érosion des bases productives et du développement des migrations) et communautaire (du fait de la réforme légale de l'*ejido*) ? Les enquêtes menées dans l'*ejido* Bodegas de Totoltepec entre 2003 et 2005 mettent en évidence, à la fois, des logiques convergentes de mise en place de différents dispositifs de fiscalité locale sur une base informelle, et le rôle central que jouent les institutions *ejidales* dans la gestion et la légitimation de ces dispositifs.

Bodegas est l'un des *ejidos* où la migration longue vers les Etats-Unis a connu un essor précoce et s'est socialisée sur une base relativement large. L'indice de masculinité au sein de la population de 15 à 39 ans y atteignait à peine 60 en 2004. C'est aussi l'une des localités qui a le plus largement bénéficié des financements du *Ramo 33* entre 2001 et 2004, en dépit de son faible indice de marginalité au sein du *municipio* (tableau 11.4). Cette situation n'est pas étrangère au fait que Bodegas a pu maintenir l'un de ses ressortissants au poste de *regidor* (conseiller) municipal au long des années 2000<sup>20</sup>. Au rebours des hypothèses qui pourraient associer la migration massive à un affaiblissement des institutions communautaires, les migrants et leurs investissements apparaissent être les éléments pivots, à la fois des fonds de participation collective à la réalisation d'infrastructures publiques, et de la consolidation de l'*ejido* en tant qu'opérateur de ces fonds.

Il existe à Bodegas pas moins de six organisations collectant des contributions auprès des ressortissants de la localité, résidents et membres de la diaspora villageoise confondus. Ces organisations relèvent de trois types de structures institutionnelles : communautaire, qui concerne l'ensemble de la population résidente et migrante de la localité, quel que soit son statut foncier ; *ejidale*, qui s'adresse aux détenteurs d'un certificat foncier portant sur les terres agricoles de l'*ejido* ; et privée, impliquant une organisation d'éleveurs créée en 1999, à la suite de la réforme du cadre régulateur de l'élevage bovin qui attribuait auparavant un monopole d'enregistrement et de facturation du bétail à une association municipale unique (voir *supra*). Conjointement, ces organisations sont parvenues à générer des revenus de 244 000 pesos annuels en moyenne entre 2001 et 2003 (environ 24 600 dollars), soit près de 150 pesos (15 dollars) par habitant et par an (tableau 11.6). Un quatrième type d'organisation, paroissiale, a pour sa part organisé une collecte de fonds qui a permis de rebâtir l'église du village, en sollicitant notamment les nombreux membres de la diaspora locale installée aux Etats-Unis<sup>21</sup>.

Les organisations de caractère communautaire sont, peu ou prou, celles que l'on retrouve dans la plupart des bourgs ruraux de la région. Elles ont pour fonction de gérer certains biens publics, comme le système d'adduction d'eau courante, l'entretien du dispensaire ou celui des bâtiments scolaires. Les deux premières font appel à des cotisations auprès des propriétaires de chaque maison dans la localité, afin de financer le renouvellement du matériel (de santé ou de conduction des eaux de captage), le comité d'eau potable assurant de surcroît le paiement de l'éclairage public installé dans le village à la fin des années 1990. Ces fonds alimentent aussi une caisse communautaire qui finance de petits prêts particuliers, pour un intérêt mensuel de 10%, notablement inférieur à celui que pratiquent les usuriers dans la région (voir Léonard & Palma, 2002).

---

<sup>20</sup> Celui-ci est issu de la famille Minquis, qui avait pris la tête du mouvement visant à imposer le parcellement conventionnel au milieu des années 1970.

<sup>21</sup> Bien que les autorités du village soient particulièrement fières de cette réalisation – qui distingue Bodegas des communautés voisines, où les églises évangélistes bénéficient de l'appui de fondations nord-américaines tendent à déplacer le culte catholique –, il n'a pas été possible d'accéder aux données chiffrées relatives à ce projet.

Tableau 11.6 : Dispositifs locaux de fiscalisation dans l'ejido Bodegas de Totoltepec

	<b>Organisation et ressources</b>	<b>Gouvernance</b>	<b>Interventions</b>
<b>Organisations comunautaires</b>	<b>Comité d'eau potable</b>	<i>Comité local</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Quota de \$ 90 / maison</li> <li>▪ Revenu brut: \$ 36 000 / an</li> <li>▪ Solde net : ± \$ 24 000 / an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mandat de trois ans</li> <li>▪ Caisse locale</li> <li>▪ Rapport financier annuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Entretien de l'éclairage public</li> <li>▪ Prêts aux particuliers (10% d'intérêt mensuel)</li> </ul>
	<b>Comité de santé</b>	<i>Comité local</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Quota de \$ 120 / maison</li> <li>▪ Revenu brut: ± \$ 40 000 / an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mandat annuel</li> <li>▪ Caisse locale</li> <li>▪ Rapport financier annuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Entretien clinique, frais d'électricité</li> <li>▪ Renouvellement du matériel et des médicaments de première nécessité</li> </ul>
	<b>Agence municipale</b>	<i>Agent municipal</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Amendes pour défection aux travaux collectifs (extensives aux migrants) : ± \$ 25 000 / an</li> <li>▪ Certification des factures de bétail: ± \$ 1 000 / an</li> <li>▪ Impôt sur l'abattage d'animaux: ± \$ 2 000 / an</li> <li>▪ Revenu brut : ± \$ 28 000 / an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mandat de trois ans</li> <li>▪ Caisse locale</li> <li>▪ Pas de rapport financier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Coordination avec la municipalité</li> <li>▪ Cofinancement des infrastructures publiques avec le comité ejidal <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien de la piste d'accès au village (2001): \$ 38 000</li> <li>- Installation de plaques identifiant les rues du village (2003): \$ 9 000</li> </ul> </li> </ul>
<b>Organisation ejidale</b>	<b>Ejido</b>	<i>Comisariado ejidal</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Impôt sur les transactions foncières (terrains agricoles et bâtis) : ± \$ 80 000 / an (250 000, sur la période 2001-03)</li> <li>▪ Quota annuel des ejidatarios : \$ 3 300 / an</li> <li>▪ Amendes pour défection aux travaux collectifs et aux assemblées ejidales (extensives aux migrants) : ± \$ 4 000 / an</li> <li>▪ Revenu brut : ± \$ 87 000 / an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mandat de trois ans</li> <li>▪ Compte bancaire</li> <li>▪ Rapport financier et révision des comptes tous les 4 mois</li> <li>▪ Gouvernance encadrée par le "Règlement interne de l'ejido" (1997)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Coordination avec les administrations publiques</li> <li>▪ Prêts aux particuliers (10% d'intérêt mensuel)</li> <li>▪ Financement de la participation du village aux fonds du Ramo 33 <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation du système d'égout (2003 et 2004) : \$ 200 000</li> </ul> </li> <li>▪ Cofinancement d'infrastructures <ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretien de la piste d'accès au village (2001) : \$ 38 000</li> <li>- Installation de plaques identifiant les rues du village (2003) : \$ 9 000</li> </ul> </li> <li>▪ Achat de cercueils pour les défunts sans ressources</li> </ul>
<b>Organisation privée</b>	<b>Association des éleveurs de l'ejido</b>	<i>Comité directeur</i>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Facturation des transaction de bétail (290 factures par mois en moyenne): ± \$ 78 000 / an</li> <li>▪ Coûts fixes (loyer, comptabilité, secrétariat, électricité, impression des factures) : ± \$ 40 000 / an</li> <li>▪ Solde net : ± \$ 38 000 / an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mandat de trois ans</li> <li>▪ Compte bancaire</li> <li>▪ Rapport financier annuel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Constituée en 2003</li> <li>▪ Achat d'une bascule de pesée du bétail par 12 sociétaires fondateurs</li> </ul>
<b>Total</b>	<b>Captation fiscale annuelle 2001-2003 : ± \$ 244 000</b>		<i>Investissement moyen annuel dans la production de biens publics : ± \$ 92 500</i>

Sources: Enquêtes personnelles, 2003-2005.

L'agence municipale génère aussi des ressources propres destinées à financer ses frais de représentation auprès du gouvernement municipal. Ces ressources proviennent marginalement de la certification que l'agent municipal délivre pour la facturation du bétail ou l'abattage local des animaux. Sa source principale de revenus est constituée par les amendes dont doivent s'acquitter les ressortissants de la communauté lorsqu'ils manquent aux travaux collectifs d'entretien des biens publics (nettoyage des espaces publics, entretien de la piste d'accès au village) : les propriétaires de maison qui sont en migration doivent ainsi s'acquitter, à travers leurs parents restés au village, d'une somme forfaitaire de 25 à 40 pesos, selon la pénibilité des travaux, censée couvrir l'emploi de travailleurs substitués. Une partie de ces revenus a permis de co-financer des investissements réalisés indépendamment de la ligne budgétaire du *Ramo 33* : pour acquérir des matériaux de remblaiement de la piste d'accès au village et, de façon plus singulière, pour acheter des plaques indiquant le nom des rues du village – initiative inédite dans les localités rurales de la région ! – en 2003.

Ces ressources apparaissent toutefois bien légères au regard de celles qu'est en situation de produire l'organisation *ejidale*. Outre la cotisation annuelle que le *comisariado* exige de ses membres, il a institué, au même titre que l'agence municipale, un système d'amendes lorsque ceux-ci viennent à manquer aux réunions mensuelles de l'assemblée ou aux corvées qu'il convoque (pour l'entretien de clôtures et du salon de réunion de l'*ejido*). Mais sa source principale de revenus provient, de très loin, de la taxe de 5% que les autorités *ejidales* ont imposée aux vendeurs sur toutes les transactions foncières, que ces dernières concernent des terres agricoles ou de lopins bâtis. Si cette initiative de l'*ejido* est légitime en ce qui concerne les premières, qui demeurent sous un régime de propriété collective, en dépit de l'émission de certificats de possession individuelle, elle est illégale s'agissant de la zone résidentielle, qui a fait l'objet du programme de certification foncière en 1996 et dont la régulation relève du droit civil et de l'autorité des pouvoirs municipaux.

Cette extension des facultés de l'*ejido* hors de sa sphère de compétences légales n'est tolérée et considérée comme légitime que dans la mesure où les ressources ainsi produites sont canalisées vers des actions qui bénéficient à l'ensemble de la population, à commencer par les migrants eux-mêmes. Outre les investissements d'amélioration de la voirie conduits avec l'agence municipale (voir *supra*), l'*ejido* est le principal contributeur aux charges statutaires auxquelles la communauté est soumise dans le cadre des projets d'infrastructures financés par le *Ramo 33*. Il a notamment assumé sur ses propres deniers la totalité de la participation locale à l'installation du tout-à-l'égout dans certains quartiers du village, en 2003 et 2004, pour un coût total de 200 000 pesos (environ 21 000 dollars), un montant qu'aucune autre organisation locale n'aurait pu satisfaire. Le *comisariado* fournit d'autres prestations financières dont l'importance économique est moindre, mais dont la valeur symbolique est considérable, comme l'achat de cercueils pour les défunts dont les familles sont démunies<sup>22</sup>. L'*ejido* assure en outre des prêts particuliers à un taux d'intérêt mensuel de 10%, qui consolident sa trésorerie tout en étant moins coûteux que ceux que pratiquent les usuriers de la localité ; ces prêts sont notamment sollicités pour financer l'accès aux filières clandestines qu'emploient les ressortissants de la communauté pour émigrer aux Etats-Unis (voir Léonard & Palma, 2002 ; Quesnel & del Rey, 2005).

L'organisation locale la plus récente, de nature privée mais fortement liée à l'*ejido*, est l'association locale des éleveurs, qui a été créée en 2001 et qui rassemblait en 2004 un total de 80 membres. L'association assure au niveau local la facturation des transactions de bétail, à un tarif inférieur de 25% à celui que pratique l'organisation municipale, dont le siège est situé à San Andrés. Elle propose également un service de suivi vétérinaire et de vaccination du bétail à des prix bénéficiant des économies d'échelle que procure le regroupement des demandes individuelles de ses membres. Grâce à un crédit fédéral, 12 de ses fondateurs ont acquis à titre privé, en 2002, une bascule de pesée du bétail, qui a considérablement renforcé l'activité de facturation, en attirant des éleveurs

---

<sup>22</sup> Il s'agit d'une question à forte charge émotionnelle, après que deux jeunes migrants de la communauté sont morts dans un accident de la circulation, au début des années 2000. L'*ejido* a participé au rapatriement de leurs corps.

des localités voisines. Si cette association ne contribue pas directement à la production de biens publics, ses activités s'inscrivent dans une logique d'internalisation de l'offre de services –et de production de ressources– au niveau local, sur laquelle s'appuient les stratégies d'investissement des ressortissants de la communauté, en particulier ceux qui sont en migration longue.

Car une part considérable des ressources financières que génèrent ces dispositifs de fiscalité provient des migrants. Ils sont les principaux acteurs du marché foncier local, à travers les achats de terre agricole et, surtout, de lots constructibles, vers lesquels ils canalisent leurs investissements. Ils sont également des animateurs importants des transactions de bétail, par le biais des acquisitions qu'ils réalisent à l'instigation de leur famille qui en assure ensuite l'entretien sur le patrimoine foncier familial. Ils sont enfin de gros contributeurs aux amendes collectées par l'agence municipale ou le *comisariado ejidal* en cas de manquement aux travaux collectifs qu'ils convoquent<sup>23</sup>. Les actions vers lesquelles sont dirigées ces ressources fiscales visent en retour prioritairement la production de biens publics ou de services qui contribuent à valoriser les investissements locaux des migrants : biens d'équipement et infrastructures sociales (de santé et d'éducation secondaire) qui renforcent l'attrait des zones résidentielles ; services financiers permettant de réduire les coûts de la migration et des allers-retours entre les migrants et leur famille ; services professionnels qui limitent les coûts d'entretien et de mise en marché du bétail.

À travers ces nouvelles fonctions, l'*ejido* trouve de nouvelles bases de fonctionnement et de légitimation. À l'image des situations décrites par Azuela (1995) avant la réforme légale de 1992, ses représentants tendent à réinvestir l'ensemble des champs de la gouvernance locale. Leur omniprésence dans la production de biens publics légitime la prise de contrôle des comités qui gèrent la provision d'eau courante ou l'entretien des bâtiments sanitaires et éducatifs, mais aussi l'influence retrouvée de l'*ejido* dans la conduite des affaires locales et la représentation politique. À Bodegas, le président du *comisariado* intègre ainsi statutairement le comité local des travaux publics qui gère la réalisation des projets financés par le *Ramo 33*. L'élection de l'agent municipal par la population adulte résidente, si elle a conduit à la désignation de personnes qui n'étaient pas des *ejidatarios* à l'occasion des derniers mandats, avait fait préalablement l'objet de négociations dans le cadre de l'assemblée *ejidale*, où avaient été concertées les candidatures proposées au suffrage populaire. Les processus électoraux n'ont alors eu d'autre fonction que de valider les pratiques traditionnelles de cooptation des représentants locaux, même si celles-ci ont acquis une forme plus démocratique et polémique avec l'irruption du multipartisme dans les arènes politiques locales. En transformant la structure sociologique et générationnelle de la population rurale, la migration longue a par ailleurs contribué à renforcer le poids politique des catégories d'âge plus avancé (et dans une moindre mesure celui des femmes), qui sont particulièrement représentées au sein des *ejidatarios*.

## **Conclusion : Le devenir de l'institution *ejidale* dans une économie déterritorialisée**

Pendant plus de soixante-dix ans, l'institution *ejidale* a joué un rôle central dans la régulation des relations intergénérationnelles et a su s'adapter aux transformations de l'environnement politique et démographique, au moyen de divers ajustements endogènes, dont le parcellement conventionnel des terres agricoles a constitué un moment fort (chapitre 9). Au cours des années 1990, toutefois, l'individualisation juridique des formes d'exercice de la propriété *ejidale* et l'effondrement des canaux corporatifs de médiation entre les sociétés rurales et les marchés politiques et économiques ont conduit à une remise en question des dispositifs de contrôle collectif des processus d'intégration sociale. En créant les conditions d'une rupture entre les jeunes ruraux et leur foyer d'origine, la

---

<sup>23</sup> Il est à noter également que les migrants de la communauté ont été les principaux contributeurs aux travaux d'agrandissement de l'église locale, conduits de 2002 à 2005, avec la participation d'une ONG allemande.



migration longue a même jeté les bases d’une “désinstitutionnalisation” des relations intra-familiales en fragilisant l’ensemble des dispositifs qui régulaient les rapports intergénérationnels.

Beaucoup plus qu’auparavant, la famille constitue l’arène fondamentale de coordination entre les générations. Il incombe en particulier aux pères des migrants d’obliger et d’intéresser leurs enfants dans la mise en œuvre d’un projet patrimonial – embrassant à la fois la réalisation d’un capital immobilier et productif et le développement du capital humain de leur propre descendance – qui les ancrera dans la communauté paysanne. Cet ancrage est devenu un enjeu central de la reproduction des sociétés rurales. On assiste à des stratégies croisées de clientélisation au sein de la famille, dont la construction d’un patrimoine familial et la création de droits sur ce patrimoine sont les enjeux : de la part du père, en supportant les projets de mobilité et d’investissement de ses fils, et de la part de ceux-ci, en finançant la reproduction élargie du foyer paternel. Ces logiques ne sont pas nouvelles, mais elles s’expriment dans un contexte de rééquilibrage des obligations intra-familiales au bénéfice des enfants, qui est directement associé à l’affaiblissement légal et fonctionnel (délitement des médiations corporatives) des institutions locales.

Les organisations issues de l’*ejido* n’ont pas pour autant perdu leur emprise sur les mécanismes de régulation intergénérationnelle. La production des biens publics qui conditionnent la réalisation des projets patrimoniaux des migrants et leurs possibilités de prolonger leurs stratégies de mobilité repose sur des dynamiques d’action collective que supportent les organisations intermédiaires de chaque localité. Pour les chefs de famille, ces organisations demeurent des ressources irremplaçables pour soutenir la réalisation des projets patrimoniaux de leur descendance et stabiliser les flux d’échanges entre les générations.

À l’encontre des prédictions qui annonçaient son démantèlement à la suite des réformes de 1992, l’*ejido* a trouvé les bases d’une “refonctionnalisation” de ses institutions dans le contexte de la migration longue et des politiques de décentralisation, autour de la production et de la gestion des biens publics locaux. Il fournit la base organisationnelle des interfaces qui se recomposent entre la communauté, les réseaux de politique publique et la diaspora en migration. La construction de dispositifs endogènes de fiscalisation, parfois en contravention avec les dispositions légales, constitue l’une des manifestations les plus explicites de la capacité de résilience et d’adaptation d’une institution conçue il y a trois quarts de siècle, dans un contexte économique et démographique radicalement différent. La situation décrite dans les Tuxtlas n’est en rien singulière. Des initiatives similaires abondent dans le Sud-Veracruz, à l’image du reçu de péage délivré en 2004 par « l’autorité *ejidale* » d’une communauté du municipe de Sayula, pour l’entretien d’une piste dont la gestion incombait formellement à la municipalité (figure 11.4).

Figure 11.4 : Reçu de “collaboration à l’entretien du chemin entre les ejidos 27 de septiembre et Las Camelias”, municipe de Sayula, août 2004

**Recibo de Dinero**

FECHA: 19-08-04 RECIBO No. BUENO POR: \$10.00

RECIBI(MOS) DE :

CANTIDAD DE: Diez pesos \$10.00 M.N.

POR CONCEPTO DE: colaboración al Mantenimiento del camino 27 de sep alas camelias

NOMBRE:

DOMICILIO:

LOCALIDAD:

ACREDITÉSE A:

PAGO HECHO EN: EFECTIVO  CHEQUE

No. BANCO:

RECIBI

Autoridad Ejidal FIRMA

Par l'investissement de nouvelles fonctions, l'*ejido* s'affirme comme une composante centrale des processus de réorganisation socio-économique que la dynamique d'insertion compétitive impose au milieu rural mexicain. La consolidation de l'*ejido* et la relégitimation de ses institutions autour de la production et la gestion de biens publics ne constitue pas pour autant un phénomène généralisable à l'ensemble des communautés. Le cas des Tuxtlas montre bien que celles-ci ne se trouvent pas dans une situation similaire face aux enjeux posés par la migration longue et les risques de rupture entre les jeunes générations et leur milieu d'origine. L'exemple de Bodegas de Totoltepec s'inscrit dans l'histoire institutionnelle d'une relation étroite entre l'*ejido*, ses dirigeants successifs et les structures de médiation politique de l'Etat corporatif mexicain. Elle met en exergue la multiplicité des fonctions que les instances de l'*ejido* ont progressivement assumées au long de l'histoire moderne. L'*ejido* de Bodegas a constitué un espace de formation de compétences et d'interfaces avec les milieux politiques et administratifs environnants. Ces fonctionnalités perdurent au-delà de la redéfinition légale des prérogatives de l'*ejido* et sont mises à profit dans le contexte de redéfinition large des attributions de l'ensemble des acteurs publics. Les institutions *ejidales* sont ainsi parvenues à investir de nouveaux champs d'action dans la mesure où elles constituaient des canaux efficaces et légitimes de médiation avec les réseaux des politiques publiques dans le cadre antérieur de régulation.

Les formes de mise en œuvre du programme de certification foncière avaient déjà offert une manifestation forte de la résilience de ces institutions ou au contraire, dans des communautés telles que Cuesta Amarilla, de leur faible légitimité vis-à-vis des formes autoritaires et personnalisées de régulation sociopolitique. Les processus qui se nouent dans la période actuelle autour de la production et la gestion de nouvelles ressources (équipements sociaux et transferts migratoires) viennent confirmer l'efficacité des formes d'action collective associées à l'organisation *ejidale* là où celle-ci était forte et légitime, et mettent *a contrario* en évidence les lacunes fonctionnelles que sa faiblesse engendre dans les communautés qui ont développé des régimes de régulation fondés sur un modèle d'autonomie institutionnelle et politique.

La situation que l'on peut observer à San Andrés Tuxtla suggère ainsi un renforcement des dynamiques de différenciation territoriale qui opéraient depuis le milieu des années 1930. À défaut d'un investissement fort et efficace des institutions *ejidales* dans la mise en place de dispositifs supportant l'ancrage des stratégies de vie des migrants dans les organisations familiales et communautaires, ces dernières courent le risque d'être confrontées à des processus incrémentaux de déshérence des jeunes générations, au profit des localités qui parviennent à attirer les dotations en services publics et en équipements urbains, ainsi que les investissements de leur diaspora.

Il convient cependant de se demander si cette "refonctionnalisation" de l'*ejido* est suffisamment effective pour assurer la pérennité des régulations collectives face à l'internalisation graduelle des facteurs de la migration par les familles. Les exemples de relégitimation des organes de gouvernement *ejidal* par la mise en place de systèmes endogènes de fiscalisation sont contrebalancés par les risques de dissolution de l'institution *ejidale* dans l'institution familiale, sans que des organisations alternatives soient en mesure d'assurer les coordinations entre les différents intérêts familiaux. Il pourrait alors se produire une disjonction entre les processus migratoires et les dynamiques de développement local qui dépendent des dynamiques endogènes d'action collective.





## ***Conclusions générales***



## Chapitre 12

### **Changements institutionnels et dynamiques de l'espace rural**

#### **Vers une proposition de géographie institutionnelle**

Au long de deux siècles d'existence, l'Etat mexicain indépendant a mobilisé la politique foncière comme un levier fondamental de construction et de légitimation. La récurrence de l'action publique dans le champ foncier s'explique par son rôle au regard d'un enjeu central de pouvoir : la désignation des autorités habilitées à déléguer des droits fonciers aux usagers de l'espace rural et à sanctionner (en les confirmant ou les invalidant) les transferts de droits entre ces usagers. La politique foncière a ainsi constitué un objet prioritaire de mise en œuvre des différents projets de sociétés et de construction étatique depuis l'indépendance nationale, en 1821 – et même auparavant si l'on considère l'importance des procédures de concession royale (*mercedación*) et de "réduction" des *pueblos* indiens dans la formation des structures de propriété à l'époque coloniale. Au cours des 150 dernières années, le champ foncier mexicain a ainsi connu trois réformes légales majeurs, qui ont toutes visé à reconfigurer les rapports entre l'Etat et les sociétés rurales, selon un mouvement de balancier apparemment radical entre la promotion des droits de propriété individuels et exclusifs et la (re)formation de droits collectifs, régulés par des instances communautaires.

Au-delà des revirements qu'elles exprimaient en termes de modèle d'organisation sociale et de rapports entre dimensions individuelles et collectives des droits de propriété, ces trois réformes légales ont partagé une communauté d'objectifs de nature politique. Leur mise en œuvre visait de façon centrale à intégrer les sociétés paysannes (indiennes) à un projet unifié de Nation, en imposant un modèle de citoyenneté dont les composantes seraient fournies par l'Etat. Les libéraux mexicains du XIX<sup>e</sup> siècle voyaient dans l'imposition de la propriété individuelle privée et la dissolution des structures corporatives une condition essentielle du démantèlement des dispositifs de contrôle politique que l'Eglise ou les organes de gouvernement des *pueblos* exerçaient sur les individus – contrôle qui s'exprimait dans des formes de citoyenneté collective<sup>1</sup>. La réforme agraire cardéniste a été conduite comme un processus d'incorporation des communautés paysannes à un système centralisé de gestion et d'allocation des ressources naturelles sous l'égide de l'Etat central. Dans le cadre de ce système, les bénéficiaires de dotations foncières accédaient à des droits de citoyenneté leur accordant un espace de participation et de représentation politiques dans les arènes locales et devenaient les interlocuteurs formels des agences de l'Etat, à travers l'organisation de l'*ejido* et les syndicats paysans officiels. Les promoteurs de la réforme légale de 1992 ont à leur tour mis en avant des objectifs d'élargissement de l'accès aux droits politiques pour justifier l'affaiblissement des instances de régulation associées à l'*ejido*, au profit de nouvelles institutions de gouvernement local constituées à travers la participation de l'ensemble de la population résidente. La question de la citoyenneté et de la prévalence de l'appartenance à la Nation sur l'appartenance communautaire est ainsi au cœur de l'argumentaire libéral des réformes de 1992.

---

<sup>1</sup> Ces formes collectives de citoyenneté, établies en référence à l'appartenance des individus à une communauté ou une corporation fonctionnelle (Marshall, 1950) ont resurgi récemment au Mexique dans les revendications d'autonomie politique des insurgés néozapatistes du Chiapas et ont fait l'objet de processus de formalisation dans des constitutions de certains pays sud-américains (Bolivie, Colombie, Equateur).

Ces tentatives de mise en œuvre d'un projet de construction nationale et étatique à travers la reformulation des droits de propriété ont toutefois été caractérisées par la variété de leurs formes d'appropriation et de réinterprétation par les sociétés qui en étaient l'objet. Le cas des Tuxtlas est illustratif des processus multiples par lesquels les réformes légales ont été saisies par certaines catégories d'acteurs locaux comme autant d'opportunité d'altérer les rapports de pouvoir, à la fois à l'échelle locale et dans les relations que les sociétés villageoises entretenaient avec les instances supralocales de gouvernement, qu'il s'agisse de la municipalité, d'une autorité régionale (*jefatura política* du canton, *alcaldía mayor*), de l'Etat de la fédération ou du pouvoir fédéral. Ces processus de mobilisation sélective et de reformulation des règles officielles mettent également en évidence le jeu des dépendances de sentier cognitives et institutionnelles dans les formes d'appropriation stratégique du changement légal. Ils mettent notamment en relief plusieurs points qui ont structuré la démarche d'analyse du changement institutionnel au long de cet ouvrage :

- La pertinence de développer une approche du changement institutionnel centrée sur les jeux d'acteurs autour des institutions et conduite dans la perspective d'acteurs relevant de différents niveaux d'organisation et de coordination (villageois, étatique, réseaux marchands, etc.).
- L'importance et la récurrence du pluralisme institutionnel dans le fonctionnement des champs juridiques et politiques à ces différents niveaux et dans leurs interfaces de coordination.
- Le rôle-clé de la notion de semi-autonomie des champs sociaux pour comprendre la variété des dynamiques de changement institutionnel.
- L'intérêt heuristique d'investir la dimension territorialisée de ces dynamiques et à considérer le territoire comme un élément central de l'analyse du changement institutionnel, à la fois en tant que produit de ce changement et source de changement.

## **Ruptures légales, enchâssement sociopolitique du changement institutionnel et dépendances de sentier**

Les processus décrits aux quatre moments de changement juridique qui définissent la structure de cet ouvrage éclairent en premier lieu la théorie du changement institutionnel et le jeu des dépendances de sentier dans l'orientation de ce changement (North, 1990, 1994), tout en insistant sur l'enchâssement de ses formes dans les trames sociopolitiques des communautés rurales. En premier lieu, et en conformité avec la proposition northienne, le changement économique (celui affectant les prix relatifs des facteurs et des produits) peut être identifié comme un déterminant central des transformations du régime de propriété (et des structures territoriales), bien avant les réformes du cadre juridique. La diffusion de l'organisation de la traite cotonnière à l'échelle du territoire du marquisat au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, son effondrement durant le dernier quart du XIX<sup>e</sup>, ou encore la spécialisation des exploitations dans l'élevage bovin, puis la "désagrarisation" des économies familiales un siècle plus tard apparaissent comme des causes majeures de l'évolution des droits fonciers observée aux mêmes périodes. Les transformations des systèmes de prix relatifs, altérant la structure d'incitations des acteurs économiques au regard de l'accès au foncier sur des espaces spécifiques du territoire régional (les zones basses inondables pour le coton, les terres de forte fertilité mais d'accès difficile pour le tabac, les zones périphériques du système de cultures vivrières dans le cas de l'élevage), ont joué un rôle déterminant dans l'orientation et l'accélération des changements légaux. Ces changements ont par ailleurs procédé d'un double mouvement de détermination. Ils ont parfois été introduits de façon autoritaire et sont restés longtemps sans effet, du fait de leur caractère antagonique avec l'organisation du système d'échanges (dans le cas des réformes de 1846). Mais ils ont plus souvent été induits par des dynamiques endogènes (comme dans le cas de la formation des *rancherías* productrices de coton au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle ou du parcellement conventionnel des *ejidos* 200 ans plus tard).

La période de la réforme agraire cardéniste peut apparaître comme une exception. Mais sa mise en œuvre à une grande échelle est elle-même indissociable de la grande crise du système d'échanges internationaux des années 1930 et de l'affaiblissement des oligarchies foncières agroexportatrices qui contrôlaient encore les arènes politiques d'une majorité des régions rurales du pays, en dépit des recompositions formelles qui avaient affecté les instances de pouvoir local au cours de la période révolutionnaire. S'il n'y a pas eu de changement radical dans l'économie agraire des Tuxtlas à cette époque, le début des années trente a bien vu se produire une transformation lourde de la structure des marchés régionaux, au bénéfice d'une classe émergente de commerçants de grains (maïs, haricot, riz), dont les intérêts divergeaient radicalement de ceux des élites agroexportatrices de tabac et de sucre. Au milieu des années 1970, c'est un changement de même nature des rapports de marché (avec la mise en place du dispositif public de crédit à la production et de transformation agro-industrielle) qui a induit une transformation du système de prix relatifs (l'accroissement de la valeur marginale des terres dans un contexte de changement des techniques agricoles et d'emprise croissante des exploitations d'élevage). Cette évolution a eu pour conséquence directe la diffusion des procédures de parcellement conventionnel et d'individualisation de la propriété foncière.

Ce faisceau de constats semble étayer le modèle évolutionniste de la théorie des droits de propriété (Ruttan & Hayami, 1984 ; Feder & Noronha, 1987 ; Bruce *et al.*, 1994) : la demande de changement institutionnel (dans le sens de l'individualisation et du renforcement des droits de propriété) est induite par l'accroissement du prix relatif de la terre, sous l'effet du changement technique et de la pression démographique. L'exemple tuxtèque situe pourtant la question du pouvoir, celle de la construction des alliances entre les différents secteurs de la société rurale et de leurs recompositions, au cœur de la dynamique du changement institutionnel. De façon apparemment paradoxale, c'est en effet dans les zones de plus forte densité (mais faiblement diversifiées du point de vue de leur articulation avec les marchés) que les "persistances structurelles", les effets de *lock-in* (Pierson, 2000 ; Mahoney, 2001) des institutions foncières ont été les plus forts, l'adoption des éléments du droit formel y étant considérablement retardée, voire bloquée, y compris après la réforme de 1992.

La mise en évidence de ces formes d'enclassement sociopolitique du changement institutionnel renvoie à certains traits structurels de l'organisation des rapports sociaux dans l'espace régional et, plus largement, dans de nombreuses zones rurales du Mexique. Le premier concerne la prégnance des principes de patronage personnalisé et de régulation clientéliste dans l'accès aux ressources. Ces principes ont organisé l'engagement des paysans indiens dans la production cotonnière au XVIII<sup>e</sup> siècle, en encadrant leurs déplacements vers les marges territoriales du marquisat et leur installation sur les terres basses inondables gouvernées par les nouvelles institutions foncières de type *rancho* et *cofradía*. Les relations personnalisées de patronage ont également structuré le système d'échange commercial qui s'est mis en place autour de la réforme agraire cardéniste, durant les années 1930 et 1940, lorsqu'un groupe émergent de commerçants de grains a tissé un dispositif vertical de financement et de collecte de la production paysanne en s'appuyant sur les nouveaux dirigeants des *ejidos*. Ce même système de régulation a acquis une forme exacerbée et une dimension systémique dans le cadre des programmes de colonisation agropastorale des terres basses de l'Isthme central et du littoral du Sotavento<sup>2</sup>. L'efficacité des dispositifs clientélistes d'accès aux ressources dans le cadre du régime de gouvernementalité postrévolutionnaire (ou de "despotisme décentralisé", par analogie avec le modèle africain proposé par Mamdani, 1996) et leur relégitimation périodique, à travers l'extension du volume des ressources dispensées par l'Etat au cours des années 1960 et 1970, expliquent dans un large mesure leur résilience au cours de la période récente, ainsi que la capacité de certains dirigeants locaux à faire obstacle aux changements du régime de propriété ou à en orienter la mise en œuvre en leur faveur.

---

<sup>2</sup> Sans s'inscrire dans le courant institutionnaliste, Léna *et al.* (1996) et Geffray (2009) développent une réflexion analogue dans le cas de l'Amazonie brésilienne et montrent comment la dynamique de frontière interne y a constitué un cadre de consolidation d'un modèle historique de régulations de type paternaliste et clientéliste, en fournissant une base spatiale à sa mise en œuvre sous une forme épurée, "idéale" (voir Kopytoff, 1987).

Un autre constat de “persistance structurelle” concerne la permanence de l'*ejido* en tant qu'espace social semi-autonome (voir *infra*) dans la construction et l'évolution des instances de régulation – notamment dans l'organisation des relations intergénérationnelles. La résilience des fonctions de médiation des organes de gouvernement de l'*ejido* au cours de la période récente, caractérisée par la “désagrarisation” des économies rurales et la dispersion des ressortissants des familles rurales, ne laisse pas de surprendre. L'organisation *ejidale* demeure le pivot des processus d'articulation de ces familles avec les nouveaux marchés (de travail, des programmes publics et des projets de développement local) qui relèvent de la dynamique de globalisation. Cette persistance des formes institutionnelles et organisationnelles associées à l'*ejido* conduit à s'interroger sur la réalité (et les relations de détermination) du changement légal de 1992. Dans de nombreuses communautés, et singulièrement dans celles qui ont construit les formes de coordination les plus efficaces avec les nouveaux marchés, la transformation des institutions de gouvernance foncière et politique a eu lieu 15 ans avant la réforme juridique, à travers les processus de parcellement conventionnel et l'éviction par les assemblées *ejidales* des formes de gouvernement local qui opéraient sur le modèle du despotisme décentralisé.

De façon plus générale, la mise en évidence des dépendances de sentier et la variabilité de leurs expressions locales au-delà des grandes transversalités que nous venons de souligner – conduit à interroger les rapports entre les différentes formes d'organisation socio-territoriale et la question du changement institutionnel. Les politiques foncières ont eu une incidence majeure sur la structuration des territoires au sein de l'espace régional tuxtèque. Selon leurs moments de mise en œuvre, les espaces socio-économiques où elles étaient appliquées et les segments de la société qu'elles ont mobilisés (en termes démographiques et politiques), ces politiques ont induit une différenciation marquée des régimes institutionnels locaux, notamment au regard de l'accès à la terre et des structures productives. Ces structures ont pesé sur la façon dont les changements légaux ont été médiatisés, interprétés et réappropriés au long de l'histoire institutionnelle, en fonction des rapports de force et des alliances sur lesquels reposait l'organisation des pouvoirs locaux.

## **Le territoire, produit du changement institutionnel et producteur d'institutions**

### ***Changement légal et dynamiques spatiales : la récurrence des processus de production territoriale***

Au long de l'histoire régionale des Tuxtlas, les changements légaux promus par l'Etat colonial, puis indépendant, ont constitué un facteur central et récurrent de recompositions de l'organisation spatiale : construction de nouveaux territoires, transformation des relations fonctionnelles et symboliques entre ces territoires et altération des hiérarchies spatiales, aussi bien au sein de la région qu'entre celle-ci et ses voisines. Dans ces dynamiques, les processus de redéfinition des droits de propriété, portés directement par les changements légaux (lois de *désamortisation* des propriétés des corporations civiles et religieuses au XIX<sup>e</sup> siècle, réforme agraire) ou induits de façon indirecte et souvent non intentionnelle par ceux-ci (prohibition des pratiques coloniales de *repartimiento*, mise en œuvre de la loi de crédit agricole dans les années 1970) ont bien sûr occupé une place de choix.

Durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, le processus de construction de la propriété individuelle au sein du domaine seigneurial de la famille Cortés a ainsi été impulsé par les transformations du cadre de régulation des échanges commerciaux. Ces transformations ont d'abord mis en jeu un ensemble de pratiques informelles, associées au développement de la traite cotonnière sous l'impulsion de commerçants qui prospectaient les campements de mulâtres implantés sur les marges externes du marquisat. Elles ont ensuite acquis une dimension formelle, avec l'abolition légale des pratiques de

*repartimiento* de marchandises développées par les administrateurs et les autorités des *républiques* d'indiens, qui a brisé définitivement les structures monopsoniques d'échange et les mécanismes de contrôle sociopolitique par la noblesse indienne et le gouvernement communautaire. L'engagement de paysans "libres" (mulâtres, *pardos* et indiens en rupture avec la communauté) dans la traite cotonnière a soutenu la construction de nouveaux rapports fonciers et de nouveaux systèmes de droit de propriété, qui étaient eux-mêmes associés à la formation de *ranchos*, *rancherías* et *cofradías* sur les marges internes du domaine seigneurial. Cette reconfiguration des espaces et des structures de propriété a eu une dimension identitaire forte : les *ranchos* et *rancherías* ont constitué des espaces spécifiquement "non-indiens" (dans les représentations des autorités coloniales et celles de leurs occupants), des lieux de métissage et de diffusion de la culture *jarocho* (García de León, 2006 ; Alcántara, 2004 ; Delgado, 2004), auxquels adhéraient des jeunes paysans indiens cherchant à s'émanciper des structures communautaires de contrôle social.

La mise en place de nouvelles structures territoriales a ainsi été liée aux transformations institutionnelles qui avaient affecté le système de régulation des échanges commerciaux et, de façon indirecte, les rapports de pouvoir internes à la société indienne au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une autre incidence de la réorganisation du cadre légal du commerce colonial a concerné les rapports hiérarchiques entre les principaux bourgs et leurs juridictions rurales : elle a consacré la prééminence économique et politique de San Andrés sur Santiago Tuxtla, l'ancien centre administratif du marquisat, une position qui sera confirmée à l'Indépendance avec la promotion de San Andrés au rang de chef-lieu de canton et siège des administrations fédérales.

C'est sur ces nouvelles structures territoriales et foncières, les *rancherías* et les *cofradías*, que s'est organisé le régime de gestion des terres en propriété collective au long du XIX<sup>e</sup> siècle, selon des principes et des instances de régulation qui étaient de plus en plus indépendants des autorités communautaires de San Andrés ou de Santiago Tuxtla<sup>3</sup>. À partir du milieu du siècle, ces régimes fonciers ont été chapeautés par les "sociétés agricoles" formées par les élites commerciales des différents bourgs afin de contourner les lois de privatisation (*désamortisation*) des propriétés des corporations civiles et religieuses. Ces structures territoriales ont ensuite constitué les centres de gestion du processus de démantèlement de la propriété municipale et de répartition de ses terres au cours des années 1880.

Cette nouvelle phase de changement institutionnel a induit à son tour une dynamique de recomposition radicale des structures territoriales et foncières, avec la formation de grands domaines et leur consolidation en tant que centres de pouvoir politique. Ces structures ont été en situation de promulguer un certain nombre de régulations qui se sont imposées à de larges pans de la société régionale – l'exemple paradigmatique étant fourni par l'*hacienda* d'Octaviano Carrión, à Comoapan<sup>4</sup>. Certaines *rancherías* et congrégations historiques se sont ainsi trouvées incluses dans le périmètre de ces domaines, à l'image de Comoapan, dans les propriétés de O.G. Carrión, de Tilapan, dans celles d'Antonio Solana, d'Ohuilapan dans la *finca* de Joaquín Carrión, de Tehuantepec dans la propriété de Manuel Turent ou de Maticapan, dans celle de son cousin, Alberto.

---

<sup>3</sup> Ce point mérite d'être débattu dans le cas des *cofradías*. Il ne fait aucun doute que ces organisations ont été initialement, et probablement au long du XVIII<sup>e</sup> siècle, des émanations des *républiques* d'indiens. Toutefois, les comptes de la Confrérie de la Vierge du Carmel de Catemaco, retrouvés dans les archives paroissiales de San Andrés, montrent qu'au début des années 1830, celle-ci était passée sous le contrôle administratif des grands commerçants de coton du bourg.

<sup>4</sup> La plus notable de ces régulations concernait la libre-circulation sur les voies de communication reliant les villages de la rive gauche du  *río*  de Totoltepec au reste de la région. Cette situation a affecté en premier lieu Celso Ortiz, ancien allié d'Octaviano Carrión dans la promotion du démantèlement du commun municipal, mais devenu son concurrent pour le contrôle de la production de tabac et celui des terres les plus propices à cette culture. Ortiz avait installé à ses frais un pont qui enjambait le  *río*  de Totoltepec et reliait la zone de Comoapan à San Andrés ; son incapacité à imposer des droits de péage pour l'utilisation de ce pont l'a conduit à la ruine et permis à Carrión de récupérer ses propriétés de Comoapan (voir le chapitre 5).



La rupture définitive avec l'organisation spatiale héritée du cadre juridique et administratif colonial, celle qui consacre la dissolution des instances de gouvernement communal, de ses moyens de contrôle territorial et de ses "juridictions foncières" rattachées aux principaux villages indiens du commun municipal, a toutefois été provoquée par la réforme agraire cardéniste. Alors que les redistributions de terre réalisées au lendemain de la révolution avaient été l'occasion de promouvoir un projet de restauration communale, à travers la reconstitution d'un pouvoir municipal centralisant les procédures d'allocation de droits fonciers (de culture, de pâturage, d'exploitation forestière) sur les espaces stratégiques de sa juridiction, l'amplification de la réforme agraire au cours des années trente a mis un terme définitif à ce projet d'autonomie. La réforme cardéniste a consacré le démantèlement des grandes structures de propriété, qu'elles fussent privées ou communales. Elle a conduit au fractionnement de l'espace foncier et politique en petites communautés, formées d'un village unique et des terres strictement nécessaires aux besoins de ses habitants, fonctionnellement dissociées les unes des autres, indépendantes du pouvoir municipal, mais au contraire étroitement intégrées dans le dispositif de médiations administratives et politiques mis en place par l'Etat central.

À travers ce mode de redistribution des terres, l'Etat postrévolutionnaire a mis en place un levier fondamental de son institutionnalisation dans les zones rurales, là où tous ses prédécesseurs avaient échoué. La réforme agraire lui a donné les moyens de marginaliser les organisations politico-territoriales qui préexistaient à sa formation, les municipalités héritières des *pueblos* indiens et les grandes domaines privés, en conduisant un processus de construction territoriale dont les bases institutionnelles (mécanismes juridiques d'allocation foncière, tenue des registres de bénéficiaires et règles organisant l'accès aux droits fonciers et politiques, ainsi que leur transfert) relevaient de sa seule juridiction. Elle lui a enfin permis de construire et de pérenniser un dispositif d'ancrage local de sa bureaucratie administrative (département agraire, banque de développement, agro-industries publiques, etc.) et politique (syndicats paysans), dont l'élément de base était constitué par l'*ejido* et ses organes de gouvernement. Au long d'un demi-siècle de fonctionnement et d'interactions avec le dispositif étatique, l'*ejido* a ainsi rempli une fonction centrale de diffusion du changement institutionnel et d'instauration d'un nouveau régime de gouvernementalité dans les zones rurales.

Ce qui fait l'originalité du cas mexicain – et qui situe l'exemple tuxtèque comme particulièrement significatif – c'est la continuité de ce processus de production territoriale via la politique de réforme agraire durant près d'un demi-siècle (1935-1985 environ) et selon des mécanismes qui ont impliqué trois générations successives de paysans. Peu de régions mexicaines, sans doute, ont été aussi influencées que celle des Tuxtlas par le caractère récurrent et systémique du processus de réforme agraire. Sa diffusion aux marges internes de la région, puis à des espaces toujours plus éloignés, mais relativement accessibles depuis celle-ci, a inscrit la réforme agraire comme un facteur essentiel de la reproduction des formations sociales et de leurs dynamiques de reconfiguration.

### ***La mobilité spatiale, support des stratégies de promotion individuelle et moteur de la construction territoriale***

Un point retient à cet égard l'attention, qui concerne la façon dont les processus de changement institutionnel associés aux ruptures du cadre juridique sont entrés en résonance avec des lignes de clivage qui parcouraient les sociétés paysannes. Le caractère transgénérationnel du processus de réforme agraire retient l'attention parce que les phases successives de sa diffusion dans les différents espaces du Sotavento de Veracruz ont coïncidé peu ou prou avec des moments-clés de transition générationnelle dans les communautés villageoises des Tuxtlas. La colonisation des versants côtiers de la région a suivi d'une vingtaine d'années la grande phase de distribution de terres dans sa partie centrale, et un délai à peu près similaire a précédé la création d'*ejidos* par des familles tuxtèques dans l'Isthme central et sur le littoral de la Sierra de Santa Marta. Une nouvelle période de vingt ans a ensuite séparé cette phase de colonisation de la mise en œuvre du programme de certification foncière (Procede) dans les *ejidos* de la région. Tout semble s'être passé comme si les moments-

charnière de gestion des demandes d'accès aux ressources des nouvelles générations (se présentant avec une périodicité d'une vingtaine d'années) avaient coïncidé avec des phases d'extension du processus de réforme agraire ou, à la suite de l'épuisement spatial de ce processus, avec une phase de changement institutionnel formel.

La gestion des tensions associées aux revendications d'accès à l'espace productif et politique de nouvelles générations apparaît intimement liée à la question du changement institutionnel. Et celle-ci entretient des liens étroits avec le thème de la mobilité et de la frontière interne<sup>5</sup>. Les stratégies d'accès aux ressources des jeunes ruraux issus de formations sociales où opéraient des régimes de régulation contrôlés par des pouvoirs de type patriarcal ont constitué en effet un moteur essentiel des transformations institutionnelles et spatiales au long de l'histoire régionale.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les émeutes qui ont secoué le *pueblo* de San Andrés constituaient des révélateurs des fractures existant entre certains secteurs de la société indienne (les petits producteurs agricoles cherchant une intégration dans les réseaux indépendants de la traite cotonnière) et les autorités de la *république*, en particulier la noblesse traditionnelle (chapitre 2). Ces tensions se sont exprimées dans le déplacement de jeunes paysans pour intégrer les *rancherías* "libres" qui se formaient sur les marges internes du marquisat et sur les espaces contrôlés par les *cofradías*. Les mesures juridiques de libéralisation du commerce colonial ont ainsi impulsé une dynamique de segmentation sociale, de colonisation de nouveaux espaces et de construction territoriale, qui a coïncidé avec l'établissement de nouveaux droits fonciers, régulés par des instances indépendantes des autorités communautaires. Cette dynamique a pris la forme d'un processus de frontière interne s'appuyant à la fois sur un changement légal dans les attributions des instances de gouvernement local (la révocation du droit d'imposer des mécanismes coercitifs d'échange monopolistique) et sur la mise en œuvre de logiques de mobilité de la part de secteurs subalternes de la société indienne (jeunes, lignages mineurs), selon une combinatoire qui évoque les processus observés à l'occasion de la réforme agraire et avec des expressions spatiales en tous points comparables.

Ces formes de mobilité se sont prolongées au XIX<sup>e</sup> siècle, comme en attestent les phénomènes de formation de nouvelles localités et la croissance démographique des marges internes du territoire municipal – notamment dans les zones qui échappaient au contrôle foncier de la municipalité, comme dans le bassin de Comoapan où la propriété était formellement assumée par une société agricole indépendante (chapitre 4). Ce modèle de mobilité spatiale a vu sa validité réaffirmée et sa portée décuplée avec la conduite de la réforme agraire cardéniste. À partir de 1934, le processus de frontière interne a acquis une dimension systémique à travers la dynamique renouvelée de sa propagation à de nouveaux espaces et son actualisation par les générations successives de paysans. La réforme agraire cardéniste a mis en jeu des groupes organisés de jeunes paysans auxquels l'État postrévolutionnaire proposait de conduire un projet de segmentation sociale et d'autonomisation vis-à-vis des structures de pouvoir patriarcal de leur village d'origine, en fondant une nouvelle communauté qui se verrait attribuer un territoire et des instances de gouvernement propres (chapitre 7). Sa mise en œuvre – et son succès remarquable dans la région des Tuxtlas, quand elle rencontrait de fortes résistances dans les montagnes voisines de la Sierra de Santa Marta (Velázquez, 2006) – s'est inscrite dans la continuité des patrons historiques de promotion sociale via la mobilité spatiale et la construction de nouveaux territoires politiques.

Ces processus expriment une image de la frontière interne (ou interstitielle si l'on prend en compte la structure territoriale "fermée" qui existait au début des années 1930) qui correspond à un "vide institutionnel" (réel ou considéré comme tel), ouvert à l'intrusion légitime de nouveaux arrivants<sup>6</sup>.

<sup>5</sup> Voir à ce sujet le numéro thématique de la revue *Autrepart* coordonné par Chauveau *et al.* (2004), sur le thème de "L'organisation de la mobilité dans les sociétés rurales du Sud", ainsi que les travaux pionniers d'Igor Kopytoff (1987, 1999) qui ont inspiré l'orientation de ce projet éditorial.

<sup>6</sup> De nombreuses propriétés colonisées par des comités agraires à l'époque cardéniste étaient occupées par des fermiers et des métayers qui n'étaient pas demandeurs de l'intervention étatique et qui, souvent, furent expulsés par les nouveaux arrivants qui portaient le projet de création d'un *ejido* (voir le chapitre 7).

Ces espaces vides se prêtaient à la (re)construction d'un modèle idéal de système politique, dont les bases institutionnelles étaient fournies conjointement par les trames cognitives des sociétés dont provenaient les colons-paysans (les villages indiens du pourtour de San Andrés) et par les dispositifs de coordination (avec les commerçants de coton, les grands cultivateurs de tabac et, plus tard, l'administration agraire ou les grands opérateurs de l'élevage bovin) qui assuraient la viabilité économique du projet des hommes de la frontière. Cette pluralité des bases institutionnelles du processus de frontière interne dans le Sotavento de Veracruz constitue une caractéristique sur laquelle j'insisterai plus avant. Le point sur lequel il convient d'insister ici – et qui constitue une caractéristique distinctive des situations décrites en Afrique (Kopytoff, 1987 ; Chauveau *et al.*, 2004) – réside dans l'influence exercée par des acteurs extérieurs aux sociétés paysannes sur ce processus, acteurs qui, de façon générale, renvoient à la société nationale, non-indienne, et en ultime instance, à des formes particulières de construction de Etat.

La répétition du processus de frontière au long de l'histoire régionale met en relief une figure singulière : celle de l'entrepreneur politique qui est à la fois à l'initiative de segmentation sociale d'un groupe organisé et à la charnière des dispositifs de coordination avec les acteurs extérieurs (opérateurs économiques, agents de l'Etat) qui fournissent les moyens matériels et institutionnels de l'entreprise de frontière. La figure de l'entrepreneur paysan, qui marque la dynamique d'expansion de la frontière agraire dans le Sotavento et s'impose comme un modèle de promotion sociale pour les générations successives de paysans au long de la période 1934-1980, est plus difficile à identifier dans les documents d'archives relatifs aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Elle est toutefois présente dans les procédures légales entamées à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par certaines *rancherías* pour obtenir leur reconnaissance administrative en tant que congrégation et pouvoir, à travers ce statut, revendiquer la dotation légale d'un fonds de terre propre (chapitre 3). Elle fait écho aux stratégies de promotion politique et de contournement des structures de pouvoir patriarcal par la carrière des armes que Florencia Mallon (1995) identifie chez certains jeunes dirigeants indiens de la Sierra de Puebla au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. On peut enfin en voir des formes de réminiscence – et dans des conditions de prise de risque économique et physique considérable – dans le développement des migrations clandestines au cours de la période récente.

Ces caractéristiques transversales des processus de mobilité spatiale au long de l'histoire régionale établissent des parallèles forts avec le modèle de la frontière interstitielle africaine proposé par Kopytoff (*cit.*) et reproduisent un certain nombre de ses caractères structurants. Parmi ceux-ci, on retrouve la production systémique d'entrepreneurs politiques s'appuyant sur les logiques centrifuges de segmentation sociale pour conduire à bien des projets de construction de nouvelles entités politiques sur des espaces de frontière ou de "lacune institutionnelle" ouverts à la colonisation agraire. Un autre trait commun aux situations africaines et mexicaines concerne le mode d'adhésion des clientèles politiques en référence à un modèle de relations qui s'exprime dans le langage de la parenté (à travers l'établissement de rapports de *compadrazgo* notamment) ou de l'appartenance à une communauté organique (selon le modèle de *closed corporate community* de Wolf, 1957)<sup>8</sup>. Les formations issues de ces processus sont intégrées dans des ensembles régionaux plus vastes, tout en conservant un pouvoir politique propre, dont les sources de légitimation reposent sur le principe d'antériorité (dans l'installation sur la frontière et l'établissement des relations avec les centres de

---

<sup>7</sup> L'engagement dans les Gardes nationales à l'occasion des conflits politico-militaires qui ont émaillé le XIX<sup>e</sup> siècle au Mexique est identifié par Mallon (*cit.*) comme une stratégie communément mise en œuvre pour acquérir un prestige et des capacités de médiation avec les acteurs de la société non-indienne, de manière à contourner les structures patriarcales de pouvoir communautaire et légitimer l'appropriation de ressources communales. Mallon n'associe toutefois pas ces stratégies à des logiques de mise en question des institutions communautaires. Elles étaient au contraire orientées à obtenir des dérogations favorables permettant à leurs auteurs d'instrumentaliser ces institutions en leur faveur. Dans un autre travail (1994), Mallon parle de "patriarcat démocratique" pour caractériser ces situations de pouvoir partagé (et en tension permanente) entre les conseils d'anciens et les jeunes entrepreneurs politiques.

<sup>8</sup> Langage qui s'exprime notamment dans l'importation d'institutions comme les règles d'accès ouvert au foncier pour tous les chefs de famille membres de la communauté (chapitre 7).

pouvoir extérieurs) détenu par l'entrepreneur politique. Les métaphores d'égalité essentielle entre les membres de la communauté se combinent ainsi avec des rapports d'autorité verticaux et l'établissement d'un ordre social différenciant nettement dirigeants et "sujets". Cet ordre légitime en retour la diffusion d'une idéologie patrimonialiste chez les dirigeants – le territoire de la frontière, l'*ejido*, devenant une extension de leur sphère privée.

Si ces traits structureaux du "modèle kopytoffien" de la frontière peuvent être appliqués à la situation tuxtèque, il n'en reste pas moins que les processus décrits dans cet ouvrage insistent sur le rôle des centres extérieurs de pouvoir – et notamment sur celui de l'Etat national et de ses dispositifs de représentation – dans la légitimation des autorités et la production de certaines institutions-clés de la frontière, mais aussi dans l'extension de leur développement à de nouveaux espaces au long du XX<sup>e</sup> siècle. Pour autant, les territoires de la frontière agraire ne fonctionnent pas comme de simples "produits" des dynamiques impulsées par des pouvoirs externes. Ils jouent également un rôle moteur dans les processus de changement institutionnels observés sur la longue période. Ces processus éclairent la capacité des formations sociales et des territoires à produire leurs propres corps de régulation et à en imposer l'institutionnalisation à des échelles plus larges.

### **Le territoire comme champ social et l'endogénéité du changement institutionnel**

Les transformations du cadre de régulation foncière au cours des trois siècles d'histoire que couvre cette étude mettent en évidence le jeu structurel du pluralisme institutionnel, ainsi que la semi-autonomie des champs sociaux locaux dans le maintien de ce pluralisme. La question de la pluralité des registres de règles mobilisés dans la régulation de l'accès aux ressources (principes moraux et normes comportementales des communautés, droit formel et règles administratives de l'Etat, conventions et contrats souscrits dans un cadre privé, etc.) et celle des systèmes d'autorité qui en sanctionnent l'exercice (Griffiths, 1986 et 1992) est un constat largement partagé et transversal aux situations de développement<sup>9</sup>. Ce pluralisme alimente les jeux stratégiques sur les règles et les logiques de "shopping institutionnel" de la part des acteurs cherchant à défendre leurs intérêts et à atteindre leurs objectifs (Bierschenk & Olivier de Sardan, 1998 : 38). Ces situations de pluralisme légal et institutionnel sont couramment analysées en référence à la semi-autonomie des champs fonciers locaux, c'est à dire à la capacité des organisations sociales à générer des règles propres et à rendre ces règles exécutoires, en interaction avec le cadre légal et les instances officielles, mais de façon non subordonnée à celles-ci (Moore, 1973 et 1978)<sup>10</sup>.

La notion de semi-autonomie peut être appliquée de façon fructifère au champ social tuxtèque. L'organisation de la traite cotonnière durant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle a ainsi constitué le cadre de production de nouvelles régulations marchandes, foncières et politiques qui ont profondément affecté les structures juridiques du marquisat de la famille Cortés et de la *république* d'indiens de San Andrés. Sur les marges internes du marquisat, dans les interstices institutionnels du système formé par les grandes propriétés coloniales et les *pueblos* d'indiens, où pouvaient se mettre en place de nouvelles organisations sociopolitiques comme les *rancherías* et les *cofradías*, elle a supporté la formation d'un régime foncier original, combinant des formes de propriété corporative et individuelle (chapitre 3). C'est autour de ces nouvelles structures de propriété et des réseaux

<sup>9</sup> En référence aux terrains africains, voir en particulier Berry (1993), Lund (2001), Jacob (2002), Kaboré (2009) ; et relativement cas mexicain, Jones (1996), Nuijten (2003b), Assies (2008), Bouquet (2009), Velázquez (2010).

<sup>10</sup> Sally-Falk Moore (1978 : 57) définit la notion de champ social semi-autonome de la façon suivante : « The semi-autonomous social field is defined and its boundaries identified not by its organization (it may be a corporate group, it may not) but by a processual characteristic, the fact that it can generate rules and coerce or induce compliance to them ». Cette notion est notamment mobilisée par M. Nuijten (2003 et 2003b), qui analyse l'*ejido* mexicain et sa sphère d'interaction avec l'administration agraire comme un champ social semi-autonome dans la production de régulations à la fois foncières, sociales et politiques.

d'échange personnalisé qui avaient présidé à leur mise en place que les commerçants de coton de San Andrés ont construit les mécanismes de contrôle social qui leur permirent ensuite de mettre la municipalité sous leur tutelle, de former le "commun" municipal et de centraliser l'ensemble des pouvoirs (foncier, économique, politique et même juridique et militaire).

Les marges internes de l'ancien marquisat ont ainsi constitué les foyers de construction du dispositif institutionnel sur lequel a reposé le gouvernement des hommes et des ressources durant la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle. La semi-autonomie du champ sociopolitique tuxtèque s'est notamment manifestée dans la capacité des élites commerçantes à surseoir durant près de 40 ans à l'obligation légale qui leur était faite de procéder au lotissement et la privatisation de la propriété municipale. La formation de la Société agricole de San Andrés Tuxtla, de droit privé, leur a permis de maintenir un régime de régulation foncière centralisé, autonome vis-à-vis des institutions légales du pays, qui était aussi la base de leur contrôle sur l'institution municipale et sur les mécanismes de désignation des autorités judiciaires cantonales.

Cette semi-autonomie s'est par ailleurs exprimée de façon privilégiée dans le régime de régulation foncière qui s'est mis en place dans la totalité des *ejidos* de la région dès leur création. Malgré l'enclassement du processus de frontière interne dans le dispositif officiel de la réforme agraire et le recours aux instances étatiques comme source de légitimation du pouvoir des jeunes dirigeants paysans, les institutions foncières des *ejidos* ont accordé une place centrale aux principes moraux allouant un droit de possession pérenne à chaque chef de famille, indépendamment de son statut légal, en contravention avec les règles officielles. Au cours des décennies qui ont suivi la distribution des terres, les mêmes principes ont justifié les procédures récurrentes de privation de droit et d'expulsion dont étaient victimes les individus et les familles qui s'étaient opposés à l'exercice individuel et autoritaire du pouvoir local par les entrepreneurs de la frontière (chapitres 7 et 8).

Plus récemment, le caractère semi-autonome des champs institutionnels locaux s'est manifesté à travers les procédures de parcellement conventionnel, au cours des années 1970 et 1980, puis dans les formes locales de mise en œuvre du Procédé, pendant la décennie suivante. Si ces procédures ont eu pour conséquence notable de mettre en adéquation les catégories locales de droits fonciers et de détenteurs de droits avec celles de la réglementation officielle, elles ont relevé en premier lieu de dynamiques endogènes, définies et mises en œuvre dans des situations de forte autonomie institutionnelle et organisationnelle vis-à-vis de celle-ci. L'expression locale de "parcellement conventionnel" exprime particulièrement bien cette autonomie : plutôt que de recourir aux services topographiques de l'administration, qui auraient assuré gratuitement et avec précision les opérations d'arpentage et de lotissement des terres, celles-ci ont été le plus souvent conduites dans le cadre des réseaux de clientèle qui liaient les *ejidatarios* pauvres à des parrains locaux garantissant leur accès à un ensemble de ressources matérielles et symboliques (chapitre 9).

Dans une perspective plus large, l'*ejido* a constitué l'espace privilégié du changement institutionnel dans les zones rurales au long du XX<sup>e</sup> siècle. Il a opéré comme un vecteur essentiel de diffusion et d'institutionnalisation du régime de gouvernementalité postrévolutionnaire, qui faisait des agences de l'Etat et du dirigeant local (l'entrepreneur de la frontière) les dispensateurs ultimes des ressources stratégiques. Ce processus d'institutionnalisation de l'Etat et de la communauté dans leurs formes "modernes" (reconfigurées par la politique de réforme agraire) est indissociable du renouvellement des distributions de terre durant la quasi-totalité de la période 1935-1985, selon une périodicité générationnelle qui a conféré à la frontière agraire une dimension systémique (voir *supra*). Ce processus est également lié au déploiement, autour de l'*ejido*, d'un ensemble de dispositifs (crédit agricole, programmes de développement agro-industriel, projets d'infrastructures et de services publics) qui ont régulièrement densifié les interactions entre les familles rurales et les agences étatiques, à travers le truchement des instances *ejidales*.

Ce qu'il s'agit de souligner ici, c'est le processus d'institutionnalisation de l'*ejido* en tant qu'espace social de construction symétrique de la communauté paysanne et de l'Etat ; en tant que chaînon de

base de l'organisation politique et territoriale dans les Tuxtlas, comme dans la majorité des espaces ruraux au Mexique. C'est autour de l'*ejido* que se construisent les processus actuels d'ajustement des régulations sociopolitiques aux transformations de l'environnement juridique et économique. Dans le cadre contemporain de dérégulation des marchés, de décentralisation et de compétition politique, la semi-autonomie des champs sociaux locaux s'exprime derechef à travers les dynamiques endogènes qui président à la construction de dispositifs de régulation de l'accès aux migrations longues et aux programmes de développement social, d'encadrement des rapports entre les migrants et leur famille et d'accompagnement des stratégies de patrimonialisation de ces migrants (chapitre 11).

Le territoire rural celui de l'*ejido* dans la période récente, celui des *rancherías* et *cofradías* à l'époque coloniale et au début de l'ère indépendante, apparaît ainsi comme un espace social où de nouvelles institutions sont produites qui, graduellement, s'imposent à des niveaux supérieurs de régulation. Les formes d'individualisation de la propriété et les dispositifs clientélistes d'insertion dans les filières marchandes, qui se mettent en place dans les *rancherías* au XVIII<sup>e</sup> siècle, vont ainsi devenir des normes sur les terrains gérés par la municipalité, puis par les sociétés agricoles au cours du siècle suivant. De même, les transformations du cadre de la régulation foncière qui ont affecté les *ejidos* durant les années 1970 et 1980 ont été très largement reprises par les réformes légales de 1992. Les formes émergentes de fiscalité locale sont enfin en passe d'être érigées en norme pratiques – elles sont tolérées par des instances municipales et un Etat qui peinent de plus en plus à faire valoir leur autorité dans un secteur pourtant stratégique au regard des mécanismes de légitimation politique – dans de nombreuses zones rurales du Sotavento, parce qu'elles constituent un facteur déterminant des processus de différenciation territoriale et de maintien des communautés.

Il ne s'agit pas ici de surinterpréter la capacité des communautés à peser de façon intentionnelle sur la décision publique. Les formes de diffusion des changements institutionnels endogènes dans les dispositifs de régulation formelle ne sont que la conséquence de l'intensité des interactions que les instances officielles entretiennent avec les champs sociaux locaux – elles traduisent donc, "en creux", la légitimité des institutions officielles. Ces interactions sont à l'origine de formes "d'internalisation" des pratiques locales par les dispositifs administratifs municipal et étatique qui se traduisent ensuite en divers modes de formalisation. Un argument central des réformes de 1992 à la législation agraire était justement de légaliser des pratiques (de marchandisation de l'accès au foncier, de faire-valoir indirect et d'individualisation des formes de transfert) qui étaient devenues courantes dans les *ejidos* du pays. Ce constat ouvre de nouvelles perspectives quant au rôle des marges sur les dynamiques institutionnelles des centres politiques.

## **Le rapport Etat/communauté rurale au centre des dynamiques de recomposition des hiérarchies territoriales**

### ***Ré-interroger les rapports centre/périphérie, noyau/frontière***

Le cas des Tuxtlas ré-interroge la question des relations centre-périphérie – ou plutôt les relations entre le noyau politique et ses frontières ou ses marges internes –, ainsi que celle qui touche au sens et à la nature du changement institutionnel. Il ne s'agit pas d'opérer un retour sur les approches néomarxistes du développement et de l'échange inégal (Wallerstein, 2006), mais de replacer l'espace local "périphérique" au centre de l'analyse des processus de changement social et institutionnel, c'est-à-dire de reconsidérer la dialectique centre-périphérie en s'intéressant à la dynamique propre des rapports sociaux au sein des formations "périphériques" (voir Chauveau & Richard, 1977). Cette perspective s'inscrit dans la continuité de la démarche de la micro-histoire (Levi, 1989 ; Revel, 1996) ou des *subaltern studies* (Guha, 1983 ; 1989), en particulier dans leurs expressions latino-américaines (Joseph & Nugent, 1994 ; Rubin, 1997). Elle vise à déplacer la focale de l'analyse sur les processus

microsociaux de résistance, négociation et réappropriation des projets développés par les noyaux de pouvoir politique et économique et, ainsi, à en réinterpréter les effets sur les structures de l'Etat national. Le processus de construction de la communauté à travers les réformes institutionnelles est envisagé comme un miroir du processus symétrique de construction de l'Etat, abordé sous l'angle de ses formes d'ancrage et de reconfiguration à l'échelle des territoires.

Dans cette perspective, la métaphore de la frontière est intéressante au regard du rôle qui lui est assigné dans le modèle kopytoffien, en tant que processus central dans la construction d'une culture politique (et institutionnelle dans la perspective adoptée ici) beaucoup plus large. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, les frontières internes du marquisat dans les Tuxtlas ont joué le rôle moteur dans les transformations des structures institutionnelles et des rapports de pouvoir ayant conduit les commerçants de coton à prendre le contrôle de la *république* d'indiens, puis de la municipalité de San Andrés. Un siècle plus tard, la population des *ranchos* et *rancherías* qui s'étaient constitués à cette époque sur les marges du domaine cortésien a été au centre du renversement des alliances et du basculement de l'équilibre des pouvoirs au sein de la municipalité qui a débouché sur le démantèlement de la propriété communale. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ce sont ces périphéries de l'espace régional, celles où se sont développés l'élevage bovin et les nouvelles formes d'organisation de l'espace associées à cette activité, qui ont joué le rôle détonateur dans le processus de transformation de la propriété *ejidale*, via les procédures de parcellement conventionnel.

Alors que *le processus* de frontière est couramment envisagé comme une force conservatrice au regard de certaines composantes centrales de la structure institutionnelle (North, 1994) ou de la culture politique (Kopytoff, 1999 ; voir aussi sur ces deux aspects le chapitre 9), *les frontières* apparaissent ainsi comme une source périodique et récurrente de changement institutionnel et politique. Elles constituent les espaces de diffusion des transformations de l'organisation productive (autour de la traite cotonnière au XVIII<sup>e</sup> siècle, de la culture du tabac dans le voisinage de Comoapan, alors une marge enclavée, au milieu du XIX<sup>e</sup>, de l'élevage bovin dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup>), au niveau desquels se recomposent les rapports de pouvoirs et les prix relatifs du foncier, créant les conditions d'une "demande" de changement dans les rapports de propriété.

Ces espaces périphériques ou de frontière interstitielle sont aussi ceux sur lesquels les tentatives de réforme légale portées par l'Etat central a eu le plus fort impact. C'est à leur niveau que la question de la construction mutuelle et symétrique de la communauté paysanne et de l'Etat national peut être examinée avec le plus de finesse. Le thème des rapports entre centre politique et périphéries ou marges territoriales peut en effet être abordé dans une double dimension : au niveau national, en considérant les relations entre l'Etat mexicain et les entités décentralisées constituées par les provinces (Etats de la fédération) et les municipalités ; et au niveau régional, en référence aux relations entre les municipalités (ou les anciennes *républiques* d'indiens) et les communautés villageoises de leur juridiction. L'instance municipale se trouve à la jonction de ces deux sphères d'interactions politiques. Elle constituait, au lendemain de l'indépendance et de nouveau, dans une certaine mesure, à l'issue de la guerre civile révolutionnaire, le niveau de gouvernement le plus légitime et le plus robuste, en étant dotée d'une large autonomie politique et institutionnelle<sup>11</sup>.

C'est contre les municipalités que l'Etat en construction a dirigé ses efforts d'institutionnalisation. Les politiques foncières ont constitué, nous l'avons vu, l'axe privilégié de cette entreprise. Ces politiques ont promu l'émergence d'organisations socio-territoriales et de structures de propriété dont l'Etat central constituait la source de droit et l'instance ultime de régulation. Le processus de construction étatique a ainsi été orienté à mettre en place des dispositifs de mise en rapport entre les détenteurs de droits fonciers et les représentants de l'Etat central (relevant des bureaucraties administratives ou corporatives), qui marginalisaient les niveaux décentralisés issus de l'ancienne organisation coloniale

---

<sup>11</sup> Durant la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle et de nouveau durant la période qui a suivi la guerre civile révolutionnaire, les municipalités ont été dotées d'un vrai pouvoir militaire, à travers la constitution et le contrôle des Gardes nationales, puis des défenses paysannes. Ce pouvoir militaire s'ajoutait aux leviers de légitimation politique dont elles disposaient à travers le contrôle des terrains communaux sous leur juridiction.

(les *républiques* d'indiens, devenues municipalités, et les *Intendances*, devenues les Etats de la fédération). Ces stratégies de renversement des rapports de pouvoir entre centre et périphéries au sein des espaces régionaux ont alimenté des processus de centralisation politique au niveau national, d'abord dans le cadre des réformes de libéralisation du commerce colonial, puis de la politique de démantèlement et de privatisation des propriétés municipales, et enfin de la réforme agraire.

Durant un siècle environ, entre les années trente du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle, la municipalité de San Andrés Tuxtla s'est trouvée à l'articulation d'un double système de tensions entre centres et périphéries. Elle a incarné un projet d'autonomie politique et foncière qui s'est d'abord appuyé sur la constitution du "commun" municipal, au niveau duquel se sont imbriqués les dispositifs de gouvernement des hommes et des ressources durant un demi-siècle environ ; puis sur le contrôle des procédures de réforme agraire, que la municipalité a employées au cours de la décennie de 1920 comme un levier pour restaurer ce double pouvoir. En ces deux moments, les logiques de (re)construction communale, visant à réunir les attributs d'un "Etat embryonnaire" – étendus à l'exercice de la légitime violence via le contrôle de forces armées, la Garde nationale, puis les défenses paysannes, et à la prérogative de désigner les juges de première instance durant une grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle –, ont fait l'objet de fortes oppositions émanant des "périphéries" politiques du territoire municipal : les *rancherías* productrices de tabac et de canne à sucre, où s'étaient mise en place des structures foncières de type privé depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis les hameaux et villages-sujets des anciens chefs-lieux de parti foncier favorisés par les allocations de terres réalisées par la municipalité au cours des années 1920.

Ces périphéries ont servi de points d'ancrage de la politique nationale de réforme agraire à partir des années 1930. C'est à travers l'adhésion de groupes subalternes dans l'organisation (géo)politique municipale, cadets sociaux et hameaux subordonnés aux centres de gestion foncière, que l'Etat national a mené à bien son projet de démantèlement des organisations politico-territoriales héritées du régime colonial. Ces organisations périphériques sont devenues à leur tour les centres de gestion du clientélisme agraire mis en place sous l'égide de l'Etat central et de ses canaux administratifs et corporatifs. L'extension du processus de réforme agraire aux marges du territoire municipal – les terres basses proches du *río* San Juan, puis les versants maritimes du volcan San Martín Tuxtla – durant les années 1940 à 1960 ont contribué à affaiblir continuellement la capacité de la municipalité à organiser les rapports entre les différents espaces de sa juridiction, alors que les entrepreneurs de la frontière assumaient ces fonctions par le biais des canaux corporatifs (syndicats paysans et organisations d'éleveurs) et des réseaux marchands.

Ces réseaux, construits et consolidés au long des cinquante années de fonctionnement de l'Etat corporatif postrévolutionnaire, ont "sédimenté" dans la formation de compétences et d'institutions locales qui s'expriment pleinement dans le contexte contemporain de la décentralisation des cadres de production des politiques publiques. Les anciennes périphéries territoriales qui ont le mieux réussi leur processus d'articulation avec le dispositif étatique deviennent aujourd'hui des centres de services (éducatifs, sanitaires, administratifs, financiers, commerciaux, de communication) qui sont en situation d'attirer les investissements publics et ceux des diasporas en migration, et de recomposer les relations spatiales au sein de l'espace régional. Une analyse de la dynamique des marchés fonciers, qui reste encore largement à faire (Almeida, 2001), permettrait d'éclairer ces processus de polarisation des rapports sociaux, économiques et politiques autour de centres ruraux tels que Bodegas de Totoltepec, Salto de Eyipantla ou La Redonda et les recompositions des relations de pouvoir intramunicipales qui en résultent.



## **Deux modèles paradigmatiques de penser la communauté et les rapports société villageoise/Etat**

Au-delà du succès formel de l'entreprise étatique de démantèlement et de reconstruction de la communauté rurale à travers la réforme agraire, la question du pluralisme institutionnel dans la régulation foncière et politique s'est inscrite comme un phénomène structurel du fonctionnement des communautés *ejidales*. La pluralité des registres de règles et des instances d'autorité a été mise en évidence à l'occasion des deux moments forts de changement institutionnels qui ont marqué l'histoire récente : le parcellement conventionnel et la certification par le Procédé (chapitres 9 et 10). Ces deux moments ont mis à jour l'existence de deux modèles clairement différenciés d'organisation communautaire, qui s'inscrivent dans deux paradigmes historiques concurrents de régulation interne et de mise en rapport avec l'Etat national.

Le paradigme d'autonomie a constitué une base historique de mobilisation et d'action politique dans les zones indiennes, depuis les formes de résistance à l'Etat libéral au XIX<sup>e</sup> siècle, jusqu'au soulèvement néo-zapatiste de 1994, en passant par les guérillas de la période révolutionnaire. Il a notamment guidé l'appui d'une partie de la population indienne des Tuxtlas au projet des grands commerçants de coton, qui associait le maintien de la propriété communale et la centralisation des fonctions d'intégration sociale par la municipalité. Il a ensuite présidé à la tentative de restauration d'un pouvoir municipal fort, réunissant les prérogatives de gouvernement politique et foncier à travers la mise en œuvre de la réforme agraire au cours des années 1920.

Ce paradigme a perduré par-delà le projet cardéniste de mise sous tutelle étatique des dispositifs d'allocation des ressources stratégiques, terres, crédits, projets de développement, etc. Au sein des anciens chefs-lieux de parti foncier du commun municipal ont perduré des formes d'organisation revendiquant l'autonomie dans la définition du contenu des droits fonciers et politiques alloués aux membres de la communauté, ainsi que dans les modalités d'assignation et de transfert de ces droits. Ces *ejidos* se sont caractérisés au long de la période par le maintien d'une relation distanciée avec les instances étatiques, ne recourant à leur intervention que lorsque les institutions locales ne parvenaient plus à réguler les tensions dans l'accès aux ressources. Les représentants de l'Etat y ont généralement été convoqués en aval de processus décisionnels autonomes, afin de conduire des procédures d'"épuration censitaire" du registre des *ejidatarios* qui avaient pour objet de formaliser les privations de droits dont certaines familles avaient été victimes, ainsi que la réallocation de ces droits à d'autres membres de la communauté. Les expulsions de familles dissidentes et l'appel à de nouvelles dotations foncières, sous forme d'*ampliaciones* ou de projets de colonisation, ont ainsi permis la persistance de formes institutionnelles inspirées des normes de régulation communale.

Au cours des années 1970, ces formes institutionnelles ont été peu altérées par la recrudescence des interventions publiques. D'une part, la faible densité de leurs interactions avec les instances étatiques a limité leur capacité à attirer les programmes de modernisation par le crédit agricole et l'installation d'infrastructures. D'autre part, la réitération des références à l'unité de la communauté et à un mode de décision unanimiste a encouragé la reconduction de systèmes de gouvernement autoritaires, assumant une position hégémonique dans les processus de mise en rapport entre les résidents de la communauté et le dispositif étatique. La légitimité de ces formes de gouvernement reposait sur l'alliance entre les dirigeants et les producteurs non-*ejidatarios* ("*comuneros*") autour du maintien des normes d'accès ouvert aux ressources foncières. Confrontés à la dynamique de parcellement conventionnel qui se développait dans la région, les dirigeants locaux ont généralement jugulé de façon violente – au besoin par de nouvelles expulsions – les revendications émanant de certains *ejidatarios*. La réalisation du Procédé y a conduit à formaliser un régime de distribution des droits fonciers élargie à la grande majorité des chefs de famille, mais globalement inégalitaire. Le blocage du changement institutionnel a consacré le *comunero*, producteur de subsistance sur de petites surfaces, dont les activités sont faiblement diversifiées hors du salariat agricole, comme figure paradigmatique de citoyen local.

En dépit de taux de pauvreté qui devraient en faire des cibles d'attention prioritaire, la faiblesse historique de leurs interactions avec les réseaux de politique publique, y compris au sein de l'espace municipal, contribue à marginaliser ces communautés du champ de mise en œuvre des programmes contemporains d'équipement et de développement local. Ces villages se trouvent ainsi pris dans une "trappe de marginalité" dans le jeu de réorganisation des rapports entre territoires qui correspond au processus de globalisation.

Le second paradigme correspond à l'adhésion de la communauté paysanne au projet d'intégration nationale porté par un Etat qui s'est institué garant d'un accès élargi aux ressources, aussi bien dans une perspective intra- qu'intergénérationnelle – à travers le renouvellement des dotations agraires notamment. Cette logique d'incorporation a présidé à l'activation de la frontière agraire cardéniste et à la mise en œuvre des processus de segmentation sociale et de ségrégation territoriale qui ont affecté les communautés du type précédent au cours des années 1930, puis des décennies suivantes. L'adhésion à la proposition officielle de réforme agraire et d'intégration au dispositif administratif et corporatif de l'Etat postrévolutionnaire a garanti aux formations sociales qui avaient fait ce choix un accès renouvelé aux appuis publics et privés, en particulier dans le domaine du crédit et des technologies agricoles.

Ces conditions ont encouragé, dans un premier temps, les dynamiques d'accumulation différentielle des ressources naturelles dans les *ejidos* de la frontière (chapitre 7). Mais elles ont également contribué à une diffusion graduelle de certaines composantes centrales du modèle de modernisation rurale porté par les administrations fédérales, à la fois institutionnelles (l'intégration formelle des instances de gouvernement *ejidal*, son assemblée et son comité exécutif) et technologiques (la cohorte semences améliorées-engrais chimiques-herbicides). Au tournant des années 1970, ces transformations incrémentales des champs institutionnels et économiques locaux ont cristallisé dans des mouvements d'insurrection à l'encontre du pouvoir des entrepreneurs politiques, dont la question du parcellement conventionnel a constitué un facteur central d'agrégation, sans en constituer l'enjeu exclusif. Les procédures de redistribution des terres au bénéfice des seuls *ejidatarios* ont consacré l'institutionnalisation des instances légales de gouvernement des hommes et des ressources naturelles au niveau local (chapitre 9).

Au-delà du recentrage de certaines dimensions essentielles de l'intégration sociale sur la famille et la figure de l'*ejidatario*, le parcellement des terres a réaffirmé des fonctions régulatrices essentielles de l'*ejido*. Les instances de gouvernement *ejidal* ont vu confirmée leur centralité dans les dispositifs d'articulation avec les marchés, en particulier dans l'accès aux politiques publiques. Cette position a été largement confortée par la diffusion des moyens de production véhiculés par le projet étatique de modernisation et d'intensification des petites exploitations familiales grâce aux technologies de la révolution verte. L'incorporation de la communauté aux formes institutionnelles promues par l'Etat national s'est ainsi doublée d'une incorporation à un modèle agrotechnique que l'on peut qualifier de standard – par opposition aux systèmes de production vivrière de subsistance qui perduraient autour d'un idéal d'autonomie communautaire.

Avec le parcellement, l'*ejido* de la frontière est ainsi devenu une institution de coordination entre les chefs de famille *ejidatarios*, mettant à leur disposition des ressources organisationnelles et des règles qui leur permettaient de réguler les relations avec leur descendance. Cette mutation s'est produite en dépouillant les *comuneros* des droits que les dispositifs coutumiers leur accordaient et en les excluant des arènes politiques et foncières locales. Alors que la réforme légale de 1992 revendiquait une démocratisation des instances locales de gouvernement, sa mise en œuvre semble avoir peu affecté les régimes de gouvernance qui s'étaient mis en place dans le cadre des mesures de parcellement conventionnel. L'efficacité des instances de gouvernement *ejidal* à encadrer les formes de recomposition des organisations familiales et à réguler les rapports d'échange et d'assistance entre les générations au sein des familles leur a fourni des leviers de légitimation essentiels dans le contexte de précarisation et d'incertitude considérable que le processus de globalisation fait peser sur ces dernières (chapitre 11).

## **Vers un regain des logiques historiques de ségrégation politique des territoires communautaires ?**

Au cours de la dernière décennie, ces trajectoires de différenciation des structures institutionnelles et des régimes de gouvernance locale, opposant deux idéaux communautaires et deux façons de concevoir les rapports entre la communauté villageoise et la société nationale, se sont exprimées sous une forme privilégiée dans le renforcement des dynamiques de différenciation et de polarisation territoriale. La capacité des communautés-lieux à attirer les investissements publics et privés orientés à accroître leur offre d'équipements et de biens publics est à l'origine de nouvelles dynamiques de recomposition spatiale, dont un enjeu majeur réside dans l'ancrage des parcours de vie et des stratégies de patrimonialisation des migrants. Des centres de services se consolident, dans une dynamique de décentralisation qui affecte désormais au premier chef les organisations municipales – dont le renforcement est pourtant l'objectif déclaré de la politique de promotion d'un "nouveau fédéralisme" (Joumard, 2005 ; Mérino, 2005).

En ultime instance, ces processus de différenciation et de réorganisation territoriale peuvent trouver un exutoire dans des procédures de ségrégation administrative qui viennent formaliser l'acquisition de fonctionnalités institutionnelles et économiques par certaines localités. Ces phénomènes n'ont rien de nouveau. Ils ont ponctué l'histoire régionale depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle et constitué un défi permanent à la consolidation des centres administratifs dans la juridiction des Tuxtlas. La promotion de San Andrés au statut de *pueblo* et la dissociation des organes de gouvernement de sa *république* d'indiens vis-à-vis de ceux de Santiago, le chef-lieu du marquisat, au crépuscule de la période coloniale, en a été une manifestation, de même que l'érection de Catemaco en tant que municipe, au détriment cette fois de San Andrés, au cours des années 1810. Au long du XIX<sup>e</sup>, puis au début du XX<sup>e</sup> siècle, la formation de nouveaux municipes autour des *rancherías* qui s'étaient établies un siècle plus tôt, puis avaient accédé au statut de congrégation, a constitué un phénomène récurrent<sup>12</sup>. Ces logiques ont connu une nouvelle impulsion à la fin du siècle passé, avec la mise en œuvre des politiques de décentralisation<sup>13</sup>. La région des Tuxtlas n'a pas été exempte, avec un regain des revendications historiques de ségrégation de Comoapan vis-à-vis de San Andrés. La consolidation sur les marges du territoire municipal de bourgs de taille critique (plus de 2 500 habitants), dotés d'une densité croissante de services et d'équipements sociaux, ainsi que des capacités humaines leur garantissant une articulation efficace avec les différentes administrations sectorielles de la fédération et de la province, pourrait à terme conduire à une multiplication de telles initiatives.

En définitive, ces dynamiques montrent derechef à quel point la question des marges est centrale pour l'analyse des rapports entre changement institutionnel et transformation territoriale. Les *marges territoriales* forment des espaces sociaux où les *marges de manœuvre* des acteurs collectifs sont plus importantes du point de vue des processus d'innovation institutionnelle, parce que le contrôle des autorités centrales y est plus lâche, parce que les cadres normatifs résultant des contraintes légales y sont souvent moins légitimes et parce que les dynamiques de circulation (de biens, de personnes, de représentations et de valeurs) légales et illégales y sont fréquemment plus intenses. Elles constituent de ce point de vue des espaces privilégiés d'observation des formes de relocalisation ou d'appropriation locale des processus de globalisation, comme elles l'ont été au cours des périodes antérieures pour les processus de construction et d'institutionnalisation de l'Etat.

---

<sup>12</sup> En 1830, Saltabarranca a ainsi été érigé en municipe par ségrégation du territoire de Santiago Tuxtla – une mésaventure que connaîtra à son tour Saltabarranca un siècle plus tard, lorsque la congrégation qui s'est bâtie autour de l'usine sucrière de El Naranjal se séparera pour former le municipe de Lerdo de Tejada. En 1931, une nouvelle scission du territoire de Santiago a donné naissance au municipe d'Angel R. Cabada, autour du bourg de El Mesón.

<sup>13</sup> Dans la grande région du Sotavento de Veracruz, les municipes de Tatahuicapan, dans la Sierra de Santa Marta, Carlos A. Carrillo, au cœur du bassin du Papaloapan, Uxpanapa, dans la zone de colonisation agraire éponyme, et enfin Xochiapan, aux frontières des Etats de Veracruz et de Oaxaca, ont ainsi été créés au cours des années 1990.

## Références citées

### Bibliographie

- Abrams P., 1988. "Notes on the Difficulty of Studying the State", *Journal of Historical Sociology*, I (1) : 58-89.
- Acemoglu D., Johnson S., Robinson J. A., 2001. "Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation", *The American Economic Review*, 91 (5) : 1369-1401.
- Acuña R. (ed.), 1985. *Relaciones Geográficas del siglo XVI: Tlaxcala*, Mexico DF, UNAM, Instituto de Investigaciones Antropológicas, T. 2.
- Adelman I., Taylor J. F., 1990. *L'évolution des avantages comparatifs dans le secteur agro-alimentaire: leçons tirées du Mexique*, Paris, OCDE.
- Agrawal A., 2003. "Sustainable Governance of Common-Pool Resources : Context, Methods, and Politics", *Annual Review of Anthropology*, 32 : 243-262.
- Aguilar Robledo M., 1992. "Los avatares de un proyecto regional: el caso de Pujal-Coy", *Problemas del Desarrollo*, XXIII : 66-95.
- Aguirre E. P., 2004. *Crónicas de la revolución. Aportaciones para la historia regional del Sotavento*, compilación y notas de Alfredo Delgado, Acayucan, Unidad Regional de Culturas Populares– Instituto Veracruzano de Cultura.
- Aguirre Beltrán G., 1992. *Pobladores del Papaloapan: biografía de una hoya*, Mexico DF, CIESAS.
- Akram-Lodhi H., 2012. "Contextualising land grabbing: contemporary land deals, the global subsistence crisis and the world food system", *Canadian Journal of Development Studies*, 33 (2) : 119–142.
- Alba F., 1978. "Mexico's International Migration as a Manifestation of Its Development Patterns". *International Migration Review*, 12 : 502-513.
- Alba F., 2000. "Migración internacional. Consolidación de los patrones emergentes", *Demos*, 13 : 10-11.
- Alcántara López A., 2004. *Ariles de la Majada, Ganadería, Vida Social y Cultura Popular en el Sur de Veracruz colonial*, Mexico DF, UNAM, Thèse de Maestría en Historia.
- Alcántara López A., 2007. "Elites ganaderas, redes sociales y desobediencia cotidiana en el sur de Veracruz a fianles del siglo XVIII", *Historia Mexicana*, LVI (3) : 779-816.
- Alcántara López A., 2009. "Configuración territorial, grupos de poder y dinámicas sociales en la provincia colonial de Guazacualco, siglos XVII y XVIII", in E. Velázquez, E. Léonard, O. Hoffmann, M.-F. Prévôt-Schapira, (coord.), *El Istmo Mexicano. Una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS- IRD : 91-160.
- Alchian A., 1987. "Property rights", in J. Eatwell, M. Milgate, N. Newman (eds.), *The New Palgrave: A Dictionary of Economics*, London, MacMillan : 1031-1034.

- Alchian A., Demsetz H., 1973. "The Property Right Paradigm", *Journal of Economic History*, 33 (1) : 16-27.
- Almeida E., 2000. "Cambios y probables tendencias en el mercado de tierras ejidales en la zona de transición maíz-tabaco en la región de Los Tuxtlas, Veracruz", in E. Léonard, E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 171-180.
- Almeida E., 2001. "Dimensiones emergentes del mercado de tierras ejidales. Estudio de caso: el ejido El Salto de Eyipantla, San Andrés Tuxtla, estado de Veracruz", in L. Concheiro, R. Diego (coord.), *Una perspectiva campesina del mercado de tierras ejidales. Siete estudios de caso*, Mexico DF, UAM-Juan Pablos Editores : 229-260.
- Alonso A. M., 1994. "The Politics of Space, Time and Substance: State Formation, Nationalism, and Ethnicity", *Annual Review of Anthropology*, 23 : 379-405.
- Alvergne Ch., Taulelle F., 2002. *Du local à l'Europe. Les nouvelles politiques d'aménagement du territoire*, Paris, PUF, coll. Service Public.
- Amith J. D., 2005. *The Möbius Strip. A Spatial History of Colonial Society in Guerrero, Mexico*, Stanford CA, Stanford University Press.
- Ankerson D., 1991. "Saturnino Cedillo, un caudillo tradicional en San Luis Potosí, 1890-1938", in D. A. Brading (comp.), *Caudillos y campesinos en la Revolución Mexicana*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica : 180-210.
- Annino A., 2002. "El Jano bifronte: los pueblos y los orígenes del liberalismo en México", in L. Reina, E. Servín (coord.), *Crisis, Reforma y Revolución. México: Historias de fin de siglo*, Mexico DF, Conaculta-INAH-Ed. Taurus : 209-251.
- Antheaume B., Giraut F. (eds), 2005. *Le territoire est mort. Vive les territoires ! Une (re)fabrication au nom du développement*, Paris, IRD.
- Appendini K., 1992. *De la milpa a los tortibonos. La restructuración de la política alimentaria en México*, Mexico DF, El Colegio de México-UNRISD.
- Appendini K., 2003. "Todavía está el Estado : los nuevos arreglos institucionales para el campo", communication au *Seminario sobre el Estado Mexicano: Herencias y Cambios*, Mexico DF, CIESAS, 30 oct. 2003.
- Arnold P. J. III, Pool C. A., Kneebone R., Stanley R. S., 1993. "Intensive Ceramic Production and Classic Period Political Economy in the Sierra de los Tuxtlas, Veracruz, Mexico", *Ancient Mesoamerica*, 4 (2) : 175-191.
- Arrijo L., 2008. *Pueblos de indios, tierras y economía: Villa Alta (Oaxaca) en la transición de la colonia a la república, 1742-1856*, Mexico DF, El Colegio de México, Tesis de doctorado en Historia.
- Artigas, G. C., 1896. *Memoria y documentos de la Junta Divisionista de San Andrés Tuxtlas*, ACAM/25, San Andrés Tuxtla, "Dotación de ejidos".
- Assies W., 2008. "Land Tenure and Tenure Regimes in Mexico: An Overview", *Journal of Agrarian Change*, 8 (1) : 33-63.
- Attolini J., 1949. *Economía de la Cuenca del Papaloapan*, Mexico DF, UNAM/Instituto de Investigaciones Económicas.
- Aubeterre M. A. d', 2000. *El pago de la novia. Matrimonio, vida conyugal y prácticas transnacionales en San Miguel Acuexomac, Puebla, Zamora*, El Colegio de Michoacán.

- Azuela A., 1995. "Ciudadanía y gestión urbana en los poblados rurales de Los Tuxtlas", *Estudios Sociológicos*, XIII (39) : 485-500.
- Baitenmann H., 1997. *Rural Agency and State Formation in Postrevolutionary Mexico: The Agrarian Reform in Central Veracruz (1915-1992)*, New York, NY, New School For Social Research, Ph. D. thesis.
- Baitenmann H., 1998. "Experiencias locales en la transformación del orden rural: el PROCEDE en el centro de Veracruz", in S. Zendejas, P. de Vries (ed.), *Las disputas por el México rural, vol I, Actores y campos sociales*, Zamora, El Colegio de Michoacán: 321-335.
- Baitenmann H., 2007. "Reforma agraria y ciudadanía en el México del siglo XX", in F. J. Gómez Carpinteiro (coord.), *Paisajes mexicanos de la reforma agraria. Homenaje a William Roseberry*, Mexico DF, Colmich-BUAP-Conacyt : 71-97.
- Baitenmann H., 2011. "Popular Participation in State Formation: Land Reform in Revolutionary Mexico", *Journal of Latin American Studies*, 43 (1) : 1-31.
- Banner S., 2011. *American Property. A History of How, Why, and What We Own*, Cambridge, Harvard University Press.
- Baños Ramírez O., 1998. "PROCEDE: Gateway to Modernization of the Ejido? The Case of the Yucatán", in R. Snyder, G. Torres (eds.), *The Future Role of the Ejido*, San Diego, University of California-Lynne Rienner Publishers, Center for US-Mexican Studies : 31-47.
- Barkin D., King T., 1970. *Desarrollo económico regional (Un enfoque por cuencas hidrológicas de México)*, Mexico DF, Siglo XXI.
- Barragán E., 1997. *Con un pie en el estribo. Formación y deslizamiento de las sociedades rancheras en la construcción del México moderno*, Zamora, El Colegio de Michoacán-Red Neruda.
- Barragán E., Hoffmann O., Linck T., Skerritt D., 1993. *Rancheros y sociedades rancheras*, Mexico DF, El Colegio de Michoacán-Orstom-CEMCA.
- Bart J., 1962 (2003). "La vente à réméré en Mâconnais aux XV<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècles", in J. Bart, *Du droit de la province au droit de la nation*, Dijon, Centre Georges Chevrier : 35-59.
- Bartra A., 1985. *Los herederos de Zapata. Movimientos campesinos posrevolucionarios en México*, Mexico DF, Ediciones Era.
- Baskes J., 1996. "Coerced or Voluntary? The Repartimiento and Market Participation of Peasants in Late Colonial Oaxaca", *Journal of Latin American Studies*, 28 (1): 1-28.
- Baskes J., 2000. *Indians, Merchants and Markets. A Reinterpretation of Repartimiento and the Spanish-Indian Economic Relations in Colonial Oaxaca, 1750-1821*, Stanford, Stanford University Press.
- Baskes J., 2005. "Colonial Institutions and Cross-Cultural Trade: Repartimiento Credit and Indigenous Production of Cochineal in Eighteenth-Century Oaxaca, Mexico", *Journal of Economic History*, 65 (1) : 186-210.
- Bataillon C., 1967. *Les régions géographiques au Mexique*, Paris, Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine.
- Baudelle G., Guy C., Mérenne-Schoumaker B., 2011, *Le développement territorial en Europe. Concepts, enjeux et débats*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Didact Géographie.
- Bauman F., 1983. "Terratenientes, campesinos y la expansión de la agricultura capitalista en Chiapas, 1896-1916", *Mesoamérica*, IV (5), Centro de Investigaciones Regionales de Mesoamérica-Plumsock Mesoamerican Studies : 8-63.

- Bazan L., Schmitz H., 1997. *Social capital and Export Growth: An Industrial Community in Southern Brazil*, London, Institute of Development Studies, IDS Discussion Paper n° 361.
- Beaumont A., 1988. *Histoire d'un groupe dominant au Mexique, 1880-1987. Le Groupe de Xalapa, la région centrale de l'état de Veracruz et la caféiculture nationale*, Montpellier, ENSAM, Thèse de doctorat en économie et sociologie rurales.
- Benda-Beckmann F. von, Benda-Beckmann K. Von, 1999. "A Functional Analysis of Property Rights, with Special Reference to Indonesia", in T. van Meijl, F. van Benda-Beckmann (eds.), *Property Rights and Economic Development. Land and Natural Resources in Southeast Asia and Oceania*, London & New York, Kegan Paul International : 15-56.
- Berdan F. F., 1987. "Cotton in Aztec Mexico: Production, Distribution and Uses", *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, 3 (2): 235-262.
- Bermúdez Gorrochotegui G., 1978. *La caña de azúcar y Santiago Tuxtla*, Mexico DF, Instituto Nacional de Antropología e Historia.
- Berry S., 1993. *No Condition is Permanent. The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*, Madison, The University Press of Wisconsin.
- Bierschenk T., Olivier de Sardan J.-P. (dir.), 1998. *Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Paris, Karthala.
- Bierschenk T., Chauveau J.-P., Olivier de Sardan J.-P., 2002. *Local Development Brokers in Africa: The Rise of a New Social Category*, Mainz, Johannes Gutenberg Universität, Department of Sociology and African Studies, Working Papers N° 13.
- Birrichaga D., 2004. "La defensa de los bienes comunales de los pueblos de indios en el centro de México (1820-1856)", *X Conferencia de la International Association for the Study of Common Property*, Oaxaca.
- Bizberg I., 2003. "La transformation politique du Mexique : fin de l'ancien régime et apparition du nouveau ?", *Critique Internationale*, 19 : 117-135.
- Bizberg I., 2004. "Trajectoires politiques et institutionnelles du Mexique et du Brésil: les relations entre l'Etat et le syndicalisme", in B. Lautier, J. Marques-Pereira (dirs.), *Brésil, Mexique. Deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala : 113-147.
- Blázquez Domínguez C. (coord.), 1986. *Estado de Veracruz: Informes de sus gobernadores, 1826-1986*, Xalapa, Gobierno del Estado de Veracruz, 25 T.
- Blázquez Domínguez C., 1991. "San Cristobal de Tlacoatlpan : postrimerias coloniales de una región Sotaventina (1760-1800)", in G. Lozano (coord.), *Con el sello del agua. Ensayos históricos sobre Tlacoatlpan*, Mexico DF, Instituto Veracruzano de la Cultura-INAH : 41-70.
- Blázquez Domínguez C., Corzo R. (comp.), 1997. *Colección de leyes y decretos de Veracruz, 1824-1919*, Xalapa, Universidad Veracruzana, 11 T.
- Blundo G., Le Meur P.-Y., 2009. "An Anthropology of Everyday Governance: Collective Service Delivery and Subject Making", in G. Blundo & P.-Y. Le Meur (eds.), *The Governance of Daily Life in Africa. Ethnographic Explorations of Public and Collective Services*, Leiden, Brill : 1-37.
- Booker J. R., 1993. *Veracruz Merchants, 1770-1829: A Mercantile Elite in Late Bourbon and Early Independent Mexico*, Boulder, Westview Press.
- Borah W., 1975. *El siglo de la depresión en Nueva España*, Mexico DF, Ed. Era, Col. Problemas de México.

- Borah W., 1986. "La recolección de diezmos en el obispado de Oaxaca", in A. J. Bauer (comp.), *La iglesia en la economía de América Latina, siglos XVI al XIX*, Mexico DF, Instituto Nacional de Antropología e Historia : 61-100.
- Borah W., Cook S. F., 1960. *The Population of Central Mexico in 1548. An Analysis of the Suma de Visitas de Pueblos*, Berkeley & Los Angeles, Ibero-Americana, 43, University of California Press.
- Borah W., Cook S. F., 1963. *Arboriginal Population of Central Mexico on the Eve of Spanish Conquest*, Berkeley & Los Angeles, Ibero-Americana, 45, University of California Press.
- Borras S. M., Franco J. C., Wang C., 2013. "The Challenge of Global Governance of Land Grabbing: Changing International Agricultural Context and Competing Political Views and Strategies", *Globalizations*, 10 (1) : 161-179.
- Bouquet E., 2000. *La construction du marché foncier par les acteurs. Politiques publiques, pluralisme juridique et jeux contractuels dans le secteur ejidal mexicain*, Montpellier, ENSAM, Thèse de Doctorat en Economie du développement agricole et rural.
- Bouquet E., 2009. "State-Led Land Reform and Local Institutional Change: Land Titles, Land Markets and Tenure Security in Mexican Communities", *World Development*, 37 (8) : 1390–1399.
- Bouquet E., 2010. "Changement légal et sécurisation des transactions foncières au Mexique", in J.-Ph. Colin, P.-Y. Le Meur, E. Léonard (éd.), *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers: du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala : 333-364.
- Bouquet E., Colin J.-Ph., 2010. "L'Etat, l'ejido et les droits fonciers. Ruptures et continuités du cadre institutionnel formel au Mexique", in J.-Ph. Colin, P.-Y. Le Meur, E. Léonard (éd.), *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers: du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala : 299-332.
- Bourdieu P., 1980. "Le capital social", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31 (1) : 2- 3.
- Brading D. A., 1978. *Haciendas and Ranchos in the Mexican Bajío, León, 1700-1860*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Bromley D., 1989. *Economic Interests and Institutions. The Conceptual Foundations of Public Policy*, Oxford, Basil Blackwell.
- Bruce J., Migot-Adholla S., Atherton J., 1994. "The Findings and their Policy Implications: Institutional Adaptation or Replacement?", in J. Bruce, S. Migot-Adholla (eds.), *Searching for Land Tenure Security in Africa*, Dubuque, Kendall, Hunt Publishing Company : 251-265.
- Buckles D. J., 1989. *Cattle, Corn and Conflict in the Mexican Tropics*, Ottawa, Carleton University, Thèse de Ph. D. in Sociology.
- Brun V., 2008. "Secteur privé et céréaliculture familiale dans le Mexique du libre-échange. Une étude dans les terres basses du Sud-Veracruz", *Economie Rurale*, 303-304-305 : 90-107.
- Bustamante J. A., Martínez G., 1979. "Undocumented Immigration from Mexico: Beyond Borders but within System", *Journal of International Affairs*, 33 : 265-284.
- Buve R., 1997. "Between Ballots and Bullets: Long-Term Trends in Nineteenth Century Mexican Political Culture", in W. Pansters (ed.), *Citizens of the Pyramid. Essays on Mexican Political Culture*, Amsterdam, Thela Publishers : 41-65.
- Calva J. L., 1988. *Crisis agrícola y alimentaria en México, 1982-1988*, Mexico DF, Fontamara.
- Cambrézy L., 1991. "La movilidad de la población rural en el centro del estado de Veracruz : colonización agrícola y crisis de la tenencia de la tierra", Mexico DF, CEMCA, *TRACE*, 19 : 27-40.
- Cambrézy L., 1992. "Terre et territoire au Mexique (Veracruz). De la réforme agraire à la fiction municipale", *Cahiers des Sciences Humaines*, 28 (4) : 625-642.



- Campbell B., 2001. "La gouvernance, une notion éminemment politique", in *Les non-dits de la bonne gouvernance. Pour un débat politique sur la pauvreté et la gouvernance*, Paris, Haut Conseil de la Coopération Internationale–Karthala : 119-148.
- Campbell J., 2004. *Institutional Change and Globalization*, Princeton & Oxford, Princeton University Press.
- Canudas E., 2005. *Las venas de plata en la historia de México. Síntesis de Historia Económica siglo XIX*, Mexico DF, Editorial Utopía–Universidad Juárez Autónoma de Tabasco, 3 T.
- Cardoso C., 1980. "Las industrias de transformación (1821-1880)", in C. Cardoso (coord.), *México en el siglo XIX (1821-1910). Historia económica y de la estructura social*, Mexico DF, ED. Nueva Imagen.
- Carmagnani M., 2004. "Una institución económica colonial : Repartimiento de mercancías y libertad de comercio", *Historia Mexicana*, LIV (1) : 249-262.
- Carmona Pidal J., 2000. *Información y crédito en el campo español entre 1850 y 1930. ¿Por qué los bancos rurales y las cooperativas no consiguieron extirpar la práctica de la usura?*, Madrid, Universidad Carlos III, Serie de Historia Económica e Instituciones, Documento de Trabajo 2.
- Carrasco P., 1996. *Estructura político-territorial del Imperio tenochca. La Triple Alianza de Tenochtitlán, Tetzaco y Tlacopan*, Mexico DF, El Colegio de México–Fideicomiso Historia de las Américas–Fondo de Cultura Económica.
- Carrera E., Cruz Peralta C., Cruz Rangel J.A., Pérez Zevallos J.M. (cords.), 2011. *Las voces de la fé. Las cofradías en México (siglos XVII-XIX)*, México DF, UAM–CIESAS.
- Castillo H., 1991. "Revolución traicionada", *Revista Proceso*, 784, 9 novembre 1991.
- Carton de Grammont H., 1996. "la organización gremial de los agricultores frente a los procesos de globalización de la agricultura", in H. Carton de Grammont (coord.), *Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, Mexico DF, UNAM–Plaza y Valdés : 21-67.
- Celaya Nández Y., 2003. *Un mercado interregional de bovinos: del Papaloapan al Altiplano Central, 1668-1700*, Mexico DF, UAM-Iztapalapa, Tesis de Maestría en Historia.
- Celaya Nández Y., 2005. "La hacienda ganadera en el bajo Papaloapan. Formación y consolidación de un sistema económico de exportación en el siglo XVII", in J. Velasco Toro, L. A. Montero (coords.), *Economía y espacio en el Papaloapan veracruzano, siglos XVII-XX*, Xalapa, Universidad Veracruzana : 17-55.
- Celestino O., 1992. "Confréries religieuses, noblesse indienne et économie agraire", *L'Homme*, XXXII (2-3-4) : 99-113.
- Cerutti M., 2005. "Redes y bolsones empresariales en el norte de México (1870-1920)", in M. G. Rodríguez López, *La nostalgia y la modernidad. Empresarios y empresas regionales en México: siglos XIX y XX*, Durango, Universidad Juárez del Estado de Durango : 27-96.
- Chaléard J.-L. (dir.), 2010. *Question foncière et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*, *Annales de Géographie*, 676 (numéro thématique).
- Chance J. K., 1998. *La conquista de la Sierra. Españoles e Indígenas de Oaxaca en la época de la colonia*, Mexico DF, Instituto Oaxaqueño de Cultura–Fonaculta–CIESAS.
- Charpenne P., 1992 [1836]. "Mi viaje a México o el colono del Coatzacoalcos", in M. Poblett (comp.), *Cien viajeros en Veracruz. Crónicas y relatos*, Xalapa, Gobierno del Estado de VeracruzT. IV : 75-222.
- Chauveau J.-P., 2000. "Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État", *Politique Africaine*, 78 : 94-125.

- Chauveau J.-P., 2005. "Introduction thématique : les jeunes ruraux à la croisée des chemins", *Afrique Contemporaine*, 214 (2) : 15-35.
- Chauveau J.-P., Jacob J.-P., Le Meur P.-Y. (dir.), 2004, *Gouverner les hommes et les ressources. Dynamiques de la frontière interne, Autrepart*, 30 (cahier thématique).
- Chauveau J.-P., Jacob J.-P., Le Meur P.-Y., 2004b. "L'organisation de la mobilité dans les sociétés rurales du Sud", *Autrepart*, 30 : 3-23.
- Chauveau J.-P., Richard J., 1977. "Une «périphérie recentrée» : à propos d'un système local d'économie de plantation en Côte d'Ivoire", *Cahiers d'études africaines*, XVII (68) : 485-523.
- Chávez Orozco L., 1966. *El Banco de Avío y el Fomento de la Industria Nacional*, Mexico DF, Banco Nacional de Comercio Exterior, Colección de Documentos para la Historia del Comercio Exterior de México, Segunda Serie, III.
- Chávez Orozco L., Florescano E., 1965. *Agricultura e industria textil de Veracruz, siglo XIX*, Xalapa, Universidad Veracruzana.
- Chenaut V., 1995. *Aquellos que vuelan. Los Totonacos en el siglo XIX*, Mexico DF, CIESAS.
- Chenaut V., 1996. "Fin de siglo en la costa to-tonaca: rebeliones indias y violencia regional, 1891-1896", in V. Chenaut (coord.), *Procesos rurales e historia regional (Sierra y costa totonacas de Veracruz)*, Mexico DF, CIESAS : 81-98.
- Chevalier F., 1976 [1953]. *La formación de los latifundios en México. Tierra y sociedad en los siglos XVI y XVII*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica. Edition originale, *La formation des grands domaines au Mexique : Terre et société aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Institut d'Ethnologie.
- Chouquer G., 2010. "La morphologie agraire des ejidos à San Andrés Tuxtla (Mexique)", *Observatoire des formes du foncier dans le Monde*, Paris, FIEF, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/EtudeEjidos.pdf>
- Ciruelo Torres G., 2010. "Ursulo Galván, destacado participante del movimiento agrario en el Centro de Veracruz", in A. Juárez Martínez (coord.), *Veracruzanos en la Independencia y la Revolución*, Mexico DF, Gobierno del Estado de Veracruz-Secretaría de Educación del Estado de Veracruz-Universidad Veracruzana : 470-495.
- Coase R., 1984. "The new Institutional Economics", *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 140 : 229-231.
- Coastworth J. H., 1974. "Railroads, Landholdings, and Agrarian Protest in the Early Porfiriato", *The Hispanic American Historical Review*, 54 (1) : 48-71.
- Coastworth J. H., 1990. *Los orígenes del atraso. Nueve ensayos de historia económica de México en los siglos XVIII y XIX*, Mexico DF, Alianza Editorial Mexicana.
- Cochet H., 1993. *Des barbelés dans la Sierra. Origines et transformations d'un système agraire au Mexique*, Paris, Orstom, Col. À Travers Champs.
- Cochet H., 2009. *La Réforme Agraire au Mexique : 77 années d'intervention de l'Etat en matière foncière*, Nogent-sur-Marne, AGTER, [http://www.agter.org/bdf/\\_docs/cochet\\_2009\\_mexique\\_ra\\_complet\\_fr.pdf](http://www.agter.org/bdf/_docs/cochet_2009_mexique_ra_complet_fr.pdf)
- Cochet H., Léonard E., Tallet B., 2010. "Le métayage d'élevage au Mexique. Colonisations foncières et dynamiques d'une institution agraire dans l'histoire contemporaine", *Annales de Géographie*, 676 : 617-638.
- Colin J.-Ph., 1990. "Regard sur l'institutionnalisme américain", *Cah. Sci. Hum.*, 26 (3) : 365-377.
- Colin J.-Ph., 2003. *Figures du métayage, Etude comparée de contrats agraires (Mexique)*, Paris, IRD Editions, coll. A travers champs.

- Colin J.-Ph., 2004. *Droits fonciers et dimension intra-familiale de la gestion foncière. Note méthodologique pour une ethnographie économique de l'accès à la terre en Afrique*, Montpellier, IRD, Document de travail de l'UR REFO, 8, <https://www.mpl.ird.fr/ur095/resultats/Documents%20de%20travail%20UR/8%20Colin.pdf>
- Colin J.-Ph., 2008. "Disentangling intra-kinship property rights in land: a contribution of economic ethnography to land economics in Africa", *Journal of Institutional Economics*, 4 (2) : 231-254.
- Colin J.-Ph., Le Meur P.-Y., Léonard E., 2010. "Introduction générale : Identifier les droits et dicter le droit. La politique des programmes de formalisation des droits fonciers", in J.-Ph. Colin, P.-Y. Le Meur, E. Léonard (éd.), *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala : 5-67.
- Colin X., 1999. *Histoire de la colonisation agro-pastorale des versants orientaux de la Sierra de los Tuxtlas, Veracruz (Mexique)*, Paris, Université Paris 10-INAP-G, Mémoire de DEA en Géographie et pratiques du développement.
- Colin X., 2012. "Modalidades de desarrollo de la ganadería en la última frontera agrícola de Veracruz", in A. Quesnel, F. Saavedra, B. Tallet (coords.), *Recomposiciones territoriales en el Istmo de Tehuantepec, México. Dinámica del poblamiento, movilidad y sistemas de actividades en el Sur de Veracruz*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 321-345.
- Collier R. B., Collier. D., 1991. *Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Princeton, Princeton University Press.
- Comité Technique Foncier et Développement, 2009. *Gouvernance foncière et sécurisation des droits dans les pays du Sud. Livre blanc des acteurs français de la coopération*, Paris, MAEE-AFD, <http://www.foncier-developpement.fr/wp-content/uploads/gouvernance-fonciere-et-securisation-des-droits-dans-les-pays-du-sud-livre-blanc-des-acteurs-francais-de-la-cooperation.pdf>
- Commons J. R., 1934. *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*, New York, Macmillan.
- Consejo Nacional de Población, 2002. *Centros Proveedores de Servicios, una estrategia para atender la dispersión de la población en el estado de Veracruz*, Xalapa CONAPO-COESPO.
- Cook S. F., Borah W., 1984. *Ensayos sobre historia de la población: México y el Caribe*, 3 vols., Mexico DF, Siglo XXI, Col. América Nuestra.
- Cordera Campos R., Lomelí L., 1999. *Informe sobre el Programa Nacional de Solidaridad de México*, Mexico DF, UNAM-FAO-RIMISP.
- Cornelius W. A., 1992. "From Sojourners to Settlers: the Changing Profile of Mexican Immigration to the United States", in J. A. Bustamante, C. Reynolds, R. Hinojosa (eds), *US-Mexico Relations. Labor Markets Interdependence*, Stanford, Stanford University Press : 155-195.
- Cornelius W. A., Craig A., Fox J. (eds.), 1994. *Transforming State-Society Relations in Mexico: The National Solidarity Strategy*, La Jolla, Center for U.S.-Mexican Studies, University of California in San Diego.
- Corzo R. A., Skerritt D., González Sierra J., 1986. *Nunca un desleal... Cándido Aguilar*, Mexico DF, El Colegio de México-Gobierno del Estado de Veracruz.
- Cruz Peralta C., 2011. *Los bienes de los santos : cofradías y harmandades de la Huasteca en la época colonial*, Mexico DF, CIESAS-Gobierno de San Luís Potosí-Universidad Autónoma de San Luís Potosí-El Colegio de San Luís.
- Cruz Rangel J.A., 2002. *Las cofradías novohispanas ante las reformas Borbónicas del siglo XVIII*, Mexico DF, ENAH, Thèse de Maestría en Historia y Etnohistoria.

- Cyphers A. (ed.), 1997. *Población, Subsistencia y Medio Ambiente en San Lorenzo Tenochtitlán*, Mexico DF, UNAM, Instituto de Investigaciones Antropológicas.
- Davies C.N., 1987. *The Aztec Empire: The Toltec Resurgence*, Norman, The University of Oklahoma Press.
- Davis B., 2000. "Las políticas de ajuste de los ejidatarios frente a la reforma neoliberal en México", *Revista de la CEPAL*, 72 : 99-119.
- Davis S. H., 1997. *La tierra de nuestros antepasados. Estudio de la herencia y la tenencia de la tierra en el altiplano de Guatemala*, La Antigua & South Woodstock, CIRMA–Plumsock Mesoamerican Studies.
- Deans-Smith S., 1992. *Bureaucrats, Planters and Workers: The Making of the Tobacco Monopoly in Bourbon Mexico*, Austin, University of Texas Press.
- Dehouve D., 1984. "Las separaciones de pueblos en la región de Tlapa", *Historia Mexicana*, XXXIII (4) : 379-404.
- Dehouve D., 1993. "El sistema de crédito al día en los pueblos indígenas durante el siglo XVIII", in M. N. Chamoux, D. Dehouve, C. Gouy-Gilbert, M. Pepin Lehalleur (coord.), *Prestar y pedir prestado. Relaciones sociales y crédito en México del siglo XVI al XX*, Mexico DF, CIESAS–CEMCA : 93-109.
- Dehouve D., 1998. "El crédito de repartimiento por los alcaldes mayores, entre la teoría y la práctica", in M. P. Martínez López-Cano, G. del Valle Pavón (coord.), *El crédito en Nueva España*, Mexico DF, Instituto de Investigaciones José María Luis Mora–El Colegio de MichoacánEl Colegio de MéxicoUNAM : 151-175.
- Dehouve D., 2002. *Cuando los banqueros eran santos. Historia económica y social de la provincia de Tlapa, Guerrero*, Mexico DF, Universidad Autónoma de Guerrero–CEMCA.
- de Ita Rubio A., 2007. *Fourteen Years of NAFTA and the Tortilla Crisis*, Washington, Center for International Policy, Americas Policy Program Special Report, <http://americas.irc-online.org/am/4879>
- de la Fuente J., Mackinlay H., 1994. "El movimiento campesino y la política de concertación y de desincorporación de las empresas paraestatales: 1989-1994", in M. Bassols (coord.), *Campo y ciudad en una era de transición. Problemas, tendencias y desafíos*, Mexico DF, Universidad Autónoma Metropolitana : 105-146.
- de la Peña M. T., 1946. *Veracruz económico*, Mexico DF, Gobierno del Estado de Veracruz, 2 T.
- Delgado Calderón A., 1989. *Acayucan: tierra sublevada. La rebelión indígena de 1787*, Acayucan, Veracruz, Unidad Regional de Culturas Populares–H. Ayuntamiento de Acayucan.
- Delgado Calderón A., 1991. "La república de indios de Tlacotalpan. Rebeliones indias durante la colonia", in G. Lozano (coord.), *Con el sello del agua. Ensayos históricos sobre Tlacotalpan*, Mexico DF, Instituto Veracruzano de la Cultura–INAH : 71-90.
- Delgado Calderón A., 2000. "La conformación de regiones en el Sotavento veracruzano: una aproximación histórica", in E. Léonard, E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 27-41.
- Delgado Calderón A., 2004. *Historia, cultura e identidad en el Sotavento*, Mexico DF, Ed. Consejo Nacional para la Cultura y la Artes.
- Delgado Calderón A., 2004b. "Desde el año del ciclón", in E. P. Aguirre, *Crónicas de la Revolución. Aportaciones para la historia regional del Sotavento*, compilación y notas de A. Delgado

- Calderón, Mexico DF, Unidad Regional de Culturas Populares de Acayucan–Instituto Veracruzano de Cultura : 3-4.
- Delgado Calderón A. (coord.), 2006. *Acayucan: cuna de la Revolución*, Acayucan, Ed. Publicom, T. I.
- Delgado Calderón A., 2009. “Espacios y luchas revolucionarias en el Sotavento veracruzano”, in E. Velázquez et al. (coords), *El Istmo mexicano: una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 353-392.
- Deneuil P.-N., 2008. “Développement social, local et territorial : repères thématiques et bibliographiques sur le cas français”, *Mondes en développement*, 36 (2) : 113-130.
- Diario Oficial de la Federación*, Departamento de Asuntos Agrarios y Colonización, municipio de Catemaco, 01/01/1917 a 27/11/1974, [www.catemaco.info/diario/0/docs/dof\\_catemaco.html](http://www.catemaco.info/diario/0/docs/dof_catemaco.html)
- Diario Oficial de la Federación*, 21/02/2000, 1ª Sección : 3-8
- Díaz del Castillo B., 1982 [1632]. *Historia verdadera de la conquista de Nueva España*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas, Instituto Gonzalo Fernández de Oviedo.
- Díaz Hernández M., 2007. “La Intendencia de Veracruz y los repartimientos (1787-1810): a vueltas con el ‘salvaje’ y el ‘miserable’”, in F. Navarro Antolín (coord.), *Orbis incognitus : avisos y legajos del Nuevo Mundo*, Huelva, Universidad de Huelva, vol. 2 : 553-560.
- Díaz Polanco H., 1982. *Formación regional y burguesía agraria en Mexico: Valle de Santiago, El Bajío*, Mexico DF, Ediciones Era.
- Dirzo R., García M., 1992. “Rates of deforestation in Los Tuxtlas, a Neotropical area in southeast México”, *Conservation Biology*, 6 : 84-90.
- Dirzo R., Miranda A., 1992. “El límite boreal de la selva tropical húmeda en el continente Americano: contracción de la vegetación y solución de una controversia”, *Interciencia Revista de Ciencia y Tecnología de América*, 16 (5) : 240-247.
- Dobado González R., Gómez Galvarriato A., Williamson J. G., 2008. “Mexican Exceptionalism: Globalization and De-Industrialization, 1750–1877”, *The Journal of Economic History*, 68 (3) : 758-811.
- Dollfus O., 1992. “Les Andes comme mémoires”, in P. Morlon (coord.), *L’agriculture paysanne dans les Andes centrales*, Paris, INRA : 11-31.
- Dollfus O., 1997. *La mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Domínguez García I., 1999. “Ejidatarios podrán formar asociaciones ganaderas”, *Diario de Xalapa*, 19 808, 13/02/1999 : 1, 14.
- Douglas M., 1999 [1986]. *Comment pensent les institutions ?*, Paris, La Découverte, coll. Recherches.
- Dresser D., 1994. “Bringing the Poor Back In: National Solidarity as a Strategy of Regime Legitimation”, in W. Cornelius, A. C. Craig, J. Fox (dir.), *Transforming State-Society Relations in Mexico: The national Solidarity Strategy*, La Jolla, Center for U.S.-Mexican Studies, University of California San Diego : 145-160.
- Ducey M., 1996. “Viven sin ley ni rey: Rebeliones coloniales en Papantla, 1760-1790”, in V. Chenault (coord.), *Procesos rurales et historia regional (sierra y costa totonaca de Veracruz)*, Mexico DF, CIESAS : 15-49.
- Ducey M., 1997. “Liberal Theory and Peasant Practice: Land and Power in Northern Veracruz, Mexico, 1826-1900”, in R. H. Jackson (ed.), *Liberals, the Church, and Indian Peasants: Coporate Lands and the Challenge of Reform in Nineteenth-Century Spanish America*, Albuquerque, University of New Mexico Press : 65-94.

- Ducey M., 1999. "Village, Nation, and Constitution: Insurgent Politics in Papantla, Veracruz, 1810-1821", *Hispanic American Historical Review*, 79 (3) : 463-493.
- Ducey M., 2008. "La comunidad liberal: Estrategias campesinas y la política liberal durante la República Restaurada y el Porfiriato en Veracruz", in B. Connaughton (coord.), *Prácticas populares, cultura política y poder en Mexico: Continuidades y contrastes entre los siglos XVIII y XIX*, Mexico DF, UAM-Iztapalapa : 302-332.
- Dumont L., 1977. *Homo æqualis : genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard.
- Duran J. M., Bustin A., 1983. *Revolución agrícola en Tierra Caliente de Michoacán*, Zamora, El Colegio de Michoacán.
- Durkheim E., 2004 [1894]. "Préface à la seconde édition", *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, coll. Quadrige.
- ENADID, 1992. *Encuesta Nacional de la Dinámica Demográfica*, Aguascalientes, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática.
- Engerman S., Sokoloff K.E., 1997. "Factor Endowments, Institutions and Differential Growth Paths Among New World Economies", in S. Haber (ed.), *How Latin America Fell Behind. Essays on the Economic History of Brazil and Mexico 1800-1914*, Stanford, Stanford University Press : 260-304.
- Escobar Latapí A., 2000. "PROGRESA y cambio social en el campo en México", in E. Valencia Lomelí (coord), *Los dilemas de la política social, ¿Cómo combatir la pobreza ?*, Mexico DF, Universidad de Guadalajara-ITESO-Universidad Iberoamericana : 257-282.
- Escobar Latapí A., Bean F., Weintraub S., 1999. *La dinámica de la emigración mexicana*, Ciesas-Miguel Ángel Porrúa, Mexico DF.
- Escobar Ohmstede A., 1993. "Los condueñazgos indígenas en las Huastecas hidalguense y veracruzana: ¿Defensa del espacio comunal?", in A. Escobar (coord.), *Indio, Nación y comunidad en el México del siglo XIX*, Mexico DF, CEMCA-CIESAS : 171-188.
- Escobar Ohmstede A., 1997. "Los ayuntamientos y los pueblos indios en la sierra huasteca: conflictos entre nuevos y viejos actores, 1812-1840", in L. Reina (coord.), *La reindianización de América, siglo XIX*, Mexico DF, Siglo XXI-CIESAS : 294-316.
- Escobar Ohmstede A., Gordillo J., 1998. "¿Defensa o despojo? Territorialidad indígena en las Huastecas, 1856-1930", in *Estudios campesinos en el Archivo General Agrario*, Mexico DF, CIESAS-RAN, T. 2 : 17-74.
- Escobar Ohmstede A., Schreyer F., 1992. "Las sociedades agrarias en el norte de Hidalgo, 1856-1900", *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, VIII (1) : 1-21.
- Ewell P., Poleman T., 1980. *Uxpanapa. Reacomodo y desarrollo agrícola en le trópico mexicano*, Xalapa, Insituto Nacional de Recursos Bióticos.
- Falcón R., 1977. *El agrarismo en Veracruz. La etapa radical (1928-1945)*, Mexico DF, El Colegio de México.
- Falcón R., García Morales S., 1986. *La semilla en el surco. Adalberto Tejeda y el radicalismo en Veracruz (1883-1960)*, Mexico DF, El Colegio de México-Gobierno del Estado de Veracruz.
- Favereau O., 1989. "Marchés internes, marchés externes", *Revue économique*, 40 (2) : 273-328.
- Feder E., 1982. "Vacas flacas, ganaderos gordos. Las ramificaciones internacionales de la industria del ganado en México", in *El desarrollo agroindustrial y la ganadería en México*, Mexico DF, Secretaria de Agricultura y Recursos Hidráulicos : 242-361.



- Feder G., Nishio A., 1998. "The Benefits of Land Registration and Titling: Economic and Social perspectives", *Land Use Policy*, 15 (1) : 25-43.
- Feder G., Noronha R., 1987. "Land Rights Systems and Agricultural Development in Sub-Saharan Africa", *World Bank Research Observer*, 2 (2) : 143-169.
- Fernández L., Tarrio M., 1988. "Ganadería y crisis alimentaria", *Revista Mexicana de Sociología*, L (1) : 51-96.
- Flores Hernández A., 2000a. *Grupos domésticos, estrategias de reproducción y redes de reciprocidad en Buenos Aires Texalpan, San Andrés Tuxtla, Veracruz*, Xalapa, Universidad Veracruzana, Thèse de Licenciatura en Antropología.
- Flores Hernández A., 2000b. "Tierra: eje condicionante de la dinámica de los grupos domésticos en una comunidad de Los Tuxtlas, Veracruz", in E. Léonard, E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 161-170.
- Flores López J. M., 2007. *Transformaciones en la gestión de la tierra ejidal después del Procede. Ganadería y mercado de tierras en la Sierra de Santa Marta, Veracruz*, Mexico DF, CIESAS, Thèse de Maestría en Antropología Social.
- Florescano E., 1971. *Origen y desarrollo de los problemas agrarios de Mexico, 1500-1821*, Mexico DF, Ed. ERA.
- Florescano E., Gil Sánchez I. (comp.), 1976. "Noticias estadísticas de la Intendencia de Veracruz, 1803", in *Descripciones económicas regionales de Nueva España. Provincias del Centro, Sudeste y Sur, 1766-1827*, Mexico DF, SEP-INAH : 62-107.
- Florescano Mayet S., 1984. "El proceso de destrucción de la propiedad comunal de la tierra y las rebeliones indígenas en Veracruz, 1826-1910", *La Palabra y el Hombre*, 52, Universidad Veracruzana : 5-18.
- Florescano Mayet S., 1990. "Veracruz y Adalberto Tejeda ante los movimientos populares (1920-1922)", *La Palabra y el Hombre*, 74, Universidad Veracruzana : 57-82.
- Foucault M., 1994 (1982). "Le sujet et le pouvoir", in M. Foucault, *Dits et écrits IV, 1980-1988*, Paris, Gallimard : 222-243.
- Foucault M., 2001 (1978). "La gouvernementalité", in M. Foucault, *Dits et écrits II, 1976-1988*, Paris, Gallimard : 635-657.
- Foucault M., 2004 (1978). *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris, Seuil-Gallimard, Col. "Hautes Etudes".
- Fowler-Salamini H., 1974. "Adalberto Tejeda and the Veracruz Peasant Movement", in J. C. Wilkie, M. C. Meyer, E. Monzón (ed.), *Contemporary Mexico, Papers of the IV International Congress of Mexican History*, Berkeley & Los Angeles, University of California Press-El Colegio de México : 247-292.
- Fowler-Salamini H., 1979. *Movilización campesina en Veracruz (1920-1938)*, Mexico DF, Siglo XXI Editores.
- Fowler-Salamini H., 1991. "Caudillos revolucionarios en la década de 1920: Francisco J. Múgica y Adalberto Tejeda", in D. Brading (comp.), *Caudillos y campesinos en la Revolución Mexicana*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica : 211-238.
- Friedrich P., 1981. *Rebelión agraria en una aldea mexicana*, Mexico DF, Fondo de Cultura Mexicana.
- Gaceta Oficial del Gobierno del Estado de Veracruz*, nº 131, 2 novembre 1926.
- Gaceta Oficial del Gobierno del Estado de Veracruz*, 19 novembre 1950.

- García de León A., 2004. *Contra viento y marea. Los piratas en el Golfo de México*, Mexico DF, Plaza y Janés.
- García de León A. (comp.), 2006. *Fandango. El ritual del mundo jarocho a través de los siglos*, Mexico DF, CONACULTA–IVEC –Programa de Desarrollo Cultural del Sotavento.
- García de León A., 2011. *Tierra adentro, mar en fuera. El puerto de Veracruz y su litoral a Sotavento, 1519-1821*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica–Gobierno del Estado de Veracruz–Universidad Veracruzana.
- García Márquez A., 1994. *La Provincia de Cuauhtochco, 1450-1524 (El dominio azteca y la conquista española en la región de Córdoba-Orizaba)*, Mexico DF, Grupo Cultural Mendocino.
- García Martínez B., 1969. *El marquesado del Valle. Tres siglos de regimen señorial en Nueva España*, Mexico DF, El Colegio de México.
- García Martínez B., 1987. *Los pueblos de la sierra. El poder y el espacio entre los indios del norte de Puebla hasta 1700*, Mexico DF, El Colegio de México.
- García Martínez B., 1990. "Pueblos de indios, pueblos de castas : New Settlements and Traditional Corporate Organization in Eighteenth-Century New Spain", in A. Ouweneel, S. Miller (ed.), *The Indian Community of Colonial Mexico: Fifteen Essays on Land tenure, Corporate Organization, Ideology and Village Politics*, Amsterdam, CEDLA : 103-116.
- García Morales S., 1989. "Análisis de la estadística de 1907. Haciendas y hacendados", in M. Benítez, C. Blázquez, A. Juárez, G. Lozano (coord.), *Veracruz, un tiempo para contar... Memoria del Primer Seminario de Historia Regional*, Mexico DF, Universidad Veracruzana–INAH : 131-180.
- García Morales S., 1989b. "Manuel Peláez y Guadalupe Sánchez: dos caciques regionales", *La Palabra y el Hombre*, 69 : 125-13.
- García Morales S., 1990. "Sistema político y control de cantones en Veracruz, 1877-1911", *La Palabra y el Hombre*, 75 : 55-67.
- García Morales S., 1998. "El padrón del impuesto personal y la migración en Córdoba, Veracruz: 1906-1907", *Papeles de Población*, 4 (17) : 189-207.
- García Morales S., Velasco Toro J. (coord.), 1997. *Memorias e informes de jefes políticos y autoridades del régimen porfirista, 1883-1911, Estado de Veracruz*, Xalapa, Universidad Veracruzana.
- Geffray C., 2009. "Le modèle de l'exploitation paternaliste", in Y. Guillaud & F. Létang (dir.), *Du social hors la loi : l'anthropologie analytique de Christian Geffray*, Marseille, IRD : 195-202.
- Gerhard P., 1986. *Geografía histórica de la Nueva España, 1519-1821*, Mexico DF, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas.
- Giarracca N., 1983. *la subordinación del campesinado a los complejos agroindustriales. El tabaco en México*, Mexico DF, UNAM, Fac. de Ciencias Políticas y Sociales, Thèse de Maestría en Sociología.
- Gil J., Schmidt S., Castro J., 1993. "La red de poder mexicana. El caso de Miguel Alemán", *Revista Mexicana de Sociología*, 93 (3) : 103-117.
- Gil J., Schmidt S., Castro J., Ruiz A., 1997. "A Dynamic Analysis of the Mexican Power Network", communication présentée au Congrès *Sunbelt 17*, San Diego, CA. février 1997, [http://www.analytictech.com/connections/v20\(2\)/mexican.htm#N\\_1](http://www.analytictech.com/connections/v20(2)/mexican.htm#N_1)
- Gilly A., 1971. *La revolución interrumpida*, Mexico DF, Ediciones El caballito.
- Ginzberg E., 1997. "Ideología, política y la cuestión de las prioridades: Lázaro Cárdenas y Adalberto Tejeda, 1928-1934", *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, 13 (1) : 55-85.



- Ginzberg E., 2000. "Formación de la infraestructura política para una reforma agraria radical: Adalberto Tejeda y la cuestión municipal en Veracruz, 1928-1932", *Historia Mexicana*, XLIX (4) : 637-727.
- Goldring L., 1996. "The Changing Configuration of Property Rights Under Ejido Reform", in L. Randall (ed.), *Reforming Mexico's Agrarian Reform*, Armonk, NY, M.E. Sharpe Editors : 49-60.
- Goman M., 1992. *Paleoecological evidence for prehistoric agriculture and tropical forest clearance in the Sierra de Los Tuxtlas, Veracruz, Mexico*, Berkeley, University of California, MSc These.
- Gómez Carpintero F. J., 2005. "La modernidad contendida. Estado, comunidades rurales y capitalismo en la posrevolución", *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, XXI (1) : 97-139.
- Gómez Cruz M. A., Schwentesius R., 2004. "Impacto del TLCAN en el sector agroalimentario: evaluación a diez años", in R. Schwentesius et al., *¿El Campo, aguanta más?*, Mexico DF, CIESTAAM-La Jornada : 51-69.
- González de Cossío F. (ed.), 1952. *El libro de las tasaciones de pueblos de la Nueva España. Siglo XVI*, Mexico DF, Archivo General de la Nación.
- González Morales R., 1994. *Ofrendas*, San Andrés Tuxtla, Edition de l'auteur.
- González Navarro M., 1979. *Raza y tierra. La guerra de castas y el henequén*, Mexico DF, El Colegio de México.
- González Sierra J., 1989. "La Rica Hoja: San Andrés y el tabaco a fines del siglo XIX", *La Palabra y el Hombre*, 72 : 179-203.
- González Sierra J., 1991. *Los Tuxtlas*, Xalapa, Archivo General del Estado de Veracruz, Col. Veracruz: Imágenes de su Historia.
- González Sierra J., 1994. "Las primicias del sistema colonial azucarero-ganadero en la región de Los Tuxtlas", in O. Hoffmann, E. Velázquez (coord.), *Las llanuras costeras de Veracruz. La lenta construcción de regiones*, Xalapa, Universidad Veracruzana-Orstom : 219-244.
- Gordillo G., 1988. *Campesinos al asalto del cielo. De la expropiación estatal a la apropiación campesina*, Mexico DF, Siglo XXI.
- Gordillo G., 1988b. "El Leviatán rural y la nueva sociabilidad política", in J. Zepeda (ed.), *Las sociedades rurales hoy*, Zamora, El Colegio de Michoacán-Conacyt : 223-254.
- Gordillo G., 1992. "El debate sobre el ejido", *Nexos*, XV (169) : 45-53.
- Griffiths J. 1986. "What Is Legal Pluralism?", *Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, 24 : 1-55.
- Griffiths, J. 1992. "Legal Pluralism and the Social Working of Law", in B. Brouwer et al. (eds.), *Coherence and Conflict in Law*, Deventer-Boston, Kluwer Law and Taxation Publishers : 151-176.
- Guardino P., 2007. "El nombre conocido de república. Municipios en Oaxaca, de Cádiz a la primera república federal", in J. A. Serrano, J. Ortiz (eds), *Ayuntamientos y liberalismo gaditano en México*, Mexico DF, El Colegio de Michoacán-Universidad Veracruzana : 213-236.
- Guha R., 1983. *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Delhi, Oxford University Press.
- Guha R., 1989. "Dominance without Hegemony and its Historiography", in R. Guha (éd.), *Subaltern Studies VI*, Delhi, Oxford University Press.
- Guillén Tapia G., 1997. *El dedo de Alemán. Un periodo en la memoria histórica de Acayucan*, Acayucan Ver., Unidad Regional de Culturas Populares-PACMYC.

- Guilmoto C. Z., 1998. "Institutions and Migrations. Short- versus long-term moves in rural West Africa", *Population Studies*, 52 (1) : 85-103.
- Guilmoto C. Z., Sandron F., 1999. "Approche institutionnelle de la migration dans les pays en développement", *Économie Rurale*, 252 : 47-54.
- Guiteras C., 1952. *Sayula*, México DF, Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística, Col. Temas de México.
- Guzmán M. G., Cruz M. R., Zavala I., 1992. *Informe de trabajo: historia del manejo de las recursos forestales del trópico húmedo. El caso de Uxpanapa*, Mexico DF, UAM-Iztapalapa, Departamento de Antropología.
- Haber S., 2004. *Political Institutions and Economic Development: Evidence from the Banking Systems of the United States and Mexico*, Stanford, Stanford University, Department of Political Science.
- Hale C., 1968. *Mexican Liberalism in the Age of Mora, 1821-1853*, Yale, Yale University Press.
- Hall P., 1997. "The role of interests, institutions and ideas in the comparative political economy of the industrialized nations", in M Lichbach & A Zuckerman (eds.), *Comparative politics: rationality, culture, and structure*, Cambridge, Cambridge University Press : 174-207.
- Hamnett B., 1971. *Politics and Trade in Southern Mexico, 1750-1821*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Hamnett B., 1976. "Valor de las funciones de Alcalde mayor/Corregidor", in *Política y comercio en el sur de México*, Mexico DF, IMCE.
- Hamnett B., 1995. "Obstáculos a la política agraria del despotismo ilustrado", in M. Menegus (comp.), *Problemas agrarios y propiedad en México, siglos XVIII y XIX*, Mexico DF, El Colegio de México, Col. Lecturas de Historia Mexicana, 11 : 1-21.
- Harvey N., 1996. "Nuevas formas de representación en el campo mexicano: la Unión Nacional de Organizaciones campesinas Autónomas (UNORCA), 1985-1993", in H. Carton de Grammont (coord.), *Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, Mexico DF, UNAM-Plaza y Valdés : 239-282.
- Henriques G., Patel R., 2004. *NAFTA, Corn and Mexico's Agricultural Trade Liberalization*, Siver City, NM, Interhemispheric Resource Center, Americas Policy Program Special Report, <http://americas.irc-online.org/pdf/reports/0402nafta.pdf>
- Hermet G., Kazancigil A., 2005. "Introduction", in G.Hermet, A. Kazancigil, J.-F. Prud'homme (dir.), *La gouvernance. Un concept et ses applications*, Paris, CERI-Karthala : 5-14.
- Hernández García E., 2010. *Redes políticas y sociales: consolidación del régimen posrevolucionario en Veracruz, 1920-1970*, Xalapa, Universidad Veracruzana, Instituto de Investigaciones Histórico-Sociales, Thèse de Doctorat en Historia y Estudios Regionales.
- Hernández Jaimes J., 2003. "El comercio de algodón en las cordilleras y costas de la Mar del Sur de Nueva España en la segunda mitad del s. XVIII", in G. del Valle Pavón (coord.) *Mercaderes comercio y consulados de Nueva España en el siglo XVIII*, Instituto de Investigaciones José María Luis Mora : 224-256.
- Hewitt de Alcántara C., 1978. *La modernización de la agricultura mexicana, 1940-1970*, Mexico DF, Siglo XXI Editores. [Edition originale : 1976. *Modernizing Mexican Agriculture: Socioeconomic Implications of Technological Change*, New York, UNRICO].
- Hewitt de Alcántara C., 1992. "Introducción", in C. Hewitt (comp.), *Reestructuración económica y subsistencia rural. El maíz y la crisis de los ochenta*, Mexico DF, El Colegio de México-UNRISD-Centro Tepoztlán : 15-61.

- Hidalgo Ledesma R., 2009. *De selva a potrero: Desencuentros entre las formas culturales de apropiación territorial y las políticas agrarias y ambientales. El caso de la micro-región Perla del Golfo, Sur de Veracruz*, Mexico DF, ENAH, Mémoire de Licenciatura en Etnología.
- Hoffmann O., 1992. *Tierras y territorio en Xico, Ver.*, Xalapa, Gobierno del Estado de Veracruz.
- Hoffmann O., 1996. "La tierra es mercancía... y mucho más. El mercado de tierras ejidales en Veracruz", in H. Mackinlay, E. Boege (coord.), *La sociedad rural mexicana frente al nuevo milenio, vol. III, El acceso a los recursos naturales y el desarrollo sustentable*, Mexico DF, INAH-UAM-UNAM-Plaza y Valdés Editores : 41-80.
- Hoffmann O., 1997. "L'ejido, laboratoire des pratiques sociales et fondement de la ruralité contemporaine au Mexique", in J.-M. Gastellu, J.-Y. Marchal (eds), *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Orstom : 401-416.
- Hoffmann O., 1998. "Tierra, poder y territorio. El ejido como institución compleja", in A. Alvarado, O. Hoffmann, J.-Y. Marchal, M. Pépin-Lehalleur, *Dinámicas de la conformación regional*, Mexico DF, El Colegio de México-CNRS-Orstom : 53-92.
- Hoffmann O., 2009. "Lugares de fronteras. Lecturas de un conflicto territorial en el sur de Veracruz, siglos XVIII y XIX", in E. Velázquez, E. Léonard, O. Hoffmann, M.-F. Prévôt-Schapira, (coord.), *El Istmo Mexicano. Una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS- IRD : 165-213.
- Hoffmann O., Skerritt D., 1992. "Enquête sur une figure peu connue du monde rural : le *ranchero* du Mexique", *Cahiers des Sciences Humaines*, 28 (4) : 665-684.
- Hoffmann O., Almeida E., 1995. "Mercado de tierras en la región de Martínez de la Torre, Veracruz", in *Mercado de tierras en México*, Rome, FAO-UAM-Xochimilco : 23-66.
- Hüber Vázquez G., 1995. *De aquellos tiempos...*, Mexico DF, Ed. Siquisiri.
- Humboldt A. von, 1822. *Ensayo político sobre el Reino de la Nueva España*, Paris, Casa de Rosa, 4 vol.
- Iglesias J. M., 1986 [1831]. "Estadística del Estado libre y soberano de Veracruz que comprende los Departamentos de Acayucam, Jalapa, Orizaba y Veracruz", in C. Blázquez Domínguez (coord.), *Estado de Veracruz: Informes de sus gobernadores, 1826-1986*, Xalapa, Gobierno del Estado de Veracruz, T. I. : 63-255.
- INEGI, 1985. *Estadísticas Históricas de México*, Mexico DF, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática-INAH, 2 T.
- INEGI, 1994. *VII Censo Agrario 1991*, Aguascalientes & Mexico DF, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática.
- Jacob J.-P., 2002. *La tradition du pluralisme institutionnel dans les conflits fonciers entre autochtones. Le cas du Gwendégué (centre-ouest Burkina Faso)*, Montpellier, IRD-GRET, Documents de Travail de l'UR 095, n°2.
- Jacob J.-P., 2007. *Terres privées, terres communes. Gouvernement de la nature et des hommes en pays winye (Burkina Faso)*, Paris, IRD Editions, col. À Travers Champs.
- Jacob J.-P., Le Meur P.-Y., 2010. "Citoyenneté locale, foncier, appartenance et reconnaissance dans les sociétés du Sud", in *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*, J.-P. Jacob & P.-Y. Le Meur (dir.), Paris, Karthala : 5-57.
- Jaglin S., 2007. "Décentralisation et gouvernance de la diversité. Les services urbains en Afrique anglophone", in L. Fourchard (dir.), *Gouverner les villes d'Afrique : Etat, gouvernement local et acteurs privés*, Paris, Karthala-CEAN, coll. L'Afrique Politique : 21-34.

- Jiménez Marce R., 2010. "El proceso de reparto de la propiedad comunal en dos poblaciones del Cantón de Los Tuxtlas, Veracruz, durante la década de 1880", *Memoria y Sociedad*, XIV (29) : 107-124.
- Jiménez Marce R., 2012. "Innovaciones agrícolas en la producción de tabaco en San Andrés Tuxtla a fines del siglo XIX", in I. Alvarez Palma, S. Pichardo Arellano, C. Salazar Velázquez (ed.), *Ciencia y tecnología. Apuntes para su reflexión en la historia de México*, Mexico DF, Sociedad Mexicana de Historia de la Ciencia y la Tecnología : 65-80.
- Jones, Gareth, 1996. "Dismantling the *Ejido*: A Lesson in Controlled Pluralism", in R. Aitken *et al.* (eds), *Dismantling the Mexican State?*, Houndmills, Basingstoke, Macmillan Press : 188–303.
- Joseph G. M., 1991. "El caciquismo y la revolución: Carrillo Puerto en Yucatán", in D. Brading (comp.), *Caudillos y campesinos en la Revolución Mexicana*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica : 239-276.
- Joseph G. M., Nugent D. (eds.), 1994. *Every Forms of State Formation. Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*, Durham & London, Duke University Press.
- Joumard I., 2005. *Getting the most out of public sector decentralisation in Mexico*, Economics Department Working Papers, n° 453, Paris, OCDE.
- Juárez Martínez A., 1998. "Tlacotalpan y Alvarado, puertos cuenqueños", in G. Silva-López, G. Vargas Montero, J. Velasco Toro (coord.), *De padre río y madre mar. Reflejos de la cuenca baja del Papaloapan*, Xalapa, Gobierno del Estado de Veracruz : 135-165.
- Juárez Martínez A., 2000. "El levantamiento indígena de San Martín Acayucan, 1787", *La Palabra y el Hombre*, 115 : 173-181.
- Juárez Martínez A., 2001. "Las fuentes de poder regional en el sureste veracruzano: el caso de Juan Bautista Franyutti, 1750-1820", *Sotavento, Revista de Historia, Sociedad y Cultura*, 9 : 9-36.
- Kaboré R., 2009. *Dispositifs locaux de régulation, conflits fonciers et logiques d'acteurs dans le cadre d'un projet d'aménagement et de gestion des ressources (Centre-Nord du Burkina Faso)*, Genève, IHEID, Thèse en études du développement.
- Kärger K., 1986 [1901]. *Agricultura y colonización en México en 1900*, Mexico DF, Universidad Autónoma de Chapingo—CIESAS.
- Katz F., 1980. *La servidumbre agraria en México en la época porfiriana*, Mexico DF, Ed. ERA.
- Katz F. (comp.), 1988. *Riot, Rebellion and Revolution. Rural Social Conflict en Mexico*, Princeton, Princeton University Press.
- Kearney M., 1996. *Reconceptualizing the Peasantry. Anthropology in Global Perspective*, Boulder, Westview Press.
- Kelly I., 1956. *Santiago Tuxtla, Veracruz. Cultura y Sociedad*, Mexico DF, Secretaria de Salubridad y Asistencia.
- Keremitsis D., 1972. "La industria textil algodonera durante la Reforma", *Historia Mexicana*, XXI (4) : 693-724.
- Kicza J.E., 1998. "El crédito mercantil en Nueva España" in M. P. Martínez López-Cano, G. del Valle Pavón (coord.), *El crédito en Nueva España*, Mexico DF, Instituto de Investigaciones José María Luis Mora—El Colegio de MichoacánEl Colegio de MéxicoUNAM : 33-60.
- Knight A., 1991. "Caudillos y campesinos en el México Revolucionario 1910–1917", in D. Brading (comp.), *Caudillos y campesinos en la Revolución Mexicana*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica : 32-85.

- Knowlton R. J., 1990. "La división de las tierras de los pueblos durante el siglo XIX: el caso de Michoacán", *Historia Mexicana*, XL (1) : 3-25.
- Knowlton R. J., 1996. "Tribunales federales y terrenos rurales en el México del siglo XIX: el semanario judicial de la federación", *Historia Mexicana*, XLVI (1) : 71-98.
- Knowlton R. J., 1998. "El ejido mexicano en el siglo XIX", *Historia Mexicana*, XLVIII (1) : 71-96.
- Kopytoff I., 1987. "The Internal African Frontier: The Making of African Political Culture", in I. Kopytoff (ed.), *The African Frontier. The Reproduction of Traditional African Societies*, Bloomington & Indianapolis, Indiana University Press : 3-84.
- Kopytoff I., 1999. "The Internal African Frontier: Cultural Conservatism and Ethnic Innovations", in M. Rösler, T. Wendell (eds.), *Frontiers and Borderlands. Anthropological Perspectives*, Frankfurt am Main, Peter Lang : 31-44.
- Kouri E., 2004. *A Pueblo Divided: Business, Property and Community in Papantla, Mexico*, Stanford, Stanford University Press.
- Krauze E., 1987. *Reformar desde el origen: Plutarco E. Calles*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica.
- Krippner G., 1997. "The politics of Privatizations in Rural Mexico", *Politics & Society*, 25 (1) : 4-33.
- Labarthe M.C., 1969. *La Provincia de Zacatula. Historia social y económica*, Mexico DF, ENAH, Tesis de Maestría en Historia.
- Laborde J., 2004. "Los Habitantes", in S. Guevara, J. Laborde, G. Sanchez-Rios (eds.), *Los Tuxtlas: El Paisaje de la Sierra*, Xalapa, Instituto de Ecología : 61-78.
- Lafaye de Micheaux E., Mulot E., Ould-Ahmed P. (dir.), 2007. *Institutions et développement. La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- Lapointe M., 2008. *Historia de Yucatán, siglos XIX-XXI*, Mérida, Universidad Autónoma de Yucatán.
- Larkin J. A., 1971. "The Causes of an Involved Society: A Theoretical Approach to Rural Southeast Asian History", *The Journal of Asian Studies*, XXX (4) : 783-795.
- Larkin J. A., 1972. *The Pampangans: Colonial Society in a Philippine Province*, Berkeley, University of California Press.
- Lascoumes, P., 2004. "Normes", in Boussaguet L., Jacquot S., Ravinet P. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Institut d'Études Politiques : 298-304.
- Lavigne Delville P., Toulmin C., Traoré S. (dir.), 2000. *Gérer le foncier rural en Afrique de l'Ouest. Dynamiques locales et interventions publiques*, Paris, Karthala-URED-Ministère des Affaires Étrangères.
- Lavrín A., 1990. "Rural Confraternities in the Local Economies of New Spain: The Bishopric of Oaxaca in the Context of Colonial Mexico", in A. Ouweneel, S. Miller (eds), *The Indian Communities of Colonial Mexico. Fifteen Essays on Land Tenure, Corporate Organizations, Ideology and Village Politics*, Amsterdam, CEDLA, : 226-227.
- Lazos E., 1996. "La ganaderización de dos comunidades veracruzanas: condiciones de difusión de un nuevo modelo agrario", in L. Paré, M. J. Sánchez (coord.), *El ropaje de la tierra. Naturaleza y cultura en cinco zonas rurales*, Mexico DF, UNAM-Plaza y Valdés : 177-241.
- Le Bot Y., 1997. *Le rêve zapatiste*, Paris, Seuil.
- Lederman D., Maloney W.F., Servén L., 2005. *Lessons from NAFTA for Latin America and the Caribbean*, Palo Alto & Washington DC, Stanford University Press-The World Bank.

- Lefebvre H., 1970. *Du rural à l'urbain*, Paris, Anthropos.
- Le Meur P.-Y., 2002. *Approche qualitative de la question foncière. Note méthodologique*, Montpellier, IRD, Document de travail de l'UR REFO, 4, <https://www.mpl.ird.fr/ur095/resultats/Documents%20de%20travail%20UR/4LeMeur.pdf>
- Le Meur P.-Y., 2011. *Anthropologie politique de la gouvernance. Acteurs, ressources, dispositifs*, Sarrebrück, Editions Universitaires Européennes.
- Léna P., Geffray C., Araújo R. (dir.), 1996. *L'oppression paternaliste au Brésil*, dossier thématique de la revue *Lusotopie*, Paris, Karthala : 105-353.
- Léonard E., 2000. "Nuevas formas de intervención en el agro y reconstrucción de las clientelas rurales en la sierra de Los Tuxtlas, Veracruz", in E. Léonard, E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 129-142.
- Léonard E., 2001. "Un Paisaje de las relaciones de poder : el PROCEDA y sus expresiones locales en la Sierra de Los Tuxtlas", *Relaciones*, 85 :17-55.
- Léonard E., 2004. "La réforme agraire comme processus de frontière. Logiques d'autonomisation, ancrage de l'État et production institutionnelle dans la région des Tuxtlas (Mexique)", *Autrepart*, 30 : 97-116.
- Léonard E., 2008. "Marché foncier, asymétries de pouvoir et exclusion. Incidences régionales des réformes libérales mexicaines de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle", *Economie Rurale*, 303-304-305 : 136-153.
- Léonard E., 2009. "Los empresarios de la frontera agraria y la construcción de los territorios de la ganadería. La colonización y la ganaderización del Istmo central, 1950-1980", in E. Velázquez et al. (coord.), *El Istmo Mexicano. Una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 497-569.
- Léonard E., 2010. "L'économie très politique d'un programme de titularisation foncière. Trajectoires locales d'endogénéisation du changement légal en milieu rural mexicain", in J.-Ph. Colin, P.-Y. Le Meur, E. Léonard (eds), *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers : du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala : 365-403.
- Léonard E., Foyer J., 2011. *De la integración nacional al desarrollo sustentable. Trayectoria nacional y producción local de la política rural en México*, Mexico DF, CEDRSSA-IRD. Version française disponible sur HALSHS: <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00742996/>
- Léonard E., Losch B., 2006. "L'insertion de l'agriculture mexicaine dans le marché nord-américain: changements structurels, mutations de l'action publique et recompositions de l'économie rurale et régionale", in C. Deblock, H. Regnault (dirs.), *Intégrations Nord-Sud, la connexion périphérique*, Montréal, UQAM-Editons Athena : 237-273.
- Léonard E., Losch B., 2009. "La inserción de la agricultura mexicana en el mercado norteamericano: cambios estructurales, mutaciones de la acción pública y recomposición de la economía rural y regional", *Foro Internacional*, XLIX (1) : 5-46.
- Léonard E., Losch B., Rello F., 2006. "Recomposiciones de la economía rural y mutaciones de la acción pública en el México del TLCAN", *Rumbo Rural*, 4, CEDRSSA : 48-61.
- Léonard E., Mackinlay H., 2000. "Les producteurs mexicains de tabac face à la privatisation du monopole public Tabamex", *Revue Tiers-Monde*, XLI (164) : 841-864.
- Léonard E., Palma R., 2002. "Désagrarisation de l'économie paysanne et 'refonctionnalisation' de la localité rurale au Mexique", *Cahiers des Amériques Latines*, 39 : 155-174.

- Léonard E., Prévôt-Schapira M.-F., Velázquez E., Hoffmann O., 2009. "La región inasequible. Estado, grupos corporados, redes sociales y corporativismos en la construcción de los espacios del Istmo mexicano", in E. Velázquez *et al.* (coord.), *El Istmo Mexicano. Una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 15-51.
- Léonard E., Velázquez E., 2009. "El reparto agrario y el fraccionamiento de los territorios comunitarios en el Sotavento veracruzano: construcción local del Estado e impugnación del proyecto comunal", in E. Velázquez *et al.* (coords), *El Istmo mexicano: una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 399-454.
- Léonard E., Velázquez E., 2010. "Citoyenneté locale et réappropriation du changement légal au Mexique. Une analyse des conflits autour des transferts fonciers à Soteapan, Veracruz", in J.-P. Jacob, P.-Y. Le Meur (éd.), *Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté locale dans les sociétés du Sud*, Paris, Karthala : 61-94.
- Levi G., 1989 [1985]. *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Editions Gallimard, Collection Bibliothèque des Histoires.
- Lévy J., 1994. *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction politique*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Linck T., 1988. *El campesino desposeído*, Mexico DF, CEMCA-El Colegio de Michoacán.
- Lomnitz C., 1999. "Ritual, rumor y corrupción en la conformación de los "sentimientos de la Nación"", in C. Lomnitz, *Modernidad india. Nueve ensayos sobre Nación y mediación en México*, Mexico DF, Editorial Planeta : 187-220.
- Long N., 1989. *Encounters at the interface: a perspective on social discontinuities in rural development*, Wageningen, Wageningse Sociologische Studies 27, Wageningen Agricultural University.
- Long N., 1996. "Globalization and localization: new challenges to rural research", in H. Moore (ed.), *The Future of Anthropological Knowledge*, London & New York, Routledge : 37-59.
- López Castro G., 1986. *La casa dividida. Un Estudio de Caso Sobre Migación a Estados Unidos en un Pueblo Michoacano*, Zamora, El Colegio de Michoacán-AMEP.
- López Sarrelangue D. E., 1963. "Población indígena de Nueva España en el siglo XVIII", *Historia Mexicana*, 12 : 516-530.
- Lorenzano Durán G., 1994. "Ejidos colectivos y ejidos parcelados. Un nuevo problema agrario, 1941", in *Memoria del XVIII Simposio de Historia y Antropología*, vol. 2, Hermosillo, Universidad de Sonora : 123-138.
- Losch B., Audié N., Varlet F., Ruf F., 1997. *Politiques publiques et agriculture. Une mise en perspective des cas mexicain, camerounais et indonésien*, Paris, CIRAD.
- Lovell W. G., Swezey W. R., 1990. "Indian Migration and Community Formation: An Analysis of the Congregación in Colonial Guatemala", in D. J. Robinson (ed.), *Migration in Colonial Spanish America*, New York, Cambridge University Press: 18-40.
- Lund C., 2001. "Les réformes foncières dans un contexte de pluralisme juridique et institutionnel : Burkina Faso et Niger", in G. Winter (coord.), *Inégalités et politiques publiques en Afrique ; Pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris, Karthala-IRD : 195-207
- Machuca L., 2000. "El impacto del repartimiento de mercancías en la provincia de Tehuantepec durante el siglo XVIII: los pueblos de la grana", in M. Menegus (comp.), *El Repartimiento Forzoso de Mercancías en México, Perú y Filipinas*, Mexico DF, Instituto de Investigaciones José María Luís Mora : 120-145.

- Mackinlay H., 1991. "La política de reparto agrario en México (1917-1990) y las reformas al artículo 27 constitucional", in A. Massolo, M. Bassols (coords), *Procesos rurales y urbanos en el México actual*, Mexico DF, UAM-Iztapalapa : 117-167.
- Mackinlay H., 1996. "La CNC y el "nuevo movimiento campesino" (1917-1990)", in H. Carton de Grammont (coord.), *Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, Mexico DF, UNAM-Plaza y Valdés : 165-238.
- Mackinlay H., 2000. "¿Organización gremial o de productores? La unión de ejidos Primitivo R. Valencia de San Andrés Tuxtla ante el proceso de recomposición del sector tabacalero", in E. Léonard, E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 143-149.
- Mackinlay H., 2001. *Crisis del intervencionismo estatal y nuevos arreglos institucionales en la rama del tabaco. La empresa paraestatal Tabamex (1972-2000) y su privatización durante los años noventa*, Mexico DF, UNAM, Fac. de Ciencias Políticas y Sociales, Thèse de Doctodado en Ciencia Política,
- Mackinlay H., 2004. "Los empresarios agrícolas y ganaderos y su relación con el Estado en la época del Partido Revolucionario Institucional", *Polis*, 4, UAM-Iztapalapa : 113-143.
- Mackinlay H., Otero G., 2004. "State Corporatism and Peasant Organizations: Towards New Institutional Arrangements", in G. Otero (ed.), *Mexico in Tansition: Neoliberal Globalism, The State and Civil Society*, London, Zed Books : 72-88.
- Maddison A., 1992. *The Political Economy of Poverty, Equity, and Growth: Brazil and Mexico*, New York, Oxford University Press.
- Mahoney J., 2001. "Path-Dependent Explanations of Regime Change: Central America y Comparative Perspective", *Studies in Comparative International Development*, 36 (1): 111-141.
- Maine Sir H., 1861. *Ancient Law*, London, John Murray.
- Mallon F., 1994. "Reflections on the Ruins: Everiday Forms of State Formation in Nineteenth-Century Mexico", in G. Joseph & D. Nugent (eds), *Everyday Forms of State Formation. Revolution and the Negotiation of the Rule in Modern Mexico*, Durham & London, Duke Univesity Press : 69-106.
- Mallon F., 1995. *Peasant and Nation. The Making of Postcolonial Mexico and Peru*, Berkeley, Los Angeles & London, University of California Press.
- Mamdani M., 1996, *Citizen and Subject. Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*, Princeton, Princeton University Press, Princeton Studies in Culture/Power/History.
- Marichal C., 1990. "Las guerras imperiales y los prestamos novohispanos, 1781-1804", *Historia Mexicana*, XXXIX (4) : 881-907.
- Marques Pereira J., Théret B., 2004. "Régimes politiques, médiations sociales et trajectoires économiques. A propos de la bifurcation des économies brésilienne et mexicaine depuis les années 1970", in B. Lautier, J. Marques-Pereira (dirs.), *Brésil, Mexique. Deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala : 25-83.
- Marshall T. H., 1950. "Citizenship and Social Class", in T. Marshall, *Citizenship and Social Class and other Essays*, Cambridge, Cambridge University Press : 1-85.
- Martin-Del Pozzo A. L., 1997. "Geología", in E. González Soriano, R. Dirzo, R. C. Vogt (ed.), *Historia Natural de Los Tuxtlas*, Mexico DF, UNAM-CONABIO : 25-31.
- Massey D., Alarcón R., Durán J., González H., 1987. *Return to Aztlan The Social Process of International Migration from Western México*, Berkeley, University of California Press.



- Massey D., Arango J., Hugo G., Kouaouci A., Pellegrino A., Taylor J. E., 1993. "Theories of International Migration: A Review and Appraisal", *Population and Development Review*, 19 (3) : 431-466.
- Mata F. (ed.), 1892. *Anuario Universal y Anuario Mexicano para 1892. Año décimo*, Mexico DF, Tipografía Literaria.
- Matrícula de Tributos*, 1980, in F. Berdan, J. Durand-Forestl (ed.), *Matrícula de tributos (Códice Moctezuma)*, Graz, Akademische Druck- und Verlagsanstalt.
- Maurer N., 2002. *The Power and the Profits: The Mexican Financial System, 1876-1932*, Stanford, Stanford University Press.
- McAleavy H., 1958. "Dien in China and Vietnam", *The Journal of Asian Studies*, 17 (3) : 403-415.
- McBride G., 1923. *The Land Systems of México*, New York, American Geographical Society of New York.
- Memorial de los pueblos de Tlacopan, 1939-1942*, in F. del Paso y Troncoso (ed.), *Epistolario de Nueva España 1505-1518*, T. 14 : 118-122.
- Melville E.G.K., 1999. *Plaga de ovejas. Consecuencias ambientales de la Conquista de México*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica.
- Mendoza García J. E., 2011. *Municipios, cofradías y tierras comunales. Los pueblos chocholtecos de Oaxaca en el siglo XIX*, Mexico DF, UABJO-CIESAS-UAM Azcapotzalco.
- Mendoza Neri J., 1983. *Ganadería y otras actividades económicas en el sur del estado de Veracruz-Llave*, Xalapa, Universidad Veracruzana, document de travail.
- Menegus M., 1989. "Economía y comunidades indígenas: El efecto de la supresión del sistema de reparto de mercancías en la intendencia de Mexico, 1786-1810", *Mexican Studies/Estudios Mexicanos*, 5 (2) : 201-219.
- Menegus M., 1994. "Fuentes para el estudio de los mercados regionales y la participación de los indígenas en la colonia", *América Latina en la Historia Económica*, 2 : 11-17.
- Menegus M., 1999. "Los bienes de comunidad de los pueblos indios a fines del periodo colonial", in M. Menegus, A. Tortolero (coord.), *Agricultura mexicana : crecimiento e innovaciones*, Mexico DF, Col. Lecturas de historia económica mexicana, Instituto de Investigaciones José María Luís Mora-El Colegio de Michoacán-El Colegio de México-IIH-UNAM : 89-126.
- Menegus M. (comp.), 2000. *El Repartimiento Forzoso de Mercancías en México, Perú y Filipinas*, Mexico DF, Instituto de Investigaciones José María Luís Mora.
- Merino M., 2005. "Los gobiernos municipales en México: el problema del diseño institucional", in A. Aziz Nassif, J. Alonso Sánchez (coord.), *Globalización, poderes y seguridad nacional*, Mexico DF, CIESAS-Miguel Angel Porrúa-H. Cámara de Diputados, LIX Legislatura : 287-305.
- Meron Y., 1984. "Points de contact des droits juif et musulman", *Studia Islamica*, 60 : 83-117.
- Meyer J., 1987. "Los "kulaki" del ejido (los años 30)", *Relaciones*, 29 : 23-43.
- Miño Grijalva M., 1992. *Obrajes y tejedores de Nueva España, 1700-1810*, Mexico DF, Instituto de Cooperación Iberoamericana, Colección Economía Quinto Centenario.
- Moguel J., Botey C., Hernández L. (coords.), 1992. *Autonomía y nuevos sujetos sociales en el desarrollo rural*, Mexico DF, Siglo XXI-CEHAM.
- Molina Enríquez A., 1977. *Los grandes problemas nacionales*, Mexico DF, Ed. ERA.
- Molins Fábrega N., 1956. *El código mendocino y la economía de Tenochtitlán*, Mexico DF, Libro-Mex.

- Montemayor C., 1991. *Guerra en el Paraíso*, Mexico DF, Ed. Diana.
- Montemayor C., 1999. *La guerrilla recurrente*, Mexico DF, Universidad Autónoma de Ciudad Juárez.
- Moreno Coello G., 2012. "Alcaldes mayores y subdelegados frente a la siembra clandestina de tabaco: Papantla, 1765-1806", *América Latina en la Historia Económica*, 19 (3) : 206-234.
- Moore B., 1966. *Social Origins of Dictatorship and Democracy: Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston, Beacon Press.
- Moore S. F., 1973. "Law and Social Change: The Semi-Autonomous Social Field as an Appropriate Subject of Study", *Law and Society Review*, 7 (4) : 719-746.
- Moore S.F., 1978. *Law as Process*, Hambourg & London, LIT & James Carrey.
- Moorhead M. L., 1949. "Hernán Cortés and the Tehuantepec Passage", *The Hispanic American Historical Review*, 29 (3) : 370-379.
- Mosse D., 2005. *Cultivating Development: An Ethnography of Aid Policy and Practice*, London, Pluto Press.
- Mosse D., Lewis D., 2006. "Theoretical Approaches to Brokerage and Translation in Development", in D. Lewis, D. Mosse (eds.), *Development Brokers and Translators: The Ethnography of Aid and Agencies*, Bloomfield CT, Kumarian Press : 1-26.
- Muller P., 1990. "Les politiques publiques, entre secteurs et territoires", *Politiques et Management Public*, 8 (3) : 19-33.
- Münch G., 1983. *Etnología del istmo veracruzano*, Mexico DF, UNAM–Instituto de Investigaciones Antropológicas.
- Musset A., 1996. *Le Mexique*, Paris, Armand Colin–Masson, Col. U, série Géographie.
- Myhre D., 1998. "The Achilles Heel of the Reform: The Rural Finance System", in W. Cornelius, D. Myrhe (ed.), *The Transformation of Rural Mexico: Reforming the Ejido Sector*, San Diego, Center for US-Mexican Studies : 39-65.
- Nahmad Molinari D., 1991. "Desarrollo industrial y grupos de poder en el sur de Veracruz", in M. Benítez et al. (coord.), *Veracruz, un tiempo para contar. Memoria del primer seminario de Historia Regional*, Mexico DF, INAH–Universidad Veracruzana : 191-198.
- Narayan D., 1999. *Bonds and Bridges: Social Capital and Poverty*, Washington DC, World Bank, Policy Research Working Paper n° 2167.
- North D. C., 1990. *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press.
- North D. C., 1994. "Institutional Change: A Framework of Analysis", Economic History, 9412001, EconWPA at WUSTL, <http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpeh/9412001.htm>
- Nugent D., Alonso A. M., 1994. "Multiple Selective Traditions in Agrarian Reform and Agrarian Struggle: Popular Culture and State Formation in the Ejido of Namiquipa, Chihuahua", in G. M. Joseph, D. Nugent (ed.), *Everyday Forms of State Formation. Revolution and the Negotiation of Rule in Modern Mexico*, Durham & Londres, Duke University Press : 209-246.
- Nuijten M., 2003. *Power, Community And The State. The Political Anthropology of Organisation in Mexico*, Ann Harbour, The University of Michigan Press.
- Nuijten M., 2003b. "Illegal practices and the reenchantment of governmental techniques. Land and the law in Mexico", *Journal of Legal Pluralism*, 48 : 163–183.
- Nuijten M., 2004. "Between Fear and Fantasy. Governmentality and the Working of Power in Mexico", *Critique of Anthropology*, 24 (2) : 209-230.

- Núñez M. C., 2005. *Ejido, caña y café. Política y cultura campesina en el centro de Veracruz*, Xalapa, Universidad Veracruzana.
- Ochoa R., 2000. "Producción agropecuaria, intercambios comerciales y relaciones de poder en la región de Acayucan, Ver. (1920-1999)", Xalapa, Universidad Veracruzana, Thèse de Licenciatura en Antropología.
- Olivier de Sardan J.-P., 1995. *Anthropologie et développement: essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
- Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 1997. *Examen de las políticas agrícolas de México*, Paris, OCDE, [http://www.oecd.org/document/58/0,2340,en\\_2825\\_494504\\_32264698\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/58/0,2340,en_2825_494504_32264698_1_1_1_1,00.html)
- Orléan A., 1989. "Pour une approche cognitive des conventions économiques", *Revue économique*, 40 (2) : 241-272.
- Oropeza M., 2000. "Poblamiento y colonización en el Uxpanapa: del distrito de drenaje al municipio libre", *Sotavento*, 5, Universidad Veracruzana : 129-178.
- Ortiz de la Tabla Ducasse J., 1985. *Memorias políticas y económicas del Consulado de Veracruz, 1796-1822*, Seville, Escuela de Estudios Hispano-Americanos.
- Ourliac P., 1937. *Droit romain et pratique méridionale au XV<sup>e</sup> siècle. Etienne Bertrand*, Paris, Université de Paris, Thèse de doctorat en Droit.
- Ouweneel A., 2000. "El gobernador de indios, el repartimiento de comecios y la caja de comunidad en los pueblos de indio del México central (siglo XVIII)", in M. Menegus (comp.), *El Repartimiento Forzoso de Mercancías en México, Perú y Filipinas*, Mexico DF, Instituto de Investigaciones José María Luís Mora : 65-97.
- Palma R., 2002. *Territorios y sociedades rurales en el sur de Veracruz: aproximación a una antropología del espacio rural*, Xalapa, CIESAS-Golfo, Thèse de Maestría en Antropología Social.
- Palma R., Hoffmann O. 2009. "La conformación de una frontera interna en las riberas del Tesechoacán", in B. Tallet, M.T. Rodríguez (eds), *Historia de tierras y hombres: Playa Vicente*, Mexico DF, CEMCA-CIESAS-IRD : 35-71.
- Palma R., Quesnel A., Delaunay D., 2000 – "Una nueva dinámica de poblamiento rural en México: el caso del sur de Veracruz (1970-1995)", in E. Léonard, E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 83-108.
- Pansters W. (ed.), 1997. *Citizens of the Pyramid. Essays on Mexican Political Culture*, Amsterdam, Thela Publishers.
- Pansters W., 1997. "Theorizing Political Culture in Modern Mexico", in W. Pansters (ed.), *Citizens of the Pyramid. Essays on Mexican Political Culture*, Amsterdam, Thela Publishers : 1-37.
- Paré L., Velázquez E., Blanco J.L., 1993. "La ganadería en la Sierra de Santa Marta, Veracruz : una primera aproximación", in N. Barrera, H. Rodríguez (coord.), *Desarrollo y medio ambiente en Veracruz. Impactos económicos ecológicos y culturales de la ganadería en Veracruz*, Xalapa, Friedrich Ebert Stiftung-CIESAS-Instituto de Ecología : 129-165.
- Paso y Troncoso F. del, 1940. *Epistolario de Nueva España, 1505-1818*, T. IX, Mexico DF, Biblioteca Historia Mexicana, Librería José Porrúa e Hijos
- Pastor R., 1987. *Campesinos y reformas. La Mixteca 1700-1856*, Mexico DF, El Colegio de México.
- Patrón Sánchez, F., 2000. "Recursos Federales Transferidos a Municipios", Memoria del Congreso *El Futuro de los Gobiernos Locales*, IGLOM-ITESO, México D.F.

- Paulín Trejo K., 2011. "Las cofradías de Tantoyuca, una fuente de financiamiento para españoles", in E. Carrera *et al.* (coord.), *Las voces de la fé. Las cofradías en México (siglos XVII-XIX)*, Mexico DF, UAM-CIESAS : 83-110.
- Pecqueur B., 1994. *Le développement local*, Paris, Syros, coll. Alternatives.
- Pérez Avilés R., 1995. "Mercado de tierras en el Valle de Atlixco, Puebla", in *Mercado de tierras en México*, Mexico DF, FAO-UAM-Xochimilco : 67-108.
- Pérez Castañeda J.C., 1998. "La regulación y la desamortización de la propiedad (comentarios al Procede)", in J. Moguel (coord.), *Propiedad y organización rural en el México moderno*, Mexico DF, Juan Pablos Editores : 43-90.
- Pérez Castañeda J. C., 2002. *El nuevo sistema de propiedad agraria en México*, Mexico DF, Ed. Palabra en Vuelo.
- Pérez Herrero P., 1992. "El México borbónico : ¿un 'éxito' fracasado ?", in J. Z. Vázquez (coord.), *Interpretaciones del siglo XVIII mexicano : el impacto de las reformas borbónicas*, Mexico DF, Ed. Nueva Imagen : 109-151.
- Pierson P., 2000. "Increasing Returns, Pathdependence, and the Study of Politics", *American Political Science Review*, 94 (2) : 251-267.
- Pierson, P., & T. Skocpol, 2002. "Historical institutionalism in Contemporary Political Science", in I. Katznelso & H. V. Milner (eds.), *Political Science: State of the Discipline*, New York, W. W. Norton : 693-721.
- Pietschmann H., 1992. "Protoliberalismo, reformas borbónicas y revolución : La Nueva España en el último tercio del siglo XVIII", in J. Z. Vázquez (coord.), *Interpretaciones del siglo XVIII mexicano : el impacto de las reformas borbónicas*, Mexico DF, Ed. Nueva Imagen : 27-65.
- Pollack R. A., 1985. "A Transaction Cost Approach to Families and Households", *Journal of Economic Literature*, 23 : 581-608.
- Polanyi K., 1944. *The Great Transformation: the Political and Economic Origins of our Time*, New York, Rinehart & Company.
- Polanyi K., 1957. "The Economy as Instituted Process", in K. Polanyi, C.M. Arensberg & H.W. Pearson (eds.), *Trade and Market in the Early Empires. Economies in History and Theory*, New York, Free Press : 243-270.
- Poleman T. T., 1964. *The Papaloapan project: agricultural development in the Mexican tropics*, Stanford CA, Stanford University Press.
- Pool C.A., Stanley R.S., 1992. "Middle Classic Pottery Economics in the Tuxtla Mountains, Southern Veracruz, Mexico", in G. J. Bey III, C. A. Pool (ed.), *Ceramic Production and Distribution: An Integrated Approach*, Boulder, Westview Press : 205-234.
- Potash R. A., 1953. "La Fundación del Banco de Avío", *Historia Mexicana*, III (4) : 261-278.
- Portes A., Böröcz J., 1998. "Migración contemporánea. Perspectivas teóricas sobre sus determinantes y sus modalidades de incorporación", in G. Malgesini (ed.), *Cruzando fronteras. Migraciones en el sistema mundial*, Barcelone, Icaria : 43-73.
- Powell T. G., 1972. "Los liberales, el campesinado indígena y los problemas agrarios durante la Reforma", *Historia Mexicana*, 24 (1) : 653-675.
- Presidencia de la República, 2006. *Sexto Informe de Gobierno*, Mexico DF, Presidencia de la República.
- Prévôt-Schapira M.-F., 1981. *Pétrole et nouvel espace industriel : la région de Coatzacoalcos-Minatitlán*, Paris, Université Paris III Sorbonne Nouvelle, Thèse de Doctorat en Géographie.

- Prévôt-Schapira M.-F., 1994. "El Sur de Veracruz en el siglo XIX: una modernización 'a marcha forzada'", in O. Hoffmann, E. Velázquez (coords.), *Las llanuras costeras de Veracruz. La lenta construcción de regiones*, Xalapa, Universidad Veracruzana–Orstom : 245-277.
- Prévôt-Schapira M.-F., 2009. "Istmo de Tehuantepec: el archipiélago petrolero, territorios entre la nacional y lo local", in E. Velázquez et al. (coord.), *El Istmo Mexicano. Una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS–IRD : : 581-634.
- Purnell J., 1999. "With All Due Respect: Popular Resistance to the Privatization of Comunal Lands in Nineteenth-Century Michoacán", *Latine American Research Review*, 34 (1) : 85-121.
- Purnell J., 2002. "Citizens and Sons of the Pueblo: National and Local Identities in the Making of the Mexican Nation", *Ethnic and Racial Studies*, XXV (2) : 213-237.
- Quesnel A., 2004. "Poblamiento, regulaciones agrarias y movilidad en el estado de Veracruz", in E. Léonard, A. Quesnel et E. Velázquez (coords.), *Regulaciones y políticas agrarias. Juegos de actores y dinámica de los poderes*, Mexico DF, CIESAS–IRD–Miguel Angel Porrúa : 41-71.
- Quesnel A., del Rey A., 2004. "Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Etat de Veracruz, Mexique)", *Cahiers des Amériques Latines*, 45: 75-91.
- Quesnel A., del Rey A., 2005. "La construcción de una economía familiar en archipiélago. Movilidad y recomposición de las relaciones intergeneracionales en el medio rural mexicano", *Estudios Demográficos y Urbanos*, El Colegio de México, 59 : 197-228.
- Radcliffe-Brown A. R., 1972 [1952]. *Structure et fonction dans la société primitive*, trad. par F., Paris, Seuil.
- Raggio O., 1990. *Faide e parentele. Lo stato genovese visto dalla Fontabuona*, Genova, Einaudi.
- Ramírez Lavoignet D., 1997. *El problema agrario en Acayucan*, Xalapa, Universidad Veracruzana.
- Recopilación de las Leyes de los Reynos de Indias mandada imprimir y publicar por su Magestad Católica el Rey Don Carlos II nuestro Señor, 1971 [1681]*, Madrid, Consejo de la Hispanidad, 3 T.
- Reig N., 1982. "El sistema ganadero-industrial: su estructura y desarrollo, 1960-1980", in *El desarrollo agroindustrial y la ganadería en México*, Mexico DF, Secretaria de Agricultura y Recursos Hidráulicos : 20-239.
- Reina L., 1988. "De las reformas borbónicas a las Leyes de Reforma", in *Historia de la cuestión agraria mexicana. Estado de Oaxaca*, Mexico DF, Juan pablos Ed.–Gobierno del estado de Oaxaca–UABJO–CEHAM, vol. 2 : 181-268.
- Rello, F., 2004. "Evolución de la pobreza rural en México y la reforma de la política rural", communication au colloque *Espacios rurales, políticas públicas y entorno global. Discutiendo con Arturo Warman*, Mexico DF, CIESAS–FAO–IRD, 25-26/10/2004.
- Renard M. C., 1999. *Los intersticios de la globalización. Unlabel (Max Havelaar) para los pequeños productores de café*, Mexico DF, Univ. Autónoma de Chapingo – CEMCA – Embajada de los Países Bajos.
- Revel J., 1996. "Micro-analyse et construction du social", in J. Revel (dir.), *Jeux d'échelles. La microanalyse à l'expérience*, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil : 15-36
- Revel-Mouroz J., 1972. *Aménagement et colonisation du tropique humide mexicain. Le versant du Golfe et des Caraïbes*, Paris, Travaux et Mémoires de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine.
- Rey Poveda A. del, 2004. *Movilidad y longevidad en las dinámicas familiares multigeneracionales. Aplicación al medio rural del Sotavento veracruzano, México*, Barcelona, Universidad

- Autónoma de Barcelona, Departamento de Geografía, Centro de Estudios Demográficos, Tésede de Doctorado en Demografía.
- Ribot J., Peluso N., 2003. "A Theory of Access", *Rural Sociology*, 68 (2) : 153-181.
- Rivas Castellano E., 1982. *Voz nueva de relatos viejos*, Xalapa, Gobierno del Estado de Veracruz.
- Robichaux D., 1997. "Residence Rules and Ultimogeniture in Tlaxcala and Mesoamerica", *Ethnology*, 36 (2) : 149-171.
- Robichaux D., 2006. "El destino de la tierra en las ex-repúblicas de indios: tenencia y herencia en el área cultural mesoamericana", *V Congreso de la Red Latinoamericana de Antropología Jurídica*, Oaxtepec, CIESAS, 16-20 octubre 2006.
- Rodríguez López J., 2000. "El parcelamiento ejidal y los cambios en las estrategias de reproducción socioeconómica en una comunidad popoluca de la Sierra de Santa Marta", in E. Léonard, E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico DF, CIESAS-IRD : 153-159.
- Rojas J. L. de, 1998. *La moneda indígena y sus usos en la Nueva España en el siglo XVI*, Mexico DF, CIESAS.
- Rojas Rabiela T., 1990. "La agricultura en la época prehispánica", in T. Rojas (coord.), *La agricultura en tierras mexicanas desde sus orígenes hasta nuestros días*, Mexico DF, Conaculta–Ed. Grijalba : 15-138.
- Rojas Rabiela T., 1994. "Formación histórica de la agricultura campesina novohispana", in M. H. Ruz (ed.), *Semillas de industria: transformaciones de la tecnología indígena de las Américas*, Mexico DF, CIESAS-Smithsonian Institute : 167-194.
- Romero Polanco E., 1995. "La modernización del campo mexicano: saldos y perspectivas", in A. Encinas (coord.), *El campo mexicano en el umbral del siglo XXI*, Mexico DF, Espasa-Calpe : 69-90.
- Roncayolo M., 2001. *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard Folio.
- Rosberry W., 2004. "El estricto apego a la Ley. La ley liberal y los derechos comunales en el Pátzcuaro del Porfiriato", in A. Roth Seneff (ed.), *Recursos contenciosos. Ruralidad y reformas liberales en México*, Mexico DF, El Colegio de Michoacán : 43-84.
- Rose N., 1999. *Powers of Freedom. Reframing Political Thought*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Rosenzweig M. R., 1988. "Risk, Implicit Contracts and the Family in Rural Areas of Low-Income Countries", *The Economic Journal*, 98 : 1148-1170.
- Rubin J. W., 1996. "Decentering the Regime: Culture and Regional Politics in Mexico", *Latin American Research Review*, 31 (3) : 85-126.
- Rubin J. W., 1997. *Decentering the Regime: Ethnicity, Radicalism, and Democracy in Juchitán, Mexico*, Durham NC, Duke University Press.
- Rubio B., 2004. "La fase agroalimentaria global y su repercusión en el campo mexicano", *Comercio exterior*, 54 (11) : 948-956.
- Rubio B., 2006. "Balance rural del sexenio de Vicente Fox Quesada. La ruta de la continuidad, 2001-2006", *Rumbo Rural*, 5 : 40-51.
- Ruiz Medrano C. R., 1996. "Rebeliones indígenas en la época colonial. El tumulto indígena de Papantla de 1767", *Mesoamérica*, 32 : 339-353.
- Rus J., 1994. "The "Comunidad Revolucionaria Institucional": The subversion of Native Government in Highland Chiapas, 1936-1968", in G. M. Joseph, D. Nugent (eds), *Everyday Forms of State*

- Formation. *Revolution and the Negotiation of the Rule in Modern Mexico*, Durham & London, Duke University Press : 263-300.
- Ruttan V.W., Hayami Y., 1984. "Toward a Theory of Induced Innovation", *Journal of Development Studies*, 20 (4) : 203-223.
- Sack R., 1986. *Human territoriality*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Sabio Alcutén A., 1996. *Los mercados de crédito y tierra en una comunidad aragonesa (1850-1930)*, Madrid, Banco de España, Estudios de Historia Económica, n°34.
- Sagahón L. R., 2005. "Restitución y dotaciones agrarias en Tlacotalpan, 1915-1940. Una reforma agraria coyuntural y necesaria", in J. Velasco Toro, L. A. Montero García (coords.), *Economía y espacio en el Papaloapan veracruzano. Siglos XVII-XX*, Xalapa, Gobierno del Estado de Veracruz : 165-210.
- Sahagún, Fray B.L de, 1950-1982. *Florentine Codex: General History of the Things of New Spain*, traduit et édité par A.J.O. Anderson & C. E. Dibble, Salt Lake City, School of American Research—University of Utah, 13 T.
- Salinas Sandoval M. C., 1996. *Política y sociedad en los municipios del estado de México (1825-1880)*, Mexico DF, El Colegio Mexiquense.
- Salmerón Castro F. I., 1989. *Los límites del agrarismo. Proceso político y estructuras de poder en Taretán, Michoacán*, Zamora, Mich., El Colegio de Michoacán—Gobierno del Estado de Michoacán.
- Salum B. J., 2004. "Crise économique et changement politique au Brésil et au Mexique: une critique de l'analyse comparative des héritages institutionnels", in B. Lautier, J. Marques-Pereira (dirs.), *Brésil, Mexique. Deux trajectoires dans la mondialisation*, Paris, Karthala : 85-112.
- Salvucci R. J., 1988. *Textil and Capitalism in Mexico: An Economic History of the Obrajes, 1539-1840*, Princeton, Princeton University Press.
- Salvucci R., 1991. "The Origins and Progress of U.S.-mexican Trade, 1825-1884: 'Hoc opus, hic labor est', *Hispanic American Historical Review*, 71 (4) : 697-735.
- Sánchez Aguilar J. B., 2000. *Cultura política y procesos electorales: los comicios de diputados federales en el estado de Veracruz, 1926*, Mexico DF, UAM-Iztapalapa, División de Ciencias Sociales y Humanidades, Thèse de Licenciatura en Historia.
- Sánchez Almanza A., 2000. *Marginación e ingreso en los municipios de México. Análisis para la asignación de recursos fiscales. Base de datos por municipio*, Mexico DF, UNAM/IEE—Miguel Ángel Porrúa.
- Sánchez Saldaña K., 2001. "Acerca de enganchadores, cabos, capitanes y otros agentes de intermediación laboral en la agricultura", *Estudios Agrarios, Revista de la Procuraduría Agraria*, 17 : 1-43.  
[http://www.pa.gob.mx/publica/cd\\_estudios/Paginas/autores/sanchez%20salda%F1a%20kim%20acerca%20de%20enganchadores.pdf](http://www.pa.gob.mx/publica/cd_estudios/Paginas/autores/sanchez%20salda%F1a%20kim%20acerca%20de%20enganchadores.pdf)
- Sánchez Santiro E., 2003. "Comerciantes, mineros y hacendados: la integración de los mercaderes de la ciudad de México en la propiedad minera y azucarera de Cuernavaca y Cuautla de Amilpas (1750-1820)", in G. del Valle Pavón (coord.) *Mercaderes comercio y consulados de Nueva España en el siglo XVIII*, Instituto de Investigaciones José María Luis Mora : 159-190.
- Sanderson S. R. W., 1984. *Land Reform in Mexico, 1916-1980*, New York, Academic Press.
- SARH, 1982. "Estado de Veracruz. Diagnóstico global del distrito de temporal N°7", *Plan de desarrollo agropecuario y forestal*, Mexico DF, Secretaria de Agricultura y Recursos Hidráulicos, T. VII.



- Schenk F., 1995. "La desamortización de las tierras comunales en el estado de México (1856-1911). El caso del distrito de Sultepec", *Historia Mexicana*, XLV (1) : 3-37.
- Schmid A., 1972. "Analytical Institutional Economics : Challenging Problems in the Economics of Resources for a New Environment". *American Journal of Agricultural Economics*, 54 (5) : 893-901.
- Scholes F.V., Warren D., 1965. "The Olmec Region at Spanish Conquest", in G.R. Willey (ed.), *Handbook of Middle American Indians*, Vol. 3, *Archaeology of Southern Mesoamerica*, Austin, University of Texas Press : 776-787.
- Schumacher J. N., 2001. "Eighteenth- and Nineteenth-Century Agrarian Development in Central Luzon", in J. T. Peralta (ed.), *Reflections on Philippine Culture an Society. Festschrift in Honor of W. H. Scott*, Manila, Ateneo de Manila University Press : 168-202.
- Scott J., 1999. "Análisis del programa de Educación Salud y Alimentación (PROGRESA): México", *Seminario Latinoamericano Experiencias Exitosas de Combate a la Pobreza Rural*, Santiago de Chile, RIMISP-FAO, <http://www.eclac.org/ddpeuda/pdf/mexico2.pdf>
- Scott, J., 2004. "La descentralización, el gasto social y la pobreza en México", *Gestión y Política Pública*, XIII (3) : 785-831.
- Scott J. C., 1976. *The moral economy of the peasant: Rebellion and subsistence in Southeast Asia*, New Haven & London, Yale University Press.
- Scott J. C., 1985. *Weapons of the Weak. Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven & London, Yale University Press.
- Scott, W. R., 1995. *Institutions and Organizations*, Thousand Oaks, Sage Publications.
- Secretaria de Programación y Presupuesto, 1984. *Elementos básicos para la caracterización socioeconómica de la Zona Sur (subcomité Acayucan y subcomité Coatzacoalcos)*, Xalapa, SPP, Delegación Regional en el Estado de Veracruz.
- Secretaria de Reforma Agraria, 1993. *Ley Agraria 1993*, Mexico DF, Secretaria de Reforma Agraria, Instituto de Capacitación Agraria.
- Secretaria del Trabajo y Previsión Social, Consejo Nacional de Población, El Colegio de la Frontera Norte, 2004. *Encuestas sobre la Migración en la Frontera Norte 2002-2003*, Mexico DF, STyP-Conapo-El Colegio de la Frontera Norte, <http://www.colef.mx/emif/resultados/publicaciones/publicacionesnte/pubnte/EMIF%20NORTE%202002-2003.PDF>
- Sector Agrario, 1997. *La transformación agraria. Origen, evolución, retos*, Mexico DF, Secretaria de Reforma Agraria, 2 T.
- Sempat Assadourian C., 1983. *El sistema de la economía colonial. El mercados interior. Regiones y Espacio económico*, Mexico DF, Ed. Nueva Imagen.
- Serrano J. A., Ortiz J., eds, 2007. *Ayuntamientos y liberalismo gaditano en México*, Mexico DF, El Colegio de Michoacán-Universidad Veracruzana.
- Siemens A., Brinckmann L., 1976. "El sur de Veracruz a finales del siglo XVIII. Un análisis de la 'Relación' de Corral", *Historia Mexicana*, XXVI (2) : 263-324.
- Simpson L. B., 1966. *The Encomienda in New Spain. The Begining of Spanish Mexico*, Berkeley & Los Angeles, The University of California Press.
- Skerritt D., 1989. *Una historia agraria en el centro de Veracruz*, Mexico DF, Universidad Veracruzana.
- Skerritt D., 1993. *Rancheros sobre tierra fértil*, Xalapa, Universidad Veracruzana.



- Smith P. H., 1979. *Labyrinths of Power: Political Recruitment in 20th Century Mexico*, Princeton, Princeton University Press.
- Solís J. de, 1945. "Estado en que se hallaba la Provincia de Coatzacoalcos en el año de 1859", *Boletín del Archivo General de la Nación*, XVI (2-3) : 195-246 ; 429-480.
- Soto M., Gama L, 1997. "Climas", in E. González Soriano, R. Dirzo, R. C. Vogt (ed.), *Historia Natural de Los Tuxtlas*, Mexico DF, UNAM–CONABIO : 7-23.
- Souto Mantecón M., 2001. *Mar abierto. La política y el comercio del Consulado de Veracruz en el ocaso del sistema imperial*, Mexico DF, El Colegio de México–Instituto de Investigaciones José María Luis Mora.
- Spillman W.J., 1919. "The Agricultural Ladder", *The American Economic Review*, 9 (1) : 170-179.
- Spittler G., 1981. *Verwaltung in einem afrikanischen Bauernstaat Das koloniale Fanzösisch-Westafrika 1919-1939*, Wiesbaden, F. Steiner Verlag.
- Stanley R.S., Arnold P.J. III, 1996. "Prehispanic Settlement Patterns in the Tuxtla Mountains, Southern Veracruz, Mexico", *Journal of Field Archaeology*, vol. 23 : 225-249.
- Stark B.L., 1974. "Geography and Economic Specilization in the Lower Papaloapan, Veracruz, Mexico", *Ethnohistory*, 21 (3) : 199-221.
- Stephan, A., 2004. *Analyse des dynamiques d'adaptation des organisations corporatives d'éleveurs en milieu rural mexicain au nouveau cadre des politiques publiques et au jeu de concurrence politique*, Montpellier, Université Montpellier 1–Montpellier SupAgro, Mémoire de master en Economie du développement agricole et rural, A2D2.
- Steputtat F., 2000. "At the Frontier of the Modern State in Post-War Guatemala", in A. Arce, N. Long (eds.), *Anthropology, Development and Modernities; Exploring Discourses, Counter-Tendencies and Violence*, London & New York, Routledge : 127-140.
- Surel Y., 1998. "Idées, intérêts, institutions dans l'analyse des politiques publiques", *Pouvoirs*, 87 : 161-178.
- Tallet B., Duhalt A., Palma R., 2006. "La réussite de la production d'ananas dans le bassin du Papaloapan (sud du Mexique). Une spécialisation agricole comme base du développement régional ?", *Autrepart*, 39 : 75-92.
- Tamayo J. L., Beltrán E., 1977. "Origen, creación, presente y futuro de la Comisión del Papaloapan (México)", in *Recursos Naturales de la Cuenca del Papaloapan*, Mexico DF, Instituto Mexicano de Recursos Naturales Renovables : 873-878.
- Tanck de Estrada D., 1999. *Pueblos de indios y educación en el México colonial, 1750-1821*, Mexico DF, El Colegio de México.
- Tanck de Estrada D., 2002. "Cofradías en los pueblos de indios en el México colonial", in *3<sup>er</sup> Congreso virtual de antropología y arqueología*, [www.naya.org.ar/congreso2002/ponencias/dorothy\\_tanck\\_de\\_estrada.htm](http://www.naya.org.ar/congreso2002/ponencias/dorothy_tanck_de_estrada.htm)
- Taylor W. B., 1999. *Ministros de lo sagrado. Sacerdotes y feligreses en el México del siglo XVIII*, Zamora, El Colegio de Michoacán–Secretaría de Gobernación–El Colegio de México, 2 T.
- Teichman J., 1996. *Neoliberalism and the Transformation of Mexican Authoritarianism*, Toronto, CERLAC Working Papers Series, 6, York University.
- Téllez L., 1994. *La modernización del sector agropecuario y forestal*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica.

- Teubal M. (coord.), 1982. *El desarrollo agroindustrial y los sistemas no alimentarios*. Tabaco, Mexico DF, Secretaria de Agricultura y Recursos Hidráulicos, Coordinación General de Desarrollo Agroindustrial.
- Thompson E. P., 1971. "The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century", *Past & Present*, Oxford University Press, 50 : 76-136.
- Thompson G. P. C., 1974. "La colonización en el departamento de Acayucan: 1824-1834", *Historia Mexicana*, XXIV (2) : 253-298.
- Thompson G. P. C., 1989. *Puebla de los Angeles: Industry and Society in a Mexican City, 1700-1850*, Boulder, Westview Press.
- Thompson G. P. C., LaFrance D. G., 1999. *Patriotism, Politics, and Popular Liberalism in Nineteenth-Century Mexico: Juan Francisco Lucas and the Sierra de Puebla*, Wilmington, Delaware, Scholarly Resources Inc., Latin American Silhouettes Series.
- Toledo V. M., 1987. "La guerra de las reses: los impactos ecológicos de la ganadería bovina en México", in E. Leff (ed.), *Medio ambiente y desarrollo en México*, Mexico DF, Ed. Porrúa.
- Turner F. J., 1893. "The Significance of the Frontier in American History", *Annual Report of the American Historical Association* : 199-227, consulté le 13/10/2006 sur [http://alumnus.caltech.edu/~marcsulf/turner\\_frontier.html](http://alumnus.caltech.edu/~marcsulf/turner_frontier.html)
- Turrent Fernández C., 1983. *Fonctionnement et évolution des exploitations agricoles de Los Tuxtlas (Mexique) : approche typologique et utilité pour l'analyse de la conduite des cultures de maïs*, Paris, Institut National Agronomique Paris-Grignon, Thèse de doctorat en Sciences Agronomiques.
- Tutino J., 1986. *From Insurrection to Revolution in Mexico. Social Bases of Agrarian Violence, 1750-1940*, Princeton, Princeton University Press.
- Tutino J., 2002. "Globalizaciones, autonomías y revoluciones: poder y participación popular en la historia de México", in L. Reina, E. Servín (coord.), *Crisis, Reforma y Revolución. México: Historias de fin de siglo*, Mexico DF, Conaculta-INAH-Ed. Taurus : 25-85.
- UR Régulations foncières, politiques publiques et logiques d'acteurs, 2004. "Projet scientifique", Montpellier, IRD, [http://www.slire.net/download/1596/projet\\_scientifique\\_ur095.pdf](http://www.slire.net/download/1596/projet_scientifique_ur095.pdf)
- Valencia Lomelí E. (coord), 2000. *Los dilemas de la política social, ¿Cómo combatir la pobreza ?*, Mexico DF, Universidad de Guadalajara-ITESO-Universidad Iberoamericana.
- Valle Pavón G. del, 2007. "Desarrollo de la economía mercantil y construcción de los caminos México-Veracruz en el siglo XVI", *América Latina en la Historia Económica*, 27 : 6-49.
- VanDerwarker A.M., 2006. "Politics and Farming in the Olmec World", in A. M. VanDerwarker, *Hunting and Fishing in the Olmec World*, Austin, The University of Texas Press : 31-65.
- Van Young E., 1989. *La ciudad y el campo en el México del siglo XVIII. La economía rural de la región de Guadalajara, 1675-1820*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica.
- Van Young E., 1992. *La crisis del orden colonial. Estructura agraria y rebeliones populares en Nueva España, 1750-1821*, Madrid, Alianza Editorial.
- Vatin C., 1962. "Notes d'épigraphie juridique", *Bulletin de correspondance hellénique*, 86 (2) : 524-538.
- Vázquez J. Z., 1992. "El siglo XVIII mexicano : de la modernización al descontento", in J. Z. Vázquez (coord.), *Interpretaciones del siglo XVIII mexicano : el impacto de las reformas borbónicas*, Mexico DF, Ed. Nueva Imagen : 9-26.

- Veblen T.V., 1898. "Why is Economics not an Evolutionary Science?", *Quarterly Journal of Economics*, July : 373-397.
- Velasco Toro J., 2000. *De la historia al mito: mentalidad y culto en el Santuario de Otatitlán, Veracruz*, Veracruz, Instituto Veracruzano de Cultura.
- Velasco Toro J., 2003. *Tierra y conflicto social en los pueblos del Papaloapan veracruzano (1521-1917)*, Xalapa, Universidad Veracruzana.
- Velasco Toro J., 2006. "Fronteras en el imaginario e identidades en conflicto en dos pueblos ribereños: Alvarado y Tlacotalpan", *Revista del CESLA*, 8 : 21-44.
- Velasco Toro J., Vargas G., 1994. "Uxpanapa, construcción y fracaso de una región plan", in O. Hoffmann, E. Velázquez (coords.), *Las llanuras costeras de Veracruz. La lenta construcción de regiones*, Xalapa, Universidad Veracruzana–Orstom : 279-308.
- Velázquez E., 2000. "Ganadería y poder político en la Sierra de Santa Marta, Veracruz", in E. Léonard, E. Velázquez (coord.), *El Sotavento veracruzano. Procesos sociales y dinámicas territoriales*, Mexico DF., CIESAS–IRD : 111-127.
- Velázquez E., 2003. "Apropiación del cambio legal por los actores locales: el parcelamiento de tierras ejidales en la Sierra de Santa Marta, Veracruz, México", in É. Léonard, A. Quesnel, E. Velázquez (coords), *Regulaciones y políticas agrarias. Juegos de actores y dinámica de los poderes*, Mexico DF, CIESAS–IRD–Porrúa : 269-296.
- Velázquez E., 2006. *Territorios fragmentados. Estado y comunidad indígena en el Istmo veracruzano*, Mexico DF, CIESAS–El Colegio de Michoacán.
- Velázquez E., 2009. "Las comunidades indígenas del istmo veracruzano frente al proyecto liberal de finales del siglo XIX", in E. Velázquez et al. (coord.), *El Istmo mexicano: una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS–IRD : 291-352.
- Velázquez E., 2010. "Reformulaciones locales de la ciudadanía agraria en una región del indígena del Istmo Veracruzano", *Liminar: estudios sociales y humanísticos*, 8 (1) : 13-30.
- Velázquez E., 2010b. "Politiques publiques et politique locale. Le processus de certification foncière en zone indienne au Mexique", in J.-Ph. Colin, P.-Y. Le Meur, E. Léonard (éd.), *Les politique d'enregistrement des droits fonciers. Du cadre légal aux pratiques locales*, Paris, Karthala : 406-444.
- Velázquez E., Léonard E., Hoffmann O., Prévôt-Schapira M.-F. (coord.), 2009. *El Istmo Mexicano. Una región inasequible. Estado, poderes locales y dinámicas espaciales (siglos XVI-XXI)*, Mexico DF, CIESAS–IRD.
- Veltz P., 1996. *Mondialisation, villes et territoires : une économie d'archipel*, Paris, PUF.
- Velut S., 2007. *Mondialisation et développement territorial en Amérique latine. Argentine-Chili*, Habilitation à Diriger des Recherches en Géographie, Université de la Sorbonne Nouvelle–Paris 3.
- Vidal G., 2000. *Grandes empresas, economía y poder en México*, Mexico DF, UAM-Iztapalapa–Plaza y Valdés.
- Vidal G., 2004. "El crecimiento por medio de la exportación de manufacturas, el avance de la reforma económica y las grandes empresas", in G. Vidal (dir.), *México y la region Amércia del Norte, problemas y perspectivas*, Mexico DF, UAM–INTAM–Cámara de Diputados–Porrúa : 53-78.
- Villafuerte D., García M.C., Meza S., 1997. *La cuestión ganadera y la deforestación. Viejos y nuevos problemas en el trópico y Chiapas*, Tuxtla Gutiérrez, Universidad de Ciencias y Artes del Estado de Chiapas–Gobierno del Estado de Chiapas.

- Villaseñor y Sánchez J., 1746. "De la Jurisdicción de Tuxtla y Cotaxtla y sus pueblos", in J. Villaseñor y Sánchez, *Theatro Americano. Descripción general de los reynos y provincias de la Nueva España y sus jurisdicciones, Libro Segundo*, Mexico, Editora Nacional : 269-270.
- Viloria de la Hoz J., 1999. *Tabaco del Carmen: Producción y exportación de tabaco de los Montes María, 1848-1893*, Cartagena, Banco de la República, Cuadernos de Historia Económica y Empresarial, n°3.
- Viqueira J.P., 2002. "Ires y venires de los caminos de Chiapas (épocas prehispánicas y colonial)", in J. P. Viqueira, *Encrucijadas chiapanecas. Economía, religión e identidades*, Mexico DF, El Colegio de México–Tusquets Editores : 109-158.
- Wallerstein I., 2006. *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des système-monde*, Paris, Editions La Découverte.
- Warman A., 1976. ... *Y venimos a contradecir. Los campesinos de Morelos y el Estado nacional*, Mexico DF, Centro de Investigaciones Superiores del INAH.
- Warman A., 1994. "La reforma al artículo 27 constitucional", *La Jornada*, 8 avril 1994.
- Warman A., 2001. *El campo mexicano en el siglo XX*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica.
- Weber E., 1983. *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale, 1810-1914*, Paris, Fayard–Éditions Recherches.
- Westbrook R., 2001. "Social Justice and Creative Jurisprudence in Late Bronze Age Syria", *Journal of Economic and Social History of the Orient*, 44 (1) : 22-43.
- Widmer Sennhauser R., 1993. *Los comerciantes y los otros. Costa Chica y Costa de Sotavento, 1650-1820*, Bern, Inauguraldissertation der Philosophisch-historischen Fakultät der Universität Bern zur Erlangung der Doktorwürde.
- Williamson O. E., 1981. "The Economics of Organization: The Transaction Cost Approach", *The American Journal of Sociology*, 87 (3) : 548–577.
- Wolf E., 1957. "Closed Corporate Peasant Communities in Mesoamerica and Central Java", *Southwestern Journal of Anthropology*, 13 (1) : 1-18.
- Wolf E., 1966. "Kinship, Friendship, and Patron-Client Relations", in M. Banton (ed.), *The Social Anthropology of Complex Societies*, London, Tavistock : 1-22.
- Womack J., 1968. *Zapata and the Mexican Revolution*, New York, Vintage Books.
- Woodhouse P., Bernstein H., Hulme D., 2000. "'Africa's Wetlands in Drylands". From Commons to Enclosures?", in P. Woodhouse, H. Bernstein, D. Hulme (eds), *African Enclosure? The Social Dynamics of Wetlands in Drylands*, Oxford, James Currey : 1-28.
- Woolcock M., Narayan D., 2000. "Social Capital: Implications for Development Theory, Research and Policy", *The World Bank Research Observer*, 15 (2) : 225-249.
- World Bank, 1992. *Governance and Development*, Washington D.C., The World Bank.
- World Bank, 2003. *Land Policies for Growth and Poverty Reduction, World Development report 2003*, Washington DC, The World Bank.
- World Bank, 2004. *La Pobreza en México : Una Evaluación de las Condiciones, Tendencias y Estrategia del Gobierno*, Washington D.C., The World Bank.  
[http://siteresources.worldbank.org/INTMEXICOINSPANISH/Resources/b\\_resumen.pdf](http://siteresources.worldbank.org/INTMEXICOINSPANISH/Resources/b_resumen.pdf)
- Yunez-Naude A., Dyer G., 2004. "The Effects of NAFTA and Domestic Reforms in the Agriculture of Mexico : Predictions and Facts", communication *Séminaire Acralenos*, Montpellier, 19-20 novembre 2004.

- Zahniser S., Coyle W., 2004. *U.S-Mexico Corn Trade During the NAFTA Era: New Twists to an Old Story*, Washington, USDA, Report from the Economic Research Service.
- Zaragoza J. L., Macías R., 1980. *El desarrollo agrario de México y su marco jurídico*, Mexico DF, Centro Nacional de Investigaciones Agrarias.
- Zendejas S., 1995. "Respuestas locales ante el embate reformista: el ejido como forma de organización de prácticas políticas locales", *Relaciones*, XVI (61/62) : 31-56.
- Zendejas S., 2003. *Política local y formación del Estado. Procesos históricos de formación de espacios y sujetos sociales en un municipio rural mexicano, 1914-1998*, Wageningen, Landbouw Universiteit, Thèse de doctorat.
- Zendejas S., Mummert G., 1998. "Beyond the Agrarian Question: The Cultural Politics of Ejido Natural Resources", in W. Cornelius, D. Myhre (eds), *The Transformation of Rural Mexico. Reforming the Ejido Sector*, San Diego & La Joya, UCSD, Center for Mexican-American Studies : 173-201.
- Zwalve W. J., 2004. "A labyrinth of creditors: a short introduction to the history of security interests in goods", in E.-M. Kieninger (ed.), *Security Rights in Movable Property in European Private Law*, Cambridge, Cambridge University Press : 38-53.

## Sources d'archives

### AGEV, Archivo General del Estado de Veracruz, Xalapa, Veracruz

Fonds et abréviations :

<i>Archivo de la Comisión Agraria Mixta de Veracruz</i>	ACAM
<i>Archivo de Notarias :</i> Notaria nº 1 San Andrés Tuxtla	AdN
<i>Archivo del Registro Público de la Propiedad de San Andrés Tuxtla :</i> Sección I (Ventas) Sección II (Hipotecas)	ARPPSAT
<i>Liga de Comunidades Agrarias</i> San Andrés Tuxtla	LCA
<i>Secretaría de Gobernación y Justicia :</i> Tierras	SGJ
<i>Secretaría de Gobierno :</i> Agricultura y Estadística Comisión Local Agraria Fomento y Agricultura	CLA

### AGI, Archivo general de Indias, Séville

Fonds :

*México*

### AGN, Archivo General de la Nación, Mexico DF

Fonds et abréviations :

<i>Aguardiente de Caña</i>	AdC
<i>Alcabalas</i>	
<i>Alcaldes Mayores</i>	

*Bienes Nacionalizados*

*Civil*

*Criminal*

*General de Parte*

*GdP*

*Gobernación*

*Hospital de Jesús*

*HdJ*

*Industria y Comercio*

*IC*

*Indiferente de Guerra*

*IdG*

*Indios*

*Intestados*

*Subdelegados*

*Tierras*

*Tributos*

**AMSAT, Archivo Municipal de San Andrés Tuxtla, San Andrés Tuxtla, Veracruz**

Fonds :

*Libros de recaudación*

*Libros de cabildo*

**AMT, Archivo Municipal de Tlacotalpan, Tlacotalpan, Veracruz**

Fonds :

*Notarial*

**APSAT, Archivo Parroquial de San Andrés Tuxtla, San Andrés Tuxtla, Veracruz**

Fonds :

*Libros de Cordilleras*

**ARAN, Archivo del Registro Agrario Nacional en Veracruz, Xalapa, Veracruz**

Fonds :

*Catemaco*

*San Andrés Tuxtla*

*Santiago Tuxtla*



## **Glossaire**

### ***des termes en espagnol et en nahuatl et des acronymes employés dans le cadre de cet ouvrage***

*Acahual* [du nahuatl *acahualli*] : recrû arboré de plusieurs années s'inscrivant dans un système de culture par abattis-brûlis et jachère longue.

*Acasillado* : terme désignant le travailleur sans terre logé par le propriétaire d'un grand domaine et travaillant pour celui-ci.

*AGL* [*Asociación Ganadera Local*] : Association Locale des Eleveurs, assurant la représentation corporative de ce secteur socio-productif au niveau municipal.

*Aguardiente* : eau de vie de canne à sucre.

*Alcabala* : taxe indirecte sur les transactions marchandes, caractéristiques du royaume de Castille et transféré ensuite aux colonies du Nouveau Monde. L'*alcabala* était la principale source de recettes de l'Etat espagnol.

*Alcalde* : juge de paix.

*Alcalde mayor* : fonctionnaire colonial ayant la juridiction sur une *alcaldía mayor*.

*Alcaldía mayor* : structure juridique de l'époque coloniale, correspondant à un ensemble de *pueblos* ou communautés indiennes et de propriétés ou implantations espagnoles et métisses, sous l'administration politique et juridique d'un représentant de l'Etat, l'*alcalde mayor*.

*Alena* : Accord de Libre-échange d'Amérique du Nord, associant le Canada, le Mexique et les Etats-Unis.

*Alguacil* : officier de police.

*ALPRO-AID* : Alliance pour le Progrès, programme d'appui financier de la coopération des Etats-Unis pour les pays en développement au cours des années 1960 et 1970.

*Alianza para el campo* : programme public d'appui à la modernisation et l'équipement des exploitations agricoles à fort potentiel productif.

*Ampliación* : extension foncière additionnelle octroyée à un *ejido* pour satisfaire aux besoins de ses nouveaux ressortissants.

*Arbitrios* : recettes fiscales obtenues par les municipalités ou les *pueblos* d'indiens via la taxation de certaines activités (droits de marché, introduction de certains produits, comme les alcools, abattage d'animaux, etc.).

*Arroba* [arrobe] : mesure de pesée de l'ancien régime correspondant à 11,5 Kg.

*Arroyo* : petit cours d'eau, souvent temporaire.



*Aserca* : programme public d'appuis à la commercialisation des producteurs agricoles pâtissant de désavantages structurels dans leur accès aux marchés.

*Audiencia real* : cour de justice de seconde instance qui était l'instance juridique suprême dans la colonie de Nouvelle-Espagne et seulement soumise au Conseil des Indes siégeant en métropole. Elle était présidée par le Vice-roi et fonctionnait suivant le principe des parlements français.

*Avecindado* : résident d'une communauté *ejidale* sans statut foncier officiel jusqu'à la réforme légale de 1992. Depuis la réforme, statut habilitant son détenteur à participer au marché foncier interne à l'*ejido*.

*Banrural* [*Banco Nacional de Crédito Rural*] : Banque Nationale de Crédit Rural.

*Barlovento* : littéralement « côte au vent ». Désigne l'ensemble des régions littorales du Golfe du Mexique situées au Nord du port de Veracruz.

*Barrio* [quartier] : dans l'organisation des *pueblos* d'indiens, le terme de *barrio* désignait fréquemment un village séparé, mais soumis à l'autorité du chef-lieu et siège de la *république*.

*BID* : Banque Interaméricaine de Développement

*Bodegas* : magasins, entrepôts situés aux points de rupture de charge entre les voies terrestres et fluviales, où étaient réalisés les échanges commerciaux jusqu'à l'implantation du système ferroviaire, au début du XX<sup>e</sup> siècle.

*BNCE* [*Banco Nacional de Crédito Ejidal*] : Banque Nationale de Crédit aux Ejidos.

*Cabildo* [chapitre] : conseil d'administration d'une municipalité ou d'une *république* d'indiens ou d'Espagnols.

*Cacique* [du nahuatl *calpixque*] : gouverneur d'une entité territoriale, indépendante ou administrée par un représentant de l'Etat aztèque. Par extension, l'expression désigne un personnage exerçant un pouvoir autoritaire et souvent violent.

*Calpulli* : organisation sociopolitique de base de la société indienne avant la conquête espagnole. Le *calpulli* correspondait fréquemment à une organisation clanique étendue, mais avec le développement de rapports féodaux dans le cadre de l'expansion des grands Etats méso-américains, leur gouvernement politique était souvent sujet au pouvoir d'un gouverneur désigné.

*Caudillo* : dirigeant politique tirant sa légitimité et son pouvoir de ses capacités de convocation et de commandement militaires.

*CGOCM* [*Confederación General de Obreros y Campesinos de México*] : Confédération Générale des Ouvriers et des Paysans du Mexique.

*CNA* [*Consejo Nacional del Azúcar*] : entreprise publique ayant chapeauté la coordination des usines sucrières nationalisées au début des années 1970 et régulé le système de prix dans le secteur.

*CNC* [*Confederación Nacional Campesina*] : Confédération Nationale Paysanne, syndicat paysan officiel sous le régime du PRI.

*CNG* [*Confederación Nacional Ganadera*] : Confédération Nationale des Eleveurs.

*CNPP* [*Confederación Nacional de los Pequeños Proprietarios*] : Confédération Nationale des Propriétaires Privés.

*Coa* : bâton fousseur.

*Cofrade* : membre d'une *cofradía*.

*Cofradía* [confrérie] : fondation pieuse formée par des laïcs, dont l'objet était de pourvoir aux besoins financiers du culte d'un saint, ou à des œuvres comme l'assistance aux indigents et aux

- malades, ou la célébration de messes pour le repos des âmes au purgatoire de ses membres décédés. Leurs biens étaient formés par donation des membres.
- Colonia agrícola* : forme de propriété privée créée par délégation de terres nationales à un groupe de demandeurs dans le cadre des politiques de colonisation agraire des marges territoriales nationales et ayant pour objectif la formation de structures de type *rancho*. Cette procédure de délégation de droits fonciers a été supprimée à partir de 1964.
- Comisariado ejidal* : comité de trois membres assurant le gouvernement exécutif de l'*ejido*. Par extension, désigne le président de ce comité exécutif.
- Compadrazgo* [“compéragé”] : rapport de parenté politique établi par le parrainage d’un enfant d’un individu par un autre individu, généralement plus puissant. Le *compadrazgo* a servi de support à l’établissement de relations clientélistes et paternalistes, dont l’expression en termes de parenté rendait acceptable le caractère asymétrique.
- Compadre* : personne engagée dans une relation de *compadrazgo*.
- Composición* : procédure juridique de la période coloniale par laquelle le possesseur d’une terre se voyait reconnaître par la Couronne la propriété légale de cette terre.
- Comunero* : membre d’une communauté avec statut de chef de famille, disposant à ce titre d’un droit statutaire d’accès aux terres et aux ressources naturelles indivises de la communauté, ainsi que d’un droit de participation aux instances politiques de celle-ci.
- Conasupo* [*Compañía Nacional de Subsistencia Popular*] : Compagnie Nationale de Subsistance Populaire, société publique dont la fonction était d’assurer l’approvisionnement à bas coûts en aliments de base des secteurs populaires.
- Consulado de mercaderes* : guilde formée par les principaux commerçants d’une juridiction définie par la Couronne (initialement à l’échelle d’une vice-royauté), dotée de prérogatives juridiques en première instance pour régler les litiges commerciaux et d’un monopole dans les échanges entre cette juridiction et les territoires voisins.
- Contaduría de Proprios, Arbitrios y Bienes de Comunidades* : institution coloniale créée en 1778 pour superviser la gestion des caisses des *pueblos* d’indiens et d’en centraliser les excédents.
- Cosechero* : grand agriculteur, souvent également commanditaire de contrats productifs auprès de petits agriculteurs indépendants ou de tenanciers qu’il a lui-même installés.
- Coyote* [du nahuatl *coyotl*] : intermédiaire privé, courtier.
- CRC* [*Comité Regional Campesino*] : Comité Régional Paysan, premier niveau de fédération des comités paysans locaux au sein de la CNC.
- CTM* [*Confederación de los Trabajadores de México*] : Confédération des Travailleurs du Mexique, syndicat ouvrier officiel sous le régime du PRI.
- DAAC* [*Departamento de Asuntos Agrarios y Colonización*] : Département des Affaires Agraires et de la Colonisation, première administration de la réforme agraire (ensuite transformée en ministère)
- Derecho de piso*, ou *piso* : loyer forfaitaire exigé par un propriétaire aux tenanciers établis sur ses terres, en sus, généralement, de l’obligation de répondre à ses sollicitations de recrutement.
- Depuración censal* : procédure administrative de l’administration de la réforme agraire correspondant à l’actualisation du registre des *ejidatarios* et des transferts de droits dans un *ejido* particulier.
- Desamortización* : processus par lequel les propriétés détenues en mainmorte (inaliénables, insaisissables, imprescriptibles) par des corporations civiles (municipalités, *pueblos* d’indiens) et

religieuses (Eglise, ordres monastiques, confréries, etc.) ont été dissoutes et redistribuées à leurs occupants sous forme de propriétés individuelles et aliénables.

*Encomendero* : bénéficiaire d'une *encomienda*.

*Encomienda* [ou "commanderie"] : institution du premier siècle de la conquête espagnole, correspondant à une charge administrative par laquelle un individu recevait de la Couronne la responsabilité de protéger et d'évangéliser un ensemble de villages indiens, en contrepartie du droit à percevoir un tribut (en biens et en travail) de la population de ces villages.

*Estancia de ganado* : exploitation d'élevage à l'époque coloniale.

*Ejido* : dans la législation de l'ancien régime, le terme *ejido* désignait un espace indivis, situé aux portes du bourg, généralement dédié au parcage du bétail et au battage des récoltes. La réforme agraire mexicaine a désigné par *ejido* une forme spécifique de propriété, dite "sociale", une organisation sociopolitique, dotée d'une personnalité juridique et d'un patrimoine propres, résultant d'une action de dotation foncière de la part de l'Etat au bénéfice d'un collectif de paysans qui en a fait la demande.

*Ejido comunal* : forme particulière d'organisation sociopolitique et foncière, correspondant à l'instauration de règles de libre accès au foncier *ejidal* pour tous les chefs de famille résidant dans l'*ejido*, indépendamment de leur statut légal, en infraction avec les réglementations officielles.

*Ejidatario/ejidataria* : membre de l'*ejido* enregistré comme tel par l'administration de la réforme agraire. Seuls les *ejidatarios* disposent d'un droit de participation et de représentation politiques aux instances de gouvernement de l'*ejido*.

*Finca* : exploitation sur laquelle des aménagements ont été réalisés (plantations pérennes, système d'irrigation). Par extension, désigne la propriété elle-même.

*FIRA [Fideicomisos Instituidos para la Agricultura]* : Fidéicommiss Institués pour l'Agriculture, institution financière publique fournissant des prêts à faible taux aux banques privées et publiques pour des opérations de développement agricole et pastoral.

*FISM [Fondo para la Infraestructura Social Municipal]* : Fonds pour l'infrastructure sociale municipale, intégrés dans l'enveloppe budgétaire du *Ramo 33* et destinés à la production d'infrastructures et de biens publics dans les localités rurales.

*GATT* : Global Agreement on Trade and Tarification.

*Grana* ou *grana cochinitilla* : colorant rouge pourpre issu de la cochenille qui parasite les figuiers de barbarie. Aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, la *grana* était le second produit d'exportation de la colonie de Nouvelle-Espagne après l'argent métallique.

*Hacendado* : propriétaire d'une *hacienda* foncière.

*Hacienda* : dans son sens originel, désigne un bien, un patrimoine. Par extension, le terme *hacienda* a été employé pour désigner, d'une part, les très grandes exploitations agricoles et, d'autre part, le Trésor public.

*Hidalguía, hidalgo* : noblesse, gentilhomme, vient de la contraction de l'expression "hijo de algo", "fils de quelqu'un", d'une ascendance notable.

*Ingenio* : fabrique de sucre. Désigne l'ensemble des installations d'extraction et de raffinage du jus de canne à sucre ainsi que, par extension, les terrains en culture approvisionnant cette fabrique.

*IMSS* : Institut Mexicain de la Sécurité Sociale.

*Inmecafé* : Institut Mexicain du Café, entreprise publique ayant assuré l'encadrement financier, agroindustriel et commercial des petits producteurs de café entre la décennie de 1970 et le début des années 1990.

*Jarocho/jarocho* : désigne les habitants du Sotavento de Veracruz et, par extension, une culture spécifique marquée par le métissage entre composantes africaine, européenne et indienne de la société mexicaine, ainsi que par l'influence des échanges avec l'ensemble de la Caraïbe afro-andalouse.

*Jefe político* : charge équivalant à celle de préfet de canton, dans l'organisation politico-administrative de la république mexicaine au cours du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle.

*Junta de pobladores* : "Junte des résidents", assemblée locale intégrant l'ensemble des résidents d'un *ejido*, quelque soit leur statut foncier, habilitée à prendre des décisions en matière de gestion des biens et de l'espace public des localités *ejidales*.

*LCAEV [Liga de Comunidades Agrarias del Estado de Veracruz]* : Ligue des Communautés Agraires de l'Etat de Veracruz.

*Macehual* : mot nahuatl, qui désigne une personne du peuple, de basse extraction.

*Maquiladora* : usine spécialisée dans l'assemblage industriel, dont l'activité repose sur l'emploi de main-d'œuvre bon marché.

*Mayorazgo* [ou "majorat"] : statut juridique de propriété créée par délégation personnelle de droits à un individu par un souverain, ces droits ne pouvant être aliénés hors de l'héritage direct, ni subdivisés entre les descendants du bénéficiaire.

*Merced* [de terres] : procédure juridique par laquelle la Couronne espagnole concédait la possession d'une surface de terre libre de droits reconnus (ou purgée de ces droits par la conquête) à un sujet en faisant la demande au titre de ses mérites. Cette concession était révocable ; elle ne valait pas droit de propriété, mais pouvait donner lieu à une procédure ultérieure de "composition" (*composición*).

*Milpa* : champ de cultures vivrières associant maïs, haricot, courges et, selon les régions, divers condiments (piments, tomates) et tubercules (manioc, patate douce).

*Mordida* : désignait initialement le système d'achat de charges publiques à la Couronne, dont le montant correspondait à la rentabilité du poste qui était convoité. Par extension, le terme a désigné les dessous de table versés à des fonctionnaires publics.

*Nao* [nef] de Chine : flotte armée qui assurait le trafic commercial entre les Philippines et la Nouvelle-Espagne dans un voyage circulaire annuel.

*Obraje* : organisation proto-industrielle de la production textile, correspondant à un atelier de filature exploité dans le cadre domestique et sous contrat avec un commanditaire commercial fournissant la matière première et achetant la production.

*PA [Procuraduría Agraria]* : Procuratie Agraire, administration chargée des rapports juridiques de proximité et de la régulation des litiges fonciers dans les *ejidos*.

*Pardo/parda* : métis(se) de noir et d'indien. Les *pardos* formaient une caste différenciée à l'époque coloniale. Généralement nés d'une femme indienne libre, les *pardos* ne pouvaient être esclaves.

*PAN [Partido Acción Nacional]* : Parti Action Nationale.

*Posesionario* : nouvelle catégorie juridique correspondant aux détenteurs de droits fonciers dans le secteur *ejidal*, non bénéficiaires du statut d'*ejidatario*, mais qui se sont vus reconnaître et certifier leurs droits de possession dans le cadre du programme de certification (Procede).

*PNR [Partido Nacional Revolucionario]* : Parti National Révolutionnaire

*Porfiriato* : terme qui désigne la longue période de gouvernement du général Porfirio Díaz (1876-1911), marquée par l'autoritarisme des rapports politiques, une forte croissance économique et un développement extrême des inégalités sociales.

*PRD* [*Partido de la Revolución Democrática*] : Parti de la Révolution Démocratique

*PRI* [*Partido Revolucionario Institucional*] : Parti révolutionnaire Institutionnel

*Principal* : terme désignant les membres de la noblesse indigène, auxquels la législation coloniale reconnut après la conquête un certain nombre de privilèges.

*PRM* [*Partido de la Revolucion Mexicana*] : Patri de la Révolution Mexicaine.

*Procampo* : Programme d'appuis direct aux campagnes, subsides directs aux producteurs agricoles.

*Procede* : Programme de certification des droits fonciers et des lots urbains dans domaine *ejidal*.

*Procymaf* : Programme de conservation et de gestion forestière,

*Prodefor* : Programme de développement forestier.

*Progesa/Oportunidades* : Le Programme Education, Santé et Education, programme phare de lutte contre la pauvreté du gouvernement mexicain.

*Pronasol* : Programme National de Solidarité.

*Propios* : ressources fiscales obtenues par les municipalités ou les *pueblos* d'indiens à travers la location de certaines ressources (terres de culture, pâturages, bois). Par extension, ce terme à désigné ces ressources gérées directement par le gouvernement de la collectivité.

*Pueblo* : dans le contexte colonial, désigne l'ensemble d'une collectivité politique indigène, constituée à partir du regroupement des populations de différents villages en une localité unique (*pueblo*) et réunie sous un même gouvernement.

*Ramo 33* : Fonds décentralisés de financement d'infrastructures sociales.

*RAN* [*Registro Agrario Nacional*] : Registre Agraire National, administration en charge des registres de droits fonciers et de leurs titulaires dans le secteur *ejidal*.

*Ranchería* : hameau ou ensemble d'exploitations familiales dispersées.

*Ranchero/ranchera* : désigne les habitants de *ranchos* ou de *rancherías*. Par extension, adjectif caractérisant une culture et une organisation spécifique aux formations sociales situées dans des zones isolées, reposant sur une des structures familiales non communautaires et sur un système de propriété privée.

*Rancho* : terme qui désigne à la fois un habitat rural isolé et une exploitation agricole reposant sur une organisation familiale et un type de propriété individuelle.

*Reconquista* : processus de "reconquête" de la péninsule ibérique par les royaumes chrétiens sur les Etats musulmans, entre les XII<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

*Remesas* : transferts d'argent réalisés par les migrants en faveur de leur famille d'origine.

*Repartimiento de mercancías* [*repartimiento* de marchandises] : système institutionnalisé d'avances obligatoires que les administrateurs coloniaux (*alcaldes mayores*) faisaient aux indiens de leur juridiction, consistant dans la fourniture de produits manufacturés et d'animaux de trait, que ceux-ci devaient rembourser en livrant des produits de traite coloniale (textiles, colorants, métaux, etc.)

*República de indios* [république d'indiens] : instance de gouvernement des *pueblos* indiens instituée par la législation coloniale. La *république* était constituée par un gouverneur élu chaque année et par un conseil, ou *cabildo* formé par des notables. La *république* comptait également un certain nombre de fonctionnaires secondaires, juges de paix (*alcalde*), secrétaires (*escribanos*) et des officiers de police (*alguaciles*) qui assuraient l'administration des villages-sujets intégrant le *pueblo*.

*Río* : rivière, fleuve.

*SAGARPA* [*Secretaria de Agricultura, Pesca y Producciones Animales*] : Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des pêches.

*SAM* [*Sistema alimentario mexicano*] : programme d'appui à la production et à la consommation alimentaires du gouvernement mexicain, conduit entre 1980 et 1982.

*SEDESOL* [*Secretaria de Desarrollo Social*] : Ministère du Développement Social.

*SEMARNAT* [*Secretaria de Medio Ambiente y Recursos Naturales*] : Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles.

*Señorío* : terme désignant dans le contexte de la conquête espagnole du Mexique une seigneurie ou un Etat relevant d'une autorité centrale, qui pouvait être indépendant ou vassal de l'Empire aztèque.

*Sierra* : chaîne montagneuse.

*Sitio de ganado mayor* : "site de gros bétail", mesure de superficie de l'ancien régime correspondant à un carré de 5000 aunes (*varas*) de côté et représentant une surface de 1 755,6 Ha.

*Sotavento* : littéralement « côte sous le vent ». Désigne l'ensemble des régions littorales du Golfe du Mexique situées au Sud du port de Veracruz et sous le régime dominant de vents du Nord. Par extension, le Sotavento est la grande région couverte par les bassins du Papaloapan, à l'Ouest et du Coatzacoalcos et du Tonalá, à l'Est.

*SRA* [*Secretaria de Reforma Agraria*] : Ministère de la Réforme Agraire (a succédé au DAAC).

*Tabamex* : entreprise publique ayant assuré le monopole du financement, de l'encadrement et de l'achat des récoltes des producteurs de tabac entre la décennie de 1970 et le début des années 1990.

*Tameme* [du nahuatl *tlamama*] : porteur de charge, portefaix.

*Tapachole* : cycle de culture en humidité résiduelle (novembre-avril).

*Temporal* : cycle de culture pluviale en saison des pluies (juin-novembre).

*Tierra y Libertad* ["Terre et Liberté"] : slogan des insurgés zapatistes durant la révolution mexicaine des années 1910-1919, qui synthétisait les revendications de récupération des terres spoliés et de rétablissement de l'autonomie politique des municipalités et des *pueblos* d'indiens.

*Tlatoani* : titre de l'empereur aztèque.

*Tribunal Agrario* : Tribunal Agraire, instance juridique habilitée à réguler et juger les conflits fonciers dans le secteur *ejidal*.

*UEPRV* [*Unión de Ejidos Primitivo R. Valencia*] : organisation locale de producteurs de tabac dans les Tuxtlas, dont les membres sont des *ejidos* et non des individus.

*UNAM* : Université Nationale Autonome de Mexico.

*URGCV* [*Unión Regional Ganadera del Centro de Veracruz*] : Union Régionale des Eleveurs du Centre de Veracruz.

*URGSV* [*Unión Regional Ganadera del Sur de Veracruz*] : Union Régionale des Eleveurs du Sud de Veracruz.

*Vara* : aune. Désigne à la fois un bâton, symbole d'autorité, et une mesure de l'ancien régime, correspondant à une longueur de 3 pieds de Castille (soit environ 0,84 mètre).

*Vecino* [littéralement "voisin"] : terme désignant un résident ou membre d'une communauté.

*Villa* : ville ou localité fondée par des Espagnols et disposant d'un statut et de prérogatives spécifiques dans le cadre colonial. Par la suite le terme est devenu une catégorie administrative, indexée à la taille de la localité et conférant un certain nombre d'attributs politiques.

*Xahuastle* : couteau à lame triangulaire et à long manche employé pour sarcler les cultures.

*Xocoyote* : puîné d'une famille.

## **Table des illustrations**

### **(encadrés, figures et tableaux)**

#### **Encadrés**

Encadré 1.1 : La structure juridique du Marquisat del Valle de Oaxaca dans l'organisation politico-administrative de la Nouvelle-Espagne.....	35
Encadré 2.1 : Agriculture indienne et économie du coton en Méso-Amérique aux époques précoloniale et coloniale .....	60
Encadré 3.1 : Les réformes légales de l'organisation administrative coloniale à l'époque bourbonnienne (1750-1820).....	70
Encadré 4.1 : La législation libérale en matière de propriété foncière rurale au cours du XIX <sup>e</sup> siècle	107
Encadré 6.1 : Eléments de la législation rétablissant les prérogatives politiques et foncières des communautés durant la période révolutionnaire .....	161
Encadré 7.1 : L'ejido et la législation de la réforme agraire dans la réorganisation des rapports entre les communautés rurales et l'État dans le Mexique post-révolutionnaire .....	187
Encadré 8.1 : La famille Maitret comme paradigme d'intégration verticale et clientéliste de l'élevage à viande .....	233
Encadré 8.2 : L'entrepreneur ejidal dans la colonisation agraire des années 1970. L'exemple de Chuniapan de Arriba, dans l'Uxpanapa .....	246
Encadré 10.1 : Les réformes de 1992 à la Loi Agraire .....	304

#### **Figures et cartes**

Figure 1.1 : Situation géographique de la région des Tuxtlas .....	28
Figure 1.2 : Caractéristiques climatologiques de la région .....	29
Figure 1.3 : Grandes phases de peuplement et organisation politique du Sotavento aux temps précoloniaux.....	31
Figure 1.4 : Le Marquisat del Valle dans l'organisation administrative du Sotavento à l'époque coloniale .....	36
Figure 1.5 : L'occupation de l'espace dans les Tuxtlas à la fin du XVI <sup>e</sup> siècle.....	37
Figure 1.6 : Evolution de la population indienne dans les Tuxtlas et le Sotavento, XVI <sup>e</sup> -XVII <sup>e</sup> siècles...40	
Figure 2.1 : Organisation spatiale des échanges dans le Sotavento au XVIII <sup>e</sup> siècle .....	58
Figure 2.2 : La configuration des voies d'échange dans la région de l'Isthme, selon la Relation de Corral (1777).....	59
Figure 3.1 : Peuplement et occupation des l'espace dans l'alcaldía mayor de Tuxtla vers 1790 .....	74



Figure 3.2 : Carte du Marquisat del Valle dans les Tuxtlas, réalisée par l'alcalde mayor Manuel de Escobal, en 1792.....	75
Figure 3.3 : Evolution de la population dans l'alcaldía mayor de Tuxtla au XVIIIe siècle.....	77
Figure 4.1 : La configuration de la propriété foncière à San Andrés Tuxtla vers 1850 .....	103
Figure 4.2 : Evolution des indicateurs de la production agricole commerciale dans le Sotavento de Veracruz, durant la deuxième moitié du XIX <sup>e</sup> siècle .....	113
Figure 4.3 : Organisation de l'espace dans les Tuxtlas vers 1880 .....	116
Figure 4.4 : Distribution des titres fonciers par localité sur les anciennes propriétés corporatives à San Andrés Tuxtla, 1886-1888 .....	125
Figure 5.1 : Situation de la propriété foncière dans le municpe de San Andrés Tuxtla vers 1920 .....	151
Figure 5.2 : Distribution de la propriété foncière en 1886 et en 1921 dans le périmètre de l'ancien comun municipal.....	152
Figure 6.1: Les dotations de terre et les conflits pour la gouvernance des ressources dans la partie centrale des Tuxtlas, entre 1925 et 1930.....	174
Figure 7.1 : Évolution du peuplement et de la structure agraire dans la partie centrale des Tuxtlas, entre 1920 et 1940 .....	194
Figure 7.2 : Caractéristiques sociodémographiques de la population bénéficiaire de dotation foncière durant les décennies de 1920 et de 1930.....	195
Figure 7.3 : Organisation de l'espace productif et des coordinations économiques et politiques dans les Tuxtlas vers 1940.....	199
Figure 7.4 : Organisation des espaces d'influence commerciale dans la partie centrale des Tuxtlas dans la seconde moitié des années 1940 .....	204
Figure 7.5 : Expéditions de bananes par le chemin de fer de San Andrés entre 1938 et 1948, selon les quantités déclarées par les différentes associations de producteurs .....	207
Figure 7.6 : Organisation des espaces de clientélisme et de contrôle politiques dans la partie centrale des Tuxtlas au début des années 1940 .....	218
Figure 8.1 : Le prolongement de la frontière agraire dans la partie centrale des Tuxtlas, entre 1945 et 1960 .....	225
Figure 8.2 : Évolutions des prix relatifs de la viande bovine, du maïs et du saindoux au Mexique, entre 1927 et 1978 (en monnaie constante, indice 100 en 1927).....	229
Figure 8.3 : Le processus de colonisation agropastorale du littoral des Tuxtlas, 1945-1975 .....	239
Figure 8.4 : Structures de la colonisation agropastorale dans l'Isthme de Veracruz à la fin des années 1970.....	242
Figure 8.5 : Organisation de l'espace et des rapports de production autour de l'élevage bovin.....	252
Figure 8.6 : Relation entre le type de propriété foncière et la distribution de la population bovine en 1991.....	253
Figure 9.1 : Croissance démographique et densification de l'espace ejidal dans les différents contextes de mise en œuvre de la réforme agraire dans les Tuxtlas, 1930-1990 .....	264
Figure 9.2 : Organisation économique de l'espace dans les Tuxtlas à la fin des années 1970.....	277
Figure 9.3 : Traces de superposition des trames foncières historiques dans l'ejido Bodegas de Totoltepec en 2001 .....	284

Figure 9.4 : Traces de superposition des trames foncières historiques dans l'éjido Soyata en 2001..	286
Figure 9.5 : Trames foncières dans les ejidos de la zone de Bodegas de Totoltepec en 2001 .....	289
Figure 10.1: Évolution des prix relatifs au producteur agricole (base 100 en 1993) .....	303
Figure 10.2 : Evolution des indices de prix des déterminants de la production agricole 1987-2000 .	310
Figure 10.3 : Evolution de la valeur ajoutée à l'hectare des principales activités agropastorales dans les Tuxtlas entre 1990 et 2000 .....	311
Figure 10.4 : Evolution du taux de masculinité par âge dans le municpe de San Andrés Tuxtla, 1990-2000 .....	315
Figure 10.5 : les expressions locales du Procede dans la partie centrale des Tuxtlas .....	321
Figure 10.6 : Structure par âge et statut foncier des chefs de ménage dans quatre localités représentatives des formes de mise en œuvre du Procede .....	322
Figure 10.7 : Répartition de la propriété entre les bénéficiaires du Procede dans quatre localités représentatives des formes de sa mise en œuvre .....	323
Figure 10.8 : Phases historiques de la réforme agraire et formes d'adoption de la réforme légale dans les ejidos de la partie centrale des Tuxtlas.....	325
Figure 11.1 : Evolution du taux de masculinité dans les ejidos selon leur localisation et leur type d'orientation économique, dans le municpe de San Andrés Tuxtla (1995-2003) .....	340
Figure 11.2 : Indices de migration et accès aux politiques sociales dans les ejidos de la partie centrale du municpe de San Andrés Tuxtla, 2001-2005 .....	350
Figure 11.3 : Comparaison entre l'accès aux programmes publics et les formes de mise en œuvre du Procede dans les ejidos du centre des Tuxtlas .....	351
Figure 11.4 : Reçu de "collaboration à l'entretien du chemin entre les ejidos 27 de septiembre et Las Camelias", municpe de Sayula, août 2004.....	356

## Tableaux

Tableau 3.1 : Evolution des rentes foncières du Marquisat dans les Tuxtlas au début du XIX <sup>e</sup> siècle...	83
Tableau 4.1 : Nombre de bénéficiaires du fractionnement des propriétés corporatives en 1886-1888 .....	124
Tableau 5.1 : Evolution des prix de la terre dans différentes zones à problématique sociofoncière homogène .....	146
Tableau 5.2 : Séquence des acquisitions foncières réalisées par Octaviano G. Carrión entre 1890 et 1904 .....	149
Tableau 5.3 : Evolution du nombre de propriétaires dans les différents "partis" fonciers de San Andrés Tuxtla, entre 1886 et 1921.....	150
Tableau 6.1 : Les dotations foncières dans le municpe de San Andrés Tuxtla, 1925-1930 .....	171
Tableau 7.1 : Evolution de la population des ejidos de la partie centrale du municpe de San Andrés Tuxtla, entre 1930 et 1970.....	215
Tableau 10.1 : Évolution des transferts publics alloués au développement rural, 1992-2006.....	298
Tableau 10.2 : Panorama des principaux programmes publics mis en œuvre dans le milieu rural 1995-2005 .....	299

Tableau 10.3 : Reconversion productive à l'échelle de la superficie subventionnée par Procampo dans la partie centrale des Tuxtla, 1995-2000 .....	312
Tableau 10.4 : Évolution des effectifs démographiques par sexe et par âge dans le municpe de San Andrés Tuxtla entre 1990 et 2000.....	314
Tableau 10.5 : Évolution des revenus des familles rurales entre 1990 et 2000 .....	315
Tableau 10.6 : Les expressions du Procde dans les différents contextes sociodémographiques du centre des Tuxtlas .....	320
Tableau 10.7 : Évolution de la distribution des subsides à la production agricole (Procampo) dans les ejidos de la zone d'étude .....	326
Tableau 10.8 : Taux d'accès des ménages au programme Progresa en 2000 selon les caractéristiques de répartition des certificats fonciers .....	328
Tableau 11.1 : Les transferts financiers vers les familles paysannes dans différents contextes locaux et selon le statut foncier en 1999 .....	334
Tableau 11.2 : Position des migrants de longue distance au sein de leur famille selon le statut foncier (dernier déplacement, 1997-1999).....	335
Tableau 11.3 : Evolution des dotations budgétaires pour la réalisation d'infrastructures rurales au municpe de San Andrés Tuxtla, 1999-2009.....	346
Tableau 11.4 : Accès aux transferts publics et aux fonds d'équipement social dans six contextes locaux du municpe de San Andrés Tuxtla .....	347
Tableau 11.6 : Dispositifs locaux de fiscalisation dans l'ejido Bodegas de Totoltepec .....	352